

UNIVERSITY OF ILLINOIS
LIBRARY

Class

305

Book

RE

Volume

12

ECONOMICS
DEPARTMENT



LA REFORME SOCIALE

LA RÉFORME SOCIALE paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois

Les membres de la *Société d'économie sociale* reçoivent la *Réforme sociale* et les *Ouvriers des Deux Mondes* en retour de leur cotisation annuelle de 20 fr.

Les membres des *Unions de la paix sociale* reçoivent la *Réforme sociale* en échange de leur cotisation annuelle de 12 fr. (14 fr. pour les pays de l'union postale).

Les personnes étrangères aux deux *Sociétés* peuvent s'abonner aux conditions suivantes :

FRANCE: UN AN, 15 fr.; SIX MOIS, 8 fr. | EUROPE: UN AN, 18 fr.; SIX MOIS, 10 fr.
Hors l'Europe : le port en sus.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

LE NUMÉRO : 80 CENTIMES

Toute demande d'abonnement doit être accompagnée d'un mandat sur la poste au nom de M. PRÉVOST, administrateur de la *Réforme sociale*.

Les communications sont adressées au secrétariat, boulevard Saint-Germain, 174, à Paris.

Prix de la collection :

La première série complète (10 vol.) : 50 fr. — Les tomes I et IV presque épuisés ne se vendent qu'avec la collection complète. Les autres volumes se vendent séparément 4 fr. le vol.



LA
RÉFORME SOCIALE

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE

ET DES

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

FONDÉES PAR

P.-F. LE PLAY

DEUXIÈME SÉRIE — TOME II.

SIXIÈME ANNÉE

JUILLET-DÉCEMBRE 1886

PARIS

SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE

BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 174

1886

COMPTE RENDU GÉNÉRAL
DE
LA RÉUNION ANNUELLE
(19 - 24 MAI)

SÉANCES GÉNÉRALES

Présidence de M. PAUL PONT
Membre de l'Institut,
Président de Chambre honoraire à la Cour de Cassation.

SÉANCE D'OUVERTURE

La séance est ouverte à 8 heures et demie du soir dans la grande salle de l'hôtel de la Société de géographie.

M. JULES MICHEL, président de la Société d'Économie sociale :

Mesdames et Messieurs,

Au moment d'ouvrir la cinquième session annuelle du Congrès de la Société d'Économie sociale et des Unions de la paix sociale, permettez-moi de remercier l'éminent jurisconsulte qui a bien voulu accepter de présider cette année votre réunion. Sa présence au fauteuil me paraît avoir une signification qui ne vous échappera pas sans doute, et sur laquelle je voudrais insister néanmoins. Ce sera en effet le meilleur moyen de répondre aux insinuations à l'aide desquelles trop souvent des esprits superficiels, plutôt qu'hostiles peut-être, croient pouvoir combattre la légitime influence qu'exercent vos travaux dans le monde des penseurs désintéressés.

En étudiant, à la suite de M. F. Le Play les degrés de paix et de prospérité dont jouissent les divers groupes qu'on peut observer parmi les habitants de l'Europe, vous avez été amenés à comparer les législations auxquelles ils obéissent, et à constater l'influence que les lois peuvent avoir sur le bonheur des populations et sur la stabilité des Etats. Vous avez, en conséquence de ces observations, indiqué les réformes dont certaines de nos lois devraient être l'objet, si l'on veut arrêter la désorganisation de la famille agricole ou indus-

trielle, désorganisation qui constitue un des plus graves dangers pour l'avenir de notre pays.

Les personnes que toute nouveauté effraie, opposent volontiers une fin de non recevoir à de pareilles réformes qui contrarient leurs habitudes d'esprit. Pour repousser l'étude loyale que vous réclamez, elles s'attachent à vous représenter comme des détracteurs de notre code civil. Elles vous accusent d'être possédés d'un amour déraisonnable du passé et de manquer de respect pour nos institutions nouvelles.

Oui, Mesdames et Messieurs, nous aimons tout ce que nous a légué de bon la sagesse de nos pères et précisément à cause de cela nous aimons autant que qui que ce soit le code civil. N'est-il pas en effet un monument où se trouvent recueillies les meilleures traditions d'un passé déjà long, et où se trouvent reproduites beaucoup d'anciennes coutumes, fruit de l'expérience des siècles. Elles ont été formulées en des textes précis, grâce aux lumières et à la sagacité de plusieurs générations de savants commentateurs. Comment nous, hommes de tradition, pourrions-nous manquer de respect à une œuvre pareille ? Mais nous ne saurions non plus en demeurer les admirateurs aveugles. Nulle œuvre sortant de la main des hommes n'est parfaite, et vous savez d'ailleurs que l'élaboration du code civil a été accomplie à une époque troublée, où les hommes de bonne volonté qui en étaient chargés n'ont pas été libres de faire toujours prédominer leurs sentiments ou leurs préférences doctrinales ; à une époque même où il leur était difficile d'être à l'abri de certains préjugés, dont leur œuvre s'est ressentie.

Le code civil n'est donc pas un nouvel Evangile dont on doive se contenter de commenter les articles, sans qu'on puisse soulever la moindre critique, sans qu'on ose demander d'y changer le moindre iota.

Cette œuvre, dont le but est de faire régner la paix dans la société, elle doit être jugée à la lumière des faits. L'observation impartiale et suffisamment prolongée peut seule nous apprendre si toutes les parties dont elle se compose ont réellement atteint ce noble but. Telle est la mission que s'est donnée la Société d'Economie sociale, et quand elle critique certaines prescriptions de notre législation quand elle demande certaines réformes nécessaires dans nos lois elle le fait avec une respectueuse admiration pour ce qu'elles renferment de bon et d'utile, mais elle le fait avec une liberté sans défaillance, du moment où elle a pu reconnaître que ces prescriptions conduisent à un antagonisme fâcheux et qu'elles sont en opposition avec les pratiques en honneur chez les peuples prospères.

Mais plutôt que d'étudier avec nous les faits sur lesquels reposent

nos jugements, plutôt que de discuter les limites dans lesquelles pourraient être admises les réformes que nous réclamons, certaines personnes, je le répète, préfèrent nous accuser de méconnaître, de parti pris, les bienfaits de notre législation.

Eh bien, Messieurs, ne pensez-vous pas que la présence à ce fauteuil de M. Pont, membre de l'Institut pour la section de législation, soit la meilleure réponse à de pareilles accusations ? M. Pont, dont la vie s'est passée au contact des plus éminents magistrats de notre pays, et dont les publications font autorité dans les questions de droit les plus délicates, M. Pont qui cependant ne recule pas devant la pensée de vérifier, par exemple, si les prescriptions d'un code datant de 1804 sont toujours en harmonie avec les transformations si complètes qui se sont opérées dans les conditions du travail au XIX^e siècle, M. Pont ne vous semble-t-il pas représenter ici aujourd'hui l'accord complet qui doit exister entre les travaux des jurisconsultes et les études des membres de la Société d'Economie sociale ?

Les uns et les autres s'appliquent à chercher quelles sont les règles capables de garantir le plus sûrement la paix dans la société. Pour les formuler, les jurisconsultes à l'esprit indépendant invoquent d'abord les principes supérieurs de la justice et du droit, mais ils ne renoncent pas pour cela à en étudier les résultats dans l'application, toujours prêts à modifier ces règles, si les faits, mûrement observés en démontrent la nécessité. Demandez-vous autre chose ?

C'est cette science du droit impartiale et éclairée, autant qu'ennemie de la routine, que je salue dans la personne de M. le président Pont ; et je le remercie en votre nom d'être venu témoigner hautement que cette science et la science sociale, telle que vous la comprenez, se donnent la main pour travailler de concert au bonheur de notre pays, et, mieux encore, à la solution des graves problèmes sociaux qui de nos jours agitent le monde tout entier. (*Applaudissements.*)

M. P. PONT, président, prononce le discours suivant :

F. LE PLAY ET SON ÉCOLE

Messieurs,

Vous inaugurez aujourd'hui la cinquième session annuelle, qui réunit les deux Sociétés dont M. Frédéric Le Play a été le fondateur : la *Société d'Economie sociale* et les *Unions de la paix sociale*.

Cette année, comme les années précédentes, vous avez conviée

à la présidence, pour cette inauguration, une personne complètement étrangère à vos utiles et si intéressants congrès. L'année dernière, ce fut M. Ferdinand de Lesseps que vous appelâtes à cet honneur ; et ce dut être, pour vous, un touchant et beau spectacle de voir celui qu'on a nommé le *grand Français* présider une de ces assemblées où, comme dans celle-ci, sont toujours présents et vibrent les souvenirs laissés par un autre Français qu'on peut aussi dire grand, et qui le fut assurément par la grandeur de la pensée dont la réalisation a été le constant objet de ses investigations incessantes.

L'année précédente, c'est un savant, un sympathique philosophe, M. Vacherot, que vous aviez choisi. Qui, plus que lui, était digne d'un tel honneur ! Et pourtant, il vous a dit ici, à cette place, « qu'il ne se sentait pas l'avoir mérité », ayant fait, dans sa vie d'études abstraites plus de philosophie spéculative que de science positive. Qu'est-ce donc, Messieurs, que je devrais dire, moi que vous appelez aujourd'hui à occuper ce poste d'honneur, après d'aussi éminents personnages ! Certes, avec plus de raison que ce savant prédécesseur, je devrais me sentir, et je me sens, en effet, ne l'avoir pas mérité ! Peut-être, dans ma vie de juriste voué à l'étude du droit, ai-je fait, plus que lui, de la science pratique et positive ; mais aussi peu, et même moins qu'à lui, l'occasion m'a été offerte d'entrer profondément dans la méditation des problèmes sociaux. Et bien plus exactement que M. Vacherot, je peux et je dois dire qu'il manque absolument à mon actif « une de ces fortes études sociales dont votre fondateur, notre maître à tous, a donné l'exemple et le modèle ».

Je n'ai donc pas de titre à l'honneur que vous me faites, si ce n'est pourtant (on vous l'a dit sans doute) une sympathie sincère et profonde pour vous, Messieurs, pour vos efforts à poursuivre avec une généreuse ardeur une œuvre noble, noblement entreprise, et avant tout, pour votre illustre fondateur, pour Frédéric Le Play, dont ce sera l'éternel honneur d'avoir jusqu'au dernier jour de sa vie, vécu, étudié, travaillé sous l'inspiration d'une pensée grande et sainte « la paix sociale », et de s'être voué tout entier, avec la constance, l'abnégation et le dévouement de l'apôtre, à la poursuite et à l'organisation des moyens qu'il jugeait les plus propres à en assurer la réalisation. C'est, en tout cas, cette sympathie qui a vaincu mes hésitations, et m'a fait accepter, comme le moyen le meilleur d'en apporter ici le témoignage, la présidence à laquelle vous m'avez fait l'honneur de m'appeler.

Combien a été grande l'œuvre de M. Frédéric Le Play, vous le savez mieux que personne. Permettez-moi, cependant, de la rappeler

sinon tout entière, au moins dans ce qui se rapporte à la *science sociale* qu'il a fondée et dont, vous le savez, il a rassemblé les éléments au cours de ces innombrables voyages exécutés dans l'intérêt de la science métallurgique qu'il enseignait à l'école des mines à Paris.

En 1855, réunissant et coordonnant les précieuses informations sociales recueillies dans les pays et les milieux les plus divers, F. Le Play, sur les conseils de François Arago, a publié ce qui vraiment fut l'œuvre de son génie, le livre des *Ouvriers européens*. « Jamais, a dit Sainte-Beuve à propos de ce livre, la statistique n'avait encore été traitée de la sorte, ni serrée d'aussi près, de manière à rendre tous les enseignements qu'elle contient et rien que ce qu'elle contient... Esprit exact, sévère, pénétrant, exigeant avec lui-même, l'un de ces hommes rares chez qui la conscience en tout est un besoin de première nécessité et dont le plus grand plaisir, comme la récompense, est dans la poursuite même d'un travail, doué d'un esprit de suite, de ténacité et de patience incroyable, obstiné et même acharné à mener son idée à fin et à la pousser aussi loin que possible, F. Le Play, en rassemblant les éléments du problème social, a fait un premier ouvrage qui, sans parti pris, est un modèle et qui devrait être une leçon pour tous les réformateurs, en leur montrant par quelles séries d'études préparatoires, par quelles observations et quelles comparaisons multipliées il convient de passer avant d'oser se faire un avis et de conclure... Je ne sais pas de plus belle page de moralité sociale à méditer ».

L'ouvrage dont le célèbre critique parle ainsi fut, dès son apparition, offert en hommage à l'Académie des sciences morales et politiques et, si j'en juge par moi-même, le public dont je faisais partie alors a gardé le souvenir de la brillante discussion qui s'éleva à cette occasion au sein de l'Académie, sur un grand et beau rapport de l'un de vos anciens présidents, M. Michel Chevalier ; l'année suivante, l'ouvrage obtint de l'Académie des sciences le prix de statistique.

A peu de temps de là est venu ce livre puissant, *la Réforme sociale*, où la doctrine du réformateur est magistralement exposée. Et ici, je ne résiste pas au plaisir de citer Montalembert que Le Play a eu la rare et singulière fortune d'unir à Sainte-Beuve dans un sentiment d'approbation admirative. Émerveillé à la lecture de *la Réforme sociale*, Montalembert écrit à un ami, à Cochin, qui, lui aussi, a été l'un de vos présidents : « Il n'a pas paru de livre plus important et plus intéressant depuis le grand ouvrage de Tocqueville sur la démocratie, et Le Play a le mérite d'avoir bien plus de courage que Tocqueville, qui n'a jamais osé braver un préjugé puissant. » — « Je me suis mis à

relire *la Réforme sociale*, écrit-il encore plus tard ; aujourd'hui, je la lis, je l'annote, je m'en imbibe goutte à goutte ; je n'hésite pas à dire que Le Play a fait le livre le plus original, le plus courageux, et sous tous les rapports le plus fort de ce temps ;... il sera vraiment grand dans l'histoire intellectuelle du dix-neuvième siècle. »

Et puis, poursuivant dans sa retraite les grands travaux de sa belle carrière, et précisant en quelque sorte les conséquences de ses principes, M. F. Le Play a successivement publié : en 1871, *la Paix sociale après le désastre* ; — en 1873, l'un de ses plus beaux livres, *la Constitution de l'Angleterre* ; — en 1876, *la Réforme en Europe et le Salut en France* ; — de 1877 à 1880, la deuxième édition de son œuvre capitale, *les Ouvriers européens* ; — en 1879, *la Question sociale* ; — enfin en 1881, *la Constitution essentielle de l'humanité*. Ces œuvres tendent au même but et convergent vers la même pensée. Et cette pensée a été merveilleusement décrite dans une notice nécrologique, étude émue, écrite avec le cœur par un de vos chers confrères, qui a été mon collègue en magistrature et que je m'honore de compter au nombre de mes amis, M. Jules Lacoïnta, l'un des plus éminents disciples du maître.

Comme il le dit excellemment, Le Play a pu présenter, dans *les Ouvriers européens* et *les Ouvriers des deux mondes*, des galeries de portraits économiques et moraux qui font reposer désormais la science sociale sur d'inébranlables fondements et sont les modèles offerts à tout observateur de bonne foi. Dans l'accomplissement de sa tâche, il recueillit les traditions des peuples prospères, s'enquérant aux vraies sources de la réforme, auprès de cette classe d'hommes d'élite, qui existe chez toutes les nations, appelés, en Orient, *les hommes supérieurs, le peuple du ciel*, que Platon dénommait *les hommes divins*, et que par un terme en véritable harmonie avec le but de son œuvre, Le Play nomme *les autorités sociales*. Après avoir observé un grand nombre de familles, dans les pays et les groupes les plus divers, avoir vécu sous leurs toits pour les mieux connaître, Le Play médita sur ses travaux, répartit tous les peuples de la terre en sociétés *stables*, sociétés *ébranlées*, sociétés *désorganisées*, exposa les principes qu'il avait rencontrés chez les familles et les nations prospères, les erreurs génératrices de la discorde, et de ce travail comparé fit jaillir l'indication des causes du bonheur ou du trouble social. — Il a prouvé que la vraie constitution d'un peuple est dans les mœurs et les institutions de la vie privée, et que la vie privée imprime à la vie publique son caractère ; il a dévoilé le rôle immense de l'organisation de la famille qui est le principe sacré d'où dérive l'Etat. La science sociale est pour lui l'étude, non de la richesse, mais du bonheur des familles et des nations, des moyens qui peuvent leur en procurer ou leur en resti-

tuer le bienfait.... Pour être heureuses, les sociétés doivent donc se soumettre aux principes qui, sous toutes les latitudes et dans tous les temps, ont vraiment engendré la prospérité ; les peuples souffrent, s'ils les oublient ; s'ils les violent, ils périssent ou tombent dans une honteuse dégradation... Voilà ce que la méthode rigoureuse de l'observation a appris au maître qui, relevant parmi nous, suivant la belle expression de Sainte-Beuve, *la statue du respect*, a résumé toute la loi sociale en cette formule : *respect de Dieu, respect du père de famille, respect de la femme*.

Les objections et les critiques, ai-je besoin de le dire, n'ont pas manqué à Le Play et à son œuvre immense. Les disciples et les amis n'ont ni à s'en plaindre, ni même à s'en étonner : c'est généralement une des marques auxquelles se reconnaissent les œuvres et les hommes de grande et haute portée. Et puis d'ailleurs, il faut le dire, le lecteur attentif a pu reconnaître que plus d'une fois Le Play a lui-même répondu par avance à des critiques dirigées contre ses doctrines par des censeurs qui, sans doute, les avaient insuffisamment étudiées. Ainsi beaucoup lui reprochent des opinions surannées et le représentent comme un homme du passé. Or, bien des passages de ses livres auraient dû le mettre à l'abri d'un tel reproche, et pour n'en citer qu'un, entre vingt autres, voici ce qu'on peut lire dans *les Ouvriers européens* : « La sécurité et le bien-être que nous admirons chez les peuples de l'Orient, ne sont pour nous qu'un premier pas dans les voies de la civilisation ; les vices que nous observons dans les constitutions et les mœurs de l'Occident s'offrent à nous comme des taches dans un ordre social incomparablement plus avancé, comme une conséquence temporaire de l'imperfection humaine, comme une déviation accidentelle des principes conservateurs des sociétés. Malgré l'éloge que nous avons dû faire de plusieurs conséquences des régimes de tradition et d'autorité, nous sommes loin de proposer ces dernières comme des modèles ; le seul enseignement que nous prétendions tirer de leur exemple est de rappeler les principes essentiels qui y sont spécialement conservés et que d'autres peuples ont pu momentanément oublier en obéissant au mouvement parfois désordonné qui les entraîne vers le progrès... »

Au surplus, ce n'est ici ni le moment ni le lieu de discuter les objections et les critiques. Et je passerais outre si je ne tenais à en relever une qui est, je crois, de date récente ; tout au moins, puis-je dire, je la connais pour ma part depuis peu. On accorde à Le Play de suivre une méthode irréprochable pour recueillir et décrire des faits sociaux, mais on l'accuse d'obéir à l'esprit de système pour ranger ces faits dans des séries naturelles. En un mot, dit-on, s'il était un

observateur puissant, un classificateur ingénieux, en revanche il n'était pas philosophe.

Ainsi, Le Play n'était pas philosophe ! voilà le grief.

Je ne sais ni ce qu'il en aurait pensé lui-même, ni ce qu'après lui en pensent ses disciples et ses amis. Mais, en ce qui me concerne, je serais porté à protester, ou plutôt je dirais volontiers de Le Play ce qu'on a dit d'un philosophe misanthrope, de Schopenhauer, « que
« quelle que soit la valeur de sa philosophie, sa principale valeur, à
« lui, est dans sa personne même qui est un type et qui, par elle
« seule, est toute une philosophie ». Le Play aussi est à lui seul toute une philosophie. Il a sa méthode qui lui est propre, qu'il a créée dans ses incessantes investigations de voyageur, et « avant laquelle, comme M. Vacherot l'a dit ici, on ne connaissait que deux méthodes de la science sociale : l'une, la méthode spéculative qui procède par la définition d'un idéal abstrait dont la *déclaration des droits de l'homme* est le programme et qui est la science sociale faite par la logique ; l'autre, plus positive, qui procède par une observation vraie, mais plus ou moins superficielle, saisissant la société dans ses traits généraux, sans descendre dans sa vie réelle et concrète, et qui est la méthode synthétique ».

Le Play n'a suivi aucune de ces méthodes ; tenant pour sophistique l'idée « que l'homme peut, par la seule force de son intelligence et de sa raison résoudre tous les problèmes renfermés dans le cercle de son action », il s'est détourné de l'une et de l'autre, et en a créé une troisième qui est l'analyse appliquée à l'observation : c'est la méthode expérimentale, c'est-à-dire la méthode monographique, comme il la désigne en lui donnant son vrai nom.

M. Taine, que vous comptez au nombre de vos confrères les plus éminents, la pratiquait, cette méthode, en vous faisant, dans l'une de vos séances, la monographie du jacobin ; et il l'a mise d'instinct en action, comme il le dit lui-même, pour ces études profondes qu'il offre à nos méditations. « Estimer les principes abstraits, a-t-il dit, d'après leur application et leur œuvre effective ; tâcher de voir l'individu corporel et vivant à son métier, dans sa famille et dans sa maison ; bref faire des monographies, voilà les enseignements de M. Le Play, et, d'instinct, je les ai toujours suivis en histoire. Au fond, mon livre actuel n'est qu'une monographie de la société française contemporaine, et si je parviens à écrire comme je l'entends mon dernier volume, je pourrai le présenter comme un appendice à votre galerie des *Ouvriers des deux mondes*. »

Avec plus de raison que le censeur auquel je viens de faire allusion, je pourrais dire de Le Play à titre de reproche, si je ne craignais pas qu'on vit en cela un fait personnel, qu'il n'appartenait pas à la classe

des légistes, et non seulement qu'il n'en était pas, mais encore qu'il tenait à n'en pas être et même que d'une manière générale il ne l'aimait pas. Le légiste, en effet, trouverait difficilement, dans l'œuvre de Le Play, un livre dans lequel il n'ait pas laissé la marque de ce qu'on pourrait appeler son antipathie. C'était une erreur, et j'hésite d'autant moins à le dire que lui-même, je le sais, il en revenait à la fin de sa vie. Et j'en prends à témoin celui des vôtres que j'ai déjà cité, M. Jules Lacoïnta, qui par une allusion discrète au retour de Le Play sur ces impressions premières, vous disait, le 9 février 1885, en prenant la présidence à laquelle vous veniez de l'appeler : « Vos publications ont fréquemment exprimé, au sujet des légistes, des doléances parfois très vives. Généralisée, cette critique ne serait pas fondée. Qu'il y ait dans le monde judiciaire des hommes qui ignorent leur vraie mission, c'est malheureusement inévitable dans ce milieu comme dans tout autre.... Mais lorsque le droit positif s'écarte du droit naturel, des préceptes de justice en parfaite conformité avec vos principes, ce n'est pas trop des efforts de tous, pour préparer et obtenir une révision. — Votre méthode d'observation démontre excellemment que rien n'est plus nuisible à la vérité qu'un examen fait à un point de vue exclusif. — Quand vous blâmez des dispositions judiciaires à la prospérité sociale, le principal concours à rechercher, le plus efficace n'est-il pas celui des légistes ? Si ces dispositions vous paraissent défectueuses, ne pensez-vous pas que l'inexactitude, l'erreur apparaissent vivement aussi aux yeux des plus attentifs de ceux qui en provoquent ou en ordonnent l'exécution.... L'œuvre judiciaire ne renferme pas seulement la source de précieux renseignements en vue des réformes législatives ; il y a là une place de choix pour l'économiste et pour l'adepte de la science la plus instructive, celle de l'homme.... »

Et laissez-moi, Messieurs, m'associer aux justes affirmations de votre cher confrère et y insister. Non, le légiste, pris dans la bonne, dans la sérieuse acception du mot, n'est en aucune façon rebelle aux réformes législatives. S'il y est moins facile que ne le voudraient généralement les créateurs de systèmes économiques ou sociaux, c'est en raison du culte qu'il ne peut pas ne pas vouer à notre grand monument législatif, à ce code auquel au début de cette séance M. le Président rendait un hommage qu'il me permettra de compléter en rappelant que ce code a eu l'honneur insigne de nous être emprunté par la plupart des législations étrangères, et l'honneur non moins grand que les législations qui nous l'ont emprunté n'ont trouvé jusqu'ici rien de mieux ni de plus sage à faire que de le conserver. Le légiste qui vit avec cette grande œuvre, objet constant de ses études, en peut tous les jours constater la supériorité ; ce qui ne l'empêche

nullement, veuillez bien le croire, de reconnaître d'abord qu'œuvre des hommes il n'a pas atteint la perfection à laquelle aucune œuvre humaine ne saurait prétendre; et, en outre, que sur plus d'un point, telles ou telles de ses dispositions peuvent n'être plus en rapport avec les changements qui se sont produits, notamment dans l'état de la fortune mobilière, depuis l'année 1804, date de sa promulgation. Le légiste le sait, il le voit; et loin de résister aux réformes, il les secondera en tant qu'elles auront pour base la loi morale et l'intérêt social (1). Ce sont là précisément les bases même de la méthode de Le Play.

A l'heure qu'il est, Messieurs, après la mort du maître, vous êtes les dépositaires de cette méthode. Et on l'a dit justement, vous en faites en ce moment le meilleur usage, en cherchant à résoudre le plus important des problèmes de notre époque, l'organisation de la démocratie ouvrière. Il s'agit, non point de l'arrêter dans l'élan qui la porte en avant depuis un siècle, ce qui ne serait pas possible, mais de l'organiser, de la moraliser, en la rendant conservatrice par l'amour d'une propriété accessible et stable, et en mettant ses intérêts privés d'accord avec les intérêts généraux de la société.

L'œuvre était commencée et bien des choses déjà étaient faites à la mort du maître; il en restait beaucoup encore à accomplir. C'est à vous, Messieurs, dignes continuateurs de sa pensée, de les faire. Vous les ferez! Il y comptait, et il en exprimait le vœu dans ces dernières lignes de son dernier livre: «Après une longue vie d'efforts désintéressés, tous consacrés au même but, j'ai le bonheur de voir adoptées aujourd'hui par de nombreux adhérents des idées que je n'ai pas inventées, mais qui m'ont été en quelque sorte dictées par l'histoire du passé et par l'observation des peuples contemporains. Ceux mêmes qui sont encore rebelles à ces idées commencent à les discuter. Je ne crois pas me faire illusion en pensant que le plus difficile de l'œuvre commune est fait aujourd'hui: au temps, aux circonstances, à la force de la vérité et à Dieu de faire le reste!» Il l'avait déjà dit dans une lettre qu'au sortir d'une maladie il écrivait à l'auteur de la belle notice nécrologique dont j'ai parlé. Vous en avez trouvé, dans cette notice, des extraits où se montrent le calme, la sérénité de cette belle âme. Laissez-moi, Messieurs, céder au désir de vous les rappeler... «J'ai revu, mon cher ami, dans cette seconde maladie, l'approche des joies éternelles. Comme dans la première de

(1) Nous ne saurions trop engager à relire sur ce sujet deux remarquables travaux de notre savant collègue, M. Claudio Jannet: *Une nouvelle école de jurisconsultes* (*Annuaire des Unions*, t. III, p. 81-104) et *le Code civil et les réformes indispensables à la liberté des familles* (*Organisation de la famille*, III^e appendice). Il nous sera permis en outre de rappeler les pages éloquentes où F. Le Play rend hommage au rôle social du magistrat et revendique pour lui une situation éminente (*La Réforme sociale en France*, ch. 40 §§ XII et XVII). — (N. du S.)

1830, mes impressions ont été les mêmes ; elles ont été partagées par le petit groupe et par le digne prêtre, notre confrère, qui m'assistaient. Du coup d'œil suprême, je n'ai point vu, comme certains mystiques, « le néant de la vie humaine ». Loin de là, j'en ai constaté de nouveau l'importance. La présente vie est le poste où nous devons gagner notre classement dans la vie future. Nous devons être heureux d'y rester pour faire notre devoir. Le plus grand de tous est d'acheminer, par notre exemple, nos concitoyens vers la vie éternelle. Pour me consoler, au moment où je pouvais quitter mon poste, j'ai dressé la liste des amis capables de continuer l'œuvre... »

Je suis heureux, Messieurs, de saluer en vous ces amis capables dont le maître dressait alors la liste, et qui depuis sont devenus les dignes héritiers de sa pensée. Vous inspirant des conseils suprêmes qu'il vous a légués, vous continuez noblement la mission de science et de paix qu'il s'était donnée. Et conservant pieusement sa tradition sans vous écarter des règles de conduite qu'il a lui-même tracées, vous pouvez dire avec lui, comme il le disait dans un des rapports qu'il a présentés à votre Société : « Etrangers aux haines qui divisent trop souvent les partis, nous demandons à la vraie science sociale des solutions que la politique seule ne saurait nous donner. Nous étudions les institutions du passé, non pour en restaurer les abus, mais pour y trouver les libres aspirations du génie national, et pour apprécier ainsi la tendance de l'avenir. Nous cherchons dans les traditions séculaires dont le sol et les esprits portent encore l'empreinte, les bases de l'ordre nouveau que nos pères ont tenté vainement de fonder sur de pures abstractions. Amis du progrès, mais redoutant le désordre et les agitations stériles, nous appelons sur le terrain de l'expérience, fécondé par l'étude et la discussion, tous les hommes qui veulent rendre notre patrie libre, grande et prospère. »

D'unanimes applaudissements ont montré combien cette belle étude sur l'œuvre de F. Le Play répondait aux sentiments de l'Assemblée.

M. A. DELAIRE, secrétaire général, donne ensuite lecture du rapport sur les travaux de la Société d'Economie sociale et des Unions. Ce document met en lumière deux faits principaux. Le premier est l'actif mouvement d'études qui se poursuit pour la publication des *Ouvriers des deux Mondes*. Chaque année, cette collection s'enrichit de plusieurs monographies nouvelles et rassemble ainsi la plus attachante variété de tableaux exacts sur la vie matérielle et la condition morale des populations ouvrières. Le second fait est le développement continu de nos Unions et de nos groupes locaux qui partout, à Lille, à Lyon, à Nevers, à Besançon, à Aubusson, etc., ont su imprimer une vive impulsion à la propagande des idées de réforme sociale (1).

(1) Ce rapport, ainsi que toutes les autres lectures faites au cours de la réunion annuelle, seront publiés dans les prochains numéros de la revue.

M. H. FABRE, ancien sénateur, commissaire général du gouvernement canadien à Paris, prend ensuite la parole sur *la Société française au Canada*. Dans une conférence fort applaudie que *la Réforme* sera heureuse de publier bientôt, M. H. Fabre, tour à tour orateur éloquent et causeur délicat, a montré la race franco-canadienne fidèle à sa foi et à sa langue — celle du xvii^e siècle — sachant avec un bon sens trop rare garder de l'ancien régime tout ce qui mérite d'en être conservé, et prendre au régime moderne tout ce qui vaut la peine d'être adopté; attachée toujours à la mère patrie, mais loyale envers la suzeraineté anglaise, libre et partout débordant par la merveilleuse fécondité de ses familles, formant ainsi, suivant le mot de F. Le Play, *une grande nation modèle*.

La séance est levée à 10 heures trois quarts.

DEUXIÈME SÉANCE GÉNÉRALE (20 mai).

La séance est ouverte à 8 h. 1/2 du soir, sous la présidence de M. CLAUDIO JANNET, professeur d'économie politique à la Faculté libre de Droit de Paris.

M. CLAUDIO JANNET, sur les propositions du Conseil, lues par M. A. DELAIRE, secrétaire général, proclame membres de la Société d'Economie sociale :

M. P. PONT, membre de l'Institut, président de chambre honoraire à la cour de cassation, présenté par MM. Michel et A. Delaire.

M. Federico PESCIOTTO, capitaine du génie militaire, à Gênes, présenté par MM. Cheysson et Delaire ;

M. Enn. MAYOUSSIER, directeur commercial à la Cie de Saint-Gobain, présenté par MM. Biver et Rondelet ;

M. Pierre DE SAINT-VICTOR, présenté par MM. de Saint-Victor et Delaire ;

M. Al. BOULLÉ, avocat, présenté par MM. Delaire et Dupont ;

M. H. MAGNARD DU VERNAY, présenté par les mêmes ;

M. le docteur Alfred ZIMMERMANN, attaché au ministère des affaires étrangères, à Berlin, présenté par MM. A. Raffalovich et Delaire ;

M. CHEYSSON, dans un rapport très complet sur l'*Assistance intercommunale*, signale l'accroissement regrettable que prennent les villes vers lesquelles convergent toutes les misères ; et l'organisation de l'assistance qui centralise les secours dans les milieux urbains. Il faut au contraire, à l'exemple de l'étranger, décentraliser en rapatriant les assistés à leur domicile de secours obligatoire, réprimer le vagabondage et exiger le travail en retour de l'assistance, enfin associer les communes pour la création d'hospices ruraux, variés suivant les besoins.

Le GÉNÉRAL TCHENG-KI-TONG traite ensuite de *la Chine et de ses populations rurales*. Sa conférence, des plus attachantes et maintes fois interrompue par des applaudissements répétés, sera prochainement mise en entier sous les yeux des lecteurs de la *Réforme*. L'agriculture est dans l'Empire du

Milieu l'art par excellence; et, grâce à ses petites cultures très morcelées, à la fécondité spéciale de son sol et à la perfection de ses méthodes, le cultivateur chinois obtient généralement quatre à cinq récoltes par an. Aussi, de tout petits domaines suffisent à nourrir des familles nombreuses. La source de toute richesse, c'est le produit de la terre; c'est là que va toute l'épargne. D'ailleurs l'organisation familiale, fondée sur l'union, maintenue par les rites, ne laisse jamais la famille privée d'un chef, et, sans notaires ni fonctionnaires, elle conserve la paix sociale.

M. CLAUDIO JANNET, président, traduit éloquemment au général Tcheng-Ki-Tong les remerciements de l'Assemblée. Il rappelle à la fois les enseignements que Le Play avait tirés de l'étude la Chine, et les peintures piquantes que le général Tcheng-Ki-Tong a faites des dehors brillants de notre civilisation occidentale. Puis, en terminant, il salue cette révélation primitive donnée par Dieu au genre humain, que l'Evangile est venu compléter, mais dans laquelle déjà les peuples restés fidèles à leurs traditions se rencontrent dans « la grande catholicité patriarcale ».

La séance est levée à 11 heures.

TROISIÈME SÉANCE GÉNÉRALE. (23 MAI)

La séance est ouverte sous la présidence de M. Ch. DE RIBBE.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dépose sur le bureau, au nom des auteurs : 1° le nouveau fascicule des *Ouvriers des deux mondes : Les Faïenciers de Nevers*, par M. E. de Toytot; 2° *Etudes marchaises : Les Emigrants du Centre de la France*, par M. Clément; 3° *L'impôt sur les alcools et le monopole en Allemagne*, par M. A. Raffalovich.

M. A. RONDELET présente à l'assemblée un touchant petit volume intitulé : *la Mère de famille ou la maîtresse de maison*. M. l'abbé Rambaud y soutient, avec une expérience profonde de la vie, la conservation, ou mieux la restauration des mœurs domestiques. Dans cette communication que la *Réforme* publiera prochainement, M. Rondelet analyse aussi la méthode d'enseignement raisonné suivie depuis vingt ans avec un succès marqué dans les écoles fondées à Lyon par M. l'abbé Rambaud.

M. JULES MICHEL lit un rapport sur *le Droit d'expropriation et ses limites*. Partant de l'intérêt social supérieur qui exige la stabilité de la famille, il examine successivement l'expropriation pour dettes, l'expropriation pour utilité publique et l'occupation temporaire. Il conclut d'abord à la nécessité de réformer notre loi successorale et la fatalité inexorable de ses partages, puis il se prononce pour l'adoption de mesures analogues à celles qui, en Allemagne comme en Amérique, assurent la stabilité des petits domaines patrimoniaux. Il indique enfin dans quelle mesure il faut, pour éviter les abus, user des lois sur l'expropriation.

M. BÉCHAUX présente une étude sur *la question des mines en France*. Il

montre d'après le code civil et la loi organique des mines du 21 avril 1810 que la propriété des mines appartient au propriétaire de la surface, jusqu'au moment où intervient l'acte de concession. Alors la mine constitue un immeuble nouveau, transmissible, inviolable comme toute propriété foncière. Mais l'Etat s'est réservé le droit de *surveillance*, de *suspension* et même de *retrait* de l'exploitation. En cas de grève, M. Béchaux prouve comment l'art. 49 de la loi de 1810, qui prévoit le retrait, ne peut être appliqué. Aujourd'hui, les droits de l'Etat paraissent insuffisants. Plusieurs projets de loi tendent au rachat de la propriété minière. Cette mesure serait désastreuse. D'abord elle aggraverait considérablement le poids de la dette française. De plus, l'exploitation serait ruineuse, si l'Etat dédaignait les nécessités de la concurrence ; s'il les acceptait, il n'échapperait ni aux coalitions, ni aux grèves d'autant plus redoutables qu'elles viseraient à la fois et le patron et les gouvernants.

M. FOUGEROUSSE, dans un rapport étendu sur la *Coopération en France*, constate qu'il y a actuellement chez nous 600 sociétés coopératives avec 200,000 membres, et que le mouvement coopératif s'accélère beaucoup, grâce à la fédération des sociétés et à la création du journal *Les Coopérateurs français*. On est en droit d'attendre de la coopération, dit-il, la suppression de l'achat à crédit et le rétablissement de la bonne foi dans le commerce de détail, ainsi que l'épargne automatique. Mais pour que ces heureux résultats se produisent, il est indispensable que la coopération se fasse par l'union de toutes les classes ; ce sera alors une grande force et un instrument de paix.

M. FLEURY RAVARIN, auditeur au Conseil d'Etat, lit, au nom de M. Chambert, un chaleureux appel, fortement motivé, adressé aux membres des Unions pour les engager à s'associer, chacun dans sa localité, à une enquête méthodique sur les causes diverses de ce mal redoutable dont la statistique accuse les progrès : *la Dépopulation*. Le travail de M. Chambert, qui ne pouvait avoir un plus sympathique interprète, sera publié par *la Réforme sociale*, avec le questionnaire de l'enquête ainsi ouverte dans les Unions.

M. DE RIBBE ajoute que la communication apportée de Lyon et si bien exposée par M. Fleury Ravarin doit nous intéresser d'autant plus qu'elle nous vient d'un de nos groupes les plus actifs, et sous le patronage de notre éminent collègue M. H. Beaune. Il insiste tout particulièrement sur l'utilité de l'enquête proposée et sur le concours que les membres des Unions lui doivent donner.

La séance est levée à cinq heures.

QUATRIÈME SÉANCE GÉNÉRALE (24 mai).

La séance est ouverte sous la présidence de M. Ch. de Ribbe.

M. LE PRÉSIDENT, sur les propositions du conseil lues par le Secrétaire général, proclame membres de la Société d'Economie sociale :

MGR DE KERNAERET, prélat de la maison de S.S., au château de Kernaeret, présenté par MM. Claudio Jannet et Delaire ;

M. CRAPON, présenté par MM. Delaire et Dupont ;

M. BOUCHER D'ARGIS, conseiller général de la Loire-Inférieure, présenté par MM. le comte de Moustiers et Delaire ;

M. BOUCHACOURT-BELOST, présenté par MM. Ch. de Ribbe et Delaire.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL lit au nom de M. le Dr Kaempfe, de Salzbourg, qui n'a pu venir à la réunion, un mémoire sur le *Mouvement agraire en Autriche*. Après avoir montré les causes de la crise agricole dans l'avilissement des prix, le poids des impôts et la charge croissante de l'endettement, M. Kaempfe étudie spécialement le projet soumis par le ministère au Parlement pour appliquer la législation du *Homestead* américain aux propriétés moyennes. Il analyse les dispositions proposées et termine en signalant le danger des tendances socialistes de certains réformateurs ardents.

M. PINARD, ancien ministre, dans un éloquent et lumineux exposé, que les lecteurs de *la Réforme sociale* seront heureux de trouver bientôt ici, énumère les inconvénients de notre régime successoral. Avec une précision et une clarté remarquables, il résume ainsi les réformes indispensables à ses yeux : le droit d'exhérédation concédé au père sous le contrôle du juge ; l'extension de la quotité disponible à la moitié dans tous les cas ; la modification des articles 826 et 832 ; enfin la diminution des complications et des frais de la procédure. Ces réformes restaureraient l'autorité paternelle en lui rendant une sanction, et assureraient la stabilité de la famille en permettant la transmission intégrale des petits héritages.

M. FOURNIER DE FLAIX présente son rapport sur l'*émancipation politique et agraire de l'Irlande* (1). Il s'attache à montrer que l'exode des Irlandais a répandu partout des émigrés qui, devenus électeurs, ont défendu les intérêts de leur patrie. Reprenant l'histoire de l'Île-Sœur, pour en marquer les phases principales, il montre que les projets en discussion devant l'opinion sont à la fois la continuation de l'acte de 1783 qui reconnaissait à l'Irlande son parlement national, et la réparation de l'oppression qui pesait sur les tenanciers au mépris de leurs coutumes séculaires.

M. JULES MICHEL, président :

Messieurs,

« Nous voici arrivés au terme de la session du Congrès des Unions de la paix sociale et de la Société d'Économie sociale. Si le temps me l'eût permis,

(1) On trouvera plus loin la première partie de cette étude d'un si actuel intérêt

j'aurais voulu, en vous rappelant les divers incidents qui ont marqué cette session, en vous analysant les importantes lectures que vous avez entendues et les discussions auxquelles elles ont donné lieu, vous montrer combien vos réunions ont été fructueuses, mais ce travail de récapitulation vous le ferez mieux que moi et vous reporterez vous-mêmes à vos amis, en province, le souvenir de ce qui s'est fait ici de bon et d'utile. Vous leur direz, en particulier, avec quelle satisfaction nous vous avons vus accourir à notre appel, toujours aussi empressés dans l'étude des graves questions qui ont pour objet l'avenir de notre pays, toujours aussi passionnés pour le bien public et pour la paix sociale.

Vous leur direz que cet empressement est le meilleur encouragement pour vos confrères de Paris, que c'est la meilleure récompense qu'ils puissent souhaiter de leurs efforts persévérants pour la prospérité de la Société.

Nous nous réjouissons avec vous du succès remarquable obtenu par le Congrès de 1886, mais nous ne pouvons pas oublier que ce succès est dû à l'activité infatigable et à l'esprit d'organisation de notre secrétaire-général, et je suis sûr d'être votre interprète en remerciant publiquement M. Delaire, qui consacre avec le plus louable désintéressement son temps et sa peine à l'œuvre de la Paix sociale, et qui est assurément parmi nous le mieux qualifié, comme le continuateur des travaux de Le Play ». (*Vifs applaudissements.*)

La séance est levée à cinq heures.

G. ARDANT.

RÉUNIONS DE TRAVAIL

PREMIÈRE RÉUNION (20 Mai).

LOGEMENTS D'OUVRIERS. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

La séance est ouverte à 9 heures du matin sous la présidence de M. GIBON.

M. DELAIRE analyse, d'après les documents adressés à la réunion, les efforts de nos confrères à Nancy, à Lyon, à Rouen, pour résoudre le problème des logements d'ouvriers. M. LEJEUNE nous apprend qu'à Nancy une société immobilière a été fondée le 6 mai 1872, que son capital de 200,000 fr. a été souscrit en partie par les petites bourses, en partie par les banquiers; qu'on a construit trois cités ouvrières où les logements se paient de 8 à

10 fr. par mois, et cinquante maisons qui se vendent de 4,000 à 7,000 fr. Aujourd'hui la société rembourse son capital et renonce à entreprendre de nouvelles constructions : le terrain est trop cher, les droits de mutation sont trop élevés. — A Lyon, M. SATRE s'est proposé, non pas de vendre l'habitation, mais de la louer ; M. Michel a déjà fait connaître les résultats ainsi obtenus (1). — A Rouen, M. JULES LE PICARD, qui a fondé le 31 octobre 1885 la *Société anonyme immobilière des petits logements de Rouen* (2), estime que pour construire des maisons isolées destinées à être acquises par les ouvriers, les efforts individuels suffisent, mais qu'il est nécessaire de créer par l'association des capitaux de grandes maisons ouvrières qui, si on leur reproche de ne p  s réunir sous le même toit des familles riches et des familles pauvres, permettront du moins à ces dernières de ne pas être reléguées seules dans des quartiers lointains.

M. CACHEUX rend compte de quelques-unes des opérations qu'il a faites et dépose sur le bureau plusieurs exemplaires de ses *Habitations ouvrières* (in-8  , 1882). Il conclut en faveur du système qui rend l'occupant propriétaire. Si l'on veut louer des logements aux ouvriers, il ne faut pas se dissimuler qu'on est obligé d'exiger des prix assez élevés. M. Cacheux se refuse à croire aux gros bénéfices que certain entrepreneur promettait à M. Picot (3). On ne pourrait gagner, en louant bon marché, qu'à la condition de construire très mal. Il y a deux faits importants qu'on oublie souvent : c'est que le locataire ouvrier ne paie pas toujours et qu'il détériore très vite le logement et impose ainsi des frais d'entretien fort lourds. Aussi l'annuité à exiger pour faire acquérir la propriété ne dépasserait-elle pas beaucoup le prix ordinaire de la jouissance. Les droits de mutation, s'il fallait les payer immédiatement, seraient un obstacle de nature à écarter les acheteurs. On tourne la difficulté en remplaçant la vente ferme par une location avec promesse de vente ; si le premier locataire désire transmettre son titre à une autre personne, il suffit de payer un droit de résiliation, et de contracter un nouveau bail dans les mêmes conditions. M. Cacheux termine en présentant divers types : celui de Mulhouse où les maisons sont adossées quatre par quatre, et le type anglais où elles s'alignent, juxtaposées avec un petit jardin en façade et un autre plus grand par derrière. On en voit des exemples près la gare d'Ouest-Ceinture.

M. MAISTRE relève les inconvénients que présentent les maisons casernes, agglomérant les ouvriers, et les petites maisons, à vendre par annuités trop lourdes à payer, et obligeant l'ouvrier, par suite de leur situation, à des frais de transport considérables. Il préfère les maisons mixtes réunissant des familles riches et des familles ouvrières, au grand avantage de la paix sociale. M. TOUZAUD observe que ces pratiques n'ont pas complètement disparu à Toulouse, et que certains vieux hôtels fournissent au troisième étage des logements décents à des ménages modestes.

M. GOFFINON rend compte des études qu'il poursuit avec M. Picot pour résoudre la question du logement des ouvriers à Paris. Il écarte la solution

(1) *Réforme sociale*, 15 février 1886. — (2) *Ibid.*, 15 décembre 1885, p. 556.

(3) Picot, *Un Devoir social et les logements d'ouvriers*, p. 45.

des logements mixtes qui ont le défaut d'être absolument impraticables, et celle des petites maisons louées ou vendues, qui ont leurs avantages et leurs inconvénients, mais que la philanthropie paraît seule appelée à développer. C'est donc aux grandes maisons ouvrières qu'il faut recourir. Il semble démontré que dans des quartiers qui ne sont pas très éloignés du centre, on pourrait acheter le terrain 100 à 130 fr. le mètre et offrir des logements de deux ou trois pièces avec cuisine au prix de 230 à 400 fr., tout en assurant au capital sa légitime rémunération. On voudrait tenter une expérience qui fût importante, pour frapper les esprits, et pour que l'exemple fût suivi. Ce n'est pas le capital qui manque, ni les locataires : mais on veut approfondir les études préparatoires afin que le succès soit assuré. M. Goffinon insiste sur les avantages que cette combinaison assurerait aux ouvriers. Elle leur permettrait de venir déjeuner chez eux : ce simple progrès serait une amélioration très grande dans leur condition. Puis on porterait remède à une autre plaie sociale, l'embauchage. Aujourd'hui l'ouvrier qui cherche du travail est obligé d'aller trouver le contre-maitre chez le marchand de vin et de lui payer à boire. Pour se procurer l'argent qu'il doit dépenser ainsi, il sera parfois réduit à porter au mont-de-piété ce qui reste dans sa pauvre maison, car il faut avant tout trouver de l'ouvrage. Les ouvriers étant réunis en grand nombre dans une maison bien tenue, les patrons sauraient où les trouver. Ce serait encore une petite bourse du travail. Tel est le but à atteindre. On dit, il est vrai, qu'il existe aujourd'hui un grand nombre de petits logements inoccupés. Mais il est probable qu'ils sont situés dans des quartiers infects, et qu'ils ne sont pas habitables. — M. ZIMMERMANN demande qu'on étende aux petits employés la sollicitude que l'on témoigne aux ouvriers, et pense que pour ceux-ci la possession d'une maison est une trop lourde charge. — M. CACHEUX fait observer que les grandes maisons ouvrières ne sont pas inconnues à Paris. Il possède lui-même une maison où sont logés cent ménages, et dans laquelle il ne s'est pas produit de vacance depuis 1848. Il cite les quatre-vingt maisons ouvrières de M. le comte de Madre, et les logements construits récemment par M. Lefébure qui donnent 3 1/2 % au capital.

M. GIBON remercie les membres qui ont apporté des renseignements précis sur la question du logement des ouvriers et passe à la seconde partie de l'ordre du jour.

M. GIBON donne communication d'une note sur la Société coopérative des forgerons de Commeny et les avantages généraux de pareilles sociétés. (Ce travail qui complète le rapport présenté à la Réunion annuelle de 1883 (1) sera prochainement publié.)

M. MILCENT remarque que l'administration de la société appartient entièrement aux ouvriers. M. GIBON confirme cette observation. Il a été lui-même nommé plus d'une fois administrateur. Mais jamais aucune pression n'est exercée sur les ouvriers. Sur neuf administrateurs, cinq sont des ouvriers. Répondant à une question de M. Delbet, M. Gibon expose

(1) V. la *Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1883, et *Bulletin de la Société d'Économie sociale*, t. VIII, 2^e p., p. XCIX.

que l'hostilité manifestée souvent par les ouvriers à l'égard des sociétés coopératives s'explique d'abord par l'influence des petits marchands dont les intérêts sont froissés, puis par la défiance des ouvriers et par leur répugnance à subir même une apparence de pression de la part du patron : il faut pousser jusqu'à l'affectation le soin de leur laisser une liberté absolue.

M. CHEYSSON demande comment sont payés les achats. M. GIBON explique qu'ils sont acquittés par des retenues sur les salaires, mais qu'il compte adopter bientôt un système différent : on ne procéderait par retenue sur les salaires que pour ceux qui solliciteraient ce mode de paiement.

M. DELBET demande si, depuis dix-huit ans que fonctionne la Société coopérative de Commentry, les salaires n'ont pas dû être réduits, et si les ouvriers n'ont pas vu dans ces réductions le prix des avantages qu'on leur accordait par la Société coopérative. M. GIBON répond que les modifications de salaire qui ont pu survenir ont été les conséquences des crises ou des procédés nouveaux. D'ailleurs la Société coopérative de Commentry est surtout dirigée par les ouvriers. Ils possèdent 78 % du capital : 15 à 17 % appartient à des contre-maitres ou employés qui n'ont pas 2,000 fr. de traitement. C'est une Société anonyme fondée sous le régime de la loi de 1867, et dont le capital, primitivement fixé à 30,000 fr., atteint aujourd'hui 120,000 fr. D'ailleurs M. Gibon ne fait aucune difficulté de reconnaître, sur les observations de M. P. Dubreuil, que la prospérité de la Société coopérative est liée à la prospérité de la Société des forges, et qu'elle cesserait si les ouvriers n'avaient plus de travail.

M. le commandant DELAGRANGE expose quelques idées générales sur l'organisation du travail dans l'avenir. Les sociétés coopératives ne seraient pas capables de pacifier le monde; il faudrait demander ce résultat à une autre combinaison. L'ouvrier ne veut plus être salarié; amenez-le à être un des sociétaires de la société anonyme : son travail a une valeur, il peut l'engager, ce sera son apport dans la société, et par là la paix sera assurée et la grève supprimée.

Le secrétaire de la séance : J. A. DES ROTOURS.

DEUXIÈME RÉUNION DE TRAVAIL (21 mai).

L'AUTORITÉ PATRONALE ET LES GRÈVES

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. J. THIRIEZ.

Au début de la réunion M. Philippe Léoni présente une machine à coudre munie de son accumulateur de force. C'est là, dit-il, la solution d'un problème qui, depuis nombre d'années, préoccupait tous ceux qui se soucient

de la santé et de la moralité des travailleurs en atelier et en chambre. Avant cette invention qui a obtenu depuis un an et demi de hautes distinctions dans les grandes expositions, on ne connaissait que les pédales, manivelles ou volants, pour transmettre la force de l'homme à sa machine, ou bien il fallait se servir de moteurs trop coûteux. M. Léoni explique ici la fatigue, les maladies, l'attention absorbante, les difficultés de direction, de régularité et de vitesse, etc., etc., inhérentes aux différents modes de transmission directe de la force musculaire, qu'il analyse les uns après les autres; il passe ensuite en revue une grande partie des petits moteurs existants et en démontre les inconvénients, bruit, encombrement, chaleur, humidité, odeur, et enfin sources de dépenses inutiles, pour l'entretien et l'alimentation. « Ici, dit-il, rien de tout cela : assise tout à son aise, les pieds posés sur deux tabourets mouvants, l'ouvrière produit sa force inconsciemment par la simple extension naturelle, irrégulière, alternative ou simultanée de l'une ou l'autre jambe, par des mouvements lents ou rapides, courts ou étendus, avant, pendant ou après que sa machine fonctionne. La force produite à quelque moment que ce soit, est exactement recueillie par un ressort extraordinairement puissant, qui est l'âme d'un petit mécanisme d'horlogerie, ayant pour but de régulariser, de distribuer, et de concentrer sans en perdre un atome la force résultant de chaque mouvement du travailleur. La position de l'ouvrière et l'installation du mécanisme permettent de produire une quantité de force énorme par infiniment peu de mouvements; d'ailleurs, plus de trépidation ni de frottement, partant plus de ces inconvénients si graves pour la santé des femmes. Faisant ensuite fonctionner sa machine, il coud à toute vitesse, dans trois épaisseurs de gros drap, par quelques mouvements sans bruit et sans saccades; tantôt la machine s'arrête net ou repart à toute vitesse, se ralentit et s'accélère à la volonté de l'opérateur par un petit mécanisme que la pression du genou met en action. Pas de faux mouvements en arrière, pas de départ pouvant casser le fil, les aiguilles etc. Enfin tous ces perfectionnements n'occasionnent aucune dépense pour le travailleur puisque la machine avec son accumulateur est du même prix que les machines ordinaires.

M. CHEYSSON croit devoir appuyer de son témoignage personnel ce qui vient d'être dit. Il a dans son intérieur depuis le mois de janvier une machine Léoni, et l'usage en est complètement satisfaisant. Il la recommande donc et engage chacun à s'y intéresser.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Léoni de sa communication et le félicite de cette ingénieuse découverte qui est appelée à rendre de sérieux services à la classe ouvrière (1).

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dépose sur le bureau une note adressée à la réunion par M. Austry, notaire à Montbazens (Aveyron) sur les événements de Decazeville. Dans ce travail, notre confrère fait rapidement l'historique du bassin d'Aubin; il rappelle que si la localité de Decazeville est récente (1829),

(1) Pour plus de détails voir la brochure de M. P. Léoni intitulée *l'accumulateur de force pour la petite industrie* (16, boulevard de Strasbourg).

les charbonnages sont exploités depuis longtemps et que l'incandescence partielle de la mine dont on a fait grand bruit est très ancienne : on avait même établi une fabrique d'alun pour utiliser les cendres des parties embrasées. Après des débuts difficiles, une compagnie nouvelle s'est créée en 1868 ; elle a porté son capital (actions de 500 francs) à dix millions et demi, et depuis 16 ans le revenu moyen ressort à 25.10. Il n'a pas dépassé 12.50 en 1883-84. La compagnie occupe environ 3,000 ouvriers, dont 2,800 mineurs. En sus du salaire fixe dans lequel le boisage est maintenant compté à part, les mineurs reçoivent une indemnité d'avancement, qui est contradictoirement fixée au début de chaque mois entre l'ingénieur et l'ouvrier, suivant la difficulté du travail. Enfin la compagnie a fondé des institutions en faveur de son personnel : dispensaire, hôpital, fourneau économique, etc. 245,000 francs ont été ainsi dépensés en 1885, sans compter la Société coopérative de boulangerie récemment créée par les soins de l'infortuné M. Watrin. Dans les derniers mois de l'année, la crise agricole et industrielle se faisait rudement sentir, et plusieurs compagnies voisines auraient dû fermer leurs ateliers sans les sacrifices faits par Decazeville pour la fourniture de ses charbons. En même temps une propagande des plus actives était tout à coup entreprise par la presse : les déclamations ordinaires contre *la compagnie* étaient là d'autant plus dangereuses qu'elles exerçaient leur influence sur des esprits neufs en ces matières. On sait quel en a été l'effet : le 25 janvier, M. Watrin était assassiné, et quelques jours après le travail cessait. Notre confrère, avec la précision d'un témoin oculaire sans cesse mêlé aux événements, montre que cette grève artificiellement excitée, aurait pu à maintes reprises s'apaiser, si les politiciens étrangers, avec de fausses nouvelles ou par des prédications anarchiques, n'avaient chaque fois empêché l'accord de se produire. Il en a été ainsi notamment dans la seconde quinzaine de mars, et encore récemment pour l'arbitrage de M. Remès. Aussi ceux qui vivent au milieu des populations de Decazeville sont confondus de voir que rien n'est fait pour empêcher ces propagandes funestes et pour protéger la liberté du travail. N'est-il pas temps d'échapper à la tyrannie de quelques meneurs qui prolongent la grève et condamnent des milliers d'ouvriers avec leurs familles à la misère et au dénuement pour la seule satisfaction de leurs intérêts politiques ?

M. GIBON étudie à son tour les grèves qui se sont produites depuis quelques années, et montre que le plus souvent en effet, elles ont été le produit de la politique seule. Si elles étaient de simples questions de salaires, comme tous, patrons et ouvriers, ont intérêt à s'entendre, elles seraient presque toujours suivies de conciliation. Il serait donc utile qu'en laissant aux ouvriers le droit de se coaliser pour demander l'élévation des salaires, la loi stipulât, dans le but de faciliter l'entente, qu'un délai de quinzaine précéderait la cessation du travail, l'ouverture officielle des hostilités, avec faculté de proroger ce délai, si c'était nécessaire. De cette façon, l'entente aurait chance de se produire et ce serait un grand bienfait pour tout le monde. Les grèves, en effet, qui laissent après elles tant de haines, sont une cause de déperdition de richesses, non seulement pour les patrons, mais aussi pour les ouvriers.

Dans l'état économique présent d'ailleurs, elles sont condamnées d'avance à l'insuccès, puisque leur but même tend à une augmentation de salaire et que celle-ci est impossible à accorder. L'agriculture peut-elle hausser ses prix ? Nullement. En Normandie, les terres ont perdu 20 pour cent de leur valeur depuis trois ans. Dans l'Aisne, on ne trouve plus de fermiers. Dans le Centre, si l'agriculture se maintient dans un état de prospérité relative, grâce à la bienfaisante institution du métayage, les salaires y ont atteint leur maximum possible. Dans l'industrie des chemins de fer, grâce au système de la garantie d'intérêt, c'est l'Etat qui, en dernière analyse, fera les frais des augmentations de salaires accordées par les compagnies à leurs ouvriers. Dans l'industrie houillère, comme dans la métallurgie, l'intérêt moyen servi aux capitaux engagés ne dépasse pas 3 %.

En présence de cette impossibilité générale d'élever les salaires, il faut pour améliorer le sort de l'ouvrier chercher à abaisser le coût de la vie. Ainsi, tout en rendant un légitime hommage aux institutions de prévoyance établies par les grands industriels, M. Gibon pense que le remède le plus efficace au mal dont souffre la classe ouvrière consiste dans la création de sociétés coopératives de consommation. Celles-ci ont, suivant lui, le triple avantage de créer l'épargne, de donner aux travailleurs des produits plus sains et de meilleur aloi, enfin de moraliser l'ouvrier en lui apprenant à mesurer sa dépense sur sa recette par l'obligation où il se trouve de payer comptant. La participation aux bénéfices, dans les industries où elle est praticable, soit qu'on en fasse profiter la généralité des travailleurs, soit qu'on la limite à une minorité d'élite, peut rendre de très grands services, en amenant la conciliation dans les esprits. Enfin, il serait à désirer que des cours d'économie sociale fussent établis dans les écoles spéciales, afin de donner aux futurs ingénieurs et chefs d'atelier, à côté de l'enseignement technique, les notions sociales indispensables pour qu'ils puissent remplir un jour le rôle de direction morale qui leur incombera.

M. GOFFINON signale le nombre toujours croissant des petits marchands comme une cause génératrice de grèves très active. Ceux-ci font crédit à l'ouvrier qui s'endette, ils l'incitent à la dépense ; et pour sortir de cette impasse, ce dernier n'a d'autre moyen que de demander l'accroissement de son salaire. Notre honorable confrère s'élève avec énergie contre le système qui préconise l'apprentissage à l'école, au lieu de le placer dans l'atelier du patron. Le jeune homme qui a fait son instruction professionnelle à l'école devient grâce à la variété des notions qu'il y a puisées, un sujet de jalousie pour le contre-maitre, quand il entre à l'usine ; celui-ci ne néglige rien pour le faire renvoyer. Il serait bon de supprimer cette source de discorde dans la classe ouvrière, en rétablissant l'apprentissage à sa place naturelle, c'est-à-dire à l'atelier du patron.

M. GOFFINON recommande en outre la propagation de la science sociale par l'enseignement afin de préparer les futurs chefs d'industrie ou d'administration au rôle qu'ils auront à jouer vis-à-vis de leur personnel.

A cette occasion, M. le président annonce, aux applaudissements de l'assemblée, la création d'un cours de ce genre à l'école spéciale d'architec-

ture fondée et dirigée par M. Trélat. Ce cours a été confié à M. Goffinon et ne pouvait être remis en meilleures mains.

M. RÉMAURY pense qu'un remède efficace contre les grèves, ce serait la mise en contact des patrons et des ouvriers dans l'usine et en dehors de l'usine. Si l'on se déteste, c'est faute de se connaître. Il recommande aux patrons un usage qu'il a appliqué durant sa carrière industrielle, et qui lui a donné d'excellents résultats. Chaque jour, il restait à la disposition de ses ouvriers à une heure déterminée; ceux-ci avaient la faculté de lui apporter leurs doléances, de lui communiquer leurs motifs de mécontentement, sans passer par aucun intermédiaire. Cette haute satisfaction donnée au sentiment de justice effaçait bien des irritations ou des susceptibilités, qui, faute de pouvoir s'épancher librement, se seraient accentuées et aigries. Le mal signalé, on y portait remède, et personne n'y pensait plus. Il faut également ne pas craindre de grouper autour des patrons les ouvriers honnêtes, de leur fournir des bibliothèques, des lieux de réunions; par des conférences instructives sur des sujets économiques et scientifiques, on peut les intéresser, et, en même temps qu'on les soustrait aux influences malsaines du cabaret, les rattacher à la cause de l'ordre social.

M. MAISTRE fait part de la défiance qu'il éprouve à l'encontre des sociétés coopératives auxquelles il reproche de sacrifier les petits boutiquiers, classe de gens pourtant très intéressante. Il ne conteste pas les reproches qu'on a adressés à ces derniers; mais, suivant lui, il suffit de moraliser les intermédiaires, sans songer à les anéantir.

M. CHEYSSON ne partage pas les répugnances exprimées par le préopinant à l'endroit des sociétés coopératives, bien organisées et bien administrées, ni sa prédilection pour les petits boutiquiers des agglomérations ouvrières. Trop souvent, l'influence de ces derniers est funeste aux ouvriers par les premières facilités de crédit qu'on leur offre et qui les mettent sous le joug écrasant des dettes. Le développement excessif de cette classe s'est opéré au détriment des campagnes. Le paysan qui sait lire et écrire déserte la charrue pour un comptoir de marchand de vins. L'équilibre économique est faussé dans la répartition des professions. Notre appareil circulatoire est encombré et trop d'intermédiaires s'interposent entre le producteur et le consommateur.

Revenant au sujet véritable de l'ordre du jour, M. Cheysson fait remarquer que l'association des capitaux sous la forme de l'anonymat est peu propre à entretenir la paix sociale. Sans doute, il se défend d'attaquer la société anonyme, qui, sous nos yeux, produit des merveilles et renouvelle la face du monde: faire grand et risquer, voilà sa double fonction. Mais, à côté de ces avantages indéniables, il faut reconnaître qu'elle a de très graves défauts: la gestion administrative s'y opère à distance; les directeurs y sont instables; leur préoccupation dominante, comme celle des actionnaires, se porte sur le dividende; le contact entre chefs et ouvriers est lointain; une pensée de bienveillance au sommet se transmet

de proche en proche par une série d'organes qui l'altèrent en route et ne la laissent arriver que travestie à destination. Pour gérer ces énormes entreprises, il faut donner une part très large à la formule, c'est-à-dire à l'automatisme et à la bureaucratie. Or, en matière sociale, la formule n'est rien. Elle ne vaut que par la façon dont on l'applique. Parfois l'on s'étonne et l'on s'indigne que telle institution, qui a fait ses preuves là, échoue ici quand on l'applique à grands frais. C'est qu'on a copié une carcasse vide, en oubliant l'âme qui la faisait mouvoir. L'horlogerie sociale n'est pas plus efficace que l'horlogerie constitutionnelle. Le dernier mot reste toujours à l'homme, qui féconde les formules les plus humbles ou stérilise les formules les plus savantes. Or, comme l'indique son nom même, l'homme est absent de la société anonyme, dont le mécanisme, le capital, l'abstraction, sont l'essence. En cela, cette société a une infériorité organique sur le patronat individuel, qui comporte les rapports directs, intimes, immédiats entre patrons et ouvriers, et en réaliserait même la continuité héréditaire de père en fils, si la loi successorale n'y mettait obstacle. On arrive donc à cette double conclusion : la société anonyme est nécessaire, inévitable si l'on veut ; — elle se prête mal à la paix sociale. Tâcher de dénouer cette douloureuse antinomie, c'est là un des problèmes les plus pressants du jour, et M. Cheysson ne saurait trop en recommander l'étude.

Parmi les moyens de le résoudre, il indique rapidement : d'abord, avec M. Goffinon, la diffusion de l'enseignement social dans les écoles spéciales, où l'on apprend tout aux élèves, sauf ce qu'il leur importe tant de savoir comme conducteurs d'hommes ; ensuite l'infiltration d'un nouvel esprit dans la hiérarchie des grandes exploitations. Du haut en bas de l'échelle, il faut qu'on apprécie l'importance de la paix ; que les contremaitres cessent d'être durs et arrogants pour l'ouvrier qui ne connaît ses grands chefs qu'à travers ces intermédiaires ; que les ingénieurs sachent placer, à côté du souci du prix de revient, la préoccupation sociale ; que l'état-major s'en imprègne et se rapproche du personnel pour étudier son esprit, ses aspirations, ses besoins. C'est toute une éducation à faire, y compris celle des actionnaires, et elle se fera sous la pression de la nécessité. Quand il sera bien démontré qu'un sûr moyen de se ruiner, c'est d'avoir l'antagonisme à l'état sourd ou aigu dans l'atelier, les directeurs comme notre ami M. Gibon feront prime sur le marché ; l'on comprendra une fois de plus que, s'occuper de ses ouvriers, pour assurer leur bien-être et solidariser leur intérêt avec celui de l'usine, c'est faire la plus intelligente et la plus fructueuse des spéculations. Le jour où cette vérité sera comprise et pratiquée, la société anonyme aura conjuré en partie ses inconvénients sociaux, tout en conservant ses précieux avantages économiques.

M. VIOLLET recommande également les relations d'homme à homme. Il engage nos amis à aborder les réunions ouvrières et à éclairer les questions sociales par une discussion loyale. Il montre par des exemples personnels, qu'à côté des extravagances débitées dans les clubs, on trouve parfois des hommes doués d'un grand bon sens, sur lesquels on peut, par le raisonnement, exercer une influence salutaire.

M. DELAGRANGE demande à présenter une observation. S'appuyant sur l'opinion émise il y a 25 ans par Mgr Von Kettler, archevêque de Mayence, il exprime sa foi profonde dans le principe de l'association; c'est là, à son sens, la vraie solution au problème social. Mais il ne faut pas limiter l'action de l'ouvrier à la société coopérative; il faut que celui-ci entre, à son tour, dans la société anonyme, et il le peut non seulement par ses épargnes, mais surtout en engageant son travail comme apport. Ainsi se produira, tout naturellement, l'union tant désirée du travail et du capital. L'orateur avait recommandé à la commission législative chargée de reviser la loi de 1867 sur les sociétés, l'étude de cette intéressante question; il prie la Société d'Economie sociale de lui prêter l'appui de son autorité pour la rappeler à l'attention de nos législateurs.

Le secrétaire de la séance, FLEURY RAVARIN.

TROISIÈME RÉUNION DE TRAVAIL (23 mai.)

QUESTIONS AGRICOLES. — LES SYNDICATS

La séance est ouverte sous la présidence de M. BROCH, ancien ministre de la marine en Norvège, correspondant de l'Institut.

M. LE MARQUIS DE FROISSARD expose le fonctionnement du syndicat de Poligny, la première application qui ait, sans doute, été faite de la nouvelle législation sur les syndicats. La loi autorisant la création de syndicats sous la seule condition du dépôt des statuts était votée le 21 mars 1884 et le 17 novembre suivant, le syndicat agricole de Poligny, fondé par l'initiative de MM. de Froissard, Bouvet, Milcent, etc., se mettait à l'œuvre avec un nombre considérable d'adhérents. Son but est de faire aimer l'agriculture, « la profession par excellence », nous disent les statuts; d'attacher les populations rurales à leur foyer, et de remettre en honneur le travail de la terre; de le rendre plus rémunérateur en initiant les cultivateurs aux nouvelles méthodes, en facilitant l'amélioration des races et en faisant bénéficier les acheteurs des remises des achats en gros, pour l'acquisition des engrais et de l'outillage agricole.

Le syndicat agricole de Poligny comprend des membres fondateurs payant une cotisation annuelle de vingt francs au moins, et des membres associés payant une cotisation annuelle de trois francs. Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres nommés à l'élection, choisis autant que possible un par canton; chaque canton constitue un groupe, qui tient ses

réunions les jours de foire, sous la présidence d'un membre du conseil d'administration; dans certains cantons, le groupe possède un local qui est aménagé pour servir de lieu de réunion et où, en même temps, les membres du syndicat peuvent prendre leur repas dans des conditions avantageuses. Ils se voient à intervalles rapprochés, causent de leurs affaires et manifestent leurs besoins et leurs désirs; des procès-verbaux sont dressés et envoyés au conseil d'administration qui emploie tous les moyens pour donner satisfaction aux vœux qui ont été émis. D'autre part, les fabricants de machines agricoles, les marchands de graines ou d'engrais, sans être sollicités, se sont mis en rapport avec le syndicat et lui ont consenti des remises assez considérables.

Au syndicat agricole de Poligny a été adjoint le Crédit Mutuel, société de prêt destinée à faire aux cultivateurs des avances pour leur faciliter les acquisitions de bétail, d'engrais ou d'outils agricoles. Cette société a été fondée, sous la forme des sociétés à capital variable, avec une première émission de quarante actions de cinq cents francs chacune, dont une partie seulement a été versée; ce capital peut être augmenté par l'émission de nouvelles actions. Les actions de cinq cents francs sont souscrites par les membres fondateurs qui renoncent au droit de profiter des avantages de la caisse et ne reçoivent qu'un intérêt de 3 %. Des actions de cinquante francs sont tenues à la disposition des membres associés du syndicat qui désirent faire partie du Crédit mutuel, et qui peuvent les payer par acomptes; il leur faut toutefois avoir versé au moins 12 fr. 50 pour obtenir une avance. Le montant des prêts ne peut dépasser la somme de 600 fr., plus que suffisante pour l'objet que se propose la société, faciliter l'acquisition du bétail ou de machines agricoles; cette limitation était nécessaire pour ne pas entraîner les cultivateurs dans des acquisitions de terres, toujours ruineuses quand elles excèdent leurs moyens. Le conseil doit du reste connaître l'usage qui doit être fait du prêt; il ne consent qu'après enquête et avis de ceux de ses membres qui appartiennent au groupe cantonal.

Les prêts sont faits pour une période de trois mois, mais renouvelables pour trois autres mois; le taux de l'intérêt d'abord fixé par prudence à 5 0/0 a été ramené à 4 0/0, et le montant total des prêts faits pendant l'exercice 1885 a été 5.429 fr. par petites sommes qui toutes sont rentrées sans frais ni difficulté aucune.

Le nombre des membres sociétaires du syndicat agricole et de ceux participant à la Société de crédit mutuel va toujours s'augmentant, et l'agriculture est appelée à retirer les plus grands bienfaits du bon fonctionnement de ces deux institutions.

L'exposé de M. le marquis de Froissard est écouté avec le plus vif intérêt et recueille des applaudissements unanimes. Une seule critique est faite par un membre de la réunion qui trouve qu'un délai de trois mois et même de six mois, accordé pour le remboursement des prêts au crédit mutuel, suffisant pour des commerçants, est trop court pour des agriculteurs, ne leur laissant pas le temps nécessaire pour retirer le profit des dépenses faites par eux.

M. BROCH dit qu'en Norvège fonctionnent des institutions analogues. Autrefois, chaque canton avait des dépôts de céréales destinées à servir de semences et tenues à la disposition des cultivateurs qui n'auraient pu s'en procurer, les voies de communication faisant défaut; maintenant ces dépôts seraient inutiles; ils ont été vendus et le produit de la vente a servi de premier aliment à des caisses d'épargne qui font des avances aux cultivateurs. La loi a favorisé le développement de ces caisses rurales en assimilant leurs opérations à des engagements commerciaux, ce qui supprime tout délai et occasionne très peu de procédure en cas de recouvrements forcés.

Le R. P. LUDOVIC DE BESSE rappelle à ce propos l'organisation des caisses rurales fondées en Italie sur le système Raiffesen par M. Léon Vollemborg; l'origine de ces institutions est encore récente, la première ayant été créée à Loreggia en 1883, et aujourd'hui, elles sont au nombre de dix-sept, et toutes fonctionnent avec succès. Ces caisses rurales présentent cette singularité qu'elles sont créées sans capital ni actions, et qu'il n'y a pas de droit d'entrée à acquitter pour les sociétaires; des prêts sont consentis à des gens dénués de tout sans condition aucune de versement préalable. La solution de ce problème, qui paraîtrait difficile à résoudre, est dans le principe d'organisation de ces caisses rurales qui est la solidarité illimitée acceptée par tous les associés responsables des dettes sociales pour la totalité de leur fortune. Le sociétaire qui veut obtenir un prêt doit faire connaître l'usage qu'il compte en faire et sa demande est soumise à l'assemblée générale qui l'accepte ou la rejette, et en détermine le quantum qui ne peut dépasser cinq cents francs; il fixe en même temps le délai de remboursement qui est calculé d'après la durée des travaux que veut faire l'emprunteur et peut être, suivant les cas, de plusieurs années, par exemple, s'il s'agit de plantations de vignes. Le taux de l'intérêt est au maximum de 6 %, payable après le remboursement du capital et non d'avance, ce qui doit décider l'emprunteur à se libérer le plus promptement possible.

Les caisses rurales sont des sociétés fermées qui ne font des affaires qu'avec leurs sociétaires; pour être sociétaire, il faut être agréé par tous les autres sociétaires. Par la sévérité apportée dans le recrutement de nouveaux membres, l'exclusion de tous ceux dont l'honorabilité ne serait pas reconnue, les caisses rurales font œuvre de moralisation et leur salutaire influence à cet égard s'est déjà fait largement sentir. Mais là ne se borne pas leur action: la caisse rurale est doublée du cercle dont font seuls partie les sociétaires de la caisse des prêts et qui a pour but de procurer à ses membres un lieu de réunion où à l'aide de conférences, de discussions, de lectures, on donne aux cultivateurs l'instruction professionnelle et on cherche à les rendre capables de tous les progrès dont l'agriculture est susceptible. On réclame pour l'agriculteur français une loi nouvelle organisant le crédit agricole; nous n'avons qu'à imiter ce qui se passe à l'étranger et à organiser le crédit en l'appuyant sur le principe de la solidarité, toujours praticable pourvu que son application soit localisée dans de petites circonscriptions entre gens vivant à côté les uns des autres et se connaissant.

A Angers fonctionne depuis plusieurs années une caisse populaire, et son crédit, qui repose sur la solidarité de ses membres, est tel que la Banque de France accepte son papier et lui a ouvert un compte; cette société procure des avantages à ses membres en faisant escompter leurs billets par la Banque de France qui en accepte le renouvellement dans des conditions avantageuses. Les bienfaits de cette institution s'étendent également aux cultivateurs qui sont divisés par groupes selon les localités; tout membre d'un groupe qui veut bénéficier d'une avance remet un billet au président du groupe qui, après enquête sur l'utilité de l'emprunt, donne son aval et adresse la valeur à la caisse de crédit mutuel; cette dernière l'escompte alors à la Banque de France. Connaissant les membres de leur groupe, sachant leurs habitudes, les présidents de groupe ne croient pas trop s'engager en cautionnant ainsi le remboursement des prêts. Ne fait, du reste, pas partie du groupe le premier venu et un contrôle permanent, sans lequel la solidarité serait impraticable et dangereuse, est pratiqué sur tous les membres sociétaires. Cette institution est donc des plus salutaires: elle rapproche le riche du pauvre par les liens de la solidarité et l'échange des services et elle est de nature à faire disparaître les divisions et l'antagonisme des différentes classes de la société.

M. WELCHE a entendu avec le plus vif intérêt la communication de M. de Froissard; cet essai de prêts à l'agriculture mérite d'être étudié et renouvelé: en général il n'a pas réussi en France où l'on trouve difficilement des capitaux se contentant de l'offre d'un intérêt minime. On a été plus heureux à l'étranger, notamment en Italie parce que, dans ce pays, les caisses d'épargne sont autorisées à prêter directement à l'agriculture: chez nous les réserves considérables obtenues annuellement par l'épargne sont mises à la disposition de l'Etat qui y trouve des moyens faciles de trésorerie; mais à cause même de cette dangereuse facilité, il se laisse de plus en plus entraîner dans le gouffre de la dette flottante et arrive par cet abus à ne plus savoir au juste où il en est. Nous devons souhaiter qu'une loi nouvelle permette aux caisses d'épargne de placer autrement leurs capitaux.

Les syndicats agricoles peuvent utilement préparer la solution de cette question du crédit agricole. Chose singulière, les promoteurs comme les adversaires de la loi de 1884 songeaient surtout aux associations ouvrières; les premiers voulaient favoriser le concert des ouvriers contre les patrons, les seconds étaient effrayés de la facilité accordée aux coalitions, aux grèves. Nul ne prévoyait l'usage intelligent que les cultivateurs, propriétaires, fermiers, ouvriers feraient de la loi nouvelle. Et voilà qu'aujourd'hui l'association syndicale agricole a fait seule son chemin. Déjà plus de cent vingt syndicats se sont établis en France, et à peine formés ils sentent le besoin de s'unir et de concentrer leurs efforts pour la défense de leurs intérêts. La Société des agriculteurs de France a pris la tête du mouvement, elle a créé dans son sein une commission permanente des syndicats agricoles, elle a accordé son patronage à l'Union des Agriculteurs de France qui groupe autour d'elle de nombreux syndicats, mais qui, n'ayant pas la personnalité civile s'est étroitement liée au Syndicat central honoré du même patronage et fournissant à tous les syndicats unis de puissants moyens de renseigne-

ments ainsi qu'un intermédiaire indispensable pour toutes les opérations peuvent essayer.

Fortes de l'immense publicité et de la popularité de la Société des agriculteurs, ces deux associations pourront offrir aux agriculteurs de très notables avantages pour l'achat des machines, engrais, semences, et des facilités exceptionnelles pour l'écoulement de leurs produits. La marche de ce mouvement est intéressante à suivre, et dès qu'elle sera mieux dessinée, je me propose de rendre compte aux lecteurs de la *Réforme sociale* des progrès accomplis. En attendant nous devons souhaiter aux syndicats agricoles résolution, courage et succès.

Après cette communication fort applaudie, l'heure avancée ne permet pas de traiter la question du métayage qui était portée à l'ordre du jour. M. le comte de Damas se borne à demander que la Société et les Unions donnent tout leur concours pour une large diffusion de l'excellent petit livre de M. A. Méplain, *Dialogues sur le métayage*, dont une seconde édition est sous presse. (*Assentiment général*).

Le secrétaire de la séance, E. DE THIERIET DE LUYTON.

VISITES INDUSTRIELLES ET SOCIALES

ÉCOLE MUNICIPALE DIDEROT — MAISONS A PETITS LOYERS

(20 mai).

Grâce aux démarches de notre collègue M. Goffinon et à la bienveillance de la municipalité, un grand nombre des membres de la réunion ont pu visiter l'école Diderot. MM. Darlot et Desmoulins, conseillers municipaux, ainsi que M. Gayda, ingénieur professeur, ont bien voulu nous montrer l'établissement avec détail; nous les remercions de leur courtoisie. On sait que cette école professionnelle, récemment agrandie, n'a que des externes; la durée des études est de trois ans; elles comprennent un enseignement technique et un apprentissage manuel. Ici, c'est le travail du fer, presque exclusivement. La ville organise une autre école pour le travail du bois. Rien n'a été épargné pour la bonne installation des locaux. L'école Diderot a 300 élèves; elle est gratuite, et entièrement à la charge du budget de la ville.

Nous nous bornons à cette indication sommaire, car notre collègue M. Goffinon, si compétent sur les questions d'apprentissage, veut bien, à l'occasion des visites de notre session annuelle, traiter prochainement ce sujet dans la *Réforme* avec le développement qu'il mérite.

Du boulevard de la Villette nous nous sommes rendus au boulevard de Belleville. Les maisons à étages que nous avons visitées, ont été construites par M. P. Dubos, ingénieur. Elles donnent satisfaction à un désir

souvent exprimé : elles ne sont point en effet destinées aux ouvriers, mais aux petits employés. Elles constituent pour le propriétaire une entreprise lucrative et non une œuvre philanthropique. Il importe de remarquer que les capitaux y trouvent une rémunération assurée. Le confort, l'élégance même des escaliers et des appartements ont frappé les visiteurs. Sur chaque palier se trouvent deux appartements séparés, composés chacun de trois pièces, avec eau, cuisine et cabinets. Le prix est de 600 à 650 francs suivant l'étage. On peut par un déplacement de portes, séparer une pièce de chacun d'eux et avoir ainsi quatre logements sur chaque palier, savoir : deux chambres isolées, et deux appartements de deux pièces avec cuisine, en plus deux cabinets communs par étage. Dans ce cas, l'appartement est de 400 francs. Ce qu'on a remarqué, c'est moins le bon marché des locations que la parfaite entente de la distribution; aucune maçonnerie inutile, aucune place perdue en corridors; aussi la construction revient à 700 francs du mètre superficiel pour une maison de six étages. Rue d'Angoulême, d'autres maisons pour lesquelles on a pu réaliser une économie en employant la brique et le ciment pour la façade, ne coûteront que 630 fr. le mètre. C'est cette parfaite entente des nécessités économiques, qui a surtout intéressé dans cette visite pendant laquelle M. Dubos nous a exposé les plans complets et fourni les renseignements détaillés avec une bienveillance dont nous le remercions.

MÉNAGÈRE COOPÉRATIVE. — ÉTABLISSEMENT St-NICOLAS. MAISON DEBERNY-TULEU.

(21 mai).

Le rendez-vous était indiqué rue de Fleurus, 24, à la *Ménagère coopérative* que connaissent déjà les lecteurs de la *Réforme sociale*. (V. la livraison du 15 nov. 1883). Cette société coopérative fondée par M. Fougereousse, avec l'aide de plusieurs de nos collègues, MM. J. Michel, Flicoteaux, Messelet... est en voie d'extension; le nombre de ses membres participants s'est élevé de 80 à 225. Nos confrères seront tenus au courant de la marche progressive de cette utile fondation, à laquelle beaucoup d'entre eux voudront concourir.

La visite de l'établissement de Saint-Nicolas était d'autant plus intéressante qu'elle permettait une instructive comparaison avec l'école Diderot où les membres s'étaient rendus la veille. Sans prétendre rassembler ici les éléments d'une comparaison de ce genre que le rapport de M. Goffinon mettra en lumière, bornons-nous à rappeler que l'œuvre de Saint-Nicolas a pour l'éducation des jeunes garçons de la classe ouvrière, trois grands établissements tous dirigés par les Frères, à Paris, à Issy et à Igny (Seine-et-Oise) (1). Celui de Paris comprend un millier d'élèves tous internes et payants. Indépendamment de l'enseignement primaire, l'ap-

(1) Voir dans la liv. du 15 mai 1883, une communication de M. F. Gibou sur l'établissement d'Igny.

prentissage professionnel est organisé par ateliers internes, qui représentent quinze corps de métiers et deux cent cinquante apprentis. Ils sont dirigés, sous la surveillance des Frères, par d'honorables patrons et des contre-maitres, souvent anciens élèves de la maison. Chaque apprenti est un mois à l'essai dans l'atelier ; après quoi les parents signent avec le patron un contrat d'apprentissage dont la durée est de 3 ou 4 ans selon les états. L'établissement ne tire aucun profit du travail des enfants qui payent leur pension aux mêmes conditions que les classes, et reçoivent chaque jour, pendant deux heures, des leçons de dessin, modelage, etc. Il est impossible, en constatant la bonne tenue de la maison, de ne pas être frappé aussi de la bonne humeur des enfants ; on voit sur leur figure la santé physique et morale. Quant aux résultats de l'enseignement, nous renvoyons pour en apprécier les détails au travail annoncé de M. Goffinon, et nous terminons en remerciant les Frères qui nous ont fait avec tant de bienveillance les honneurs de leur bel établissement. Qu'aurait pu faire l'œuvre de Saint-Nicolas, si elle n'avait eu pour coopérateurs ces hommes d'abnégation qui, à leurs vœux de pauvreté, joignent un dévouement qu'on ne saurait assez admirer !

Les membres se sont ensuite rendus à l'usine Tuleu, anciennement Deberny et Cie. C'est l'une des plus importantes fonderies de caractères de Paris, et l'une des premières maisons qui aient appliqué la participation aux bénéfices : la première application en avait été faite en 1842 par Leclaire, la seconde par Laroche-Joubert en 1843, la troisième par la Cie d'Orléans en 1844 ; M. Deberny l'a réalisée à son tour en 1848 avec un caractère spécial. Chez lui elle ne repose sur aucun coefficient conventionnel de répartition, mais sur la proportionnalité entre le capital, c'est-à-dire le montant des capitaux engagés dans l'affaire (sans attribution de valeur au fonds commercial) et le travail, c'est-à-dire le montant des salaires. La formule choisie par M. Deberny a pour but de montrer aux travailleurs que leur part de bénéfices est mesurée directement à leurs efforts.

La part des bénéfices afférente au travail a été, de 1848 à 1872, distribuée entre les participants, mais depuis 1872, elle est versée tout entière dans la *Caisse de l'atelier* qui reçoit également une retenue de 2 % prélevée sur les salaires. Cette caisse, c'est le patrimoine collectif et individuel des ouvriers. Les sommes qu'elle renferme sont inscrites aux comptes particuliers des participants chaque année, suivant certaines règles dans lesquelles interviennent pour chacun le nombre des journées et le montant des salaires depuis l'entrée dans la maison. Les quote-parts ne sont liquidées qu'en cas de décès ou de départ de l'atelier, mais elles subissent toujours une retenue au profit de la caisse commune. La caisse d'atelier fait des prêts, donne des secours en cas de maladie et sert des pensions pour cas d'infirmités ou de vieillesse. L'actif de la caisse était au 31 décembre 1883 de 138,781 fr. 45, et les pensions à servir en 1886 s'élèvent à 20,121 fr. Le personnel varie de 140 à 150 personnes, et le temps de présence dans la maison est en moyenne de 13 ans pour les hommes et de 10 ans pour les femmes. L'ensemble de ces résultats, appuyés sur une si longue pratique, est particulièrement recommandable et fait grand honneur à la maison Deberny-Tuleu.

H. DUBREUIL.

EXCURSION A BEAUVAIS (22 mai)

LA MANUFACTURE DE TAPIS. — L'INSTITUT AGRICOLE.

Le samedi a été consacré à une excursion à Beauvais qui avait pour objet la visite de l'Institut agronomique fondé par les Frères de la doctrine chrétienne. Malgré l'heure matinale du départ, le grand nombre de nos confrères, réunis à la gare du Nord (1), montrait combien cette excursion offrait d'attraits et nous pouvons dire qu'aucune attente n'a été déçue dans cette journée où nous avons été comblés par la Providence et par les hommes, par un beau soleil et une large hospitalité. Les jours précédents, une course rapide nous amenait aux écoles Saint-Nicolas ou Diderot, à la Société coopérative ou aux maisons ouvrières; cette fois il fallut plus de deux heures de chemin de fer pour arriver sur le champ d'étude, et nous avons pu constater que ce long trajet était un charme nouveau, puisqu'il permettait à nos amis de se présenter les uns aux autres, de discuter les questions qui les intéressent et, au terme du voyage, on aurait presque regretté que celui-ci ne fût pas plus long, si on n'avait eu la perspective de continuer le soir l'entretien du matin.

Nous trouvons à la gare pour nous recevoir l'éminent Frère Eugène-Marie, assisté du frère Antonis qui s'est prodigué toute la journée à nous donner les explications nécessaires. Le monde agricole connaît toute la valeur du directeur de l'école de Beauvais, et nous ne pourrions le louer comme il conviendrait sans blesser sa modestie; ne parlons pas non plus de l'accueil qui nous a été fait, nous préférons inviter nos lecteurs à aller voir son établissement et à lui demander le vivre et le couvert. Nous savons que, sans nous acquitter envers lui, c'est pour nous le meilleur moyen de reconnaître son hospitalité que de lui fournir l'occasion d'en donner de nouvelles preuves. Il y a à Beauvais plusieurs attractions; les artistes désiraient voir la cathédrale, les industriels la fabrique de tapis; les uns et les autres pouvaient craindre que le Frère Eugène, comme tout vrai propriétaire, ne nous permit de distraire de l'examen de ses institutions aucune parcelle de notre temps; mais c'est encore là que l'éminent directeur nous montra une nouvelle supériorité sur la généralité de ses collègues en nous faisant voir au débotté tout ce que la ville contient d'intéressant. On aurait pu croire qu'en habile stratégiste il voulait débayer le terrain pour que notre attention ne fût pas distraite quand il nous montrerait ses établissements; je crois plus volontiers qu'en artiste il avait le

(1) Parmi les membres qui ont pris part à cette excursion, nous citerons : MM. Jules Michel, Cl. Juglar, A. Le Play, Bogisic, le marquis de Raigeecourt, J. A. des Rotours, de la Selle, Gab. Grenot, Patris du Breuil, Crapon, docteur Delbet, A. Delaire, de Carné, d'Anthenaise, Houdard, Massé, Charvériat, Menu, Cacheux, Zimmermann, Thiriez, Stourm, Franchet, de Waziers, de Damas, Bompard, de Pruines, Bommart, J. de Reviers de Manny, Ponton, de Saint-André, Rony, Alantaz, Hudault, Rémaury, de Lauversin, de Mougins-Roquefort, E. Michel, etc.

sentiment des gradations et qu'il était naturel, dès lors, que son œuvre fût réservée pour le bouquet.

Dans une première église, nous admirâmes ce que les iconoclastes de 1793 ont épargné des merveilleux vitraux des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles qui décorent l'abside; à la cathédrale nous avons ressenti l'impression profonde que donne le spectacle de la plus haute nef du monde, mais nous avons pu constater aussi le fait connu que dans cette grande œuvre qui restera inachevée, la conception et l'exécution n'ont pas marché de front. Le palais de justice, la statue de Jeanne Hachette, et une certaine maison dite du chanoine complètent les richesses artistiques du chef-lieu du département de l'Oise.

La fabrique de tapisseries est une manufacture de l'État, avec son vrai caractère de perfection dans le travail et d'insouciance dans le prix de revient. Favorable à l'art, elle est démoralisante pour l'industrie privée. Les ouvriers n'ont pas un salaire proportionnel aux heures de travail ou à la besogne exécutée; ils sont payés à l'année; s'ils sont souffrants, ils ont le choix entre les médecins qui leur accordent les dispenses de travail; s'il fait trop sombre en hiver pour nuancer leurs laines, ils restent chez eux. Ils doivent avoir de grands loisirs, je ne suppose pas qu'ils en fassent un usage dangereux pour la société en lisant des publications anarchistes, car nul plus qu'eux ne doit trouver convenable l'ordre établi; ils travaillent lentement, et, en se vantant des trois années qu'ils mettent à exécuter un mètre de tapisserie, ils paraissent éprouver le sentiment que cette lenteur ajoute encore à la valeur de l'ouvrage. Ils seraient mieux dans la vérité s'ils entendaient par valeur le prix de revient. Ce sont donc des fonctionnaires qui, comme beaucoup d'autres, ont un emploi d'une utilité contestable. Ils contribuent à ces gloires que la France est, dit-on, assez riche pour payer. Ils reconstituent, avec leurs collègues des fabriques officielles, une fonction qui, dans l'Eglise, a été le but des sarcasmes de leurs amis: on pourrait à juste titre les appeler les chanoines de l'industrie.

Je ne crois pas que l'on puisse arguer, en empruntant un barbarisme aux jeux floraux, qu'ils sont des mainteneurs de l'art; le véritable artiste est le peintre du tableau qu'ils reproduisent. Le tissage est un procédé absolument mécanique; si l'ouvrier doit faire œuvre de facultés spéciales, c'est uniquement dans l'appréciation exacte des nuances; or, il n'est pas de profession où l'ouvrier n'ait à fournir une dose équivalente de la qualité d'un de ses sens physiques. Le Palais de l'industrie nous rassure annuellement sur l'abondance de la production artistique; nous ne manquons pas d'ouvriers habiles dans nos fabriques de tapisseries, et les prix atteints par les objets d'art dans les ventes publiques nous garantissent le nombre et la fortune des Mécènes modernes. L'État n'a donc nul besoin de donner un mauvais exemple en continuant à subventionner chèrement une industrie qui trouverait de très honnêtes moyens d'existence si elle était abandonnée à la simple initiative privée.

Mais il est déjà plus de midi, l'heure fixée pour le repas est passée. Notre programme est déjà violé comme une simple constitution, nous n'y rentrons plus que le soir sous la contrainte qu'impose l'impitoyable exactitude

du chemin de fer. Les appétits aiguisés menacent le déjeuner d'une attaque sérieuse, mais la table préparée pour nous par les Frères n'a rien à craindre, elle résiste à tous les assauts, fait face partout et ce sont les assaillants qui bientôt demandent grâce devant les pressantes instances de nos hôtes.

La description de l'ensemble de l'œuvre des Frères serait assez difficile si on ne procédait en décrivant successivement leurs différents établissements, la manière dont ils les exploitent et les différents enseignements qu'ils y donnent; nous ne pouvons esquisser ici de tout cela qu'un très court aperçu (1). A Beauvais se trouve le principal établissement, vaste et belle construction fort bien aménagée où se donne l'enseignement théorique. Les classes, les dortoirs, les salles de collection ne laissent rien à désirer. S'il était permis d'en juger par le déjeuner et le diner qui nous ont été offerts, nous dirions que le réfectoire doit être fort bien doté et que la jeune population scolaire a lieu d'être satisfaite de toute la partie matérielle.

Tout près de la ville, les Frères ont acheté le petit château de Beauséjour qui doit leur servir de maison de campagne et de but de promenade pour tous leurs élèves. L'habitation s'élève au milieu de quelques hectares clos de murs avec de beaux ombrages et quelques surfaces libres où l'on a déjà créé de bonnes prairies et de beaux jardins potagers et fruitiers. Les Frères ont là des volières bien installées, où ils ont réuni les plus belles variétés de poules, et ils peuvent livrer au public des œufs et des reproducteurs authentiques de la race galline. A côté on voit un très beau rucher; le soleil nous distribuait avec profusion ses plus ardents rayons et les habitants de la république ailée montraient une telle activité que nous avons cru prudent de les contempler à distance. A Beauséjour, les Frères ont réuni leurs plus belles juments que nous avons admirées dans leurs nouveaux herbages entourés des clôtures en fer les plus perfectionnées.

A quelque distance de là se trouve la ferme du Bois qui, médiocrement aménagée comme bâtiments, est cependant louée sur le pied beaucoup trop élevé de 110 fr. par hectare. Cette ferme donne asile au dépôt d'étalons qui comprend une bête de demi-sang et deux de gros trait. La bergerie compte environ 220 southdowns purs et croisés; la vacherie, 19 vaches hollandaises, 2 cotentines et 2 taureaux; l'écurie, 12 juments et 17 élèves; enfin la porcherie, qui s'est adonnée surtout à l'élevage du yorshire, compte 5 verrats, 30 truies et leurs suites. La basse-cour est garnie des meilleures variétés de poules, canards, oies et pigeons. Tel est le bilan du bétail nourri sur la ferme; le poids vif paraît élevé, mais ce qui est surtout remarquable, c'est la qualité des différents sujets. Les Frères ont compris que voulant former des cultivateurs, ils devaient surtout s'attacher à leur enseigner les bonnes pratiques de l'élevage qui est aujourd'hui le principal moyen de bénéfice. Au surplus, les Frères ont parfaitement réussi; les collections de médailles et les objets d'art qui ornent un de leurs parloirs montrent que, dans les concours, les jurys ont reconnu, partout où ils se sont présentés, la valeur de leurs produits. Comme annexe de la ferme il a été loué d'excel-

(1) Voir dans *la Réforme sociale*, du 1^{er} décembre 1883, l'étude de M. Fougereousse sur les méthodes de culture et leurs résultats à l'Institut de Beauvais.

lentes prairies, séparées en enclos, où vaches et juments passent toute la belle saison.

Les cultures sont plus difficiles à apprécier ; au moment de notre visite les plantes n'ont encore que quelques feuilles et il est difficile d'estimer le produit. Nous sommes encore dans la période des six mois d'espérance en attendant les six mois de déception. Nous ne pouvons donc juger que par les comptes rendus, et nous voyons que, si les récoltes témoignent par leur abondance du talent du cultivateur, le profit qu'elles donnent devient chaque jour plus insuffisant par l'abaissement du prix de vente.

Nous venons de décrire l'outillage que possèdent les Frères ; on peut être assuré qu'ils en tirent le plus grand effet utile. Leur établissement comprend deux grandes divisions : ils donnent comme partout où ils sont établis, l'instruction primaire supérieure et l'enseignement secondaire aux enfants de la région, ce qui n'offre rien de spécialement intéressant ; ce qu'il y a de particulier à Beauvais, c'est l'institut agricole fondé en 1833. Il a pour but d'enseigner l'agriculture à des jeunes gens ayant reçu une éducation supérieure. L'enseignement agricole comprend en France différents degrés. Au bas de l'échelle, il y a la ferme école qui doit former des ouvriers de choix, des jardiniers et des contre-maitres ; viennent ensuite les écoles de Grignon, de Montpellier et de Grandjouan, où se recrutent les grands fermiers et les régisseurs ; puis, en haut, l'Institut agronomique qui a été fondé pour former des ingénieurs agricoles. Entre ces deux dernières écoles, il y avait une place à prendre pour donner aux fils de propriétaires une éducation appropriée à la direction de leurs domaines. A Grignon l'enseignement est trop manuel, et à l'Institut trop théorique ; il est inutile qu'un jeune bachelier charge pendant trois ans du fumier et panse les bœufs et les chevaux comme un valet de ferme ; il n'est pas cependant mauvais qu'il ait quelquefois pratiqué lui-même les différents travaux qu'il devra faire exécuter par ses ouvriers, et l'institut de Beauvais paraît avoir heureusement évité chaque écueil. L'enseignement théorique se donne dans l'établissement où les élèves ont une chambre particulière ; les cours durent deux ou trois ans suivant que l'élève est ou n'est pas bachelier. Tous les deux jours les élèves passent à la ferme du Bois une partie de la journée ; ils exécutent alors de leurs propres mains tous les travaux agricoles, soignent les animaux et font toutes les opérations de la culture du sol. A Beauséjour ils ont l'enseignement pratique de la culture potagère et arbutive. La réussite a été complète et les jeunes gens qui sortent de l'institut de Beauvais ont le bagage scientifique et pratique nécessaire pour réussir dans leurs entreprises.

Après l'examen détaillé de l'établissement des Frères, notre programme prévoyait des visites dans les fermes des environs ; le temps ne nous a permis de visiter que celle de Toussereux. Cette ferme n'a plus trouvé preneur à l'expiration du dernier bail et le propriétaire a dû s'occuper lui-même de l'exploitation de son domaine. M. le comte de Corberon nous en a fait les honneurs avec la plus grande courtoisie et nous avons vu avec un vif intérêt la manière la plus perfectionnée de traiter le lait, en récoltant immédiatement la crème au moyen d'une turbine et en le transformant

de suite en beurre. Le produit de 50 vaches est d'environ 500 litres de lait donnant 35 litres de crème et 20 kilos de beurre d'une valeur moyenne de 4 fr. C'est un produit brut de 80 fr. par jour. Mais le soleil prêt à disparaître nous invitait au retour ; à 8 heures nous étions de nouveau réunis autour de la table hospitalière du frère Eugène-Marie et après l'avoir cordialement remercié de son accueil et félicité de ses succès, nous dûmes reprendre à la hâte le train qui nous ramenait à Paris.

Les différents établissements que nous avons visités ont fait naturellement l'objet des conversations du retour. D'une part nous avons vu un établissement de l'Etat, fort onéreux, qui ne rend aucun service à l'industrie et que la question d'art ne peut même pas protéger. D'autre part nous avons pu apprécier l'utilité de l'Institut agronomique des Frères, création de l'initiative privée, se suffisant à lui-même et développant même constamment ses moyens d'actions. On voit là ce que peut devenir une œuvre fondée sur une idée juste, habilement dirigée par un savant agronome et habile éleveur, ayant à son service un personnel dévoué par l'essence même de son institution. Les ordres religieux auront toujours cette supériorité sur les laïques dans leurs entreprises, qu'ils suppriment le salariat en le remplaçant par le dévouement, et qu'ils obtiennent la continuité des efforts. Enfin nous avons vu, en terminant, une grande exploitation victime de la crise agricole. Le propriétaire obligé de cultiver lui-même n'est pas un cas isolé ; c'est la meilleure justification de l'utilité de l'Institut agronomique. Enfin comme il y a toujours des compensations même dans les situations les plus fâcheuses, nous considérerons comme un fait de cet ordre la nécessité de plus en plus urgente pour les détenteurs de biens ruraux de résider à la campagne au milieu de leurs gens.

ALBERT LE PLAY.

RÉUNION DES CORRESPONDANTS

ET DES DÉLÉGUÉS DES UNIONS DE LA PAIX SOCIALE (24 mai).

La séance, qu'ont présidée successivement MM. J. Michel et A. Gibon réunissait de nombreux représentants de nos Unions : MM. Ch. de Ribbe, Welche, le comte d'Anthenaise, Claudio Jannet, J. Thiriez, A. Le Play, A. Béchaux, L. Rostaing, Francotte, le docteur Delbet, le vicomte O. de Carné, L. Etcheverry, Ch. Franchet, M. de Lauversin, J. Maistre, P. de Roussiers, le vicomte de Reviers de Mauny, Cazajoux, Ern. Michel, Guise, Charvériat, Dupont, de Lostau, Wilmart, etc.

MM. Beaune, le marquis de Sainte-Croix, Delestré, Dubreucq, d'Orval se sont excusés par lettre ou télégramme.

Le Secrétaire général complète le rapport présenté à la séance d'ouverture en insistant sur trois points : 1° l'apostolat de la réforme ; 2° les travaux des membres ou des groupes ; 3° les applications pratiques.

I. — Sur le premier point, on ne saurait trop insister sur la propagande individuelle ; chacun la peut faire dans le cercle de ses relations et rien n'y supplée. C'est par la conversation et par l'exemple qu'il faut gagner les esprits un à un aux idées de la réforme. Il est donc nécessaire de se préparer, par l'étude et la lecture de F. Le Play, à fournir les preuves ou à réfuter les objections, toujours d'après l'observation des faits et sans recourir à des théories systématiques. « Il faut se dire, écrivait Le Play, qu'en gagnant un adhérent à la cause de la réforme, on a peut-être beaucoup fait pour le salut de la patrie. » C'est en effet un auxiliaire nouveau qu'on s'est acquis, et de proche en proche se fait ainsi la réfutation de l'erreur et l'affirmation de la vérité.

II. — Indépendamment de ce que chaque membre des Unions peut et doit faire ainsi autour de lui, il importe dans les villes et partout où cela est possible de s'unir soit pour accroître les efforts de la propagande par l'encouragement mutuel, soit pour susciter des travaux qui contrôlent les faits et fortifient, par l'observation directe, les conclusions à répandre. Les petits groupes de nos Unions organisent ainsi des *réunions* plus ou moins fréquentes ; souvent la séance comprend trois parties : d'abord les présentations de membres des Unions pour la région, la correspondance, quelques indications sur les principaux travaux de la *Réforme sociale* ou sur des articles de revues et livres récents ; puis, une étude sur un chapitre de Le Play ou sur une question fondamentale, résumée de manière à fournir sur ce point un enseignement de faits ; enfin, des communications locales, des recherches personnelles, l'examen de nouveaux exemples, la discussion des questions du jour, mais toujours suivant l'expérience et l'observation méthodique. Les articles que nos collaborateurs destinent à la *Revue* peuvent ainsi être d'abord présentés aux séances de leur région. C'est encore aux groupes qu'il appartient de soutenir les études relatives à nos deux *enquêtes* ; l'une a pour objet la famille et la petite propriété, elle a déjà donné des mémoires intéressants et c'est à elle que se rattache l'enquête sur la dépopulation que MM. Chambert et Marion commencent avec tant de zèle ; l'autre s'occupe des ateliers pour y étudier les conditions de la paix et de l'harmonie ; à cela se rattachent les logements ouvriers, le coût de la vie, les sociétés et les institutions de prévoyance. Nos confrères de Lyon nous ont montré combien il est instructif de reprendre ainsi après vingt ans l'enquête de 1867. Un autre travail, fécond en leçons utiles et sur lequel F. Le Play a souvent insisté, c'est l'histoire sociale d'une ville ou d'un bourg, d'une province ou d'un *pays*, d'après les périodes de prospérité ou de souffrance (1),

(1) Cf. dans *L'Organisation du travail*, le ch. 1^{er} : la distinction du bien et du mal, notamment le § 9, la géographie du bien et du mal, et le § 11 : les six périodes de l'histoire de France.

en mettant en évidence les rapports de l'organisation sociale avec les résultats matériels. A mesure que l'activité de nos groupes augmente, le travail se partage entre nos membres : les uns s'adonnent aux études que nous venons d'énumérer, d'autres donnent un concours indispensable aux correspondants en se chargeant des fonctions de secrétaires ; ceux-ci se dévouent à une œuvre utile entre toutes, celle d'un enseignement d'économie sociale par des conférences ou des cours ; ceux-là enfin s'occupent de la presse locale pour y donner soit les comptes rendus des réunions, soit des variétés tirées de la *Revue* par des extraits ou des adaptations, soit même des articles originaux sur les questions sociales. A cet égard, il reste encore presque tout à faire pour utiliser le secours puissant de la presse.

III. — Après la propagande individuelle et les travaux des groupes, il reste les applications pratiques. Celles-ci, laissées naturellement à la libre initiative de tous sans que les Unions y interviennent elles-mêmes, ont surtout pour objet : l'amélioration des logements ouvriers, les sociétés coopératives, les syndicats, les caisses ou banques populaires, l'observation du dimanche, etc... Plusieurs des travaux de notre présente session fournissent sur ces divers points les indications nécessaires pour une imitation prudente. On ne saurait trop engager nos confrères à s'y associer pour remplir ainsi ces devoirs de patronage qui sont la condition véritable de la paix sociale.

En terminant, le secrétaire général rappelle deux questions sur lesquelles les correspondants des Unions devront se prononcer : 1° l'obligation pour tout membre nouveau, de payer un faible droit d'entrée, remboursé en livres ; 2° la fixation du lieu et de l'époque de la réunion de 1887.

M. J. MICHEL insiste sur la nécessité de faire lire Le Play et en attendant un résumé de la *Réforme sociale en France* que prépare M. Focillon, on doit recommander surtout comme brochure *La Paix sociale*, comme volume *L'Organisation du travail*.

M. DE RIBBE, à propos des études des membres, signale le congrès des sociétés savantes. On sait qu'il comprend maintenant une section d'économie politique et sociale et que chaque année notre société est appelée à concourir à en tracer le programme. Beaucoup de recherches très bien faites vont ainsi à la Sorbonne et n'y trouvent qu'une publicité restreinte. Il y aurait lieu d'attirer à nous ce mouvement en resserrant nos relations avec les sociétés savantes et en mettant la revue à la disposition des auteurs qui voudraient donner une large diffusion aux résumés de leurs mémoires. Il faut en même temps engager nos confrères à venir à ce congrès, au nom des diverses sociétés savantes de leur région, pour y traiter les questions sociales et y faire prévaloir les solutions que soutient notre Ecole d'après l'observation des faits.

M. BÉCHAUX raconte avec détails le fonctionnement du groupe de Lille qui doit beaucoup à M. Thiriez et qui est dans une voie de progrès manifeste. Sur 70 membres résidant dans la ville, les réunions du vendredi en rassemblent chaque mois une trentaine et quelquefois davantage, industriels,

professeurs, avocats. Il n'y a pas de statuts, mais seulement des coutumes : l'ordre du jour comprend régulièrement la correspondance et les présentations, puis un travail local. On y ajoutera chaque fois, à partir de la rentrée, un commentaire de *la Réforme sociale* de F. Le Play. Le concours d'un secrétaire zélé, M. Dubreucq, permet de rédiger des procès-verbaux qui sont ensuite reproduits par la presse locale. Dans la prochaine séance on rendra compte de la Réunion annuelle.

M. THIRIEZ ajoute que par suite d'arrangements avec les principaux journaux de Lille, la liste des ouvrages de Le Play est insérée une ou deux fois par semaine.

M. DE TOYTOT dit que M. Saglio fait les mêmes insertions à Nevers.

M. DE RIBBE pense qu'il y aurait lieu d'établir des relations spéciales avec les ports militaires, les officiers de marine étant en général, par leurs voyages et leurs observations, disposés à accueillir les idées de réforme sociale et à même de fournir des renseignements importants sur l'état social des pays lointains.

M. DE TOYTOT et M. URBAIN GUÉRIN pensent aussi que les membres du clergé, si intimement mêlés aux populations, pourraient dans bien des cas s'associer, soit aux études monographiques, soit aux enquêtes ou à la propagande des Unions.

M. FRANCHET, au nom du groupe de Lyon, expose ce qui s'est fait depuis l'an dernier. Douze ou quinze membres se réunissent chez M. Marion, auquel tous nous devons une entière reconnaissance. Ce sont des réunions de travail qui ont été complétées, sous la présidence de M. Beaune, par deux réunions générales des membres de Lyon, et par une réunion régionale du Lyonnais, de la Bresse et du Dauphiné. Les plus importantes des études qui en ont fait l'objet seront adressées à *la Réforme sociale*. Plusieurs membres en outre ont repris quelques-unes des enquêtes de 1867, à Tarare notamment, et les rapports rédigés à cette occasion ont été ensuite discutés dans les réunions du groupe. Ces études d'ateliers dans lesquelles on est guidé par des rapports antérieurs nous ont paru des plus instructives. M. Franchet ajoute quelques renseignements fort applaudis sur le *Messager de Saône-et-Loire*, dirigé par notre confrère M. Langeron. Ce journal paraît deux fois par semaine et contient sur les questions sociales tantôt une « Lettre de la ferme, » tantôt une « Lettre de l'atelier ». Il donne seulement les nouvelles et s'abstient de toute discussion politique. Son succès s'est affirmé de suite par une large vente au numéro ; on avait soin de le faire colporter par les mêmes vendeurs que les journaux socialistes.

M. DE ROUSIERS croit devoir dire que les Unions d'Angoumois sont dans une situation spéciale ; beaucoup de membres ont cessé d'accepter *la Réforme sociale*. Quelle est au juste leur situation par rapport aux Unions ?

M. GIBON, qui préside la réunion, estime qu'il n'y a là aucune ambiguïté. Les Unions depuis bientôt quinze ans qu'elles existent, constituent une

œuvre de bien public toujours ouverte ; ceux qui en approuvent assez le but pour désirer d'en faire partie, les soutiennent de leurs cotisations et reçoivent *la Réforme* qui est leur organe. Si pour des motifs personnels, quelques-uns cessaient momentanément de s'y associer, nous regretterions leur départ, mais en espérant pouvoir bientôt nous réjouir de leur retour. (*Assentiment général.*)

M. ERNEST MICHEL présente quelques observations pratiques sur les meilleurs moyens de faire travailler les membres des groupes et surtout les jeunes gens.

M. DELAIRE engage à relire la communication si vivante faite l'an dernier par M. Sedley Taylor sur « une tentative universitaire à Londres (1) ». Il s'agit, on le sait, de cours faits dans les quartiers les plus misérables de Londres par des jeunes gens sortant des Universités.

M. BÉCHAUX, interrogé au sujet de l'enseignement, répond qu'à Lille il a été chargé de faire chaque année quelques conférences d'économie sociale aux élèves de la classe de philosophie à l'École libre Saint-Joseph. En outre l'École des hautes études industrielles, créée cette année pour préparer les fils de manufacturiers à leur rôle technique et à leur mission sociale, a fort bien réussi ; elle a compté de suite 12 élèves et en aura 30 à la rentrée prochaine.

M. FRANCHET ajoute quelques observations sur les conférences faites par divers membres à l'école La Salle, à Lyon. L'an prochain, à l'aide du cours d'économie politique et sociale de M. J. Michel, un ensemble régulier de leçons sera fait aux élèves. Dès cette année, les Unions de Lyon ont fondé deux prix pour les élèves qui ont le mieux profité des conférences sociales.

L'heure étant trop avancée, la question du *droit d'entrée* est ajournée. En attendant les membres qui recrutent de nouveaux confrères sont invités à leur faire accepter le paiement d'un droit d'entrée de 5 francs au moins, aussitôt remboursé en livres.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Gibon, de Ribbe, Rostaing, Franchet, Béchaux et Urb. Guérin, il est décidé que la Réunion annuelle de 1887 aura lieu comme précédemment à Paris dans la seconde quinzaine de mai.

La séance est levée à 11 heures et demie.

(1) V. *la Réforme sociale* du 1^{er} sept. 1885.

RÉUNION DE CLOTURE (24 mai).

Le dîner de clôture a eu lieu, au Grand Hôtel, dans la salle du Zodiaque. Les convives étaient en grand nombre, heureux de causer une fois encore de toutes les questions soulevées dans les séances et les visites. Au dessert, dans une spirituelle improvisation, accompagnée de la lecture de quelques vieux textes bien choisis, M. DE RIBBE fait à l'assemblée une charmante description des usages relatifs aux mariages et aux fiançailles, dans la vallée de Fours, aux environs de Toulon, pendant le xv^e siècle. La peinture de ces coutumes simples et poétiques forme un gracieux pendant au tableau que le général Tcheng-Ki-Tong a tracé des usages analogues de la Chine. Bientôt, M. de Ribbe donnera à *la Réforme* le texte même de ces vieux récits, fragment détaché d'un important ouvrage qu'il prépare.

Puis, la parole est donnée au général Tcheng-Ki-Tong. « Vous avez eu, dit-il, une très aimable idée en m'invitant à prendre une petite part à votre congrès où toutes les illustrations provinciales et parisiennes sont représentées. J'ai été très heureux de répondre à votre invitation et très heureux de vous parler des usages de mon pays. Permettez-moi de relever un mot dans le discours qui vient d'être prononcé par M. de Ribbe ; sans doute j'ai insisté comme on a bien voulu le rappeler sur le caractère joyeux des fêtes nuptiales dans mon pays, mais je n'ai pas dit que le mariage fût une cérémonie funèbre en France ; j'ai dit : en Occident. Jeudi soir, M. Claudio Jannet, s'est fait votre interprète. Si je n'avais craint d'être trop longtemps à la tribune, j'aurais été heureux de lui répondre que je prendrai de tout mon cœur, dans l'avenir, ma part de la tâche que vos Unions ont entreprise. Bien des barrières entravent encore les généreux efforts que vous faites pour le bien social ; mais je suis sûr que par la persévérance et le temps vous triompherez de ces obstacles. Je m'inscris avec joie parmi ces hommes de travail qui se sont voués au triomphe de la paix. Personne en Chine n'est opposé à la paix. Je suis désireux que le nom de Le Play devienne populaire dans tous les pays et y soit un symbole de paix sociale. »

Après ces paroles fort applaudies, M. JULES MICHEL, président, remercie nos confrères venus pour la plupart de bien loin à la session. Il se plaît à espérer que les membres de la Société et des Unions se retrouveront encore plus nombreux à la RÉUNION ANNUELLE DE 1887.

Le secrétaire : H. DUBREUIL.

LES ESSAIS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

ENTRE PATRONS ET OUVRIERS.

(Premier article.)

L'antagonisme du capital et du travail constitue un des fléaux les plus graves de l'état industriel ; il provoque non seulement des débats irritants, mais trop souvent des violences ouvertes. L'entente concernant les conditions du travail est un élément essentiel de la paix et de la prospérité ; il est naturel qu'on cherche les moyens de la rétablir. Longtemps, cette entente a été garantie par des coutumes, basées sur une mutuelle bienveillance et protégées par le respect d'une autorité commune. Mais l'instabilité, l'absence d'organisation de l'industrie actuelle, la décadence du patronat et des principes qui en faisaient l'efficacité, l'avènement d'idées nouvelles répandues dans les masses, ont détruit l'empire des coutumes sans les remplacer, et ont rendu plus difficile la solution des débats. La question doit d'autant plus attirer l'attention ; et de toutes parts, les écrivains et les législateurs s'en préoccupent à bon droit. Mon but ici se borne à l'examen d'un des moyens proposés pour rétablir l'entente si souvent troublée : à savoir *les conseils de conciliation et d'arbitrage*.

Disons dès l'abord que là n'est évidemment pas la solution sociale. Ce n'est qu'une institution utile, auxiliaire du bien, mais qui suppose la force morale, la bonne volonté pour réussir et qui ne dispense même pas de recourir à d'autres moyens pour prévenir les abus des volontés mauvaises.

Nous allons exposer simplement les faits ; réservant pour plus tard toutes les conclusions à en déduire, et les projets qu'ils pourraient utilement suggérer.

I

LA JURIDICTION INDUSTRIELLE. — APERÇU HISTORIQUE.

Il n'y a pas lieu de rechercher l'organisation de cette juridiction avant l'avènement du christianisme, époque où régnait l'esclavage.

Pendant les siècles du moyen-âge, cette juridiction faisait partie de l'organisation corporative. La corporation et ses coutumes s'étendaient à toute la vie industrielle ; et les relations des maîtres et des ouvriers y étaient naturellement comprises. Cette juridiction appartenait aux *gardes-jurés*. A eux incombait le règlement des contestations, les décisions relatives aux salaires, la surveillance de leur observation. L'autorité des gardes-jurés était généralement respectée. Le nom et le mode de nomination de ces magistrats n'étaient point les mêmes partout. Ils étaient choisis par les *preudhommes* du métier et il semble que souvent même les ouvriers prenaient part à leur désignation ; il y en a des exemples à Paris (1) comme en Belgique ; on y voit souvent les varlets intervenir dans les nominations comme dans l'approbation des règlements ; on en voit aussi remplir les fonctions de gardes.

« On sait, dit un des plus délicats historiens de cette question, M. Ch. de Ribbe (2), combien les principes et la pratique du jugement de l'homme par ses pairs étaient universellement observés au moyen âge. Les confréries de métier en avaient fait la base même de leur ordre domestique ; les arbitres et les juges des différends soulevés entre les membres, ce sont les prieurs : « Quand il y aura quelque question et débat entre les maîtres et compagnons, dit un statut du xvr^e siècle, les prieurs seront tenus de se mêler de leurs querelles, entendre leur différend et les appointer, à charge que si lesdits maîtres et compagnons refusent l'accord ils payeront, savoir les maîtres un escu, et les compagnons demy escu payable 2/3 à la confrérie et l'autre à l'hôpital. »

Les décisions corporatives et la police des jurés maintenaient l'ordre dans l'atelier. Mais il ne faut point s'imaginer que jamais il n'y eût d'abus ni de contestations. Bien au contraire, dès l'époque surtout où l'industrie se développa et où les ouvriers commencèrent à former un groupe différent de celui des patrons, une foule de règlements corporatifs résultent de réclamations des ouvriers. Dès le xiv^e siècle, les compagnons avaient formé une sorte de groupe spécial dans la corporation : les compagnonnages ; ils restaient dans la corporation à l'état de sous-groupe, distinct des patrons ; mais leurs débats finissaient presque toujours par un règlement amiable déterminé *ex æquo et bono*. Schonberg a fort bien expliqué le principe de ces arrangements (3) et G. Schanz en a résumé pour

(1) Fagniez, *Etudes sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*. Paris, Vieweg, 1877, p. 123 et *passim*.

(2) *Les Corporations ouvrières de l'ancien régime en Provence*, Aix, 1865, p. 25.

(3) *Zur Wirtschaftliche Bedeutung der deutschen Zunftwesens im mittel-alter*. Berlin, 1868.

l'Allemagne plusieurs dispositions (1). Ce dernier auteur donne à cet égard d'importants détails.

Quand les difficultés étaient graves, nous voyons souvent en Allemagne les magistrats locaux intervenir et toujours réussir à amener une entente amiable entre les groupes de maîtres et d'ouvriers. Jansen (2) et Schanz citent divers exemples, où les délégués du patron et des ouvriers s'entendirent, sous la présidence du magistrat local, dans des conditions qui rappellent absolument le système moderne dont nous parlerons bientôt. Les décisions qui passaient en loi corporative, étaient garanties par la police professionnelle. Je n'insiste pas sur cette organisation corporative, dont divers auteurs, notamment, en Belgique, MM. Poulet, Prins et L. Vander Kindere (3) ont parlé souvent avec éloge. Il y avait dès lors des conseils de conciliation, mais le respect de la coutume, le sentiment du juste, la solidarité morale et chrétienne, la fermeté de la discipline leur assuraient plus de succès, de stabilité et d'efficacité.

La Belgique avait des juridictions industrielles spéciales, outre celles qui existaient partout. Dans l'exposé des motifs de la loi de 1850 sur les prud'hommes, le ministre de l'intérieur rappelait à titre de précédents historiques les *jurés, voir jurés ou cours du charbonnage* existant dans l'ancienne principauté de Liège, et l'antique *cours des fêrons* à Namur, juridiction élue qui étendait sa compétence aux maîtres et ouvriers employés aux mines, fourneaux, forges et usines (4).

II

DISPARITION DU RÉGIME CORPORATIF. — LES PRUD'HOMMES EN FRANCE. —

LES PREMIERS ARBITRAGES EN ANGLETERRE.

Nous n'avons pas à rappeler les circonstances dans lesquelles disparut le régime corporatif, ici par un décret, là par désuétude. Presque toutes les corporations disparurent sauf quelques rares exceptions, et avec elles la police disciplinaire. Il n'en reste que peu de traces telles que les prud'hommes pêcheurs de la Méditerranée, (5)

(1) *Zur Geschichte der Deutschen Gesellen Verbands im mitter-alter*. Leipzig, 1876, p. 118 et suiv.

(2) *Geschichte des Deutschen Volkes*, Fribourg en Brisgau, 1878, t. I. p. 338.

(3) Em. Poulet, *Histoire politique nationale*. — L. van der Kindere, *Le siècle des Artervelde*. — A. Prins, *La Démocratie et le régime parlementaire* etc.

(4) *Annales parlementaires*. Session 1857-58. Chambre des représentants, p. 402. — Cf. Defacqz, *Ancien droit Belgique*, etc.

(5) Voir Hubert-Valleroux, *Les Corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*. Paris, Guillaumin 1885, p. 271 et suiv.

la compétence disciplinaire de la *Kamer* dans les nations du port d'Anvers, etc. (1). Cette décadence fut plus complète en France, en Angleterre et en Belgique que dans les pays allemands, dont nous exposerons plus tard les arbitrages corporatifs.

Quand Napoléon I^{er} se rendit à Lyon, les industriels de cette ville lui remontrèrent la perturbation qu'apportait dans l'industrie lyonnaise la suppression de l'ancienne juridiction industrielle. Il fut frappé de ces inconvénients, et dès 1806, un décret impérial, porté sur le rapport de Regnault de Saint-Jean d'Angély, établissait à Lyon le premier des nouveaux conseils de prud'homme. Le but du conseil est la conciliation ; c'est un tribunal de famille, comme le nommait le rapporteur. « Le conseil est institué, dit l'art. 6 du décret de 1806, pour terminer *par voie de conciliation* les petits différends qui s'élèvent journellement... Il est également autorisé à juger... » Ce premier décret rendu pour la seule ville de Lyon fut étendu, et le régime organisé pour toute la France par décret du 20 février 1810. Les prud'hommes, malgré les avantages de leur institution, ne purent empêcher les conflits. Ils ne pouvaient en effet procéder par voie de règlement disciplinaire. Ils concilièrent beaucoup, mais ne purent prévenir les grèves amenées par les questions graves que soulevait le régime général du travail.

Je reviendrai plus loin sur l'histoire et l'organisation des nouveaux prud'hommes : mais je veux d'abord examiner ce qui se passa en Angleterre. Là, il n'y eut point de brusque abolition des corporations ; elles disparurent insensiblement. Il y eut bien, d'autre part, des lois générales sur l'industrie, mais ces lois ne suppléaient pas aux anciennes organisations.

La grève éclata en Angleterre. Aucune juridiction spéciale n'y fut constituée ; et on ne fit pas de tribunaux de prud'hommes. Je ne veux pas exposer ici toute l'histoire de ce mouvement qui s'étendrait outre mesure.

L'histoire d'ailleurs fut analogue en France et en Angleterre. A la grève isolée, les ouvriers cherchèrent à substituer une organisation permanente capable de les grouper, leur permettant de discuter leurs intérêts et de les défendre. Ce mouvement donna naissance aux *Trade's Unions* en Angleterre ; en France aux *Syndicats*. Il a été expliqué par une foule d'auteurs que nous ne pouvons suivre dans ces digressions historiques (2). Dans la première période de leur

(1) Voir sur les *nations* la note que nous avons insérée dans la *Réforme sociale* du 15 septembre 1885 (t. X, p. 279).

(2) Howell, *Conflicts of capital and labour*, London, 1878. — L. Brentano, *Die arbeitergilden der Gegenwart*, Leipzig, 1871. — Ducarre, *Rapport sur la condition du travail en France*, Lyon, 1877. — P. Leroy-Beaulieu, *la Question ouvrière au XIX^e siècle*, Paris, 1872. — E. de Laveleye, *le Socialisme contemporain*, etc., etc.

histoire, les Trade's Unions furent des sociétés pour la grève, et recoururent souvent à des procédés violents. Il est difficile d'ailleurs d'apprécier leur action, car elle dépend souvent de l'homme qui les dirigeait dans chaque partie du pays. L'idée de s'entendre avec les patrons ne vint, il faut le reconnaître, qu'assez tard. Le système des grèves (strikes), combattu par le *lock-out* fut longtemps prédominant. Ce ne fut guère que vers 1860 que l'idée de trancher les différends par voie d'arbitrage fut sérieusement essayée. Jusque là les contestations relatives au louage de travail ressortissaient à la justice de paix et à la cour de Comté, juges de droit commun. Dans une industrie, celle des potiers, il y eut, dès 1836, dans l'engagement annuel des potiers, une clause soumettant leurs débats à l'arbitrage. Mais, nous le répétons, ce ne fut que vers 1860 que l'idée prit corps d'une façon sérieuse.

Ce n'est pas à dire que depuis 1860 les Trade's-Unions soient devenues pacifiques, car depuis, en 1867, ont eu lieu les crimes de Scheffield, mais on put du moins prévoir un moyen par lequel ce qu'on appelle *la lutte émancipatrice du quatrième Etat* (1) pourrait recevoir une atténuation pacifique.

La naissance du premier conseil de conciliation a été souvent racontée, et par ceux qui eurent le mérite de son initiative, et par d'autres écrivains. Cette fondation, faite à Nottingham, en 1860, grâce à l'initiative d'un industriel, M. Mundella, devenu plus tard ministre du commerce, eut un grand succès. Nous en expliquerons bientôt le mécanisme. Voici comment M. le comte de Paris raconte la fondation du conseil de Nottingham (2) : « En 1860, les affaires allaient au plus mal : une classe d'ouvriers demandant une augmentation considérable de salaires était en grève ; toutes les Unions la soutenaient, et les maîtres allaient avoir recours à la mesure extrême du *lock-out* général. « Mais c'eût été, dit M. Mundella, jeter toute la population dans les rues. » Inspiré par un vague souvenir des conseils de prud'hommes, M. Mundella songea à constituer un tribunal d'arbitres et proposa une conférence aux ouvriers. On se réunit, on se regarda d'abord avec défiance comme les parlementaires de deux armées ennemies ; puis on s'adoucit ; en discutant on finit par comprendre, et au bout de trois jours, quoique les préventions réciproques ne fussent pas toutes dissipées, les bases du nouveau système étaient arrêtées : » Le système se répandit et rendit de réels services dans une foule d'industries.

Ces conseils remplaçaient les prud'hommes de France, mais ils

(1) *Emancipationskampf des Vierten Staates*, par le Dr Meyer.

(2) *Les Associations ouvrières en Angleterre*, p. 277.

avaient sur eux une grande supériorité ; ils ne tranchaient pas seulement les questions litigieuses, ils pouvaient prendre des règlements pour l'avenir. Cette idée nouvelle se rapprochait de l'ancienne discipline industrielle, sauf que désormais elle agissait sans contrainte légale. Le législateur anglais ayant reconnu l'avantage de l'institution des prud'hommes français et des conseils nouveaux, voulut sanctionner leur action ; un acte de 1867 leur donna le droit de décider les litiges, un autre de 1872 leur permit d'édicter des règlements pour l'avenir. Ces deux lois n'ont pas reçu d'application, et les conseils sont demeurés dans le domaine de la liberté, garantis seulement par la bonne volonté des parties (1).

Les Trade's Unions, de leur côté, ont manifesté plusieurs fois leur sympathie pour ce système nouveau. Bien que les Trade's Unions fussent, à l'origine, des institutions belliqueuses, beaucoup de leurs chefs ont semblé comprendre qu'il était à la fois de leur intérêt et de leur dignité de pratiquer une politique d'accommodement. C'est toujours une paix armée, ce n'est point la solidarité de la bienveillance mutuelle, mais c'est une tendance évidemment préférable aux excès qui ont parfois été commis. L'idée de la *conciliation* a fait son chemin et beaucoup voient dans sa pratique un des grands moyens de rapprochement entre patrons et ouvriers. Nous allons indiquer le fonctionnement du système d'une façon sommaire, et nous demander ensuite s'il est possible de l'acclimater hors de l'Angleterre.

III

MÉCANISME ET FONCTIONNEMENT DES CONSEILS EN ANGLETERRE

Cette curieuse institution a déjà attiré l'attention de divers hommes compétents. Ses auteurs, ceux qui l'ont essayée, ont rendu compte du résultat de leurs efforts ; et divers écrivains ont étudié son organisation et ses résultats. Outre les conférences de M. Mundella et d'autres arbitres (2) il faut signaler dès l'abord l'étude de M. H. Crompton, jurisconsulte anglais, traduite en français par

(1) Howell, *A handy book of the labour laws*, p. 165. — *Annuaire de législation comparée*, Paris, Pichon, 1873, t. II, p. 6.

(2) Plusieurs conférences et discours ont été traduits et réunis dans le compte rendu du congrès international d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles. Manceaux 1876.

M. Julien Weiler, ingénieur à Mariemont (Belgique) (1), le rapport fait par l'américain J. Weeks (2) et les travaux plus anciens, mais encore utiles de M. le comte de Paris (3). C'est d'après ces témoignages autorisés que nous allons exposer le système.

Principe général du système : arbitrage ou conciliation. — « Le sens que nous donnons au mot *arbitrage*, dit M. Mundella, est celui d'un arrangement qui permet aux parties intéressées de débattre librement et amicalement les questions qui les intéressent. » Néanmoins arbitrage et conciliation représentent deux systèmes différents.

La *conciliation* est le système propre de M. Mundella. Il consiste en une simple réunion de patrons et d'ouvriers appelés à deviser ensemble sur leurs intérêts ; et cherchant de commun accord à trouver les bases d'un compromis équitable. C'est l'idée du conseil établi en 1860 dans la bonneterie de Nottingham. Le président pouvait à l'origine départager les voix ; mais, on a abandonné ce système, et il est seulement permis de désigner un arbitre. — L'*arbitrage* a une forme plus juridique. L'institution a été introduite sous cette forme, en 1863, dans l'industrie du bâtiment de Wolverhampton par M. Rupert Kettle, juge du *county courts* du Worcestershire. D'après ce système, on affiche dans les ateliers un règlement qui est considéré comme contrat de travail. S'il est violé, la question juridique est portée devant les arbitres, et la sentence se trouve légalement obligatoire. La caractéristique du système est la présence essentielle du *sur-arbitre départiteur* (*umpire*) qui fait partie intégrante du conseil. Ce sur-arbitre introduit l'élément juridique dans la solution de la question.

Le débat entre les partisans de ces deux systèmes est assez vif. Les uns invoquent l'utilité d'une solution ayant un caractère juridique et exécutoire, prononcée par un homme impartial. Les autres préfèrent s'en tenir à la bonne volonté, aux simples débats « en famille » ; ils font remarquer que l'arbitrage, obligatoire en droit, est impossible à faire exécuter, et que la conciliation est plus sûre. En fait, il est des exemples de succès importants obtenus par les deux systèmes, comme aussi de résistances aux décisions d'un conseil ou d'un arbitre. Il nous semble démontré par les faits et par l'opinion d'hommes compétents :

(1) *Arbitrage et conciliation entre patrons et ouvriers*, Manceaux, Bruxelles, 1880.

(2) *Report on the practical operation of arbitration and conciliation in the settlement of differences between employers and employees in England*, Harrisburg, 1879. — Cf. Les rapports si remarquables du bureau de statistique de travail à Boston. 8^e rapport, 1877 : *Howard Evans, industrial arbitration and conciliation*, p. 4-18.

(3) *Les associations ouvrières en Angleterre. — La situation des ouvriers en Angleterre*, Nouvelle édition, Paris, Alcan.

a) *Que la contrainte est toujours mauvaise*, il ne faut pas forcer à recourir au système, mais user de persuasion.

b) *Que l'exécution, même en cas d'arbitrage, n'est garantie que moralement; elle est juridiquement inexécutable.* La décision portant sur le passé, sur un litige proprement dit, peut être exécutée; celle relative à un tarif, à un règlement, point, puisque l'engagement principal peut à chaque instant être rompu. Il n'y a rien, dans l'arbitrage, qui puisse empêcher un patron de renvoyer ses ouvriers, ceux-ci, d'abandonner leur travail.

c) Le rôle principal appartient à la conciliation; mais l'arbitrage peut être parfois d'une grande utilité. Il en résulte qu'il faut les combiner. *Tout conseil de conciliation doit prévoir le recours à l'arbitrage; il n'y a pas non plus de système d'arbitrage bien établi si une place n'y est réservée à la conciliation.*

Cette conclusion est celle de Crompton, de Weeks, d'Howell (1): *conciliation et arbitrage* ont chacun leur rôle à jouer; bien qu'il faille autant que possible, tout finir par la conciliation, il arrive infailliblement des cas où elle est impuissante; où il ne suffit plus de *bons offices*, il faut une décision. « Le rôle de la conciliation, dit Howell, est d'écarter les causes de mécontentement et de prévenir les conflits; l'arbitrage intervient quand le dissentiment ne peut plus être concilié ou qu'on ne veut point y recourir. » Il faut donc combiner les deux institutions des *conseils de conciliation* (*courts of conciliation*), et des *tribunaux d'arbitrage* (*Boards of arbitration*).

Compétence des conseils. — Cette compétence est généralement très étendue; elle porte véritablement sur toutes les questions qui peuvent surgir dans les rapports entre patrons et ouvriers. Il ne s'agit donc pas seulement de décider les applications du régime existant, de *ce qui est*, mais de déterminer *ce qui sera*, de convenir de règlements sur les salaires, ou sur d'autres points analogues. Les règlements de salaires ont été fréquents, et assurément, l'entente sur ce point est un des objets les plus graves de la mission des conseils. Les statuts reconnaissent très largement cette compétence; et la loi anglaise de 1872 l'admet également. On voit que les conseils ont une mission bien plus considérable que les prud'hommes de France et de Belgique.

Composition des conseils. — Nous n'avons pas à analyser par le menu la composition des conseils, mais seulement à dégager de la coutume anglaise les principes dominants.

Le conseil se compose d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers

(1) Ouvrages cités.

délégués. Ceci est général. Les délégués sont nommés par leurs associations respectives ; M. Kettle veut cependant que les *non unionistes* soient représentés, ce qui paraît nécessaire. Il y a un comité d'enquête chargé de préparer les affaires et de les arranger à l'amiable si possible. Quand il y a plusieurs spécialités dans une industrie, on cherche à ce qu'elles soient représentées. Dans les usines métallurgiques du Nord, chaque usine est représentée. Dans tous les conseils, on nomme un bureau ; dans les conseils d'arbitrage, on institue un arbitre ; tantôt on le désigne dès le début, ailleurs on ne nomme l'arbitre que si le conseil n'arrive pas à une solution.

Fonctionnement. — Il est des plus simples, sans formalités ni procédure. Les différends sont d'abord signalés au secrétaire du conseil ; puis déferés au *comité d'enquête* ; puis s'il ne peut arranger la question, au conseil, et finalement, s'il le faut et s'il y a lieu, à l'arbitre indépendant. Généralement on désire un exposé écrit des questions débattues. Plusieurs conseils se réunissent d'une manière régulière, tous les trois mois, par exemple. On y trouve l'avantage de favoriser l'entente par la fréquence des entrevues.

Sanction. — C'est une des grandes difficultés. En réalité, nous l'avons dit, il n'y a pas moyen de contraindre, sauf pour les litiges individuels ; mais ce point là est accessoire. Ce qui importe ce sont les transactions et les sentences arbitrales d'ensemble. Or il n'y a pas d'exécution forcée possible. En fait il y a eu des refus de soumission même à des décisions arbitrales. La seule sanction vraie est donc une sanction morale, la bonne foi.

En Angleterre, l'influence des Trade's-Unions a généralement favorisé le système. Le métier blâme les récalcitrants, l'*opinion publique* les condamne. Les unions qui étaient favorables à la conciliation l'ont facilitée non seulement par le choix des délégués, mais aussi par leur influence sur les ouvriers : néanmoins, la loyauté, le respect des transactions sont la seule base assurée du système.

Résultats obtenus. — Les avantages de l'institution ont été bien des fois indiqués. Il n'y a lieu ici que de les résumer sommairement.

Il y avait plus d'un obstacle à vaincre : la défiance et la crainte des ouvriers ; celle des patrons qui trouvaient le système humiliant ; leur hostilité réciproque d'autant plus redoutable que les délégués ouvriers étaient souvent des meneurs ; enfin le point d'honneur, insensé jusqu'à se montrer intraitable. Ces obstacles ne sont point encore partout surmontés, car si le système est répandu, il est encore bien loin d'être généralement accepté.

Les avantages obtenus sont de diverses natures. Voici les princi-

paux, au témoignage de ceux qui y ont participé. D'abord il y a l'utilité incontestable de rapprocher les ouvriers et les patrons, de les mettre en demeure de s'expliquer, d'exposer leurs griefs et leur situation. MM. Mundella et Weeks insistent sur cet avantage. Ces conférences contribuent puissamment à faire tomber les animosités et à amener la courtoisie. De plus, si les patrons connaissent ainsi les vraies réclamations des ouvriers, ceux-ci apprennent, sur la marche de l'industrie et ses nécessités, des notions qui les amènent à la modération. Rien de tel pour eux que de savoir la situation de l'industrie. Puis, grâce à ces conférences, les abus diminuent et peuvent être supprimés. M. Crompton cite plusieurs exemples de ce résultat. Enfin très souvent on parvient à une vraie décision déterminant l'entente sur les points les plus difficiles, tels surtout que le *règlement des salaires* ; non seulement les patrons ont accepté des hausses mais les ouvriers ont accepté des réductions parfois importantes. On est arrivé même à déterminer *des échelles de salaire*, mais cette forme est surtout adoptée en Amérique, comme nous l'exposerons bientôt.

Il ne faudrait pas s'imaginer que les conseils couvrent toute l'Angleterre d'un réseau de libres juridictions et y assurent partout l'entente et la paix. Mais l'institution peut cependant invoquer à son actif de remarquables succès : les conseils de Nottingham (bonneterie et dentelles) ; celui du bâtiment à Wolverhampton ; celui des usines métallurgiques du Nord dont a parlé avec détail M. Samuelson, membre du Parlement, ont eu des résultats très sérieux. Même dans les houillères, où il y avait de graves difficultés particulières, on n'a pas été sans succès, mais il n'y a pas de conseil permanent.

Quand la conciliation n'a pas réussi, une difficulté de premier ordre se présente dans le choix de l'arbitre départiteur (*umpire*). Ce ne peut être un homme imposé, le président, par exemple ; M. Mundella, a exposé combien il s'en était mal trouvé. Il faut un *homme indépendant*, et, chose étrange, l'expérience démontre que ce ne doit pas être nécessairement un homme du métier, mais seulement un homme sage et prudent ayant la confiance des parties. Parmi les arbitres qui ont le mieux réussi, il y a eu des industriels comme Mundella et Chamberlain, mais aussi des hommes tout à fait étrangers à l'industrie, tels que : Kettle, Crompton, etc.

L'extension du système peut être rangée parmi les espérances vraisemblables de l'avenir. Là où il existe, il a parfois échoué, mais ces échecs partiels ne peuvent en faire méconnaître les grands avantages. Le conseil métallurgique du Staffordshire, le conseil houiller du Northumberland ont sombré, mais l'institution a cependant prouvé son utilité en une foule d'endroits. On peut espérer, avec G. Howel, que les obstacles qui s'opposent à la conciliation diminueront.

Ce serait une erreur de croire que l'arbitrage réussira toujours ; mais en tout cas il favorise la paix et c'est déjà quelque chose.

Conditions de succès. — Ces conditions sont principalement d'ordre intellectuel et moral, outre les conditions d'organisation pratique que nous avons signalées. Il faut, dit G. Howel, que la défiance, l'hostilité, le faux point d'honneur disparaissent graduellement. Les fréquentes réunions du conseil travailleront à leur propre succès. Mieux on connaîtra ses intérêts, dit Weeks, plus on préférera les solutions amiables au système barbare des grèves. C'est assurément le mode le plus honorable de trancher le débat. Nous ajouterons qu'il faut une condition morale : la fidélité aux engagements, le désir de la paix, la bienveillance réciproque, l'abandon des strictes rigueurs du *summum jus* et de la loi économique absolue.

Comme le dit d'ailleurs fort bien Weeks, ce n'est ni la fin ni la solution du problème, mais c'est un acheminement vers la solution vraie, c'est un palliatif qui peut être puissant. Il ne supprimera pas tout le mal et ne dispense point de faire des lois pour le réprimer. La perfection serait dans l'entente parfaite de tous, pratiquant dans la paix la loi chrétienne de justice et de charité ; mais même dans l'état actuel, c'est entreprendre une tâche utile que de rapprocher les parties. Le succès sera d'autant plus complet que la force morale sera plus grande. Ce système est une nouvelle preuve de sa nécessité ; c'est la conclusion que tire aussi de cette étude M. Lecour Grandmaison, député de la Loire-Inférieure (1). Nous y adhérons pleinement.

Dans un prochain article, nous exposerons les diverses tentatives d'organisations arbitrales que nous offrent les autres nations industrielles, et notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche, la France et la Belgique.

V. BRANTS,

Professeur d'économie politique
à l'Université de Louvain.

(A suivre.)

(1) Lecour Grandmaison, *les Conseils d'arbitrage et de conciliation en Angleterre*, dans la Revue : *l'Association catholique*, Paris, décembre 1883 ; janvier 1884.

L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET AGRAIRE DE L'IRLANDE

Les Irlandais ont cette force
supérieure entre toutes :
ils ont le droit pour eux.
(Manifeste de M. Gladstone, juin 1886).

Si, il y a à peine une année, on avait annoncé au congrès de la Société d'Economie sociale que le premier ministre d'Angleterre, M. Gladstone, poserait à la Chambre des communes, à la société anglaise, et à tout l'empire anglais la question de confiance sur le terrain de l'indépendance politique et de l'affranchissement agraire de l'Irlande, on aurait surpris les esprits les plus prévoyants. Le problème n'a même été que très légèrement traité dans les discussions, si importantes, de la campagne électorale de 1885 en Angleterre.

Et tout à coup, le voile qui masquait la situation a été enlevé et le vétéran le plus éminent, comme le plus populaire du Parlement anglais, le disciple, le successeur de Robert Peel, l'homme d'Etat qui a été ministre pendant 17 ans et trois fois *the First*, le premier, M. Gladstone a déclaré, malgré ses amis, malgré ses adversaires, au milieu de la stupéfaction générale : il faut briser les chaînes de fer qui attachent l'Irlande à l'Angleterre, il faut réparer l'injustice des siècles, il faut respecter en Irlande les libres institutions de l'Angleterre, il faut donner à tous les peuples l'exemple de la justice sociale, car la justice sociale seule peut conserver à l'empire anglais la liberté, la sécurité, la grandeur en assurant la paix sociale.

Il y a donc une justice sur la terre, et cette justice, si bien exprimée, il y a vingt siècles, par Horace, s'applique aux nations comme aux individus. Tôt ou tard, les nations doivent compte de leurs actes.

La Chambre des communes, après soixante jours de discussion, a refusé, par 343 voix contre 313, d'acquiescer aux vues de son leader. Mais M. Gladstone ne s'est pas tenu pour battu. Usant de la prérogative parlementaire, il a demandé à la reine Victoria, qui vient d'inaugurer la cinquantième année de son mémorable règne, de dissoudre la Chambre et d'en appeler au pays lui-même.

Ainsi l'Angleterre tout entière va être consultée sur ce problème politique et social qui trouble son existence nationale depuis près de quatre cents ans.

Comment ces événements ont-ils éclaté subitement ? Comment un homme d'Etat d'une aussi haute valeur que M. Gladstone a-t-il pu prendre si rapidement de si graves résolutions ? On conviendra qu'il y a là un mystère à étudier, des causes lointaines à rechercher. En tout cas, quel démenti solennel à toutes les théories en cours dans les bas fonds de la démocratie française ! La justice sociale proclamée comme le fondement de la politique des peuples, devant le premier corps parlementaire de l'Europe, par le ministre le plus populaire de toute l'Angleterre ! Nous voilà loin des parlements qui effacent Dieu des catéchismes et qui se rient de sa providence.

Il y a quelque trente ans, un de nos économistes les plus distingués, M. Léonce de Lavergne, après trois voyages successifs, publiait : *l'Economie rurale de l'Angleterre et de l'Irlande*. C'était au lendemain de la terrible famine qui avait visité l'Irlande comme un châtiment providentiel : un million d'Irlandais étaient morts de misère et de faim ; 4,500,000 avaient déjà émigré. Interprétant ces faits, qui comptent parmi les plus dramatiques de l'histoire, M. Léonce de Lavergne y reconnaissait la main de Dieu, « c'est Dieu, disait-il, après avoir expliqué les épreuves de l'Irlande et la lutte terrible qu'elle avait soutenue contre l'Angleterre, c'est Dieu qui devait se charger de la solution et elle devait être terrible. » Malgré sa haute clairvoyance il se trompait. Il prenait pour la solution ce qui n'était que le moyen de la préparer. Cet exode a continué : 4,500,000 autres Irlandais ont quitté l'Irlande. Ces trois millions d'émigrants ont fondé en Angleterre, aux Etats-Unis, au Canada de puissantes colonies qui poursuivent aujourd'hui les revendications séculaires de l'Irlande. A Londres, à Liverpool, à Glasgow, il faut compter avec les électeurs irlandais ; aux Etats-Unis deux millions d'Irlandais ont rendu le pouvoir aux démocrates ; M. Cleveland leur doit son fauteuil présidentiel. C'est ainsi que l'exode de trois millions d'Irlandais a sauvé l'Irlande. C'était le moyen providentiel de préparer l'indépendance politique et l'affranchissement agraire de l'Irlande.

Pour expliquer la politique de M. Gladstone et pour comprendre la grande lutte électorale qui s'est engagée en Angleterre, il faut remonter aux origines des rapports politiques entre l'Angleterre et l'Irlande. Je me propose de montrer que la politique de M. Gladstone, quelque soudaine qu'elle puisse paraître au premier abord, n'est que la suite logique de celle de ses prédécesseurs depuis plus de cent ans, de ses propres actes et des événements historiques eux-mêmes.

§ I. — CARACTÈRE GÉNÉRAL DE LA VIE HISTORIQUE DE L'IRLANDE AVANT LA CONQUÊTE ANGLAISE.

Toute l'histoire de l'Irlande, depuis le vi^e siècle, est admirablement résumée par une phrase d'Augustin Thierry. « Envahis à plusieurs reprises par différentes nations, les Irlandais n'avaient « jamais admis de prescription par la conquête (1). » En étudiant l'histoire de l'Irlande depuis les premières invasions des Bretons ou des Danois jusqu'à aujourd'hui, il faut avoir toujours présente à l'esprit la profonde remarque d'Augustin Thierry. Elle donne la clef de tout ce qui s'est fait et de tout ce qui se prépare en Irlande.

L'Irlande a échappé à la conquête romaine; elle n'a pas subi l'influence de la civilisation latine. Elle est demeurée celtique et c'est à l'état de société pure de tout mélange, qu'elle est devenue chrétienne. De là des conséquences très importantes au point de vue de la race, du gouvernement, de la propriété foncière, de la culture du sol, de la religion et de la civilisation.

Commerce, la race irlandaise est l'une des plus pures de l'Europe; elle n'a pas été soumise à la trituration romaine ou germanique. Les pirates scandinaves n'ont établi en Irlande que des colonies éphémères. La race irlandaise est donc une race primitive, elle est moins souple, moins assimilative que d'autres, mais elle est plus résistante — ainsi que toutes les races primitives. — Comme gouvernement, l'Irlande n'a connu avant le xvii^e et même avant le xviii^e siècle, aucun gouvernement entièrement régulier, avec le caractère administratif provenant des anciennes civilisations. Jusqu'à Élisabeth, jusqu'à Guillaume III, elle obéissait à des chefs divers, petits rois ou chefs de clan, tout à fait étrangers aux traditions romaines. — Comme propriété foncière, elle avait sa législation séculaire, entièrement différente de celle que Rome a imposée à la Gaule et à l'Espagne. Le chef du clan était censé seul propriétaire à vie de la terre, mais il ne pouvait disposer du sol et, pendant de longs siècles, les cèles (membres du clan ou de la tribu) avaient le droit de désigner son successeur: c'est la Tanistry. — Comme culture du sol, les cèles (tenanciers) cultivent et occupent la terre de temps immémorial; le tanist peut augmenter sa part dans le revenu du sol sans le consentement du tenancier, mais il ne peut jamais expulser le tenancier qui a un droit personnel d'habitation et d'exploitation: c'est le tenant right. — Comme religion, le christianisme a été apporté en Irlande par les ordres religieux de la Bretagne qui y ont fondé d'innombrables associations religieuses; tout Irlandais en fait partie.

(1) *La conquête de l'Angleterre par les Normands*, tome III, p. 213.

Le christianisme irlandais dépend moins des évêques que de ces associations. De là son caractère populaire. L'Irlande est une des contrées le plus profondément chrétiennes et catholiques du globe, parce que l'intermédiaire latin n'y a pas créé l'antinomie qui se rencontre en France et en Italie. C'est l'Eglise catholique qui a permis à l'Irlande de résister à l'Angleterre, mais l'Eglise catholique a rencontré en Irlande un terrain vierge. — Comme civilisation, l'Irlande chrétienne a produit du VII^e au X^e siècle une civilisation *sui generis* où les influences celtique et chrétienne se compensaient et qui a embelli cette période du moyen âge. Les Irlandais ont conservé le souvenir de cette époque comme une époque de prospérité, d'influence, de gloire. Et ils ont raison.

§ 2. — LA CONQUÊTE ANGLAISE.

A partir du XV^e siècle commence pour l'Irlande une période de décadence et de malheurs. Cette période a duré 700 ans. Elle se divise en trois époques distinctes : la première s'étend jusqu'en 1500, la seconde de 1500 à 1700, la troisième de 1700 à 1783. Pour l'étude de ces trois époques, je ne ferai usage que des documents anglais, malgré l'importance des documents français ; j'utiliserai surtout le beau livre de Lecky, l'article consacré à l'Irlande dans l'*Encyclopedia Britannica*, les ouvrages de MM. Froude, Tuke et Brodricks, les articles les plus récents des revues et les discussions parlementaires (1).

1^{re} *Epoque*, 1100-1500. — Cette époque se caractérise par un état d'anarchie intérieure qui fournit à Henri II l'occasion de s'immiscer dans les affaires de l'Irlande. Cette immixtion, provoquée ou favorisée par les papes, est le point de départ de longues guerres qui demeurent sans résultat. A la fin du XV^e siècle, les Anglais sont confinés aux environs de Dublin, dans les étroites limites du Pale.

Henri II et ses successeurs ont rencontré en Irlande une population nombreuse, relativement prospère, divisée en plusieurs petites souverainetés qui représentent des unions de clans ; attachée au sol qui la nourrit et aux familles anciennes qui la gouvernent, pratiquant des usages, conservant des traditions sociales ou agraires différentes de celles de l'Angleterre, plus chrétienne que les Anglais et moins catholique, portée à l'anarchie par une habitude immémoriale d'indépendance, mais énergique et presque farouche.

(1) Lecky, *History of England in the eighteenth century*. — Tuke, *Irish Distress*, 1880. Brodricks, *English Landlords* 1881. — Froude, *England and Ireland in the eighteenth century*. M. Froude a publié dans le *Nineteenth century* (septembre 1880), un article sur la situation actuelle de l'Irlande.

2^e Époque, 1500-1700. — L'Angleterre entreprend, avec Henri VIII, la conquête définitive de l'Irlande. Elle a perdu ses possessions féodales en France. Elle reporte ses efforts sur l'Irlande. Cette conquête a exigé 200 ans de lutte, de spoliations et de massacres. Elle a été aggravée par les révolutions politiques et religieuses qui, pendant ces deux siècles, se sont accomplies en Angleterre. L'Angleterre est devenue protestante, protestante fanatique, l'Irlande par contre, est devenue catholique très ardente. L'Angleterre est devenue républicaine, l'Irlande est restée royaliste. L'Angleterre a expulsé les Stuarts, l'Irlande les a défendus.

Dès l'origine de cette conquête, la royauté et l'aristocratie anglaise lui ont donné pour but la dépossession complète, radicale des propriétaires du sol. Cette dépossession est déjà indiquée dans les premiers actes de Henri II; elle s'est continuée jusque dans les derniers actes de Georges I^{er}. L'aristocratie anglaise a fait de l'occupation foncière de l'Irlande une spéculation du même genre que l'occupation du Canada, de l'Australie, du Cap, des États-Unis. Seulement, en Irlande, elle a rencontré une tout autre résistance, parce qu'il y avait une société et une civilisation irlandaises.

La conquête a présenté les plus grandes difficultés. La résistance est venue de la différence de race, de religion, de civilisation, d'institutions politiques et sociales; elle est venue également des conditions de la propriété et de la culture du sol. De ces divers facteurs, les plus énergiques ont été la religion et la tradition agraire. Dès le milieu du XVIII^e siècle, les Anglais ont renoncé à la lutte religieuse, les temps ne la permettaient plus, mais ils ont continué la lutte agraire avec un acharnement indomptable.

Voici la difficulté contre laquelle ils se sont heurtés : en Irlande, comme je l'ai indiqué, le cultivateur maintient qu'il a un droit immémorial et à la propriété et à la culture du sol. Ce droit, les Anglais ne l'ont clairement discerné que très tard et ils ne l'ont reconnu qu'en 1870.

Leur plan a été d'une simplicité sauvage; expulser, spolier, massacrer toutes les familles qui, à titre de tanists, pouvaient être considérées comme chefs des clans et par suite comme propriétaires (landlords) du sol; quelques familles anciennes échappèrent, surtout dans le Connaught et l'Ulster, à cette terrible politique, pratiquée avec autant de violence par Georges I^{er} et Guillaume III que par Cromwell et Henri VIII; en 1700 les 9/10 du territoire avaient été confisqués, les propriétaires expulsés ou massacrés, des lords anglais ou des corporations substitués aux tanists irlandais.

Quant aux populations mêmes, elles avaient beaucoup diminué. On essaya de les remanier par des transplantations, exactement

comme procédaient les Assyriens, les Romains et les Russes. Ces transplantations eurent moins de succès que l'expulsion ou le massacre des tanists. On trouvait bien, en Angleterre, des familles ou des corporations pour accepter les biens confisqués, mais on ne trouvait pas de colons pour venir se fixer dans une contrée ravagée par la guerre, l'incendie et les exécutions militaires. En fait les populations irlandaises demeurèrent sur les terres qu'elles occupaient ; seulement elles changèrent de maîtres. Les terres mêmes, formées par les subdivisions des clans, conservèrent leurs anciennes limites, un grand nombre furent augmentées par la réunion de plusieurs terres. Delà la constitution foncière actuelle de l'Irlande qui comprend, en dehors des villes, environ 12,000 propriétaires fonciers. sur ces 12,000 propriétaires 1,942 possèdent à eux seuls les deux tiers de l'Irlande, soit environ 13 millions d'acres : l'acre vaut 40 ares. Et sur ces 1,942, — 744 landlords possèdent à peu près la moitié de l'Irlande, 9,612,728 acres. Richard Berridge détient 170,000 acres ; — le marquis de Convagham 157,000, — le marquis de Landsdowne 120,000 — le marquis de Sligo 114,000 — le duc de Devonshire 100,000.

Par contre ces terres immenses sont exploitées en très petites fermes. En 1884, 717,790 fermiers ont été compris à la cédule B de l'income-tax. Ces 717,790 se partagent un revenu de 2,691,788 l. s., et les 12,000 propriétaires se partagent 13,152,758 l. s. Telle est la part que la conquête anglaise s'est attribuée et celle qu'elle a laissée au travail et aux anciens cultivateurs du sol.

3^e *Epoque*, 1700-1783. — La spoliation des propriétaires, des anciens tanists, leur massacre ou leur expulsion, ne parurent pas suffisants pour assurer à l'Angleterre l'entière jouissance de sa conquête. Elle reconnut la nécessité d'engager une lutte à mort contre l'Eglise catholique et de priver la population de toute autre ressource que celle qui pourrait provenir de la culture du sol ; c'était, comme le dit Swift, témoin de cette accablante oppression, le rétablissement de l'esclavage.

1^o Moyens employés contre les populations : interdiction d'exporter les laines et les lins bruts de l'Irlande ; interdiction d'exporter les produits manufacturés en Irlande ; interdiction de faire le commerce avec les colonies anglaises ; interdiction d'exporter du bétail en Angleterre ; interdiction de constituer aucune société de commerce ou d'industrie, notamment aucune banque.

2^o Moyens employés contre l'Eglise catholique : interdiction d'acheter, des biens fonds, d'affermier pour plus de 31 ans, de jouir d'une ferme dont le profit serait supérieur au tiers du revenu, de servir dans la marine ou dans l'armée, de porter des armes, d'habiter certaines villes,

de conserver ou d'ouvrir des écoles, d'être admis aux universités, de tester, de substituer ; attribution à tout enfant qui se fait protestant de tout l'héritage paternel ou maternel si les autres enfants sont catholiques ; assimilation à un catholique de tout protestant qui épouse une catholique ; retrait de ses droits d'héritage à toute protestante qui épouse un catholique.

Ces mesures furent encore aggravées à l'occasion de la lutte des Stuarts et de la maison de Hanovre. En 1709, les catholiques durent prêter le serment d'allégeance, c'est-à-dire reconnaître la légitimité des droits de la succession protestante. Ils le refusèrent. Le culte catholique fut interdit sous peine de mort. Ce fut le point de départ de l'organisation des sociétés secrètes, des *oakboys*, des *whiteboys*. Elles ont rendu à l'Irlande les plus grands services. L'Irlandais n'a reculé devant aucun sacrifice pour conserver sa foi religieuse. Il a rencontré dans les prêtres et les religieux de son Église un dévouement indomptable. Pendant un siècle entier, ces prêtres et ces religieux étaient élevés et formés dans les séminaires français ; ils y recevaient la préparation nécessaire.

L'échec des lois contre les catholiques fut complet ; quant aux autres lois, elles appauvrirent l'Irlande en ruinant son commerce et son industrie, mais les populations trouvèrent une ressource providentielle dans la pomme de terre qui atteint, en Irlande, quand le mois d'août est chaud, des rendements extraordinaires. Telle a été la manne de l'Irlande. Les Irlandais, au surplus, commencèrent, dès le ^{xviii}^e siècle, à émigrer : ils prirent du service dans toutes les armées européennes ; 400,000 abandonnèrent leur patrie.

Quant à la dépossession foncière, elle se régularisa. Les confiscations et les massacres cessèrent peu à peu. Le mouvement agraire que les grandes familles aristocratiques accomplissaient en Angleterre, eut son contre-coup en Irlande. Le régime des substitutions, des settlements, des hypothèques, des transmissions occultes, du rachat des petits domaines, de l'usurpation des terres communales y fut transporté et s'y développa sans obstacle, grâce aux légistes anglais. Ceux-ci parvinrent même à fabriquer pour l'Irlande une législation mixte plus redoutable encore que la législation anglaise.

D'après la coutume du clan, le celé (tenancier) a droit à l'occupation et à la culture du sol, à la charge de faire toutes les avances. Le tanist n'a aucun devoir à remplir à son égard. Il peut même élever sa part dans le revenu sans le consentement du celé. La coutume modérait l'exercice de ce dernier droit, notamment par l'élection du tanist.

Occupant la place du tanist, le landlord anglais fut substitué à ses droits ; quant aux obligations, il n'eut à en remplir aucune,

puisque le tanist n'en avait pas. De là cette situation extraordinaire de propriétaires fonciers qui peuvent élever à leur gré leur part dans le revenu de la terre, dans *la rente*, sans avoir à accomplir aucune obligation ni à faire aucune avance ; qui peuvent l'élever non seulement à raison de la plus-value résultant de la hausse des prix des produits agricoles, mais de la plus-value⁽¹⁾ qui a son fondement dans les avances mêmes du tenancier.

Toutefois, pendant le XVIII^e siècle, le droit de culture et d'occupation du fermier ne fut pas contesté, s'il acquittait le fermage. Les légistes laissèrent les choses en état.

Pour compléter le tableau de la situation agraire au XVIII^e siècle, il faut ajouter que la plupart des propriétaires sont étrangers à l'Irlande, ne l'habitent pas, consomment loin d'elle les revenus qu'ils en tirent : c'est l'absentéisme poussé à ses dernières limites.

A partir de 1750, de la lieutenance de lord Chesterfield, l'ami de Montesquieu, cet état de choses tendit à s'adoucir. Il ne changea cependant que sous l'influence des désastres de l'Angleterre dans la guerre de l'Indépendance des États-Unis. Les Irlandais furent admis dans l'armée et dans la marine ; le culte catholique fut toléré publiquement. L'Irlande avait conservé une sorte de parlement qui se réunissait de temps en temps, mais dans lequel les protestants seuls étaient admis. Les sessions de ce parlement devinrent moins irrégulières. Peu à peu les défaites des troupes anglaises enhardirent l'opposition. Les excès de l'occupation anglaise en Irlande avaient créé, même parmi les protestants, un foyer de résistance. Grattan en devint le chef. Il parvint à faire reconnaître, en 1783, par un acte solennel du parlement d'Angleterre, sanctionné par Georges III, l'indépendance de ce parlement local. L'Irlande fut alors gouvernée par un parlement irlandais protestant et un vice-roi représentant la couronne d'Angleterre. Ce fut le point de départ de son émancipation politique, religieuse et sociale.

(A suivre.)

E. FOURNIER DE FLAIX.

(1) En 1845, une commission spéciale (Devon commission) fut chargée de parcourir l'Irlande et de faire un rapport sur la situation générale de l'agriculture irlandaise. Tout en constatant l'absence, l'incurie, la rigueur du landlord, la commission reconnut que « le landlord a un droit indiscutable à toutes les qualités productives de la terre, aussi bien celles qui sont à l'état latent et non encore mises en activité, qu'à celles qui ont déjà été développées et même rendues profitables, et que ce droit doit être étendu au plus haut degré de production dont la terre est capable ».

CHRONIQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL

Le Congrès de Plymouth : Le mouvement coopératif en Angleterre. — Part du clergé dans ce mouvement. — Comparaison avec la France. — Les prévoyants de l'avenir. — La boulangerie d'Angoulême.

Congrès de Plymouth. — La 18^e session du congrès des sociétés coopératives de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'est tenue à Plymouth du dimanche 13, au mercredi 16 juin. La réunion comptait environ 500 délégués. Ce nombre n'est pas très considérable : l'année dernière, au congrès d'Oldham, il y avait 600 délégués. On pense que c'est la situation très excentrique de Plymouth qui a occasionné cette diminution. Il ne faudrait pas juger par ces chiffres du développement des sociétés. La statistique a prouvé qu'elles sont au nombre de 1,258 possédant, à peu de chose près, 850,000 membres, mais il n'y a que la moitié, ou peu de chose en plus, qui fasse partie de l'Union coopérative.

Bien que, chez nos voisins, le mouvement coopératif soit surtout un mouvement populaire, les autres classes de la société y prennent néanmoins une part, très importante ; on peut dire que le régime coopératif y est, pour le moment, un puissant instrument de fusion des classes et, dans l'avenir, probablement d'union nationale. Ce fait important éclatait dès la première réunion du congrès. Sur l'estrade on voyait réunis le comte Morley, le Révérend Perceval, le membre du parlement Acland, plusieurs professeurs des universités de Cambridge et d'Oxford et de nombreux ouvriers.

Un autre trait fort remarquable mis en lumière par ce congrès, c'est la part faite à la religion dans ces réunions générales et le rôle qu'y joue le clergé. C'est toujours le dimanche de la Pentecôte que s'ouvrent les congrès ; un grand sermon sur la coopération est prononcé dans une église de la ville. Cette année, ce sermon a été fait par le Rév. Perceval, qui a choisi pour texte les dangers de la concurrence commerciale et le but évangélique de la coopération, qui unit les hommes dans un esprit de charité et de fraternité. Ce discours a été d'une très grande élévation ; le bureau central de l'UNION a décidé qu'il serait imprimé et envoyé à tous les membres du clergé anglais.

Un autre point nous a frappé dans la tenue du congrès anglais, c'est l'intervention presque continue de la musique. La première réunion qui était publique s'est tenue dans la grande salle de Dévonport qui contient 10,000 personnes. Ce soir là, il y avait 8,000 assistants. Cette réunion a été remplie par un concert de trois heures avec intermèdes, entre chaque morceau de musique, de discours sur la coopération : après chaque morceau, un discours, après chaque discours un morceau. Est-ce la musique qui fait passer le discours, est-ce le contraire, c'est difficile à juger ; il y a là encore probablement un acte de coopération économique et musicale. Le lendemain matin lundi, l'ouverture du congrès s'est faite également en musique. Pendant une heure, de puissantes orgues ont fait entendre les plus beaux morceaux ; il en a été de même à plusieurs reprises pendant la durée du congrès.

Chaque année la présidence du congrès est offerte à quelque personnage important le plus souvent étranger à la coopération pratique, mais connu

pour être favorable à ce système social. Le choix du président est laissé aux sociétés coopératives de la ville dans laquelle se tient le congrès. C'est une sorte de compensation des grandes dépenses que le congrès impose à ces sociétés. Il est d'usage en effet qu'elles nourrissent et logent tous les délégués. La société de Plymouth aura eu, cette année, de ce chef, une dépense de 44,000 fr. Le bureau central de l'Union aura de plus à payer près de 40,000 fr. pour les autres frais.

Ces quelques détails montrent quelles différences profondes existent entre ces réunions anglaises et la plupart de nos congrès français. Nous n'en avons pas beaucoup qui coûtent près de 25,000 fr. et réunissent plus de 600 membres. Mais tout s'explique en Angleterre par la puissance extraordinaire de ces sociétés coopératives. Celle de Plymouth compte 8,000 membres. Elle a commencé il y a vingt ans avec 100 personnes. Elle a 46 succursales dans la ville; elle possède une ferme dans la campagne où elle nourrit un nombreux bétail pour le lait, le beurre et la viande. Par ce simple détail on juge de la force des sociétés coopératives anglaises. Un autre chiffre le complètera. Les 1238 sociétés anglaises possèdent un capital de 8,159,817 livres, soit 202,500,000 fr. et elles font 730 millions d'affaires par an. Ce sont les chiffres officiels donnés par le rapport du bureau central. Terminons par quelques autres traits de mœurs. Les femmes assistent aux congrès, et y prennent la parole. Elle sont très applaudies d'ordinaire. Il existe en Angleterre une ligue des femmes pour répandre les idées coopératives. Les orateurs font dans leurs discours un usage très répété de la plaisanterie, l'*humour anglaise* se donne libre carrière dans les sujets les plus réfractaires en apparence au mot pour rire. D'ordinaire, c'est avec le plus grand succès. Les membres des Unions se rappellent, du reste, avec quelle finesse notre collègue Sedley Taylor maniait le genre humoristique, même en français dans les quelques discours qu'il a bien voulu faire aux réunions générales des années passées. Un usage quelque peu étrange pour nous qui n'y sommes pas aussi habitués, c'est l'emploi répété jusqu'à l'abus du compliment. Le croira qui voudra : mais, pour qui revient de Plymouth, nous sommes en France, à cet égard, d'une sobriété relative excessive!

Ces quelques prodigalités de plaisanteries et de compliments n'enlèvent, du reste, rien à la gravité des discours ni à l'importance des actes de la coopération anglaise. La veille du congrès, est mort un des personnages les plus influents de l'Union, M. Loyd Jones; peu de jours après, sa veuve mourait, au retour d'une visite à la tombe de son mari, laissant plusieurs orphelins. Les membres du bureau central ont aussitôt pris l'initiative d'une souscription au profit de ces jeunes enfants; cette souscription a été close pendant le congrès et a rapporté 27,550 fr.

Avec la même générosité, l'Union a offert pendant le congrès, à la Société de sauvetage de Plymouth, un bateau insubmersible qui n'avait pas coûté moins de 25,000 fr. La remise de ce bateau a donné lieu à une fête fort intéressante qui a été précédée d'un détail typique bien anglais. Le bateau a été hissé sur une grande voiture à quatre chevaux et a été en grande pompe promené triomphalement dans toute la ville, escorté de plusieurs voitures à quatre chevaux, portant les membres du congrès.

Nous nous en tiendrons à ces détails extérieurs du congrès de Plymouth ; un autre jour, nous entrerons dans le détail des discours pour juger des idées sociales qui dominent en Angleterre le grand mouvement coopératif. Nous terminerons par cette indication générale. La préoccupation des coopérateurs anglais n'est plus d'organiser ni même de perfectionner les sociétés coopératives de consommation, mais de trouver, dans la coopération de production, l'emploi de leurs immenses richesses. Nous avons dit qu'elles possèdent plus de 200 millions de francs. C'est beaucoup plus qu'il ne faut pour la consommation ; on veut appliquer le surplus à la production. Jusqu'à ce jour, il n'existe en Angleterre que 47 sociétés de production comprenant : 2 manufactures de coton, 1 de tissus de coton, 1 de flanelle, 1 de draps, 2 de bas, 1 de couverture, etc. Cette visée nouvelle des coopérateurs anglais est d'un haut intérêt, car la coopération de production est de nature à exercer un effet considérable sur le régime du travail, beaucoup plus considérable que la coopération de consommation. Avec les immenses capitaux et l'organisme coopératif dont ils disposent, il est à supposer que les Anglais donneront rapidement à cette nouvelle forme de la coopération une très grande extension.

Remarquons à ce sujet l'esprit pratique de nos voisins. Ils ont commencé par le commencement, par la coopération de consommation qui est l'instrument de production facile du capital et une fois ce capital formé, ils l'appliquent à la production. En France, au contraire, nous nous sommes lancés de suite dans la production coopérative sans presque de capital ou avec les capitaux de l'Etat, avec un organisme rudimentaire et insuffisant. Aussi ce qu'on a fait est-il instable, fragile et les crises, comme celles que nous traversons, anéantissent ces essais sans importance. Le relevé des faillites de ces derniers mois appuie trop éloquemment notre dire !

Voilà qui prouve l'importance d'une marche prudente et raisonnée : chez nous la coopération date de 1830 et elle est encore dans l'enfance. Chez les Anglais, elle date de 1847 ; elle a eu les débuts les plus modestes, les plus misérables même, et aujourd'hui elle est une force colossale, qui possède plus de 200 millions, et fait pour plus de 700 millions d'affaires.

Les Prévoyants de l'avenir. — Nous avons parlé plusieurs fois déjà de cette remarquable institution de caisse de retraite dont le principe est la constitution d'un capital inaliénable et la répartition égale, chaque année, des intérêts de ce capital entre tous les sociétaires ayant au moins vingt ans accomplis de sociétariat. Il est très intéressant de suivre les progrès très rapides de cette association. D'après le dernier état publié, elle comptait au 9 mai 18,889 membres, dont 7,488 Parisiens, et, au 31 mai, son avoir consistait en 486,557 fr. 56. Voilà les résultats obtenus en cinq années.

La boulangerie d'Angoulême. — Notre ami M. Bouchaud-Praceiq, le président de la boulangerie d'Angoulême, vient de nous envoyer le rapport présenté à la dernière assemblée générale de cette remarquable et déjà vieille association coopérative.

La vente de pains s'est élevée en 1885 à 429,029 fr. 45 et les bénéfices bruts à 19,179 fr. 05. Ces chiffres ne comprennent pas les divers dons qui

cette année, comme tous les ans, ont été faits au bureau de bienfaisance, aux crèches et autres diverses œuvres de la ville.

Il a été fabriqué 3,395,242 demi kilos de pain dont :

20.906 pains de 10 kilos	ensemble	209.060 kilos.
181.126 » 5	»	905.630 »
41.477 » 4	»	165.908 »
67.260 » 2.500	»	168.150 »
98.942 » 2	»	197.884 »
50.989 » 1	»	50.989 »

460.700 pièces de pain formant 3.395.242 1/2 kil.

Un autre tableau donne le détail très remarquable de la marche progressive de la boulangerie.

Année 1868, pain fabriqué, 619.970 1/2 kilo ; — 1869, 680.365 ; — 1870, 766.040 ; — 1871, 986.756 ; — 1872, 1.032.352 ; — 1873, 1.055.623 ; — 1874, 1.165.016 ; — 1875, 1.272.170 ; — 1876, 1.330.519 ; 1877, 1.486.764 ; — 1878, 1.601.178 ; — 1879, 2.094.180 ; — 1880, 2.690.020 ; — 1881, 3.273.700 ; — 1882, 3.199.570 ; — 1883, 3.359.487 ; — 1884, 3.368.522 ; 1885, 3.395.242.

Ces résultats sont résumés en quelques lignes substantielles du rapport de M. Bouchaud-Pracziq. « Le résumé financier vous montrera également, Messieurs, dit ce rapport, que notre capital, déjà remboursé une première fois, s'avance sensiblement vers le chiffre de cent mille francs. Ce chiffre respectable d'un capital reconstitué exclusivement à l'aide des 1/2, des 1/3, des 1/4 de centimes laissés libres sur des taxes données elles-mêmes en exemple du bon prix du pain poussé aux plus extrêmes limites, n'est-ce pas là, Messieurs, la proclamation la plus éclatante de toute la puissance de fécondité des associations coopératives ? »

La boulangerie d'Angoulême est arrivée à ces remarquables résultats, tout en abaissant le prix du pain à des minimums qui ne sont connus nulle part ailleurs. Elle vend son pain aux ouvriers presque à deux sous la livre ; en chiffres exacts, à deux sous et un demi-centime. Nos lecteurs savent que ce taux de pain est dû à plusieurs causes : la grande fabrication (on cuit près de 5,000 kilos par jour) ; la grosseur des pains consommés par les ouvriers (5 et 10 kilos), et enfin une heureuse combinaison dont Angoulême a, croyons-nous, toute l'initiative et tout l'honneur. Cette combinaison, c'est l'association de la consommation ouvrière et de la consommation bourgeoise. La seconde est servie aux tarifs courants de la localité, c'est-à-dire à des prix rémunérateurs, et c'est grâce aux bénéfices procurés, sans aucuns sacrifices, il faut le dire, par la clientèle bourgeoise, qu'on peut vendre à prix de revient, avec un peu de perte même, à la clientèle ouvrière. Il y a là une très heureuse combinaison de l'association et de la philanthropie charitable que nous n'avons encore trouvée nulle part et qui a l'excellent effet d'enlever à l'acte charitable tout ce qu'il peut avoir d'humiliant pour l'obligé, et de relever le concours des riches d'une pointe de bienfaisance gratuite, pleine de saveur.

A. FOUGEROUSSE.

Le Gérant : C. TREICHE.

Paris. Imp. F. LEVÉ, rue Cassette, 17.

LA CONSTITUTION DE LA FAMILLE

DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT

M. Le Play ainsi que Joseph de Maistre considérait l'Angleterre comme la nation qui avec la France pouvait le plus puissamment influencer sur le cours des idées dans le monde et souhaitait par dessus tout le concours des hommes d'Etat et des publicistes de ce grand pays pour assurer la propagation des principes de la réforme sociale. M. David Urquhart, lord Denbigh, lord Robert Montagu (1) ont apporté à diverses reprises une adhésion fort remarquée aux principales données de son œuvre. Aujourd'hui un maître ès-arts d'Oxford au talent fort original et déjà renommé par un ouvrage magistral sur la science économique (2), M. C. S. Devas publie un volume d'*études sur la vie de famille* déduites d'observations faites conformément à la méthode de notre école, appuyées en grande partie sur ses travaux et dont les conclusions sont celles que nous cherchons à faire pénétrer dans les mœurs et dans les lois (3).

L'étude comparée des différentes constitutions de la famille est plus importante, dit-il avec grande raison, que celle des constitutions d'Etat; car la famille embrassant les relations des époux, des parents avec les enfants, celles des collatéraux, le régime des biens des femmes, la transmission successorale du patrimoine, atteignant surtout l'homme moral dans le plus intime de son être comme l'homme physique dans les sources de la vie, la famille est le véritable support de tout l'ordre social.

La science économique s'occupe de faits et non d'abstractions : aussi M. Devas a rapporté toutes ses observations au fait dominant de l'histoire, le Christianisme, et il classe ses études selon qu'elles ont pour objet les peuples qui n'en ont pas encore éprouvé l'influence (*Fore Christian Families*), ceux qui vivent de la vie chrétienne

(1) Nous souhaiterions voir réimprimer la lettre si remarquable que lord Robert Montagu a adressée à M. Le Play sur *la liberté de tester* et qui fut publiée dans le *Monde* du 18 avril 1873.

(2) *Groundwork of Economics* in 8° London 1883 Longman Greens and C^o.

(3) *Studies of family Life. A contribution to social science.* 1 vol in-12 London 1886. Burn and Oates.

et ceux qui après l'avoir connue l'ont abandonnée (*After Christian Families*).

I

En tête des constitutions domestiques antérieures au Christianisme, M. Devas place justement la famille chinoise, dont la vigoureuse constitution soutient toute cette grande société, que personne ne se permet plus aujourd'hui de traiter d'arriérée et de barbare. Il décrit ensuite la famille chez les Juifs, chez les Romains aux temps des rois et à l'époque classique, chez les Grecs de l'époque homérique, puis à Athènes, à Sparte et dans le dernier état de la civilisation hellénique. Il étudie ensuite les Hindous, les Birmans, les Egyptiens de la période démotique et les Mongols nomades Bouddhistes.

Toutes les grandes races civilisées sont ainsi passées en revue. Ce sont elles que la science économique doit étudier, M. Devas réagit avec grande raison contre la fausse direction donnée aux observations sociales par Montesquieu et exagérée si gravement de nos jours par Herbert Spencer. On s'amuse, c'est le mot, à recueillir soigneusement certains usages et cérémonies bizarres portant sur des objets insignifiants pour en remplir les colonnes serrées des énormes in-folios de la *descriptive sociology* : surtout on recherche avec un soin tout particulier les coutumes de peuples misérables jetés aux extrémités des continents, comme les Fuegiens, les Hottentots, les Australiens et l'on cherche à en dégager le type de la *famille sauvage*. « L'économiste, dit avec grande raison notre auteur, a affaire avec la masse de l'humanité et non avec ses épaves. Il a à s'occuper des sociétés importantes par leur nombre, leur pouvoir, leur intelligence et leur longue durée. » Avant lui Aristote avait dit : « Quand on veut étudier les qualités essentielles d'un être, il faut observer non pas des individus dégradés mais des individus sains. »

Il y a plus : quoique des groupes sociaux peu nombreux et vivant dans des conditions primitives puissent atteindre à une grande valeur morale par la pratique de la loi divine, comme les patriarches de la Bible, et que par conséquent leur étude ait une haute importance, cependant la science sociale doit surtout s'appliquer à étudier les sociétés qui par leur développement fournissent des points utiles de comparaison à la société moderne, à la société occidentale dans laquelle nous vivons. M. Devas, dans son grand ouvrage *Groundwork of Economics* § 312, a très bien distingué les éléments moraux de la civilisation, à savoir la religion, la moralité, le bien-être le bonheur, de ses éléments matériels ou externes. Il énumère ces der-

nier et les range sous les sept chefs suivant : 1) des agglomérations d'habitants, 2) une classe supérieure, 3) un gouvernement organisé qu'on puisse raisonnablement appeler Etat, 4) un certain développement des arts industriels, 5) et des arts décoratifs, 6) ainsi que de la science et de l'histoire, et 7) finalement une littérature écrite, (1). Ce sont *les sociétés compliquées*, comme les appelait M. Le Play, et ce sont celles dont l'étude est surtout utile.

Voilà la vraie méthode de la science sociale, et c'est par là qu'elle se distingue de la sociologie, qui en est la contrefaçon.

II

M. Devas fait remarquer qu'il n'y a pas un type uniforme de sauvage, mais une multitude de peuplades sauvages, plus ou moins dégradées et différant considérablement entre elles. Si une certaine école attache tant d'intérêt à établir la *sauvagerie* comme l'état primitif de l'humanité, c'est à la fois pour renverser l'autorité de l'Écriture sainte et pour insinuer que, conformément à la même loi du progrès, la famille pourra bien un jour disparaître elle aussi pour faire place à de nouvelles institutions, telles que l'*union libre*. L'auteur des *Etudes sur la vie de famille* réfute ces hypothèses en quelques pages pleines de science. Il montre notamment que la coutume qui rattache les enfants à la mère plutôt qu'au père (*das Mutterrecht Gynecocratie*), naît spontanément dans certaines situations économiques et morales et n'est nullement la preuve d'un état précédent de polyandrie ou de *mariage communal*. La société égyptienne à l'époque démotique en est une preuve. Les femmes par suite de l'accumulation des richesses sur leur tête avaient pris dans la famille le rôle qui appartenait au mari à l'époque des Pyramides. La vie domestique était alors réglée sur les bords du Nil par des coutumes absolument semblables à celles de la Chine, c'est-à-dire reposant sur l'autorité paternelle dans toute sa plénitude (2).

Ne verrions-nous pas un jour quelque chose de semblable se produire si certaines mœurs et certains courants d'idées se propageaient ? Feu le docteur Bertillon, frappé du nombre de faux ménages à

(1) Le duc d'Argyll dans son livre *The Unity of nature*, pp. 384-384, donne une définition semblable de la *civilisation*, un de ces mots aux sens multiples, comme le disait Mgr Dupanloup, dont on ne saurait trop préciser la vraie signification.

(2) Nous rappelons ici à nos lecteurs le beau travail de M. Alexis Chevalier, secrétaire honoraire de la Société d'économie sociale : *La civilisation égyptienne d'après les découvertes les plus récentes*. Paris, Douniol, 1879 in-8.

Paris et dans les grandes agglomérations, a proposé sérieusement que le législateur reconnut ce genre d'unions parallèlement, *horizontalement* au mariage, à peu près comme la jurisprudence romaine avait fini par le faire pour le *concubinatus* (1). On en arriverait ainsi à une *famille purement maternelle* par la corruption même d'une civilisation précédente plus haute. N'est-ce pas le cas des bouddhistes Birmans, dont les mœurs domestiques ressemblent étonnamment à celles des Américains contemporains? La famille y est instable, la démocratie règne au foyer autant que pourrait le désirer un légiste moderne. Ce tableau de la famille Birmane, fait d'après des renseignements absolument authentiques, est un des plus intéressants du livre; il est au plus haut point *suggestif* et montre combien les différences de races agissent peu sur les institutions, comparativement à la puissance qu'exercent les principes.

Avant de quitter les anciennes organisations domestiques, nous voulons signaler l'explication donnée par M. Devas au sujet des présents en argent ou en nature que l'époux fait aux parents de sa fiancée dans bien des pays, notamment chez les Chinois, les Mongols, les Birmans, les Grecs du temps d'Homère, les Romains primitifs. On a voulu voir dans cet usage la preuve que les femmes étaient primitivement achetées. Ces présents (*bride-money*) ont pour objet d'indemniser les parents de la femme des dépenses considérables qu'entraîne la célébration des noces. Par la même raison les invités apportent chacun un présent qui atténue d'autant les frais de réception. Chez d'autres peuples, le futur époux fait avant le mariage l'apport d'une certaine somme destinée au trousseau de sa fiancée que M. Devas appelle *mariage-money*: telle est la coutume des Hébreux, des Hindous, des Égyptiens de la période démotique. Chez les Germains cette somme est donnée immédiatement après la consommation du mariage et elle s'appelle le *morgengabe*. Ailleurs ce sont les parents de la femme qui lui constituent un trousseau, et, comme c'est notre coutume actuelle, nous n'y cherchons pas les explications extraordinaires auxquelles se livrent les sociologistes et *savants en sauvagerie*. Quant aux dots et aux douaires, ce sont aussi deux institutions fort différentes, mais qui répondent au même but: assurer à la femme devenue veuve une vie indépendante et honorée là où la communauté de famille ne persiste pas.

La classification faite par M. Devas des arrangements pécuniaires en matière de mariage devra définitivement prendre place dans la terminologie de la science sociale. Elle repose en effet sur cette observation fondamentale que les circonstances économiques parti-

(1) *Annales de démographie internationale*, septembre 1881. *Les ménages irréguliers à Paris*.

culières à chaque peuple ont déterminé ses coutumes, et que des institutions très variées peuvent réaliser le même but moral et social de la famille, c'est-à-dire la pureté du foyer, la bonne éducation des enfants, la conservation des traditions et la perpétuation de l'atelier de travail. C'est ainsi que la Chine pratique l'*exogamie*, tandis que les Hébreux étaient autant que possible *endogames*. « Parce que deux peuples, dit avec grande raison M. Devas, ont beaucoup de coutumes domestiques semblables, il n'en faut pas conclure que toutes leurs institutions soient identiques et doivent passer par les mêmes phases » (p. 18).

III

L'idéal de la vie de famille, celui qui répond à la vraie nature humaine, et dont malgré les entraînements au mal dûs à la chute originelle la droite raison a conservé la conception, a été pleinement fixé par l'Evangile et l'enseignement de l'Eglise. La grâce de Jésus-Christ a donné à la faiblesse humaine le moyen de pratiquer cette doctrine. M. Devas en fait la démonstration en citant les beaux tableaux de la vie domestique d'autrefois que M. de Ribbe et le docteur Janssen ont si heureusement recueillis, en reproduisant les principales constatations des monographies de M. Le Play. Sur ce point décisif, à savoir quela doctrine chrétienne n'a pas été une simple théorie, mais qu'elle a réellement régénéré le monde, les monographies du pêcheur côtier de Saint-Sébastien, du métayer florentin, du savonnier de la Basse-Provence, du paysan hongrois des plaines de la Theiss, du forgeron bulgare, du luthier de l'Erzgebirge apportent des témoignages irréfutables à la thèse de M. Devas. Lui-même en ajoute de non moins précis provenant de ses observations sur l'état de la famille en Irlande et au Mexique. « Ces excellentes mœurs, dit-il, ne sont pas l'effet de la race mais de la religion : elle ne sont pas mexicaines ou celtiques, basques ou hongroises, françaises ou allemandes : ce sont les mœurs chrétiennes. »

Quoique M. Devas, et il a parfaitement raison, montre que la pureté de la famille et sa cohésion dépendent avant tout du principe moral et religieux qui l'inspire, il ne regarde nullement comme indifférentes les diverses institutions juridiques relatives aux rapports des membres de la famille et à la transmission des biens. Ainsi il considère comme absolument contraires à un bon régime domestique le système des écoles communes américaines, qui soustraient l'enfant à l'éducation domestique, les lois anglaises sur les pauvres, qui

détruisent dans les familles ouvrières la notion même des devoirs d'assistance vis-à-vis des parents âgés, enfin le code civil français, qui rend si difficile la conservation du foyer domestique et affaiblit gravement chez les parents l'autorité nécessaire à la grande œuvre de la formation morale de leurs enfants.

M. Devas ne loue pas tout absolument dans la constitution de la famille anglaise. Avec M. Le Play il regrette que les mœurs actuelles ne se prêtent plus à la vie commune des parents et des enfants mariés, et que la mère de famille veuve soit obligée d'abandonner le *home* où elle a vécu avec son époux. Il veut bien reproduire, en la corroborant de son autorité, l'observation faite par nous d'après les nombreux testaments du moyen âge publiés par les *Surtee* et *Camden Societies*, à savoir que ce trait des mœurs date seulement du xvi^e siècle et que dans les âges catholiques la position de la mère veuve dans la *merry England* était absolument semblable à celle qu'elle avait en France et en Italie. M. Devas souhaiterait que l'Angleterre adoptât l'institution de l'*Homestead* américain, qui assure si bien, à l'épouse et à la mère, un légitime droit de contrôle sur l'administration de la fortune et lui maintient au foyer pendant son veuvage la place d'autorité et d'honneur qui lui appartient essentiellement d'après la doctrine chrétienne.

M. Devas élève encore une critique, mais celle-là purement théorique, sur le pouvoir absolu que le père a en Angleterre et aux Etats-Unis de laisser tout son bien à des étrangers et d'abandonner ses enfants à la pauvreté, sans même avoir à donner une raison d'une disposition si sévère.

Notre école est absolument de son avis sur ce point. M. Lucien Brun a dit fort justement : « Nous ne pensons pas qu'aucun des partisans de la liberté testamentaire entende le mot *absolue* dans le sens que le père puisse se dispenser à l'égard d'un enfant de ses obligations naturelles : éducation, moyens de travail, aliments... Liberté absolue ne peut s'entendre que dans le sens de large liberté » (1).

Nous-même nous avons exprimé le vœu que la loi moderne rétablît la disposition de l'ancienne jurisprudence : *don entre concubins ne vaut*. En effet les législations de 1791 et de 1804 ont à la fois donné au mal une liberté illégitime et enlevé la liberté de son exercice à l'autorité qui offre le plus de garantie (2). M. Devas reconnaît que la liberté du père de famille en Angleterre n'a en pratique presque aucun inconvénient (p. 165). En présence du bien considérable qu'elle réalise et des maux de toute sorte qu'entraîne l'intervention

(1) *Introduction à l'étude du Droit*, (in-8° Paris, Lecoq, 1879), p. 234.

(2) V. *L'Organisation de la famille*, par F. Le Play, 3^e édit. 1884, p. 403.

des fonctionnaires publics dans le règlement des successions, on ne peut qu'approuver les législations qui ont posé comme absolu le principe de la liberté de tester. Le législateur civil ne peut suivre dans ses règles fixes et impératives toutes les distinctions du droit naturel et il doit laisser se produire quelques abus pour ne pas empêcher de grands biens. Ainsi en ont jugé les Canadiens français, qui, tout en défendant avec une énergie incomparable *leur religion, leur langue et leurs lois*, ont eu dès le commencement de ce siècle la sagesse de renoncer à la coutume de Paris en matière de succession pour adopter la législation anglaise. C'est le seul point du droit civil qu'ils lui aient emprunté; or nulle part les familles ne sont plus fécondes et plus unies que dans le Canada français. M. Devas pourra y observer la réalisation la plus complète de l'idéal chrétien de la famille et nous comptons bien qu'il lui fera une place d'honneur dans les nouvelles éditions de son livre.

IV

Les peuples qui abandonnent le christianisme après l'avoir connu, tombent bien plus bas que ceux qui, étrangers à cette lumière supérieure, mais n'ayant pas commis le crime de l'apostasie, se sont moins écartés de la tradition primitive et des données de la droite raison. M. Devas le dit avec éloquence : « Si le christianisme est abandonné par une nombreuse classe d'hommes, ils ne peuvent, l'expérience l'atteste, retourner aux formes les plus élevées de la vie domestique que l'on rencontre chez les peuples antérieurs à l'Évangile; encore moins peuvent-ils créer par leurs propres forces un type familial plus heureux et plus sain : forcément ils retombent aux formes les plus basses qu'on observe chez les païens. Sans doute des individus isolés peuvent, tout en quittant l'Église, conserver les affections de famille, la pureté de vie, la paix domestique. Mais des masses ne le feront jamais, et ce sont les masses, non les individus dont la science sociale s'occupe » (p. 270).

Après avoir consacré à la famille musulmane un chapitre, dont les principaux traits sont tirés des monographies du paysan en communauté de Bousrah, du parfumeur de Tunis, du menuisier de Tanger, M. Devas arrive aux populations désorganisées de l'Occident. Le paysan français à famille restreinte et instable, l'Allemand *libéral* des classes moyennes, l'Américain du Nord élevé dans les écoles communes, le *laboureur* agricole et la dernière classe des ouvriers des villes manufacturières de la Grande-Bretagne, voilà tout autant de

types également dégradés au point de vue moral et cela malgré la diversité des conditions et du milieu.

Avec beaucoup de *refinement* le ménage américain, rendu presque stérile par l'avortement et combiné plusieurs fois à nouveau par des divorces successifs, constitue une déchéance aussi profonde que le grossier concubinage des masses populaires qui vivent dans des logements indécents et n'ont jamais mis le pied dans une église. Par contre, chez les fidèles catholiques irlandais, une grande pureté de vie se trouve souvent au milieu de la plus noire misère dans ces cabanes qu'ils partagent avec les animaux domestiques.

Des causes fort diverses amènent cette décomposition de la famille. Ce sont, dit M. Devas, en France, la lutte contre le partage forcé, en Amérique une éducation scolaire d'où l'idée religieuse est généralement absente, en Angleterre l'insuffisance de l'Église établie et le workhouse, en Allemagne les enseignements anti-chrétiens de l'Université, partout aussi, ajouterons-nous, les idées fausses sur les relations des parents et des enfants, des époux, des maîtres et serviteurs. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Nous citerons seulement comme manifestation de ces idées une loi anglaise du 18 août 1882 qui établit l'indépendance absolue de la femme mariée pour l'administration de ses biens au lieu de la communauté si énergique de la Common law (1). En Danemarck, une loi du 7 mai 1882 déclare les époux séparés de biens de plein droit quant aux salaires, et autorise la femme à disposer, sans aucune intervention de son mari, des produits de sa propre industrie. Sans doute dans les familles où les exigences de la vie ont obligé la femme à travailler au dehors, le mari abuse souvent de ses droits légaux. Mais ces abus sont moindres que la destruction de l'unité du patrimoine et de la communauté d'intérêts dans la famille. On en revient aux abus autrement graves de l'esclavage dotal poursuivant le mari, que Juvénal a stigmatisés. En présence de ces aberrations d'esprits d'ailleurs honnêtes et sincères, on apprécie encore mieux les belles démonstrations que M. Le Play tirait de ses observations contre la thèse de l'égalité des droits de l'homme et de la femme (V. *la Réforme sociale*, liv. III, chap. 26). Nous devons d'autant plus propager ses enseignements sur ce point que la loi française du 9 avril 1881, sur les caisses d'épargne, constitue un premier pas dans la voie funeste de l'abandon du principe de l'autorité maritale (2). Le projet de loi sur les enfants

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, douzième année, p. 329.

(2) Nous sommes heureux de recommander ici une excellente brochure de M. L. J. Allard, ancien président de la chambre des notaires de Parthenay : *Le droit pour le mari d'administrer les biens de sa femme est devenu un besoin social*. Paris. In-12, Guillaumin 1884.

abandonnés dont est saisi actuellement le Parlement porterait un coup encore plus grave à l'autorité paternelle.

V

Il faut d'autant plus fortement s'attacher aux principes moraux du christianisme et aux enseignements de l'Église sur la famille — elle revendique un rôle prépondérant dans la législation du mariage, — que des causes particulières à notre temps, les grandes agglomérations urbaines et la réduction d'un trop grand nombre de jeunes filles et de femmes mariées à la condition d'ouvrières, menacent la vie domestique de dangers dont les classes laborieuses étaient préservées autrefois par le fait même de la moindre densité de la population.

M. Devas indique cette cause du mal. Elle vient d'être décrite en traits douloureux par un de nos amis, l'abbé Cetty, le digne collaborateur de M. Winterer, le grand et saint curé de Mulhouse. *Le Mariage dans les classes ouvrières* (1) est un livre plein de faits et d'observations sur la décadence de la famille, même dans des milieux comme la Haute-Alsace, où les usines sont matériellement bien tenues et où la philanthropie a fait de louables efforts. Un écrivain belge, M. de Gryze, constate le même état de choses pour les populations flamandes, jadis si religieuses et si vigoureusement constituées (2).

Hélas les remèdes sont malheureusement bien difficiles. Ceux qui relèvent de l'intervention de l'Etat sont fort limités et nous ne voyons pas ce qu'ils pourraient être après une loi générale énergique sur le repos du dimanche, une loi interdisant le travail des mines et le travail de nuit aux femmes, et peut-être encore une loi prescrivant dans certains ateliers la séparation des sexes et des sorties différentes, comme le demandait déjà Villermé (3). Aller au-delà serait

(1) Un vol. in-8° 1886. Rixheim et à Paris, Palmé. — V. dans le n° du 15 juin 1886 de *la Réforme sociale* l'article si remarquable de notre confrère M. Beaune, *La Famille de l'ouvrier*.

(2) *Notre droit national et la Révolution*, par E. de Gryze, professeur de théologie au grand séminaire de Bruges (2 vol. in-8°, Roulers, Jules de Meester, libraire-éditeur, 1885) t. II, p. 137. Cet ouvrage fort remarquable et que nous recommandons vivement aux lecteurs de *la Réforme sociale* reproduit complètement les idées de M. Le Play sur la question des lois de succession et sur celle des rapports entre patrons et ouvriers.

(3) Une loi anglaise de 1883 a prescrit la séparation des sexes dans les ateliers où la chaleur nécessaire aux préparations textiles oblige les ouvriers à se dépouiller de leurs vêtements. La prescrire d'une manière générale serait peut-être

plein de périls et pourrait entraîner l'État en dehors de cette fonction de répression des violations de la loi morale où il faut de nos jours le renfermer de plus en plus. Dieu nous garde de le voir se faire trop le propagateur du *bien commun* et l'*architecte de la société* comme les scolastiques pouvaient le dire sans danger en s'inspirant d'Aristote et au milieu de l'heureuse anarchie économique du moyen âge!

Un système de corporations légales, comme les conservateurs allemands le rêvent, ne ferait qu'aggraver les maux actuels en revenant à des pratiques contraires à la liberté du travail et incompatibles avec l'accroissement des populations (1), témoins ces cordonniers de Salzbourg qui, à peine constitués en corporation légale, ont demandé l'interdiction du travail à domicile, c'est-à-dire d'une des pratiques les plus propres à maintenir la vie de famille, sous prétexte que les règlements destinés à assurer la bonne qualité des produits seraient moins bien observés !

Il ne faut pas, en effet, oublier que les principales difficultés du régime de l'industrie manufacturière proviennent de l'énorme accroissement de la population européenne depuis un siècle, combiné, là même où cet accroissement ne s'est pas fait sentir, avec la réduction ou au moins l'état stationnaire du nombre des agriculteurs.

excessif. Nous connaissons, en effet, bien des usines françaises où le mélange des sexes, loin d'avoir des inconvénients, présente des avantages, les patrons prenant soin de réunir dans le même atelier tous les membres d'une famille. Par contre des ateliers composés exclusivement de femmes sont parfois fort corrompus.

(1) C'est une opinion fort répandue, non seulement parmi les socialistes de la chaire, mais même parmi les conservateurs allemands, qu'il faudrait rétablir les anciens règlements du *xvii^e* siècle restreignant la liberté d'aller et de venir des ouvriers (*Freizügigkeit*) et subordonnant leur mariage à la justification de ressources suffisantes. L'écrivain qui, avec Rodbertus Jagetzow a donné le signal d'une réaction contre la liberté économique, Winkelbesch (Karl Marlo), soutient la nécessité de restreindre la multiplication des classes inférieures comme la conséquence nécessaire du *droit au travail* et de l'*organisation corporative des travailleurs*. V. la nouvelle édition de son ouvrage : *Untersuchungen ueber die Organisation der Arbeit* (1885). On a pu, jusqu'en 1870, observer en Bavière les tristes conséquences de ces lois pour la moralité publique. V. Joseph Kaizl, *Der Kampf um Gewerbe Reform und Gewerbefreiheit in Bayern von 1799-1866*, dans le tome II des *Staats und social Forschungen* de Schmöller. Pie IX avait fait à ce sujet au gouvernement bavarois des représentations trop bien justifiées.

L'ascendant si considérable que M. Le Play a exercé sur les esprits vient de ce qu'il ne s'est point laissé aller à un engouement aveugle pour les institutions du passé et n'a jamais condamné les vrais progrès réalisés de nos jours, mais a toujours fait le départ du bien et du mal dans le passé comme dans le présent avec une haute impartialité scientifique.

Mais le christianisme qui a remédié aux maux des âges passés par des institutions comme les confréries de la paix au ^x^e siècle, et les tiers-ordres franciscain et dominicain au ^{xiii}^e, saura bien créer des remèdes analogues, non moins appropriés aux maux présents, pourvu qu'on laisse à l'Eglise et à l'initiative religieuse et charitable la pleine liberté de leur action.

En réalité — l'on s'en convainc quand on étudie l'histoire d'après les documents authentiques de chaque siècle — même aux plus belles époques, de nombreux individus se sont toujours livrés à l'immoralité. Le *Journal des visites* d'Eudes Rigaud, archevêque de Rouen sous St-Louis, certaine bulle de St-Pie V sur le développement de la sodomie en Italie, en sont des témoignages trop saisissants. Nous lisions récemment le calcul effrayant auquel Froumanteau se livre dans *le Secret des finances de la France* sur le nombre des femmes forcées et des filles violées pendant les guerres de religion; nous constatons aussi au ^{xv}^e siècle les épouvantables crimes de ce genre auxquels se livraient les grandes compagnies. Ils remplissent toute la seconde partie du moyen âge tant que l'organisation militaire a reposé sur l'emploi de bandes soldées. Il y a là des désordres qui, par leur extension, équivalent à ceux des plus tristes quartiers de Londres.

Mais ce qui distinguait l'ancienne société chrétienne de la société moderne, c'est moins l'absence d'immoralité que le développement parallèle et supérieur du bien, que l'organisation de puissantes réserves de moralité, peut-on dire, dans de nombreux foyers vigoureux et sains. Nous sommes moins effrayés — l'histoire nous a-t-elle rendus un peu sceptiques? — du développement contemporain du mal que de la diminution trop réelle du bien. Toujours il y a eu des souches humaines qui par leur corruption se sont vouées à la destruction et ont disparu au milieu d'une sorte de détritüs social, tandis que les souches saines et morales ont pris le dessus et ont renouvelé la société par leurs descendants.

Faisons bien entendu la première place à l'action de l'Eglise sur les âmes, à cette action qui s'exerce par des moyens au-dessus de notre faible science, et qui peut atteindre tous les hommes sans exception, quel que soit le milieu matériel où ils vivent. Puis prenons pour principal objectif de nos efforts, à nous qui agissons sur les hommes par les lois et les mœurs, de prévenir l'ébranlement des populations rurales et de sauvegarder leur fécondité. C'est là la réserve qui a toujours renouvelé les familles abâtardies des villes. Aussi faut-il avant tout remédier au grand mal de la stérilité systématique par la restauration de la liberté de tester. Il y a aussi à faire quelque chose dans le sens des nouvelles lois allemandes sur la

succession des biens de paysan (*Bauernhofe*) (1) et de l'introduction dans nos codes de quelque disposition analogue à l'*homestead* américain. M. l'abbé Cetty a entrevu cette vérité dans une *étude sociale sur le paysan alsacien* qu'il publiait il y a deux ans (2) M. C. S. Devas l'exposait avec une grande sûreté de coup d'œil et beaucoup de précision dans un de ses premiers ouvrages (3). Il y revient dans ses *Etudes sur la vie de famille* et demande que l'on crée dans son pays une *peasantry* par l'établissement de petites tenures indivisibles et inaliénables, de manière à donner à la petite propriété une stabilité analogue à celle que pendant si longtemps la grande a trouvée dans les substitutions, et la propriété collective dans le régime de la main-morte. Les Allemands, non contents d'avoir depuis deux ans étendu encore le nouveau système de lois de succession dont nous venons de parler, étudient l'établissement de possessions de paysans ayant le caractère des anciennes tenures. On les créerait en morcelant de grands domaines achetés et vendus moyennant une rente de longue durée, qui comprendrait à la fois l'intérêt et l'amortissement du capital. La garantie de l'État donnerait à cette opération de crédit la sûreté nécessaire (4).

Nous n'avons pas besoin en France de recourir à des procédés si compliqués, grâce au nombre considérable de paysans propriétaires que nous devons à la saine direction donnée au développement social par la monarchie dans les derniers siècles de notre histoire. Mais l'extension du pouvoir de disposition du père de famille et une garantie contre l'abus du crédit, semblable à l'institution américaine, répondent aux besoins urgents de notre démocratie.

C'est la conclusion à laquelle nous arrivons une fois de plus après nous être instruits encore sur ces graves sujets dans l'excellent livre de M. C. S. Devas.

CLAUDIO JANNET.

(1) V. l'exposé que nous en avons fait dans la *Réforme sociale* du 1^{er} juillet 1883.

(2) Brochure in-8°, 1884. Rixheim et à Paris chez Palmé.

(3) *Labour and Capital in England*, London, 1876, Burns and Oates.

(4) V. dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des finances* de février 1886, article sur les *Rentengüter en Prusse*.

L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET AGRAIRE

DE L'IRLANDE ⁽¹⁾

§ 3. L'ÉMANCIPATION DE L'IRLANDE.

L'acte de 1783 marque une nouvelle ère dans l'histoire de l'Irlande, c'est le point de départ de son émancipation politique, religieuse et sociale. Bien que le parlement libre d'Irlande ne se compose que de protestants, bien que les catholiques, c'est-à-dire les huit dixièmes au moins de la population ne soient encore ni électeurs, ni éligibles, ce parlement n'en devint pas moins un élément immédiat d'affranchissement pour toute l'Irlande. Alors commence la lutte pour l'indépendance de l'Irlande, cette lutte dure encore. Elle se partage en trois phases distinctes : 1° celle de l'indépendance de l'Irlande 1783-1800 ; 2° celle de l'émancipation politique des catholiques, 1800-1829 ; 3° celle pour l'indépendance politique et agraire de l'Irlande, 1829-1886.

I. — *Le premier parlement libre de l'Irlande.* — De 1783 à 1800 le gouvernement de l'Irlande a été remis à un parlement protestant, mais libre. L'œuvre de ce parlement a consisté à abolir toutes les mesures d'exception qui pesaient soit sur toute la population, soit sur les catholiques. En 1792 les catholiques, acquittant 40 schellings d'impôt, furent reconnus électeurs. L'Irlande se releva promptement, et traversa alors quelques années prospères. La Révolution française provoqua un grand mouvement en Irlande. Les catholiques, exclus du parlement, prirent les armes et commirent la faute d'appeler à leur aide le gouvernement français. Pitt, qui avait été favorable à l'acte de 1783, le fit révoquer, et le parlement protestant de Dublin vota ou plutôt vendit à l'Angleterre, espèces sonnantes, la suppression de l'indépendance politique de l'Irlande.

II. — *L'émancipation politique des catholiques.* — A partir de 1800, l'Irlande est gouvernée directement par l'Angleterre. Les députés irlandais font partie du parlement, mais ils doivent être protestants. Ce n'est qu'en 1829 que les catholiques sont admis dans le parlement. O'Connell a été le premier député catholique de l'Irlande. La pé-

(1) Voir le précédent n° de la Revue, p. 53.

riode de 1800 à 1829 est marquée surtout par cette émancipation des catholiques.

III. — *L'indépendance politique et agraire de l'Irlande.* — On peut considérer que le demi-siècle qui s'est écoulé de 1783 à 1829 est caractérisé avant tout pour l'Irlande par l'abolition des législations d'exception qui frappaient soit tous les Irlandais, soit les catholiques, et qui portaient sur les droits personnels. Par compensation l'Irlande fut réduite à l'état de dépendance de l'Angleterre; quant au régime agraire, il demeura tel qu'il avait été successivement établi, sauf deux exceptions importantes. D'une part les catholiques purent acheter et affermer des terres, tester et substituer comme les protestants; d'autre part une loi de 1816 abolit indirectement tout droit traditionnel du tenancier à l'occupation et à l'exploitation du sol, en investissant le landlord de la prérogative illimitée, inconditionnelle, absolue de l'expulser.

Pour se rendre compte des événements qui vont suivre, comme de la politique de M. Gladstone, il faut se rappeler qu'à l'exception des villes, organisées en corporations municipales, l'Irlande entière, comme l'Angleterre et l'Ecosse, alors et encore aujourd'hui, est administrée par les landlords eux-mêmes, qu'il n'y a en Irlande ni préfets, ni sous-préfets, ni maires, ni conseils généraux, ni conseils municipaux; que la seule circonscription administrative est celle du comté qui est dans les mains des landlords comme magistrates (juges de paix); que toute l'administration locale dépend de ces magistrates; qu'ils exercent en même temps les fonctions judiciaires, sauf appel aux cours spéciales ou supérieures, qu'ils président à la répartition et à la levée des impôts et à toutes les dépenses locales; que si la paroisse, au point de vue exclusivement religieux, ne dépend pas de leur pouvoir, à tous autres égards elle en relève, que les terres dont ils sont les maîtres et seigneurs contiennent parfois plusieurs paroisses et même des unions de paroisses, de sorte que le landlord est à la fois propriétaire, administrateur et juge. Tous les pouvoirs sont dans ses mains. Enfin pour dernier trait, ce landlord est habituellement absent, étranger, protestant, et ses pouvoirs sont exercés par des agents plus impitoyables que lui, tels que le célèbre capitaine Boycott.

Lorsque toutes les lois d'exception eurent été abolies, lorsque les catholiques furent rentrés dans leurs droits civils et politiques, la situation de l'Irlande fut donc celle-ci : toute la population, sauf dans les villes, était à la discrétion absolue des propriétaires. Or il y a 60 ans, les villes d'Irlande, le commerce, l'industrie n'avaient qu'une importance secondaire. L'immense majorité des 8 millions d'Irlan-

dais habitait les campagnes et y vivait de la culture du sol. Cette majorité dépendait d'une imperceptible minorité de propriétaires tout puissants, absents, étrangers, hostiles à l'Irlande, différents de race, de religion, de civilisation, dont les droits reposaient sur la violence et qui, tout en n'ayant aucune obligation, d'aucune espèce, à remplir comme propriétaires, étaient autorisés soit par la coutume, soit par la législation à augmenter à leur gré les rentes des terres, à profiter des travaux et des avances des tenanciers sans y prendre part, à expulser les tenanciers selon leur bon plaisir, tout en rendant à ces derniers la justice et en les soumettant à leur contrôle fiscal et administratif. Une lutte implacable devait évidemment s'engager entre les landlords et les tenanciers, puisque ces derniers, pourvus de tous les droits politiques, étaient dépourvus de toutes les garanties sociales, agraires et administratives.

Les Irlandais ont entrepris et continué cette lutte avec une énergie qui ne s'est jamais laissé abattre, les landlords anglais l'ont soutenue sans merci. Dans cette lutte les Irlandais ont employé tous les moyens, même l'assassinat, l'incendie, l'excommunication, mais leur principal instrument a été l'association, association publique quand ils l'ont pu, association secrète en tout temps ; les Anglais ont eu recours à l'occupation militaire, aux lois d'exception, aux tribunaux militaires, aux commissions mixtes. Le principe d'association a fini par triompher. Il a triomphé à ce point que les Anglais, pour amoindrir l'importance des sociétés secrètes ont toléré les associations publiques, même les plus dangereuses. O'Connell a été le fondateur de la première grande association publique de l'Irlande, l'association des catholiques (1825).

La première attaque contre l'organisation agraire de l'Irlande a porté contre les dîmes que l'Eglise protestante d'Irlande levait sur tous les fermiers, sans exception. Ces dîmes, après une lutte terrible, furent diminuées et mises à la charge des propriétaires (1838). O'Connell organisa alors l'agitation pour le rappel du pacte d'union entre l'Angleterre et l'Irlande. Cette tentative était prématurée ; mais elle fut suivie (1845) d'une grande enquête sur la condition agraire de l'Irlande qui révéla tous les maux dont l'oppression des landlords accablait ce malheureux pays. Cette enquête est la justification de la politique de M. Gladstone.

C'est alors qu'éclata la grande famine qui a ravagé l'Irlande pendant trois ans (1845-1848) et porté ses souffrances au plus haut degré. Les hommes d'Etat Anglais comprirent alors toute l'étendue des questions sociales que soulevait l'état de l'Irlande ; mais les événements politiques, qui se produisirent en Europe de 1845 à 1870, ne leur permirent pas de s'en occuper d'assez près.

Les malheurs du pays, l'exode de sa population provoquèrent la formation du parti de *la jeune Irlande* dirigé par O'Brien. Le gouvernement anglais parvint à dissoudre ce foyer de résistance. Il s'était décidé à contraindre les landlords obérés à vendre leurs terres (*incumbered estates act*). Mais les acquéreurs de ces terres étaient des spéculateurs qui se montrèrent plus inexorables encore que les anciens propriétaires. La condition des tenanciers devint intolérable. Le parlement l'aggrava encore en rendant plus rigoureux le droit d'expulsion.

Le droit d'expulsion ou d'éviction (*Right of ejectment*) est fondé sur la nature de la propriété foncière et sur celle de la culture du sol en Irlande. Il est la consécration de la conquête anglaise. A la revendication séculaire du droit des tenanciers à l'occupation et à la culture, les landlords ont opposé, avec le concours des légistes d'abord, puis du parlement, le droit absolu du landlord d'être maître sur sa terre et d'en expulser qui bon lui semble, à moins d'un bail écrit. Or, en Irlande comme en Angleterre et en Ecosse, le bail écrit est l'exception. La règle commune c'est la *tenure at will*, sans écrit, ou d'année en année *from year to year*. Cette dernière règle est un bail. La première est, en Irlande, la véritable forme de l'exploitation du sol ; elle correspond à la tradition immémoriale du droit du tenancier à l'occupation et à la culture de sa ferme.

En Angleterre cette tradition prévaut encore ; elle est respectée par tout le monde. Elle est l'origine de la grande race des fermiers anglais. En Irlande, les landlords n'ont cessé de la combattre comme en contradiction avec le droit supérieur dont ils se croyaient investis par la conquête et la confiscation. Pendant le XVIII^e siècle, ils exerçaient déjà le droit d'expulsion, mais avec beaucoup de difficultés et de peine et seulement par l'intermédiaire des *middlemen* (entrepreneurs), qui leur servaient de fermiers principaux. Lorsque les droits électoraux ont été conférés aux tenanciers, les landlords ont voulu avoir des rapports directs avec eux ; les *middlemen* ont été congédiés, et les landlords ont obtenu du parlement de renforcer leur droit d'expulsion afin de disposer complètement du vote des tenanciers.

Ces derniers ont résisté ; les landlords ont alors usé contre eux du droit d'expulsion sans ménagement. Aux landlords qui expulsaient pour des motifs politiques se sont joints ceux qui expulsaient pour des motifs religieux, d'autres pour accroître la rente, d'autres pour s'emparer des améliorations faites par leurs tenanciers. Les expulsions sont devenues très nombreuses. Le tenancier devait quitter six mois après la remise de l'avertissement (*notice to quit*). Faute de ce faire la police pénétrait chez lui, en vertu d'un ordre des ma-

gistrates, c'est-à-dire des landlords, parents ou amis de celui qui expulsait. Cette besogne étant pénible, on forma un bataillon particulier d'expulseurs (la crowbar) chargé de mettre le tenancier et sa famille dehors, de jeter sur la route ses meubles, de démolir sa chaumière. Souvent ces expulsions donnaient lieu à des émeutes. Dans certains cas, il a fallu faire soutenir la crowbar par de l'infanterie et même de l'artillerie.

Ces excès étaient odieux pour la population, même quand le tenancier ne payait pas la rente, ou quand il cultivait mal, mais ils devenaient révoltants quand le tenancier était expulsé à raison de ses votes, de sa religion ou de sa prospérité.

Autant, en Angleterre, le landlord recherche et ménage un fermier laborieux et aisé, autant il l'exploite en Irlande. L'application de la vieille maxime du droit romain *quidquid solo inædificatur solo cedit* a été faite par les légistes anglais, avec une rigueur imprévoyante et inexorable, à tous les travaux du tenancier sur sa ferme : M. Tuke a cité des faits odieux à cet égard. Ces évictions étant devenues très nombreuses à la suite de la famine de 1850, James Stéphens, O'Mahony et leurs amis organisèrent le mouvement des fénians avec le concours des nombreux émigrés irlandais fixés aux Etats-Unis. Les fénians ont eu sur l'opinion publique anglaise une influence réelle. Le parlement se détermina à modifier la situation agraire de l'Irlande.

En 1860 un premier bill, tout en précisant le droit d'éviction, en limita les conséquences. Le propriétaire dut indemniser le tenancier de ses avances. En 1870 un second bill (land act) reconnut implicitement le droit du tenancier à l'occupation et à l'exploitation du sol en décidant, qu'à moins de non paiement de la rente, le landlord qui userait du droit d'expulser devrait indemniser le fermier du dommage causé (for disturbance).

Ces deux bills étaient insuffisants. Les landlords continuèrent les expulsions avec un acharnement imprévoyant. Dans le premier semestre 1880, 1800 familles furent expulsées. Une nouvelle famine (1878-1879) ravageait l'Irlande. Les sociétés secrètes eurent recours à l'assassinat et à l'incendie. La condition sociale devint affreuse. Le comte de Mountmoress ayant été assassiné près d'Ebor Manor, son corps demeura plusieurs heures abandonné sur la route. Aucun voisin ne voulut le relever. Personne ne consentit à recevoir le cadavre, ni à le porter, ni à assister aux obsèques. La famille dut elle-même lui rendre les derniers devoirs sans le concours de personne. On calcula que 10 000 personnes (c'était un jour de foire) étaient passées près du cadavre sans y faire attention. M. Tuke, qui avait visité l'Irlande en 1848, la parcourut encore en 1879. Son livre est

l'acte d'accusation le plus terrible contre le gouvernement anglais et l'aristocratie anglaise. Le capitaine Boycott, agent de lord Erne, s'étant fait remarquer par ses violences, fut tout à coup mis en interdit lui et les siens. Personne ne voulut travailler pour son compte; aucun fournisseur ne consentit à lui vendre quoi que ce soit. Il se trouva excommunié; c'est le Boycottage. Le procédé se répandit partout. L'existence des landlords devint intolérable; ils durent installer chez eux des postes barricadés, faire accompagner par la police leurs femmes, leurs enfants, leurs domestiques. Eux-mêmes ne marchaient qu'entre deux constables, à pied ou à cheval. Le gouvernement anglais cessa la lutte.

Il reculait devant la toute-puissance de deux vastes associations constituées l'une pour l'émancipation nationale de l'Irlande, *the home rule league*, fondée en 1870 par Isaac Butt, l'autre pour l'émancipation agraire de l'Irlande fondée en 1879 par Michael Davitt.

Cette dernière formula un premier programme de revendications, dit les trois F : *Fixity of tenure* c'est la reconnaissance du tenancier à la culture et à l'occupation du sol; *Fair rent*, rente équitable, c'est la restriction du droit des landlords d'élever la rente; *Free sale*, c'est la faculté pour le tenancier de céder, de vendre son droit.

Le gouvernement anglais, sous l'influence de M. Gladstone, accepta ce programme qui fut réalisé par le land act de 1881. Cet acte reconnut au tenancier la faculté de céder ses droits; il déclara que, pendant 15 ans, le landlord ne pourrait augmenter la rente; il autorisa le tenancier à faire reviser la rente actuelle par une commission composée de juges et non de propriétaires. En 1885, un autre land bill a complété celui de 1881 en accordant aux tenanciers de nombreuses facilités et le concours financier du gouvernement anglais, soit pour exécuter des travaux sur leurs fermes, soit pour s'en rendre acquéreur.

Ces deux bills semblaient garantir l'émancipation agraire de l'Irlande; en réalité, ils ne faisaient que la préparer. Les landlords, en effet, pouvaient se refuser à vendre leurs fermes; puis ils demeureraient toujours les seuls administrateurs de l'Irlande. L'émancipation agraire ne peut être complète que par l'émancipation politique. Il y a quelques années, cette émancipation politique aurait pu consister dans une refonte complète de l'administration locale de l'Irlande. Aujourd'hui les Irlandais sont devenus plus exigeants parce qu'ils se sentent plus forts. Ils disposent de 96 voix dans le parlement anglais et de 3 millions d'alliés absolument dévoués aux États-Unis, au Canada et dans les grandes villes d'Angleterre. Aussi une nouvelle association a-t-elle été fondée par M. Parnell, *the national land league*, pour conquérir l'indépendance politique et agraire de l'Irlande.

Or ne résulte-t-il pas de tous les faits ci-dessus que cette indépendance ne peut être réalisée avec l'attribution de tout le sol national à 12,000 landlords seuls propriétaires, seuls administrateurs? Qu'elle a pour condition la disparition de ces *fiefs iniques* comme les a stigmatisés M. Gladstone dans son dernier manifeste?

Telles sont les raisons qui ont fini par prévaloir sur l'esprit de M. Gladstone et qui l'ont guidé dans les deux projets de loi qu'il a développés avec une puissance remarquable devant la Chambre des communes. Par le premier, l'indépendance politique de l'Irlande est reconnue. On revient à l'acte de 1783. L'Angleterre conserve un contrôle général sur les finances de l'Irlande; elle maintient en Irlande un corps de troupe; elle la représente au dehors. Par le second, le gouvernement anglais entreprend le rachat des fermes au profit des tenanciers irlandais sur la base fixe de vingt fois le revenu. Le tenancier rembourse le prix en payant pendant 49 ans le fermage actuel, diminué de 20 %. Le landlord est payé en 3 % au pair.

Ces deux projets parent équitablement à toutes les difficultés. L'Angleterre rend à l'Irlande une administration qu'elle ne peut plus exercer; tout en conservant l'unité nationale, elle répare, dans la mesure du possible, les actes de violences et d'injustice à sa charge.

L'opposition que ces deux projets de loi ont soulevée a surtout un caractère religieux. Les protestants redoutent l'influence des catholiques. Une certaine partie de l'Ulster est habitée par des protestants. D'autre part, le parti radical anglais craint d'être affaibli en Angleterre soit par les sacrifices momentanés qu'exigera le rachat des fermes, soit par l'absence des députés irlandais. Ces deux considérations ne sont pas sans valeur; mais elles sont secondaires.

C'est ce qu'a plusieurs fois expliqué M. Gladstone. L'Angleterre, a-t-il dit, a employé la violence et l'injustice en Irlande; elle les a employées sans succès. Non seulement elle n'a plus de droit à administrer l'Irlande, mais elle est tenue de réparer le mal qu'elle a fait, elle doit concourir par ses propres sacrifices à rétablir en Irlande la paix sociale, compromise par les excès de sa politique. M. Gladstone a ajouté que l'Angleterre ne pouvait appliquer aux diverses parties de son empire des procédés de gouvernement contradictoires avec ses propres institutions. C'est précisément la situation constatée dans la colonie du Cap par l'historien M. Froude, adversaire fougueux de l'Irlande (1). M. Froude réclame l'indépendance des Boers, parce que l'Angleterre ne peut être tyrannique, et il accepte cette tyrannie en Irlande. M. Gladstone est plus logique et plus juste.

(1) M. Froude a plaidé la cause des Boers dans un livre fort curieux *Oceana* 1886.

Quel que soit le verdict que rende le peuple anglais, l'indépendance de l'Irlande, indépendance politique, indépendance agraire, n'est plus qu'une question de temps. En réalité, elle est convenue, sinon accomplie.

Cette renaissance de l'Irlande est un cruel démenti que les événements infligent, en Angleterre, où elles ont pris naissance, aux théories de Darwin sur la condamnation des races faibles et leur disparition fatale. M. Léonce de Lavergne avait reconnu que l'Irlande ne devait ses malheurs qu'à la supériorité d'étendue de l'Angleterre; il ne reconnaissait à l'Irlande aucune cause intrinsèque d'infériorité. Il est douteux qu'il ait entrevu le relèvement de l'Irlande.

Mais qui a cru au relèvement de la Grèce? Qu'était la Grèce quand Chateaubriand la parcourut en 1806, si ce n'est le pays du silence et de la fièvre? Qui a oublié ses descriptions de Sparte et d'Athènes? A peine 900,000 Grecs, à moitié sauvages, erraient-ils de tous côtés, traqués par les soldats turcs. Aujourd'hui la Grèce compte 2 millions d'habitants, Athènes est une ville de 100,000 âmes; des routes, des chemins de fer s'ouvrent de tous côtés, les anciennes familles grecques reviennent habiter ce désert qu'elles ont quitté depuis tant de siècles. La natalité en Grèce est de 1,87 0/0 par an; elle n'est que de 1,07 0/0 en Angleterre et que de 0,52 0/0 en France.

C'est par sa natalité que l'Irlande s'est défendue. Le prêtre catholique a vu plus loin que le malthusien. Le tenancier irlandais riche aurait été dépouillé ou expulsé par le landlord; Les fils du tenancier pauvre sont des électeurs. L'argent ne vaut pas la vie. Il y a 26 siècles, le prophète Ezéchiel racontait qu'il avait eu une vision, qu'il avait senti la main de Dieu le saisir et que Dieu lui avait dit, en lui montrant toute une région remplie d'ossements: « Fils de l'homme, penses-tu que ces ossements revivent »? Et comme Ezéchiel hésitait, Dieu reprit: « Je vous donnerai des nerfs, je ferai croître des chairs sur vous, je vous couvrirai de peau, je vous insufflerai l'esprit, et vous vivrez. »

E. FOURNIER DE FLAIX.

P. S. — La reine ayant prononcé, sur la demande de M. Gladstone, la dissolution de la Chambre des communes, il a été procédé immédiatement à de nouvelles élections. Ces élections ne sont pas encore terminées; mais elle permettent de préjuger que M. Gladstone ne pourra pas conserver le pouvoir, soit parce qu'il sera mis en minorité, soit parce qu'il n'aura pu réunir qu'une majorité insuffisante.

Ce résultat n'a surpris en rien les personnes au courant des mou-

vements de l'opinion en Angleterre. Il n'est jamais arrivé que les grandes réformes qui y ont été accomplies, depuis 1815, aient eu lieu sans une résistance acharnée et sans de longues hésitations. Sans remonter bien loin, il suffit de rappeler qu'en 1874, M. Gladstone ayant été mis en minorité dans la Chambre des communes sur la question du bill de réforme de l'éducation primaire en Irlande, fit dissoudre la Chambre, et que devant les électeurs il fut complètement battu. Six ans après (1880) il remportait sur les torys une victoire éclatante avec le mandat d'opérer en Irlande les réformes de 1881.

Il n'en sera pas autrement pour les nouveaux projets de M. Gladstone. Il se peut que la Providence ne lui permette pas de les réaliser.

Mais la cause de l'Irlande est gagnée, gagnée devant l'Angleterre, gagnée devant tous les peuples. Il ne s'agit que de laisser le temps achever son œuvre.

NÉCROLOGIE

Les Unions de la paix sociale viennent de faire une perte bien douloureuse en la personne de M. Pariset, notre respecté confrère. M. Chassignet, son collègue à l'Académie Stanislas, lui a rendu hommage dans un discours ému dont nous aurions voulu reproduire mieux qu'un court résumé.

Élevé à la campagne dont il garda toujours un goût très vif, M. Pariset fut successivement notaire, employé supérieur au ministère de l'Algérie, membre de la commission de l'exposition universelle à Londres, en 1862, receveur des finances et maire d'un chef-lieu d'arrondissement, sans cesser d'être propriétaire rural et d'en remplir les devoirs. Il acquit ainsi une expérience très étendue de la vie sociale et, par cette participation si variée au maniement des intérêts privés et des affaires publiques, il se trouva des mieux préparés à adopter les principes des Unions de la paix sociale. Sa monographie du *Bûcheron de Dabo*, insérée dans les *Ouvriers des Deux-Mondes*; ses mémoires sur l'*économie rurale dans le Lauragais* et dans la *Montagne noire* qui lui valurent chacun une médaille d'or de la Société nationale d'agriculture, et ses autres travaux montrent une singulière affection pour les populations de la campagne et une remarquable intelligence des questions sociales.

L'OCTROI

SES INCONVÉNIENTS, SES COMPENSATIONS,
SON REMPLACEMENT ÉVENTUEL PAR UNE TAXE DIRECTE (1).

I

Je ne suis pas certain, Messieurs, de ne pas être un peu intimidé, moi, vieux petit David, chargé de combattre un jeune Goliath bien armé, cuirassé d'une collection de graphiques que j'admire, et exercé à la lutte par cinquante ou soixante conférences récemment faites, tant à Paris que dans un certain nombre de communes de France(2). Ce qui me rassure un peu, c'est qu'en regardant la brillante lanterne magique de mon habile adversaire, j'ai remarqué qu'il avait oublié d'éclairer certains points importants du sujet qu'il a exposé devant vous avec son talent habituel. Sa principale lacune est celle qui se rapporte à un des faits les plus importants de notre siècle : l'avènement définitif de cette démocratie qu'on nous représentait, il y a un demi-siècle, comme coulant à pleins bords, et qui, maintenant, non seulement est sortie de son lit, mais a pris possession de la France, de l'Europe et du monde. Elle règne et gouverne; elle envoie ses délégués dans les conseils communaux, départementaux et nationaux; elle fait prévaloir ses volontés, manifeste des besoins croissants, se rend insuffisamment compte de ses ressources, dépense sans trop compter et se fait peut-être une idée exagérée de ses droits. Je ne récrimine pas; je constate.

Le principal *desideratum* de l'honorable M. Yves Guyot s'appuie sur

(1) La brillante étude qu'on va lire est le discours prononcé par M. E. Brelay à la Société d'économie politique en réponse à M. Yves Guyot, député de la Seine. On se rappelle que F. Le Play était l'adversaire du régime des octrois. Il lui reprochait, non seulement de gêner la circulation et d'exiger une perception coûteuse, mais surtout de pousser les municipalités, pour accroître leurs revenus, à attirer les populations rurales dans les agglomérations urbaines et à créer de nouveaux cabarets. (V. *la Réforme sociale en France*, ch. 57 et 63; *l'Organisation du travail*, § 8; et *la Paix sociale*, introduction.) M. E. Brelay, sans nier les inconvénients des octrois, se propose surtout de rectifier des appréciations erronées en ce qui concerne, soit le poids, soit le remplacement de cet impôt. Les lecteurs de la *Réforme sociale* remercieront avec nous notre honorable confrère de nous avoir réservé une étude qui jette un jour si vif sur cette difficile question, au moins pour la ville de Paris. (*Note du secrétariat.*)

(2) Ne pouvant reproduire ici les paroles de son adversaire, M. Ernest Brelay considère comme un impérieux devoir de loyauté d'engager ses lecteurs à prendre connaissance de l'intéressante brochure intitulée : *la Suppression des octrois et la politique expérimentale*, par M. Yves Guyot, Paris, Guillaumin et C^{ie}, éditeurs, 14, rue Richelieu.

la capacité présumée des communes, de substituer à des taxes gênantes d'autres prélèvements, directs autant que possible et plus équitables que ceux que leurs habitants subissent actuellement. C'est bien d'une autonomie communale *sui generis* qu'il s'agit. Les conseils municipaux des communes à octroi, petites ou grandes, seraient investis du droit de légiférer en matière fiscale; et ces problèmes économiques et financiers, si délicats, si compliqués dans leurs conséquences, qui sont pour nous l'objet d'incessantes et de troublantes études, seraient résolus du premier coup par des hommes bien intentionnés sans doute, mais mal préparés à leur tâche et qui disposeraient, sans coup férir, du bien de leurs concitoyens. Il m'est impossible de ne pas protester contre cette trop facile théorie, et si j'examine de près ce qui se passe surtout dans les populations urbaines condensées, où l'élément ouvrier, dit *prolétaire*, domine fortement, je vois apparaître un danger qui ne peut laisser ici personne indifférent. Le salarié, le travailleur au jour le jour, étant le grand nombre, peut se transformer en un parti compact et partial, aveugle pour tout autre intérêt que celui qu'il croit être le sien; il élit alors des conseillers spéciaux, pris dans son sein, et qui ont pour mission unique, exclusive, impérative, de lui créer des privilèges, de dépenser beaucoup à son profit et de faire peser toutes les charges sur autrui.

Il est difficile de nier que cela ne se soit déjà fait, et que certaines tendances locales ne conduisent à généraliser l'abus. Quand on s'occupe d'intérêts collectifs, on est trop porté à oublier un vieux dicton populaire, fort judicieux et qu'il faut sans cesse rappeler à ceux qui disposent des ressources publiques : « *Qui commande paie* ». Lorsque le droit électoral était l'apanage du petit nombre, il pouvait paraître judicieux que ceux qui légiféraient fussent les premiers atteints par les lois financières; il était même indispensable, selon moi, qu'ils en éprouvassent les effets. Avec le suffrage universel, la responsabilité est généralisée, et si l'on n'y veille, on court le risque de tomber dans la plus dangereuse des réactions, consistant à annuler le plus grand bienfait de la révolution française : celui de l'égalité devant l'impôt. En effet; qu'a-t-on le plus reproché à l'ancien régime? Les privilèges et les exemptions accordés à une minorité que l'on exonérait aux dépens des plus nombreux. Serait-il préférable, sous prétexte de favoriser les travailleurs, de surcharger désormais les moins nombreux, auxquels on n'a rien à reprocher et de donner leur bien à dépenser à une majorité mal informée, ou égarée par de mauvais conseils.

Il semble qu'en posant une telle question on la résout. De bons esprits s'y trompent cependant, et mon adversaire d'aujourd'hui, dont

je lis attentivement les articles si remplis de verve et d'originalité, publiait naguère dans *le Globe*, une lettre d'un maire d'une grosse commune du Sud-Est, où il croyait trouver un argument favorable à sa thèse; or, que disait ce digne magistrat, partisan visiblement convaincu de l'impôt sur le capital? « Mon octroi rendait cent mille francs il y a quelques années; il ne fournit plus maintenant que 85,000, à cause de la dépression des affaires et de la diminution des revenus de toute nature. Si mon conseil municipal avait été libre, il aurait substitué à l'octroi des taxes directes, et nous eussions maintenu le total des recettes à cent mille francs. » M. le maire semble ignorer que les affaires d'une commune doivent se traiter comme celles d'une famille. Lorsque celle-ci voit ses ressources décroître, elle modère ses dépenses, et son chef ne prétend pas aller à l'encontre de la nature des choses.

Dans une administration communale, la baisse des produits indirects constitue un salutaire avertissement qu'on ne peut impunément négliger et la ville de Paris en offre, en ce moment même l'exemple le plus caractéristique. Elle a dépensé sans compter; et maintenant qu'un déficit s'est produit dans son budget, ses représentants ne trouvent rien de mieux à faire que d'emprunter 250 millions, afin de boucher des trous en en creusant d'autres, en aggravant considérablement les contributions directes. Une telle conduite prouve bien qu'en grand comme en petit, l'autonomie financière communale serait au moins prématurée. Loin de reconnaître la capacité législative aux conseils municipaux, je désire pour eux le maintien d'une très sérieuse tutelle, dont ils ont au moins autant besoin que la Chambre ou le Sénat.

L'émancipation des communes me semble plus que suffisante pour le moment et si l'on allait plus loin, on descendrait la pente d'un dangereux radicalisme. Les mots, à eux seuls, n'ont pas le pouvoir de m'effrayer, et si M. Yves Guyot est radical comme chacun de nous l'est plus ou moins pour les idées qui lui sont chères, je ne lui en fais nullement un reproche. Il agit selon son tempérament, dont j'ai eu plus d'une fois l'occasion d'apprécier l'énergie, notamment au conseil général de la Seine où il prononça, il y a deux ans environ, un admirable discours en faveur du libre-échange. Je fus alors très heureux de pouvoir me procurer 200 exemplaires de sa harangue pour les distribuer dans mon entourage. Le radicalisme, disais-je à ce propos, est l'ivresse des convictions fortes; tout ce que je demande à ceux qui en sont atteints est de ne pas laisser descendre leur ivresse jusqu'à l'ivrognerie.

II

J'aborde maintenant de front la question de l'octroi et j'y trouve une nouvelle occasion de louer le talent de mon confrère. Il l'a trop bien défini pour que j'aie besoin de rien ajouter à ses critiques, et il est bien peu d'économistes jeunes ou vieux qui n'aient stigmatisé ce mode de taxation. A mes yeux, le plus grand défaut de l'octroi consiste dans les obstacles qu'il oppose à la circulation ; sa seule qualité, ou, si l'on veut, sa seule circonstance atténuante, est l'importance de son rendement. Les communes, en effet, et principalement les grandes villes ont entrepris tant de choses, ont si peu mesuré leurs ressources normales et se sont tellement obérées par l'emprunt, qu'il leur est à peu près impossible de se contenter de leurs centimes et des taxes accessoires. Il y a 30 ou 40 ans, la suppression des octrois, déjà opérée ailleurs, ne nous semblait pas d'une difficulté insurmontable ; je ne prétends même pas qu'il faille en écarter entièrement l'idée en ce qui concerne les communes qui n'ont que des taxes modestes, et où, par contre, les frais de perception absorbent une somme proportionnellement trop importante des recettes. Je demande donc, pour le moment à concentrer mon examen sur l'octroi de Paris, dont le rendement annuel moyen, selon M. Yves Guyot, pendant la dernière période quinquennale, a été de 145 millions. Les frais de recouvrement sur cette somme ayant été en moyenne de 7,131,809 fr., n'atteignent pas 5 % et peuvent être considérés comme relativement modérés.

Qui paie l'octroi et qui en profite, voilà la véritable question ? M. Yves Guyot, par une simple division, trouve que chaque habitant de Paris, quel que soit son âge et son sexe, paie à l'octroi une somme annuelle de 63 fr., soit par couple 130 fr., et par famille de 4 personnes 260 fr. Selon lui, le propriétaire, l'ouvrier, et il voudra bien ajouter le petit employé, paieraient cette énorme somme sur un salaire moyen de 2000 fr., c'est à-dire 13 %, sans compter les contributions indirectes qui sont la part de l'Etat.

Si ces calculs sont exacts, je me joins à lui pour récriminer amèrement et déclarer qu'un tel prélèvement est excessif.

Si j'applique le même procédé à l'année 1885, où l'octroi n'a rapporté que 135 millions je trouve seulement par habitant : 59 fr. 50, par couple : 119 fr., par famille de quatre personnes : 238 fr., ce qui est encore trop considérable.

Mais sans suivre pas à pas la méthode de mon savant collaborateur

M. Paul Leroy-Beaulieu, je crois pouvoir, comme lui, déduire certains contingents qui ne représentent pas des consommations populaires, tels que les combustibles, au sujet desquels mon adversaire peut faire toutes réserves, mais qui sont payés surtout par l'industrie et les grands appartements. Je n'y insiste pas, ne tenant pas à trop prouver ; mais j'y ajoute entièrement les fourrages, paille, foin, avoine, en faisant observer qu'à Paris, des traités ont assuré aux pauvres gens les transports omnibus à bon marché et que le prolétaire n'a pas de chevaux à nourrir. Les matériaux qui, en temps normal, fournissent de grosses sommes, alimentent le travail de l'ouvrier sans qu'il en acquitte les droits. Enfin, je complète avec diverses recettes réellement neutres un total de trente millions, et je suppose provisoirement qu'il est rationnel de diviser par le chiffre de la population les 150 millions qui nous restent. Sur cette base, chaque parisien fournirait encore 46 fr., soit par couple 92 fr. et par famille 184 fr., soit 9.2 % sur un salaire de 2000 fr.

C'est beaucoup ; mais il me reste encore quelques déductions à faire. Paris est constamment visité par des nomades, tant étrangers que provinciaux, qui y font de grandes dépenses au profit des habitants permanents. Ces contribuables de passage nous laissent, dit-on, en mains de telles sommes, que, lorsque chaque année, au conseil municipal, quelqu'un essaie de faire refuser la subvention de 50,000 fr. demandée pour le grand prix de Paris, on clôt la bouche de ce conseiller économe, en lui prouvant, par des chiffres, que l'octroi, en cette circonstance, reçoit plus que la ville ne donne. Les expositions périodiques confirment avec éclat cette assertion : l'Etat ne manque pas de s'en autoriser pour réclamer aux parisiens un concours pécuniaire considérable, en vue de couvrir partiellement les frais de son entreprise.

Les garnisons, les hôpitaux, les hospices, les prisons atténuent encore les taxes individuelles par leurs consommations collectives ; enfin il est impossible de contester que la capitale contenant une quantité plus grande que partout ailleurs de familles opulentes, riches ou aisées, il n'y ait, dans ces maisons où l'on reçoit, où l'on gaspille, où l'on entretient une domesticité plus ou moins nombreuse, une contribution à l'octroi triple, quadruple et souvent décuple de celle du prolétaire. Je reconnais qu'il est difficile de préciser tous ces contingents ; il faut cependant les évaluer et je ne serai peut-être pas téméraire en estimant à 8 fr. 50 par tête l'atténuation qui en résulte. Cela ferait 17 fr. par couple, 34 fr. par famille, et les 184 fr. que nous trouvions tout à l'heure seraient réduits à 150 fr., c'est-à-dire à 7 1/2 % sur un salaire de 2,000 fr.

III

On pourra dire que c'est encore trop et je l'admettrai volontiers ; mais les avantages urbains s'achètent cher et il faut que tout le monde en paie sa part plus ou moins proportionnelle. Si l'ouvrier parisien a, sous la forme de l'octroi, de fortes charges apparentes, il faut remarquer, par contre, que son salaire, par le fait du milieu où il vit, est plus élevé que partout ailleurs. Ce phénomène de répercussion favorable au travailleur manuel semble être général, et une enquête un peu serrée démontrerait peut-être que, sauf en temps de crise, la rémunération, dans les villes, se proportionne presque spontanément à la densité de la population et au degré d'élévation des tarifs d'entrée.

C'est à tort qu'on prétend que les services publics sont payés surtout par les pauvres gens et profitent exclusivement aux capitalistes propriétaires ; rien ne semble plus difficile à justifier. Les travaux de la voie publique, les eaux et égouts, l'assainissement sous toutes les formes, les promenades et plantations, l'éclairage sont pour tout le monde ; la police, que mon spirituel contradicteur a fort maltraitée, n'est pas envisagée généralement sous le même aspect par d'autres ; il la qualifie de *police d'Etat* et voudrait la faire changer de mains ; quoi qu'il en soit, j'estime qu'on lui est redevable d'une somme de sécurité très nécessaire au développement pacifique du travail. A ce titre, l'ouvrier trouve largement son compte à l'entretien d'une police bien faite. Donc en thèse générale, les administrés parisiens paraissent être également partagés au point de vue des compensations auxquelles leurs sacrifices leur donnent le droit de prétendre.

Si cependant, en se plaçant à un point de vue spécialement démocratique, on tentait de prouver que le prolétaire est dupe et que d'autres couches sociales sont favorisées, je serais conduit à fournir la preuve contraire. Il est certain que les gens à l'aise, et même certaines catégories fort éloignées de la fortune, telles que celles des employés et des fonctionnaires, rétribuent des services spéciaux sans en faire aucun usage personnel. Un des membres les plus laborieux de la Société d'économie politique, que M. A. Courtois qualifiait tout à l'heure de *bénédictin*, et qui est aussi modeste que savant, M. Léon Biollay, me communiquait, il y a huit ou dix ans, une étude qu'il avait faite sur ce sujet, et qui m'a donné beaucoup à réfléchir à l'époque où l'on m'avait chargé de présider une société d'études économiques pour la réforme fiscale. Il s'agissait de chiffres passablement significatifs, que le temps a pu modifier, mais non

atténuer. En me les attribuant, je ne prétends pas en garantir l'exactitude absolue, mais je ne les exagérerai en aucun cas.

Chacun de vous pourra s'assurer, par exemple, que l'exemption de la contribution personnelle et mobilière, accordée aux logements inférieurs à 500 francs, représente environ 5 fr. 50 par contribuable. Ce prélèvement, on le sait, est fait sur le produit total de l'octroi ; le recensement qu'on est en train de dépouiller viendra bientôt confirmer des calculs que j'arrondis intentionnellement, afin qu'on ne m'accuse pas de vouloir préciser ce que j'ignore,

A ces 5 fr. 50 dont on gratifie le prolétariat, il faut ajouter une somme bien plus forte : la subvention municipale accordée tous les ans à l'Assistance publique, représente en secours de toute nature, depuis le nouveau-né jusqu'au vieillard, du berceau à la tombe, en hôpitaux, hospices, asiles, distributions à domicile, etc., etc., environ 48 fr. par assisté. Je ne critique pas ; je constate sans la prétention de traiter en passant une question capitale comme celle de l'assistance. Mais j'additionne et je suis déjà à la tête de 53 fr. 50. Maintenant, nul n'ignore que le plus gros chapitre du budget de Paris après celui de la dette, est la dotation de l'enseignement primaire à tous les degrés. Qu'on en divise le total par le nombre des enfants qui reçoivent l'assistance scolaire, c'est-à-dire qui jouissent de la gratuité absolue, on arrivera sans peine à une somme de 125 à 130 francs par tête de petit prolétaire fréquentant l'école maternelle et les écoles générales, spéciales, professionnelles, supérieures etc., etc. Je réduis bénévolement ce chiffre à 116 fr. 50 pour le joindre aux deux autres et produire un total de 170 fr. (1).

L'ouvrier payait 150 fr. à l'octroi pour sa famille entière ; maintenant il se trouve que, dans bien des cas, il ne contribue pas, et reçoit, au contraire vingt francs de plus que ce qu'il devrait donner. Si deux ou trois des membres de son groupe sont assistés ou vont à l'école gratuite, ces avantages incontestables sont doublés ou triplés aux dépens des autres citoyens. Enfin, si ces prolétaires ne sont ni malades ni misérables et fournissent leur pleine part à l'octroi, on peut les considérer alors comme ayant versé une prime d'assurance partielle contre deux redoutables sinistres, la misère et l'ignorance ; ce qui réserve leur dignité. N'ai-je pas le droit de dire, en tous cas, qu'il y a dans les trois compensations que je viens de mentionner, des privilèges spéciaux conférés à l'ouvrier ? On admettra, je n'en doute pas, que le propriétaire, le capitaliste, le bourgeois et même le très intéressant vieux petit employé, fournissent réellement les

(1) Ces calculs datent de 1881 ; il faudrait les majorer encore beaucoup en 1886.

fonds nécessaires à toute cette gratuité, mais en font rarement usage pour leur compte,

IV.

Voilà l'octroi expliqué ou justifié, comme on voudra. J'aimerais mieux qu'il n'existât pas, et si nous avions été moins dépensiers depuis un demi-siècle ou un quart de siècle, le débat serait fort simplifié et nous pourrions remplacer cette taxe gênante par autre chose. Parmi les collègues qui m'écoutent, j'en vois plus d'un qui retrouverait dans ses anciennes études des projets de substitution des impôts directs à la plupart des contributions indirectes qui ont pris, depuis, un si rapide et si énorme développement. Aucun de nous n'a jamais nié qu'il ne fût désirable de donner à l'impôt le caractère de précision, de clarté et de proportionnalité le plus grand possible, et si nous hésitons, si nous paraissions reculer, c'est que nous mesurons les obstacles, et qu'il nous semble qu'en les franchissant nous ne ferions que préparer des complications nouvelles. Notre devoir est donc de nous recueillir avant tout et de consulter l'histoire.

Bien que la Révolution soit pour nous une ère nouvelle, nous sommes tous, comme disait Beaumarchais, les enfants de quelqu'un et nous ne pouvons négliger l'expérience de nos ancêtres. Ceux-ci naturellement avaient originairement, comme administrateurs et faute de mieux, une prédilection pour les tailles, parce qu'en apparence on savait avec elles sur quoi compter. Elles étaient, cependant considérées comme si dures, que Louis XII, Sully, Colbert et autres braves gens s'efforcèrent de les réduire; Mazarin eut à la fois jusqu'à 21,000 taillables sous les verroux; 5,000 en moururent, et cela ne fit payer plus facilement personne. Il fallut donc recourir de plus en plus aux aides et la fiscalité indirecte, sous des formes d'une variété infinie, demeura à peu près partout la ressource principale des administrateurs royaux.

La Constituante, sous l'inspiration des physiocrates, — aux pures intentions desquels nous rendons tous hommage, — voulut résolument donner la prépondérance absolue aux contributions directes. Cependant, comme le faisait autrefois remarquer notre collègue Achille Mercier dans un remarquable travail intitulé : « L'Impôt et les principes de 1789 », elle ne put se dispenser de maintenir, dans un budget de 510 millions, 30 millions sur les consommations et 80 millions sur l'enregistrement. Désolée de ne pouvoir faire mieux,

elle légua, comme par testament, aux assemblées futures, le soin de redresser ce qui, dans son œuvre, lui semblait incorrect. Mais vous savez ce qui advint : de 1797 à 1824, il fallut réduire huit fois le principal impôt direct et accroître sans relâche l'indirect. Sommes-nous à même de faire mieux aujourd'hui ? Il est permis d'en douter. La Prusse obtenait naguère de la plupart de ses habitants un impôt dit *des classes* et portant sur leur revenu net le plus clair. Elle vient d'affranchir de cet impôt près de 21 millions 1½ de contribuables. Est-ce dans un but de popularité ou parce que les recouvrements étaient trop difficiles ? On peut être certain, en tous cas, que les fonds seront pris sur les mêmes individus ; les moyens seuls différeront.

De tels obstacles m'arrêtent lorsque je songe au remplacement de l'octroi par une taxe directe proportionnée aux loyers ; conception assez rationnelle à laquelle divers économistes se sont jadis à peu près ralliés, mais qu'ils semblent avoir abandonnée faute de moyens pratiques d'une efficacité certaine. Je n'en rejette pas l'idée *a priori*, mais, comme beaucoup d'autres, je demande à réfléchir. Si, au contraire, on met en avant une taxe sur le capital, je deviens un adversaire intraitable.

V

C'est ainsi que, d'accord en principe avec M. Yves Guyot sur les inconvénients de l'octroi, je témoigne mon propre radicalisme en condamnant son projet de remplacement par une taxe sur la valeur vénale de la propriété bâtie ou non bâtie. Je ne peux y voir qu'une conception subjective, contraire à la méthode scientifique actuelle, laquelle va du connu à l'inconnu ; tandis que ce que l'on propose part de l'*abstraction capital*, dont je ne sais reconnaître l'existence effective, dans la plupart des cas, qu'objectivement, c'est-à-dire d'après le produit ou le revenu.

Quant à la valeur vénale des choses, elle ne peut, selon moi, résulter que du fait de la réalisation immédiate, c'est-à-dire, non d'une vente antérieure ou future, mais de celle du jour même, manifestée par un échange ou par un contrat. Nul n'est juge pour autrui de la valeur vénale de ce qui est son bien, et cette valeur, pour les immeubles comme pour les objets mobiliers, n'est déterminée, — sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, moyennant indemnité, — que par consentement mutuel des parties. Les succes-

sions sont évaluées, selon leur nature, sur la base du cours officiel dûment constaté, le jour du décès, pour les titres financiers; quant au reste, des enchères effectives en déterminent les prix. J'ai été longtemps dans le commerce, et des intérêts m'y rattachent encore; j'affirme qu'on n'y connaît pas autre chose que des prix de revient dont la vente constitue la sanction aléatoire. En un mois, j'ai vu des marchandises subir des oscillations de cours de 25 à 30 %; qui donc eût pu équitablement en déterminer la moyenne?

De plus, ne semble-t-il pas que, depuis un quart de siècle environ, certains produits descendent un courant de baisse presque ininterrompu, tandis que d'autres, au contraire voient augmenter longtemps leur valeur vénale, mais subissent inopinément, à la suite d'événements difficiles à prévoir, une dépréciation ruineuse. Tel est le cas en ce qui concerne la propriété immobilière parisienne, et je me trouve être, à cet égard, un témoin bien informé. A partir de 1876, le bas prix des terrains, de la main-d'œuvre et des matériaux dans Paris, détermina un certain nombre de gens économes et peu aventureux à utiliser leurs épargnes en constructions dans des quartiers jusque-là presque déserts. Ces petits capitalistes se firent ainsi des revenus neis variant de 6 à 6 1/2 %; ce qui donnait à leurs maisons une fort belle valeur vénale éventuelle. A leur exemple, on se mit donc à bâtir à outrance, sans calculer de près le revenu futur; on acheta le sol quatre ou cinq fois plus cher; on paya sur le travail et les matériaux un supplément de 30 à 40 %; on emprunta au Sous-comptoir, puis au Crédit foncier; on s'abandonna à tous les périls que le crédit enfante; après quoi, l'œuvre terminée, on appela des locataires. Ceux-ci ayant un choix surabondant d'appartements se firent prier; une réaction toute naturelle se produisit; les loyers baissèrent, et comme la réduction du revenu entraîne celle du capital, la valeur vénale moyenne de la propriété bâtie fut amoindrie. Les sages subirent ainsi à peu près le destin des fous, et il est difficile aujourd'hui de parler sérieusement du privilège de la propriété. On vend des loyers comme on est marchand d'objets quelconques, et quant au capital qui produit ce revenu aléatoire, il supporte, par les mutations et par l'impôt, des charges supérieures à celles qui pèsent sur les capitaux mobiliers. Il est bien entendu que je ne réclame aucune faveur pour la propriété immobilière; mais je ne vois pas pourquoi on la prendrait pour tête de Turc en frappant à outrance sur elle. De quel méfait est-elle coupable? Elle s'étale en plein jour, avec une sorte d'abandon naïf; elle ne peut ni se dissimuler, ni émigrer; en abusant d'elle dans ces conditions, on commettrait non seulement un déni de justice, mais encore un abus de confiance.

Telle n'est certes pas l'intention de M. Yves Guyot; il a certaines

idées à lui sur le capital fixe opposé au capital circulant, et il déploie le talent nécessaire pour les faire accepter à autrui. Le Conseil municipal s'est donc emparé de son plan de remplacement de l'octroi; il a formé une commission spéciale dite de la « valeur vénale de la propriété », et a fini par obtenir du ministre des finances actuel des renseignements qu'il s'est hâté de traduire ou de compléter à sa façon.

Selon M. Sadi-Carnot, la valeur locative des maisons de Paris, louées ou non louées, imposées ou non, est de 750 millions. On considère arbitrairement que cela représente un revenu de 5 %, et sans plus ample informé, on transforme ce revenu en un capital de 15 milliards. Le même ministre évalue, en outre, à deux milliards environ la masse des terrains non bâtis, et l'ensemble compose ainsi une somme de matière imposable de 17 milliards, propre à fournir le remplacement de l'octroi. En effet, si l'on frappe ces capitaux plus ou moins réels, et déjà presque tous imposés, d'une taxe d'un pour cent, on improvise 170 millions de ressources, et c'est plus que suffisant. Il importe cependant, de nous assurer de l'exactitude des chiffres; nous verrons après ce que nous en pourrons tirer.

Il me semble d'abord que, puisque la taxe projetée sera foncière, il faut commencer par supprimer celle qui existe déjà. La contribution actuelle, avec l'addition des portes et fenêtres, s'élève à 11 millions. L'emprunt projeté de 250 millions, et qui n'attend plus que la ratification du Sénat, va y ajouter 5 millions; ensemble 16 millions. La propriété parisienne est grevée d'une somme d'hypothèques que mes renseignements, bien qu'incomplets, m'autorisent à évaluer à 3 milliards, c'est donc encore 3 millions à défalquer; total 19 millions. Si nous ajoutons, pour mémoire, les non-valeurs, représentées par 43 à 45 mille locaux non loués sur 80 mille maisons (1), les évaluations fantaisistes, la dépréciation même des immeubles bâtis ou non bâtis par le seul fait de l'annonce des projets en question (2), nous aurons un déchet supplémentaire fort difficile à chiffrer, mais qui nous rapprochera singulièrement des 145 millions demandés et même des 135 représentant le plus récent produit de l'octroi parisien.

M. Yves Guyot, qui n'est ni aveugle ni maladroit, a dû songer à tout cela; il serait donc disposé à procéder simplement par acomptes de 1, 2, 3 pour mille, et ainsi de suite, en dégrevant d'autant les consommations principales ou populaires, telles que les boissons, la viande etc., etc. C'est libéral et prudent, et je vois dans cette ten-

(1) Le recensement de 1886 a relevé à Paris 73,834 maisons, sur lesquelles, le 15 janvier, il y avait, selon M. Alphand, 52,383 locaux vacants représentant une valeur locative de 51,652,390 fr.

(2) La surtaxe de 24 0/0 que le Parlement vient d'autoriser sur la contribution foncière des immeubles parisiens représente plus de 2 0/0 sur le revenu net supposé, et réduit proportionnellement la valeur vénale éventuelle des maisons.

dance les traces du contact du député de la Seine avec d'éminents anglais, qui proclament la nécessité de donner au peuple le *free breakfast* et le *free dinner*. Je ne suis pas convaincu, cependant, que les hommes d'état britanniques aient raison, et ils seront probablement conduits à abandonner leur formule, parce que l'axe politique de leur pays se déplace au profit de la démocratie, et, pour celle-ci, le droit de gouverner implique rationnellement le devoir de payer. L'octroi de Paris, à mon avis, ne peut être supprimé par fragments ; on peut certes, lui enlever quelques-unes de ses principales recettes, en bloc, afin que l'intermédiaire ne puisse s'attribuer le bénéfice de petites réductions ; mais alors, on fera une médiocre affaire, car les cadres de perception subsistant, les frais seront considérables proportionnellement aux recouvrements, et les marchands eux-mêmes feront toutes réserves sur les prix, à cause des charges de remplacement qu'ils redouteront vaguement sans savoir encore au juste comment ils en seront atteints.

L'octroi d'ailleurs, n'est pas seul en cause ; son administration est chargée par l'Etat de percevoir à Paris, pour le fisc national, une somme de contributions indirectes qui a été de 75 millions pendant la dernière période décennale (67 millions en 1885), et qui ne coûte au Trésor que 0.70 centimes 0/0 de frais d'encaissement. C'est à peu près un supplément de 50 0/0 à l'octroi. On ne saurait espérer rayer cela par délibération du conseil municipal ; il faudrait qu'une loi intervînt pour remplacer cette ressource par des centimes additionnels dont M. Yves Guyot a conçu l'idée ingénieuse. Il y a là une complication importante à laquelle je ne crois pas devoir m'arrêter davantage et je crois plus logique de considérer comme réalisable intégralement la réforme à laquelle je suis opposé, afin d'en envisager les conséquences radicales.

VI

C'est bien dix pour mille, c'est-à-dire un pour cent, qu'il faudrait prendre à la valeur vénale de la propriété parisienne, dont le revenu supposé serait atteint dans la proportion de 20 0/0. Les centimes additionnels spéciaux que je viens de mentionner y ajouteraient un dixième ; total 30 0/0.

Ainsi, un petit propriétaire, ayant peut-être pour tout bien une maison évaluée cent mille francs, aurait à avancer à la ville mille francs et à l'Etat 500 francs dont il se récupérerait, s'il le pouvait,

(1) Exactement 0,708 centimes.

sur ses locataires. Cet homme serait supposé riche à cause de la nature spéciale de son capital ; tandis que tel autre, dont tous les biens tiendraient dans un portefeuille, ne serait pas atteint, ou, si l'on voulait le faire contribuer dans une proportion analogue, pourrait aisément se soustraire à l'impôt, mettre ses valeurs en lieu sûr ou les faire émigrer. Il me semble que rien ne justifie une telle inégalité de traitement dans un pays et dans une ville où le capital mobilier a pris une importance supérieure à celle des immeubles, se prête à de rapides mutations et peut, chaque jour, révéler les variations de sa valeur vénale. J'y insiste, d'ailleurs, la constatation d'une valeur vénale est chose éphémère, insaisissable, et d'une variabilité infinie. Aussitôt après l'achat d'un immeuble on trouve qu'il est surchargé de dix pour cent de frais de mutation ; dira-t-on qu'il vaut plus pour cela ? John Bull émet volontiers un aphorisme local que je recommande à mon confrère : *The proof of the pudding is in the eating*. Je prouve l'existence du pudding en le mangeant. En France, comme partout, nous prouvons la valeur vénale par la vente et par l'achat ; non par des suppositions.

Il n'est pas hors de propos, non plus, de se demander pourquoi l'on transformerait toute une catégorie de citoyens en percepteurs gratuits et obligatoires. Les propriétaires parisiens seraient ainsi assimilés aux collecteurs d'impôts de l'ancien régime, forcés de se livrer à des exactions aux dépens du reste de la population et d'assumer tour à tour une responsabilité qui les faisait hair. L'impôt serait direct pour eux et indirect pour les autres habitants. Les premiers paieraient d'abord s'ils le pouvaient et réclameraient aux seconds leur quote-part, non définie par la loi, et qu'il faudrait confondre dans le prix du loyer si la concurrence le permettait. Donc, hausse énorme des loyers et irritation violente du peuple contre ses prétendus exploiters.

En vain comparerait-on la situation des propriétaires à celle des marchands avant la suppression de l'octroi ; ceux-ci achètent au jour le jour ou à peu près ; leurs déboursés sont peu importants ; la rentrée en est assez prompte ; quant aux affaires de gros, elles n'acquittent l'octroi et les droits dûs à l'Etat qu'en sortant des entrepôts, c'est-à-dire après la vente. L'assimilation n'est donc pas possible, et je suis autorisé à dire qu'en s'en prenant ainsi à un prétendu capital fixe on aggraverait la somme d'arbitraire de notre système financier, ainsi que le malentendu social auquel nous sommes en proie.

Il est bien entendu que si aucune prescription légale ne s'y opposait, le propriétaire, sur sa quittance, séparerait soigneusement le loyer des autres sommes qu'il réclamerait. Transformé comme

M. Yves Guyot le demande en taxe proportionnelle sur les loyers, l'impôt se présenterait désormais comme suit :

	Loyer de 300 fr.	Loyer de 400 fr.	Loyer de 500 fr.
Part du propriétaire	300	400	500
» de la ville	60	80	100
» de l'Etat	30	40	50
Total :	390	520	650

Je ne suis pas prophète, mais je crains fort que si l'animadversion du locataire ne se porte pas sur le propriétaire, elle ne s'attache au régime politique qui aura voulu améliorer sa situation. Il *verra* les 30 0/0 qu'on lui fait payer ; *il ne saura ou ne voudra pas voir* la somme, d'ailleurs enveloppée d'inconnu, dont on aura cherché à le soulager. On exploitera contre la commune et contre la république la taxe de 30 centimes comme, en 1848, on l'a fait des 45 centimes, lesquels, cependant, n'atteignaient le prolétaire que par une obscure et lointaine répercussion.

VII

Il y a certes, là, matière à réflexion, aussi bien pour les amis de la démocratie que pour ceux qui aspirent à les supplanter. Les socialistes, et beaucoup d'honnêtes gens qui les imitent avec candeur, croient que c'est un devoir administratif et gouvernemental de *donner du travail* aux ouvriers. Ceux qui ont les moindres notions économiques se rendent facilement compte que l'action officielle serait inefficace pour atteindre ce but, et qu'il y faut le concours de tout le monde ainsi que le stimulant de l'intérêt bien entendu, représenté par un légitime esprit de spéculation. Mais comment pourrait-on espérer que les capitalistes, petits ou grands, soient disposés à construire en présence des perspectives qu'on leur ouvre ? Il est certain que l'industrie du bâtiment s'arrêterait net et ne reprendrait qu'après une longue période de repos, précédée d'une augmentation formidable du taux des loyers. Encore, hésiterait-on beaucoup, car, en somme, puisqu'il faut lever jusqu'au dernier voile, nul ne serait plus certain désormais d'être propriétaire incommutable. La taxe sur la valeur vénale, telle que je viens de la définir, prélevant trois dixièmes du revenu supposé, dont deux pour la Ville et un pour l'Etat, équivaldrait incontestablement à une annulation de capital de 30 0/0 pour le détenteur actuel, car le prochain acqué-

reur n'échangerait son argent contre l'immeuble qu'après avoir calculé, comme toujours, les charges à en déduire. Le législateur s'apercevant que ce contribuable est épargné, tiendrait suspendue sur sa tête l'épée de Damoclès d'une surtaxe, et la propriété n'étant plus qu'une fiction, on tomberait naturellement dans le collectivisme suivi de l'anarchie.

Voilà, pourra-t-on me dire, de bien gros mots à propos des projets d'un homme admirablement intentionné; critiquer est aisé, mais n'avez-vous rien à proposer de votre côté que le *statu quo*? Ne pouvez-vous indiquer aucun remède au mal que vous reconnaissez? Et de toutes parts il me semble que j'entends s'élever des voix qui crient en chœur : des remèdes ! des remèdes !... Mais pourquoi donc en donnerions-nous ? Les économistes ne sont pas des apothicaires et je ne vois parmi nous ni Purgon ni Diafoirus. Nous étudions, nous observons ; lorsque nous apercevons des déviations, nous tâchons de les redresser, et pour mon compte, j'avoue être encore de l'avis d'un de nos maîtres déjà anciens, lequel disait qu'en économie politique, il y a beaucoup à apprendre et peu à faire. Cela n'est ni glorieux ni passionnant, je le reconnais, mais c'est une tâche suffisante pour mes forces.

Pour conclure, je fais appel à mon adversaire, et je lui dis : tous deux, nous cherchons la justice avec une égale ferveur ; je suis de ceux qui vous considèrent comme un citoyen ingénieux et laborieux, animé d'une activité et d'un courage que nul ne saurait dépasser ; je vous suis depuis longtemps dans votre carrière avec un sympathique intérêt, et malgré ce qui, parfois, m'apparaît chez vous comme des erreurs, j'ai foi dans vos capacités, dans votre jugement futur, et je vais jusqu'à concevoir de grandes espérances à votre sujet. Peut-être, me suis-je dit plus d'une fois, y a-t-il dans cet homme-ci l'étoffe d'un Peel, d'un Cobden ; disons entre Français, d'un Michel Chevalier. Que vous manque-t-il pour cela, puisque, autant que moi, vous voulez être juste ? Je ne saurais le dire autrement qu'en analysant, comme je viens de le faire, une de vos idées favorites. Je me borne donc, et ce sera mon dernier mot, à vous tenir en garde contre la Thémis populaire. Dans un plateau de sa balance les uns veulent mettre le prétendu droit du nombre, c'est-à-dire le droit de la force qui représente l'écrasement des minorités ; dans l'autre, je désire placer et faire prévaloir la force du droit, et j'espère que ce sera le sentiment de tous les économistes.

Ernest BRELAY.

LES ESSAIS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

ENTRE PATRONS ET OUVRIERS.

Deuxième article (1).

IV

LES ESSAIS D'ARBITRAGE AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Nous avons dit déjà que les Etats-Unis avaient fait des tentatives d'application de l'arbitrage. Dans un récent message, daté du 23 avril dernier, le président de la grande république, M. Cleveland, recommande au Congrès l'étude de cette question. De fait, depuis plusieurs années elle y est à l'ordre du jour de l'opinion. Le *bureau de statistique du travail* du Massachusetts, qui publie à Boston ses remarquables rapports, donne des indications précieuses sur les tentatives d'arbitrage de ces contrées. Ces tentatives expliquées par MM. Evans, Weeks, C. Wright et autres (2) prouvent, on le verra, que l'arbitrage peut produire d'excellents résultats; mais qu'on s'abuserait étrangement en y voyant un remède souverain. C'est utile, mais certes ce n'est pas tout.

Il y a eu des tentatives de ce genre dans divers états de l'Union et elles ont eu des fortunes diverses dans le Massachusetts, la Pensylvanie, l'Ohio, et New-York, etc. Les exemples les plus remarquables se trouvent dans l'industrie métallurgique de Pittsburg, dans les régions d'anhracite de la Pensylvanie, et dans divers districts houilliers.

Le système adopté par les *Board of arbitration* est d'une nature toute spéciale. Il a pour but la fixation d'un salaire pour la profession d'après un principe de calcul arrêté. Les Américains ont appelé cela *Basis system*. Il consiste dans l'établissement d'une échelle de salaires ayant une relation fixe avec le prix du produit, mais fixant un *minimum* au-dessous duquel le prix du produit est censé ne pouvoir descendre, ou du moins, si cela arrivait, le salaire ne pourrait baisser. Des arrangements importants se sont conclus d'après ce prin-

(1) Voir le précédent n° de la revue, p. 42.

(2) Voir notamment les rapports 8 et 12 du bureau de statistique de Boston, 1877 et 1881, ainsi que les rapports des autres Etats de l'Union.

cipe, bien que donnant lieu souvent à de vifs débats. Le minimum est à fixer d'abord, puis la proportion de la hausse des salaires ; celle-ci est prévue et déterminée, en relation avec les hausses du produit, dans le *memorandum of agreement* signé des parties. Parfois aussi on se borne à indiquer l'échelle de hausse ou de baisse proportionnelle des salaires et des produits (*sliding scale of prices*).

Ce système a obtenu dans la métallurgie de Pittsburg un succès remarquable. En Pensylvanie, dans les houillères, il y eut plus de difficultés, et même des décisions arbitrales furent rejetées, mais là comme ailleurs encore, il y eut parfois des décisions amiables empêchant des grèves et des disputes ; chaque année les bases sont signées par bien des firmes et suivies en fait par les autres. Il nous est impossible de parcourir ici tous les essais de conciliation que nous signalent les rapporteurs américains.

Nous donnons à titre d'exemple quelques extraits de l'*agreement* pour 1872 entre l'*Anthracite Board of Trade of the Schuylkill Region* et le *Miners' and Laborers' Benevolent association of Schuylkill county* : « Les salaires sont fixés sur la base d'un prix de 2 dollars, 50 cents la tonne ; ils sont d'après cela de 10, 11, 13 dollars par semaine pour les diverses catégories d'ouvriers (on les indique). Toute hausse ou baisse sera comptée sur le pied de 1 % du salaire pour chaque trois cents de hausse ou baisse du produit. Il est bien entendu toutefois que le salaire ne tombera pas en dessous de la base pour plus de deux mois, et que même pendant ces deux mois, ils ne seront pas inférieurs au taux correspondant à 2 d. 25 c. de prix du produit. » Les articles suivants déterminent le mode de fixation du prix moyen par mois.

M. J. Weeks, le même qui a fait sur les conseils anglais le rapport que nous avons déjà cité, trouve ces exemples encourageants. Nulle part plus de difficultés ne devaient arrêter le succès que dans les houillères de Pensylvanie ; il en conclut que les heureux résultats qu'on y a obtenus doivent bien faire augurer de l'avenir de l'institution et le rapport du bureau statistique conclut aussi à la possibilité d'un accord sur une échelle mobile des salaires.

Les Unions ouvrières d'Amérique ont été à certains moments très remuantes, ont donné des difficultés sérieuses aux industriels. Plusieurs cependant ont fini par accepter des arbitrages. Tels par exemple les *Knights of St-Crispin*, dans la cordonnerie de Lynn (Massachusetts). Mais elles réclament la reconnaissance de leur autorité ; c'est ainsi que l'association ouvrière des mineurs de Pennsylvanie rejeta en 1871 une proposition du comité des patrons adressée directement aux ouvriers, « considérant la grossière insulte faite aux officiers élus des ouvriers ».

Patrons et ouvriers organisés agissent réellement de puissance à puissance par leurs comités sans se soucier de ceux qui ne font pas partie des groupes.

Il existe d'ailleurs en Amérique des sociétés ouvrières dangereuses et secrètes, qui ne peuvent que compromettre la pacification. Tels sont les *Knights of Labour* qui, à défaut de succès, conseillent le *boycottage* et font de celui-ci une sorte de pouvoir social. Ce ne sont pas ces procédés révolutionnaires et comminatoires qui peuvent faciliter l'entente des parties (1).

Il n'existe pas en Amérique de loi sur la matière. L'exemple de l'Angleterre ne semble pas prouver l'efficacité d'une législation. Il n'y a eu qu'un projet de loi dans l'Ohio. En réalité, il n'y a là qu'une loi générale sur l'arbitrage : l'essentiel en cette matière est la bonne volonté des parties. Certes, dit le rapport américain, on peut discuter sur le point de savoir si la loi peut utilement revêtir les décisions arbitrales de la sainteté d'un jugement légal ; mais comme elle ne peut en définitive contraindre d'y recourir, on peut douter de son utilité pratique.

V

EMPIRES D'AUTRICHE ET D'ALLEMAGNE.

Les pays de ces deux empires se trouvent à notre point de vue dans cette situation spéciale qu'ils ont conservé plus que d'autres les restes du système corporatif. Des lois récentes ont même rendu ce système obligatoire en Autriche pour la petite industrie. En Allemagne, la corporation est dotée d'importants avantages.

En Allemagne, la question des juridictions industrielles a donné naissance à divers travaux dont nous profiterons dans cet exposé. Il faut, là aussi, distinguer deux institutions fort différentes : les *Gewerbegerichte* ou *gewerbliche Schiedsgerichte*, sortes de conseils de prud'hommes qui tranchent les contestations survenues entre patrons et ouvriers sur un contrat conclu ; et les *Einigungsämter*, bureaux de conciliation qui s'occupent du règlement des différends relatifs au régime futur du travail.

Les tribunaux industriels, dans le sens propre du mot, sont institués en vertu de la loi industrielle générale (*Allgemeine Gewerbe Ordnung*). L'article 108 de cette loi, qui date de 1869, se bornait à autoriser la création de tribunaux d'arbitrage et à confirmer ceux qui existaient. En 1878, cette loi fut révisée. En vertu de l'art. 120 *a* nouveau, les statuts locaux (*Orts-Statuten*), émanés de l'autorité

(1) Cf. H. Farnam. Die. *Die Amerikanischen Gewerkvereine*. Leipzig 1879.

communale peuvent constituer des juridictions arbitrales composées par l'autorité municipale, assistée de patrons et d'ouvriers. A défaut de tribunal spécial, l'autorité locale est compétente. Mais déjà avant la loi de 1869, il existait des tribunaux de ce genre dans diverses régions de l'Allemagne. Dans les provinces Rhénanes il en existe un grand nombre imités des conseils de prud'hommes. En Saxe, une loi locale du 15 octobre 1861 les a introduits, et ils s'y sont fort répandus. On a, à plusieurs reprises, tenté de généraliser l'institution pour l'empire. En 1873, 1874, 1878, des tentatives ont été faites dans ce sens à la Chambre. Ces projets furent rejetés les deux premières fois; la révision de la loi de 1869 était retardée. En 1878, le gouvernement proposa une révision qui fut réalisée; il y avait joint un projet nouveau de création de tribunaux industriels. Ce projet fut renvoyé par le Reichstag à une commission, il n'a pas passé en loi. L'art. 120 de la loi de 1878 a été le seul résultat immédiat de cette délibération. En 1885, le parti démocratique a fait une nouvelle proposition qui a reçu meilleur accueil, mais sur laquelle on n'a pas statué définitivement.

L'organisation des tribunaux industriels varie naturellement d'après les régions. Tantôt les juges sont nommés par l'administration communale, tantôt élus par les intéressés. Le débat sur le mode de nomination existe entre ces deux formes. Il y a aussi un moyen intermédiaire qui consiste à faire élire les juges par les ouvriers faisant partie de l'administration des caisses de secours. Il faut remarquer aussi que dans les provinces du Rhin, les contestations passent d'abord devant une chambre de conciliation, *ausgleichskammer*, où l'on cherche à les arranger à l'amiable. On concilie environ 90 %; à défaut d'entente on recourt au conseil proprement dit.

Outre les tribunaux industriels dont nous venons de parler, les corporations d'arts et métiers, *Handwerker-Innungen*, constituent aussi des tribunaux d'arbitrage pour trancher les différends qui surgissent entre maîtres et compagnons. Le titre de ces tribunaux se trouve dans les art. 97, n° 6 et 100 de la loi industrielle, tels qu'ils sont sortis de la loi de révision du 18 juillet 1881. En vertu de cette loi, les corporations peuvent établir des tribunaux d'arbitres, qui remplacent pour leurs membres les juridictions indiquées plus haut, en vertu de l'art. 120.

L'art. 100 *d.* donne les prescriptions relatives à la constitution de ces conseils. Il doit y avoir au moins un président et deux assesseurs. Ceux-ci sont pris en nombre égal parmi les membres de la corporation et leurs ouvriers. Le président désigné par l'autorité chargée de la surveillance de la corporation, doit être pris en dehors de celle-ci. Ces juridictions industrielles procurent aux justiciables

un jugement rendu à peu de frais et par des gens connus et compétents.

La loi récente sur les accidents du travail a créé dans l'ordre industriel une juridiction arbitrale nouvelle. En vertu de la loi du 6 juillet 1884, l'assurance s'effectue sous forme d'assurance mutuelle. Dans ce but, ceux qui y sont obligés sont réunis en association professionnelles, *Berufungs genossenschaften*, soit volontairement, soit d'office. Les art. 46 et suiv. organisent les juridictions arbitrales qui décident, en appel, des règlements d'indemnités. Chaque tribunal arbitral se compose d'un président et de quatre assesseurs, dont deux élus par l'association, deux par les représentants ouvriers, désignés eux-mêmes d'après des formes légales. Le *Journal officiel* allemand du 6 mai 1886 donne le premier compte rendu annuel de l'exécution de la loi. L'organisation se constitue ; on a formé 57 grandes associations : reste à savoir comment elles marcheront.

Outre les juridictions industrielles signalées jusqu'ici, il faut dire un mot de la catégorie spéciale indiquée au début, sous le nom de conseils de conciliation *Einigungs Amter*. Leur objet concerne le régime du travail pour l'avenir et non l'exécution de contrats existants. Il s'agit de s'entendre sur la durée du travail, le taux des salaires, etc. Ces organisations sont préconisées depuis longtemps en Allemagne. En 1872, M. Max Hirsch, secrétaire de l'Association des Sociétés ouvrières, publia à ce sujet un essai organique sous le titre de *Normal Statuten für Einigungs Amter* (1). Rappelant d'abord l'exemple de l'Angleterre, il se réclame de la faveur manifestée pour l'institution par diverses réunions importantes, telles que la réunion générale des cercles ouvriers à Berlin, le congrès des fabricants de Leipzig, etc., et par le ministère prussien du commerce et de l'industrie lui-même. Les moyens préventifs, dit-il, sont les meilleurs ; mieux vaut prévenir une crise en discutant un point contesté que de faire la grève et de le discuter ensuite dans une situation infiniment moins favorable. Les statuts de M. Hirsch s'inspirent des exemples de l'Angleterre. En Allemagne, en somme, il y a eu peu d'exemples. Il cite le conseil établi dans la draperie de Grünberg en Silésie, tout en critiquant son organisation.

M. Hirsch croit nécessaire au succès de la conciliation que les ouvriers s'entendent entre eux et qu'ils aient de fréquentes communications avec leurs délégués. Pour lui, les sociétés ouvrières sont un élément du succès de cette entreprise ; sans elles les délégués sont sans point d'appui et les décisions sans sanction suffisante. Il n'y a pas de prise sur la masse des ouvriers. L'exemple de l'Angle-

(1) Berlin, Duncker, 1872.

terre prouve, selon lui, cette utilité. Mais, à défaut d'organisation ouvrière spéciale, il admet cependant l'avantage des conseils; on peut recourir aux ouvriers des sociétés de secours mutuels ou autres institutions existantes. Il est difficile, dit M. Hirsch, d'introduire immédiatement cet usage, mais les *Schieds-gerichten* peuvent y conduire, à condition d'être organisés par métiers ou groupes de métiers; on pourrait insensiblement les investir d'une mission plus étendue de conciliation.

Depuis 1872, date de l'écrit de M. Hirsch, il ne semble pas que la conciliation ait fait beaucoup de chemin. La loi de 1881 sur les corporations (*Innungen*) n'y a pas même imprimé grand élan. Un député rhénan, M. Hitze, secrétaire de la Société de l'*Arbeiterwohl* m'en a donné le témoignage (1). La vie corporative n'est pas florissante et la conciliation n'a guère fait de progrès. Il n'y a guère, au moment des grèves, que des commissions des salaires, *Lohn-Kommissionen*, mais qui n'ont aucun caractère permanent.

M. Hitze est partisan de la corporation obligatoire. La loi de 1881 n'a été en réalité qu'une déception. En 1883, l'honorable député publia une critique de cette loi, sous ce titre: *Schutz dem Handwerk!* (2), demandant et exposant l'organisation de corporations obligatoires. Là, quand cette organisation sera complète, il confie la juridiction à des commissions industrielles chargées de trancher les conflits corporatifs. L'expérience ne s'est pas prononcée sur ce système, puisqu'en Prusse la corporation obligatoire n'est pas complètement organisée. La loi du 8 décembre 1884 a accordé aux corporations un privilège important: les patrons qui en font partie peuvent seuls avoir des apprentis; mais il n'y a pas encore moyen d'en juger l'efficacité. Il faut passer en Autriche pour apprécier la corporation obligatoire.

En Autriche, après un court essai de liberté industrielle, on est revenu, par la loi du 15 mars 1883, au régime corporatif. Ce système ne s'étend pas, il est vrai, à la grande industrie.

La loi de 1883 a naturellement, prévu l'institution d'une juridiction arbitrale. C'est dans les art. 122 et suiv. qu'elle s'en occupe. La formation d'une telle commission est un des points qui, aux termes de l'art. 144, rentre dans le but des corporations. Aux termes de l'art. 124, la commission est appelée à connaître de toutes les difficultés se rattachant au travail, à l'apprentissage et au salaire. Cette tentative est certes une de celles qui attire le plus justement l'attention. Malheureusement jusqu'ici on n'aperçoit encore aucune mani-

(1) Je saisis cette occasion pour remercier vivement M. le député Hitze, des renseignements qu'il a bien voulu me fournir.

(2) Paderborn, 1883, passim et p. 146.

festation de l'activité de ces commissions. Les corporations se constituent lentement, même très péniblement en certains endroits (1). Il est encore impossible de prévoir si quelque bienfait pourra sortir de cette législation que la Hongrie vient d'adopter à son tour par la loi du 21 mai 1884 (2). La corporation n'est pas tout; c'est un cadre, non une réalité. Pour que la conciliation et l'entente se produisent, il faut une condition morale essentielle : la bienveillance mutuelle. La solidarité chrétienne faisait la force des anciennes corporations : là est la vraie condition de la paix dans les corporations nouvelles comme en dehors d'elles.

VI

ITALIE.

L'Italie possédait au moyen âge des juridictions industrielles, comme tous les pays de corporations; mais depuis leur disparition, rien ne les a remplacées, et on ne connaît aujourd'hui aucune juridiction spéciale à l'ordre industriel.

De temps à autre cependant, en cas de difficulté, on recourt à une sorte de juridiction libre ou d'arbitrage. C'est ainsi que la solution d'un différend est parfois déférée à une chambre de commerce, parfois même à de simples particuliers entourés de l'estime de tous. De tels faits se sont produits à Milan, à Gênes ou ailleurs. A Côme seulement, il a été constitué une sorte de conseil permanent dans l'industrie de la soie, à l'instar des conseils anglais. Patrons et ouvriers ont manifesté cependant leur répugnance à porter leurs différends devant la juridiction ordinaire et il n'est presque pas d'exemple de difficultés de cet ordre portées en conciliation devant le magistrat de droit commun.

Le gouvernement italien ayant ouvert une enquête sur les grèves, trouva dans les résultats de cette enquête la preuve de la grande utilité d'une juridiction industrielle spéciale. Les réponses à l'enquête, bien que loin d'être unanimes, y étaient en majorité favorables. En conséquence, le gouvernement déposa le 30 mai 1883 sur le bureau de la Chambre un projet d'institution de prud'hommes appelés *Probi-viri*, dont l'exposé des motifs est remarquable (3).

(1) Voir les correspondances adressées en 1884 à l'*Association catholique* de Paris par le D^r W. Kaempfe, à qui nous adressons en même temps nos remerciements pour les indications qu'il a bien voulu nous fournir.

(2) L'Autriche et la Hongrie possèdent également des *Gewerbegerichte* dont l'organisation ne présente pas de caractères très particuliers; nous ne pouvons entrer ici dans tous les détails législatifs.

(3) *Bollettino di notizie sul Credito e la previdenza*, anno I, n. 8. Cf. R. Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe*. Paris, 1884, t. II, p. 417.

VII

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES, LES TENTATIVES DE CONCILIATION ET LES INSTITUTIONS QUI S'Y RAPPORTENT EN FRANCE.

Nous avons signalé l'institution française qui vint la première rétablir une juridiction industrielle. Ce sont les *conseils de Prud'hommes* (1). Ces conseils, régis d'abord par le décret de 1810, subirent plusieurs transformations. Le principe des prud'hommes, repris des traditions du passé, reposait sur le jugement par les pairs et l'élection, mais les conditions en étaient fort restreintes par le décret impérial. Il ne peut entrer ici dans notre rôle de faire l'histoire de la législation française sur les prud'hommes. Bornons-nous à constater que le décret impérial n'accordait le droit d'électorat et d'éligibilité qu'aux ouvriers *patentés*, ce qui en réduisait singulièrement le nombre. De plus, les patrons étaient en majorité au sein du conseil, et les élections se faisaient par les deux catégories réunies. Telle quelle, cette organisation fut cependant utile, et 97 % des conflits furent conciliés.

La République de 1848 bouleversa cette organisation ; étendit le suffrage à tous les ouvriers ; décréta l'égalité du nombre des patrons et ouvriers au conseil ; d'autre part les contre-maîtres étaient rangés dans la classe des patrons, et bien que le mode d'élection fût modifié, en réalité l'élément patron était écrasé. La loi, de l'aveu même des républicains, n'eut pas de succès, sa vie d'ailleurs fut courte.

Le gouvernement impérial, par la loi du 4 juin 1853, réorganisa les prud'hommes. L'égalité du nombre au conseil est maintenue ; chaque groupe nomme ses prud'hommes. L'innovation la plus importante concernait la présidence ; jusqu'alors élective, la présidence fut confiée à la nomination de l'empereur. D'après le rapport de M. Curnier au corps législatif, ce président devait exercer le rôle de *tiers arbitre*, et il insistait sur l'autorité morale dont le président allait être revêtu. Enfin la loi édictait, au point de vue de l'électorat et de l'éligibilité, des conditions dictées par la prudence. Le régime de 1853 dura longtemps ; et les appréciations en ce qui le concerne sont loin d'être concordantes. Au point de vue de l'organisation, les conseils sont surtout destinés à la conciliation des difficultés survenues entre patrons et ouvriers ; à défaut de conciliation, ils jugent. A cet effet on distingue le *bureau particulier* chargé de la

(1) Voir Dalloz, *Répertoire*, t. XXXVIII, 1837, le recueil de Sirey, aux années indiquées et les documents parlementaires.

conciliation, et le *bureau général*, qui juge. Bien que le nombre des membres varie, ils doivent toujours être deux (un patron et un ouvrier) en bureau particulier et cinq en bureau général (2 patrons, 2 ouvriers et le président).

Les conseils ont également une mission de police dans les ateliers, mais ils sont très rarement appelés à exercer cette partie de leurs fonctions. En fait, dans les décrets d'érection, les conseils sont attribués à une industrie ou à un groupe d'industries. Dans ce dernier cas les conseils sont divisés en catégories, élisant chacune leurs délégués; le règlement intérieur des conseils détermine d'ordinaire un roulement entre les industries. Dans quelques villes il y a des conseils spéciaux pour des industries importantes : (Paris 4, Lyon 2). Cette mesure est considérée comme ayant de l'importance au point de vue de la compétence technique.

Les conseils eurent une activité assez considérable : en 1869, on signalait 43,807 affaires ; mais leur action a diminué depuis 1870. Relevée depuis 1873, on en est, en 1885, revenu à 41,316, dont 16,497 conciliées. Il y a environ 130 conseils.

L'action des conseils avait été efficace, mais des plaintes s'étaient parfois produites et la prépondérance du président nommé parut en être une cause. Une loi du 7 février 1880 revint à la présidence électorale, mais si le président est patron, le vice-président doit être ouvrier et réciproquement. Le président garde d'ailleurs voix prépondérante. Cette loi souleva, à Lille, de la part des patrons, une forte opposition, et le conseil de Lille sombra dans cette tourmente ; quelques lois de détails organisèrent des points spéciaux.

Un projet de loi réorganisant le conseil sur la base du suffrage universel a été déposé, le 2 février 1886, par M. Lockroy sur le bureau de la Chambre. N'étant qu'un projet, il n'a qu'une valeur de théorie et nous croyons inutile de l'analyser. Il importe cependant d'y signaler cette disposition que la création d'un conseil est *de droit* quand la demande en est faite dans certaines conditions déterminées. En somme, on reconnaît aux conseils français, une action bienfaisante sur l'industrie. Cette juridiction a rendu de sérieux services, mais il faut éviter d'en faire un instrument de despotisme ou de terrorisme démocratique, et on n'est pas sans inquiétude sur les projets du gouvernement (1).

Les conseils avaient une compétence très vaste, mais ils ne pouvaient et ne peuvent disposer par voie réglementaire pour l'avenir, notamment en matière de salaires. Sur ce point important, y a-t-il en France des tentatives analogues à celles de l'Angleterre ? Recon-

(1) Voir P. Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, du 12 avril 1886.

naïssons dès l'abord que, si elles ne font pas absolument défaut, leurs résultats sont néanmoins d'assez mince importance.

Les syndicats de patrons et d'ouvriers qui se sont formés depuis longtemps en France grâce à la tolérance officielle, n'ont pas abouti à des rapprochements sérieux. Les premiers ont rendu d'utiles services, mais sous d'autres rapports, et notamment en fournissant des arbitres aux tribunaux de commerce. Ce rôle n'est pas sans analogie avec celui des chambres syndicales d'Anvers, sauf que celles-ci agissent en arbitres indépendants. Quant aux syndicats ouvriers, ils auraient voulu aussi fournir des arbitres aux prud'hommes, surtout pour les catégories non représentées aux conseils, mais on n'a pas de preuve que ceux-ci y aient recouru. Les tentatives de rapprochement et d'entente sur les prix et les conditions du travail ont été rares. MM. Hubert-Valleroux et Claudio Jannet dans leurs études sur les syndicats professionnels (1) en ont groupé quelques exemples. A Paris, notamment, les deux syndicats du papier peint avaient établi une chambre mixte; ceux des mécaniciens, des bijoutiers, des passementiers, des tapissiers ont arrêté à certains moments des conditions de travail et de salaire; un tarif avait de même été arrêté entre les parqueteurs, mais il fut violé; celui intervenu entre les typographes ne put davantage être maintenu, non plus que celui des ouvriers en meubles.

Ce sont là des arrangements provisoires; on les a rarement recherchés; on les a souvent violés. Les conditions de succès qui existent davantage en Angleterre ne se trouvent pas en France. L'antagonisme et la défiance existent entre les deux classes, et la volonté d'un accord ne les anime pas. Les syndicats eux-mêmes ne représentent guère les ouvriers et ne pourraient les faire obéir. Souvent aussi les syndicats ont une tendance révolutionnaire. Cet exemple prouve une fois de plus que c'est la condition morale qui est essentielle à l'entente (2).

Pour provoquer le rapprochement, on a pensé à créer des *Syndicats mixtes* où patrons et ouvriers seraient réunis dans une même organisation fraternelle.

Le but du *Syndicat mixte* c'est le conseil d'arbitrage permanent, mais plus étendu, augmenté du patrimoine, etc. On en a fait quelques tentatives. A la fin de 1875, 66 patrons et 1,200 ouvriers rubaniers de Saint-Etienne constituèrent l'*Union de la fabrique de rubans* de Saint-Etienne; ils fixèrent un tarif, mais ils voulurent l'imposer;

(1) Hubert Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels en France et à l'étranger*, 1 vol. in-8, Guillaumin, Paris, 1886. — Cl. Jannet, *Les syndicats professionnels*, dans *la Réforme sociale*, t. X, 1885.

(2) C'est ce qui justifie le peu de confiance de M. Leroy-Beaulieu dans la conciliation. V. *La question ouvrière au XIX^e siècle*, p. 123.

le tribunal civil les débouta et l'entreprise n'eut pas de suite (1).

A la Chambre française, lors du vote de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats, M. de Mun demanda à la Chambre un privilège pour les syndicats mixtes, vraies institutions de paix. Sa proposition fut rejetée; et les syndicats mixtes sont sous le droit commun de la loi. Ils sont licites, mais leurs tentatives ne sont pas encore nombreuses. L'antagonisme existant en France rend l'entreprise bien difficile. L'idée du *Syndicat mixte* est belle, et elle est possible entre personnes animées de sentiments de mutuelle bienveillance. Le comité constitue alors un arbitrage tout trouvé. C'est ce que prouve cet extrait du débat à la Chambre :

M. DE MUN. On vous propose d'établir entre les maîtres et les ouvriers des rapports constants, un arbitrage permanent...

M. FLOQUET. C'est possible !

M. GOBLET. C'est licite !

M. GUILLOT. L'enquête vous a donné la preuve que cela se fait (2).

M. DE MUN. Vous me répondez qu'ils peuvent le faire. Je le sais bien, mais je vous dis... qu'il faut provoquer, encourager ce mouvement... qui aboutit, aux heures de crise, à des commissions mixtes insuffisantes, composées d'hommes sans relations antérieures, qui s'ignoraient la veille... On vous propose d'établir un patrimoine commun pour éteindre l'antagonisme des intérêts...

Grâce au dévouement de quelques hommes zélés, on cherche à constituer des syndicats libres mixtes. D'autre part, le gouvernement semble vouloir favoriser le système de l'arbitrage, mais temporaire, au moment des crises. C'est l'esprit du projet de loi sur l'*arbitrage industriel* que vient de déposer M. Lockroy. Nous n'analyserons pas ici le projet Lockroy. Nous ne voulons qu'exposer les faits, et ce ne sont là que des projets. Il semble d'ailleurs qu'il ne puisse guère faciliter l'arbitrage, ni avoir une sérieuse influence. Il y a malheureusement en France de graves obstacles à la conciliation; c'est dans l'absence des *conditions morales du succès* qu'il faut chercher la cause de l'échec du système en France. On y est trop passionné et trop révolutionnaire.

VIII

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES, LES ARBITRAGES ET CONCILIATIONS EN BELGIQUE. POSSIBILITÉ DE LEUR EXTENSION.

La Belgique, à la suite des grèves qui ont récemment éclaté dans

(1) Ducarre. *Rapport sur les conditions du travail en France*. Lyon, 1877, p. 291.

(2) Voir par exemple la déposition de M. Mazet, président du syndicat général de l'union générale du commerce et de l'industrie. *Enquête parlementaire des 44*, p. 58. Séance du 23 février 1884.

ses provinces industrielles, s'occupe en ce moment avec grand souci, de la question ouvrière et des rapports entre le capital et le travail. Par arrêté royal du 15 avril 1886, le gouvernement a institué un *Comité du travail*, chargé de procéder à une enquête sérieuse et de formuler des conclusions pratiques. Le questionnaire qui vient de paraître renferme diverses questions sur le point qui nous occupe ici. Nous aurons donc bientôt l'occasion de compléter le rapide exposé qui va suivre.

La Belgique fut d'abord régie par les décrets impériaux instituant les prudhommes. Leur application fut régularisée par la loi du 9 avril 1842 qui ajouta aux attributions du conseil le droit de prononcer des peines disciplinaires. Ce régime fonctionna jusqu'en 1859, époque où la Belgique fut dotée d'une législation organique propre par la loi du 7 février de cette année. Le système profita de l'expérience faite en France des régimes de 1810, 1848 et 1853. La nouvelle loi, encore en vigueur aujourd'hui, supprima l'obligation de la *patente* d'ailleurs peu observée, et y substitua des conditions d'électorat et d'éligibilité plus larges mais encore prudentes. Les élections ont lieu par assemblées séparées. Le président est nommé par le gouvernement sur une liste double choisie par le conseil soit dans le conseil même, soit au dehors ; il a voix prépondérante. Il y a dans les conseils un bureau de conciliation. Les nouveaux conseils ne peuvent être créés que par la loi. Les conseils, outre leur mission conciliatrice et contentieuse, ont une juridiction pénale disciplinaire. Ces deux derniers points ont été vivement discutés. (1).

Certains auteurs attribuent à la juridiction disciplinaire des conseils leur peu d'influence relative. Il serait curieux d'appeler sur ce point l'attention publique. En réalité les conseils n'ont presque jamais usé de ce droit ; mais on a tenu à leur conserver cette sanction de leur autorité.

Dans l'organisation des conseils, les arrêtés royaux ont veillé à ce que les diverses industries soient représentées autant que possible et ont indiqué généralement le nombre de membres de chaque industrie. Mais l'assemblée générale des électeurs les désigne tous sans division en catégories. Pour faciliter l'action du bureau de conciliation, l'art. 33 permet de constituer un bureau spécial pour l'industrie en litige.

Les conseils, actuellement au nombre de 23, se sont occupés en 1883 d'un total de 3.314 contestations, dont 2.483 ont été conciliées.

Il sera intéressant de connaître les appréciations du public et les réponses à l'enquête sur l'amélioration et l'extension de cette insti-

(1) Voir aux annales parlementaires de la session 1857-1858, le rapport de M. van der Stichelen à la Chambre et les longs débats qui s'y produisirent.

tution. Déjà le conseil communal de Liège a été saisi par son bourgmestre, M. d'Andrimont, d'une proposition de vœu (1) demandant la division des conseils de prudhommes en sections professionnelles plus compétentes, surtout dans les villes où existent diverses industries importantes. Mais n'anticipons pas sur le résultat de l'enquête qui va s'ouvrir.

Il y a également en Belgique une tendance à l'application du système anglais de conciliation et d'arbitrage. Les prudhommes, pas plus que ceux de France, n'ont une mission réglementaire. Ils n'interviennent que pour vider une contestation sur l'application d'un règlement, l'interprétation d'un contrat, etc. Il y a donc évidemment place pour la conciliation sur une foule de points, comme mesure préventive des grèves. Ce point a été signalé d'une façon particulière aux études du *Comité du travail*. M. le chevalier de Moreau d'Andoy, ministre de l'agriculture et de l'industrie, dans son discours d'ouverture y insiste particulièrement. Il est remarquable, et nous en verrons bientôt la preuve, que les hommes de toutes opinions semblent s'accorder dans leur sympathie pour cette institution. A différentes reprises, la conciliation a été discutée et favorablement accueillie dans des réunions belges. Citons le *Congrès d'hygiène et de sauvetage* tenu à Bruxelles, en 1876, où M. Julien Weiler, ingénieur à Mariemont fut rapporteur de la question ; la *Société belge d'économie sociale* qui discuta, en séance du 14 avril dernier, un rapport et un projet que j'eus l'honneur de lui soumettre ; les *conférences préparatoires à l'organisation de la Bourse du travail* réunies à Bruxelles, en mai 1886, qui s'occupèrent des projets de M. Buls, bourgmestre de cette ville et de M. Hector Denis, lequel a depuis encore défendu la même idée dans le journal *la Réforme*, organe de l'extrême gauche ; enfin à la *Chambre des représentants*, en sa séance du 5 mai, M. Frère-Orban déposait une proposition de loi, dont nous aurons à nous occuper, et M. Beernaert, président du conseil, adhérant au principe, ne faisait que des réserves d'organisation. On peut donc dire que la question est sérieusement à l'ordre du jour en Belgique. Les projets indiqués, à la différence du projet Lockroy, organisent une Chambre permanente. Leur portée est bien plus étendue que celle du projet français. Il ne s'agit pas seulement de régulariser ou de légaliser l'arbitrage, mais de provoquer l'institution de chambres de conciliation. Il y aura lieu de revenir plus tard sur le détail de ces projets.

Ce souci de la *conciliation et de l'arbitrage*, n'est pas resté dans le seul domaine de la théorie. Il y a eu des essais d'application.

(1) Adopté en séance du 9 mars 1886.

M. J. Weiler, que nous avons déjà cité, et qui est aussi le traducteur de l'excellent petit livre de Crompton, sur la question, a tenté d'organiser un conseil de conciliation dans les charbonnages de Mariemont, auquel il est attaché ; cette tentative, bien qu'encore incomplète, est cependant encourageante. Il en a lui-même donné le témoignage. Essayé d'abord en 1876, le système de conciliation de Mariemont a donné jusqu'à présent les meilleurs résultats. Des conférences entre ouvriers et employés ont abouti à des règlements de salaires, à l'organisation d'un travail à la tâche très étendu, qui a contribué à élever beaucoup de salaires tout en réduisant le prix de revient, et à d'autres arrangements importants. On constate la parfaite cordialité qui règne entre patrons et ouvriers. Ceux-ci, pendant les derniers troubles, ont gardé une attitude parfaite (1).

S'il n'y a pas eu ailleurs d'institution de conseil permanent, il y a eu bien des tentatives de conciliation et d'arbitrage, en divers cas. Les exemples sont faciles à citer. A la réunion pour la bourse du travail, dont nous parlions à l'instant, M. Lhoest, délégué des ciseleurs, en citait un exemple couronné de succès. A Gand, en janvier 1886, un contrat intervint entre les ouvriers et MM. Parmentier Van Hoogaerden filateurs, grâce à des conférences de délégués. Dans les troubles qui ont désolé récemment nos provinces industrielles, on peut citer des exemples heureux, au Trieu-Kaisin, à Sprimont, à Huertal ; on signale même des décisions spontanées de former librement des conseils permanents. Il y aura lieu d'examiner attentivement les réponses qui seront faites à l'enquête sur ces diverses tentatives, mais ces faits peuvent donner l'espoir que l'institution pourra fonctionner avec avantage. Nous examinerons plus tard les réponses à l'enquête, l'opportunité d'une législation et la meilleure forme qu'il conviendrait de lui donner.

Le travail qui précède n'est qu'un exposé de situation n'ayant d'autre but que de faire connaître les précédents et de signaler les faits les plus importants relatifs à l'arbitrage et à la conciliation. Ce n'est qu'après l'enquête que nous formulerons nos conclusions.

VICTOR BRANTS,
professeur à Louvain.

(1) Lettre du 23 décembre 1880 de M. Weiler à M. Passy, *Journal des économistes*, 1881, p. 461. — F. Bollaert, *Les institutions ouvrières aux charbonnages de Mariemont et Bascoup*. Morlanwelz, 1884. Nous remercions vivement M. Weiler des renseignements personnels qu'il a bien voulu nous donner sur une tentative dont il a le grand mérite.

UN BUDGET FÉODAL AU XV^e SIÈCLE ⁽¹⁾

Le 5 mai 1495, 7 gens d'église, 14 nobles et 30 vavasseurs se réunissaient au château de Longueville, appelés à déposer sous serment de ce qu'ils savaient touchant les droits et charges du comté de Longueville. Leurs dépositions mises en ordre et rédigées en forme de mémoire donnent un état détaillé des recettes et des dépenses annuelles avec tous les renseignements divers qui peuvent découler d'un tel document.

Quels impôts étaient perçus par le seigneur, de quelle nature étaient les redevances, combien de personnes étaient chargées des différents services publics du comté, à combien montaient leurs gages ou leurs fermages, quel était le prix de telle ou telle denrée, voilà ce que fournit l'information de 1495. La comparaison des chapitres de ce budget donne un tableau précis de l'organisation d'un fief, non plus à travers les âges, avec ses modifications successives, mais à une date déterminée.

Le comté de Longueville, qui appartenait alors au petit-fils du fameux Dunois, François II d'Orléans, en faveur de qui, dix ans plus tard, il fut érigé en duché, s'étendait sur 210 paroisses de la Haute-Normandie, et avait droit de patronage sur 23 églises et chapelles et sur 6 prébendes de chanoine.

Les recettes forment un total de 3,840 l. 11 s. 6 d.; elles proviennent de deux impôts, le fouage et le tiers et danger, des domaines fiefés et non fiefés, et de quelques autres sources particulières.

Le fouage, comme son nom l'indique, était levé par feux tous les trois ans, et il est évalué par an à 90 l. 4 s. 8 d.; 5,415 feux étaient soumis à cet impôt de un sol par feu, ce qui permet d'estimer à environ 25,000 âmes, plutôt plus que moins, le nombre des habitans du comté (il faut remarquer que ni les nobles, ni les ecclésiastiques, ni les possesseurs de moins de 20 sols de rente ou de 40 sols de biens mobiliers ne payaient le fouage). Le tiers et danger était un droit de plus de 43 % (un tiers et un dixième) perçu lors des ventes de bois, il rapportait 170 l. 10 s. Les redevances féodales forment la majeure partie des recettes, plus des deux tiers; elles s'élèvent à 2,073 l. 10 s. 10 d. et sont payées, partie en espèces, partie en nature (821 l. 3 s. 3 d.) principalement en grains, en chiffres ronds 289 mines d'avoine, 277 d'orge et 73 de froment.

Voici une série de prix tirés de ce compte : Avoine, 15 sols la mine ; — orge, 5 sols la mine ; — froment, 10 sols la mine ; — chapon, 1 sol 6 deniers ; — oie, 5 sols ; — œufs, 2 sols 1 denier le cent ; — harengs frais, 5 sols le cent ; — poivre, 8 sols la livre. Les bois seigneuriaux, au nombre de 287 acres, donnaient un revenu évalué pour chaque année à 65 livres 3 sols. Le

(1) Les renseignements suivants sont tirés du manuscrit portant le n° 48 sur le catalogue de la Bibliothèque de Dieppe (pièces sur le duché de Longueville).

YONNE. — *Martenot* (Auguste), administrateur de la Compagnie de Châtillon-Commentry, à Ancy-le-Franc, prés. par MM. Martenot et Gibon.

RUSSIE. — *Gorski* (Constantin), rue Mazovie, 6, à Varsovie, prés. par M. Fudakowski.

UNIONS D'ORLÉANAIS ET BERRI. — Le groupe d'Eure-et-Loir a tenu à Chartres sa première séance sous la présidence de M. le marquis de Pontoi, ancien député. Il s'agissait d'une de ces réunions presque intimes, charmantes par leur simplicité et qui sont ordinairement les plus utiles pour le travail des membres, la propagande des idées et le recrutement des groupes. M. le comte d'Anthenaise a lu la monographie d'une commune du Perche qui a donné lieu à une discussion des plus intéressantes. Malgré bien des traits heureux, on a trop souvent à constater la détresse de l'agriculture, l'endettement de la petite propriété, la nécessité de replanter en bois les terres peu fertiles, et en outre la diminution de la natalité, l'émigration des populations rurales, enfin les ravages de l'alcoolisme et l'étiollement de la race. La réunion s'est ajournée à l'automne pour la lecture d'un mémoire de M. J. de Reviers de Mauny.

UNIONS DE MARCHE ET LIMOUSIN. — La réunion régionale d'Aubusson à laquelle sont conviés les membres de la Creuse, de la Haute-Vienne, de la Corrèze, du Cher et de l'Indre, se tiendra le 18 juillet. Nos confrères, à l'exemple du congrès de Plymouth, ont ajouté un concert à leur programme. La séance aura lieu à deux heures ; elle comprendra le résumé des travaux du groupe d'Aubusson, une étude de la corporation des tapissiers et deux monographies marchaises ayant pour objet l'une un paysan, l'autre un mineur. Nous espérons que nos collègues y viendront en grand nombre, heureux de se trouver unis par des sentiments communs : d'abord le souvenir que chacun garde du regretté fondateur du groupe d'Aubusson, M. Ch. Sallandrouze le Moulléc ; ensuite le dévouement que tous portent à l'œuvre de paix et de réforme personnifiée par le nom de F. Le Play.

UNIONS DE BAS LANGUEDOC ET CÉVENNES. — *Un exemple à suivre.* — Le 10 juin dernier, une vingtaine d'étudiants en droit de la Faculté de Montpellier, parmi lesquels quelques Egyptiens, partaient pour une *visite industrielle et sociale*, semblable à celle dont les Unions ont donné l'exemple. Le professeur d'économie politique de cette Faculté, M. Gide, les conduisait visiter la fabrique de M. Maistre, à Villeneuve, près de Clermont-l'Hérault. Nous n'avons pas besoin de rappeler que M. Maistre appartient à la Société d'économie sociale et aux Unions depuis de longues années et que son établissement a obtenu une mention honorable à la grande enquête internationale de 1867. Cette usine, qui est affectée spécialement à la fabrication des draps pour l'armée, présente le curieux spectacle d'une commune appartenant à un seul propriétaire, habitée uniquement par la famille du directeur et celles de 300 ouvriers environ, avec son église et son école, entourée d'un mur, fermée de portes, et formant ainsi un petit monde isolé. — Elle offre surtout un remarquable exemple de la permanence des engagements, puisqu'il y a là des familles d'ouvriers qui sont sur les lieux depuis trois et quatre générations, et du patronage exercé comme l'entend l'école, puisque le patron vit dans la même enceinte, presque sous le même

toit que ses ouvriers et mange le même pain. Il ne leur fait payer aucun loyer. Le professeur, bien que n'appartenant pas à l'école de F. Le Play, a profité de cette excursion pour consacrer une leçon à exposer la doctrine et la méthode de l'Ecole de la paix sociale.

UNIONS DU LYONNAIS, DU FOREZ ET DU DAUPHINÉ. — La réunion générale, à laquelle plusieurs membres des Unions voisines avaient été conviés, a eu lieu le dimanche 16 mai. La séance s'est ouverte à deux heures, dans la grande salle de la Société de géographie, sous la présidence de M. Beaune, assisté de M. le Dr Bouchacourt et de M. Chambert. — M. Guise a fait un rapport sur la *Corporation des tisseurs lyonnais*, fondée en décembre 1883. Elle est exclusivement composée d'ouvriers et constitue un syndicat qui représente déjà 1,800 métiers. Ce groupe, qui s'appuie sur l'idée chrétienne, est appelé à rendre de grands services à la classe ouvrière dont le sens pratique commence à comprendre combien la paix sociale est préférable aux luttes stériles. L'étude de M. Guise paraîtra prochainement dans la *Réforme sociale*, et nous nous bornons à la signaler. — M. le Dr Bouchacourt, professeur honoraire à la Faculté de médecine et ancien président de l'Académie de Lyon, a présenté ensuite une remarquable communication sur le *service des hospitalières lyonnaises* ; il a rappelé l'origine huit fois séculaire de ces servantes dévouées des pauvres et des malades, a décrit leur organisation et raconté les divers incidents de leur longue histoire. Nous espérons également que cette attachante étude pourra être publiée.

M. Beaune a donné lecture, au nom de M. Parisot absent, d'un fragment inédit sur la *Chambre du commerce de Lyon au XVIII^e siècle*. Mettant en lumière les efforts faits au siècle dernier par la Chambre de commerce pour protéger et développer l'industrie lyonnaise, le savant auteur de l'*Histoire de la soie* montre que les questions de libre-échange et de protection ne sont pas nouvelles, et que nos pères les ont résolues tour à tour en sens divers selon les intérêts en jeu ; il fait voir également que des crises analogues aux nôtres et provoquées par des causes semblables ont affligé le siècle dernier, et que presque toujours, grâce à l'énergie développée pour les combattre, elles ont eu une solution favorable. — M. Satre a traité ensuite la question des *logements ouvriers*. Rappelant le livre éloquent de M. G. Picot et sa conclusion sur l'urgence du *devoir social*, il a montré comment on peut, à l'imitation des sociétés anglaises, construire des maisons qui rapportent un intérêt rémunérateur aux capitaux engagés, et qui assurent à l'ouvrier un foyer salubre et la vie de famille. — Enfin l'assemblée, sur la proposition de M. Beaune, a décidé de donner en prix quelques-unes des œuvres de Le Play aux élèves de l'Ecole La Salle qui ont le mieux suivi cette année les conférences d'économie sociale données par plusieurs de nos confrères.

S. G.

Ajoutons que, le 11 avril dernier, M. Henri Beaune avait terminé la série de ces conférences par un entretien familial sur la *Richesse et la pauvreté*. Cette conférence a été, sur la demande de ses auditeurs, imprimée en une brochure qui vient de paraître à Lyon, chez MM. Delhomme et Briguët, libraires. (Prix *franco*, 0 fr. 60.)

UNIONS DE FRANCHE-COMTÉ. — Encore un exemple du développement con-

tinu des Unions. Nos confrères ont tenu leur première réunion régionale à Besançon, le dimanche 4 juillet, sous la présidence de M. Lombart, ancien conseiller à la cour d'appel, assisté de MM. Henri Mairot, Louis Guerrin et Louvot, secrétaire. Après diverses communications relatives à la réunion annuelle de Paris et aux progrès de la propagande dans l'Est, deux rapports importants ont occupé la séance : 1° *l'histoire et la science sociale*, par M. Pingaud, professeur à la faculté des lettres ; 2° *études sur les fromageries franc-comtoises*, par M. Péquignot, bâtonnier de l'ordre des avocats. Nous donnerons prochainement une analyse de ces travaux.

BELGIQUE. — La Société belge d'économie sociale réunissait à Liège le mercredi 30 juin, sous la présidence de M. le comte de Bousies, un grand nombre de membres et quelques invités de France : MM. le Ch. Henry, Ch. Lagasse, V. Brants, Dejace, H. Francotte, de Favereau, de Smed, Van der Elst, Léon de Monge, E. et A. Henry, René Stourm, Sépulcre, Goffin, Delaire, Van Caloen, Joly, Halleux, de Ridder, Picard, de Rosen, etc. La journée, très bien préparée par MM. Dejace, Francotte et Brants, a été des plus intéressantes : en attendant une étude complète des établissements industriels qui ont été visités, nous signalerons : l'organisation de l'armurerie par petits ateliers domestiques ; une société coopérative d'alimentation économique, donnant de fort beaux dividendes et aussi remarquable par le bon marché des consommations (aucun spiritueux) que par la propreté de la cuisine et du réfectoire ; enfin la cristallerie du val Saint-Lambert, avec ses 2 000 ouvriers qu'un patronage éclairé a su conserver dans d'excellents rapports volontaires permanents, etc. Le retour s'est effectué sur la Meuse par un temps superbe et un banquet cordial a terminé cette journée si bien remplie.

MM. Austry, de Peyralade, Joulin, Honnorat, A. Marion, Durrieux, Leclercq-Huet, Charmetant, J. Lejeune, Warner, G. David, P. de Coubertin, L. Allantaz, le comte Daru, J. Le Picard, H. Marion, Ern. Michel, H. Clément, Chassignet, Béchaux, Dr Kaempfe, Boyenval, J. Ferrand, Doat, le marquis de Froissard, Darler, de Pruines, le comte d'Anthenaise, Vigoureux, Ch. Maurras, M. de Lauversin, le marquis de Sainte-Croix, Boucherd'Argis, Welche, A. Méplain, Mourral, H. de Beaumont, Goffinon, Brelay, A. Gibon, D. Touzaud, Chauffard, le comte Bardi-Serzelli, Sevin-Reybert, Guise, E. de Thieriet de Luyton, A. Foray, A. Zimmermann, Aug. Geoffroy, M. Gaussen, de Garidel, Dr Poitou-Duplessis, A. Wilbois, Urbain Guérin, H. Beaune, de Boismarmin, J. Fourdinier, Barbet-Serret, F. d'Orval, Chamberl, l'abbé Pasquier, Duquaire, A. Saglio, de Maisonfort, A. Mathieu, A. d'Amman, H. Mairot, E. Roche, P. du Maroussem, P. de Saint-Victor, A. de Lansac, R. Bedel, Fournier de Flaix, V. Brants, C. Gide, S. Fudakowski, Lahaussais, Desgrand, Charreire, Dejace, Fraacotte, ont adressé des communications ou des présentations dont nous les remercions en les priant de continuer aux Unions le concours de leur actif dévouement.

A. DELAIRE.

Le Gérant : C. TREICHE.

Paris. Imp. F. LEVÉ, rue Cassette, 17.

LES RÉFORMES POSSIBLES

EN MATIÈRE SUCCESSORALE

RAPPORT PRÉSENTÉ A LA RÉUNION ANNUELLE DANS LA SÉANCE DU 24 MAI 1886.

Messieurs,

Vous inscrivez sur votre drapeau une noble devise : *Réforme sociale*.

Qui dit *réforme* n'admet ni le statu quo, ni la révolution. Réformer c'est reconnaître que l'homme n'est ni absolument bon, ni absolument mauvais, qu'il est faible, qu'il est infirme. Ses institutions sont comme lui, elles doivent être améliorées ; il ne faut ni les créer *a priori*, ni les détruire ; l'homme et ses œuvres sont guérissables.

Par le mot *sociale*, vous indiquez que le but doit se poursuivre, quel que soit le régime gouvernemental. Sous la monarchie, l'empire, la république, le résultat cherché peut être atteint ; il est indépendant de la forme politique.

C'est avec cette double idée que j'aborde la question de la réforme successorale. N'attendez pas de moi un discours. Je ne veux qu'indiquer un programme, dresser une simple table des matières.

Pour accomplir cette tâche modeste et pratique, l'essentiel est d'être clair. Pour être clair, il faut bien poser les questions. Demandons-nous trois choses : 1° Quelle est la législation actuelle ? 2° Correspond-elle à l'état social ? Augmente-t-elle certains maux, certains périls que nous constaterons, ou est-elle de nature à les guérir ? 3° Quelles seraient les modifications à apporter, dans ce but, aux lois en vigueur ?

I

La législation actuelle règle deux ordres de successions, la succession testamentaire, la succession *ab intestat*.

Parlons d'abord de la première. C'est la plus élevée. Plus l'homme travaille, plus il produit de bonnes et grandes choses, plus il songe à régler le sort du patrimoine dû à son labeur. Le testament est d'un fréquent usage dans tous les milieux de civilisation avancée ; le testateur désire se survivre par la distribution de ses biens ; plus la tâche qu'il a commencée est grande, plus il tient à léguer à d'autres

le soin de la continuer. Il croit à son œuvre, il croit à sa propre immortalité, et il teste.

Si, au contraire, l'homme n'a pas prévu, s'il est surpris par la mort avant d'avoir réglé ce qui peut se passer après lui, le législateur parle à sa place et fait lui-même la distribution des biens ; c'est la succession *ab intestat*.

L'économie générale de la succession testamentaire organisée par nos lois est celle-ci. L'homme qui n'a ni ascendants ni descendants dispose souverainement de son patrimoine. S'il a des ascendants, et c'est un cas qui se réalise rarement, le père et la mère décédant habituellement avant leurs enfants, le testateur voit naître une première réserve ; chaque ligne prend un quart de la succession, et lorsque les ascendants existent dans les deux lignes la réserve est de moitié. S'il a des enfants, et c'est le cas habituel, il est obligé de respecter une autre réserve. Cette réserve est de la moitié de ses biens s'il n'a qu'un enfant, des deux tiers s'il en a deux, des trois quarts s'il en a trois et un plus grand nombre (art. 913 C.). Puis la loi et la jurisprudence lui imposent un mode de lotissement déterminé de telle sorte que chaque enfant ait, dans la mesure du possible, part égale d'immeubles et part égale de meubles (826 et 832 C.).

Quant à la succession *ab intestat*, elle est ainsi réglée par la loi. Le patrimoine se partage entre les enfants par portions égales. A défaut d'enfants, le plus proche parent arrive, soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle. Une moitié de la succession est attribuée à chaque ligne. Le conjoint survivant n'est appelé que lorsqu'il n'y a plus de parents au degré successible, c'est-à-dire après le douzième degré ; il passe même après l'enfant naturel.

Le fisc perçoit, lors de l'ouverture de la succession testamentaire et de la succession *ab intestat*, des droits fort élevés. Sans entrer aujourd'hui dans des détails, constatons deux points. Le premier, c'est que ces droits sont bien plus lourds, lorsque le père dote, gratifie, ou partage, de son vivant, que quand il laisse l'enfant arriver à la succession *ab intestat* par le seul fait de la mort. Le second point, c'est que la licitation ou le partage des petits biens échus aux héritiers mineurs absorbe une grande partie de l'actif, les frais préparatoires étant absolument les mêmes pour le patrimoine modeste et le patrimoine opulent.

Voici le résumé de la législation actuelle. Pour la juger, voyons les maux dont nous souffrons, et demandons-nous si cette législation est de nature à les aggraver, ou à les guérir.

II

Le premier malaise social que je constate, est l'affaiblissement général du principe d'autorité dans les familles. Cet affaiblissement s'accroît à tous les degrés et dans toutes les classes. L'école du respect semble disparue.

Dans les régions un peu élevées de la société, combien le lien qui rattache l'enfant au père et à la mère se relâche, et se brise facilement ! Les nécessités de l'éducation l'internent loin du foyer domestique. Rentré près des siens, il se plie difficilement aux habitudes de la famille, va dans les grands centres pour y suivre l'enseignement supérieur, et prend rarement, quand il fait quelque chose, la profession du père.

Dans les classes rurales, il trouve dur le travail des champs, préfère le haut salaire et les jouissances des villes. Même quand le cultivateur garde ses enfants près de lui, son pouvoir décline dès que ses forces faiblissent. Souvent il est obligé de partager le patrimoine, le jour où il ne peut plus tenir la charrue ; il se contente alors d'une modique rente, puis il vit comme un hôte délaissé au foyer qu'il ne dirige plus, jusqu'au jour où la mort libérera les enfants d'une dette qu'ils paient souvent à regret.

Dans les familles d'ouvriers, l'instabilité est plus grande encore, et le lien bien plus fragile.

Une loi successorale qui laisserait au père et à la mère le droit de disposer plus largement de leurs biens fortifierait cette autorité qui décroît, et sans laquelle la famille n'est plus un centre d'éducation pour ceux qui devront un jour établir de nouveaux foyers.

Un grand mal, au point de vue moral et économique, c'est le morcellement trop grand de la terre. En 1881, on comptait en France 44,298,008 cotes foncières, 24 millions de parcelles pour 31 millions d'hectares, et 4,815.500 exploitations ayant moins de 5 hectares.

Si la division de la propriété territoriale en un grand nombre de mains est un bien, si elle intéresse la masse des habitants à la stabilité sociale et assure sur beaucoup de points une culture plus intense et plus active, elle entraîne, poussée trop loin, de graves inconvénients. Le foyer domestique abritant la famille entière disparaît : il se partage ou passe à d'autres mains que celles des enfants. Or le foyer, c'est la tradition, c'est le souvenir de l'enfance et des aïeux, c'est le résumé des saines influences qui éloignent du mal ou ramènent au bien. Quand on le retrouve après l'absence, tout un passé renaît dans nos mémoires attendries, et un passé salubre. Nous

sentons que ce foyer est le repos et la vie, nous revenons à lui comme les moutons du troupeau reconnaissant le chemin de la bergerie à la vue des flocons de laine laissés aux buissons du voisinage.

Puis, que de pertes pour la culture elle-même dans ces émiettements de l'héritage en parcelles toujours de plus en plus petites. Comptez, à la fois, le terrain pris pour les petites maisons qui remplacent la grande, pour les haies, les clôtures devenues nécessaires, comptez le temps perdu pour aller cultiver ces parcelles éloignées les unes des autres, les difficultés de la surveillance, les contestations entre voisins à raison de l'enclave. L'impossibilité absolue de se servir des machines qui économisent le temps et les bras, et la difficulté d'appliquer les nouveaux procédés agricoles.

Enfin, restreinte sur un emplacement qui suffit à peine à ses besoins, la famille du petit propriétaire économe et soucieux de l'intégrité de son bien cesse d'être féconde. On calcule les enfants, on fait des aînés en supprimant les cadets. Ainsi en France, on compte annuellement 1 naissance pour 37 habitants : on en compte 1 sur 20 habitants en Russie, 1 sur 25 en Allemagne, 1 sur 27 en Angleterre, 1 sur 28 en Espagne. Ajoutons que découragés de ne pouvoir garder intact l'héritage et la situation paternels, les enfants quittent les campagnes pour la ville, et la forte race agricole qui faisait les soldats d'autrefois diminue ou décroît.

Une loi successorale qui permettrait de sauvegarder l'intégrité du foyer domestique arrêterait le morcellement indéfini. Elle serait accueillie comme un bienfait par toutes les classes. Ceux qui possèdent depuis longtemps, rattachent à la demeure et au domaine paternels mille souvenirs qui les élèvent ou qui gardent leur situation dans le monde; ils feraient ce qu'il faut pour garder intacts cette demeure et ce domaine. Ceux qui possèdent peu et depuis une date récente, trouveraient dans cette loi un stimulant puissant pour féconder l'héritage et l'agrandir : le paysan qui vit de la terre, qui est en contact quotidien avec elle, qui l'arrose de ses sueurs, de celles de ses enfants, s'attache à elle avec une sorte de culte et d'apreté. Il tiendra plus que tout autre à la laisser entière à ceux qui, élevés à son école, continueront son œuvre.

Un autre mal qui s'ajoute à tous ceux dont j'ai parlé, c'est la difficulté pour la France d'avoir en ce moment des colons sérieux. Or, il ne faut pas se faire d'illusions. Avec la révolution économique qu'amènent forcément les chemins de fer, le télégraphe, les communications nouvelles, une nation qui ne colonise pas est sûre de décroître et de perdre son rang dans le monde. Elle se ruine en important plus qu'elle n'exporte. Elle n'a plus de débouchés pour son activité, son commerce, pour le trop plein de sa population,

et pour les natures aventureuses dont les impatiences ou les convoitises menacent sa sécurité.

La réforme de la loi successorale aidera plus que tout autre moyen à nous rendre colonisateurs. Avec quels éléments avons-nous fait autrefois de si brillantes colonies? Avec des cadets de famille, allant chercher la fortune, poussés par le besoin de se faire une situation, ayant l'amour du travail, celui des voyages, et la bravoure qui supporte tout pour arriver. Oui, le Français peut coloniser comme tout autre; c'est lui qui a fait le Canada qui se souvient de nous et que nous n'oublions pas. Ah! nous en comprenons maintenant la perte, et nous ne répéterions plus ce mot de Voltaire commentant le désastreux traité de Louis XV avec un trait d'esprit: Que de bruit, disait-il, pour quelques arpents de neige! Aujourd'hui nous savons qu'il nous faut des colonies et que nous n'avons pas les vrais colons. On se dispute sur la terre de la mère-patrie les bribes de l'héritage paternel qu'on appauvrit en le morcelant, et on ne voit partir pour les terres nouvelles qui peuvent être les auxiliaires de notre influence, que des gens tarés ou des émigrants sans pécule.

Eh bien, une loi successorale qui permettrait de distribuer les biens suivant les aptitudes des enfants, de ne laisser qu'à un seul le domaine familial cultivé déjà par lui, de donner aux autres le capital ou d'autres unités, cette loi-là nous assurerait, dans un temps donné, des colons volontaires, des colons qui prospéreraient, au lieu de ceux qui n'émigrent que sous le coup de la faillite et de la misère.

J'ai exposé ce qu'était la loi actuelle; j'ai signalé les maux dont nous souffrons, et indiqué combien cette loi était impuissante à les conjurer. J'aborde le troisième point, celui des modifications à porter à l'œuvre législative.

III

Beaucoup d'esprits fort sérieux veulent l'abolition de la réserve et le droit absolu pour le père de disposer souverainement de tout son patrimoine après lui. Je ne saurais aller jusque-là. Cette solution ne concorde pas avec nos mœurs, notre histoire, nos habitudes, et je ne la crois pas en outre conforme à l'idée de justice absolue. La réserve rappelle l'unité de la famille, la solidarité du lien qui doit unir tous ses membres. C'est au nom de cette solidarité que vous acceptez une réserve pour l'ascendant qui a donné la vie; au nom du même principe n'êtes-vous pas obligé de l'accepter pour l'enfant qui l'a reçue? En le mettant au monde, le père et la mère n'ont-ils pas l'obli-

gation morale de l'élever, de lui laisser l'instrument de travail qui lui permettra de vivre dans une situation analogue à la leur?

Eh bien la réserve traduit cette obligation. Elle rappelle au père qu'il a des devoirs en même temps que des droits, et que sa paternité n'est une puissance que parce qu'elle est une fonction.

Mais je donnerais au père et à la mère le droit d'exhérédation. Ils pourraient dans des cas déterminés priver l'enfant de la réserve, soit d'une façon absolue, soit d'une façon relative. Ils auraient le droit d'exhérer absolument l'enfant si celui-ci les déshonore, s'il élève autel contre autel, s'il est indigne dans des conditions analogues à celles que l'art. 727 du code civil indique comme empêchant de succéder. Ils auraient le droit d'exhérer relativement, si l'enfant n'est qu'un être faible, un prodigue, incapable de conserver et de faire fructifier le patrimoine, sans compromettre tout-à-fait le nom paternel. Cette exhérédation relative laisserait à l'enfant une pension au lieu d'un capital ou d'une terre, une sorte de rente viagère assurée sur sa tête et disparaissant avec lui.

Pour l'exhérédation absolue ou l'exhérédation relative, il y aurait une garantie, la faculté pour l'exhéréde de soumettre la question au juge et de prouver qu'il ne mérite pas l'exclusion prononcée, qu'il ne rentre pas dans les cas prévus par la loi.

Qu'on ne s'alarme pas de cette intervention du juge? Elle peut être réglée par une procédure sommaire et discrète. Et qu'aurait d'étrange ce rôle du magistrat, quand nous lui soumettons déjà des questions de famille autrement délicates? N'est-il pas chargé d'entendre, de chercher à réconcilier les époux qui se séparent, d'interroger ceux qu'on veut interdire ou auxquels on tient à donner un conseil judiciaire? Ne se prononce-t-il pas sur les exclusions de la tutelle?

Ce droit d'exhérédation dans des cas déterminés et sous le contrôle du juge existe dans le code autrichien, dans le code bavarois, dans le code du canton de Vaud. Le code autrichien admet l'exhérédation pour l'abjuration du christianisme, pour l'abandon du testateur, pour une condamnation à 20 ans de travaux forcés, pour une vie contraire à la morale publique. — Le code bavarois l'admet pour des actes graves d'ingratitude, pour fait de sorcellerie, pour adultère avec le beau-père ou la belle-mère, pour l'exercice d'une profession honteuse, pour avoir empêché de faire un testament. — Je ne parle pas de l'Angleterre et des États-Unis, où l'exhérédation peut avoir lieu sans motif.

Sans copier bien entendu ces législations étrangères, la loi française pourrait admettre le principe de l'exhérédation dans des cas déterminés, avec la garantie d'un appel au magistrat qui vérifierait,

sur la demande des intéressés, si les motifs légaux d'exhérédation existent. Ce serait là une réforme capitale.

C'est la première dont je devais parler, c'est celle que vous trouverez peut-être fort absolue.

Si vous ne voulez pas aujourd'hui arriver à une aussi grande extension de l'autorité testamentaire du père, parce que les mœurs n'y seront pas préparées, parce que le législateur actuel a des préjugés, accordez au moins au père la libre disposition de la moitié de ses biens, quel que soit le nombre de ses enfants.

Sous la loi actuelle, la quotité disponible pour le père est de moitié s'il n'a qu'un enfant, du tiers s'il en a deux, du quart s'il en a trois ou un plus grand nombre. Dans ce système de réserve proportionnelle, le père dispose d'autant moins de son patrimoine, qu'il a plus d'enfants. Son autorité décroît, à mesure qu'il assure la perpétuité de la famille et la prospérité du pays. Une semblable disposition est contraire à la justice et à une économie politique tant soit peu rationnelle.

Accordez au moins au père le droit de disposer de la moitié de ses biens, quel que soit le nombre de ses enfants. En l'an XI, dans la séance où on discutait au Conseil d'Etat la question de la réserve, alors qu'on voulait écarter les dispositions draconiennes et injustes des lois du 7 mars 1793 et du 17 nivose an II qui réduisaient à néant la faculté de tester, le premier Consul n'hésitait pas déjà à conseiller une large quotité disponible. La loi autrichienne la fixe à la moitié des biens. La loi italienne fait de même. Le canton de Vaud suit une règle semblable. On sera d'accord avec les législations étrangères les plus autorisées, en adoptant chez nous au moins une quotité disponible s'étendant à la moitié du patrimoine et je ne vois aucune raison sérieuse contre cette réforme à la fois pratique et modeste.

Il en est une autre qui s'impose encore plus impérieusement, et qui est la modification des art. 826 et 832 du Code civil, relatifs à la composition des lots dans le partage. Ces articles veulent que chaque cohéritier ait autant que possible part égale de meubles et part égale d'immeubles. Une semblable disposition amène dans la propriété un morcellement indéfini, et paralyse l'influence que le père doit garder dans l'éducation de ses enfants et la direction de leurs aptitudes.

On s'explique que ces articles aient figuré en 1804 dans le Code civil. A cette époque l'immeuble était tout, le meuble n'était rien, et on ne voulait pas qu'avec la composition des lots on ressuscitât le droit d'aînesse, ou les préciputs de l'ancien régime. Mais aujourd'hui les valeurs mobilières ont décuplé ; le retour au vieil ordre de choses

n'est plus possible. La situation économique est absolument changée : les chemins de fer, le télégraphe, la rapidité de toutes les communications placent sur le même rang la fortune mobilière et la fortune immobilière. Il faut que le propriétaire soit libre pour le lotissement, lorsqu'il veut distribuer ses biens et les partager. Enfin il n'y a pas une législation étrangère, admettant la réserve, qui ait gardé ces dispositions restrictives des articles 826 et 832.

En France même, on a souvent demandé leur abrogation. Elle était écrite dans le projet de loi sur les réformes de la procédure civile discuté au conseil d'Etat en 1867. Elle figurait dans le nouveau projet déposé au Sénat sur la même matière le 28 juin 1870, par le ministère Ollivier. A l'Assemblée nationale de 1871, M. Lucien Brun, aujourd'hui sénateur, M. Bethmont actuellement premier président de la Cour des comptes, faisaient prendre en considération une proposition dans ce sens. Toutes les enquêtes agricoles ou commerciales ont demandé cette modification. Mais chez nous, il est écrit que les préoccupations ardentes de la politique, rendent à peu près impossibles les changements les plus utiles, ceux mêmes sur lesquels les partis opposés tombent d'accord.

Comme pour rendre cette vérité plus saillante, et faire ressortir notre impuissance à réformer, chaque pays enlevé à la France et gardant le Code français, a abrogé les articles 826 et 832 le lendemain de la séparation. L'île Maurice a le Code Napoléon, mais elle a effacé cette entrave. L'Alsace-Lorraine garde également notre Code, mais la loi du 4^{er} décembre 1873 a biffé pour elle ces deux articles.

Voilà les réformes possibles pour la succession testamentaire, et je les indique par ordre d'importance : — faculté d'exhérer dans des cas déterminés ; — quotité disponible fixée d'une manière invariable au moins à la moitié des biens ; — abrogation des règles restrictives pour la composition des lots.

Dans la succession *ab intestat*, je ne demanderais qu'une seule modification de la loi existante : une part plus large faite au conjoint survivant. L'appeler après le parent au douzième degré, après l'enfant naturel, c'est nier l'unité du groupe familial, la solidarité de travaux et d'intérêts, qui, pendant la vie commune, doit constamment rapprocher les deux époux. Celui qui survit a le dépôt des traditions qui ont fait la famille. Il doit continuer l'éducation des enfants si elle n'est pas achevée, avoir la tutelle s'ils sont encore mineurs, dans tous les cas assister moralement ceux qu'il élevait avec le défunt. Il a été à la peine, il doit être à l'honneur ; il est le plus désigné des successeurs. Aussi je comprends le côté élevé de cette coutume de Valenciennes qui, dans l'ancien droit, donnait à la veuve

un douaire ou une part successorale d'autant plus forte qu'elle avait plus d'enfants. Cette vieille coutume avait jugé que l'œuvre des deux époux continuait, que la veuve devait la poursuivre, et qu'on ne pouvait trop augmenter son influence en lui donnant une large part du patrimoine.

Eh bien, aujourd'hui, n'ayez pas de douaire pour le survivant qui se remarie, pour celui contre lequel on prononce la séparation de corps ou le divorce. Mais en dehors de ces cas, où le conjoint lui-même semble se soustraire à sa tâche, faites de lui un héritier, et qu'il ait, sous le nom de douaire, sa part de patrimoine dans l'héritage de l'époux qui précède. En agissant ainsi, nous serons d'accord avec la plupart des législations étrangères et nous entrerons dans une voie que les contrats de mariage semblent indiquer eux-mêmes, en stipulant souvent une part pour le survivant.

Enfin, soit dans la succession testamentaire, soit dans la succession *ab intestat*, il est une dernière réforme qui devrait s'accomplir. C'est celle qui porterait sur les lois fiscales en matière de mutation, de licitation et de partage.

Qu'à chaque décès, l'Etat prélève un impôt sur les biens qui vont changer de mains, rien de mieux. Mais là où l'abus commence, c'est lorsque l'impôt double pour les actes qui investissent les enfants du vivant du père, comme si on eût voulu entraver ces actes eux-mêmes. L'enfant gratifié par contrat de mariage, par donation, par partage d'ascendants, paie bien plus que celui qui hérite *ab intestat* ; et nouvelle entrave au partage en nature, au risque d'augmenter le morcellement, la loi fiscale augmente le droit pour la soulte. Toutes ces surélévations de droits devraient disparaître.

Là encore où l'abus prend des proportions plus exorbitantes, c'est lorsqu'on exige, en matière de partage ou de licitation judiciaire, les mêmes frais préparatoires pour les petits biens et pour les grands biens. Ces frais préparatoires restant invariables, la valeur des petits biens est souvent absorbée jusqu'à concurrence de la moitié ou des trois quarts par les dépenses de procédure, et celle des grands biens ne supporte qu'un prélèvement de 10, de 8, ou de 5 0/0.

L'injustice est si grande qu'on a fait quelque chose, mais quelque chose de bien insuffisant. La Chambre qui a précédé celle élue en 1885 a voté, en 1884, une loi qui réduit les frais de justice pour la licitation des biens d'une valeur de 1,000 à 2,000 fr. — Cet allègement indique le mal, mais est loin de le guérir. — Que d'immeubles au-dessus de 2,000 fr., n'atteignant pas un chiffre bien plus élevé, seront ainsi mangés par les frais préparatoires ; et, dans ces cas qui sont les plus nombreux, impossibilité pour le paysan de racheter à ses cohéritiers ; impossibilité de garder le modeste foyer paternel, et

nécessité d'émigrer seul ou avec sa famille vers les centres industriels ou les grandes villes. L'extension de la loi de 1884 dans une large proportion s'impose donc pour tous les esprits sérieux qui ont vu les faits de près.

Messieurs, j'ai tenu ma promesse. Indiquant les traits généraux d'un programme, j'ai fait une simple table des matières. J'ai dit la loi actuelle, les maux dont nous souffrons, les modifications qu'on peut, pour les atténuer ou les guérir, apporter à la législation existante.

En terminant, je réponds à une objection qui est dans l'esprit de beaucoup de mes auditeurs : Croyez-vous, me dira-t-on, qu'on usera de la loi réformée ? Est-ce qu'on use même maintenant de la quotité disponible restreinte qu'autorise aujourd'hui le code ? Et on ajoute : La guérison ne viendra pas des lois, elle viendra des mœurs ; à quoi bon dès lors changer les lois !

Oui, les mœurs sont beaucoup, et les lois sont peu, mais entre les mœurs et les lois, il y aura toujours une relation nécessaire. Qui ne reconnaît qu'une mauvaise loi engendre tôt ou tard, au point de vue moral, des effets déplorables ? Eh bien, une bonne loi ne réforme pas la situation du jour au lendemain, mais elle est le point d'appui pour les initiatives courageuses qui se consacrent à l'œuvre nouvelle, ou à l'amélioration de l'œuvre commencée.

Si vous descendez dans le détail, vous verrez que la faculté d'exhérédation sera une arme puissante pour le père, même s'il n'en use pas ; que le pouvoir de faire les lots, suivant les aptitudes de ses enfants et non selon la nature des biens, l'encouragera à maintenir ses créations agricoles ou industrielles et à assurer l'avenir ; que le conjoint survivant, appelé lui aussi à l'héritage, gardera une autorité salubre à tous, lui permettant de maintenir l'unité de groupe.

Ah ! sans doute le résultat sera lent : on ne pratique pas une loi nouvelle du jour au lendemain. Puis, nul vent favorable ne pousse le navire et n'enfle les voiles. Mais si les temps sont durs, si l'horizon est sombre, raison de plus pour les âmes vaillantes de parler haut du péril et du remède. Tôt ou tard, les découragés se relèvent, les timides se rassurent, ils sentent le besoin de se grouper autour des cœurs qui osent, et ils suivent alors ceux qui, à aucune heure, et dans aucune crise, n'auront désespéré de la patrie et de l'avenir.

PINARD.

L'ALMANACH RURAL

SON RÔLE COMME PUBLICATION POPULAIRE

I

Nos amis qui ne voyagent que pour se distraire, qui passent la nuit en sleeping car et qui le Baedeker en main dès le matin se contentent de visiter les monuments ou d'admirer les points de vue, ne peuvent apprécier la stérilité des efforts tentés jusqu'ici pour améliorer la culture intellectuelle de la majeure partie de nos populations rurales. Mais ceux qui loin des sentiers frayés vont étudier dans leurs foyers les familles de nos différentes provinces, ont pu vérifier partout que la classe la plus nombreuse des journaliers, métayers et petits cultivateurs, dont le temps est entièrement absorbé par un travail pénible et les soins divers de l'exploitation, n'ont ni le goût ni le loisir de la lecture. Ce n'est pas ici le lieu de discuter les mérites et les lacunes de notre système d'instruction primaire, mais seulement de constater ce fait que le paysan ne cherche pas à se créer la plus modeste bibliothèque, que la lecture du journal n'est point encore passée chez lui à l'état d'infirmité chronique, qu'en un mot, il ne lit pas !

Comment en serait-il autrement ? Il est banal d'entendre dire à la campagne que la journée est trop courte : on est toujours en retard pour les travaux, il n'y a donc pas de temps disponible. S'il est difficile d'autre part à un citoyen de se rendre compte de la somme de réflexion et surtout de prévoyance qu'exigent les différentes opérations culturelles, même de médiocre importance, il n'en est pas moins vrai que le paysan a le cerveau toujours suffisamment occupé pour n'avoir pas besoin de chercher dans les livres un aliment intellectuel.

Il faut toutefois bien nous entendre quand nous parlons du paysan ; il y a paysan et paysan comme fagots et fagots. Il y a parmi eux des *sublimes* comme parmi les ouvriers décrits par M. Zola. Ce sont même ordinairement les seuls qui montrent plus de goût pour la lecture que pour le travail. J'ai en vue les paysans des régions où les grands centres sont rares, où la population est clairsemée, le métayage le mode principal de culture et l'élevage la meilleure source de produits, où enfin l'on parle encore patois. Les paysans auxquels

je fais allusion ne travaillent pas à l'heure, ils ne vont pas au café faire une partie de billard entre deux attelées et ils ignorent encore le prestige de la casquette à trois ponts.

Dans ce milieu où l'imprimerie eût végété, le livre classique s'évanouit avec l'obligation scolaire, la feuille de chou radicale amenée par une brise électorale sert à envelopper les redevances au château, et le livre obscène du colporteur ne tarde pas à tapisser de ses débris les nids des rats du grenier. Le livre classique disparaît parce que le paysan ne saisit pas l'utilité de son enseignement, le journal parce que, rédigé surtout pour les ouvriers des villes, il ne traite pas les questions qui peuvent intéresser les ruraux, enfin les mauvais livres sont sans action sur des natures frustes et grossières qui ne comprennent pas les raffinements du vice.

Si toute cette littérature a échoué dans nos campagnes, il est cependant un livre qui a trouvé moyen de s'implanter dans chaque foyer, un seul dont l'autorité est incontestable et que les plus pauvres achètent chaque année. Si on demandait à un Anglo-Saxon quel peut être ce livre unique, il répondrait que ce doit être le livre par excellence : la Bible. Il se tromperait, car le seul livre qui ait accès chez nos paysans, c'est l'almanach.

II

Les classes dites éclairées ont accepté d'abord, et propagé ensuite à la fin du siècle dernier, les idées fantaisistes et les doctrines pseudo-philanthropiques au milieu desquelles se sont noyées les réformes reconnues indispensables. Ce sont elles qui sont responsables des conséquences de leurs erreurs et qui cependant, malgré l'autorité apparente de la loi du nombre, seraient encore les plus capables de les réparer. C'est donc sur elles qu'il faut spécialement agir par tous les moyens de propagande ; mais il ne saurait nous être indifférent d'exercer aussi une pression morale, quand l'occasion s'en présente, sur des couches plus profondes de la population, surtout si celles-ci ont encore conservé quelques bonnes traditions. C'est alors, pour ceux qui vivent à leur contact, un véritable devoir de les maintenir dans un juste sentiment des relations sociales, de les prémunir contre les idées fausses, les calomnies, de leur fournir en un mot le moyen d'entendre la vérité.

Ayant constaté que l'almanach était le seul livre en faveur dans les campagnes, nous avons pensé à utiliser cette forme de publication et depuis dix ans nous faisons paraître pour le Limousin un petit

opuscule (1) dont le succès s'est affirmé par un tirage élevé. Nous croyons que notre idée pourrait être utilement appliquée dans chaque région ; et, comme un grand nombre de lecteurs de la Revue par les pratiques de la vie rurale seraient très aptes à tenter un essai de ce genre, nous nous permettrons d'exposer ici quels sont les règles et les procédés que la réflexion et l'expérience nous ont fait considérer comme les plus favorables au succès (2).

En examinant les almanachs qui circulent dans les campagnes, on a lieu d'être stupéfait de la vogue de telles publications. Si les caractères usés, imprimés sur du papier à chandelle, sont d'une lecture difficile, le texte lui-même manque de tout intérêt. En dehors du calendrier et du tableau des marchés, on ne trouve que des articles agricoles d'une naïveté et d'une banalité ridicule, quelques anecdotes mal choisies pour le milieu, et enfin ces éternelles prédictions du temps pour chaque jour de l'année, qui constituent une véritable insulte au bon sens du lecteur.

Il n'est certes pas difficile de faire mieux ; mais le succès que nous ambitionnons par le livre n'est qu'un moyen d'atteindre le but que nous nous proposons, et il nous faut exposer avant tout certains principes qui nous paraissent devoir présider à la conception de l'œuvre elle-même.

III

Nous croyons en premier lieu que l'almanach doit avoir un caractère local, c'est-à-dire qu'il doit être rédigé pour une seule région où les mœurs, les cultures, les coutumes et le climat soient semblables. En voici la raison. Il nous faut un cadre pour notre tableau ; si nous visons spécialement à répandre les bons principes, à propager les idées justes et à combattre les malentendus entre les hommes de conditions diverses, ce n'est pas en remplissant uniquement notre modeste publication de dissertations sur des sujets aussi ardues que nous la rendrons attrayante et que nous réussirons à la faire lire. La méfiance et l'ennui, deux divinités de mauvais augure, se grouperaient autour de son berceau.

Il faut donc inspirer confiance au lecteur, le distraire, et pour obtenir ce premier résultat, nous ne connaissons qu'un seul moyen,

(1) *Almanach du colon limousin*, (Haute-Vienne, Creuse, Corrèze). par M. Albert Le Play, agriculteur à Ligoure. Prix 0 fr. 15. Limoges. Imprimerie Chatras.

(2) Sur le concours que les Unions de la paix sociale doivent donner à la presse périodique et aux publications populaires, voir un intéressant rapport de M. E. Cheysson et les observations de MM. Claudio Jannet et Focillon (*Bulletin de la Société d'économie sociale*, t. VI, p. 429. Séance du 16 mars 1879.)

c'est de lui rendre service en lui donnant des conseils utiles; or comme les procédés de culture varient très rapidement, on ne peut traiter des sujets vraiment pratiques qu'en visant un rayon relativement restreint.

Il faut soigner la partie agricole et persuader au paysan qu'on est autant que lui au courant de la culture en signalant des détails qu'un praticien peut seul connaître.

On ne peut jamais trop insister sur ce point, car le jour où le paysan reconnaîtra que vous n'êtes pas un simple amateur, que vous êtes capable d'exploiter vous-même et qu'en suivant vos conseils, il a réalisé un bénéfice, ce jour-là vous serez son maître. Vous pourrez alors lui parler de questions sociales ou politiques avec chance d'être écouté, car il appréciera vos conclusions, qu'il ne peut contrôler, dans la mesure de son propre jugement sur la partie agricole. Il faut néanmoins beaucoup de prudence pour ne pas effaroucher des esprits malades, et la méthode homœopathique des petites doses peut trouver ici une légitime application.

Nous croyons sage d'éviter tout ce qui peut toucher directement à la religion; on obtiendrait dans cette voie peu de succès et on susciterait des méfiances qui annihileraient les résultats possibles sur le terrain social. Il est plus difficile de se contenir sur la politique, si on n'est pas absolument désintéressé. Il vaudrait assurément mieux avec certaines dispositions d'esprit, faire un sacrifice douloureux en renonçant au plaisir d'exhaler quelques critiques; cependant il y a un grand intérêt à éclairer la masse rurale sur la marche des affaires puisqu'elle est le gros électeur; mais alors, dans une publication qui s'adresse à un nombreux public, il faut avant tout de la modération, la violence ne servant qu'à creuser des divisions de plus en plus profondes; il faut éviter les attaques contre la forme du gouvernement et même savoir louer sans restriction les innovations utiles et les sages règlements. Ce serait peut-être demander à quelques-uns de dépasser les forces humaines si nous ne leur accordions de suite le droit de blâmer les lois dangereuses et les abus; mais il faut encore ici de la mesure, expliquer pourquoi ces lois sont funestes et montrer quelle aurait dû être la solution. Les meilleurs sujets à traiter sont ceux qui sont relatifs aux intérêts économiques et moraux; il faut faire comprendre que le plus humble a un réel intérêt à être bien gouverné. C'est sur ce terrain que nous pouvons espérer rallier les sympathies et acquérir de l'influence.

Nous venons d'exposer dans quel esprit notre publication devait être rédigée pour obtenir la plus grande autorité sur son public; établissons maintenant une rapide nomenclature des différents sujets à traiter.

IV

Les matières aptes à composer notre opusculé peuvent se classer en trois groupes principaux.

1° Les articles techniques qui ont une application directe aux travaux ou aux intérêts des familles rurales.

2° Les chroniques qui doivent relater les événements agricoles, politiques et sociaux.

3° Les sujets amusants, anecdotiques et instructifs.

Le premier groupe est le plus important, c'est celui dont le paysan peut le mieux juger la valeur, c'est donc celui qu'il faut le plus soigner. Il pourra comprendre : le calendrier avec un précis très détaillé et très exact de tous les travaux agricoles à exécuter pendant chaque mois ; on ne saurait apporter trop de soin à cette rédaction qui doit être bien adaptée à la région. — Le tableau aussi correct que possible des foires et marchés ; c'est la partie officielle de l'almanach ordinairement très erronée dans les publications courantes et qu'il serait utile de faire réviser dans chaque commune pour que le public fût sûr des jours et des dates. — Un aide-mémoire donnant tous les renseignements techniques utiles sur les constructions, les plantes, les engrais, les animaux domestiques, les bois, les industries diverses, etc., etc. C'est à cause de ces premiers chapitres qu'il aura avantage à consulter souvent, que le lecteur conservera l'almanach toute l'année. Une chronique agricole, quelques études sur les perfectionnements à apporter aux procédés cultureux de la région, des recettes utiles, des articles d'hygiène, de médecine usuelle, d'art vétérinaire, doivent compléter cette première partie spécialement agricole.

Il faut tâcher de faire de ces premières pages une bonne sauce qui fera accepter le poisson que nous présenterons sous la forme de chroniques intérieures et étrangères, où nous passerons en revue tous les faits importants de l'année en tâchant de les expliquer et de faire comprendre comment ils doivent être jugés. C'est la partie la plus délicate à traiter puisqu'il faut convaincre des hommes qui ont toujours une propension naturelle à croire vos conseils intéressés, et comme c'est là le but principal de notre publication, nous ne saurions encore une fois trop recommander aux auteurs la modération et l'impartialité.

Les derniers articles tendront à atténuer l'impression sérieuse

laissée par les précédents. Il sera bon, pour ne pas manquer à la tradition, d'insérer les anecdotes et bons mots sans lesquels tout honnête almanach ne saurait se produire, ce que nos pères appelaient joyeux propos, et les historiettes amusantes, si communes en notre gai pays et que nous saurons choisir ou quelquefois assaisonner nous-même au goût de notre lecteur.

C'est aussi la place de quelques articles sur les grands sujets d'actualité. Hier c'était le phylloxera, aujourd'hui le traitement de la rage et sur ce point nos savants ne nous laisseront jamais manquer de pâture. — Enfin dans les pays où le patois continue à être en honneur on trouve encore des troubadours, heureux de voir publier leurs poésies toujours très goûtées.

V

Quand l'almanach est composé, il s'agit de l'éditer et de le répandre. On ne peut espérer faire de cette publication une opération lucrative, c'est une œuvre de propagande qu'il faut vendre aux plus bas prix. Le meilleur système me paraît être de donner son texte à un imprimeur de la localité pour qu'il l'édite à ses risques et périls. En l'autorisant à insérer un certain nombre de pages d'annonces, il pourra vendre au prix de 40 ou 45 cent. un fascicule d'une centaine de pages. Les annonces donnent du corps au volume et même de la valeur à l'ouvrage par les renseignements commerciaux qu'elles fournissent. Les imprimeurs, éditeurs de journaux en province, trouvent sans difficulté dans leur clientèle les ressources de publicité dont nous venons d'expliquer la nécessité, tandis qu'il serait difficile à un auteur de se les procurer s'il voulait être son propre éditeur; mais le principal avantage de ce système, qui nous a très bien réussi, est de trouver dans les vendeurs du journal répandus dans la région des agents zélés pour la vente de l'almanach.

VI

En résumé, l'almanach est non seulement le meilleur et presque le seul moyen de pénétrer dans les différentes couches rurales, mais c'est aussi le plus économique. C'est une rude besogne que de soigner chaque jour un numéro de journal, tandis qu'il est facile de

faire à loisir un petit nombre de bons articles sur les questions intéressantes de l'année. Le journal, est éphémère et n'est jamais relu. L'almanach, grâce aux renseignements utiles qu'il renferme, est conservé, il traîne sur la table, il est lu et relu machinalement pendant un instant de repos, ou en attendant que la soupe refroidisse. Il ne faut pas négliger un tel outil de propagande, et nous croyons que rien ne serait plus utile que de publier dans chaque région un almanach adapté à ses mœurs, à ses travaux, à ses idées et même à ses préjugés, qui éviterait tout caractère de lutte politique et surtout religieuse et qui se tiendrait avec la plus grande modération sur le simple terrain de la conservation sociale. Il aurait une action d'autant plus puissante qu'il aurait moins le caractère d'une œuvre de combat.

Avec le temps, la collection peut devenir une petite encyclopédie rurale formant bibliothèque, à laquelle je ne verrai qu'un seul inconvénient, ce serait celui de remémorer au lecteur les opinions de l'auteur sur les hommes et les choses d'un temps déjà lointain et de montrer ainsi combien il est rare que l'avenir réalise les pronostics du passé. Ce serait une publication des plus faciles et des moins absorbantes; quand, une première fois, on a composé la partie technique et locale qui se reproduit sans changement, il ne reste à noircir qu'un petit nombre de feuilles, et c'est pour beaucoup un délassement qui n'est pas sans charme que de raconter à ses concitoyens le résultat de ses travaux et de leur expliquer sans répliques ce qu'on pense des affaires du pays.

Il pourrait se faire en France une quantité de publications de ce genre adaptées à chaque région. Les auteurs pourraient s'entendre entre eux pour traiter en même temps certains sujets et avec le chiffre considérable de tirage que l'on obtient facilement, on serait assuré d'exercer une action réelle et utile sur l'opinion publique.

ALBERT LE PLAY.

ERRATUM. — Dans l'article de M. E. Brelay sur l'*Octroi*, ci-dessus pag. 90, ligne 14, au lieu de « les 150 millions », il faut lire « les 105 millions ».

LES PROJETS DE RÉFORME EN FRANCE

DANS

LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

II (1)

LES DISCUSSIONS DE LA DERNIÈRE CHAMBRE.

Nous nous sommes attachés dans notre précédent article à exposer les quatre principaux projets de lois présentés à la dernière Chambre par ceux de nos représentants désireux de réglementer à nouveau la question des accidents du travail. La commission chargée de les examiner les a, dans des rapports successifs, transformés en de nouvelles propositions qui ont été à diverses reprises discutées devant la Chambre, ainsi que de nombreux amendements, dont quelques-uns utiles à connaître. Ce sont ces rapports, contre-projets, amendements et discussions, — travail collectif de la dernière Chambre sur notre question, — que nous allons résumer le plus brièvement possible.

I. — LES DEUX PREMIERS PROJETS DE LA COMMISSION. —

DISCUSSION PUBLIQUE DU SECOND.

Premier projet de la Commission. — A la suite de sa première discussion, la commission de la Chambre (2) s'est uniquement bornée à prendre dans la collection de projets qui lui étaient soumis deux articles : l'un édictant le patron responsable sauf les cas de force majeure ou d'imprudences, l'autre proposant d'ajouter à l'article 404 du code de procédure civile les mots « les demandes et indemnités par accidents ». C'était vraiment par trop sommaire pour une question de si haute gravité, et il n'est pas étonnant dès lors qu'après une courte délibération toute discussion ait été ajournée.

(1) Voir la *Réforme sociale* du 15 juin 1886.

(2) Cf. *loc. cit.*, p. 674, la composition de cette Commission.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner en détail les amendements qui se sont greffés sur ce premier projet et dont plusieurs manquent vraiment d'originalité; nous nous contenterons de nous arrêter sur ceux qui paraissent présenter le caractère véritable d'une réforme.

Entre le premier et le second rapport de la Commission ont surgi deux amendements. Dans le premier, M. Talandier propose (13 mai 1881), selon que les travaux sont communaux, départementaux ou nationaux, de rendre la commune, le département ou l'Etat solidairement responsables avec les directeurs ou entrepreneurs de travaux des accidents survenus dans leurs chantiers, usines ou manufactures. C'est là une extension qui nous semble absolument outrée et qui, à notre avis, éloignerait absolument certains entrepreneurs de toute surveillance, lorsqu'ils sauraient l'Etat derrière eux en cas de responsabilité.

Le second est de M. Escanyé qui propose (10 juin 1881) deux juridictions au choix de l'ouvrier blessé ou de ses ayants droit : la victime pourrait alors ou accepter un tribunal spécial pour la loi proposée ou se pourvoir devant les tribunaux ordinaires. L'option devrait avoir lieu dans le délai de deux mois à partir du jour de l'accident, et si cette option avait lieu en faveur des dispositions de la loi proposée, l'action civile serait éteinte, mais le ministère public pourrait exercer l'action publique à l'égard des faits prévus et punis par les articles 319 et 320 du code pénal. — Nous objecterons à cette jurisprudence, d'abord que nous ne voyons pas bien la nécessité de détruire l'unité de juridiction du code, puis, que bien souvent il faut une solution immédiate à la victime qui n'a guère le temps d'examiner à quel tribunal elle doit s'adresser lorsqu'on lui en laisse l'option.

Discussion du second projet de la Commission. — Fidèle cette fois à la mission qui lui avait été confiée, la commission examine l'un après l'autre les quatre projets et finit par adopter entièrement, sauf quelques modifications accessoires, les deux projets de M. Faure que nous avons analysés. La discussion a lieu du 8 au 12 mars 1883.

La tribune est d'abord occupée par le ministre du commerce. Celui-ci déclare que le gouvernement est vivement préoccupé de la question, mais que néanmoins il demande d'ajourner la discussion, trop importante pour qu'il ait eu le temps d'en délibérer suffisamment. Le rapporteur de la commission, M. Martin Nadaud, s'oppose avec véhémence à un semblable enterrement, ce que voyant, le ministère finit par se ranger à cette opinion, mais en réservant son avis pour la seconde lecture. M. Nadaud expose alors l'état de la question. Il est d'avis que l'ouvrier a trop peu de choses à attendre du

droit commun, que des dispositions nouvelles sont nécessaires pour donner satisfaction à une situation nouvelle « et si j'étais assez heureux, conclut-il, pour faire partager à la Chambre mon sentiment, elle pourrait se flatter d'avoir donné à la France une loi qui placerait ce pays à la tête de toutes les nations civilisées ». A coup sûr M. Nadaud se flattait énormément.

Tel est l'avis de M. Peulevey, auteur de l'un des projets écartés. Le député du Havre maintient que tout en déclarant le patron responsable il est nécessaire de graduer cette responsabilité comme il l'a proposé lui même. Dans le projet de M. Faure, s'écrie-t-il, « il n'y a pas un mot qui ne soit une violation éclatante du droit ». Une voix à l'extrême gauche s'écrie alors : « ... du droit bourgeois », observation qui semble faire supposer que dans l'esprit de certains députés il y a plusieurs espèces de droits. Puis critiquant la classification des indemnités telles que les spécifie le projet Faure, l'orateur continue : « Mais l'on ne se borne pas à dire que le patron sera complètement responsable de tous les accidents, sans avoir commis aucune faute, après avoir pris toutes les précautions possibles. Cela ne suffit pas. On dit à l'ouvrier : je vais fixer les limites de ton droit ; en t'adressant aux tribunaux, tu obtenais quelquefois des pensions de 1800, de 2000, de 3000 francs même, mais désormais tu n'auras droit qu'à une pension à déterminer par l'article 2, ce sera quelque chose comme 400 francs. » Et il termine par un examen critique de la tarification proposée.

Ce discours amène à la tribune M. Félix Faure, auteur de la proposition adoptée par la commission. L'argumentation de M. Faure peut se résumer comme suit : Les statistiques, non de la France qui n'en possède pas, mais des autres pays, établissent que, sur 100 accidents de travail, 12 proviennent de la faute de l'employeur, 20 de la faute de l'ouvrier et 68 de cas fortuits ou de force majeure ; donc ces derniers cas sont les plus nombreux, et il sera facile aux patrons en cas d'accidents de prouver que ces accidents dérivent de ce chef seul, si la loi est appliquée. Avec la loi actuelle, au contraire, les choses se passent d'une façon opposée aux intérêts de l'ouvrier : celui-ci a à plaider avec les compagnies d'assurances qui ralentissent la procédure pour l'amener à transiger, et ce qui le prouve, c'est que la justice rendue en matière d'accidents n'est définitive qu'après de longs mois d'attente. Il faut absolument, continue l'orateur, dans les conditions actuelles du travail, qu'un nouveau principe soit établi et ce principe c'est celui-ci : toute exploitation au service et au profit de laquelle un accident se produit doit supporter les conséquences de cet accident, de même qu'elle supporte l'usure de son matériel et l'amortissement de son outillage et les risques d'incendie ; c'est là un risque nouveau qui du reste se mesurera à une prime d'assurance,

soit que le chef de l'entreprise s'assure, soit qu'il reste son propre assureur. On objecte que le principe nouveau est contraire au droit naturel qui veut que chacun soit responsable de sa faute, mais les principes absolus n'ont rien à voir dans la question, car la législation n'est pas une science, mais seulement une série de règles conventionnelles. Le grand avantage de la loi proposée serait de supprimer les procès entre les victimes et les compagnies d'assurances représentant les patrons, bien que *peut-être* elle ne soit pas basée sur « les principes d'équité et d'humanité. » Telle est l'argumentation de M. Faure.

Dans la séance du 10 mars, M. Georges Graux lui répond. Il commence par approuver le principe de la loi, il est lui aussi d'avis d'enlever à l'ouvrier l'obligation de la preuve et d'instituer en sa faveur une présomption légale en mettant à la charge du patron l'obligation de prouver que l'accident a pour cause la faute de la victime. Puis l'orateur spécifie combien la réponse proposée est à ses yeux importante. En empruntant en effet à M. Faure sa statistique et avec la présomption légale qui serait instituée en faveur de l'ouvrier, dans combien de cas, dit-il, le patron serait-il responsable? M. Faure a dit que sur 100 accidents, il y en a 12 qui surviennent par la faute du patron, 20 par celle de l'ouvrier, 68 par cas fortuit ou force majeure. Eh bien alors, avec la loi proposée on serait certain d'arriver à un chiffre de plus de 60 % d'accidents dans lesquels le patron serait responsable! ce serait là une réforme sérieuse, puisque, au lieu de 12 % dans lesquels il y a faute du patron, les seuls où l'ouvrier a droit actuellement à une indemnité, on aurait créé une présomption accordant dans plus de 60 % des accidents une indemnité à l'ouvrier. Mais pour une aussi grande réforme, continue M. Graux, le système imaginé par M. Faure est-il bon? Non, il ne tient pas compte de la valeur de l'ouvrier, de sa moralité, de la responsabilité plus ou moins grande du patron, il fait passer un niveau égalitaire sur tous. Et ici l'auteur termine en défendant d'une manière assez originale l'amendement qu'il avait présenté de n'autoriser que les employés ou ouvriers anciens dans un établissement, à bénéficier de la présomption légale. « Je suppose, dit-il, que deux ouvriers soient également victimes. L'un est depuis vingt ans dans une usine, il a partagé la bonne et la mauvaise fortune du patron, il a toujours montré de l'ardeur au travail, c'est un ouvrier irréprochable, et quel est l'auteur de l'accident? c'est un nouveau venu dans l'atelier, un ouvrier arrivé de la veille, qui a passé sa vie à errer d'usine en usine. Eh bien! en vertu du principe de la loi qu'on vous soumet, le doyen de l'atelier, le vétéran de l'industrie, et le nouveau venu, le vagabond du travail, ont tous les deux les mêmes droits et doivent l'un et

l'autre recevoir la même indemnité, la même rente, la même récompense, l'un pour son dévouement, l'autre pour son immoralité... Sous le prétexte de créer des avantages à certains ouvriers, on nuit considérablement à d'autres ; ceux auxquels on crée des avantages sont ceux qui méritent le moins d'intérêt et ce sont les meilleurs qui sont sacrifiés... Le juge qui sait qu'il a en face de lui un ouvrier honnête, qui pendant vingt ans a travaillé sans relâche dans le même atelier, le juge comprend que cet homme mérite des dommages-intérêts et, qu'en échange des services qu'il a rendus à l'industriel, celui-ci lui doit une indemnité convenable. Mais quand le juge est en présence d'un homme qui a une moralité douteuse, il mesure les dommages-intérêts au mérite de l'ouvrier et à la responsabilité du patron, et il accorde une indemnité minime ou il refuse toute indemnité. La loi proposée, au contraire, fait passer un niveau implacable sur tous les ouvriers, et alloue aveuglément des indemnités trop fortes pour les uns et absolument insuffisantes pour les autres. » Et M. Graux conclut : « En réalité, la loi proposée n'est pas une loi de progrès, mais une loi de réaction, ce n'est pas une loi de liberté, mais une loi de servitude. »

Dans la séance du 12 mars, M. Frédéric Passy a caractérisé la loi Faure : « Vous voulez, a-t-il dit, que le patron, alors que, par exemple, il aura interdit à un ouvrier devant rechercher une fuite de gaz d'entrer avec une lumière et que cet ouvrier aura causé un accident dont il sera lui, patron, victime ; vous voulez que ce soit lui, victime, qui soit responsable non seulement pour le coupable, mais envers le coupable ! Nous sommes en présence d'une tendance soi-disant démocratique des plus dangereuses. Certes il y a des modifications importantes à introduire ; il faut arriver à rendre la procédure rapide, à faire juger à peu de frais, et faire allouer une indemnité de secours pour les premiers soins ; mais il n'est pas nécessaire de proclamer un droit nouveau et exceptionnel, de venir dire en plein parlement qu'il y a deux droits opposés l'un à l'autre : le *droit bourgeois* et le *droit ouvrier*, d'émettre des privilèges dits démocratiques à la place des privilèges aristocratiques depuis longtemps effacés de nos codes. Cette démocratie-là ne serait qu'une aristocratie retournée et le nouveau régime ne vaudrait pas mieux que l'ancien. »

Le discours de M. Passy dut faire une grande impression sur la Chambre, mais celle-ci malheureusement ne fut pas appelée à voter immédiatement : l'intervention de M. Martin-Nadaud, de M. Laroche-Joubert, et enfin celle de M. Maurice Rouvier, remirent tout en question, M. Rouvier reprocha surtout à la loi de ne pas édicter l'obligation de l'assurance contre les accidents ; selon lui, l'assurance obligatoire est « un système de prévoyance pouvant aller jusqu'à la

contrainte légale», comme si les mots *prévoyance* et *contrainte* devaient être jamais accolés l'un à l'autre.

Après toutes ces harangues, la Chambre vote le passage à la discussion des articles. Mais l'art. 1^{er} est immédiatement renvoyé à la Commission, priée d'entendre les observations du gouvernement et d'examiner les contre-projets et amendements.

Quel était, nous dira-t-on, le résultat de cette discussion? A notre avis, la Chambre s'était contentée, pour le moment, de donner un semblant de satisfaction, un os à ronger, aux espérances du parti socialiste.

Si le projet Faure avait été adopté, l'ouvrier se trouvait immédiatement mis en tutelle, incapable de se mouvoir dans la sphère de ses intérêts privés, alors que le suffrage politique lui était acquis d'autre part, quand il pouvait décider par un vote des destinées de l'Etat! Avec ce projet, la valeur de cet ouvrier était comptée pour rien. Un cultivateur par exemple, engage un domestique pour conduire ses chevaux; celui-ci qui n'a jamais su étriller ces animaux, les excite, reçoit une ruade, et le patron devient responsable pour avoir usé d'un homme maladroît qui affirmait connaître son métier. Était-il rien de plus déplorable? La moralité de l'ouvrier n'entraînait pas non plus en ligne de compte. Par contre, sa supériorité prolifique passait avant tout; plus il avait d'enfants, plus forte était son indemnité. Mais passons et continuons l'étude de nos projets de réforme.

Divers amendements. — Nous ne ferons que mentionner ceux éclos au cours de la discussion, et dont la plupart d'ailleurs n'ont aucune valeur sérieuse : de M. Alfred Girard proposant avec raison de supprimer le mot *crime* pour le remplacer par celui de *quasi-délit* plus juridique et plus exact; — de M. Marius Poulet, qui croyant trouver un Pactole dans les amendes provenant de la loi de 1874 sur le travail des mineurs, demande de les faire rentrer à la caisse des assurances de M. Faure; — de M. Laroche-Joubert, stipulant qu'en cas d'indemnité l'État devra toujours fournir la moitié de la somme fixée par les juges, en se réservant comme compensation le droit de prescrire aux chefs d'ateliers toutes précautions qu'il jugera nécessaires; — de M. Brialou, qui voudrait qu'en cas d'incapacité temporaire, l'ouvrier eût droit pour les trois premiers mois à une indemnité quotidienne égale à son salaire, plus à la moitié dudit salaire jusqu'à son entier rétablissement; — de M. Alfred Girard, proposant de déduire des dommages-intérêts alloués en justice les sommes précédemment touchées par la caisse d'assurances; — de M. Talandier enfin, édictant que tout entrepreneur « dans le service duquel un ouvrier aura été gravement blessé sans avoir reçu aucune

indemnité pour le fait de cette blessure », devra être immédiatement déchu de son entreprise vis-à-vis de la ville de Paris ou de tout autre corps public engagé à son égard, et ne pourra être rengagé.

Cette dernière proposition, qui proclame l'indemnité obligatoire même au cas d'un accident voulu et spéculatif, ne pouvait mieux terminer cette étonnante série.

A partir de ce moment d'ailleurs, la responsabilité *ipso facto* du patron semble un fait absolument acquis pour le législateur et les nouveaux projets soumis à la Chambre des députés ne sont plus en ce qui la concerne que la copie des premières propositions que nous avons analysées. Mais à la garantie de la faute tous ajoutent dorénavant la garantie du risque, et font mention pour la première fois du *risque professionnel*, deux mots qu'on ne trouve pas dans les projets antérieurs.

Qu'est-ce que le risque professionnel? C'est celui qui résulte du fait même d'exercer une industrie quelconque. « Le risque professionnel, dit l'un des auteurs de ces projets dans son exposé des motifs, se définit de lui-même. Il comprend d'abord et avant tout les accidents provenant de cas fortuits ou de la force majeure. Il comprend également les accidents dus à ces distractions, ces défaillances inévitables pour l'ouvrier que la répétition quotidienne d'un travail dangereux habitue insensiblement à négliger les précautions nécessaires, et qui se familiarise avec le péril au point de se laisser entraîner à des témérités imprudentes, mais inhérentes au travail lui-même. Ce sont là toujours et presque au même degré, les chances malheureuses du métier. »

Il faut dire cependant que le risque professionnel n'a pas été inventé par la Chambre des députés, il a seulement été amplifié. Une commission extra-parlementaire, nommée spécialement par le ministre des travaux publics après le deuxième rejet du projet général en avait incidemment parlé : « Il y a — est-il dit dans son rapport — *dans certains établissements* une cause de danger permanente, indépendante de toutes les mesures de prudence et de sécurité désirables et qui tient à la nature même de l'industrie. C'est ce qu'on a appelé le risque professionnel. » On le voit donc, il ne s'agit ici que de certaines industries spécialement dangereuses, qu'il était utile de classer d'une façon spéciale, à tel point qu'on devait laisser à un règlement d'administration publique le soin de déterminer ultérieurement quelles étaient ces industries. Mais au lieu d'une catégorie spéciale, la Chambre applique le risque professionnel à toutes les industries de la France : on avouera que ce n'est pas précisément la même chose.

Nous arrivons au dernier projet de la commission qui consacre les deux sortes de risques dont nous venons de parler et a la préten-

tion de résumer, d'écramer si je puis m'exprimer ainsi, tout ce qui s'est produit jusque là à la Chambre en matière d'accidents du travail. Nous allons en présenter l'analyse et en faire la critique.

II. — LE TROISIÈME PROJET DE LA COMMISSION. — NOUVELLE DISCUSSION A LA CHAMBRE.

Analyse critique de ce troisième projet. — Le texte de ce dernier projet comprend trois titres. Le premier « De la responsabilité de droit commun », met comme les anciens projets, à la charge du patron la preuve de la faute de l'ouvrier ou de la force majeure; le second « De la responsabilité spéciale à raison du risque professionnel » organise la responsabilité nouvelle dont nous venons de parler, en cas d'accidents causés par la faute exclusivement personnelle de l'ouvrier ou par la force majeure; le troisième contient des dispositions accessoires communes aux deux autres. Nous allons examiner les deux premiers.

Le titre 1^{er} ne contient que deux articles, l'art. 1^{er} résumant à lui seul tout l'esprit du chapitre : « Art. 1^{er}. — Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, entreprises de transport, et en outre dans les autres exploitations de tout genre où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le chef de l'entreprise est présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers et préposés. Mais cette présomption cesse lorsqu'il fournit la preuve ou bien que l'accident est arrivé par force majeure ou cas fortuit, qui ne peuvent être imputés ni à lui ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause *exclusive* la propre imprudence de la victime. » Si nous examinions cet article en juriste, nous y trouverions de suite un défaut de rédaction notoire. Ce n'est pas en effet *est présumé responsable* qu'il faudrait dire, ni *cette présomption cesse*, mais bien : le chef de l'entreprise *est responsable*, *cette responsabilité cesse*, puisque la présomption porte sur la faute et non sur la responsabilité qui n'en est que la conséquence. Le code civil est formel à cet égard lorsqu'il édicte une présomption de faute, et c'est ainsi que dans l'article 1384 dudit code relatif aux père, mère, instituteurs, et artisans, il est dit : « Le père et la mère, les instituteurs et artisans *sont responsables* du dommage causé par leurs enfants mineurs... leurs élèves et apprentis. La *responsabilité ci-dessus a lieu*, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans *ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher* le fait qui donne lieu à cette responsabi-

lité. » Mais nous n'avons pas ici à examiner une question de droit et, au point de vue social, nous nous contenterons de faire remarquer que le mot *exclusive*, nouvellement introduit dans la loi, a des conséquences très graves. Car si le patron doit prouver qu'un accident a eu pour cause « exclusive » la propre imprudence de la victime, il en résultera toujours que ledit patron sera responsable lorsqu'il ne saura prouver la faute de l'ouvrier que dans la proportion de 99 sur 100.

Arrivons au titre second « De la responsabilité spéciale à raison du risque professionnel », qui contient six articles (3 à 8). Les articles 3 et 8 en renferment les principales dispositions : « Article 3. — Dans les industries spécifiées à l'article 1^{er} qui précède, le chef de l'entreprise (sans préjudice de la responsabilité qui lui incombe aux termes du droit commun) encourt vis à vis des personnes qu'il emploie une responsabilité spéciale à raison du risque professionnel, et doit en conséquence, dans les limites fixées à l'article 4 ci-après, venir en aide à tout ouvrier ou employé victime d'un accident dans l'exécution de son travail. » — « Article 4. — La responsabilité spéciale dont il s'agit est limitée aux chiffres des pensions de secours que la caisse d'assurance, en cas d'accidents (établie par la loi du 11 juillet 1868), alloue actuellement aux assurés ou aux ayants droit de l'assuré, lorsque la prime annuelle est de 8 francs : le tout conformément aux prescriptions et aux distinctions édictées en ladite loi du 11 juillet 1868. » Les articles 5 et suivants organisent une procédure et une compétence exceptionnelles pour l'exercice du droit exceptionnel que le projet confère aux ouvriers.

Voilà donc cet autre principe de nos lois civiles et criminelles, qui veut que les fautes soient personnelles à leurs auteurs et ne doivent pas retomber sur les innocents, ouvertement méconnu. Et par quoi le remplace-t-on ? par un principe qui est la violation de tous les principes, en vertu duquel on demande au patron la réparation ou l'atténuation d'un dommage qui n'est pas causé par son fait, mais par le fait de la nature (la force majeure) ou par le fait de l'ouvrier. Nous avons vainement cherché dans l'exposé des motifs en vertu de quel droit les juristes de la Chambre exigeaient du patron cette réparation ou atténuation. Tout ce que nous avons pu voir, c'est qu'on avoue « qu'il n'existe pas d'imputabilité véritable, qu'il ne peut être question de réparation intégrale du préjudice souffert, qu'il s'agit simplement d'une assistance, d'un *secours*, dont on appréciera la modeste importance. » D'où il suit que, de l'avis du rapporteur, l'ouvrier a droit à l'assistance du patron par le seul fait que le patron l'emploie. Et remarquons que cette assistance est bien autrement impérieuse que l'assistance publique : celle-ci du moins

n'est pas dépourvue de sanction, elle a ses tempéraments, elle ne permet à aucun indigent d'*exiger* le secours que la loi lui promet ; celle que nous examinons au contraire, et dont il est question dans le nouveau projet de loi, consacre un droit actif d'un individu sur un autre, elle ne prend nullement en considération la situation de fortune de l'un ou l'autre de ces individus : nous dirons plus, elle permet à l'ouvrier, quelle que soit sa fortune, de se servir *gratuitement* de la *force publique* à l'égard de son patron, puisque nous voyons dans l'article 5 que « le demandeur jouira de plein droit de l'assistance judiciaire » et que « sur sa simple demande, le juge de paix invitera immédiatement le syndic des huissiers à demander un huissier ».

Les motifs que l'on met en avant pour justifier pareille innovation sont topiques, voici comment ils sont exposés dans le rapport de MM. Girard et Martin Nadaud (*Doc. parl.* p. 259, col. 3) : « Ce secours est mis à la charge de l'employeur, parce que c'est lui qui retire le profit net du travail accompli. C'est lui qui décide souverainement l'installation, l'aménagement, le fonctionnement de l'exploitation industrielle, les transformations du matériel, l'introduction et la multiplication des moteurs mécaniques, en un mot qui choisit l'outil. C'est lui qui assure complètement la direction du travail. C'est lui enfin qui place l'ouvrier en face d'une tâche dont celui-ci ne discute et n'a point à discuter les conditions. » Mais quelle idée se font en vérité de l'ouvrier certains de nos représentants ? ne semblerait-on pas avoir devant soi un esclave, forcé de subir une tâche imposée par son patron, ne pouvant jamais refuser le travail qu'on lui propose, attaché à l'atelier comme le serf à la glèbe ?

En réalité si, lors d'un accident, la nature seule est coupable alors que la direction et l'installation sont irréprochables, nous ne voyons pas pourquoi l'on met en cause le maître de l'installation. Il est bien certain que lorsqu'un ouvrier s'emploie dans une industrie dangereuse, ce n'est pas qu'il ne puisse s'adresser ailleurs, c'est qu'il y est attiré par certains avantages, notamment très souvent par l'élévation des salaires. Dans la théorie comme dans la pratique, moins une industrie est dangereuse, plus les ouvriers viennent s'y proposer, l'offre du travail y est plus forte et le salaire moins élevé que dans toute autre industrie qui présente moins de garanties.

Le texte de la loi cité par nous mentionne dans l'article 1^{er} les moteurs mécaniques. Dans l'esprit des législateurs, la multiplication de ces moteurs ne serait-elle pas un bien ? si la mécanique fait des progrès, il est évident que ce ne sont pas les industriels seuls qui profitent du bien-être amené par la multiplication des machines,

mais que la société tout entière en bénéficie. Dès lors, si le profit général entraîne des dommages particuliers, c'est à la société tout entière qu'on doit s'adresser pour en demander réparation et non pas à une classe seulement de cette société. On avait sans doute ainsi raisonné en 1848 lorsqu'on organisait et qu'on subventionnait des caisses d'assurances contre les accidents agricoles ou industriels. Mais malheureusement, en remplaçant les caisses d'assurances particulières par une caisse d'assurance de l'Etat, on n'a pas fait autre chose alors, comme nous l'avons déjà expliqué, que du socialisme d'Etat.

Le rapporteur du projet de loi, qui sans doute connaissait ce reproche, semble y répondre dans une partie de son rapport lorsqu'il dit (*Doc. parl.*, p. 262) : « Il n'est pas demandé une obole à l'Etat. » Nous sommes d'avis qu'il se trompe étrangement. L'article 6 stipule en effet : «... Si le défendeur justifie avoir contracté, au profit du demandeur, une assurance à la caisse établie par la loi du 11 juillet 1868, le juge de paix sera tenu de surseoir jusqu'à ce que le comité institué par les articles 23 et suivants du décret du 10 août 1868, modifié par le décret du 13 août 1877, ait donné son avis en exécution de l'article 29 du premier de ces décrets ; et le jugement à intervenir devra se conformer à cet avis, en ce qui concerne la détermination du genre d'incapacité de travail. » Il y a là un avantage réel, qui rendrait en quelque sorte à tout industriel l'assurance de l'Etat obligatoire. Dès lors nous ne voyons pas comment on ferait pour ne pas demander « une obole à l'Etat », en raison de l'accroissement des subventions qui seraient nécessaires au fonctionnement des caisses organisées par cette loi.

Le rapport de MM. Girard et Martin Nadaud fourmille à ce sujet d'idées fausses. Par exemple, dans la société, ce ne sont pas, comme on l'a dit, les industriels qui profitent le plus des progrès mécaniques de l'industrie, mais bien les ouvriers, puisqu'ils représentent la majorité des consommateurs. Il n'est nullement exact non plus de dire que le patron retire le profit net de l'ouvrage accompli, alors que le profit de l'ouvrier est toujours un profit net (le salaire n'étant qu'un forfait qui garantit ledit ouvrier contre les chances commerciales de l'entreprise, lesquelles pèsent exclusivement sur le patron), tandis que le profit du patron ne devient net que lorsque la recette excède la dépense. C'est de l'économie politique élémentaire.

Le passage suivant mérite aussi d'être relevé (*Doc. parl.* page 260, col. 3) : « Recherchant la justice, dit le rapport, la commission serait la première à réprouver comme inique toute loi spoliatrice des uns à l'avantage des autres, convaincue que la richesse publique a sa source dans l'activité de l'industrie nationale, elle répudierait abso-

lument toute mesure susceptible non seulement d'entraver le fonctionnement de la grande industrie, mais simplement de contrarier son essor. Enfin, sympathiquement dévouée aux travailleurs, elle conçoit clairement que l'exagération inconsidérée des prétentions, par delà les limites infranchissables du prix de revient du produit marchand, conduirait fatalement à l'anéantissement du travail lui-même. » Puis le rapport, calculant la dépense que doit entraîner pour les patrons la garantie du risque ou l'assurance obligatoire, juge cette dépense peu considérable et conclut à l'adoption du projet. — Ainsi donc le rapporteur dit en toutes lettres que les lois spoliatrices des uns à l'avantage des autres sont des lois iniques, mais il semble dire ensuite que cette iniquité cesse dès le moment où la loi n'est qu'*un peu* spoliatrice. Tant que la loi « n'accable pas l'industrie française et ne la place pas dans des conditions d'infériorité vis à vis de l'industrie étrangère », on peut largement l'appliquer, on peut imposer le patron au profit de l'ouvrier ; mais lorsque le moment arrive où le patron travaille pour rien, lorsque la loi atteint « les limites infranchissables du prix de revient », il ne faut pas l'appliquer, ce qui veut dire qu'on proclame la légitimité de la tarification légale du salaire jusqu'à l'anéantissement du bénéfice et qu'on charge ensuite le législateur de fixer lui-même la mesure. Fausse démocratie, ignorance des lois économiques les plus vulgaires, tout cela se rencontre dans cette substitution de la charité légale à la justice, de la contrainte à la liberté.

A la fin de son rapport, le législateur semble s'excuser de rendre l'assurance obligatoire aux industriels français, et prévoyant le cas — qui vraisemblablement se présenterait souvent — où la prime d'assurances de 8 francs par tête d'ouvrier serait trop lourde pour le patron, il conseille à celui-ci « de partager le fardeau et d'en faire porter *la moitié* sur le salaire ». Qui empêcherait en ce cas l'industriel de faire porter *la totalité* sur ce même salaire, et d'y prélever la somme nécessaire pour faire face à sa prime d'assurance ? Rien dans la loi ne prohibe cette manière de faire, et cependant il est certain que dans ce cas l'on n'aurait nullement atteint le but du législateur.

Enfin le principal argument du rapporteur a surtout roulé sur ce point : que le projet de loi lui semblait parfaitement anodin : « Avant comme après le vote du projet de la commission, jamais le patron ne pourra être déclaré responsable s'il n'existe pas une faute de sa part. Aux termes de la loi actuelle, pas d'imputabilité, pas de responsabilité ; après le vote de la loi actuellement en discussion, il en sera toujours de même : pas d'imputabilité, pas de responsabilité. » En réalité, nous le demandons, si véritablement rien n'est changé en

France, s'il n'y a qu'un texte de loi en plus, à quoi bon ce texte de loi ?

Discussion de ce projet à la Chambre. — La discussion du troisième projet de la commission eut lieu à la Chambre le 20 octobre 1884. Nous ne saurions, sous peine d'être entraîné trop loin, en donner le résumé exact, la plupart des orateurs d'ailleurs qui se sont produits à cette occasion n'ayant présenté aucun argument nouveau, ni aucune théorie nouvelle pour ou contre la loi. Nous nous bornons seulement à signaler quelques passages du discours de M. Peulevey qui, bien qu'auteur d'un projet spécial, s'est appliqué surtout à critiquer en excellents termes les dispositifs du projet de la commission.

C'est ainsi entre autres qu'il a fait remarquer avec raison que l'article 1^{er} vise les ouvriers travaillant dans les chantiers, et que par exemple un couvreur isolé qui se sera rompu les os, ne rentrant pas dans cette catégorie, ne pourra rien réclamer : « Qu'est-ce qu'un chantier, demande-t-il ? combien faut-il d'ouvriers pour constituer un chantier ?... J'appelle un couvreur pour réparer le toit de ma maison. Il envoie un de ses ouvriers avec une échelle, et l'ouvrier, ayant mal installé son échelle, tombe du haut du toit. Y a-t-il là un chantier ? Non. Au contraire, à côté il y aura une maison en construction où huit ou dix ouvriers maçons seront en train d'accomplir leur ouvrage. L'un d'eux tombe d'un échaffaudage. Ah ! là, il y a, nous dira-t-on, un chantier de construction. » C'est certainement une distinction à laquelle n'avait pas songé la commission, et cette simple observation nous montre combien l'application d'un tel projet aurait des conséquences imprévues en pratique.

Arrivant à la question de responsabilité proprement dite et à la prétention qu'ont eue les auteurs du projet de loi d'écarter tout cas fortuit au profit des patrons : « Vous vous trompez, leur dit M. Peulevey : vous ne pourrez pas empêcher le patron de se défendre, d'invoquer le cas fortuit, la force majeure, voire l'imprudence ou la maladresse de l'ouvrier. Pour juger qui des deux a raison, il faudra instituer une enquête, une expertise, entendre des témoins ; de là les délais considérables, alors, qu'aurez-vous fait ? Vous avez bouleversé inutilement tous les principes de notre droit. Vous n'aurez rien fait, si ce n'est dans le cas où le patron sera dans l'impossibilité de faire la preuve, et alors vous rendez le patron responsable indéfiniment de ce que vous appelez les risques professionnels. »

Bref, la Chambre hésitait à voter l'article 1^{er} de cette loi d'exception, peut-être un vote contraire allait-il se produire, lorsque M. Rouvier, nouvellement choisi comme ministre du commerce, vint

déclarer le 23 octobre à la tribune que le gouvernement, bien que n'appuyant en aucune façon le projet de la commission, demandait aux députés de voter cet article « parce qu'un vote contraire eut semblé signifier que la Chambre se désintéressait de la question. » 318 voix contre 37 sur 355 votants lui ayant aussitôt donné satisfaction, la Chambre, une fois cet article voté, a semblé considérer qu'elle avait tout le temps d'examiner plus à fond le projet dans une nouvelle délibération et en a voté la majeure partie. Cette manière de faire a paru tellement évidente à tous, qu'on a pu entendre un honorable député, M. Lorois, auquel personne n'a répliqué, exprimer très aisément son vif regret de voir la Chambre adopter le système « qui consiste à voter en première délibération une loi qu'elle trouve mauvaise, sauf à la corriger en seconde délibération. »

Quoi qu'il en soit, bien que repris plus tard et présenté sous une autre forme au nom du gouvernement par M. Rouvier qui demandait 1° la création du risque professionnel ; 2° l'obligation pour le patron de l'assurance pour ce cas spécial, le dernier projet de loi de la commission disparut forcément avec la législature.

Si nous voulons résumer toute la discussion de cinq années qui malgré sa longueur peut être néanmoins qualifiée de stérile, puisqu'elle n'a pu en dernier ressort aboutir à un vote que sous condition d'être rejetée ou remaniée après nouvel examen, nous le ferons ainsi :

Le patron, a-t-on dit, est dans la règle et presque toujours le véritable auteur de l'accident qui frappe l'ouvrier. D'où il suit que pour tout accident survenu dans son usine, ce même patron doit être présumé coupable d'imprudence, et que pour se faire allouer par les juges une indemnité égale à celle qui lui est accordée aujourd'hui lorsque la culpabilité du maître est démontrée, l'ouvrier ne doit plus que faire constater le fait matériel de la blessure reçue. Voilà qui est admis par tous les auteurs des projets sans aucune exception.

Deux systèmes sont alors proposés pour l'application de la loi. Le premier permet au patron de repousser la présomption qui pèse sur lui, s'il établit devant le juge que l'accident est dû à l'imprudence, à la faute même de la victime, ou à un cas de force majeure (présomption *juris tantum*). Le second au contraire ne lui permet en aucun cas de repousser la présomption dont on le charge, (présomption *juris et de jure*).

Puis ces deux théories sont combinées l'une avec l'autre. Dans une première hypothèse, le patron peut échapper à toute condamnation dans deux cas : 1° s'il établit que l'accident a pour origine « la force majeure ou le cas fortuit qui ne peuvent être imputés ni à

lui ni aux personnes dont il doit répondre » ; 2° s'il prouve que l'accident qui a fait une victime « a pour cause exclusive » la propre imprudence de l'ouvrier. Dans une seconde hypothèse, en supposant même que le patron ait pu prouver qu'il n'est coupable en quoi que ce soit d'un accident arrivé à l'ouvrier, il retombe sous le coup d'une autre faute, d'une autre responsabilité, « le risque professionnel », à laquelle cependant il peut échapper dans deux cas seulement : 1° en supposant que la victime s'est exposée intentionnellement à l'accident ; 2° lorsqu'il y aura eu pour le chef de l'entreprise ou ses préposés impossibilité de l'en préserver.

Mais n'a-t-il pas été proposé, en dehors de la dernière Chambre, soit par des publicistes étrangers à la politique, soit par des membres de la présente législature, quelque solution plus juste de ce difficile problème ? C'est ce qui nous reste à examiner pour avoir terminé l'étude du mouvement d'opinion suscité en France par la question des accidents du travail.

Alfred RENOARD.

UN ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE L'IRLANDE

Dans le travail si complet qu'il vient de consacrer à l'Irlande (V. ci-dessus, p. 53 et 77), M. Fournier de Flaix a rappelé que l'anarchie intérieure avait fourni à Henri II l'occasion de s'immiscer dans les affaires de l'Irlande (p. 56). On a beaucoup discuté pour savoir dans quelle mesure le Saint-Siège avait encouragé cette immixtion. Malgré la bulle dont s'autorisait Henri II, il en coûtait à la catholique Irlande de croire que sa cause avait été sacrifiée par le pape Adrien IV à des intérêts politiques ou des avantages personnels. Notre confrère M. Geoffroy nous signale une étude remarquable des *Analecta juris pontificii* qui paraît élucider définitivement le point controversé : elle établit la non authenticité de la bulle sur laquelle s'appuyait Henri II, et prouve que les papes, même anglais comme Adrien IV, ne se sont jamais départis de leur sollicitude dévouée pour l'Irlande.

LA COLONISATION FRANÇAISE

AUX NOUVELLES HÉBRIDES

1. *Description géographique.* — L'archipel des Nouvelles-Hébrides est situé à 250 milles environ dans le N.-N.-E. de la Nouvelle-Calédonie; il comprend une dizaine d'îles dont les trois plus grandes sont : Sandwich, Mallicolo et Santo. La végétation y est admirable; le coup d'œil des plus variés : cônes volcaniques s'élevant à une grande hauteur au-dessus de la mer; cratères en activité; îlots de corail; plateaux qui se prêteraient à la culture et à l'élevage; collines très boisées, vallées fertilisées par des cours d'eau.

Quant à la salubrité, elle y est la même que dans les autres îles de l'Océanie situées sous les mêmes latitudes. On signale des cas de fièvre dans les endroits non assainis par les alizés du Sud-Est; là, pas plus que dans les autres pays tropicaux, l'Européen ne peut s'écarter impunément des règles d'hygiène particulières à ces climats.

2. *Indigènes.* — Les naturels, dont le nombre est très difficile à évaluer, ont des types assez différents, suivant les îles auxquelles ils appartiennent. Moins abrutis que les indigènes australiens, plus susceptibles de civilisation, ils sont tous d'une grande sauvagerie, anthropophages, rusés et paresseux. Pour obtenir d'eux quelque travail, il faut les transporter d'une île dans une autre, les dépayser. La chasse leur fournit peu de ressources, le gibier étant à peu près nul; la pêche et la cueillette des fruits spontanés constituent leur principal moyen d'existence. Ils donnent certains soins à la culture des ignames, des taros, des bananes. La propriété du sol est collective. La famille est fondue dans la tribu dont le chef jouit d'une autorité incontestée.

Ils craignent les blancs; parfois, quand ils se sentent en force, ils tuent le colon isolé ou brûlent son établissement, soit par suite de la peur instinctive que leur cause cet être supérieur, soit, le plus souvent, par esprit de vengeance, exaspérés par les mauvais traitements, les actes déloyaux, les enlèvements, dont, trop souvent, le personnel des navires du commerce se rend coupable.

Quelques missionnaires protestants, de race anglaise, sont disséminés sur différentes îles de l'archipel; ils ont une grande influence sur l'esprit des naturels. Il y a eu, autrefois, des maristes français dans une des trois îles situées au sud de l'archipel.

3. *Achats de terrains.* — Une grande partie des terrains, au moins sur les côtes, a été achetée aux chefs indigènes par des maisons allemandes ou anglaises, souvent à des prix insignifiants. On cite un agent chargé de ces achats qui, grâce à une commission de 0 fr. 15 par hectare, a réalisé de jolis bénéfices. Des étendues importantes de territoire ont été acquises de cette manière par la *Compagnie française des Nouvelles-Hébrides*, compagnie française au moins de nom, dont le siège est à Nouméa, et qui, à défaut de Français, compte un certain nombre d'Anglais parmi ses actionnaires et ses employés (1).

L'administration française a voulu, elle aussi, acheter du terrain ; mais le zèle patriotique des missionnaires anglais a empêché d'aboutir les démarches faites dans ce but.

4. *Établissements européens.* — Ce n'est guère que dans l'île Sandwich, à Port-Vilah et Port-Havannah, que l'on rencontre un commencement d'agglomération de colons européens. A Port-Vilah, on trouve un Suédois et un Français, colons indépendants, et un représentant de la Compagnie des Nouvelles-Hébrides. Port-Havannah se compose à peu près des mêmes éléments ; un agent français de la Compagnie des Nouvelles-Hébrides y habite avec sa femme, une européenne. C'est là que réside le fameux Mac-Leod, colon écossais, d'une nature très énergique, établi depuis fort longtemps dans ces parages.

5. *Un charpentier français.* — Parmi les employés de Mac-Leod, nous citerons un Français qui lui est attaché sous le régime des engagements volontaires permanents. C'est un Bourbonnien, au sang fortement mêlé (la Réunion fournit un certain nombre de colons à la Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides), âgé d'une quarantaine d'années. Il exerce le métier de charpentier, construisant et réparant des embarcations, élevant des cases, etc. Son salaire fixe s'élève à 200 fr. par mois ; mais, pour l'établissement de son budget, il faut y ajouter de nombreuses subventions : logement gratuit dans une hutte en écorce couverte de chaume ; jouissance d'un petit jardin où il cultive des légumes et élève des volailles ; nourriture gratuite. Cette nourriture se compose principalement de riz assaisonné de piment et arrosé de vin, parfois de biscuit, de viande de bœuf fraîche ou conservée, de légumes (ignames, patates, salades), et de fruits tels que les bananes et les noix de coco. Il ne mange du pain que rarement lorsqu'il peut s'en procurer à bord des navires de passage. En somme, ce régime de sustentation n'est pas assez fortifiant, eu égard au climat et à la besogne fatigante de l'ouvrier ; aussi est-il sujet à des accès de fièvre qui se reproduisent toutes les semaines et interrompent son travail pendant un jour ou deux. La pêche lui fournit aussi quelques ressources : une cartouche de dynamite, que l'on fait partir sous l'eau, amène à la surface de la mer

(1) La colonisation par le moyen des compagnies, pratiquée sous Louis XIII, a été depuis discréditée à cause du monopole qui en était alors la condition fondamentale ; elle avait cependant l'avantage de réunir les efforts et les capitaux individuels, de manière à produire des résultats féconds sous la direction de gérants capables et consciencieux. (*Voyage d'Ida Pfeiffer à Madagascar*, introduction par Francis Riaux, p. VII, Hachette, 1862).

les poissons foudroyés. Tel est le mode dangereux usité dans ces contrées ; il n'est pas rare de rencontrer des colons ayant perdu un ou plusieurs doigts, ou même un bras, à la suite d'accidents occasionnés par cette pêche productive mais périlleuse.

Notre charpentier vit maritalement, chose fréquente dans ces îles où l'on rencontre déjà quelques métis, avec une femme-servante, une popinée indigène, achetée dans une île voisine, pauvre créature bornée, vivant de peu, qui le seconde dans les soins du ménage, et sur laquelle il veille avec sollicitude. « Je ne veux pas la perdre, dit-il, elle m'a coûté 400 fr. »

6. — *Recrutement des travailleurs.* — On voit par ces derniers mots, que si la traite est supprimée, elle a été remplacée par une institution équivalente : c'est le recrutement, système excellent, quand il est bien réglementé et bien appliqué. Les travailleurs indigènes s'engagent volontairement, en présence de leur chef et d'un commissaire du gouvernement, à suivre le recruteur, qui les conduit dans l'île ou sur le continent désignés ; là, ils travailleront pendant un nombre d'années déterminé, moyennant une somme fixe ou un salaire mensuel qui varie de 25 à 65 fr., et dont le paiement réel est surveillé par l'administration. L'engagiste paye au bureau de l'immigration une somme de 20 fr. pour frais d'engagement, et, à la cessation du contrat, 20 fr. pour frais de rapatriement. Le chef indigène de la tribu du travailleur touche 10 % sur les salaires, aussi a-t-il tout intérêt à favoriser ce recrutement. En somme, grâce à la surveillance qu'exercent la France et l'Angleterre, ce système fonctionne assez bien ; il y a peu d'abus ; les engagements, réellement volontaires, s'effectuent sans violence, et le problème si délicat de la main-d'œuvre se trouverait en partie résolu pour la Nouvelle-Calédonie, si le gouvernement n'avait pas suspendu, en 1885, l'immigration néo-hébridaise.

7. — *Travaux des colons.* — En dehors des travailleurs indigènes, les autres sources de richesses que les Nouvelles-Hébrides présentent actuellement pour les colons sont : le *coprah* et la *biche de mer*.

Le *coprah*, ou amande desséchée de la noix de coco, sert à la fabrication d'huiles industrielles : huiles pour machines, etc. Le colon, installé dans sa station, sur un point quelconque du littoral, se met en rapport avec les indigènes ; en échange de poudre, de colliers, de haches, de tabac en figues et autres objets de troc, ceux-ci lui apportent toutes les noix de coco qu'ils veulent bien se donner la peine d'aller chercher. Mais pas de mauvaise foi, pas de vexations : sinon, le colon sera assailli, tué, et mangé. Après avoir été séchées au feu ou au soleil, les noix sont ouvertes ; le coprah ainsi obtenu est acheté par les navires de commerce, qui le transportent en Australie. Les bénéfices de cette opération sont essentiellement variables, suivant la saison, l'abondance des cocotiers, la bonne volonté des noirs. Nous citerons, comme ne sortant guère de la moyenne, un Français qui obtenait, par mois, environ 15 tonnes de coprah, vendues à raison de 325 fr. la tonne à une goëlette anglaise ; les frais d'achat et de séchage des noix s'élevaient à 80 fr. par tonne.

La *biche de mer*, appelée aussi bêche de mer, holoturie, trévang, est ce zoophyte gélatineux et visqueux, d'un goût semblable à celui des nids

d'hirondelle et, à cause de cela, très estimé des Chinois. On le pêche sur les côtes peu déclives, dans les lagous de corail. Sa préparation consiste à le vider, à en empêcher le retrécissement au moyen de deux baguettes de bois disposées en croix, et à le dessécher au soleil. Suivant les qualités, ce produit se vend de 1500 à 3000 fr. la tonne.

On a fait, à Sandwich, quelques essais de plantations et de culture ; le maïs donne deux récoltes par an. Il faut quelques années d'expériences avant de connaître les qualités que l'on pourra obtenir en café, en coton, en sucre ; tous les fruits et légumes des pays tropicaux viennent en abondance et demandent peu de soins ; le terrain paraît généralement fertile. Le climat n'est pas assez tempéré pour permettre d'obtenir, par l'élevage, des viandes de bonne qualité pour l'exportation.

Tel est, à grande traits, l'état social des Nouvelles-Hébrides, sur lesquelles le gouvernement semble diriger ses vues d'occupation officielle. Certes, elles ne seront pas inférieures à nos autres colonies, le jour où la France, revenue, par le respect de la religion et de l'autorité paternelle, à ses anciennes coutumes de fécondité et de saine éducation, pourra y envoyer autre chose que des forçats, des fonctionnaires, ou des récidivistes.

X.

LA FEMME ET LE FOYER DOMESTIQUE ⁽¹⁾

Il y a des livres qui se font sans que l'auteur en ait pour ainsi dire conscience, et sans qu'il en ait formé le dessein. Ce n'est plus l'écrivain qui veut remplir les colonnes d'un journal, les pages d'une revue, ajouter un volume à ses écrits. Ces livres sont particulièrement dignes d'attention, car, plus que d'autres, ils ont chance d'ajouter de nouvelles richesses au trésor patiemment accumulé de l'expérience et de la raison humaine. Tel nous paraît être le cas de l'ouvrage que nous présentons aux lecteurs de la *Réforme*, comme rentrant absolument dans les traditions de notre école. L'auteur de *la Mère de famille* (2) — nommons-le, bien qu'il n'ait pas signé son ouvrage : M. l'abbé Camille Rambaud, fondateur de la cité de l'Enfant-Jésus, aux Brotteaux, près de Lyon, — s'est trouvé, depuis plus de vingt-cinq ou de trente années, chaque jour, à chaque heure, en présence de ces femmes du peuple qui venaient lui demander des conseils. Ce sont ces avis tant de fois répétés et vérifiés par une si constante expérience qui forment le texte de ce petit volume.

Il y a pour tout homme deux vies différentes : l'une qui est l'existence

(1) Communication faite à la Réunion annuelle dans la séance du 24 mai.

(2) *La Mère de famille ou la Maîtresse de maison*, 1 petit volume in-12. Chez Vitte et Perrussel, libraires-éditeurs, à Lyon.

du dehors où se meut et se déploie notre activité physique : c'est le travail, la production, la richesse, le succès. L'autre est toute intérieure : c'est la vie de l'âme et du cœur, le recueillement; ce sont les affections domestiques, c'est le bonheur. Cette seconde existence est la vraie : c'est elle qui est la raison dernière de tout ce qui se passe au dehors. C'est une grave erreur, en économie politique, de perdre de vue les sentiments de l'âme et les traditions du foyer : c'est par là que tout s'explique et se mesure. L'auteur de *la Mère de famille* va résolument à l'encontre de certaines erreurs qu'accrédite la science et que multiplie un zèle maladroit. Il s'élève avec force contre le travail des femmes si mal entendu et si malheureusement favorisé de nos jours. Il établit avec une précision de détails irréprochable qu'en aucune occasion la femme qui travaille au dehors ne gagne assez pour couvrir les dépenses résultant de son absence du foyer domestique. Il y a là un compte de doit et avoir semblable à celui que représente la méthode fondamentale des monographies. Les plus belles résolutions du monde ne sauraient résister à l'entraînement des dépenses que déterminent ces gains apparents, à cette absence d'ordre et de soins sans lesquels rien ne dure et rien ne profite.

Dès que la femme reste au foyer, elle soigne et élève ses enfants. L'auteur s'attaque avec raison à l'abus qu'on fait dans notre société contemporaine de l'Asile et de la Crèche. Dès que la mère ne travaille plus au dehors et qu'elle garde la maison, l'enfant reconquiert sa place auprès d'elle, et le père aime à les trouver réunis à la table de famille. Il ne faudra pas non plus se hâter de mettre au travail des enfants trop jeunes encore. Il faut qu'ils se forment et qu'ils s'élèvent : le peu d'argent qu'ils peuvent ainsi rapporter à des parents avides ne saurait compenser le préjudice que cet arrêt prématuré de leur éducation entraînera pour le reste de leur vie.

On le voit : toute la pensée de ce livre c'est la conservation, et l'on pourrait, hélas ! ajouter aussi la résurrection des mœurs domestiques. Ce qui rend ces pages vraiment belles et vraiment efficaces, c'est l'autorité, l'expérience, la simplicité de l'homme qui les écrit. Il n'y a rien là qui sente l'auteur, et l'oubli de soi-même y va jusqu'à la négligence ; en revanche, on reconnaît l'homme éprouvé dans la direction des âmes, l'homme dont chaque pensée est une lumière, chaque parole une recommandation et un conseil. Il y a là une science de la vie, une ardeur de charité, une puissance de vérité qu'il est donné à peu d'auteurs d'atteindre et à laquelle peu de lecteurs pourront résister.

L'abbé Rambaud, nous l'avons dit, n'a pas signé *la Mère de famille et la Maîtresse de maison*, comme il avait précédemment signé sa *Méthode d'enseignement raisonné. Partie philosophique*, livre publié il y a déjà un certain nombre d'années chez Josserand, à Lyon. Ce dernier volume est le témoignage d'une des entreprises les plus extraordinaires qui aient jamais été tentées, et cette entreprise a maintenant pour elle un succès de vingt années(1). L'abbé Rambaud s'est proposé d'apprendre aux enfants du peuple, non point cet amas de connaissances qu'on prétend leur enseigner aujourd'hui, mais les

(1) Sur la Cité de l'Enfant Jésus et les écoles de l'abbé Rambaud, cf. ci-dessus le travail de M. Jules Michel ; *la question des petits logements à Lyon*, 15 mars 1886, p. 176).

notions essentielles de la philosophie, et par suite de l'économie politique et du droit.

Il ne faut pas entendre ici par philosophie la science qu'on enseigne aujourd'hui, science qui de notre temps semble s'être donné l'étrange mission de détruire les croyances et d'affaiblir les principes du sens commun. La vraie philosophie consiste au contraire à affermir l'homme dans la possession de lui-même et à lui permettre ainsi d'user de toute sa raison. La réflexion n'est pas faite pour ébranler le sens commun, mais tout au contraire pour lui donner plus de force et plus de sûreté. Tous ces enfants du peuple vont se trouver, dans le commerce de la vie, en face des objections que soulève une fausse science, des préjugés qu'accueille une avidité crédule, des calomnies que colportent des passions haineuses. Seront-ils assez forts pour les mépriser ou assez instruits pour y répondre ? C'est à quoi l'enseignement de l'abbé Rambaud a pris à tâche de pourvoir. Vous pouvez entrer dans cette humble école; vous pouvez y interroger le premier élève venu. Cet enfant vous expliquera les raisons qu'il a de croire en Dieu, les fondements de la propriété, les relations du capital et du travail; il saura distinguer les différentes espèces d'impôts; il sera en mesure de réfuter aussi bien l'erreur du socialisme que celle du panthéisme. Quelle que puisse être la valeur de la méthode d'enseignement, il ne serait ni juste, ni raisonnable de demander à personne de croire sur parole à de semblables résultats, mais il ne faut pas oublier que cette école existe depuis tantôt vingt années, et que les enfants admis dans les premiers temps sont devenus des hommes qui ont fait leur chemin et pris leur place dans la vie. Quoique nés pour la plupart dans la plus humble des conditions et quelques-uns même dans la misère, ils ont presque tous réussi au-delà de toute espérance; de quelque fonctions qu'ils aient été chargés, on n'a pas tardé à reconnaître en eux un sens droit, un jugement ferme, une netteté de vues et un esprit de décision qui manquent à la plupart des hommes. C'est que, dans cette philosophie pratique l'on s'est efforcé avant tout de fortifier chez eux le sens commun, d'affermir la sécurité de leur certitude et de transformer en quelque sorte cette clarté de l'esprit en résolution de la volonté.

C'est ainsi, pour en revenir à notre point de départ que dans le livre *la Mère de famille et la Maîtresse de maison*, l'auteur s'est attaché avec le même soin et le même succès à fortifier dans l'âme de la femme les bons sentiments du cœur, à rendre plus vif son attachement pour les vieilles et pieuses coutumes du foyer domestique, à développer par tous les moyens possibles l'amour qu'elle éprouve pour les siens. Il ne faut pas aller chercher aussi loin qu'on le fait trop souvent les moyens d'améliorer la nature humaine : elle porte en elle, malgré sa corruption et sa déchéance, une grande puissance de croire et d'aimer, un besoin d'affection auquel il faut pourvoir, un fond de raison et de bon sens dont il faut la mettre en possession.

ANTONIN RONDELET.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE COMMUNAUTÉS D'HABITANTS EN FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Etudier, dans une région déterminée, l'institution des assemblées générales de communautés d'habitants, en recherchant les dates les plus anciennes et les plus récentes, — la périodicité, la composition des assemblées, le mode et l'objet de leurs délibérations, la manière dont ces délibérations ont été recueillies et conservées.

La Section économique et sociale du comité des travaux historiques croit utile d'appeler l'attention des correspondants du ministère et celle des sociétés savantes sur une institution qui, au point de vue des souvenirs administratifs de l'ancienne France, présente un intérêt capital, l'institution des assemblées de communautés d'habitants (2).

Comme on le sait, l'organisation première des communautés n'a point eu son origine dans des dispositions légales comme celles qui ont édicté les règles de l'organisation communale moderne, ou même dans des dispositions analogues à celles qui ont créé les communes de l'ancien régime. Les anciennes communes se sont, il n'est pas besoin de le rappeler, formées dans des conditions spéciales. Elles se sont organisées en vertu d'actes

(1) Nous croyons qu'on nous saura gré de reproduire en entier les instructions du Comité des travaux historiques et scientifiques, en raison de l'intérêt de la question qu'il met à l'étude. Ceux qui voudront bien se reporter à la 3^e édition de l'*Organisation de la famille* de F. Le Play (p. 262 et 474), y trouveront une instructive notice consacrée par M. E. Cheysson aux habitants du Bigorre. Cet exemple met en lumière l'importance de ces recherches pour les études économiques et sociales. Aussi pensons-nous que beaucoup de nos confrères, et quelques-uns des groupes de nos Unions répondront à l'appel du Comité. Les travaux demandés peuvent être adressés directement au Comité (Ministère de l'Instruction publique), pour figurer, s'il y a lieu, dans le *Bulletin* qu'il publie. Ils peuvent aussi faire l'objet de communications au Congrès annuel des Sociétés savantes. Celui-ci, dans sa dernière session, a déjà reçu des mémoires très remarquables de MM. Ch. Guyot, Audiat et Maître, sur les assemblées de communautés en Lorraine, en Saintonge et Aunis et en Bretagne. — *Note du Secréariat*.

(2) On croit inutile de faire remarquer qu'assez souvent, dans des ouvrages ou dans des documents administratifs, le mot *communauté d'habitants* est entendu non d'une façon spéciale comme dans la présente note, mais à l'état générique, pour indiquer les agglomérations d'habitants grandes ou petites ayant vie propre communale ou de communauté

constituant des privilèges et souvent par de véritables contrats. Il y a eu des communes rurales, mais d'ordinaire les communes, surtout celles de sérieuse importance, sont nées sur des points où la classe bourgeoise, représentée principalement par les corporations, avait pris une cohésion plus ou moins forte. Elles étaient sur l'ensemble du territoire une exception. La forme ordinaire de l'agglomération des habitants, la forme qu'on retrouve généralement dans les campagnes; dans les petites villes (1), c'est la Communauté, la Communauté, expression pure et simple des besoins communs (2) des habitants réunis dans ces petits centres. Nées, le plus souvent, à la suite de luttes et quelquefois dans des circonstances dramatiques, ayant d'ailleurs par elles-mêmes une importance relative qui appelait l'attention, les communes devaient trouver leurs historiens et elles les ont trouvés parmi d'illustres écrivains. Les humbles communautés sont restées dans l'ombre. Les détails que leur ont consacrés divers auteurs tels que La Poix de Fréminville (3) et Denisart (4) sous l'ancien régime, Alexis de Tocqueville (5), M. Léopold Delisle (6) et M. Albert Babeau (7) dans les temps actuels, quelques documents épars dans les recueils des Sociétés savantes ne suffisent pas pour éclairer suffisamment une matière digne de tout intérêt. La France moderne a le devoir d'interroger attentivement ce passé et de le mettre en lumière. L'histoire des communes est une page importante de l'histoire nationale, un relevé précieux des annales de la grande bourgeoisie française, mais l'histoire des communautés est l'histoire de ceux qui, à proprement parler, formaient le corps de la nation.

Nos communes actuelles ne sont pas les filles des Communes de l'ancien régime; elles sont les filles des Communautés d'habitants. « Il est de principe qu'aucun corps n'a, en France, d'existence légale s'il n'est autorisé par lettres patentes. A l'égard des communautés d'habitants dont l'existence est en quelque sorte nécessaire, elles n'ont besoin de titres que pour établir en leur faveur la concession de quelques droits ou privilèges extraordinaires ou la propriété de quelques biens (8). » Dans un autre recueil analogue, un jurisconsulte célèbre qui après avoir, le dernier, résumé les souvenirs de

(1) On sait que cependant parmi les plus grandes villes il en est qui n'ont jamais été communes.

(2) L'assemblée des voisins, *la Veziau*, comme on disait dans le Bigorre.

(3) Edme de la Poix de Fréminville, *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitants, des villes, bourgs, villages et paroisses du Royaume*. (In-4°. Paris, chez Gissey, 1760.)

(4) *Collection de décisions nouvelles et de notices relatives à la jurisprudence*, donnée par maître Denisart, procureur au Châtelet, mise dans un nouvel ordre. (In-4°, Paris, veuve Desaint, 1786.) Tome IV, mot *Communautés d'habitants*.

(5) *L'ancien régime et la Révolution française*. Chap. III, p. 73 et suiv. de l'édit. de 1836.

(6) *Recherches sur la condition de la classe agricole et sur l'état de l'agriculture en Normandie au moyen âge* (In-8°, Evreux, 1851), p. 135 et suiv.

(7) *Le village sous l'ancien régime*. (In-8°, Paris, 1878.) Liv. I^{re}, chap. II. — Raynouard (*Hist. du droit municipal en France*, in-8°, Paris, 1829, t. II, p. 293), sans traiter le sujet, rappelle ces institutions primitives qui, dans les localités organisées en communes, précédèrent la constitution communale.

(8) *Nouveau Denisart*, au mot *communautés d'habitants*, § 2.

l'ancien régime, devait, en haute situation, assister à l'éclosion de la France nouvelle, Merlin de Douai, répétait à son tour : « Quoiqu'il ne puisse s'établir dans le Royaume aucune communauté sans lettres patentes, les habitants de chaque ville, bourg ou paroisse ne laissent pas de former entre eux une communauté, quand même ils n'auraient pas de chartre commune (1). » Nées d'elles-mêmes, les Communautés virent leur existence se dessiner à mesure que le pouvoir seigneurial s'affaiblissait; elles prirent avec le temps, un caractère plus accentué, une certaine organisation variant plus ou moins suivant les localités, et le pouvoir royal finit par intervenir pour contrôler et régler, dans une mesure de plus en plus déterminée, une liberté d'action qui, dans la pratique, n'était pas toujours sans inconvénients.

Pour ne pas élargir trop le sujet, la Section ne demande pas des études portant sur l'organisation entière des Communautés, organisation quelquefois très complexe, mais sur l'institution qui en était la base première, l'élément originaire, l'assemblée générale des habitants connue souvent sous la dénomination de *Conseil général de la communauté*, réunion qui, image fidèle des assemblées des temps primitifs, était la forme la plus simple, et théoriquement la plus complète, de la représentation des intérêts collectifs de la localité. L'objet de ces réunions, dit Merlin, était : « de délibérer sur les affaires communes, de nommer les maires et échevins, consuls, syndics et autres officiers, selon l'usage du lieu, pour administrer les affaires communes, des assésurs et collecteurs dans les lieux taillables pour l'assiette et le recouvrement de la taille, des messiers et autres préposés pour la garde des moissons et des vignes et autres fruits. » Quand on parle des institutions de l'ancienne France, toute définition d'un caractère un peu général est difficile; l'indication de Merlin n'est guère qu'énonciative et on ne peut, en outre, la considérer comme exacte pour toute époque, car, on le sait, sans parler des moments où le pouvoir royal s'attribua d'une manière plus ou moins effective, dans un but plus fiscal qu'administratif, le droit de nommer les magistrats principaux des Communautés, ils n'étaient pas toujours désignés par l'assemblée.

La Section désirerait qu'afin d'arriver à des résultats précis et certains, on interrogeât, pour un territoire donné et d'une certaine homogénéité, les documents originaux, de façon à pouvoir indiquer d'une façon très nette : — à quelle époque on peut faire remonter dans le pays le souvenir des assemblées de Communautés; — quelle était leur composition (on sait que, sur certains points, les femmes mêmes y prenaient part); — s'il y avait obligation d'assistance et quelles étaient les sanctions de l'obligation; — quel était le mode de convocation (convocation au prône de la messe paroissiale, cloches, son de trompe, etc.); — qui présidait la réunion (souvent, on le sait, le juge seigneurial, mais quelquefois d'autres personnes); — quel était le lieu et le mode de réunion (généralement on le sait, pour les Communautés rurales, réunion à l'issue des offices religieux dans le cimetière environnant l'église, l'orateur montant sur une tombe); — quels étaient

(1) *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, au mot communauté d'habitants.*

les usages spéciaux suivis dans les localités dont la population était protestante ou mixte.

Il faudrait, en outre : Indiquer quelle était la nature des attributions de l'assemblée au point de vue de la gestion des intérêts de la communauté, en ce qui concernait les biens et droits de la communauté, les sacrifices à imposer à ses membres dans l'intérêt commun, le contrôle des dépenses et l'établissement des comptes, la nomination des fonctionnaires et délégués d'ordre divers ayant mission de représenter la communauté et de défendre ses droits soit dans des conditions permanentes, soit à l'état de missions temporaires au dehors ; — indiquer quelle était l'action du pouvoir seigneurial sur l'assemblée ; — indiquer quelle était la périodicité des assemblées et à quelle époque précise apparaissent les dernières en date ; — indiquer comment étaient rédigés, arrêtés et conservés les procès-verbaux et où se trouvent maintenant ceux de ces documents qui survivent.

Il importerait absolument, sur chacun de ces points, de ne pas faire une réponse unique, mais de suivre la communauté dans les diverses époques de son existence, le mode de fonctionnement des assemblées s'étant généralement assez modifié avec le temps. Il serait nécessaire de noter avec soin et d'une façon spéciale les modifications résultant de l'action des pouvoirs publics et notamment d'actes des intendants. Les municipalités actuelles, qui ont quelquefois de riches archives provenant des communes de l'ancien régime, ont rarement les archives des communautés, mais les archives départementales, ces inestimables répertoires des richesses de l'histoire locale, fournissent de précieuses indications ; on en trouve aussi dans les documents des archives nationales concernant l'administration provinciale (correspondance des intendants, etc.) ; il y a également, et d'une façon très particulière, des recherches à faire dans les vieux actes des notaires, ces officiers publics ayant été très souvent chargés autrefois de la rédaction des procès-verbaux des assemblées et les ayant, par suite, déposés parmi leurs minutes.

On le sait, dans l'ancienne France, au sein d'une civilisation sortie, on peut le dire, du Christianisme, les intérêts religieux ne se séparaient pas des intérêts temporels et étaient, comme eux, ceux de l'ensemble de la population. Il était naturel que, par suite, dans les limites plus restreintes qui s'imposaient forcément, ils fussent aussi l'objet des délibérations de l'ensemble des habitants ; on trouve donc, dans les communautés, le souvenir d'assemblées paroissiales (1) à côté des assemblées de communautés. Originellement même, à n'en pas douter, elles n'ont pas dû se distinguer. La section désire que dans l'étude proposée par elle, on laisse de côté les assemblées d'un caractère purement paroissial qui pourront faire plus tard l'objet d'une étude spéciale. On pourrait se borner à en mentionner l'existence avec les dates les plus anciennes et les plus récentes.

(1) On doit rappeler que le mot *Paroisse* est bien souvent entendu, dans l'ancienne nomenclature, en un sens civil pour représenter l'agglomération des habitants de la circonscription.

M. Albert Babeau a, on le sait, traité séparément, dans son livre, des *assemblées d'habitants* et des *assemblées générales de la paroisse*.

CHRONIQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL

Le mouvement de la criminalité en France depuis quinze ans. — Un nouvel essai de la mine au mineur. — Le projet de loi militaire : le service de trois ans ; les sursis et les congés ; les sociétés libres d'instruction militaire. — Le Congrès de Plymouth et le sermon du Rev. Percival : la coopération et l'esprit chrétien.

Le mouvement de la criminalité en France depuis quinze ans. — Le rapport récemment paru au *Journal officiel* sur l'administration de la justice criminelle en France, pendant l'année 1884, ne fournit d'éléments de comparaisons qu'entre cette même année 1884 et les deux années antérieures. Il est donc peu concluant. Pour pouvoir porter un jugement quelque peu fondé sur le mouvement de la criminalité, il faut un plus grand nombre d'années. Remontons donc en arrière. Les deux volumes de la statistique criminelle renferment justement les moyennes des périodes quinquennales 1871-1875 ; 1876-1880. Calculons la moyenne des quatre années suivantes : 1881, 1882, 1883, 1884 ; bien que cette période comprenne une année de moins que les deux autres, les résultats obtenus peuvent néanmoins servir de termes de comparaison.

Contrairement à une opinion vers laquelle on incline naturellement en France, le crime a suivi chez nous, depuis 1871, une progression très sensiblement décroissante, c'est ce qui ressort clairement du tableau ci-après.

CRIMES CONTRE LES PERSONNES.

Années	Moyennes annuelles absolues des accusés.	Moyennes annuelles des accusés par 100,000 habitants.
1871-75	1687	4,62
1876-80	1661	4,45
1881-84	1621	4,28

CRIMES CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

1871-75	2166	5,95
1876-80	1785	4,76
1881-84	1773	4,67

ENSEMBLE DES CRIMES.

1871-75	3853	10,57
1876-80	3446	9,21
1881-84	3394	8,95

En entrant dans le détail, on constate que la décroissance qui se manifeste dans l'ensemble se poursuit, sans être uniforme, dans la plupart des catégories de crimes contre les personnes ou les propriétés. Il n'y a eu accroissement *continu* pendant les trois périodes que pour une seule catégorie de crimes les « faux divers ». Or, cette expression est très vague et

d'autre part, l'augmentation est très faible ; elle est de $\frac{1}{145}$ seulement. On ne peut donc pas conclure à une aggravation sérieuse sur ce point.

Deux catégories de crimes, après être demeurées stationnaires pendant les deux premières périodes, ont augmenté légèrement dans la troisième : ce sont les incendies, les avortements. Mais une troisième catégorie, celle des parricides, s'est accrue d'une façon effrayante ; l'augmentation n'est pas moindre de 23 %, et pour la seule année 1884 comparée aux deux premières périodes, elle va jusqu'à 70 %. Elle a été continue et rapide pendant les quatre dernières années. En 1881, on ne comptait que 9 parricides, en 1882 14, 16 en 1883 et 17 en 1884.

Les suicides ont suivi une marche analogue. De 1871 à 1884, ils ont augmenté dans la proportion de 37 %, comme le montre le tableau suivant :

SUICIDES.		
Années	Moyennes absolues	Moyennes sur 100,000 habitants.
1871-75	5274	14,45
1876-80	6259	16,82
1881-84	7243	19,16

Le parricide et le suicide ont un lien commun : ils représentent au plus haut degré le crime contre la famille, ils prouvent donc la désorganisation radicale qu'elle subit. L'esprit de famille disparaît. Le père perd son autorité, le fils son respect. Le suicidé est le plus souvent père de famille ; par sa mort, il déshonore les siens et souvent les plonge dans la misère.

Ces exceptions faites, presque toutes les catégories de crimes ont suivi une progression décroissante. Celles qui sont stationnaires sont relativement peu nombreuses. Parmi les accusations dont le nombre va diminuant, celle d'empoisonnement est la plus frappante. Quand on réfléchit aux progrès considérables de la science pendant ces dernières années, on est bien en droit de conclure à une diminution notable du crime lui-même.

La fixité de la répartition proportionnelle des accusés eu égard à leur âge, sexe, profession, etc., est remarquable. D'une année à l'autre, les variations ne sont que d'une centaine. La proportion des femmes sur le nombre total des accusés est toujours d'un huitième. Il est à remarquer cependant que de 20 à 25 ans la proportion se trouve plus faible chez les hommes que chez les femmes ; elle est de 15 p. 100 chez les hommes et 22 p. 100 chez les femmes. Ce fait s'explique par la présence sous les drapeaux d'une grande partie de la population masculine de cet âge.

Un quart des accusés environ ne sait ni lire, ni écrire ; 1 1/2 p. 100 ont reçu une éducation supérieure. Parmi les illettrés, le nombre des femmes domine celui des hommes ; ainsi, on rencontre 34 illettrées sur 100 femmes accusées ; pour les hommes, la proportion serait de 23 pour 100.

L'indulgence du jury s'est surtout déclarée [dans les affaires de

(1) Voir pour plus de détails dans la *Péforme sociale* du 15 juin 1884 (VII, p. 562), *l'augmentation des suicides*, par H. Cetty.

mœurs. Ici, les acquittements ont atteint la proportion de 32 p. 100. Au contraire, pour les crimes de faux et d'abus de confiance, ils n'ont été que de 18 p. 100. Les verdicts négatifs sont également favorables aux femmes, 47 p. 100 au lieu de 25 pour les hommes.

Contrairement aux affaires criminelles, les affaires correctionnelles ont subi une augmentation notable dans les deux dernières années. Elle a été de 7 p. 100. L'accroissement s'est surtout manifesté en matière de vagabondage et de mendicité. En 1884, le nombre de ces affaires a dépassé de 3542 celui de 1882. Cette aggravation doit être attribuée à la crise industrielle et agricole. Il existe encore une progression dans les délits d'outrage envers les fonctionnaires. Les délits de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance sont demeurés stationnaires.

Parmi les délinquants, le nombre des femmes est de un sixième environ; 26,625 contre 166,403 hommes. Les mineurs de 16 ans sont dans la proportion de 3 p. 100; ils ont le plus souvent à répondre de vols qualifiés, souvent même d'attentats à la pudeur.

Les contraventions de simple police sont également en augmentation. Les infractions à la loi sur l'ivresse se sont élevées au chiffre de 68,071, et qui pourrait dire le nombre des infractions non constatées. On relève encore 350 plaintes adressées aux juges de simple police par les commissions municipales pour inexécution de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire.

Chaque année, le rapport du ministre de la justice constate l'inefficacité de nos peines et par suite le nombre sans cesse croissant des récidivistes : « le flot de la récidive monte toujours », écrit le ministre. En quatre années, il a augmenté dans la proportion de 23 p. 100. 89,169, tel a été en 1884 le nombre des récidivistes. Sur 5,269 libérés en 1882, 1999 étaient condamnés de nouveau en 1884. Les tribunaux ne sont-ils pas assez sévères ? On peut le croire. Mais la cause principale réside dans une législation défectueuse. Le ministre exprime l'espoir que la loi du 25 mai 1885 sur la relégation apportera remède à cet état de choses.

Si l'on veut donner en quelques mots l'état actuel de notre criminalité, on peut le résumer ainsi : aggravation du parricide, du suicide, de la récidive et du vagabondage ; diminution de l'assassinat et des crimes contre la propriété ; en d'autres termes, l'esprit de famille sombre, le sens moral s'affaisse, les crimes qui dénotent l'affaiblissement de la volonté augmentent ; ceux qui exigent une certaine énergie nerveuse et physique diminuent ; le pays tombe en anémie !

Un nouvel essai de la mine aux mineurs. — Une nouvelle expérience de la mine aux mineurs va être faite, paraît-il. Ce sera un des résultats et non le moins intéressant de la grève de Decazeville. M. Laur, député de la Loire, vient en effet, d'obtenir pour les mineurs renvoyés de Decazeville la concession d'une mine en état d'abandon. En annonçant cet événement aux mineurs, il ajoute : « Nous devons rechercher un coin de terrain houiller abandonné, pour tâcher de faire un essai d'exploitation ouvrière. C'est fait. Très pacifiquement, sans violer la propriété de personne, on peut faire un essai qui détruira une utopie ou créera un état de choses nouveau. Il n'y a

pas à hésiter. Je suis pour la méthode expérimentale, et tout de suite, quand les problèmes sont posés. » — Nous connaissons déjà le produit de la formule par l'exemple du Mont-Rancié (1). L'épreuve nouvelle sera-t-elle plus heureuse ? Il n'est pas permis de se prononcer formellement, car les conditions d'exploitation pourraient être autres que celles de Vicdessos, si par exemple, au lieu du collectivisme, régi par l'Etat, on adoptait le régime de l'association choisissant elle-même librement une direction capable, bien payée et bien obéie. L'expérience est de nature à tenter plus d'un esprit généreux. Rien ne dit que sous un régime moins routinier, moins officiel, la chose ne puisse réussir.

Le projet de loi militaire. — Le nouveau projet de loi militaire présenté aux Chambres refond entièrement l'organisation actuelle. Le service, en principe, sera égal pour tous et durera trois ans. Le projet supprime ainsi la deuxième partie du contingent et le volontariat d'un an. Les dispenses à titre conditionnel en faveur des membres du clergé et des instituteurs, et les dispenses de droit accordées aux soutiens de famille seront également supprimées. Ces dernières resteront facultatives. Le nombre des hommes présents sous les drapeaux va ainsi se trouver augmenté dans des proportions notables, et, cependant, les ressources du budget ne permettent pas d'entretenir des quantités plus considérables que celles qui existent actuellement. Pour parer à cette difficulté, le projet a recours à un expédient : La durée du service, en réalité ne sera que de 28 mois, elle pourra même, pour certains, être réduite à 16 mois. Pour cela, le ministre de la guerre aura toujours la faculté de retarder d'un mois le départ des recrues et de devancer d'autant le départ des libérés ; en outre, chaque année, un congé de 6 mois pourra être accordé aux hommes qui sont dans leur deuxième année de service, du 31 octobre au 31 mars. Enfin, tous les hommes qui, à leur arrivée au corps, présenteront un certificat d'instruction militaire, ne seront assujettis qu'à deux années de service. Ceux-ci, en bénéficiant du congé de six mois, ne feront en réalité que 16 mois.

La *Réforme sociale* a eu souvent l'occasion de parler des conséquences désastreuses qu'entraînerait la suppression de l'engagement conditionnel d'un an, et des dispenses accordées aux ministres du culte ; nous n'y reviendrons pas aujourd'hui. Ne voyons que les innovations. La principale est le certificat d'instruction militaire. Quel sera ce certificat ? Comment sera-t-il obtenu ? Le projet admet qu'il pourra être fondé dans toutes les communes de France, des Sociétés libres d'instruction qui feront faire des exercices militaires à tous les jeunes gens qui voudront bien s'y soumettre. Les instructeurs seront choisis librement par les Sociétés à la seule condition d'être d'anciens sous-officiers ou caporaux faisant partie de la réserve ou de l'armée territoriale. L'Etat n'interviendra que pour la *direction générale et l'inspection des exercices de ces Sociétés*.

Que vont être, dans les grandes villes, ces Sociétés organisées par les conseils municipaux ? Ne formeront-elles pas une véritable garde-natio-

(1) Voir *Bulletin de la Société d'économie sociale*, t. VIII, p. 73 et *La Réforme sociale*, t. V, p. 465

nale? Ne constitueront-elles pas, à côté de l'armée, une force considérable capable, à certains moments, de la tenir en échec? Qu'on y songe pour Paris! Cette institution sera encore désastreuse au point de vue militaire. Le plus grand mal dont souffre notre armée est certainement le manque de discipline. Chez nous, le jeune soldat arrive à la caserne avec une nature indépendante; c'est une des qualités de notre caractère national. Il se fait à la longue à la discipline, grâce à la souplesse que conservait encore son caractère. Mais s'il passe les deux ou trois années qui précèdent son arrivée au corps, dans un milieu indiscipliné tel que sera celui de ces Sociétés, il contractera des habitudes et des goûts d'insubordination dont il ne se corrigera plus et qui seront au régiment un élément de perturbation.

La commission de l'armée est saisie de ce projet et s'est prononcée il y a quelques jours sur un point qui avait été passé sous silence. Elle a été unanime à reconnaître que les militaires ne pourraient pas voter. L'interdiction du vote des militaires est une règle qui n'avait jamais été mise en doute. Aussi était-il surprenant que le projet du ministre de la guerre ne l'ait point rappelée. La commission a réparé cette lacune. Cependant, par une concession dangereuse, elle a décidé que les militaires en position d'absence pourraient voter. Sauf ce point, la commission paraît décidée à voter sans grands changements le projet qui lui est soumis.

Le congrès de Plymouth. — Nous avons dit dans le compte rendu sommaire du congrès de Plymouth, que nous reviendrions sur les principaux discours qui y ont été prononcés, afin de juger des idées sociales qui dominent en Angleterre le grand mouvement coopératif. Nous y revenons et commencerons par le sermon prononcé, le dimanche de la Pentecôte, veille de l'ouverture du congrès, devant les cinq cent délégués des sociétés anglaises et une foule nombreuse, par le révérend Percival, chanoine d'Oxford.

En faisant l'analyse de ce sermon, nous sommes frappés, et tous les lecteurs de la *Réforme sociale* le seront avec nous, de l'analogie qui existe entre les pensées et le rôle social du révérend Percival d'une part, et, de l'autre, la mission admirable que remplit avec tant de succès le Père Ludovic, dans le domaine religieux économique. (Voir son beau livre : *Association chrétienne des honnêtes gens sur le terrain des affaires*, et les *Notes théologiques* qui en forment l'appendice).

Nous passons l'exorde du sermon du révérend Percival, pour arriver de suite à la partie économique. « Ne serait-il donc pas temps que ceux qui ont foi dans le Christ tentent sérieusement de soustraire la vie humaine à l'influence grandissante du régime de la concurrence et du principe de la lutte pour la vie. Les effets pernicieux d'un tel régime et d'un tel principe ont toujours affligé les âmes généreuses et ont souvent fait naître dans l'esprit de l'homme les différentes corruptions du socialisme. Les socialistes ont toujours échoué et ils sont condamnés à l'impuissance, tant qu'ils ne se seront pas persuadés de ces deux vérités : 1° que ce n'est pas la propriété qui dégrade l'homme, mais la lutte et l'égoïsme par lesquels, souvent, il l'acquiert; 2° que les réformes économiques et sociales resteront vaines tant qu'elles ne contiendront pas un élément de foi religieuse. D'autres réformateurs ont voulu guérir le mal par la loi, même impuissance : la loi

ne peut rien changer dans la nature et le caractère de l'homme, ses désirs, ses passions, ses affections et ses besoins. Vous ne créerez pas un monde nouveau si vous ne créez en l'homme un cœur et des désirs nouveaux. Si vous désirez rendre le monde meilleur, votre premier acte doit être cette prière : « Créez en moi un cœur pur, ô Dieu, et renouvelez en moi un esprit droit. » Le chrétien doit donc, avant tout, chercher à introduire dans cette vie des sentiments et des désirs nouveaux. Le seul essai que nous ayons encore vu capable de ce résultat consiste dans le mouvement coopératif qui nous a tous rassemblés dans ce lieu et qui tend à substituer l'idée de coopération à celle de concurrence et qui voudrait remplacer, à la base de la vie sociale, l'esprit de rivalité et d'égoïsme par celui de coopération chrétienne. Ce mouvement, sans doute, n'est encore qu'à ses débuts et n'embrasse qu'une faible partie du champ de la vie, mais s'il concorde avec fermeté ses principes d'union pour le bien commun, s'il maintient l'esprit chrétien, chez l'individu et dans la famille, il engendrera sûrement l'esprit de socialisme chrétien qui seul contient la promesse d'une vie conforme à celle qui nous a été révélée par le Christ et par la doctrine de saint Paul (1). Nous devons entretenir dans notre âme et traduire dans nos actes le sentiment de fraternité, et nous enthousiasmer pour le bien commun... De quelque côté que vous tourniez vos regards, vous verrez en ce moment les hommes saisis par des pensées d'union, de coopération, de socialisme et de changements démocratiques. Les idées qu'éveillent ces mots frappent et fascinent la jeunesse : elles fermentent dans le peuple, et cela indique bien qu'elles exerceront une grande influence sur la génération future. Quelle sera cette influence ? Bien dirigée, elle tendra à nous rapprocher de la conception véritable de la vie et de la société chrétienne. Cette conception doit être basée d'une façon inébranlable sur le sentiment de fraternité dans le Christ. « Maintenant », dit saint Paul, « vous formez le corps du Christ et ses différents membres. » Méditons cet enseignement, tandis que nous sommes portés sur la grande vague de transformation populaire qui traverse le monde avec tant de force. Pénétrons-nous de cette leçon qui se dégage de chacune des lettres de saint Paul, à savoir que la vie chrétienne est la vie sociale pour le bien commun. Soyons profondément convaincus de cette idée que nous ne formons qu'un seul corps dans le Christ, dont nous sommes les différents membres et que, suivant la parole de saint Paul, il n'y a de durable et d'immuable que ces trois choses : la foi, l'espérance et la charité, et la plus grande des trois est la charité. »

Dans un prochain numéro, nous analyserons les discours du comte Morley à la séance d'ouverture du congrès et celui de M. Acland, membre de la Chambre des communes. Ces deux discours et le sermon du révérend Percival donneront l'idée générale des opinions des classes supérieures en Angleterre, au sujet de la coopération.

A. FOUGEROSSE.

(1) Voir *la Somme de saint Paul*, par l'abbé A. Riche, notamment les chapitres IX, X, XI, (Paris, Plon, 1882.)

LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE

ET LES UNIONS EN 1885-1886

RAPPORT PRÉSENTÉ A LA RÉUNION ANNUELLE.

Il y a trente ans, presque jour pour jour, que F. Le Play et nos fondateurs, Ch. Dupin, J.-B. Dumas, Michel Chevalier, Augustin Cochin ont arrêté les statuts qui sont la charte de la Société d'économie sociale. Aucune constitution politique n'a duré aussi longtemps en France. Dans un siècle où les choses vieillissent si vite, on pense souvent et l'on n'a pas craint d'écrire que « le père de famille parvenu aux deux tiers de sa vie n'est plus au niveau de ce qu'il faut savoir ; ce sont ses enfants qui refont son éducation ; il représente pour eux la routine ancienne, la pratique usée, la résistance qu'il faut vaincre » (1). Ce n'est pas dans l'école de la paix sociale, Messieurs, qu'un pareil sentiment pourrait jamais trouver un écho. Nous formons une grande famille, et comme les familles qui savent durer, nous fondons nos espérances d'avenir sur le respect de notre passé. Heureuse de voir venir à elle chaque jour de nouveaux collaborateurs, et d'avoir à seconder les efforts de jeunes talents, l'école de la paix sociale met son honneur à suivre la voie tracée par F. Le Play et à garder la tradition de ses fondateurs. Il en est un dont je tiens à saluer ni le nom, sûr d'être en cela d'accord avec vos sentiments unanimes. J'exprime donc notre commune reconnaissance à celui qui après l'auteur des *Ouvriers européens* a le plus fait pour la Société d'économie sociale, à M. Focillon qui est toujours au milieu d'elle comme le guide le plus expérimenté dans la science sociale, comme l'interprète le plus autorisé de la pensée de F. Le Play. (*Applaudissements*).

Avant de passer en revue les résultats de nos études depuis notre assemblée générale de 1885, j'ai le douloureux devoir de vous rappeler les deuils qui ont marqué pour nous ces derniers mois. Nous avons perdu M. Victor Bonnet, de l'Institut, auquel on doit tant de beaux travaux sur la science financière et dont la fidèle sympathie ne nous a jamais fait défaut, — M. Haincque de Saint-Sénoch, conseiller à la cour des comptes, dont nous ne saurions oublier l'affabilité distinguée, l'esprit avide d'apprendre, et surtout le dévouement au bien ; — M. Sallandrouze Le Moullec, véritable autorité

(1) *Journal des Economistes*, juin 1856, p. 401.

sociale, placé à la tête d'une grande industrie; dévoué à la réforme, il avait dès 1886 pris l'initiative d'une importante pétition adressée au Sénat par quatre cents paysans de la Creuse, en faveur de la stabilité de leurs foyers et de la libre transmission de leurs héritages. C'est à lui que nous devons la fondation d'un des groupes les plus actifs de nos Unions, et il laisse dans la mémoire de tous le souvenir d'une vie de devoir, de travail et de vertu; — M. Victor Lion, qui avait été avec M. le chevalier de Moreau et M. le comte de Bousies le fondateur des Unions de la paix sociale en Belgique et qui dans le cours d'une longue vie, marquée dès le début par de brillants succès au barreau, semble avoir réalisé l'idéal de la bonté; — M. le comte Martha Becker, qui avait été le camarade de F. Le Play et du P. Gratry à l'école polytechnique, et qui a tenu à donner toujours son appui à nos Unions d'Auvergne.

Après avoir offert à la mémoire de ces confrères respectés un juste tribut d'hommages et de regrets, abordons l'examen des travaux accomplis depuis un an.

Nos efforts, vous le savez, se partagent sur une double tâche de science et de propagande : d'une part, l'étude impartiale des faits, par une méthode rigoureuse dans ses investigations, réservée dans ses conclusions, celle des enquêtes directes et des monographies de famille; c'est la tâche que depuis trente ans accomplit la Société d'économie sociale; — d'autre part, la diffusion des conclusions déjà obtenues et la mise en pratique des réformes indiquées par l'observation; c'est la mission des Unions de la paix sociale. Nous allons examiner ce qui s'est fait dans cette double voie.

I

LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES MONOGRAPHIES DE FAMILLE.

Pendant cette année, Messieurs, les progrès de la Société d'économie sociale ont été manifestes. Jamais depuis longtemps du moins, nos séances n'avaient été aussi suivies; les discussions dont nos dîners mensuels sont l'occasion ont été particulièrement intéressantes; beaucoup de nouveaux confrères sont entrés dans nos rangs et parmi eux bon nombre étaient déjà dans nos Unions quand ils ont tenu à s'adjoindre plus intimement aux travaux de notre école. C'est là un symptôme heureux et une promesse pour l'avenir.

La publication des monographies de familles qui constituent les *Ouvriers des Deux-Mondes*, est le but même qui, sur le vœu de l'Académie des sciences, fut assigné à notre Société.

Chaque monographie est un ensemble de questions résolues par l'expérience ; c'est le tableau vivant d'une famille où nous voyons en action les principes qui portent les peuples au progrès ou à la décadence. Plus nous avançons dans nos travaux, plus nous constatons la supériorité de ce genre d'étude. Cette méthode en effet, tenant compte des situations et des époques, appuyée sur l'expérience, cherchant à apprécier les résultats avant de remonter aux causes, protège efficacement l'esprit contre la séduction des idées préconçues. De nombreux témoignages, au surplus, recommandent aujourd'hui la méthode monographique : le comité des travaux historiques et scientifiques en France lui fait une large part et les bureaux de la statistique du travail aux Etats-Unis l'emploient de jour en jour davantage.

La nouvelle série des *Ouvriers des deux mondes*, dont le premier fascicule, le *Paludier du bourg de Batz*, a pu vous être présenté dans l'Assemblée générale de 1885, a donné depuis lors quatre monographies. *Les Bordiers émancipés de la Grande Russie*, de M. le commandant Wilbois, nous ont montré, dans sa longue portée sociale aussi bien que dans ses détails pratiques, cette grande mesure de l'émancipation des paysans. Due à la libre initiative d'un souverain généreux, elle met fin à l'ancien régime de corvées et au patronage des seigneurs ; elle vend les terres aux paysans moyennant un long impôt d'amortissement, rembourse immédiatement les anciens seigneurs et transporte aux communes rurales la responsabilité de l'impôt avec le soin de partager périodiquement les terres ; elle devait acheminer ainsi en un demi-siècle les paysans russes à la propriété libre et individuelle ; mais des ukases tout récents tendent à affranchir de suite les paysans en leur faisant remise de leur dette et en comblant le déficit avec le produit d'impôts sur le revenu, l'alcool, etc. *L'armurier de Toul*, par M. le général Peretz, nous a permis d'apprécier les effets de cette même mesure pour les artisans des campagnes. Avec le *Charron des forges de Montataire*, M. Bertheault, non seulement nous a décrit les institutions patronales très complètes de cette grande usine, habitations ouvrières, secours mutuels, éconômats, etc. ; mais il a conclu d'instructives comparaisons sur le budget des ouvriers, autrefois et aujourd'hui, que la vie du charron de Montataire eût été plus difficile il y a quatre-vingts ans. Enfin les *Faïenciers de Nevers*, de M. de Toytot, ont cet intérêt particulier que l'auteur a suivi pendant plus de vingt ans la famille qu'il étudiait. Il nous la montre d'abord avec ses dix-huit enfants, fière d'être attachée à l'art de terre depuis 250 ans, habitant sa maison héréditaire et travaillant dans son atelier familial ; puis nous la retrouvons après l'établissement des enfants, au milieu de la transformation

des mœurs, du changement des conditions du travail, mais toujours fière de son métier, simple dans sa vie, respectueuse de la loi morale, entourée de la considération publique.

Parmi les monographies dont l'impression est déjà commencée, je tiens à vous signaler *le Maraîcher de Deuil*, dont M. Urbain Guérin nous a retracé les travaux, et que son amour de la propriété soutient dans une vie exceptionnellement laborieuse; de M. Escard, *les Pêcheurs de Martigues*, qui conservent de curieuses communautés pour le partage ou la vente du produit de la pêche de leurs tartanes. Puis, de M. le baron d'Artigues, *les Métayers de Gascogne*, étude des plus complètes et des plus précises sur le métayage et la crise agricole. Ce sont là des questions connexes, vous le savez, aujourd'hui comme au temps où Pline écrivait cette lettre qu'on dirait datée d'hier: « Je suis retenu ici par la nécessité de pourvoir à la location de mes domaines... Dans les cinq dernières années, mes fermiers, malgré les nombreuses remises que je leur ai faites, ont augmenté leur arriérés... Il n'y a qu'un moyen de remédier au mal, c'est de ne pas affermer en argent, mais de réclamer une partie de la récolte... D'ailleurs, il n'est pas de revenu plus légitime que celui qui nous vient de la terre, du ciel et des saisons (1). » *Les Métayers de Provence*, qu'achève en ce moment M. d'Estienne de Saint-Jean, donneront lieu assurément à des rapprochements curieux et à des conclusions intéressantes. Ensuite viendront *les Pêcheurs de la mer du Nord*, avec leurs anciennes corporations de pêche, monographie que nous devons à M. le professeur Brants. Puis, de M. de Toytot, *l'ouvrier des forges d'Imphy*, qui doit sa situation relativement heureuse à l'alliance des travaux ruraux avec ceux de l'usine.

A côté de ces foules laborieuses, au sein desquelles s'agitent tous les problèmes sociaux, diverses industries secondaires occupent de nombreux ménages, quoique leur objet semble n'éveiller dans l'esprit que le souvenir de toutes les élégances; l'éventail, le gant, les fleurs. C'est M. Duvelleroy, — quel meilleur guide aurions-nous pu souhaiter, — qui nous a fait connaître autrefois les ouvriers éventailistes, cantonnés dans quelques villages des environs de Paris, travaillant en famille, dans leurs petits ateliers domestiques. C'est M. de Toytot qui étudie en ce moment le Gantier dans le Dauphiné, où cette industrie occupait naguère des milliers d'ouvriers, et conserve, malgré diverses péripéties, une grande importance; mais elle s'accorde mal avec le travail des champs, car les femmes, pour coudre le gant, doivent conserver, avec la propreté de la main, la plus délicate agilité des doigts. Enfin, c'est M. Escard qui nous dépeint une industrie toute nouvelle, celle des horticulteurs fleuristes

(1) Pline le Jeune, *Lettres* 1, IX, 37; A Paulinus.

de Menton. Ce sont des familles qui gardent leurs foyers traditionnels dans la montagne et qui descendent pour un temps sur le littoral. Là, grâce au doux soleil d'un climat privilégié, elles obtiennent avec de beaux profits cette profusion de fleurs, œillets, roses, anémones, qui chaque jour s'expédient par wagons et apportent de loin à nos hivers brumeux un rayon parfumé du ciel méditerranéen.

Fidèle à son titre, notre recueil doit faire passer sous vos yeux, dans des études prises sur le vif, les populations ouvrières de tous pays. Nous voudrions notamment décrire ainsi nos diverses colonies. Bientôt, nous pourrions saisir dans leur curieuse réalité le travail et la vie domestique des populations de l'extrême Orient, et vous présenter le paysan de la Cochinchine, l'artisan du Cambodge, le mineur ou le batelier du Tonkin. En attendant, nous avons réuni dès maintenant plusieurs études sur l'Algérie. C'est d'abord un kabyle demi-sauvage, type caractérisé de ces nombreuses familles, vivant de peu, travaillant à peine, grâce à l'hospitalité très large qu'exercent autour d'elles les familles patriarcales du voisinage, ces communautés dites karroubas, que M. Vincent Darasse a décrites dans une monographie précédente. C'est ensuite le nomade, réglant sa marche sur le développement des paturages suivant les saisons, quelque peu agriculteur dans les ksours ou commerçant dans le Tell, promenant ses tentes du Sahara à la mer, sur un parcours de 500 lieues, avec la régularité d'un phénomène naturel. C'est enfin le colon européen; celui-ci, d'origine espagnole, s'est élevé peu à peu et de journalier est devenu propriétaire, créant un domaine qui serait la base solide d'une famille durable, si nos mœurs savaient fonder quelque chose de stable, en colonisation ou ailleurs.

Combien d'autres exemples seraient curieux encore à étudier en Algérie, en Tunisie, pour mesurer les progrès de nos colons, ou pour connaître les populations variées qui les entourent, Maltais, Espagnols, Italiens, Juifs, Berbères, Mzabites ou Arabes...

Voilà, Mesdames et Messieurs, quel a été le mouvement, quel est aujourd'hui l'état de notre publication des *Ouvriers des deux mondes*. Peut-être quelques-uns d'entre vous seraient-ils tentés de penser que de telles études sont à la fois trop minutieuses et trop circonscrites, et que les comptes détaillés de recettes et de dépenses établis pour chaque famille, constituent une sorte de micrographie sociale à l'usage des abstrauteurs de quintessence budgétaire. Ce serait une appréciation inexacte. « En toute science, ainsi que le rappelait récemment un maître dans la science historique, M. Fustel de Coulanges, on n'arrivera à quelque synthèse, qu'à force d'analyse. » De même que la micrographie en analysant les roches par la lumière

sous le microscope nous a révélé la genèse même des minéraux, en nous faisant assister au groupement intime de leurs molécules, qui s'agencent, s'étoilent, s'écoulent, se cherchent ou se fuient, dans l'infinie variété de leurs brillantes irisations ; de même c'est dans la famille que l'on voit naître et se développer avec leurs répercussions nombreuses, les questions sociales les plus complexes. Ce n'est pas pour l'individu, mais pour la famille qu'il en faut saisir l'origine ou les effets. Sans doute, toute étude de détails doit être éclairée par des vues générales, et un maître dans l'art d'interroger la statistique nous a montré ici même (1) comment c'est à celle-ci qu'il appartient de guider ou de compléter l'œuvre de la monographie, en donnant la mesure de la généralité qu'elle comporte. Il n'est pas besoin d'ajouter que ces enquêtes directes sont d'ailleurs profondément « humaines ». Cette famille dont vous devenez le confident et dont vous resterez l'ami, n'est point comme les moyennes une abstraction, utile sans doute mais insaisissable pour le cœur ou les yeux. Celle-ci vit, souffre, espère ; vous apprenez avec grand profit pour vous-même à en connaître les besoins et les idées, les désirs ou les regrets, et plus d'une fois, croyez-le, vous en admirez la résignation, le courage et les vertus domestiques. Voilà, Messieurs, comment nos monographies peuvent être utiles pour appuyer les conclusions générales de la science, et pour servir les intérêts de la paix sociale.

Les deux séries de nos séances mensuelles ont amené naturellement l'examen de quelques-unes de ces conclusions auxquelles conduisent les analyses. C'est ainsi que MM. Ardant, Urbain Guérin et Etcheverry nous ont montré successivement, d'abord la famille collective, la zadruza des Slaves du sud, garantissant à la race une séculaire stabilité et lui gardant sa nationalité vivante malgré la conquête étrangère ; puis la famille instable de nos paysans que la fréquence inévitable des partages laisse sans avenir assuré malgré l'énergie du travail ; enfin la famille souche, qui sait concilier, comme le font toujours les Basques, comme le veulent encore les vieilles coutumes de nos plus fortes populations, la stabilité du foyer traditionnel, le développement de la population et l'expansion coloniale. M. Allantaz en nous décrivant dans un rapport des plus attachants, une petite commune des Alpes de Savoie ; M. Chassignet, en retraçant avec un rare bonheur d'expression la constitution sociale des populations chrétiennes du Liban, nous ont l'un et l'autre prouvé comment, malgré la différence des conditions, les fortes traditions familiales sont pour une race la meilleure garantie du maintien de son autonomie nationale et de ses libertés locales. Avec MM. G. Michel et Claudio Jannet vous avez vu que la crise lyonnaise

(1) V. la réunion annuelle de 1884 ; *Réforme sociale*, t. VIII, p. 166.

déplace de la ville à la campagne l'industrie de la soie, en substituant des usines et des engins mécaniques aux petits ateliers domestiques des canuts. C'est pour ceux-ci la source de souffrances héroïquement supportées, mais c'est une cause d'aisance et de profit pour les populations rurales du Lyonnais et du Dauphiné. Vous remercierez MM. Cheysson, Moncelon, Brants et Raffalovich de vous avoir entretenus des questions charitables ou pénitenciaires : avec M. Cheysson vous avez vu les merveilles réalisées par la charité pour l'hospitalité de nuit, et les dangers de l'intervention exagérée de l'Etat dans la création d'asiles officiels ; avec M. Moncelon, vous avez compris combien un mauvais fonctionnement de la transportation compromet l'avenir colonial de la Nouvelle-Calédonie ; avec MM. Brants et Raffalovich, vous avez vu que les colonies de bienfaisance en Belgique confondent trop aisément le pauvre et le délinquant, et aussi comment en Allemagne les stations de secours complètent les colonies agricoles de vagabonds ; enfin parmi les questions générales qui vous ont occupés, vous me sauriez mauvais gré si j'oubliais ici le rapport à la fois si éloquent et si brillant de M. de Courcy sur l'agiotage et les jeux de Bourse qu'il a jugés avec l'expérience d'un financier, et avec la sévérité d'un moraliste qui pourtant ne devient jamais morose. Enfin personne d'entre vous n'a oublié la discussion à laquelle ont pris part MM. Anatole Leroy-Beaulieu, Maurice Vernes, le marquis de Biencourt et M. Georges Picot sur la représentation proportionnelle. Il s'agit, vous le savez, de rechercher le procédé le plus exact pour compter les votes, de telle sorte que l'ensemble des élus *représente*, dans toute la vérité du terme, l'ensemble des électeurs. Peu importe d'ailleurs qu'il s'agisse de suffrage universel ou de cens, d'une assemblée politique, d'une commission du parlement ou d'un conseil d'actionnaires. Tous ceux qui aiment la liberté et la justice doivent souhaiter une réforme qui permettra de dire, en rappelant un mot célèbre : « Le suffrage sera désormais une vérité. »

En terminant cette énumération trop longue quoique encore insuffisante, je ne suis que votre interprète en remerciant l'éminent président qui a dirigé nos débats pendant l'année 1885, M. Lacoïnta, dont la parole émue était toujours si applaudie et qui marquait déjà parmi nous cette alliance de la science juridique et de l'économie sociale à laquelle on rendait tout à l'heure un si juste hommage.

Tel est, Messieurs, l'ensemble des travaux de la Société d'économie sociale pendant l'année 1885. Il ne me reste plus pour avoir rempli ma tâche qu'à vous retracer ce qui, pendant la même période, intéresse plus particulièrement les Unions de la paix sociale.

II

LES UNIONS DE LA PAIX SOCIALE : TRAVAUX ET RÉSULTATS.

« Chacune de nos Unions, disait il y a dix ans déjà F. Le Play, s'attache à stimuler autour d'elle l'esprit de réforme, et elle attire tous les dévouements dans les voies tracées par la méthode d'enquête. Aux optimistes, elle indique les symptômes de décadence et de décomposition. Aux fatalistes découragés, elle oppose les consolants exemples de réaction et de relèvement que l'histoire nous offre. Enfin aux novateurs guidés par des idées préconçues, elle rappelle que la science sociale doit être traitée à la façon des autres sciences, c'est-à-dire par la méthode expérimentale ; elle leur apprend que la vraie méthode de réforme conseille l'imitation des modèles fournis par l'histoire de notre race et par l'observation des peuples contemporains (1). » Il n'est pas besoin d'ajouter que les Unions s'interdisent toute immixtion dans les débats de la vie publique et de la politique ; qu'elles se gardent de se constituer en corps scientifique ou d'organiser une hiérarchie centralisée. Elles conservent chacune sa libre initiative, mais toutes sont pourtant rattachées entre elles par un double lien : d'une part la méthode expérimentale et l'observation des faits, substituées à la méthode d'invention et aux idées préconçues ; d'autre part la bibliothèque de la paix sociale qui coordonne les faits déjà observés et reste ouverte à ceux que la même méthode fera découvrir. S'organisant chacune suivant les conditions qui lui sont propres, nos Unions marchent d'un pas fort inégal, mais celles mêmes qui n'ont pu avoir encore ni réunions plénières, ni séances mensuelles, s'efforcent du moins par une propagande de tous les jours de nous conquérir de nouveaux amis. C'est là en effet la mesure de l'utilité de nos efforts. Si l'on vient à nous, c'est la preuve que notre voix est écoutée et que nos démonstrations persuadent. Notre recrutement, — pourquoi ne pas signaler ce fait à votre zèle, — avait subi quelque ralentissement dans la dernière moitié de 1885. Il ne nous est venu depuis un an que 350 membres nouveaux. Peut-être faut-il en conclure que les périodes électorales ne sont pas les plus favorables à l'épanouissement des œuvres de paix et d'union ? Quoi qu'il en soit, souhaitons que le vif mouvement de reprise qui se manifeste par les listes de présentations insérées dans la *Réforme sociale*, se continue et s'accélère encore par les efforts de tous.

Pour accomplir leur mission, c'est-à-dire pour réfuter les erreurs, erreurs économiques, erreurs historiques, erreurs sociales, et pour remplacer les idées préconçues par les conclusions déduites de l'ob-

(1) F. LE PLAY : *La réforme en Europe et le salut en France ; Programme des Unions* ; 1876 ; p. 247.

servation, les Unions doivent sans cesse se remettre en contact direct avec la réalité des faits. C'est le plus sûr moyen de se garder elles-mêmes contre la séduction des théories ingénieuses, et de demeurer sur le terrain pratique où le bien peut s'accomplir. Il leur faut donc reprendre sur des exemples nouveaux que chacun a sous les yeux, les recherches, les analyses, les démonstrations. C'est dans ce travail personnel, tout local, facile à contrôler que les convictions se forment par l'expérience. Mais il en résulte aussitôt que monographies et enquêtes ont beaucoup de points communs, et que je ne puis ici vous énumérer les travaux de tous nos groupes. Je dois me borner à citer quelques exemples de leur activité et de leurs progrès.

Parmi les réunions locales, souvent mensuelles, je citerai celles d'Aubusson, de Besançon, de Boulogne, de Lille, de Lyon. A Aubusson, par exemple, grâce à MM. Sallandrouze, Drive et Clément, une réunion a lieu chaque mois, et l'un des membres expose à son tour un chapitre de *la Réforme sociale*; depuis le commencement de l'année, on a traité ainsi : des *rapports privés*, du *paupérisme*, du *gouvernement*. Le travail est résumé ensuite, après discussion, et reproduit par la presse locale ; on peut arriver, par ce moyen, à faire à peu de frais une propagande étendue. A Boulogne, à Besançon, par les soins de M. Furne ou de M. Mairot, ce sont surtout des études locales qui ont alimenté les séances : organisation d'ateliers, institutions de prévoyance, situation des populations rurales, etc. Peut-être doit-on souhaiter que ces deux programmes s'unissent souvent afin d'assurer aux réunions le profit d'un enseignement méthodique et les avantages de la variété des exemples. A Lille de pareilles séances, auxquelles MM. Béchaux, Thiriez, Délestré, Dubreucq donnent leur actif dévouement, ont eu dans ces derniers temps d'autant plus d'intérêt qu'avec le concours de plusieurs députés on a pu aborder la discussion pratique de la plupart des questions ouvrières soumises au parlement. A Lyon enfin, les Unions, sous l'impulsion généreuse de M. Beaune, ont fait de bons et utiles travaux : d'abord, l'enseignement donné par plusieurs de nos confrères dans la belle école professionnelle de La Salle s'est développé : une série de conférences séparées, mais concourant au même but, ont donné aux élèves un véritable enseignement social ; désormais quand ils arriveront dans les ateliers, ils seront prémunis contre les théories fausses par la saine notion des vérités essentielles de l'économie sociale. Un prix fondé par les Unions récompensera les meilleurs élèves en perpétuant le souvenir des leçons. Le groupe de Lyon dans des réunions de travail avec MM. Beaune, Marion, le Dr Bouchacourt, Franchet, Foray, Charmetant, Saint-Girons, etc., a continué la double enquête ouverte depuis deux ans dans les Unions sur l'état de la

famille en France, et sur l'organisation des ateliers. Sur la première un rapport de M. Chambert, intitulé *Un Cri d'alarme*, s'est attaqué à la douloureuse question de la dépopulation, et sera dans les Unions le point de départ d'une enquête spéciale dont le plan et le questionnaire vous seront soumis dans cette session. Pour ce qui concerne les ateliers, toujours F. Le Play recommandait, non pas tant d'aller visiter ceux qui souffrent et que désole l'antagonisme, mais de rechercher ceux, beaucoup plus nombreux, dont on ne parle pas parce qu'ils sont en paix. C'est là qu'il faut saisir les pratiques, les coutumes qui, communes à tous les ateliers prospères, peuvent être considérées comme la condition même de cette paix si désirée. C'est ainsi que MM. Franchet, de Champ, Charmetant, Charvériat, ont revu à Lyon, à Roanne, à Tarare, des ateliers déjà signalés comme des modèles en 1867, et nous en ont rapporté de très instructives monographies que *la Réforme sociale* sera heureuse de publier. C'est là en effet un exemple des plus utiles à signaler et à imiter.

Enfin, se sont tenues des réunions régionales auxquelles les membres de plusieurs départements se trouvent conviés. Je ne fais que mentionner celles de Lyon et de Nevers qui ont eu lieu récemment et dont le succès est dû à MM. Beaune, Marion, Gourd, Chambert, Dechelette, à MM. Saglio, Benoist d'Azy, Gibon, Sevin, de Cheverry, de Toytot. Bientôt va se tenir celle de la Franche-Comté à Besançon, et peu après celle d'Aubusson qui a inscrit très judicieusement à son ordre du jour deux monographies locales, celle de l'ouvrier mineur de Lavaveix et celle du petit cultivateur creusois.

Vous voyez, Messieurs, par cette revue rapide, de quelle vitalité nos Unions font preuve et à quel dévouement ces résultats sont dus.

Si nous avions le temps de franchir nos frontières de France, vous verriez aussi s'accroître l'influence de l'œuvre de F. Le Play et l'étendue de nos relations. Tout près de nous, notre jeune sœur, la Société belge d'économie sociale a pris une part importante à l'étude des questions ouvrières mises violemment à l'ordre du jour; l'autorité de ses discussions a été invoquée devant les chambres, ses vœux transmis au gouvernement ont été pris en considération, et elle est largement représentée dans la grande commission d'enquête que le ministère a constituée avec un esprit si libéral.

En Angleterre, un écrivain de science et de talent s'attache à faire connaître à ses concitoyens F. Le Play et sa méthode, l'école de la paix sociale et ses travaux. En Amérique, des relations de travail chaque jour plus nombreuses s'établissent entre notre Société et les Universités, la presse, les associations économiques, les bureaux de la statistique du travail au Massachusetts, au New-Jersey, à New-York, comme avec le bureau de la statistique fédérale. Ces vastes

enquêtes, méthodiquement conduites, sont pour nous une source précieuse d'informations et de contrôle.

Une dernière réflexion, messieurs, et je termine. Il n'en est pas du progrès moral comme du progrès matériel. Pour celui-ci, inventions et découvertes enfantent journellement des prodiges ; au contraire dans les choses morales, le progrès ne consiste pas à inventer des principes nouveaux, mais à mieux pratiquer les vérités connues. Aussi la recherche du vrai n'est que le moyen d'accomplir le bien. En même temps que les membres de l'école de la paix sociale poursuivent cette étude analytique des faits qui seule écarte les théories systématiques, montre à chacun la voie de la réforme et conduit à une pratique sûre, fidèles à leur programme, ils s'appliquent à réaliser, chemin faisant, tout ce que l'expérience recommande ; notamment ces rapports directs entre le patron et les ouvriers, entre le propriétaire et ses tenanciers, qui sont partout la meilleure garantie de la paix sociale. Entre beaucoup d'autres efforts qui sont capables de développer les institutions patronales ou de relever les conditions morales et matérielles des ouvriers, mentionnons du moins une double tâche pour laquelle nos amis ne se sont pas épargnés. Je veux dire d'une part, dans les grands centres urbains, l'amélioration ou la création de petits logements à bon marché afin de rendre au foyer les conditions nécessaires à la vie de famille ; et d'autre part, dans les campagnes comme dans les villes, la multiplication prudente de sociétés coopératives ou de syndicats pour effacer les méfiances, unir les intérêts et constituer l'épargne de l'avenir. Ce sont là des procédés puissants qu'il faut savoir mettre en œuvre pour obtenir ce qui est notre but à tous : la dignité morale du foyer de famille et la paix sociale dans l'atelier de travail.

Félicitons-nous, Messieurs des succès obtenus. Cherchons surtout à stimuler de nouveaux efforts, car le champ est immense. Ce que nous avons fait n'est rien, au prix de ce qu'il faudrait faire ; mais pour être fécond le travail réclame de bien nombreux ouvriers.

Puissent donc la Société d'économie sociale et les Unions voir venir de tous côtés dans leurs rangs ces amis inconnus auxquels F. Le Play faisait appel avec confiance, parce que toutes les nobles causes les font surgir en grand nombre sur notre terre de France.

Puissent-ils venir avec nous interroger l'expérience et l'observation, afin de travailler, tous ensemble, au triomphe du vrai et à la prospérité de la patrie.

A. DELAIRE,
Secrétaire général.

LE PARTI DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

EN ANGLETERRE

Si en Angleterre la démocratie tombe dans le socialisme d'État, ce ne sera pas faute d'avoir été avertie du danger. M. Goschen (1) s'est signalé parmi les hommes politiques par son intelligence et son courage à montrer le péril. L'un des maîtres du positivisme, Herbert Spencer (2), sans se flatter d'arrêter le mouvement, s'est donné la satisfaction de réfuter avec une grande vigueur d'esprit quelques-uns des sophismes en vogue : il repousse la *grande superstition politique* d'aujourd'hui, le droit divin des parlements, il dénonce l'*esclavage futur* que nous préparent les *péchés des législateurs*. Mais la résistance n'est pas seulement théorique : elle se manifeste sur le terrain pratique, comme il est d'usage en Angleterre, par une ligue. Dans un petit livre bien rempli, précédé d'une préface de M. Léon Say, notre confrère M. Arthur Raffalovich (3) décrit l'organisation de cette association : en même temps il indique le péril, en traitant du socialisme agraire de M. Chamberlain.

M. Raffalovich résume le programme radical et la place qu'y tient la question agraire étant considérable, c'est à elle qu'il s'attache surtout. Mais il rappelle les trois revendications que M. Chamberlain a formulées en 1876, et qui sont encore les trois objets principaux de ses efforts : *free land, free school, free church*. Le mot de liberté ne convient guère aux réformes qu'on poursuit. C'est une étrange manière de pourvoir à la liberté de la terre, que de se mêler des contrats à intervenir entre ceux qui la possèdent et ceux qui l'exploitent, et de soumettre les propriétaires, sans parler des charges fiscales qu'on leur promet, au bon plaisir d'autorités locales, maîtresses d'exproprier. — Par la liberté de l'école, les radicaux entendent la suppression de la rétribution scolaire (*school pence*), c'est-à-dire la transformation de l'instruction primaire en un service public, que l'État paiera et dirigera. Malgré l'engouement des Français pour l'enseignement d'État, je trouve bien autrement libéral et sage le

(1) Voir le *Socialisme d'État*, par Léon Say (1884) et le discours de M. Goschen à la Chambre des communes le 26 janvier 1886.

(2) Voir la traduction parue chez Alcan en 1883, *l'Individu contre l'État*.

(3) *La ligue pour la défense de la propriété en Angleterre et le socialisme agraire de M. Chamberlain*, — Guillaumin, 1886.

système préconisé par Le Play, qui fonde l'enseignement sur les dons volontaires des citoyens généreux et le concours financier des élèves : j'y ajouterais les subventions des pouvoirs publics exerçant un droit de haute surveillance. — La formule *free church* désigne la séparation de l'Église établie et de l'État (*disestablishment*) et la sécularisation des biens (*disendowment*) (1). Il est assez curieux d'observer que cette double mesure est repoussée par une fraction importante des dissidents, les catholiques : S. E. le cardinal Manning (2) y verrait un danger pour l'esprit religieux du pays. Voilà des problèmes qui occuperont la politique anglaise quand sera tranchée la question d'Irlande, et que sans doute elle aura fourni un nouvel exemple de l'intervention de l'État, — intervention hélas ! trop justifiée, puisqu'il s'agit pour l'État d'atténuer le mal que lui-même a fait.

Quels obstacles rencontrera le radicalisme ? M. Raffalovich n'a aucune confiance dans le torysine démocratique de lord Randolph Churchill. Mais il décrit avec complaisance l'organisation de la ligue pour la défense de la liberté et de la propriété (*Liberty and Property Defense League*). Son programme est résumé par sa devise : *self help versus State help*. Fondée il y a trois ans, elle compte aujourd'hui 400,000 membres : elle a donné, en 1885, 274 conférences aux ouvriers, et distribué plus de 50,000 brochures. Un comité parlementaire signale les propositions dangereuses, organise l'opposition, et tous les ans publie un résumé court et précis de l'œuvre législative de la session écoulée.

Il faut souhaiter à l'Angleterre de voir grandir l'influence du parti de la liberté individuelle. Contre les exagérations du socialisme d'État on trouvera de puissants auxiliaires dans le bon sens pratique du pays, et dans le souci qu'on y conserve encore de ménager le budget et les contribuables.

L'exemple donné par la ligue anglaise ne devrait-il pas être suivi en France ? L'une des faiblesses du parti conservateur vient certainement du caractère négatif de sa politique. Et pourtant, même sans aborder la question de la forme du gouvernement, qui ne se pose pas toujours, et qui n'est pas toute la politique, quel large programme d'action et de mouvement pourraient présenter les honnêtes gens ! On y inscrirait la liberté de la religion, la liberté de l'association, la liberté de l'enseignement, la liberté de la famille, la liberté de la charité, les libertés locales, la liberté du travail, la liberté de la propriété, qui sera singulièrement compromise par l'exa-

(1) Voir dans les *Annales de l'école libre des sciences politiques*, 15 janvier 1885, la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Angleterre, par M. Louis Ayral.

(2) *Revue de Dublin*, octobre 1885.

génération des impôts et par le caractère qu'on prétend leur donner, la liberté des électeurs qui ne peut être assurée que par la pratique de la représentation proportionnelle, et enfin la liberté de la justice, sauvegarde de toutes les autres. Nous approchons du centenaire d'une grande révolution : au lieu de permettre au parti radical d'accaparer l'honneur des progrès réalisés depuis cent ans, au lieu de n'accueillir ces anniversaires que par des récriminations ou une inaction également stériles, pourquoi ne pas fonder une ligue anti-jacobine ? Elle s'efforcerait de dégager le bien du mal non seulement dans le passé, mais surtout dans le présent. La secte qui a contribué à fausser et à corrompre le mouvement national de la fin du dernier siècle, agit encore aujourd'hui. Il faut s'unir pour faire respecter les droits essentiels, pour défendre ou conquérir les libertés nécessaires.

C'est un sujet d'étonnement pour bien des esprits que cette nécessité de combattre encore, un siècle après Turgot et Adam Smith, pour la liberté individuelle, pour la liberté du travail et de la propriété. Pourquoi ces principes si vantés sont-ils tombés dans une telle défaveur ?

C'est que les grands progrès opérés dans la production ont entraîné des souffrances, comme tous les changements, et que les difficultés nouvelles ne sont pas toutes résolues. Ces transformations économiques ont coïncidé avec un autre mouvement, le développement de la démocratie : et celle-ci, dans la ferveur de son culte pour la souveraineté des majorités, fait souvent de l'Etat une divinité toute-puissante, maîtresse absolue de tous les droits. Des espérances irréalisables et des haines aveugles sont entretenues chez ceux qui souffrent par les politiciens qui vivent de cette exploitation. De là un état moral, qu'excuse la misère, mais qui constitue le premier obstacle à la diminution de cette misère.

Puis les vérités aperçues par les penseurs de la fin du dernier siècle étaient mêlées de quelques erreurs, dont il faut les dégager. On doit demeurer fidèle à la cause de la liberté et de la responsabilité personnelles. Mais il n'est pas nécessaire de sacrifier la liberté d'association, qui est absolument indispensable pour que la démocratie soit bienfaisante et féconde. Il n'est pas nécessaire non plus de nier les devoirs de patronage. Dans cette idolâtrie de l'humanité, comme dit Guizot (1), qui s'est développée à la fin de l'ancien régime, les partisans de l'égalité absolue entre les individus ont prétendu délier les riches de tout devoir. Le Play a souvent reproché à l'école d'Adam Smith d'assimiler le travail à une marchandise qu'on peut acheter sans contracter aucun lien normal avec celui qui l'offre, sans prendre souci de sa condition présente ou de l'avenir de sa famille.

(1) *De la Démocratie en France*, chap. VII.

Cette doctrine froisse les sentiments intimes de la conscience : elle est contraire à la tradition constante de l'humanité, et à la grande morale chrétienne. Trop souvent en Angleterre elle a été mise en pratique. N'est-ce pas l'une des causes de cette législation sociale, qui n'a fait que se développer depuis que M. le comte de Paris en a décrit la constitution ?

Donc les meilleurs adversaires de l'intervention de l'État sont ceux qui nese bornent pas à en démontrer les dangers, mais qui cherchent à la rendre inutile en provoquant la pratique spontanée des devoirs sociaux. Avec la liberté d'association, c'est le seul obstacle sérieux que l'on puisse opposer au socialisme.

Dans les discussions que ces graves questions viennent de soulever à l'Académie des sciences morales et politiques, M. Picot a très heureusement établi une distinction entre la société et l'État. Il a montré que l'individu peut recourir à la société sans recourir à l'État, que la société a des devoirs qui ne sont pas des devoirs de l'État. Il avait exprimé les mêmes idées dans sa belle étude sur les logements d'ouvriers en Angleterre. Il avait relevé l'erreur fondamentale que les partisans de l'égalité ont commise à la fin du XVIII^e siècle, et qui consiste à croire que l'homme se suffit à lui-même, qu'il peut se passer de toute protection (1). N'est-ce pas la même vérité que signalait dans la même discussion l'un des maîtres de la philosophie contemporaine, M. Ravaisson ? (2) Il cherchait le salut dans la réforme des mœurs des classes élevées, dans le sentiment qu'il faut leur donner de leurs devoirs et de leur responsabilité. Cette solution de moraliste paraîtra sans doute un peu naïve à certains économistes : mais elle l'est beaucoup moins que la prétention d'empêcher les hommes, s'ils n'attendent plus rien les uns des autres, de tout demander à l'État, leur mandataire commun.

Ces réflexions nous conduisent-elles bien loin de l'Angleterre et de la *Liberty and Property defence league* ? Je ne le crois pas. Il me semble que, s'il n'est pas pénétré de ces idées, le parti de la liberté individuelle ne peut, dans aucun pays, exercer une action efficace. La liberté du travail et de la propriété constituent certainement les conditions les plus favorables au progrès de l'humanité ; mais c'est leur honneur de ne pouvoir être pratiquées que par des peuples qui jouissent des libertés essentielles, et dont les mœurs sont passables.

JULES ANGOT DES ROTOURS.

(1) *Un devoir social et les logements d'ouvriers*, p. 9.

(2) V. son mémoire dans la revue du 15 juin courant, t. I, p. 647.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU CANADA

CONFÉRENCE FAITE A LA RÉUNION ANNUELLE.

Messieurs,

Votre illustre fondateur, dans son livre sur *l'Organisation du travail*, a consacré un chapitre au Canada. Le titre de ce chapitre constitue le plus bel éloge qu'ait jamais reçu mon pays : *Une grande nation modèle de notre temps*. Un jugement si favorable prononcé sur nous, par un homme dont la parole fait autorité, nous a touchés au cœur, et la mémoire de M. Le Play est, chez nous, honorée comme parmi vous. Ce n'est pas à dire que nous acceptions l'éloge sans réserve ; nous savons trop ce qui nous manque pour y avoir absolument droit. Nous avons senti que, dans ce jugement, entraît, pour une large part, l'intérêt qu'un si grand et si généreux esprit devait naturellement porter à un petit peuple resté français et devenu libre et qui, sans songer à s'offrir en exemple à ses aînés, a voulu du moins leur faire voir de quelle manière une vieille société européenne, transplantée en Amérique, peut se renouveler sans secousse et rattacher toutes les libertés dignes d'être acquises à toutes les traditions précieuses à conserver. Nous avons puisé dans la parole du maître un motif de mieux faire, de tendre de plus en plus au but qu'il nous a indiqué. Avons-nous réussi à nous en approcher autant que nous l'aurions voulu ? Non, à coup sûr, mais le stimulant n'a pas été sans effet, ni l'effort sans fruit ; et il m'a paru, qu'appelé à vous parler de mon pays, je ne pouvais mieux faire que de vous dire ce que nous avons tenté pour justifier un si précieux témoignage.

Il me semble que je puis dire, sans exagération d'amour-propre, patriotique, que nous avons résolu un triple problème. Nous avons en premier lieu, montré comment une population d'origine française peut extraire d'un régime tout différent de celui auquel elle est habituée toutes les vertus qu'il contient, sans perdre son originalité native, ni son caractère propre ; en second lieu, comment, livrée par la conquête à des vainqueurs plus sensibles d'ordinaire à des considérations d'intérêt qu'à de séduisantes théories sur l'amitié des peuples, elle peut, par la fermeté de son attitude, la persévérance de ses efforts, la sagesse de sa conduite, transformer ses

maîtres en alliés ; enfin, comment, en possession de toutes les libertés, elle peut n'abuser d'aucune, conserver au sein des idées d'aujourd'hui les sentiments d'autrefois, accepter les conquêtes populaires sans rompre avec le passé et en gardant jusqu'à sa physionomie de peuple d'ancien régime. C'est ainsi que, dans sa haute bienveillance, avec sa rare perspicacité d'esprit, M. Le Play nous a entrevus, et c'est ainsi qu'en réalité nous sommes.

Même dans les milieux les plus propres à l'absorber, l'esprit français reste le plus libre qui soit au monde, le plus fidèle à lui-même. Quel peuple possède à un pareil degré le don d'assimilation ? Aujourd'hui, au Canada, dans la direction générale des affaires publiques, on en est arrivé à ne plus distinguer les vaincus des vainqueurs ; les deux influences — l'influence française et l'influence anglaise, — s'équilibrent, et, au premier abord, on ne saurait dire vraiment si le pays est français ou s'il est anglais.

Depuis 1763, nous avons vécu, à peu près sans relations avec vous, uniquement avec les Anglais, mêlés constamment à eux, vivant d'une vie commune, et, pour les choses essentielles, nous sommes restés Français, aussi Français que vous, j'ose le dire, si l'amour constant et désintéressé de la France suffit à faire de bons Français. Nous avons fait plus, et quelque chose de plus difficile. Si nous avons emprunté à nos concitoyens anglais leurs institutions politiques, nous les avons, d'un autre côté, pénétrés dans une certaine mesure de notre esprit, de l'esprit français ; nous les avons, en partie, conquis à notre tour. Grâce à nous, ils ne sont pas aussi Anglais de l'autre côté de l'Océan que de l'autre côté de la Manche. Un certain nombre d'Anglo-Canadiens, ceux, du moins, qui ont vécu sur un pied d'étroites relations avec nous, lorsqu'ils viennent en Angleterre, s'y sentent d'abord un peu dépaysés : il leur manque autour d'eux ce quelque chose de français auquel ils sont habitués. S'ils ne sont pas tout à fait à vous, ils sont à nous. Ils sont habitués à nous sentir à leurs côtés, répandant sur le rigorisme de leurs mœurs et sur le positivisme de leurs institutions, cette fleur d'imagination et d'esprit qui en rompt la monotonie et en relève la sécheresse. S'ils viennent en France, ce n'est pas avec les yeux d'un Anglais qu'ils vous voient, mais avec ceux d'un Canadien. Je vous demande pardon de vous en faire l'aveu : mais ils regrettent de ne pas vous trouver plus semblables à nous. Ils ne vous trouvent pas assez Canadiens. Ils cherchent la vieille France et ne la reconnaissent plus. Ils vous accusent de n'avoir pas conservé assez de l'ancien régime, et même de n'avoir pas toujours emprunté au nouveau ce qu'il avait de meilleur. Et ils s'en retournent, doutant un peu que la France soit ici, et non là-bas.

L'alliance anglo-française n'a été en Europe que de courte durée ; au Canada, elle tient toujours. De tout temps, même au moment le plus aigu de nos luttes politiques, même au temps où nous défendions, contre l'envahissement des influences anglaises, notre existence même, nous avons trouvé dans certaines parties de la population anglaise des sympathies et un concours qui nous ont puissamment aidés à triompher des obstacles. Dans la mémoire du peuple canadien-français, le nom de Baldwin est étroitement uni à celui de La Fontaine, et ces deux hommes d'Etat sont considérés, au même titre, comme les fondateurs du régime parlementaire, du *self government* parmi nous. Pour cimenter encore cette alliance et en faire ressortir la force, on a vu, à certaines heures critiques de notre histoire, un échange bien significatif de bons procédés entre les deux groupes nationaux : des circonscriptions électorales toutes anglaises nommaient comme députés des Canadiens-Français, tandis que des circonscriptions toutes françaises élaient des Anglais. C'est ainsi que l'entente cordiale s'est maintenue jusqu'aujourd'hui, et que, continuateurs de La Fontaine et de Baldwin, Cartier et Macdonald ont fondé, en 1867, la confédération qui unit aujourd'hui toutes les provinces anglaises de l'Amérique du Nord.

Au cours de cette longue entente, de cette étroite alliance, nous avons eu parfois à faire des concessions à nos rivaux ; mais, si on embrasse l'ensemble des événements depuis que nous sommes en possession du *self government*, on est amené à reconnaître que ce n'est pas nous qui avons le plus souvent cédé. Nos concitoyens anglais, il faut leur rendre ce témoignage, ont fait plus de sacrifices que nous sur l'autel de la Concorde. Et cela vient en grande partie du caractère des deux races. L'Anglais, très pratique, au cours d'un conflit, se demande s'il y a vraiment avantage à le prolonger ; si, pour cette seule satisfaction, il ne va pas mettre en péril d'autres intérêts plus graves. Et il bat en retraite, cherchant ailleurs, bien entendu, des compensations à son mécompte ; tandis que nous, nous regardons moins aux conséquences, et nous nous prêtons moins aux compromis. Ce défaut parfois nous a servi : la logique, qui vous a fait quelque tort, nous a été utile.

Deux faits principaux, entre tant d'autres, suffisent pour établir ce que je viens de dire. Sous le régime de l'union entre le Haut et le Bas-Canada, nous avons tenu en échec, de 1851 à 1867, la province anglaise, plus populeuse que la province française, et qui demandait une représentation parlementaire proportionnée à son chiffre de population ; et, lors de l'union des diverses provinces en 1867, nous avons contribué dans une large mesure à faire adopter la forme fédérale qui a assuré l'existence d'un état français, indé-

pendant dans sa sphère. De là cette protestation qu'on entend parfois s'élever du sein de certains groupes contre ce qu'on appelle la *domination française*, c'est-à dire contre l'influence française qui, au dire de quelques-uns, serait prédominante depuis 1867. En être arrivé à parler de *domination française* dans un pays qui appartient aux Anglais depuis 1763, où nous sommes une minorité, il me semble que cela en dit plus que tous les commentaires sur le degré d'influence que nous avons su y acquérir.

Ai-je besoin de le dire ? Nous ne sommes arrivés à ce degré d'influence qu'à la suite de longues luttes. Si nous nous reportons au moment de la cession du pays à l'Angleterre, voici quelle était notre situation. Le drapeau français ne partait pas seul ; il ramenait à sa suite en Europe, non seulement les débris de l'armée française, mais encore les éléments les plus actifs des classes lettrées, les négociants, les hommes de profession, tous ceux que leurs intérêts, la nécessité cruelle, ne rivaient pas au sol. Nous restions 65,000 paysans, soldats, seigneurs et prêtres. Il semble qu'à ce moment, il eût été à la rigueur permis à nos pères de douter de l'avenir et de se résigner à se laisser absorber par les vainqueurs. Ils n'y songèrent point un seul instant. Il y a bon nombre d'exemples de familles anglaises devenues françaises, il n'y en a que peu ou point, dans le peuple surtout, de familles françaises devenues anglaises.

Ce pays, se dirent nos pères, que la France et la Grande-Bretagne ne cessent de se disputer, il nous appartient, nous le gardons. Et ils se mirent tranquillement, régulièrement, sans arrière-pensée, à croître et à multiplier. Par un phénomène singulier, et qui ne s'explique que par le patriotisme qui n'a cessé d'animer nos populations, la moyenne des naissances dépassa, sous le régime anglais, ce qu'elle avait été sous le régime français. Évidemment, l'ardeur des colons ne se dispersait plus dans les aventures, elle se fixait au foyer, elle se concentrait dans la famille. On se préparait de tous côtés à résister à l'émigration anglaise qui envahissait nos rivages, non plus en lui opposant des soldats disputant le terrain par les armes, mais en ralliant des familles entières occupées à combler les vides laissés par les Français rentrés en France et à fortifier nos rangs. C'est ainsi que notre population s'est si fort accrue, et que de ce groupe de 65,000 sont sortis le million et demi de Français qui habitent aujourd'hui le Canada.

Les campagnes surtout nous restèrent absolument fidèles, et encore aujourd'hui toutes les parties anciennes de la province de Québec sont habitées par des populations toutes françaises. Plus tard, l'élément anglais désespérant de prendre pied dans les vieilles paroisses, se rejeta vers les nouveaux cantons de l'Est, dans l'espoir

d'y former une sorte de province anglaise au sein de la province française. Nous l'y avons suivi, et là une nouvelle lutte toute pacifique s'est engagée : et nous sommes en train de lui disputer ce domaine. Quant aux Anglais, qui, enhardis par la conquête, s'étaient aventurés dans les vieilles paroisses, ils étaient nos prisonniers : nous en avons fait des Français, et ils ne s'en plaignent pas.

Les villes nous furent plus vivement disputées. C'est naturellement vers les centres populeux que se portèrent les nouveaux arrivés. Le commerce, les affaires tombèrent de suite en leurs mains. Ils apportaient des capitaux, ils avaient la protection et toutes les faveurs de l'administration. Il nous fallut entreprendre une lutte absolument inégale. Pour le petit commerce, c'était chose relativement facile, mais pour le commerce de gros, pour la banque, la lutte a été longue, difficile, et ce n'est qu'après des efforts persévérants, infatigables, que nous sommes parvenus à reprendre en partie, à Montréal et à Québec, la place qui nous appartenait.

En 1852, on fondait par actions souscrites à titre gracieux par les bons citoyens, la première maison de gros canadienne-française, qui s'appelait la *Maison Canadienne* ; puis, la première banque canadienne, la *Banque du Peuple*. Plus tard, on disputait la navigation du Saint-Laurent aux Compagnies anglaises en leur opposant d'abord un modeste vapeur qui prenait fièrement le nom de *Patriote* et n'en allait pas plus vite pour cela. C'est un de mes souvenirs d'enfance d'avoir voyagé lentement sur ce bateau, tandis que mon père me faisait comprendre que pour un bon Français le devoir commence dès le plus bas âge et consistait ici à préférer le petit bateau au grand. Je me sentais irrité de la supériorité des vapeurs anglais qui nous devançaient ; je me demandais, en soupirant, si jamais nous pourrions les humilier à notre tour. C'est fait aujourd'hui, et la Compagnie des bateaux qui font le service entre Montréal, Québec et les grands lacs, a à sa tête des Canadiens français.

La lutte entre les deux populations avait pris à l'époque dont je parle une forme si aiguë, qu'au sein des familles françaises on avait résolu de ne plus se vêtir que d'étoffes fabriquées dans le pays, à l'exclusion des étoffes anglaises, forme primitive du protectionnisme national. C'était rude et point élégant, mais à l'habit on jugeait l'homme. A la session de 1836 du Parlement, le chef du parti canadien français, M. Papineau, parut au milieu de ses collègues revêtu d'un costume de ce genre, qu'il portait, du reste, avec le plus grand air, et c'est dans ce costume qu'il prit la présidence de l'assemblée. L'industrie nationale sortait de la résistance politique et s'affirmait pour la première fois.

Tout cela est bien loin de nous maintenant et s'efface de la mé-

moire aussi bien que des événements. La paix règne entre les diverses populations. Elles rivalisent d'efforts pour la commune prospérité. Français et Anglais se partagent le commerce et l'industrie. Des banques canadiennes françaises se sont élevées à côté des banques anglaises. La province de Québec a largement doté de nombreuses Compagnies de chemins de fer et a construit elle-même le grand chemin de fer qui traverse la plus ancienne partie du pays, et relie entre elles Québec, Montréal et Ottawa.

Le Canada n'a rien à envier aux autres pays, et au Canada même, la population française n'a rien à envier aux populations rivales. Pour bien se rendre compte de ce qu'est aujourd'hui notre population française, il faut se rappeler que les relations entre la France et le Canada ont été suspendues pendant près d'un siècle. Pendant cinquante ans, après la conquête, l'écho de ce qui se passait en France ne nous arrivait que de loin en loin. Les livres français traversaient l'Océan lentement, sans suite, au hasard. Il y en avait qui ne venaient jamais, d'autres qui arrivaient bien en retard. On s'attachait naturellement aux premiers que l'on recevait en leur attribuant une valeur qu'on ne leur reconnaissait pas toujours en Europe. C'étaient parfois des ouvrages secondaires qui nous initiaient à quelques-unes des phases du mouvement littéraire. Les rares exemplaires de ces quelques ouvrages passaient de mains en mains, faisaient le tour d'une ville, parfois du pays entier, frappant les esprits à leur image. Nous avons été longtemps en retard sur vous d'un demi-siècle. Nous en étions encore à Montesquieu (étions-nous pour cela si fort à plaindre?) lorsque Chateaubriand régnait en France sur toutes les imaginations. Et à l'heure qu'il est, malgré la facilité des rapports entre les deux pays, je ne sais pas si nous goûtons bien le naturalisme, comme il veut être goûté, avec une pointe de répugnance, avec un grain de répulsion. Cela nous a valu les dédains de M. de Goncourt, un jour que M. Taine l'invitait à surveiller les écarts de son style : Mon opinion, disait M. Taine, est qu'un écrivain français doit, en écrivant, se figurer qu'il va être lu par un étranger instruit, curieux amateur des idées neuves, versé dans la littérature française depuis Montaigne jusqu'à Chateaubriand; par un Suédois, par un Français du Canada qui n'est jamais venu à Paris et ne connaît que nos livres. » A cela, M. de Goncourt a répondu : « Quant à écrire, selon la recommandation de mon ami M. Taine, en faveur du Suédois et du Canadien, qui sait aux trois quarts le français ou l'a oublié à moitié, je ne ferai pas à cette théorie l'honneur de la discuter. » Le français, que M. de Goncourt nous accuse d'avoir oublié, c'est celui que nous n'avons jamais appris, c'est celui que parlent *Germinie Lacerteux*, ainsi que les personnages de *l'Assommoir* et de *Pot-Bouille*. Et comme il nous

paraît aux révoltes de l'esprit français qu'il n'aura qu'un temps, nous attendrons, pour l'apprendre, que la Suède nous en donne l'exemple, ou que l'Académie nous y oblige.

Si j'avais à me représenter un être tout à fait heureux et sage, ma pensée se fixerait de suite sur le paysan canadien. D'abord, on ne l'appelle pas paysan, mais habitant, pour bien indiquer qu'il est à lui seul le pays tout entier. Que lui manque-t-il? Il a bonne terre, nombreuse famille et paradis assuré. Il croit et il vote; il a la foi et le suffrage. Il dépense sans compter, et, sans compter non plus, il voit augmenter le nombre de ses enfants. Lorsque la maison en est trop remplie, il en envoie quelques-uns se tailler un nouveau domaine dans la forêt. C'est ainsi que notre pays se peuple, et que notre race s'étend au loin. L'esprit d'aventure, le besoin de changement qu'ils tiennent de leurs ancêtres, entraînent un bon nombre aux États-Unis, non parce qu'ils se sentent à l'étroit chez nous, mais parce qu'ils veulent voir du pays : ils vont à la découverte, comme autrefois leurs pères. Au sein de la grande République, notre voisine, ils forment des groupes importants et unis, de 5, 10, 15,000 : ils restent Français au milieu des Américains comme nous sommes restés Français au milieu des Anglais.

Notre paysan est roi et maître dans sa paroisse : point d'impôt foncier ni de service militaire. La milice a des cadres qui se remplissent une fois l'an. Le jour de la Saint-Pierre, un colonel, qui n'est pas colonel, passe en revue des soldats, qui ne sont pas soldats : tous de la même promotion ! Il élit son conseil municipal, il est maire de son village, s'il lui plaît ; préfet de son comté, si son ambition s'élève jusque-là : jamais sous-préfet. L'instruction primaire est obligatoire, mais l'école est libre, maîtresse de son culte, et subventionnée, sans distinction de confession catholique ou de confession protestante. Dans chaque paroisse, la commission scolaire, élue par les contribuables, prélève la taxe scolaire, touche la subvention gouvernementale et répartit le tout entre les différentes écoles. Il a la justice à sa porte et des avocats sous la main, ce qui est une bonne fortune pour lui, car il aime à plaider. Il est resté Français, mais Normand aussi. La province de Québec est divisée en vingt districts judiciaires, avec magistrats résidents. En revanche, point de gendarmes : on les juge inutiles. Si, par hasard, il surgit un coquin au sein de toutes ces vertus champêtres, les honnêtes gens l'arrêtent et le livrent à la justice. Lorsque, pour une raison ou une autre, la magistrature a besoin qu'on lui prête main forte, elle appelle à son aide dix bons citoyens, leur fait jurer fidélité à Dieu et loyauté à la Reine, et leur confie la mission de rétablir l'ordre.

Tous les quatre ans pour le parlement provincial, tout les cinq ans

pour le parlement fédéral, il nomme un député. La période électorale ouverte, il voit s'abattre tous les dimanches sur le village des orateurs de chaque parti. Après la messe on se réunit à la porte de l'église; chaque orateur parle une heure ou deux selon qu'on en est convenu d'avance; chaque parti a son tour. L'heure des vêpres arrive, on suspend le débat pour le reprendre ensuite comme de plus belle. L'auditoire ne se lasse jamais et se fâche rarement. Il veut tout entendre. Il pleut ou il neige, cela ne fait rien à l'affaire, il reste en place : c'est à l'orateur à réchauffer l'auditoire. S'il n'y parvient pas c'est un maladroit, et on passe la parole à un autre.

Il y a deux partis dans la province de Québec : le parti conservateur, le parti libéral; mais ils sont tous deux conservateurs de l'ordre de choses établi. Au point de vue religieux, on reproche quelquefois à l'un plus de tiédeur qu'à l'autre; mais le paysan, lorsqu'il vote, entend bien voter pour le meilleur catholique des deux.

Après ce que je viens de dire du paysan canadien, on juge quelle doit être dans la paroisse la situation du curé. Elle est prépondérante. Il en use du reste avec modération, et sort rarement de son domaine. Le clergé canadien nous a rendu des services auxquels tout le monde rend hommage. Il a été, parmi nous, l'apôtre de la France aux temps difficiles; il est, aujourd'hui, l'apôtre de la colonisation. C'est lui qui conduit l'habitant à l'assaut de la forêt, à la conquête de nouveaux domaines. Il le précède, il le soutient, le stimule et ne fait qu'un avec lui dans le travail et la lutte.

La dîme existe encore dans la province de Québec. Le paysan donne chaque année au curé le vingt-sixième de sa récolte. L'Eglise se trouve ainsi directement intéressée à voir prospérer l'agriculture. Le sort du prêtre est intimement lié à celui du paysan. Ils ont un intérêt commun : les années sont bonnes ou mauvaises, au même degré, pour les uns comme pour les autres. D'un côté, le curé est amené à joindre aux conseils du *Manuel du bon Cultivateur* des exhortations pieuses tirées des Évangiles, sur l'art de bien cultiver la terre; de l'autre, le paysan donne volontiers, et bonne mesure, pour que le Ciel, à l'avenir comme par le passé, bénisse ses récoltes. C'est ainsi qu'il attirera sur la terre les faveurs d'en haut, en faisant la part belle aux élus du Seigneur.

Il y a au Canada comme partout des luttes de parti très vives : il n'y a pas de conflits entre les classes, pas de conflits entre Français et Anglais. Chaque groupe politique se compose de tous les éléments nationaux à la fois. Celui qui en exclurait un seul, cesserait à l'instant d'exister. Il se briserait aussitôt sur les nécessités politiques, admises de tous et qui rendent impossible la formation, soit d'un parti français, soit d'un parti anglais. Les alliances s'imposent, et c'est

à des alliances habilement contractées, solidement maintenues, par les groupes français, qu'ils se rattachent aux libéraux ou aux conservateurs, qu'ils ont dû de contribuer, tour à tour et dans la mesure de leur rôle, au développement de notre influence.

Notre pays est une sorte de territoire neutre où toutes les races oubliant leurs querelles de l'ancien Monde, s'unissent pour faire la fortune du Nouveau. On peut émigrer en paix d'Europe au Canada : on ne trouvera là-bas ni Français mécontents, ni Anglais hostiles.

Québec, capitale de la province, est la ville française par excellence. Elle ressemble à une ville transplantée d'Europe en Amérique. C'est ce cachet que tous ceux qui l'aiment voudraient lui conserver, et l'un de nos derniers gouverneurs, lord Dufferin, artiste autant que diplomate, avait proposé, en voyant ses murailles tomber en ruine, de lui refaire une ceinture de fortifications à l'usage des touristes. Mais faire vieux est encore plus difficile que de faire grand ; bâtir de vieilles maisons, construire d'antiques murailles, c'est un secret qu'on n'a pas encore trouvé ; et de ce beau projet, il n'est resté qu'une magnifique terrasse, qui est l'orgueil des Québécois.

Si Montréal a un palais de glace, Québec a son pont de glace, le pont de glace qui se forme au mois de décembre devant la ville. C'est le grand évènement de l'hiver ! Prendra-t-il, ou ne prendra-t-il pas ? Car il ne prend pas toujours. Telle est la question qui s'agite dans tous les esprits pendant le mois de décembre. Chacun a sa théorie pour faire prendre la glace ; celui qui n'en a pas est aussitôt suspect à ses concitoyens. Chaque soir, les gens se quittent en se promettant que le pont prendra pendant la nuit. En se retrouvant le matin, ils ont une excuse toute prête pour le pont qui n'a pas pris. Lorsqu'il prend, c'est un cri de joie à le faire repartir, s'il avait les nerfs sensibles. Tous les gens en état de patiner se précipitent dessus, et ne le quittent plus. Un jour, il a quitté son poste sans crier gare, emportant avec lui chevaux, voitures et piétons : 300 personnes au moins étaient du voyage. Mais à la marée suffisante il les a ramenées tranquillement au port, comme si c'était un service régulier qu'il commençait là.

Je viens de vous indiquer les obstacles que nous avons surmontés ; je dois vous avouer que le climat seul nous a résisté ; il est resté un peu froid, même avec nous. Et encore, est-ce bien sûr ? Tous les Canadiens qui viennent en France l'hiver, se plaignent du froid. C'est donc qu'ils n'y sont pas habitués ! Ils déposent à nos bureaux des protestations contre le climat qui règne sur la France. On le dit humide, et surtout changeant. Le nôtre reste fidèle à lui-même. Lorsqu'il a pris ses degrés, il les garde. Il est sincère et sec, vif et

sain. La neige, lorsqu'elle est venue, demeure ; et durant quelques mois, elle tient lieu de verdure.

Nous vous abandonnons le printemps ; notre vraie saison, c'est l'hiver. On l'attend avec impatience, on le salue avec enthousiasme. Enfin ! il fait froid ! Dieu merci, il neige ! s'écrie-t-on de toutes parts. Un petit frisson délicieux passe sur tout le pays. Tout s'allume, le cœur avant le foyer. Les premières neiges, les premiers froids, qui'oserait chez nous leur comparer les premières feuilles, les premières fleurs ? Lorsqu'on a passé un hiver au Canada, on ne veut plus connaître d'autre hiver. On s'habitue bien vite au froid, on l'aime comme un compagnon de route plein de vigueur et de santé. Il y a même des gens qui vont passer l'hiver à la campagne pour en jouir tout à leur aise, pour être bien sûr de n'en manquer jamais.

Et puis pour combattre les rigueurs du climat, il faut compter sur l'hospitalité canadienne, chaude, empressée. Aussitôt qu'on signale un étranger à l'horizon, surtout si c'est un Français, on se porte à sa rencontre. C'est à qui l'aura le premier chez lui. On l'invite à diner, à voir la ville, à se fixer dans nos murs, à épouser une fille sans dot. Et du premier jour au dernier, c'est toujours le même accueil, le même empressement, le même regret de voir le temps s'écouler si vite. En échange de cette bonne hospitalité, on n'exige de vous que des discours. Soyez prêt à parler toujours, verre en main ou le bras étendu vers l'horizon. Levez-vous et parlez-nous des vieux pays. C'est la consigne. On juge un homme par ses discours. Même les déclarations d'amour doivent se faire à la tribune.

La Constitution de 1867, qui a établi la Confédération entre les provinces, a fait de la province de Québec un État dans l'État, une sorte d'État français. Cette Constitution confère à chaque province une véritable indépendance, et pour tout ce qui touche à l'instruction publique, au domaine public, aux lois civiles, notre Parlement provincial est roi et maître. Lieutenant-gouverneur, premier ministre, président de la Cour de cassation, présidents des deux Chambres, sont toujours des Canadiens français. C'est affaire entendue. Au Parlement, au palais, on parle surtout notre langue. A Québec, au Parlement provincial, tout se fait par nous. A Ottawa, au Parlement fédéral, rien ne se fait sans nous. Par une route longue, parfois pénible, nous sommes revenus au point de départ ; si le drapeau qui flotte sur la citadelle de Québec n'est plus le drapeau français, la ville que ce drapeau abrite est aussi française qu'en 1760.

Sur 221 députés qui composent le Parlement fédéral on ne compte, il est vrai, que 33 députés français ; mais le reste de la députation étant à peu près également divisé, moitié aux conservateurs, moitié

aux libéraux, 40 de nos 55 voix suffisent pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Ces 55 députés français ne représentent pas, du reste, tout notre effectif dans l'électorat. Il y a des groupes d'électeurs français au sein d'un grand nombre de circonscriptions dans les autres provinces; et ces groupes d'électeurs jouent dans ces circonscriptions, où la majorité obtenue par le candidat victorieux n'est souvent que de 25 à 50 voix, le même rôle que la députation française au Parlement : ils décident du succès ou de l'échec des candidatures. Ces groupes divers, isolés avant la Confédération, se rallient à nous : ils se concertent et se comptent, et ne donnent leur concours qu'à bon escient. Il nous vient maintenant quelques députés français d'Ontario et du Nouveau-Brunswick; il nous en viendra bientôt de la Nouvelle-Écosse et de l'île du Prince-Édouard. L'un de nos compatriotes est ministre dans la province, jadis considérée comme toute anglaise, du Nouveau-Brunswick. Un autre s'est fait nommer député à la Chambre d'Ontario, l'ancien Haut-Canada, et savez-vous ce qu'il a fait dans cette Chambre toute anglaise? il a prononcé un discours en français, pour affirmer son droit. Bien entendu, on n'a pas compris un mot de ce qu'a dit notre compatriote, mais on l'a applaudi à tout rompre.

En ouvrant le Parlement, le gouverneur lit le discours officiel dans les deux langues. A Ottawa comme à Québec, le français et l'anglais sont en usage. On parle tour à tour, et même à la fois les deux langues. Nous sommes si bien habitués à ce double orchestre qu'un député de nos compatriotes, assistant avec moi à une séance au Palais-Bourbon, après un discours, me disait : Eh bien, maintenant, qui va répondre en anglais?

Notre situation vis-à-vis de l'Angleterre peut se définir en quelques mots : c'est l'indépendance, moins le nom; la chose sans l'étiquette. Le gouvernement anglais est pour nous comme un souverain à ce point constitutionnel, qu'il se désintéresse absolument de nos affaires, les ignore presque toujours probablement, dans tous les cas, ne s'en mêle jamais.

Depuis la cession du Canada à l'Angleterre, en 1763, nos relations avec elle ont traversé trois phases. De la conquête à l'insurrection de 1837, le gouvernement anglais (ou du moins ses agents, se prêtant aux desseins de la minorité), cherche à unifier les populations, et sinon à faire disparaître l'élément français, du moins à le préparer à se fondre par degré au sein de l'élément victorieux. Pour atteindre ce but, l'administration s'inspire d'idées plus ou moins autoritaires et absolutistes; elle n'appelle les populations à jouir des institutions représentatives qu'avec des restrictions qui en gênent l'exercice et en stérilisent les bienfaits. — De 1841 à l'établissement de la Confé-

dération entre les diverses provinces, le régime se transforme, et nous entrons en possession complète des institutions politiques auxquelles l'Angleterre doit sa grandeur. Nous nous gouvernons à notre gré, sans aucune intervention de la part de l'autorité métropolitaine. — En 1867, sur l'initiative des deux provinces qui formaient le Canada proprement dit, la Confédération est fondée, et on peut dire que dès ce jour le Canada est constitué en État demi-souverain, ne se rattachant plus à l'Angleterre que par un lien tout d'affection et de reconnaissance.

Cette indépendance, elle s'est manifestée en 1879 par l'adoption d'un tarif douanier qui frappe également les articles anglais et les articles étrangers. On nous a accordé en même temps le droit de négocier directement des traités de commerce avec les pays étrangers, sous la seule réserve, dictée par les convenances diplomatiques, d'invoquer au préalable les bons offices des représentants accrédités de la Grande-Bretagne.

Ce n'est pas trop exiger, sans doute, que de demander à la France de regarder le Canada du même œil que l'Angleterre, et de voir en lui un État dont l'alliance est acceptable, dont les sympathies sont dignes d'être recherchées. En connaissant mieux le Canada, la France s'y intéressera davantage. La France est chez elle au Canada tout comme l'Angleterre. Si trois millions d'habitants d'origine britannique sont naturellement plus accessibles à tout ce qui porte le cachet anglais, près d'un million et demi d'habitants d'origine française recherchent tout ce qui vient de France. Divisés entre nous, pour suivre votre exemple, pour rester bien Français, nous sommes tous d'accord lorsqu'il s'agit de la France. J'ajoute que les Anglo-Canadiens eux-mêmes voient sans jalousie le mouvement qui tend depuis quelques années à nous rapprocher de vous. De même que l'Angleterre a compris qu'en favorisant notre développement par la liberté commerciale la plus complète, elle servait ses propres intérêts, puisqu'elle est en situation de bénéficier la première de notre prospérité, de même nos concitoyens anglais du Canada ont senti que l'affluence des capitaux français sur notre sol, opérant d'abord à notre profit, serait aussi un facteur puissant dans l'accroissement de la fortune publique. Le commerce, l'industrie française n'ont donc à redouter chez nous aucune entrave, ni même à lutter contre aucun secret mauvais vouloir. Le Canada ne saurait faire moins que l'Angleterre et refermer la porte qu'elle ouvre toute grande à tous.

Grâce à son génie, à son industrie, à l'art qu'elle apporte en toutes choses, la France obtiendrait bientôt chez nous sur bien des points une sorte de suprématie. Les affinités nationales reprendraient toute leur force, et, par degré, l'industrie canadienne, du moins l'industrie

canadienne-française, deviendrait une des branches de l'industrie française. Nos hommes d'affaires, nos industriels élevés aujourd'hui à l'école anglaise, à l'école américaine, les seules qui leur soient ouvertes, viendraient chercher des modèles en France, et bientôt ils n'en connaîtraient plus d'autres. Nous vous emprunterions votre manière de faire les affaires, ce qui nous conduirait à ne plus aimer à les faire qu'avec vous. De ce jour-là, nos relations seraient mieux assurées que par le plus solide traité de commerce.

En attendant les relations que j'indique, les liens de sympathie se resserrent de jour en jour davantage entre les deux pays. Autrefois peu de Français allaient au Canada, ou, s'ils y allaient, ils se bornaient à y passer quelques jours. En ces années dernières, ils y vont davantage et plusieurs y prolongent leur séjour. Il y a aujourd'hui en France tout un groupe de Français qui, un an, deux ans durant, ont habité le Canada et qui conservent de leurs compatriotes d'outre-mer le plus bienveillant souvenir. Il n'est point rare aussi de voir des Français qui ont acquis chez nous quelque fortune, revenir en France, poussés par les souvenirs d'autrefois ; mais bientôt retourner au Canada, ramenés par les liens récents triomphant des premiers souvenirs.

Les Canadiens prennent de plus en plus l'habitude de venir en France. Bientôt, dans les classes aisées de la société, ceux qui n'y seront pas venus formeront l'exception. On peut dire sans trop d'exagération qu'à l'heure qu'il est, un certain nombre de Français sont en train de devenir Canadiens et plusieurs Canadiens de passer Français. On retrouve Paris à Montréal et à Québec ; on rencontre Montréal et Québec à Paris.

Cette émigration de la France au Canada, et cette contre-émigration du Canada en France, ne donnent pas encore cependant des résultats sensibles. Si, néanmoins, on craignait pour la France une diminution de population, quelques familles canadiennes, avec la merveilleuse fécondité que l'on sait, suffiraient à en faire remonter le chiffre déclinant. La France peuplant le Canada, le Canada se chargerait volontiers de repeupler la France. Les Français gagneraient et les Canadiens ne perdraient rien à cet échange de population ; car une fois au Canada, les Parisiens eux-mêmes deviennent Canadiens : ils entrent dans le mouvement général. En voyant partout des enfants, aux portes, aux fenêtres, sur les toits, ils se piquent d'émulation et ne laissent pas longtemps la maison vide.

Et qui sait ce que nous réserve l'avenir ? Rendant à la France, quoiqu'un peu tard, bienfait pour bienfait, le Canada, formé à son image, formera peut-être à son tour, dans quelque coin du territoire français, une petite France à l'image du Canada.

HECTOR FABRE.

UNE FAMILLE HEUREUSE

Au milieu des grèves de toutes sortes dont le récit vient chaque jour alarmer les paisibles et laborieux ouvriers de nos campagnes, il est consolant de voir des familles parvenir à élever de nombreux enfants avec des salaires modiques, et cela non seulement sans rien demander à l'assistance publique, mais en réussissant à faire des économies.

J'ai eu tout dernièrement la bonne fortune de visiter une de ces excellentes familles, et l'impression que j'ai reçue de ma visite a été si vive que je n'ai pu résister au désir d'en faire part aux lecteurs de la *Réforme*.

Il s'agit d'un maréchal-ferrant, père de dix enfants, tous vivants et bien portants, dont l'ainé est âgé de 13 ans et demi et le plus jeune de 3 mois.

Modeste artisan, T... s'est établi il y a 15 ans dans la commune d'O... (Seine-Inférieure). Sa mère restée veuve avec 5 enfants avait eu bien de la peine à les élever; mais elle les avait envoyés à l'école, et leur avait donné une bonne éducation religieuse. T... étant l'ainé de la famille avait donné à sa mère tous ses gages d'ouvrier forgeron pour l'aider à entretenir ses 4 sœurs. De sorte que lorsqu'il songea à prendre une forge à son compte, et à demander une femme en mariage, il ne possédait rien. Il n'avait à offrir à sa future épouse que sa bonne santé, son courage énergique, une conduite exemplaire, et une confiance sans borne dans la Providence divine. Sa femme lui apporte une dot d'un millier de francs, avec une conduite irréprochable et des sentiments religieux aussi solides que ceux de son mari. Dieu a béni leur union : en moins de 15 ans, 10 enfants leur sont nés, 5 garçons et 5 filles, sans apporter dans le ménage ni la moindre gêne, ni le plus petit nuage. Les clients ont augmenté en même temps que les charges de la famille. Aujourd'hui, 72 cultivateurs, propriétaires ou fermiers, viennent à la forge de O...

J'ai vu élever cet excellent père de famille que j'ai toujours beaucoup aimé, et cependant, malgré ses invitations pressantes et répétées, je n'avais jamais été le voir depuis son mariage. La distance qui nous sépare l'un de l'autre (70 kilom.), le manque de temps, la difficulté des correspondances m'en avaient empêché. Mais il y a quelques semaines, ayant été appelé pour affaires dans une des communes du canton où demeure mon ami T..., je lui fis savoir que j'irais le voir.

J'arrivai vers deux heures; on m'attendait. Je trouvai toute la famille réunie, le père, la mère et les dix enfants, tous bien portants, tous bien vêtus et surtout très proprement tenus. Je m'extasiaissur la bonne mine de tous ces enfauts, sur l'air d'aisance et de propreté qui se faisait remarquer partout, sur l'ordre qui régnait dans tous les appartements. J'ai tout visité et j'ai vu « qu'il y avait une place pour chaque chose, et que chaque chose était à sa place ».

Après m'avoir montré les lits bien dressés de toute la famille, les meubles confortables, le cellier garni de nombreuses barriques remplies de cidre, le bûcher et le grenier pleins de bois à brûler, mon ami me dit : « Ah ! j'ai oublié de vous montrer mes meubles de garçon ; il faut voir cela. » Alors il me montra une petite malle longue de 50 à 60 centimètres, sur environ 40 centimètres de largeur et de hauteur. « Voici, me dit-il, tous mes meubles de garçon. Cette malle me servait d'armoire et de commode, tout mon trousseau était contenu là dedans. Je tiens à la conserver comme une relique. — Comment, lui dis-je, avez-vous pu vous procurer tout le mobilier que je viens de voir, en élevant une si nombreuse famille ? Il vous faut une servante et sans doute, de temps en temps, une femme de journée, pour seconder votre femme, et cela occasionne des frais. — Ma femme, me répondit-il, n'a jamais eu de servante ni de femme de journée, et je puis ajouter : ni de couturière. Ma femme tient seule le ménage, lave et raccommode le linge et confectionne les habillements de ses enfants. Vous avez vu la machine à coudre que je lui ai achetée, avec cela elle fait des merveilles. Quant à moi, il me faut un aide à la forge ; j'occupe un ouvrier forgeron jusqu'à ce que mon aîné garçon ait les bras assez forts pour frapper sur l'enclume. Maintenant nos quatre aînés viennent en aide à leur mère. Ils ont chacun leur semaine pour tirer à boire, pour cirer les chaussures, laver la vaisselle, etc. Bien que mes deux aînés soient des garçons, ils savent néanmoins faire la soupe ; ils sont chargés de cette besogne chacun leur semaine. Tous les matins à 6 heures, la soupe est sur la table. »

Quoique j'eusse peu de temps à donner à cette excellente famille, il me fallut bien consentir à accepter la collation que la femme avait préparée. On tenait à me faire voir qu'on avait de bon cidre, et qu'en outre on pouvait offrir un verre de vin à un ami.

En prenant congé de cette bonne et intéressante famille, je donnai quelques sous à chacun des enfants. Ce fut pour moi l'occasion d'une nouvelle et touchante surprise. La mère apporta aussitôt sur la table huit tirelires. Elle en donna une à chacun des 7 aînés, et la huitième fut pour le huitième et le neuvième enfant, âgés l'un de 3 ans et demi et l'autre de 2 ans. Ces deux bébés font, jusqu'à

présent, bourse commune. En un clin d'œil les sous furent glissés dans les tirelires. « Voyez-vous, me dit le père, mes enfants *n'aiment pas* les bonbons ; jamais ils ne mangent de sucrerie, et ils ne s'enportent pas moins bien, au contraire. Tout l'argent qu'ils reçoivent est confié à la tirelire ; sou à sou le petit pécule se grossit, s'arrondit et se convertit en un livret de caisse d'épargne. Il y a quelques semaines, je me présentais au bureau de la caisse d'épargne du chef-lieu du canton porteur de 8 livrets ; j'allais verser les économies de mes enfants, le contenu des tirelires. Mes deux aînés qui ont fait leur première communion l'année dernière, ont pu acheter une montre avec leurs économies, et aujourd'hui le livret de mon fils aîné se monte à 230 fr. » Ce récit me toucha profondément. « Je vous avoue, dis-je à mon ami, que je ne comprends pas comment vous pouvez arriver à entretenir si bien votre nombreuse famille en mettant encore quelque chose de côté. Vos dépenses doivent être considérables. — En effet, me répondit-il, mes dépenses sont fortes, et quand, à la fin de l'année, j'en vois le total, je me demande combien j'ai dû frapper de coups de marteau sur mon enclume pour gagner de quoi faire face à ces dépenses, et avoir encore quelque chose de reste. »

Alors il me montra un registre où étaient inscrites avec soin les recettes et les dépenses. C'est sa femme qui tient cette comptabilité, chaque soir, quand tous les enfants sont couchés. Je n'ai pu que jeter un coup d'œil rapide sur ces comptes, et j'ai constaté que si, chaque année, les dépenses augmentaient, il en était de même des recettes, et que toujours le chiffre des recettes était supérieur à celui des dépenses. Les dépenses des deux dernières années donnent une moyenne de 4200 fr., et les recettes une moyenne de 5000 fr. On m'a fait aussi remarquer le nombre de fers à cheval employés chaque année. Ce nombre varie entre 4000 et 4500, et tous ces fers, sans exception, sont fabriqués par le patron et son ouvrier.

« Ainsi, dis-je à mon ami T., vous pouvez mettre chaque année près d'un millier de francs de côté. — Tous les ans, non, me répondit-il, mais je place 1000 fr. à la naissance de chaque enfant, soit environ tous les 15 mois. Je dis cela à vous seul, je serais contrarié si d'autres le savaient. Ce n'est pourtant pas le travail du dimanche qui m'enrichit ; car jamais je n'ouvre ma forge le dimanche, et mes pratiques ne me quittent pas pour cela. Quand j'ai travaillé toute la semaine, j'ai besoin de me reposer le dimanche, et puis je vais à la messe remercier le bon Dieu des grâces qu'il m'a faites pendant la semaine qui vient de s'écouler, et je réclame son secours pour la semaine qui commence. « Mon Dieu, lui dis-je, vous m'avez donné de nombreux enfants, accordez-moi les forces et le courage nécessaires pour les élever ; faites que je ne manque pas de travail. » Dieu

m'a toujours exaucé. Je suis heureux de ma position. Nous sommes tous en bonne santé ; nous ne manquons de rien, nos enfants nous aiment et nous respectent. Ils ne sont certes pas sans défaut ; ils ont, comme tout le monde, le péché originel ; mais nous comptons sur la grâce de Dieu pour les élever comme il faut. »

Voilà le récit exact de ce que j'ai vu et entendu pendant ma courte visite à O. Je n'invente rien.

Et maintenant à ceux qui prétendent que la religion a fait son temps ; qu'elle est incompatible avec la prospérité et le bien-être ; qu'elle affaiblit les caractères, qu'elle rend l'homme malheureux, à ceux-là je dirai : Allez visiter la famille T. à O. et voyez si cette famille est malheureuse. Demandez à l'instituteur de la commune si les enfants T. manquent d'intelligence, de vivacité et de gaieté. Interrogez, si vous le voulez, tous les habitants de O., et ils vous diront que leur maréchal-ferrant jouit de l'estime et de la confiance de ses nombreux clients.

Quand vous aurez terminé votre enquête, vous m'indiquerez un maréchal-ferrant, ayant comme le mien une nombreuse famille, mais doué d'un *esprit fort*, faisant fi de toute croyance religieuse ; vous en trouverez, il n'en manque pas, hélas ! à notre époque. Je procéderai sur cette famille à une enquête semblable à celle que vous aurez faite sur la famille T., et l'on verra à laquelle des deux il convient de donner la préférence.

« Le scepticisme, a dit F. Le Play, est puissant pour détruire et
« impuissant à fonder. Les populations, en perdant les croyances
« religieuses, tombent dans un matérialisme grossier. L'ivrognerie
« devient la seule diversion au travail, et en absorbe les produits.
« Les femmes et les enfants restent dans le dénûment, et les vieux
« parents, considérés comme une charge inutile, subissent des trai-
« tements odieux. Plongées dans ce désordre, les classes inférieures
« attribuent naturellement à l'organisation sociale les maux qui
« proviennent surtout de leurs propres vices. C'est ainsi qu'augmente
« sans cesse une haine brutale contre les classes dirigeantes et contre
« l'ordre établi... La méthode d'observation m'autorise donc à voir
« la cause de nos maux dans le scepticisme, et le remède dans le
« retour aux croyances religieuses (1). »

LE BRUMENT.

(1) *La Réforme sociale*, tome 1^{er}, pages 182 et 183.

LES PROJETS DE RÉFORME EN FRANCE

DANS

LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

III (1).

LES PROJETS DE RÉFORME EN DEHORS DU PARLEMENT

I. — LE SYSTÈME DES TROIS CATÉGORIES.

Au moment où se terminait à la chambre la troisième discussion sur la question des accidents du travail, un avocat distingué de Lille, M. Emile Delecroix, directeur de la *Revue de la législation des mines*, venait nous entretenir d'un projet de réforme auquel *a priori* nous donnions notre adhésion absolue. Quelques mois après, M. Delecroix résumait ses idées à ce sujet dans une excellente brochure (2), après la lecture de laquelle nous confirmions à l'auteur notre complète approbation. Là est en effet, à notre avis, le point de départ de la solution à donner au problème que nous examinons ici : il n'en faut pas chercher d'autre, du moins en ce qui concerne certains côtés de la question.

M. Emile Delecroix base son exposé sur deux principes : 1^o les données expérimentales relatives aux accidents du travail ; 2^o les obligations de l'ouvrier. Familier avec tout ce qui touche aux questions minières, notre honorable ami déduit ses conclusions des statistiques fournies par les accidents de mines, qui sont chaque année l'objet d'études spéciales et d'une recherche attentive de la part des ingénieurs, et voici comment il expose sa théorie : « La dernière statistique de l'industrie minière, publiée en 1884, dit-il, contient la liste des accidents provoqués par l'inflammation du grisou pendant l'année 1883. L'examen attentif des causes diverses de ces tristes événements les range bien vite dans trois catégories qui ne sauraient être confondues. » Une *première catégorie* comprend les accidents pour lesquels les ingénieurs de mines n'ont signalé ni imprévoyance du patron, ni désobéissance imputable à l'ouvrier : « 3^o In-

(1) Voir la *Réforme sociale* du 13 juin et du 1^{er} août.

(2) *Le contrat de travail*. Paris, Chevalier-Maresq, 1884.

flammation de poussières charbonneuses, lors de l'explosion d'un coup de mine. 5° Explosion du grisou, supposé dégagé par une fissure, lors du tirage d'un coup de mine. 12° Explosion du grisou dont la cause reste indéterminée. » — Une *seconde catégorie* d'accidents semble comprendre, sauf examen plus attentif, des faits d'imprudence imputables au patron ou à ses agents : « 2° Explosion d'un coup de mine, au voisinage d'une faille, dans un renflement de la couche de charbon où des éboulements avaient formé une cloche. L'accident est survenu le lendemain d'un chômage. 6° Explosion d'un coup de mine dans un chantier grisouteux et très poussiéreux. 8° Allumage d'un coup de mine, foré au fond d'une poche produite par la chute de blocs précédemment détachés du toit de la galerie. 9° Emploi d'une lampe à feu nu. 16° Inflammation du grisou par une lampe à feu nu. 17° Explosion d'un coup de mine dans un chantier en cul-de-sac insuffisamment aéré par simple diffusion. » — Enfin, la *dernière catégorie*, la plus nombreuse, puisqu'elle comprend presque la moitié des accidents survenus en 1883, (8 sur 17, 30 victimes sur 75), relève les faits volontaires de désobéissance grave de la part d'un ouvrier, de manquements aux injonctions les plus précises et les plus formelles : « 1° Explosion de grisou déterminée par un mineur qui a soufflé sur la flamme remplissant sa lampe de sûreté (système Boty); 3° Emploi d'une lampe Davy incomplètement fermée; 7° Inflammation de grisou : la victime en ce moment avait ouvert sa lampe de sûreté; 10° L'un des ouvriers a dévissé sa lampe de sûreté (système Mueseler); 11° Deux ouvriers avaient enlevé le tamis métallique de leur lampe de sûreté; 13° Enlèvement du tamis d'une lampe de sûreté (système Mueseler); 14° Explosion déterminée par une lampe de sûreté ouverte; 15° L'ouvrier avait ouvert sa lampe de sûreté. »

Trouve-t-on ici la confirmation de cette règle sur laquelle on veut baser une présomption légale : les ordres donnés par le patron sont la source première de tout accident de travail ? Ces enseignements si graves que nous donne la statistique de l'industrie minérale n'ont rien de spécial aux entreprises d'exploitations de mines. Vérifions les faits qui se passent sous nos yeux, consultons les ingénieurs qui ont mission de relever les accidents d'appareils à vapeur, les chefs d'industrie, les juges chargés d'apprécier les demandes en indemnités pour accident de travail, tous seront unanimes à reconnaître *trois sources distinctes* de ces tristes événements. Trois causes spéciales forment donc la seule classification logique, dans laquelle il est possible de ranger tous les accidents, toutes les catastrophes qui désolent l'industrie. Les deux premières catégories comprennent, sans difficulté, l'une tous les accidents qui résultent de la négligence du patron ou de ses agents; l'autre les faits qui constituent des

désobéissances formelles imputables à l'ouvrier. Dans la troisième catégorie se rangent tous les accidents qu'il n'a été en la puissance ni de l'ouvrier ni du patron d'empêcher. Ce sont ceux dans lesquels la prévoyance et la prudence des uns et des autres se trouve en défaut. Les anciens les eussent attribués à la force supérieure des éléments, la terre, l'eau, l'air, le feu, avec leurs effets terribles et leurs forces incomplètement dominées par l'homme. Le code semble les ranger sous ce titre : cas fortuits ou de force majeure. Les hommes de science les classent sous cette dénomination : « cause indéterminée. »

Voilà donc parfaitement classées *trois catégories d'accidents* ayant pour origine *trois causes* bien distinctes. Il s'agit maintenant de donner une sanction à cette classification ; voici comment y arrive M. Emile Delecroix : « Le patron, qui a manqué à son obligation de prendre toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour assurer la sécurité, est tenu de garantir et indemniser son ouvrier contre toutes les conséquences désastreuses de l'accident dont il a été victime, c'est la *première* catégorie d'accidents que l'observation même des faits nous a révélée. — L'ouvrier, qui refuse d'exécuter ce qu'il a promis, oublie les engagements formels, contrevient aux ordres qui lui sont donnés, doit supporter toutes les conséquences désastreuses de l'acte coupable qu'il a commis. Les accidents de la *seconde* catégorie restent donc à sa charge. Les principes les plus élémentaires de responsabilité le veulent, les nécessités de la sécurité même l'ordonnent. — La *troisième* catégorie d'accidents reste seule en dehors des stipulations réciproques des parties, mais le législateur se trouve selon nous cependant dans la nécessité d'y pourvoir. Il y a en effet impossibilité égale à mettre les accidents produits par une cause inconnue, soit à la charge du patron puisqu'il n'est pas démontré qu'il a manqué à ses engagements, soit à la charge de l'ouvrier en le privant de toute ressource, car ce serait assimiler le cas fortuit aux circonstances coupables dans lesquelles l'ouvrier a forfait à ses promesses. Si l'une ou l'autre de ces conséquences nous sont également interdites, il ne reste plus qu'à couvrir ces événements par une *assurance*, dont la moitié de la prime annuelle serait à la charge du patron et l'autre moitié à la charge de l'ouvrier. »

L'application de ce système est donc bien simple. Les accidents qui relèvent de la première catégorie sont à la charge du patron, ceux qui relèvent de la seconde à la charge de l'ouvrier, ceux qui relèvent de la troisième à la charge de l'assurance. La prime évidemment serait différente pour chaque industrie, et proportionnée à l'importance des risques courus par l'ouvrier, risques dont les salaires tiennent d'ailleurs compte dans une certaine mesure. Cette assurance ne saurait non plus être obligatoire de fait, car on ne saurait exiger

d'une compagnie minière par exemple, la dépense formidable d'une prime individuelle pour chacun de ses ouvriers, mais le principe en serait inscrit dans la loi, de façon qu'en l'absence de toute assurance régulièrement consentie, patron et ouvrier devraient être considérés comme leur propre assureur, chacun pour moitié au regard des accidents du travail : en cas d'accident, l'ouvrier non assuré devrait s'imputer à faute de n'avoir pas su réserver quelques faibles primes et perdrait la moitié de l'indemnité totale représentant le préjudice souffert ; de son côté le patron non assuré qui aurait économisé la moitié des primes à lui afférentes, restituerait le bénéfice qu'il aurait ainsi obtenu et ferait toucher à l'ouvrier la moitié de ce auquel ce dernier aurait eu droit, si la prime tout entière avait été souscrite. Quant à l'assurance, elle pourrait être contractée à volonté soit avec les compagnies existantes soit avec des syndicats ou sociétés à la création desquelles l'Etat pourrait aider par des lois spéciales.

Le principe des trois catégories a été admis par diverses associations importantes auquel il été soumis, comme la Société industrielle de Rouen, la Chambre de commerce de St-Quentin, et l'Association de l'industrie française dans son assemblée générale du 27 janvier 1886.

Nous avons dit aussi que M. Emile Delecroix s'était basé dans son système non pas seulement sur des données expérimentales que nous avons exposées, mais aussi sur les obligations des ouvriers. Il a tellement été question des *droits* des ouvriers dans la discussion qui a eu lieu à la Chambre qu'on a parfaitement oublié de tenir compte de leurs *devoirs*. M. Delecroix stipule spécialement, qu'en s'engageant dans une usine, tout ouvrier souscrit une obligation corrélative de celle des patrons, et que l'un et l'autre, par le seul fait du contrat de travail, prennent divers engagements tacites dans l'intérêt de la conservation des personnes et des choses. Il établit qu'un accident de travail doit être considéré en principe comme un cas fortuit et de hasard malheureux, comme un événement qu'on ne peut sans raison plausible attribuer à une violation des engagements du patron ou à un oubli de la part de l'ouvrier des obligations qu'il a souscrites. En l'absence de tous procès, de toute demande de l'ouvrier contre son patron ou du patron contre son ouvrier, tant que l'un des contractants n'aura pas fait établir judiciairement que l'autre partie a manqué à ses engagements, il faut alors jusqu'à preuve du contraire supposer que cette démonstration ne sera pas apportée. L'accident se classe alors de lui-même dans la troisième catégorie, celle des événements malheureux qui ne sont imputables ni au patron ni à l'ouvrier.

Cette manière de voir n'est pas celle de tous les jurisconsultes, et c'est ce qui va nous amener à examiner les diverses opinions que les plus autorisés d'entre eux ont produites à ce sujet.

II. — OPINIONS ÉMISES A LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS.

En 1881, un débat contradictoire s'est produit à la société de protection des apprentis, et un jurisconsulte de valeur, M. Vavasseur, avocat à la cour de Paris, y a soutenu la thèse de la responsabilité présumée du patron. L'argumentation de l'orateur peut être réduite à six points principaux que nous allons résumer succinctement (1) :

1° M. Vavasseur commence par se déclarer partisan de la protection officielle : à son avis c'est la voie du progrès, l'exemple des nations étrangères nous invite à le suivre. (Il oublie de rappeler ici que la Suisse seule a adopté le système de la présomption légale.)

2° Puis, se déclarant partisan de l'irresponsabilité de l'ouvrier, il examine deux objections qu'on oppose à ce système : la première est qu'il ne traite pas l'ouvrier en homme libre, la seconde que cet ouvrier est suffisamment garanti par les articles 1382 et 1383. — A la première objection, M. Vavasseur répond que personne ne songe à donner à l'ouvrier coupable un droit contre le patron innocent : le principe est indemne, mais l'application seule est modifiée par le renversement de la preuve ; on ne fait que supposer *à priori* et jusqu'à ce que le contraire soit prouvé, que l'accident est dû à un outillage défectueux, à l'insuffisance de surveillance ou au défaut de moyens protecteurs, cette présomption ne blesse ni la raison ni l'équité ; on peut même, en cas de force majeure, ne voir dans l'accident qu'un risque industriel inhérent à la profession, une simple addition aux frais généraux de l'usine. (C'est comme on le voit la théorie du risque professionnel, mais à notre tour nous répèterons encore ici que nous ne voyons pas bien, si la nature seule est coupable, pourquoi il est nécessaire de s'en prendre uniquement au patron.) L'article 2000, continue M. Vavasseur, dit que le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable. Ici le mandant, c'est l'entrepreneur ; et le mandataire, c'est l'ouvrier salarié. C'est une manière de voir adoptée par la cour d'appel de Chambéry ; mais ces distinctions de contrat sont difficiles ; donc il faut une réforme législative. — A la seconde objection, l'orateur répond avec raison que les articles 1382 et 1383 ne s'appliquent qu'aux engagements qui se forment sans convention, et qu'il y a au contraire dans l'espèce un contrat de louage formant convention. Mais il ajoute que dans les contrats de choses, la loi a toujours introduit la responsabilité et une présomption de faute, et qu'à son sens il n'y a aucune injustice à demander cette in-

(1) *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 1881, pages 121 et suiv.

troduction dans un contrat de personnes : nos lois contiennent bien d'autres présomptions analogues. A ceci nous objecterons qu'il ne s'en-nullement, de ce que le patron doit exécuter une obligation par contrat, que l'on puisse supposer sans preuve qu'il n'a pas rempli son engagement. Et l'orateur le comprend d'ailleurs tellement bien qu'il demande un texte positif nécessaire pour fonder par une loi cette présomption légale : « Subordination implique protection, dit-il, de même que protection implique garantie ». Il faut donc inscrire dans la loi cette règle : Celui qui emploie les services d'un autre lui doit garantie des accidents résultant du travail, à moins qu'il ne prouve que les accidents sont dus à la faute de la victime.) — Telle est la partie principale de l'argumentation de M. Vavasseur. Il insiste de plus sur les points suivants :

3° On a dit qu'il serait toujours difficile au patron de faire la preuve de la faute de la victime. De l'avis de l'orateur, il est encore bien plus difficile dans les conditions actuelles, à un ouvrier retenu sur un lit d'hôpital, impuissant et besogneux, de faire la preuve contre son patron. — 4° On a dit encore que, si le principe de la responsabilité présumée du patron était adopté, l'ouvrier serait moins attentif et qu'on pourrait craindre qu'un suicide adroit ne devienne pour lui une heureuse spéculation. Le patron, répond M. Vavasseur, n'est-il pas capable et coupable de l'insouciance inverse calculée sur ses frais généraux ? lui ne risque que sa bourse, tandis que l'ouvrier risque sa vie. — 5° Il y a contradiction, objecte-t-on encore, lorsque le patron peut être acquitté en police correctionnelle et condamné au civil en vertu de la présomption légale. C'est une contradiction apparente comme la jurisprudence en comporte bien d'autres, répond l'orateur, elle reconnaît qu'à côté du délit existe un *quasi*-délit. — 6° Un accident, conclut l'orateur, doit être considéré comme un risque normal de l'industrie, car il n'est que la conséquence du développement de l'outillage mécanique. M. Vavasseur déclare qu'il ne veut pour parer à ce mal, ni de lois préventives qui sont insuffisantes, ni de l'assurance obligatoire qui n'est qu'une forme du socialisme d'Etat. Le risque industriel, comme tout autre, doit selon lui peser sur le capital seul, et l'accident doit rester une charge de l'industrie, même pour les cas de force majeure, puisque la force majeure dérive des instruments même du travail. On peut trouver que le capital et le travail opposée l'un à l'autre constituent une antithèse économique, c'est possible en apparence, mais comme il y a faute matérielle, il s'agit de trouver le coupable. La faute provient de l'outillage qui appartient au patron, donc le coupable est le patron.

On conçoit sans peine que ces théories aient trouvé contradicteur. M. Nusse, avocat à la cour d'appel de Paris, a répondu à M. Vavas-

seur (1) et a présenté les arguments suivants : Pour se heurter à un principe juridique universellement adopté, a-t-il dit, et innover des traditions comme celles que préconise M. Vavasseur, il faut une raison qui s'impose jusqu'à l'évidence ; or ce n'est pas le cas. On peut dire que la doctrine nouvelle repose sur deux faits : 1° changement dans les conditions ouvrières par suite de l'abolition du patronat et des corporations ; 2° création des ateliers mécaniques. Ce sont sur ces deux faits que se base l'opinion des légistes d'une part, des économistes d'autre part qui soutiennent cette manière de voir : les premiers nous disent que dès l'instant où il y a contrat de louage, il y a aliénation de liberté et par conséquent subordination, d'où protection et par suite garantie ; les seconds nous affirment que le salaire est un loyer, que le capital au contraire est une rémunération aléatoire qui a les risques de l'entreprise, d'où il suit que le capital doit prendre en charge l'accident. Après avoir ainsi résumé la nouvelle doctrine, M. Nusse y répond et précise : 1° que la liberté du travail conquise le 2 mars 1791 a engendré la responsabilité personnelle et diminué le patronat et la protection, que d'ailleurs la loi des grèves a augmenté la force défensive de l'ouvrier ; 2° qu'en ce qui concerne le contrat, ce n'est pas la *personne* de l'ouvrier qui en fait l'objet, mais le *produit* que l'ouvrier s'engage à exécuter dans des conditions déterminées : celui qui s'emploie, dit-il, vend son travail, mais ne loue pas son corps, l'accident est donc étranger au contrat. Mais cet accident peut-il être prévu audit contrat ? Non certes, car se serait un risque immoral qui en entraînerait la nullité. Dès lors, si l'accident est étranger au capital, pourquoi la responsabilité serait-elle dévolue au capital ? Rien n'empêche un entrepreneur de prévoir à son budget un chapitre d'accidents, c'est là de la vulgaire prudence ; mais ceci ne prouve qu'une chose, c'est que la garantie demandée peut s'obtenir par convention et non par répression. Quant à invoquer la faiblesse de l'ouvrier, c'est une erreur, car l'ouvrier est aujourd'hui l'égal du patron au point de vue social, il a ses chambres syndicales qui ne sont nullement gênées pour généraliser leurs moyens d'action et chercher des solutions efficaces, et il est possible s'il en est besoin de passer facilement transaction entre le groupe capital et le groupe travail.

Quelle serait la solution à donner à ce difficile problème ? L'assurance forcée ? M. Nusse la repousse comme M. Vavasseur. Qu'on laisse se développer librement les millions de l'épargne, et ils conjureront les effets des accidents, de la vieillesse et de la mort. Mais comme l'outillage moderne est dangereux, il faut empêcher par une intervention légale les dangers auxquels il donne lieu, non pas tou-

(1) Cf. *Loc. cit.*, 1881, p. 311 et suiv.

tefois au nom du contrat de louage, mais parce qu'il y aurait imprudence de la part des patrons à ne pas prendre les précautions nécessaires. M. Nusse propose alors pour chaque industrie un règlement d'administration publique et des inspections. En outre, comme tout accident intéresse la société et qu'on a le devoir d'en empêcher le retour, il est d'avis que le patron devrait être obligé, sous peine d'amende, de faire la déclaration qui permette une enquête.

A notre sens, malgré l'excellence d'un certain nombre des arguments présentés par M. Nusse, la solution à laquelle il arrive, à l'exception de celle qui concerne la déclaration d'urgence, nous semble plus théorique que pratique. Exiger pour chaque industrie des règlements d'administration publique spéciaux et des inspecteurs de fabrique également spéciaux, c'est susciter un travail d'Augias dont nous voyons bien le commencement, mais dont nous ne pouvons prévoir la fin. Non seulement la science industrielle fait toujours des progrès, mais nous ne voyons pas comment on peut réglementer les nombreux cas particuliers qui varient avec les régions.

En outre, en supposant ce travail terminé, les confusions auxquelles ces divers règlements pourraient donner lieu en pratique feraient bien la joie des juristes retors, mais ne feraient pas avancer la question d'un pas. Nous pensons même qu'elles la feraient reculer.

III. — DISCUSSION DE LA QUESTION A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES

La question des accidents du travail a été discutée à l'Académie des sciences morales et politiques dans plusieurs séances à partir du 13 mars dernier à l'occasion d'une lecture d'un savant jurisconsulte, M. Glasson, sur le *Code civil et la question ouvrière*.

Après avoir indiqué pourquoi le code civil a presque entièrement oublié l'ouvrier de la grande industrie, homme nouveau dans la société moderne et dont la situation ne se dessine qu'aujourd'hui sous son jour réel, M. Glasson explique combien la jurisprudence actuelle a de difficultés pour statuer sur certaines questions. Longtemps on a pensé que, dans le silence du code, il fallait appliquer entre patrons et ouvriers le droit commun. Mais quel est ce droit commun? on commence à ne plus le savoir. Il estime dès lors qu'il faut réglementer le louage de services, et commente la nécessité de cette réglementation comme l'a fait M. Em. Delecroix dans la brochure citée plus haut. De l'avis de l'auteur du mémoire, une bonne loi sur les salaires et surtout sur leur preuve rendrait d'importants services dans l'industrie; mais ce qu'il y a lieu surtout de réglementer, c'est la résiliation du contrat de louage de service et la res-

pensabilité ou la garantie en cas d'accidents. Etudiant cette dernière question, M. Glasson stipule que la preuve est le côté délicat de la jurisprudence en matière d'accidents. Dans le silence de la loi, la jurisprudence actuelle est très dure pour l'ouvrier en tant qu'elle met la preuve de la faute à sa charge; très dure pour le patron, en tant qu'elle lui applique l'article 1382, et lui impute une faute délictueuse, un délit civil. Après avoir indiqué quelques-unes des solutions indiquées en matière d'accidents, M. Glasson se demande dans quel sens une loi devrait être votée. Il ne le dit pas expressément, mais il se contente de démontrer qu'il est indispensable de réglementer le louage de services en général et indique quelques données générales à ce propos : « Des dispositions sont nécessaires, dit-il, pour fixer la théorie des fautes dans le louage de services. Nous avons vu combien il est insuffisant d'affirmer que l'on appliquera le droit commun. Il est encore indispensable de savoir comment on entend ce droit commun. A notre avis, c'est la théorie des fautes contractuelles qui doit recevoir ici son application et non celle de l'article 1382, car il s'agit de personnes liées l'une à l'autre par un contrat, celui du louage de services. Dès lors aussi, le patron et l'ouvrier peuvent, par des conventions librement consenties, étendre ou restreindre la responsabilité établie par la loi. Celle-ci doit se borner à déclarer le patron tenu de l'obligation de livrer aux ouvriers des instruments et des machines en bon état, et de prendre toutes les mesures propres à préserver l'ouvrier des dangers inhérents à l'industrie exercée. Dans le doute, comme la faute ne se présume pas, même dans l'exécution des contrats, c'est à l'ouvrier à en faire la preuve. A plus forte raison en est-il de même encore dans le cas où l'accident s'est produit en dehors de l'exécution du contrat de louage; il faut alors, mais alors seulement, expliquer l'art. 1382. Nous en dirons autant pour le cas fréquent où le fait constitue en même temps qu'une violation du contrat un délit criminel (art. 319 et 320, C. p.); alors la victime ou son héritier peut, à son choix et selon son intérêt, invoquer la faute contractuelle ou intenter l'action civile naissant du délit. Mais il peut arriver aussi souvent que le patron soit responsable sans qu'il y ait eu délit de sa part; il suffit de supposer que ce patron est une personne morale, une société : il ne peut même alors être question de faute contractuelle. De même si les blessures ne rentrent pas dans l'art. 320. Enfin, on doit nécessairement, une fois la faute établie, laisser aux juges un pouvoir discrétionnaire pour déterminer son étendue. Il est en effet manifeste que la responsabilité du patron est plus ou moins lourde suivant que l'ouvrier n'a pas pu ou a pu se rendre compte du danger. Il arrive aussi des cas où l'ouvrier est, comme le patron, coupable de

faute ou de négligence, et alors le juge opérera une véritable compensation qui aura pour effet de diminuer ou même de supprimer les dommages-intérêts. Mais peut-être serait-il prudent d'introduire dans la loi une disposition qui interdirait au patron de se décharger de toute responsabilité. Une pareille clause du contrat de louage serait en effet abusive de sa part. »

L'un des plus éminents jurisconsultes de l'Académie, M. Paul Pont, a critiqué le premier le mémoire de M. Glasson, en faisant avant tout ses réserves sur la question de la preuve, qu'il a estimée devoir être déplacée. A son avis, la jurisprudence est, en principe au moins, essentiellement défavorable et préjudiciable aux victimes des accidents du travail. Aujourd'hui l'ouvrier blessé doit prouver que sa blessure a été causée par la faute du patron, alors que le plus souvent il est incapable de faire cette preuve par suite de ses blessures et de son transport à l'hôpital. M. Pont estime qu'il faut établir la responsabilité contractuelle et non délituelle. Il s'en suivrait le renversement de la preuve, et ce serait au patron à prouver que l'accident a été causé par une faute qui ne lui est pas imputable. Il est surtout nécessaire d'établir cette jurisprudence en raison de la substitution du travail mécanique au travail manuel ; en 1850, il n'y avait en France que 5000 machines industrielles, on en comptait en 1878 près de 40,000. De là un accroissement notable de dangers pour l'ouvrier. Il est établi en effet que sur trois millions d'ouvriers, vingt mille sont chaque année victimes d'accidents. Puis posant la question d'une autre manière que son prédécesseur, M. Paul Pont dit en manière de conclusion : « Il y a, non pas une faute à présumer, mais un fait acquis et certain : l'inexécution du contrat. A qui la charge de ce fait ? Voilà toute la question, et la seule question. Eh bien, le droit commun enseigne que c'est au défendeur, à moins qu'il ne prouve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure. »

M. Arthur Desjardins a pris alors la parole. Il a commencé par déclarer que la situation de ceux qui vivent de leur travail manuel est extrêmement intéressante et qu'il s'associerait volontiers à toutes les propositions de réformes législatives faites en leur faveur. Mais il s'est demandé si les réformes indiquées par M. Glasson aboutiraient au but que se proposent les amis des classes ouvrières. Y a-t-il une lacune à combler dans le code civil ? Faut-il réglementer ce contrat de louage de services dont le code a parlé si brièvement ? M. Desjardins ne le pense pas. Il démontre alors qu'il est particulièrement difficile de réglementer ce contrat, parce que les applications en sont multiples et trop diverses. On ne peut d'ailleurs le faire que dans son objet ou dans ses conditions. Pour le réglementer

dans son objet, il faut toucher à la liberté du travail ; or la liberté du travail doit être respectée, toutes les fois que la prestation de services stipulée et promise n'est pas contraire à l'ordre public ou à la morale publique. Veut-on alors borner la réglementation aux conditions du contrat ? M. Desjardins a examiné successivement les systèmes proposés pour la résiliation du louage de service. Il est également impossible d'introduire dans le code des [dispositions qui priveraient les ouvriers congédiés de toute indemnité, ou qui leur accorderaient indistinctement et dans tous les cas une indemnité. Dès lors l'interprétation des textes actuels par la jurisprudence suffit. La question de la responsabilité des accidents est fort délicate. Mais le contrat de travail n'implique pas pour le patron l'obligation d'indemniser les ouvriers des accidents causés par leur faute. Implique-t-il l'obligation de les indemniser des accidents causés pour un cas fortuit ? Non, puisque le cas fortuit est celui qu'on ne peut ni prévoir ni empêcher, comment présumer qu'un des contractants songeait à s'en rendre responsable ? M. Desjardins n'a pas même cru qu'il y eût lieu de déplacer le fardeau de la preuve. La présomption de faute du locataire, naturelle dans le contrat de louage des choses, cesse dans le contrat de louage de services ; le locataire des services, c'est-à dire le patron, n'a pas de main-mise sur ses ouvriers, ni la détention matérielle de leurs personnes. Ceux-ci restant libres, maîtres de leurs actions, comment sortir du droit commun ? Mais il faut appliquer le droit commun avec intelligence. Le patron, par exemple, n'a pas le droit de fournir à l'ouvrier des instruments de travail défectueux, ni de l'employer à un travail auquel celui-ci serait impropre. On ne saurait faire abstraction, dans l'appréciation de sa responsabilité, de l'autorité qu'il exerce, et la faute *la plus légère*, une fois prouvée contre lui, doit être réparée. « Il ne faut toucher au droit commun, a conclu M. Desjardins, même en faveur des plus intéressants ou des plus dignes, qu'avec une extrême circonspection. »

M. Paul Leroy-Beaulieu a parlé à son tour sur la question. Il a déclaré n'être pas partisan d'une législation spéciale. Selon lui, la législation spéciale, c'est le privilège et c'est l'injustice. Il s'est ensuite attaché à réfuter le chiffre cité par M. Paul Pont : 20,000 victimes par an sur une population de 3 millions d'ouvriers. Si l'on ouvre par exemple l'*Annuaire statistique de la France* paru en 1882, on voit que cette publication (page 79) enregistre bien pour l'année 1879 le chiffre considérable de 13,549 morts accidentelles dont 10,918 pour les hommes et 2,631 pour les femmes ; mais en entrant dans le détail, on voit que les neuf dixièmes de ces accidents ne concernent pas des ouvriers frappés pendant leur travail ou à cause de leur travail. Il y

a, par exemple, 4,071 noyés, 2,814 morts subitement, 497 victimes de l'usage immodéré des liqueurs, etc., etc.; toutes victimes dont la plupart ne sont pas gens morts dans l'exercice de leur profession. « M. Glasson, dit M. Leroy-Beaulieu, a reconnu que, des deux systèmes en présence, celui de la responsabilité délictuelle, qui met la preuve à la charge de l'ouvrier, et celui de la responsabilité contractuelle, qui met la preuve à la charge du patron, il est difficile de dire lequel est le plus favorable à l'ouvrier, et qu'au surplus le patron pourra, dans la plupart des cas, échapper à toute responsabilité par le moyen des règlements d'ateliers qui sont inattaquables. Au lieu donc d'imaginer une nouvelle législation, ne serait-il pas plus simple de recourir à l'assurance libre ? Quand on a le choix entre deux méthodes, celle de la contrainte et celle de la liberté, pourquoi se prononcer pour la contrainte ? » C'est là sa conclusion.

M. Ravaisson qui a parlé après M. Leroy-Beaulieu a exprimé cette idée générale que la seule solution que puisse recevoir la question ouvrière est une réforme morale qui rétablirait la réciprocité des dévouements et des services, et que cette réforme devrait résulter d'une éducation nouvelle donnée à la nation. Il appartient aux classes supérieures de l'entreprendre, en commençant toutefois par elles-mêmes. Mais comment peut-on comprendre l'organisation d'une telle éducation ? C'est ce que M. Ravaisson n'a pas dit.

On le voit donc, les jurisconsultes et les économistes les plus éminents ne s'entendent guère sur la solution à donner à la question que nous examinons ici, ce qui nous prouve une fois de plus, comme le disait Villermé, que « le bien en ce genre est difficile à faire. »

IV. — OPINIONS DE DIVERS JURISCONSULTES.

Nous n'avons pas ici la prétention de résumer l'opinion de tous ceux qui ont traité de la question des accidents. Nous nous arrêtons de préférence sur les travaux les plus remarquables de ceux qui ont proposé des réformes dont nous ne sommes pas partisan.

Signalons d'abord le système soutenu en 1882 par M. Worms, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques et professeur à la Faculté de droit de Rennes (1), thèse renouvelée plus tard par M. Georges Salomon devant la Société des ingénieurs civils (2) et développée encore par M. Arthur Mangin dans *l'Economiste français*. Cette thèse tendrait à laisser toute liberté aux manufacturiers, mais à les déclarer responsables s'ils n'ont pas pris

(1) Dans le journal *La Loi* du 26 septembre 1882.

(2) G. Salomon, *Liberté des mesures contre les accidents industriels*, 1882.

toutes les précautions nécessaires (assurances, affiliation aux associations pour prévenir les accidents de fabrique, etc.) Une semblable théorie peut paraître séduisante, mais à notre avis on n'y tient pas assez compte des forces mystérieuses de la nature, ni de la désobéissance de l'ouvrier. Dans une loi qui a la prétention d'être pratique, il faut nécessairement tenir compte de la réalité des faits.

En 1883, M. Marc Sauzet, jurisconsulte non moins remarquable, a soutenu la responsabilité présumée du patron, à la façon de M. Vasseur (1) : « En dehors et à côté du salaire, le patron est tenu à une certaine responsabilité vis à vis de l'ouvrier, il est tenu en vertu du contrat... l'ouvrier n'a plus à prouver la faute du patron qui a amené l'accident, c'est au patron, pour se soustraire à la responsabilité que lui impose son contrat, à prouver que l'accident ne lui est pas imputable. » A ceci nous objecterons que c'est fonder une présomption légale que de supposer comme admis par la force de la loi que le patron n'a pas rempli l'obligation de son contrat. La victime d'un accident doit toujours démontrer par des faits précis et des preuves concordantes que le patron n'a pas rempli ses engagements.

Enfin voici un autre raisonnement dû à M. Saintelette, ancien ministre de Belgique, exposé dans une brochure qui a fait quelque bruit (2). Dans l'organisation du travail moderne, expose-t-il, toute autorité emporte responsabilité ; « l'ouvrier est devenu un soldat, presque un automate. Sa fonction est surtout l'obéissance. L'autorité d'une part, la discipline de l'autre, sont poussées aussi loin que possible », d'où il suit nécessairement que de cette autorité dévolue au patron découle entièrement sa responsabilité de tous les actes de l'ouvrier. Nous répondrons à M. Saintelette comme nous l'avons fait à M. Worms, que cette autorité du patron rencontrera toujours en face d'elle deux obstacles qu'elle ne saurait surmonter, ceux provenant de la nature elle-même et ceux dus à la volonté de l'ouvrier, et que par conséquent, puisqu'elle n'est pas complète, la responsabilité dont on veut bien en faire la conséquence ne saurait non plus être entière.

Après avoir dans un dernier article résumé les divers projets déposés dans la législature actuelle, nous essaierons de proposer à notre tour une solution de la question, en nous efforçant d'éviter les écueils que nous avons signalés dans les projets précédents, et en mettant à profit notre expérience pratique.

Alfred RENOARD.

(1) *Revue critique*, 1883, p. 596.

(2) *De la responsabilité et de la garantie*, Bruxelles, 1884.

LA MANUFACTURE MARTIN A TARARE

ET SES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE (1).

La manufacture de peluches et velours de M. Martin à Tarare est assez connue, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'entrer dans de longs détails sur son installation. L'organisation sociale créée par le fondateur de cette maison a été continuée, depuis sa mort, sans modifications sensibles, par sa veuve, ses fils et ses gendres, dignes successeurs du père de famille, avec un dévouement qui ne s'est jamais démenti. Mais si nous n'avons, M. Charmettant et moi, après une visite récente dans cette demeure hospitalière, aucun fait nouveau à faire connaître, nous pensons qu'il y a quelque intérêt à rappeler brièvement l'œuvre de M. Martin, car sa durée même nous semble constituer un résultat obtenu, une expérience faite, une démonstration accomplie et un enseignement à recueillir.

L'établissement comprend deux parties distinctes, ayant chacune leur installation séparée, leur personnel différent, et leur organisation propre. D'un côté sont de vastes bâtiments pour la préparation de la peluche et du velours. De l'autre des bâtiments non moins considérables, entourés de cours spacieuses et de jardins, réservés au moulinage, devidage et ourdissage des soies. Les premiers reçoivent tous les ouvriers et toutes les ouvrières domiciliés hors la manufacture, soit dans la ville de Tarare, soit dans les environs. Ils sont soumis à une discipline généralement obéie et respectée et les rapports entre eux et leurs patrons sont rarement tendus. M. Martin signalait que les premières difficultés étaient nées après la révolution de 1848 et que jamais depuis lors, la même familiarité de bon aloi, la même confiance réciproque, ni la même solidarité n'avaient pu régner, comme avant, entre les ouvriers et lui.

La permanence des engagements est pourtant à remarquer : beaucoup d'ouvriers ont quarante ans de services ; le plus ancien, entré lors de la fondation de la maison le 15 avril 1841 n'a jamais commis une infraction ; il a élevé une famille nombreuse et réalisé malgré cela dix mille francs d'économie. Les ouvriers nomades sont rares ; et en parcourant les registres de M. Martin, nous avons pu constater des dates d'entrée en 1845, 46, 47, 50, 51, 53, 62, 63, 64, 65, 68, 70, etc.

Le besoin d'une caisse de retraite pour les invalides du travail ne s'est pas encore fait sentir dans la maison Martin, où les vieux serviteurs sont discrètement assistés, quand l'âge les rend impropres au travail. Ils ne veulent pas quitter le lieu où leur vie s'est écoulée et

(1) Rapport de MM. de Champ et Charmettant au groupe de Lyon (30 janvier 1886).

on crée de petites sinécures. Un des fils de M. Martin a légué récemment une somme de cent mille francs pour créer une caisse de retraite pour ces vieux ouvriers. La plupart d'entre eux possèdent du reste un fond de quelque importance à la caisse d'épargne fondée à leur usage par M. Martin : cette caisse d'épargne leur donne 5 % pour l'argent déposé avec promesse à un an de date. Le déposant ne peut retirer que les intérêts annuels, ces intérêts se capitalisent. Nous avons vu nombre de livrets d'ouvriers avec des dépôts variant de 9 à 22,000 francs.

La maison Martin prélève sur ses frais généraux tous les secours en bons de pain, bons de viande, remises d'argent pour le paiement des loyers et une caisse fondée par eux dans ce but a été supprimée, il y a déjà fort longtemps par suite de difficultés avec les ouvriers.

Nous signalerons enfin que, pendant les chômages, la maison Martin ne renvoie personne et a une organisation particulière pour ces périodes douloureuses; l'ouvrier reçoit la pièce de velours à faire : il a quinze jours pour l'achever en temps ordinaire; pendant le chômage, il a trente jours, et peut, dans l'intervalle travailler ailleurs par intermittence. Un dernier détail est à donner encore au sujet de l'organisation ouvrière de la manufacture de peluches : celui de la caisse des amendes pour les infractions à la discipline. Cette caisse est gérée par les ouvriers eux-mêmes qui dans chaque salle, composée de cinquante métiers, nomment une commission chargée de distribuer aux ouvriers malades l'argent retenu aux délinquants. Grâce à ce système, il n'y a jamais eu de difficultés pour l'application de ces amendes.

Si nous passons maintenant dans l'établissement créé pour le moulinage des soies, nous trouvons une installation absolument différente de celle que nous venons de décrire. Il n'y a que des femmes employées au moulinage, toutes étrangères à Tarare, logées dans la maison qu'elles peuvent quitter sans doute, après les trois années d'apprentissage, mais où elles sont soumises à un règlement semblable à celui d'un couvent ou d'un pensionnat pendant la durée de leur séjour. Ces femmes se divisent en deux catégories, les apprenties de 13 à 16 ans et les ouvrières proprement dites. Les contre-maitresses sont laïques, mais la direction et la surveillance appartiennent à des religieuses de l'ordre de Saint-Joseph au nombre de trente environ.

Les contre-maitresses, dont le recrutement est fort difficile, sont choisies parmi les ouvrières les plus intelligentes et les plus honnêtes de Tarare. Généralement très anciennes dans la maison, elles sont respectées et obéies. Les religieuses sont aimées et n'ont jamais à se plaindre du mauvais esprit de ces 5 à 600 ouvrières.

L'apprentissage dure trois ans : le travail effectif est de onze heures

par jour, l'apprentie fait quatre repas, elle gagne de 60 à 70 francs la première année, de 100 à 110 francs la troisième. Elle reçoit en outre des gratifications qui peuvent s'élever jusqu'à 50 francs par an. Il arrive fréquemment qu'au bout de son apprentissage la jeune fille retourne dans son pays, auprès de sa famille ; mais elle revient presque toujours après un an ou deux et elle est reçue parmi les ouvrières de la maison. La moyenne de séjour de ces ouvrières est de six à dix années ; il en est toutefois qui y demeurent beaucoup plus longtemps. Le dimanche, leur temps se partage entre les exercices religieux, l'école et les promenades. Ces ouvrières reçoivent un gage annuel fixe plus une prime ou salaire proportionnel à l'ouvrage qu'elles font. Il importe ici de signaler que dans le dévidage des soies, la meilleure ouvrière n'est pas celle qui dévide la plus grande quantité de soie, mais celle qui apporte le plus de soin à son travail, qui fait en conséquence le moins de bourre et de déchet. Il serait donc logique de payer l'ouvrière d'après le déchet qu'elle ne fait pas. Aucune usine n'a cependant adopté cette base de salaires qui n'a d'autre garantie que la moralité et la bonne foi de l'ouvrière. Il est si facile à cette dernière de dissimuler dans ses vêtements de la bourre de soie pour la faire disparaître une fois hors de l'atelier. M. Martin n'a pas craint d'adopter ce système de paiement pour un atelier de 5 à 600 ouvrières : chaque ouvrière a, à côté de son métier, une boîte où elle met son déchet de soie ; tous les mois on le pèse et celle qui a le moins de déchet reçoit le plus fort salaire. Tous les ans, à l'occasion d'une retraite prêchée dans la maison, il se présente des ouvrières qui viennent auprès du directeur de la maison s'accuser d'avoir dérobé quelques poignées de bourre de soie et le prier de retenir sur la paie le salaire qu'elles ont ainsi indument perçu. Cette organisation de travail fait honneur à M. Martin qui a eu assez de confiance dans les ouvrières pour oser l'appliquer et à celles-ci dont elle met en relief les sentiments de probité et l'éducation excellente.

Une caisse d'épargne fonctionne pour ces ouvrières. Elles retirent à vue leur argent placé à 5 %. La moyenne des dépôts s'élève à 100,000 francs par an. Enfin les sœurs disposent d'une caisse dont l'argent leur est versé par les patrons sans qu'elles aient de rendement de compte, pour soulager certaines misères et donner, le cas échéant, des récompenses utiles.

Telle est, sommairement, l'organisation de cette œuvre sociale qui se poursuit et qui se complète par les nombreux bienfaits d'une charité inépuisable, créant autour d'elle des annexes, telles que des écoles, des salles d'asile si utiles à la population ouvrière de Tarare.

LES *BUONOMINI* DE FLORENCE

Une institution de bienfaisance qui ne possède rien, qui ne doit rien posséder et qui pourtant donne beaucoup est une œuvre démocratique, je dirais même socialiste. Pourtant elle vit et prospère à Florence ; son origine est républicaine, mais en même temps elle est chrétienne ; et c'est là le secret de la véritable démocratie, grâce auquel pendant quatre siècles et demi une institution peut traverser sans déclin les périodes politiques les plus diverses, et montrer à la fin du *xix*^e siècle l'éloquente vitalité d'une œuvre du moyen âge. Cette œuvre est la *congregazione dei Procuratori dei poveri vergognosi*, autrement appelée *i Buonomini di Sⁱ Martino*, fondée par *Antonino Pierozzi* des Frères Prêcheurs, depuis archevêque de Florence et ensuite élevé par le pape Adrien VI à l'honneur des autels.

C'était en 1441 : la démocratie effrénée qui préparait sans le savoir la destruction de la République, jalouse *dei Grandi* avait fait tomber le pouvoir aux mains des partis et, selon l'usage du temps opprimait cruellement les vaincus. L'exil et les confiscations étaient presque toujours leur partage, et une quantité considérable de familles se trouvaient réduites de l'aisance à la misère. Ce fut alors que l'humble Dominicain fonda son œuvre réparatrice. Voilà quels solides fondements il mit à son institution. Il appella douze citoyens de toute condition, parmi lesquels un *Salviati*, un *Strozzi*, un *Primerano di Jacopo calzolojo*, (cordonnier) un *Giovanni di Baldo lanajolo* (marchand en laine), etc., etc. ; et leur ordonna de rechercher *i poveri vergognosi* (les pauvres honteux) et de les secourir à l'aide de tout ce qu'ils auraient pu recevoir. La règle fondamentale était de tout accepter et de ne rien conserver ; défense d'acheter terres ni possessions, à l'exception d'une très modeste maison qui existe encore dans la *piazzetta di Sⁱ Martino* et où la congrégation tient toujours ses réunions hebdomadaires. On remettait à la Providence le soin de l'avenir, car on ne devait pas fruster les générations présentes pour donner aux futures ; mais surtout, un secret rigoureux était imposé sur les noms de ceux qui recevaient une aumône ; il s'agissait toujours en effet de gens honteux qui avaient été riches, heureux, et on devait ménager l'amour-propre de ces victimes du sort. Enfin les douze étaient tous égaux, il y avait naturellement des charges, mais elles étaient pour tous, tirées au sort selon la forme républicaine, et le président (*Proposto*) changeait comme il change aujourd'hui, tous les mois.

La congrégation aussitôt fondée commença ses larges distributions ; elle recevait des legs, des héritages ; un bon nombre de familles distinguées, ne laissant point de descendance directe, lui abandonnaient leur fortune. La République fut très libérale : par une provision de 1492 elle donnait faculté à ceux qui croyaient devoir quelque chose à l'état d'acquitter leur

dette en donnant *ai Buonomini* ce dont leur conscience les reconnaissait débiteurs. On ne peut pas compter les millions que la congrégation a distribués ; les archives d'un grand nombre de familles sont encore là pour montrer la générosité des citoyens et la grande quantité des héritages recueillis. Et elle continue toujours son œuvre, quoique dans le siècle passé l'abolition des *fideicommiss* lui ait fait perdre la certitude d'un grand nombre de fortunes qui dans le temps auraient dû lui échoir. Elle a passé sans épreuves ni traverses des siècles républicains à ceux de l'absolutisme ; son secret a été de ne rien posséder, de tout donner dans un bref délai, de n'avoir point de loi écrite ni même un statut, mais seulement des maximes et des conseils laissés par son saint fondateur et pieusement recueillis.

C'est de la sorte qu'elle a vécu et vit : elle déteste les contestations ; et s'il en survient, elle fait tout son possible pour les résoudre amiablement. Comme par sa nature elle n'est pas permanente, elle n'accepte rien de perpétuel, ni obligations, ni droits ; si par hasard il en survient, elle cherche à les transformer en avantages présents. Une fois la République, une seconde fois l'invasion française ont voulu se mêler à son administration, la soumettre à des lois générales sur les œuvres de bienfaisance ; on a dû bientôt reconnaître que le public perdait confiance dans l'institution ; les encaisses diminuaient. Enfin tout cela dure comme il y a quatre siècles ; le nombre des douze a été porté à dix-huit à cause de la multiplicité des affaires, mais les familles les plus distinguées de la ville acceptent toujours avec dévouement de faire partie de la congrégation. Les Médicis ont donné 10 procureurs, les Strozzi 16, les Capponi 12, les Gondi 10 ; Clément VII, quand il n'était pas encore pape, a été du nombre des *Buonomini*.

Si aujourd'hui en passant devant la modeste maison, vous vous permettez d'en franchir le seuil, vous trouverez d'abord une très simple chapelle avec le buste du saint fondateur, et entre les consoles qui soutiennent la voûte des fresques peintes par nos artistes du bon siècle. Ensuite vous verrez la salle de réunion avec de simples bancs en bois, des encriers vulgaires et de mauvaises plumes. Point de catorifère, ni même un tapis dans la saison d'hiver ; vous y chercherez en vain un secrétaire ou un caissier payé : tout se fait en famille. La règle est que l'on ne doit pas disperser l'argent qui est aux pauvres, et on se contente de vivre comme l'on a vécu pendant quatre siècles et demi.

Telle est encore cette institution qu'on peut dire démocratique dans le véritable sens du mot, qui ne semble tenir à rien et qui est toujours pleine de vie ; qui est parvenue à recevoir et à donner aux pauvres un nombre considérable de millions sans que la République ni la monarchie aient jamais pensé à la soumettre ni à s'enrichir à ses dépens. Nous avons cru utile dans cette brève notice de la signaler aux lecteurs de *la Réforme* comme un fait social du plus haut intérêt. Ceux d'entre eux qui voudraient être mieux renseignés sur son compte pourront consulter *la Storia degli stabilimenti di beneficenza della città di Firenze*, de Paperini, ou le discours et le mémoire que M. Mastelli, un de nos collègues, a publié sur la position légale en Italie de l'œuvre des *Buonomini*.

Comte BARDI.

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

PRÉSENTATIONS. — Les personnes dont les noms suivent ont été admises comme membres TITULAIRES, ou comme *associés*, et inscrites du n° 3809 au n° 3824.

ALLIER. — *Duplaix* (l'abbé), curé de Bézenet, prés. par M. A. Gibon.

CHER. — *Jouffroy* (le comte de), château de Farges, par Bruère, prés. par MM. Chapelard et le comte du Peyroulx.

CREUSE. — *Castel* (Albert), propriétaire ; et *Richem* (Léopold), manufacturier, à Aubusson, présentés par M. H. Clément ; *Vert*, architecte, à Aubusson, présenté par M. Ch. Sallandrouse le Moullec.

DEUX-SÈVRES. — *Guilhand*, à Parthenay, prés. par M. A. Delaire.

DOUBS. — *Demolombe* (Maurice), directeur de la Cie du Phénix, rue de la préfecture, 14, Besançon, prés. par MM. E. Louvot et H. Mairot.

MEUSE. — *Bazoche*, notaire honoraire à Commercy, présenté par M. Cazeaux.

NORD. — *Bigo*, ancien notaire à Tourcoing, prés. par M. Marion ; *Commines de Marsilly* (Eugène de), au château de Fresnoy, près Roubaix, prés. par M. Marion ; *Delemer* (Eugène), ex-bâtonnier du barreau de Lille, 10, rue Jean-sans-Peur, à Lille, prés. par Henri Delestré ; *Herbonez* (d'), juge de paix à la Bassée, prés. par MM. Renouard et Béchaux.

TARN-ET-GARONNE. — *Méric de Bellefon* (de), avocat, rue Léon de Malleville, à Montauban, présenté par M. Bourjade.

BELGIQUE. — *Iweins d'Eekhoutte*, conseiller provincial, rue de Menin, 28, à Ypres, prés. par MM. Brants et Delaire.

ESPAGNE. — *Pidal* (le marquis de), 28, Carrera de S. Jeronimo, à Madrid, prés. par M. Delaire.

UNIONS DE FRANCHE-COMTÉ. — RÉUNION RÉGIONALE. — La première réunion régionale de Franche-Comté a eu lieu le 4 juillet dernier. Étaient présents : M. Lombart, président ; MM. Mairot, Guerrin, Benoit, Debray, Boisselet, Chalandre, d'Ollone, Moat, Lebon, Péguignot, Grillon, Pernot, Lambert, Pingaud, abbé Louvot, Mallié et Louvot. En outre MM. Delaire, secrétaire général, Roland, de Gray, Foray, de Lyon, Thibert et Remandet, de Lons-le-Saulnier, Babey, de Revigny, Milcent, d'Arbois, Feuvrier, du Russey, Pernot et Vandell, de Pontarlier, l'abbé Fusenot, de Marchaux, Vuillemot, le marquis de Loray, Gauderon, abbé Riffaut, de Pirey, Koecklin, Hautefeuille et Druhen, de Besançon se sont excusés par lettres ou télégrammes.

A deux heures, M. Lombart, président, ouvre la séance et prend la parole pour la lecture du rapport annuel du groupe de Franche-Comté. Il explique le double but que s'est proposé le groupe de Besançon en prenant l'initiative de cette réunion régionale : d'abord resserrer entre les membres des Unions les liens de confraternité, faciliter par ce rapprochement l'échange de leurs idées et les mettre à même d'arrêter autant que possible un programme d'études et de travaux ; ensuite stimuler leur zèle pour la

propagation des Unions de la paix sociale. Il montre ensuite que le groupe de Franche-Comté n'est pas resté inactif depuis son organisation; divers travaux ont été publiés par la *Réforme sociale*, d'autres ont fait l'objet de communications et de discussions intéressantes, lors des réunions périodiques. Enfin il remercie les membres du Jura et de la Haute-Saône qui ont bien voulu venir prendre part à la réunion.

M. Péguignot présente ensuite son rapport sur *les fromageries franc-comtoises*. Il fait une monographie détaillée des fromageries de la Franche-Comté. On sait que les cultivateurs des plateaux jurassiens s'associent dans chaque village pour fabriquer en commun avec le lait de leurs troupeaux de gros fromages connus sous le nom de fromages de Gruyère. Cette industrie dont il nous révèle l'origine est une source très importante de richesse et un élément de prospérité dans la région des montagnes du Doubs et du Jura où la culture des terres n'offre que de faibles ressources. M. Le Play signale (*Ouv. europ.* t. V. p. 303) ces associations comme une exception au régime du travail individuel qui s'est acclimaté définitivement en Europe et une dernière trace du système du travail en communauté qui a été longtemps en honneur. Cette sagace appréciation semble expliquer pourquoi la vieille organisation des fromageries ne concorde pas toujours avec les principes modernes de la liberté de l'industrie, et elle révèle la véritable cause des conflits qui se sont élevés devant les tribunaux au sujet de la légalité des usages qui sont la base de ces associations. L'auteur de la monographie nous présente l'état actuel des fromageries au triple point de vue de l'organisation de ces sociétés, de la législation et de l'économie politique; il précise les moyens à l'aide desquels ces associations agricoles peuvent lutter avec succès contre la concurrence et conserver les avantages d'une situation prospère dès longtemps acquise. Il signale les dangers de confier la direction des chalets (fromageries) à des entrepreneurs auxquels les cultivateurs se borneraient à vendre leur lait, abdiquant ainsi tout intérêt à la fabrication. L'exploitation des fromageries dans de semblables conditions entraînerait, suivant l'auteur, la disparition à courte échéance d'une industrie qui fait honneur au pays et répand la richesse au sein d'une population déshéritée au point de vue des ressources agricoles.

M. le président donne ensuite la parole à M. Pingaud pour la lecture de son *Etude sur l'Histoire et la Science sociale*. Partant de cette idée que la science sociale repose à la fois sur les faits passés et sur les faits présents, M. Pingaud a recherché par quels moyens et dans quelle mesure l'histoire peut contribuer à la vérification des conclusions déduites par F. Le Play de l'observation directe. Après avoir montré brièvement comment le moyen âge, longtemps méconnu, a reconquis sa place dans la suite des traditions humaines, il a caractérisé ce mouvement des études contemporaines qui a pour effet de conduire les esprits à une intelligence plus saine de l'ancien régime; il a énuméré les ouvrages, chaque jour plus nombreux, qui nous font pénétrer jusque dans le cœur de cette société disparue, dans chaque province, à chaque foyer. En Franche-Comté, a-t-il dit, les études économiques et sociales étaient déjà prisées au siècle dernier sous l'impulsion de l'Académie de Besançon; elles peuvent et elles doivent relleurir grâce aux

membres des Unions de la paix sociale avec une méthode nouvelle et des moyens d'investigation plus complets, de manière à faire de l'histoire du pays un véritable livre de raison utile à la Franche-Comté et à la France.

M. le président, après avoir remercié MM. Péguignot et Pingaud, lève la séance à 6 heures.

Le soir, à 7 h. 1/2, un banquet réunissait tous les membres de la réforme sociale. Plusieurs toasts ont été portés à la prospérité du groupe bisontin et à son union plus complète avec les groupes de la Haute-Saône et du Jura.

Le secrétaire : E. LOUVOT.

UNIONS DE MARCHE ET LIMOUSIN. — RÉUNION RÉGIONALE D'AUBUSSON. — Le dimanche 18 juillet, a eu lieu à Aubusson, sous la présidence de M. Delaire, la séance régionale des Unions du Centre. Quelques-uns de nos confrères n'avaient pu se rendre à cette convocation, soit à cause de la période électorale dans laquelle nous étions entrés depuis quelques jours, soit à cause de la saison des récoltes. La séance s'est ouverte à deux heures de l'après-midi dans la grande salle du cercle d'ouvriers. Outre les membres des Unions, un grand nombre de personnes étaient présentes et ont pris un vif intérêt aux différentes communications qui ont été faites.

Dans une allocution d'ouverture, M. Delaire a rendu un hommage ému à la mémoire de M. Sallandrouze Le Moulec, le fondateur si regretté du groupe d'Aubusson. Puis, il a fort heureusement retracé la vie et les travaux de Le Play ; il a rappelé ses grands voyages et la rédaction des monographies de famille, la publication des *Ouvriers européens* et la fondation de la Société d'économie sociale en 1856 ; enfin après nos malheurs de 1870-71, la création des Unions pour grouper tous les hommes qui, sans préjugé et sans parti pris, travaillent, avec l'aide de la méthode expérimentale, à la recherche de la vérité. C'est par l'exemple, par la diffusion des écrits de notre maître au moyen de la presse, par la propagande personnelle, par des études locales que nous arriverons à modifier l'opinion générale et à faire pénétrer dans le grand public qui nous entoure les véritables principes sans lesquels il n'y a ni prospérité ni paix sociale. Nous espérons que ces bonnes paroles et ces conseils pratiques produiront une impression durable sur l'assistance nombreuse qui les a écoutées avec tant de plaisir et que des adhésions nouvelles viendront grossir le groupe d'Aubusson.

M. Henry Clément, secrétaire du groupe, présente ensuite le compte rendu des travaux accomplis depuis sa fondation, c'est-à-dire depuis mai 1884. Tous les mois, a lieu une réunion dans laquelle une question est mise à l'ordre du jour. L'un des membres est chargé de l'étudier plus particulièrement ; il fait, au début de la séance, une petite conférence sur le sujet choisi, puis la discussion s'ouvre, chacun émet son avis, fournit le résultat de ses observations personnelles et enfin on envoie à un journal du département, l'*Abeille de la Creuse*, un résumé assez court qui sera répandu à un très grand nombre d'exemplaires. C'est ainsi que, chapitre par chapitre, le groupe d'Aubusson, convaincu qu'il devait avant tout se bien pénétrer de la doctrine de Le Play, a passé en revue la *Réforme sociale* tout entière. M. Clément reprend lui-même, une à une, toutes les questions qui ont été traitées depuis 1884 et il initie ainsi ses auditeurs aux détails et au

mécanisme de la méthode d'observation. Il termine en se demandant quel doit être, à notre époque, le rôle de la bourgeoisie et des classes lettrées. Egarées par des écrivains renommés, les classes dirigeantes ont répandu dans notre pays, les fausses théories du XVIII^e siècle, qui ont tant contribué à développer le scepticisme, à oblitérer le sens moral de la France. Si nous vivons aujourd'hui dans un état complet d'instabilité sociale, si notre pays est tourmenté sans cesse par des agitations et des révolutions, c'est aux classes lettrées que nous le devons en grande partie. C'est donc à elles désormais à donner le bon exemple; elles doivent abjurer leurs erreurs et devenir croyantes et dévouées, c'est ainsi qu'elles exerceront le patronage social auquel elles sont obligées par la situation privilégiée qui leur a été faite par la Providence.

Dans une très intéressante communication, M. Cyprien Pérathon a étudié l'histoire, les règlements et les coutumes de l'antique corporation des tapisseries. A l'aide de documents originaux, notre érudit confrère établit qu'à Aubusson et à Felletin, la permanence des engagements existait à un très haut degré, que les chefs d'industrie exerçaient avec beaucoup de soin les devoirs du patronage, surtout à l'égard des jeunes ouvriers, ainsi qu'en témoignent divers contrats d'apprentissage dont l'orateur donne lecture. D'un autre côté, l'accès du travail était plus facile et le régime des corporations plus libéral qu'on ne le croit généralement. Les ouvriers les plus habiles et les plus méritants recevaient des lettres de maîtrise sans être tenus à aucune redevance. — C'est en restituant les vieilles coutumes et en nous faisant ainsi asseoir au foyer des ancêtres pour recevoir leurs enseignements et recueillir les traditions du passé qu'on dissipe bien des erreurs et qu'on fait disparaître bien des préjugés qu'une éducation défectueuse a enracinés dans nos esprits. La lecture du savant travail de M. Pérathon nous fait désirer qu'il hâte la publication de son *[Histoire d'Aubusson]* que nous attendons tous avec une vive impatience.

M. Collinet, régisseur des houillères de Lavaveix, a étudié une famille de mineur. D. S*** était autrefois un ouvrier paresseux, porté à la dépense et qui, peu à peu, devenait ivrogne. Il a eu le bonheur de se marier à une femme honnête, laborieuse et énergique. Aussitôt, l'ordre est revenu dans la maison. On a d'abord payé les dettes que le mari avait contractées, puis on a acheté du mobilier; il a fallu élever une assez nombreuse famille et cependant, après dix ans de mariage, D. S*** a pu arriver à réaliser de deux à trois mille francs d'économies. Il a perdu ses mauvaises habitudes, grâce aux précautions attentives de sa femme. Quand il descend à la mine, elle lui donne toujours des provisions pour le temps que durera le travail, et notamment un demi-litre de vin; quand il revient chez lui il trouve toujours un repas bien préparé: de la sorte, il ne pense plus à aller au cabaret où se réfugient beaucoup d'ouvriers dont les femmes ne comprennent pas qu'ils faut les retenir au foyer par des témoignages d'affection et même par des soins matériels indispensables à un homme qui exerce une profession pénible. Au milieu d'un auditoire où se trouvait un grand nombre d'ouvriers, la communication de M. Collinet, appuyée sur des chiffres et des documents certains, était de nature à faire une impression profonde et les applaudisse-

ments qui en ont souligné divers passages nous montrent qu'elle portera ses fruits.

M. Emile Parinet a fait ensuite la monographie très complète et très étudiée d'une famille de petits propriétaires ruraux qui, du mois de mars au mois de novembre de chaque année, émigrent vers les grandes villes où ils vont travailler en qualité de maçons, de peintres ou de tailleurs de pierres. Il nous est impossible d'entrer ici dans de bien longs détails; nous nous bornerons à dire que la famille étudiée par M. Parinet habite la commune de Chamberaud, canton de Saint-Sulpice-les-Champs. L'orateur a décrit l'état du sol et de la population, les habitudes morales et religieuses de la famille, son rang social dans le village qu'elle habite, son mode d'existence, l'industrie de chacun de ses membres, son histoire et son budget annuel. Il a donné sur tous ces points des faits et des chiffres précis et, pour ceux qui, comme nous, vivent dans le pays, le travail de M. Parinet était, pour ainsi dire, une photographie scrupuleuse de la vie rurale dans l'arrondissement d'Aubusson. Le fait qui domine toutes les familles de notre région, c'est l'émigration. Sans doute, elle procure quelques avantages matériels à nos concitoyens, mais ils sont compensés et au delà par l'influence néfaste qu'elle exerce sur eux, au point de vue moral, au point de vue de la stabilité de la famille. Grâce à l'émigration beaucoup d'ouvriers perdent, dans les villes, leurs croyances religieuses; ils prennent des habitudes de luxe et de bien-être incompatibles avec la rude vie des champs. Aussi les biens de la famille s'émoussent, les traditions s'en vont et les croyances disparaissent. Il faut donc lutter contre l'émigration, sous peine de voir tomber le département de la Creuse dans un état social que nous entrevoyons et qui nous effraie.

La monographie de M. Parinet a terminé la séance au milieu des applaudissements de tous et elle est venue compléter avec un rare bonheur les travaux de MM. Pérathon et Collinet. Aussi le président a-t-il exprimé un sentiment unanime en remerciant d'abord les confrères que nous avons entendus, et ensuite ceux dont le dévouement modeste et le zèle infatigable ont si bien continué l'œuvre du fondateur et fait grandir le groupe d'Aubusson.

A six heures, notre confrère, M. Charles Sallandrouze, a réuni, dans un charmant repas, les personnes qui avaient pris part à la réunion et qui ont terminé la journée en assistant à un concert très intéressant qui leur a été offert par les membres du cercle d'ouvriers.

Le secrétaire : HENRY CLÉMENT.

UNIONS DE FLANDRE, ARTOIS ET PICARDIE. — Les réunions mensuelles de l'Union de Lille ne seront reprises qu'au mois d'octobre. A cette époque, le groupe s'occupera : 1° des logements d'ouvriers en ville, et du transport à prix réduit des ouvriers à la campagne; 2° des sociétés de consommation. Les membres du groupe sont priés d'apporter sur ces deux questions des documents ou des travaux résultant d'enquêtes personnelles.

BIBLIOGRAPHIE

Les coalitions et les grèves d'après l'histoire et l'Economie politique, par L. SMITH. 1 vol. in-8°, Guillaumin, 1886. — Cet ouvrage a obtenu le prix Rossi au concours ouvert en 1885 par l'Académie des sciences morales. Il retrace à grands traits l'histoire des coalitions ouvrières et de la législation qui les concerne en Angleterre et en France. En appendice l'auteur a publié le texte des lois sur ce sujet actuellement en vigueur dans les principaux pays. Il eût été trop difficile d'être complet en une matière aussi vaste, mais M. L. Smith a seulement prétendu en donner un aperçu. Ses vues économiques sont judicieuses. Il réfute la théorie de certains écrivains anglais suivant lesquels les grèves tournent toujours contre les ouvriers. Il montre que les grèves ou plutôt les menaces de grève leur ont parfois été utiles : mais il indique tous les avantages de l'arbitrage et des conseils de conciliation pour les prévenir. Il condamne fortement les déclarations contre le salariat que se permettent non seulement les socialistes de profession, mais certains hommes politiques, comme l'a fait M. Waldeck-Rousseau dans un discours prononcé devant l'Union des chambres syndicales ouvrières. « Le Salariat, dit-il, est un contrat fondé en justice et qui pratiqué avec le sentiment de l'équité et le désir de la paix sociale peut se prêter à toutes les améliorations raisonnables. »

Le rêve de Paddy et le cauchemar de John Bull. — Notes sur l'Irlande, par H. SAINT-THOMAS. 1 vol. in-18, iv-361 pages. Paris, Plon. — Les travaux sérieux et complets sur la *Question irlandaise* ne nous font pas défaut depuis quelques mois ; mais rien ou presque rien de ces savantes recherches n'arrive au commun des lecteurs réduits à se contenter des correspondances souvent erronées de la presse quotidienne. M. Saint-Thomas vient combler cette lacune. *Notes sur l'Irlande*, voilà le vrai nom de son livre, notes rapides tracées au courant du voyage et au petit bonheur de l'expression. Tableaux de mœurs, récits d'histoires, anecdotes, calculs et statistiques — très sommaires d'ailleurs — tout cela se mêle et quelquefois se heurte dans ces pages enfilées au hasard, mais où l'on retrouve toujours une sympathie profonde pour les souffrances du peuple irlandais, sympathie que résument les derniers mots de l'auteur : *God save Ireland !*

Madagascar, par RAOUL POSTEL, ancien magistrat aux colonies, avec une préface de M. DE MAHY, député de l'île de la Réunion, ancien ministre, et cinq cartes. 1 vol. in-18, Lxi-328 pp. Paris, Challamel, 1886. — Si ce volume n'est pas une protestation contre le récent traité conclu entre la France et les Hovas, il ne s'en faut pas de beaucoup ; pas plus que M. de Mahy, M. Postel n'en considère les clauses comme définitives. Son principal but est de montrer que, malgré... malgré... malgré..., ce traité laisse intacts les droits de la France à la souveraineté de Madagascar, droits bien antérieurs aux prétentions inavouées de la politique anglaise. Cette politique, M. Raoul Postel la retrouve à chaque pas sur son chemin. « Ce qui fait la force des Anglais, dit-il à ce propos, ce sont : leurs agents secrets..., c'est-à-dire les missionnaires méthodistes. Le cabinet français aurait dû user là bas de moyens analogues ; il le pouvait, il ne l'a pas voulu. » Tout un chapitre est consacré à ces *moyens analogues*, c'est-à-dire à l'utile concours prêté à l'influence française par la propagation du catholicisme, de « la religion des Français », comme parlent les indigènes de Madagascar et d'ailleurs. Il y est réclamé en faveur de nos missionnaires — même jésuites — cet appui moral de la métropole qui n'a jamais fait défaut aux protestants d'Angleterre et d'Amérique. M. Raoul Postel n'avait pas besoin de s'excuser comme il le fait à la fin de ce chapitre, pour avoir, en dépit de ses opinions politiques, présenté la situation telle quelle, avec une impartialité qui honore son patriotisme.

Le Gérant : C. TREICHE.

LE DROIT D'EXPROPRIATION ET SES LIMITES

I

DES DIVERS MODES DE DÉPOSSESSION LÉGALE.

L'expropriation en général. — L'expropriation est la mesure légale par laquelle on enlève à quelqu'un la propriété d'un bien qui lui appartient : cette expression s'applique aux biens immobiliers plutôt qu'aux biens mobiliers, pour lesquels on emploie de préférence le mot de *saisie* ou de *réquisition*. Dans un cas comme dans l'autre, la dépossession doit être compensée par une juste indemnité, à moins qu'elle ne soit le résultat d'engagements antérieurs, pris librement par le propriétaire de ces biens. Mais la nuance qui distingue dans le langage ces deux genres de dépossession, repose en principe sur la distinction fondamentale qui existe entre les deux natures de propriété.

Distinction à établir entre la propriété mobilière et la propriété foncière. — La *propriété mobilière* n'est autre que le produit des efforts de l'individu appliqués à des objets matériels. Cette propriété doit lui être assurée, car l'homme a de toute nécessité le droit exclusif de disposer et de jouir des fruits de son travail, seul moyen de soutenir et de conserver sa vie. Cette propriété est de droit naturel, elle est sacrée comme la vie, dont elle est pour ainsi dire une parcelle détachée.

Quant à la *propriété foncière*, jouissance ou possession individuelle et à perpétuité d'une portion du sol, elle ne se présente pas comme un fait nécessaire dans l'existence de l'humanité. Elle a pour point de départ le travail de l'individu (malgré les conquêtes ou les spoliations qui ont pu avec le temps dénaturer ses véritables origines), mais elle n'est constituée que pour la plus grande utilité de la société. Elle est une création de la coutume, consacrée plus tard par la loi (1).

Il est donc naturel que la distinction subsiste dans l'expression qui indique la dépossession, comme elle existe dans l'essence de ces

(1) Cette distinction si nécessaire est malheureusement trop souvent méconnue. De là des confusions fâcheuses. Elle se trouve exprimée de la manière la plus nette par le code civil d'une des plus jeunes nations d'Europe. Voici la définition du code Serbe : « Le droit de propriété sur les produits et les meubles acquis par les forces humaines est fondé sur la nature même et établi par la loi naturelle. — Le droit de propriété sur les immeubles et sur les fonds cultivés ou non cultivés est assuré par la constitution du pays et par les lois civiles. »

propriétés elle-mêmes, et dans le mode aussi bien que dans les effets de la dépossession.

L'expropriation, dite *saisie*, des biens mobiliers ne peut avoir lieu régulièrement que pour couvrir des dettes personnelles du propriétaire, conformément à l'art. 2.092 du code civil, dont le principe s'applique aussi bien à la propriété foncière qu'aux biens mobiliers. « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir. »

La *réquisition*, au contraire, est la conséquence d'un état de désordre momentané, où la société est en péril et où le fonctionnement normal des lois est suspendu. La violence est pour ainsi dire réglée par la réquisition légale, qui comporte au moins la promesse d'une indemnité, alors que l'emploi de la force permettrait de dépouiller le propriétaire sans compensation aucune. On n'y recourt que dans les moments où tout est remis à l'arbitraire pour le salut de la communauté, et c'est là sa seule excuse.

La réquisition légale de la propriété foncière, qu'on nomme *l'expropriation pour cause d'utilité publique*, est, à l'inverse de la réquisition des biens meubles, en vigueur surtout dans les moments de paix et de prospérité; elle ne doit se faire que moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité. Elle joue un grand rôle dans nos sociétés modernes, où elle a permis entre autres un remarquable développement des voies de communication. On voit donc tout de suite l'énorme différence qui sépare ces deux modes de dépossession. Mais de plus, et c'est là ce qui nous intéresse particulièrement c'est l'individu et non la famille qui souffre de la réquisition ou de la saisie mobilière; il n'y a pas à ce point de vue d'intérêt social en jeu, comme dans l'expropriation appliquée à la propriété foncière. Aussi n'avons-nous pas à insister sur cette première forme de la dépossession forcée; mais il convient de signaler, à l'occasion de la saisie mobilière les limites que le code lui-même, malgré le sens si général de l'art. 2.092, a imposées aux revendications du créancier. Le code de procédure (art. 592) énumère huit catégories d'objets qui sont déclarés insaisissables; le gage du créancier est donc limité par la loi qui a voulu conserver au débiteur dans une certaine mesure, bien faible je l'accorde, mais réelle cependant, des moyens d'existence ou des moyens de gagner sa vie. C'est un principe de morale sociale qu'il ne faut pas perdre de vue, et sur lequel nous reviendrons à propos de l'expropriation foncière ou saisie immobilière.

II

ORIGINE ET RAISON D'ÊTRE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

Origine du droit du propriétaire foncier. — La *propriété foncière*, jouissance ou possession individuelle et à perpétuité d'une portion du sol, transmissible par héritage, telle qu'elle est constituée dans les sociétés civilisées, n'est pas comme nous l'avons dit plus haut, un fait nécessaire dans l'existence de l'humanité. La terre est possédée en commun longtemps avant d'être appropriée; c'est ce que les recherches de l'érudition moderne ont mis hors de doute; et, de nos jours encore, on peut citer beaucoup d'exemples de possession du sol attribué exclusivement à la communauté, village ou tribu. Dans une pareille organisation sociale, la propriété foncière proprement dite n'existe pas; il n'y a autre chose qu'un droit de jouissance temporaire du sol pour ceux qui l'ont travaillé en vue d'obtenir une récolte ou en vue d'y fixer leur demeure momentanément. Sous ce régime la population est nomade. Le cultivateur ne cherche pas à accroître les produits que l'on peut tirer des facultés naturelles du sol; il donne à peine à la terre le travail nécessaire pour obtenir la récolte de l'année. Cependant, si la terre est défrichée profondément, si elle est assainie, arrosée, ses produits décuplent, au grand profit de la communauté qui, désormais sûre de moyens d'existence plus abondants, peut se multiplier et consacrer à son développement intellectuel et à son bien-être matériel des forces qu'elle usait auparavant à la poursuite de moyens de subsistance toujours précaires.

Comment réaliser ce progrès? Le procédé qui a paru le meilleur à toutes les sociétés civilisées, procédé qui répond d'ailleurs à d'évidents instincts de la nature humaine, c'est de ne pas seulement assurer au cultivateur la propriété de la récolte pendante, récompense incomplète du travail de culture convenablement appliqué à la terre; c'est de lui garantir au contraire qu'il ne sera jamais dépossédé du travail qu'il voudra incorporer dans le sol; et pour cela il devra avoir pendant de longues années, il pourra même transmettre à ses enfants la jouissance exclusive du coin de terre qu'il aura arrosé de ses sueurs, où il aura enfoui son travail, véritable source et unique objet de la propriété.

L'établissement de la propriété foncière, telle que nous la connaissons, a donc pour point de départ l'intérêt général, l'utilité publique, et pour fondement le droit naturel qu'a la société de poursuivre son développement matériel, intellectuel et moral, et de le rendre aussi complet que possible.

Rôle social de la propriété foncière.—Par utilité publique, il ne faut pas comprendre seulement l'augmentation du produit du sol. La science sociale est venue nous enseigner que le rôle de la propriété foncière ne se borne pas à fournir à la communauté une somme de nourriture plus considérable. Elle contribue pour une bonne part à l'éducation des populations agricoles. Elle développe chez les habitants des campagnes des vertus que, sans elle, ils ne connaîtraient pas. Elle leur inculque un sentiment profond de responsabilité individuelle. Elle les initie à la prévoyance domestique. Elle crée, par leur attachement au sol, le vrai fondement de la stabilité des États ; elle est enfin la véritable source où s'alimente le patriotisme. Son action n'est donc pas limitée à la sphère des intérêts matériels, elle a une bien plus haute portée, et par là elle nous apparaît encore plus respectable, sans contredit.

Cette manière d'envisager la propriété foncière est peut-être ce qui distingue le plus les tendances de l'économie politique et de l'économie sociale, ces deux sciences qui se sont donné, de nos jours, le noble but de travailler au bonheur de l'humanité dans son développement sur la terre. L'une et l'autre considèrent la propriété exclusive du sol comme la base fondamentale de l'ordre dans nos sociétés civilisées, mais la première lui demande seulement de fournir la plus grande somme de produits pour la subsistance de l'humanité ; à son avis, le sol doit appartenir à l'individu seul, parce que, sous l'aiguillon de l'intérêt personnel, il arrive à en tirer le meilleur parti. Elle accepte volontiers que la propriété change facilement de mains, si l'on doit en espérer quelque amélioration au point de vue matériel. Elle réclame pour l'individu propriétaire le droit le plus complet de jouir et de disposer de sa propriété, suivant la formule du droit romain : *jus utendi et abutendi*. Mais en même temps elle enseigne, avec Stuart Mill, que si un jour, en quelque pays, il était démontré que l'exploitation en commun du sol peut permettre d'en tirer une plus grande somme de produits, la propriété individuelle devrait faire place à la propriété collective.

L'économie sociale, au contraire, envisage plutôt la propriété foncière comme le support de la famille, comme la garantie de sa durée, comme le fondement de la stabilité des États, comme le moyen le plus sûr de rendre les peuples heureux, en même temps que la vie commode, suivant le mot de Bossuet.

III

LIMITATIONS DU DROIT DU PROPRIÉTAIRE DANS L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ.

Principe de la limitation du droit du propriétaire. — Aussi l'économie

sociale n'hésite pas à réclamer, s'il le faut, des limitations aux droits du propriétaire individuel, limitations enseignées par l'expérience dans l'intérêt de la société et dans l'intérêt de la famille. Ces limitations, consacrées d'ailleurs sous une forme ou sous une autre par la pratique de tous les peuples qui ont marqué dans l'histoire, ont pour objet de ne laisser au propriétaire la disposition de sa propriété que dans la mesure où l'existence de la famille n'en sera pas compromise. C'est dans ce sens qu'ont été poursuivies les recherches de M. Le Play; et, s'il a été amené à protester contre les législations abusives qui imposent le partage forcé des héritages et dissolvent la famille, en dispersant ses membres, il a revendiqué en même temps le maintien des coutumes salutaires qui empêchent le propriétaire de dissiper le patrimoine de la famille et qui le mettent en garde contre de fâcheux entraînements, conséquences trop fréquentes de la faiblesse ou de l'ignorance.

La réforme des lois de succession en France et la législation des Hofgut en Allemagne. — La nécessité de la conservation du domaine paternel et de sa transmission intégrale à l'un des enfants pour assurer la prospérité d'une nation, est un des points qui semble le mieux établi par les travaux de la société d'Economie sociale, et c'est pour cela que nous demandons des modifications à notre législation concernant les successions. Au lieu d'empêcher le père de laisser intact à l'un des enfants le foyer de la famille, il faut que la loi l'y aide et au besoin le supplée dans l'accomplissement de ce devoir social.

La liberté testamentaire absolue elle-même serait un mal, si elle ne devait pas avoir pour résultat la stabilité de la famille. Mais en cas qu'elle soit admise, même sans les quelques atténuations réclamées par la coutume (1), elle a pour correctif et pour guide l'instinct paternel, qui se laisse difficilement égarer et qui restera toujours, à moins qu'il ne soit contrarié par des lois tyranniques, le grand agent de conservation sociale, l'agent le plus sûr et le plus éclairé, quand il s'agit d'assurer la durée de la famille.

Mais la conservation du domaine patrimonial n'est-elle pas exposée à d'autres dangers? Admettons que, grâce à un retour de bon sens dans notre pays, le partage forcé soit aboli, que l'on ait obtenu une réforme législative analogue à celle qui a fait de si grands progrès en Allemagne depuis une dizaine d'années, admettons que l'on ait constitué le bureau d'inscription facultative des Hofgut, que M. Claudio Jannet a fait connaître (2) à la réunion des Unions de la paix so-

(1) Voir dans *la Réforme sociale*, novembre 1883, t. VI, p. 488, notre article sur *La réforme des lois de succession en France*.

(2) *Le Mouvement pour la réforme des lois de succession en Allemagne, Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1883.

ciale, en 1883. Admettons que l'on ait persuadé à nos populations agricoles de revenir aux anciennes coutumes successorales qui ont fait la force de la société française dans quelques-unes de nos vieilles provinces. Admettons que l'on puisse voir dorénavant nos familles de paysans user du testament et employer une large quotité disponible pour laisser à l'un de leurs enfants le domaine entier qui fait le fond de leur exploitation agricole, sauf à imposer à cet héritier, en faveur de ses frères et sœurs, des soultes assez faibles à payer pour ne pas écraser le nouveau propriétaire et pour ne pas l'obliger à des emprunts ruineux. Admettons que nous ayons obtenu tout cela, la famille n'aura-t-elle plus rien à craindre pour sa perpétuité ?

L'expropriation pour dettes et l'hypothèque. — Suffit-il de sauver le domaine patrimonial de la division ou de la licitation au moment périodique où s'ouvre la succession du père de famille ? Ne faut-il pas le préserver aussi contre les dangers qui le menacent à chaque instant entre les mains du propriétaire lui-même ? Faut-il laisser cette propriété créée dans l'intérêt de la famille, dans un intérêt social, à la merci du défaut d'intelligence ou d'activité de ce propriétaire privilégié ? Faut-il que son manque d'esprit de conduite puisse compromettre l'établissement sur lequel la loi et la coutume ont si jalousement veillé, dans le but de le lui transmettre intégralement ? Ne faut-il pas s'opposer aussi au démembrement de ce domaine par l'expropriation pour dettes par exemple ?

Evidemment il peut y avoir là matière à une de ces limitations du droit du propriétaire édictées en vue de l'intérêt social. Pour nous, qui sommes imbus des théories économiques du XVIII^e siècle et des maximes du droit romain, cela semblera sans doute au premier abord une énormité, mais l'étude et la réflexion permettent de revenir sur cette première impression et l'exemple de la pratique des peuples prospères, ainsi que les relevés de nos statistiques judiciaires nous confirmeront dans la pensée qu'il y a des précautions à prendre dans ce sens, et qu'elles ne sont contraires ni à la justice, ni au bien de la société.

IV

LIMITATIONS DU GAGE DU CRÉANCIER DANS L'INTÉRÊT DE LA FAMILLE.

La législation du Home stead aux Etats-Unis. — Le principe général du droit Romain, aux termes duquel le patrimoine du débiteur est en entier le gage commun de ses créanciers, principe qui nous paraît à tort être l'essence de la propriété et un axiome d'économie politique, a subi depuis près de 50 ans d'importantes restrictions dans la législation des États-Unis. Certains immeubles occupés à titre de

demeure par la famille sont déclarés *Home stead* et sont à l'abri de la saisie et de la vente forcée. « Développer dans l'intérêt général l'esprit d'indépendance individuelle, diminuer le nombre des déclassés sans feu ni lieu, intéresser tous les habitants par la possession de la terre à la prospérité publique, voilà surtout les raisons qui ont dicté les nouveaux statuts sur le *Home stead*, pour lesquels le Texas a donné l'exemple en 1839 (1). »

Le *Home stead*, c'est le lieu où se trouve la maison d'habitation dans laquelle la famille a fixé son domicile, avec l'enclos qui s'y rattache et dont l'étendue est limitée par la loi. Dans le Texas cette étendue ne peut dépasser 80 hectares, hors des villes; quant aux domaines urbains, il ne peuvent dépasser une valeur de 5,000 dollars, soit 25.000 francs. Mais la tendance actuelle est d'augmenter cette réserve au profit de la famille et d'après M. Rudolph Meyer, qui a si bien compris et si judicieusement exposé la législation du *Home stead*, le Canada, pour le peuplement des nouveaux territoires s'est approprié cette législation et a porté de 5,000 à 6,000 dollars, soit 30,000 francs, la valeur du domaine privilégié.

Deux conditions sont imposées dans tous les États à l'établissement du *Home stead*. La première, c'est l'intention du chef de famille, (fût-ce une femme), de fixer sur un point du sol sa résidence et d'y avoir le foyer de sa famille. La seconde c'est la résidence elle-même, réelle et effective. Chacune de ces conditions réalisée seule ne donnerait pas le droit d'insaisissabilité. Leur réunion est nécessaire. La déclaration du chef de famille doit être inscrite sur un registre ouvert à cet effet au greffe, le *Home stead book*.

On voit combien il y a d'analogie entre la législation des *Home stead* des États-Unis et celle des *Hof gut* d'Allemagne. L'une et l'autre ont pour but la conservation de la famille: toutes les deux reposent sur l'initiative du chef de la famille et sur sa volonté, librement exprimée et officiellement constatée, de créer un foyer durable, à l'abri des éventualités qui pourraient le compromettre, comme la mort ou les mauvaises spéculations du propriétaire.

L'extension qu'a prise en Amérique depuis un demi-siècle la législation du *Home stead* est la meilleure preuve des services qu'elle a rendus. Et nous ne serions pas étonnés de voir prochainement l'Allemagne, grâce aux travaux de M. Rudolf Meyer, compléter sa législation agraire par l'introduction du *Home stead book*. Que dis-je prochainement. C'est déjà fait, si je m'en rapporte au *Bulletin de statistique et de législation comparée* de notre ministère des finances; qu'on ouvre les numéros de février et d'avril 1886; on y trouvera une

(1) Pierre Jolliot, *Bulletin de législation comparée*, juillet 1878.

nouvelle législation, celle des *Rentengüter*. Sous une forme un peu différente du *homestead*, on se propose d'arriver au même résultat : la stabilité de la famille agricole.

La question des Rentengüter en Prusse. — En 1879 le conseil d'agriculture du royaume de Prusse avait invité le gouvernement à voir si, pour développer la population ouvrière agricole, il n'y aurait pas lieu de reviser la législation dans le sens du régime des baux héréditaires, à l'effet de faciliter la constitution de biens ruraux en assurant l'existence durable d'une catégorie de petites exploitations cultivées par une population agricole fixe. Le ministre répondit en 1883 par un mémoire où il proposait de créer des biens ruraux, dits *Rentengüter*, dont l'acquéreur s'obligerait à payer une redevance annuelle ; des stipulations contractuelles assureraient la perpétuité de la redevance et limiteraient le droit de disposer du censitaire et de chacun des propriétaires successifs. L'application au *Rentengut* de dispositions analogues à celles du *Hofgut*, qui donnent au propriétaire d'un bien de paysan la faculté de l'inscrire sur un registre spécial et d'ouvrir par cet acte une succession privilégiée à l'un de ses enfants, devait consolider d'une manière durable, disait le ministre, la solvabilité des censitaires et assurer la conservation d'une bonne classe agricole.

La première application de la législation des *Rentengüter* vient d'être proclamée par la loi du 7 avril 1886 relative à l'emprunt de 400 millions pour la colonisation de la Prusse polonaise. L'art. 2 de cette loi porte que la cession des terres à diviser sera faite soit contre paiement] d'un capital ou d'une rente, soit contre fermage à terme. Lors de l'inscription d'une rente sur le livre foncier (*Grundbuch*) on enregistrera les conventions interdisant le rachat, ainsi que les conventions fixant le montant et les délais du rachat, s'il est autorisé. L'art. 5 réserve toutefois que lorsque le contrat interdit au propriétaire du *Rentengut* de partager son bien, ou d'en aliéner aucune partie sans le consentement du cessionnaire ou crédientier, le refus d'autorisation peut être réformé par un jugement toutes les fois que le partage ou l'aliénation paraît désirable dans un but d'exploitation en commun.

Ainsi en Allemagne on veut attacher au sol de nouvelles familles de paysans ; on veut ressusciter ce qui est mort. Pendant ce temps-là laisserons-nous périr ce qui existe et ne ferons-nous rien pour empêcher nos vieilles familles de paysans encore fixées au sol d'être désorganisées par des licitations ou des expropriations désastreuses ?

Preuves des dangers des saisies immobilières en France. — Les dangers que nous signalons dans la facilité dont jouissent en France les petits propriétaires pour hypothéquer leurs propriétés ne sont nulle-

ment imaginaires. Le nombre des ventes sur saisies immobilières va en croissant; il est passé de 6370 en 1878, à 7740 en 1882, d'après les comptes rendus de la justice civile et commerciale, et à 9027 en 1884. Chaque année 8,000 à 9,000 propriétaires (et ordinairement ce sont de chétifs propriétaires) sont évincés de leurs propriétés par autorité de justice. La plupart seraient restés en possession du domaine patrimonial, si on leur eût enlevé le droit d'hypothéquer le foyer de la famille. Mis dans l'impossibilité d'abuser du crédit, ils se seraient trouvés dès le premier jour dans la situation qui leur a été faite quand leurs emprunts ont atteint le montant de la valeur de leur propriété. Où eût été le mal ? aujourd'hui surtout que de puissantes institutions se sont formées dans le seul but de provoquer les gens économes et les habitants de la campagne eux-mêmes à se lancer dans les spéculations plus ou moins hasardeuses. Ils tombent trop souvent ensuite dans la nécessité de recourir à des emprunts ruineux et aboutissent à cette fatale expropriation, qui déracine la famille et la condamne à végéter désormais impuissante et désorganisée (1).

Le jubilé des Juifs. — Les mesures protectrices de la stabilité de la famille sur laquelle j'appelle l'attention ne sont pas nouvelles d'ailleurs ; leur nécessité avait été reconnue dès les temps les plus anciens. N'est-ce pas dans ce but que la loi juive prescrivait le retour périodique des propriétés aux familles qui les avaient aliénées ? Moïse donne à ce sujet la vraie théorie de la valeur de la propriété foncière. Cette valeur dépend du nombre de récoltes qu'on en peut tirer. Voici ce que dit le Lévitique (chap. xxv, versets 14 et suivants) : « Vous achèterez de votre prochain selon le nombre des années qui se seront écoulées depuis le jubilé ; il vous vendra selon le nombre des années pendant lesquelles vous jouirez des revenus. Selon qu'il restera plus d'années, vous augmenterez le prix de ce que vous achetez, et lorsqu'il y aura moins d'années, vous paierez moins ; parce que c'est proprement le nombre des récoltes qu'on vous vendra. » Au fond, le fermage à long bail, tel qu'il est pratiqué dans les pays de l'Occident de l'Europe, est une aliénation analogue à celle des Juifs ; seulement le paiement se fait par annuités et non en bloc. Pendant la durée du bail, le fermier jouit de la propriété absolument comme s'il était propriétaire. A l'expiration du bail, elle fait retour à la famille du premier possesseur, et celle-ci conserve

(1) On peut voir dans la communication faite à la Société d'Economie sociale (séance du 8 mars 1886) sur les Basques et leur émigration en Amérique, comment les ventes forcées des petites propriétés sont la cause du départ de familles entières et cela dans un pays où la population est loin d'être trop nombreuse. Ces ventes ont été fréquentes surtout de 1846 à 1872. Il en est résulté une diminution de population que les excédents des naissances sur les décès ne sont pas encore parvenus à combler. (*La Réforme sociale* 1^{er} mai 1886, t. I, n. s., p. 500.)

la fonction sociale de propriétaire. C'est ce que Moïse a eu en vue. C'est aussi le but que nous poursuivons.

Je me permets donc d'appeler instamment les études de la société d'Economie sociale sur cette question de la limitation de l'étendue et de la nature des biens qu'un chef de famille peut donner en gage à ses créanciers. Rendre une propriété insaisissable, c'est une chose qui n'a rien que de parfaitement fondé en droit. Que l'on ne vienne pas dire qu'il y a là une prime à l'imprévoyance du chef de famille, un déni de justice pour ses créanciers. Nous venons de voir que cette restriction a été appliquée dans le passé et qu'elle fonctionne avec succès dans d'autres pays. Partout où on se préoccupe de l'instabilité de la famille, on a recours à ce remède. Il n'en faut pas davantage pour le justifier.

En France même, nous sommes en présence de mesures du même genre, bien moins justifiées cependant. Est-ce que la loi n'a pas rendu insaisissables les rentes ou les pensions sur l'Etat, cette forme de richesse qui n'a aucune vertu morale pour le bien du pays ? On a voulu assurer par là des moyens d'existence au titulaire de la pension, à un individu ; ou bien encore on a voulu respecter la douce quiétude des fonctionnaires, agents du trésor public, qui n'aiment pas être troublés dans leur travail régulier par les réclamations de créanciers venant faire opposition au paiement des rentes.

Est-ce que l'art. 592 du code de procédure, comme on l'a dit plus haut, n'a pas créé en faveur du débiteur diverses catégories d'objets insaisissables ? Sont-ce là des intérêts à mettre en balance avec la conservation des familles rurales, ce grand intérêt social sur lequel nous ne cessons d'insister. Si on n'a pas hésité à accorder un privilège illimité au détenteur de titres de rentes sur l'Etat, pourquoi refuserait-on d'accorder au propriétaire foncier un privilège analogue non pas illimité, non pas au profit de l'individu, mais au profit de la famille et seulement dans la mesure nécessaire à sa sauvegarde ?

Faire passer la salubre coutume du *home stead* dans la législation et dans les mœurs, limiter ainsi la faculté d'expropriation accordée au créancier, telle est la tâche à laquelle je vous convie, tâche parfaitement légitime et où vous réussirez à l'aide de la science et de la persévérance dont vous avez déjà donné tant de preuves.

Mais une fois ce résultat obtenu, la propriété familiale sera encore dans certains cas, sujette à l'expropriation sous une autre forme, l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il me reste à examiner la légitimité de ce mode de dépossession, les limites dans lesquelles il doit être maintenu, et les précautions à prendre pour qu'il soit sans inconvénient au point de vue qui nous occupe.

Jules MICHEL.

LES PROJETS DE RÉFORME EN FRANCE

DANS

LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

IV (1).

LES PROJETS DE RÉFORME SOUS LA LÉGISLATURE ACTUELLE.

Au moment où nous écrivons ces lignes, il y a sous la législature actuelle quatre projets déposés sur la question qui nous occupe. Trois d'entre eux ne constituent qu'une reprise ou une modification de réformes antérieurement proposées, le quatrième en diffère absolument.

PROJETS LAGRANGE, ROUVIER ET LAUR, LOCKROY.

M. Lagrange, en compagnie de MM. Ballue, Burdeau, Chavanne, Guillaumou, Jacquier, Marmonier, Rochet, Thévenet, Thiers, Guillemaut, Loranchet et Bovier-Lapierre, s'est contenté de reprendre, le 3 décembre 1885, le troisième projet de la commission des accidents nommée par la chambre précédente et stipulant : 1° la présomption de la responsabilité pour le patron en cas d'accidents ; 2° l'addition à cette responsabilité d'une responsabilité spéciale à raison du risque professionnel. Nos treize honorables se sont contentés de faire précéder ce projet d'un exposé de motifs de six lignes, où ils déclarent qu'ils ne l'admettent que comme une étude, une base de discussion. Cette restriction timide est déjà un progrès.

Au commencement de 1886, MM. Rouvier et Laur ont déposé à leur tour un second projet qui n'est autre que l'ancien projet Rouvier déposé à la fin de la dernière législature.

Enfin M. Lockroy, au nom du gouvernement, est revenu au système de la responsabilité présumée et à l'assurance obligatoire pour le risque professionnel, sur la proposition d'une commission extra-parlementaire nommée en 1884 pour étudier la question.

Nous n'avons pas à revenir sur l'examen de ces projets qui ne sont que des variantes de ceux que nous avons antérieurement critiqués.

(1) Voir *la Réforme sociale* du 15 juin, du 1^{er} et du 15 août.

PROJET DE LOI DE MUN ET THELLIER DE PONCHEVILLE.

Nous terminerons cet examen de toutes les réformes proposées pour cette importante question des accidents de travail en étudiant le dernier projet de loi sur ce sujet présenté le 2 février 1886 à la Chambre des députés par MM. Albert de Mun, Mgr Freppel, de Bélizal et Thellier de Poncheville. Les auteurs ont fait ici de l'éclectisme : ils ont choisi dans les divers projets que nous venons d'examiner ainsi que dans les législations étrangères ce qui leur paraissait le plus pratique et le plus avantageux, et ils en ont formé un tout qui diffère absolument des propositions de leurs collègues.

L'article premier, relatif à la classification des accidents, n'est qu'une modification du système des trois catégories mise sous forme d'article codal :

Article premier. — Sont répartis dans les trois catégories suivantes les accidents dont peuvent être victimes les ouvriers ou employés dans les établissements industriels, fabriques, usines, chantiers, mines et carrières, dans les manufactures, ou exploitations agricoles auxquels sont attachées des machines à vapeur ou autres appareils mis en mouvement par des forces élémentaires, ainsi que les ouvriers ou agents au service des compagnies de chemins de fer ou des armateurs.

1^{re} catégorie. — Les accidents provenant soit du vice de construction ou du manque d'entretien des machines et appareils, soit de l'absence ou de l'insuffisance des mesures de précaution qu'entraîne la nature de l'entreprise ; ceux provenant de la négligence ou de l'inhabileté des agents directs de l'entreprise.

2^e catégorie. — Ceux provenant soit de cas fortuits ou de force majeure, soit d'une imprudence ou d'une négligence de l'ouvrier.

3^e catégorie. — Ceux provenant d'une faute grave, de l'état d'ivresse ou d'un acte délictueux ou criminel de l'ouvrier.

Nous ne ferons à cet article que deux observations : la première, c'est qu'il ne fait pas mention des accidents arrivés aux ouvriers employés spécialement par un simple particulier, cas qui ne rentre dans aucune des spécialités visées : le maçon au service d'un propriétaire, par exemple, l'ouvrier conducteur d'une batteuse au service d'un fermier ne font partie ni d'un établissement industriel, ni de ce qu'on peut appeler, à proprement parler, une exploitation agricole, etc ; la seconde, c'est que nous ne voyons pas pourquoi les auteurs ont modifié le système de M. Émile Delecroix en substituant dans la seconde catégorie le cas d'imprudence ou négligence de l'ouvrier, sans aucune épithète, à l'imprudence ou négligence *légères* comme l'a spécifié l'avocat de Lille : le texte de M. de Mun conduirait à admettre dans cette seconde catégorie l'imprudence et la négligence *voulues*, et nous sommes persuadés que telle n'a pas été l'intention des auteurs du projet.

Dans une seconde partie de leur proposition, MM. de Mun et Thel-

lier de Poncheville tarifient les accidents de la même façon que l'avait fait M. Faure dans son projet de loi : tant pour une veuve, tant pour chaque enfant, etc. Ce principe est absolument mauvais selon nous ; il part certainement d'un bon sentiment, mais n'a rien à voir avec la justice. L'indemnité à accorder à un ouvrier, victime d'un accident, doit, en n'importe quel cas, uniquement porter sur son salaire. Cet ouvrier ne gagnait jamais pour sa famille par semaine, quinzaine ou mois qu'une seule et même somme d'argent, c'est sur cette somme seule que doit être basé le taux de l'indemnité à laquelle il a droit. En cas contraire, ce serait engager les industriels à n'enrôler que des célibataires. Nous avons d'ailleurs, à propos de la loi Faure, suffisamment stipulé nos objections sans que nous ayions à y revenir ici.

La troisième partie du projet a trait à l'assurance. Les auteurs ont ici modifié le système allemand, dont ils suppriment entre autres choses le contrôle par l'Etat. Le principe est bon, mais la manière dont il est applicable nous semble sujette à critique. Voici d'ailleurs comment ils l'expliquent d'une façon claire et précise dans leur exposé des motifs. « En face des résultats donnés par le régime de l'individualisme qui depuis si longtemps règne en maître dans la société, lorsque la division entre patrons et ouvriers est si profonde que toute réconciliation semble impossible, il nous paraît évident que le *système corporatif* est dans son esprit et dans son essence même le seul remède à cette situation désolante. L'antagonisme des intérêts ne tendra à disparaître, le rapprochement entre patrons et ouvriers ne pourra s'employer que le jour où on aura créé entre eux un intérêt commun pour leur servir de lien social ; réunissons donc patrons et ouvriers d'une même profession autour de ce patrimoine corporatif, établissons la hiérarchie professionnelle, c'est-à-dire le droit d'ascension régulière du travailleur dans son métier, et nous verrons bientôt renaître dans le monde du travail la paix et l'harmonie de la famille ouvrière. Nous avons voulu faire un premier pas dans cette voie, et nous vous proposons d'instituer sur l'initiative des chefs d'entreprise, dans chacune des quinze circonscriptions territoriales établies par la loi du 19 mai 1874 et déterminées par le décret du 15 février 1875 sur le travail des enfants dans les manufactures, des caisses corporatives d'assurances contre les accidents, par chaque nature d'industrie ou groupe d'industries similaires. — Les entreprises industrielles de même nature, les entreprises similaires qui sont exposées aux mêmes risques professionnels, inhérents à l'industrie elle-même, dépendant du genre de travail accompli, des outils employés, des matières traitées préparées ou extraites, tendent naturellement à se rapprocher, à se grouper, à s'unir pour se défendre contre les conséquences des accidents dont leurs ouvriers

peuvent être victimes. — La puissance de cette entente mutuelle, le nombre des entreprises associées afin de parer à des périls communs seront pour l'ouvrier la meilleure garantie de l'indemnité pécuniaire qu'il devra toucher en cas d'accident dont il ne sera pas l'auteur coupable. — Les caisses corporatives seront alimentées par les cotisations des chefs d'entreprise et des ouvriers. Cette clause nous a paru équitable. Il est juste que l'entreprise au profit de laquelle l'ouvrier use ses forces et dépense sa vie, lui vienne en aide quand il devient incapable de travail. Mais l'ouvrier à qui nous accordons une indemnité même lorsque l'accident provient de sa négligence ou de son imprudence, a le devoir de son côté de contribuer à l'alimentation de ces caisses, qui dans une circonstance malheureuse pourront le sauver de la misère. La loi peut donc en toute justice exiger de l'ouvrier cet effort personnel. — Nos caisses basées sur le principe de la mutualité seront administrées par des conseils où les ouvriers seront admis. Les obliger en effet à concourir à l'entretien des caisses contre les accidents, c'est par cela même leur donner l'entrée des conseils de surveillance et d'administration de ces établissements. Ils jouissent déjà de ces prérogatives dans divers pays de l'Europe et s'y montrent fort attachés. En Allemagne, le comité de direction des associations de prévoyance dans les cercles miniers est assisté des anciens ouvriers, et en Belgique les mineurs sont aussi largement représentés dans les commissions administratives des caisses de secours. Chez nous, dans la compagnie des chemins de fer d'Orléans, tout employé depuis le directeur jusqu'au simple ouvrier peut être membre des conseils d'administration des caisses de prévoyance ; il en est de même dans nombre de compagnies houillères de divers bassins : M. Gibon à Commentry applique les mêmes procédés, et partout ce système a donné les meilleurs résultats. Les ouvriers y trouvent à la fois une juste satisfaction et une garantie qui leur est précieuse. »

Tout ceci est très bien, sous réserve cependant de certaines critiques de détail que nous pourrions formuler dans l'application. Mais nous ne saurions en aucune façon admettre l'article 12 qui stipule implicitement l'obligation pour les industriels de s'assurer aux caisses corporatives ; nous pensons que cette création nouvelle doit venir concurrencer d'une façon salubre les compagnies d'assurances contre les accidents actuellement établies, et non les remplacer ; nous sommes d'avis que le principe de l'assurance doit être inscrit dans la loi sous réserve de laisser leur propre assureur et responsables individuellement des conséquences des accidents ceux qui ne s'assureraient ni à ces caisses, ni aux compagnies actuellement en activité.

Enfin, le projet se termine par des dispositions relatives au contrôle des accidents. Aussitôt qu'un accident s'est produit, le chef d'industrie serait tenu d'en avertir dans les 24 heures l'ingénieur des mines, s'il y en a un, ou l'ingénieur en chef de la circonscription. Une enquête sommaire serait ouverte par les soins du garde-mines ou de l'ingénieur ordinaire qui devrait rechercher la cause de l'accident, tandis qu'un docteur-médecin en déterminerait les suites. Un rapport dressé à ces causes serait transmis à l'ingénieur des mines ou à l'ingénieur en chef, et notifié officiellement par pli recommandé aux intéressés, 15 jours au plus tard après l'accident. Il contiendrait la désignation de la catégorie dans laquelle l'accident devrait être rangé et le montant de l'indemnité, et, si dans le délai de huit jours après la notification aucune réclamation ne se produisait, les conclusions du rapport seraient acquises et demeuraient inattaquables. En cas de contestation, l'affaire serait déférée à un tribunal compétent, et un article de la proposition de loi prescrit la procédure à suivre en cette circonstance.

En somme, de tous les projets soumis à la Chambre des députés, celui de M. de Mun est certainement le plus libéral, disons même le seul admissible. Quant aux autres, ils nous font souvenir de ce mot de Bastiat dans ses *Harmonies économiques* (t. VI, p. 123) : « Prendre aux uns pour donner aux autres, violer la liberté et la propriété, c'est un but fort simple ; mais les procédés peuvent varier à l'infini. » — Etudions maintenant à notre tour quelle est la meilleure conclusion à donner à la question des accidents du travail. Après avoir critiqué l'avis des théoriciens, avocats et jurisconsultes, nous essaierons comme manufacturier d'esquisser un essai de solution que l'on puisse adopter dans la pratique industrielle journalière.

V

UN ESSAI DE SOLUTION DE LA QUESTION.

Toute loi relative aux accidents du travail doit porter sur quatre points principaux : 1° établissement de la responsabilité ; 2° juridiction compétente ; 3° évaluation pécuniaire du dommage causé ; 4° assurances. Nous allons les examiner successivement.

Etablissement de la responsabilité. — Nous nous rallions absolument au système des trois catégories, imaginé par M. Emile Delecroix, dont nous avons déjà présenté l'exposé et la critique et comprenant : 1° une première catégorie dans laquelle l'ouvrier est seul

responsable; 2° une seconde catégorie dans laquelle la responsabilité incombe au patron; 3° une troisième catégorie dans laquelle l'ouvrier et le patron partagent également la responsabilité. Seul un accident est classé dans cette dernière catégorie, qui est celle du risque professionnel, s'il a pour cause une origine douteuse; en cas contraire il est classé dans la première ou la seconde, et la preuve doit en être faite par la partie intéressée devant le tribunal compétent et après enquête.

On pourrait nous objecter qu'il semble peu raisonnable d'admettre une catégorie — la première — qui pourrait avoir comme conséquence de jeter un ouvrier sur le pavé à la suite d'un accident, sans que le patron eût à s'en inquiéter. A ceci nous répondrons que nous proposons ici une loi, et que par conséquent nous n'avons pas autre chose à faire que de la justice. Rien n'empêche le patron — c'est même son devoir au point de vue social — de secourir tout ouvrier blessé à son service, mais il serait souverainement injuste d'en faire pour lui une obligation légale, alors que l'accident, cause de tout le mal, ne serait aucunement de sa faute. De plus, nous laissons ici le champ le plus libre à l'initiative privée; nous pensons même que l'application de la loi proposée serait de nature à développer les institutions de secours contre les accidents, comme les asiles de Vincennes et du Vésinet, soutenus par les entrepreneurs au moyen d'un prélèvement sur leurs travaux, comme l'œuvre lilloise des Invalides du travail, la Société parisienne de protection des apprentis, etc., ou les institutions de prévoyance dans le même but, comme les Associations pour prévenir les accidents de machines, les réunions en société de propriétaires d'appareils à vapeur, etc.

Tribunal compétent. — Il ne s'agit pas ici de créer une juridiction nouvelle, ce qui serait inutile et difficile à établir, il faut avant tout perfectionner celle qui existe en la rendant : 1° rapide; 2° sans frais; 3° donnant aux parties toutes garanties d'équité et de compétence.

Pour la rendre « rapide », l'un des systèmes les plus pratiques consiste à obliger le patron, au moment d'un accident, à en avertir le président du tribunal de première instance, sous peine de faire rentrer ledit accident dans la deuxième catégorie.

Pour la rendre « sans frais », nous ne voyons pas d'autre moyen, malgré les inconvénients auxquels est sujette cette manière de procéder, que d'accorder à l'ouvrier le bénéfice de l'assistance judiciaire, ou de faire juger les tribunaux sommairement avec suppression de l'intermédiaire des avoués et avocats.

Enfin pour concilier les deux premiers résultats et assurer en outre toute garantie aux parties, nous pensons qu'entre toutes les

méthodes proposées, la plus raisonnable est celle qu'a imaginée M. Jourdain, manufacturier à Saint-Quentin, et qu'il a présentée à l'assemblée générale du 27 janvier 1886 de l'Association de l'industrie française. Dans ce système, le président du tribunal, aussitôt informé par l'industriel « convoquerait immédiatement un conseil d'enquête. Ce conseil d'enquête serait composé de quatre membres et un président. Le président serait l'inspecteur du travail des enfants dans les manufactures; les membres seraient deux patrons et deux ouvriers désignés tous les ans par le tribunal, sur une liste de présentation dressée par la Chambre de commerce. Suivant l'importance manufacturière de la contrée, on pourrait désigner un plus ou moins grand nombre de suppléants. Dans les régions où il y a des associations pour prévenir les accidents, l'ingénieur de l'association serait membre adjoint à titre consultatif. Cette commission ferait un rapport qui serait adressé au président du tribunal; de plus, on entendrait comme témoins les personnes qui seraient citées par les deux parties ou à la diligence du tribunal. Le tribunal jugerait tout de suite, sans appel, pour les sommes inférieures à 5,000 francs de capital ou les sommes équivalentes de rente, étant entendu que ce chiffre se comprend au total, qu'il y ait un ou plusieurs accidents. Si, par exemple, il y avait six accidents donnant lieu à des indemnités inférieures à 1,000 francs chacun, mais dépassant 5,000 francs ensemble, il y aurait lieu à appel. L'appel aurait lieu devant les cours d'appel, et l'assistance judiciaire serait accordée à l'ouvrier si c'est le patron qui interjette appel. Il y aurait lieu également de simplifier la procédure d'appel pour les accidents, de manière à avoir dans tous les cas une solution prompte, et avec des frais aussi réduits que possible ».

On pourrait nous demander pourquoi nous faisons intervenir ici les ouvriers eux-mêmes, alors que nous avons trouvé dangereux que M. Nadaud ait voulu rapporter toutes les questions d'accidents au tribunal des prudhommes. Nous répondrons que dès l'instant où nous admettons une catégorie d'accidents dans laquelle l'ouvrier peut être seul responsable, il est de toute justice qu'un ouvrier soit appelé lui-même à discuter la culpabilité des personnes de sa condition. Dans le système Nadaud au contraire, les prudhommes auraient à juger un patron présumé coupable : nous croyons inutile de démontrer combien cette condition changerait radicalement l'esprit de notre projet.

Evaluation de l'indemnité pécuniaire. — Nous sommes d'avis qu'en matière d'indemnité la loi ne doit rien laisser à l'arbitraire des juges. Nous pensons encore — et nous en avons dit nos raisons antérieu-

rement — que cette indemnité ne doit porter que sur le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident, sans qu'on ait à examiner la situation de famille de la victime. Enfin, suivant ce que nous avons établi plus haut, le patron aurait à payer l'indemnité totale s'il était reconnu entièrement coupable, la moitié si l'accident rentrait dans la catégorie du risque professionnel, rien si l'ouvrier était seul responsable, ces principes une fois admis, voici comment nous les appliquerons aux quatre classes d'accidents qui peuvent se rencontrer dans l'industrie et que nous classons de la manière suivante suivant l'ordre ascendant du dommage qu'ils causent à l'ouvrier : 1° accidents déterminant une incapacité temporaire de travail ; — 2° accidents d'où résulte une incapacité partielle de travail pendant le reste de l'existence ; — 3° accidents ayant occasionné la mort ; — 4° accidents amenant une incapacité totale de travail pendant le reste de la vie. Nous considérons ce dernier genre d'accidents comme plus grave que tout autre au point de vue légal, parce que l'ouvrier non seulement disparaît pour ainsi dire de la société comme s'il était mort, mais encore doit être nourri par ceux qu'il nourrissait auparavant.

1° Incapacité temporaire. — Nous admettons parfaitement l'indemnité allouée d'ordinaire par la plupart des compagnies d'assurance contre les accidents, c'est-à-dire la moitié du salaire journalier de la victime. On fixerait le minimum de l'indemnité à 50 centimes, le maximum à 3 francs.

2° Incapacité partielle et définitive. — L'ouvrier est ici supposé ne pouvoir exercer son métier antérieur et devoir en exercer un autre qui lui assure un salaire moindre que celui qu'il obtenait auparavant. En ce cas, suivant la gravité de l'accident, on pourrait accorder à la victime une indemnité quotidienne variant entre le quart ou la moitié de celle accordée en cas d'incapacité totale.

3° Mort. — La famille de la victime recevrait une rente égale au tiers du salaire quotidien, pendant un temps égal à la durée probable de la vie de l'ouvrier, calculée d'après l'une des tables de mortalité (Déparcieux ou autre) que toutes les compagnies emploient pour la détermination des rentes viagères qu'elles ont à payer à leurs assurés. La plupart de ces compagnies, en cas de mort, paient d'un seul coup 1200 fois le salaire ; à nos yeux une rente quelconque vaut toujours mieux qu'un capital qui peut être rapidement dissipé ; en outre, ce chiffre de 1200 est absolument arbitraire.

4° Incapacité totale. — En ce cas on paierait quotidiennement à la victime la moitié de son salaire journalier jusqu'à son décès, avec fixation du minimum de secours à 1 franc et du maximum à 3 francs.

Enfin nous ajouterons à ces indications les vœux stipulés par l'association de l'industrie française le 7 janvier dernier, en raison de l'effrayant envahissement de l'alcoolisme : 1° que l'ivresse comme une des causes d'accidents suffise pour rendre l'ouvrier entièrement responsable ; 2° que l'ivresse habituelle constatée constitue une présomption contre l'ouvrier en cas de doute ; 3° par contre, nous demandons aussi que le fait d'avoir laissé rentrer à l'ouvrage ou à l'atelier un ouvrier en état d'ivresse rende le patron punissable d'une amende de 500 à 2000 francs suivant la gravité de l'accident qui en résulterait.

Assurances. — Nous sommes ici en présence de deux systèmes également préconisés avec chaleur par leurs partisans respectifs : — 1° l'assurance obligatoire — 2° l'assurance facultative.

Nous entendons perfectionner l'assurance facultative ; quant à l'assurance obligatoire, nous repoussons entièrement ce système pour les raisons suivantes : 1° parce que son application constituerait une trop grande inégalité de charges, pour le même matériel, entre des industries similaires. présentant des chances égales de danger. Exemple : la filature de coton pour cent mille broches emploie en moyenne cent ouvriers, la filature de lin pour le même nombre de broches en emploie deux mille ; donc, si l'on forçait ces industries à s'adresser à l'assurance de l'Etat, coûtant 8 francs aux termes de la loi du 11 juillet 1868, cent mille broches en coton seraient obérées de 800 francs par an, ce qui serait insignifiant, et cent mille broches en lin de 16,000 francs, ce qui constituerait une charge exorbitante. 2° Parce qu'elle deviendrait pour la haute industrie (mines, métallurgie, etc.), un impôt annuel qu'il lui serait impossible de supporter. Exemple : au taux que nous prenons comme base, la compagnie d'Anzin qui emploie 10,000 ouvriers paierait par an 80,000 francs en sus de ses charges habituelles. 3° Parce que, pour des industries où tout est main-d'œuvre, ce serait un véritable prélèvement sur les salaires, tandis que pour les industries où le coût de la matière joue le grand rôle, le prélèvement n'aurait plus lieu que sur les achats plus ou moins heureux du patron. 4° Enfin, ce serait, à notre avis, une atteinte absolue à la liberté individuelle, et cela nous conduirait infailliblement au socialisme d'Etat.

Deux objections pourraient être faites à notre raisonnement : nous les trouvons très bien formulées dans une brochure que vient de nous envoyer M. J.-B. Gauthier, industriel à Paris, vice-président de la chambre syndicale des entrepreneurs de couverture et plomberie, où nous trouvons préconisé le système de l'assurance obligatoire (1).

(1) *Les blessés du travail devant la Société*, Paris, Chais, 1885.

La première pourrait être tirée de ce fait que l'assurance obligatoire fonctionne pour certaines industries : « Depuis quelques années, dit M. Gauthier, les chambres syndicales industrielles, notamment les chambres du bâtiment qui forment le groupe de la rue de Lutèce, ont établi un système d'assurances qui donne d'excellents résultats. L'assurance est mutuelle entre les patrons et profite exclusivement aux ouvriers. Dans certaines corporations, elle est *obligatoire* pour les ouvriers, en ce que les patrons exercent une retenue sur les salaires qui les couvrent de tout ou partie de la prime qu'ils doivent payer à la mutualité. Dans d'autres chambres syndicales, celle de plomberie et couverture par exemple, elle est philanthropique, en ce sens que les bénéficiaires ne paient absolument rien dans la mutualité entre les patrons. » La seconde objection est la suivante : « Dans nos professions (plombiers, couvreurs, zingueurs), sur 800 patrons, il y en a plus de 500 qui ne sont que des ouvriers d'hier, travaillant manuellement avec un, deux ou trois compagnons, et beaucoup ne sont pas plus avancés au point de vue des économies réalisées que les ouvriers qu'ils occupent. Quel recours en cas de responsabilité, quel secours en cas d'accidents, un ouvrier peut-il attendre de cette classe de patrons ? aucun. Et il est à noter que les accidents sont relativement plus fréquents chez les petits patrons où le matériel et l'outillage sont moins soignés, renouvelés moins souvent que dans les grandes maisons. »

Nous n'attachons pas grande importance à la première objection en ce sens qu'il nous semble fort possible que l'assurance obligatoire puisse fonctionner d'une manière satisfaisante pour certaines industries, alors qu'elle ne pourrait sainement trouver à être appliquée chez toutes. Nous regardons au contraire la seconde comme très importante, car il est clair qu'*a priori* l'assurance obligatoire semble être une panacée qui soit le seul remède aux inconvénients signalés. Mais comme nous ne pouvons admettre ce système d'une manière générale en raison des inconvénients que nous avons indiqués, il nous semble nécessaire de trouver autre chose, autre chose qui soit aussi moralisateur et présente des avantages sérieux et indiscutables pour tous.

En ce cas, notre système, le voici : l'ouvrier aurait toute liberté de s'assurer, soit à une compagnie d'assurance, soit à la caisse d'assurances de l'Etat créée depuis 1868, soit à un syndicat corporatif du genre de ceux qu'imagine M. de Mun, au moyen d'un *livret d'assurances* qui lui faciliterait le versement de ses primes. A chaque quinzaine ou à chaque huitaine, suivant qu'il l'exigerait, un versement serait fait par son patron à la compagnie, à l'Etat ou au syndicat, au moyen d'une retenue consentie sur son salaire le jour de

paie. Ce livret suivrait l'ouvrier chez tous les patrons où il lui plairait de se présenter, et chacun de ceux-ci serait dans l'*obligation* de prévenir la compagnie, l'Etat ou le syndicat du jour de l'entrée et du jour de la sortie de l'ouvrier assuré. Le petit patron pourrait s'assurer de la même façon que son ouvrier. L'Etat, qui a créé par la loi du 11 juillet 1868 une caisse d'assurances au taux de 8 francs par an, modifierait son système en n'exigeant pas que la prime soit payée en une fois et en ne garantissant plus seulement le risque temporaire, ce qui rend son système incomplet; ou bien, ce qui vaudrait peut-être encore mieux, il supprimerait sa caisse d'assurances, pour laisser le champ libre aux initiatives particulières. De la sorte, l'ouvrier qui ne s'assurerait pas deviendrait victime par sa propre imprévoyance, il serait dans le cas d'une personne sinistrée, dont la maison brûle et qui n'aurait pas jugé à propos de s'assurer contre l'incendie.

Il est bien entendu que ce sont là des indications que nous a suggérées l'étude de la question, et que nous n'avons nullement ici la prétention de légiférer. Seulement, nous estimons que les idées que nous émettons pourraient servir de point de départ à l'étude d'un bon projet de loi, parce que nous les avons basées autant que possible sur la justice et l'équité sans nous laisser égarer par un courant politique quelconque comme on l'a toujours fait forcément à la Chambre. Nous avons essayé d'appliquer ici l'*ars æqui et justî* dont parle Justinien, plutôt que de nous astreindre à suivre les préceptes d'un code.

En terminant cette étude de la question des accidents, qu'il nous soit permis de rappeler que notre espoir n'a pas été d'arriver en en cherchant la solution, quelque juste qu'elle puisse être, à une transformation complète de la situation de l'ouvrier. Mais on doit être convaincu que lorsque des questions de ce genre sont mal résolues, lorsqu'elles le sont notamment dans l'un des sens qui ont été indiqués par certains législateurs de la Chambre, elles peuvent amener un antagonisme des plus accentués entre patrons et ouvriers dans nos régions populeuses et acquérir par la suite une importance qu'on ne soupçonnait pas d'abord. C'est là ce qui nous excusera d'avoir entretenu aussi longuement de ce sujet les lecteurs de la *Réforme sociale*.

Alfred RENOARD.

LES UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

ET

L'ENQUÊTE SUR LA DÉPOPULATION⁽¹⁾

I

Messieurs,

L'un de vos plus récents et plus humbles adeptes vient vous prier d'écouter son cri d'alarme et de lui prêter la puissance de votre voix. Il n'est, du reste, que votre écho et compte, à ce titre, avec confiance sur votre sympathie. Depuis que vos travaux, continuant ceux de notre illustre maître, m'ont révélé toute l'étendue de nos maux, mes yeux se sont fixés sur le plus grave d'entre eux : l'arrêt du développement de notre race, et je n'ai pu résister au besoin de crier, quelque faible que soit ma voix. Emu et convaincu par vous, je voudrais vous aider à réveiller l'opinion, souveraine du jour, endormie par l'ignorance, l'erreur et l'égoïsme, en ouvrant les yeux du public sur la plus alarmante de nos plaies : la décadence de la famille française.

La diminution graduelle de sa fécondité est mise tous les ans, par le bureau des longitudes, au pilori de son annuaire. Ce moniteur incorruptible de la science qu'on ne discute plus, entend par là nous donner, sans nul doute, un avertissement salutaire, et nous serions coupables de n'en tirer aucun profit : le nombre moyen des naissances par mariage est graduellement descendu de 4, 2 en 1811 à 3, 1 en 1882. J'ai lu avec angoisse dans la poignante étude de M. Cheysson, publiée dans la *Réforme sociale* du 1^{er} juillet 1883, que la population de la France est descendue, en moins de 200 ans, de 38 à 41 % dans l'ensemble des grandes puissances issues du sang européen.

(1) M. Chambert n'ayant pu se rendre à la réunion annuelle, son rapport a été lu par M. Fleury Bavarin, auditeur au Conseil d'Etat, dans la séance du 23 mai. En remerciant le rapporteur et son sympathique interprète, M. Charles de Ribbe, qui présidait la séance, a ajouté que la communication apportée de Lyon doit intéresser d'autant plus la Société et les Unions qu'elle vient d'un de nos groupes les plus actifs et sous le patronage de notre éminent collègue, M. Beaune. Il a insisté tout particulièrement sur l'importance de l'enquête proposée, et a conjuré les membres des Unions de lui donner le plus actif et le plus dévoué concours.

Vous m'avez démontré, avec M. Le Play, que l'autorité paternelle est abusivement opprimée par nos lois, et que la stérilité des mariages, la désagrégation des familles, l'instabilité des foyers et des institutions, l'antagonisme social ont pour cause principale et indéfiniment aggravante le partage forcé des héritages. J'ai constaté, en effet, autour de moi que la plupart des pères, abdiquant, ce semble, leur dignité en même temps que la puissance dont ils sont dépouillés, s'estiment heureux que l'État les décharge de la responsabilité inhérente à la libre distribution des biens à leurs enfants, et s'indignent qu'on veuille affranchir de la contrainte dont ils se louent imprudemment, tous ceux des autres pères qui la subissent comme un fléau.

Et cependant, dites-vous avec juste raison, l'État, institué par les familles, n'a pas d'autre mandat que de les protéger et de maintenir la paix entre elles, pour assurer à chaque père le libre exercice de sa fonction ; rien ne prime sur terre l'autorité paternelle, émanation immédiate et image de l'autorité de Dieu ; l'État, qui prétend se substituer au père dans le gouvernement de la famille, ne peut que la troubler, la dissoudre, et préparer la mort nationale, en décomposant ou stérilisant l'unité sociale. Dieu et le père de famille, dites-vous avec Le Play, sont les seules autorités capables d'entretenir la vie, la paix et la prospérité dans les sociétés humaines.

Voilà, Messieurs, ce que vous m'avez appris ou rappelé. Je suis reconnaissant au maître et aux disciples qui sont venus confirmer, au nom de l'observation, ces antiques vérités, et j'ai cru accomplir un devoir en vous offrant mon modeste concours. Vous le voyez, Messieurs, c'est l'écho de votre propre voix qui revient et vous invite à seconder les Unions du Lyonnais, de la Bresse et du Forez, qui entreprennent de propager dans l'opinion publique l'idée de la réforme réclamée instamment par Le Play en tête de son programme : restauration de l'autorité paternelle.

Il nous a semblé que le meilleur point de départ de cette diffusion serait une enquête publique sur le plus grave et le plus incontestable de nos maux, sur celui qui nous caractérise, nous stigmatise, signale notre abaissement à nos rivaux, et que les étrangers nous jettent à la face comme un outrage : l'amoindrissement de notre race par la stérilité des mariages. Cette diffusion se fera si nous jetons la question dans les journaux, si nous la posons aux sociétés de bien public et à toutes les autorités sociales individuelles ou collectives.

Lyon a commencé. Deux de ses principaux journaux, *le Salut public* et *le Nouvelliste*, ont répété d'abord, l'année dernière, le premier cri d'alarme. La Société nationale d'éducation l'a entendu ensuite avec

une douloureuse surprise et sympathiquement reproduit. Il a reçu sa consécration et sa forme au sein d'un groupe d'études que M. Marion réunit, sous la présidence de M. Beaune, dans son salon si généreusement et si gracieusement hospitalier. Un plan d'enquête, sorti de ce groupe d'études, a été communiqué avec invitation de le propager, le 21 mars dernier, à l'assemblée générale des Unions du Lyonnais, du Forez et de la Bresse, et des tableaux synoptiques saisissants, confiés par l'obligeance de M. Cheysson, ont fait sur l'assemblée une très vive impression. Plusieurs journaux de Lyon et des départements voisins, frappés des horizons nouveaux que la méthode scientifique des Unions ouvrait à leurs yeux sur la question sociale, n'ont pas craint de jeter dans le public l'idée qui choque le plus les préjugés français sur l'autorité paternelle.

D'autres organes de la presse nous ont combattus, non sans reconnaître les faits et même partager nos alarmes. On essaie de nous réfuter d'un mot en nous accusant de vouloir rétablir le droit d'aînesse; bien heureux encore si l'on ne cherche pas à nous écraser sous l'épithète de cléricaux. Nous avons contre nous bon nombre d'amis qui confondent eux aussi, la liberté du testament avec le droit d'aînesse, c'est-à-dire la liberté du père avec sa négation, et qui pensent qu'on ne peut combattre, sans blesser l'équité, l'égalité des partages. A ceux-ci nous répondrons avec Le Play : « Vous auriez peut-être raison de défendre le partage forcé, si l'héritage n'était qu'un objet de consommation, mis sur la table en présence d'enfants également affamés. Mais vous avez tout à fait tort, si un père le considère comme un instrument de protection pour sa famille, comme l'investiture d'un devoir social, comme une charge honorable imposée à l'enfant qui accepte, avec la garde du foyer et des souvenirs qui le font aimer, la participation à la fonction paternelle et l'engagement de la prolonger. Accordez donc au moins à ce père, évidemment respectable, les libertés qu'il demande pour lui en respectant les vôtres. »

Nous avons contre nous les « armées d'hommes de lois institués pour subvenir aux liquidations incessantes de la famille et de la propriété, et surtout au service des innombrables procès de succession. » En 1872, les tribunaux civils ont jugé 25,593 procès relatifs aux successions et aux donations, c'est-à-dire à peu près la moitié du total des procès concernant la propriété. » Mais il est impossible que la plupart de ces hommes intelligents et honnêtes ne se rendent pas à l'évidence des faits, quand leur patriotisme sera suffisamment éclairé. M. Le Play, du reste, proposait de les indemniser de la moins-value de leurs charges.

Nous avons en face de nous, enfin, la doctrine entière du contrat

social, qui a grisé le siècle, attenté à toute association légitime et à toute cohésion sociale, pulvérisé les familles, pour ne laisser debout qu'un géant, l'Etat.

C'est en raison de cet ensemble de malentendus et d'erreurs, qu'il importe de faire la lumière sur le grave problème de la population.

II

L'arme pacifique que Le Play nous recommande à chaque page du programme des Unions, est l'enquête. C'est en exécution de ce programme, Messieurs, que vos collègues de la région de l'Est vous prient de seconder leur tentative. Si vous approuvez notre plan, nous rechercherons ensemble les causes, les conséquences et les remèdes de notre dépopulation. La constatation des funestes conséquences du mal imposera le devoir de connaître les causes, avec le désir et l'espoir d'y trouver des remèdes.

Laissant de côté les effets individuels de la stérilité des mariages, développés ailleurs par des moralistes et des médecins éminents, nous ne voudrions dénoncer au public au nom du patriotisme alarmé, que les conséquences sociales du mal en ce qui regarde : 1° la discipline de la famille ; — 2° l'éducation et les tendances de la jeunesse ; — 3° les intérêts de l'agriculture ; — 4° ceux de l'industrie ; — 5° ceux du commerce ; — 6° la colonisation ; — 7° la fortune nationale ; — 8° la défense du territoire ; — 9° l'avenir de la patrie. Les deux premiers points : discipline de la famille, éducation et tendance de la jeunesse, sont intimement liés ; le fils unique, cet adorable créancier que la loi donne dans un gracieux berceau, au père de famille français, choyé, paré, importuné de mille soins, plus tard instruit de la rigueur des droits dont il est armé par le code contre ses parents, comprendra peu le dévouement qui s'apprend avec des frères à protéger, et ne se pliera guère aux efforts nécessaires pour corriger ses défauts et devenir un homme utile à la société. Nous interrogerons, sur ces deux points, tous les instituteurs de la jeunesse.

En ce qui touche l'agriculture, l'industrie, le commerce, la colonisation, la fortune publique, nous chercherons à obtenir le concours des sociétés spéciales qui s'occupent de ces divers intérêts. Les officiers de l'armée et les médecins militaires nous diront ce que peut attendre la défense du territoire de la race amoindrie en nombre et en qualité.

Quant à l'avenir possible de notre pays, le mal qui a été celui de Rome et de Byzance nous le prédit avec une sinistre clarté, si la génération déjà majeure ne se hâte pas de réaliser, ou tout au moins

de préparer les réformes que vous prêchez avec persévérance à la suite de notre fondateur vénéré.

Et les causes ? les causes ? Ah ! elles sont nombreuses. Ce sont : d'abord la désastreuse moisson d'hommes que les guerres nous ont faites, et le célibat forcé que notre loi militaire impose à la partie la plus robuste de la jeunesse, laissant aux invalides le soin privilégié de propager la race. — Ensuite, la désertion croissante de la vie fortifiante des campagnes au profit de la vie dévorante des villes avec ses habitudes anti-hygiéniques de tout genre et ses faciles débauches. — Puis, la souillure des imaginations répandue par les flots d'une littérature malsaine et le développement exagéré de l'activité cérébrale, ou plutôt de la fermentation cérébrale dans nos innombrables internats et autres agglomérations semblables imparfaitement surveillées où les conversations et les imaginations excitées développent tous les vices précoces, qui, plus tard, suppriment, dissolvent ou stérilisent les familles. — Ne signalons qu'avec respect la vie intellectuelle intense qui peut stériliser quelques hommes d'élite pour l'honneur ou le bien de l'humanité tout entière. — Vient ensuite le triste cortège des causes qui s'enchainent et s'engendrent les unes par les autres, chaque effet réagissant sur sa cause, pour l'aggraver, telles que le célibat prolongé, l'amour du plaisir, l'égoïsme, le développement général du bien-être et du luxe, les besoins factices qui en découlent, l'affaiblissement du sentiment religieux, l'insuffisante protection de la femme, etc., etc.

Ajoutons à ces causes les circonstances atténuantes qui mettent à la gêne les honnêtes petits rentiers, les innombrables fonctionnaires et employés : impôts s'aggravant avec le nombre des membres de la famille, cherté de la vie, exiguité et haut loyer des habitations urbaines, répulsion du régisseur ou du concierge pour les familles chargées d'enfants.

Mais Le Play et les travaux suscités à son exemple signalent l'atteinte portée par le code civil à la puissance paternelle comme la plus active des causes de dépopulation. Notre funeste loi successorale exerce surtout ses ravages dans les campagnes et principalement dans les riches campagnes, rongant les bases même de l'édifice social, les plus solides assises de la population du pays. C'est elle qui stérilise les plus laborieuses familles rurales. Le paysan propriétaire n'a qu'un moyen de conserver l'intégrité de son foyer et le rang de sa famille ; il l'emploie au détriment de la morale, de ses intérêts, de son bonheur et de l'honneur de son pays. Mais le rêve du fils unique épousant une fille unique est souvent hélas ! cruellement déçu : l'enfant gâté est peu capable de résistance physique et morale. La maladie, la vie prodigue ou la guerre font écrouler les plus égoïstes

espérances. On nous cite un riche village du Rhône qui a laissé dix-sept fils uniques sur la terre glacée des champs de bataille de 1870. Les parents ont vainement déploré leur coupable imprudence en gémissant auprès de leurs foyers éteints.

C'est donc principalement sur cette dernière cause de dépopulation que nous voudrions faire porter l'enquête. Outre qu'elle est la plus grave, elle est la plus facile à guérir, puisqu'il suffit d'une modification de nos lois restituant au père sa liberté. Après avoir dégagé d'une première enquête l'importance de cette cause de stérilisation des familles, nous pourrions la reprendre par voie réflexe et faire une seconde enquête ayant pour but de découvrir et de classer toutes les conséquences des empiètements abusifs de l'Etat sur le domaine de l'autorité paternelle.

Tel est, Messieurs, le plan de diffusion des idées de notre école que nous vous soumettons. Il est informe, et nos efforts isolés seraient impuissants sans votre concours et votre appui. Il prendra corps et nous aidera à conquérir l'opinion, si vous nous faites l'honneur de l'adopter, et si nous le poursuivons tous ensemble avec la persévérance que nous donne en exemple la vie entière de notre illustre et vénéré maître. (1).

P. CHAMBERT.

(1) Nous n'avons pas à redire ici que cette enquête ne sera fructueuse qu'à une condition. C'est qu'elle ne sera pas faite sous forme de distribution d'imprimés à remplir, et qu'elle sera conduite au contraire directement, sur place, par les personnes compétentes (v. *La Réforme sociale en France*, ch. 64; *Le programme des Unions*, p. 75 et suiv.; *l'Annuaire de 1876*, p. 137). C'est aux membres de la société et des Unions qu'il appartient de faire ces recherches dans leurs localités respectives. Ils réuniront ainsi sans aucun doute des documents monographiques intéressants et utiles. Pour faciliter l'accomplissement de leur tâche et la coordination des renseignements, nous avons préparé des questionnaires sous forme de tableaux. Ils seront adressés, avec la petite brochure de propagande, intitulée *Un cri d'alarme*, (V. ci-dessus la livraison du 15 janvier, p. 109) à tous ceux de nos confrères qui en feront la demande. (Prix : 0 fr. 25 ; en nombre, 0 fr. 20).

II

LE FERMAGE ET LE COLONAT CHEZ LES ROMAINS

Recherches sur quelques sujets d'histoire, par Fustel de Coulanges. Paris, Hachette, 1886.

Notre article sur la propriété chez les Germains a dû convaincre les lecteurs de *la Réforme sociale* de l'intérêt que présente l'étude de l'histoire au point de vue social ; elle ne corrobore pas seulement les conclusions de la science, mais, malgré la différence des temps, elle nous apporte des enseignements tout pratiques. Une excursion à travers la constitution sociale de l'empire romain le prouvera encore avec plus d'évidence. Nous prendrons toujours pour guide M. Fustel de Coulanges. La sûreté de la méthode, jointe à la prudence des conclusions, prêtent à ses œuvres une haute autorité.

I

Considéré isolément, le colonat romain serait pour nous tout-à-fait incompréhensible. Rendons-nous donc compte en quelques mots de l'économie rurale de l'Italie autrefois, du mode d'exploitation de son sol.

Ainsi que les auteurs latins le rapportent, la grande propriété prédominait à Rome. Un vaste domaine devait réunir les productions les plus variées. « Le terrain est gras, fertile, arrosé, dit Pline le jeune en parlant d'une de ses propriétés ; on y trouve des terres labourables, des vignes et des bois dont la coupe est d'un revenu modique à la vérité, mais certain ». Ailleurs faisant la description de sa terre de Toscane, il la représente « dans une vaste plaine environnée de montagnes chargées sur leurs cîmes de bois très hauts et très anciens. Là le gibier de différente espèce est très commun. De là descendent des taillis par la pente même des montagnes. Entre ces collines se ren-

contrent des prairies, d'un territoire si bon et si gras qu'il serait difficile d'y trouver une pierre, même quand on l'y chercherait. Leur fertilité ne le cède point à celle des pleines campagnes, et si les moissons y sont plus tardives, elles n'y mûrissent pas moins. Au pied de ces montagnes, on ne voit tout le long du coteau que des vignes, qui, comme si elles se touchaient, n'en paraissent qu'une seule. Les vignes sont bordées par quantités d'arbrisseaux. Ensuite sont les prairies et les terres labourables, si fortes qu'à peine les meilleures charrues et les mieux attelées peuvent en faire l'ouverture. Les prés, émaillés de fleurs, y fournissent du trèfle et d'autres sortes d'herbes, toujours aussi tendres et aussi pleines de suc que si elles ne venaient que de naître (1). » Nous pourrions emprunter à d'autres auteurs la description de grands domaines; ils nous les montreraient composés d'une manière identique.

A la prédominance de la grande propriété correspondait la prédominance du fermage comme mode d'exploitation. Aux yeux du droit, le seul vrai louage même de la terre était le louage à prix ferme et en argent. Le fermier devait payer sa redevance à des jours fixés, il n'était attaché au propriétaire que par son contrat. S'il l'exécutait, le propriétaire n'avait rien à lui demander, rien à lui imposer. Était-il rompu, tout était fini entre eux. Les baux étaient de courte durée, la plupart ne dépassaient pas cinq ans. Les jurisconsultes qui accordent tant d'attention au fermage, s'occupent au contraire à peine du colonage partiaire, c'est pour eux un fait extra-légal, plutôt toléré que reconnu. Toutefois, dans son livre classique sur l'agriculture, Columelle met en relief les avantages du métayer; passant d'abord en revue les qualités du bon fermier, il recommande comme les plus productifs « ceux qui sont nés du pays et y ont contracté de longues habitudes. Le pire de tous est celui qui aime mieux faire cultiver par ses gens que cultiver soi-même. Mais il ne manque pas d'ajouter que « les soins du fermier tirent toujours moins de produits de la terre que n'en obtient le maître de son métayer, à moins d'extrême paresse et d'infidélité de le part de ce dernier (2). »

Le fermage en effet apparaissait sous un jour peu favorable; il était atteint d'une maladie chronique, l'endettement. Pline le jeune dont les lettres jettent un jour si vif sur certaines parties de la société romaine, se lamente sans cesse sur la situation de ses fermiers. Là il les représente comme grevés d'un arriéré si considérable qu'ils ne songent même plus à le diminuer. « Ils arrachent même et consomment tout ce qui est déjà sur terre, persuadés que ce n'est pas

(1) Pline le jeune, édition Nisard, V^e livre, 6^e lettre, p. 590-595, III^e livre 19^e lettre p. 565.

(2) Edition Panckoucke, I^{er} vol., L. I. 47, p. 83.

pour eux qu'ils épargneraient. » Ailleurs, parlant de fermiers exploitant une autre propriété, il prévoit les remises qu'il sera forcé de leur accorder. En vain des propriétaires pressés de recouvrer leurs créances font-ils saisir des gages, c'est-à-dire tout ce que le fermier apportait sur la terre, meubles et animaux ; le remède est pire que le mal. « La saisie a enlevé aux fermiers leurs dernières ressources et les moyens de cultiver ; d'où il est résulté que l'arriéré un moment diminué par la vente des gages a de nouveau grandi. » Cette indigence des fermiers, jointe aux difficultés de la culture, avait fait aussi baisser le prix des terres. « Le domaine qui valait autrefois 500,000 sesterces, est offert aujourd'hui pour 300,000. » En conséquence, découragé d'une exploitation aussi peu rémunératrice et dont les inconvénients augmentent tous les jours, Pline se propose de couper le mal dans sa racine. « Le seul moyen de le faire, c'est de ne point affermer en argent, mais en espèces à partager dans la récolte avec le fermier, et de préposer quelques-uns de mes gens pour avoir l'œil sur la culture des terres, pour exiger ma part dans les fruits, et pour les garder. » Voulant justifier cette exigence de propriétaire, cependant bien modeste, Pline ajoute : « il n'est nul genre de revenu plus juste que celui qui nous vient de la terre, de la température de l'air et de l'ordre des saisons (1). »

Pline ne prétend pas chasser ses fermiers réfractaires au paiement, mais les transformer en colons partiaires. Retenons le fait. Il présente dans l'histoire sociale de Rome une grande importance. Par lui s'explique en partie la naissance obscure du colonat.

II

Le colonat n'a pas un état civil régulier : il est visé dans une constitution de Constantin, de l'an 332, mais ce n'est pas un acte de naissance. La constitution de Constantin suppose une institution qui existe déjà et depuis plusieurs siècles. L'imagination des érudits, toujours prête à se donner libre carrière, a voulu expliquer l'origine du colonat par plusieurs hypothèses, telles que par une importation de la Germanie ou par une transformation de l'esclavage. Nous n'avons pas le loisir de les examiner ici. D'après les faits, le colonat proviendrait principalement de la transformation de fermiers en colons partiaires ; écrasés par leur arriéré, les fermiers en arrivaient à ne rien donner au propriétaire ; avec le colonage partiaire, celui-ci touchait en somme une partie des revenus du sol. Nous avons vu tout à l'heure

(1) PLINÉ, *loc. cit.*, I, III, 19, p. 565. — IX, 37, p. 584. — X, 24, p. 692 et *passim*.

Pline, désespéré des retards de ses fermiers, avoir recours à ce procédé; il ne fut pas le seul, la nécessité l'imposa à beaucoup d'autres propriétaires. Aussi la plupart des auteurs latins, tels par exemple Varron, César, Salluste, parlent ils du colonat, même avant l'empire, sans qu'une loi spéciale le créât jamais. Des rescrits du temps des Antonins s'appliquent également aux colons, non pour les instituer d'une manière définitive, mais pour poser certaines règles. Un rescrit de Marc-Aurèle entre autres déclare qu'ils ne sont pas exempts des charges municipales.

Les colons, il est vrai, ne se recrutèrent pas seulement parmi les fermiers endettés. Les Germains qui vinrent en grand nombre sur les terres romaines, les Goths auxquels de nombreuses concessions de terre furent accordées, s'établirent dans une position intermédiaire; ils ne furent ni des propriétaires, ni des esclaves, mais des colons. C'est une opération qui se renouvela pendant deux siècles.

Les petits propriétaires enfin vinrent ajouter leur contingent à celui des barbares et des fermiers. Ils étaient écrasés entre les grands domaines. « Ils étaient ce que seraient aujourd'hui des ouvriers qui, entre de grandes usines, travailleraient seuls. Mal outillés, payant tout plus cher, vendant tout plus mal, risquant davantage en proportion, perdant beaucoup de temps et de forces sans profits, ils s'appauvrisaient peu à peu, et leur terre aussi s'amaigrissait et se stérilisait dans leurs mains. » Le colonat leur parut un refuge; là au moins ils échappaient aux soucis et aux incertitudes de l'existence. Le pain quotidien leur était assuré, car ils ne pouvaient pas plus être expulsés qu'ils n'étaient libres de quitter la terre.

Tels furent les principaux éléments dont se composa la classe des colons. Dira-t-on, avec quelques érudits, que la fiscalité romaine créa le colonat, que l'inscription au cens détermina l'époque où il fit son apparition. Avec sa science habituelle, M. Fustel de Coulanges discute cette théorie que les faits sociaux démentent. « L'inscription au cens n'a pas fait les colons, conclut-il, mais elle a été le premier titre certain qui ait marqué leur condition; et elle a été aussi le premier point de contact que les colons aient eu avec le gouvernement impérial (1). »

Après la recherche des origines du colonat, se place naturellement celle de sa constitution. Quels rapports unissaient le colon au propriétaire? C'est ce que nous devons maintenant étudier.

(1) « Le gouvernement impérial eut toujours pour règle d'établir un rapport exact entre le chiffre de la contribution et le produit de la terre. Il voulait que l'impôt fût proportionné non pas à l'étendue des terres, mais à ce qu'elles donnaient réellement de fruits. » Devant la difficulté de taxer les grands domaines, on évaluait les revenus d'après le nombre de cultivateurs. Fustel de Coulanges, p. 78, 79 et 80.

III

Avant tout, et c'est le premier trait qui frappe dans l'étude du colonat, l'action lente de la coutume a déterminé ces rapports. Aucune loi organique ne les a réglés. Quarante-trois constitution impériales ont parlé du colonat ; « il n'en est presque pas une qui ait le caractère d'une loi générale. Ce sont des lois de circonstance, ou plutôt de simples articles sur des cas spéciaux et à propos de certains colons. »

Un mot résume la situation du colon : libre de sa personne, il est esclave de la terre. Le propriétaire ne peut l'en séparer. Il n'a pas le droit de vendre le colon sans la terre, la terre sans le colon. Il n'a pas le droit non plus de le remplacer par des esclaves. Il n'a pas le droit enfin de priver le fils de l'héritage du père. Cette hérédité est forcée. « Le colon tient la terre, et il tient à la terre. »

Pénétrons plus avant dans la vie d'un colon, examinons quel est son mode d'existence, quelles obligations il avait contractées à l'égard du propriétaire.

Le colon est libre pendant vingt-neuf ans ; si au bout de cette période de temps, il n'a pas abandonné sa tenure, la prescription le saisit. Il appartient désormais à la terre, et s'il s'enfuit, poussé par le goût des aventures ou désireux de chercher une carrière publique, il y sera réintégré *manu militari*. Le colon travaillait-il toujours isolément, la même tenure lui était-elle assurée ? Les documents ne permettent pas de l'affirmer. Les lois même qui autorisent la poursuite du colon fugitif, disent qu'il sera rendu au domaine du maître, non à son champ. D'un autre côté, une loi de 365 qui concerne la terre qu'un colon peut posséder en propre, rappelle que quant à celle qu'il cultive en tant que colon, il ne peut en aucune façon l'aliéner. Cela implique une tenure ; y travaillant depuis longtemps, le colon avait fini sans doute par la considérer comme sienne. Une loi de Justinien confirme encore cette impression que fait éprouver la lecture de nombreux documents. D'après la description qu'elle trace du colon, il apparaît comme un véritable tenancier.

« Naturellement les conditions des colons variaient suivant les provinces, suivant la nature du sol, suivant les habitudes locales, suivant la race des colons, et suivant la manière dont les premiers colons étaient entrés sur chaque terre. » D'après une inscription trouvée en Tunisie et relative aux paysans d'un domaine de l'empereur, appelé *saltus Burunitanus*, les colons devaient « six journées par an, dont deux

de labour, deux de sarclage ou hersage, et deux de moisson », chaque fois avec leurs bœufs ou leurs chevaux. Ils étaient tenus ensuite à des redevances en nature dont aucun règlement n'indique avec précision la quotité. Un document sur *les usages agraires*, écrit en grec au VIII^e siècle, indique comme une bonne coutume du colonat le prélèvement du dixième par le propriétaire, « celui qui prend une part plus forte est maudit de Dieu. » D'après la rédaction de la phrase, cela semble plutôt l'expression d'un vœu que l'indication d'un fait.

Le travail dû par le colon était fait sur les terres du propriétaire dont le domaine était divisé en deux lots : l'un distribué aux colons, l'autre constituant ce que nous appelons sa réserve. Elle était ainsi cultivée sans frais par les premiers, et aux produits de cette réserve, s'ajoutaient pour le propriétaire les redevances des tenures de l'autre lot. Une des bases fondamentales de la constitution du colonat, c'était la fixité des redevances. Ni leur nature, ni leur qualité ne pouvaient être modifiées. « Le jour où certains propriétaires trouvèrent plus commode de percevoir une redevance en argent qu'une redevance en nature, le législateur s'opposa à cette innovation. » De même quand le propriétaire voulut les accroître même en nature : « tout colon, dit une loi de Constantin, dont le propriétaire exigera plus que ce qui lui est accoutumé, plus qu'il n'a été exigé dans les temps antérieurs, se présentera devant le juge le plus proche, et ce juge devra non seulement défendre au maître d'augmenter à l'avenir les redevances coutumières, mais encore faire restituer au colon tout ce qui aura été exigé de lui indûment (1). »

Le colon avait la faculté de posséder des biens à lui, et le régime successoral de ces biens propres était le même que celui des biens de l'homme libre. En cas de succession vacante, elle passait au propriétaire plutôt que de passer à l'Etat.

Les faits que nous venons de résumer l'établissent d'une manière irréfutable. Le colonat constituait un grand progrès sur la culture servile. Les colons étaient intéressés à bien cultiver, puisque récoltant les fruits de la terre, ils savaient de plus la possession de leur tenure garantie à leurs enfants. L'esclave au contraire travaillait pour ne pas encourir les châtimens du maître. Aucun intérêt ne l'attachait à une terre sur laquelle il n'espérait jamais obtenir aucun droit.

IV

La preuve de la nécessité du colonat, c'est sa longue durée. Sur-

(1) Code Justinien.

vivant à l'empire romain qui avait été témoin de son apparition, il se maintint jusqu'au VIII^e siècle. Il achemina ainsi peu à peu les classes rurales vers la propriété féodale. L'Eglise le reçut de l'Empire sans le répudier, et, sur ses terres comme sur celles des grands propriétaires romains vécurent des colons au mode d'existence desquels aucune modification importante n'avait été apportée. Son influence bienfaisante se fit seulement sentir en faveur des colons, comme elle s'exercera dans tout le cours du moyen âge en faveur des classes populaires. Une lettre du pape Grégoire le Grand notamment condamne les abus que les colons souffraient de la part des fermiers, car certaines propriétés de l'Eglise étaient exploitées à la fois par des fermiers et des colons, et beaucoup de ceux-ci dépendaient non du propriétaire principal, mais du fermier auquel dans certains cas ils payaient une redevance en argent. « Le fermier obligeait parfois le colon à lui payer sa rente avant d'avoir vendu sa récolte; c'était le contraindre à emprunter, et l'on peut croire que le fermier était le prêteur. Ou bien, n'osant pas changer la quotité de la redevance, le fermier augmentait la contenance du boisseau. De 16 ou 18 setiers, qui était le chiffre légal, il le portait arbitrairement à 20 et même à 25 setiers. »

La constitution du colonat donc avait conservé sa physionomie essentielle. Sous l'Empire romain, les redevances étaient fixes, il en fut de même après sa chute. D'un jugement transcrit par le *Polyptique d'Irminon*, il résulte clairement que le propriétaire n'avait pas le droit de les augmenter. Le *Polyptique de Saint-Germain* nous montre des colons payant exactement au temps de Charlemagne la même redevance qu'ils avaient payée vers l'an 550; ils continuaient à jouir des mêmes avantages.

Quelles étaient alors les obligations des colons? Le code bavaïois nous l'apprend d'une manière précise pour les terres ecclésiastiques, et leur exploitation ne différait guère de celle des autres propriétés. Le colon doit la dixième partie de la récolte. « Il laboure de plus sur la terre du propriétaire l'étendue d'une ansange, c'est-à-dire une bande de 40 pieds en largeur et de 400 en longueur. » Outre d'autres travaux agricoles, il est tenu de faire les charrois, mais pas plus loin que 50 lieues, et répare la maison du propriétaire. L'étendue d'une tenure de colon n'était pas la même partout; elle variait de 2 bonniers, c'est-à-dire de plus de 2 hectares, jusqu'à 30. « Une manse colonaire se compose, autant que possible, de plusieurs sortes de terres. Elle comprend des champs, un petit pré, une petite vigne ou une houblonnière. Il semble que le propriétaire primitif qui a distribué les manses ait visé à ce que chaque famille de colon pût se suffire à elle-même. » L'idée du domaine morcelé n'était pas

venue aux propriétaires du temps. Chaque famille devait former sur une terre agglomérée un groupe homogène.

Alors comme sous l'Empire romain, la grande propriété l'emportait sur la petite, mais dans l'intérieur de chaque domaine, l'usage des tenures colonaires, jointe aussi aux tenures serviles, assurait la prédominance de la petite culture.

V

Nous avons esquissé la constitution du colonat. Il a été pratiqué sous l'Empire romain, dans les premiers temps de la France chrétienne, et cependant que d'enseignements ressortent pour nous de ces faits lointains.

Fermiers incapables de payer, propriétaires ne sachant comment arracher quelque somme à des débiteurs réfractaires, aussi impuissants à les garder qu'à les renvoyer, tels les auteurs latins nous dépeignent le fermage. Cependant la nature avait doué l'Italie d'une merveilleuse fertilité, les Romains avaient su tirer de cette terre féconde tout ce qu'elle pouvait donner, c'étaient les premiers agriculteurs du monde, et le dédain de Tacite, et de beaucoup d'auteurs pour l'agriculture grossière des barbares se comprend aisément. Aucune concurrence étrangère n'entravait la vente de leurs produits qui étaient toujours sûrs d'être placés à Rome et dans les autres centres de l'Italie.

Dix-huit siècles se sont écoulés depuis que l'Empire romain a atteint l'apogée de sa grandeur. La face du monde a été renouvelée et par l'invasion des barbares, et par la prédication du christianisme, et par les découvertes de la science. Notre constitution sociale ne repose plus sur les mêmes bases que celle de l'Empire romain. Néanmoins en relisant les *Lettres* de Pline le Jeune sur la crise du fermage, nous croyons entendre un de nos contemporains (1). Notre agriculture souffre les mêmes maux que l'agriculture romaine. Nos fermiers éprouvent les mêmes difficultés à s'acquitter et la nécessité de modifier le mode d'exploitation du sol, de les transformer en colons partiaires, s'impose de nos jours comme du temps de Trajan. « Si j'avais conservé des fermiers, nous disait récemment un grand propriétaire d'un département du Centre, je ne toucherais rien, tandis qu'avec des métayers une partie de la récolte me revient au moins. » Un de nos confrères, dont le nom nous est cher à plus d'un

(1) Dans une des lettres où il se lamente sur le retard de ses fermiers, Pline ajoute qu'heureusement il a quelque argent qui roule dans le commerce. « Il a de plus une ressource prête dans la bourse de sa belle-mère où il prend aussi librement que dans la sienne. » — *Lettres*, III, 19, p. 563.

titre, M. le colonel marquis de La-Tour-du-Pin, constatait cette année à l'assemblée générale de l'OEuvre des Cercles, au nom de son expérience de propriétaire, que le fermage ne pouvait plus vivre dans l'Aisne, le sol étant incapable de supporter une double rente. Certes nous nous gardons bien d'émettre un jugement absolu sur le fermage. Mais en relevant, à dix-huit siècles de distance, à deux époques si diverses, des faits analogues, nous nous demandons si ces faits ne tiennent pas à l'institution elle-même, si celle-ci n'en demeure pas responsable.

Ce n'est pas le seul enseignement que nous ayons à recueillir. La grande propriété prédominait à Rome; elle avait adopté le fermage comme principal mode d'exploitation; mais lorsque la crise du fermage l'eût contrainte à recourir au colonat et au partage des fruits avec un métayer, la grande propriété n'en subsista pas moins. Mêmes faits au ^{vii}^e siècle, lorsque le moyen âge commence à établir la constitution sociale qui parviendra à son plein épanouissement quelques siècles plus tard. La grande propriété prédomine, et cependant le fermage a presque totalement disparu. Les grands domaines se divisent en deux parties: sur l'une, vivent des tenanciers auxquels un lien solide avec le sol procure tous les avantages de la propriété; l'autre est réservée au propriétaire qui, également uni à la terre, cultive par lui-même; il y prend l'initiative de toutes les améliorations agricoles.

Le fermage ne peut donc être représenté, suivant une opinion courante, comme l'accompagnement nécessaire de la grande propriété. Il lui enlève même ses avantages sociaux, puisqu'il amène le propriétaire à se désintéresser de l'exploitation. La rente que le fermier lui paie l'attache seule à la terre. Ce n'est plus un patron, c'est un rentier.

VI

D'autres faits relevés au cours de notre étude ne méritent pas moins de fixer l'attention.

Le colonat s'est formé peu à peu; ses débuts sont obscurs, sa marche progressive, jusqu'à ce qu'un jour, il envahisse toute la société. La loi ne l'a pas créé; il a été le produit des circonstances, la nécessité l'a imposé, et le législateur n'est intervenu que pour donner sa consécration à la coutume, préciser certaines règles, proscrire certains abus. L'histoire du colonat apporte donc une nouvelle preuve du rôle considérable et bienfaisant que joue la coutume dans les sociétés humaines. Souple et alerte, elle se plie à toutes les circonstances, court au-devant de tous les besoins, et elle exerce un empire d'autant plus grand qu'il est moins senti; souvent même elle

commande plus impérieusement que la loi écrite. Dans les pays, par exemple, où la coutume prescrit au père de famille ou aux enfants d'assurer la conservation du domaine, ceux qui laisseraient briser le foyer domestique seraient frappés d'une réprobation générale. Dans les pays où règne une loi écrite, la lutte contre elle est bien souvent au contraire considérée comme honorable.

Elle appartient donc tout entière aux sophistes de la fin du siècle dernier, la théorie aveugle qui prétend transformer par décrets *a priori* et rédigés d'après des principes abstraits toute une société. Quel gouvernement semblait plus maître que l'Empire romain de modifier la constitution de tous les peuples qu'il avait vaincus, et cependant, hostile à toute innovation, respectueux des coutumes, l'Empire ne détruisit pas les lois particulières à chaque peuple. Les Romains ont été des maîtres dans l'art difficile de gouverner. Inspirons-nous de leurs exemples; car nous ne savons plus ni manier les hommes ni asseoir notre domination dans les pays que la valeur de nos soldats a conquis.

Une dernière leçon enfin se dégage des faits que nous avons exposés. Le colonat romain n'a pu être décrit qu'après une étude minutieuse des auteurs, des textes juridiques et de la constitution sociale des pays dans lesquels il s'est implanté; et encore bien des faits nous échappent-ils ou demeurent-ils obscurs pour nous. Celui qui aurait jeté sur la société romaine une vue d'ensemble ne l'aurait pas aperçu, l'étude seule des lois ne lui aurait fourni que des données confuses, il ne l'aurait pas retrouvé non plus dans les luttes bruyantes de la vie publique quelque importance que le colonat ait eue. Quelle lumière au contraire nous aurait apportée la monographie d'une famille de colon. Nous l'aurions vivante devant nous, tandis que les documents décolorés qui nous restent ne la font pas agir sous nos yeux.

Seule une méthode rigoureuse d'observation, telle que la monographie de famille, nous permet donc de connaître la complexion intime d'une société, car, nous faisant pénétrer dans l'intérieur du foyer domestique, elle saisit tous les faits aussi bien d'ordre matériel que d'ordre moral, les dissèque, les décompose. La précision de l'analyse est la première condition de la synthèse. Bien fragiles sont les études sociales qui ne prennent pas un tel point de départ; ce sont celles de tous les adversaires des idées traditionnelles, des hommes de nouveauté. La base leur fait défaut, et le vice de la méthode suffit pour rendre leurs conclusions suspectes.

URBAIN GUÉRIN

MÉLANGES ET NOTICES

AUTOUR D'UNE VIEILLE MAISON. — Dans un livre intéressant (1), qu'après une cinquantaine d'autres publie un infatigable érudit de Provence, M. Octave Teissier conte l'histoire d'une humble maison de Marseille plus digne d'attention que beaucoup de somptueux hôtels pour l'observateur social. Elle s'élève dans une des rues étroites du quartier de Saint-Jean, entre le quai du Vieux-Port et l'église Saint-Laurent. Achetée le 25 janvier 1572 par Thomas, Antoine et Raimond Lombardon, elle a été transmise, à travers dix générations, jusqu'au descendant actuel des acquéreurs, M. Eudoxe de Lombardon-Montézan. Des pêcheurs l'ont toujours occupée. Continuant une pieuse tradition, les locataires n'ont jamais cessé d'allumer le samedi, aux pieds d'une statue de la Vierge Marie qui décore la façade; une petite veilleuse; et les habitants d'aujourd'hui n'oublient pas plus que leurs devanciers, en payant le terme, de donner au bailleur l'assurance que la veilleuse protectrice est soigneusement entretenue...

Curieux document de mœurs écrit dans la pierre que l'antique *cazal* de la rue des Trois-Soleils! Et bien suggestif, il nous semble. Deux ou trois traits s'en dégagent, caractéristiques d'un état général de vie où tout n'était pas si mauvais que les contempteurs du passé national l'imaginent, où un peuple progressiste, mais soucieux d'affermir ses progrès mêmes, puiserait plus d'un enseignement utile.

La permanence de la propriété immobilière peut-être critiquée à divers points de vue par les économistes; n'avait-elle pas aussi certains avantages, et plus d'avantages peut-être que d'inconvénients? n'était-elle pas une des assises des patrimoines solides, un élément précieux de l'esprit de suite domestique?... Plus salulaire encore nous apparaît l'ascension régulière des familles. « Lorsqu'une famille », dit Taine dans *la Révolution*, « s'était maintenue par la vertu de la discipline intérieure droite et respectée dans le même lieu pendant un siècle, elle montait aisément d'un degré, pouvait introduire quelqu'un des siens dans la classe supérieure, passer des métiers aux petits offices, des petits offices aux grands et aux dignités parlementaires, des 4000 charges qui anoblissaient à la noblesse légale. » Les Lombardon du xvi^e siècle sont patrons-pêcheurs, prud'hommes; vers la fin du xvii^e, ils se livrent au négoce; les héritiers s'élèvent peu à peu dans la hiérarchie sociale; voici un notaire, puis un trésorier de France, puis des magistrats, et la noblesse de fonctions s'accroît de la transmission par alliance des titres d'une autre souche. Ne trouverons-nous pas quelque organisme qui fasse, pour nos familles d'à présent, que la construction de fortune ou d'honneur bâtie par une génération ne soit pas démolie ou minée par la génération suivante?

(1) *La maison d'un bourgeois au xviii^e siècle*. Paris, Hachette, 1886.

Entre les possesseurs de la vieille demeure et les travailleurs manuels à qui ils la donnent à bail, la stabilité des professions et le goût réciproque des engagements fidèles ont maintenu aussi une relation de durée remarquable. Les habitants actuels sont là, eux-mêmes ou leurs auteurs, depuis plus de quatre-vingts ans. Comment ne pas être frappés du contraste avec la mobilité malsaine, le nomadisme étrange qui emportent nos pauvres plébéiens déracinés, et les promène de la naissance à la mort, détachés de tout, à travers vingt réduits misérables? Où sera dans ce déménagement perpétuel, pour le père, pour la mère, pour les enfants, le foyer auquel le cœur s'attache? Qu'est pour ces hôtes d'un jour le maître du toit banal ou odieux sous lequel ils passent indifférents ou haissants, sinon un étranger, entrevu avec antagonisme aux échéances de la dette? Et dites si vous apercevez entre ces deux éléments sociaux aucun lien analogue à celui que décèle dans le vieux logis marseillais la touchante piété commune de la séculaire petite veilleuse...

Eugène ROSTAND.

LE SOCIALISME D'ÉTAT DANS L'ADMINISTRATION DE L'ARMÉE. — L'intervention de l'Etat dans tous les détails de la vie privée s'étend de plus en plus, sans que ce *socialisme gouvernemental* produise de bons résultats moraux et économiques. En voici un exemple qui concerne l'armée. Naguère dans tous les corps de troupe chaque homme possédait un fonds spécial d'argent, alimenté par une rétribution journalière de onze centimes et destiné à l'entretien de ses effets de linge et chaussure. Le compte, recettes et dépenses, en était tenu exactement sur son livret et, chaque trimestre, le *décompte* ou excédent de recettes lui était payé intégralement. Le capitaine veillait à ce que l'homme fût toujours bien tenu et à ce que sa masse ne fût pas en débet : celui-ci veillait à bien soigner ses effets pour toucher du *décompte*.

Le 1^{er} juillet 1885, l'Etat supprimait la masse individuelle, encaissait à son profit tous les excédents de masse, bien qu'ils fussent la propriété du soldat et décrétait que dorénavant il n'y aurait plus, dans chaque régiment, qu'une gestion unique des anciennes masses, alimentées comme précédemment par une allocation de 0 fr. 11 par homme, le *décompte* étant supprimé. L'Etat encaissa, de ce fait, des sommes considérables, dont l'acquisition paraît avoir été le but principal de ce nouveau mode d'administration *en grand* de la masse individuelle. Jusqu'ici cette innovation paraît ne donner que des résultats médiocres. En effet, dans la pratique, la gestion est faite par le capitaine, pour chaque compagnie. Tout commandant de compagnie tient à produire un boni, un excédent de recettes, de manière à être noté par son colonel comme un bon administrateur. Le soldat, de son côté, n'ayant plus aucun motif d'émulation, néglige déjà l'entretien de ses effets. Beaucoup arriveront ainsi à être vêtus d'une manière sordide. En somme, deux résultats s'accusent : 1^o Encaissement par l'Etat d'une somme considérable au détriment des soldats; 2^o suppression de l'initiative individuelle et mauvais entretien des effets. On ne pouvait pas attendre mieux d'une pareille mesure.

CHRONIQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL

La manifestation de Bruxelles. — Le congrès pour l'avancement des sciences. — Les logements ouvriers aux Etats-Unis. — Le rendement agricole. — Le congrès coopératif de Lyon. — Grève de Vierzon. — La criminalité en Italie.

La manifestation de Bruxelles. — Le 15 août s'est passé pacifiquement à Bruxelles. On peut se remettre d'une alarme si chaude : mais ne doit-on rien en déduire ? Il y a quelques mois à peine qu'une explosion de sauvagerie bestiale incendiait et ensanglantait quelques centres industriels de Belgique. Ce n'est qu'une répression violente qui a pu y mettre un terme, trop longtemps attendu. Or, c'est dans ces jours de vandalisme qu'a été décidée la manifestation du 15 août, ce sont les mêmes hommes, les mêmes passions, les mêmes appétits, qui ont allumé les incendies et décrété la démonstration de Bruxelles. Par contre, autant la démente a été grande d'un côté, autant on a été ordonné et calme de l'autre. D'où l'on peut conclure qu'il y a une organisation d'une certaine puissance dans le parti révolutionnaire belge ; certes il ne faut pas lui attribuer absolument tout le mérite de cet ordre et de ce calme : les baïonnettes accumulées au dedans et au dehors de Bruxelles y sont bien pour quelque chose, mais elles ne pouvaient pas à elles seules fournir le résultat constaté dimanche. L'organisation du parti révolutionnaire reste donc une chose démontrée.

Ce n'est pas pour jeter une note d'alarme que nous insistons sur le fait, mais simplement pour indiquer la nécessité de s'organiser dans le camp adverse de la société, si on veut tenir tête aux attaques prochaines de la révolution. Les désordres sanglants de la Haye ces jours derniers, ceux de Londres en février établissent bien clairement l'existence de forces toutes prêtes à sauter sur la société comme des bêtes fauves. Il ne faut pas trop compter sur les baïonnettes. Il y a mieux à faire, c'est de s'unir étroitement entre gens de bonne volonté de toutes classes, de tous partis, de tout drapeau. Les institutions sociales sont l'instrument tout trouvé de ces unions. Qu'on y recoure donc, en mettant résolument de côté les questions politiques absolument secondaires.

Le congrès de Nancy. Les logements ouvriers aux Etats-Unis. — Un rapport plein d'intérêt pour les lecteurs de *la Réforme*, a été présenté au congrès de Nancy par notre confrère M. Raffalovich. Il s'agit des logements ouvriers aux Etats-Unis. A New-York, ville où le problème semble plus épineux qu'ailleurs par suite des barrières infranchissables qu'opposent à l'expansion naturelle la mer et le bras de l'Hudson, deux sociétés anonymes ont résolu la question du logement salubre, à bon marché et confor-

table à un degré inconnu dans les maisons les plus chères de Paris, tout en retirant 6 0/0 de leurs capitaux. A Philadelphie des résultats non moins importants ont été obtenus. Cette ville possède 170,000 maisons pour une population de 900,000 âmes, c'est-à-dire que chaque famille à peu près habite sa propre maison. Sur 185,000 ouvriers, 40 à 50,000 sont propriétaires d'une petite maison en briques rouges à deux étages et d'un jardin : maison et jardin ont coûté de 5 à 6,000 francs. Cet admirable résultat a été obtenu par l'association des petits capitaux, sans aucune intervention de l'Etat ou de la commune, sans subventions d'aucune sorte. Il existe 500 à 600 associations de construction à Philadelphie. En 1876, elles avaient un capital de 125 millions de francs. Elles attirent l'épargne et, en même temps un système fort ingénieux d'adjudication des capitaux disponibles entre les actionnaires assure à l'association un intérêt fort élevé. L'emprunteur se libère par versements mensuels et, comme il participe aux bénéfices, il se libère plus rapidement que s'il se bornait à verser l'intérêt et la part représentant l'amortissement. En dix ans, l'ouvrier éteint la dette qu'il a contractée pour acheter sa maison. Le déposant pur et simple touche de 7 à 8 0/0. Les associations sont garanties par une hypothèque sur le terrain et la maison : elles sont administrées de la manière la plus économique. Ce système d'épargnes et d'avances fonctionne depuis 1840 à Philadelphie, la ville du monde où le réseau de communications par tramways et chemins de fer de rues est le plus développé. On l'a introduit en 1877 dans le Massachussets où il existe aujourd'hui plus de 35 banques coopératives de construction. En 1884, elles avaient un fond accumulé de 12 millions de francs, réparti entre 68,000 actions et 10,000 actionnaires dont 2,000 avaient contracté des emprunts remboursables par douzièmes de mois en mois. Il est dû sur chaque action 5 francs par mois plus l'intérêt à raison de 6 0/0 l'an et une prime variable payée par l'emprunteur. « Lorsqu'on examine ce système de près, on ne peut s'empêcher de trouver qu'il vaut mieux que celui qui consiste à embarrasser le trésor public du souci des caisses d'épargne et à grossir la dette flottante. Ce qui s'est passé à Philadelphie et à Boston est de nature à encourager les gens qui ont confiance dans le libre développement de l'initiative individuelle, de l'esprit d'ordre et d'économie. »

Rendement agricole. — La question des droits sur les céréales a été aussi longuement traitée au congrès. M. Grandeau, un des membres de notre société d'économie sociale a continué à opposer aux droits le progrès agricole. Il a cité des faits : notamment celui d'un cultivateur des Charentes qui fait rendre de 33 à 42 hectolitres à l'hectare dans un pays dont la terre produit, d'ordinaire, 13 à 14 hectolitres. En 1874, M. Boutelleau qui possède 43 hectares a retiré un bénéfice net de 143 francs à l'hectare ; de 237 francs en 1885, alors qu'il avait supprimé ses vignes, de 360 fr. en 1884. La terre de M. Boutelleau a été expertisée en 1884 et évaluée à 160.000 fr. ; il est arrivé à faire rapporter 14 0/0 à son capital et la protection agricole n'est pas un facteur de sa prospérité. M. Grandeau a insisté sur la nécessité de propager l'instruction agricole, d'amener une association entre le capital du propriétaire et le travail du fermier, de transformer

une industrie malheureusement routinière et arriérée. On peut gagner de l'argent, beaucoup d'argent même en faisant du blé, à condition de cultiver d'une manière rationnelle. Les prix peuvent être très bas, ce dont le consommateur profitera et le propriétaire néanmoins touchera de beaux bénéfices.

Congrès des sociétés coopératives de consommation. — L'année dernière, un premier Congrès des sociétés coopératives de consommation a été réuni, grâce à l'infatigable dévouement de M. de Boyve, de Nîmes. Tout était à faire; les éléments mêmes d'un Congrès étaient inconnus pour la plupart; aucune statistique complète n'aurait pu fournir ni le nom, ni le siège des sociétés à l'exception d'une cinquantaine d'entre elles mentionnées par notre ami Brelay dans sa conférence de la Sorbonne. En variant un peu l'adage latin, on peut dire qu'un amour sans bornes du bien triomphe de tout : M. de Boyve en effet, a triomphé. Le Congrès de Paris a réuni plus de 80 sociétés, et créé un organisme très incomplet, il est vrai, mais qui a néanmoins fonctionné pendant un an et donné des résultats très appréciables. Le compte rendu de ce Congrès est un document fort instructif comme étude des idées dominantes des sociétés coopératives et comme point de départ d'un mouvement social qui doit prendre une très grande importance.

Un deuxième Congrès de même nature va se tenir le mois prochain à Lyon, les 19, 20, 21 et 22 septembre. Son organisation n'aura pas coûté les mêmes efforts, car, cette fois-ci, la matière est mieux connue : la statistique a fait son chemin, les sociétés, sinon toutes, du moins 600 d'entre elles sont connues, puis une expérience d'une année a été faite du but à poursuivre et des moyens à y employer. Dans ces nouvelles conditions, le Congrès réunira un plus grand nombre de sociétés et apportera des fruits plus nombreux que le premier et plus substantiels. Il aura des données expérimentales pour réformer, perfectionner et compléter son outillage. Il sait, par exemple, que, du côté matériel, c'est la question des transports par petites quantités qui est le plus sérieux obstacle au bon marché et que, du côté intellectuel, l'accueil des sociétés est dans l'indifférence, la routine, la défiance et l'ignorance. Sur le premier point, il s'appliquera à faire des groupements régionaux qui réuniront leurs commandes et des magasins de gros. Sur le second, il cherchera les moyens pratiques de tenir les bonnes volontés en éveil, de propager l'idée coopérative, d'en montrer les côtés supérieurs, bien différents de la simple question d'achats, les côtés moraux et sociaux et de créer l'éducation coopérative par la parole, la plume et la presse.

Ce programme est vaste : aussi ce n'est pas un Congrès ni une année qui y suffiront. C'est une œuvre de longue haleine que les promoteurs ont entreprise. Ils y réussiront parce qu'ils sont convaincus, parce qu'ils n'ont qu'à suivre les exemples de l'Angleterre et à s'inspirer de ses leçons, parce qu'enfin les classes élevées de la France ne peuvent moins faire que de leur apporter leur concours empressé. Cet œuvre est, en effet, digne des plus généreux et des plus patriotiques efforts. A toutes les divisions qui

nous épuisent, elle oppose l'union qui fait la force. A l'envahissement de la fraude et du vol dont la concurrence effrénée fait en quelque sorte une loi au petit commerce tous les jours plus nombreux, elle oppose la bonne foi commerciale. A la lèpre mortelle du crédit et de la dette, elle substitue le comptant et l'épargne. Voilà des résultats indéniables et certainement assez importants déjà.

Mais il est un autre point qui n'est pas encore bien connu, et que l'expérience nous a fait toucher du doigt. Point essentiel à notre épargne ! LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CONSOMMATION EST LE SEUL MOYEN DE RÉDUIRE LE NOMBRE ET LE RÔLE DES MARCHANDS DE VINS. Inutile assurément de démontrer l'intérêt moral, économique et politique d'un semblable effet. Qui peut ignorer l'influence désastreuse des marchands de vins sur la santé, la fortune, l'ordre, le travail et la vie de famille des ouvriers ? D'autre part, à quelque opinion qu'on appartienne, on ne peut davantage nier que, directement ou indirectement ils vicient et corrompent l'instrument capital de notre organisme politique, le suffrage universel... Tout le monde est d'accord sur ce point, et sur la difficulté de diminuer leur nombre, de les régler et de supprimer leurs dangereux effets. Il est évident que la loi est impuissante, quel Parlement du reste oserait prendre l'initiative d'une semblable loi ! Il n'y a que la coopération qui fera ce que la loi ne peut faire.

Les sociétés de consommation, en effet, vendent énormément de vins, c'est la base de leurs opérations : il en est à Paris qui débitent plus de 2,000 litres par jour. Or, tout ce qu'elles vendent est pris sur la vente des marchands de vins et de liqueurs ; c'est autant de diminution dans le commerce de ces derniers, et cette diminution s'accroissant sans cesse par le développement de la coopération, ces commerçants ou, du moins, bon nombre d'entre eux, finiront par fermer boutique. Et après ! dira-t-on peut-être. Il n'y a là qu'un déplacement de clientèle et de commerce : le cabaret sera remplacé par la société ; c'est un simple fait économique. Eh bien, toute la réforme est dans ce fait économique. Car, entre le débitant de vins et la société il y a cette différence capitale que la société NE VEND PAS SUR LE COMPTOIR ET QU'ELLE NE VEND QU'À EMPORTER. Au lieu de l'ouvrier qui va dans un débit boire *sur le zinc*, seul ou avec des amis, la ou les *tournées* successives, dans une atmosphère âcre et irritante de fumée, d'alcool, de politique, de tourniquet, de cartes, de dés et de billards, l'ouvrier coopérateur ne fait à la société qu'acheter son vin, et le rapporter chez lui pour le boire à ses repas, avec sa femme et ses enfants, dans le calme bienfaisant de la famille. La coopération est donc la ruine des cabarets et le plus sûr agent de tempérance. Il y a quinze jours, à Limoges, devant une nombreuse réunion ouvrière, nous avons proclamé cette vérité et des applaudissements énergiques l'ont confirmée et salué les résultats qu'elle promet. La bourgeoisie ne lui fera-t-elle pas le même accueil ? Laissera-t-elle échapper une occasion précieuse de concourir à d'importantes réformes sociales ?

Pour bien indiquer la voie où elle veut pousser la coopération, la Fédération des sociétés coopératives de France, s'inspirant des pratiques anglaises, a donné la présidence d'honneur du Congrès à un homme de bien,

savant économiste, et de plus étranger à la politique. C'était le comte Morley qui présidait à Plymouth, ce sera M. Ch. Gide, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Montpellier, qui présidera la séance d'ouverture à Lyon. Cette décision de la Fédération a des significations nombreuses : elle signifie alliance des classes, substitution de la science aux procédés empiriques, exclusion de la politique, appel à toutes les opinions, à toutes les bonnes volontés, à tous les hommes généreux sincèrement dévoués aux intérêts coopératifs. Aussi les invitations au Congrès seront-elles nombreuses : toutes les Sociétés de consommation ou de production, ouvrières, bourgeoises, ou composées de bourgeois et d'ouvriers, de patrons et de travailleurs, tous les syndicats agricoles, la Société d'économie politique de Lyon et tous les hommes connus pour s'occuper avec sincérité des questions sociales seront convoqués.

L'intervention des syndicats agricoles est, à nos yeux une innovation qui peut avoir les plus heureux résultats pour l'agriculture. Ces syndicats et les coopératives de consommation constituent les deux termes du problème : production et consommation. Ils peuvent être réunis directement sans aucun intermédiaire, sans aucun prélèvement sur les prix de vente. Par cette union, le cultivateur recevra toute la valeur de ses produits et le consommateur ne payera que cette valeur. C'est le but des deux parties.

Grève de Vierzon. — Après la triste grève de Decazeville, voici celle de Vierzon.

Le début de la grève a été une demande d'augmentation de salaires et de diminution de travail, faite le mois dernier par les forgerons de la société française de matériel agricole, suivie naturellement du refus des patrons. Le moment était, en effet, singulièrement choisi pour demander de l'augmentation. Mais quand ils sont dans la main des meneurs, les ouvriers ne raisonnent pas. Cependant, au bout de quelque temps, ils demandèrent à rentrer. Soit, répondit la Compagnie, mais je ne puis à cette heure reprendre tout le monde, car je n'ai pas d'ouvrage pour tous. Afin de ne renvoyer personne, j'avais consenti à des pertes, mais aujourd'hui que vous avez, les premiers, rompu le pacte, aujourd'hui que j'ai le choix, j'en profite et vous ne devez vous en prendre qu'à vous. Sur 260 ouvriers, la Compagnie n'en reprit que 110. Comment le choix fut-il fait : c'est ce dont la Compagnie ne doit compte qu'à elle-même, mais on l'accusa de n'avoir été guidée que par sa haine contre la Chambre syndicale ouvrière. Les 150 congédiés réclamèrent une réduction des heures de travail pour pouvoir employer tout le monde. La Compagnie refusa encore : elle ne pouvait, sans de grandes pertes, allumer ses feux pour 6 heures.

C'est alors qu'interviennent les élus du suffrage universel ; mais leur amour du peuple ne les pousse pas sur le terrain de la conciliation, leur seule pensée est d'attiser le feu et d'arriver à perpétuer le conflit. En voilà pour quelque temps : on parle de l'entrée en grève des ouvriers de Méhun et de Foëcy ; une caisse de la grève a été créée. Les cotisations y viendront, sinon des ateliers, du moins des conseils municipaux, (c'est déjà commencé), peut-être même généraux, et en voilà peut-être pour 40 ou 50 jours d'exci-

tations, de souffrances et de ruines. Il semble qu'on puisse, tout au moins, espérer que cette grève ne sera pas ensanglantée par quelque nouveau forfait, un solide contingent de troupes étant sur place dès le début, que personne, cette fois-ci, n'empêchera, s'il le fallait, de faire leur devoir.

Nous n'avons pas la prétention de dicter sa conduite à la *Société de matériel agricole*. Mais il est deux points sur lesquels nous croyons pouvoir lui soumettre un avis : transformez, lui dirons-nous, votre économat en société coopérative, avec la plus large immixtion des ouvriers dans sa gestion, voyez ce qu'a fait Anzin ; avant la grève, la coopérative de cette Compagnie n'admettait que les ingénieurs dans son conseil ; après la grève, elle a ouvert les portes du conseil aux ouvriers et y a réservé cinq places sur onze pour eux. Elle ira plus loin, croyons-nous, un peu plus tard. Les petits marchands perdront toute leur influence néfaste, quand la coopérative aura perdu son caractère exclusivement patronal.

D'autre part, dirons-nous encore à la Société de matériel agricole, voyez bien tout de suite la totalité des sacrifices que vous pouvez faire ; rendez-vous un compte absolument exact de la limite des concessions où vous pouvez aller et offrez de suite aux ouvriers le maximum possible d'avantages, puis si on refuse, demeurez immuable dans vos résolutions. Ne renouvelez pas le triste exemple de Decazeville, où on a refusé pendant 50 jours ce qu'on a cédé le 51^e. De deux choses l'une, ou la concession faite à Decazeville était possible, ou elle ne l'était pas ; si elle était possible, elle devait être faite de suite, si elle était impossible, il fallait la refuser jusqu'au bout. En faisant ce qu'on a fait on a justifié et légitimé la grève ; on a montré qu'il ne faut pas s'en rapporter aux patrons, qu'ils n'ont jamais dit leur dernier mot et qu'on ne peut rien avoir d'eux que par la force. N'imitiez pas cet exemple.

La criminalité en Italie.— La commission de statistique judiciaire de l'Italie, dans sa session de février 1884, avait exprimé le désir que, par les soins de la direction de statistique du royaume, il fût fait une étude sur les conditions de la criminalité en remontant en arrière tant qu'on trouverait des éléments de comparaison certains. Ce travail a été achevé pour la session de novembre de la commission et vient de nous arriver. Qu'il nous soit permis d'exprimer ici toute notre reconnaissance à M. Bodio, le savant directeur du Bureau royal de la statistique italienne, qui a bien voulu nous envoyer régulièrement tous les travaux que son service fait paraître. On ne saurait trop admirer cette royale munificence, et l'on se demande si nos publications statistiques officielles sont répandues à l'étranger avec la même générosité ?

Avant d'entrer dans l'analyse du mouvement de la criminalité en Italie, disons de suite que la statistique criminelle embrasse une période de 12 ans, de 1873 à 1884 inclusivement, que la commission de statistique en a voté l'impression, et a déclaré « que les éléments qu'elle renferme sont suffisants pour déterminer quelle est la tendance de la criminalité dans les six dernières années et que dans son ensemble, et spécialement en ce qui concerne les crimes portant la plus grande atteinte à la sécurité publique,

ELLE CONCLUT A UNE DIMINUTION. » Ce résultat général doit être rapproché de celui fourni par l'analyse sommaire de la criminalité française, depuis 1873, que nous avons tracé dans notre dernière chronique.

La statistique italienne commence par le tableau de tous les faits criminels dénoncés au ministère public de 1873 à 1884, à l'exclusion de ceux reconnus n'avoir aucune importance.

1875	248,000	1880	290,000
1876	238,000	1881	265,000
1877	255,000	1882	263,000
1878	274,000	1883	260,000
1879	273,000	1884	253,000

Ce premier tableau montre l'existence de deux périodes ayant leur point culminant dans la même année, en 1880, et dont la seconde se termine en 1884 par un chiffre sensiblement égal à celui qui forme le point de départ de la première, en 1873.

Dans tous les autres tableaux qui suivent, l'année 1880 a été uniformément celle des maxima criminels ou délictueux envisagés sous leurs différents aspects. La statistique est malheureusement nulle sur les diverses raisons qui pourraient expliquer ce caractère tristement spécial de l'année 1880.

Le second tableau donne la proportion, par 10,000 habitants, des condamnations prononcées par les différents organes de la justice civile.

ACCUSÉS OU CONDAMNÉS SUR 10,000 HAB.			ACCUSÉS OU CONDAMNÉS SUR 10,000 HAB.		
Justices de paix	Tribunaux correctionnels	Cours d'assises	Justices de paix	Tribunaux correctionnels	Cours d'assises
1873 75.41	22.73	2.68	1879 81.49	?	2.50
1874 79.66	23.43	2.75	1880 91.86	?	2.74
1875 77.90	22.27	2.63	1881 81.40	23.28	2.70
1876 65.86	20.14	2.41	1882 82.07	21.41	2.11
1877 73.55	19.21	2.40	1883 80.17	20.00	1.97
1878 66.46	17.27	2.27	1884 86.83	18.79	1.83

Ce tableau est le principal. La statistique italienne donne à son sujet quelques indications qu'il est bon de noter. « L'augmentation, dit-elle, des condamnations prononcées par les juges de paix dans les dernières années, doit être, en grande partie, attribuée aux fautes légères et spécialement aux contraventions; en fait, les condamnés à la prison avec ou sans amende qui sont les auteurs des infractions les plus graves soumises à la juridiction des juges de paix, ont été en diminuant sensiblement en nombre de 1879 à 1883. Dans les condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels du premier degré, il existe une diminution dans les chiffres absolus correspondants aux dernières années de la période. Mais le fait le plus saillant dans le mouvement de la criminalité est celui de la grande diminution du nombre des condamnés des cours d'assises de 1880 à 1884 : pour cette dernière année, le nombre est tombé bien au-dessous de ce qu'il était en 1873, malgré la très grande augmentation de la population du royaume de 1873 à 1883.

Tels sont les résultats généraux de la statistique italienne. A ceux qui voudraient supposer que les magistrats font actuellement un plus large usage de la faculté de correctionnaliser les procès pour crimes, c'est-à-dire de renvoyer devant les tribunaux correctionnels certains accusés qui devraient normalement passer en cours d'assises, nous ferons observer que le nombre des condamnés des tribunaux correctionnels a également diminué. Le total des condamnés des tribunaux correctionnels et des cours d'assises est tombé dans les douze dernières années de 69,023 à 60,543 et la proportion des deux catégories réunies s'est réduite de 25,41 à 20,62 par 10,000 habitants.

La travail que nous venons d'analyser renferme cinq cartes d'Italie teintées par province et par nature de crimes ou délits. La première de ces cartes se rapporte aux crimes ou délits connus. C'est Livourne qui y apparaît en première ligne avec une proportion de 1906 actes coupables par 100,000 habitants; au 2^e et 3^e rang apparaissent les provinces de Rome et de Naples; au dernier rang nous trouvons Pavie, Crémone, Cunéo, Novare avec une proportion de 440 crimes ou délits sur 100,000 habitants. La troisième carte se rapporte aux crimes et délits contre les bonnes mœurs et la famille. C'est Catanzaro, Cosenza, Potenza, c'est-à-dire l'Italie méridionale, qui tiennent la tête, tandis que la partie la moins teintée, celle qui renferme la moins grande proportion de crimes ou délits est à Fiorli, Cunéo, Crémone et Reggio Emilia, dans l'Italie septentrionale. La quatrième carte contient les meurtres. C'est à Girgenti Sicile en méridionale et en Sardaigne qu'ils sont le plus nombreux : 70,79; 46,70; 46,02 par 100,000 habitants. La Lombardie au contraire, apparaît avec la teinte la plus claire et des proportions variant entre 14,48 et 2,23 par 100,000 habitants. La dernière carte est relative aux atteintes à la propriété. C'est Trévise, en Vénétie, qui figure en tête avec un chiffre de 1035 par 100,000 habitants, puis Lassari, Rome, Livourne, Ferrare, Cagliari. Les parties claires de la carte sont assez disséminées, mais sont particulièrement développées dans le nord-ouest de l'Italie, à Crémone, Alexandrie, Sienne, Lucques, Novare et Cunéo.

Un magnifique travail qui rentrerait absolument dans le cadre des études de la société d'économie sociale, consisterait à prendre ces études statistiques en France, en Italie et en d'autres pays, à comparer la répartition de la criminalité sur les différents points des territoires et à trouver le rapport, qui doit exister certainement, entre elles et les diverses conditions physiques, agricoles, industrielles et intellectuelles de ces localités. De là devraient se dégager quelques données essentielles sur la vertu et la faiblesse humaines.

A. FOUGEROUSSE.

BIBLIOGRAPHIE

Fragments d'Economie politique, par le docteur ABEL JOIRE, professeur à la Faculté de médecine de Lille. — 1 vol. in-8°, xv-331 pages, Paris. Alcan. — Ce livre traite de la *Population* et du *Travail* au point de vue chrétien. Le sous-titre de la première étude — appréciation vraie des principes de Malthus — indique assez le genre de recherches de l'auteur. Mais on ne s'attendait pas à le voir réhabiliter Malthus au nom du catholicisme et de l'humanité. — Dans le second fragment, M. Joire insiste, à propos de la concurrence internationale, sur les rapports économiques de l'Angleterre et de la France. Lui qui vit en plein centre industriel, à Lille, n'hésite pas à attribuer les grèves à la jalousie des étrangers ; il se montre résolument protectionniste, et signale comme conséquence prochaine du libre-échange, le monopole de la production accaparé par nos voisins d'Outre-Manche. Tout cela dans une étude sur le *Travail, richesse du peuple* ; au lieu de construire une thèse M. Joire a mieux aimé faire l'analyse d'une situation, ce qui est après tout le meilleur service qu'on puisse rendre à la science économique.

Aperçu économique et financier de l'Amérique latine, par PEDRO S. LAMAS, rédacteur en chef de la *Revue Sud-Américaine*. — Brochure in-8°, 124 pages, Paris, 1885. — L'Amérique latine intéresse particulièrement la France, non seulement à raison de ses affinités de races et de religion, mais à raison des relations commerciales qu'elle entretient avec notre pays et du courant relativement important d'émigrants français qui se dirige vers elle. Nos banquiers, nos commerçants, nos émigrants trouveront dans l'ouvrage de M. Lamas de précieux renseignements. Les statistiques très complètes, très détaillées qu'il renferme leur permettront d'établir des comparaisons instructives entre les seize Etats de l'Amérique latine, dont la superficie, le climat, le peuplement, le développement économique et la situation financière offrent des diversités si grandes. Nous aurons occasion de revenir prochainement sur ce sujet.

Le patriarcat. — Genèse de la famille, par M. l'abbé JOUET. — 2 vol., Dentu, Paris. — Voici, d'après l'auteur de ces volumes, le plan du vaste ouvrage dont ils sont le début : « Nous montrerons l'idée religieuse se personnifiant 1° dans le patriarcat et constituant la famille ; 2° dans le législateur ou le roi-pontife et constituant la cité ; 3° dans la transcendance de l'ordre intellectuel et moral et constituant la Société universelle, l'humanité ; 4° dans le prophète et le sage et développant dans chaque peuple l'esprit de l'idée religieuse qui vivifie, contre la lettre qui tue ; 5° dans Jésus-Christ ou l'homme-Dieu, synthèse des prophètes et des sages et constituant la Société universelle et la fraternité des hommes ; 6° dans l'apôtre et l'évêque, c'est-à-dire dans l'Eglise chrétienne, constituant la hiérarchie et réalisant enfin la société universelle ou catholique ; 7° dans la papauté, constituant en elle le centre moral de l'unité dont le concile du Vatican a posé la première pierre. » Les deux premiers volumes sont consacrés à la famille, c'est-à-dire à la base de toute société. L'auteur montre d'abord que le grand fléau de l'heure présente le laïcisme est, la négation de toute idée religieuse, la prétention de la loi civile de s'émanciper du respect de la loi divine. Il s'attache ensuite à l'étude des divers éléments dont se compose la famille et les faits prouvent avec une pleine évidence quelle force leur prête la religion. Il s'étend longuement sur la famille antique, en s'inspirant de M. Fustel de Coulanges qui a mis en relief l'importance du culte domestique, aussi bien que de l'illustre auteur de la *Réforme sociale*. Un tel ouvrage suppose de vastes lectures ; il donne une description fidèle de la famille dans l'antiquité. Malgré quelques réserves touchant des opinions peut-être hasardées relatives aux premiers âges du monde, les idées sont bonnes. Toutefois nous croyons que l'auteur agirait sagement en entrant moins souvent en polémique avec un auteur dramatique insuffisamment autorisé en matière sociale et dont l'écrit tout de circonstance est déjà oublié.

Le Gérant : C. TREICHE.

L'ASSISTANCE RURALE

ET

LE GROUPEMENT DES COMMUNES

COMMUNICATION FAITE A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE
DANS LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU 20 MAI 1886.

Nous avons souvent échangé dans nos réunions nos doléances sur l'accroissement excessif des villes. Ici même, il y a trois ans, dans une communication que vous avez accueillie avec bienveillance, je vous disais la fâcheuse influence que cette désertion des campagnes exerçait sur le mouvement de la population française (1). Je vous ai montré alors par des chiffres malheureusement trop significatifs que les villes consommaient des vies humaines et que les hommes allaient s'y fondre, comme la cire dans un foyer.

Les causes de ce drainage, qui s'opère au détriment de la population rurale, sont multiples, et je n'ai pas ce soir à les établir toutes devant vous. La seule dont j'aie à m'occuper et que je retiens parce qu'elle se rattache étroitement à mon sujet, c'est la multiplicité des secours mis par les villes à la disposition de la misère.

A Paris, l'assistance publique a un budget princier de plus de 50 millions. Elle possède dans ses établissements hospitaliers 24.000 lits, soit le septième de l'effectif correspondant à la France entière. « Le nombre des administrés traités en 1881 dans ces établissements a été de 150,699 ; celui des individus secourus à domicile de 213.900, soit un total de 334.599 (2). » Si l'on tient compte en outre des miracles de « la charité privée », dont M. Maxime Du Camp s'est fait dans un beau livre l'éloquent historiographe et qui s'ingénie à trouver un remède pour chaque plaie, on peut avoir une idée, non pas exacte, — car la charité a ses pudeurs et ses mystères, — mais approchée, des ressources considérables qui vont à l'indigence et à la maladie.

A Dieu ne plaise qu'il sorte de ma bouche un seul mot irrespectueux pour ce magnifique assaut donné de toutes parts à la mi-

(1) Séance du 21 mai 1883. — *Reforme sociale* 1^{er} juillet 1883. — p. 37-63, t. VI.

(2) *La Charité privée à Paris*, par M. Maxime Du Camp. — p. 4.

sère et que j'aïlle faire chorus avec l'école transformiste dans sa campagne contre la charité.

S'inspirant des idées de Darwin et les appliquant à l'être humain, cette école admet, en effet, comme une nécessité sociale, l'élimination des individus les moins bien doués, et elle y voit un salubre « travail de sélection, par lequel, dit Herbert Spéncer, la société s'épure continuellement elle-même. » — « Si au contraire, continue le penseur anglais, une philanthropie mal éclairée se met en travers de cette loi bienfaisante, elle va rejeter les non-producteurs à la charge des producteurs, dégrader l'espèce et amasser comme à plaisir une réserve de souffrances pour les générations futures, de sorte que l'on peut se demander, (c'est toujours Herbert Spéncer qui parle), si la sotte philanthropie, qui ne pense qu'à adoucir les maux du moment sans voir les maux indirects de l'avenir, ne produit pas au total une plus grande somme de misère que l'extrême égoïsme (1). »

Je suis loin de partager sur ce point les opinions sèches et dures du transformisme ; mais je ne saurais m'empêcher de dire, avec les philanthropes les moins suspects, que la charité est une arme à deux tranchants ; que, mal dirigée, elle sert de prime à l'imprévoyance et provoque la misère, au lieu de la soulager ; que, en particulier, et pour rentrer dans mon sujet, elle peut augmenter très fâcheusement le flot de l'immigration imprudente dans les villes.

La vie est dure au village, surtout par ces temps de crise agricole et de phylloxera. On a peine à y gagner son pain. Là-bas, au contraire, dans ce Paris dont on parle à la veillée comme d'un Eldorado, on touche, dit-on, de gros salaires, et l'on peut, si l'on est servi par la chance, arriver à tout. Paris flamboie devant les imaginations rurales et exerce une véritable fascination sur les cerveaux naïfs, d'ailleurs aux prises avec les difficultés de la vie réelle. On fait donc argent de tout pour se procurer le prix d'un billet en chemin de fer. L'important est de débarquer dans la terre promise ; inutile de se préoccuper du lendemain. En cas d'échec, les secours seront abondants, et la grande ville prendra soin de ses enfants d'hier, tout comme s'ils étaient nés dans l'enceinte de ses murs. On ne risque donc rien à tenter l'aventure et à jouer à la loterie : qui sait si l'on ne va pas gagner le gros lot ? N'est-on pas d'ailleurs assuré contre les mauvaises chances, et ne peut-on pas compter sur l'assistance publique et privée qui est là pour vous tendre la main ?

Vous savez ce que ces illusions entraînent de souffrances. Pour un émigrant qui réussit, combien y en a-t-il qui succombent ? combien,

(1) *Introduction à la science sociale. — Statistique sociale. — L'individu vis-à-vis de l'Etat.*

dès le lendemain de leur arrivée, échoués sur le pavé inhospitalier de la capitale, sont-ils en butte à la faim, et deviennent-ils les clients de toutes ces institutions charitables, qui jalonnent la voie douloureuse dont ils vont descendre une à une toutes les étapes ! Ces institutions ont beau se multiplier ; elles sont toujours au-dessous des besoins qu'elles veulent satisfaire et qu'elles déchainent peut-être. Telle une digue, destinée à contenir les crues d'un fleuve, en exhausse sans cesse le niveau et finit par être submergée ou emportée, non sans aggraver les conséquences de l'inondation pour les vallées voisines.

I

Cet afflux, sans cesse plus actif, a éveillé depuis quelque temps, à plusieurs reprises, les préoccupations et provoqué les doléances de l'Assistance publique et du Conseil général de la Seine. En inaugurant la session de 1884, le président du Conseil général, M. Thorel, faisait observer que « la facilité des communications concentrait dans la grande agglomération parisienne une foule de malheureux, certains d'y trouver des secours qu'ils ne pouvaient espérer dans leur pays d'origine » (1). M. Thorel signalait aux pouvoirs publics « cet état de choses inquiétant pour les finances du département, » et réclamait avec insistance : « soit une modification de la loi sur le domicile de secours, soit une participation de l'État dans les dépenses hospitalières. »

Cette même année, une enquête faite par les soins de l'Assistance publique pendant le mois de janvier démontrait que, dans les établissements hospitaliers de la Ville de Paris, la proportion des pensionnaires nés hors de la capitale variait des 2/3 aux 4/5 (en particulier pour les hospices 78 0/10), tandis qu'elle est de 64 0/10 sur la population totale.

En présence de ces constatations, le Conseil général de la Seine a émis le vœu, dans sa séance du 28 mars 1884, « que l'État contribuât, pour une part à déterminer, dans les dépenses de l'Assistance publique. »

Si ce vœu était suivi d'effet, il soulagerait sans doute les finances départementales ; mais il aggraverait les dangers de la situation actuelle, en consacrant le droit à l'assistance parisienne pour les misérables de province, qui viendraient, par bataillons plus épais encore, s'abattre sur Paris.

(1) La pression plus ou moins occulte des municipalités locales vient s'ajouter à l'attraction directe exercée sur les misères de province par le rayonnement de l'hospitalité parisienne et tend encore à précipiter ce fâcheux mouvement. On sait des maires qui ont payé le transport en chemin de fer à leurs incurables pour les déverser sur la capitale et en décharger ainsi leur commune.

Or, Messieurs, ce n'est pas ici qu'il est besoin d'insister sur les dangers de toute nature que présente un tel déversement au point de vue de l'hygiène physiologique et sociale !

Que faire dès lors contre un tel mal dont les proportions deviennent de jour en jour plus inquiétantes ? Je parlais tout à l'heure d'inondation. Si vous me permettez de continuer la même image, je vous rappellerai que, pour combattre efficacement ce fléau, certains ingénieurs soutiennent qu'il faut s'attaquer aux sources mêmes des fleuves, et retarder, aussi bien par de petits barrages que par la culture, les mille ruisselets qui jaillissent sur les pentes des montagnes et des coteaux. Il en est de même pour la misère. Si on laisse ses gouttelettes naissantes se réunir d'abord en un ruisseau, puis en une rivière, enfin en un grand fleuve qui va déverser dans nos cités ses flots angeux, on donne au problème du secours une ampleur qui le rend pour ainsi dire insoluble.

Combien la tâche est simplifiée, quand la misère est secourue sur place, à l'endroit même où elle a pris naissance ! Dans ce cas, les souffrances à secourir sont atténuées : le pauvre, qui, comme tout homme, est un arbre et souffre de la transplantation, garde ses racines sur la terre natale ; il reste en contact avec sa famille, ses voisins et ses habitudes d'enfance. Le secours est plus éclairé, plus opportun, mieux surveillé, l'abus plus difficile au village où chacun se connaît que dans le tourbillon de la grande ville.

II

Le problème consiste donc à décentraliser les secours en les rapprochant de la commune d'origine ou de domicile.

Il ne s'agit pas dans ma pensée de proclamer le droit aux secours, d'instituer la charité légale. Rien en effet ne saurait être plus dissolvant. L'inscription d'un pareil principe dans nos lois exercerait les plus funestes ravages sur les esprits mal équilibrés. On l'a bien vu avec la taxe des pauvres, la *poor law* anglaise. « Au diable le souci, chantent les mineurs du New-Castle dans un refrain célèbre : au diable le chagrin ! La paroisse n'est-elle pas là ? (1) » A quoi bon en effet épargner pour l'avenir ? Il vaut mieux vivre au jour le jour, sauf à exiger plus tard de la société l'acquittement de sa dette légale. La paroisse n'est-elle pas là ?

Notre législation n'a reconnu qu'un instant ce droit au secours dans la loi du 25 vendémiaire an II ; mais en fait il n'a jamais été appliqué, et il serait très imprudent de le faire revivre aujourd'hui.

(1) « *Hang sorrow ! cast away care ! The parish is bound for ever.* » Refrain cité par M. Ravarin dans son intéressant ouvrage sur *l'Assistance communale en France*, p. 9.

Je laisse aussi de côté les mendiants et les vagabonds, qui demanderaient une étude spéciale, et dont MM. Brants et Raffalovich nous ont récemment entretenus avec tant de compétence et de précision (1).

Je ne parle pas non plus des malades, qui, d'après notre loi du 7 août 1851, doivent être traités à l'hôpital de la commune où ils résident, « la maladie, selon l'ingénieuse expression de M. de Melun, leur conférant le domicile de secours » (2). Mais je m'attache en particulier aux infirmes, aux vieillards, aux incurables, à ceux qu'on peut appeler les déchets, les non-valeurs de la société.

Que ce soit par suite d'inconduite, d'infirmités organiques, de vieillesse ou d'abandon, un certain nombre d'individus sont réduits à l'impuissance absolue de travailler et de pourvoir à leur subsistance. Autrefois la famille se chargeait en général de ces déshérités. Aujourd'hui ses liens se sont détendus et elle ne suffit plus à cette tâche. A moins donc qu'on ne soit décidé à laisser périr ces malheureux d'inanition et de misère, pour ne pas contrarier l'œuvre « salutaire » de la sélection vitale, il faut bien que la collectivité se charge de l'œuvre désertée par la famille et recueille ces épaves des naufrages humains.

C'est cette œuvre qu'il s'agit de décentraliser, au lieu de la laisser se concentrer dans les grandes villes et notamment dans la capitale.

Telle est précisément la conclusion à laquelle vient d'arriver la première section de la commission des prisons, qui, dans l'étude d'un *avant-projet de loi sur le vagabondage et la mendicité*, a proposé, par l'organe de son rapporteur, l'honorable M. Duverger, (séance du 14 avril 1886) un article ainsi conçu : « Chaque département est tenu d'avoir un hospice destiné à recevoir, nourrir et entretenir les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués des moyens d'existence suffisants. »

Ce principe de décentralisation, qui doit retenir les infirmes et les incurables dans leur département d'origine, est excellent et nous y applaudissons volontiers, mais en demandant qu'on le pousse plus loin et qu'on aille jusqu'à la commune ou du moins jusqu'au groupement intercommunal. « Le ressort administratif de l'Etat et même du département, a dit très justement M. Tallon dans le rapport de la commission d'enquête à l'Assemblée nationale en 1875, est trop vaste pour qu'il leur soit possible d'entrer dans le détail des investigations qu'exige l'attribution individuelle des secours..... Chaque commune au contraire connaît les misères qu'il est de son devoir de soulager..... »

C'est en conformité de ce principe que, presque partout, l'on a

(1) *Réforme sociale*, 15 mai 1886, p. 573.

(2) F. Ravarin, *loc. cit.*, p. 159.

donné pour base la commune à l'organisation du service de secours et qu'on s'est servi de la loi sur le domicile de secours comme d'un moyen efficace d'empêcher le débordement de la misère provinciale sur les grandes villes.

En Suisse, sauf dans le canton de Berne, l'attribution des secours est réservée aux « bourgeois », c'est-à-dire aux habitants ayant le droit de bourgeoisie; la constitution fédérale du 29 mai 1874 confère à tous les citoyens suisses « le droit d'établissement, » autrefois soumis à des restrictions très sévères; mais elle maintient encore l'ancien régime du permis pour les cantons où l'assistance viendrait à se baser sur le domicile et non sur le lieu de naissance. Enfin la loi fédérale des 12-22 juin 1875 réglemente le droit qu'ont les cantons de renvoyer leurs non-ressortissants dans le canton d'origine et de se faire rembourser leurs avances (1).

En Belgique, la loi du 14 mars 1876 part de ce principe que le domicile de secours est le domicile de naissance. Mais le domicile se perd par cinq ans d'absence volontaire et s'acquiert par l'habitation pendant plus de cinq années consécutives. Comme en Suisse, le secours donné à l'indigent par la commune où il se trouve n'est qu'une avance à répéter sur la commune du domicile légal.

En Allemagne, l'individu était autrefois étroitement enchaîné à sa commune d'origine. La loi de 1867 a rendu à tous la liberté de circuler et de s'installer où bon leur semble, (*Freizugigkeit*), sous réserve du droit de veto que conservent les communes pour empêcher l'établissement des indigents avérés. La loi d'empire du 6 juin 1870, qui se borne à poser des principes dont elle abandonne l'application aux lois locales, organise le service de l'assistance à sa place naturelle, c'est-à-dire dans la commune, fixe à 2 ans le délai pour l'acquisition comme pour la perte du domicile de secours, et autorise la répétition des avances faites par la commune non responsable sur la commune du domicile (2).

En France, le domicile de secours est régi par la loi du 24 vendémiaire an II, qui le subordonne à la résidence d'un an et à titre exceptionnel de 6 mois, et par la loi du 7 août 1851, qui règle en ces termes l'assistance hospitalière à la charge des communes: « Les malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers pourront être admis aux hospices et hôpitaux du département désignés par le conseil général sur la proposition du préfet, suivant un prix de journée fixé par le préfet d'accord avec la commission des hospices et hôpitaux. »? (Art. 3.)

« Les communes qui voudraient profiter du bénéfice de l'article 3

(1) *Le paupérisme en Suisse*, par Niederer. Zurich, 1878.

(2) M. Ravarin, *loco citato*, p. 18.

supporteront la dépense nécessaire pour le traitement de leurs malades et incurables. Toutefois le département, dans les cas et dans les proportions fixées par le conseil général, pourra venir en aide aux communes dont les ressources seront insuffisantes. »

Comme l'a fait remarquer M. de Crisenoy, dont on ne saurait citer avec trop d'éloges, les belles études sur ce sujet (1), « il semble résulter de ces textes que la loi de 1851 a rendu facultatifs pour les communes les devoirs d'assistance, jusque-là impératifs aux termes de la loi de l'an II. »

La commune n'est donc pas tenue de secourir ses incurables. Quand elle veut bien accepter cette charge, elle peut sur sa demande les faire admettre dans un hospice départemental, à condition de supporter les frais de leur traitement. Mais la même faculté ne lui est pas accordée pour ses vieillards, que le législateur de 1851 a eu la généreuse illusion de croire suffisamment soutenus par leur famille pour qu'on n'eût pas à leur ouvrir l'asile de la ville la plus voisine (2). D'autre part, la commission administrative de chaque hospice destiné aux vieillards et aux infirmes tient de cette même loi de 1851 le pouvoir de réglementer les conditions d'âge et de domicile, requises pour l'admission dans l'établissement. Elle peut donc arriver à écarter les infirmes et les vieillards, dont la commune d'origine ne s'engage pas expressément à rembourser les avances.

Une enquête, faite en 1878 par le ministère de l'intérieur, a révélé sur ce point les faits les plus affligeants, que les administrateurs des hôpitaux et hospices n'hésitent pas à commettre dès qu'il s'agit de défendre les intérêts publics confiés à leur garde, tandis qu'ils en repousseraient jusqu'à la pensée si leurs intérêts privés étaient seuls en jeu. Il peut arriver, et il arrive, que des êtres humains, nos semblables, nos compatriotes, meurent à la porte d'établissements à moitié vides sans y être secourus.

Cette proportion de moitié pour les vides n'est pas une image ; c'est à peu près exactement celle qui résulte de l'enquête de 1878, où l'on a constaté, au 1^{er} février de cette année, 24.562 lits vacants dans les hôpitaux sur un total de 59.997. Pour les hospices, la proportion des lits vacants était supérieure au quart (41.644 sur 44.135). Une partie de ces vacances s'explique par les lits que les établissements hospitaliers réservent aux besoins de l'armée, et qui sont souvent inoccupés. Mais le plus grand nombre tient à la répugnance que les administrations de ces maisons éprouvent pour admettre des

(1) *Moniteur des assemblées départementales et communales*, 29 nov. 1885, p. 759.

(2) Voir le rapport de M. le comte de Melun sur cette loi, cité dans l'ouvrage de M. Ravarin, p. 180.

malades étrangers à la commune, sans recours sur la commune d'origine.

De leur côté, les maires luttent d'expédients pour soulager leur commune de ses indigents en les rejetant sur les grandes villes. Il en résulte que ces malheureux sont ainsi ballottés de porte en porte, sans en trouver une qui veuille s'ouvrir devant eux, si ce n'est celle des établissements parisiens où viennent s'engouffrer toutes les misères rurales. « On se refuserait à croire, dit M. de Crisenoy, que cet état de choses étant la conséquence évidente d'une législation défectueuse, on ait laissé subsister jusqu'à présent cette législation sans se mettre en devoir de la réformer (1). Cette réforme, ajoute-t-il c'est celle qui doit rendre le domicile de secours obligatoire. Toute obligation qui n'a pas pour sanction le pouvoir d'imposition d'office, demeure lettre morte, lorsqu'elle n'est pas en harmonie avec l'intérêt ou le sentiment public. »

Si l'on objectait que cette charge pourrait écraser les communes, nous répondrions qu'au total elle sera moindre pour le pays, puisque les misères coûtent certainement moins à soulager sur leur lieu d'origine que dans les cités. Il ne s'agit donc que d'une répartition meilleure des ressources actuellement consacrées à l'assistance, et nullement d'une aggravation des sacrifices qu'elle entraîne.

Le jour où l'on voudra sérieusement étudier ce problème, on trouvera pour le résoudre des précédents intéressants à consulter dans les législations étrangères, où la responsabilité communale est aliégée par les subventions de l'état et des départements pour ces indigents nomades dont il serait impossible de reconstituer l'histoire et qui viendraient à retomber brusquement d'un poids excessif sur leurs communes d'origine.

Parmi les particularités de ces législations, il en est une qui me paraît tout-à-fait digne d'être signalée : c'est celle qui consiste à grouper les communes en un faisceau, capable de supporter une charge trop lourde pour chacune d'elles individuellement.

Dans la deuxième partie de cette étude, je montrerai le fonctionnement de ce mécanisme à l'étranger, et j'indiquerai ensuite au prix de quelles réformes il pourrait être importé dans notre pays, de manière à réaliser la création de ce modeste hospice rural, qui doit retenir aux champs les infirmes, les incurables et les vieillards, au lieu que l'on continue à les entasser et à les dépayser dans les hospices grandioses de nos cités.

(A suivre.)

E. CHEYSSON.

(1) *Loc. cit.*, 29 novembre 1883, p. 750.

L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

ET SES APPLICATIONS EN FRANCE

Dans la première partie de cette étude (1), j'ai exposé les raisons qui plaident en faveur d'une limitation au droit d'exproprier pour dettes. La conservation du domaine patrimonial, du foyer de la famille, est un intérêt social tel, qu'il prime le droit du propriétaire, auquel il doit être interdit d'engager cette portion de ses biens, et le droit du créancier, auquel il doit être interdit de la saisir. C'est ce qu'ont fort bien compris les Américains, lorsqu'ils ont introduit aux Etats-Unis et au Canada la législation du *Home Stead* ; c'est le but que les Allemands veulent atteindre par l'organisation, toute récente d'ailleurs, des *Rentengüter*.

Mais le domaine de la famille ne court-il pas en France d'autres dangers que le partage après décès ou la saisie pour dettes ?

Supposons qu'il soit suffisamment protégé dans ces deux cas par une législation rationnelle, telle que celle des *Hofgut* et des *Home Stead*, n'est-il pas exposé à d'autres causes de démembrement ?

Il en est une autre, en effet, dont je voudrais dire quelques mots, parce que depuis le commencement de ce siècle en particulier elle a joué un grand rôle. Je veux parler de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

I

LES DROITS ET LES LIMITES DE L'UTILITÉ PUBLIQUE.

Justification de l'expropriation pour cause d'utilité publique. — Je me hâte de reconnaître que la société a le droit d'exproprier en pareil cas. La source de son droit est la même que la source du droit du propriétaire, c'est l'utilité sociale. S'il arrive, en effet, que l'occupation qu'une portion du sol par l'individu présente pour la communauté plus d'inconvénients que d'avantages, la raison d'être de l'appropriation aura cessé, et la communauté pourra reprendre cette propriété, après avoir constaté dans des formes légales qu'elle est nécessaire pour un intérêt public, et à la conduite que la communauté respectant le droit primordial du travail, auquel il ne lui est pas permis de porter atteinte, restitue au propriétaire,

(1) *Le droit d'expropriation et ses limites*, dans le précédent n° de la Revue.

non la valeur du tréfonds [il ne lui appartient pas en principe, quoique en fait le code civil le lui accorde (art. 552)], mais la valeur du travail incorporé dans le sol par lui ou par ses auteurs (1). Le droit d'expropriation est donc entièrement justifié sous la double condition de la déclaration légale d'utilité publique et du paiement préalable de la valeur de la propriété.

On peut lire dans la Bible un curieux récit à l'appui de cette manière de voir. Le roi Achab voulut exproprier Naboth, et il lui offrit un juste dédommagement. Mais ce n'était pas l'utilité publique que pouvait invoquer Achab, car l'Ecriture le remarque expressément : « Achab dit à Naboth : donnez-moi votre vigne afin que j'en « puisse faire un jardin potager, parce qu'elle est proche de ma « maison : je vous la paierai en argent au prix qu'elle vaut. » Aussi après la mort de Naboth, le prophète Elie vint prononcer la condamnation d'Achab en ces termes : « Tu as fait mourir un innocent, et « outre cela tu as possédé ce qui ne t'appartenait pas (2). »

Limites de l'utilité publique. — La sauvegarde du droit de propriété, c'est qu'il ne peut y avoir d'expropriation sans que l'utilité publique en ait été bien constatée. Mais qu'est-ce que l'utilité publique ? Quelle est la limite entre les circonstances où l'expropriation est justifiée et celles où elle ne l'est pas ? Peut-on poser à ce sujet des principes qui servent de guides aux administrations chargées des intérêts de la communauté, soucieuses en même temps des droits des propriétaires !

Il est hors de doute que les travaux qui ont en vue l'accroissement ou l'amélioration de la portion du *domaine public* affecté aux nécessités de la circulation ou à celles de la défense de la patrie sont des

(1) Peut-on évaluer cette quantité de travail, ce capital incorporé au sol ? C'est très simple. On fait cette évaluation toutes les fois qu'on vend ou qu'on achète un immeuble, toutes les fois qu'on l'échange contre une somme d'argent. Cette somme est en effet l'équivalent du capital engagé dans la propriété, on l'appelle sa valeur vénale. Elle est généralement basée sur la quantité de produits qu'on peut tirer de cet immeuble ou sur les avantages qu'il peut procurer. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici que la valeur vénale dépend de la fertilité du sol, de la position de la propriété et de bien d'autres circonstances qui varient même avec le temps. L'inégalité est dans la nature, et la même somme de travail soit dans l'ordre intellectuel soit dans l'ordre matériel ne produit pas toujours et partout des résultats identiques. Il n'était point nécessaire d'imaginer, comme l'a fait Ricardo, une théorie de la rente, à laquelle d'ailleurs la réalité a donné de si éclatants démentis, pour expliquer la différence de valeur des diverses terres.

(2) Nous avons eu plus près de nous un exemple, au contraire, du respect avec lequel un souverain s'est incliné devant le droit du propriétaire, dans un cas où l'utilité publique ne pouvait être invoquée. L'anecdote a été racontée par Andrieux en vers charmants dont la conclusion est dans toutes les mémoires :

On respecte un moulin ; on vole une province.

Quoi qu'il en soit, le moulin du meunier Sans-Souci est resté dans le parc de Potsdam, comme pour rappeler au peuple et au roi de Prusse que les caprices royaux doivent s'arrêter devant l'inviolabilité de la propriété.

travaux d'utilité publique et qu'ils sont de nature à motiver l'expropriation.

Il en est de même de ceux qui ont pour objet la salubrité dans les villes ou l'assainissement des campagnes. Mais peut-on en dire autant des travaux qui ont seulement pour but l'embellissement des villes ou la commodité des administrations publiques? Il est permis de trouver qu'on a été trop loin à Rouen, par exemple, quand en 1825 on a procédé par expropriation pour imposer des façades uniformes aux maisons situées sur un quai. D'autre part l'agrandissement des bureaux d'un fonctionnaire de l'Etat ne paraît pas en général un motif suffisant pour l'expropriation, quand il ne s'agit pas d'une dépendance obligée du domaine public. Importe-t-il en effet à la prospérité de la France que les bureaux du télégraphe ou ceux des agents-voyers soient attenants au cabinet du préfet? L'agrandissement ou l'embellissement des préfectures, qui a joué un si grand rôle dans les dernières années du règne de Napoléon III, est un des exemples de l'abus possible de la déclaration d'utilité publique.

La facilité avec laquelle on a accordé l'expropriation, dans les cas que je viens de signaler, contraste singulièrement avec la sévérité qu'a montrée en France le législateur à l'occasion d'améliorations agricoles du plus haut intérêt. Ainsi la loi de juin 1865 sur les associations syndicales n'a pas permis de constituer, même à la majorité des deux tiers des intéressés, des associations obligatoires pour l'irrigation, le drainage, ou l'établissement de chemins d'exploitation dans la campagne. La loi exige le consentement unanime des intéressés : aussi, de l'aveu général, c'est une loi mort-née. Elle ne produit aucun résultat pour ces entreprises qu'elle semblait destinée à favoriser. Les travaux entrepris par l'État ou par de grandes Compagnies ne sont pas les seuls qui devraient être déclarés d'utilité publique, ceux des modestes associations de propriétaires ayant en vue le perfectionnement de la culture, la défense des propriétés ou l'augmentation du rendement du sol devraient jouir du même privilège, quand il peut en résulter un avantage régulièrement constaté pour la Société, sans que la cause si importante de la conservation du domaine des familles rurales soit compromise.

Si l'on ne peut, en pareil cas, soustraire à l'expropriation, les domaines même revêtus d'un caractère équivalent au *home stead* des États-Unis, la loi du moins devrait veiller au maintien du foyer de la famille par l'obligation du remploi des sommes allouées comme indemnité. Un nouveau domaine remplacerait ainsi celui qui a été détruit ou morcelé. De cette façon les inconvénients et les dangers de l'expropriation pour la famille seraient notablement atténués, et on aurait moins à se plaindre d'un mal nécessaire.

Il n'en faudra pas moins entourer de sérieuses garanties la déclaration d'utilité publique qui est en définitive la base essentielle de l'expropriation.

II

MODE D'APPLICATION DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. CRITIQUE DU JURY D'EXPROPRIATION EN FRANCE.

La déclaration d'utilité publique et le jugement d'expropriation. — C'est au pouvoir exécutif aux divers degrés de la hiérarchie administrative à proposer les travaux qui exigeront des expropriations, car c'est lui le représentant le plus élevé des intérêts de la communauté. Mais il ne doit pas être le seul juge de l'utilité publique. Ce sont les corps délibérants composés des délégués de la communauté, — assemblées législatives s'il s'agit de travaux d'intérêt général, conseils généraux s'il s'agit d'intérêts départementaux, conseils municipaux enfin quand il s'agit des alignements ou élargissements de chemins à payer exclusivement à l'aide des ressources de la commune, — ce sont ces assemblées qui doivent se prononcer sur l'utilité publique après enquête solennelle où tous les intéressés sont appelés à faire leurs observations.

En France on s'est écarté de ces principes si sages. La loi du 3 mai 1841 a disposé qu'une ordonnance royale, rendue après enquête, suffira pour autoriser l'exécution de travaux, routes, canaux, et chemins de fer de moins de 20,000 de longueur et autres travaux de moindre importance. Il semble qu'en réclamant le concours de la Chambre des députés dans les autres cas, on ait eu en vue le chiffre de la dépense des travaux et non point les garanties à donner à la propriété ; c'est une erreur regrettable.

Une fois l'utilité publique déclarée, l'autorité exécutive désigne les propriétés qu'il sera nécessaire d'occuper. Mais peut-on raisonnablement lui laisser le soin de consommer l'expropriation ? Nous ne le pensons pas : là encore il faut des garanties. Il faut qu'une autre autorité contrôle ses actes et vérifie si les formes légales ont toutes été bien remplies, et alors seulement elle autorise la dépossession des propriétaires. C'est ce qui se fait en France ; l'expropriation a lieu, comme le dit excellemment la loi du 3 mai 1841, *par autorité de justice*.

A partir du moment où le tribunal a prononcé l'expropriation par un jugement solennel, le propriétaire est dépossédé, il n'a plus d'autre droit que de faire régler le montant de l'indemnité qui doit lui être payée, avant que l'expropriant prenne possession de sa pro-

priété. Sous ce rapport on peut dire que la législation française ne laisse rien à désirer.

Le jury d'expropriation en France. — Mais il n'en va plus de même quand il s'agit de procéder à la fixation de l'indemnité, si les parties ne s'entendent pas à l'amiable. Ce qu'il faudrait alors, comme dans tous les procès civils où il y a des contestations autres que des questions de droit, c'est une expertise faite par des hommes compétents n'ayant aucun intérêt dans le débat qui leur est soumis. C'est un jugement rendu sur le vu du rapport des experts, jugement susceptible d'appel, car tous les hommes peuvent se tromper dans leurs appréciations. Mais ce n'est pas là ce qu'on a fait en France et sous ce rapport notre loi donne lieu à des récriminations très vives et très motivées. On a chargé un jury de se prononcer sur la valeur des propriétés. Ce jury c'est une commission de douze personnes prises presque au hasard sur la liste générale des électeurs de l'arrondissement et n'ayant souvent aucune notion des questions qui leur sont soumises. (1) Comment se fait-il qu'on prenne précisément pour experts des habitants de l'arrondissement où les expropriations vont avoir lieu? Pourquoi cette commission est-elle composée de douze membres qui par suite de leur nombre échappent à la responsabilité de leurs décisions? Pourquoi n'est-elle pas tenue de motiver ses jugements, c'est-à-dire de se rendre compte à elle-même, par le calcul et la réflexion, des bases sur lesquelles repose la fixation du chiffre de l'indemnité? Pourquoi enfin ses jugements ne sont-ils pas susceptibles d'appel s'ils paraissent à l'une des parties léser ses intérêts?

Tous ces défauts de notre loi d'expropriation ont leur point de départ, si je ne me trompe, dans l'emploi d'un mot qui a entraîné des assimilations de procédure nullement fondées. En 1833, lorsqu'on procéda à la revision de la loi de 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, on voulut enlever aux tribunaux, tenus en suspicion, la fixation de l'indemnité et on proposa de la confier à un jury. Le mot fut adopté avec faveur; puis sans se préoccuper davantage des matières sur lesquelles ce jury aurait à se prononcer ni des conditions dans lesquelles il devrait fonctionner, on le modela exactement sur le type du jury criminel. Le mot emporta l'organisation; cela dispensait de tout travail de réflexion. Je n'ai pas à examiner ici si l'institution du jury criminel répond parfaitement à son but; mais là du moins les jurés n'ont à se prononcer que sur une question de fait. Il leur suffit d'une conscience droite éclairée par les lumières du bon sens; il n'en est pas de même pour le jury d'expropriation dont la

(1) C'est ainsi que j'ai vu il y a quelques années figurer un professeur de philosophie dans un jury d'expropriation pour les fabriques d'allumettes chimiques à Lyon.

mission est bien plus compliquée, et dont pour ce motif la décision ne devrait pas être souveraine.

Si, à l'époque de la rédaction de la loi de 1833, on s'était servi du mot de *commission d'expertise*, ou comme en Suisse du mot de *commission d'estimation*, qui convenait beaucoup mieux au but qu'on se proposait, on eût sans doute évité ces erreurs dans l'organisation du jury d'expropriation. On eût évité en particulier un formalisme minutieux dont l'appareil compliqué peut se comprendre lorsqu'il s'agit de prononcer sur la vie ou sur la liberté et l'honneur d'un homme, mais qui paraît à bon droit puéril quand il s'agit de fixer la valeur d'un mur ou le prix d'un are de terrain (1). Ce formalisme est une source de procès pour recours en cassation; non-pas que les parties aient le moindre souci de l'observation des formes légales, mais c'est pour elles un moyen détourné de reconquérir le droit d'appel que la loi leur a refusé. Ne vaudrait-il pas mieux le leur accorder franchement?

Exemple d'une décision de jury et d'un recours en cassation. — On pourrait illustrer ces critiques de notre loi d'expropriation par un bon nombre d'exemples de décisions de jurys, dans lesquelles les plus vulgaires notions du bon sens ou de la justice ont été absolument méconnues, et par des recours en cassation basés sur des motifs futiles, mais sans lesquels on n'eût pu faire réformer des décisions malencontreuses. Je me contenterai de citer un de ces exemples, tout récent d'ailleurs.

Un chemin public devait être tracé dans une ville au travers du champ de foire dont une partie appartenait à la commune et le reste à l'hôpital qui en laissait la jouissance à la commune moyennant une redevance annuelle de 300 fr. La surface à occuper était de 90 ares environ, dont le dixième à peine appartenait à l'hôpital. La ville demanda quelque chose comme 4 million de francs pour céder le terrain qu'elle possédait et 383,000 fr. pour celui qu'elle détenait à titre de locataire, se prétendant locataire à perpétuité. On fit observer que la ville n'avait qu'un bail verbal et non un droit de jouissance indéfini, et on demanda au jury, en présence des divergences d'appréciation des parties, de prononcer des indemnités alternatives, répondant à l'une ou à l'autre des deux situations.

(1) Il n'y a qu'en France et en Angleterre que le jury soit appelé à statuer sur les indemnités d'expropriation. Avec une pareille juridiction il n'y a pas de jurisprudence possible. La loi suisse du 1^{er} mai 1830 a constitué une commission d'estimation de trois experts, véritables juges qui énoncent les motifs de leurs décisions. Les parties peuvent faire appel au tribunal fédéral. J'ai eu occasion par une pratique de plusieurs années de reconnaître que la loi suisse fonctionne aussi bien qu'on peut le souhaiter.

On proposait de fixer à 1 fr. le préjudice causé à la ville par la privation d'un droit de jouissance annuel. Le magistrat directeur et le jury refusèrent d'entrer dans cette voie, et l'indemnité en bloc, sans motifs à l'appui, fut fixée à 800,000 fr. D'après des indiscretions, on sut que dans la pensée du jury, ce chiffre se composait de 600,000 fr. pour la propriété de la ville et de 200,000 fr. pour la rupture du bail. Mais en refusant de faire la distinction demandée, le magistrat avait violé la loi. La décision fut cassée et de plus en présence d'une appréciation aussi excessive évaluant à 600,000 fr. l'hectare des terrains destinés à rester, après comme avant, à usage public, la cour de cassation décida que l'affaire serait reportée devant un autre jury, pour cause de suspicion légitime, toujours à l'instar du jury criminel. L'indemnité nouvelle fut fixée à 107,000 fr. pour le terrain, et à 18,000 fr. pour la rupture du bail, en tout 125,000 fr. au lieu de 800,000 fr. On voit à quels écarts d'appréciation peut arriver une pareille juridiction et comme il est anormal qu'on ait refusé la faculté d'appel contre ses décisions.

Quoi qu'il en soit, un des résultats les plus singuliers de la maladresse du magistrat directeur et de l'excès de zèle du premier jury, c'est qu'ils ont permis de revenir sur la somme de 600,000 fr., valeur attribuée d'abord au terrain de la ville, somme qui sans cela lui eût été acquise. De la sorte la ville a vu réduire de 493,000 francs l'indemnité que le premier jury en vertu de ses pouvoirs souverains, avait le droit de lui allouer et qu'il avait entendu lui accorder pour l'occupation du champ de foire communal : elle n'a pas eu à se féliciter de la chaleur avec laquelle d'imprudents amis avaient pris ses intérêts.

Quelque frappant que soit cet exemple, s'il était isolé, il ne suffirait pas cependant à faire condamner l'institution du jury d'expropriation ; mais, je le répète, on peut citer beaucoup d'autres faits du même genre, et quand les faits sont d'accord avec les raisonnements les plus élémentaires pour montrer les défauts et les inconvénients d'une institution, la réforme s'impose.

III

LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DE TERRAINS EN VERTU D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL.

Qu'est-ce qu'une occupation temporaire ? — Avant de terminer ces observations sur les dangers que peut faire courir à la conservation des domaines de familles l'expropriation sous la forme publique ou sous

la forme privée, je voudrais appeler l'attention sur une autre forme déguisée d'expropriation : ce que l'on appelle en style administratif *occupation temporaire*.

Les occupations temporaires sont autorisées par un simple arrêté du préfet. En principe elles reposent sur une erreur dans la conception économique de la propriété foncière, erreur consacrée par la rédaction de l'art. 552 du code civil, et consistant à considérer la surface comme un accessoire du tréfonds, ce qui a permis de dire au propriétaire dont la vigne ou le jardin ont été bouleversés de fond en comble, dont la prairie irriguée a été remplacée par un amas de pierres ou un fonds de rocher : vous n'êtes pas exproprié, puisque le tréfonds vous reste, et il n'était besoin ni de lois, ni même de décrets pour entrer dans votre propriété (1). En droit, ces occupations ont lieu en vertu d'un arrêt du conseil du roi en date du 7 septembre 1755; elles se font sans formalité d'enquête, sans publicité, sans autre garantie qu'un recours au conseil de préfecture ou au conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

Donc, toutes les fois que pour exécuter des travaux de routes, ponts ou chemins de fer, un entrepreneur a besoin d'ouvrir une carrière, de prendre ou déposer des terres, le préfet peut par simple arrêté l'autoriser à occuper les terrains désignés par l'ingénieur chargé de la direction des travaux. Quant au propriétaire, même évincé malgré lui, il n'est dédommagé qu'après l'accomplissement de la dévastation de sa propriété, au lieu de recevoir l'indemnité préalable, comme le veut la loi d'expropriation et l'art. 545 du code civil.

Aucune propriété, sauf les propriétés closes de murs, n'est à l'abri

(1) On a voulu sans aucun doute assurer par l'art. 552 une entière sécurité au propriétaire dans la jouissance du sol. Mais en lui attribuant le *tréfonds* on s'est écarté des vrais principes sur lesquels est basée la propriété foncière et on a peut-être motivé les attaques dirigées contre elle. Les communistes ont demandé avec raison comment on pouvait se prétendre propriétaire exclusif d'une chose qui n'a coûté d'autre peine que celle d'en être le premier occupant? Or on ne voit guère comment le propriétaire a pu atteindre le *tréfonds* par son travail, tandis que le travail enfoui dans le sol même, dans le *fonds*, justifie complètement le droit de jouissance exclusif. Je ne suis pas le premier à critiquer la portée donnée au droit de propriété par l'art. 552 du code civil. Les jurisconsultes chargés de la rédaction du code civil étaient peu disposés à reproduire à ce sujet les maximes tirées du droit romain, mais Napoléon insista pour les faire adopter. La rédaction de l'art. 552 est donc une erreur au point de vue économique, et il se trouve en contradiction avec la loi de 1810 sur les Mines qui, avec raison, réserve à l'Etat le droit de disposer souverainement de la propriété des mines. Il en interdit l'exploitation au propriétaire de la surface; il les concède sans expropriation à qui il lui plaît. Il en dispose même à son profit, car il exige une redevance du concessionnaire — sauf à fixer, par respect pour l'art. 552, une indemnité aux propriétaires de la surface. Mais le plus ordinairement cette indemnité est tellement minime que l'on rentre ainsi dans le véritable esprit de la définition de la propriété foncière, qui ne doit être qu'une propriété superficielle.

des atteintes prononcées par le préfet en vertu de l'arrêt du conseil du roi du 7 septembre 1753, ou encore d'un arrêt du 22 juin 1706, car il faut remonter jusque là pour établir l'origine des occupations temporaires. Il s'agissait alors de faciliter l'extraction de pavés pour l'entretien des rues de Paris et des routes qui y aboutissent. Pour faciliter la recherche et l'ouverture des carrières de grès dans des terrains qui ne se prêtaient à aucun genre de culture, le Conseil du roi, qui d'ailleurs disposait souverainement, sous l'ancien régime, du droit d'expropriation, sous le nom de *Retrait d'utilité publique*, formule très expressive et très juste à mon avis de l'interruption des droits du propriétaire, le conseil du roi, dis je, pouvait ne se faire aucun scrupule en prenant les arrêtés que je signale ; il ne froissait aucun intérêt respectable, il ne devait bouleverser ni de grandes ni de nombreuses propriétés. Mais il n'en va plus de même quand on a étendu abusivement ces règles de l'ancien régime à l'enlèvement ou au dépôt des terres. Avec les rails et la locomotive, ce sont des hectares entiers de terrains, même en plein rapport, qui peuvent être condamnés à disparaître, si l'entrepreneur y trouve quelque avantage pécuniaire (1).

Cette situation anormale avait provoqué un essai d'intervention du législateur vers la fin de l'Empire. La Chambre des députés a discuté la question des occupations temporaires dans la séance du 22 avril 1869. Mais, par un étrange oubli des principes qui sont la sauvegarde des droits des propriétaires, on n'a voulu voir que la question du montant de l'indemnité dans cette grave affaire. Les orateurs en ont fait une simple question de procédure, ou bien, réforme encore moins motivée, ils ont réclamé l'abrogation de l'art. 53 de la loi du 16 septembre 1807, qui prescrit avec juste raison et parfaite entente des droits du propriétaire, que dans le dommage causé par l'extraction de matériaux d'une carrière, la valeur de ces matériaux ne doit pas être prise en considération, si la carrière n'était pas ouverte antérieurement à l'occupation.

N'est-ce pas chose digne de remarque que la persistance de notre administration centralisatrice à se servir des armes qu'elle a trou-

(1) La loi de 1807, sur les dessèchements des marais, a reproduit dans son article 53 les termes de l'arrêt de 1753, mais en 1836 on a étendu le droit d'occupation temporaire en disant dans l'art. 17 de la loi du 21 mai sur les chemins vicinaux : « Les extractions de matériaux, les dépôts ou enlèvements de terres, les occupations temporaires seront autorisés par arrêté du préfet. » Plus tard, en 1852, on inséra dans les cahiers des charges des compagnies de chemins de fer la clause suivante : « La Compagnie est investie de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration elle-même pour les travaux de l'Etat. Elle pourra en conséquence se procurer par les mêmes voies les matériaux de remblai et d'empièchement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer : » Voilà le mot de *remblai* introduit et l'on ne s'est pas fait faute d'en profiter.

vées dans l'arsenal de l'ancien régime, et de son empressement à les employer à un usage auquel elles n'étaient pas destinées?

Il m'a semblé utile de signaler le danger auquel sont exposés, grâce à de pareilles traditions administratives, les petits héritages entourés simplement d'une haie, comme dans la Bretagne, la Vendée ou la Normandie. C'est au public à se tenir en garde contre de pareils empiétements, condamnables en principe, si faibles que puissent être leurs inconvénients quand on les considère par rapport l'étendue générale du territoire. Pour signaler le péril, faut-il attendre qu'un grand nombre de victimes soient atteintes? Ne suffit-il pas que les droits d'un seul propriétaire soient lésés pour que la justice ait souffert et pour qu'on doive élever la voix en sa faveur?

Exemple d'abus d'occupations temporaires. — Si je me suis un peu étendu sur le sujet des occupations temporaires, c'est que j'ai souvenir d'en avoir usé dans ma carrière d'ingénieur, je dirai même d'en avoir abusé un jour. Voici dans quelles circonstances :

J'étais chargé de construire un chemin de fer au voisinage d'un village dans un terrain d'origine volcanique, parsemé de roches basaltiques d'une extraction très coûteuse. Pour éviter d'y entrer en tranchée, il fallut faire des remblais considérables et se procurer les déblais nécessaires. Non loin de là, se trouvaient des jardins potagers en dehors du village, dont les maisons agglomérées, suivant la coutume locale, n'ont aucune dépendance comme cour ou jardin. Je donnai la préférence à ces terrains par raison d'économie. Un arrêté préfectoral autorisa l'occupation : les jardins n'étaient pas clos de murs. Cette mesure suscita une opposition formidable. Si j'ai bonne mémoire, ce ne fut pas sans peine que force resta, non pas à la loi, mais à l'arrêté préfectoral. Au bout de quelques mois une tranchée de 8 mètres de profondeur s'ouvrait à la place où étaient les jardins ; un fond de sable rougeâtre et de cailloux stériles remplaçait les terres noires où poussaient des légumes depuis un temps immémorial. Pour apaiser les opposants, j'avais eu recours à de larges indemnités qui représentaient et au delà la valeur du terrain ; mais est-il bien sûr que tous aient fait usage de cet argent dans l'intérêt de leur famille? Est-il sûr qu'ils aient créé ailleurs un autre jardin, auquel ne les auraient attachés ni de vieilles habitudes, ni des souvenirs d'enfance? J'ai donc peut-être contribué dans une certaine mesure à la désorganisation de quelques-unes de ces familles rurales, sans autre motif qu'il le désir de réaliser quelques économies dans la construction d'un chemin de fer. J'ai sacrifié à un intérêt matériel un intérêt moral supérieur. Aujourd'hui, mieux pénétré de l'importance de la conservation des petites propriétés, il me reste comme

un remords de l'usurpation légale que j'ai contribué à commettre sur les jardins des habitants de ce petit village.

IV

OBSERVATIONS SUR LA SERVITUDE D'ALIGNEMENT.

Je pourrais citer encore un exemple d'expropriation déguisée et d'empiétement sur les droits des propriétaires résultant d'une extension abusive, ou d'une interprétation erronée donnée à d'anciens règlements. Je veux parler de la servitude d'alignement dans les villes et villages. L'origine de cette servitude se trouve dans un édit, peu clair pour nous, du 16 décembre 1607. Cet édit avait en vue d'interdire les constructions en saillie non pas sur un alignement théorique projeté sur le papier par l'administration, mais sur le nu du mur qui bordait la rue ou la route, et il ordonnait de faire disparaître celles qui existaient. Ces saillies ou balcons vitrés (*miradores*) qui se sont tant multipliés en France au xvi^e siècle, à l'imitation de ce qui se faisait en Espagne et en Flandre, constituaient un empiétement sur le domaine de la voie publique et pouvaient être un danger pour les passants, s'ils n'étaient pas bien construits. C'était donc le devoir des administrateurs de s'opposer à ces empiétements et d'éviter des causes d'accidents. Mais leur droit n'allait pas plus loin, et ils n'ont pas demandé davantage.

« Deffendons, dit l'édit, à notre grand voyer de permettre qu'il soit fait aucune saillie, avances et pans de bois, ès rues aux bâtiments neufs, et même à ceux où il y en a à présent de construits les réédifier, ni faire ouvrages qui les puissent conforter, conserver et soutenir, ni faire aucun encorbellement en avance pour porter aucun mur, pan de bois ou autres choses en saillie et porter à faux sur lesdites rues; ainsi faire le tout continuer à plomb depuis le rez-de-chaussée tout contre mont, et pourvoir à ce que les rues s'embellissent et s'élargissent au mieux que faire se pourra : et en baillant par lui les allignements redressera les murs où il y aura plis ou coudes. »

Qu'a-t-on tiré de ce texte où l'embellissement et l'élargissement ne sont indiqués que comme un résultat possible des mesures spéciales ordonnées d'une manière impérative pour la sécurité? On en a tiré le droit pour l'administration non pas seulement d'interdire ou d'enlever de la façade des maisons les constructions en saillie qui constituaient une usurpation sur la voie publique, ou qui menaçaient la sûreté des passants; mais encore d'interdire au propriétaire de

construire sur le terrain qui lui appartient, et même de réparer la façade de sa maison, dans le but d'en amener plus promptement la ruine et de le forcer ainsi à la reconstruire selon les vues et les plans de l'administration.

C'est incontestablement une expropriation; mais avec cette circonstance aggravante que l'on refuse de payer autre chose que le prix du terrain sur lequel la maison est édifiée. Pour y arriver, on a recours à une mesure, qu'on pourrait sans exagération qualifier de déloyale, l'interdiction des travaux de réparation, mesure dont on ne peut trouver la justification dans les termes de l'édit de 1607, où d'ailleurs elle eût constitué un abus de pouvoir. Elle s'est glissée peu à peu dans les usages administratifs, absolument comme l'occupation temporaire a été successivement étendue des carrières et terres incultes, et pour des surfaces restreintes, à de grandes propriétés en plein rapport.

Indépendamment de l'extension du principe de la servitude de l'alignement, on doit condamner aussi la manière dont on l'applique. Les municipalités ont été armées, sauf approbation du préfet, du droit de déterminer les alignements qui seront imposés aux riverains. Ces alignements sont tracés sur le papier d'une manière nécessairement arbitraire, et ce qui est beaucoup plus grave, aucune loi ne met les plans d'alignement une fois adoptés à l'abri d'un changement. Or les municipalités se renouvellent fréquemment et à chaque changement surgissent de nouvelles idées, pour ne pas dire de nouveaux intérêts ou de nouvelles passions. Les plans dans ce cas peuvent être changés et la servitude passe d'un côté à l'autre d'une rue. Qu'importe à ces administrateurs d'un jour, du moment où il n'en résulte aucune charge pour les finances municipales? Ce sont les propriétaires seuls qui en sont victimes. Comme il en serait autrement, si cette expropriation, au lieu d'être déguisée, était franchement définie par la loi, et si elle entraînait *ipso facto* le droit à indemnité pour le propriétaire! Les questions seraient plus mûrement étudiées et moins exposées à être traitées à la légère ou modifiées par caprices, sinon en vue d'intérêts personnels souvent faciles à discerner.

La prépotence des administrations publiques en France explique en partie comment des mesures aussi onéreuses que les occupations temporaires et la servitude d'alignement, comment de pareilles suppressions des garanties de la propriété ont pu être acceptées sans révolter la conscience publique; mais ne faut-il pas y voir aussi la conséquence du faux principe posé par le code civil, art. 552? On en est venu à considérer les constructions ou le sol cultivable comme un accessoire du tréfonds. Si le tréfonds reste au propriétaire, il est permis de soutenir que son droit de propriété n'a pas été atteint :

aussi voit-on de nos jours s'affirmer la tendance des fonctionnaires publics à faire usage de ces armes forgées sous l'ancien régime. Elles sont commodes pour avoir raison des résistances de propriétaires récalcitrants, pourquoi refuserait-on de s'en servir du moment où on est persuadé qu'on ne porte nulle atteinte à leurs droits et qu'il suffit de les indemniser d'un dommage superficiel pour que la loi soit sauvegardée ?

En France, de nos jours, ni Naboth, ni le meunier Sans-Souci n'auraient de recours contre un arrêté d'occupation temporaire ou contre un arrêté d'alignement, ces pratiques administratives qui menacent jusque dans le moindre village, sinon le foyer lui-même, du moins une partie des ressources et la paix de la famille propriétaire de la maison qu'elle habite (1) ?

Permettez-moi en terminant d'insister pour que vous ne perdiez jamais de vue ce qui peut assurer la conservation des propriétés patrimoniales. Ne vous laissez point de réclamer la réforme des lois de succession et d'agir sur l'opinion pour faire comprendre comment le partage forcé, tel qu'il est entré dans nos lois et par nos lois dans nos mœurs, comment ce partage appliqué brutalement, si je puis dire, entraîne la destruction des petits héritages et la dispersion des familles ; comment il dissout les forces sociales les plus utiles à la prospérité de notre pays. La *Réforme sociale* du 1^{er} mars 1884 en a donné un exemple saisissant dans l'histoire d'une famille sous le régime du code civil. Les dernières publications de la revue sur les

(1) Voici un autre exemple curieux de l'excès de zèle avec lequel les administrations publiques en France interprètent quelquefois les règlements de police, et cela au détriment de la propriété. La fameuse ordonnance royale du mois d'août 1667 sur les Eaux et Forêts prescrit dans son titre XXVIII sur les routes et chemins royaux et forêts (art. 3) *d'essarter et couper tous bois, épines et broussailles dans l'espace de 69 pieds es grands chemins*, c'est-à-dire à 30 pieds de chaque côté de l'axe du chemin, et c'est ainsi que des arrêts du Conseil de 1720 et de 1776 notamment l'avaient interprété. On comprenait encore à cette époque le vieux français : *es grands chemins*. Mais à partir du commencement du xix^e siècle, soit ignorance de la valeur des mots, soit pour tout autre motif, l'administration des travaux publics les traduisit par *60 pieds de distance du bord des routes*, comme s'il y avait eu dans le texte 60 pieds des grands chemins, ce qui triplait la servitude imposée par l'ordonnance de 1669. Malgré les réclamations de l'administration des forêts qui tenait pour la saine interprétation des mots *es grands chemins*, l'administration des travaux publics persista dans ses exigences, jusqu'à ce qu'en 1850, sur l'initiative courageuse d'un ingénieur distingué des ponts et chaussées, M. Tarbé de Saint-Hardouin, elle se décida à reconnaître son erreur et abandonna l'interprétation abusive donnée pendant un demi-siècle au texte de l'ordonnance de 1669. Cette question n'a donc plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, mais il m'a semblé utile de la rappeler à propos des atteintes dégradées qui sont quelquefois portées à la propriété par notre droit administratif.

émigrants du centre de la France et du pays basque nous ont montré le mal sous une autre face.

Pour conjurer d'aussi tristes effets, il faut retenir les familles attachées au sol par le lien de la propriété ; il faut réformer nos lois de succession et imiter la législation des *hof gut* de l'Allemagne ; il faut restreindre la faculté de saisie pour dettes et imiter la législation des *home stead* des États-Unis et du Canada. Il faut demander aux pouvoirs publics d'user avec ménagement de l'expropriation pour cause d'utilité publique et imposer au propriétaire d'un *home stead* la création d'un nouveau domaine en remplacement de celui qui aura été atteint par une expropriation motivée. Il faut demander aux administrateurs, armés de l'occupation temporaire et de la servitude d'alignement, de veiller à ce qu'elles ne soient jamais une cause de trouble dans l'exploitation agricole. Il faut en un mot avoir toujours devant les yeux le grand intérêt social de la stabilité de la famille.

L'UNION DES COMMERÇANTS PAR PAROISSES. — Nous avons plus d'une fois parlé de la Mutualité chrétienne du travail et de ses efforts. Rappelons seulement ici qu'elle a pour but de grouper les industriels et les commerçants qui, rapprochés déjà par la confraternité chrétienne, veulent s'unir et s'entraider pour se mieux protéger. Elle s'est organisée par paroisses afin de mettre en rapports directs les commerçants, les industriels et les travailleurs d'un même voisinage, les faire connaître les uns aux autres et organiser ainsi la représentation et la défense de leurs intérêts moraux et matériels. Ces unions fonctionnent dans huit des grandes paroisses parisiennes et se développent de jour en jour (1). Des études, des conférences seront données sur l'organisation du travail et l'économie sociale, pour aider à l'union des intelligences et des volontés. — On ne saurait qu'applaudir à de pareils efforts qui tendent au rétablissement de la bienveillance et de l'équité, qui veulent restaurer des rapports fraternels dans le milieu du travail, et qui en outre sont l'une des applications fécondes de ces habitudes de *self help* sans lesquelles tout régime dit libéral et démocratique ne sera toujours qu'une illusion dangereuse.

JULES MICHEL.

(1) S'adresser pour plus de renseignements au siège de la mutualité chrétienne, 29, rue de Sèvres.

LES CLANS ET LES CASTES DANS L'INDE

Parmi les neuf études composant le récent volume de sir Lyall sur les mœurs et l'histoire de l'Orient, celle qui traite de la formation des clans et des castes dans l'Inde est à coup sûr la mieux faite pour attirer l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux origines sociales. Sir Alfred Lyall fait partie d'un groupe d'historiens et de juristes dont quelque noms à peine sont connus et appréciés du public français et dont le plus illustre représentant est en Angleterre sir Henry Sumner Maine, l'auteur de *L'Ancien droit* et des *Etudes sur la législation primitive*. Citons encore les travaux brillants et déjà anciens de von Maurer sur la famille et la terre chez les Germains, ceux du professeur Bogisic sur les coutumes qui règnent encore aujourd'hui chez les Slaves du Sud, et tant d'autres enquêtes fructueuses au nombre desquelles les recherches de sir Lyall sur les vestiges de l'antique société Hindoue.

Je ne saurais mieux expliquer le but et l'utilité de semblables travaux qu'en empruntant à sir Sumner Maine le programme de son enseignement ; le voici en deux mots : « Nous prenons un certain nombre de faits, d'idées et de coutumes contemporaines et nous inférons la forme passée de ces faits, idées et coutumes, non seulement d'après les traces historiques qu'elles ont laissées, mais d'après les exemples de cette forme qui n'ont pas encore disparu du monde et qui peuvent s'y rencontrer. Quand nous nous sommes ainsi avancés de quelques degrés dans la vérité en nous délivrant de cette conception du monde et de l'humanité, conception étroite au-delà de laquelle les sociétés les plus civilisées, et même, il faut le dire, quelques-uns des plus grands penseurs n'ont pu s'élever ; — quand nous avons acquis quelque chose qui ressemble à une idée adéquate de l'étendue et de la variété des phénomènes que présente la société des hommes ; lorsqu'en particulier nous avons appris à ne pas exclure de notre conception de la terre et de l'homme ces vastes régions inexplorées que nous appelons vaguement l'Orient ; — nous trouvons qu'il n'est pas tout à fait paradoxal de dire que la différence du passé et du présent s'évanouit. Quelquefois le passé est le présent ; le plus souvent l'un est séparé de l'autre par des distances variées, mais qui ne sauraient être estimées ni exprimées chrono-

(1) *Etudes sur les mœurs sociales et religieuses de l'Extrême-Orient*, par sir Alfred C. Lyall, lieutenant-gouverneur des prov. du N.-O. (Inde), traduit avec l'autorisation de l'auteur. — Thorin, 1885.

giquement. C'est alors que l'observation directe vient en aide à l'enquête historique et l'enquête historique vient en aide à son tour à l'observation directe (1). »

C'est encore sir Maine qui a vu le premier combien le sol de l'Inde était favorable à ces études de législation comparée (2). Le voyageur qui, remontant de la vallée du Gange, s'élève peu à peu vers les hauts plateaux de l'Himalaya, voit successivement s'étaler la flore et la faune de tous les climats depuis les végétations monstrueuses de l'Équateur jusqu'aux lichens rabougris qui germent au voisinage du pôle. Il en est de même à partir d'un certain niveau pour la végétation des idées morales et politiques. On les surprend dans l'Inde à tous les états de leur croissance et de leur développement ; quelques-unes y parviennent à leur maturité, je veux dire à l'espèce de maturité dont elles sont susceptibles. Et par une rencontre que j'appellerais singulière, si nous ne savions d'ailleurs notre communauté d'origine, plusieurs des coutumes adoptées puis oubliées par l'ancien droit européen se retrouvent chez les Hindous, ici en voie de formation, plus loin en plein fonctionnement, ailleurs prêtes à se dissoudre et dans le sourd travail d'une prochaine métamorphose.

Quelques extraits de sir Lyall confirmeront aisément la parole hardie de Maine : le passé est quelquefois le présent, ou n'en est éloigné que par des distances géographiques. — « On est en train d'interroger le chef d'un village Bhil au sujet d'une récente échauffourée. Un tout petit homme noir avec un chiffon d'étoffe autour de ses cheveux en broussaille, s'avance, arc et carquois en main, jure par le chien et parle effrontément : — « Voici le troupeau que nous avons enlevé ; « nous sommes prêt à le rendre, sauf trois vaches dont nous avons « fait rôtir deux que nous avons mangées sur le champ, après avoir « bousculé le village, et la troisième nous l'avons échangée contre « un baril de liqueur pour arroser la viande. Quant au brahmane « que nous avons tué dans la bagarre, nous paierons ce qu'il faudra « pour le prix du sang. » Le tableau n'est-il pas complet ? Je ne parle pas du pittoresque, mais simplement de la vérité historique. Tout y est. Nous sommes transportés au temps du *wehrgeld*, sous les premiers Mérovingiens, et même plus haut, aux jours où les barbares n'étaient pas sortis des forêts Germanes (3). Mais figurez-vous

(1) *Village-communities in the East and West...* ; by sir H. Sumner Maine. Third édition. London, 1876.

(2) Témoin ce même volume, *Village-communities*.

(3) Sir Sumner Maine dans ses études sur les *Village-communities* a signalé d'autres analogies bien plus profondes entre l'état social des Hindous et celui des Germains tel qu'il ressort des recherches de von Maurer. La *marche allemande* et le *village-communities* semblent se rattacher aux mêmes origines.

un lieteur romain au milieu des hordes d'Arminius : « Un léger frisson fait tressaillir les fonctionnaires hindous de haute caste qui notent cette déclaration candide. » Toutefois ce fonctionnaire hindou tout pénétré de l'influence anglaise est encore capable d'entamer devant les *sudden-courts* un procès sérieux, si tel prêtre fait porter son palanquin en long plutôt qu'en travers (1). Si les magistrats anglais ne frissonnent pas, ils doivent pour le moins avoir un léger sourire, en dépit de leurs graves fonctions.

La barbarie et la civilisation—toutes deux à leur point extrême,—se trouvent donc juxtaposées dans l'Inde et mises dans une brusque opposition. Mais ce Bhill dont on vient de voir la curieuse silhouette est un type exceptionnel; entre lui et l'Hindou civilisé, il y a un nombre infini de degrés et de nuances intermédiaires. Sir Lyall compare la masse des débris qu'il va démêler aux couches stratifiées de l'écorce terrestre.

Les couches supérieures du monde hindou sont de formation assez récente, et sont visiblement dues soit à l'invasion musulmane, soit à l'occupation anglaise. Après des fouilles savantes, sir Lyall a eu la bonne fortune de découvrir dans les provinces de l'Ouest une race peu frappée de ces diverses influences, gardant presque intact le trésor de ses coutumes antiques et ces coutumes arrivées au dernier degré de leur évolution normale; il s'agit des Radjpoutes, et pour vous les dépeindre je laisse courir la plume de sir Lyall : « Il se peut que l'un d'eux vienne visiter le campement d'un officier anglais, le sabre et le bouclier à la ceinture, suivi du cortège habituel des gens de son clan avec les favoris noués au sommet de la tête. Les premières salutations s'échangeront probablement en style homérique : il s'enquerra du nom, de la parenté, de la nationalité de l'officier; puis, à son tour, il s'empressera de répondre de la même manière nommant son clan, la branche à laquelle il se rattache, sa famille, son lignage et cela avec des particularités aussi minutieuses sur son ancêtre éponyme que s'il s'agissait d'un Héraclide dorien. » L'éponyme est le chef ancestral qui a donné son nom au clan, il y a des siècles et des siècles, mais le clan parle de lui « avec une assurance qui en eût imposé à Niebuhr. »

Tel est le premier aspect de la société hindoue; comme le moyen âge elle est guerroyeuse, mais aussi dévote : « Peut-être remarquerez-vous assis au bord de la route un jeune garçon que vous savez immédiatement appartenir à un ordre religieux en voyant le large trident peint d'une certaine manière sur son front; il n'a pour tout vêtement qu'une légère bande d'étoffe jaune autour des reins. » Ses père et mère sont morts du choléra; son oncle l'a présenté « à un

(1) *Village-communities*, p. 46.

dévot mystique qui vient d'avoir une nouvelle révélation et qui édifiait sur cette base une confrérie religieuse; à cette confrérie il appartient désormais, et tous les autres liens de sang et de caste sont tombés pour lui. » Il serait vain d'insister sur les souvenirs évangéliques qui naissent en foule ici. — Mais deuxième exemple : « Si l'on interroge de même un pèlerin étranger qui, errant à travers l'Inde centrale, vient des sanctuaires de l'Océan indien et se dirige tout d'abord vers les sources du Gange dans l'Himalaya, il s'annoncera simplement comme le disciple de quelque sage ou saint du vieux temps qui a montré la voie. Le point à noter c'est qu'il ne cherche pas à se définir autrement, et qu'il décline tout autre relation ou responsabilité. »

Les deux types sont bien distincts : c'est que le radjpoute homérique et le dévot contemporain d'Hérode ou de saint François représentent ici deux idées : l'un la religion, l'autre la parenté, et par suite deux types de sociétés : la caste et le clan.

Il faut prendre au sens le plus large ce mot de parenté. La famille dans l'Inde va bien au-delà de ceux que nous nommons vulgairement en France *nos cousins à la mode de Bretagne*. Il y a des agglomérations de cent mille personnes séparées par d'immenses territoires et qui regardent un mariage entre elles comme un inceste caractérisé. Le code des prohibitions matrimoniales préside à tout le système social des tribus radjpoutes : le mariage est interdit à tous parents agnatiques; il est également interdit entre les membres de tribus ou de clans absolument différents. Tracez un grand cercle dont la circonférence enveloppe un certain nombre de cercles moindres, et vous avez la figure du monde radjpoute. Les membres d'un petit cercle ne peuvent s'entre-mariage; mais ils ne peuvent non plus dépasser dans leurs poursuites matrimoniales l'inflexible limite de la grande circonférence.

Il est manifestement impossible que le clan des Radjpoutes ait toujours été constitué de la même manière. Les règles sont trop exclusives, un clan jeune n'aurait pu subsister dans ces conditions-là. Et ce soupçon est bientôt confirmé par une observation directe de certains phénomènes actuels. L'auteur nous fait descendre vers l'Inde centrale et nous pénétrons en pleine barbarie, chez ces Bhills que nous connaissons. En fait de culte, de mariage et de propriété, les Bhills ne connaissent d'autre autorité limitative que le bras du plus fort. Au-dessus d'eux s'échelonnent des tribus « de demi-sang » dont quelques usages rappellent ceux du clan (*Grassias*). Si l'on remonte plus haut les règles se compliquent et, en se compliquant, se rapprochent avec les *méos* et les *mers* du type des aryas purs.

« De toutes les communautés intermédiaires, dit excellemment

sir Lyall, les plus précieuses pour l'observateur sont celles dont il n'est pas facile de dire si elles représentent une dégradation des rangs supérieurs ou une promotion des rangs inférieurs. Leurs membres prétendent être d'ordinaire des patriciens déchus, mais ils dérivent probablement de l'une ou de l'autre source. » Ainsi chez les *Minas*, les cercles d'exclusion matrimoniale s'ébauchent; c'est chez eux que l'on peut prendre sur le fait la formation des clans, à la faveur de ceux qui s'élèvent journellement de leur sein et s'y résorbent incessamment.

L'élément essentiel et premier du clan, c'est l'éponyme qui se trouve tantôt être un aventurier audacieux et énergique, tantôt quelque hors la loi (un *outlaw* de W. Scott), un grand personnage déchu, un guerrier chassé de son clan pour alliance illicite ou tout autre motif. Sa famille se groupe autour de lui; il rallie encore tous ceux qui veulent s'enrôler *sous son nom*. Le clan est donc ouvert à tous, mais peu à peu, à mesure qu'il s'élève, l'entrée en devient plus étroite parce qu'il commence à viser à la pureté du sang; l'éponyme est regardé comme un aïeul; on pratique les prohibitions des classes supérieures, d'une manière d'abord incomplète. Les *Minas*, je l'ai dit, en sont à peu près à ce stade de progrès. Ils épousent les femmes qu'ils ont enlevées pendant le pillage; mais, à cause de leurs prétentions aryennes, ils n'osent violer ouvertement la loi des clans supérieurs: la femme est adoptée par un cercle, afin de pouvoir être mariée dans un autre. Les *Minas* tournent la loi, donc ils la respectent. Ce respect est déjà le symptôme de leur future évolution vers un purisme absolu analogue à celui des *radjpoutes*.

En résumé, « qu'une cause quelconque amène la rencontre d'une collection de familles dévoyées qui ont été retranchées de différentes souches, la loi de l'attraction les groupera en une tribu dont la cohésion se maintiendra par la force des choses, par l'habitude de vivre dans un même lieu et de la même manière; mais alors la loi de l'exogamie, ou loi de mariage hors de la parenté commencera immédiatement à faire de chaque famille un cercle séparé d'affinité, et en même temps elle rattachera ensemble tous ces cercles sur le trait d'union tribal, *comme des anneaux sur un bâton de rideau*. » Ce dernier trait — qui est bien anglais — suppléera, je l'espère, à ce qu'il peut y avoir de confus dans mes explications.

Ces prohibitions si méticuleuses destinées à sauvegarder la pureté du clan tournent bientôt au désavantage de ses membres. L'activité sociale entravée par mille règlements s'arrête ou consume ses dernières forces en un travail interne de désagrégation. Les individus se détachent un à un de la masse totale, ou cette masse s'effondre tout d'un coup au choc d'une masse plus lourde, d'une tribu plus

jeune ayant avec la supériorité du nombre et de la vigueur plus de liberté dans les mouvements. Mais celle-ci, — soit par hypothèse les Minas vainqueurs des Radjpoutes — se hâtera de prendre les règlements des vaincus, cela par vanité aristocratique et préjugé local. Car en s'élevant au sommet de la hiérarchie tribale, un clan nouveau s'imprègne de plus en plus des idées brahmaniques, idées exclusives conformes aux traditions des radjpoutes, mais qui ne règnent que dans les classes supérieures. Les Minas n'en ont cure, tant qu'ils se trouvent « trop au-dessous de l'atmosphère brahmanique », mais ils en seront saturés, si jamais, selon l'ingénieuse expression de sir Lyall, ils finissent par « émerger à des latitudes orthodoxes ». D'ordinaire alors le rigorisme s'établit, amène la décadence, d'autres tribus surviennent et les mêmes événements se représentent réglés par les mêmes lois, bien que subis par d'autres races.

Outre l'idée de parenté qui est sans aucun doute l'idée mère du clan, on voit donc qu'il a d'autres facteurs ; il faut surtout faire leur part aux circonstances qui rassemblent à un moment donné un groupe de familles et d'individus hétérogènes et les soudent si bien ensemble qu'ils finissent plus tard par se croire issus de la même souche et sortis d'un commun ancêtre. Il faut penser aussi à « l'exclusivisme archaïque et invétéré des anciens asiatiques en ce qui regarde le mariage et la nourriture » ; nous avons vu plus haut les restrictions établies dans les clans purs et déterminées par l'idée de la « souillure » ; c'est encore cette idée qui préside avec celles de religion et de parenté à la formation de la caste.

La caste est fondée, non plus ainsi que le clan sur la descendance et l'hérédité, mais sur la profession ou le rituel. Sir Lyall ne traite que des castes religieuses. Leur loi matrimoniale est analogue à celle du clan : le mariage est impossible dans le cercle de la parenté agnatique — le mariage est impossible hors de la caste, dans une secte absolument étrangère. Pour établir ce régime, sans doute postérieur au régime du clan, l'idée de parenté a dû se combiner avec l'idée religieuse. Mais l'observation sévère de pareils commandements est devenue assez rare aujourd'hui.

Il est malaisé de débrouiller l'origine des castes religieuses hindoues sans aborder les dogmes qu'elles ont introduits ou modifiés par leur arrivée dans le monde brahmanique. Mais la question est trop étrangère aux études économiques pour que j'analyse ici l'étude de sir Lyall sur *l'origine des mythes divins dans l'Inde*. Je renvoie à ces pages dont quelques tendances ont dû être discutées. L'étude sur la formation des castes nous éclaire d'ailleurs suffisamment sur les phénomènes sociaux qui accompagnent la naissance de la caste religieuse. Elle est d'abord une secte. Un homme est excommunié ;

banni de sa caste, il en forme une autre par le renom de ses austérités et de ses visions, parfois même, s'il est audacieux, il se proclame une incarnation divine. Les brahmanes, c'est-à-dire la caste la plus puissante et la plus rigoriste de l'Inde, ont dû avoir des commencements analogues. Du moins plusieurs des tribus qui la composent lui sont-elles étrangères en réalité. Il y a eu là, comme nous l'avons vu ailleurs, diverses adoptions nécessitées par la force des choses. Bref le processus est à peu près le même que pour le clan.

En terminant ce curieux mémoire « d'embryologie politique (1) », sir Lyall ne peut s'empêcher de faire un retour sur la société moderne où les institutions ne sont pas si crûment le résultat des mœurs sociales, mais naissent en grande partie d'un choix conscient dirigé par les « circonstances et les préceptes de la logique ». Ce sont là deux types extrêmes : « Dans l'état indien, nous trouvons un cercle rigide d'affinité qui inclut les privilèges politiques d'un clan dominant et repose sur des règles strictes de mariage ; aux Etats-Unis d'Amérique, nous voyons le droit cité ouvert à tout étranger qui le demande, l'égalité absolue devant un code écrit, et souvent une loi de divorce très libérale. Savoir si à travers le vaste intervalle qui sépare la première et la dernière phase des institutions aryennes, on peut encore suivre la filiation continue des idées, c'est une question que nous n'avons pas à aborder ici... » Sir Lyall n'est pas affirmatif, mais dans tous les cas voilà une science *possible*, une mine qui s'ouvre et qui, par les travaux des historiens et des juristes, est capable de nous livrer un jour la formule abstraite des évolutions qu'a subies la vie sociale de nos ancêtres, puisque leur histoire concrète, leur vie de guerre et de voyage est, faute de documents sérieux, condamnée au mystère le plus absolu. Il est donc permis de remercier tous ceux qui ont entrepris cette tâche et sir Lyall a droit plus que tout autre à notre gratitude, ses recherches ayant à l'heure actuelle un prix infini, s'il est vrai, comme nous le dit Maine, que les institutions hindoues touchent à leur fin : « De même que selon les brahmes les fleuves sacrés de l'Inde perdent avec le temps de leur sainteté, l'Inde elle-même va perdant par degrés ce qu'elle a de personnel et de caractéristique (2). » Aussi l'illustre écrivain conviait-il naguère tous les travailleurs à reconnaître et à enregistrer au plus tôt ce qui survit encore dans l'Inde des mœurs préhistoriques, avant que les dernières traces en soient complètement effacées ; il le disait dans son langage énergique : « Here, if anywhere, what has to be done was to be done quickly » et l'on voit que sir Lyall n'a pas perdu de temps.

Charles MAURRAS.

(1) Expression de Sumner Maine. — *De l'organisation juridique de la famille chez les slaves du Sud et chez les Radjpoutes*. — (2) *Village-Communities*, p. 24.

LA CAISSE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

STATISTIQUE ET LÉGISLATION

A PROPOS D'UNE LOI NOUVELLE

L'une des causes du découragement qui hante l'esprit des ouvriers, est la crainte de ne pouvoir échapper à la misère dans leurs vieux jours. L'observation sociale permet à chacun de noter ce fait. Je n'oublierai pas l'accent convaincu avec lequel l'un d'entre eux, qui jouissait d'une pension de retraite, m'exprimait le vœu de voir fonder une Caisse nationale pour tous les invalides du travail. Pour faire comprendre l'importance de cette question, il n'est pas besoin de montrer par des descriptions réalistes les vieillards sur leurs grabats, mourant d'inanition et de froid, ou implorant la charité sur tous les chemins de France ! Le pathétique ne conviendrait point à ce sujet au milieu des chiffres. N'avons-nous pas entendu, pendant les dernières périodes électorales, les revendications des électeurs, les promesses des candidats ? N'ont-ils pas tous juré, républicains et royalistes, de s'occuper de l'amélioration du sort des ouvriers, et en particulier d'organiser d'une manière définitive une caisse de retraites pour la vieillesse ? Quelques-uns semblent même vouloir se réserver comme un monopole la solution de ces problèmes sociaux. Nous ne voulons retenir ici que la bonne volonté de chacun et chercher les moyens pour la rendre effective. La tâche est difficile. On connaît le proverbe *sub sole nil novum*. En effet la loi du 18 juin 1850 a organisé une institution de ce genre, avec la garantie de l'Etat, sous la direction de la Caisse des Dépôts et Consignations ; de grandes compagnies d'assurances et des sociétés mutuelles permettent en outre la constitution de rentes viagères. Mais ces institutions ne sont point connues de ceux qu'elles intéressent. Je ne crois pas me tromper en disant que la grande majorité des ouvriers ignore leur existence, que les gens du monde, qui auraient pu les vulgariser, ne connaissent pas leur mode de fonctionnement. Les agents eux-mêmes de l'Etat, chargés de recevoir les versements à la caisse des retraites seraient le plus souvent incapables d'expliquer aux déposants les diverses assurances qu'ils peuvent contracter.

Une loi, votée le 15 juillet dernier, a réorganisé cette institution : a-t-elle résolu le problème posé ? Nous avons cherché la réponse à cette question, dans l'étude de la législation ancienne et nouvelle sur cette matière, en nous aidant de quelques publications récentes.

I

A une époque qui a bien des analogies avec la nôtre, en 1848, les réformes économiques et sociales furent mises également à l'ordre du jour de la presse, des réunions publiques, de l'Assemblée nationale. De ce mouvement généreux naquit la loi du 18 juin 1850 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse. Cette loi avait pour but de faciliter aux ouvriers la constitution des rentes viagères depuis 5 fr. jusqu'à 600 fr. par an. Les versements furent fixés au minimum de cinq francs ; une même personne ne pouvait verser au-delà de 3,000 fr. dans une même année. Bien que les économies d'un ouvrier dussent rarement atteindre ce chiffre, le législateur ne voulut pas éloigner de cet emploi utile les petits héritages ; d'un autre côté il voulait encourager l'épargne de chaque jour. Dans le même but les intermédiaires choisis n'étaient point éloignés des intéressés ; il semble néanmoins que les receveurs des postes eussent été plus accessibles à ce public.

Comment se constituaient ces rentes ? 1° par l'argent déposé ; 2° par son intérêt composé à 5 %, plus tard réduit à 4 1/2 % ; 3° par la quotité de répartition entre tous les titres de rentes inscrits, des sommes dont bénéficiait la Caisse par la mort de ceux qui mouraient avant d'avoir droit aux arrérages de leurs pensions ou qui n'en jouissaient qu'un petit nombre d'années. Les rentes viagères étaient calculées d'après l'âge du déposant au moment de son premier versement, en raison de ses chances de mortalité suivant l'âge auquel il commençait à jouir de sa pension, et selon qu'il avait aliéné ou réservé pour ses héritiers le capital versé. Ces combinaisons donnaient aux rentes viagères une valeur supérieure à celle de l'argent réellement déposé et de son intérêt. Grand bénéfice pour les salariés, puisque les économies qu'ils peuvent faire sont, en règle générale, impuissantes à leur assurer, lorsqu'ils ne peuvent plus travailler, des pensions suffisantes à leur entretien.

La loi de 1850 a cherché à moraliser le pauvre, en encourageant son esprit de prévoyance. Elle l'a fait en mettant à la charge de l'Etat, qui prête, de plus, ses fonctionnaires, la garantie

du capital et d'un intérêt un peu supérieur au taux, normal. Les sociétés particulières d'assurances n'avaient pas réussi à inspirer confiance à un public aussi peu apte à juger de leurs garanties de solvabilité que peu disposé à risquer un pécule laborieusement acquis. C'était la justification de cette nouvelle attribution de l'Etat aux yeux de ceux qui voulaient avec raison diminuer plutôt qu'augmenter ses fonctions. Aussi il importait que les seuls ouvriers fussent appelés à jouir de cette tutelle et de ses avantages ; pour cela les pensions furent limitées à 600 fr. par an. Un des articles de la loi les rendit incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. Après avoir aidé l'ouvrier à former un petit capital pour sa vieillesse, elle l'aidait à le défendre contre sa prodigalité ou sa faiblesse.

L'entrée en jouissance de la pension fut fixée à l'âge de 50 ans accomplis. Par exception la jouissance pouvait être ramenée à un âge moins avancé, dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées ; mais dans ce cas la pension devait être proportionnelle, c'est-à-dire peu importante : plus on avance en âge, plus on a droit, à cause des chances de mortalité, à des rentes élevées. Un ouvrier attendant 60 ans pour faire liquider sa retraite touche une rente presque double de celle qu'il aurait eue à 50 ans. Les tables de Déparcieux permettent de faire reposer ces chiffres sur des données sérieuses, lorsqu'on prend pour base un assez grand nombre d'individus ; la durée de la vie humaine ayant augmenté on demande leur révision. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exigées pour faire les versements ou toucher les annuités des rentes, furent délivrés gratuitement, et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. Telles furent, dans leurs grandes lignes, les sages règles tracées par cette loi.

II

Quelques économistes néanmoins reprochèrent et ont reproché depuis à cette loi de favoriser l'égoïsme d'un seul au détriment de la famille et de son patrimoine, amoindri par cette institution des rentes viagères. Nous croyons cette critique exagérée. Le capital de ces rentes viagères est constitué le plus souvent par le versement de sommes des plus minimales, qui s'en iraient en fumée, selon une locution populaire, si elles n'étaient ainsi encaissées au jour le jour. Comment les fils de ces pères, qui ont amassé à la sueur de leur front ces petites rentes, pourraient-ils se plaindre de la perte de ces économies qui les dispensent de les secourir dans le besoin ?

La loi humaine, lorsque la loi naturelle ne parle pas assez haut n'oblige-t-elle pas les enfants dénaturés à payer à leur père et à leur mère une pension alimentaire ? Le budget de la famille entière n'est-il pas allégé par cet apport, en dehors du salaire quotidien ? Les déposants ne versent-ils pas souvent non pour eux-mêmes, mais pour leur vieux parents ou leurs enfants en bas-âge ? Nous reconnaissons que les intérêts composés forment souvent un capital beaucoup plus élevé que les sommes réellement versées, et nous ne mettons qu'en seconde ligne comme argument en faveur de notre opinion, la réserve du capital que peuvent faire les déposants pour leurs héritiers. D'un autre côté tout le monde reconnaît aux célibataires et aux personnes qui n'ont pas de proches parents le droit de jouir et de disposer entièrement de leurs biens. J'ajoute qu'il serait très heureux que les uns et les autres versassent beaucoup à la Caisse des retraites, puisque leurs rentes viagères viendraient, à leur décès, augmenter celles que les ouvriers, même laborieux, se constituent à grande peine. La loi du 18 juin 1850, facilite aussi, d'une manière générale, la générosité de tous : les communes, les comices agricoles, les particuliers peuvent à titre de récompense faire des versements sur la tête des victimes du travail, des meilleurs écoliers, des vieux serviteurs. Ne serait-ce pas un des meilleurs stimulants pour les travailleurs et le meilleur moyen pour leur faire contracter des habitudes d'épargne ?

Comment du reste remplacer les rentes viagères ? Faut-il les supprimer purement et simplement, ou les remplacer par un capital exigible à l'âge de la retraite ? Les conseils de famille, qui pourraient être appelés à autoriser ou défendre les placements de ce petit capital, ne paraissent point devoir être acceptés facilement par les ouvriers. Sans cette restriction au droit de propriété, ce capital, alimenté lentement par les privations quotidiennes des ouvriers, ne sera-t-il pas dépensé en un jour par des enfants avides ou prodigues, abusant de la faiblesse de leurs parents ? Le but essentiel de la loi, qui est de venir en aide à la vieillesse nécessiteuse, ne serait pas atteint.

Une dernière objection nous paraît difficile à détruire : le patrimoine formé par les sommes versées et inscrites sur des livrets individuels et la capitalisation de leur intérêt composé, représente une rente viagère bien moins élevée que celle qui est constituée avec l'augmentation résultant des chances de mortalité des déposants. Or, comme ces rentes viagères elles-mêmes sont pour la grande masse des ouvriers très minimes, si on inscrit dans la législation une modification qui les diminue, autant vaut les supprimer. Un de nos confrères les plus éminents et des plus compétents, puisqu'il est

administrateur de la Compagnie des assurances générales, M. de Courcy, poursuit avec un zèle d'apôtre cette transformation de la rente viagère en patrimoine transmissible. Nous nous inspirons de son système qu'il a développé à une des séances de la société d'économie sociale (1), en demandant qu'il ne soit pas permis au père de famille de verser plus de 150 fr. par an ou d'aliéner des sommes susceptibles d'assurer des pensions annuelles de plus de 360 fr. Des ressources moindres ne subviendraient pas au coût de la vie d'une personne, et des rentes viagères plus élevées compromettraient le patrimoine que les pères de famille ont le devoir de laisser à leurs descendants. Cette réforme, immédiatement applicable, ne répondrait-elle point à la haute idée morale qui a guidé M. de Courcy ? Ne ferait-elle pas absoudre la loi du 13 juillet 1850 du reproche de favoriser l'égoïsme ? Ne serait-ce pas concilier les intérêts des vieillards et des jeunes générations ?

Un autre publiciste, M. d'Haussoville, dans de récents articles parus dans la *Revue des Deux Mondes* (2), a semblé nier l'efficacité des résultats que permet d'atteindre la Caisse des retraites pour la vieillesse. Nous allons voir les chiffres de quelques rentes viagères, qui atténuent cette appréciation pessimiste ; ils donneront, croyons-nous, une idée suffisante de l'institution que nous voulons faire connaître.

Un père de famille versant pour son enfant, âgé de 3 ans, une somme de 100 fr., lui assurait à 50 ans une rente annuelle de 113 fr. 42 à capital aliéné, c'est-à-dire appartenant à la caisse au décès du titulaire ; à 60 ans il aurait touché 279 fr. 91, à 65 ans, 487 fr. 19. Si le capital avait été réservé pour ses héritiers, le titulaire aurait touché seulement 86 fr. 52 à 50 ans, 213 fr. à 60 ans ou 371 à 65 ans. Ces modestes pensions de retraites, acquises par une somme de 100 fr. à la portée de beaucoup de bourses ouvrières, n'étaient-elles pas relativement importantes ? n'avions-nous pas raison de dire que beaucoup de pères de famille se fussent laisser tenter s'ils avaient connu ces avantages ! L'enfant ayant 12 ans lorsqu'on versait pour lui, sa pension viagère était à capital réservé de 83 fr. 08 à 50 ans, de 213 fr. à 60 ans. En versant des sommes doubles, triples, etc., on constituait des rentes deux, trois fois plus élevées, etc.

Voici un second mode de versement. Si un ouvrier économisait 0,10 cent. par jour, ou 7 fr. 50 par trimestre, soit 30 fr. par an, depuis l'âge de 18 ans, jusqu'à 55 ans, il recevait une rente viagère de 360 fr.

(1) *Bulletin de la société d'Economie sociale*, tome VII, 1880.

(2) Nos du 15 mars, 1^{er} juillet. Ces articles ont été réunis en un volume, *Misère et remèdes* (Calmann Lévy), auquel la revue a consacré une étude. (Nouv. s., t. I, p. 592.)

ou de 599 fr. à 60 ans. Quel est l'ouvrier laborieux qui ne pourrait, s'il le voulait, faire cette économie ? N'était-ce pas une amélioration sensible du sort de l'ouvrier réalisée par la caisse des retraites et qu'on pouvait formuler ainsi : la prévoyance dans la jeunesse garantit une pension alimentaire pour la vieillesse.

Autre combinaison : un père de famille pouvait verser annuellement 10 fr. au nom de son fils, à partir de 3 ans. A 50 ans l'enfant avait une rente viagère de 189 fr. ou de 482 à 60 ans, à capital aliéné, etc. On pouvait aussi s'assurer des rentes viagères immédiates par le versement d'un capital ; nous ne conseillerions cette transformation du patrimoine en rente viagère qu'à des personnes âgées et sans famille.

Ces pensions viagères ne sont pas bien élevées, on le voit. Mais ces subventions, qui viennent s'ajouter aux petits salaires que l'ouvrier peut encore gagner à cet âge, sont-elles donc d'une si petite importance, relativement à son budget total ? Et ici, nous ne voudrions pas qu'on se méprit sur notre opinion : si nous ne soutiendrions point que la caisse des retraites ou les institutions équivalentes vont suffire à effacer la misère, à inoculer aux sociétés un virus contre tous les maux, nous croyons encore moins qu'il est permis de se croiser les bras, de ne pas essayer de secourir les vieillards ou les enfants abandonnés, de nier les calamités sociales ! N'accepte-t-on pas les offrandes les plus humbles dans les quêtes pour les pauvres ? Oserait-on refuser une obole, si modeste soit-elle, qui peut apporter un soulagement, un morceau de pain à un malheureux ! L'Etat, qui peut encourager les institutions de prévoyance n'a pas à s'occuper de procurer l'aisance ou la fortune !

Ces réserves faites, il ne nous en coûte point de reconnaître avec M. d'Haussonville, que les institutions fondées et dirigées par l'initiative privée sont préférables, et au point de vue des principes de la science sociale, et au point de vue des résultats, à cause des subventions accordées par le patronage. Mais tant que les associations libres pour l'épargne en vue de la vieillesse n'auront pas pris plus de développement, la caisse de retraites garantie par l'Etat nous paraît devoir rendre des services. Elle contribuera à populariser l'épargne, si elle ne peut prétendre assurer des pensions viagères aussi élevées que celles qu'accordent par exemple les Compagnies de chemins de fer, les Sociétés minières à leurs ouvriers. Sur 111,000 ouvriers des mines en France (1), 109,000 d'entre eux participent à des caisses de secours et de retraites, savoir 80,000 au moyen des retenues sur leurs

(1) Statistique sur les caisses de secours pour les mineurs. Rapport de M. O. Keller. *Annales des mines*, livraison de septembre-octobre 1884, Dunod, éditeur.

salaires et des cotisations des patrons, et 29,000 sans contributions personnelles. Le Creusot dépense de ce chef 76 fr. par ouvrier; Anzin 40 fr., etc. Les pensions annuelles varient de 415 à 522 fr.; celles de 365 fr. sont les plus nombreuses pour les travailleurs âgés de 55 ans, et ayant 30 ans de services. Cette statistique n'est-elle pas éloquente, et propre à faire taire bien des démagogues!

Les pensions de retraite formées par des versements individuels ou par l'entremise des sociétés de secours mutuels, n'atteignent pas ces chiffres. Les sociétés de secours mutuels peuvent faire à la caisse des retraites des versements au nom de leurs membres, mais les cotisations qu'elles exigent d'eux, 12 fr. par an en moyenne, ne le permettent guère. Ces sociétés, qui ont surtout pour but de subvenir aux frais des maladies, arrivent difficilement à assurer des rentes viagères à leurs sociétaires, à moins qu'un grand nombre de membres honoraires n'en fassent partie. Sur 14,000 pensions inscrites par leur entremise, nous en trouvons 88 s'élevant de 300 à 452 francs par an; 418, de 201 à 300 francs; 2,000, de 200 à 100 francs; il y a enfin 12,000 rentes de 99 à 30 francs, c'est-à-dire le plus grand nombre. Malgré leur taux peu élevé, nous le redisons, les vieux ouvriers sont heureux de ces secours. Tous ne peuvent faire partie des grandes administrations, des grandes usines qui assurent des pensions de retraites. — La moyenne des rentes viagères formées par des versements directs est plus élevée, mais ceux-ci ne viennent pas le plus souvent de l'ouvrier ou ne sont pas volontaires.

Pour nous, le défaut le plus grave que nous reprochions à la caisse des retraites, c'est que dans ses trente-cinq années d'existence, elle n'a pas drainé assez d'épargnes faites par l'ouvrier. Cet insuccès relatif prouve-t-il que la loi de 1850 était mauvaise? Nullement; elle n'est pas connue des intéressés, voilà tout. Il est urgent — et c'est un devoir social — d'apprendre aux salariés l'existence et le mode de fonctionnement d'une institution qui remplit à peu près le but de leurs revendications, d'une caisse nationale pour les invalides du travail. Il faut qu'ils sachent qu'avec un très petit prélèvement sur leur salaire, ils peuvent s'assurer des rentes viagères; ils le peuvent en interrompant même leurs versements, en temps de chômage, sans perdre leurs droits à la retraite. L'ignorance, la routine, l'imprévoyance les en empêchent; l'insuffisance du salaire n'est qu'un empêchement secondaire, puisque, l'exemple cité le prouve, une économie de 10 centimes par jour suffit après 20 ou 30 ans à constituer une rente viagère de 360 francs.

Cependant les opérations de la Caisse des retraites ont été lentes au début dans la période de 1851 à 1861; elles ont pris depuis un accroissement assez rapide. Le chiffre des versements annuels, de

467,000 en 1879 s'est élevé à 571,000 en 1882. Si on totalise le chiffre des déposants, depuis l'origine de la Caisse, et celui des sommes versées on arrive à 8,515,429 d'un côté et à 588,800,040 de l'autre. Il y a des ombres à ce tableau : en 1878 nous trouvons 5,000 versements directs sur 400,000 comptes ; cette proportion n'est pas assez grande. Déjà en 1867, M. A. Cochin disait dans un rapport : sur cent dépôts, cinq seulement sont volontaires et quatre-vingt-quinze proviennent de retenues obligatoires sur les appointements des ouvriers, par suite des règlements des administrations auxquelles ils appartiennent : tels les cantonniers, les facteurs ruraux etc. En 1884 il y a 2,819 déposants dont 182 nouveaux et 134,290 fr. d'inscriptions de rentes au nom de 1,314, soit plus de 100 fr. de rente par déposant : il est donc presque certain que ce produit de l'épargne ne vient pas de l'ouvrier, mais de petits capitalistes. Le législateur de la loi du 18 juin 1850 n'avait pas voulu encourager cette clientèle. On doit chercher à changer cet état de choses.

Seuls, les chefs socialistes ont intérêt à cacher au peuple ce qui pourrait améliorer son sort ; l'un d'eux disait : le cabaret doit être la caisse d'épargne du peuple ! Si nous consultions les statistiques anglaises, nous trouverions en Angleterre 7 millions d'ouvriers (4 millions hommes et 3 millions de femmes et d'enfants) assurés avec un capital de 700 millions versés. Une seule société de retraites, les Old-Fellows, a 40 millions de capitaux. Quand même on compterait dans ces chiffres les assurances-vie, les assurances en cas de décès, les membres des sociétés de secours, on voit que nous en sommes bien loin, en France, avec nos 400,000 mille pensions de retraites garanties par l'Etat, nos 1,200,000 ouvriers et nos 150,000 femmes, membres de sociétés de secours mutuels. Comment décider nos ouvriers à imiter les ouvriers anglais ?

Nous étudierons dans un prochain article les perfectionnements dont nous croyons notre caisse de retraites susceptible, après nous être arrêté quelques instants à ceux qu'on a essayé d'y apporter depuis 1850, et notamment à la loi récente qu'on a promulguée sur la matière.

(*A suivre.*)

Félix TROYES.

LE MOUVEMENT DE LA POPULATION DE LA FRANCE EN 1885

Parmi les sujets de tristesse et d'angoisse qui s'imposent à notre patriotisme, l'un des plus douloureux est celui du mouvement de notre population. Au milieu des autres pays qui s'accroissent, le nôtre reste stationnaire : c'est dire qu'il rétrograde. Dans la liste des nations classées par ordre de progression de plus en plus lente, nous occupons le dernier rang. Ailleurs on considère que le meilleur des placements est le capital humain ; on pense, avec Rousseau, que « la pire disette pour un état est celle des hommes » et, avec Vauban, que « la grandeur des rois se mesure au nombre de leurs sujets. » Ici, nous professons ou du moins nous pratiquons d'autres théories ; nous avons peur de multiplier nos enfants ; « nous nous arrangeons pour faire des aînés en supprimant les cadets » et nous réduisons notre natalité à un taux qui suffit à peine à réparer nos pertes annuelles.

Les lecteurs de la *Réforme sociale* n'ont sans doute pas oublié la forte étude publiée par M. Cheysson, ici même, sous le titre *Mouvement de la population en France et à l'Étranger* (1). Revenant sur ce sujet, le dernier numéro de la Revue contenait un chaleureux appel de M. Chamberbert pour inviter les Unions de la paix sociale à s'associer à une *Enquête sur la dépopulation*. C'est là en un mot une des préoccupations incessantes de notre Ecole, et elle ne perd aucune occasion de rappeler cette question à ses adhérents et au pays.

Le dernier tableau, que vient de publier le *Journal officiel* du 24 août sur le *mouvement de la population pendant l'année 1885*, n'est pas fait pour rassurer ceux qui suivent cette statistique avec une anxiété toujours croissante. Voici en effet les résultats qu'il accuse :

La population totale s'est accrue en 1885 de 85.464 habitants. C'est 5.405 habitants de plus qu'en 1884, mais 9.794 de moins que pendant la période de 4 ans, qui va de 1881 à 1884. Le taux de l'accroissement annuel, qui était tombé par bonds successifs de 59 pour dix mille habitants entre 1821 et 1841 à 34 entre 1841 et 1861, enfin à 26 entre 1861 et 1881, n'est plus en 1885 que de 23 pour dix mille. C'est une nouvelle chute, malgré l'abaissement d'un niveau où il semblait qu'il n'en restât plus à faire.

Cette stagnation de notre population ne vient pas d'un excès de

(1) Communication de M. Cheysson à la Société d'Econ.soc. (n° du 1^{er} juillet 1883.)

mortalité. Au contraire le total des décès en 1885 n'a été que de 836.897, c'est-à-dire qu'il est resté de 21.887 au-dessous du chiffre de 1884. Notre mortalité ne s'élève qu'à 23 pour mille, et reste ainsi sensiblement inférieure à la moyenne générale de l'Europe (26 pour 1000). Elle serait très satisfaisante et l'on devrait s'en applaudir, si elle ne tenait pas en grande partie à la faible proportion de nos enfants, qui constituent, comme on sait, la couche de la population sur laquelle la mort prélève son plus fort tribut.

De même que dans les périodes antérieures, c'est encore en 1885 le chapitre de la natalité qui donne la clef de notre faible accroissement et qui justifie nos cris d'alarme. Pendant cette année, en effet, on n'a compté que 922.361 naissances, avec la proportion depuis longtemps immobile chez nous de 105 garçons pour 100 filles. C'est exactement le chiffre de l'année 1805 ; mais alors la France avait 8 millions de moins d'habitants. Telle est donc la mesure de la décadence de notre natalité : 37 millions de Français en 1885 n'ont pas aujourd'hui plus d'enfants que 29 millions n'en avaient en 1805.

Par rapport à l'année 1884, nous avons perdu 15,397 naissances.

Notre natalité est ainsi réduite à moins de 25 pour 1000, tandis qu'elle atteint 30 pour 1000 en Allemagne ; 38, en Autriche et en Italie ; 35, en Angleterre... Notre sève semble s'épuiser, pendant que celle de nos voisins garde toute sa vigueur.

La proportion des naissances naturelles, qui était tombée il y a quelques années à 7,5 %, remonte lentement et en 1885 dépasse 8 %. C'est là un fâcheux indice et qui ajoute une ombre de plus à un tableau déjà très chargé de nuages.

Ce n'est pas la nouvelle colonne des *Divorces*, qui y fera pénétrer un rayon de soleil. Pour la première fois la statistique les enregistre et elle leur assigne un total de 4.227, soit 1,5 % du nombre des mariages (283, 170).

Le tableau confirme d'ailleurs les faits déjà signalés relativement à la stérilité des ménages dans certains départements et en particulier dans ceux de la Normandie (Manche, Eure, Calvados, Orne) ; et à la fécondité de certaines provinces, comme la Bretagne et des départements industriels (Nord, Pas-de-Calais, Loire, Saône-et-Loire). Les paysans pauvres, pas plus que les ouvriers, ne calculent pour réduire le nombre de leurs enfants. Ainsi que le disait l'auteur de l'étude déjà citée (1), « déduisez les agglomérations ouvrières et ça et là quelques provinces rurales attardées qui s'obstinent à la fécondité comme la Bretagne, et vous verrez ce qu'il restera d'enfants pour les classes dirigeantes : à peine deux par mariage, tandis qu'il en faut au moins trois, pour réparer les pertes d'une population par

(1) *Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1883.

décès. C'est du malthusianisme à rebours qui fait reposer le recrutement des générations nouvelles sur la sélection des types inférieurs. »

Les faits commandent donc avec une autorité de plus en plus impérieuse que l'on mette à l'ordre du jour cette grande et vitale question de la population française, et que tous nos amis prêtent leur concours à cette enquête à laquelle les convie si instamment M. Chambert.

Comme il l'a indiqué lui-même en terminant son appel, « cette enquête ne sera fructueuse qu'à la condition de ne pas se borner à une simple distribution d'imprimés à remplir, mais d'être conduite directement sur place par des personnes compétentes ». On ne saurait mieux dire : ce n'est pas le nombre des observations qui compte, c'est leur qualité.

Il nous semble que les Unions de la paix sociale pourraient en peu de temps apporter de grandes lumières pour la constatation du mal, la découverte de ses causes et l'indication de ses remèdes, si un certain nombre de leurs membres voulaient, chacun dans la contrée où il réside, entreprendre la monographie d'une commune envisagée à ce point de vue particulier (1).

On commencerait par établir exactement les faits, en remontant aussi haut qu'on le pourrait dans le passé, et en étudiant, à l'aide des recensements successifs et des registres de l'état civil, les quatre facteurs démographiques qui influent sur le mouvement de la population : à savoir, les naissances, les mariages, les décès et la balance des émigrations et des immigrations.

Les faits une fois établis d'une manière authentique, on en rechercherait les causes locales, à la clarté des faits et non à la lueur des hypothèses. Quand les causes auraient été ainsi dégagées, les mesures à prendre pour les combattre en découleraient d'elles-mêmes.

Quel jour ne jetteraient pas sur ces douloureux problèmes quelques monographies, rédigées d'après un plan méthodique comparable, pour des communes de la Normandie, de la Bretagne, des Alpes, du plateau central et de nos départements industriels ! La tâche est noble et bien faite pour tenter le dévouement de ceux de nos confrères qui sont à même de l'aborder. D'avance, la reconnaissance de l'Ecole de la paix sociale leur est acquise, en attendant celle du pays.

E. BERBIGUIER.

(1) Voir ci-contre l'étude de notre confrère le comte d'Anthenaïse, sur *une commune rurale des environs de Paris*. Elle répond sans le connaître au vœu exprimé ici, et jette une vive lumière sur des résultats partiels trop tristement d'accord avec les résultats généraux que vient de publier l'*Officiel*. (N. de la Réd.)

UNE COMMUNE RURALE

DES ENVIRONS DE PARIS

Situation, sol, climat, productions. — La commune de M... est située à une altitude de 284 mètres au-dessus de la mer, à l'extrémité occidentale du plateau de la Beauce, à l'endroit où il commence à descendre vers la mer en formant les collines du Perche. Les eaux qui tombent sur le toit de l'église se divisent suivant l'arête du toit et s'écoulent à droite dans le bassin de l'Eure et à gauche dans celui de l'Huisne et de la Loire. Le sol est, en général, une argile rouge, ferrugineuse, à rognons de silex, terre à brique où le chêne pousse bien et les céréales médiocrement. Un banc de sable fin se découvre sous l'argile dans les mouvements de terrain qui s'inclinent vers l'occident, il contient quelques sources qui se perdent dans des bancs de marne situés sous le sable.

Séparée de la plaine beauceronne par une série de forêts qui tamisent les vents du Nord et de l'Est, la commune jouit d'un climat moins froid en hiver que celui de la Beauce et plus frais en été, à cause de l'élévation relative des terres et de leur fraîcheur naturelle.

La population est saine, la vie longue, le nombre des vieillards est considérable, beaucoup passent quatre-vingts ans avec toutes leurs facultés.

Le cidre fait le fond de la nourriture ; matin et soir, et pour les pauvres trois fois par jour, on fait chauffer le cidre dans un pot, on y ajoute du pain grillé et cette rôtie au cidre constitue, avec des harengs grillés, des œufs, fort peu de viande et beaucoup de pommes, le fond de la nourriture générale.

La flore n'est pas riche, la faune l'est encore moins. Neuf années sur dix les abeilles ne recueillent pas assez de miel pour passer l'hiver, aussi est-ce une industrie du pays de les mener en Beauce faire leur provision sur le sainfoin.

La culture, fort arriérée, délaisse les prairies ; la rotation de l'assolement est de trois ou quatre ans, blé, avoine, une plante fourragère, trèfle, minette, anthylis vulnérable vulgairement trèfle jaune, rarement une luzerne.

Le travail se fait avec des chevaux que l'on achète poulains dans le Perche et que l'on revend à quatre ou cinq ans pour Paris ou la Beauce.

Un petit nombre de vaches dont on engraisse les veaux pour Paris. Peu de moutons, l'humidité du sol leur étant contraire. Peu ou pas de porcs. En moyenne à peine une tête de bête par quatre ou cinq hectares.

Les terres mal fumées ne produisent pas toujours assez de blé pour nourrir la population.

La population, les mœurs, les cultures. — Quant à cette population, voici le résultat des derniers recensements.

1861. —	Population, 296 habitants. —	Maisons, 98. —	Ménages, 98.
1866. —	— 245 — — —	80. — —	80.
1872. —	— 273 — — —	81. — —	83.
1876. —	— 261 — — —	82. — —	83.
1881. —	— 229 — — —	73. — —	73.
1886. —	— 247 — — —	81. — —	70.

La commune a donc perdu depuis 1861, 28 ménages, 17 maisons abandonnées et en ruines, 51 habitants.

D'après le dernier recensement, il y a 49 enfants au-dessous de 12 ans et 40 vieillards au-dessus de 60 ans, soit un enfant et un vieillard sur cinq habitants.

La commune a une superficie de 1.000 hectares dont 533 en terres labourables, 65 en prairies, 368 en bois.

Le revenu imposable était en 1833 de 9,702 fr. 64, il est en 1886 de 8,889 fr. 17. Cette diminution tient aux 17 maisons délaissées ou démolies. Plusieurs maisons existantes ont été reconstruites à neuf, mais il n'y en a qu'une seule nouvelle.

Sauf deux petits marchands, dont l'un tient le bureau de tabac et l'autre une auberge, la seule industrie est l'agriculture. Il n'y a que trois ou quatre fermiers, le plus grand nombre des familles possède ses maisons et quelques champs, les gens travaillent en hiver dans les bois, et se louent pour faire la moisson en Beauce. Il n'y a que peu de familles en location sans autres ressources que leur travail. Un certain nombre de femmes élèvent des nourrissons parisiens. C'est une industrie du pays sur laquelle il y aurait beaucoup à dire.

La moralité est médiocre; on boit beaucoup d'eau-de-vie, les femmes encore plus que les hommes; la religion s'en va, les relations de voisinage s'en ressentent: dans la moitié des hameaux, il n'y a plus de poules parce qu'on se vole les œufs ou qu'on tue les poules lorsqu'elles vont chez le voisin. Les fermes, en petit nombre, sont isolées au milieu de leurs terres, mais les autres maisons sont groupées par petits hameaux où la discorde règne en maîtresse.

Une partie des pommiers a gelé pendant les hivers de 1879 et

1880, ils rendent du reste de moins en moins comme fruits parce qu'on a détruit les haies qui les protégeaient contre les vents froids du printemps. Cependant on replante des pommiers un peu partout, non seulement parce que le cidre est le fond de la nourriture du pays et la seule boisson dont l'usage soit habituel et général, mais aussi parce que le commerce des pommes a pris et prend de plus en plus une heureuse extension. Malheureusement, le pommier à cidre vient lentement et donne peu pendant les vingt premières années, le proverbe du pays est qu'il met cent ans à croître et cent ans à décroître, ce qui est possible dans le pays même.

Depuis une vingtaine d'années, les salaires, faibles en hiver, très élevés pendant la moisson, ont subi une légère augmentation qui se maintient spécialement pour les domestiques de fermes qu'on ne trouve que difficilement et qui sont très médiocres.

La valeur de la petite propriété a baissé dans une proportion difficile à connaître, parce que la crise actuelle rend les ventes fort rares, bien qu'un quart environ de la petite propriété soit hypothéquée.

L'émigration sur Paris, qui a été considérable, l'est beaucoup moins; il y a même, depuis l'avant dernier recensement, une immigration d'ouvriers du pays, chargés de famille, attirés par la permanence d'un travail facile, celui de chaussées d'étang faites dans les environs et de carrières de pierres ouvertes pour les nouveaux chemins.

En somme, la population se démoralise et diminue par le manque de naissances. La terre s'appauvrit et le bois regagne le terrain perdu il y a un millier d'années, car on trouve des traces de fourneaux à charbon dans toutes les terres cultivées. Ce mouvement du reste existe depuis cent cinquante ans au moins. De vieux plans terriens indiquent des hameaux qui depuis ont été plantés en bois successivement et dont il ne reste plus trace, des fermes qui n'ont pas été rebâties, une division des terres beaucoup plus considérable que celle qui existe maintenant. L'église, qui est du seizième siècle, indique une population triple de la population actuelle et une richesse proportionnée. Tout porte à croire que l'attraction exercée par Paris a été la cause de cette diminution progressive de la population de la commune et de sa moralité. Un notaire du pays constatait qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de succession à régler dans laquelle une partie des membres de la famille ne fût établie à Paris.

Influence de Paris. — L'influence de Paris est telle sur la contrée que la commune de M... peut être considérée, surtout au point de vue des études sociales, comme étant dans les environs de Paris, quoiqu'elle en soit à trois heures par le chemin de fer. Presque tous ses habitants ont des parents à Paris qui reviennent souvent au pays.

Les uns ont eu la sagesse d'économiser et reviennent finir leur vie au village, mais c'est le très petit nombre ; les autres n'y reviennent plus qu'en passant pour voir leurs familles et régler leurs affaires. L'amour du clocher n'est plus qu'une exception ; les parents qui peuvent placer leurs enfants à Paris en sont tout fiers et ne doutent pas qu'ils seront plus heureux qu'eux. Il y a une tendance évidente à délaisser l'agriculture et à quitter le pays sans esprit de retour.

Cette influence se fait sentir surtout sur les jeunes gens des deux sexes. Les jeunes filles dédaignent les fermes, et veulent se placer comme domestiques dans les villes ou comme servantes de cabaret. Les jeunes gens sont attirés par les travaux des nouveaux chemins de fer où on les paie beaucoup plus cher, même comme terrassiers. Voici un exemple de ce qui s'y passe. L'année dernière, le fils d'un cantonnier chargé de famille va travailler un mois au chemin de fer ; il y gagne 150 fr., soit 5 fr. par jour ; mais, à son retour, le père reçoit une note de 50 fr. à payer pour sa nourriture, et comme le fils n'est pas majeur, il a dû la payer sous le coup d'une menace de saisie. Renseignements pris, les ouvriers jouaient le soir dans ce restaurant des parties de douze bouteilles de champagne. Du reste, depuis plusieurs années, le pays est sillonné par des ingénieurs (au moins soi-disant tels) traçant les avant-projets du nouveau réseau. Ces messieurs se font accompagner par des hommes qu'ils paient 5 ou 6 fr. par jour pour porter leurs outils et leurs provisions, commencent leurs journées tard, les finissent de bonne heure et démoralisent le pays par leurs discours et leur manière de faire.

Le nombre des ouvriers qui économisent et qui mènent une vie régulière devient de plus en plus petit ; la débauche a augmenté beaucoup plus vite que les salaires, la démoralisation a suivi le même mouvement, et lorsque la crise passera par là, il y aura une misère effroyable, car il semble que la devise générale soit : *tout au cabaret*.

Changements de culture. — Les anciens se souviennent d'avoir cultivé la terre avec des bœufs. Les champs étaient entourés de haies, les fermes plus petites et plus nombreuses. L'influence de la Beauce à l'époque de sa prospérité a fait abattre les haies, cultiver avec des chevaux, agrandir les fermes en en diminuant le nombre, mais la différence du sol et du climat a rendu cette transformation malheureuse, et la crise actuelle, trouvant le pays dans de mauvaises conditions, s'y fait rudement sentir. Les fermiers se ruinent, les petits propriétaires, obligés de faire labourer leurs terres par les fermiers qui ont des chevaux, ne sont plus payés par leur récolte des travaux qu'ils sont obligés de faire faire à prix d'argent. Dans la contrée, les fermiers étaient des spéculateurs en agriculture relative-

ment riches et influents vis-à-vis de la masse des propriétaires indigents qui travaillaient pour eux. Les habitudes de luxe, de jeu et de dépense dans les marchés où certains d'entre eux vont jusqu'à trois fois par semaine, ne semblent pas diminuer depuis la crise ; le nombre des cafés va toujours en augmentant dans les petites villes où se tiennent les marchés. Ces habitudes de dépenses exagérées qui enrichissent les petites villes, et aussi le prix de la main-d'œuvre maintenu par la diminution des ouvriers, empêchent encore une partie de la population de se rendre compte de l'intensité de la crise.

Cependant le nombre des petits propriétaires qui doivent plus qu'ils ne possèdent va toujours en augmentant ; ces malheureux travaillent en réalité pour payer au notaire une somme d'intérêts très supérieure au prix qu'ils loueraient comme fermiers les terres qu'ils occupent comme propriétaires. Ils ne conservent même cette propriété précaire qu'à cause de la crise qui empêche les notaires de faire vendre leurs biens aux enchères, certains qu'ils sont, dans les circonstances actuelles, que le prix de vente serait bien loin de couvrir les frais et les hypothèques. Il est à craindre que cette situation aille toujours en s'aggravant, et ne finisse par une liquidation désastreuse et une diminution considérable du nombre des petits propriétaires agriculteurs.

Il y a certainement dans ce malaise général et dans les ruines partielles déjà liquidées une des causes les plus puissantes qui poussent la population des campagnes à désertir la terre pour aller chercher fortune en ville. Le cultivateur ne peut continuer à travailler à perte ; il quitte forcément un métier qui ne le fait plus vivre. Attiré dans les villes par l'appât des salaires élevés, mais n'ayant rien de ce qu'il faut pour gagner ces grands prix, il devient un prolétaire aigri, dangereux et finit à l'hôpital ou à la prison.

La grande propriété. — Reboisements. — Cette dépréciation générale des terres atteint nécessairement la grande propriété qui est largement représentée dans le pays. Mais elle souffre beaucoup moins qu'on ne le croit, le résultat de la crise est moins grave pour elle et il y a surtout ce fait important qu'elle est d'autant moins atteinte qu'elle est plus considérable. Un de mes voisins, propriétaire d'une belle ferme constituant toute sa fortune, est mort par accident ; sa veuve, d'une mauvaise santé, a dû louer la ferme et se retirer à la ville avec deux petites filles ; cette pauvre femme est réduite à la misère, obligée d'emprunter pour vivre, son fermier ne la paie pas ou ne lui donne que des à-compte insignifiants.

Les cultivateurs propriétaires de fermes de cinquante ou cent hectares changent leur culture, font des prairies même en Beauce, ils

souffrent, leur aisance est considérablement diminuée, mais quand ils savent restreindre leurs dépenses, leur existence est assurée, ils peuvent attendre des temps meilleurs. Depuis le grand développement donné sous l'Empire aux valeurs mobilières, presque tous ont du reste placé leurs économies en obligations de chemins fer, et cela les aide à vivre.

Il en est de même pour les très grandes propriétés. Nos révolutions continuelles et les menaces perpétuelles du socialisme ont fait placer d'énormes capitaux à l'étranger. Dans les bonnes terres, on trouve encore à louer les fermes avec une diminution du quart, du tiers, même de moitié. Mais les terres médiocres ne peuvent plus se louer du tout, alors on les plante en bois. Dans une seule commune, deux propriétaires ont planté cinq cents hectares de bois depuis peu d'années. Cela devient d'une nécessité si évidente que beaucoup de petits propriétaires ont, dans les communes voisines, planté en bouleau de petits lots de terre de quelques ares, éloignés des habitations, et qui ne rendaient plus les frais qu'il fallait faire pour les cultiver.

Un fait social assez curieux pousse encore au reboisement. Le goût de la chasse va toujours en augmentant chez les richissimes banquiers de Paris comme chez les négociants de nos petites villes. Les chasses se louent de plus en plus et les belles chasses se louent si cher que les mauvaises terres rapporteront plus par la chasse que par n'importe quelle autre culture. La culture n'est-elle pas une spéculation qui consiste à tirer le meilleur parti de sa terre, c'est-à-dire le parti qui rend le plus? On cultive des violettes et de la fleur d'oranger dans le Midi; on cultive des lapins dans les dunes de Dunkerque. Le libre-échange a fait remplacer en Écosse le fermier cultivateur par des moutons et des bergers; la laine d'Australie a fait remplacer le mouton par des cerfs et le berger est devenu garde, mais le propriétaire tirait de ses moutons le double du revenu de ses fermes, et il en tire le triple en louant sa chasse à des Américains. Le même fait s'était produit dans la Rome antique. Pline chassait le sanglier tout en retouchant le style de ses lettres, dans les mêmes lieux où Cincinnatus avait tenu la charrue. Il fallait au peuple romain du pain et des fêtes, et l'on faisait venir le blé d'Afrique et d'Égypte où il coûtait moins cher, en sorte que la culture était devenue impossible en Italie.

Le même système amène le même résultat. Il faut au cultivateur et à l'agriculteur, encore plus qu'à toutes les autres industries, le respect de la loi morale, la perpétuité du foyer domestique et la sécurité du pain quotidien, ou il s'en va et la nation disparaît après lui. Mais il y aurait trop à dire sur ce sujet que F. Le Play a si bien traité.

Comte d'ANTHENAISE.

LA SOCIÉTÉ ANONYME IMMOBILIÈRE

DES PETITS LOGEMENTS A ROUEN

Regrettant de ne pouvoir déléguer un des membres du Conseil d'administration de notre société à la réunion annuelle de la Société d'économie sociale et des Unions de la Paix sociale, pour prendre part aux travaux énumérés au programme, nous avons cru devoir résumer dans cette notice ce qui avait été étudié et accompli à Rouen, en vue de donner une solution pratique à la question des logements de famille, pour les petits employés et les ouvriers.

Notre point de départ a été la publication, au mois de Septembre 1885, des observations recueillies par MM. G. Picot et E. Hervé en Angleterre. En peu de semaines, sous l'impulsion de ces appels à l'accomplissement d'un *devoir social* des plus intéressants, et laissant de côté tout ce qui divise dans les questions d'ordre politique, un groupe d'hommes se forma à Rouen pour mettre en œuvre les idées qui les avaient frappés.

Deux systèmes d'habitations se présentèrent : les petites maisons de famille avec jardins, créées à certaine distance de la ville ; les grandes constructions à étages au milieu même de la vie urbaine. Ce second système fut préféré. Une enquête sérieuse, quoique hâtive, nous révéla que depuis peu d'années il avait été construit aux portes de Rouen dans les communes limitrophes, *plusieurs milliers de logements* destinés aux ouvriers, soit par quelques chefs d'industrie, soit surtout par des petits propriétaires ou entrepreneurs. Tout au contraire les grands travaux de voirie avaient, dans le même laps de temps, fait tomber sur divers points de la ville de nombreuses et anciennes demeures, peu regrettables il est vrai, mais où la masse des ouvriers de Rouen était autrefois abritée, de là, un renchérissement dans les prix du plus modeste réduit, de là surtout un entassement de vies humaines dans des quartiers qui deviennent ainsi des centres de misère et d'insalubrité : c'est à cette situation qu'il fallait chercher remède. Il existe en effet tout une catégorie de petits employés ou d'ouvriers de corps d'état qui ne peuvent s'éloigner de leur centre d'occupation, après une veillée tardive et surtout aux

heures des repas ; leur intérêt est donc de rester quand même à proximité de leur travail.

Ces diverses considérations firent prendre à la société des *Petits Logements* à Rouen la résolution de construire un Groupe du genre de ceux expérimentés en Angleterre, afin de donner satisfaction aux besoins les plus urgents. Un terrain de 1600 mètres parfaitement orienté, entre des rues récemment ouvertes, fut acquis de l'administration municipale dans une adjudication. La société ne sollicita que la faculté de réunir les lots mis aux enchères. Elle entendait que son œuvre fût toute privée et n'eût à réclamer ni subsides, ni garantie d'intérêt.

La Société fut formée en octobre 1883 par la souscription d'une première fraction de cent mille francs, sur un capital prévu de 500.000 francs. Les fondateurs voyaient dès le mois de décembre l'apport social réalisé pour 250.000 francs. Les plans et notices préparés par les soins d'un ingénieur très compétent, comportaient la construction de *cent logements* composés de diverses pièces. Les escaliers sont en nombre suffisant, parfaitement aérés et éclairés, ne desservant que trois appartements par étage, de façon à ne pas multiplier les contacts. Les petites buanderies et cabinets placés à *demi-étage* sont aménagés avec de pareilles dispositions. Cet ensemble de constructions s'exécute rapidement en ce moment ; il est dépeint dans un petit prospectus tenu à la disposition de qui le désirera.

Pendant que le Conseil d'administration s'occupait de réaliser cette première et importante partie de son programme, les journaux de Rouen ont tous appelé l'attention du public sur l'idée, mise en avant par l'un d'eux, de créer une vaste *cité ouvrière* dans des jardins que l'administration départementale mettrait en adjudication. La mise à prix, très modérée, la bonne situation de ces terrains dans un faubourg populeux rendaient assez séduisant le projet en question qui répondait de plus à l'idée d'*offrir aux ouvriers les moyens de devenir propriétaires* de leur maison. Le Conseil d'administration de la société des petits logements, tout en voulant laisser la place libre aux promoteurs de ces projets, crut devoir les étudier de son côté pour le cas où il lui serait fait un appel. Il avait reçu communication des bases sur lesquelles opérait la *société immobilière d'Orléans* pour édifier des habitations dont les occupants, tous ouvriers, devenaient acquéreurs au moyen d'annuités échelonnées pendant 25 ans. (Voir au volume précédent de la Revue, les pages 213 et 404.) Une idée de ce genre lui semblait peu en accord avec l'instabilité de l'ouvrier d'industrie dans notre région, mais il prit à tâche d'examiner le système sous ses divers aspects.

Des objections très sérieuses se sont présentées successivement.

Et d'abord, dans l'état de nos coutumes, la possession de la maison de famille n'est plus guère à Rouen qu'un fait exceptionnel; les propriétaires n'habitent généralement pas leurs immeubles. L'épargne se porte d'ailleurs spécialement vers les titres mobiliers; elle y est attirée par la quotité et la régularité du revenu, mais surtout par la difficulté du partage des immeubles, par leur réalisation forcée et désavantageuse dans les successions. Si regrettable que soit cette disparition du foyer de famille, ainsi généralisée, comment espérer que ce sera l'ouvrier qui aidera à sa reconstitution, dans notre région surtout où le petit capital amassé sert à créer des situations dans l'industrie. C'est pour l'ouvrier surtout que le partage des immeubles en succession est un désastre; qui ne sait que dans bien des cas, les frais absorbent une partie et même la totalité de l'avoir ainsi épargné.

Mais cette possession du foyer, pour l'obtenir dans le système préconisé, il faut payer *pendant 25 ans* les acomptes réguliers : cette charge est calculée en ajoutant moitié au prix du loyer. Le chômage, la maladie, le changement de résidence pour trouver du travail, interrompent dans bien des cas le service des annuités et c'est à peine si, au terme de sa carrière, l'ouvrier industriel sera devenu possesseur définitif d'un bien que ses enfants auront à se partager.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire les faits nombreux observés en Angleterre et même aux portes de Rouen : faits qui prouvent que, la plupart du temps, les maisons ainsi acquises perdent leur caractère d'habitations de famille louées à bas prix et, par leur destination nouvelle de cabarets ou de lieux mal fréquentés, ruinent la valeur des habitations voisines. Nous avons cherché si ces inconvénients divers ne pourraient être atténués; par exemple en offrant comme prix de l'épargne des titres d'*actions ou d'obligations* de nos sociétés portant des mentions d'inaliénabilité pendant certaines périodes.

Il nous a été objecté que ce système n'aurait pas l'avantage d'offrir aux occupants des petits immeubles l'attrait aussi saisissable de la propriété. Pour cela il faut la *possession par contrat* dès le début. Les annuités deviennent alors une obligation dont on se préoccupe plus étroitement. Admettant ce fait, nous avons cherché dans quelles occasions les ouvriers de notre ville étaient possesseurs de leur demeure. Nous avons constaté que ces petites habitations avaient été élevées par le travail direct de la plupart des possesseurs, souvent dans des terrains vagues et arides, qu'elles étaient placées çà et là, en évitant plutôt qu'en désirant un voisinage immédiat. Il nous a paru douteux, dès lors, que les ouvriers recherchent à *titre de possession des demeures mitoyennes*, élevées dans les cités où l'espace est absolument restreint, où on ne peut faire un pas dans le jardinet,

sans être en communauté absolue avec les camarades d'à côté. Les inconvénients qui résultent de cette cohabitation ne sont pas permanents quand on n'y est fixé que par une location. Au contraire ils peuvent être intolérables entre propriétaires fixés au sol.

Nous en avons conclu que la maison *construite pour être vendue devrait être isolée*. Qu'à ce titre ce n'était absolument qu'en dehors de la ville qu'en pourrait tenter l'expérimentation de ce système. Les terrains mis en vente par l'administration départementale ne pouvaient donc convenir, d'après nous, qu'à *des constructions pour louer*. Il fallait pour les acquérir, pour les couvrir d'habitations conformes à notre but, former un capital nouveau et important à côté de celui destiné à notre groupe urbain. Nous avons jugé que cette mission ne nous appartenait pas. *L'action des sociétés doit se réserver pour les entreprises auxquelles les particuliers ne pourraient suffire*. Or, nous l'avons dit, *c'est par milliers* que de semblables habitations ont été construites dans les régions limitrophes de la ville. Y ajouter *cinquante* habitations nouvelles ne serait pas inutile peut-être, mais à coup sûr ce n'est pas indispensable. A tous ces titres nous sommes revenus à notre premier système de grandes constructions, au centre de la ville autant que faire se pourra.

Si nous avons à y modifier quelque chose ce serait en étudiant les idées mises en avant avec tant de justesse par le très estimé secrétaire des Unions de la paix sociale, dans une récente brochure. M. Delaire y rappelle avec beaucoup de justesse les avantages de toutes ces demeures disparues de nos grandes villes et où habitaient à des étages différents, des familles de situations sociales très diverses, mais que des événements heureux ou malheureux amenaient à se connaître, à s'estimer et à s'entraider. L'enfant habitant au quatrième étage faisait dans ce temps sa première communion avec celui du premier. Les catastrophes rapprochaient également les familles de conditions si différentes ; on apprenait à se rencontrer et non à se fuir.

Si nos créations à venir ne peuvent réaliser cet idéal des temps passés, nous penserons toujours qu'il aura été bon de placer dans un quartier bien habité notre premier groupe ; de marquer ainsi qu'il n'y avait pas de place spéciale à assigner, dans une ville, à telle ou telle catégorie d'habitants ; qu'en un mot les rapprochements étaient utiles. C'est en mêlant les existences qu'on pourra faire tomber des préventions que le système contraire développe d'une manière si fâcheuse au point de vue de cette paix sociale vers laquelle tendent tous nos vœux et tous nos efforts.

J. L.

MÉLANGES ET NOTICES

LES ÉTUDES COMPARÉES SUR LA FRANCE (1789-1889). — « La société moderne, selon la belle parole du cardinal Guibert, n'a reçu ni de Dieu ni de l'histoire aucune promesse d'immortalité. » Il est donc naturel qu'au milieu des incertitudes et de l'instabilité, elle cherche à prévoir son avenir en examinant son passé. Aussi de toutes parts et à des points de vue divers, le centenaire de 1789 préoccupe-t-il les esprits. Les uns se satisfont également par la répétition de pompeuses affirmations ; d'autres plus difficiles réunissent patiemment des documents positifs. C'est à cet ordre de recherches que nous pouvons nous intéresser. La *Revue de géographie* a publié récemment un appel d'un de ses collaborateurs et un programme d'études *par provinces*, établissant sinon la situation comparée de la France en 1789 et de nos jours, du moins la bibliographie si riche des travaux qui sont la base indispensable de cette comparaison.

On peut aussi se proposer d'établir le bilan, non plus d'après les grandes unités géographiques, mais suivant les principaux éléments de la constitution sociale : la famille et le foyer stable ; le travail rural ou manufacturier et les rapports de patrons à ouvriers ; la propriété, sa division, son endettement ; les rapports sociaux ; l'éducation, ses méthodes et ses résultats ; la commune et ses libertés ; les finances, les impôts, etc. C'est surtout à cette partie de l'œuvre scientifique que nos confrères peuvent coopérer en multipliant les monographies locales, d'autant plus exactes qu'elles seront plus circonscrites. La *Réforme sociale* aura souvent occasion d'y revenir, et d'ailleurs il y a en ce genre d'excellents modèles dans les ouvrages aujourd'hui classiques de nos éminents confrères, MM. Taine, A. Babeau, Ch. de Ribbe, E. Allain, R. Stourm...

A propos du Centenaire de 1789, M. de La Tour du Pin vient d'écrire une étude d'économie sociale dont les pages éloquentes seront lues avec profit. Dans une première partie, il fait le tableau de la société moderne, qui a poursuivi sous le nom de liberté le régime de l'égalité absolue et qui, sourdement minée par un véritable socialisme scientifique, lui paraît menacée d'un écroulement prochain ; ensuite il demande à l'histoire ce que fut le moyen âge et il y trouve d'abord un profond sentiment chrétien, puis un esprit général de solidarité, non point vague et humanitaire, mais réel et pratique. Ajoutons que dans une troisième partie, fort intéressante mais qui s'éloigne du sujet que nous avons en vue ici, M. de La Tour du Pin essaie de formuler d'après cet examen comparatif ce que doivent être les conditions de la société nouvelle. Problème difficile, dont nos confrères peuvent du moins faciliter la solution en réunissant de toutes parts des documents décisifs. — Comme guide encore dans ces études générales, nous sommes heureux de leur signaler un travail de critique historique et d'érudition bibliographique que vient de publier M. H. Mazel (*Revue des questions historiques*, 1^{er} juillet. Le procès de la Révolution, in-8° ; 70 p.). C'est un mémoire d'un haut intérêt dans lequel tous les historiens de la Révolution

à quelque école qu'ils appartiennent, depuis Buchez, Quinet ou Michelet, jusqu'à Tocqueville, Le Play et M. Taine, sont notés et analysés avec une impartiale sagacité et une rare compétence. Nous ne saurions trop engager les lecteurs de la *Réforme sociale* à s'y reporter, et à en imiter la sévère méthode dans leurs propres travaux.

TROIS DOCUMENTS SUR LES RÉFORMES TESTAMENTAIRES. — Nous reproduisons ici trois documents qui nous tombent en même temps sous les yeux et qui prouvent quel progrès font de plus en plus, dans les esprits éclairés par les faits, les principes de l'École de la paix sociale en matière testamentaire. Ceux-là mêmes qui ne les admettent pas encore entièrement sont d'accord avec nous pour constater les effets ruineux de notre législation, et pour demander quelques-unes des réformes de détail sur lesquelles nous insistons le plus. Que l'on se borne à ces détails tendant à diminuer les formalités prescrites par le Code, les ingérences de l'administration et les abus du fisc, — que l'on adopte le minimum de réformes plus raisonnées et plus efficaces récemment développées ici par M. Pinard, — ou que, comme le demande la lettre ci-dessous de notre confrère des Unions, on fasse un pas de plus dans la liberté accordée au père de famille de consulter, pour ses dispositions, les vrais intérêts de sa descendance, — nous applaudirons toujours, sûrs d'avance que la vérité sociale une fois entrevue ou partiellement adoptée, on finira par la trouver belle et bonne, et on ira résolument à elle jusqu'à lui demander de dissiper les nuages accumulés par deux siècles d'erreurs et de répandre tous ses bienfaits sur notre malheureux pays.

Voici le premier de ces documents. C'est une lettre qu'adresse à l'*Economiste* français un de ses correspondants d'Alger. Ce journal l'insère dans son numéro du 17 juillet dernier, sous le titre ci-dessous, et en la trouvant « aussi judicieuse qu'humaine. » *Les propriétaires en Algérie et les formalités excessives du code français.* — « Alger, le 6 juillet 1886. Monsieur le Directeur, permettez-moi de vous demander si dans votre passage en Algérie vous vous êtes mis au courant des conséquences monstrueuses que les partages en justice font éprouver aux malheureux Arabes. On leur a constitué et on continue à leur constituer la propriété; mais c'est pour les en dépouiller, grâce à la protection que les gens de loi doivent exercer sur les mineurs. S'il est une disposition du Code impopulaire et ruineuse en France, c'est bien celle-là. S'il y en a une qui, en Algérie, nous procure l'exécration des indigènes riches et pauvres, c'est encore la même. Pourquoi continuer ces tristes errements et aboutir ainsi à l'opposé du but proposé?

« On se demande donc pourquoi ne pas déjà avoir remplacé la section que le Code civil a consacrée à la matière par les deux articles suivants exprimés au projet de code élaboré sous la Convention : « Si des co-héritiers ne peuvent pas faire leurs partages à l'amiable, ils seront tenus de convenir d'arbitres pour les terminer. (Art. 85, Liv. 2, t. III, § 4). — « S'il y a des mineurs parmi les co-héritiers, le partage amiable ne sera obligatoire pour les mineurs qu'autant qu'il aura été approuvé par un conseil de famille dans lequel les héritiers ne seront pas admis. » (Art. 86, *Ibid.*)

Les exemples abondent ici de familles indigènes ruinées complètement par l'application de notre loi française. Je crois que si un homme de votre valeur traitait cette question, en ravivant toutes les injustices et toutes les ruines qui sont la conséquence de ces partages en justice, nos législateurs enfin y mettraient ordre. Agréez..., E. P.

Les transmissions de propriété immobilière et les réformes administratives en Alsace-Lorraine. — Le même journal, dans son numéro du 31 juillet, publie la seconde lettre qui suit : « Scholz, le 20 juillet 1886. Monsieur le Directeur, L'avant-dernier numéro de votre excellent journal contient une lettre de l'un de vos correspondants d'Alger qui désirerait voir modifiées, pour l'Algérie, les dispositions aussi nombreuses que coûteuses du Code civil sur le partage judiciaire des immeubles. Permettez-moi de m'associer à ce vœu et d'ajouter cette observation, qu'il y a été donné satisfaction d'une manière heureuse pour l'Alsace-Lorraine, par la loi du 1^{er} décembre 1873. Cette loi dispose : 1^o Que le partage des immeubles dans lequel se trouvent intéressés des incapables, sera fait devant notaire par le tuteur et le subrogé-tuteur, concurremment avec les majeurs s'il y en a ; qu'il sera soumis à l'approbation du conseil de famille et revêtu de la sanction de l'*amtsrichter*, l'ancien juge de paix avec des pouvoirs plus étendus. Le partage acquiert ainsi la même force que s'il était fait entre majeurs. De plus, les lots peuvent être composés de valeurs diverses et être attribués au sort. — 2^o L'aliénation des biens immeubles, soit aux enchères publiques par voie d'adjudication, soit même sous forme de vente de gré à gré, sera autorisée par le conseil de famille, sur un exposé de la situation présenté par le tuteur. La sanction de l'*amtsrichter*, ajoutée à cette autorisation, au bas de l'expédition, lui donne la force exécutoire. C'est simple, facile et presque sans frais. Veuillez agréer, etc... H. (1). »

Nous recevons enfin d'un de nos confrères des Unions la lettre suivante dont nous le remercions :

« La *Réforme sociale* vient de publier un très remarquable rapport où M. Pinard énumère avec beaucoup de netteté les moyens vraiment pratique d'amener l'opinion publique à accepter les réformes en matière successorale que l'expérience de tous les jours démontre être indispensables et urgentes. Ma conviction sur cette question est absolument faite depuis longtemps et je m'étais arrêté aux mêmes conclusions. Comme M. Pinard, je repousse l'exhérédation absolue au moins en tant qu'elle porterait sur l'*usufruit de la réserve*. J'estime aussi qu'un grand pas serait fait dans la voie des réformes justes le jour où on aurait abrogé les articles 826 et 832 du Code civil et porté la quotité disponible à la moitié.

« Mais allant plus loin je voudrais voir adopter une réforme qui serait, je crois, très populaire et très bien accueillie par tous les pères de famille. Ce serait celle qui accorderait au père la faculté d'*exhérer absolument de la*

(1) Nous n'avons pas besoin de rappeler que nous avons cité depuis longtemps dans nos publications la législation à laquelle il est fait ici allusion. Voir notamment la 3^e édition de l'*Organisation de la famille*, appendice de M. Claudio Jannet, et le tirage à part qui en a été fait en une brochure in-12, sous le titre : *Le Code civil et les réformes indispensables à la liberté des familles*.

nue propriété de la réserve légale tous ceux de ses enfants qui n'auraient pas d'enfants. On couperait court, ainsi, à toutes ces ruines de familles uniquement causées par un membre qui, n'ayant pas d'enfants, se croit le droit de déshériter ses plus proches parents au profit d'étrangers.

« Aux États-Unis, cette faculté est laissée au père de famille. Il la formule, le plus généralement, m'a-t-on dit, sous la forme suivante : « Comme ma volonté expresse est que ma fortune passe toujours à mes descendants et que jamais, dans aucun état de cause, elle ne devienne, même en partie, la propriété d'étrangers, chacun de mes enfants se partagera mon héritage par égale portion (ou dans les conditions fixées dans le présent testament) ; mais s'il advenait que l'un d'entre eux mourût sans laisser d'enfants, il ne pourrait pas disposer, en faveur d'étrangers, par disposition testamentaire de la part d'héritage reçue de moi. Cette part d'héritage deviendrait la propriété de ceux de mes descendants directs qui auraient des enfants vivants au moment de l'événement. » Les enfants d'un père de famille ne sont de la sorte vraiment propriétaires de leur part d'héritage que du jour où, en suite de légitime mariage, ils sont eux-mêmes devenus pères. Dans l'intervalle ils ne sont que les usufruitiers de leur part héréditaire. Cette faculté laissée par la loi américaine au père de famille de prendre une telle disposition testamentaire en vue de la transmission de ses biens à ses descendants à l'exclusion d'étrangers, répond si bien à un sentiment naturel du cœur humain que presque tous les pères de famille en usent, quelle que soit leur position sociale.

« Il s'agirait donc d'accorder au père de famille la faculté d'exhérer ceux de ses enfants qui décèderaient sans laisser d'enfants. Ils ne seraient jamais exhérés de l'usufruit de leur part héréditaire, mais ils pourraient l'être absolument de la nue propriété. Agréez, etc. Comte de LA BARRE DE NANTEUIL. »

UN CONGRÈS D'ŒUVRES SOCIALES. — Une importante réunion d'hommes dévoués au bien public doit avoir lieu à Liège les 26, 27, 28 et 29 septembre. La question sociale y sera examinée sur toutes ses faces, ainsi que les remèdes proposés ou pratiqués déjà pour la résoudre aussi bien chez nos voisins que chez nous. Ce Congrès, auquel les circonstances actuelles, la présence d'illustrations politiques et religieuses de la Belgique et de l'étranger et la part qu'y prendront nos principaux amis de la Société belge d'économie sociale, donneront une importance considérable, sera présidé par Mgr l'évêque de Liège.

Voici le programme de ce Congrès :

Première section (Mgr Rullen, président), œuvres religieuses.

ŒUVRES SOCIALES. — *Repos du dimanche* ; propagande à faire pour le généraliser : études des hommes d'affaires, journaux quotidiens, fabriques, usines, maisons de commerce, entreprises de travaux, transport de marchandises ; clause à insérer dans les contrats et cahiers des charges. *Société de Tempérance.* — *Œuvre de Saint-François-Régis*, pour faciliter le mariage des pauvres. — *Œuvres de Saint-Vincent-de-Paul*, pour la visite des pauvres et des malades à domicile. — *Limitation du luxe* et de la vie de plaisirs dans les classes riches et chez les patrons : nécessité de commencer le rapproche-

ment des classes sociales par l'amendement des classes supérieures. — De la *responsabilité des patrons*.

ŒUVRES DE PROPAGANDE RELIGIEUSE. — *Messe du dimanche* mise à la portée de l'ouvrier : église suffisamment rapprochée des centres populeux et suffisamment grande. — *Culte extérieur* ; cérémonies religieuses. — *Fêtes patronales* pour chaque corps de métier. Confréries. — *Organisation chrétienne du travail dans l'industrie* ; missions, retraites, conférences pour les ouvriers à l'église et à l'atelier ; préparation au devoir pascal. Prière au commencement et à la fin du travail. — *Ligue anti-maçonnique*. — *Action chrétienne du propriétaire* sur ses fermiers, locataires, ouvriers. — Devoirs des possesseurs d'actions, des obligataires et des porteurs de rente, à l'égard des producteurs du dividende ou de l'intérêt.

ŒUVRES DE PRÉSERVATION RELIGIEUSE. — Écoles primaires, professionnelles, artistiques, d'adultes, orphelinats. — Bibliothèques populaires. — Journaux et almanachs populaires. — Patronages ; cercles catholiques d'ouvriers. — Œuvres de la Sainte-Famille, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-François-Xavier.

ŒUVRES DE PRÉSERVATION POUR LES MILITAIRES. — Œuvre des miliciens. — Messe de départ. — Cercles catholiques pour les militaires. — Revues et almanachs spéciaux pour les militaires. — Aumônier militaire.

Monographie d'œuvres existantes.

Deuxième section. (M. Brants, président). Œuvres économiques.

Sociétés de secours mutuels ; leurs avantages ; propagande à faire pour les étendre. Caisse d'épargne et de retraite. Banques populaires. Maisons ouvrières ; moyens d'en assurer la propriété à l'ouvrier ; les meilleurs types à adopter. Mesures hygiéniques ; prix d'ordre et propreté. Sociétés coopératives de production ; — id. de consommation. — Syndicats ouvriers. — Syndicats de patrons. — Syndicats professionnels. — Syndicats mixtes. — Corporations ouvertes. — Syndicats agricoles. — Bourses de travail. — Bureaux de placement. — Des grèves. Sont-elles légitimes ? efficaces ? — De l'émigration. — De la colonisation.

Troisième section. (M. Ch. Woeste, président). Législation.

Modification à la loi sur les sociétés : compenser les garanties de stabilité accordées au capital par des mesures de protection en faveur des ouvriers. Institution, par l'État et les sociétés, de caisses d'assurance, voire même de retraite au profit des employés et ouvriers blessés et infirmes. Modifications à la loi sur les sociétés de secours mutuels.

Y a-t-il lieu de restreindre la liberté du travail : — de supprimer le travail de nuit ? d'établir un jour de repos ? — de protéger l'enfant, la femme, l'ouvrier adulte contre le travail prématuré ou exagéré ? — Questionnaire de la *Commission du travail* : utilité de provoquer le plus grand nombre possible de réponses sérieusement étudiées aux questions posées par la Commission. — Comités de conciliation. Conseils des Prud'hommes. — Alcoolisme : Mesures contre la falsification des alcools. — Faut-il limiter le nombre des débits de boisson ?

BIBLIOGRAPHIE

Quelques brochures sur l'Economie sociale. — *Les logements d'ouvriers et le devoir des classes dirigeantes*, par M. A. DELAIRE; *Etudes marchaises : l'Emigration*, par M. HENRY CLÉMENT; *L'indépendance politique et agraire de l'Irlande*, par M. FOURNIER DE FLAIX; *Les essais d'arbitrage et de conciliation entre patrons et ouvriers*, par M. VICTOR BRANTS; *L'Octroi, ses inconvénients et ses compensations*, par M. E. BRELAY, 5 broch. in-8°; Paris, au secrét. de la Soc. d'Econ. soc. — La première des brochures dont le titre précède est un tirage à part d'un article très développé paru dans le *Contemporain*. M. Delaire y condense les dernières publications sur ce sujet des logements ouvriers, qu'ont tant à cœur les Unions de la paix sociale, et dont il a été ici fréquemment question. On saura mieux en méditant ces pages quelle est l'horreur et le danger « d'une des plus cruelles plaies de cette civilisation dont nous sommes si fiers; » les consolants résultats obtenus en Angleterre et notamment à Londres par les hommes de bien énergiques et avisés qui se sont appliqués à la guérir; enfin, ce qui a déjà été tenté en France dans la même voie et ce qu'on pourrait réaliser si les grands devoirs du patronage social étaient mieux pratiqués par nos anciennes classes dirigeantes. Ce travail est des mieux faits pour rappeler à tous ces devoirs. On ne saurait ici lui adresser d'autre éloge. En serait-il d'autre d'ailleurs qui puisse répondre à la noble ambition et au zèle désintéressé de son auteur?

Nous n'insistons pas en détail sur les autres brochures ci-dessus énumérées, les lecteurs de la *Réforme* ont pu en apprécier ici même, l'intérêt et la haute valeur. Il nous suffit d'indiquer ces tirages à part à ceux d'entre eux qui désiraient les posséder sous cette forme.

Le bagne et la colonisation pénale à la Nouvelle-Calédonie. par LÉON MONCELLON. Paris, Ch. Bayle, 1886, in-8° 247 p. prix : 2 fr. 50. — Délégué de la Nouvelle-Calédonie au conseil supérieur des colonies, notre confrère M. Léon Moncelon avait déjà esquissé ce sujet dans l'une de nos réunions mensuelles (v. tome I^{er}, nouv. s., p. 91, livr. du 15 janvier 1886). Il expose ici en détail les résultats auxquels ont conduit les préoccupations sentimentales en matière de pénalité. S'est-on assez flatté de ramener au bercail des brebis égarées, de leur refaire une famille, un foyer, le tout au plus grand avantage de la morale et de la société? Or on est arrivé purement et simplement en suivant cette voie à supprimer le bagne, à faire de « la Nouvelle » une terre promise pour les habitués de nos maisons centrales, à infliger tout le poids de leur exil et de leur condamnation à nos soldats d'abord, à nos colons ensuite. Nous ne pouvons que renvoyer pour les détails aux nombreux documents accumulés par M. Moncelon pour la démonstration de sa thèse.

Jean-Baptiste Tavernier, d'après des documents nouveaux et inédits, par CHARLES JORET, professeur à la Faculté des lettres d'Aix. — 1 vol. in-8°, x-413 p. Paris, Plon. — M. Charles Joret, vient de publier le résultat de ses savantes recherches sur Jean-Baptiste Tavernier « écuyer, baron d'Aubonne, chambellan du Grand-Electeur ». Antérieures aux *Voyages* de Bernier et de Chardin, les relations de Tavernier sont avec les récits des missionnaires de précieux documents sur l'état des connaissances géographiques vers le milieu du XVII^e siècle. M. Joret nous donne le précis de ses voyages dont il cherche à rétablir l'itinéraire. On ne saurait demeurer indifférent aux courses répétées du hardi voyageur, lorsqu'on songe qu'admis plus tard auprès de Frédéric-Guillaume grand électeur de Brandebourg et fidèle allié de Louis XIV, Tavernier fut nommé directeur d'une Compagnie brandebourgeoise — autrement dit prussienne — du commerce des Indes Orientales, par une ordonnance qui reçut un commencement d'exécution.

Le Gérant : C. TREICHE.

LA

FORTUNE DES BOURGEOIS D'AUTREFOIS⁽¹⁾

En examinant les différentes classes de la bourgeoisie avant la Révolution, on voit qu'elles peuvent se subdiviser d'après la fortune de leurs membres, et qu'elles devaient souvent la considération dont elles jouissaient à l'importance et à la solidité de cette fortune. Si les magistrats sont supérieurs dans la hiérarchie sociale aux marchands, ce n'est pas seulement à cause de leur dignité, mais aussi parce que leurs biens sont plus assurés contre les risques de perte que l'on court dans le commerce. La richesse acquiert une importance de plus en plus grande à mesure que le pouvoir aristocratique s'affaiblit. C'est elle qui fait sortir les bourgeois du peuple et les élève à la noblesse; c'est elle qui les met à même de soutenir leur rang et de donner à leurs enfants l'éducation qui leur permettra non seulement de ne pas déchoir, mais de prospérer.

Il est donc utile d'étudier la nature de cette fortune, et de savoir quels en sont les éléments. On peut les réduire à quatre principalement, les biens immeubles, les valeurs mobilières, parmi lesquelles il faut compter l'argent et le mobilier, les marchandises et les charges ou offices. Ces deux derniers éléments de la richesse n'appartiennent qu'aux marchands ou aux gens de loi et de finance, dont nous avons déjà parlé. Nous nous occuperons surtout des propriétés et des valeurs mobilières, que peuvent posséder tous les bourgeois, à quelque profession qu'ils appartiennent.

Le bourgeois de province est en général propriétaire de sa maison (2); dans les grandes villes, il n'est souvent que locataire d'un étage. S'il n'a pas hérité de la maison de son père, c'est sa principale

(1) L'auteur d'*Artisans et domestiques d'autrefois* veut bien encore (V. la livraison du 15 nov. 1885) donner à la *Réforme sociale* la primeur d'un fragment de ses travaux. La présente étude fait partie d'un volume intitulé : *Les Bourgeois d'autrefois*, que notre savant confrère va publier chez Firmin-Didot, et auquel on peut, à coup sûr, prédire le même succès qu'à ses devanciers. (N. du secrétariat.)

(2) E. Ducéré, *Etudes sur la vie privée bayonnaise au xvi^e siècle*, 1885, p. 16.

ambition d'en acquérir une aussitôt qu'il est marié. Il regarde souvent les maisons comme un bon placement, qu'il est facile de surveiller sans grand dérangement, qui rapporte plus et paie moins d'impôts qu'un bien rural; il en achète donc, outre la sienne, et, s'il est riche, il en aura plusieurs dans la ville qu'il habite (1). Il atteste ainsi son opulence, aux yeux de ses concitoyens qui en voient la preuve visible dans les maisons dont il est le propriétaire.

Les plus modestes s'efforcent d'acquérir un jardin dans les faubourgs, une vigne dans la banlieue, où l'on va faire la vendange et d'où l'on tire un vin qui paraît d'autant meilleur qu'on l'a fait soi-même (2). D'autres mettent leur ambition à posséder une petite maison de campagne, pavillon ou bastide. Si l'on veut faire un placement plus profitable, on achète une ferme, un métayage, ou, comme on dit en Champagne, un gaignage, c'est-à-dire un certain groupe de terres labourables qu'on loue au même ou à divers cultivateurs. D'autres possèdent des prés ou de nombreuses parcelles de terre (3). A-t-on plus de fonds à placer? On peut, surtout à de certaines époques, acheter à bon compte un fief, une seigneurie, qui ne confère pas du premier coup la noblesse, mais dont on prendra le nom officieusement, avant que l'usage ou l'acquisition d'une charge honorifique permettent de le porter d'une manière définitive et légale.

La possession d'une terre est pour un bourgeois un moyen de s'élever au-dessus de sa position. La terre est noble ou roturière,

(1) Voici différents prix de maisons : en 1660, le bourgeois de Troyes Michelin a neuf maisons en ville, dont le prix varie de 7,000 à 600 livres. Une d'entre elles, située « Entre deux portes », et dont la face est construite de pièces en sculpture, est estimée 4,000. (Arch. jud., n° 1167.) — 1687, petite maison, dans une rue obscure, 200 livres. — Grande maison, au Mont-Saint-Michel, rue du Panier fleuri, avec cour et jardin : 2,420 livres. — A Saint-Denis, en 1688, une maison vaut 7,000 livres. — A Paris, en 1670, les maisons à porte cochère valent 20,000 livres, rue des Tournelles; 24,000, rue des Petits-Augustins, 28,800, rue de l'Eperon; 44,000, rue Jacob; cette dernière est neuve. (*Liste des avr. du bureau d'adresse.*) — Maisons, rue Saint-Laurent, 20,000 livres. — Rue du Palais, 18,000, louée 850 livres. (Contrats des filles de Girardon, 1689). — La maison de la rue Richelieu (aujourd'hui n° 40), que loua Molière, en 1672, moyennant 1,300 livres par an, est estimée 40,000 en 1704; on la loua alors 1,900 livres. En 1763, elle fut vendue 160,000 livres; en 1881, 400,000 fr. (Auguste Vitu, *la Maison mortuaire de Molière*, p. 35, 36, 176.) M. Vitu a fait dans cet ouvrage l'histoire de toutes les maisons de la rue Richelieu, dont la majeure partie appartenait à des bourgeois de Paris.

(2) Les vignes exposent à bien des ennuis. « Il n'y a pas de plaisir à avoir des vignes, dit un bourgeois en 1631, c'est un pauvre héritage; elles ne paient pas leurs façons. Je trouve que c'est un plus grand mesnage d'achepter du vin. — Pour moi, répond un autre, j'aime mieux avoir des vignes; on a le plaisir de voir faire son vin... on sait ce qu'on boit. (Pédoue, *le Bourgeois poli*; Fournier, *Variétés historiques et littéraires*, t. IX, p. 211.)

(3) XVII^e siècle, Arch. jud. de l'Aube, n° 1146. — Plusieurs bourgeois ont aussi à cette époque des vaches à cheptel.

autrefois, comme les individus, et quoiqu'il soit assujetti aux droits de franc-fief, le roturier qui achète une terre noble est bien près de se croire noble et de le devenir.

Les inconvénients des terres, ce sont les incertitudes des récoltes, les paiements arriérés des fermages, l'excès des impôts. Une famille de magistrats possède dans l'Agénois un domaine qui rapporte 7,000 livres environ. Il y a 1,416 livres d'impôts. En 1773, le père de famille écrit sur son livre de raison : « Tirer encore les réparations, frais de culture, cas fortuits, inondations de la Garonne, il ne reste plus rien. Dieu nous ait en sa sainte miséricorde ! Ainsi soit-il (1). » Et cependant on peut vivre encore avec une certaine largeur, parce que les fermages sont payés en nature, que l'on a des grains à remplir son grenier, du vin à garnir sa cave. On en a même trop dans les années d'abondance, car il est à vil prix, et on ne le vend pas toujours. On en est souvent réduit, comme nous l'avons vu, à le faire débiter au détail par son domestique (2). On a aussi droit à des redevances en nature, à des poulets, à des canards, à des cochons de lait, qui viennent, à échéances fixes, s'accrocher au garde-manger. On est donc à peu près sûr de vivre du produit de ses terres, si l'on est trop souvent exposé à n'en point tirer un revenu suffisant.

L'incertitude et la modicité de ce revenu engagent, surtout à partir du xvi^e siècle, à placer une partie de ses épargnes en contrats de rente, qui rapportent davantage, à conserver dans un coin de sa maison une réserve en argent. Au moyen-âge, à l'époque de la Renaissance, où la sécurité privée était souvent menacée, on gardait fréquemment chez soi une somme d'or ou d'argent assez importante. On comprend qu'on trouve des coffres-forts remplis de sommes importantes chez des marchands qui en ont besoin pour payer leurs acquisitions ; mais il y en a aussi chez des bourgeois, qui les gardent plutôt par prudence que par besoin (3). Ce qu'il y a de curieux, c'est la variété des monnaies qu'on entasse ainsi ; il y en a de toutes les époques et de tous les pays. Jean Gouault, en 1603, a des ducats, des albertus, des angelots, des réales, des écus et des quarts d'écus ; François Pithou, en 1621, a plus de 6,000 livres en écus, en pistoles, en jacobus et en cavalots (4). Un lieutenant à l'élection de Saintes a aussi un certain nombre de ces monnaies étrangères, parmi lesquelles on peut signaler des quadruples et des pistoles d'Espagne. En 1631, il possède chez lui près de 8,000 livres en

(1) Tholin, *Livre de raison des Daurée*, p. 50, 51.

(2) Voir *les Artisans et les domestiques d'autrefois*, p. 22.

(3) Je trouve chez un conseiller au bailliage en 1704 un coffre-fort garni de tôles de fer au dedans et au dehors. (Arch. jud. de l'Aube, n^o 4201.)

(4) *Un Marchand de province sous Henri IV*, p. 7. — *La maison de F. Pithou*, p. 12.

espèces (1). On pourrait citer chez bien des bourgeois, jusqu'à la Révolution, des réserves en argent comptant, qui s'élèvent à 3, 5 et 10,000 fr., et même davantage. Argan, le *Malade imaginaire* (2), dit qu'il a 20,000 livres en or dans les lambris de son alcôve. Dans la vie réelle, on trouve, en 1739, un tapissier hautelicier des Gobelins, qui a chez lui, en espèces, la somme considérable de 50,805 livres enfermée dans un coffre-fort d'Allemagne (3). En 1639, le conseiller d'État Turgot serre 70,000 livres d'argent comptant dans ses coffres ; le comédien Béjart a 24,000 écus en or (4). On raconte que Chapelain, lorsqu'il mourut, avait plus de 150,000 fr. en argent comptant, et qu'il se divertissait dans ses derniers jours à faire sortir de son coffre tous ses sacs pour les contempler (5). En 1757, le charlatan connu sous le nom de Grand-Thomas, renferme dans un bahut de sa maison de Paris 45 sacs d'écus de 1,200 livres chacun, qui, avec un certain nombre de louis d'or, forment un total de 55,900 livres (6). Mercier dit que cette manie de thésauriser est celle des vieilles tantes, des oncles grondeurs, des filles décrépites. Ils rassemblent l'or, parce qu'il se cache, se transporte. On pouvait dire aussi que s'il ne rapportait rien, il n'était pas exposé aux risques que rencontraient les meilleurs placements d'argent.

Les progrès de la centralisation et du crédit opérèrent une modification importante au dix-huitième siècle dans l'emploi de la fortune privée. Longtemps, l'épargne se consolide en acquisitions d'immeubles ou en placements par contrats particuliers. Puis, petit à petit, nous voyons les valeurs mobilières prendre une proportion de plus en plus forte dans le total des biens des particuliers. Un magistrat, qui a 20,766 livres de mobilier et d'argent comptant, a près de 40,000 livres de créances ; un élu, en 1779, dont le mobilier vaut 7,825 livres, a 27,000 fr. en valeurs mobilières. Un receveur des gabelles, en 1776, dont la fortune s'élève à 185,000 fr. environ, l'a partagée à peu près également en biens mobiliers et immobiliers (7). Il est très rare qu'on n'ait pas quelques biens-fonds, mais dans les

(1) *Journal de Samuel Robert*, p. 72.

(2) Act. I, sc. ix.

(3) Inv. de Jean Lefèvre, publié par M. Guiffrey. *Nouv. Arch. de l'art français*, 1883, p. 369 — Citons encore l'architecte Mollet, qui laisse en espèces 46,299 livres, en 1744 ; l'architecte Dalin, 7045 livres en 1751 ; le sculpteur Haize, 7,270 livres en 1766. (*Ibid.* 1884.)

(4) Guy Patin, *Lettres*, t. III, p. 138. — D'Avenel, *Richelieu*, etc., t. II, p. 169.

(5) *Valésiana*, p. 29.

(6) A. Chevalier, *Mém. Soc. hist. de Paris*, t. VII, p. 73.

(7) Inv. de Jean Paillot, procureur du roi en l'élection (1741), de Nicolas Devertu (1779). — Le receveur des gabelles est Jacques de Brunneval, qui laissa sa maison, estimée 25,000 livres, à la ville de Troyes pour y établir l'école gratuite de dessin. (Arch. jud. de l'Aube, n° 1167.)

familles prospères, il est de plus en plus rare qu'on n'ait que des biens-fonds (1).

Les constitutions de rentes sur l'hôtel de ville de Paris étaient des placements sur l'État (2) ; mais ils ne présentaient pas toujours des garanties de régularité et de sécurité suffisantes. On connaît le portrait que trace Boileau de la physionomie d'un rentier,

A l'aspect d'un arrêt qui retranche un quartier.

Les intérêts n'étaient pas seulement réduits ; mais on s'exposait à perdre une partie du capital, comme il arriva sous le ministère de l'abbé Terray. On aimait souvent mieux prêter au clergé ou aux communautés religieuses. L'usage de prêter sur gages, assez fréquent au moyen âge, était tombé en désuétude au dix-huitième siècle, dans la bourgeoisie qui se respectait (3) ; on préférait des contrats sur hypothèques, des cédules ou des constitutions de rentes sur des particuliers qui offraient des garanties ; quand le commerce était florissant, on prêtait assez volontiers son argent à des négociants, qui en donnaient un plus gros intérêt. Un bourgeois de Troyes, en 1789, a près de 100,000 livres placées de la sorte.

D'excellents placements étaient souvent faits sur les charges ou les offices de magistrature ou de finances (4), quoique les premières ne rapportassent pas de gros intérêts et qu'on les assujettit parfois à des sortes d'emprunts forcés, sous des dénominations diverses. On pouvait aussi acheter une part de charge de finance ou une charge tout entière pour la faire exercer par d'autres (5). On avait ainsi des

(1) En 1769, un petit bourgeois, dont la fortune est de 9500 livres, la divise ainsi : maison, 2000 livres ; mobilier, 1736 livres ; rentes mobilières, 2679 livres ; vignes, 1831 livres ; jardin, 1000 livres. (Arch. de l'Aube, E, 1048.)

(2) Un conseiller de bailliage laisse en 1718 à une de ses filles un contrat de constitution sur l'hôtel de ville de Paris, de 12,500 livres rapportant 500 fr. (Arch. jud. de l'Aube, n° 1175.) Sous Louis XIII, la rente rapportait de 6 à 8 pour cent. (D'Avenel, t. II, p. 176.)

(3) Cependant je trouve en 1727 un officier chez le roi qui a prêté 120 livres à la femme d'un serrurier sur le gage d'un manteau et d'une robe de rase, d'une coiffe de linon et dentelle. (Arch. jud. de l'Aube, n° 1220.)

(4) Les grandes fortunes, sous Louis XIII, n'étaient pas pour la plus grande partie territoriales. Elles se composaient surtout de charges, de bénéfices, de dons, etc. (D'Avenel, t. I, p. 417 à 420.) Certains offices rapportaient de 8 à 100 pour cent. (*Ibid.*, t. II, p. 176.)

(5) En 1687, la dame de Vienne déclare que l'office de prévôt des maréchaux à Troyes n'appartient pas au sieur Crestien, qu'il n'a fait que lui prêter son nom, et elle produit un billet de Crestien, qui reconnaît qu'il appartient à de Vienne. — On trouve dans les Avis du bureau d'adresse de Paris en 1670 des annonces de ce genre : « Deux charges de commissaires des guerres à vendre ou à échanger pour rentes, maisons ou autres objets. S'adresser à M... notaire ; » en 1688, des charges « de somier de vaisselle ordinaire, de chansonnerie de M^{me} la Dauphine, » de 4,000 livres ; de garde du roi en la prévôté de l'hôtel, de 3,050 livres, etc.

parts de charge de facteur à la halle au blé de Paris, qui se négociaient comme d'autres valeurs. Je trouve en 1687 une adjudication de la moitié par indivis des « estat et office de portier, placier, balayeur et nettoyeur de la halle aux blés, nettoyeur des halles aux herbes, pain, poisson, place du Pillory et rue adjacente de la ville de Paris. » La moitié de cet office, qui appartient à un bourgeois de Paris et au prévôt de Troyes, est mise à prix à 1,000 livres et vendue 18,000 (1).

Cette fortune, qui est le fruit du travail et de l'économie de plusieurs générations, est regardée souvent par le père de famille comme un dépôt qu'il ne doit pas laisser diminuer. C'est à elle qu'il doit sa situation ; c'est à elle que ses enfants devront en partie la leur. Mais pour que la famille se maintienne dans son rang, il faudra sacrifier quelques-uns de ses enfants. Le partage égal émiette souvent le patrimoine de la famille, comme ce diamant, dont les fils d'un traitant voulurent avoir chacun leur part, et qu'ils auraient, dit-on, brisé sur une enclume (2). Là où l'esprit de travail et d'initiative existe, chacun suppléera par son travail à l'insuffisance du revenu ; ailleurs le maintien du rang par la fortune sera assuré par le droit d'aînesse ou la liberté de tester ; mais on le demandera aussi au célibat plus ou moins forcé d'un certain nombre d'enfants. Il est si commode d'assurer l'existence d'un fils en lui procurant un canonicat ou un bénéfice ; il est si aisé de se débarrasser d'une fille en la mettant dans un couvent, où l'on n'exigera qu'une dot bien moins élevée que celle que demanderait un mari (3). Et puis, lors du partage de l'héritage, le fils religieux ou la fille nonne n'aura presque rien à prétendre. Que de legs à peu près dérisoires en faveur de filles ou de nièces en religion : 50, 40, 15, 10 livres de pension viagère ! C'est presque une exception que de voir laisser 100 ou 200 pistoles à une fille religieuse. On a moins de sacrifices à faire encore pour ceux qui ont fait vœu de pauvreté. « Je supplie mon fils le capuchin, dit dans son testament une bonne dame, de prier Dieu pour moy toute sa vie, et veux que s'il lui survenait maladie, il soit assisté par mes légataires universels en tout ce qu'il y aura à faire (4). » Au point de vue temporel comme au point de vue spirituel, c'était un avantage pour les parents que d'avoir un fils ou un frère capucin (5).

(1) Arch. jud. de l'Aube, n° 4154.

(2) Grosley, *Mémoires sur les Troyens célèbres*, t. I, p. 48.

(3) Pour entrer aux Ursulines, en 1635 et 1637, 2000 livres et 2400 livres, plus un trousseau de 50 livres. Il y a aussi de menus frais pour la réception. (*Les savants Godefroy*, p. 450, 451, 220.) A Reims, on se plaint, sous Louis XIV, de ce que les dots sont de 3,000 à 6,000 livres. (Oudard Coquault, *Mémoires*, t. I, p. 214.)

(4) Testament de 1626. — Arch. jud. de l'Aube, 1627.

(5) La piété l'emporte souvent sur le calcul et l'usage ; nous l'avons montré ailleurs.

Maintenir, sinon accroître sa fortune, c'est le but de tout bourgeois prévoyant. Il y pourvoira pour l'avenir par ses dispositions testamentaires, qui seront pour lui un strict devoir et dans lesquelles souvent il s'efforcera de garantir l'intégrité du domaine patrimonial. Il y tendra dans toute sa vie, non seulement par son activité et son industrie, mais par l'économie avec laquelle il dirige ses affaires et limite ses dépenses.

L'économie, c'est comme la vertu maîtresse de la bourgeoisie. Nicolas Pasquier disait à ses fils : « Toute espargne, en matière de ménage, est d'un revenu incroyable et bien loin par-dessus les autres revenus. Tenez-vous donc simples et sobres. » Cette épargne est indispensable, si l'on veut assurer l'avenir. Elle est la préoccupation constante du père comme de la mère de la famille. Que de soins pour éviter le gaspillage et les dépenses superflues dans le ménage ! pour faire rapporter le plus possible à ses biens ! La majeure partie des fortunes bourgeoises est modeste. Dans la plupart des villes on signalerait des fortunes minces et à peu près égales, comme à Rodez (1). La médiocrité dorée, que vantait Horace, est l'apanage des classes moyennes. Il faut souvent faire des prodiges d'économie pour ne pas la compromettre ou pour l'accroître. De là cette économie, qu'on est parfois tenté de qualifier d'avarice, et qui est pour le bourgeois une vertu nécessaire ; économie dont on cite des exemples notoires, et qui au bout d'un demi-siècle produit, dans les familles prospères, des résultats presque surprenants (2).

Ce qui aide souvent à la pratiquer, c'est la facilité de vivre avec de minimes revenus, c'est l'aisance et la largeur d'une existence simple et sans luxe. Même à la cour, sous Louis XIV, un jeune ménage pouvait vivre avec 12,000 livres de rentes. Mme de Maintenon, dans une lettre des plus instructives, a tracé, sur des calculs minutieux, le budget annuel de sa belle-sœur et de son frère. Elle le résume ainsi :

Pour votre dépense de bouche.....	6.000 liv.
Pour vos habits.....	1.000
Pour loyer de maison.....	1.000
Pour gages et habits des gens.....	1.000
Pour les habits, l'opéra et les magnificences de monsieur.....	3.000
	<hr/> 12.000

Tout cela n'est-il pas honnête ? ajoute-t-elle. Surtout lorsqu'on saura que pour 12,000 livres par an on peut payer, outre les magnificences de monsieur, trois femmes de chambre, quatre laquais, deux

(1) Monteil, *Description de l'Aveyron*, t. I, p. 105. — Extrait d'un mémoire de l'intendant Lamoignon de Courson, 1714, publié par M. Céleste, *Voyage du duc de Richelieu*, Intr., f. xxxiii.

(2) Voyez le chapitre intitulé le Mariage et l'Épargne, dans *les Familles et la société*, par M. Ch. de Ribbe, notamment pour la famille d'Antoine Ricard.

cochers et un valet de chambre (1) ! Il n'était donc pas surprenant qu'en province, surtout dans les provinces reculées, on pût vivre à bien meilleur compte. Philippe Daurée, d'Agen, dépensait seulement à la même époque, de 700 à 1,000 livres par an. Il tirait sans doute une partie de sa nourriture de son domaine rural ; mais avec cette somme il vivait largement avec ses nombreux enfants et ses domestiques (2).

Pour faire connaître par le détail le budget réel d'un modeste ménage de la bourgeoisie, je prendrai le livre de raison, ou pour mieux dire de dépenses, d'un inspecteur des vivres des troupes du roi, en résidence à Tournon, en 1765. Le ménage vit dans une maison qui lui appartient, avec une servante et trois enfants en bas âge.

La plus grande dépense, c'est la table. Monsieur remet à madame tous les 15 jours environ un louis ou un double louis pour le ménage, en tout 600 livres dans l'année. Mais outre cela, on achète directement le froment qu'on fait moudre au moulin, et la farine qui en provient est envoyée, après avoir été pétrie, chez le fournier. Toute cette manutention paraît plus avantageuse que de s'adresser au boulanger. Le vin figure pour une somme assez importante : 160 francs ; mais le bourgeois en revend quelque peu avec bénéfice, et d'ailleurs il achète une pièce de vin de Limoux, qu'il fait mettre en bouteilles. Il achète aussi des liqueurs, et comme la ménagère fait des confitures, il lui faut 15 livres 10 sous de sucre à 17 sous la livre. Ajoutons que de temps en temps il prend des plats d'extraordinaire chez un traiteur. L'ensemble de ces dépenses de bouche, qui s'élève à 964 francs indique que l'on vit largement. Les acquisitions de bois et de charbon, qui atteignent 120 francs, attestent également qu'on n'épargne pas le combustible à la cuisine.

Il n'y a pourtant qu'une servante. On en a eu deux ; on en change souvent ; on finit par n'en garder qu'une : 28 livres de gages, ce n'est pas exorbitant. Ce qui est plus cher, c'est l'entretien de monsieur. Comme le frère de Mme de Maintenon, monsieur dépense beaucoup plus pour ses habits que madame. Il lui faut des manchettes de nuit et de la mousseline pour garnir ses coiffes de bonnets de nuit ; il se paie une robe de chambre de flanelle. Il se fait faire, moyennant 87 livres 12 sous, un habit de drap noir complet ; mais l'économie bourgeoise ne perd pas ses droits. Ses culottes s'usent ; on leur remet des fonds. Il achète de l'essence pour laver les taches. Il a un vieux costume de camelot pourpre ; il le fait retourner, et

(1) Mme de Maintenon, Lettres, éd. La Beaumelle, t. I, p. 169, 170.

(2) G. Tholin. *Livre de raison des Daurée*, p. 30.

avec du cordonnet et trois douzaines de gros boutons d'argent ou plutôt argentés, son costume a l'air flambant neuf. Ajoutez-y un chapeau noir de 12 livres ; des bas de soie, de peau et de laine, des souliers noirs ou bronzés, des escarpins, des galoches ; songez qu'il lui faut un perruquier à 20 livres par an, une trentaine de livres de poudre à poudrer, des bâtons de pommade et une bourse à cheveux ; pensez qu'il a une épée et que cette année précisément il a fallu refaire à cette épée un fourreau de chagrin blanc ; et vous comprendrez que la dépense de l'entretien de monsieur s'élève à 265 livres.

Soit économie, soit parce que son trousseau était bien fourni, madame a peu dépensé en comparaison de son mari. Quelques aunes de finette frisée pour faire un jupon, un mouchoir de soie blanche, deux paires de chaussures et une robe de Batavia, le tout n'atteint pas 100 livres, en y comprenant quelques journées de couturières à 6 sous, sans nourriture.

L'inspecteur des vivres a trois enfants : deux filles et un garçon ; il dépense 83 fr. pour leur habillement. Tous, y compris le garçon, qui n'a pas sept ans, portent des fourreaux et des jupons, en étamine, en flanelle, en cretonne brochée, dont la façon est confiée à une tailleur. On leur fait aussi des tabliers, des manchettes en mousseline, des chemises garnies de mousseline ; les filles portent des bonnets de taffetas couleur de rose. Il faut en outre à tous plusieurs paires de souliers à 25 ou 32 sous la paire.

Les filles vont à l'école chez les dames religieuses ; il en coûte 30 sous par mois pour chacune. Le fils fait ses débuts, à 24 sous par mois, chez une maîtresse d'école, qu'on nomme Mlle Cachot ou la Cachotte. Pour 15 sous par mois, une fille surnommée la Petite Sainte les conduit en classe. Comme on ne peut commencer trop tôt l'éducation mondaine, on donne aux filles un maître à danser ; on n'hésite pas à le payer 4 livres par mois. L'année suivante, le fils ira chez un maître d'école, et deux ans après, les filles entreranno en demi-pension au couvent. Leur instruction sera plus chère alors ; pour l'année qui nous occupe, elle a coûté 57 livres 5 sous.

Tout ce monde se porte assez bien. On paie cependant dans l'année 9 fr. au médecin pour 18 visites ; le chirurgien a fait une saignée ; on a acheté une boîte de baume de la Mecque. Le père de famille doit avoir la poitrine délicate, car il suit un régime assez coûteux : il faut d'abord louer une ânesse, 10 livres ; acheter un septier d'orge et un quintal de foin pour la nourrir, 7 livres 10 sous ; se procurer un petit garçon pour la soigner, 10 sous, et nourrir le petit garçon, 8 livres. — Tout compris, le chapitre de la santé ne dépasse pas 37 livres 4 sous.

L'inspecteur des vivres, qui l'année précédente payait un loyer

de 150 livres, avait acheté une maison, à laquelle il fait faire diverses réparations, qui s'élèvent à 78 livres ; il fait aussi entretenir son jardin. Cette maison était trop grande pour lui ; il en tirait un revenu en louant deux appartements à des officiers ; il leur vendait au besoin du vin de Côte-Rôtie et de Saint-Poinct. En 1769, il loua l'appartement de devant, avec une écurie et une chambre de domestique, moyennant 200 livres, à un contrôleur général des fermes, qu'il prit même en pension chez lui après un mois d'essai.

Dans le courant de l'année, notre bourgeois fait deux voyages à Privas. Malgré la difficulté des communications, les bourgeois ne regardaient pas à se déplacer. L'année précédente, il était allé à Montpellier : 12 jours de séjour et de route ; les dépenses de séjour étaient de 71 fr. ; la route, il l'avait faite sur un cheval loué 20 sous par jour (1). Ajoutons quelques menues dépenses à celles que nous avons énumérées, et le chapitre des magnificences de monsieur, qui consistent en 9 livres 12 sous d'étrennes, étrennes qui sont vraiment magnifiques si on les compare à celles d'un notaire royal de Montfaucon, qui donne 3 sous 6 deniers d'étrennes à sa servante et 8 sous à ses enfants (2), — et nous arriverons à un total de 1,823 livres 17 sous (3).

Nous ignorons quels étaient les revenus exacts de l'inspecteur des vivres ; mais, à coup sûr, ils lui permettaient d'épargner ; car nous voyons qu'outre sa maison, il achète des vignes, et que plus tard il se fait faire un solide coffre-fort en chêne, garni de tôle épaisse, de 300 gros clous et d'une serrure à six pènes, dont l'ensemble lui coûte 203 liv. (4).

Peut-être a-t-il aussi amélioré sa fortune par des procès, car il a des procès, comme à peu près tous ses contemporains. Le seizième et le dix-septième siècle sont véritablement les siècles de la chicane ; il en est encore de même au dix-huitième. On plaide pour défendre ses droits, pour accroître sa fortune comme pour la sauvegarder ; on plaide même pour plaider (5). L'obscurité de certaines coutumes

(1) On louait à Troyes des chevaux et des voitures chez un sellier. Une berline à 4 chevaux, en 1731, coûtait 16 liv. par jour, une chaise à 2 chevaux, 5 liv., un cheval, 1 liv. (Inv. jud. Aube, n° 1172.)

(2) On s'en tire à bon compte pour les étrennes à Tournon et à Montfaucon. A Paris, en 1764, Joseph Vernet donne des étrennes aux domestiques des grandes maisons où il est reçu le plus habituellement, 24, 30, 48 livres. A son fils, il donne 18 livres. (Léon Lagrange, p. 393.)

(3) L'année précédente, du 24 juin 1764 au 24 juin 1765, le total était seulement de 1674 l. 6 s.

(4) Livre de raison, de 1764 à 1774, communiqué par M. Paul Le Blanc, à qui nous tenons à exprimer notre vive reconnaissance, ainsi qu'à M. Vernière, pour les documents qu'ils ont bien voulu mettre à notre disposition.

(5) Jarrin, *La Bresse au dix-septième siècle*, .

prête aux contestations : les frais exorbitants de la justice ne les arrêtent pas. Trop de gens de loi sont intéressés à empêcher les conciliations pour qu'elles se produisent. La plupart des archives de familles conservent des dossiers judiciaires, qui leur ont souvent coûté bien cher. Un homme sage, au commencement de ce siècle, disait à ses enfants : « Ne plaidez jamais. Votre bisaïeul eut 33 procès, il les gagna tous, et il perdit 60,000 livres (1). » Mais un siècle auparavant, on n'aurait pas raisonné de même, et l'exemple de quelques procès heureusement gagnés suffisait pour en déterminer beaucoup d'autres.

Les dépenses de l'inspecteur des vivres de Tournon sont analogues à celles de la majorité de la bourgeoisie. Le seul luxe est celui de la table, qui figure pour plus de moitié dans le total, et qui peut être augmenté par les fruits du jardin, quelques redevances ou profits en nature. Le budget des riches marchands et des magistrats qui ont des maisons de campagne, est sans doute plus considérable ; mais les dépenses de luxe y sont exceptionnelles, à moins que leur fortune ne les mette pour ainsi dire de plein pied avec la noblesse, et ne les autorise à exercer une large hospitalité. La nourriture n'est point très chère quand on se borne aux produits du pays ; les habits le sont relativement davantage, mais ils durent longtemps, et on sait, au besoin, les faire retourner. Les loyers ne sont pas élevés. En 1677, on a une belle maison, en province, pour 650 fr. par an (2). A Tours, vers 1770, le loyer d'un appartement meublé de 7 chambres de plain-pied coûte 25 louis pour six mois ; le chauffage coûte 3 louis (3). Tous ces prix sont, il est vrai, relatifs au revenu. 5,000 livres de rentes, cela passe en province pour une belle fortune, à la fin du règne de Louis XV (4).

(1) Ch. de Ribbe, *la Vie domestique*, t. I, p. 439.

(2) En 1662 : une autre, 400 livres. — A la Rochelle, 1200 livres, en 1760. Sous Louis XIV à Paris, des maisons bien situées se louent de 800 à 2200. (*Liste des avis au bureau d'adresse pour 1670.*)

(3) Dutens, *Mémoires d'un voyageur qui se repose*, t. II, p. 294.

(4) Nepveu de la Manouillère, t. I, p. 212. — Il est vrai qu'à Lyon, en 1778, on délivre un certificat de pauvreté à un commis des archives, parce que 1200 fr. d'appointements suffisent à peine à sa subsistance. (*Inv. Arch. Lyon*, BB. 345.) — En revanche, Rigby raconte en 1789 qu'on lui a assuré qu'à Lyon un homme marié, avec une famille peu nombreuse, pouvait bien vivre avec 1500 fr. de rentes par an. (*Letters from France*, p. 116.) Rigby a-t-il été mal renseigné ? Avec 600 fr. de rente on aurait pu vivre à cette époque à Pau ; mais sans famille, je crois. (De Lagrèze, *la Société et les mœurs en Béarn*, p. 353.) Un fonctionnaire d'Autun s'extasia sur le bon marché de la vie à Autun, au milieu du dix-huitième siècle. « Pour y dépenser mille écus en menant une excellente vie de garçon, écrit-il, il aurait fallu que je jetasse 25 louis par la fenêtre. Le bois valait 8 livres la corde, le vin d'ordinaire 2 sols la bouteille, un logement meublé commode moins de 50 écus de location ; les déjeuners, diners, soupers, ensemble 36 livres par mois ; le taux du jeu dans les meilleures sociétés était un liard la fiche. Je me croyais

Il est des bourgeois sans doute qui dépensent davantage. Les marchands, qui font de beaux bénéfices, les financiers, les artistes de talent et en vogue mettent leur train en rapport avec leur revenu. Joseph Vernet a de l'ordre; il écrit ses dépenses sur son livre de raison; il fait son budget, mais comme bien d'autres qui font leur budget, il le dépasse. En 1769, il l'évalue à 10,000 fr. environ (1); il en dépensera davantage; mais ses recettes montent à près de 30,000 livres, et il peut encore épargner. En 1775, il possèdera un capital de 150,000 livres en valeurs mobilières.

Quoiqu'on prétende que le mal des Français est de dépenser plus que leur revenu, quoiqu'on dise que les bourgeois enrichis se ruinent sottement par vanité (1), il n'en est pas moins vrai que l'épargne est la règle de la grande majorité de la bourgeoisie, et qu'elle ne cesse de s'y conformer. On lui reprochera plus souvent l'excès de son économie que de ses prodigalités. L'avarice est rare chez les bourgeois; mais ils ont dans leurs allures quelque chose d'étroit et de serré qui contraste le plus souvent avec la largeur de la noblesse. C'est qu'ils savent bien que l'argent se gagne difficilement et se conserve de même. Peut-être n'auront-ils pas la main assez large toutes les fois que le pauvre s'adresse à eux; laborieux, ils n'aiment pas le fainéant qui les importune en mendiant; ils n'ont pas la commisération hospitalière du paysan et même de l'ouvrier. Les comptes

dans un pays de cocagne. (*Mém. de Cromelin de Saint-Quentin, Mém. de la Société Eduenne*, VI, 420.)

(1) Voici le détail de ce budget, tel que le reproduit M. Léon Lagrange, dans sa biographie si intéressante de Joseph Vernet (p. 430):

Pour la cuisinière 150 livres par an et 30 livres d'étrennes.	180 livres.
Pour la femme de chambre, 150 livres par an et 24 livres d'étrennes.	174
Pour un laquais 150 livres et 50 livres d'étrennes.	200
Pour un laquais perruquier. Etrennes et tout.	300
Pour la blanchisseuse.	600
Pour mon fils Carle, en maîtres.	600
Pour Emilie, pour la maîtresse d'école.	80
Pour un perruquier pour madame.	72
Pour deux chambres que je loue.	150
Pour la table, 12 livres par jour.	4.320
En habits environ.	1.500
En voitures, spectacles.	600
Pour étrennes en différents endroits.	800
En toiles et couleurs, pour peindre.	500

10.076 livres.

Notez que Vernet est logé par le roi au Louvre et qu'il a oublié dans sa liste le chauffage et les frais divers imprévus. Vers la même époque, un intendant des finances du duc d'Orléans, Lemoigne de Belleisle, dépensait 21,288 livres. Son carnet de comptes de 1758 a été publié dans les *Mémoires de la Société d'histoire de Paris*, VIII, 125-139. Mais on ne saurait citer cet intendant comme menant une vie bourgeoise.

(1) *Menagiana*, 1715, t. III, p. 119. — La Bruyère, *Caractères*, t., p. 283.

que nous avons parcourus accordent peu de place au budget de la charité ; et cependant le bourgeois donnera ; par ses ordres, sa servante remettra du pain et peut-être un peu de soupe au pauvre qui frappera plusieurs fois par semaine à la porte de sa cuisine ; les quêtes de la paroisse recevront régulièrement son obole ; et comme il sait que les dons charitables sont agréables à Dieu, il offrira dans des circonstances exceptionnelles ou lèguera des sommes importantes aux hôpitaux. La plupart des hospices de nos villes ont été fondés et dotés par la charité privée, surtout par celle des bourgeois.

Mais à l'exception de quelques âmes animées d'un zèle ardent pour le soulagement des malheureux, la bourgeoisie met d'ordinaire des limites à sa charité. Elle sait trop bien quelle est la valeur de l'argent, et qu'il n'apporte pas seulement des jouissances matérielles, mais de la considération et de la dignité. C'est l'acquisition d'une certaine richesse qui crée la bourgeoisie ; c'est l'accroissement de cette richesse qui donne accès à la noblesse, et comme cette acquisition devient de plus en plus facile depuis la Renaissance, que le numéraire jeté par le nouveau monde sur l'ancien a été surtout le partage du travail roturier, que la propriété foncière a cessé d'être l'apanage exclusif de l'aristocratie, la bourgeoisie s'empare peu à peu d'une portion considérable de la richesse et s'en sert pour accroître sa force et son autorité. L'augmentation de la fortune mobilière, qui date du dix-huitième siècle, y a particulièrement contribué, parce qu'elle a rendu l'aisance plus accessible aux classes moyennes.

Hâtons-nous de dire cependant que la richesse ne suffit pas à elle seule pour acquérir la suprématie ; pour l'honneur de l'humanité, cette suprématie doit être obtenue par d'autres éléments encore. La richesse est un point d'appui sans doute ; elle n'est point le levier qui soulève tous les obstacles. Si la bourgeoisie a grandi pendant les deux derniers siècles, ce n'est pas seulement à l'influence de plus en plus grande de l'argent qu'elle l'a dû ; elle l'a dû aussi à son travail, à son instruction, à sa moralité, aux dignités qu'elle a obtenues, ainsi qu'à l'autorité réelle et morale qu'elle a exercée.

Albert BABEAU.



LA CAISSE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

STATISTIQUE ET LÉGISLATION

A PROPOS D'UNE LOI NOUVELLE

(Deuxième article) (1).

Nous avons exposé précédemment le mécanisme de notre Caisse des retraites pour la vieillesse telle que l'avait créée la loi du 18 juin 1850. Nous avons montré, en nous appuyant sur les avantages offerts par les diverses combinaisons de versements aboutissant à plusieurs sortes de rentes viagères, que cette institution, sans être parfaite, ne méritait point cependant les appréciations trop défavorables de certains publicistes. Il nous reste à analyser quelles modifications on a essayé d'apporter depuis 1850 à la loi du 18 juin. Nous nous arrêterons surtout sur les débats et les nouvelles dispositions de la loi récemment votée par le Parlement. Nous dirons ce qui, à notre avis, reste encore à faire en vue de propager de plus en plus chez nos ouvriers la connaissance et la pratique efficace d'institutions qui peuvent assurer la sécurité de leurs vieux jours.

I

Des décrets en forme de règlements d'administration publique du 18 août 1853 et du 10 septembre 1859 sont venus : 1° mieux spécifier le mode d'après lequel les versements seraient faits ; 2° rendre obligatoire pour le déposant marié le versement de 40 fr. au minimum, inscrits de droit et par moitié sur la tête des deux conjoints ; 3° déterminer les certificats exigés des médecins et des autorités municipales, prouvant l'incapacité de l'ouvrier de continuer sa profession pour qu'il puisse avoir droit à une retraite proportionnelle. De ces prescriptions fort sages, on ne peut critiquer que le versement minimum de 40 fr., trop élevé pour les ouvriers, dont le salaire égale à peu près les frais de subsistance.

Par les lois du 12 juin 1861 et 4 mai 1864, les sommes versées par une seule personne purent s'élever annuellement à 3,000 fr., puis à 4,000 fr. ; les rentes viagères à 1,000 fr., puis à 1,500 fr. au lieu de 600 fr., maximum des pensions de retraites fixé par la loi initiale de 1850. Ces augmentations avaient pour but, d'après l'exposé des

(1) Voir la livraison précédente, p. 302.

motifs, de suivre le développement de la richesse publique et des salaires des ouvriers. C'était marcher trop vite et aller trop loin, en offrant la garantie de l'Etat, plus un intérêt de 5 % à des personnes autres que des ouvriers pauvres. Depuis cette époque, la valeur de l'argent ayant baissé avec le taux de la rente, l'Etat, de ce chef, a été en perte sensible et les Chambres ont dû voter 80 millions pour parer au déficit. Pour éviter ces découverts, la loi du 1^{er} janvier 1883 a réduit à 4 1/2 % les intérêts des sommes déposées à la Caisse des retraites. Ce vote, émis pendant la discussion du budget, n'a pas eu la maturité et l'ampleur que demandait l'importance de la question. Le ministre des finances fit valoir simplement les subventions imprévues que le trésor public pouvait être obligé de fournir, et qui détruiraient l'équilibre du budget. Ce fut l'occasion de critiques plus ou moins fondées contre la loi de 1850, et de la présentation d'un nouveau projet de loi, le 26 août 1884.

M. H. Maze, l'auteur du projet, avait surtout pour but la vulgarisation de cette institution, la suppression des formalités inutiles. Il demandait à l'Etat de ne pas assurer des rentes viagères supérieures à 600 fr. par an; il croyait préférable d'accorder un taux d'intérêt, légèrement supérieur au taux normal, aux sommes versées par l'intermédiaire des Sociétés de secours mutuels et une bonification aux pensions annuelles de moins de 360 fr. D'après lui, la Caisse avait été détournée de sa mission, servait surtout aux petits rentiers. Il généralisait un peu trop, comme les chiffres des rentes viagères nous l'ont prouvé, mais les abus existent, et les compagnies d'assurances sur la vie ont spéculé sur l'intérêt supérieur au taux normal, payé jusqu'à l'année dernière par la Caisse des retraites pour la vieillesse. Il avait raison d'ajouter que les sacrifices de l'Etat ne sont légitimes que s'ils favorisent la prévoyance du pauvre. Cette thèse n'est autre que la maxime célèbre d'Adam Smith, que M. Gladstone paraphrasait en ces termes, dans la discussion d'une loi semblable, discutée au Parlement anglais : « Il faut se justifier et s'excuser chaque fois qu'on augmente les fonctions de l'Etat. Il faut les combattre si elles restreignent la liberté, mais applaudir lorsqu'elles facilitent la liberté du pauvre. » Nous pouvons en conclure que l'Etat a le droit d'intervenir, mais dans ces limites, selon les saines notions de l'économie politique. La loi doit être l'expression de ces principes. Les divergences n'étaient pas grandes jusque-là.

Une question plus difficile à résoudre fut soulevée par M. Martin Nadaud. Il soutint qu'on demandait trop à l'homme, à l'ouvrier, en le laissant libre de ne pas s'assurer. Il fallait rendre pour tous les ouvriers les versements obligatoires par des retenues sur leurs salaires. La loi de 1850 n'avait rendu service qu'à de petits bour-

geois, non aux journaliers, exposés à toutes les intempéries. Remontant à la discussion sur la caisse des retraites, qui avait eu lieu en 1848, il citait l'opinion d'un conservateur, M. Lestiboudois, disant qu'il n'était pas possible de trouver un ouvrier qui s'astreigne pendant quarante ans à économiser centime par centime pour la retraite. Il en citait un autre, M. Fresneau, s'écriant : il ne faut laisser aux socialistes rien de ce que l'Etat peut réaliser. Le principe de la retenue obligatoire avait été adopté en première délibération par l'Assemblée constituante. De nos jours le comité fédératif des mineurs de France et le congrès ouvrier de Reims en 1880 s'étaient prononcés dans le même sens. Si l'Etat n'avait pas le droit d'agir par pure philanthropie, ne pouvait-il pas chercher à assurer la paix sociale ? La question sociale n'était pas effrayante, concluait-il, si on faisait de bonnes lois. M. Maze lui répondit que l'assurance obligatoire était antipathique au caractère français : l'exemple de l'Allemagne où elle existe, n'était pas concluant. Le droit de disposer de ses biens, de par la loi de 1789, devait être maintenu. On serait obligé de dissoudre, avec indemnité, des compagnies particulières existantes, et d'augmenter le nombre des fonctionnaires, déjà trop nombreux. Quelles catégories d'ouvriers faudrait-il assurer ? Les ouvriers agricoles si dignes d'intérêt pourraient l'être difficilement : ils sont payés en nature très souvent, et la plupart n'ont pas de chantiers stables. La même proposition de loi fut repoussée, même en 1848, après un rapport de M. Ferrouillat, dont personne ne saurait suspecter les idées généreuses. Il n'était pas exact de dire que les ouvriers d'aujourd'hui acceptaient les retenues obligatoires ; d'après lui les sociétés de secours mutuels et les congrès de mutualité, consultés, avaient protesté contre ce principe nouveau.

Nous avons reproduit le sens des principaux arguments mis en avant dans ce débat : chacun pourra juger en connaissance de cause. Adversaire de l'extension des droits de l'Etat, nous ne comprendrions l'obligation pour chaque ouvrier de s'assurer soit contre les accidents, soit pour des pensions de retraites pour la vieillesse, qu'après avoir vu échouer tous les moyens pour faire réussir des institutions libres de prévoyance ou la Caisse des retraites déjà existante. Nous ne l'approuverions même dans ce cas qu'en raison de l'état d'isolement du salarié, par nos temps d'individualisme à outrance, et parce que cette mesure serait de nature à accomplir cette évolution incomparable : du pain et un toit pour tous les vieillards. Nous ne l'admettrions que sous cette condition qui en atténue la gravité : l'Etat centralisateur ne deviendrait point le distributeur de toutes les pensions de retraite. Chaque ville ou chaque association des membres d'une même industrie serait obligée de créer une caisse de retraites

qu'elle administrerait avec le self-government, sous la surveillance de l'Etat. Notre éminent confrère, M. Grad, député alsacien au Reichstag, a accepté l'assurance obligatoire avec cette réserve expresse; cet amendement a été voté par ce Parlement. Un dernier effort doit être tenté contre cette solution allemande; préconisons et tâchons d'imiter l'Angleterre où la liberté a suffi.

Notre Chambre des députés n'avait pas discuté d'une manière approfondie, à la première lecture du projet de loi, les retenues obligatoires sur les salaires des ouvriers. M. de Mun et d'un autre côté quelques députés de la gauche s'étaient donné rendez-vous sur ce terrain commun pour la deuxième délibération. Mais ils ont été muets. La majorité du parlement leur a paru, sans doute, peu disposée à voter une réforme vouée d'avance à l'impopularité.

Nous n'entrerons pas dans le détail des discussions aussi nombreuses qu'embrouillées qui ont suivi. Ce projet de loi aura eu un singulier sort, peu fait pour inspirer le respect dû aux décisions des législateurs; la genèse en est vraiment instructive et le dénouement donne raison à ce député, qui, non sans un grain de raison, faisait remarquer à un de ses promoteurs que les Français aimaient trop à remettre sur le chantier les meilleures lois pour n'aboutir qu'à faire des retouches insignifiantes ou ne concordant pas avec l'ensemble. Déjà en 1873, l'amiral Montaignac avait déposé une proposition pour transformer les rentes viagères en capital transmissible, selon le système expérimenté et préconisé par M. de Courcy; sur un avis favorable du Conseil d'Etat, le Sénat l'avait adoptée en 1879. Des élections nouvelles empêchèrent probablement son vote définitif. Malgré ces précédents et pour des raisons que nous ne pouvons comprendre, les propositions de loi déposées depuis cette époque et qui ont fait la navette entre nos assemblées, n'en ont point fait mention.

Quoi qu'il en soit de ces préliminaires, et le bilan de la loi du 18 juin 1830 sur la Caisse des retraites étant bien établi, nous aurons vite passé en revue les réformes réalisées par la loi nouvelle.

Les versements seront reçus et liquidés à partir de un franc et sans fraction de franc : on a réduit de 5 à 1 franc le minimum des sommes qu'on pouvait verser avec d'autant plus d'à-propos que de nouveaux agents, les receveurs des postes, plus accessibles aux intéressés, pourront les recevoir soit en espèces, soit en timbres spéciaux. L'ouvrier est mis ainsi plus sûrement à l'abri de dépenser son épargne de chaque jour. — Le maximum des pensions de retraites a été ramené à 1,200 francs : le chiffre primitif de 600 francs aurait suffi, surtout en province, à assurer aux vieillards les choses les plus indispensables à la vie. Mieux eût valu bonifier toutes les pensions

liquidées avant l'âge réglementaire de 50 ans dans les cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées et entraînant une incapacité absolue de travail. La loi nouvelle dit seulement qu'elles pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au budget du ministère de l'intérieur sans que le montant des pensions puisse être supérieur au triple du produit de la liquidation ni dépasser un maximum de 360 francs. Cette innovation n'en est pas moins heureuse. — D'après l'art. 42, l'Etat ne garantit plus un taux d'intérêt fixe ; l'intérêt composé du capital versé sera arrêté au mois de décembre de chaque année pour l'année suivante, en tenant compte du taux moyen des placements de fonds en rentes sur l'Etat, effectués par la Caisse pendant l'année. Nous regrettons cette détermination : on aurait pu éviter les découverts du Trésor et la spéculation par l'abaissement des versements annuels, du maximum des pensions de retraites et de l'intérêt garanti par l'Etat ; on ne pourra plus dire à l'ouvrier : « Si vous versez tant par an depuis tel âge, vous aurez à 50 ans une rente annuelle de tant ; si vous versez par exemple 24 francs à partir de 48 ans jusqu'à 62, vous aurez droit à 370 francs de rente viagère. » Le peuple ne comprend pas les longs discours : il faut lui parler net et fort. — L'art. 43 réduit à 46 ans au lieu de 48 l'âge légal des mineurs pour les versements ; l'autorisation de leur père, mère ou tuteur n'est obligatoire qu'au-dessous de cet âge. — Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, sont admises à faire des versements sans l'assistance de leur mari. — La loi nouvelle se préoccupe enfin de donner une plus grande publicité à la Caisse des retraites ; elle ordonne l'affichage dans toutes les mairies, les bureaux de poste, les écoles publiques, d'une instruction pratique résumant ses avantages et son fonctionnement.

Ces réformes de détail sont bonnes en elles-mêmes ; mais les législateurs de 1886 auront-ils atteint le but vainement poursuivi par celui de 1850 : verrons-nous la grande masse des vieux ouvriers jouissant d'une rente viagère après leur vie de travail ? Nous ne voyons pas dans cette loi ce qui pourrait donner une forte impulsion à l'esprit de prévoyance : elle est une loi de sécurité pour les finances plutôt qu'une loi sociale.

II

Quelle sera donc notre conclusion ? Il faut tirer le meilleur parti possible de la Caisse des retraites pour la vieillesse ; c'est-à-dire conseiller les meilleures combinaisons pour la constitution des rentes

viagères au plus grand nombre possible d'ouvriers : l'abdication en économie politique ou sociale n'a jamais rien produit de bon.

En même temps nous croyons utile de poursuivre la création de caisses de retraites s'administrant librement et organisées méthodiquement dans toute la France, pour en faire pénétrer les bienfaits jusque dans les derniers rangs de la famille ouvrière. Il suffirait d'emprunter les idées principales au plan esquissé (1) avec une grande compétence par M. Gibon, directeur des forges de Commentry, ou dans les écrits de MM. Cheysson, de Courcy, Léon Say : il consiste dans le groupement des ouvriers exerçant un même métier, ou appartenant à une même circonscription territoriale. La direction du président élu par les sociétaires, avec l'aide et le contrôle d'un conseil d'administration, serait plus paternelle et plus juste que celle des fonctionnaires de l'État. Si l'ouvrier quittait la compagnie avant la période et l'âge fixés, nous voudrions qu'il reçût la valeur du capital versé par lui, avec un intérêt de 3 %, la bonification ajoutée par les patrons ou des membres honoraires faisant seule retour à la masse commune. La substitution à la pension viagère d'un patrimoine transmissible devra être admise dans les limites indiquées.

Préconiser des caisses de retraites sur ce modèle, et s'en remettre complètement à l'initiative privée, n'est-ce pas poursuivre l'idéal et risquer de piétiner sur place ? Il est nécessaire, selon nous, qu'une loi vienne leur donner le mouvement initial en appelant au scrutin, pour leur constitution, les ouvriers et les patrons d'un chef-lieu de canton, ou d'une même catégorie. On pourrait continuer de demander à l'État ses caisses, ses employés, sa garantie, ses dispenses de frais d'enregistrement, en échange d'un droit de surveillance et de la prospérité générale, dont il ne tarderait pas à profiter. Ce mode d'organisation (2) se rapproche de la Caisse des retraites que nous venons de décrire avec la décentralisation et la libre administration en plus : ce serait, si l'on veut, le système allemand, avec les retenues obligatoires pour les ouvriers et les patrons en moins. La combinaison des efforts des ouvriers, des patrons, de l'État, nous fait espérer que le nombre des salariés, actuellement assurés pour des pensions de retraites, serait bientôt doublé.

L'ouvrier peut arriver à jouir, dans sa vieillesse, d'une rente viagère par d'autres moyens ; aucun ne doit être négligé. La participation aux bénéfices, mise en pratique par quelques industriels,

(1) *Réforme sociale*, 1^{er} août 1885.

(2) V. le *journal des Economistes*, juillet 1886. M. E. Dormoy, un des membres de la Société pour l'étude pratique de la question des retraites pour la vieillesse, y décrit un projet avec retenues obligatoires, dont le mode de fonctionnement nous paraît pratique et bien organisé.

assure aux ouvriers, après une longue permanence de travail dans le même atelier, soit un petit capital, soit une rente. On ne saurait trop encourager ce système.

Des sociétés mutuelles, complètement autonomes et poursuivant le même but, pourraient continuer à se créer à côté de ces institutions. Aux hommes d'action, que ne rebutent point les difficultés du début, les jalousies, l'apathie de ceux qui les entourent, à les organiser. Les initiateurs sont souvent, hélas ! incapables de le faire. Nous citerons seulement un exemple : les Prévoyants de l'avenir, société fondée en 1882, à l'instigation d'un ouvrier typographe, avec 700 sociétaires et 8,000 fr. de capital, comprend trois ans après 11,000 membres et possède 220,000 fr. d'encaisse. Ne faut-il point admirer, malgré quelques statuts mal conçus, cette association, onnée par la volonté et la propagande d'un modeste ouvrier ? Ces 11,000 ouvriers qui, avec lui, ne sollicitent rien de l'État et attendent tout de leur travail et de leur prévoyance ne méritent-ils pas de trouver des imitateurs ?

Des membres honoraires devraient être admis dans toutes ces sociétés ; et ceux-ci devraient s'empresser de s'y faire inscrire. Leurs cotisations sont le plus souvent indispensables pour la pleine réussite de ces œuvres ; les relations qu'elles établiraient entre eux et les membres participants contribueraient à rendre leurs rapports sociaux plus intimes.

Il existe aussi de grandes sociétés d'assurances, anonymes et par actions, sous le contrôle de l'Etat. Ce contrôle a besoin d'être rendu plus effectif ; bien que le droit d'autoriser ces sociétés, de surveiller leurs encaisses et leurs réserves obligatoires, lui appartienne, nous avons vu, il y a quelques jours à peine, la déconfiture d'une société d'assurances-vie. Si leur existence est désirable pour l'émulation des établissements similaires, pour multiplier les rentes viagères et encourager l'épargne, il faut du moins demander les réformes nécessaires dans la loi du 24 juillet 1867. La sauvegarde des petits capitaux des ouvriers, peu aptes à les défendre contre les manieurs d'argent, est à ce prix.

Quelques sociétés ont adopté des assurances mixtes, c'est-à-dire avec remboursement à la famille d'une partie du capital au décès du titulaire. Cette combinaison paraît si avantageuse à MM. Cardot et Schwanhard, dans un volume récent consacré à la prévoyance (1), qu'ils demandent qu'elle soit généralisée au moyen d'une Caisse centrale de garantie organisée par l'Etat. Comment une loi pourrait-elle abandonner à leur triste sort des valétudinaires qui ne peuvent contracter des assurances ?

(1) *La Prévoyance et l'Etat*. Guillaumin, éditeur. Paris, 1886.

Redisons-le pour être fidèle aux tendances plus pratiques que théoriques de cette revue et à notre propre sentiment : il faut vulgariser, en attendant mieux, la Caisse nationale des retraites, réorganisée par la loi du 15 juillet 1886. Elle offre la plus haute garantie possible, celle de l'Etat ; l'ouvrier n'osera, objectera-t-on peut-être, lui confier ses économies de crainte de les perdre par le fait des révolutions. Pour que cette crainte se réalisât, il faudrait que la force primât le droit d'une façon durable, entraînant avec elle la banqueroute, la perte de la richesse publique entière et de la France ! Cela ne dépasse-t-il pas les prévisions humaines ? Cette considération ne suffit point à expliquer le peu de faveur dont a joui la Caisse des retraites auprès des ouvriers, et ne les eût pas empêchés de verser les petites sommes que l'on sait, s'ils avaient bien compris son fonctionnement.

Il reste à leur en faire connaître les bienfaisants effets par une propagande officielle bien négligée jusqu'à la loi nouvelle, et la propagande individuelle, plus active, plus dévouée. Que faut-il en espérer ? M. H. Maze nous paraît trop optimiste dans son livre : la *Misère, ses causes et ses remèdes* (1.) M. d'Haussonville, au contraire, nous l'avons vu, ne veut pas qu'on s'enthousiasme pour ce remède social, la prévoyance.

La vérité ne serait-elle pas à égale distance de ces opinions opposées ? Les milliers d'ouvriers, secourus actuellement par cette institution, ne sont pas une quantité négligeable ! L'enquête à laquelle nous a obligé notre étude nous a donné la conviction que ce résultat pourrait être bien augmenté par un petit effort et en peu d'années : le fera-t-on ? Notre vœu le plus vif est de faire partager notre avis afin que chacun travaille à amener ce résultat. Il peut se résumer ainsi : faire connaître cette institution et demander jusqu'à ce qu'elle soit votée une bonne loi, qui donne naissance à des caisses de retraites libres, rayonnant dans toute la France, et mettant à l'abri de la misère presque tous les invalides du travail. L'expérience démontre, ne l'oublions pas, qu'il faut répudier résolument les antagonismes de personnes, surtout de partis ou de classes, faire appel à tous les patrons, à tous les ouvriers pour arriver à ce but et à la paix sociale.

Félix TROYES.

(1) 1 vol. in-18, chez Léopold Cerf. Paris.

DE QUELQUES USAGES QUI SE PERDENT

DANS LES RAPPORTS DE PATRONAGE ET DE CHARITÉ

I

La séparation profonde qui s'est effectuée entre le serviteur et le maître, malgré leur présence sous le même toit et malgré leurs rapports de tous les jours, n'est pas moins visible dans le monde des ateliers et des usines que dans les autres sphères de la société où nous l'avons déjà constatée (1).

Il était de règle autrefois, quelque nombreux que pussent être les ouvriers dans une exploitation, qu'aucun d'entre eux n'était jamais admis au travail sans avoir été présenté personnellement au directeur. Il est très certain que, dans la plupart des cas, celui-ci ne gardait pas une mémoire bien vive ni bien durable de ces courts instants d'entretien. Cette formalité de haute convenance entraînait au moins ce résultat que l'ouvrier était obligé de reconnaître le directeur avec lequel il s'était rencontré au moins une fois. J'ai vu, au contraire, dans un établissement de première importance, le chef de la maison me conduire de sa personne au milieu de certaines équipes de ses propres ouvriers sans qu'aucun d'entre eux parût le connaître et le regardât d'un autre œil que le premier étranger venu. On a cité bien souvent l'exemple de César qui savait par cœur les noms des soldats de toute son armée. A défaut d'une mémoire aussi vaste et aussi sûre, les candidats aux fonctions publiques chez les Romains ne se présentaient pas au Forum les jours d'élection, sans être accompagnés d'agents politiques subalternes, dont la fonction était de leur rappeler à demi-voix les noms de chaque survenant. Ces souffleurs électoraux permettaient ainsi aux candidats de jouer sans peine le rôle d'un homme bien informé, s'intéressant assez à chaque citoyen pour en connaître par cœur le nom et la famille. Voilà le résultat que les directeurs des plus grands établissements avaient constamment en vue et auquel beaucoup d'entre eux avaient le courage de parvenir. Ce que le directeur général donnait ainsi l'exemple d'accomplir, chacun, dans les gouvernements inférieurs, se trouvait naturellement obligé de le faire.

Par là l'ouvrier, quelque humbles que fussent son rang et ses fonc-

(1) Voir la *Réforme sociale*, 15 mars et 15 mai 1886 (2^e sér. t. I, p. 277 et 534.) — Un important journal de New-York, *The Nation*, a reproduit en grande partie, dans son numéro du 10 juin, les deux premiers articles de M. Roudelet.

tions, échappait à cette condition toujours si dangereuse pour l'homme de l'incognito et de l'anonymat. Quelque respect que nous puissions avoir de nous-mêmes, quel que soit notre désir d'accomplir notre devoir, il est toujours bon de s'y sentir aidé : ces regards sur notre vie sont tout à la fois une sauvegarde et un encouragement. Ceux qui mènent la guerre contre la propriété et contre l'ordre social ne s'y sont point trompés. Un de leurs premiers soucis, c'est d'empêcher que les directeurs et les agents de l'autorité entretiennent aucune relation personnelle avec ceux qu'ils emploient. C'est en vain qu'un ouvrier s'attarde et reste après les autres pour échanger quelques paroles avec le chef ; cet ouvrier est suivi, attendu, surveillé. Il sent qu'il commettrait une imprudence et qu'il deviendrait suspect, s'il faisait usage de cette liberté qu'on professe si bruyamment la prétention de lui garantir. C'est avec le même instinct du mal, avec la même perversité d'intention que les meneurs d'une des dernières grèves réclamaient, en même temps que le salaire par quinzaine, le droit d'être payés à travers un guichet, au lieu d'être tenus d'entrer de leur personne dans le bureau pour y faire leur compte et y recevoir leur argent. Rien de plus curieux que cette lutte sourde, ainsi établie sur un des faits psychologiques du cœur humain. D'un côté, ces rapports d'homme à homme qui établissent nettement la responsabilité personnelle et fortifient le devoir par le sentiment : de l'autre, cette ignorance voulue qui réduit les personnes à des chiffres et prête aux tentations et aux révoltes les ombres de l'anonyme.

Si la situation qu'on décrit était une situation vraie et franche, si vraiment les ouvriers n'avaient aucune idée de leurs directeurs et se trouvaient en effet incapables de reconnaître leur personne, cette situation, malgré ses inconvénients notoires, aurait au moins le mérite d'être loyale, et cette indifférence des subalternes ne pourrait pas être prise pour de la malveillance et de la grossièreté. Malheureusement cette ignorance prétendue n'est qu'un mensonge et une manœuvre, qu'un moyen de se tenir à distance, de se préserver des influences, des conseils, des secours. Toutefois le travailleur est sujet à bien des misères et à bien des défaillances : celles qui lui viennent du dehors par les maladies, par les accidents, par les crises industrielles ; celles qui lui viennent du dedans, c'est-à-dire de ses égarements, de ses fautes, de ses vices. Il a dissipé son salaire au jour le jour, il a besoin d'être secouru. Ici se passe une triste comédie.

Les femmes des directeurs se mettent en relation avec les femmes de ces ouvriers si fiers, si indépendants, si étrangers à leurs patrons. Dans ces entrevues discrètes et presque mystérieuses, le bien s'accomplit sous sa forme ordinaire ; la charité multiplie ses dévouements et ses sacrifices ; mais les hommes de la famille secourue se

gardent bien, malgré tout ce qu'ils en ont appris, d'en rien savoir. Cette indépendance farouche, cette fierté superbe n'est au fond qu'une des formes les plus commodes et, à ce qu'ils croient, les plus honorables de l'ingratitude. Mais cette révolte du cœur n'est pas aussi facile à porter qu'on se l'imagine : elle ne va pas sans un certain sentiment de gêne et de honte, toujours prêt à se tourner en haine et en fureur. Cet éloignement, cette raideur, cette attitude hostile qui succèdent aux anciens rapports de connaissance, de familiarité, de bonne amitié, attestent de part et d'autre l'affaiblissement des sentiments les meilleurs et les plus efficaces du cœur humain. On ne sait plus recevoir un bienfait parce qu'on est devenu incapable de le payer en reconnaissance ; et de peur d'en revenir là, on ne veut pas même prendre la peine de le connaître.

Cette altération des bons rapports entre les collaborateurs d'un même travail est peut-être plus visible et plus choquante encore dans la petite industrie et dans les ateliers où le nombre des employés est moins considérable. Dans les grandes exploitations en effet, il est admissible jusqu'à un certain point que, pour des raisons supérieures, on soit contraint, malgré de louables efforts, de perdre un peu de vue la multitude des détails. Il n'en va pas de même dans un établissement de moindre dimension où le patron est normalement présent de sa personne, et où, par conséquent, il est impossible de ne pas se voir et de ne pas se connaître. Cette intimité naturelle, ces rapports de familiarité et de solidarité domestiques ont été admirablement décrits par Le Play au moment où disparaissaient de vieilles coutumes dont les anciens eux-mêmes ont peine aujourd'hui à se souvenir : cette Fête des lumières, par exemple, qu'on célébrait au moment où la diminution du jour obligeait à éclairer l'atelier pour le travail du soir. Il ne faut plus parler de tout cela aujourd'hui. Ce qui frappe au contraire dans les rapports de l'ouvrier et du patron, c'est ce mélange absolument extraordinaire d'une réserve pleine de raideur avec une grossièreté cassante. Il semble que le naturel, avec ce qui fait son charme et sa faiblesse, sa force et sa grandeur, ait complètement disparu. Deux hommes ne peuvent pas, ne doivent pas se trouver appelés toutes les heures de toutes les journées, dans un même local, à une même besogne, sans qu'il s'établisse entre eux quelque rapport de confiance et d'effusion, sans qu'ils s'apprennent ce qui les concerne individuellement, sans que ces rapports de juxtaposition matérielle deviennent des commencements d'intimité, et, avec le temps, des échanges de sentiment et de sympathie.

Il est donc certain que l'absence de toute conversation particulière, de toute relation individuelle entre les ouvriers et le patron, n'est pas autre chose qu'une guerre sourde et une hostilité implacable. On

dirait, à les voir, qu'ils s'en tiennent les uns vis-à-vis des autres à ce respect mutuel dont témoigne la correction de leur attitude, mais ce silence lui-même atteste une tension violente, un effort continu, une fureur concentrée. Cette irritation réciproque qu'on prend soin de dissimuler de part et d'autre, ne manque pas d'éclater à la première occasion. La moindre discussion arrive tout d'un coup à un degré d'impétuosité et de violence qui les jette dans les dernières extrémités. L'ouvrier est toujours prêt à déposer son outil, et le patron à montrer la porte. Rien de plus lamentable que de se sentir ainsi perpétuellement à la veille d'une rupture. Il est difficile de mettre un peu de cœur à un travail toujours sur le point d'être quitté.

Ces changements si visibles dans les rapports qui existaient jadis entre patrons et ouvriers, attestent des modifications profondes dans l'état général de nos mœurs. La plupart des hommes ont perdu aujourd'hui cette possession et ce gouvernement d'eux-mêmes qui les empêcheraient de se laisser emporter et entraîner sans savoir où. L'homme du peuple passe des reproches aux injures, aux menaces, aux coups de poing, au couteau et au revolver. Loin de faire dans la discussion aucun effort pour se maîtriser, il s'excite autant qu'il le peut, et il se livre tout entier aux mouvements qui le transportent. Les choses ne se passent pas autrement dans son âme lorsqu'il s'agit de ses relations avec ceux qui le font travailler. Il n'arrête jamais sa pensée à aucune considération de justice, de devoir, de reconnaissance. Il vit dans la haine : tout ce qu'il laisse voir de lui-même, n'est qu'un masque sous lequel il la cache. Le seul moyen pour rétablir les bons rapports d'autrefois, c'est de refaire les âmes et de les rendre au sentiment de leur devoir.

II

Il n'est pas jusqu'à nos rapports avec les pauvres auxquels nous faisons l'aumône, qui ne se trouvent, dans notre société contemporaine, profondément altérés.

Oserai-je dire que les pauvres du temps présent ne consentent plus à être pauvres, et que là, comme ailleurs, s'introduit peu à peu une égalité démocratique qu'on ne sait comment qualifier. Jadis, il était bien entendu qu'entre le riche et le pauvre existait une ligne de démarcation que personne n'aurait jamais eu l'idée de franchir. De la même façon que la fille d'un mendiant n'apporte point à son époux cinquante mille livres de rente par son contrat de mariage, on admettait sans contestation que certains plaisirs coûteux et recherchés étaient faits pour demeurer hors de la portée de ceux qui

n'ont rien ; que leurs vêtements, leurs ajustements, leurs façons d'être dans toutes les circonstances de la vie devaient répondre à leur condition et demeurer en harmonie avec leur état. Voilà pourquoi il était d'usage de donner aux indigents des vêtements déjà portés, des layettes dont nos enfants s'étaient déjà servis. Lorsqu'arrivait le temps de la première communion, les enfants, et en particulier les petites filles, étaient maintenus avec soin dans les limites de leur condition. Il ne leur était pas donné de singer les enfants riches. On ne jugeait pas opportun ni sage de les laisser figurer à côté d'eux dans les mêmes habits. Le premier devoir du pauvre en effet est d'accepter la destinée que Dieu lui a faite, et de ne point épuiser à des dépenses superflues la générosité de ceux qui le secourent.

Aujourd'hui, vous entendez une pauvre, réduite à la dernière des extrémités, vous répondre de sang-froid, lorsque vous lui parlez du costume de première communion de sa fille : « Monsieur, il ne lui manque plus que son *aumônière*. » Les personnes plus riches qui n'ont peut-être pas eu l'idée de faire cette dépense, ne seront pas fâchées d'apprendre que l'aumônière est une sorte de bourse portée à la ceinture, comme le faisaient les châtelaines du moyen-âge. L'effet en est fort satisfaisant. Une autre mère de famille, non moins malheureuse et non moins moderne, à qui un jeune membre des conférences de Saint-Vincent de Paul portait le prix d'une paire de chaussures, le reçoit d'un air peu satisfait, et répond qu'elle ajoutera l'argent nécessaire « pour avoir une paire de brodequins. »

Le pauvre de la civilisation contemporaine que nous côtoyons dans nos grandes cités, vit actuellement sur deux idées préconçues : la première, c'est qu'il lui importe d'avoir l'air de tout le monde ; et la seconde, c'est qu'il n'est pas de besoin qu'il ne doive satisfaire ou de plaisir qu'il ne puisse goûter, aussi bien que le riche. L'enfant d'une pauvre infirme qui mendie à la porte d'une église demandait l'autre jour à sa mère, en refusant le croûton qu'elle lui offrait, une pièce de deux sous pour acheter un petit pain chaud au sortir de l'école obligatoire.

Il ne faudrait pas sourire du petit pain chaud et regarder ce régal comme un fait de peu de signification et de peu de portée. Il ne faut pas s'y tromper. La demande adressée par cet enfant à sa mère n'est pas autre chose que la conclusion d'un raisonnement intérieur dont le pauvre est le premier à ne pas avoir conscience. Ce raisonnement a pour point de départ l'inévitable thèse de la parfaite égalité démocratique et sociale. C'est en vain que, par la force des choses, l'homme qui ne possède pas une fortune est contraint de se priver de certaines jouissances et de certaines satisfactions qui sont à la discrétion du riche, il ne se résigne pas pour cela, et il ne cesse pas

de lutter pour paraître, et pour égaliser en quelque sorte les conditions. Ce mauvais amour-propre, cette vanité prétentieuse, puéile, odieuse, se manifeste surtout lorsqu'il s'agit de divertissements. N'est-il pas bien singulier que le pauvre supporte ainsi une nourriture, un logement, des habits, sans aucun rapport avec le luxe perpétuel du riche, et que s'il s'agit de se divertir, c'est-à-dire d'introduire bénévolement dans l'existence un plaisir dont il est si facile de se passer, ce soit à ce moment-là même que les susceptibilités de l'indigence paraissent se réveiller avec le plus de force et d'injustice.

Ces observations ne portent point sur quelques faits isolés et contestables, cette théorie absurde et coupable de l'égalité démocratique dans le plaisir se trouve maintenant officiellement approuvée et consacrée par l'intervention des pouvoirs publics.

C'est au nom de cette erreur anti-sociale que le Conseil municipal de Paris a décrété douze représentations données au second théâtre français pour les enfants du peuple élevés dans les écoles gratuites. Ces douze représentations comportent un choix de comédies et de tragédies tirées du répertoire, et tel que tout le crédit des abonnés ne serait jamais parvenu à les faire remettre à la scène avec cet ensemble. Ces gamins se trouvent ainsi avoir à leur disposition une série de spectacles capables de vous donner envie de prendre rang parmi les conseillers municipaux pour être admis comme eux à en jouir gratuitement. Ce sont bien eux en effet qui sont les seuls à en profiter; quant aux enfants, ils trouvent sans doute plus agréable de s'étaler sur ces banquettes de velours que de faire le ménage et de rallumer le poêle qui s'éteint. Les patronages, les cercles, les réunions les plus recommandables n'ont pas toujours la fermeté de se soustraire à cette prétention d'égalité dans le plaisir. Il en va de même des orphelinats, des maisons de pauvres, des hospices où la charité recueille les derniers déshérités, les plus douloureuses épaves de l'indigence humaine. Est-il raisonnable, lorsqu'il s'agit d'organiser pour eux une petite fête, un divertissement, une récréation qui les sorte de leur ordinaire, est-il raisonnable de s'en aller chercher tout ce que les arts et la civilisation ont produit de plus parfait et de plus raffiné, les instruments de nos plus éminents virtuoses, les voix des chanteurs les plus renommés, le jeu des acteurs célèbres que les plus gros financiers hésitent à se payer dans leurs salons?

Cette remarque va plus loin qu'on ne pense, et elle s'étend de proche en proche à bien des détails. Il arrive ainsi, par une conséquence des plus bizarres, qu'en fait de plaisirs et de divertissements, c'est plus d'une fois le pauvre qui finit par être favorisé. Tandis que nos enfants nous jouent la plupart du temps quelques petites scènes de comédie avec des costumes plus ou moins bien ajustés par la

femme de chambre et entre les paravents qu'on arrange pour la circonstance, les enfants qu'on élève par charité et pour lesquels on est obligé de tendre la main, ont à leur disposition des costumes et des décors. Ils vont à des conditions de tarif particulières, faire des excursions et des voyages que des bourgeois, même aisés, sont obligés par raison de refuser à leurs propres enfants. A Paris, la vie de l'enfant pauvre est un mélange inouï de privations et de raffinements, des jouissances du luxe et des souffrances de la misère.

Lorsque le pauvre a perdu à ce degré le sentiment de sa situation vraie, il est bien difficile qu'il en pratique la résignation et qu'il en comprenne les devoirs. Le premier de tous ces devoirs c'est incontestablement la reconnaissance vis-à-vis de ceux qui lui font du bien. Il doit se dire chaque jour que, pour lui venir en aide, le riche est obligé de prendre sur son superflu. Or, avec l'accroissement du luxe et la multiplication des dépenses, qui pourrait dire où commence le superflu? L'homme est ainsi fait malheureusement que les petits sacrifices lui coûtent peut-être plus encore que les grands. Il ne reculerait pas devant une réforme radicale de sa manière de vivre et il trouverait du courage pour l'accomplir, mais lorsqu'il s'agit de quelques légers sacrifices, il a souvent besoin d'un effort surhumain pour s'y résoudre. Le pauvre n'entre point dans ces considérations. Il ne regarde qu'une seule et unique chose. Ce bien-être, ce luxe, cette opulence du riche, dont lui-même est privé. Il est surtout frappé de la disproportion qui existe entre leurs deux situations. Alors, au lieu de tourner son esprit du côté de la justice, de se remettre devant les yeux les raisons qu'il a de se montrer reconnaissant pour la peine qu'on prend de s'occuper de lui, il se livre à une sorte de dénigrement intérieur qui l'aide à justifier son ingratitude.

La vérité est qu'à l'heure présente, les pauvres trouvent difficilement dans leur âme des paroles pour vous remercier. Lorsque nous lisons le *Théâtre de l'Enfance*, de Berquin, ou celui de Mme de Genlis, telle pièce à sentiment du répertoire de la salle Favart, nous demeurons tout étonnés de l'abondance et de la vivacité du langage dont les obligés se servent pour remercier leurs bienfaiteurs. Il y a là une effusion véritable et, malgré l'emploi de termes un peu précieux, comme un trop-plein du cœur qui se déverse. L'indigent que nous voyons autour de nous n'a pas la parole moins facile. S'il ne dit rien, c'est qu'en effet il n'a rien à dire, et qu'aucune expression de gratitude ne monte de son cœur à ses lèvres. On lui a trop souvent répété que le riche est un accapareur, qu'il possède au détriment du pauvre, qu'il l'exploite, qu'il le dépouille, pour ne pas se laisser aller à en croire quelque chose. Il reçoit l'aumône comme on accepte le paiement d'une dette; et loin

de savoir gré de ce qu'on lui donne, il se préoccupe seulement de ce qu'on lui refuse. Il a entendu dire que la charité avilit ceux à qui elle est faite. Il aime à se persuader que cette largesse est une restitution. Si vous le pressiez un peu, il ne manquerait pas de vous dire que le riche garde encore au-delà de la part qui lui revient.

La dernière conséquence de cet état de choses, c'est que l'exercice de la charité perd, pour le bienfaiteur lui-même, la plus grande partie de son attrait humain. Il devine, sous ces traits impassibles et dans ce silence obstiné, la sécheresse de cœur, l'opiniâtreté de résistance qui daignent à peine se dissimuler. « Il n'est pas bien étonnant que celui-là soit riche ! » disait un pauvre, introduit dans le salon de M. le vicomte Armand de Melun : « Il n'est pas étonnant que celui-là soit riche ! il garde pour lui les lots de toutes les loteries » ; et en murmurant ces paroles, il promenait un regard indigné sur les tableaux, les bronzes et les objets d'art qui décoraient l'appartement.

Les conclusions à tirer de ce qu'on vient de lire sont bien nombreuses et bien diverses. Il est de tradition, dans l'école de la paix sociale, de ne point trop insister sur les raisonnements et de laisser chacun libre de tirer des faits l'enseignement que ces faits comportent. On voudra bien remarquer avec quel soin nous avons évité de nous répandre en regrets ou en blâmes. Ce sont là, en effet, des jugements et des impressions que la mauvaise foi ou le parti pris peuvent contester. Au contraire, rien de plus inattaquable que la constatation d'un fait et d'un changement. Sous ce rapport-là, il n'est malheureusement pas douteux que nos mœurs ont subi une transformation complète. Cette progression vers un état de choses nouveau se continue avec tant de rapidité qu'une jeune femme, appartenant au meilleur monde de Paris, après une maladie de deux années et demie qui l'avait retenue loin de son milieu, m'affirmait l'autre jour avoir constaté un changement sensible dans les manières et les relations sociales. J'ai connu, dans les derniers jours de sa vie, une vieille duchesse de l'ancien régime. Nous causions un jour des événements de 1830 auxquels elle avait assisté à Paris : « Ah ! mon cher monsieur, me dit-elle, j'ai bien compris que la monarchie était perdue lorsque j'ai vu mon ami le marquis *** sortir avec un cigare aux lèvres sur le Cours la Reine ». La duchesse ne se trompait peut-être pas autant qu'on pourrait le supposer : ce mot spirituel et d'apparence frivole avait un sens profond. Ces petits détails de la vie extérieure ne sont sans doute pas des causes qui expliquent rien, mais ce sont peut-être des symptômes qui révèlent tout.

L'ASSISTANCE RURALE

ET

LE GROUPEMENT DES COMMUNES

COMMUNICATION FAITE A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE

DANS LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 20 MAI 1886.

Deuxième article.

Dans la première partie de cette étude (1), nous avons insisté sur les lacunes de notre législation en matière de secours et sur les inconvénients de la centralisation des ressources hospitalières dans les villes. Nous avons en même temps indiqué les bons exemples que présentent les législations étrangères, dont nous pourrions nous inspirer heureusement pour réformer la notre.

I

Un des points où nous aurions les plus utiles emprunts à faire à nos voisins d'outre-Manche et d'outre-Rhin consiste dans le groupement des communes en vue de l'assistance publique.

En Angleterre, à la suite du laisser-aller qui avait présidé à la pratique de la loi des pauvres depuis le commencement du siècle, cette taxe avait passé de cent millions à près de deux cent millions en 1817, et le paupérisme, loin d'en être atténué, prenait au contraire de tels développements, que l'on sentit la nécessité de réagir avec vigueur contre ces progrès. Dans ce but, en 1834, est institué un comité central d'assistance (*poor law board*), auquel on donne le pouvoir de grouper d'autorité les paroisses pour l'entretien à frais commun d'un *workhouse*. « En peu d'années, dit M. Boutmy, ce board a déployé une telle activité que les unions ont couvert de leur réseau tout le territoire, et sont définitivement et complètement substituées à la paroisse comme circonscription d'assistance. » (2).

En Allemagne, d'après la loi d'empire de 1870, les organes de l'assistance publique au premier degré sont les *Ostarmenverbände* ou Unions locales des pauvres, lesquelles sont formées d'une ou plu-

(1) Voir la précédente livraison, p. 273.

(2) *Le gouvernement local et la tutelle de l'Etat en Angleterre. — Annales des sciences politiques.* 1886, p. 193. — F. Le Play, *La Constitution de l'Angleterre* t. II, p. 43.

sieurs communes. Au-dessus des unions locales sont des unions provinciales ou régionales, *Landarmenverbände*, qui suppléent à la défaillance ou à l'impuissance des premières, leur accordent des subventions en cas de besoins reconnus et se chargent des pauvres non pourvus d'un domicile régulier de secours (*Landarme*).

Pour la France, où près de la moitié des communes ont moins de 500 habitants (16.891), et 720 moins de 100 habitants, il faut, à l'instar des pays que nous venons de citer, recourir au groupement à ces communes, que leur exiguité même dérobe à des devoirs onéreux.

Malheureusement, chez nous, cette liberté n'est pas seulement à pratiquer, elle est à conquérir. En effet, dans son état actuel, la législation ne permet pas la libre association des communes pour la création d'un établissement collectif.

En 1879, M. Lepère, alors ministre de l'intérieur, avait soumis au conseil d'État un projet de loi sur les hospices improprement appelés par lui *cantonaux*; car ils étaient en réalité *intercommunaux*, n'étant pas liés au canton. Ce projet de loi voulait ainsi remédier à l'émiettement de nos communes, qui rend illusoire l'obligation attachée au domicile de secours communal. En autorisant plusieurs communes à se grouper, il leur permettait de constituer une autorité pour laquelle le domicile de secours pouvait devenir une réalité pourvue de sanction. Ce projet a été adopté par le Conseil d'État, après une discussion de quatre séances, dont deux en assemblée générale; mais, sorti victorieux de cet examen, il n'a pas été soumis à celui du Parlement et sommeille depuis lors dans les cartons du ministère de l'intérieur.

Une disposition analogue a failli être introduite dans la loi municipale qui porte la date du 5 avril 1884.

La Chambre des députés a par deux fois voté la liberté d'association des communes, qu'on autorisait à former des *commissions intercommunales* en vue de la création et de l'entretien d'écoles, de chemins vicinaux et d'établissements de bienfaisance. Par deux fois aussi, le Sénat a repoussé cette disposition, de peur de troubler l'organisation communale et de déposer dans la loi le germe de l'organisation cantonale, tandis que les partisans de la liberté d'association, et entre autres M. de Marcère, affirmaient qu'elle enlèverait toute raison d'être aux tendances que les entraves actuelles provoquent en faveur du groupement administratif dont le canton serait le centre.

Le Sénat a cru d'ailleurs répondre aux besoins de la pratique en accordant aux communes le droit d'établir entre elles des conférences, comme la loi du 10 août 1871 l'avait déjà donné aux départements. Tel est le sens des articles 116 à 118 de la loi du 5 avril 1884; mais ils

n'assurent qu'une satisfaction apparente aux partisans du groupement communal (1). En effet, ils permettent bien à des communes « de faire des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune » ; mais ils bornent l'association à des conférences où chaque conseil municipal est représenté, et lui refusent ses conditions normales d'existence, c'est-à-dire la faculté de s'incarner dans un syndicat autonome de plusieurs personnes chargées de pourvoir à la gestion de ses intérêts.

Partout où plusieurs individualités s'associent en vu d'un but commun, elles délèguent leur pouvoir à un conseil, qui administre et agit à leur place. Faute de cette organisation, une simple conférence entre les associés ne peut réaliser une association au vrai sens du mot.

L'expérience a d'ailleurs démontré, de la façon la plus péremptoire, la stérilité des conférences entre départements pour l'objet qui nous occupe. Elles ont, il est vrai, rendu des services incontestables, relativement aux tracés de chemins de fer qui franchissent la limite de deux départements contigus, au rachat des ponts à péage sur des cours d'eau formant cette limite, en un mot, à la solution des questions qui exigent un accord, mais non une association.

Quant à ce dernier ordre de groupement, la loi l'entrave, loin de le favoriser ; en fait, on n'en peut signaler aucun exemple depuis près de quinze ans qu'elle fonctionne. Avec la législation actuelle, si plusieurs départements veulent arriver à la fondation d'un établissement collectif, il faut que l'un d'eux se charge de l'opération et l'entreprenne à ses risques et périls, sauf à s'indemniser en partie sur le produit des prix de journées payés par les autres.

C'est précisément ce qui vient d'avoir lieu pour l'achat de l'asile de Clermont, appartenant à M. Labitte. En 1884, le département de l'Oise en a fait l'acquisition moyennant 4 millions, et a conclu en même temps un traité, valable pour cinq années, avec les départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise en vue du traitement de leurs aliénés. Cet asile n'est donc pas interdépartemental, puisqu'il est la propriété du département de l'Oise, qui en supporte seul le fardeau financier. Il est probable que, sans l'obstacle légal, ces trois départements, aux prises avec le même problème, l'auraient résolu par une association réelle qui aurait réparti sur les trois associés les charges de l'entreprise, au lieu de les laisser peser sur un seul d'entre eux.

(1). Le titre V de la même loi admet bien la création d'une commission syndicale composée de délégués des conseils municipaux des communes intéressées ; mais c'est pour le cas de l'administration des *Biens et droits indivis entre plusieurs communes*.

Ce qui s'est passé pour les départements se passera également pour les communes, et la loi de 1884, calquée sur la loi de 1875, produira vraisemblablement les mêmes effets.

Cependant, il existe en France un certain nombre d'hospices cantonaux ou régionaux sur lesquels plusieurs communes ont des droits.

Il y a d'abord les établissements qui proviennent, surtout dans le nord de la France, de la fusion de nombreuses maladreries, ou qui ont été enrichis par leur suppression. Ainsi, en 1672, Louis XIV a supprimé 1879 maladreries, et transporté leurs ressources à 701 hôpitaux existant alors ou créés à cette occasion, en obligeant ces nouveaux établissements à soigner les malades des communes dont dépendaient ces maladreries, et à les recevoir « dans la proportion des biens unis ». Or, ces établissements sont gérés comme s'ils appartaient exclusivement à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés, c'est-à-dire au mépris des droits traditionnels des autres communes qui ne sont pas représentées dans les commissions administratives.

Des droits analogues résultent encore des libéralités faites pour fondations de lit en faveur de certaines communes : 508 hospices ou hôpitaux se trouvaient dans ce cas au 1^{er} janvier 1879 (4).

Parfois, sous l'empire de la nécessité et avec l'aide du temps, il s'est constitué de petits organismes locaux pour le bon aménagement de ces secours. Ainsi, l'hôpital-hospice de Vervins, fondé depuis 200 ans, reçoit les malades et les vieillards des communes du canton, dans les conditions d'ailleurs de la loi du 7 août 1851, et cette admission s'opère sous la surveillance d'un syndicat de délégués des diverses communes, présidé par le juge de paix.

Mais la législation n'a rien prévu en faveur de ces organisations intercommunales et sacrifie ainsi des droits respectables, notamment pour tous ces hospices communaux, qui, bien qu'en réalité cantonaux, s'administrent sans la participation des associés extérieurs (comme au Montet et à Chantelle dans l'Allier, à Pont-Authon dans l'Eure, à Rocqueville et à Luneray dans la Seine-Inférieure, etc.). Sur bien des points même, faute d'une constitution régulière, les établissements hospitaliers ont disparu avec les hommes d'initiative qui les avaient fondés.

En vue de tourner cette difficulté, on a recherché pour ces établissements, — chaque fois qu'ils ont été l'objet d'un don, d'un legs, d'une fondation, — le caractère d'établissement d'utilité publique, qui leur

(4) Nous empruntons ces détails à l'enquête faite en 1879 par le ministère de l'intérieur pour la préparation du projet de loi sur les hospices cantonaux, et à une étude très substantielle de M. de Crisenoy sur les *Associations des communes* (*Moniteur des assemblées départementales et communales*, nov. et déc. 1885).

confère l'existence légale. C'est ainsi qu'on a procédé pour l'asile d'Aligre à Chartres, pour l'asile Bordas à Châteaudun, pour le refuge des vieillards à Dreux, pour l'hospice Sainte-Elisabeth à Rochefort-Montagne dans le Puy-de-Dôme (décret du 17 septembre 1879), et pour les sept hospices contonaux de la fondation Texier-Gallas dans l'Eure-et-Loir (décret du 19 avril 1880) (1).

Nous croyons en avoir assez dit pour justifier amplement le vœu que la loi accorde aux communes la faculté de s'associer en vue de l'assistance intercommunale. Si nous employons cette formule un peu élastique, c'est que, dans notre pensée, il ne doit pas être question seulement de la création d'établissements nouveaux, mais de toutes les formes de l'assistance, y compris le secours à domicile qui est, à notre sens, de toutes les formes de secours la plus féconde, la plus humaine, et la plus économique. L'assisté reste ainsi dans sa famille, au milieu de ses habitudes, et loin d'être une charge pour les siens, il leur apporte un peu de bien-être, dont il ressent le contre-coup en soins affectueux et empressés.

Une autre forme à recommander, à défaut de la première, est celle qu'avait prévue le projet de 1879, où il était dit que « plusieurs communes pourraient, alors même qu'elles ne fonderaient pas un hospice collectif, s'associer pour s'assurer, au moyen de traités, la jouissance d'un certain nombre de lits ou de journées de traitement dans les hospices les plus voisins. » Cette disposition aurait pour effet d'amener une meilleure utilisation des ressources hospitalières. Comme on l'a vu dans la première partie de cette étude, les lits vacants constituent aujourd'hui un capital stérile et dont il importe de tirer parti. La réforme qui saura les utiliser équivaldra à la création effective de centaines d'établissements, sans bourse délier.

II

L'extension des secours à domicile et la mise en valeur des lits vacants réaliseraient déjà de très notables progrès; mais elles ne suffiraient pas pour décentraliser l'hospitalisation des vieillards et des incurables.

La centralisation actuelle est considérable, comme le permettent d'en juger les chiffres suivants. D'après la statistique de 1881, on comptait en France 422 hospices et 820 hôpitaux-hospices, comprenant ensemble 54,230 lits d'incurables. Sur ce nombre de lits, le

(1) *Le Moniteur des assemblées départementales et communales* des 22 et 29 mars 1880 contient la monographie très intéressante et très complète de cette fondation.

département de la Seine en absorbait à lui seul 11,000; celui du Nord, 3,000; 10 autres départements, 13,000; de sorte que 74 départements n'avaient guère à se partager que 23,000 lits, ce qui ne donne, pour chacun d'eux, qu'une moyenne de 340 lits.

Il s'agit d'un changement complet de système et de la juxtaposition immédiate des secours aux besoins. Les hospices grandioses et de plus en plus insuffisants des villes doivent être complétés et même en partie suppléés par le modeste hospice rural.

Le plus souvent, cet hospice excéderait les forces d'une seule commune et devra dès lors être *intercommunal*.

C'est à dessein que j'emploie cette expression, au lieu d'hospice *cantonal*, pour ne pas l'astreindre à une division administrative plus ou moins artificielle. Il convient, en effet, de laisser les communes consulter, dans le groupement qui les associe pour un hospice collectif, leurs affinités, leurs traditions et leurs besoins, au lieu de vouloir soumettre ces groupements à une formule préconçue et impérative. Ici une commune suffira à la tâche; là plusieurs communes sentiront le besoin de combiner leurs forces en restant au-delà ou en-deçà de la limite du canton. On ne gagnerait rien à gêner ces mouvements d'agrégation; ils doivent pouvoir librement obéir à ces mille influences locales, qu'on ne saurait enfermer dans un texte uniforme. Ce n'est donc pas d'hospices cantonaux qu'il s'agit, mais bien d'hospices ruraux ou intercommunaux, dont il s'agirait d'encourager la diffusion sur tout le territoire.

A la Société de médecine publique, M. le docteur du Mesnil a soutenu avec talent cette proposition et a présenté un projet spécial d'hospices ruraux pour le département de la Seine où la question paraît plus mûre qu'ailleurs (1).

On doit se garder de vouloir soumettre ces plans à des règles absolues et d'une monotone uniformité. C'est aux initiatives locales à les accommoder aux ressources, au terrain, aux besoins, c'est-à-dire aux données qui définissent chaque application particulière. Toutefois, il est quelques indications générales dont les organisateurs pourront s'inspirer utilement, telles que celles qui ont trait à la suppression des étages et à la dissémination des pavillons. Ces dispositions seront ici d'autant plus de mise que nous sommes à la campagne, où le terrain sera en général de faible valeur.

C'est encore ce caractère d'hospice rural qui doit s'écrire dans la simplicité systématique des constructions. Il y aurait un véritable contre-sens à élever un palais pour y loger des indigents. On veut

(1) Voir la proposition de M. du Mesnil et le rapport de M. Cheysson au nom de la commission chargée de l'examiner. *Revue d'hygiène*, février, mars, mai 1886.

les soustraire au grabat, au ruisseau; dès lors toute habitation, si modeste qu'elle puisse être, sera toujours supérieure au lot qui les menace. Que l'hospice leur assure un abri décent, propre et salubre; on ne saurait lui demander le luxe par surcroît, sans tomber, et cette fois justement, sous le coup des anathèmes d'Herbert Spencer.

Si l'on est tenu de résister à la tendance qui pousse l'architecte au monument pour graver son nom, on devra également surveiller celle de l'administrateur qui aime à exagérer les services généraux. Ces installations ne doivent être que des annexes subordonnées au principal, tandis que trop souvent, à voir leur végétation luxuriante, on pourrait s'y tromper et croire que le principal n'est que l'accessoire des annexes. Au village surtout, il faudra faire simple et économique, et se contenter des solutions réclamées par les besoins immédiats, tout en leur donnant une élasticité qui leur permette de grandir avec ces besoins. Ces services généraux peuvent être ici d'autant plus réduits qu'il s'agit non d'un hôpital, mais d'un hospice. Le malade, le blessé surtout, exigent une foule d'installations et de dépendances, qui sont inutiles au vieillard indigent.

En appliquant ces principes, on arrive à de très grandes réductions sur les chiffres généralement admis pour ces sortes d'établissements, où le lit coûte de 5,000 à 10,000 fr. et même davantage. D'après des devis très sérieux, appuyés sur des plans de détail, l'on peut affirmer que la dépense d'un hospice rural ne doit pas dépasser 3,000 fr. par lit (1). C'est une somme de 200,000 fr. pour un hospice de 60 à 70 lits.

On peut parfois faire mieux encore et réduire notablement ce taux, en recourant à la combinaison qui a réussi dans maintes autres occasions et en particulier en matière d'asile, c'est-à-dire en achetant et en appropriant des constructions existantes. Dans ce cas, le prix du lit s'abaisse sensiblement. Ainsi, à l'asile des Petits-Prés (Seine-et-Oise), il descend à 1,583 francs; à celui de Prémontré (Aisne), qui est un de nos plus beaux établissements de ce genre, il tombe à 1,350 francs.

Quand on aura assez de ressources pour « tailler en plein drap », on créera de toutes pièces l'hospice conformément aux règles les plus sévères de l'hygiène, et d'après les types les plus recommandés par l'expérience. Mais ailleurs, où l'on sera étroitement tenu de faire à bas prix sous peine de ne rien faire, il faudra s'ingénier à trouver quelque bonne occasion, et acheter une grande ferme, un château, une ancienne abbaye, qu'on pliera le mieux possible aux exigences

(1) D'après la *Deutsche gemeinde Zeitung* (1885, n° 8), l'installation d'un lit d'hôpital coûte, à Elberfeld, 3,125 fr.; à Magdebourg, 2,400 fr.; à Cologne, 1875 fr.; à Barmen, 1,525 fr.

hygiéniques, et qui constituera toujours un immense progrès sur la situation actuelle. « Le tort de nos administrateurs, a dit excellemment M. Ulysse Trélat, est de traiter pour le même prix l'homme auquel on ampute la jambe, la femme qu'on accouche, le malade atteint d'une simple bronchite (1) »; j'ajouterai : et le vieillard qui n'a besoin que d'un abri, avec de la nourriture, de l'air et du soleil.

On doit donc bien se garder des formules académiques et des types sacramentels. Les solutions naîtront des circonstances locales, interprétées au mieux des intérêts en jeu par ceux qui doivent avoir la responsabilité, mais aussi la liberté des initiatives à prendre.

III

Les ressources à mettre en œuvre n'auront rien d'absolu ni de général, mais elles varieront suivant les circonstances locales dont l'influence s'affirme à chacune des étapes de ce travail, et dont Le Play a toujours recommandé de tenir le plus grand compte pour la solution des questions sociales.

On doit d'abord faire entrer dans ces ressources les cotisations tant communales que privées, et le produit du travail qu'il conviendra d'imposer aux pensionnaires en proportion de leurs facultés corporelles. En même temps qu'une source de recettes, cette obligation, recommandée l'an dernier par le congrès pénitentiaire de Rome, sera un élément de moralisation, de discipline et un modérateur des candidatures à l'admission dans l'hospice.

Mais il est surtout permis de compter sur l'élan que la liberté d'association imprimera aux libéralités particulières et aux donations. Jusqu'ici, et comme à plaisir, la législation a découragé toutes les initiatives (1). Qu'on leur rende un libre cours, et l'on verra les prodiges dont elles sont capables. Dès qu'une ville fonde un musée, aussitôt les dons d'affluer pour le remplir. De même pour une bourse ouverte : elle appelle les donations, surtout si on sait réserver aux donateurs les satisfactions auxquelles ils peuvent être sensibles, intéresser à l'œuvre l'honneur de leur nom et la perpétuité de leur mémoire. « Dieu me garde, a dit M. Maxime Du Camp, de blâmer les personnes généreuses que leur générosité rend célèbres ! Il y a bien des asiles, bien des maisons de refuge, bien des retraites hospita-

(1) *Revue d'hygiène*. 1883 p. 317.

(1) Néanmoins le budget de l'assistance publique pour 1882 comprend, parmi les recettes, une somme de 6.719.496 fr. qui provient de dons, legs, et de souscriptions particulières.

lières, bien des hôpitaux même, qui n'existeraient pas, si le nom des fondateurs gravé sur le marbre en lettres d'or ne resplendissait pas au fronton des édifices et n'apprenait à tous qu'un personnage charitable a consacré, par testament, ses richesses posthumes au soulagement des malheureux. Ceux-ci en profitent : que le bienfaiteur soit béni ! (1) »

Les forces à mettre en jeu sont latentes, mais ne demandent qu'à jaillir avec énergie le jour où elles ne seront plus contenues, pourvu qu'on ne veuille pas les enfermer dans un lit étroit et uniforme, et qu'on ne tienne pas à créer de toutes pièces un système partout applicable à la fois. Les plus diligents iront plus vite, et remorqueront les autres ; les solutions se nuanceront et s'adapteront aux données du problème ; le temps fera son œuvre, et, de proche en proche, la contagion du progrès gagnera les retardataires.

En un mot, ne contraindre, mais n'entraver personne, telle est la formule avec laquelle on peut être sûr du succès dans l'entreprise de l'hospice rural.

IV

Me voici, Messieurs, arrivé au terme de la tâche que je m'étais assignée, et en même temps, j'en ai bien peur, de la dose de patience dont vous m'aviez fait crédit. Le moment est venu de conclure.

Paris est progressivement devenu, pardonnez-moi la brutalité du mot, une sorte d'exutoire pour le crime et pour la misère : le crime, parce qu'il y trouve les facilités et les chances d'impunité qu'il recherche ; la misère, parce que les secours y sont libéralement distribués. C'est un double courant qu'il importe de tarir. On essaye actuellement de détourner celui du crime en reléguant les récidivistes aux colonies. Quant à celui de la misère, il peut être endigué, si on le veut bien, par toute une série de mesures, qui ailleurs ont fait leurs preuves d'efficacité et dont le programme, m'entraînerait trop loin (2).

Qu'il mesoit cependant permis d'indiquer, à titre de simple esquisse et comme particulièrement dignes d'attention :

Le rapatriement des ouvriers sans travail échoués dans les villes, en les secourant au cours de leur route par ces « stations hospita-

(1) *La charité privée à Paris.* — p. 4.

(2) Voir à ce sujet l'importante discussion qui a rempli les séances de la Société générale des prisons de janvier à avril 1886.

lières », dont M. Arthur Raffalowich, toujours si exactement informé sur ce qui se passe à l'étranger, nous a raconté dernièrement le mécanisme et dont M. le pasteur de Bodeslschwing a contribué à couvrir l'Allemagne (1).

L'obligation du travail imposé aux pauvres valides en échange des secours qu'on leur donne, même dans les asiles de nuit, comme en Angleterre.

La répression sévère infligée aux vagabonds incorrigibles qui sont une menace permanente contre la sécurité publique.

Enfin et surtout, pour rentrer dans mon sujet, l'organisation de l'assistance rurale avec la sanction effective du domicile de secours et la liberté d'association des communes.

Oui, il est temps de faire cesser l'injuste et imprudent privilège qui réserve les secours aux habitants des villes et qui contribue à la dépopulation des campagnes. Au lieu d'attirer la misère à Paris où elle s'aigrit et fermente, il est plus humain, plus sage et moins coûteux, de la secourir dans son lieu de naissance ou de résidence. Pour obtenir un résultat si désirable, il suffit de le vouloir sincèrement et de frayer de nombreux canaux à ces sources vives de dévouement et de patriotisme local, qui, Dieu merci ! sont loin d'être taries en France et qui, bien dirigées, pourraient étendre et féconder le domaine de la paix sociale.

Si l'on est impuissant à retenir aux champs les travailleurs valides, qu'on y retienne du moins les vieillards, les infirmes et les incurables, pour les soigner, soit au sein de leur famille quand elle n'est pas désorganisée, soit, à défaut d'un foyer qui les recueille, dans un modeste hospice rural !

Telle est la conclusion ou plutôt tel est le vœu que jè vous soumets avec confiance et dont la réalisation sera proche le jour où l'opinion publique, éclairée par vos travaux, en aura reconnu la justice et la nécessité.

E. CHEYSSON.

(1) Voir la *Réforme sociale*, n° du 13 mai 1886, p. 573.

LES FONDATIONS ET LA MAIN MORTE

CHEZ LES PEUPLES LIBRES

Les exemples que donnent l'Angleterre et surtout l'Amérique, en ce qui concerne le régime de la main morte et la liberté des fondations, ont déjà été indiqués ici-même, à propos d'événements récents (Voir la livraison du 1^{er} décembre 1885). Mais en raison de la gravité que présente aujourd'hui cette question chez nous, les lecteurs de la *Réforme sociale* nous sauront gré de leur signaler une remarquable monographie juridique (1) qui vient de paraître. Ecrite sur un sujet particulièrement délicat qui avait été choisi par la Faculté de droit de Paris, elle a été classée au premier rang et a mérité d'être appelée, par le rapporteur « une étude hors de pair ». M. P. Bressolles a fait un début digne du nom qu'il porte. Il s'est montré à la fois jurisconsulte et écrivain de race. Et s'il prend le soin filial de rappeler les savants conseils qu'il a trouvés dans sa famille, il a su montrer aussi une véritable originalité, la maturité du jugement, l'habileté d'argumentation, avec un style vif et pittoresque.

L'étude des dons manuels conduit nécessairement à l'examen du principe de la liberté des fondations. Dans l'ancien droit, dans le droit moderne, dans les législations étrangères, partout on constate la permanence de ces dons faits de la main à la main, publiquement ou en secret, sacrifices de la charité ou de la foi, auxquels la législation a pu apporter des entraves, mais qu'elle a été impuissante à empêcher. A côté des donations publiques, faites suivant les formes légales, il y a toujours eu de ces dons irréguliers, indépendants, qui, redoutant les longueurs, la gêne, et parfois les sages précautions de la loi, se faisaient librement, sans acte écrit, et volontiers en secret. Nulle part nous ne trouvons prohibition complète et efficace, parce que nulle part le législateur, pour éviter les abus possibles, n'a pu ni voulu méconnaître les sentiments élevés, et surtout désintéressés, qui inspirent les dons manuels faits aux établissements publics et d'utilité publique et aux diverses personnes juridiques légalement constituées. Le secret lui-même n'était souvent qu'un mérite de plus

(1) *Théorie et pratique des Dons Manuels*, par Paul Bressolles, avocat à la Cour d'appel de Toulouse ; — Ouvrage couronné par la Faculté de droit de Paris (prix Rossi) ; in-8, Arthur Rousseau, Paris, 1885.

chez le donateur. Enfin la rapidité et la facilité de l'acte, au point de vue juridique, ont toujours tenté ceux qui, de plus en plus nombreux, aiment à aller vite, surtout quand ils font le bien.

Le don manuel est un fait tellement constant, qu'il s'impose au législateur pratique. Le droit de donner est une prérogative nécessaire pour l'individu, et dont les applications se développent à mesure que la vie sociale devient plus complexe. L'activité de cette vie pourrait s'apprécier par la puissance de l'association et par le développement des fondations. L'Angleterre et les Etats-Unis sont les pays les plus riches en associations et en fondations parce que les habitudes de *self-government* y ont fortement développé la puissance de l'individualité (1).

Dans les pays qui ont subi l'influence du droit romain, si la législation civile a été, à beaucoup de points de vue, admirable de clarté et de raison, la législation sociale a souvent laissé à désirer. Les empereurs romains ont légué aux peuples latins la tradition du césarisme à l'égard des associations, des personnes juridiques et des fondations. Les légistes ont souvent aggravé le droit romain, tant ils avaient peur des biens de main morte. La Révolution, sous l'influence de ces persistants sophismes, dont Mirabeau et Turgot furent les trop habiles soutiens, confisqua les biens des personnes juridiques, s'empara de toutes les richesses accumulées par les fondations de tant de siècles et découragea pour longtemps la générosité des testateurs.

Partout où règne la fatale et énervante doctrine du despotisme de l'Etat, le législateur se méfie des personnes juridiques et des libéralités qu'elles reçoivent. L'Etat redoute les associations librement créées par les individus, et même les établissements qu'il a lui-même contribué à fonder, pour le culte ou l'assistance des pauvres. Toute personnalité juridique paraît un Etat dans l'Etat : c'est au nom du patriotisme, que l'on condamne les individus à rester isolés et impuissants ; c'est au nom de la civilisation, qu'on fait peser sur eux une sorte de despotisme de droit divin.

M. Paul Bressolles, quand il étudie le don manuel dans la législation actuelle, adopte parfois des solutions peu libérales, en invoquant le texte même de la loi, qui, dans deux ou trois questions, nous paraîtrait moins décisif qu'il ne croit. On ne saurait toutefois faire grief à l'auteur de doctrines sincères, alors qu'il les estime imposées par la lettre et l'esprit du code. Le juriconsulte, en effet, ne doit pas écouter ses passions politiques ou religieuses, ni même s'inspirer de ses idées les plus raisonnables de réforme législative. Interprète et

(1) Voir Le Play : *Réforme sociale*, ch. 46 et 47. T. III, p. 3. s. — *La Constitution de l'Angleterre*, liv. VI. ch. IV ; T. I, p. 267. s.

non juge de la loi, il ne doit pas hésiter à appliquer la loi qu'il désapprouve, à adopter la doctrine qu'il estime nuisible aux intérêts du pays, mais conforme à la volonté du législateur.

Sur le terrain législatif, au contraire, M. Bressolles est d'un esprit très large : il n'hésite pas à condamner quelques-unes des solutions qu'il a cru être juridiquement exactes, mais dont les inconvénients réels lui ont apparu dans les nombreuses espèces jugées par les tribunaux. Il faudrait admettre expressément la validité du don manuel, ne fixer aucun maximum de sa valeur, ne pas repousser, sauf le cas de fraude, le don par intermédiaire, ni les modifications conventionnelles au transfert normal de la pleine propriété qui résulte de la tradition. La nécessité de l'autorisation devrait être formellement proclamée, mais la tradition équivaldrait à une acceptation provisoire, et l'autorisation pourrait valablement intervenir après la mort, le changement de volonté ou de capacité chez le donateur. En d'autres termes, ce dernier serait lié à partir de la tradition librement faite, et l'autorisation administrative aurait un effet rétroactif au jour de cette tradition. C'est généraliser la pratique suivie pour le département, la commune, les hospices et hôpitaux.

Les aumônes et oblations faites aux particuliers, aux religieux, aux fabriques paroissiales devraient échapper à toute réglementation administrative. La comptabilité des établissements publics en ferait une mention suffisante. Il y aurait ainsi un moyen pratique de sanctionner les habitudes de souscriptions publiques, provoquées par les journaux, par les associations ou même par les autorités, et qui, souvent, ont permis de soulager rapidement de grandes infortunes.

Quant aux dons manuels anonymes, il faudrait sanctionner la pratique suivie et les valider, en les dispensant de toute autorisation. A qui rendrait-on l'argent ? A moins de décréter la confiscation au profit de l'État ou d'un établissement public, il est impossible de refuser l'autorisation.

Ces réformes législatives nous achemineraient vers la liberté des fondations. Pour achever cette émancipation individuelle, si féconde en brillants résultats en Angleterre et en Amérique, il faudrait généraliser et perfectionner la liberté des associations que la loi du 21 mars 1884 a introduite pour les syndicats professionnels. Le droit de s'associer devrait être soumis à un régime de liberté analogue à celui qui a été admis par la loi du 30 juin 1881 pour le droit de se réunir.

La constitution et l'administration de personnes juridiques, distinctes de la personne des associés, ou exprimant les besoins sociaux auxquels il est pourvu par les fondations, devraient être plus faciles. L'État est normalement l'auxiliaire dévoué et non le maître jaloux et

despotique de l'individu. La valeur du citoyen dépend de son activité, dont la vigueur est proportionnelle à la liberté civile et politique garantie par la constitution et les lois.

Aux Etats-Unis le système de l'autorisation préalable pour la création des personnalités juridiques a été remplacé par un système de déclarations préalables et de publicité dans la gestion du patrimoine de l'association (1). Pourquoi n'en serait-il pas de même en France? Déjà la substitution de la déclaration à l'autorisation, c'est-à-dire du système répressif au système préventif, a été admise pour les réunions publiques et pour les sociétés anonymes et les syndicats professionnels. Cette substitution caractérise les réformes vraiment libérales, qui servent aux progrès sérieux de la civilisation.

Malheureusement il est à craindre que les passions politiques et anti-religieuses empêchent longtemps ces réformes salutaires. Il y a tant de préjugés accumulés en France contre les personnes juridiques, les fondations et les biens de main morte, qu'il faut sortir de France, étudier sérieusement l'histoire et la législation des pays étrangers, pour acquérir la conviction du mal considérable causé par notre législation oppressive. Et pourtant la législation comparée est vraiment décisive en faveur de la liberté des associations et des fondations. L'État n'a pas été renversé; l'individu s'est fortifié, a pris plus de confiance en lui-même : il a vu ce dont il est capable. Cette liberté des personnalités juridiques, se plaçant à côté des libertés locales, est un des meilleurs moyens pour développer l'esprit politique des citoyens. Ceux-ci s'habituent à gérer des intérêts collectifs, ils ne sont pas condamnés à être égoïstes; ils perdent la timidité qui naît de l'ignorance des affaires publiques; ils cessent à la fois d'être révolutionnaires et serviles pour devenir capables de comprendre les questions politiques et d'être des électeurs perspicaces, des administrateurs dévoués, des hommes d'État désintéressés.

La liberté de réunion et d'association, jointe à une sage décentralisation, constitue le meilleur apprentissage de la vie publique. C'est en administrant les biens des fondations, des associations et des communes que les individus deviennent expérimentés et, par suite, calmes, modérés, prudents, fermes, énergiques. Cela est de majeure importance dans les pays démocratiques, surtout lorsqu'ils ont le suffrage universel.

SAINT GIRONS.

(1) François Rodolphe Daresté : *Les associations religieuses aux Etats-Unis*, -- Bulletin de la société de législation comparée. 1881, p. 467, s.

LES BERGERS DE BRIGA DANS LES ALPES MARITIMES

A soixante-treize kilomètres de Nice, en plines montagnes des Alpes, un couloir de rochers dans lesquels plongent en cascades les eaux d'un petit ruisseau, sert de frontière entre la France et l'Italie, depuis l'annexion. Non loin au delà, par conséquent en Piémont, et à 1000 m. au-dessus du niveau de la mer, dans une position charmante, sur la rive gauche de la Briga, et sur les deux versants de la Combe de Riosecco, est située la petite ville de Briga, qui est comme le chef-lieu de six ou sept villages disséminés dans les environs. Le territoire qu'ils occupent s'appelle Briga, en français la Brigue. C'est un pays de bergers. Ils mènent à la suite de leur troupeau une vie nomade. De la fin de mai à la fin d'octobre, ils circulent dans les montagnes qui les entourent, et les neiges les chassant, ils descendent sur le littoral méditerranéen, les uns par la route de Tende à Nice, les autres par celle de St Dalmas à Vintimille. Les premiers mettent quatre jours à descendre, les seconds beaucoup moins. Arrivés à Nice, ils vont prendre leurs campements habituels dans les communes du littoral depuis Nice jusqu'à Cannes d'un côté, et de l'autre, depuis Nice jusqu'à Grasse, en descendant sur Cannes.

La rencontre fréquente de ces bergers attire l'attention de l'étranger ; ils ont quelque chose de sympathique. Ils sont tous catholiques, d'un caractère doux, paisible, comme leurs moutons. Ils n'ont absolument rien de la vivacité, de la pétulance des Provençaux et des Italiens. Quand on les regarde au repos, on dirait qu'ils ruminent. Ils sont rangés, économes, ne fréquentent point les cabarets, ne font jamais mal parler d'eux. Leurs vêtements sont faits avec la laine la plus grossière de leur troupeau et confectionnés à la Brigue : culotte de laine noirâtre avec braguette, comme dans l'ancien temps, attachée au-dessous du genou avec deux cordons qui pendent le long de la jambe, bas épais de laine blanche, gros souliers ferrés, grand et large gilet à manches, enveloppant bien le corps ; puis une veste, ou manteau, qu'ils portent habituellement sur l'épaule à la mode italienne ; enfin une ceinture de flanelle rouge autour des reins, et sur la tête, un chapeau ordinaire, ou un gros bonnet de laine rouge, qui leur donne une physionomie charmante. Dans certains sites pittoresques, comme on en rencontre si souvent sur les bords de la Méditerranée, ils forment avec leur troupeau un tableau capable d'inspirer un peintre de talent.

Chose curieuse. Pour conduire leur troupeau, ils n'ont ni chien, ni houlette. Le vieux berger porte quelquefois un long bâton sur lequel il s'appuie tandis que le jeune joue avec la tige d'un roseau ; une motte de terre, un caillou lancés avec la main, un coup de sifflet donné avec la langue, un cri rauque font obéir les délinquants.

Un jour, en me promenant, je rencontrai un de ces bergers ; il avait dans une main un seau, et dans l'autre une branche d'olivier ; il semblait asperger la lisière d'un champ de blé. Son opération excitant ma curiosité, je m'approchai de lui et lui dis : « Que faites-vous donc là, mon ami, avec votre seau et votre aspersoir ? — M. l'abbé, me répondit-il, je veux protéger ce champ de blé contre mes moutons, quand je vais les amener dans la jachère où nous sommes. » Je me mis à rire. « Mais quelle eau mirifique avez-vous donc pour obtenir cet effet ? Je voudrais bien le savoir, pour enseigner le procédé aux bergers de mon pays. — Ah ! c'est bien simple, s'écria-t-il ; je délaye dans un seau d'eau, comme vous voyez, de... des... excréments de chien, et les moutons ne franchissent pas la ligne que j'ai aspergée. » Nouveau rire de ma part. — « Vous riez ? me dit-il ; eh bien, attendez, vous allez voir. Il finit son opération, fait un signe à son fils qui se tenait sur la route avec son troupeau, donne un coup de sifflet d'appel avec la langue, et les moutons descendent précipitamment dans la jachère livrée à leur pâture. A peine y sont-ils entrés, qu'attirés par la verdure, ils vont droit au champ de blé, mais, ô merveille de l'eau préservative ! dès qu'ils arrivent à la lisière, tous sans exception détournent le nez en ayant l'air de renifler, et reviennent sur leurs pas. Le berger triomphait.

« Maintenant que vous êtes tranquille, lui dis-je, grâce à votre aspersion efficace, voudriez-vous me faire le plaisir de causer avec moi de votre état, de votre position ? Cela m'intéresse. — Très volontiers, me répondit-il. — Vous êtes de la Brigue, n'est-ce pas ? — Oui, nous en sommes tous. — Et combien êtes-vous de bergers qui descendez ainsi tous les ans sur le littoral ? — 130 au moins. — Quelle est la moyenne de votre troupeau ? — 100 têtes. — C'est donc 13.000 moutons qui viennent de la Brigue ? — Oui. — A quelle époque de l'année descendez-vous ? — Fin d'octobre. — A quelle époque remontez-vous ? — Fin de mai. — Cela fait sept mois de séjour sur le littoral ? — Oui. — Est-ce que votre père était berger ? — Oui, et mon grand-père aussi, nous sommes bergers de père en fils, mais du temps de mon grand-père, mon père me l'a dit souvent, il y avait bien plus de bergers à la Brigue que maintenant. — Combien donc ? — Au moins 200. — Alors cela faisait 20.000 moutons ? — Oui. — Et à quoi attribuez-vous cette diminution dans le nombre des bergers ? — A l'amour de la liberté, à l'attrait des villes, tout change, les jeunes gens et les jeunes filles s'en vont comme domestiques sur le littoral ou comme ouvriers et beaucoup ne reviennent plus. — Vous m'avez dit, je crois, que votre troupeau se compose de 100 brebis ? — Oui. — Combien valent-elles ? — 20 fr. par tête. — C'est donc un capital de 2.000 fr. que vous roulez devant vous ? — Oui.

Là dessus, craignant de le fatiguer de mes questions, je le remerciai, et lui demandai le lieu de son domicile, désirant l'aller voir et continuer mon interrogatoire. Il me le dit très gentiment, et trois jours après, à l'heure de midi, j'entrai chez lui. La maison est bien tenue, proprette, et je repris ainsi la conversation : Vous m'avez parlé de votre père, est-ce qu'il vit encore ? — Non, me répondit-il tristement, je l'ai perdu il y a deux ans, mais voici ma mère, et il me présenta une femme de 60 ans environ, alerte encore, souriante et de bonne mine. — Vous êtes marié sans doute ? — Oui,

monsieur l'abbé, et voici ma femme ; la femme s'inclina en rougissant. Puis voici mes enfants, et il me montrait une jeune fille de 16 ans, qui tenait un joli bébé sur ses genoux, frais et rosé comme elle. — Vous n'en avez pas d'autres ? — Pardon monsieur l'abbé, j'ai encore deux garçons, qui sont à la Brigue. — Ah ! c'est très bien, lui dis-je, Dieu bénit les familles de quatre enfants, car si je juge des absents par ceux que je vois, ils ont une mine, une santé qui ne laisse rien à désirer, je vous fais mon sincère compliment.

Je lui dis ensuite en me levant : Voudriez-vous me montrer votre bergerie et continuer notre étude ? — Très volontiers. — En entrant, il me dit : Voici le compartiment aux béliers, voici celui des agneaux ; le reste est au troupeau proprement dit ; tout cela est un peu à l'étroit, mais on se loge comme on peut ; puis les moutons aiment à être pressés. — Remarquant que les moutons avaient la laine longue, je lui demandai : Combien de fois par an tondez-vous vos moutons ? — Deux fois, la 1^{re} en partant, la 2^e en remontant. — Et combien chaque mouton vous donne-t-il de laine par tonte ? — Environ deux kilog. — Et à combien le kilog. ? — 1 fr. 30. — Alors, c'est 2 fr. 60 par mouton ? — Oui. — Et en multipliant 2 fr. 60 par 100, cela vous donne 260 fr. de revenu ? — Oui, parfaitement.

Maintenant, je vous prie, combien vos brebis vous donnent-elles d'agneaux ? — Elles m'en donnent toutes, mais il y a des pertes. — Et que faites-vous des agneaux ? — Ils sont destinés au couteau. — Comment, au couteau ! Oui, nous les tuons nous-mêmes, et nous en portons la viande au marché. — A quel âge les tuez-vous ? — A six semaines, sept semaines, cela dépend. — Combien pèsent-ils ? — 5 kilog., à peu près. — Et à combien le kilog. ? — 1 fr. 80. — Alors, cinq fois 1 fr. 80 font 9 fr. de viande par agneau ? — Oui. — Or, 9 fr. multipliés par 100 égalent 900 fr. ? — Oui. — Que faites-vous de la peau ? — Nous la vendons. — Combien vaut-elle ? — Tantôt 3 fr., tantôt 3 fr. 50, tantôt 4 fr. — Par conséquent, en supposant qu'elle vaille 3 fr. 50, c'est un nouveau revenu de 350 fr. — Oui. — Et en ajoutant 350 fr., à 900 fr. et 260 fr. ci-dessus, cela fait 1,510 fr. — Oui. — Avez-vous encore d'autre profit ? — Oui. — Lequel ? — Le lait et les fromages après la disparition des agneaux. — Tiens, c'est vrai ; sans vous, je n'y aurais pas pensé. Et à combien, en bloc, estimez-vous ce produit ? — M. l'abbé, me répondit-il, sur un ton un peu solennel ; pour que tout aille bien, dans notre métier, il faut que le produit du lait et des fromages égale le prix de la viande des agneaux, c'est-à-dire 9 fr., ou si vous l'aimez mieux, 900 fr. — Ce chiffre me surprit un peu, je l'avoue ; mais je ne le laissai pas voir. — Allons très bien, lui dis-je, nous voilà à 2,410 fr., n'est-ce pas ? — Oui. — Et c'est tout ? — Oui, c'est tout. — Pardon, lui dis-je en riant, vous faites un oubli à votre tour. — Lequel ? — C'est de me dire le prix du fumier de vos moutons à la Brigue, pendant les cinq mois que vous y êtes. — C'est juste, reprit-il, eh bien ! Je l'estime à 250 fr., et je fais moi-même mon compte, à votre manière, 2,410 fr. et 250 fr. font 2,660 fr. — Quel beau revenu, m'écriai je, quel beau revenu ! — Oui, sans doute, s'écria-t-il à son tour, — le troupeau est ce qui rapporte le plus ; mais c'est aussi ce qui coûte le plus. »

Ces derniers mots : « mais c'est aussi ce qui coûte le plus », me frappèrent singulièrement. J'en profitai pour dire au berger, en lui mettant doucement la main sur l'épaule : « Voyons, mon ami, vous m'avez fait grand plaisir jusqu'à présent, voulez-vous m'en faire un autre, et je vous en serai reconnaissant ? — Lequel ? me di-t-il fort aimablement. — Celui de me dire vos dépenses, pour me prouver que le troupeau « c'est ce qui coûte le plus. » — Et il prit là parole en ces termes : « Toute brebis, au départ, à la frontière, est comptée et désignée par la couleur de sa robe, tant de blanches, tant de noires, tant de tachetées ; et, au retour, toute absente paye 5 fr. Puis, tout agneau qui entre dans le troupeau, soit pour remplacer une morte, soit pour augmenter le troupeau, paye 3 fr. — En perdez-vous souvent ? — Non, mais on en perd bien une par an ; c'est 30 francs.

Après cela, j'estime à 400 fr. le prix de mon temps pour faire pacager nos moutons, fabriquer le fromage et soigner le troupeau. — Bon, lui dis-je, cela monte déjà à 430 fr.

Ensuite, le vêtement nous coûte bien 100 fr. — J'y suis, cela fait : 530 fr.

Enfin, je compte 1,000 fr. pour la nourriture de quatre personnes, vous ne direz pas que c'est trop ? — Non. — Pardon, j'oubliais les locations diverses que nous avons à payer en dehors du propriétaire chez lequel nous logeons, car vous savez, ses terres ne suffisent pas pour nourrir le troupeau ? — Oui, je le sais, et à combien s'élève le prix de ces locations ? — A 125 fr., au moins ; comptez maintenant. — Je comptai 125 et 1,000 fr. font 1,125 fr. qui, ajoutés à 530 fr. ci-dessus donnent 1655 fr. Or, si nous retranchons 1,655 fr. de 2,660 fr., il nous reste en bon : 1,005 fr. — Est-ce cela ? — Oui, je ne l'ai jamais calculé comme vous ; mais j'ai toujours pensé, en effet, qu'il me restait 900 fr. à 1,000 fr.

Ainsi, quoi qu'en ait dit le berger : « le troupeau est ce qui rapporte le plus, mais c'est aussi ce qui coûte le plus », son capital de 2,000 fr. lui rapporte 50 %.

Ayant atteint mon but, qui était de lire dans le petit budget des recettes et dépenses de mon excellent berger, il ne me restait plus qu'à le remercier d'avoir bien voulu se mettre à ma disposition. Je le fis chaleureusement et toute la famille y parut extrêmement sensible. Après avoir embrassé le bébé et fait le signe de la croix sur son front, je dis au père : Adieu mon ami, je souhaite que vos enfants marchent sur vos traces d'économie, de sobriété, d'honnêteté, et, comme vous, mettent mille francs de côté tous les ans. Vous pouvez être fier d'habiter la Brigue, car je ne sache pas qu'il y ait en France un pays d'une aussi petite étendue que le vôtre, où cent trente ouvriers du même état puissent chacun, par leur travail, tirer d'un capital de 2,000 fr., 1,000 fr. de bon par an, un million 300,000 fr. en dix ans.

Abbé J. PASQUIER.

LE VIN A BON MARCHÉ

LES DÉBITS DE VINS AUTRICHIENS

C'est un fait malheureusement trop général que beaucoup d'objets ou de produits, même parmi ceux les plus utiles à l'existence, sont vendus à des prix d'autant plus élevés qu'ils sont achetés par une classe de consommateurs moins fortunés. De ce nombre et en première ligne on peut citer le vin ; les classes aisées peuvent se le procurer dans d'assez bonnes conditions de prix et de qualité, en le prenant par quantité de quelque importance, soit chez le producteur même, soit chez des négociants qui ont intérêt à les bien servir pour conserver leur clientèle. Tandis que l'homme du peuple, l'ouvrier qui achètent le vin en détail, par litre ou fraction de litre, non-seulement le paient, à qualité égale, beaucoup plus cher que les classes bourgeoises, mais encore ils n'obtiennent le plus souvent qu'un produit frelaté par le moyen de différents mélanges, parfois malsain, tout au moins mouillé, suivant l'expression euphémique des marchands de vin que nous entendons chaque année dans leurs meetings réclamer le droit au mouillage, c'est-à-dire tout simplement le droit de vendre de l'eau pour du vin. Il est probable que ces grands électeurs ne tarderont pas à obtenir ce privilège exorbitant, vu leur rôle de plus en plus prépondérant dans l'État. Un personnage politique, aujourd'hui ministre, déclarait naguère en présidant un des derniers banquets des marchands de vin, que leurs établissements, (source cependant de tant de misère pour le peuple et où le poison se distribue sous toutes les formes), étaient la sauvegarde de la république. Comment ne pas faire droit à une réclamation présentée avec tant d'insistance par des sauveurs, alors surtout qu'en cédant à leur désir on ne ferait que légaliser un usage devenu aujourd'hui général dans le commerce des vins au détail.

A l'ouvrier qui boit un verre sur le comptoir du marchand de vin, à celui plus intéressant qui achète un litre pour le boire en famille, on donne une boisson qui a passé au moins par deux intermédiaires, souvent par trois, le marchand en gros, le marchand en demi-gros et le débitant. Tous ont prélevé sur le prix de ce vin, en outre des droits d'accise et d'octroi, leurs frais généraux et leurs bénéfices. Le détaillant surtout qui a un chiffre d'affaires restreint et dans les grandes villes un loyer élevé, doit, rien que pour payer ses frais, pour vivre lui et sa famille, grever le prix du vin d'une majoration considérable ; encore ne peut-il se tirer d'affaire et obtenir un bénéfice que par le mélange d'une quantité d'eau, variant habituellement du cinquième au quart. Le débitant recherche en conséquence des vins très forts et très colorés, deux qualités qui ne s'obtiennent guère que par des adjonctions d'alcool et de matières colorantes, de façon à pouvoir les

étendre d'eau, tout en leur conservant cependant de la couleur et une force suffisante de 8 à 9 degrés.

Le litre de vin, vendu par le propriétaire vigneron 35 à 40 centimes, ce qui est à peu près le cours des vins communs du midi, est livré à Paris, au consommateur en détail, à des prix variant de 70 à 80 centimes, soit en moyenne à 75 centimes. Sur ce chiffre le port, les droits de circulation, d'accise et d'octroi comptent pour 25 centimes ; le bénéfice des différents intermédiaires ne serait donc au total que de 10 centimes par litre, s'ils ne l'augmentaient par des mélanges, si surtout le détaillant n'avait la ressource du mouillage. Nous avons vu qu'en réalité, sur un litre de boisson vendu, il n'y a que 75 à 80 centilitres de vin, (et encore quel vin !) et 25 à 20 centilitres d'eau ; c'est donc comme si le consommateur payait le litre de vin 95 centimes ou 1 franc le litre, prix évidemment trop élevés, étant donnée surtout la mauvaise qualité du produit qui lui est ordinairement servi.

Il y aurait certainement des remèdes à apporter à cet état de choses, aussi nuisible à la consommation qu'à la viticulture. D'abord les droits prélevés par le fisc sont excessifs, ils devraient être considérablement réduits, principalement sur la vente des vins à emporter. La législation devrait faciliter à l'ouvrier la possibilité de boire chez lui, au repas de famille, une boisson saine et réconfortante. Qu'elle frappe de droits élevés l'alcool et les différentes liqueurs plus ou moins toxiques dont il est l'élément principal, rien de mieux ; le souci même de la santé publique exige qu'on restreigne, loin de l'encourager, l'usage de ces boissons pernicieuses, tandis que l'intérêt des consommateurs, non moins que celui de nos vignerons, demande au contraire qu'on facilite, qu'on mette à la portée du travailleur l'usage du vin naturel, la plus hygiénique des boissons lorsqu'on n'en abuse pas.

Un autre moyen encore qui contribuerait puissamment à abaisser le prix du vin, en même temps qu'à en assurer la qualité et la pureté, serait la suppression des intermédiaires inutiles. On peut se convaincre que la mise en communication directe du producteur avec le consommateur est facilement réalisable pour la vente du vin, en observant ce qui se passe dans d'autres pays de l'Europe, en Autriche par exemple. Là les grands propriétaires possèdent dans les villes des débits de vin où ils livrent directement à la consommation populaire les produits de leurs vignobles. Les plus grands seigneurs de l'empire, des archiducs eux-mêmes ont à Vienne de ces débits, établissements très simples qui ne nécessitent que peu de frais d'installation, d'entretien et de gérance. On n'y boit pas, au moins dans la plupart, on y vend seulement du vin à emporter. Les prix sont relativement peu élevés et pourtant rémunérateurs, parce que la marchandise n'est frappée d'aucun faux frais. L'ouvrier, l'artisan, le petit bourgeois, tous ceux qui n'ont pas du vin en cave, et ils sont plus nombreux encore en Allemagne qu'en France, peuvent se procurer là une boisson saine et naturelle. Le nom seul des propriétaires est une garantie de la pureté du vin, car les grands seigneurs de la monarchie austro-hongroise ne réclament point le droit au mouillage comme nos débitants.

Ce procédé de vente directe du producteur à la consommation n'est certes pas une nouveauté, on pourrait même le dire renouvelé de l'antiquité : c'est

en effet le moyen qu'employaient autrefois les propriétaires romains pour écouler les produits de leurs terres. A Pompéi qui, sortie de sa sépulture de cendres, nous révèle aujourd'hui les mœurs et les usages d'un peuple disparu depuis dix-huit cents ans, on aperçoit, sur un des côtés de presque toutes les habitations les plus considérables et les plus opulentes, une boutique où le maître faisait vendre ses récoltes. On y reconnaît spécialement les comptoirs de vin, avec leurs grosses jarres de terre cuite où étaient renfermés et tenus au frais les vins du Vésuve.

Rien ne s'opposerait à ce que l'on installât en France des débits de vin à l'instar de ceux d'Autriche. Beaucoup de nos propriétaires de vignes obtiennent des récoltes suffisamment importantes pour alimenter de leurs seuls produits un débit de vin; les syndicats qui sont actuellement en voie de formation dans le monde agricole et vinicole, pourraient grouper les petits ou moyens propriétaires pour la tenue d'un débit collectif.

À ce mode de procéder les viticulteurs trouveraient un écoulement assuré de leurs vins, ce qui ne serait pas un résultat médiocre, alors qu'ils se plaignent si amèrement de ne pouvoir plus lutter qu'avec peine contre la concurrence déloyale des vins imités ou falsifiés, qu'ils réclament et protestent par l'organe de leurs conseils électifs (1). Ils ne courraient aucun risque, car dans les débits à emporter il est d'usage d'acheter au comptant : les propriétaires seraient donc payés exactement au fur et à mesure de la vente, tandis qu'avec le commerce ils peuvent être exposés soit à des faillites, soit à des agissements d'intermédiaires peu scrupuleux. Le consommateur de son côté aurait ainsi l'énorme avantage de pouvoir se procurer un vin naturel, sain et cependant d'un prix inférieur à celui auquel il paie aujourd'hui des boissons d'origine douteuse, plus ou moins frelatées. Nul doute qu'il saurait bien vite reconnaître et apprécier les vins qui lui seraient ainsi offerts de première main, et qu'il leur donnerait la préférence sur les vins apprêtés du commerce.

A. DE PRUNES.

(1) Voir le vœu présenté en 1884 au conseil général de la Haute-Garonne.

Le récent fascicule des « Ouvriers des deux mondes ». — Les lecteurs de la *Reforme sociale* n'ont pas oublié le rapport présenté par M. Urbain Guérin à la Société d'économie sociale sur l'industrie maraîchère aux environs de Paris. (V. la liv. du 1^{er} janvier 1886.) Complétée pour *Les Ouvriers des deux mondes*, cette première étude forme le 5^e fascicule qui vient de paraître sous le titre *Cultivateur Maraîcher de Deuil* (Prix franco 1.50). Ce n'est pas seulement le tableau instructif, et parfois émouvant, des labeurs d'une famille défendue contre l'influence délétère d'une grande ville par l'intensité même de son travail et par son attachement à la tradition; c'est aussi l'étude prise sur le vif de plusieurs des questions les plus intéressantes aujourd'hui : la dépopulation, le morcellement, la petite propriété... Nous engageons vivement nos confrères à suivre la discussion de ces faits précis, exposés avec méthode et clarté; et nous remercions M. Urbain Guérin d'avoir si dignement continué ses travaux antérieurs relatifs au *Cordonnier de Malakof* et au *Résinier des Landes*. — Le fascicule d'octobre des *Ouvriers des deux mondes* sera consacré aux *Pêcheurs côtiers de Martiques*, par M. F. Escard.

CHRONIQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL

Les dernières tendances de l'esprit coopératif en Belgique et en France. — Evolution commerciale. — Le legs Rampal et ses suites. — Enquête sur l'état social en Angleterre. — La colonisation française au Sahara.

Les dernières tendances de l'esprit coopératif. — Il y a lieu, nous l'avons déjà dit, d'attribuer, en partie, au concours des classes supérieures le maintien de la coopération ouvrière anglaise dans une voie sage et féconde. Elle a réussi, probablement grâce à cela, à rester étrangère à la politique proprement dite. On prétend que depuis la création de la première société coopérative en Angleterre, jamais le mot de tory ou de whig n'a été prononcé dans les réunions coopératives. Les vingt-cinq ouvriers de Rochdale qui eurent, en 1844, les premiers l'idée de former entre eux une association économique, n'avaient en vue qu'un but d'épargne et de fraternité. Toutes les associations qui se sont fondées ensuite sont restées fidèles à ce programme,

S'il faut en croire certains journaux belges, la coopération en Belgique, ne suivrait pas le même chemin. Pour quelques-uns des chefs des mouvements coopératifs dans ce pays, la création des sociétés coopératives ne serait qu'un moyen de propagande pour répandre plus facilement les idées socialistes et révolutionnaires. Quand ils auront suffisamment organisé les sociétés ouvrières coopératives, quand ils auront partout créé des *Vooruit*, ils se croiront assez forts pour démasquer leurs batteries. Ils feront, comme l'a dit M. Anseele au congrès de Bruxelles, la guerre aux « bourgeois. » Ceci n'est certes pas le fait général, mais il est vrai sur certains points; les troubles récents de Belgique l'ont démontré clairement. Les classes supérieures belges n'auront pas été sans comprendre cette leçon des événements et sauront profiter des bons exemples qui leur viennent d'Angleterre.

En France, ne l'oublions pas, la question doit être étudiée de près, la coopération est déjà une force considérable: notre statistique qui marche toujours, ne cesse de révéler l'existence de sociétés anciennes et la création de sociétés nouvelles. C'est un grand mouvement qui se produit, infiniment plus grand qu'on ne pouvait le supposer. Qu'on y songe sérieusement, ce peut être un grand mouvement national, pacifique et fécond, si toutes les classes y prennent part; ce peut être un grand mouvement de parti, belliqueux et dangereux, s'il ne se recrute que dans un seul compartiment de la société française.

Evolution commerciale. — Outre son caractère social, la coopération est un fait commercial d'une importance énorme et qui prépare une évolution commerciale très-importante. Elle tend à supprimer tout le petit commerce et à faire disparaître une quantité de petits débiteurs. Ce fait aura certainement des avantages très-grands au point de vue de la probité, de l'hy-

giène, mais il ne sera pas sans amener des troubles profonds, des ruines, et sans enlever un des ressorts les plus puissants de l'organisme social. Il est certain que la perspective d'ouvrir une petite boutique donne à beaucoup d'ouvriers, de l'ordre, de l'énergie, de l'épargne, et que cette boutique est pour eux une véritable pension de retraite.

Quoi qu'il en soit de ces conséquences, le fait est celui-ci : le commerce se déplace et se transforme par la coopération. Mais cette transformation ne consiste pas seulement dans le fait coopératif; elle s'opère encore à côté sous des formes multiples. Les commerçants aux abois s'escriment à trouver un régime nouveau qui leur permette de lutter. Nous venons d'en avoir deux exemples intéressants : l'un à Limoges, l'autre à Roubaix. A Limoges il s'est formé une société coopérative ouvrière qui comptait 200 membres en décembre dernier et en possède aujourd'hui plus de six cents : au commencement de l'année, elle n'avait qu'un magasin : elle en a quatre maintenant. Cette expansion affole les commerçants. Leur effort jusqu'ici a été de baisser indéfiniment le prix pour tous les consommateurs; mais à ce jeu, ils se tueraient eux-mêmes plus vite qu'ils ne tueraient leurs rivaux. Fatigué de ce remède dangereux, l'un de ces commerçants vient de faire proclamer à son de caisse dans son quartier *qu'à la fin de l'année il partagerait ses bénéfices avec tous ses clients*. A Roubaix, six bouchers se sont associés et ont monté une grande maison avec participation aux bénéfices au profit des clients. Cette boucherie vend aux mêmes prix que les bouchers de la ville et, chaque mois, répartit entre ses clients la moitié des bénéfices réalisés. Voilà dans des commerces bien différents un même résultat se produisant sous l'empire de la force coopérative, le marchand voulant garder sa place et sacrifiant pour cela une partie de ses gains. La coopération continuant activement son mouvement en avant, les concurrents seront forcés de recourir aux procédés de Roubaix et de Limoges. Ce n'est plus la participation des employés aux bénéfices; c'est bien plus large encore, c'est la participation du client lui-même. Cette idée, qui n'est pas absolument nouvelle puisqu'elle est appliquée depuis longtemps déjà dans la maison Laroche Joubert, fera son chemin.

Le Legs Rampal et ses suites. — Dans la chronique de juillet, nous faisions remarquer que les ouvriers anglais, gens pratiques, ont commencé par le commencement dans l'œuvre de leur émancipation : ils ont commencé par la coopération de consommation, l'instrument facile de production du capital, et ils finissent aujourd'hui par la coopération de production. En France, au contraire, disions-nous, on s'est lancé de suite dans la production coopérative presque sans capital, avec les capitaux de l'Etat, avec un organisme rudimentaire et insuffisant. Aussi ce qu'on a fait est-il instable, fragile et les crises, comme celles que nous traversons, anéantissent ces essais. Moins d'un mois après, un rapport important au Conseil municipal venait confirmer notre appréciation. En voici les passages les plus concluants :

« Jusqu'à ce jour, une somme totale de 471,800 francs a été répartie, à titre de prêts, entre 47 sociétés coopératives, savoir : 2 sociétés de saison-

mation, pour une somme de 50.000 francs, 1 société de crédit pour une somme de 10,000 francs et 4½ sociétés de production.

« Voici quelle est la situation actuelle de chacune de ces associations :

1^o Sociétés de consommation. — Les deux sociétés auxquelles des prêts ont été consentis sont l'Union fraternelle d'Auteuil (prêt 3,000 fr.) et la Société civile de consommation du XVIII^e arrondissement (prêt 47,000 fr.), toutes deux sont dans une situation prospère et, en ce qui les concerne, les fonds du legs Rampal peuvent être considérés comme suffisamment garantis.

2^o Société de crédit. — Un prêt de 10,000 fr. a été accordé à la caisse populaire du III^e arrondissement, qui, moins de six mois après l'époque du prêt, était dans une situation presque désespérée. Vous êtes, en ce moment, saisis d'un rapport concluant à la mise en faillite de la société.

3^o Sociétés de production. — (a) Industries de luxe. Prêt 36,350 francs. Parmi ces sociétés, seules « l'Association générale d'ouvriers bijoutiers, joailliers » et la « société anonyme des ouvriers horlogers » sont dans une situation satisfaisante, les autres, au contraire, sont à différents degrés, dans une situation fort précaire ; « l'Association des bijoutiers en doublé » est même en liquidation, et il est à craindre que cette liquidation ne soit désastreuse. L'association dite « l'Orfèvrerie » a perdu la plus grande partie de son capital ; les associés espèrent, à force de sacrifices, arriver à reconstituer le capital perdu ; ils se sont engagés, à cet effet, à couvrir par des versements hebdomadaires la totalité des frais généraux, de telle sorte que les bénéfices, quels qu'ils soient, entreront intégralement dans la caisse sociale. La situation est à peu près la même en ce qui concerne les « Bijoutiers en doré », dont les frais généraux ont, jusqu'à présent, absorbé les bénéfices. Les « Bijoutiers à façon » ont cessé tout travail, attendant la reprise des affaires ! leur capital est intact.

(b) Industries du bâtiment. Prêt 106,050 fr. Parmi ces associations, 2 seulement ont vu prospérer leurs affaires ; ce sont : l'Association des charpentiers de la Villette, et le Travail, société d'ouvriers peintres. L'Association des charpentiers de la Seine, dont les commencements avaient été fort brillants, est aujourd'hui en déficit de 7,300 fr. sur un capital versé de 24,300 fr. ; il en est de même en ce qui concerne l'Association d'ouvriers menuisiers en bâtiment, dont le capital primitif de 20.300 fr. a été subitement ramené à 15.800 fr., de même encore, en ce qui concerne l'Union des peintres en bâtiments, qui ne se soutient que grâce à l'intervention de personnes étrangères à la société, et la Société coopérative de la sculpture ; mais pour cette dernière association, les intérêts de la ville sont dès à présent sauvegardés et la somme prêtée sera intégralement remboursée. Enfin, parmi les autres sociétés, trois sont en faillite, ce sont : l'Association d'ouvriers peintres de Paris ; la Parisienne, société d'ouvriers menuisiers d'art et de bâtiments, et la Sécurité, société d'ouvriers peintres. Deux sont en liquidation ! l'Union fraternelle des charpentiers et la Société générale des ouvriers couvreurs, plombiers, zingueurs, et une, l'Union des sculpteurs, sans être en état absolu de liquidation, a cessé de fonctionner.

(c) Ameublement. Prêt 62,400 fr. Sur les cinq associations s'occupant spécialement de cette branche d'industrie, et auxquelles des prêts ont été faits,

deux seulement subsistent encore, ce sont : l'Association générale de l'Ebénisterie parisienne (somme prêtée 10,000 fr.) et l'Association de l'ébénisterie (somme prêtée 20,000 fr.). Bien que traversant actuellement une crise légère, la situation de ces deux sociétés n'offre pas de danger immédiat, et il paraît certain qu'elles triompheront des difficultés présentes. Sur les trois autres (prêt 43,400), deux sont en faillite ; l'Avenir, et la Société française de l'ameublement ; il est à craindre que la perte subie par la ville ne soit d'au moins 40 %. La troisième, la Syndicale (prêt 7,000), est en état de liquidation : mais les intérêts de la ville seront certainement saufs, et la perte subie, si perte il y a, sera insignifiante.

(d) Associations diverses. — Les cinq sociétés de cochers, l'Association des fermiers, la Société des paveurs de la Seine, l'Association collective du charronnage, la Société générale des arçonniers ferreurs, l'Association des vanniers de la Seine, la Société des puisatiers, celle des ouvriers en instruments d'optique, et celle des fabricants de colliers anglais, sont dans une bonne situation. L'Association des papetiers est moins brillante, mais il n'a pas paru à votre commission qu'il y ait lieu de craindre pour le sort de la créance de la ville. Il n'en est pas de même en ce qui concerne l'Association des chapeliers, qui est en déficit de 11,200 fr. sur un capital versé de 13,000 fr. La société des ouvriers jardiniers traverse en ce moment une crise qui ne laisse pas que d'être inquiétante. Comme vous le savez, l'Impression nouvelle a été déclarée en état de faillite et a obtenu son concordat moyennant le paiement en 10 ans de 25 % de son passif ; et, d'autre part, la faillite de la Société des teinturiers en soie a été clôturée faute d'actif. Il y a donc de ce chef une perte réelle de 43.000 fr. Enfin, la liquidation de la Sellerie parisienne se poursuit par les soins du liquidateur accepté par vous, mais là aussi il est à craindre que la ville ne perde la majeure partie de sa créance. Il n'en sera pas de même heureusement en ce qui concerne la liquidation de l'Association des ouvriers ferblantiers-boitiers. Grâce à l'activité et à l'énergie du liquidateur, il est dès à présent certain que la perte subie par le legs Rampal sera de peu d'importance.

« Comme vous le voyez, Messieurs, la situation des sociétés coopératives ouvrières est, sauf de trop rares exceptions, loin d'être prospère. Si vous vous rappelez que sur les 47 sociétés qui ont emprunté au legs Rampal, on compte 44 sociétés de production, vous serez appelés à vous demander si l'on ne doit pas voir dans ces chiffres une des causes de l'insuccès relatif à des associations coopératives ouvrières à Paris. M. Rampal, qui s'occupait toute sa vie de ces questions et qui se fit le propagateur en France des idées de Schulze-Delitsch, aurait voulu, comme ce dernier, qu'on allât du simple au composé ; il insistait, comme condition essentielle du succès, sur la nécessité des transitions. Il aurait voulu enfin qu'on procédât graduellement et qu'on ne visât à la société de production, terme supérieur de la coopération, qu'après avoir parcouru les degrés intermédiaires, c'est-à-dire la société de consommation d'abord, celle de crédit ensuite. Une autre cause, et peut-être la plus importante de l'insuccès des associations coopératives en France, est également indiquée par M. Rampal, dans son introduction aux discours de Schulze-Delitsch, et ici nous ne pouvons mieux

faire que de le citer lui-même. « Pendant que [l'ouvrier anglais et l'ouvrier allemand, doués de qualités moins brillantes mais plus solides, lentement exercés d'avance, s'acheminent d'un pas sûr vers cette transformation du salariat en association] libre, et qu'ils trouvent dans le sein du groupe coopératif le personnel nécessaire à son fonctionnement, l'ouvrier français associé improvisé manque la plupart du temps de gérant, d'administrateur, de comptable, se voit souvent forcé d'aller les chercher en dehors de sa propre classe, et, dépourvu des lumières suffisantes pour se guider dans son choix, se trompe sur la capacité ou sur la moralité de l'élu, parfois sur toutes les deux. Lorsque le choix du gérant, qui doit remplacer le patron dans la direction, est fixé, et que ses pouvoirs sont déterminés par les statuts, il faudrait lui obéir dans leurs limites, respecter la loi contractuelle, ou bien le révoquer, si son indignité ou son incapacité sont reconnues. Loin de là, l'atelier sociétaire est livré à une anarchie où les ordres donnés ne sont exécutés que selon le bon plaisir de ceux qui les reçoivent. » On ne saurait dire plus juste, et votre commission a été trop souvent amenée à constater que l'échec subi par certaines associations ouvrières provenait du fait des sociétaires eux-mêmes.

« Quoi qu'il en soit, ajoute le rapporteur en terminant son exposé, l'essai que vous tentez aujourd'hui ne sera pas stérile comme vous avez pu le voir ; un assez grand nombre de sociétés, grâce à l'énergie de leurs membres et à la capacité de leurs directeurs, résistent à la crise qui sévit aujourd'hui sur toutes les industries générales. Nous sommes persuadés que l'exemple donné par ces sociétés sera suivi, et que l'ouvrier français plus instruit et mieux éclairé saura lui aussi s'affranchir du salariat et conquérir son indépendance. »

Enquête sur l'état social en Angleterre. — Les besoins électoraux de popularité ramènent toujours à de nouvelles expériences le parlement municipal parisien. En ce moment, une délégation de 24 ouvriers, subventionnés à raison de 750 fr. chacun par le Conseil municipal, parcourt Londres et la province, pour étudier et rédiger des rapports sur : « l'organisation sociale et politique de la Grande-Bretagne ; la liberté de la presse, de réunion et d'association ; le nombre, l'étendue et l'origine des trades-unions ; les lois relatives à l'emploi des femmes et des enfants dans les usines ; l'observation du dimanche ; l'état des habitations ouvrières ; les règlements sanitaires dans les ateliers ; le partage des bénéfices ; l'incidence de l'impôt ; l'histoire de la coopération et des building-societies, etc., etc. »

Voilà certes un programme qui, pour des hommes savants et spéciaux, parlant couramment l'anglais et conduits par des guides très capables, demanderait plusieurs mois pour être utilement rempli. « Il faudrait, dit le *Times*, pour y répondre à peu près convenablement, au moins 6 mois à une commission royale composée de toutes les sommités des trois royaumes. » On peut se demander quels résultats obtiendront dans un court espace de temps des ouvriers d'une instruction généralement limitée, tous ignorants de la langue anglaise, qui vont, paraît-il, prendre leurs cicérones dans les rangs des auteurs des émeutes de février à Londres, et qui commencent

leur tournée par un meeting socialiste à Hyde Park. Quel que soit l'intérêt sincère et profond qu'on porte à tout ce qui touche le relèvement de la condition de l'ouvrier, et précisément parce qu'on y porte cet intérêt, on ne peut que déplorer les tentatives du genre de celle-ci, qui presque fatalement obscurcissent les questions au lieu de les éclairer, sèment des erreurs, font de faux savants et n'aboutissent en fin de compte qu'à de nouvelles illusions, de nouvelles déceptions, de nouveaux germes de revendication et d'antagonisme.

Colonisation française au Sahara. — M. Rolland, ingénieur des mines, a fondé en 1881 avec M. de Courcival, ancien officier d'Afrique, la société agricole de Batna, dans le but de créer de toutes pièces des oasis nouvelles de palmiers-dattiers dans la région de l'Oued-Rir, capitale Touggourt, région qui se trouve au sud de Biskra et qui est une des plus riches de l'Afrique en eaux artésiennes. Les travaux de plantations et d'installation que la jeune société a fait exécuter depuis cinq ans dans l'Oued-Rir, représentent l'œuvre de création agricole de beaucoup la plus importante qui ait été entreprise jusqu'à ce jour dans le Sud-Algérien par l'initiative privée : forage de huit puits artésiens jaillissants qui fournissent ensemble 24 mètres cubes d'eau vive par minute ; mise en valeur, grâce aux irrigations, de 400 hectares de terrains incultes et déserts ; plantation de plus de 50,000 jeunes palmiers-dattiers ; enfin construction de trois villages. M. Rolland est plein de foi dans son œuvre et la croit riche de promesses pour les capitaux qui n'ont pas craint de s'engager dans ces parages lointains ; il a montré au Congrès de Nancy que c'est aussi une œuvre bonne pour l'influence française en Afrique, pour l'extension de la colonie algérienne et enfin pour l'amélioration du sort des indigènes. Il a terminé en traitant la question des chemins de fer de pénétration vers les frontières méridionales de l'Algérie aux divers points de vue commerciaux et stratégiques et conclu à la nécessité de prolonger la ligne du Sud-Oranais jusqu'à Figuig, et celle de Philippeville, Constantine, Biskra jusqu'à Touggourt avec prolongement ultérieur sur Ouargla. M. Levasseur a parlé sur l'opportunité du chemin de fer de Biskra à Touggourt auquel il donne sa pleine adhésion.

A. FOUGEROUSSE.

Le Gérant : C. TREICHE.

LA CHINE

ET SES POPULATIONS RURALES

CONFÉRENCE FAITE A LA RÉUNION ANNUELLE DANS LA SÉANCE DU 20 MAI 1886

PAR LE GÉNÉRAL TCHENG-KI-TONG.

Messieurs,

L'époque à laquelle nous vivons me paraît se caractériser, entre autres particularités, par le goût des relations internationales. Tous les peuples de l'univers se font des visites, le plus souvent courtoises; ils s'étudient les uns les autres, d'abord avec curiosité, puis avec intérêt, se communiquant leurs impressions réciproques, leurs surprises ou leurs admirations; et s'ils n'ont pas encore réussi à retirer de ces premières relations les avantages entrevus par beaucoup de sages esprits, du moins il est permis d'espérer qu'elles ne seront pas sans influence sur les destinées du progrès.

Ma présence au milieu de vous vous est une preuve du fait que je viens d'observer, avec cette nuance cependant qu'il ne se produit pas pour la première fois et que je n'ai plus à faire l'essai de la bienveillante attention d'un auditoire français.

Apprendre à se connaître soi-même était la formule favorite des philosophes de l'antiquité; toute la science, ou pour mieux dire toute la sagesse humaine était dans l'application de cette doctrine, quelque difficile qu'elle fût. Je ne sais pas si depuis Confucius et Socrate l'art de se connaître soi-même, proclamé par ces deux grands esprits comme très excellent, a fait quelques progrès ou s'il a même encore des disciples. J'avoue que dans le tumulte des accidents de la vie telle que l'ont organisée les convenances modernes, il est presque impossible de s'occuper de soi-même avec toute l'attention qu'exige impérieusement ce haut personnage, et avec tous les égards dus à son rang. Apprendre à connaître le « soi-même » de son voisin — car tout le monde est voisin aujourd'hui, — est bien plus utile et bien plus nécessaire. Il faut supposer que tous les peuples se sont mis d'accord sur cette nouvelle interprétation de la sagesse antique, puisque tous échangent, non plus seulement des produits commerciaux, mais aussi des idées, c'est-à-dire pour chacun de ces peuples les matières premières de leur civilisation.

Nul ne peut nier l'existence de ce mouvement ; il s'est produit de lui-même par une sorte d'instinct de l'humanité qui s'est souvenue peut-être, arrivée enfin à l'âge de raison, de la commune origine des destinées de l'homme, et de l'identité parfaite du but de ses efforts, de ses peines et de ses espérances. Jamais le mot « Universel » n'a eu plus de vogue ; jamais il n'a eu plus d'ambition. Il aspire à devenir peuple, à conquérir l'univers, à se créer même une langue harmonieuse que comprendront tous les hommes. Si cette merveille se réalisait, le dix-neuvième siècle ne s'achèverait pas sans avoir entendu cette parole magique : l'incident de la tour de Babel est clos.

Mon intention n'est pas de railler : je sais trop bien par une expérience déjà longue combien les hommes ont intérêt à se comprendre avant de se connaître. Le secret de la paix sociale est peut-être dans cette formule : pour se connaître il faut se comprendre. Faites que tous les hommes connaissent, par exemple, la lettre A, cette seule lettre ! vous aurez plus fait pour la paix universelle que tous les traités imaginables. S'il est exact, en effet, de supposer que c'est à la suite de la confusion des langues que les hommes sont devenus ennemis, parce qu'ils avaient cessé de se comprendre, il est également exact de conclure que c'est en favorisant parmi les classes dirigeantes le goût des langues, que le goût de la paix deviendra plus universel.

Vous avez remarqué, Messieurs, en étudiant de près les causes de toutes ces guerres qui désolent l'humanité, qu'on y découvre plus souvent des querelles de mots que des motifs de haine véritable. Les nationalités qui veulent s'imposer, prétendent toujours imposer aussi leur langue. Réagir contre ces rivalités des langues, c'est tenter l'assaut de la citadelle inexpugnable ; c'est travailler en faveur de la paix. Si les hommes instruits et intelligents ne veulent pas adopter une langue commune qui serait la langue d'État dans l'empire idéal universel, je ne vois pas d'autre moyen que d'apprendre toutes les langues indispensables, et d'arriver ainsi entre hommes du monde — ce serait bien le cas de le dire — à se comprendre. Il est permis de le désirer.

Notre Confucius a dit en s'adressant à chacun de nous à travers les siècles : « Pour progresser renouvelle-toi chaque jour. » C'est la pensée même du progrès pratique ; l'homme qui se renouvelle sans cesse, est en union intime avec sa destinée. Certes, il est des temps où ce renouvellement n'a pas besoin de se produire par des transformations violentes, brusques ; où l'âme humaine est semblable à la surface unie d'un lac dont aucune ride ne trouble la sereine tranquillité. Mais il est aussi d'autres temps où ces transformations se font par contre-coups, et où il se passe dans le monde moral des

accidents tels, qu'il faut, pour les expliquer, leur appliquer la théorie des cyclones et des typhons. Qu'une révolution ait lieu à l'Occident, notre Extrême-Orient, si extrême soit-il, en ressent les commotions, parce qu'il y a des révolutions assez révolutionnaires pour ne pas même respecter les points cardinaux. Elles éclatent et tout l'univers s'en émeut.

Je ne crois pas qu'il soit de circonstance de vous démontrer, Messieurs, que les nations de l'Occident ont suivi à la lettre la maxime de Confucius. Elles se sont en effet renouvelées chaque jour. Elles se renouvellent encore, nous pourrions dire à chaque heure du jour. C'est l'Occident qui a produit dans l'atmosphère morale des peuples, ces courants magnétiques qui ont subitement transformé toutes choses ; c'est l'Occident qui a violemment déchiré le voile mystérieux de l'horizon qui séparait les peuples, et qui les a conviés magistralement à prendre part aux actions du progrès universel.

Je ne voudrais pas paraître à vos yeux un « rétrograde endurci » ; mais cependant permettez-moi de vous avouer en toute sincérité que si Confucius avait jamais pu prévoir jusqu'où pourrait aller le devoir de se renouveler, il aurait très probablement énoncé quelques considérants, voire même quelques amendements dont nous aurions tous retiré des bienfaits réels.

Mais il ne s'agit plus de discuter les transformations sociales : il ne s'agit même plus de les subir ; il faut les accomplir, et s'aider charitablement les uns les autres.

Vous avez donné au programme de vos travaux un titre qui résume excellemment les préoccupations du siècle : c'est celui de *Réforme sociale*. Votre programme embrasse toutes les questions, les soumet toutes à l'examen et fixe, pour chacune d'elles, selon les données d'une science dont votre maître, Le Play, a le premier établi les principes, les solutions qui leur conviennent.

Envisagée sous ce point de vue, la *Réforme sociale* m'a inscrit d'avance parmi ses disciples les plus convaincus ; car nul plus que moi n'a été frappé de la supériorité de sa méthode. La *Science des Sociétés*, telle que Le Play l'a définie quand il a dit : « les voyages sont à la Science des Sociétés ce que l'observation des faits est à toutes les sciences de la nature », est devenue une science véritable qui puise ses enseignements dans l'observation et qui donne ainsi aux voyages une importance classique. Je ne crois pas que jamais explorateur ait reçu un témoignage plus élevé ni plus complet de la dignité de sa mission, et des services qu'il est appelé à rendre à la civilisation.

Si vous y consentez, Messieurs, je serai pour ce soir le voyageur qui revient des pays lointains où vivent nos « concitoyens » selon l'admirable expression de Lamartine :

Je suis concitoyen de tout être qui pense.

N'est-ce pas ici, du reste, la maison hospitalière des explorateurs de la grande patrie universelle, cette Société de Géographie dont l'enseigne porte la boule du monde et qui est exactement le point de départ et le « terminus » de toutes les routes de la terre? Vous oublierez que je parle de mon pays, pour vous convaincre que j'ai cherché à ne dire que ce que je savais être vrai, et que je n'ai eu d'autre mobile, en prenant part à vos travaux, que celui de faire œuvre utile et civilisatrice.

J'ai eu souvent l'occasion de remarquer que pour bien juger, il faut autant que possible ne pas employer le procédé de la comparaison, ni rapprocher de souvenirs trop facilement présents à la mémoire les faits qui nous frappent le plus. Vous devez donc en conséquence entendre sans sourire ce terme de *populations rurales* qui désigne les populations de la Chine. Nous sommes des *ruraux* dans toute l'acception du mot.

Chaque pays sans doute doit avoir sa spécialité, je veux dire un ordre établi de choses dans lequel il est passé maître. Tout homme est un spécialiste et possède un talent caché; c'est une de nos croyances. La spécialité la plus haute est celle qui excite et utilise les dons de l'esprit. Mais souvent les dispositions naturelles ne se prêtent pas à leur essor. Un bon agriculteur vaut mieux qu'un *demi-savant*. En d'autres termes, comme le disait un ancien qui s'y connaissait, il est préférable d'être le premier dans son art, là où on l'exerce. Il y a partout une Rome et partout des Capoues. Nous sommes de l'avis de cet intelligent ambitieux. Celui qui ne se reconnaît pas capable, après des essais persévérants mais infructueux, d'arriver aux emplois que confèrent les grades littéraires, celui-là se tourne vers la terre, bravement, avec le courage énergique de l'homme qui n'ayant pas pu conquérir la première place à Rome, se venge en devenant le premier à Capoue.

Confucius a une pensée juste et pratique sur ce même sujet; il a dit: « Ceux dont les forces sont insuffisantes, font la moitié du chemin et s'arrêtent. » Grâce à cette heureuse philosophie, l'étudiant refusé aux concours échappe aux révoltes des incompris. Il quitte la ville, où il n'est pas bon de connaître la misère quand on se croit un grand homme, et s'en retourne aux champs paternels, où l'attendent, pour le consoler et l'encourager, l'affection toujours ingénieuse d'une mère et l'ambition d'aider le chef de famille dans l'administration de ses biens.

C'est là un des faits qui se passent le plus régulièrement, à de rares exceptions près. Chacun d'entre nous transporte partout où il va, *ce coin de terre, cette maison paternelle*, où se garde la place de l'absent et où se conserve l'espérance de le voir rentrer. Et quand il revient, certes, s'il rapporte la couronne des lauréats, c'est un grand honneur pour la famille ; mais s'il revient les mains vides, eh bien, il dit une bonne fois adieu aux rêves entrevus du mandarinat, et devient agriculteur chez lui, dans sa famille, sur son bien.

L'agriculture est, Messieurs, l'art par excellence de la Chine. Nous la définissons volontiers : l'art d'obtenir des récoltes. De fait, la même terre produit jusqu'à quatre et cinq récoltes par an. Vous voyez que le sujet est intéressant pour ceux qui parmi vous « font valoir » ou qui afferment leurs propriétés sur le pied de « une récolte par an ». Evidemment ces résultats n'ont pas été obtenus sans le concours de quelques circonstances exceptionnelles, au courant desquelles je vais essayer de vous mettre. L'empire du Milieu possède un sol extraordinairement fertile connu sous le nom de « Terre Jaune. » Cette terre, qui forme par elle-même un engrais, est un sable argileux qui paraît provenir des inondations du Fleuve Jaune, et qui a beaucoup de ressemblance avec le sable fin des grandes steppes du plateau central. Dans notre langue qui aime à *parfumer* les mots, nous appelons cette partie du territoire *la fleur du milieu*. C'est en effet la région la plus fortunée qui existe au monde ; et cette terre qui puise en elle-même, sans préparations d'aucune sorte, les éléments de sa fertilité, qui donne en abondance aux céréales, aux plantes et aux arbres leur nourriture quotidienne, est bien le chef-d'œuvre des libéralités de la Providence. Les récoltes se succèdent sans qu'il soit nécessaire de faire reposer la terre ; un tour de charrue et quelques ondées la rajeunissent et lui rendent toute sa puissance de fertilité. C'est vraiment la terre *inépuisable*.

J'ai l'air de raconter une merveille, et c'est cependant la vérité. Vous en avez une sorte de preuve dans ce fait que la couleur jaune est chez nous la couleur officielle *honorée* ; c'est la pourpre de nos empereurs ; le choix de cette couleur symbolise la reconnaissance de l'Etat.

Toute la terre n'a pas, sur la vaste étendue de notre empire, les mêmes ressources de fertilité. En dehors des limites de la terre jaune, il est des sols qui nécessitent, au contraire, les travaux les plus assidus, les renouvellements les plus riches, des irrigations fréquentes, en un mot les soins les plus minutieux. Là, les récoltes ne se produisent pas comme par enchantement ; l'existence de l'agriculteur est plus occupée, son art est plus savant. Il lui faut employer les méthodes particulières que nos paysans se lèguent de génération en

génération et qu'ils apprennent dès le bas-âge, comme on apprend ces remèdes de grand'mères dont beaucoup ont le don de guérir, et qui remplacent chez nous les ordonnances de médecin encore inconnues.

Vous connaissez les principales cultures de la Chine. Le thé et le riz sont au nombre des plus répandues ; mais ce ne sont pas les seules. L'agriculteur connaît et pratique soixante-dix sortes de cultures différentes, et c'est un des principes de son art de les faire produire à tour de rôle, et à des époques choisies, dans le même sol. On dit que le plaisir réside dans la variété ; c'est un vieux dicton que j'apprécie beaucoup, et qui s'applique non pas seulement au caractère de l'homme, mais aussi à la terre. Elle se renouvelle par la variété des récoltes. Je me souviens aussi d'avoir lu que le repos le meilleur est obtenu en changeant de travail. Ce sont des réflexions et des souvenirs qui me viennent en aide pour me démontrer qu'il y a de nombreuses corrélations entre l'esprit de l'homme et la terre. L'un et l'autre sont soumis à des activités mystérieuses qui ne sont pas toujours le fruit d'un labeur opiniâtre. Il y a des méthodes qui inspirent et qui fertilisent le travail et dont les heureux résultats semblent naître de l'association des forces dépensées. Le « pourquoi » de ces considérations échappe au vulgaire : mais il en constate les bienfaits par la permanence des récoltes, qu'elles sortent du cerveau ou de la terre.

Autrefois l'agriculture s'enseignait officiellement. Il y avait un ministère de l'agriculture suffisamment compétent pour entreprendre la tâche d'instruire le peuple dans les arts agricoles ; et de même qu'on enseignait aux hommes à lire, à écrire et à connaître les meilleures directions de l'esprit qui doivent disposer à l'obéissance et au respect, on enseignait l'art d'obtenir des récoltes. Ces enseignements sont très-anciens ; ils sont consignés dans des livres réputés classiques, qui contiennent et expliquent les procédés les plus pratiques se rapportant aux soixante-dix cultures. De plus, ces enseignements ont été donnés avec l'autorité qui appartient aux décrets, et comme ils datent d'un temps où les familles qui constituaient l'Empire n'étaient pas encore très nombreuses, ils se sont propagés de siècle en siècle, et sont devenus la Tradition.

Imaginez-vous donc, Messieurs, que dans un seul district rural les douze ou quinze mille habitants qui le composent proviennent d'une seule et même souche ! Tous ces champs que vous voyez si bien cultivés, si coquettement soignés, appartiennent à des gens qui sont

tous parents, à des degrés plus ou moins éloignés. Dans ces districts chacun suit les enseignements laissés par l'ancêtre commun ; le bien que chacun possède est une part d'héritage ; car, à la longue, l'immense propriété de la terre s'est divisée en autant de petites parts qu'il y avait d'ayants droit, et ces partages successifs ont donné naissance à ces petites propriétés qui ont eu une influence capitale sur les destinées de notre empire.

C'est le principe même de la famille telle qu'elle a été instituée avec les droits inviolables de son autorité, qui a créé le principe de la petite propriété. A son tour celle-ci a créé la petite culture, c'est-à-dire l'état de culture qui favorise les meilleures exploitations.

Vous comprenez bien, Messieurs, qu'à mesure que la famille rurale voyait s'accroître le nombre de ses membres, la question sociale se posait, pour nous comme pour vous. Qu'allait devenir à la mort du chef de famille, la propriété ? Qu'allait devenir l'exploitation ? Qu'allait devenir la vie sociale ? car nous n'avions ni notaires, ni avoués pour nous donner des conseils. Fort heureusement ! c'est précisément parce que nous n'avions aucun fonctionnaire de cet ordre que nous avons franchi les caps difficiles, et que *la paix sociale a résolu la question sociale*.

Quand un principe inviolable d'autorité existe dans une institution, quelle qu'elle soit, cette institution triomphe des difficultés. La famille chinoise a toujours un chef, comme le trône dans les États monarchiques a toujours un représentant. Le roi est mort, vive le roi ! disiez-vous autrefois ; il en est de même dans nos familles : le père meurt, l'autorité passe immédiatement au fils aîné, et rien n'est changé.

La durée du deuil est de 27 mois. Pendant ce temps il n'est pas question de partages ; il ne peut pas être question d'affaires d'intérêts. La famille observe religieusement le deuil avec tout le cérémonial imposé par les rites, et le premier de tous les rites ordonne l'union de tous les membres de la famille. La famille ne se désagrège pas : elle prolonge l'état de communauté, sous la protection invisible mais présente du père que la mort a frappé. Ainsi ces mois de deuil constituent, par une sage disposition de nos législateurs, la période d'apprentissage du nouveau chef de la famille.

Permettez-moi de vous dire, Messieurs, que ces 27 mois.... nous leur devons une grande reconnaissance. Grâce à eux nous avons échappé aux scandales que présentent les ouvertures de testament, les partages hâtifs au lendemain de la mort, et à ces querelles d'héritiers qui créent les discussions implacables et ruinent l'esprit de famille. Je comprends qu'il y ait une question sociale difficile à résoudre quand de tels accidents se produisent. En Chine, personne ne

peut élever une réclamation avant le dernier jour du 27^{me} mois. Alors chacun des membres de la famille a pu constater de quelle manière l'administration de ses biens a été dirigée, et comme il n'est pas dans la coutume, à moins de circonstances particulières, de changer un ordre reconnu satisfaisant, la famille peut rester unie autant de temps qu'elle voudra par le lien de communauté.

Si au contraire, par suite des mariages, les membres de la famille se trouvent aux prises avec les discussions; si l'harmonie ne règne plus dans la famille — ce qui arrive en Chine aussi, — alors les partages se font. Le chef de la famille est toujours avantagé; sa part est généralement double de celle des autres. Chacun des membres de la famille a donc un lot. Il arrive le plus souvent que ceux-ci se reconstituent en communauté afin de réaliser les moyens les plus efficaces pour obtenir une meilleure exploitation. Les membres de la famille qui veulent aller faire du commerce à la ville, ou qui ont obtenu des fonctions officielles à la suite de leurs examens, peuvent céder leurs parts à leurs frères qui restent au pays, moyennant une redevance ou un prix d'achat fixés par contrat. Mais ces contrats sont toujours résiliables sans indemnité, si le vendeur veut rentrer dans son bien.

Sienfin les enfants sont trop nombreux et que l'héritage paternel ne puisse pas être divisé en lots suffisamment étendus pour assurer l'existence d'une famille, alors le conseil de famille décide d'acquérir des terres dans une autre région où elles ont moins de valeur, et par le secours de l'association on réunit les capitaux nécessaires à la fondation de ces nouvelles petites colonies. Il va sans dire que les membres épars de la famille se réunissent au moins une fois chaque année dans la maison de naissance pour y honorer, sous la présidence du frère aîné, les ancêtres et leur rendre le culte de reconnaissance et de respect que la famille leur doit.

Voilà, Messieurs, de quelle manière nous avons traité la question sociale, et comment, avec un seul principe fermement établi dans la famille, nous sommes parvenus à résoudre de redoutables problèmes, en évitant et le droit d'aînesse qui révolte la conscience, surtout celle des frères cadets, et le partage obligatoire qui diminue l'autorité paternelle.

Je voudrais développer les principales questions qui se groupent autour de ce sujet: car elles ont une importance décisive dans l'étude de l'organisation de notre société. Mais comment les faire entrer dans le cadre déjà agrandi de cet entretien, sans risquer de fatiguer votre attention? Nos paysans méritent cependant que vous les con-

naissiez un peu plus que superficiellement. Il est dit dans vos livres saints « que l'homme ne vit pas seulement de pain, mais aussi de vérité ». Cette maxime a son application dans nos paisibles bourgades où tout n'est pas abandonné aux considérations exclusivement matérielles.

La vie des champs a ses fêtes de l'intelligence et aussi ses moments de délassement. C'est par exemple le jour de la cueillette du thé : ce sont nos vendanges. Quelle animation gaie dans nos campagnes ! Les ruraux organisent dans la maison commune une exposition des plus beaux produits de la récolte de la contrée ; on institue un jury ; on distribue des récompenses. Puis les livres anciens sont sortis des armoires, on lit, on commente les formules de la sagesse antique. Puis viennent les offrandes aux divinités protectrices des moissons florissantes ; des processions parcourent les champs.

Vous le voyez, la vie du paysan n'est pas complètement matérialisée : il se glisse quelques rayons de poésie dans cette existence vouée au travail. Les campagnes sont si belles ! toutes ces familles qui prospèrent autour de la maison éternelle — je puis bien l'appeler ainsi puisque le sol en est inaliénable — répandant autour d'elles tant de joie vraie, tant de bonheur, que le travail ne paraît plus un châtiment, mais une bénédiction ! C'est que le travail est une création incessante qui transforme l'être humain, — ce conservateur des œuvres divines, — qui n'est ni un passant ni un spectateur, comme l'ont désigné les poètes, mais un agissant sous l'impulsion d'une destinée mystérieuse qu'il n'est pas très-raisonnable de nier. Quand on s'interroge soi-même, il est difficile d'admettre que le travail n'aurait de pouvoir fécondant que pour l'argile, et qu'il n'y a pas en nous une sève latente capable d'être fertilisée par le même travail. Cette loi du travail ne nous inspire aucune terreur ; nous le considérons plutôt comme un droit, et nous sommes bien intéressés à ce que ces vérités pénètrent dans l'intelligence de tous, parce que nous comprenons la menaçante application de cet arrêt de Confucius : « Si un homme vit dans l'oisiveté, un autre homme meurt de faim. » C'est une expérience qu'il ne faut pas tenter.

Ces réflexions vous disent, Messieurs, en quelle estime les lettrés tiennent l'art de l'agriculture. L'agriculteur vous dira à son tour par les résultats qu'obtiennent ses efforts, quelles conquêtes il a réalisées et quels progrès vrais il a su accomplir dans son art.

D'abord, ses récoltes qui sont nombreuses, quatre et cinq par an. Les cultures les plus fréquentes, dans le Fo-Kien, par exemple, qui est ma province d'origine, sont le thé, le riz, le froment, la canne à sucre, le mûrier. Vous savez que nous n'avons pas de pâturages ; ils ne rapporteraient pas autant que les produits de la petite culture.

Les propriétés ne sont pas très étendues; celles d'un hectare et demi et de deux hectares sont déjà importantes; car un hectare suffit à l'entretien d'une famille composée de vingt personnes.

Pour arriver aux résultats que je vous indique, vous devez comprendre quels soins doivent présider à la culture. Les procédés d'exploitation ne varient guère; c'est presque partout celui du « repiquage » qui est en usage. Il exige, il est vrai, des irrigations très bien aménagées, beaucoup d'engrais, et par suite une *main-d'œuvre* considérable, mais nous avons cette main-d'œuvre dans la famille. L'agriculture est la cause première de l'augmentation constante de la population. Il faut des enfants dans la famille, non seulement pour l'honorer conformément aux prescriptions du culte des ancêtres, mais aussi pour la rendre prospère au sens pratique du mot. Cette opération du repiquage consiste à faire des semis à pleines mains dans un coin de terre, de manière à obtenir une broussaille de plants qui seront ensuite retransplantés, repiqués dans une terre qui vient de produire sa deuxième ou sa troisième récolte. Il y a même des plants qui voyagent; ils sont cultivés en premier lieu dans les contrées méridionales où le soleil rend la végétation plus rapide et où les terres sont moins occupées, et ces plants sont ensuite repiqués dans d'autres contrées, dans le nord où pendant les hivers le thermomètre descend souvent à 30 degrés au-dessous de zéro. C'est ainsi qu'en Mongolie on pique des plants de blé au mois de mai, et on récolte en août.

Que vous dirai-je de plus? Ces résultats sont assez éloquentes pour vous faire comprendre l'excellence de nos méthodes qui sont fondées sur des principes et qui démontrent que tout le secret de la fertilité de notre sol est dans la réalisation de ces trois conditions: le morcellement de la propriété, l'irrigation égale pour tous, et enfin la science de l'engrais. Sous ce rapport nos paysans sont d'une force qui défie toute concurrence. Il me serait impossible de vous dire en français quels progrès ils ont réalisés dans cette branche si importante de l'agriculture. Les parfums qui s'élèvent au-dessus des champs à l'époque des fumures démontrent que rien n'a été oublié, et que les engrais ne viennent pas tous du Pérou.

Sous le point de vue de la coopération que le capital doit apporter à l'agriculture, nos populations rurales ont également d'excellentes ressources. Nous appliquons depuis de longues années le principe des banques mutuelles. Ces banques existent dans chaque district et elles ont donné de très heureux résultats, sans désastres financiers. Nos banquiers ne songent pas aux douceurs de l'exil, ni aux spéculations à la Bourse. Nous ne sommes pas encore parvenus à ce haut degré de civilisation. Imaginez-vous que le banquier reçoit dans sa

caisse les économies de tous les agriculteurs d'une même région. Il a ainsi un fonds de réserve qui peut devenir important. Supposons que j'aie placé moi, agriculteur, appartenant à telle famille bien connue dans le district, une somme de mille francs, par exemple. J'ai par ce seul fait le droit de demander un emprunt du double de cette somme, soit que je veuille améliorer le matériel de la ferme, soit que je veuille acheter un buffle, ou bien simplement ajouter un pavillon à la maison lorsque les enfants deviennent encombrants. Ces banques rendent beaucoup de services pour l'organisation de la coopération qui est la forme particulière sous laquelle nous envisageons l'association. Nos populations ne comprennent bien clairement que les associations d'un petit nombre d'associés; ils aiment, entre associés, à se connaître, à se garantir les uns contre les autres; ils sont prudents et avisés.

Enfin, Messieurs, tout notre argent passe dans la terre. N'est-ce pas l'éloge le plus complet que je pouvais faire de l'agriculture? C'est la terre qui est la grande débitrice de la nation; c'est à elle que nous confions toutes nos économies.

Ailleurs, ce sont les États qui doivent à la nation. Nous, nous ne connaissons ni le consolidé, ni le 3 %, ni l'amortissable. Peut-être même pensons-nous, à un point de vue général, que l'argent donné à l'État, pour des buts divers, est pris sur la réserve qui devrait appartenir à l'agriculture, et que c'est diminuer toutes les valeurs de la terre. Nous n'avons peut-être pas tort de penser ainsi; parce que la véritable richesse d'un pays, celle qui ne tarit pas, celle qui suffit, c'est le produit du sol. Quelle est donc, pour dire toute ma pensée, la meilleure garantie de la paix sociale? Mais c'est la culture de la terre! Quel est le talisman merveilleux qui produit la paix? C'est la charrue! Confucius a dit, il y a bien longtemps cependant, ces graves paroles: « Les armes les plus excellentes sont des instruments de malheur ». N'avait-il pas raison? Oui, il est vrai de dire que l'agriculture est la plus bienfaisante des cultures. Aucune des autres, quelle qu'elle soit, ne peut prétendre à la même action.

J'ai entendu parler de l'influence néfaste qu'ont produite à certaines époques certaines théories littéraires ou philosophiques ou même religieuses. Les arts ont eu aussi des influences mauvaises. Je n'ai jamais entendu dire, je n'ai jamais lu que l'agriculture ait corrompu les mœurs ou appauvri les États. Je ne connais que des hymnes d'actions de grâces chantées en l'honneur de toutes les divinités protectrices des campagnes. L'agriculture fait les races fortes et courageuses; elle apprend l'économie, fait valoir le travail, le rend précieux et sacré; elle forme, en même temps que la

conscience qui estime qu'il existe un bien d'autrui, l'âme qui peu à peu s'achemine vers la grande science de l'humanité.

Heureux sont les peuples agriculteurs, car seuls ils ont vraiment la paix sociale !

(*Vifs applaudissements.*)

M. CLAUDIO JANNET, vice-président de la Société d'Économie sociale, *président*, prononce quelques paroles que nous résumons ainsi :

Messieurs,

Vos applaudissements répétés témoignent trop bien au général Tcheng-Ki-Tong le grand succès de parole qu'il a obtenu et notre reconnaissance à tous pour que j'aie rien à ajouter. Je dois seulement constater, comme un fait considérable dans l'histoire de notre Société, la communication si remarquable qui vient de vous être faite.

Notre secrétaire général vous disait hier, avec l'autorité toute particulière qui lui appartient comme au dépositaire fidèle de la pensée intime de notre maître, le prix que M. Le Play attachait au concours qu'apporteraient des étrangers éminents à l'œuvre de propagande des idées justes, d'où dépend le succès dans le monde de la réforme sociale. Des Anglais, des professeurs des États-Unis, le brillant orateur canadien que nous applaudissions hier, nous ont déjà donné un concours précieux. Celui que vous apporte ce soir le général Tcheng-Ki-Tong est de la plus haute importance.

M. Le Play avait toujours étudié avec une attention spéciale les institutions du peuple chinois et dans sa dernière œuvre, *la Constitution essentielle de l'humanité*, il leur a consacré un chapitre entier. Il attribue la prospérité ininterrompue et la durée exceptionnelle de cette grande civilisation au respect de la loi de Dieu que propage la classe dirigeante des lettrés sans que jamais parmi eux aucun n'élève une voix discordante; puis au respect de l'autorité paternelle et à celui de la souveraineté légitime, qui n'est que l'autorité paternelle étendue à la grande famille nationale; enfin à la solidité des deux cents millions de paysans propriétaires, qui occupent le sol avec une stabilité assurée par des institutions conservatrices de la famille et de ses traditions.

Le général vous a décrit ces institutions avec une science et avec un bonheur d'expression qui emportent la conviction. Le fait même qu'un lettré aussi distingué soit aussi versé dans les questions agricoles pratiques, révèle l'esprit de la constitution chinoise. Y a-t-il chez nous beaucoup de littérateurs aussi brillants que lui, beaucoup

de docteurs en droit ayant aussi bien réussi à leurs examens, qui soient capables d'exposer avec tant de précision les systèmes de culture de leur pays?

Nous espérons, général, vous voir de temps à autre prendre part à nos travaux. Vous venez de voir comment vous êtes accueilli au milieu de nous. Dans vos ouvrages vous avez toujours insisté avec une hauteur de vues à laquelle je suis heureux de rendre hommage, sur l'identité des sentiments, des aspirations, des besoins de l'homme dans tous les pays et dans tous les milieux. Les proverbes nationaux, les chants héroïques, la poésie intime, le théâtre lui-même nous montrent, grâce à vous, la fraternité des esprits et la communauté d'origine de tous les peuples. Vous voudrez donc, nous en sommes assurés, nous aider dans notre œuvre qui a pour but la paix intérieure de chaque nation et leur concorde entre elles.

Vous avez déjà étudié avec beaucoup de succès la civilisation occidentale. Nous espérons que les travaux de notre Société vous en feront de mieux en mieux connaître le fond. Vous en avez observé admirablement les couches superficielles dans notre grande capitale, et si vous avez apprécié le charme qui les caractérise, vous avez aussi parfaitement saisi leurs travers. Ces observations vous ont permis de prendre une revanche piquante, pleine d'esprit et de goût, contre les critiques et les préjugés dont votre grande civilisation était l'objet chez nous alors qu'on ne la connaissait pas. Je parle d'il y a cinquante et cent ans.

Mais quand vous étudierez dans les monographies de Le Play et dans celles de ses continuateurs les populations stables et morales de nos campagnes et de nos manufactures, si nombreuses encore, vous aurez une meilleure idée de notre civilisation occidentale, parce que votre connaissance en sera plus complète.

Notre civilisation est sœur de la vôtre. L'une et l'autre remontent à cette révélation primitive donnée par Dieu au genre humain et dans laquelle les peuples restés fidèles à leurs traditions se rencontrent, selon une heureuse expression, dans la grande catholicité patriarcale. Quand vous aurez étudié les foyers purs, féconds et laborieux que nous possédons à tous les degrés de notre société, mais que nous aimons surtout à mettre en honneur quand nous les rencontrons dans les classes laborieuses, vous pourrez vous rendre compte de ce que l'Évangile a ajouté à ce fond d'institutions et de traditions, qui nous est commun et qui nous a si heureusement réunis ce soir.

(*Applaudissements.*)

LES LOIS SOCIALES

D'APRÈS UN LIVRE RÉCENT

L'observation personnelle est la base de la méthode enseignée par M. F. Le Play à ses disciples. C'est aussi de l'expérience que se réclame un ancien député, devenu, librement et par son choix, simple observateur et écrivain à ses jours. Justement convaincu que la connaissance des hommes est plus utile à l'intelligence de l'histoire que celle-ci ne l'est à la connaissance des hommes, persuadé que l'observation sans intermédiaire est la meilleure source d'investigation, M. le duc d'Harcourt a interrogé ses souvenirs ; il ne les a pas préférés, mais consultés d'abord, puis modestement comparés à ses lectures, et il est arrivé à en conclure que les sociétés, comme les individus, obéissent, entre autres, à trois grands mobiles, simultanés ou successifs : l'intérêt personnel, le sentiment religieux et l'entraînement de l'exemple. Ses *Réflexions sur les lois sociales* n'ont pas d'autre but que de le démontrer (1).

Mais c'est très clair, dira-t-on, c'est admis et dès lors, à quoi bon un nouveau livre ? — Très clair, c'est possible ; admis, cela est autre chose, et voilà pourquoi il est permis, il est même nécessaire d'insister.

L'intérêt personnel est sans doute le grand ressort de l'humanité ; en est-il le seul ? Les économistes officiels n'en doutent pas et en font un axiome, tandis que M. le duc d'Harcourt le nie obstinément.

Depuis quelques années, la religion, quelle qu'elle soit, est systématiquement tenue en dehors de l'État ; elle est mise en quarantaine et regardée par certains comme un débris des âges gothiques, comme une quantité négligeable, un accessoire gênant et un parasite de la vie sociale. M. d'Harcourt affirme au contraire que le Christianisme est le seul, le véritable ancêtre de notre société, que, loin d'y avoir perdu son autorité morale et son influence, il y reste la plus puissante des forces conservatrices et s'y est implanté d'une manière inébranlable parce qu'au lieu de sacrifier l'individu à l'État, comme les lois modernes, il ne néglige et ne sacrifie personne.

(1) 1 vol. in-8°, Paris, Firmin-Didot, 1886.

Enfin, les assemblées politiques sont présumées infaillibles, sous prétexte qu'elles émanent de la majorité et résument en elles les volontés du plus grand nombre des intelligences. M. d'Harcourt les tient, lui, pour des instruments assurément fort utiles et fort respectables, mais par leur nature même privés de toute responsabilité et incapables de se soustraire à ce qu'il appelle fort bien l'instinct de l'imitation.

Qui a tort? Est-ce l'opinion courante? Est-ce l'auteur des *Réflexions*? On sera peut-être fixé tout à l'heure; en tous cas, personne n'accusera l'un de se traîner à la remorque de l'autre et de préférer les chemins battus. Il y a parfois du courage à être seul, à le reconnaître, et, en certains temps, le bon sens devient une originalité.

*Rarus enim fermè sensus communis in illâ
Fortunâ.*

Je sais bien que seul, l'homme n'est rien; pour qu'il puisse agir, il faut qu'il soit *plusieurs*, il faut qu'il soit au moins une famille, une association, si ce n'est un peuple. Mais les sociétés ne vivent pas autrement que les individus, et s'il est prouvé que ceux-ci n'obéissent pas exclusivement à leur intérêt, il doit en être de même des nations elles-mêmes. Je ne nie pas qu'elles ne traversent des jours où l'homme ne semble plus préoccupé que de deux choses : les affaires et les plaisirs, les affaires pour gagner de l'argent, les plaisirs pour utiliser l'argent. Quand il n'y a plus que cela ici-bas, la société est en décadence. Je ne conteste pas non plus que l'homme n'agisse qu'en vertu d'un mobile. Lorsque l'impulsion est grande, l'homme et, par suite, les peuples sont grands; lorsqu'elle est petite, ils sont petits; lorsqu'elle est misérable, ils sont misérables. Mais, croyez-le, jamais la décadence n'est universelle. Au milieu des nations les plus corrompues et les plus flétries, il subsiste des âmes fortes, des consciences droites et pures, dont l'idéal s'élève au-dessus du manger et du dormir, que l'amour du lucre et des voluptés laisse insensibles, pour qui le besoin de faire mieux est un besoin inné, et qui travaillent obscurément sans profit pour elles-mêmes, mais au bénéfice d'autrui, à relever la patrie. Philosophes, soldats, littérateurs, inventeurs, artistes, infirmiers des champs de bataille et des hôpitaux, obéissez-vous à l'intérêt personnel? Les économistes vous ont oubliés, comme ils ont oublié la piété filiale, la tendresse maternelle, l'amitié, le patriotisme, tous ces sentiments qui sont l'honneur de l'homme; ils vous ont oubliés ou n'ont pas su vous voir, et c'est là leur plus grave erreur; derrière tout progrès social, il y a un cœur, il y a une âme, il y a donc un sacrifice, un acte héroïque encore plus qu'un appétit.

Si l'intérêt n'est pas l'unique mobile des actions humaines, il ne conviendrait pas cependant d'en trop déprimer le rôle dans la vie sociale. M. le duc d'Harcourt lui fait exactement sa part en l'étudiant chez l'électeur et l'élu, chez le fonctionnaire et le particulier. Est-il trop sévère en disant que le plus souvent ni les uns ni les autres ne peuvent aujourd'hui tenir un grand compte des intérêts généraux et qu'ils sont fatalement amenés à préférer leur intérêt personnel ? Est-il trop peu clairvoyant en affirmant que celui-ci même est parfois un méchant conseiller ? Je ne voudrais pas noircir le portrait qu'il trace, d'ailleurs avec une impartiale modération, de l'électeur et du député, mais on est bien forcé de convenir que si le premier s'inspire le plus fréquemment de considérations tout à fait étrangères au bien commun, l'intérêt du second, c'est-à-dire sa popularité, est manifestement en contradiction avec ses devoirs. Le député qui obtient le plus de faveurs pour ses mandataires est celui qui coûte le plus cher au pays, et le plus sûr moyen de ne pas être réélu, c'est de s'isoler consciencieusement dans les travaux législatifs. Pour être certain de retenir ses commettants à son char, de se maintenir en faveur près d'eux, de se réserver leurs suffrages, il faut moins veiller aux intérêts du pays, qu'à ceux de ses électeurs, on peut même ajouter qu'il est presque inutile de s'occuper des premiers si l'on ne néglige rien pour satisfaire les seconds. Encore l'apparence à cet égard est-elle plus efficace que la réalité. La recette est simple, mais infaillible ; un député la donnait l'autre jour avec une candeur railleuse : « Voulez-vous être un homme charmant aux yeux de vos électeurs ? Répondez à toutes leurs lettres, plutôt deux fois qu'une, faites leurs commissions, conduisez-les dans les bureaux des ministères, recommandez toutes leurs pétitions, tous leurs amis ; que les unes et les autres échouent ensuite, peu importe, si vos compatriotes sont convaincus de votre crédit d'abord, de votre *serviabilité* ensuite. » Il en est de même du fonctionnaire actuel : la fièvre de l'avancement l'a fait moins obéissant que servile ; il apprend tous les jours, parfois à ses dépens, qu'il est plus utile de plaire à un protecteur ou de s'affilier à une coterie que de servir modestement la chose publique. L'ambition allume le zèle, d'accord : mais est-ce toujours un zèle désintéressé pour le pays ?

Soyons francs : si merveilleusement organisée et outillée, si instruite, si *scientifique* qu'elle soit — le mot est à la mode — une nation a toujours besoin de dévouement, et le dévouement ne saurait jaillir que d'une source élevée, d'une inspiration morale, du sentiment religieux. On dit que le besoin transforme les organes sociaux, que s'ils sont vicieux, il les redresse, incomplets, il les achève et les perfectionne. Est-ce bien sûr ? Prenons un exemple : la natalité subit

actuellement en France une diminution considérable, et notre race menace d'être bientôt dans un état inquiétant d'infériorité vis-à-vis de toutes les autres nations. Qui arrêtera cette dépopulation dont la cause n'échappe à personne ? Sera-ce une loi, un règlement de police ? Une prime suffira-t-elle à rendre la fécondité aux femmes françaises et voyez-vous le législateur se glissant, dans ce but, comme un larron, derrière le lit nuptial ? Étudiez, d'autre part, les familles nombreuses. Sont-elles ou non, *toutes*, chrétiennes ? M. d'Harcourt fait à ce sujet une observation aussi neuve qu'ingénieuse : comme la religion, dit-il, se transmet par l'hérédité moins habituellement que l'irréligion, elle finirait par disparaître chez nous si les familles pieuses, honnêtes, n'étaient pas plus fécondes que les autres. Et il justifie son dire en jetant un coup d'œil sur la noblesse française depuis le siècle dernier. Les noms des plus chers élèves de Voltaire et de Rousseau se sont éteints pour la plupart ; les maisons qui s'étaient soustraites aux doctrines philosophiques leur ont presque toutes survécu. Même au point de vue purement démographique, statistique, est-il bon de nier, de proscrire l'influence religieuse ?

Venons enfin au gouvernement parlementaire auquel l'auteur consacre les dernières pages. Mieux vaut un Parlement corrompu que point de Parlement, écrivait Gustave de Beaumont en 1839. Tout le monde est-il bien convaincu de la vérité de cet aphorisme ? Je l'ignore ; mais ce dont je suis certain, c'est que M. le duc d'Harcourt n'est pas un ennemi systématique de cette forme de pouvoir, et qu'il n'en méconnaît pas les services, s'il en accuse les graves imperfections. A une époque où, dit-il avec une pointe d'ironie, la volonté nationale ne se découvre que par le succès des partis, cette volonté doit s'incarner dans un ou plusieurs groupes législatifs. Mais est-il permis d'attendre de ces assemblées une sagesse, une prudence égales à leur autorité ? Elles sont irresponsables ; sont-elles aussi indépendantes ? Non, car elles subissent autant, peut-être plus que l'individu, la contagion, l'entraînement de l'exemple. L'auteur ne fait pas ici seulement allusion à l'influence de la parole qui gouverne, dit-on, les assemblées et les mène, comme les enfants, par l'oreille. Selon lui, elles sont autant, peut-être plus que l'homme, accessibles à l'imitation ; elles inclinent presque toujours du côté d'où souffle le vent. Que de majorités acquises à des avis dont aucun de leurs membres ne voulait isolément la veille ! Pour entraîner le vote, il suffit parfois de promettre aux votants l'avantage numérique qui fait la victoire. Et cependant on ne saurait demander aux assemblées politiques certaines qualités de l'âme humaine, l'unité et la rapidité des conceptions, la suite et la persévérance de l'action, l'énergie et la raison toujours prêtes et semblables à elles-mêmes. A moins d'être

domptée, asservie par un homme, une Chambre flotte d'un extrême à l'autre comme un pendule qui cherche son équilibre sans le trouver jamais, parce qu'elle est un mécanisme, un composé artificiel, non *une* intelligence.

Combien d'autres remarques fines, judicieuses, justes et vraies pourrait-on extraire de ce livre écrit avec une rare mesure, un respect constant des opinions et des personnes, une bonne foi telle que celle dont se vantait Montaigne ! Mais il faut savoir se borner. Je l'ai analysé ce livre, au courant de ses chapitres, sans m'attarder à ouvrir une parenthèse ou à faire une réflexion afin de le livrer pour ainsi dire, dans sa vérité nue, au lecteur. De critique, il n'en a pas besoin, car on sent trop aisément que l'expérience l'a dicté, et une expérience longuement acquise dans des milieux bien différents, qu'aiguise encore le spectacle de nos ruines, de nos déceptions, de nos récents malheurs. De commentaires, il en soulèverait un trop grand nombre ; si l'on tentait d'étudier l'application des grandes lois sociales à tous les phénomènes de la vie de notre société, il ne suffirait ni d'un article, ni même d'un volume. Les lois, j'aurais pourtant souhaité qu'elles fussent indiquées, au moins d'un trait et pour les principales, celles qui sont aujourd'hui discutées, sinon admises en leur entier, celles que l'on a le droit de considérer comme des bases ; même dans un exposé rapide, leur formule eût été à sa place. Oserai-je ajouter que la lecture toujours si inspiratrice et si féconde de l'œuvre de M. Le Play y eut, en le captivant, singulièrement aidé l'auteur ? Il est vrai qu'en cette matière plus qu'en toute autre, l'écrivain vaut moins par ce qu'il répète que par ce qu'il observe et découvre lui-même, en s'isolant dans ses propres forces. Au demeurant, M. d'Harcourt ne s'est pas flatté de pénétrer toutes les lois sociales et de fermer la carrière à ses successeurs. Il s'est tenu prudemment au précepte des *Essais* : « Je voudrais que chacun escrivist ce qu'il sçoit, et autant qu'il en sçoit, » mais sans aller au delà, ni embrasser ce que ne lui a pas révélé sa propre expérience. Il ne s'attend pas davantage à faire une révolution dans la science politique ; il y a longtemps, hélas ! que la raison, la perspicacité, la clairvoyance, la bonne judiciaire ne révolutionnent plus, si elles ont jamais changé les hommes. Elles s'imposent pourtant à eux ; comme la vérité, elles doivent être leurs maîtresses, et c'est pourquoi il ne faut ni désespérer de leur victoire finale, ni cesser d'en faire entendre le langage. Quelque voie que l'on suive, le bon sens doit être de tout.

Henri BEAUNE.

LA CONDITION DES PAYSANS

DANS L'EMPIRE BYZANTIN (1)

I

Suivant l'idée généralement répandue, Byzance n'était qu'un mauvais de vices; l'histoire du Bas-Empire, série de crimes et de malheurs, n'offre que le spectacle de la pourriture millénaire d'une agglomération de peuples hétérogènes. Ce jugement est le résultat d'une connaissance très superficielle de l'histoire byzantine. *A priori* il paraîtrait même étrange qu'un Empire exposé aux attaques continues des tribus slaves, avars et asiatiques de toute provenance, eût pu résister mille ans après la chute de l'Empire occidental romain, s'il n'y avait eu dans le peuple quelque chose de moral, de sain, de vigoureux, et dans son gouvernement un esprit sage de réforme. On a beaucoup travaillé à Byzance. Le Bas-Empire a eu une période glorieuse de réforme sociale. Il a su créer des institutions qui ont atteint un but analogue à celui réalisé par l'organisation sociale et politique de l'Occident au moyen âge, bien que leur forme fût différente. L'Empire et la société y ont même reçu une stabilité plus durable. Le christianisme et les mœurs encore intactes des peuples nouveaux ont, dans le Bas-Empire ainsi que dans l'Occident, créé une civilisation chrétienne, supérieure à celle que nous subissons. C'est la résurrection des idées païennes de l'antiquité que nous nommons « Renaissance » en Occident, qui est enfin parvenue à détruire le Bas-Empire, après avoir ruiné l'équilibre social, créant richesse et misère au lieu du bien-être général. De même que la Renaissance a fondé l'absolutisme princier, les coteries de nos jours et la question sociale avec tous les germes d'une anarchie complète, la résurrection païenne du Bas-Empire l'a rendu impuissant à se défendre et en a fait la proie des Turcs.

Nous avons à distinguer trois périodes dans l'histoire byzantine au point de vue spécial que nous étudions (2). La période de Justinien (527), codification du droit romain déjà quelque peu mitigé par l'influence du christianisme; la période des empereurs isauréens (730)

(1) Le présent travail fait partie d'un ensemble d'*Etudes sur l'histoire politique de la petite propriété*. MM. R. Meyer et G. Ardant en ont esquissé le plan dans un rapport à la Société d'économie sociale. (V. *Bulletin*. t. IX, 1^{re} partie, 1884, p. 57; la *Réforme sociale*, t. VII, p. 573). Le premier volume de l'ouvrage paraîtra prochainement. (N. du Secrétariat.)

(2) Le sujet de notre livre est, nous le rappelons, de rechercher l'influence de la distribution de la propriété sur l'histoire d'un peuple ou d'un Etat.

ère pleine de réformes fécondes ; la résurrection, sous Basile le Macédonien et son successeur Léon le Sage (867), du droit romain qui se heurte contre la coutume et les mœurs du peuple. Il ne lui faut pas moins de quatre siècles pour obtenir un triomphe complet que fêtent les légistes de la décadence et qui prépare la fin de l'Empire.

Le droit de Justinien respecte encore la *patria potestas* jusqu'à la mort du père sur la personne et la fortune de l'ὑπεξούσιος qui ne peut disposer librement que du gain acquis comme soldat, employé d'État ou clerc ; il favorise déjà la fondation des biens de l'Église qui alors avaient encore — et l'ont gardé plus longtemps en Orient qu'en Occident — le caractère d'un patrimoine des pauvres ; il protège le paysan contre le capitaliste ; il conserve et augmente le nombre des propriétés inaliénables des soldats de la frontière, il limite l'intérêt du capital, surtout s'il est prêté à un paysan.

L'ἐκλογὴ et le νόμος γεωργικὸς de Léon l'Isaurien, (717), vont plus loin. La *patria potestas* s'affaiblit, la juridiction du père sur les membres de sa famille passe à l'État ou à l'Église, la fortune gagnée par les enfants est leur propriété, l'idée de la communauté des biens dans la famille prend forme légale, les parents doivent laisser aux enfants un tiers ou moitié de la fortune, le droit de tester est limité, enfin la propriété foncière devient l'objet d'une législation spéciale.

Le droit de Justinien ressuscité sous Basile et Léon le Sage fait bon marché du droit spécial rural. Ce droit des cultivateurs est entré pourtant dans les mœurs et plus d'un empereur légifère encore dans son sens pour protéger le paysan.

C'est l'histoire de ce droit, dans ces phases diverses, que nous avons maintenant à tracer.

II

Sans aristocratie de sang, sans employés d'État héréditaires, tels que les « ministeriales » de l'Occident, le Bas-Empire n'a pas vu se constituer de biens féodaux. Les grandes propriétés foncières n'ont pas manqué néanmoins et sont même devenues l'objet de mesures spéciales. Leurs propriétaires étaient les successeurs directs des « possessores » romains qui eux-mêmes restaient soumis au droit commun comme le reste du peuple, et n'exerçaient aucun pouvoir judiciaire administratif ou militaire sur le peuple qui habitait ces latifundia ; c'est en cela que ces grands domaines se distinguent des biens féodaux de l'Occident dans la même période.

Les « possessores » subissant le droit commun, il n'y avait pour eux ni majorats, ni fidéicommiss, ni substitutions ; leurs propriétés

se divisaient également entre les enfants en cas d'héritage. Mais les grandes propriétés étaient cadastrées à part et payaient leur impôt directement au fisc, tandis que les autres petites possessions étaient portées sur les cadastres communaux et payaient l'impôt à un membre de la commune responsable vis-à-vis du fisc pour la totalité de l'impôt. Ce système existe encore en Russie, où le staroste, maire de la commune rurale, est responsable devant le fisc; de même la distinction relative au mode de paiement de l'impôt est actuellement maintenue en Prusse et en Autriche entre la « grande » et les autres propriétés : le propriétaire d'un « grand domaine » (*Grossgrundbesitz*) paye directement l'impôt à l'État; les petits propriétaires payent à un percepteur communal.

Nous ne connaissons aucune loi ou mesure administrative dans l'Empire byzantin qui protège l'intégrité de la grande propriété, ou favorise sa formation, mais nous pouvons en énumérer plusieurs qui l'entravent et empêchent la petite propriété d'être engloutie par les latifundia comme en Occident. Nous pouvons citer plus d'une loi qui constitue une solidarité des petites propriétés et en favorise la permanence; c'est à cette législation que le Bas-Empire a dû son étonnante stabilité! Quelle leçon pour notre siècle où la liberté du commerce des terres fait disparaître, ou conduit à l'endettement, le petit propriétaire rural, base de tout État.

Le Bas-Empire avait à lutter sans cesse contre les invasions des peuples dits « barbares » et devait, comme les États européens de nos jours, soutenir une grande armée permanente. Son système de centralisation à outrance exigeait une nombreuse bureaucratie; son budget était donc considérable et suivait une progression constante, comme chez nous. Les impôts augmentaient donc sans cesse. En même temps les profits de l'agriculture, de l'industrie et du commerce diminuaient avec une population qui ne cessait de s'accroître, surtout dans les villes industrielles. Les guerres avec les barbares fermaient les débouchés pour l'industrie, les prix baissaient, la valeur relative des métaux précieux ou de l'argent proprement dit augmentait, comme chez nous encore une fois. L'État demandait plus d'impôts, le producteur gagnait moins, la société marchait vers la banqueroute. L'État du moins tâchait d'en préserver la classe la plus précieuse, celle des petits propriétaires; c'est en ce point qu'il est supérieur aux États de nos jours.

L'État accordait à quelques-uns de ses sujets des « indulgences »; un empereur déclarait par exemple un favori libre d'impôt. Les biens de l'Église payaient la capitation, mais étaient exempts des impôts accidentels ou extraordinaires. Un nouvel empereur effaçait souvent, pour se bien faire venir du peuple, la dette d'impôt accumulée.

Cependant l'État avait besoin d'argent, et les impôts ne pouvaient que s'accroître à la suite de telles mesures.

Plus d'un propriétaire voyait arriver le jour où le sol ne rapporterait plus ce que le fisc exigeait. Il quittait alors sa propriété qui augmentait le nombre des « agri deserti ».

L'État donnait ces terres abandonnées à celui qui se déclarait prêt à en supporter les charges fiscales. Mais bientôt il ne se trouva personnes pour les accepter sous cette condition. Le même fait se reproduit de nos jours, par exemple en Hongrie, où la vente à l'enchère des propriétés délaissées ou saisies pour arriérés d'impôt n'a pas rencontré d'acheteurs.

L'État fut entraîné plus loin : le possesseur de propriétés productives n'eut plus la faculté de délaissier ses domaines improductifs ; il dut les garder et payer leur impôt par le profit qu'il tirait d'autres sources. Mais comment aviser si un propriétaire n'avait pas d'autres ressources et abandonnait tout son avoir ? L'État forçait alors d'autres propriétaires de biens fonciers encore productifs à prendre possession des « agri deserti » et à en payer l'impôt. Ce système qui date déjà de Constantin le Grand est connu sous le nom de *ἐπιβολή*.

Les voisins sont ainsi intéressés à ce qu'aucun d'eux ne devienne incapable de payer l'impôt ; une *solidarité* s'établit donc entre eux. Il va sans dire qu'après la division d'une grande propriété, si une des parts était abandonnée par son propriétaire, elle était donnée aux propriétaires des autres qui restaient solidairement obligés pour la totalité de l'impôt.

Les domaines délaissés, avec les colons, les bâtiments, le cheptel et tout ce qui s'y trouvait devenaient la propriété de celui à qui l'État les concédait. Les biens-fonds de l'Empereur et de l'Église étaient exempts de ces donations obligatoires. Dans les communes les voisins qui possédaient des biens fonciers ou des maisons devenaient, toujours sous l'empire de la même contrainte, propriétaires des biens délaissés.

Aussi dès Constantin le Grand voyons-nous s'établir le principe qu'une vente d'un bien-fonds à un homme étranger à la commune doit être soumise au consentement des membres de cette commune ; le but de cette précaution est d'empêcher qu'un membre solvable ne soit remplacé par un autre aux ressources plus douteuses ; les empereurs Théodosius et Honorius ordonnent que nul, à l'exception d'un « convicanus » ne pourra acquérir de biens fonds dans les « Metrocomies » ; et en 468 il fut défendu encore une fois à tout « extraneus » d'y acquérir une terre. Cette matière fut définitivement réglée en 922 par l'empereur Romanus Lacapenus.

L'épibolé s'adresse aux *πλησιόχωροι* et aux *γείτονες*. Chacun peut

vendre sa propriété à qui il veut, mais les deux classes susnommées ont le droit de préemption pendant seize mois. Il en était de même pour un long contrat de bail ou une emphytéose. Mais pour empêcher la formation des latifundia ainsi favorisée par ce droit des voisins, et pour maintenir intacte la surface de l'empire occupée par la petite propriété (accrue d'autre part par la division des grandes propriétés en cas d'héritage), l'empereur Nicephorus Phocas ordonna en 963 qu'un « puissant » δυνατός, ne pourrait excercer ce droit que vis à vis d'un autre « puissant » ou grand propriétaire, et un « petit » seulement vis à vis d'un autre « petit ».

Lorsque l'empereur Romanus Argyrus, en 1028, abolit l'épibolé, personne ne fut plus astreint à l'obligation de prendre une terre déserte, mais le droit de préemption des parents et voisins resta en vigueur ; il existe encore sur les Balkans, et fait pour ainsi dire une famille de chaque commune.

A partir du troisième siècle le principe s'établit que nul, à l'exception des membres des familles riches, ne peut quitter sa commune ; c'était une conséquence naturelle de la pénurie de l'État et du désir des pauvres de se soustraire à l'impôt. Les possesseurs ne pouvaient pas plus payer l'impôt, en cas de fuite de leurs colons, que les maires des communes, si leurs habitants abandonnaient le territoire communal. C'est ainsi que les petits propriétaires, tout en restant personnellement libres, se trouvaient fixés à une commune.

Sous Justinien, ce principe était en vigueur pour les « coloni » et les « rustici » ; cet empereur décida, dans un but protecteur, que les « agricolæ » pendant le temps des semences et de la récolte ne pourraient être obligés aux « extraordinaria munera », et que le cheptel d'un paysan — quod ad culturam agri pertinet — ne serait saisi pour aucune dette. Désormais le créancier d'un paysan ne peut plus se faire donner en gage la terre, les esclaves, les bœufs, les moutons, en un mot, ce qui est nécessaire à l'agriculture ; il ne peut pas demander plus de 4 1/2 pour 100 d'intérêt annuel pour l'argent prêté, et plus de 12 pour 100 pour les fruits avancés. Nous rencontrons ici une loi de « homestead-exemption » bien complète !

III

L'invasion des peuples slaves a probablement été la cause de la proclamation du νόμος γεωργικὸς du huitième siècle. Dans cette période, la classe des cultivateurs se compose de paysans libres qui vivent sans aucune sujétion sur le territoire des communes, et de

paysans dépendants qui travaillent sur les propriétés de l'État, de l'Eglise et de grands propriétaires.

Pour les premiers toutes les terres de la commune sont en principe à tous. C'est le communisme agraire, tel que nous le constatons de nos jours dans le *mir* russe. Les membres de la commune sont des associés, mais ils peuvent cultiver isolément des terres qui leur sont attribuées. Ils peuvent demander le partage de la terre de la commune, et le sort réparti à chacun une part égale ; les paysans ont souvent des esclaves, des hommes loués ou des métayers. Tous, même s'ils ont partagé la terre de la commune, sont solidairement responsables pour l'impôt.

C'est le type de la commune slave que nous retrouvons ici. Ces Slaves se trouvent presque dans la situation des peuples teutons qui s'établirent en Gaule vers la fin de l'Empire romain d'Occident, avant Clovis ; mais ces derniers n'y gardèrent pas la communauté des terres, qui leur était originaire, que César et Tacite ont étudiée et qui a persisté longtemps en Allemagne, même jusqu'à nos jours dans quelques parties du département rhénan de Trèves.

Pendant toute la durée de l'Empire byzantin, jamais une parcelle d'une semblable commune ne pouvait être considérée comme terre vacante ; elle appartenait aux membres de la commune tant qu'un seul d'entre eux restait vivant ; une terre, devenue vacante, était répartie aux autres membres, proportionnellement à l'impôt foncier payé par eux. A côté de ces cultivateurs libres, ainsi que nous l'avons dit plus haut, des paysans vivent en dépendance sur les terres des grands propriétaires ; le *μοστέτης* ne doit au propriétaire du sol que la « dixième gerbe », rente foncière bien peu élevée.

Les paysans, sur les biens de l'Eglise, sont soumis à la même loi, d'origine biblique. Ces paysans dépendants sont personnellement libres et peuvent quitter les domaines sur lesquels ils vivent.

Le propriétaire peut, d'autre part, contraindre ce paysan à quitter le domaine, mais lorsque ce dernier est resté pendant trente ans, la loi, qui permet toujours au cultivateur d'abandonner la terre, défend au maître de l'en expulser. Cet âge d'or du paysan byzantin ne devait pas éternellement durer.

De grandes disettes, en 927-33, contraignirent beaucoup de cultivateurs libres à se mettre sous la dépendance d'un riche propriétaire et des legs faits à l'Eglise augmentèrent, comme en Occident, le nombre des paysans sur les biens ecclésiastiques. Depuis, ces hommes libres au temps de la proclamation du « *nomos georgikos* », ne purent plus quitter la terre du seigneur sans son consentement ; mais en compensation, l'empereur Eusthathius Romanus ordonna que les paysans, par un séjour de trente ans, deviendraient propriétaires des

terres cultivées par eux, et ne pourraient en être chassés ; sous la condition de payer des redevances fixes au propriétaire du domaine, ils pouvaient entre eux échanger et transmettre ces terres : *παροικοί* est le nom de ces paysans. Les redevances augmentaient dans ces temps de misères ; au lieu de la dîme, les « *paroikoi* » devaient des impôts plus élevés et même des corvées.

L'Empereur Léon le Sage, 886, qui continua dans le sens du droit romain la réaction législative commencée sous le règne précédent, avait permis aux employés d'Etat d'acquérir des terres ; mais dès 922 Romanus Lacapenus défend aux « puissants », *δυνατοί*, de recevoir ou d'acquérir quoi que ce soit d'hommes de situation inférieure, si ces derniers ne sont pas leurs parents ; il était surtout interdit aux *δυνατοί* d'acheter des terres dans les communes où ils n'avaient pas déjà eux-mêmes des domaines ; dans ce cas ils ne pouvaient pas même y acquérir des possessions par voie d'échange. La lutte entreprise par la législation pour protéger les paysans contre les tendances naturelles des riches à constituer des « latifundia, » dura jusqu'à la fin du dixième siècle.

Étaient considérés comme « *dunatoi* » les employés supérieurs d'Etat et de l'Eglise et tous les hommes distingués par la richesse ou la considération. Ils ne peuvent plus acquérir par achat ou de quelque autre manière ni villages, ni fermes, pas plus pour eux-mêmes, que pour les domaines de l'Etat ou de l'Eglise. Un paysan qui se fait moine ne peut apporter au monastère la terre dont il est propriétaire.

Ces lois sages ont été appliquées jusqu'au treizième siècle ; à partir de cette époque elles tombent en désuétude. Le livre de droit de Constantius Harmenopolus, sous l'empereur Joannes Palæologus, 1341, dit qu'on ne les observe pas ; nous constatons déjà un amoindrissement sensible dans l'état des paysans libres qui disparaissent, se transforment en colons opprimés par les riches propriétaires, et n'ont plus aucun intérêt à défendre l'Empire, mûr enfin pour la destruction.

Outre les paysans libres il y eut pendant toute la durée du Bas-Empire des paysans-soldats, dont les successeurs ont vécu sur la frontière militaire de la Hongrie, de la Croatie et de l'Autriche jusque dans la seconde moitié de notre siècle, et jusqu'au jour où le libéralisme moderne, qui a tant détruit et n'a su créer, avec une ploutocratie sans patrie et aux trois quarts juive, qu'un prolétariat international, en est aussi devenu maître.

On sait que ces soldats de la frontière furent colonisés dès les premiers temps de l'Empire romain. Le revenu des terres concédées constituait leur salaire et leur permettait de subvenir aux frais d'équipement. Ces terres étaient naturellement inaliénables, et l'héri-

tier était soumis au service militaire de la frontière. Aux époques orageuses, du septième au dixième siècle, cette institution fut sérieusement ébranlée ; les hommes furent tués ou chassés par les hordes asiatiques qui inondaient l'Empire. Mais le jour où ces invasions continuelles cessèrent, après l'établissement définitif des peuples bulgares et slaves, les empereurs reconstituèrent cette organisation. Le grand réformateur du Bas-Empire, Romanus Lacapenus ordonne dans son statut organique de 922, que toutes les manses militaires aliénées depuis trente ans ou qui le seraient à l'avenir, devraient être restituées aux anciens propriétaires militaires sans dédommagement pour l'acquéreur, sauf le cas où il resterait au soldat une terre suffisante à sa subsistance et à son entretien. L'empereur Constantin Porphyrogenitus, en 945-59, Romanus Junior et Nicephorus Phocas, 967, ont légiféré dans le même sens. Depuis, les manses militaires doivent représenter une valeur de quatre livres d'or pour les hommes de la cavalerie et de la marine, de douze livres d'or pour les soldats à lourde armure. Le soldat doit, avec le revenu de cette manse, s'armer et se nourrir, lui et son successeur. S'il y a plusieurs héritiers, ils doivent fournir un d'entre eux à l'armée comme soldat. Aucune parcelle ne peut être aliénée des manses anciennement cadastrées, même si leur importance dépasse la valeur normale de leur catégorie ; les autres manses ne peuvent être réduites au-dessous de la valeur normale. Sous aucun prétexte et à aucune condition un « puissant » ne peut acquérir une manse de cette nature, même par héritage. Ces domaines ne peuvent être aliénés qu'à d'autres soldats, et même dans ce cas, les héritiers ont le droit de réclamer la manse. Cette faculté appartient aux héritiers de sang d'abord, et s'il n'en existe pas, aux plus pauvres des combattants qui dédommageront l'acquéreur évincé, mais seulement dans la mesure qui leur sera possible. Ce système de service militaire a persisté jusqu'à la fin du Bas-Empire, et les conquérants ottomans l'ont adopté pour ce qu'on nomme les fiefs militaires des soldats turcs.

IV

L'Empire byzantin nous montre une sage distribution de la propriété foncière : une petite partie du sol seulement était appropriée individuellement. L'Empire ou l'empereur possédait de vastes domaines que venaient augmenter les confiscations assez nombreuses exercées sur les biens d'hommes puissants tombés en disgrâce. Ces biens d'État n'étaient pas dilapidés en bénéfices héréditaires tels que ceux qui ont réduit à la pénurie et à l'impuissance l'Empereur d'Oc-

cident ou allemand et créé une aristocratie féodale indomptable. Les domaines de l'État byzantin étaient cultivés par des « paroikoi, » dont la situation économique était généralement meilleure que celle des cultivateurs sur les terres des « puissants ».

Une très grande partie du sol constituait le patrimoine des pauvres sous l'administration de l'Eglise. Exempts des impôts extraordinaires, ces domaines payaient l'impôt ordinaire. Les moines travaillaient aussi sur ces terres et plus encore qu'en Occident.

Les paysans de ces domaines n'étaient pas réduits à l'état précaire dont souffraient les cultivateurs sur les biens ecclésiastiques de l'Occident ; ils ne pouvaient être expulsés à volonté. En Occident, il est vrai, les fonctionnaires de l'Eglise n'ont pas abusé de ces droits, mais après la confiscation des biens de l'Eglise et leur distribution partielle (concessions ou ventes) à l'aristocratie, comme en Angleterre, le nouveau maître a souvent usé de cette faculté. Dans l'empire byzantin ces paysans étaient paroikoi ou fermiersemphtéotiques avec tenure assurée et fixation des redevances qu'on ne pouvait augmenter à volonté. Une grande partie du revenu de ces biens ecclésiastiques était jusqu'à nos jours employée à des œuvres de bienfaisance, et les Turcs, les conquérants les plus humains que l'histoire connaisse, ont respecté ces domaines et leur destination (1).

Une autre partie du sol était nationalisée dans des manses militaires. Le reste n'était pas entièrement propriété individuelle. Une partie appartenait à des communes de paysans libres, vivant en communauté agraire, comme les paysans du mir russe.

La propriété foncière privée se divisait en biens de paysans libres ; leur nombre a, comme nous l'avons vu, diminué avec le temps, surtout depuis le treizième siècle dont la fin signale le commencement de la décadence de l'Occident, appelée « renaissance ». Le reste de la propriété privée aux mains des riches, dits « puissants » s'accrut par l'achat des biens des paysans dans les derniers siècles de l'Empire, malgré les amoindrissements que lui firent subir les confiscations des empereurs, et le sort des paysans sur ces terres empira à mesure que les lois protectrices du huitième au dixième siècle furent moins observées, et que le droit romain l'emporta sur le droit coutumier slave, codifié, pour ainsi dire, dans le « nomos georgicos ».

Ce qui caractérise l'histoire sociale du Bas-Empire, c'est la préoccupation presque continuelle des empereurs d'empêcher l'accumulation des terres dans des « latifundia » en propriété privée et indi-

(1) Il est fort intéressant de comparer, avec ce que nous venons de décrire, l'organisation actuelle de la propriété dans les diverses parties de la Turquie d'Europe. V. F. Le Play, *les Ouvriers européens*, t. II. Forgeron bulgare de Samakova, près Sofia ; § 47 : sur la constitution de la propriété territoriale en Turquie ; texte complété avec le concours de Suavi Effendi.

viduelle, l'établissement en réserve d'une grande partie du sol comme domaine national sous deux formes, domaine d'Etat, dont le revenu net tombait entièrement dans la caisse de l'Etat et diminuait indirectement le fardeau de l'impôt, et domaine de l'Eglise, dont le revenu reçu en grande partie sa destination sainte, la bienfaisance. Malgré la corruption bien connue du haut clergé grec, on n'en arriva jamais, pendant le Bas-Empire, au système général des commendes et à l'accaparement de tout le revenu ecclésiastique par les fonctionnaires de l'Eglise ; les paysans de ces biens ont été protégés par des lois contre l'abus de pouvoir des évêques et des abbés ; la plupart des moines, restés ouvriers agricoles à côté de ces paysans, ne sont pas devenus une caste opposée socialement au bas peuple ; l'Eglise s'est maintenue populaire et aucune réforme ou réformation n'a brisé son unité et détruit l'essence éminemment sociale du christianisme.

Les Eglises nationales grecques de nos jours sont une création des princes que ne motivait aucun soulèvement du peuple contre l'Eglise ancienne. Cruels avec les puissants, les empereurs ont généralement été cléments pour le peuple ; ils lui ont laissé dans les communes rurales une grande liberté, ils l'ont préservé surtout de la juridiction de la classe des grands propriétaires, et lui ont donné l'égalité parfaite devant les cours impériales. Si, à la fin de l'Empire, les juges et employés d'Etat sont devenus corrompus et vénaux, toutes les classes du peuple en ont souffert également. La classe supérieure n'a pas été favorisée par des lois spéciales ; elle n'a jamais joui surtout d'un droit de succession privilégié destiné à favoriser la perpétuation des grandes fortunes dans les mêmes familles ; au contraire, le partage égal a détruit ce que la fortune ou l'avidité avait accumulé. Pendant ce temps, la classe des petits propriétaires ruraux, et même des cultivateurs du sol dépendants, a été protégée par des lois spéciales, et si on l'a laissée soumise au partage égal en vigueur, on lui a garanti la totalité du domaine possédé par elle ; on n'a pas détruit les communautés agraires des paysans, tout en leur laissant la liberté de les dissoudre eux-mêmes par consentement général, et on a rendu presque propriétaires, du moins occupants assurés, les esclaves ruraux et les colons de l'ancien Empire romain.

Si nous cherchons dans l'histoire un absolutisme vraiment éclairé, nous ne le trouverons ni dans la France de Louis XIV, ni dans la Prusse de Frédéric le Grand, mais dans le Bas-Empire de Constantin le Grand jusqu'au temps des Paléologues. L'Occident a imité les mauvaises créations du Bas-Empire, sa bureaucratie, par exemple, et ne s'est pas même douté jusqu'à nos jours, de ses bonnes institutions et de ses lois sociales.

Rudolf MEYER et Gabriel ARDANT.

LES COLLÉGIENS D'AUTREFOIS

(Notes recueillies dans un livre de raison.)

Rien n'est plus intéressant que les témoignages du passé relatifs à l'éducation et à l'instruction des enfants. Par malheur, rien n'est plus rare que les documents sur ce sujet. Seuls, les papiers intimes de la famille recèlent quelques notes qui y aient trait, et ce côté des mœurs de nos pères sera sans doute un des points que l'étude des livres de raison aura le plus contribué à éclairer.

Dans les villes, le père de famille ne manquait pas de ressources pour l'instruction de ses enfants. Dès le moyen âge, les plus petites agglomérations urbaines ont leurs écoles; les unes se trouvent placées sous le patronage et l'autorité directe de l'Évêque; les autres ont le caractère d'un établissement municipal; d'autres encore sont entretenues par un chapitre, un monastère, une communauté de prêtres. Plus tard, et surtout à partir du xvi^e siècle, des collèges se fondent; les Jésuites, de 1580 à 1630, en créent ou en relèvent un grand nombre (1). D'autres congrégations religieuses, les Doctrinaires notamment, en dirigent de fort importants. — Nous ne parlons pas des grandes villes, où, à côté de l'instruction classique, l'enseignement supérieur, celui de la médecine et du droit surtout, existe dès une époque plus ou moins reculée et permet aux familles de robe et de finance de faire donner à leurs enfants, après qu'ils ont parcouru le cycle de l'instruction secondaire, les connaissances spéciales dont ils ont besoin pour exercer la charge paternelle ou arriver à la haute situation rêvée pour eux.

Il n'en est pas de même à la campagne. Les bourgs possèdent des écoles; mais on ne peut prétendre qu'au moyen âge, et même au xvi^e et au xvii^e siècles, ils en possèdent tous. Puis il est permis de se demander si, dans les petites écoles de village, l'enseignement va bien loin. L'éducation morale, on l'y trouve assurément, et c'est un grand point; mais les enfants qui fréquentent l'école et à qui le maître, prêtre ou laïque, ne s'intéresse pas d'une façon toute

(1) V. A. SILVY, Les Collèges en France avant la révolution (*La Réforme sociale*, 1^{er} sept. 1885).

particulière, qu'apprennent-ils au delà du catéchisme et de la lecture ? Il serait téméraire de vouloir répondre à cette question d'une façon un peu précise, et on courrait grand risque de s'égarer en accordant une valeur exagérée à certaines données qui, à notre sens, peuvent fournir des notes utiles, mais ne sauraient constituer les éléments d'un travail sérieux de généralisation.

Il fallait donc que le père de famille, fixé par ses devoirs ou ses intérêts à la campagne, se décidât à éloigner de lui ses fils pour les faire instruire, dès qu'ils avaient acquis la somme de notions rudimentaires offerte aux enfants par l'école du village. Parfois le curé ou le vicaire était chargé de donner au petit bonhomme un supplément de bagage et de lui enseigner un peu de grammaire avec un peu de latin. Mais, sauf un petit nombre d'exceptions, l'enseignement du précepteur local n'allait pas plus loin, et vers douze ou treize ans, l'enfant devait aller, dans une ville voisine, se faire inscrire parmi les auditeurs des cours d'un collège ; auditeurs externes, car l'internat était presque inconnu à cette époque et l'idée n'en était guère acceptée que pour les séminaristes. Quand on ne laissait pas aux enfants eux-mêmes le soin de s'occuper de pourvoir à leur nourriture, on ne les mettait point en pension dans un établissement scolaire, pas davantage dans une hôtellerie, mais chez un particulier, qui se trouvait investi en quelque sorte de la tutelle morale de l'écolier. Le plus souvent, du reste, l'hôte n'était que le logeur du jeune élève et ce dernier devait lui-même faire les frais de sa subsistance à l'aide des maigres subsides de la famille ; le père laissait à son fils assez peu d'argent pour que l'enfant ne pût se départir de la plus stricte économie sans s'exposer à mourir de faim.

Souvent, au surplus, deux, trois, quatre écoliers de la même localité demeuraient ensemble et vivaient en commun, plus agréablement et à moins de frais. Ils s'assistaient l'un l'autre, se servaient, s'égayaient, se soignaient en cas de maladie, se partageaient les menus soins de leur petit ménage, s'entraidaient pour faire leurs devoirs ; ils se surveillaient aussi et cette surveillance, non moins que ces bons offices, constituait pour les parents une réelle garantie et pouvait leur donner une tranquillité relative. Il leur fallait avoir une bien grande confiance dans la solidité des principes reçus au foyer par l'enfant et dans l'influence des habitudes religieuses ; car l'écolier était livré à lui-même et jouissait de beaucoup de liberté. Il en est encore ainsi dans plusieurs pays étrangers ; mais quelle mère française de notre temps pourrait supporter la pensée de voir son enfant isolé, réduit à ses propres forces, contraint de songer aux besoins de chaque jour, de faire face à toutes les nécessités de la vie à un âge où, dans la maison paternelle, toute la famille s'empresse

pour le soigner et le servir ? Beaucoup de pères ne frémiraient-ils pas en voyant leur fils s'initiant, à ses propres dépens, aux habitudes de la plus stricte économie, alors qu'au foyer ils lui ont laissé ignorer de la façon la plus complète le prix de l'argent, et envisager comme un châtiment toute besogne un peu dure, toute fatigue, toute privation.

Plusieurs de nos livres de raison limousins — nous dépouillions ces derniers jours le *cinquantième* de notre recueil, — nous fournissent d'intéressantes indications sur la période dont nous nous occupons ici. Mais dans aucun de ceux que nous avons pu consulter jusqu'ici, nous ne trouvons à cet égard des renseignements aussi précis et aussi curieux que ceux consignés dans son livre de raison par Pierre Doumail, notaire royal à Gros Chastang, aujourd'hui chef-lieu d'une commune du canton de La Roche Canillac, arrondissement de Tulle (Corrèze).

Le notaire Doumail, comme c'était l'ordinaire à cette époque, a une nombreuse famille : huit fils, dont le premier est né en 1596, le dernier en 1617, se pressent au foyer et attendent l'instruction de la sollicitude paternelle. Le père a, de plus, à achever l'éducation d'un de ses frères, Jean, à laquelle il doit pourvoir en sa qualité d'aîné. C'est par celui-ci qu'il commence l'apprentissage des soins qui vont occuper une partie de son existence.

A quelques lieues seulement de Gros Chastang, la ville de Mauriac, où tous les habitants des environs sont appelés par des foires importantes, possède, dès la fin du seizième siècle, un collège de Jésuites. C'est dans cet établissement que toutes les familles aisées de la contrée envoient leurs enfants. Doumail y conduit son frère, et au retour il écrit sur son livre de raison : « Le 14^e jour de février 1606, j'ai mené mon frère Jean à Mauriac, au collège des Jésuites. Je l'ai logé chez Guillaudon Mourinot, à qui je donne onze sols par mois d'école; et lui ai baillé un linceul (drap de lit) et une écuelle d'étain : il doit fournir tout le reste. Je lui ai avancé vingt sols, et j'ai donné à mon frère 33 sols 4 deniers plus six sols de pain. Coudert et Chaudet y ont mis les leurs (fils ou frères), et ils vivront tous trois ensemble. »

C'est un peu moins de quarante sols qu'en argent ou en pain le notaire a laissé à Jean, et cette petite somme doit suffire à la nourriture de l'écolier pendant près de deux mois. Le mardi de la semaine sainte, seulement, Doumail fait passer à son frère un nouveau subside, quarante sols; de plus les trois familles se cotisent pour envoyer aux enfants la moitié d'un porc, afin qu'ils puissent fêter Pâ-

ques. On leur envoie également un petit cadeau le jour de la Pentecôte. Doumail va à Mauriac le 8 juin et leur porte lui-même trois livres à chacun; le 10 août, c'est Couder qui y va à son tour et leur laisse 45 s. C'est en somme un peu moins de dix livres que chaque enfant a dépensées, pour sa subsistance, non compris le porc et quelques provisions accessoires, pour une période de sept mois, du 14 février au 10 septembre, soit à peu près un sou par jour. Le pouvoir d'achat de l'argent fût-il, à cette époque, triple de celui qu'il a aujourd'hui, comme le sol d'alors équivalait à 14 centimes et que 14 c. triplés ne représentent pas plus de 42 c., il faut reconnaître qu'avec cette faible somme, ils n'ont pu guère manger autre chose que du pain. On voit du reste, dans les envois de l'année suivante, figurer plusieurs fois de la farine; par contre, on laisse aux enfants moins d'argent.

Les propres enfants du notaire grandissent, et Doumail bientôt doit s'occuper de leur instruction. Une note de son livre nous fait penser qu'il les a envoyés d'abord à la petite école tenue par le vicaire de la paroisse; mais, pour de futurs tabellions, le modeste enseignement qu'on y peut recevoir est loin d'être suffisant. Voici que l'aîné, François, a onze ans : le père se résout à le mettre au collège de Tulle. Peut-être la discipline est-elle moins dure dans cet établissement. Peut-être aussi les Jésuites de Mauriac n'ont-ils pas de classes élémentaires. Quoi qu'il en soit, Jean, déjà habitué à se tirer d'affaire, ira à Tulle avec François et lui servira de maître. Citons encore le registre de famille :

« Le 4^e jour du mois de décembre 1607, j'ai mené Jean et François, mes frère et fils, à Tulle, au collège, et les ai logés chez Jean Louis, qui leur doit faire tous services, les tenir blancs et nets (blanchir leur linge), leur fournir bois, sel, huile pour étudier et tous autres exercices (*sic*), à l'exception de ce que je dois fournir, moyennant trente-cinq sols par mois. (4 fr. 90, équivalant à 15 fr. au plus).

... « Le 23^e jour du mois d'avril 1608, les ai mis en pension chez Jacme Dejacque, cordonnier de Tulle, et lui donne vingt écus par an et un écu à sa femme. » (21 écus représentent 233 fr. : soit au plus 700 fr. d'aujourd'hui).

Ces vingt écus comprennent évidemment, avec le coucher, la nourriture des deux enfants. Le registre ne nous renseigne pas sur leurs autres dépenses. Le notaire inscrit seulement l'envoi à François d'un « manteau de cadi de Rouen » du prix de cinq livres, et d'une « robe de chambre » : il fallait ménager les vêtements que l'écolier mettait pour sortir.

L'année suivante, François, aguerri par cette première campagne, s'en va, seul, au collège de Mauriac. Il loge chez Fouilloux, à 18

sols par mois : pour ce prix, « on doit lui donner sel, bois, huile. » Doumail lui fournit seulement un drap de lit, une serviette, une assiette d'étain et une écuelle. L'enfant entre en quatrième, et parmi les livres que lui envoie son père, nous notons un dictionnaire de 18 sols et une grammaire grecque.

Douze tourtes ou gros pains, un pourceau, du lard, deux éminaux de châtaignes et 22 à 23 livres en argent, ont suffi, au témoignage du registre tenu par le père de famille, à pourvoir à la subsistance de François durant une période de onze mois : du 14 octobre 1609 au mois de septembre 1610. C'est moins de trois sols par jour. On conviendra que, pour un enfant de quinze ans, la nourriture est à bon compte. Trois sols n'équivalent pas, on l'a vu, à 45 cent. d'aujourd'hui.

Mais l'enfant n'est pas d'une robuste santé. Le père, sans lui faire abandonner ses études, reconnaît la nécessité pour lui d'un régime plus confortable. A la rentrée, il le met complètement en pension chez un habitant de Mauriac, qui devra cette fois fournir à François le vivre avec le couvert : — « Le 26^e jour du mois de septembre 1611, j'ai mis en pension François, mon fils aîné, à Mauriac, chez M. Soustre, auquel je donne, pour un an, douze setiers de blé seigle, douze setiers de vin, mesure de Mauriac, et vingt-cinq livres d'argent ; et moyennant ce, il doit le tenir blanc et net, lui fournir l'huile pour étudier et le nourrir bien et honnêtement. » — La livre valant alors 2 fr. 65 et représentant 7 fr. 80 au plus d'aujourd'hui ; le setier de blé ne dépassant pas 10 à 12 fr. d'à présent, le vin valant six ou sept fois moins, le tout pouvait équivaloir à 400 fr. à peine.

Peu de temps après, le notaire expédie son troisième et son quatrième fils à Mauriac, pour suivre, l'un la cinquième et l'autre la sixième. Les deux enfants sont installés dans les mêmes conditions d'économie que leur aîné. Leur logeur leur fournit « lit et coffre », les blanchit et leur doit « tous services », moyennant 24 sols par mois pour tous les deux. L'un d'eux a besoin d'un répétiteur, à qui le père envoie 25 sols. Ces fonctions de répétiteur étaient en général confiées à un élève des premières classes, qui trouvait ainsi le moyen d'ajouter un léger supplément aux trop maigres subsides de la famille.

La nourriture de l'écolier placé en pension chez quelque honnête artisan était-elle beaucoup plus confortable et plus recherchée que celle de l'enfant chargé de pourvoir lui-même à ses besoins ? Cela semble peu probable. Le prix de la pension payée par Doumail pour plusieurs de ses fils ne paraît pas représenter une somme très sensiblement supérieure à celle donnée aux écoliers, quand ils font eux-mêmes leur petit ménage.

Sortis du collège, les enfants de Doumail sont placés soit chez des maîtres écrivains, soit chez des hommes de loi, pour perfectionner leur écriture et pour s'habituer aux formes de la procédure et au style du droit. La pension payée pour eux, à cette période de leur instruction, est un peu plus élevée que durant la période scolaire proprement dite ; mais le prix reste en somme assez modeste. Une pension de trois à six livres par mois, pour des jeunes gens de quatorze à dix-huit ans, n'a assurément rien d'exagéré : cette somme représentât-elle en réalité le triple de 8 à 16 de nos francs.

L'aîné des fils du notaire est envoyé à Bordeaux, à l'âge de dix-sept ans, pour y faire quelques études de droit. Il en revient presque aussitôt, nous ignorons pour quel motif, et le livre de raison tenu par son père, se borne à noter les dépenses de ce voyage. Il énumère aussi le trousseau remis au jeune homme. Ce relevé n'étant pas long, nos lecteurs nous sauront peut-être gré de le reproduire : « un manteau de drap de Paris, ayant coûté 24 livres ; un habit de serge, avec deux paires de bas de serge, du prix de 24 livres ; un chapeau de Paris, 55 sols ; deux paires de souliers, une paire de galoches et une paire de mules de chambre, ayant coûté ensemble quatre livres ; quatre paires de chemises de toile de lin ; six garnitures ; deux coiffes ; un bonnet de nuit de camelot ; quatre mouchoirs. »

Les malles d'aujourd'hui renferment un approvisionnement de linge autrement complet ! et l'affection de la mère de famille se manifeste moins sobrement qu'il y a 250 ans. Les parents sont-ils récompensés de cet excès de sollicitude ? Les enfants travaillent-ils davantage et se conduisent-ils mieux ? La chose n'est pas absolument démontrée (1).

LOUIS GUIBERT.

(1) La *Réforme sociale* publiera incessamment deux études de M. Pierre de Coubertin sur les Collèges et les Universités d'Angleterre. Les faits qu'elles mentionnent donnent lieu à de curieux rapprochements avec la vie des collégiens d'autrefois. (N. du Secrétariat.)

L'ENQUÊTE SUR LES MAISONS OUVRIÈRES

EN ANGLETERRE ET EN BELGIQUE

L'Ecole de la paix sociale, fidèle aux enseignements et à l'exemple de son illustre fondateur, marche appuyée sur la méthode d'observation, et recommande en toute occasion l'enquête, qui est une des formes d'application] de la méthode. Dans la sphère de son action, elle y recourt elle-même sans cesse, et la collection de ses annales et de la *Réforme sociale* en porte à chaque pas le témoignage. Qu'il suffise de rappeler dans ces derniers temps les enquêtes sur le métayage, la crise agricole, la crise industrielle, la propriété rurale.... Hier encore, la *Réforme sociale* conviait les unions à une « enquête sur la dépopulation de la France » (1). En un mot, avec la monographie qui étreint fortement et dissèque le fait individuel, l'enquête, qui embrasse le fait collectif, constitue notre instrument favori pour aborder l'étude des questions sociales.

Aussi nous semble-t-il opportun de signaler ici une enquête simultanément entreprise par deux pays voisins, l'Angleterre et la Belgique, sur une des questions qui intéressent le plus notre école.

Pour l'Angleterre, M. Picot nous a déjà mis au courant de cette enquête dans sa communication à la Société d'économie sociale (2) et surtout dans son beau livre : *Un devoir social et les logements d'ouvriers*. Je me bornerai donc à rappeler en quelques mots ce qu'il a si bien dit à ce sujet.

Depuis quelque temps, la question des logements insalubres avait éveillé dans ce pays les préoccupations de l'opinion publique, lorsqu'elle fut portée devant le parlement en octobre 1883. Lord Salisbury produisit une vive émotion en décrivant ce qu'il avait, non pas lu et entendu, mais vu et touché dans ses courses répétées à travers les quartiers les plus pauvres. Le prince de Galles intervint à son tour dans le débat pour demander à faire partie de la commission chargée de diriger l'enquête sur ce sujet. Outre l'héritier de la couronne, cette commission, qui continue à fonctionner, comprend des hommes considérables, tels que lord Salisbury, le cardinal

(1) V. la livraison du 15 septembre 1883.

(2) Séance du 19 mai 1883; *Réforme sociale*, 15 septembre 1883.

Manning, sir Richard Cross, M. Goschen... Après avoir tenu plus de soixante et dix séances et recueilli d'importantes dépositions, elle a remis à la Chambre le 8 mai 1885 son premier rapport, document aussi précieux par l'abondance que par la précision des renseignements.

Ce mouvement n'est pas resté stérile, et nous savons par M. Picot l'admirable élan qu'il a suscité au sein des classes dirigeantes en faveur du logement des classes ouvrières.

La Belgique vient d'entrer à son tour dans la même voie, et, comme l'Angleterre, elle a tenu à sonder courageusement ses plaies pour chercher à les guérir.

Appuyé par le concours formel de l'opposition, le gouvernement belge se voue actuellement avec une louable ardeur à l'étude des questions sociales et poursuit une vaste enquête sur tous les problèmes qu'elles posent (1). Un arrêté en date du 15 avril 1886 a institué une grande commission, dite du *travail*, dont font partie plusieurs de nos amis, et qui a préparé le programme de l'enquête en le subdivisant dans les quatre chapitres ci-après :

I. *Le travail.*

II. *Les rapports entre le capital et le travail.* — A. Le salaire. — B. Le contrat de louage de services ou pacte de travail. — C. L'exécution du pacte de travail. — D. Les associations ouvrières et les unions de patrons. — E. L'arbitrage et la conciliation.

III. *La situation matérielle des ouvriers.* — A. Le budget ouvrier. — B. Le logement. — C. L'alimentation. — D. Les institutions de prévoyance. (Sociétés de secours mutuels; — Caisses de secours de prévoyance; — Caisses de retraites; — Caisses d'épargne.) — E. Déplacements de population ou d'industrie.

IV. *Situation intellectuelle et morale des ouvriers.* — A. L'état intellectuel des ouvriers. — B. L'état moral des ouvriers. — C. L'alcoolisme.

En outre, ces chapitres et sous-chapitres sont subdivisés eux-mêmes en 100 paragraphes très explicites et très suggestifs.

Ce simple résumé suffit à faire pressentir la richesse des documents que va verser l'enquête sur les hautes questions qu'elle aborde. *La Réforme sociale* ne peut manquer de puiser abondamment à cette source et nous doit de nous faire connaître les actes et les publications de cette grande commission, qui ne se borne pas à provoquer des réponses écrites à son questionnaire, mais se transporte dans

(1) V. dans la liv. du 1^{er} juin 1886 l'intéressant article de M. Dejace, professeur à l'Université de Liège, sur *la Crise ouvrière et la commission du travail industriel*.

les principaux centres industriels, pour y recueillir sur place les faits et les dépositions.

Négligeant aujourd'hui toutes les autres parties du programme, malgré leur séduction, je m'enferme dans l'objet de cet article, le logement, qui constitue le sous-chapitre B du III^e chapitre consacré à la situation matérielle des ouvriers.

Ce sous-chapitre comprend 4 paragraphes (50 à 53) subdivisés en 37 alinéas, qui passent en revue tous les aspects du sujet. Le § 50 vise les conditions du logement, le taux des loyers et le régime des locations. Le § 51 se rapporte à l'intervention du patronage, à son mode d'action, à son influence sur l'hygiène et l'apaisement social. Le § 52 a trait aux sociétés de maisons ouvrières, à leurs différents systèmes, à leurs résultats financiers et moraux. Enfin le § 53 soulève diverses questions sur les mesures à prendre dans le but d'améliorer le logement des ouvriers.

Ces mesures, sur lesquelles le questionnaire sollicite les réponses des déposants, sont les suivantes : Réduction des impôts qui grèvent les habitations ouvrières, quotité des détaxes. — Réduction des tarifs ouvriers sur les chemins de fer. — Réforme de la loi qui régit les Sociétés coopératives, afin d'amener les ouvriers à se construire eux-mêmes leur habitation. — Constitution d'une Société nationale placée sous le patronage de l'État pour la construction de maisons ouvrières. — Affectation par les administrations charitables d'une partie de leur patrimoine à des constructions de ce genre. — Réformes en faveur de la maison, centre et foyer de famille, et des règles relatives au partage des successions. — Réforme de la loi sur les logements insalubres et sur l'expropriation par zone. — Organisation d'un système d'inspection et de surveillance des habitations ouvrières.

Nous avons tenu à reproduire cette nomenclature, parce qu'on y sent la main exercée d'économistes qui ont longtemps médité sur ces problèmes, à la lumière des véritables enseignements de l'observation et de la science sociale.

Eu égard à l'importance et à la complexité de cette question spéciale, le gouvernement a cru nécessaire de faire concourir à son étude le Conseil supérieur d'hygiène publique, et l'a chargé d'une enquête sur la situation hygiénique des maisons ouvrières dans les villes, dans les centres industriels et dans les campagnes.

Quoique se plaçant surtout au point de vue de la salubrité, son enquête doit s'étendre bien au-delà du domaine proprement dit de l'hygiène. Elle se propose en effet les buts ci-après : faire ressortir les lacunes et les vices de la législation actuelle; déterminer les moyens à employer pour obtenir la réforme et l'assainissement des

logements à bon marché; fournir les plans types de constructions saines et économiques aux administrations publiques de bienfaisance ou autres, et aux sociétés immobilières; rappeler les conditions essentielles de salubrité à observer, soit dans l'entretien des maisons existantes, soit dans les travaux de construction et d'installation des maisons nouvelles; enfin, et sous forme de conclusions finales, vulgariser les meilleurs moyens d'amener les ouvriers à la propriété du foyer domestique.

Pour préparer les premiers éléments de cette enquête, recueillir les documents à consulter et formuler le programme de ses travaux, le Conseil supérieur a nommé une commission de sept membres, qui lui a présenté son rapport le 29 juin dernier.

Ce document considérable, publié dans le *Moniteur belge* du 8 août, commence par rappeler tous les travaux antérieurs du Conseil, puis ceux des auteurs qui se sont occupés du sujet, et en dresse un catalogue très complet. Abordant ensuite le programme des questions à traiter, le rapport le répartit en quatre groupes distincts : 1° Législation. — 2° Plans de constructions salubres et économiques. Conditions de salubrité. — 3° Situation actuelle des logements pauvres. — 4° Associations pour les habitations ouvrières.

Au premier groupe se rattache l'étude des lois existantes et celle des réformes qu'on y pourrait introduire, tant en matière de logements insalubres qu'au point de vue des facilités fiscales à accorder aux entreprises de maisons ouvrières. Jusqu'où faut-il pousser les droits préventifs et répressifs de l'autorité contre l'insalubrité de l'habitation? Si l'on en vient à exproprier et à démolir les îlots insalubres, que faire de la population qui les habitait? Comment concilier le souci de la propriété et du budget local avec les droits de la salubrité et de l'humanité? Quant au concours à donner aux sociétés de maisons ouvrières, quels encouragements directs ou indirects conseiller au trésor ou au fisc sous forme de prêts et de subventions ou sous forme de réductions d'impôts et de détaxes, sans courir le danger de faire concurrence aux initiatives individuelles et d'en tarir la source? Telles sont les principales questions qui rentrent dans le premier groupe et qui seront étudiées en confrontant la législation belge avec celle des autres pays.

Le second groupe correspond à un terrain bien délimité : celui des conditions de salubrité à imposer aux habitations ouvrières et des meilleurs types à recommander.

C'est le troisième groupe qui comprend l'enquête proprement dite. Quel est l'état exact du logement ouvrier? Quelles sont ses conditions d'aménagement? Comment sont appliqués les règlements communaux sur la police et la salubrité des habitations? Ces règlements

eux-mêmes sont-ils correctement formulés ? Comment sont organisés dans les grands centres les services de la voirie, des égouts, des eaux propres, qui sont en relation si étroite avec la salubrité de la maison et surtout celle de la maison du pauvre ? Quelles facilités de transport sont données ou pourraient l'être à l'installation de l'ouvrier dans la banlieue ? Quel est le régime des locations ? Quel taux atteint dans les divers quartiers la mortalité des habitants suivant les conditions de leur habitation ? Ces questions et toutes les autres analogues appartiennent à ce groupe, qui représente la partie la plus laborieuse, mais aussi la plus vivante et la plus féconde de la tâche dévolue au Conseil supérieur d'hygiène.

Enfin, le quatrième groupe embrasse les associations pour la construction, la vente, l'acquisition ou la location des maisons ouvrières. Il existe en Belgique 7 de ces associations : 4 à Anvers, 2 à Bruxelles, 2 à Liège, 1 à Tournai et 1 à Verviers. Elles ont construit 869 maisons, qui abritent 1 863 ménages et 8 547 habitants. Leurs dépenses de premier établissement se sont élevées à 8 millions, et rapportent en moyenne un revenu net de 3 %. L'enquête devra porter sur l'organisation de ces sociétés et de celles qui existent à l'étranger.

Nous signalons notamment l'intérêt de l'étude des *building societies*, dont ne parle pas le rapport et qui ont fait de véritables merveilles pour doter l'ouvrier anglais et américain de la possession de son foyer.

En 1879, on comptait, pour l'Angleterre proprement dite, 1106 de ces sociétés, dont 876 seulement, enregistrées depuis la loi de 1874, avaient fourni le compte-rendu de leurs opérations. Ces 876 sociétés comprenaient alors 320,076 membres et possédaient 780 millions de francs. En ajoutant l'Ecosse et l'Irlande, on arrivait d'après les déclarations de M. John Malcolm Ludlow, chef de l'enregistrement des sociétés amicales de l'Angleterre, à un effectif d'au moins 350,000 membres, à un capital de près d'un milliard et à un revenu (souscriptions et intérêts) d'un demi-milliard. Depuis lors, ces données ont dû s'accroître notablement.

Aux Etats-Unis, les résultats de ce groupement des ouvriers n'ont pas été moins remarquables. Les *building-societies* ont fait à ce point merveille à Philadelphie qu'en 1876, elles y dépassaient le nombre de 500, possédaient un capital supérieur à 125 millions de francs, et que, grâce à leur concours, 40 à 50,000 ouvriers, sur les 185,000 qui habitent cette ville (plus du quart), étaient arrivés à posséder leur *cottage* en briques rouges, avec un petit jardin.

C'est là un essor vraiment prodigieux. Il ne suffit pas de l'admirer et de l'envier stérilement ; mais il faut l'analyser de près, en étudier les détails et le mécanisme, pour chercher à le provoquer dans notre

pays. Le jour où les ouvriers apporteraient à cette question l'ardeur et l'on peut dire la foi naïve qu'ils gaspillent à poursuivre des chimères, quels magnifiques résultats ne pourraient-ils pas obtenir par leurs propres efforts !

L'enquête à laquelle procèdent en ce moment la Commission du travail et le Conseil supérieur d'hygiène, présente donc un intérêt de premier ordre. Si elle répond, comme on n'en saurait douter d'après la valeur et la compétence des hommes qui en sont chargés, à l'ampleur du programme magistral dont on vient d'esquisser les contours, elle ne peut manquer d'éclairer d'une vive lumière les grandes questions qu'elle embrasse.

Rien ne vaut dans ces matières l'observation directe des faits. Il est de ces choses qui ne subsistent que parce qu'on les ignore : le jour où l'on se décide à les regarder bien en face, elles sont plus d'à moitié guéries. Des enquêtes de ce genre secouent la torpeur publique par les révélations qui les accompagnent ; elles mettent en évidence les initiatives privées, les solutions essayées, les résultats obtenus, et aboutissent à ces élans, comme celui dont l'Angleterre nous donne aujourd'hui l'admirable exemple.

Des divers moyens que peut employer l'État pour intervenir dans les questions sociales, il n'en est pas de moins suspect que l'enquête et qui échappe mieux au reproche de socialisme et d'ingérence. Constater méthodiquement les faits, répandre la clarté dans les esprits, fournir aux discussions des matériaux de bon aloi, c'est à la fois pour l'État un droit et un devoir. Quand il procède à une enquête, il ne peut se heurter à aucune objection fondée, ni éveiller aucune susceptibilité légitime.

J'espère donc que les beaux exemples de l'Angleterre et de la Belgique ne seront pas perdus pour notre pays, et c'est dans cette espérance que j'ai tenu à attirer sur ce remarquable précédent l'attention de l'opinion publique. Notre démocratie voudrait-elle se montrer moins soucieuse de ses classes populaires que la bourgeoisie belge et l'aristocratie britannique ? Ne sentirons-nous pas à notre tour le besoin de faire un pareil inventaire, malgré les tristesses qu'il nous réserve, et de constater comment sont logés nos pauvres, nos paysans et nos ouvriers, pour nous demander ensuite comment ils pourraient et devraient l'être ?

E. CHEYSSON.

LA CORPORATION DES TISSEURS LYONNAIS

Dans les derniers mois de l'année 1883 quelques chefs d'atelier, ouvriers tisseurs de la Croix-Rousse, se réunissaient chez l'un d'entre eux. Une même pensée les rapprochait. Ils avaient gémi, avec la majeure partie de notre population ouvrière, des violences et des illégalités qui ont si tristement caractérisé la récente crise de notre industrie lyonnaise. Ce n'avait point été en vain, on se le rappelle, que, la misère aidant, les chefs des syndicats ouvriers, prôneurs d'utopies sociales, avaient pris pour devise cet axiome révolutionnaire. « Guerre au capital, tout ce qui le possède est notre ennemi. » Ils avaient groupé autour d'eux une foule obéissante qui cédait aveuglément à leurs suggestions, qu'ils corrompaient par leurs promesses, qu'ils terrorisaient par leurs menaces, et qui aurait peut-être achevé la ruine de notre industrie, jadis si florissante, hier compromise, si le bon sens de quelques ouvriers n'avait compris les périls auxquels l'intrusion de ces individualités sans mandat exposait la classe ouvrière laborieuse, en lui arrachant son dernier morceau de pain.

Le bon sens finit heureusement chez nous presque toujours par reprendre ses droits. Les chefs d'atelier dont je parle voulurent y faire appel, et conçurent le projet de former, dans ce but, un syndicat indépendant qui pût veiller sérieusement aux intérêts des ouvriers. Leurs premières réunions ne comptèrent que quelques membres; l'ouvrier tisseur a le caractère timide, l'esprit défiant, mais peu de jours s'étaient écoulés qu'ils se trouvèrent en nombre suffisant pour jeter, en usant de la loi du 21 mars 1884, les bases d'une association professionnelle à laquelle ils donnèrent le nom de : *Corporation des tisseurs lyonnais*. Élaborer des statuts fut leur œuvre première; ils nommèrent, à cet effet, une commission de quelques membres choisis parmi eux, et, par suite, exclusivement composée d'ouvriers.

Ces statuts étant l'image fidèle et résumant l'esprit de cette association, je vais les analyser. Je passe sous silence les articles 1, 2, 3.

L'article 4 stipule le but de la corporation. Par le paragraphe 2, les fondateurs instituent, sous forme de location, le prêt des ustensiles nécessaires au chef d'atelier pour le tissage des matières qui lui sont confiées par le fabricant. C'est là une innovation dans notre fabrique lyonnaise, et un service incontesté que cette Association rend à ses membres adhérents. A notre époque, en effet, l'inconstance de la mode et la diversité dans les tissu de soie entraînent avec elles des changements fréquents dans le matériel du tisseur. Matériel dont l'achat grève bien souvent dans une large proportion le salaire de l'ouvrier.

Dans ce même article 4, ils se proposent de rechercher les moyens nécessaires pour procurer à leurs adhérents la vie à bon marché. Jusqu'à pré-

sent, le système des associations alimentaires n'ayant pas prévalu, ils ont le projet de s'adresser à des fournisseurs qui vendront au prix le plus réduit et au comptant les denrées qu'eux et les membres adhérents viendront y acheter. Ces fournisseurs devront être en communauté d'idées et de sentiments avec les membres de la corporation (1).

Les paragraphes 2 et 3 dudit article 4 sont destinés à arrêter l'émigration toujours croissante des ouvriers de la ville à la campagne. Et ce ne serait pas là l'un des moins grands services que la Corporation rendrait à notre industrie de la soie, si elle arrivait à conserver dans notre cité l'élite de ces ouvriers intelligents qui ont fait sa gloire et sa réputation.

Enfin les paragraphes 6 et 7 du même article se proposent de ramener l'ouvrier ou compagnon à la vie de famille telle qu'elle existait dans la première partie de notre siècle, de former de bons apprentis qui, avec toutes les connaissances techniques, posséderont les sentiments des fondateurs de la corporation. Les articles 18 et 19 sanctionnent ce paragraphe de l'article 4, en donnant annuellement une prime à tout ouvrier et apprenti qui auront accepté cette vie de famille pendant un laps de temps fixé par les statuts.

L'article 5 choisit la loi chrétienne comme base fondamentale de l'association. Ces mots : « Fraternité chrétienne » inscrits dans cet article sont et seront sa force morale. Aussi les inspireurs de ces statuts en ont-ils garanti l'inviolabilité par l'article 25 qui dit que : « cet article 5, principe fondamental de la Corporation, ne pourra jamais être en aucun cas discuté, et devra rester intact, quoi qu'il arrive ». — L'article 6 prescrit la bonne entente dans les rapports avec les patrons, et le recours à la conciliation pour la défense des droits des membres de l'Association vis à vis des fabricants. — L'article 7, à l'image des anciennes corporations, établit une fête patronale, sous la forme religieuse, qui est fixée au 15 août de chaque année.

Les articles 8 et 13 fixent le règlement intérieur de la Corporation. Celle-ci est divisée par groupes de vingt adhérents et gérée par un conseil d'administration composé de 20 membres. L'élection des membres de ce conseil d'administration se fait à deux degrés. Chaque groupe nomme lui-même son bureau composé d'un président, secrétaire et trésorier, et ce sont ces trois membres par groupe qui forment le collège électoral du dit conseil d'administration de la Corporation.

L'article 12 institue des membres coopérateurs, ces derniers peuvent se

(1) Le but du paragraphe de cet article 4 a été rempli récemment par la fondation d'une société coopérative d'alimentation « La Fraternelle ». Celle-ci était représentée au congrès général des sociétés coopératives qui vient de se tenir à Lyon. Le capital primitivement fixé à 3,000 francs, divisé par actions de 50 francs, a été porté au chiffre de 15,000. Cette augmentation a été motivée par les demandes nombreuses et imprévues de souscription aux actions de cette société. La majeure partie de ces souscriptions appartient à la Corporation des tisseurs lyonnais.

Le principe chrétien de ce syndicat a été conservé et adopté dans les statuts de la Fraternelle par l'art. 4 ainsi conçu : « Cette société étant fondée par des catholiques, nul n'y sera admis qui appartiendrait à une société secrète ou anti-religieuse, ou qui aurait fait acte public d'hostilité contre la religion catholique.

recruter soit parmi les membres adhérents, soit parmi des personnes appartenant à des industries similaires et connexes. Ces membres coopérateurs s'engagent à souscrire une ou plusieurs obligations du montant de 50 francs, produisant un intérêt 4 % l'an. Le versement est immédiat pour toute personne étrangère à la Corporation, et facultatif pour ceux qui en font partie ; dans ce dernier cas, il doit être effectué dans l'espace d'une année. Les sommes ainsi recueillies doivent servir à la formation du capital nécessaire à l'achat du matériel d'ustensiles, qui est destiné à être loué aux membres adhérents de la corporation.

Une autre pensée a guidé dans cet article les rédacteurs de ces statuts, celle de lier d'une manière plus directe à ladite Corporation les fabricants lyonnais, déjà en communauté de sentiments, avec ses membres au point de vue social et chrétien. L'Association des patrons catholiques de Lyon est venue au devant de leurs désirs, en se formant en un groupe distinct de 60 fabricants de soierie, qui en font partie, et plusieurs sont devenus, pour une ou plusieurs obligations, membres coopérateurs de la Corporation. Ce groupe a pris le titre d'*Union chrétienne des fabricants de soierie* (2).

Nous avons l'espérance de voir bientôt se fonder, toujours sur les mêmes bases et avec le même esprit, une Association d'employés de fabrique, qui sera le trait d'union nécessaire entre celle des patrons et celle des tisseurs. La réunion de ces trois groupes formera l'*Union coopérative de la fabrique lyonnaise*.

Un conseil formé de six membres, appelés jurés, est établi par l'article 14, qui en indique le recrutement en même temps que le mode d'élection et la durée du mandat. C'est plutôt un conseil de famille destiné à aplanir les difficultés et concilier les différents qui pourraient surgir entre les membres adhérents de la Corporation, qui n'y font appel, bien entendu, que d'un commun accord entre eux. Dans ce cas la décision rendue sera sans appel, et tout membre qui ne voudrait pas s'y conformer serait rayé de la corporation.

Le nom de jurés, donné aux membres investis de ces honorables et délicates fonctions, rappelle celui qu'ont porté quelques membres des corporations du siècle dernier, dont les attributions étaient similaires, mais avec des pouvoirs judiciaires plus étendus et reconnus légalement.

Une autre idée a concouru à l'inspiration de cet article, c'est de faire arriver à la prudhomie, du côté ouvrier, des hommes honnêtes, déjà rompus et initiés à l'exercice de ce mandat, qui, aujourd'hui malheureusement est confié aux ouvriers les plus connus par leurs opinions révolutionnaires et anti-sociales.

La Corporation admet comme membre adhérent tout chef d'atelier,

(2) Cette espérance a été réalisée : la fête patronale de cette année, célébrée le 8 août dernier, groupait dans la crypte de la nouvelle église de Fourvière, plus de 3,000 membres de l'Union corporative de la fabrique lyonnaise, composée de l'Union chrétienne des fabricants de soierie, de la Corporation des employés de la soierie lyonnaise et de la Corporation des tisseurs lyonnais. Cette dernière comptait plus de 2,800 membres présents. Le pain bénit fut offert par l'Union chrétienne des fabricants de soierie.

ouvrier tisseur des deux sexes âgé de 20 ans, mais ni les femmes ou filles, ni les ouvriers proprement dits, ne pourront faire partie du bureau des groupes, ou du conseil d'administration. — Chaque sociétaire est porteur d'un livret comprenant le texte de la loi sur les associations professionnelles du 21 mars 1884, les statuts, et les versements qu'il doit faire à la caisse de la Corporation. — La cotisation est fixée à 25 centimes par mois et par métier travaillant. — Tout ouvrier ou chef d'atelier n'est admis que sur la présentation de trois membres, chefs d'atelier, et c'est le conseil d'administration qui prononce définitivement sur cette admission.

L'article 23 interdit le travail le dimanche à tout membre de la Corporation.

Les autres articles ont trait à l'administration et fixent la marche à suivre en cas de dissolution de l'Association.

Quoique encore bien récente légalement, cette Association a déjà donné d'heureux résultats, aussi bien aux chefs d'atelier qu'aux fabricants. Plus de 1500 demandes d'admission lui ont été adressées, 900 ont été acceptées, ce qui forme plus de 40 groupes déjà établis et constitués. Ces groupes représentent un chiffre de 2000 à 2500 métiers. Le conseil d'administration veut être à juste raison, sinon sévère, du moins très-prudent dans l'acceptation de ses membres.

Ce n'est pas sans un sentiment de satisfaction bien légitime que nous constatons ce travail de régénération de nos classes laborieuses, ce premier pas fait pour les rapprocher entre elles. Parti d'en bas ce mouvement n'en a que plus de droits à notre appui et à nos sympathies. Espérons qu'il aura son écho dans les autres industries ou corps d'état.

On me permettra en terminant de rendre hommage à ces ouvriers qui, guidés par ce que j'appellerai une noble audace, n'ont pas craint, à une époque si troublée, de prendre l'idée religieuse pour appui de leur corporation.

Si la Croix-Rousse, ce Mont-Aventin lyonnais, a été parfois le point de départ de quelques-uns de ces mouvements populaires, préludes de nos révolutions, nous sommes heureux de constater qu'il s'y est trouvé des hommes de cœur, honnêtes, convaincus et assez courageux pour y planter le drapeau de la fraternité chrétienne, la seule capable de ramener la paix et l'union entre les différentes classes de notre société si divisée. C'est là un encouragement et aussi, espérons-le, la perspective d'un avenir meilleur pour nous et notre patrie (1).

J. B. GUISE.

(1) Communication faite à la Réunion générale des Unions de Lyonnais, Forez et Bresse.

UN COURS ÉLÉMENTAIRE D'ECONOMIE POLITIQUE ET D'ECONOMIE SOCIALE

Leçons élémentaires d'économie politique et d'économie sociale, par M. Jules Michel, président de la Société d'économie sociale de Paris, et ancien vice-président de la Société d'économie politique de Lyon. — Lyon, Vitte et Perrussel, 1886. 1 vol. in-18 ; cart. 2 fr.

Nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos confrères cette publication depuis longtemps attendue et très désirée. A maintes reprises déjà, soit au sujet des efforts faits par nos amis de Lyon et d'Annonay pour l'enseignement dans diverses écoles, soit à l'occasion de la réunion annuelle des correspondants des Unions à Paris, l'impression des leçons données autrefois aux apprentis de Lyon par M. J. Michel a été réclamée, et cette année plus vivement encore, depuis que les Frères de la Doctrine chrétienne les ont adoptées pour l'enseignement dans la belle école de La Salle. Cette publication est maintenant chose faite, et l'ouvrage va paraître à la rentrée des classes. Nous nous en réjouissons d'autant plus que ces leçons, par une fortune rare, ont ainsi reçu la sanction de l'expérience avant leur publication définitive, et qu'on est alors assuré par avance du succès et de l'utilité qu'elles auront sous la forme familière que l'auteur a su leur donner.

Tout autre, en effet, est l'enseignement de l'économie politique devant un auditoire de Faculté de droit, et dans une école primaire, même supérieure. Ici il serait inopportun de discourir sur la définition de l'économie politique et sur son rang parmi les sciences ; il ne faut pas davantage s'attarder à des discussions abstraites sur le prix ou la valeur ; il faut surtout redouter de donner des phénomènes cette demi-connaissance, si promptement ensuite à prendre le faux pour le vrai. Laissant de côté les formes dogmatiques, M. J. Michel saisit son jeune auditoire en lui parlant tout d'abord de ce qu'il connaît, et des choses qu'il a sous les yeux. Ce sont ainsi des « leçons de choses ». Nous allons au surplus reproduire ici la préface et les sommaires des douze leçons. Chacun pourra donc se rendre compte aisément du plan et de la marche de ce cours. Ajoutons que chaque leçon est heureusement complétée, d'abord par un questionnaire reprenant sous forme d'interrogations toutes les matières qui viennent d'être traitées, et ensuite par une énumération de devoirs à faire sur les mêmes sujets.

Nous ne saurions trop engager nos confrères à employer tous leurs efforts pour répandre ce petit livre, pour le faire connaître aux instituteurs, pour le faire pénétrer dans toutes les écoles dont le programme comprend les notions d'économie politique. Il importe, en effet, à un haut degré, que le court enseignement donné ainsi à de jeunes élèves ne se borne pas à quelques considérations purement économiques, mais porte en même temps dans leur esprit les vérités sociales essentielles. Beaucoup de nos

confrères trouveront en outre dans ces leçons, variées encore par les questionnaires qui les suivent, des modèles tout tracés pour des cours ou des conférences devant des auditoires ouvriers. Cette propagande par la parole répandant incessamment la vérité, est le seul moyen de combattre efficacement l'erreur, et c'est là l'œuvre par excellence de notre temps. Ceux qui comprennent l'urgence de ce devoir social et le veulent accomplir, auront intérêt souvent à prendre comme guide les leçons de M. J. Michel ; et, reconnaissant alors la grande utilité de ce petit livre, ils s'uniront à nous pour remercier l'auteur de nous l'avoir donné.

A. D.

PRÉFACE.

L'ouvrage que nous présentons au public renferme sous une forme simple et familière les notions fondamentales de l'Économie politique et de l'Économie sociale.

Il suffira de quelques mots pour expliquer le choix des sujets traités dans les douze leçons et l'ordre dans lequel elles se suivent.

Destinées principalement aux jeunes gens qui fréquentent les écoles primaires supérieures ou les écoles professionnelles, ces leçons devaient éviter l'appareil dogmatique et les définitions souvent ardues par lesquelles débutent d'ordinaire les traités d'Économie politique. L'auteur a jugé préférable de commencer par des questions familières à tous les élèves.

C'est pour cela qu'il est entré de plain-pied dans la science économique en parlant de la *Monnaie*. Il n'est personne qui n'ait fait usage de la monnaie, qui n'en connaisse l'importance dans la pratique de la vie. Tout le monde est ainsi préparé à en comprendre le rôle économique, comme rémunération du travail et comme moyen d'en échanger les produits.

La deuxième leçon a pour sujet le travail : le travail, sans lequel l'individu ne peut vivre, sans lequel les sociétés humaines ne peuvent se développer.

Si le produit du travail n'est pas consommé à mesure qu'il est réalisé, on voit apparaître comme conséquence immédiate la constitution de l'épargne, comme conséquence plus éloignée la formation du capital. C'est le sujet de la 3^e leçon.

Presque tous les phénomènes économiques relatifs à la vie de l'individu, à la vie de la famille et à l'avenir de la société, se rapportent aux notions si importantes de l'épargne et du capital ; aussi l'auteur n'a pas craint de consacrer la 4^e leçon aux moyens de faciliter l'épargne, la 5^e aux résultats que l'épargne produit pour le bonheur des familles ; la 6^e et la 7^e enfin, l'une au bon emploi, et l'autre au mauvais emploi des capitaux.

Les produits du travail sont en réalité, par le fait de l'existence des hommes en société, le résultat d'un effort collectif. La répartition des profits du travail est dès lors un problème économique à résoudre. C'est le sujet de la 8^e leçon, où se trouve exposée la théorie du salaire et sa justification.

La 9^e est consacrée à l'étude de l'une des principales formes sous lesquelles se manifeste le capital. C'est la propriété foncière ; question des plus im-

portantes à élucider pour mettre les jeunes esprits en garde contre les sophismes des diverses écoles socialistes.

L'utilisation du capital, sous forme de machines, pour développer la production, et sous forme de chemins de fer, pour faciliter le transport des produits; enfin les notions générales relatives aux échanges qui font de l'humanité entière comme une seule famille, tel est le sujet de la 10^e leçon.

Les deux dernières ont pour but de faire connaître, au point de vue politique et administratif, le fonctionnement des sociétés humaines, considérées jusque-là au point de vue purement économique. Les principes de gouvernement et le rôle de la famille au point de vue social sont établis dans la 11^e leçon.

L'application de ces principes à la France en particulier, avec quelques détails indispensables sur son organisation administrative, doit former le sujet de la 12^e leçon.

Toutefois, l'auteur a réduit cette dernière leçon à un simple sommaire, suivi d'un questionnaire, destinés à servir de guides aux maîtres. Les institutions politiques et administratives, en France, ont été trop souvent modifiées depuis quelques années, pour que les indications données à ce sujet dans un livre destiné à l'enseignement, conservent longtemps le degré d'exactitude et de précision qu'elles doivent avoir. On trouvera dans les divers annuaires qui se publient périodiquement, les réponses aux questions que comportent la 12^e leçon.

Dans son entier, d'ailleurs, cet ouvrage doit être considéré comme un cadre susceptible de recevoir les développements que le professeur jugera les mieux appropriés à son auditoire.

Une expérience poursuivie pendant plus de 15 ans prouve que ces leçons répondent bien au but que l'auteur s'est proposé. Inaugurées en 1869 dans l'école d'apprentis fondée par MM. Gillet, teinturiers à Lyon, elles forment encore aujourd'hui la base de l'enseignement de l'Économie politique donné avec succès dans l'École professionnelle de La Salle, dirigée par les Frères de la Doctrine Chrétienne.

Les leçons recueillies par les élèves ont été d'abord autographiées. Soumises sous cette forme à la Société d'Éducation en 1872, elles ont été l'objet d'un rapport élogieux, et en 1874, la Société d'Économie politique de Lyon en a voté l'impression à ses frais.

On a donc lieu d'espérer que cette nouvelle édition, revue et corrigée avec soin, sera de nature à rendre service à tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement de la science économique et sociale.

SOMMAIRES.

Première leçon. — LA MONNAIE. — 1. Valeur d'une pièce de 3 francs. — 2. Signification des empreintes d'une pièce de monnaie. — 3. La monnaie en Chine. — 4. L'altération des monnaies. — 5. La fausse monnaie. — 6. La monnaie est un instrument d'échange. — 7. La monnaie est une marchandise. — 8. La monnaie est l'équivalent des valeurs échangées. — 9. Caractères d'une bonne monnaie. — 10. Les monnaies d'or. — Les monnaies de cuivre. — 11. Convention monétaire internationale de 1863. —

12. Le billet de banque, ses avantages et ses inconvénients. — 13. Le papier monnaie. — Effets de sa dépréciation. — 14. Les assignats en France à la fin du XVIII^e siècle. — 15. Le crédit. — Les faillites. — Les banqueroutes.

II^e Leçon. — LE TRAVAIL. — 1. Nature de la richesse. — 2. Causes de la décadence de l'Espagne. — 3. Sources de la richesse. — 4. Tout travail produit quelque chose d'utile. — 5. Nécessité absolue du travail pour l'homme. — 6. Obstacles que l'homme trouve à la satisfaction de ses besoins. — 7. Les besoins de l'homme sont plus nombreux que ceux des animaux. — 8. Nécessité de la prévoyance. — Condition du progrès pour l'humanité. — 9. Sans la persévérance dans le travail, il n'y a pas de civilisation. — 11. Causes de l'infériorité sociale des Turcs. — 12. Rôle des animaux et des machines dans la production. — 13. Comparaison des services rendus par un porte-balle et par un mécanicien de chemin de fer. — 14. Véritable but des progrès de la mécanique.

III^e Leçon. — L'ÉPARGNE. — LE CAPITAL. — 1. Résultats du travail des hommes vivant en Société. — 2. L'organisation naturelle de la Société rend le travail productif. — 3. Enseignements à tirer de l'histoire de Robinson Crusoé. — 4. Effets de la division du travail. — 5. Définition de l'épargne. — 6. Les provisions ou avances sont destinées à la consommation. — 7. L'observation de la nature et la réflexion invitent l'homme à l'épargne. — 8. Le capital est une épargne destinée à rendre le travail plus productif. — 9. Différentes espèces de capitaux. — 10. Les animaux font des provisions, ils ne font pas de capitaux. — 11. Résultats de l'épargne pour le bien-être du pays. — 12. La pratique de l'épargne est-elle difficile. — 13. L'avare entasse, il n'épargne pas. — 14. Histoire de Benjamin Franklin.

IV^e Leçon. — INSTITUTIONS DESTINÉES À FACILITER LE BON EMPLOI DE L'ÉPARGNE. — 1. Circonstances de la vie où l'épargne est particulièrement nécessaire. — 2. La conservation de l'épargne est aussi indispensable que sa formation. — 3. Institution des caisses d'épargne. — 4. Profit assuré par la caisse d'épargne. — 5. Institution des sociétés de secours mutuels. — 6. Avantages et devoirs des sociétaires. — 7. Effets des sociétés de secours mutuels au point de vue moral. — 8. Institution de la caisse des retraites pour la vieillesse. — 9. Mode de fonctionnement de cette institution. — 10. Avantages de la caisse des retraites. — 11. Assurances sur la vie. — 12. Mode de fonctionnement des assurances sur la vie. — 13. Assurances contre l'incendie. — 14. Il n'y a point d'assurance contre les suites de l'inconduite.

V^e Leçon. — EXEMPLES DES RÉSULTATS OBTENUS À L'AIDE DE L'ÉPARGNE. — 1. Utilité des exemples pour exciter à la pratique de l'épargne. — 2. Exemples choisis parmi les ouvriers européens. — 3. Un fondeur de la Prusse rhénane. — 4. Un armurier de la Prusse rhénane. — 5. Un mineur de l'Andalousie. — 6. Un menuisier de Sheffield (Angleterre). — 7. Un ouvrier fondeur d'Angleterre. — 8. Un moissonneur du Soissonnais. — 9. Un maréchal-ferrant de la Sarthe. — 10. Conditions essentielles de l'aisance pour les familles. — 11. Conseils aux jeunes gens pour l'emploi de leurs épargnes.

VI^e Leçon. — L'EMPLOI DU CAPITAL. — 1. Origine et destination du capital.

— 2. Influence des capitaux sur le développement de la population. — 3. La création du capital est le point de départ de toute civilisation. — 4. Le capital sans le travail est stérile. — 5. Le travail sans le capital est impuissant pour assurer le bien-être de l'homme. — 6. Distinction entre les capitaux et les produits destinés à la consommation. — 7. Les capitaux peuvent être prêtés moyennant un prix de location. — 8. La location du capital monnaie ou prêt à intérêt. — 9. Le taux de l'intérêt est variable. — 10. Il n'y a point d'antagonisme entre le capital et le travail. — 11. La formation des capitaux doit être encouragée. — 12. La suppression du prêt à intérêt serait injuste et nuisible.

VII^e Leçon. — LA DESTRUCTION DES CAPITAUX. — 1. Cause de destruction des capitaux. — 2. La destruction d'un objet ne fait pas aller le commerce. — 3. On doit recueillir tout ce qui peut être utile. — 4. Un objet perdu est une valeur détruite. — 5. Dommages causés à la richesse sociale par les dépenses de luxe. — 6. Danger de l'habitude de faire des dettes. — 7. Nécessité de faire son budget pour les dépenses du ménage. — Dangers de la passion du jeu. — 9. Maux causés pour les procès dans les familles. — 10. La guerre est le plus grand agent de destruction des capitaux. — 11. Les grèves sont, dans l'industrie, l'équivalent des guerres dans la politique. — 12. Causes de destruction des capitaux indépendantes de la volonté de l'homme.

VIII^e Leçon. — LA RÉPARTITION DES PROFITS DU TRAVAIL. — 1. Association habituelle du capitaliste et du travailleur dans l'industrie. — 2. Le capitaliste et le travailleur associés courent les mêmes risques et se partagent les profits. — 3. Le métayage, association entre le propriétaire du sol et le cultivateur. — 4. Le salaire a pour but d'exonérer le travailleur des risques industriels. — 5. Le salaire est à la fois une avance et une assurance. — 6. Le salaire répond au besoin de fixité naturel à l'homme. — 7. Le travail à la tâche est une combinaison intermédiaire entre l'association et le salaire. — 8. Les sociétés coopératives ont pour but de réunir et de faire fructifier les capitaux des ouvriers. — 9. Conditions de succès des sociétés coopératives. — 10. Les sociétés de consommation ne sont pas des sociétés coopératives. — 11. Causes du succès des sociétés de consommation. — 12. Rôle des intermédiaires dans la vie sociale.

IX^e Leçon. — LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — 1. La terre produit des objets auxquels l'homme applique son travail. — 2. La jouissance des produits du sol doit être assurée à celui qui le cultive. — 3. Le travail est la véritable origine de la propriété du sol ou des mines. — 4. La surface du sol, objet de la propriété, est limitée. — 5. La force productive du sol est le résultat d'un travail antérieur. — 6. La richesse ne consiste pas uniquement dans la propriété du sol. — 7. Erreurs des communistes qui proposent le partage des propriétés. — 8. Le partage des biens ne ferait pas disparaître l'inégalité sur la terre. — 9. Exemple du résultat auquel aboutirait le partage des biens. — 10. L'exploitation en commun du sol est condamnée par l'expérience. — 11. L'égalité obligatoire des salaires est une forme du commu-

nisme. — 12. L'organisation artificielle du travail est contraire à la nature des choses. — 13. Conséquences du droit de propriété. Les donations. Les testaments. — 14. Les propriétés foncières ne sont pas les seuls biens qu'un père puisse transmettre à ses enfants.

X^e Leçon. — LES MACHINES, LES CHEMINS DE FER, LE LIBRE-ÉCHANGE. — 1. Les machines utilisent les forces naturelles et aident l'homme dans son travail. — 2. Avantages des machines. — 3. Diverses forces naturelles que l'homme appelle à son aide. — 4. Les machines à vapeur doivent être considérées comme des moteurs. — 5. Les objections faites à l'emploi des machines ne sont pas fondées. — 6. Le développement du travail est la conséquence de l'emploi des machines. — 7. Les chevaux sont employés en plus grand nombre depuis l'exécution des chemins de fer. — 8. Souffrances momentanées causées par l'introduction des machines nouvelles dans une industrie. — 9. Services rendus par les chemins de fer. — 10. Effets que produirait la suppression des machines. — 11. L'abaissement des tarifs de douanes équivaut à l'invention d'une machine nouvelle. — 12. Le libre-échange, les restrictions à y apporter dans la pratique. — 13. Les droits de douane modérés sont aussi légitimes que toute autre espèce d'impôt.

XI^e LEÇON. — LE GOUVERNEMENT ET LA FAMILLE. — 1. Les hommes vivant en société ont besoin d'un gouvernement. — 2. Les lois naturelles et les lois écrites. — 3. Attributions du gouvernement : les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire. — 4. L'impôt est destiné à pourvoir aux dépenses communes. — 5. Le paiement de l'impôt est, pour tous les citoyens, un devoir rigoureux. — 6. Établissement des impôts : les impôts directs. — 7. Les impôts indirects. — 8. L'octroi des villes est un impôt indirect. — 9. Devoirs des citoyens envers le gouvernement. — 10. La justice, la police, le pouvoir militaire sont des attributions essentielles de tout gouvernement. — 11. L'État et la famille. — 12. Rôle de la famille au point de vue social.

XII^e LEÇON. — INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES DE LA FRANCE. — 1. Organisation du pouvoir exécutif en France. Le chef du pouvoir exécutif et ses ministres. Leurs attributions. — 2. Organisation du pouvoir législatif. Ses attributions. Mode d'élection des représentants de la nation. — 3. Organisation du pouvoir judiciaire : Tribunaux de divers degrés. — 4. Organisation administrative des départements. Représentants du pouvoir exécutif. Conseils électifs du département. — 5. Organisation administrative de la commune. Attributions du maire et du conseil municipal. Leur mode de nomination. — 6. Système financier de la France. Budget des dépenses. Budget des recettes. — 7. Les divers impôts en France. Mode de perception des impôts. — 8. Organisation de l'armée. Le service militaire. La marine militaire. — 9. Les relations avec les puissances étrangères. L'administration des colonies. — 10. Organisation de l'instruction publique. Enseignement primaire, secondaire et supérieur. — 11. Organisation ecclésiastique. Rapports de l'Eglise avec l'État. — 12. Le Code civil et les autres Codes. Rapports de la famille avec l'État.

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

PRÉSENTATIONS. — Les personnes dont les noms suivent ont été admises comme membres TITULAIRES, ou comme *associés*, et inscrites du n° 3824 au n° 3837.

AUDE. — *Anguille* (le doct.) à Rieux-Minerais, prés. par M. Chambert ; *Raynaud* (l'abbé), curé de Villanière, prés. par M. Chambert.

INDRE-ET-LOIRE. — *Bonnin*, négociant, rue Colbert, 9, à Tours, prés. par M. A. de Martel.

PAS-DE-CALAIS. — *Cauwet*, ancien notaire à Frévent, prés. par M. Fourdinier.

RUONE. — *Bornet*, rue Coste, 46, Cuire, près Lyon, prés. par MM. Chavent et Franchet ; *Casati* (Sylvestre), rue du Peyrat, 1, à Lyon, prés. par M. Chambert.

SAONE-ET-LOIRE. — *Protat* (Georges), imprimeur à Mâcon, prés. par M. Dupasquier.

TARN-ET-GARONNE. — *Lahitte* (de), à Montech, prés. par M. Darles.

ALLEMAGNE. — *Savigny* (Charles de), à Cassel, prés. par MM. Brants et Delaire.

AUTRICHE-HONGRIE. — *Pilat* (Thadée), député, professeur à l'Université de Lemberg, Galicie, présenté par M. l'abbé J. Siemienski.

AMÉRIQUE. — *Jollon* (le rév. Jules), curé à Brooklyn, New-York, prés. par l'abbé Collet.

AFRIQUE. — *Maréchal*, capit. d'infanterie de marine, à Saint-Denis, La Réunion, prés. par M. Roche.

Océanie. — *Talbotier* (Charles), agent des cultures, à Pouembout, Nouvelle-Calédonie, prés. par le docteur Mayolle.

PRIX ACADÉMIQUES. — L'Académie française a décerné l'un des prix Montyon à notre collègue, M. Léon Roches, pour son bel ouvrage : *Trente deux ans à travers l'Islam*, dont les lecteurs de la *Réforme sociale* ont eu en partie la primeur. — Notre confrère, M. Gaston David, le sympathique auteur des *Verges*, vient d'obtenir une violette aux jeux floraux pour un discours sur *l'Idée chrétienne dans l'éducation*. En lui adressant nos félicitations, nous le remercions d'avoir saisi l'occasion de remettre en lumière sur ce sujet capital les conclusions de F. Le Play et d'avoir ainsi rendu un nouvel hommage à notre illustre et regretté maître. (V. le chap. 47 de la *Réforme sociale en France*.)

LES MONOGRAPHIES DE FAMILLE. — Nous sommes heureux de pouvoir mentionner de nombreux travaux de monographies de famille, qui se poursuivent dans nos diverses Unions et témoignent de l'intérêt qui s'attache à ces études méthodiques prises sur le vif. Indépendamment des monographies déjà reçues et qui paraîtront prochainement dans les *Ouvriers des deux mondes : Nomades d'Algérie*, par M. A. Geoffroy ; *Pêcheurs de Heyst*,

par M. V. Brants ; *Fermiers et métayers de la Basse-Provence*, par M. d'Estienne de Saint-Jean ; *Colon Algérien*, par M. Cos ; *Paysan émigrant de la Creuse*, par M. Parinet, etc., nous citerons comme étant en cours de rédaction : *Paysan ruthène des Carpathes*, par M. le prince Urbain Wareg Massalsky ; *Bordier Limousin*, par M. A. P. de Puybaudet ; *Horloger de Besançon*, par M. H. Mairot ; *Paysan anabaptiste de Lorraine*, par M. Ch. Chassignet ; *Gantier de Grenoble et Forgeron d'Imphy*, par M. E. de Toytot ; *Pudleur de Seraing et Verrier du Borinage* (Belgique), par M. Urbain Guérin ; *Fondeurs, Vignerons et Ouvriers des Solfatares* (Sicile), par M. Santangelo Spoto, etc.. On est donc assuré de voir les *Ouvriers des deux mondes* se continuer avec un intérêt croissant par la variété même des types décrits et par la multiplicité des questions ainsi étudiées dans la vie réelle par des procédés précis. Le fascicule contenant les *Pêcheurs de Martigues*, par M. F. Escard, va être distribué. (Prix 2 fr. ; par souscription 1 fr. 50.) Sous-presses : les *Métayers de Gascogne*, par M. le baron d'Artigues, étude des plus complètes sur la situation de l'agriculture dans le S.-O. de la France.

CORRESPONDANCE. — **UNIONS DE BOURBONNAIS ET NIVERNAIS.** — Grâce à M. Alfred Saglio paraît le compte-rendu de la Réunion régionale tenue à Nevers sous la présidence de M. le comte Benoit d'Azy. C'est la troisième fois que les Unions du Nivernais et du Bourbonnais publient ainsi l'ensemble des mémoires présentés à leur réunion. Dans le volume de cette année (in-8°, 84 p ; prix. 2 fr.), nous signalerons surtout, de M. Gibon, l'exposé des progrès accomplis par la Société coopérative des Forgerons de Commeny, véritable modèle pour les sociétés de consommation ; de M. l'abbé Guilleminot, une étude sur le salaire, et de M. Urbain Guérin une communication sur les réformes nécessaires à la grande et à la petite propriété ; puis, de M. de Toytot, une monographie de l'ouvrier d'Imphy, travail des plus instructifs qui, nous l'espérons, pourra paraître bientôt dans les *Ouvriers des deux mondes* ; enfin de M. de Cheverry, le curieux tableau de la destruction ou de la transformation de ces antiques communautés taissables que le même auteur avait décrites dans une monographie très complète (*Ouvriers des deux mondes*, t. V ; *Fermiers en communauté du Nivernais*). L'exemple des Unions du Nivernais et du Bourbonnais mérite tout particulièrement d'être signalé : il montre ce que pourraient faire beaucoup d'autres de nos Unions si elles étaient animées d'un égal dévouement au bien public. Combien le progrès des idées de réforme sociale deviendrait rapide, si chaque année, dans chacune de nos Unions régionales, des faits précis et bien observés venaient renouveler et répandre la démonstration expérimentale des pratiques du bien et des coutumes de paix sociale !

UNIONS DE LIMOUSIN ET MARCHE. — « A notre Exposition rétrospective de Limoges, qui vient de fermer ses portes, nous avons tenu à offrir aux yeux du public un certain nombre d'anciens livres de raison du pays. C'est, je crois, la première fois qu'une collection de documents de cet ordre figure dans une exposition. Nous en avons choisi un petit nombre pour représenter ce groupe de documents, et nous les avons placés auprès de quelques cartulaires originaux de nos monastères limousins, donnant ainsi à en-

tendre l'importance qu'il fallait attacher à cet élément d'étude. Notre groupe était surtout composé de trois livres de raison du xv^e siècle, ceux des familles Benoist et Péconnet, de Limoges, et Massiot, de St-Léonard. Nous y avons ajouté plus tard quelques manuscrits de même ordre provenant du Bas-Limousin et dont nous avons dû la communication à l'obligeance de notre confrère G. Champeval, avocat à Figeac. C'est d'un de ces registres que j'ai tiré les éléments du travail que je vous adresse. » — L. GUIBERT.

(V. ci-dessus *Les Collégiens d'autrefois*, p. 313.)

UNIONS DE VIVARAIS ET DE DAUPHINÉ. — « Les derniers événements donnent bien grandement raison à nos principes, écrit M. Léon Rostaing. Les retours aux idées saines sont nombreux et sincères, et bien des convertis sont tout surpris de se trouver aujourd'hui en complète harmonie de vues avec *la Réforme sociale* de F. Le Play, dont ils avaient peut-être entendu parler, mais qu'à coup sûr ils ne connaissaient pas et regardaient comme un travail exhumé sinon de l'antiquité, du moins du xiii^e siècle. Mais il faut toujours lutter contre les « fausses théories d'histoire » (*Réf. soc.*, t. I, ch. VI). Ainsi on reprend avec rage dans la presse de province toutes les rengaines des sectaires sur l'esclavage des paysans et des ouvriers sous l'ancien régime. Répondre par des faits généraux ne produit aucun effet. Il faut citer des noms locaux de personnes et de choses, ainsi que des faits pour obtenir un résultat. Ce genre de travail conviendrait à la plupart de nos confrères et devrait être fait sans toucher à ce qu'on appelle communément : *la politique*. Ce serait une œuvre d'observation de faits sociaux qui, en se généralisant en France, produirait des résultats bien supérieurs à ceux poursuivis par la publication de pamphlets très incisifs et spirituels, sans doute, mais qui, je l'ai reconnu dans la pratique, sont toujours reçus avec méfiance parce qu'ils sont regardés comme des œuvres de parti pris. Pour moi, j'ai un travail dans ce genre en préparation et je crois même avoir trouvé les éléments d'un deuxième. »

UNIONS DE LYONNAIS, FOREZ ET BRESSE. — A la suite du congrès des Sociétés coopératives qui, par les soins de MM. de Boyve et Fougerousse, s'est tenu à Lyon sous la présidence de M. Ch. Gide, professeur à la faculté de droit de Montpellier, notre collègue M. Fougerousse a été prié de faire dans quelques établissements une série de conférences sur la coopération. Il a parlé ainsi aux ateliers de nos confrères MM. Giraud à Châteauvillain, et avec MM. Guise et Charmetant à la Corporation des tisseurs de Lyon. (V. ci-dessus, p. 325) Rappelons en outre que M. Fougerousse, qui s'est dévoué avec tant de zèle à tout ce qui se rattache au mouvement coopératif, donnera tous renseignements et conseils à ceux des membres des Unions qui eux aussi voudront fonder ou conduire des Sociétés coopératives. Espérons que tant d'efforts généreux arriveront à multiplier du moins les sociétés de consommation. Ce sera un grand bien ; car, sagement dirigées, elles sont un utile instrument de progrès économique et social.

ESPAGNE. — « Je serai très honoré d'appartenir aux Unions de la Paix sociale. Je suis en effet lecteur assidu de vos travaux, j'ai fait plusieurs conférences sur l'œuvre de la réforme sociale, au cercle catholique, l'année

de la mort de M. Le Play, et je prépare mon discours de réception à l'Académie des sciences morales et politiques, sur ce noble et vaste sujet. En me félicitant de cette occasion qui m'a permis d'entrer en rapport avec vous et en contractant l'obligation de contribuer à la diffusion des idées de l'École de la Paix sociale et à la propagande de ses travaux, je vous prie, etc.. » — MARQUIS DE PIDAL.

ITALIE. — De Palerme, notre confrère, M. Santangelo Spoto nous adresse un extrait (26 p.) de la *Rassegna di scienze politiche e sociali*, intitulé *Importanza della monografia di famiglia negli studi sociali*. C'est une bonne étude qui met en lumière les caractères et les avantages de la méthode des monographies de famille. Mais l'auteur préfère avec raison les exemples aux préceptes : il applique lui-même le procédé d'investigation qu'il recommande et prépare en ce moment deux monographies siciliennes, celle d'une famille attachée à une solfatare, et celle d'un ouvrier de fonderie.

Océanie. — De Nouméa, M. le docteur Mayolle nous écrit en présentant comme membre des Unions M. Talbotier : « Ancien élève d'une de nos grandes écoles nationales d'agriculture, l'école de Grandjouan, et commandant du pénitencier agricole de Pouembout, notre nouveau confrère a pu se pénétrer de la vérité absolue de nos doctrines. En ce moment il tente, dans le milieu pénal, l'œuvre de la coopération. Avec le concours de l'administration et de ses conseils éclairés, il a déjà créé parmi les concessionnaires du centre une boulangerie coopérative à laquelle il se propose d'adjoindre, si le succès consacre cette première tentative, un magasin pour la vente des denrées essentielles. En outre les produits des concessionnaires sont vendus par le syndicat ; ce qui supprime une foule d'intermédiaires. Sans porter d'avis définitif, il y a lieu de penser que cette œuvre moralisatrice fournira de bons résultats moraux et matériels. J'ajoute qu'il est partisan d'un patronage dévoué, mais suffisamment armé pour surveiller attentivement le fonctionnement de l'institution. On se rend compte facilement que l'administration seule ici peut être investie de cette autorité. »

MM. A. Gibon, Castonnet des Fosses, G. Ardant, le marquis de la Tour du Pin Chambly, J. Pasquier, A. Rondelet, Paul Simon, Max. Gaussen, le baron de France, Albert Babeau, Félix Troyes, M. Touchois, E. Goffinon, H. Beaune, H. Baudrillard, le général Tcheng-Ki-Tong, Chambert, Léon Rostaing, le général Montaudon, Le Brument, Urbain Guérin, A. de Martel, le vicomte d'Estienne de Saint-Jean, A. de Puybaudet, Santangelo Spoto, le docteur Mayolle, Victor Brants, le général du Barrail, Pierre de Coubertin, le général Pierron, Eug. Rostand, Delafoy, A. Beauregard, l'abbé Siemienski, le comte Bardi, J. Fourdinier, H. Marion, le comte d'Anthenaise, A. Martin, l'abbé Collet, Claudio Jannet, J. Maistre, le marquis de Castelnau, A. Raffalovich voudront bien accepter nos remerciements pour les communications et les présentations qu'ils nous ont adressées.

A. DELAIRE.

BIBLIOGRAPHIE

La Famiglia in rapporto alla Quistione sociale, par SANTANGELO SPOTO IPPOLITO (mémoire couronné au concours Ravizza pour 1884). Turin E. Loescher, 1886; in-8°, XVI-367 p. La *Réforme sociale* a déjà analysé sommairement ce travail en rendant compte du concours Ravizza (t. I^{er}, p. 334, 13 mars 1886), d'après le rapport officiel adressé par M. César Cantu. Aujourd'hui le mémoire est publié, et nous pouvons mieux juger combien notre confrère s'est inspiré des travaux de Le Play et de son école. Il leur fait de larges emprunts, non sans y mêler des vues personnelles et des discussions critiques. Après des généralités (ch. I et II), sur la famille, vraie unité sociale, et base de la société civile, l'auteur aborde (ch. III) l'organisation de la famille, avec ses trois types, qu'il rattache aux exemples de sociétés simples, constituées sur des steppes, des rivages ou des sols forestiers. Les chapitres suivants sont consacrés aux phénomènes moraux et aux phénomènes économiques dans leurs rapports avec les trois formes de la famille (l'autorité paternelle, éducation; — transformation du sol, agriculture et appropriation; propriété collective, individuelle, patronale; problème de la population; arts usuels et arts libéraux; industrie, commerce). Enfin, il termine (ch. VI à VII), par le patronage libre et l'association (patronage, formes d'engagements, institutions de prévoyance, trade unions, corporations, coopération); et plein de confiance dans le patronage volontaire seul capable d'unir les classes par la communauté des efforts, il exprime son *ultima spes*: « que les classes supérieures, les autorités sociales, celles qui avec le capital et l'intelligence peuvent donner la main à l'ouvrier, s'appliquent à l'élever, à le mettre sur la voie de la coopération, comme sur celle du salut, mais loin de l'action de l'Etat et sans demander à celui-ci ni appui ni subsides, ni réglementation ». Un court appendice fournit quelques compléments sur les institutions auxiliaires du patronage envisagées dans leurs rapports avec les divers types de famille. On voit quelle est l'ampleur du cadre que M. Santangelo s'était tracé et qu'il a su remplir. En le félicitant de nouveau, nous devons nous applaudir des résultats du concours Ravizza : il a suscité des études propres à la fois à répandre en Italie la connaissance des travaux de F. Le Play, et aussi à développer le goût des observations méthodiques sur la question sociale.

La tendenza delle classi sociali inferiori nella seconda metà del secolo XIX, par le Dr SANTANGELO SPOTO IPPOLITO. Palerme, Pedone-Lauriel, 1886; in-8°, 164 p. La principale tendance des classes inférieures se manifeste, d'après l'auteur, dans l'idée coopérative; c'est donc une tendance à l'accord, à la paix. Il examine alors la distinction des classes inférieures ou supérieures et définit ce qu'il appelle « le vrai socialisme, celui des Unions de la paix sociale, fondées par F. Le Play ». Puis il passe en revue les influences qu'exercent ces tendances sur l'organisme social dans l'ordre économique (capital, travail, salaire, épargne, corporations, syndicats, coopération); dans l'ordre physique (population, paupérisme, émigration); dans l'ordre intellectuel (éducation, enseignement, écoles). Enfin il étudie l'intervention de l'Etat dans chacun de ces ordres, et les limites dans lesquelles il convient qu'il se renferme. Citons une note intéressante consacrée à réfuter par les faits une objection du professeur Agnelli qui se montrait partisan du partage forcé comme favorable à la petite propriété.

Les prix en 1790 par LÉON BIOLLEY. Paris, Guillaumin, 1886; in 8° — Ce volume contient un classement méthodique en dix-huit chapitres des salaires et des prix tels qu'ils existaient en 1790 dans les différentes parties de la France. Ils ont été recueillis dans quatre enquêtes administratives ordonnées par la Convention pour établir les deux et même les trois lois de maximum qu'elle édicta. La Conven-

tion se référerait à 1790 parce qu'à cette date la dépréciation des assignats et l'inter ruption de tout commerce et de toute industrie n'avaient pas encore altéré le niveau des prix. Ces enquêtes confirment généralement les données recueillies par Arthur Young dans son voyage en France en 1787 et 1788. Il ne faut pas oublier, si l'on veut tirer des déductions sur l'état économique du pays de ces nombreux tableaux statistiques, que les vingt dernières années de l'ancien régime furent une période de prospérité croissante et de grand progrès économique. Mais M. Biollay a voulu se borner à fournir des matériaux et il s'est contenté de grouper autour de chaque prix les indications contemporaines sur les conditions de la production qui peuvent servir à les éclairer. En effet les enquêtes administratives de la Convention sont loin d'être parfaites, et c'est à l'érudition locale à les contrôler en réunissant sur place les éléments contenus dans les documents locaux. C'est tout un ordre d'études auxquelles nous ne saurions trop convier les sociétés savantes de province. Un des grands mérites de l'excellent ouvrage de M. Biollay sera de les avoir provoquées et de leur en avoir tracé le cadre méthodique. C'est aussi une source précieuse d'indication pour les personnes qui voudront étudier l'histoire de telle ou telle industrie.

Les Ecart s législatifs, par EMILE WORMS, professeur à l'école de droit de Rennes, correspondant de l'Institut. Paris, Fetscherin et Chuit, 1886. 220 pages, in-18 : 3 fr. — Les *Ecart s législatifs* que signale M. Emile Worms ne sont pas sans nous mettre dans un certain embarras. Nous n'avons pas en effet le même critérium que l'auteur de ce livre, nous ne considérons pas toute atteinte portée à la liberté politique comme une déviation et comme un écart, nous nous gardons, comme l'enseigne J. de Maistre, « de l'erreur énorme de croire que la liberté soit quelque chose d'absolu, non susceptible de plus ou de moins ». Cela explique nos dissentiments. Mais malgré cet enthousiasme pour tout ce qui vient de 1789, M. Emile Worms s'accorde avec nous pour blâmer les excès du fonctionnarisme, les ingérences de l'Etat dans les affaires privées, l'asservissement progressif de l'autorité communale à l'autorité centrale, les empiétements formels qui ont été poussés par l'Etat dans le domaine de la famille, ces dernières années. De tendances évidemment favorables aux idées du jour, M. Worms lance de dures vérités à l'adresse des « tempéraments gouvernementaux » qui ont confectionné quelques-unes de nos lois. Il parle de « violence » à propos de la législation de 1881 sur l'enseignement officiel. Ce bon esprit, scandalisé par le charlatanisme des candidats à la députation, voudrait qu'on leur demandât des garanties d'éligibilité et qu'on abolît le mandat impératif. Il n'admet pas non plus cet écrasement des minorités qui a passé dans les mœurs parlementaires de la France. Son livre est donc en résumé l'œuvre d'une conscience honnête et d'un jugement droit ; ce qui l'égare parfois, c'est l'esprit de système dont il devrait se délier dans une science de faits comme la politique et l'histoire ; mais ce système après tout n'aurait rien que d'excellent, contenu dans de justes limites, puisque M. Worms, malgré de fréquents recours à H. Spencer, semble avoir adopté les croyances spiritualistes en tout ce qui regarde la liberté, le droit et le devoir.

Le Gérant : C. TREICHE.

LES PROJETS DE RÉFORME

DE LA LÉGISLATION OUVRIÈRE EN ITALIE

Au cours d'une étude présentée, il y a quelque temps, à la Société d'Économie sociale (1), j'ai cherché à donner un aperçu rapide des diverses lois qui, depuis quelques années, ont été mises en vigueur dans les principaux pays de l'Europe et qui ont réglé, sur des bases nouvelles, les rapports des ouvriers avec les patrons, ainsi que leurs droits mutuels.

Dans cet exposé, nécessairement sommaire, je me suis attaché surtout à faire connaître, en substance, la législation ouvrière de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Suisse, que leur développement industriel signale plus particulièrement à l'attention des économistes et des législateurs. Le temps et l'espace me manquaient pour étudier avec les détails nécessaires les réformes analogues qui ont été accomplies ou qui se préparent dans d'autres régions de notre continent, notamment en Italie. Le sujet en aurait, cependant, valu la peine, car l'Italie est aujourd'hui, en toute matière, un objet d'étude particulièrement intéressant. Elle est en pleine phase de transformation et de développement. Quelque opinion que l'on puisse avoir sur les moyens par lesquels s'est accomplie cette évolution, quelques réserves que l'on doive faire, au point de vue du droit international et de la morale éternelle, sur les procédés employés pour préparer la renaissance de l'Italie contemporaine, le fait de cette renaissance est indiscutable. C'est bien, comme le disent les Italiens eux-mêmes, à une résurrection, à un *resorgimento* que nous assistons ; ce qui se produit, en ce moment, est bien une troisième floraison de cette race éminemment vivace, souple et féconde. Et cette résurrection n'est pas seulement manifeste dans l'ordre politique : elle n'est pas moins

(1) Séance du 9 mars 1885. (Voir la *Réforme sociale* du 15 mai 1885). — Nous n'avons pas besoin de rappeler aux lecteurs de la *Réforme sociale* l'œuvre magistrale de M. René Lavollée, dont la seconde édition a paru en 1884, *Les Classes ouvrières en Europe* ; ouvrage couronné par l'Académie française ; Paris, Guillaumin, 2 vol. gr. in-8° (Note du secret.)

sensible dans le domaine des faits économiques, sur le terrain de la lutte industrielle et commerciale entre les peuples. L'industrie italienne n'est plus un mythe : elle devient, de jour en jour, une rivale plus sérieuse pour les anciennes nations productrices de notre vieille Europe. Il est donc naturel que les intérêts de la population ouvrière préoccupent de plus en plus les pouvoirs publics en Italie et que la législation industrielle de ce pays tende, comme l'industrie et le pays lui-même, à prendre du corps et de la consistance.

Jusqu'à présent, sous l'influence de l'école libre-échangiste dont Cavour et les hommes d'État piémontais étaient des adeptes convaincus, l'Italie était restée, comme la Belgique et les Pays-Bas, absolument fidèle au principe de la liberté de l'industrie. Aucune loi spéciale ne régit, en Italie, les rapports entre maîtres et ouvriers. Le travail est libre, et l'on peut légalement conclure tout contrat qui n'est pas contraire aux dispositions générales du Code civil. Les engagements entre maîtres et ouvriers se font, d'ordinaire, par semaine, pour un salaire fixe, ou aux pièces. Un avis donné huit jours d'avance, de part ou d'autre, suffit, en l'absence de convention spéciale, pour mettre fin à l'engagement.

Mais cette situation est en voie de se modifier. Le Gouvernement italien a, comme presque tous ceux de l'Europe, pris en main la question du règlement des rapports entre patrons et salariés, et, depuis 1879, il a saisi le Parlement d'une série de projets ayant pour objet l'amélioration du sort des travailleurs.

Deux de ces projets, l'un sur le travail des enfants dans les manufactures, l'autre portant création d'une caisse d'assurances volontaires contre les accidents dont les ouvriers peuvent être victimes, sont passés en force de loi, le premier depuis le 11 février dernier, le second depuis le 8 juillet 1883.

Trois autres projets sont encore, à des degrés divers, dans la filière parlementaire. En voici la liste ; — 1^o Projet de loi ayant pour objet l'institution d'une Caisse nationale de pensions en faveur des ouvriers ; présenté le 1^{er} juin 1885, en remplacement d'un projet datant de 1883 et qui a été retiré ; — 2^o Projet de loi sur la responsabilité civile des patrons vis-à-vis de leurs ouvriers, en cas d'accident ; présenté le 19 février 1883 ; voté, le 15 juin 1883, par la Chambre des députés ; actuellement soumis au Sénat ; — 3^o Projet de loi relatif à l'établissement de Conseils de prudhommes (*Collegi di probi viri*) ; présenté le 30 mai 1883 ; — Enfin, on citera pour mémoire le projet de loi sur les coalitions présenté, le 30 mai 1883, à la Chambre des députés et rejeté par cette assemblée.

Il reste à analyser sommairement les lois de 1883 et 1886, ainsi que chacun des projets dont on vient de lire l'énumération.

I. — CAISSE D'ASSURANCES VOLONTAIRES CONTRE LES ACCIDENTS.
(LOI DU 8 JUILLET 1883.)

Cette Caisse a été constituée en vertu d'une convention passée entre le ministre du commerce d'Italie et dix des plus puissantes institutions de crédit du royaume. Elle a dû commencer ses opérations le 1^{er} juillet 1884. Elle a été fondée au capital de 1.500.000 francs : 625.000 ont été versés par la Caisse d'épargne de Milan ; 200.000 par la Banque de Naples ; 100.000 par la Banque de Sicile et par chacune des Caisses d'épargne de Turin, Bologne et Rome ; 100.000 par le *Monte dei Paschi* de Sienne ; 75.000 par le Mont-de-Piété et la Caisse d'épargne de Gênes ; 50.000 par chacune des Caisses d'épargne de Venise et de Cagliari. Un conseil supérieur, composé des membres du comité exécutif de la Caisse d'épargne de Milan, et d'un représentant de chacun des autres établissements, est chargé de l'administration de la Caisse d'assurances : c'est lui qui fixe, sur les propositions du comité de la Caisse d'épargne de Milan, et sauf l'approbation gouvernementale, les tarifs d'assurance, le taux des primes et celui des indemnités.

L'assurance est facultative pour « toutes les personnes résidant dans le royaume, qui ont atteint l'âge de dix ans et qui se livrent au travail manuel ou louent leurs services, soit à la tâche, soit à la journée. » Elle est individuelle ou collective : l'assurance collective peut être faite ou par les patrons seuls, ou par les patrons et les ouvriers, ou par les ouvriers réunis en syndicat. — Individuelle ou collective, elle a pour objet tous les accidents qui peuvent avoir pour conséquence : 1^o le mort de l'assuré ; 2^o l'incapacité totale et permanente de travail ; 3^o l'incapacité partielle et permanente de travail ; 4^o l'incapacité temporaire de travail, quand celle-ci dure plus d'un mois. — Toutes les opérations, tous les actes de la Caisse d'assurances sont exempts du timbre et de l'enregistrement ; — le concours gratuit des caisses d'épargne postales lui est assuré pour la passation des contrats d'assurance et pour tous les actes qui s'y rapportent, y compris les recouvrements de primes et les paiements d'indemnités ; enfin, la caisse peut réclamer la coopération des autorités municipales.

II. — CAISSE NATIONALE DE PENSIONS EN FAVEUR DES OUVRIERS.
(PROJET DE LOI DE 1885, REMPLAÇANT UN PROJET ANTÉRIEUR, DÉPOSÉ
EN 1883.)

Dans la pensée du Gouvernement italien, la loi sur la Caisse d'assurances contre les accidents devait être complétée par l'adoption d'un autre projet présenté en 1883 par M. Berti, alors ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et ayant pour objet l'institution d'une Caisse nationale de pensions en faveur des ouvriers. Cette Caisse, d'après les auteurs du projet, avait pour caractère distinctif et essentiel de « constituer un corps moral autonome, » administré par la Caisse des prêts et dépôts et dirigé par un comité central institué auprès du ministère du commerce. — Elle devait avoir pour la représenter dans chaque province, une commission de cinq membres, dont un nommé par le gouvernement, un élu par le conseil provincial, un par le conseil communal du chef-lieu et deux par les bureaux des sociétés de secours mutuels de la province.

Cette conception d'une vaste institution, centralisant entre les mains de l'État le service des pensions, ne fut pas accueillie sans défiance. Le gouvernement italien lui-même, soit par respect de l'initiative individuelle, soit plutôt par crainte des charges et des responsabilités financières qu'il encourrait en se substituant à elle, ne parut pas attacher grand prix à l'adoption de la combinaison proposée par M. Berti. Aussi, lorsque celui-ci eût cessé d'être ministre, son successeur M. Grimaldi retira-t-il le projet de loi primitif pour lui en substituer un autre reposant sur un principe très-différent.

Le nouveau projet a été déposé dans la séance du 1^{er} juin 1885 ; mais il est devenu caduc par suite de la dissolution de la dernière Chambre des députés et il doit être représenté au Parlement italien dans sa présente session. Ce projet dérive d'une idée analogue à celle dont se sont inspirés les auteurs de la loi du 8 juillet 1883, sur la distribution des secours en cas d'accident ; de même que ce dernier service est confié à un syndicat de caisses d'épargne, de même, c'est aux caisses d'épargne agissant isolément ou syndiquées, et moyennant l'accomplissement de certaines conditions spéciales que le gouvernement italien propose de confier le service des pensions en faveur des ouvriers. Voici, au surplus, les principales dispositions du projet :

« La Caisse nationale des pensions pour les ouvriers est instituée

au moyen de caisses autonomes spéciales (*Art. 1^{er}*). — Les diverses caisses de pensions sont gérées conformément aux prescriptions de la loi, par les caisses d'épargne ordinaires, spécialement autorisées à cet effet par le gouvernement (*Art. 2*). — Pour obtenir cette autorisation, chaque caisse d'épargne doit instituer, dans son propre sein, une caisse de pensions, qui portera le nom de l'établissement fondateur, et consacrer aux opérations de cette caisse de pensions un fonds de garantie s'élevant au moins à 50.000 francs, à capital perdu ou à capital ne portant pas intérêts.

Ce fonds de garantie est recouvrable au fur et à mesure de la formation d'un fonds de réserve correspondant. Deux ou plusieurs caisses d'épargne peuvent former un syndicat, ayant un seul siège commun, pour la gestion d'une caisse de pensions, qui portera le titre de *syndicale* et le nom de la commune où se trouvera son siège... : les diverses caisses syndiquées peuvent contribuer chacune à la formation de fonds de garantie pour une somme inférieure à 50.000 fr., pourvu que leurs contributions réunies atteignent ce chiffre. (*Art. 4*). La gestion de la caisse des pensions est confiée à l'administration même de l'établissement fondateur ; mais les deux gestions doivent demeurer absolument distinctes pour la comptabilité. — L'administration des caisses instituées par un syndicat sera organisée suivant l'accord intervenu entre les établissements syndiqués et moyennant l'approbation du gouvernement... L'établissement ou le syndicat fondateur n'est responsable de sa gestion que jusqu'à concurrence du fonds de garantie, sauf la responsabilité personnelle des administrateurs (*Art. 5*).

Indépendante ou syndiquée, chaque caisse de pensions a une circonscription spéciale que le gouvernement fixe au moment même où il l'autorise : elle ne peut recevoir d'inscriptions en dehors de cette circonscription ; mais elle peut faire des opérations avec les inscrits et les pensionnés de toutes les parties du territoire italien (*Art. 6*) : on a voulu ainsi rendre facile aux ouvriers l'utilisation des caisses de pension, même en cas de déplacement.

Les caisses de pension ont pour principales ressources : 1^o les droits d'entrée ; 2^o les versements des inscrits ; 3^o les capitaux et intérêts accumulés au crédit des inscrits morts avant d'avoir droit à pension et sans laisser d'héritiers ; 4^o les dividendes devenus disponibles par la mort des inscrits. — Le gouvernement accorde à chaque caisse des subsides annuels ou éventuels. Le fonds assigné aux subsides annuels se compose : 1^o des deux dixièmes des bénéfices nets des caisses d'épargne postales ; 2^o des bénéfices nets résultant de l'emploi des dépôts judiciaires. Quant aux subsides éventuels, ils sont alimentés ; 1^o par le montant des billets à cours forcé du *Con-*

sorzio des banques d'émission (1), qui seraient annulés faute d'avoir été présentés au change dans les délais fixés par la loi ; 2° par un prélèvement de 20 millions au plus sur l'excédent des revenus du *Fonds du culte* dévolu à l'État. — La répartition de ces subsides a lieu entre les diverses caisses au *prorata* du nombre des inscrits. (Art. 7) — Pour être inscrit à une caisse, il faut en faire la demande et verser un droit d'entrée de 2 fr. L'administration de la caisse statue souverainement sur les demandes d'admission (Art. 10).

Les versements des inscrits ne peuvent être ni inférieurs à 50 cent. par dépôt, ni supérieurs à 200 fr. par an. Ils peuvent être faits par des tiers, au nom et avec le consentement de l'intéressé, et jusqu'au jour de la liquidation de la pension (Art. 15).

Les inscrits ont droit à la pension à partir de cinquante ans ; mais les inscrits peuvent ne la réclamer qu'à 65 ans, en continuant les versements jusqu'à cet âge (Art. 11).

Avant 50 ans, les inscrits peuvent à toute époque se retirer de la caisse ; celle-ci leur rembourse le capital versé avec les intérêts, mais sans les dividendes (Art. 12) ; il en est de même pour leurs héritiers, si l'inscrit meurt avant d'avoir droit à une pension (Art. 13).

Sur le produit des recettes, on prélève d'abord les frais d'administration, les dépenses fixes, « les assignations ayant une affectation spéciale » et le fonds de réserve, qui doit représenter au moins un dixième du montant des capitaux portés au crédit des inscrits et des pensionnés. — Ces déductions opérées, le surplus des revenus annuels est réparti comme suit : « la part correspondante aux intérêts des capitaux accumulés au crédit des inscrits et des pensionnés est assignée aux comptes individuels respectifs ; la part correspondante aux intérêts des capitaux attribués au fonds de réserve est, à titre de dividende, distribuée par fractions égales entre les inscrits ayant fait pendant l'année des versements représentant ensemble 6 fr. au moins. » Seront distribués de même, à titre de dividende, parmi les inscrits, et à l'exclusion des pensionnaires : les dividendes devenus disponibles par suite de la mort de membres inscrits et le subside annuel du gouvernement. — Les dividendes ne peuvent jamais être supérieurs à 50 fr. par inscrit : l'excédent éventuel est versé au fonds de réserve (Art. 17).

A partir du moment où s'ouvre son droit à une pension, tout membre inscrit peut, à son choix, ou réclamer le remboursement des capitaux figurant à son avoir, y compris les intérêts et divi-

(1) Ce *Consorzio* avait été établi par la loi portant abolition du cours forcé en Italie.

dendes ; ou se faire servir une pension déterminée d'après des tables spéciales et correspondant à son âge et au capital accumulé à son crédit : cette pension peut être constituée soit à capital perdu, soit avec capital réservé, en tout ou en partie, et remboursable, après sa mort, à ses héritiers. (*Art. 18*). Sauf quelques cas exceptionnels, les pensions sont incessibles et insaisissables. (*Art. 19*).

III. — RESPONSABILITÉ CIVILE DES PATRONS VIS-A-VIS DE LEURS OUVRIERS EN CAS D'ACCIDENT. (PROJET DE LOI DE 1883 ; VOTÉ EN 1885, PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.)

Le règlement de cette question présentait, en Italie, un incontestable caractère d'urgence. Des statistiques officielles, que le gouvernement lui-même reconnaît incomplètes, il résultait, en effet, que, dans les trois années 1879 à 1881, les accidents survenus dans l'industrie avaient fait, en moyenne, 8.783 victimes par an : 697 morts, 340 infirmes, 7.745 atteints d'une incapacité temporaire de travail. Le gouvernement italien ne pouvait ni ne devait s'abstenir de prendre ou de proposer des mesures pour assurer la réparation de ces trop nombreux sinistres. Mais il avait à choisir entre les systèmes divergents et même contraires essayés ou inaugurés par les législations étrangères ; en France, en Angleterre, comme on le sait, le patron n'est réputé responsable des accidents survenus dans sa fabrique ou dans son atelier qu'autant que la preuve de sa faute a été faite ; il en est de même en Allemagne, sauf exception pour les accidents sur les voies ferrées ; en Suisse, au contraire, d'après les lois de 1877 et de 1881, le patron est responsable, « *même sans qu'il y ait faute de sa part*, à moins qu'il ne prouve que l'accident a pour cause soit la force majeure, soit des actes criminels ou délictueux imputables à d'autres qu'à lui-même ou à ses agents, soit la propre faute de celui qui a été tué ou blessé. »

C'est ce dernier système qui, sauf quelques tempéraments, a prévalu dans le projet de loi adopté en 1885 par la Chambre des députés d'Italie. Aux termes de l'art. 1^{er} de ce projet, « les entrepreneurs et exploiters de voies ferrées, les entrepreneurs d'autres travaux publics, les propriétaires d'immeubles urbains et ruraux dans lesquels s'exécutent des travaux, soit neufs, soit de réparation, les entrepreneurs ou adjudicataires de ces travaux, les propriétaires et exploiters de mines, carrières et usines, ainsi que les ingénieurs

et architectes qui dirigent les travaux, doivent être toujours solidairement responsables, sauf leur recours entre eux ou contre qui de droit, du dommage pouvant résulter, pour le corps ou la santé des ouvriers, des malheurs occasionnés par l'exploitation des chemins de fer, par la ruine totale ou partielle des constructions, par les éboulements, effondrements, explosions, ou, en général, par tout autre accident analogue survenu pendant le travail. Les ayants cause du propriétaire sont responsables comme le propriétaire lui-même. Cette responsabilité doit cesser s'il est prouvé que le fait provient d'une négligence exclusivement imputable à la victime, de cas fortuit ou de force majeure. »

L'indemnité doit comprendre, « en cas de mort, les frais de maladie et d'enterrement, la réparation du dommage éprouvé pendant la maladie, par suite d'incapacité de travail, celle du dommage occasionné par la mort de l'ouvrier à ceux des membres de sa famille à l'entretien desquels il était tenu. En cas de blessure non suivie de mort ou d'autre atteinte à sa santé, l'indemnité doit représenter les dépenses encourues pour arriver à la guérison et la réparation du dommage résultant de l'incapacité de travail permanente ou temporaire, totale ou partielle » (*Art. 2*). L'autorité judiciaire est chargée de fixer le montant de l'indemnité, eu égard à l'ensemble des circonstances ayant occasionné l'accident et conformément aux règles du droit commun. D'accord avec les intéressés, et même d'office, l'autorité judiciaire peut substituer au paiement d'un capital celui d'une rente temporaire ou viagère équivalente (*Art. 3*).

La responsabilité établie par l'art. 1^{er} doit cesser quand les personnes responsables d'après cet article ont, à l'aide de leurs propres ressources, assuré leurs ouvriers contre tous les cas d'accident, y compris ceux provenant de la négligence de ces ouvriers, de cas fortuit ou de force majeure. Le recours entre les personnes solidairement responsables ou contre qui de droit doit rester toujours ouvert pour le remboursement des primes d'assurance..., la somme assurée ne pouvant être inférieure aux *minima* ci-dessous : « En cas de mort de la victime de l'accident, sept fois le salaire annuel, si elle laisse des ascendants et un conjoint avec plus de trois enfants mineurs ; six fois, si elle laisse des ascendants et un conjoint avec trois enfants mineurs ou moins ; cinq fois, si elle laisse un conjoint avec plus de trois enfants mineurs ou seulement plus de trois enfants mineurs ; quatre fois, si elle laisse un conjoint avec trois enfants mineurs ou moins, ou seulement trois enfants mineurs ou moins ; trois fois, si elle ne laisse qu'un conjoint sans enfants et des ascendants ; enfin, deux fois, si elle ne laisse qu'un conjoint sans enfants ou seulement des ascendants. En cas d'incapacité absolue et

permanente de travail, l'indemnité ne peut être moindre de huit fois le salaire annuel. En cas d'incapacité partielle, l'indemnité doit être proportionnée au degré d'incapacité et dans les limites de 20 à 80 % de l'indemnité assurée pour incapacité absolue. En cas d'incapacité temporaire, la somme assurée doit correspondre au salaire journalier et être payée pendant toute la durée de cette incapacité jusqu'au terme *maximum* de 360 jours » (*Art. 6 et 7*).

Sous peine d'une amende de 100 à 250 francs, les personnes responsables d'après l'art. 1^{er} sont tenues de dénoncer dans les vingt-quatre heures à l'autorité judiciaire locale les accidents qui viennent à se produire. Pour les accidents survenus dans les mines, la dénonciation doit être faite aussi dans le même délai, à l'ingénieur des mines du district. (*Art. 10*). Les créances pour indemnités prévues par la loi sont déclarées privilégiées, incessibles et insaisissables. (*Art. 5*). D'après l'art. 11 les réclamations des indemnitaires doivent être jugées d'urgence et comme affaires sommaires; les jugements sont exécutoires nonobstant opposition ou appel et sans caution (*Art. 11*). L'assistance judiciaire est de droit pour la victime (*Art. 12*). La renonciation, même partielle, au bénéfice de la loi est déclarée nulle et non avenue (*Art. 13*). L'action en indemnité doit se prescrire par deux ans à compter du jour de l'accident ou de la mort, suivant les cas (*Art. 14*).

L'économie de ce projet a été complètement modifiée par la commission (ou bureau central) du Sénat. D'après l'art. 1^{er} du nouveau texte qu'elle a présenté, le 2 avril dernier à la Chambre haute, la responsabilité qui « peut, en cas d'accident, incomber aux patrons », est, en principe, déterminée par le droit commun et conformément aux autres prescriptions de la loi; mais elle ne sera pas présumée, sauf preuve contraire; elle devra, au contraire, être prouvée par celui qui l'invoque. Par exception, la responsabilité du patron sera présumée quand il sera prouvé que, dans le travail qui a occasionné le malheur, toutes les prescriptions réglementaires n'ont pas été observées. Toutefois, cette responsabilité cessera quand il sera prouvé que le fait est le résultat soit d'un acte volontaire ou d'une négligence exclusivement imputable à la victime, soit d'un cas fortuit, soit de force majeure (*Art. 11 du projet amendé*). Enfin, les sommes versées à la caisse d'assurance par les personnes responsables, avec leurs deniers et pour leurs ouvriers, en vue de les assurer contre les accidents de toute nature, viendront en atténuation ou en extinction totale de leur responsabilité (*Art. 6*).

Le Sénat ne s'est pas encore prononcé; mais, en raison de la récente dissolution de la Chambre des députés, la loi devra, dans tous les cas, revenir devant le nouveau Parlement.

IV. — TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.
(LOI DU 11 FÉVRIER 1886)

Jusqu'à cette année, l'Italie n'avait pas encore de loi complète sur le travail des enfants dans les manufactures. On pouvait seulement citer, d'une part, l'ordonnance vice-royale de Lombardo-Vénétie, en date du 7 décembre 1843, qui soumettait à certaines conditions spéciales le travail des enfants âgés de moins de 14 ans dans les fabriques comptant plus de vingt ouvriers; et, d'autre part, l'article 88 de la loi du 20 novembre 1859 sur les mines, carrières et usines, d'après lequel il était interdit, sous peine d'une amende de 5 à 50 fr., de laisser descendre et travailler aucun enfant dans les mines avant l'âge de 10 ans révolus. Encore cette disposition n'était-elle applicable qu'en Piémont, en Lombardie et dans les Marches, le règlement du 20 décembre 1865 qui l'avait étendu à tout le royaume étant dépourvu de sanction pénale.

Il y avait là une grave lacune, d'autant plus urgente à combler que le nombre des enfants employés par l'industrie italienne est déjà considérable et va sans cesse croissant avec l'importance même de cette industrie. D'après le recensement de 1881, sur une population ouvrière totale de 3.378.000 individus, on ne comptait pas moins de 292.000 enfants de neuf à quatorze ans révolus. On a même constaté l'existence d'un certain nombre d'enfants travaillant dans les usines, dans les ateliers ou dans les souffrières avant l'âge de neuf ans; une enquête spéciale faite, par ordre du gouvernement italien, dans 29 des principaux arrondissements industriels, a, en effet permis de constater, parmi les ouvriers, la présence de 761 enfants âgés de sept à huit ans et de 1.239 enfants âgés de huit à neuf ans.

Le simple exposé qui précède prouve à quel point était nécessaire l'intervention du législateur en cette matière. On l'avait, du reste, compris en Italie, et, depuis 1870, il avait été présenté au Parlement de ce pays, en vue de réglementer le travail infantile, jusqu'à sept projets successifs, dont des circonstances diverses avaient empêché l'adoption. Le dernier de ces projets, tel qu'il a été finalement adopté, peut se résumer comme suit : « Il est interdit d'admettre à travailler dans les ateliers industriels, les carrières et les usines, des enfants de l'un et de l'autre sexe avant l'âge de neuf ans accomplis, et avant l'âge de dix ans, s'il s'agit de travaux souterrains. » De neuf à quinze ans, nul enfant ne peut être admis que sur la présentation d'un cer-

tificat délivré par les médecins délégués à cet effet par le conseil sanitaire de chaque arrondissement et attestant qu'ils sont aptes au travail auquel ils sont destinés (*Art. 1^{er}*). De neuf à douze ans, ils ne pourront être employés plus de huit heures par jour (*Art. 3*). Pour les travaux dangereux ou insalubres, aucun enfant de moins de quinze ans ne peut être employé que dans les limites et avec les précautions prescrites par un décret royal spécial déterminant les travaux de cette nature (*Art. 2*). Les contraventions sont punies d'une amende de 50 à 100 francs par chaque enfant irrégulièrement admis au travail : en cas de récidive, l'amende peut être portée au double (*Art. 4*.)

V. — INSTITUTION DE CONSEILS DE PRUD'HOMMES. (PROJET DE LOI DE 1883.)

La législation italienne ne renferme actuellement aucune disposition analogue à celles qui, dans la plupart des autres pays européens, autorisent la constitution d'arbitres spéciaux pour le jugement des contestations en matière industrielle ; lacune d'autant plus regrettable qu'au moyen âge, depuis l'établissement des communes italiennes jusqu'à l'époque à laquelle se produisit la décadence de l'industrie de la péninsule, les *Universités de marchands et d'artisans* avaient, d'après leurs statuts, des juridictions particulières formées par la voie de l'élection et exerçant des attributions semblables à celles des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes. Aujourd'hui, de cette antique organisation, il ne reste plus que de rares et insignifiants vestiges. Ainsi la décision amiable des différends survenus entre patrons et ouvriers est quelquefois déferée, d'un commun accord, au président de la chambre de commerce ; à Milan, cet office bénévole est rempli par le *Consulat des associations ouvrières* ; dans d'autres villes, par les chefs de certaines sociétés ouvrières ; à Gènes, par de simples particuliers qu'environne l'estime universelle. A Côme seulement, a été créé un conseil, composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal et ayant le double mandat de concilier ou de juger les contestations qui surgissent dans l'industrie de la soie.

Le projet présenté en 1883 au Parlement italien, et qui n'est pas venu en discussion, avait pour objet de généraliser cette excellente institution en l'organisant à peu près sur les mêmes bases qu'en France. Les conseils de prud'hommes (*probi viri*), créés par décret royal sur les points où existent des industries semblables ou ana-

logues, devaient se composer de douze membres au moins, de seize plus, élus, dans leur classe respective, moitié par les industriels, moitié par les ouvriers : ils auraient eu, en outre, un président et un vice-président, étrangers à l'industrie et choisis par le ministre de grâce et justice sur une liste de six candidats dressée, à la majorité des votants, par le tribunal civil réuni en assemblée générale. La liste des ouvriers électeurs devait comprendre tous les chefs ouvriers et *ouvrières*, majeurs de vingt-un ans, sachant lire et écrire, travaillant et domiciliés dans la circonscription du conseil depuis un an au moins. Les femmes exerçant une industrie pour leur propre compte auraient été inscrites sur la liste des patrons électeurs. Quant à l'éligibilité, elle était réservée aux hommes de vingt-cinq ans au moins, comptant cinq années de métier et de résidence. Dans le sein de chaque conseil devaient se former un office de conciliation et un tribunal d'arbitres : le premier se composant du président et de deux membres, dont l'un industriel et l'autre ouvrier ; le second, du président et de quatre membres, dont deux industriels et deux ouvriers.

Pour la compétence de ces tribunaux et pour la procédure à suivre devant eux, le projet de loi ne s'éloignait pas sensiblement des dispositions de la loi française. Il conférait au tribunal d'arbitres une juridiction sans appel jusqu'à concurrence de 150 francs ; au-delà de ce chiffre, le recours pouvait être porté devant le tribunal de commerce. Enfin, le tribunal était investi d'un pouvoir disciplinaire pour la répression des mauvais traitements, des actes d'insubordination ou d'infidélité commis dans les fabriques, pourvu qu'ils eussent été dénoncés dans les trois jours, et il pouvait, après avoir cité les parties, infliger, suivant les cas et sans appel, soit une réprimande, soit une amende n'excédant pas 15 francs. Toute contestation portée devant le tribunal d'arbitres devait, d'ailleurs, être préalablement soumise à l'office de conciliation.

VI. — COALITIONS (PROJET DE LOI DE 1883.)

Enfin, le gouvernement italien avait entrepris la réforme de sa législation sur les grèves et les coalitions. Aujourd'hui, les articles 385, 386 et 387 du Code pénal punissent les coalitions soit d'ouvriers, soit de patrons, ayant pour objet une élévation ou une réduction irrégulière de salaires. Ils sont ainsi conçus : « Toute coalition formée entre patrons, dans le but d'amener *injustement ou abusivement* leurs

ouvriers à accepter une réduction de salaires ou à recevoir des subsistances comme paiement total ou partiel, sera, si elle a reçu un commencement d'exécution, punie d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et d'une amende de 100 à 3,000 francs » (*Art. 385*). — « Toute coalition formée entre ouvriers, dans le but de suspendre ou d'arrêter le travail ou d'augmenter le salaire *sans un motif raisonnable*, sera, si elle a reçu un commencement d'exécution, punie de trois mois d'emprisonnement (*Art. 386*). » « Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les principaux instigateurs ou promoteurs seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins (*Art. 387*). »

On a depuis longtemps reconnu, en Italie, les vices de cette législation qui fait dépendre la légitimité de toute grève du sens donné par l'autorité judiciaire aux expressions les plus vagues et qui équivaut, en fait, à l'interdiction des coalitions. — Aussi, dans le projet de Code pénal qui est en préparation, les art. 385, 386 et 387 ont-ils été remaniés dans un sens libéral et mis en harmonie avec les lois des nations occidentales sur la matière. — Toutefois, sans attendre la refonte de ce Code, le gouvernement italien avait cru devoir demander l'adoption d'une loi spéciale sur les grèves. D'après le projet présenté à la Chambre des députés, la répression pénale s'exerçait uniquement contre ceux qui usaient de violences, de menaces ou de manœuvres frauduleuses pour contraindre soit les patrons, soit les ouvriers à accomplir les actes de coalition énumérés et précisés dans les articles 1^{er} et 2 de ce projet. Ainsi, était puni d'un emprisonnement de quatre à trente mois quiconque use de violences, menaces ou manœuvres frauduleuses pour contraindre : 1° Un entrepreneur, patron ou ouvrier à entrer dans une association ou coalition momentanée ou perpétuelle, à y persister ou à s'abstenir d'y participer ; 2° un entrepreneur, patron ou ouvrier, à payer des taxes ou amendes imposées par une association ou coalition, soit momentanée, soit permanente ; 3° un entrepreneur ou patron à congédier un ou plusieurs ouvriers, à leur refuser du travail ou à ne le leur offrir qu'à des conditions déterminées, ou encore à fermer la fabrique ; 4° un ou plusieurs ouvriers à quitter le travail ou à ne l'accepter qu'à des conditions déterminées, à ne pas travailler à certains jours, ou au-delà d'un certain temps ou d'une certaine mesure ; 5° un entrepreneur ou patron à maintenir ou modifier la manière d'exercer son industrie, le nombre ou la qualité des personnes qui y sont occupées ; 6° un ouvrier à refuser de ses compagnons une coopération requise par la nature du travail ou imposée par les usages locaux (*Art. 1^{er}*).

La même peine était applicable à quiconque usait de violences, de

menaces ou de manœuvres frauduleuses pour empêcher : 1° un ouvrier étranger au pays où s'exerce une industrie d'y chercher du travail ou d'accepter celui qui lui est offert ; 2° un entrepreneur ou patron d'appeler des ouvriers du dehors et de leur donner du travail ; 3° un ouvrier d'accepter des apprentis, ou une personne quelconque d'entreprendre ou de continuer un apprentissage (*Art. 2*). La peine était de treize à trente mois d'emprisonnement contre les instigateurs de pareils actes (*Art. 3*) ; elle pouvait être portée à deux ans « quand
« les actes punissables avaient été commis en vertu d'un accord
« ayant pour but de déterminer ou de prolonger une suspension ou
« cessation de travail, afin d'imposer, au préjudice des ouvriers ou
« des industriels, une diminution ou une augmentation de salaire,
« ou des conditions de travail différentes de celles qui sont en
« vigueur » (*Art. 3*). Un article spécial du projet en déclarait les dispositions applicables même aux propriétaires, fermiers et entrepreneurs de travaux, ainsi qu'aux ouvriers des champs et aux manouvriers.

Ce projet a été repoussé par la Chambre des députés d'Italie et la question n'a pas été reprise.

Telles sont, brièvement analysées, les innovations que le gouvernement italien a proposé d'introduire dans la législation industrielle du jeune royaume. Le sort de plusieurs de ces projets reste, sans doute, en suspens, et les pouvoirs publics de l'Italie n'en ont abordé l'examen qu'avec leur lenteur et leur prudence habituelles ; mais la voie dans laquelle ils se sont engagés n'est pas de celles où l'on s'arrête, surtout en ce temps d'industrie et de démocratie. Il est donc à prévoir et, dans une certaine mesure, à espérer que l'Italie ne tardera pas à être dotée, comme presque tous les pays de notre continent, d'un ensemble de lois fixant les conditions du travail industriel et protégeant efficacement contre ses sévices les ouvriers qui l'exercent. Si grands que puissent être les inconvénients et les dangers d'une telle réglementation, aucune nation ne saurait, en effet, s'en passer, du jour où elle a laissé s'affaiblir et se perdre en elle les institutions et les mœurs traditionnelles qui assuraient, avec le bon ordre de la famille et de l'atelier, sa cohésion sociale et sa vigueur morale.

RENÉ LAVOLLÉE.

LES CLASSES SOCIALES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

I. — LES ARTISANS ET LES DOMESTIQUES

S'il est un fait bien prouvé par les investigations aujourd'hui poussées si loin de la science historique appliquée aux mœurs, aux institutions, à la vie privée des temps passés, c'est que malgré la différence des législations, de la constitution sociale, de l'organisation du travail et de ses procédés transformés par la science, nous trouvons chez l'ouvrier et chez le bourgeois d'autrefois les qualités et les défauts qui font encore aujourd'hui leur prospérité ou leur misère. Le temps passe, entraînant les constitutions et les coutumes, mais l'homme demeure, capable des mêmes vertus et livré aux mêmes passions. Toute la différence consiste en un effacement qui rend les traits moins saillants. On dirait que le temps use les caractères comme il efface l'empreinte des monnaies, et malheureusement cette usure ne porte que sur les reliefs, n'enlevant rien aux défauts entrevus dans les fonds.

Cette impression, nous l'avons eue en lisant avec l'attention qu'ils méritent les derniers ouvrages de notre éminent confrère, M. Albert Babeau, *Les Artisans et les Domestiques d'autrefois*, suivis aujourd'hui par les *Bourgeois d'autrefois*, dont la *Réforme sociale* a pu donner récemment un intéressant chapitre (1). La science de la composition et le charme du style n'y sont pas moins remarquables que la sûreté de l'érudition et la variété des faits mis au jour.

En étudiant avec un tel guide ce qu'étaient les différentes classes sociales dans le passé, on arrive aux conclusions magistralement formulées par M. Taine (2) et on se dit que, si l'organisation de la France à la fin du XVIII^e siècle réclamait bien des réformes, « si les « privilégiés ne remplissaient plus guère les devoirs gratuits en « échange desquels leurs privilèges avaient été concédés », et si, par conséquent, il y avait des progrès nécessaires à réaliser dans la répartition des charges, les réformateurs ont été bien imprudents et coupables lorsqu'au lieu d'émonder et de rajeunir la riche forêt nationale, ils ont porté une hache brutale au tronc des vieux chênes. Ils ont voulu renverser la futaie dix fois séculaire dont l'ombrage étouf-

(1) Librairie Firmin Didot. — V. la livraison du 1^{er} octobre.

(2) *Les Origines de la France contemporaine*, t. III, la Révolution p. 424, 428.
— V. aussi *la Réforme sociale* du 1^{er} mars 1885.

fait, croyaient-ils, les taillis d'alentour et absorbait toute la fécondité du sol. Mais, après sa chute, les cépées qu'elle protégeait ont été brisées par la tempête, envahies par les ronces, et bientôt, la vieille forêt est devenue un inextricable fouillis. Aujourd'hui encore, le même amour aveugle de l'égalité maintient notre pays dans une agitation impuissante. Un individualisme exagéré paraît être le dernier mot de la sagesse politique. Ce système, favorisé par la législation, détruit l'autorité paternelle ; il disperse la famille et s'oppose à la permanence du foyer. Avec lui, le travail manque de moralité et de prévoyance, car il n'a pas de lendemain.

Le but de la science sociale est de mettre en lumière, par l'observation des faits et à travers tous les changements que le temps apporte, les conditions essentielles, à toute époque et en tout pays, au règne de la paix sociale et à la prospérité des sociétés. Nous croyons donc nous conformer au programme de la *Réforme sociale* en présentant aux lecteurs un résumé des savantes recherches de M. Babeau sur les classes sociales sous l'ancien régime.

I

M. Babeau constate tout d'abord que, dès cette époque reculée, la situation de l'ouvrier rural est préférable à celle de l'artisan des villes. Cette supériorité consiste surtout dans la possession d'un foyer permanent, qui a été celui du père et qui restera celui des enfants. Ainsi se conservent les traditions et les enseignements paternels. Ainsi se développe le goût de l'épargne, avec le désir de conserver et d'augmenter le patrimoine légué par les aïeux.

Le compagnon, au contraire, n'a qu'une ou deux chambres pour lui et sa famille. Il y entre aujourd'hui, il les quittera demain. Son mobilier, réduit au strict nécessaire, tient sur les crochets d'un portefaix de Paris, qui le transporte en un seul voyage à son nouveau logement. Cette plaie des logements insuffisants et insalubres, une civilisation plus avancée n'a fait que la rendre plus douloureuse ; et, si la science sociale ne se lasse pas d'en signaler le danger, elle n'a pas encore trouvé de moyens suffisamment pratiques de la guérir. Attacher le travailleur à son foyer, lui en assurer la possession permanente, c'est lui faire faire le pas le plus décisif dans la voie de la moralité et du bien-être. Le mobilier qui garnit le logement de l'artisan est, disions-nous, généralement fort pauvre. Le vêtement est sombre. Avec le xviii^e siècle apparaissent une recherche plus grande et une tendance à se rapprocher de plus en plus par l'extérieur du marchand et du bourgeois. Mais, chose à remarquer, l'ouvrière des villes a moins de luxe dans le costume que la manou-

rière des campagnes; elle a moins de linge qu'elle dans son armoire.

Le prix des journées était très variable, suivant les époques, les localités et la nature du travail. En 1789, on l'estimait en moyenne à 26 sols pour les hommes et 15 sols pour les femmes travaillant dans les manufactures; mais il ne faut pas juger de la valeur réelle de ces salaires par la valeur bien amoindrie que possède l'argent aujourd'hui.

La nourriture était plus grossière, mais non moins abondante que de nos jours. L'ouvrier des villes, peu soucieux du lendemain, avait la funeste habitude de dépenser trop souvent le gain de sa semaine au cabaret. « Tout ce qu'il gagne, dit Galiani, il le consomme, il le dissipe. » Un bourgeois de Rouen se plaint, sous Louis XIV, de la gourmandise des gens de la lie du peuple qui, suivant lui, *sont toujours plaints de pâtés, tartes et gâteaux*. L'habitude de faire quatre repas par jour est longtemps générale; mais lorsque l'aisance augmente, les repas sont réduits à trois et l'alimentation devient plus substantielle.

Le travail était l'objet d'une réglementation minutieuse. Les heures qu'on y pouvait consacrer étaient limitées. Au moyen âge, les journées étaient courtes, mais bien remplies. Plus tard le nombre des heures de travail s'éleva jusqu'à dix-sept et dix-huit par jour. On peut douter qu'elles fussent utilement employées. Les doléances sont nombreuses à ce sujet, et le marquis de Mirabeau dit que, traversant Paris à six heures du matin, au mois de mai, il n'y a vu d'ouvertes que les boutiques des marchands d'eau-de-vie. A mesure que la foi diminue, l'observance des fêtes religieuses disparaît, mais elle est fâcheusement remplacée par le *lundi*, au XVIII^e siècle comme de nos jours. Ce que perd la religion, on le donne à la débauche.

L'ouvrier d'autrefois avait à souffrir des brusques variations du prix du blé, du chômage et des mortes saisons. La facilité des communications a supprimé le premier de ces maux; mais les autres pèsent encore cruellement sur le travailleur moderne. Cependant il y a une époque de transition particulièrement difficile entre le moyen âge où le maître travaillait avec un apprenti et quelques compagnons et l'époque moderne qui vit s'établir les manufactures. L'atelier cesse d'être une famille professionnelle où l'ouvrier est protégé; il devient une nombreuse agglomération où les individualités disparaissent. Chacun pouvait aspirer à devenir maître : combien se trouveront jamais en état de monter une fabrique ? Les réglementations, qui avaient leur raison d'être dans le passé, deviennent de pénibles entraves. Le compagnon privé de l'espoir de s'établir aussi facilement comme patron, n'acquiert pas le droit de travailler

librement pour son propre compte, et des peines sévères punissent les infractions aux lois de la corporation.

Moins heureux, les ouvriers deviennent moins honnêtes, moins laborieux. Beaucoup adoptent une existence nomade et n'offrent plus aucune garantie. C'est assez inutilement qu'à la fin du dix-huitième siècle on les assujétit à l'obligation du livret et à l'inscription au bureau de police de leur passeport et de leur extrait de baptême. Les nomades forment des associations telles que celles des *Gavots* et des *Dévorants*, entre lesquelles existent de sanglantes rivalités et qui exercent sur les affiliés un pouvoir irrésistible. Elles organisent les grèves, les révoltes ; elles ordonnent la destruction des ateliers, et aucun des excès dont nous souffrons aujourd'hui n'est inconnu au XVIII^e siècle. Alors comme maintenant l'ouvrier n'y trouve qu'une aggravation de la misère. Les esprits sont portés à la jalousie. Le sentiment du respect est affaibli. La question ouvrière devient une question sociale. On plaint l'artisan ; mais on le redoute plus encore, et les cahiers généraux ne s'occupent des ouvriers que pour demander la répression des excès du compagnonnage.

Si nous comparons cependant leur situation d'autrefois avec celle qui leur est faite de nos jours, nous adopterons complètement cette conclusion de M. Babeau : « L'ouvrier a obtenu de grands avantages sous le rapport de la liberté du travail et de l'égalité politique ; il est devenu citoyen, et son vote pèse autant que celui d'un membre de l'Institut ; mais, même avec les privilèges dont il jouit à Paris et dans certaines villes, il paye plus d'impôts qu'autrefois ; il donne trois ou cinq années de sa vie, les plus vigoureuses et les plus fécondes à coup sûr, pour le service de l'État, qui ne lui demandait rien sous ce rapport avant la fin du règne de Louis XIV, et qui à partir de l'établissement des milices, ne réclamait de lui qu'un service restreint par un tirage au sort qui levait à peine par an six mille hommes recrutés surtout dans les campagnes..... Les sentiments que l'ouvrier d'aujourd'hui éprouve à l'égard des patrons sont analogues à ceux que l'ouvrier de l'ancien régime ressentait à l'égard des maîtres, avec cette différence que ce dernier était moins disposé à s'élever contre une classe d'hommes à laquelle il avait l'espérance d'appartenir un jour. L'égalité politique n'est pas tout ; elle ne saurait procurer l'égalité sociale et pécuniaire qu'aucune constitution humaine n'a jamais su donner. Il n'y a qu'une seule égalité qui n'ait jamais causé de déception ici bas ; c'est l'égalité après la mort dans une vie supérieure que la religion promettait à l'ouvrier d'autrefois et dont l'espérance le soutenait dans les épreuves de la vie. »

II

Les ouvriers citadins n'ont habituellement qu'une ou deux chambres qu'ils tiennent à loyer ; au contraire, en province le maître-artisan occupe presque toujours sa maison sans partage. Il est chez lui, à l'abri des regards et pleinement indépendant. Dans certains cas, la possession d'une habitation lui confère non seulement des droits civiques et municipaux, mais encore le droit de bourgeoisie et les privilèges qui y sont attachés. Généralement les maisons sont étroites, avec pignon sur rue. Au rez-de-chaussée, la boutique, ou l'atelier, au premier étage la chambre du maître et de la maîtresse du logis, qui tient lieu de cuisine et de salle à manger ; à côté, un cabinet pour les enfants ; quelquefois une ou deux chambres sur le derrière ou au grenier. Leur construction laisse beaucoup à désirer, et ce n'est qu'au ^{xviii}^e siècle que la pierre se substitue au bois.

Ce manque de goût et de solidité peut être attribué en partie à ce que souvent le maître ouvrier bâtissait sur un terrain qui ne lui appartenait pas et qu'une abbaye lui cédait pour un bail à long terme. Ces baux étaient consentis à la famille non moins qu'à la personne et ils assuraient la stabilité du foyer à ceux même qui ne pouvaient devenir propriétaires du sol. Si les maisons manquaient d'élégance, de confortable et de recherche, c'est encore parce qu'au ^{xvi}^e siècle l'existence se passait dans la rue. Hommes, femmes, enfants, vieillards, maîtres et domestiques se tiennent à la porte des boutiques pendant tout le temps qu'ils ne donnent pas au travail. Les marchandises les plus diverses encombrent la chaussée. L'été, dans les villes du Midi, on s'y installe et on y mange.

Dans presque toutes les villes, certaines rues sont affectées à des industries déterminées : rue des Bouchers, rue des Tanneurs, etc.

Les ateliers sont pour M. Babeau l'objet d'une étude spéciale. Les boulangeries, les tavernes, les rôtisseries, existent en grand nombre dans les villes de quelque importance. Les boulangeries sont d'apparence modeste. Plus attrayantes paraissent les boutiques des pâtisseries et des cuisiniers. Elles sont aussi très achalandées. S'il faut en croire le Vénitien Lippomano, les plus humbles recherchent la bonne chère : « Tout ouvrier, tout marchand, quelque chétif qu'il soit, veut manger les jours gras du mouton, du chevreuil, de la perdrix aussi bien que les riches, et les jours maigres du saumon, de la morue et des harengs salés. » Il faut faire sans doute ici une grande part à l'exagération ; mais tous les documents indiquent que le peuple avait alors plus de gourmandise que de prévoyance.

Les bouchers semblent les plus riches parmi les petits commer-

cants. Leurs femmes portent des bijoux ; leur mobilier offre aussi un luxe relatif. Les drapiers, les tisserands, les bonnetiers ont des ateliers fort modestes. Souvent le tisserand monte son métier dans un coin de sa chambre. Le cordonnier n'est pas mieux installé ; mais sa gaité est proverbiale, et le savetier de La Fontaine répond à un type général. Vers le XVIII^e siècle, les tailleurs deviennent aussi marchands d'étoffes et même de vêtements confectionnés. Un tailleur de Saint-Denis met en vente quelques habillements tout faits. C'est le très modeste précurseur de la *Belle Jardinière* et du *Bon Marché*.

Nous ne pouvons suivre l'auteur dans son intéressante nomenclature. Ce qu'il convient surtout de remarquer, c'est que l'atelier est d'ordinaire installé dans la maison, l'outillage peu considérable, le nombre des compagnons fort restreint. Le travail favorise ainsi la vie de famille.

La sollicitude pour les enfants est un indice de bonnes mœurs et de progrès qui trompe rarement et qu'on aime à constater chez le maître-artisan d'autrefois. Partout les inventaires font mention de chaises hautes, de hochets quelquefois assez riches, de vêtements soignés et d'une quantité d'objets à leur usage. Il est rarement question de berceaux. On en conclut que les petits enfants devaient coucher dans le lit des parents, « lit nupcial » aux proportions monumentales. Assez souvent les parents donnent aux enfants les premières notions de l'enseignement. Quelques-uns utilisent leur travail dès le plus jeune âge ; mais la majeure partie comprend l'importance de l'instruction et les envoie « aux écoles paroissiales, surveillées par l'autorité ecclésiastique ». Ces écoles sont nombreuses et généralement gratuites. Des visiteurs ont la charge d'aller dans les familles pour s'enquérir de la conduite des enfants à la maison. Les écoles des maîtrises s'occupent aussi de faire donner l'instruction secondaire aux sujets qui montrent une aptitude spéciale pour l'étude ; elles pourvoient même à leur entretien. « Nulle époque n'a été plus favorable aux études secondaires que les deux derniers siècles ; on peut dire qu'en aucun temps on n'a plus facilité aux classes laborieuses le moyen de sortir de leur position. »

L'apprentissage nécessaire pour exercer un métier était minutieusement réglementé. On limitait le nombre des apprentis ; mais, en compensation, le maître était tenu à leur enseigner convenablement son état et n'en faisait pas, comme trop souvent aujourd'hui, des domestiques et des commissionnaires. Il représentait le père qui lui déléguaient son autorité.

On attachait moins d'importance à l'éducation des filles qu'à celle des garçons : cependant les maîtresses d'école ne manquaient pas non plus. On ne cherchait pas à leur enseigner comme aujourd'hui

des notions de toutes choses ; mais on s'attachait à en faire de bonnes chrétiennes et de laborieuses ménagères. Leur travail était, à la ville, moins fatigant qu'aux champs ; leur rôle moins subalterne. Le rapprochement entre l'atelier et la chambre de famille favorisait leur influence. Leur vêtement était simple, jusqu'au commencement du siècle dernier. A cette époque, le luxe grandit : on trouve chez des femmes d'ouvriers des jupes de satin, des robes de gros de Tours et de taffetas. Mais il faut ajouter qu'à côté de ces splendeurs on relève bien des marques d'une simplicité modeste.

C'est peut-être l'occasion de faire observer que les contrastes sont fréquents dans le livre de M. Babeau. Tantôt il montre le luxe des toilettes, tantôt il parle de la couleur sombre des vêtements et du peu de valeur des étoffes. Ici il décrit un pauvre mobilier, et à la page suivante il reproduit un riche inventaire. Ces détails opposés prouvent la sincérité des recherches. L'âme humaine est pleine de contradictions ; il ne faut pas s'étonner si la vie sociale en est remplie et si le mal se trouve partout à côté du bien. L'auteur des *Artisans d'autrefois* s'est attaché à produire des documents exacts ; il laisse au lecteur le soin de les comparer entre eux pour former son jugement.

Si le luxe des habits n'est pas toujours le même, il y a un article de toilette également recherché des femmes de tous les pays et de toutes les conditions : nous voulons parler des bijoux. Les plus pauvres ont au moins une croix ; quelques-unes possèdent jusqu'à huit ou dix bagues, dont plusieurs enrichies de pierreries. Ces bijoux ne sont pas toujours une preuve de richesse. La vanité, l'imprévoyance, le désir de cacher une situation gênée poussent souvent la femme à s'en parer. Enfin ils deviennent une ressource suprême dans les jours de chômage et de maladie.

Le mariage est plus souvent une association qu'un roman. Le contrat de mariage spécifie les apports. La façon dont doivent s'exercer les reprises de la femme change avec les coutumes spéciales à chaque région ; mais partout la mère de famille est intéressée pécuniairement à la prospérité de la maison. Elle a besoin d'économiser pour s'assurer l'indépendance en cas de veuvage. En ce cas, à moins de dispositions contraires, elle hérite de la moitié, quel que soit le nombre des enfants. Elle conserve la maison et continue l'industrie, tant qu'elle ne peut être suppléée par son fils. Les femmes non mariées gagnent leur vie chez leurs parents ou chez leurs frères, généralement par des travaux d'aiguille. Au siècle dernier déjà, couturières, lingères et modistes, les ouvrières françaises étaient les plus renommées de l'Europe.

Quel était le gain de l'artisan ? M. Babeau nous le dit avec une grande richesse de documents intéressants. Avant de s'établir le

compagnon doit d'abord acheter une maîtrise. Pour les fils de maître, il n'y a à payer que des droits de réception aux officiers de police; la communauté industrielle leur permet de continuer la profession paternelle et garantit les droits de la veuve. Pour les autres, la somme à déboursier est beaucoup plus considérable : elle varie suivant les corporations et l'importance de la ville. En 1776, elle est, à Troyes, de 40 livres pour les vitriers; elle s'élève à 900 livres pour les tanneurs, à 1,000 livres pour les chandeliers. C'est une lourde dépense qui absorbe les économies du compagnonnage et souvent la dot de la femme. Une fois établi, si l'artisan ne peut prétendre à une rapide fortune, il jouit d'une certaine égalité professionnelle. Avant l'application de la vapeur, le riche industriel a moins de facilités pour écraser ses rivaux peu fortunés.

On compte parmi les charges les plus lourdes des marchands les crédits qu'ils doivent faire à leurs clients. On voit des mémoires de bouchers, de tailleurs, de marchands d'étoffes, s'élevant à des sommes considérables. Cette habitude de faire attendre les fournisseurs n'a pas disparu; le commerce actuel en sait quelque chose, et nos riches mondains ne règlent pas leurs notes plus exactement que les gentilshommes d'autrefois.

L'installation était modeste, mais peu coûteuse. Le loyer d'une maison dans le quartier central de Troyes était, au xvii^e siècle, de 40 à 80 livres. Il faudrait payer de nos jours pour avoir un logement analogue de 600 à 1.200 francs. Pour cette somme on aurait autrefois acheté la maison. Avoir pignon sur rue était la grande ambition de tous, et la moitié des artisans étaient propriétaires de leurs maisons. Dans certaines villes populeuses, comme à Marseille et à Bordeaux, on pouvait devenir acquéreur d'un seul étage.

Il y a des exemples de fortune rapide, comme ce vinaigrier qui donne 100.000 livres de dot à son fils, et le charpentier Bourgaut qui lègue 200.000 livres à l'Université de Paris. On peut évoquer aussi des tableaux de misère poignante. Mais « les artisans qui se ruinent sont aussi rares que ceux qui font fortune. La majorité travaille, sans bruit, sans plainte, vivant au jour le jour, modestement, mais sûrement. » Cette sécurité, plus grande que maintenant, avait une influence sur le caractère de l'artisan et du petit bourgeois. On constate qu'ils sont de mœurs intègres, doux, polis et obligeants, qu'ils recherchent les fêtes et les réjouissances publiques; mais qu'ils leur préfèrent encore les délasséments en famille et les parties de campagne. La religion a été longtemps un frein bienfaisant pour les classes laborieuses; à mesure qu'elle se perd le désordre augmente.

Un privilège honorable élève l'artisan au-dessus de la plèbe des compagnons, des *gens de bras* et des mendiants : c'est le droit de

porter des armes et de coopérer à la défense de la ville, au maintien de la sécurité publique. La quantité et la qualité des armes sont un sûr indice de la situation sociale et de la fortune de celui qui les possède. Il fait partie de la milice; il est membre d'une compagnie d'arbalétriers. Il tient à grand honneur d'être nommé « Roi de l'oiseau », et les sociétés de tir qu'on aime à organiser partout aujourd'hui ne sont qu'un retour vers ce qui existait autrefois.

« Dans les villes exemptes de tailles, l'artisan ne payait aucun impôt. Pas de patente, pas de portes et fenêtres, pas de cote mobilière ou foncière comme de nos jours. On a souvent reproché à la démocratie moderne de favoriser les habitants des villes au détriment de ceux des campagnes. On aurait pu diriger avec plus de raison le même grief contre l'ancienne monarchie. Le travail industriel, plus instable et plus factice que le travail rural, a peut-être plus besoin d'être protégé. Les maisons, dans certaines villes, ne sont pas même imposées. » Le citadin était, il est vrai, assujetti à l'octroi, aux charges municipales, aux vingtièmes, aux aides et gabelles; dans les crises publiques, les corporations étaient frappées de taxes spéciales. Mais en somme l'État lui demandait peu d'argent et l'habitant des villes était privilégié au détriment de celui des campagnes. Aussi à l'approche de la Révolution, l'artisan ne se plaint pas comme le paysan. Généralement il désire le maintien des corporations et la protection du travail. La suppression des privilèges lui cause un tort considérable. Il s'inquiète peu des théories des économistes et des publicistes, et n'a aucun motif de désirer le bouleversement d'un ordre de choses qui garantit la stabilité de son industrie, en lui laissant la facilité de s'élever moralement et matériellement dans la hiérarchie sociale.

III

On ne saurait parler des membres des classes laborieuses sans y faire figurer les domestiques. M. Babeau leur consacre toute une longue partie de son livre. Leur état n'avait autrefois rien d'humiliant. C'était un degré dans la hiérarchie sociale. La qualité du serviteur ne dépendait pas seulement de la nature de ses fonctions, mais « de la qualité du maître »; elle prenait un reflet de l'importance de la maison dont il faisait partie. Les principaux emplois de la cour, ceux des connétables, des maréchaux, des chambellans correspondaient originellement à un service personnel dont les plus fiers gentilshommes n'avaient pas à rougir. A un degré moins élevé, dans la noblesse comme dans la haute bourgeoisie, on prenait assez souvent à son service des parents sans fortune, et ce qui indignerait notre

fausse délicatesse ne produisait pas de froissements. Dans les maisons opulentes, la domesticité était extraordinairement considérable. Du gouverneur au dernier marmiton s'échelonnaient des serviteurs de tous les rangs, dont les uns étaient associés à la vie intime du maître, et dont les autres faisaient partie de son luxe autant et plus qu'ils ne le servaient.

A cette époque, qu'on nous représente comme impitoyablement fermée, il n'était pas rare de voir les valets de bonnes maisons s'élever aux situations les plus brillantes. La littérature et le théâtre en donnent plus d'un exemple qui correspondent à ce que les mémoires nous apprennent d'une autre part. Au siècle dernier et sous Louis XIV même on cite maints laquais qui se sont élevés aux plus gros emplois de la finance. « Comme le prouve le roman de *Gil Blas*, la domesticité n'est pas une tache sur le passé d'un homme en place... A certains égards, notre démocratie moderne est plus susceptible et plus exclusive que l'ancien régime... Celui-ci a ses classes et ses inégalités qui nous choquent plus de loin qu'elles ne choquaient les contemporains, parce qu'ils savaient qu'elles constituaient une série de degrés auxquels il était possible d'atteindre successivement. »

Mais quittons les riches demeures des princes et des financiers pour porter notre attention sur les maisons ordinaires de la bourgeoisie. Nous y trouvons dans les relations entre maîtres et domestiques plus d'abandon qu'il n'en existe aujourd'hui. « L'égalité politique qu'on a proclamée en supprimant les degrés de la hiérarchie, a élargi les intervalles qui séparent les riches des pauvres ; elle a creusé des abîmes qui n'existaient pas auparavant. » La démocratie a affaibli le respect, elle lui a substitué la raideur et la contrainte. L'ancien régime rendait la subordination honorable ; notre temps de fausse égalité la fait paraître avilissante, sans réussir à la supprimer.

Est-ce à dire que les serviteurs du bon vieux temps étaient sans défauts ? — Non assurément. Beaucoup de reproches que nous faisons à nos domestiques étaient mérités déjà par ceux des siècles passés. Il y en avait d'insolents, de libertins et de voleurs. Les cuisinières surtout avaient mauvaise réputation et connaissaient merveilleusement l'art de faire danser l'anse du panier. Le mot existait déjà ; on disait également « ferrer la mule » pour désigner les profits illicités que les domestiques se procuraient en surchargeant les notes.

Les gages, à ne considérer que les chiffres, étaient bien peu élevés, puisque, en 1601, un arrêté du prévôt de Paris défend de donner plus de 12 écus à un cocher. En 1746, une cuisinière gagne, à Troyes, de 24 à 33 livres. A Paris, en 1752, une femme de chambre a 40 écus ; un domestique mâle reçoit 150 livres. Mais si on tient compte de la valeur relative de l'argent, on trouve que l'état était

encore plus lucratif que celui des artisans et des laboureurs. Aux gages s'ajoutaient d'ailleurs de larges profits. Les hôtes alors comme maintenant donnaient des gratifications considérables aux gens des maisons où ils étaient invités. Enfin il était d'usage que les maîtres laissassent par testament des récompenses à leurs anciens serviteurs. Souvent aussi ils s'occupaient de les marier et de les établir, quand ils avaient réalisé quelques économies. On prenait plus de souci que de nos jours de la situation morale des domestiques. Dans les grandes maisons, les chapelains les instruisaient de leurs devoirs religieux. Dans les familles bourgeoises, les servantes vivaient près des maîtres, passant les soirées dans la chambre commune près de la même lampe. De ces rapports intimes naissaient une cordialité plus grande et un attachement réciproque qui ont généralement disparu par la faute commune des maîtres et des domestiques. Il est un proverbe dont la banalité un peu triviale ne détruit pas la justesse : *Tel maître, tel valet*. Nous ne disons pas assurément qu'il soit applicable dans le détail à chaque famille. Un maître respectable et bon est trompé tous les jours par un mauvais domestique ; mais la valeur morale des serviteurs en général est en rapport avec celle des classes supérieures qui les emploient. Lorsque les lois de la famille sont respectées, la moralité des domestiques est satisfaisante. Lorsqu'elles sont violées, tout se désorganise ; la fidélité et le respect s'en vont avec le reste.

Le livre de M. Babeau se termine par un appendice considérable qui en donne les pièces justificatives. Ce sont de courtes monographies de familles d'artisans, établies sur des documents la plupart inédits et d'après les règles tracées par Le Play pour ces petits tableaux qui sont la base de toute bonne étude sociale.

Nous nous sommes efforcé de faire connaître la méthode et l'esprit qui inspirent cet excellent ouvrage, et, pour le faire mieux goûter, nous avons cherché à en résumer les parties essentielles, nous lui avons même emprunté textuellement bien des passages. Nous consacrerons prochainement un examen analogue aux *Bourgeois d'autrefois*. Mais des études comme celles de M. Babeau valent surtout par la précision et la multiplicité des détails ; toute notre prétention est d'inspirer aux lecteurs le désir de lire des œuvres qui ont leur place marquée dans la Bibliothèque de la paix sociale.

Baron René DE FRANCE.

LES COLLÈGES ANGLAIS

HARROW-SCHOOL.

Harrow-on-the-Hill est situé sur la ligne de Birmingham à 15 minutes de Londres, au milieu d'une contrée peu accidentée mais s'éfraîche et verdoyante. C'est une très petite ville dont les maisons tagent sur les flancs de la colline qui lui donne son nom. Rien n'a moins l'air d'un collège — au sens français du mot — que les bâtiments épars sur le sommet de cette colline ; mais les idées de nos voisins en matière d'éducation y sont en quelque sorte inscrites et le paysage en porte l'empreinte. Ces cottages enfouis dans la verdure et percés de petites fenêtres aux rebords garnis de fleurs, ces gazons soigneusement tondus, ces hangars sous les toits desquels on devine des salles pour les jeux, attestent la préoccupation constante de l'éducation anglaise : cette double tendance vers le corps et vers l'esprit, vers la formation physique et vers l'apprentissage de la liberté, dont en France on parle tant et que l'on connaît si peu.

Tous les collèges anglais se ressemblent, si l'on veut, mais on peut dire aussi que tous diffèrent par certains côtés, car tous ont leurs traditions, leurs particularités, leur esprit ; ce fait encourage à user en cette matière de la méthode d'observation et à rechercher dans des études monographiques les idées générales et les vues d'ensemble.

Harrow (1) est ce qu'on nomme en Angleterre un « public school », c'est-à-dire un de ces établissements qui reçoivent les enfants à partir de 13 ans et les conduisent aux portes des Universités et de l'Ecole militaire — ou à l'entrée des carrières fructueuses. C'est un établissement libre, non subventionné par l'État et doté jadis par son fondateur, pourvu par conséquent d'un domaine héréditaire comme la majorité des collèges anglais : parfois leurs revenus sont très considérables : ici ils ne s'élèvent guère qu'à

(1) M. F. Le Play a cité Harrow comme un modèle (*La Constitution d'Angleterre*, t. 1^{er}, p. 204).

1.400 £ (1). L'administration est confiée à un conseil de 6 membres qui se recrutent par élection, principalement parmi les grands propriétaires du voisinage : c'est à eux qu'il appartient de nommer le « Head-Master » et d'introduire dans les règlements les modifications importantes.

Les ressources du collège comprennent ensuite le produit des tarifs payés par chaque élève; ces tarifs sont de deux sortes. En effet tous les élèves se trouvent répartis chez les professeurs; dix de ces derniers sont à la tête de grandes maisons (Large Houses) et logent chacun environ 40 enfants. Il y a aussi 7 autres maisons plus petites pouvant contenir chacune 9 enfants, mais les prix sont sensiblement les mêmes dans ces deux cas : 88 ou 90 livres, plus un droit d'entrée de 10 livres, une fois payé. Ce sont là des dépenses d'entretien, comprenant logement, nourriture, éclairage, blanchissage etc... Reste à payer l'enseignement; — ces taxes-là, rangées avec les taxes accessoires sous la dénomination de « School Terms », se répartissent de la façon suivante : Public Tuition and School charges 30 £ Private Tuition, 15 £. — Sanatorium and buildings fund, 4 £ 10 sch. — School music, 12 sch. — Bathing place, 10 sch. — Vaughan library, 6 sch. — Total 47 £ 48 sch. — Entrance fee, 6 £, ce qui fait que la dépense totale obligatoire d'un élève de Harrow est d'environ 3.500 francs par an, et pas loin de 4.000 francs la première année.

Ces recettes suffisent tout juste à équilibrer le budget et ne peuvent en tous cas couvrir les dépenses extraordinaires telles qu'agrandissements ou constructions nouvelles. Mais alors on fait appel au dehors et les donateurs ne manquent pas; la générosité des anciens élèves ne s'est jamais démentie; elle provient du sentiment très intense qui les rattache à leur vieille école; conservant tous un excellent souvenir des années qu'ils y ont passées, ils se plaisent à l'accroître et à l'embellir sans crainte de la voir tomber; car l'histoire du passé leur est une garantie de stabilité pour l'avenir. Les collèges anglais ont des annales et une noblesse; ils étalent leurs armoiries et leurs antiques devises et prennent grand soin d'y accoler la date souvent très reculée de la fondation. Les noms des grands citoyens qu'ils ont formés, évêques, ministres, généraux, sont leurs titres de gloire. Harrow possède aussi ses parchemins et ses quartiers; sur les boiseries vermoulues d'un ancien réfectoire les représentants de plus d'une génération ont tracé leurs noms à la pointe d'un couteau; on y lit avec respect ceux de Sheridan, de Palmerston, de lord Byron, de Robert Peel, à côté d'autres plus fraîchement inscrits

(1) 27,500 francs, la livre sterling vaut 25 francs.

que peut être la renommée soulignera demain. — Cet esprit de tradition se manifeste aussi par la stricte et fidèle observance des vieilles coutumes, des fêtes, des cérémonies qu'un antique usage à consacrées.

Les amis de Harrow-School ne se bornent pas à lui venir en aide dans les moments difficiles ; ils fondent des prix annuels et des bourses. Il y a six médailles d'or, dont l'une, de la valeur de 40 livres, fondée par Robert Peel pour le discours latin, a été gagnée récemment par son petit-fils.

Les bourses (Scholarships) sont toujours mises au concours ; ce ne sont pas les parents que l'on prétend récompenser en se chargeant de l'éducation de leurs enfants et leurs titres à eux ne sont point pris en considération : c'est aux enfants eux-mêmes à mériter ces avantages. On veut être sûr qu'ils ne tomberont pas sur qui ne saurait en profiter. Intellectuellement autant que physiquement, l'idée de *sélection* domine dans l'éducation anglaise : tout semble organisé en vue d'une minorité d'élite.

Il y a six ou sept scholarships variant entre 80 et 30 £ par an ; on les met au concours chaque année pour les candidats âgés de 14 ans ; la durée en est subordonnée au mérite du titulaire ; on peut lui retirer sa bourse si sa conduite ou son travail ne sont pas satisfaisants. En outre les élèves de Harrow peuvent conquérir des bourses qui leur permettent de passer trois ou quatre années à Oxford ou à Cambridge ; il y en a 15 variant entre 100 et 30 £ provenant de fondations particulières ; souvent le fondateur a indiqué lui-même le genre de sujets qui doit être proposé par le concours.

Les 520 élèves que compte aujourd'hui Harrow-School sont répartis en :

420 pour le Classical Side ;
100 pour le Modern Side.

Le Classical Side est divisé de la sorte :

60 élèves pour la 1 ^{re} classe ou Sixth Form ;			
120	—	2 ^e	— Fifth Form and Upper Remove ;
60	—	3 ^e	— Low Remove ;
120	—	4 ^e	— Shell ;
60	—	5 ^e	— Fourth Form.

Le Modern Side est divisé d'une manière analogue.

On ne peut être admis à l'école avant 12 ans ni après 15 ans ; de plus il faut pour y rester avoir atteint : à 16 ans, le « Shell » ; à 17, l'« Upper Remove » ; à 18, la « Sixth Form. »

Ces classes correspondent assez peu aux nôtres ; elles sont bien

une sorte d'escalier dont on franchit les marches successivement, mais elles ne forment pas un ensemble d'études, un cours complet et bien défini ; on peut passer de l'une à l'autre par des examens qui ont lieu deux fois par an ; cela ne suppose pas une série de matières déterminées qu'il faille parcourir dans le cours de l'année scolaire, d'ailleurs très réduite par les vacances : trois semaines à Pâques, sept dans l'été, cinq à Noël. C'est en somme, au plus adroit, à celui qui retient le mieux, qui travaille le plus, d'arriver le plus vite ; on ne s'inquiète guère de son âge que comme minimum.

En plus, il y a des examens d'entrée ; on demande de traduire des passages d'auteurs latins et grecs tels que César, Xénophon, Homère, Virgile, Cicéron, de faire quelques lignes de thème latin ; de montrer des connaissances générales en histoire et en géographie. En arithmétique il faut savoir les quatre opérations, les fractions ordinaires et décimales, les règles d'intérêt ; enfin il y a une version facile en français ou en allemand. Si les nouveaux venus sont forts en vers latins ou quelque peu avancés en sciences naturelles, algèbre ou géométrie, il leur en est tenu compte.

Tel est le programme pour ceux qui suivent le « Classical Side » et c'est la majorité. Le « Modern Side » dans lequel les langues mortes ne tiennent plus qu'une très faible place est une innovation destinée à satisfaire les exigences nouvelles : les Anglais n'ont pas jugé à propos de bouleverser un beau jour tout leur système d'enseignement pour en chasser brusquement tout ce qui avait vieilli. — L'examen d'entrée pour le Modern Side porte surtout sur les mathématiques (algèbre et deux premiers livres d'Euclide) et contient en outre du français et un peu de latin.

Ces programmes sont très intéressants à rapprocher de ceux qui seront présentés quelques années plus tard aux candidats pour les degrés universitaires ; la proportion n'est pas égale et l'on est surpris du peu de choses que les jeunes gens sont censés avoir appris pendant ce laps de temps, comparées à tout ce qu'on leur demande de savoir à leur entrée à l'école. L'enfant travaille plus que l'adolescent ; à mesure qu'il grandit, on semble délaissé un peu la culture intellectuelle au profit du corps et du jugement : il s'agit de former l'un et l'autre ; c'est l'âge d'apprendre à se conduire, à marcher seul dans la vie.

Toutes ces choses ne sont point des généralités, elles sont particulières à Harrow ; sans doute le même esprit domine partout, car c'est l'esprit général de l'éducation anglaise ; mais chaque collège a sa méthode et ceux qui le dirigent organisent les choses à leur gré. On ne jouit pas partout des mêmes privilèges, pas plus qu'on n'étudie partout la même chose de la même manière.

Les heures de travail sont les suivantes ; ce tableau est emprunté au *Modern Side*.

Lundi, mercredi, vendredi ; de 7 1/4 à 9 heures. — De 10 1/2 à 1 heure. — De 3 à 4 heures. — De 5 à 6 heures. — Total : 6 heures.

Mardi, jeudi, samedi : de 7 1/2 à 9 heures. — De 10 à 1 heure. — Total : 4 heures 1/2.

Il peut y avoir en dehors de cela des leçons à préparer ou quelques devoirs ; mais jamais le temps exigé ne dépassera 7 à 8 heures, les jours les plus chargés. Le dimanche, il y a instruction religieuse pendant une heure : 2 ou 3 chapitres de la Bible.

Sous le rapport du travail, les élèves sont traités un peu comme des hommes, c'est à-dire avec une grande liberté et la responsabilité de leurs actes ; ils font leurs devoirs où bon leur semble, sans doute, le plus souvent dans leurs chambres, mais après tout rien ne les empêche d'emporter leurs dictionnaires et un encrier au sommet d'un arbre ou au bord d'un ruisseau. L'inconvénient de cette liberté paraît être dans la possibilité de se réunir pour faire un problème, une version -- ou bien de se passer les uns aux autres les traductions et les solutions. A part les plus jeunes, qui font parfois leurs devoirs sous l'œil d'un maître, tous sont laissés à eux-mêmes, et, bien que diminué par la répartition des élèves d'une même classe chez différents professeurs, l'inconvénient subsiste : la chose est interdite et il y a une sanction, mais pas de mesures préventives ; en général tout ce qui est prévention déplaît aux Anglais.

Quand l'heure d'une classe a sonné, on voit arriver les élèves chacun de leur côté comme de simples auditeurs de conférences : ils se placent sans ordre sur les bancs et le professeur commence. Lui aussi jouit d'une grande liberté dans l'exposé de ses idées et le choix de ses auteurs..... Tel professeur d'histoire fera son cours d'après Michelet et donnera les leçons à préparer dans des livres français..... en classe, il interroge et complète lui-même les réponses : c'est une concertation : celui qui sait, répond : celui qui n'a pas préparé se tait : *tant pis pour lui !*

Ce qui attire surtout l'attention, à Harrow, c'est, sans contredit, l'organisation des « boarding houses » et des jeux ; là on observe cette éducation *sociale*, la plus importante aux yeux des Anglais et celle qui nous fait absolument défaut en France.

Le « boarding house » dans lequel je demanderai au lecteur la permission de l'introduire, est l'un des plus grands et des mieux situés. C'est un pavillon entouré d'arbres, dans un joli jardin. Au rez-de-chaussée il y a l'appartement particulier du professeur, son cabinet, sa bibliothèque, un spacieux vestibule, une grande salle à manger à deux rangs de tables ; sur les poutres du plafond un jeune

amateur de peinture a représenté des fleurs et des arabesques ; disons en passant que la cuisine est assez bonne et le service assez bien fait pour que l'on puisse, le cas échéant, inviter un étranger à dîner.

En haut sont les chambres des élèves : très petites, meublées uniformément d'un lit, d'une table et de quelques sièges, mais remplies, au goût de chacun, d'étoffes, de cadres, de gravures, de bibelots et de fleurs. Ici tout semble disposé pour rappeler aux enfants la maison paternelle, et leur faire un « home ». — On cherche à leur rendre la vie douce, et autant que possible semblable à celle qu'ils mèneront plus tard, afin d'éviter la transition ; aussi les laisse-t-on maîtres de leur temps et de leurs actions ; personne ne vient leur défendre d'entrer dans leurs chambres, d'y rester, d'y recevoir un ami ; rien ne leur est mesuré ; à eux à savoir ce dont ils ont besoin et à le demander. Le règlement non plus n'est pas bien rigoureux : présence obligatoire aux classes, aux offices, aux repas, à l'appel, voilà tout.

Pas de surveillants. La surveillance comme nous l'entendons en France, n'existe pas à Harrow ; elle est remplacée, dans les limites de ce que les Anglais estiment nécessaire au maintien de l'ordre, par une combinaison hiérarchique qui a conduit à de véritables abus et dont des sages réformes sont venues tempérer les exagérations : je veux dire la subordination des petits aux grands, le gouvernement des élèves par les élèves eux-mêmes ; seuls ceux de la « Fifth Form » sont indépendants, les autres doivent obéissance aux jeunes gens de la 1^{re} classe ou « Sixth Form », et principalement aux 15 premiers appelés « monitors ».

L'abstention systématique des professeurs favorisait le despotisme de ces gouvernants en un temps où nulle précaution n'avait été prise pour y soustraire les plus petits ; cela dégénéra en un véritable servage (*fagging*). — Il est à remarquer que même alors ce régime n'était pas impopulaire ; les élèves se sont toujours montrés fiers de voir l'autorité exercée par les aînés d'entre eux et la perspective de jouir à leur tour des mêmes privilèges leur en faisait endurer patiemment les inconvénients. — Aujourd'hui devant la lente et persévérante pression de l'opinion publique, ces abus ont disparu ; « les monitors » ne font plus que prêter à la discipline le très utile concours de leur grande influence, et si le « head boy » de chaque maison partage l'autorité avec le professeur qui y réside, la présence de celui-ci est une garantie contre les brimades et les injustices. Disséminer les grands au milieu des petits a suffi pour paralyser la tyrannie des premiers sans détruire en rien leur prestige.

Notre mot : *récréation* — s'entendrait à Harrow de quelque diver-

tissement imprévu ou des instants consacrés à une paisible causerie; on ne peut guère l'appliquer à ces « jeux » qui font partie du programme, sans lesquels l'éducation serait incomplète, car le but que l'on se propose ne serait atteint qu'à moitié. Voilà ce qu'il importe de se bien persuader pour comprendre ce mot d'un professeur au sujet des grandes parties de cricket qui remplissent trois après-midi de la semaine : « J'aimerais mieux, disait-il, leur faire manquer deux classes qu'une de ces parties. » — Et, en effet, si ces jeux n'avaient pas une organisation si puissante, si l'on ne se passionnait pas pour eux comme les athlètes de l'ancienne Grèce aux jeux olympiques, Harrow demain serait livré au désordre et après-demain n'existerait plus. Pour que ce régime de liberté, d'initiative, de responsabilité subsiste et produise ses fruits, il faut qu'il soit appuyé sur un *enthousiasme* quelconque; et l'enthousiasme d'enfants de 15 ans pour Alexandre ou César, les idées abstraites ou les héros de la fiction est considéré là-bas comme chose factice et malsaine.

Cela dit, examinons Harrow sous ce nouvel aspect. Faut-il parler des bains? C'est l'accompagnement obligatoire de tous les collèges anglais; leurs piscines chauffées pourraient servir de modèles en France; leur aménagement est à la fois simple et confortable, et sans doute la construction et l'entretien n'augmenteraient pas beaucoup les pensions de nos écoliers; ici chacun ne paye que 10 shellings par an pour le droit de se servir des bains.

La paume est très en honneur, ou du moins divers jeux qui y ressemblent beaucoup et pour lesquels on a construit de grandes salles; cela constitue, avec la boxe, le sport des jours de très mauvais temps. En hiver on cultive le « foot ball »; il manque une rivière pour le canotage, mais l'on a toutes les distractions de la vie de campagne, en plein air; promenades, courses, etc... Le district, à plus de deux lieues à la ronde, n'a pas de secrets pour les élèves.

Après des hangars ci-dessus mentionnés, il y a l'atelier où, sous la direction d'un menuisier-ébéniste et d'un forgeron-mécanicien, ils peuvent venir travailler et apprendre les travaux manuels. Beaucoup s'y construisent des meubles, des rayons pour les livres, des étagères; d'autres plus ambitieux font de la serrurerie; récemment on y voyait en train un véloce et une perruche originale dont la carcasse était recouverte d'une toile imperméable et qui s'aplatissait pour être portée sous le bras, les bancs mobiles maintenant seuls l'écartement.

C'est en bas dans la plaine que le « cricket club » s'est installé; il a construit un élégant pavillon et aménagé un terrain de jeu; il y a des bancs pour les spectateurs et tout un matériel des objets nécessaires. C'est ici le domaine exclusif des jeunes gens; ils se hiérar-

chisent eux-mêmes et se trouvent en face de cette chose qu'ils rencontreront à chaque pas dans leur vie : l'association. A eux de faire de bons choix, de veiller à ce qu'on ne gaspille pas leur argent, à ce que tout marche bien. — L'association est partout ; ils se réunissent une dizaine pour organiser un « lawn-tennis »... bien entendu tout cela fait des frais, ces cotisations multipliées accroissent beaucoup le prix de la pension ; mais quelle initiative ont acquise les jeunes Anglais qui sortent de là !... et leurs parents, eussent-ils entamé le capital de leurs enfants, ne pensent pas avoir payé trop cher un tel avantage.

L'Angleterre est, par excellence, la terre de la comparaison ; il y a de tout sur son sol parce que l'initiative privée y est libre de toute entrave et que l'ingérence de l'État n'étouffe pas la concurrence. Par cette raison ce qu'on observe à Harrow n'est pas nécessairement la même chose qu'à Winchester, Rugby ou Eton. Ces deux dernières écoles contiennent plus de 700 élèves ; à Eton, bâti par Henri VI (1440) au milieu d'un parc splendide que baigne la Tamise, il y a environ 70 internes. Tous ces établissements sont à la campagne ; à côté de cela on trouve en pleine Cité de Londres la grande École commerciale fondée sous Édouard VI et contenant 1.200 élèves ; là, les règlements ne peuvent être les mêmes : c'est tout un autre système.

Enfin, à Cantorbéry, s'est établi depuis quelques années un collège exclusivement français qui n'a rien emprunté aux principes dont nous venons d'étudier rapidement l'application. Harrow et Cantorbéry représentent les deux extrêmes, les deux théories d'éducation qui sont le plus opposées l'une à l'autre. Entre les deux les Jésuites anglais ont pris un moyen terme ; ils ont fondé le collège de Beaumont, dans la forêt de Windsor, non loin d'Eton ; c'est un curieux essai de liberté appliquée à l'internat ; là on retrouve les dortoirs et les études, mais l'autorité et la surveillance ne s'exercent que dans les limites de ce qui est indispensable ; cette éducation mixte coûte beaucoup moins cher ; le prix de la pension est de 1.500 francs seulement ; avec les dépenses accessoires, en comptant largement, on atteint 2.500 francs par an.

Toutes ces écoles méritent d'être vues et examinées en détail ; par leur variété elles sont pour nous autres Français, un précieux terrain d'observation, une pépinière de réformes.

PIERRE DE COUBERTIN.

ESQUISSE MONOGRAPHIQUE

CHATEL-GUYON ET SES HABITANTS

La *Réforme sociale* n'admet pas les travaux superficiels ; elle veut, à l'exemple de son illustre fondateur, creuser les questions qu'elle étudie et, si elle laisse souvent au lecteur le soin et la responsabilité de conclure, elle cherche à lui présenter tous les éléments qui peuvent déterminer cette conclusion. Cette méthode est difficile à pratiquer, elle exige de gros labeurs, du temps, de la patience, toutes conditions dont on n'est pas toujours maître. — Peut-être cette observation m'excusera-t-elle de présenter ici un modeste croquis de monographie ? Je sollicite, dans tous les cas, une bienveillante indulgence, en exprimant l'espoir que ce croquis engage quelqu'un de nos confrères, plus laborieux et plus maître de son temps, à peindre le tableau.

La société actuelle a généralement une vie fort agitée et souvent surmenée, fiévreuse. — Cette activité nerveuse n'est pas spéciale aux hommes d'affaires : elle existe dans presque toutes les situations sociales, dans le commerce, dans l'industrie ; la lutte est partout ; les artistes, les lettrés, le clergé même en subissent les effets ; les gens du monde n'en sont pas exempts ; je ne parle pas des politiques, c'est peut-être dans leur monde, où l'intrigue joue le premier rôle, que l'agitation est à son comble. Toujours est-il que cet état général cause des fatigues de corps et d'esprit qui ont des conséquences sur la santé — et, quand le corps social s'est ainsi agité pendant six mois de l'année, il cherche le repos. L'usage se répand de plus en plus de chercher ce repos à la campagne et principalement dans les villes d'eaux, aux ports de mer, dans les voyages. On s'échappe aux Pyrénées, à Aix, à Vichy, à Trouville, à Dieppe ; quelquefois en Suisse, en Italie, en Allemagne.

Parmi nos contrées françaises qui se recommandent pour ces repos, signalons les départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme ; on y trouve Vichy, Néris, Royat, Châtel-Guyon, dont les propriétés thermales sont analogues à celles de Kissingen. En général, les villes ou localités privilégiées cherchent à faire une toilette ave-

nante pour témoigner aux visiteurs la bienvenue, le désir d'être agréables. Vichy et Royat particulièrement ne manquent pas à ce devoir ; c'est fort naturel et c'est aussi l'intérêt des habitants. J'ai trouvé une exception : la station de Châtel-Guyon, près de Riom, paraît très réfractaire aux étrangers ; elle n'a aucune coquetterie pour les baigneurs ou buveurs qui vont chercher dans ses eaux le remède à leurs fatigues ; elle se caserne dans son bourg, évite les voyageurs comme s'ils étaient des pestiférés. C'est de ce bourg et de ses habitants que je voudrais tenter d'esquisser la monographie.

* * *

Châtel Guyon a son histoire du moyen âge et cette histoire, que nous n'avons pas à faire ici, est fort agitée : les luttes entre les puissants seigneurs du temps, luttes terribles à l'époque des guerres de religion, en font les frais ; depuis des siècles, il ne reste plus trace de ces événements ; on ne retrouve même pas une pierre du château du redoutable Guy II. Le village de Châtel-Guyon est aujourd'hui fort paisible, en paix avec lui-même et avec ses voisins : il est gracieusement assis sur le versant pittoresque d'une colline dont la vue s'étend sur les montagnes d'Auvergne, au sud-ouest, et du côté de l'est, sur la Limagne, l'une des contrées les plus riches de France. Ce bourg est à quelques kilomètres de Riom, il est arrosé par la petite rivière du Sardon, fort calme en été, torrentielle après les orages et surtout à la fonte des neiges.

L'aspect général de ce pays couvert de collines et de montagnes est fort attrayant. On y cultive principalement la vigne, et avec grand succès — c'est la fortune du pays. Les habitants le savent et ne négligent rien pour en tirer le meilleur parti ; les vignes, qui témoignent de la richesse de la contrée, donnent au pays un aspect de prospérité qui tranche avec quelques parties arides ou revêtues de bruyères et quelquefois laissent voir des roches granitiques d'un caractère imposant. Les collines sont généralement couvertes de sapins qui prospèrent et répandent partout dans les promenades qui les traversent leur pénétrant et bienfaisant parfum.

Rien n'est plus reposant que les promenades dans les bois qui entourent Châtel-Guyon : il y en a partout ; on les trouve sur les sommets comme près de la rivière, où quelquefois on rencontre quelques prairies ; on s'égare aussi, en certains points, dans les gorges les plus sauvages. Si les promenades sont agréables, les excursions ne le sont pas moins, elles sont très variées : historiques

à Tournocël et à Chazeron ; géologiques avec un attrait spécial partout ; grandioses dans les monts d'Auvergne ; religieuses à l'ancienne abbaye de Mozat, à Notre-Dame-du-Port, aux églises de Riom ; et souvent artistiques, offrant des spécimens d'architecture des ^{xiii}^e, ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Nous avons joui avec bonheur, au milieu d'une société d'élite, de tout le charme de ces contrées, mais nous nous sommes particulièrement attaché au côté social. Et à cet égard, le caractère qui nous a le plus vivement frappé dès l'abord, c'est l'éloignement absolu de la population pour tout ce qui est étranger ; l'huile et l'eau s'uniraient plus aisément qu'un habitant de Châtel-Guyon et un baigneur !

Dans cet heureux pays, le travail tenace, opiniâtre, le travail de la terre est ce que j'ai observé de plus caractéristique ; la presque totalité des habitants sont propriétaires, ils se lèvent de trois heures à trois heures et demie du matin, passent à leur cave, qui est toujours séparée de la maison d'habitation et souvent distante de 3 à 500 mètres ; ils y prennent un déjeuner frugal composé de pain, de saucisson, de fromage, le tout arrosé de vin léger, puis ils chargent leur hotte de leurs outils et des éléments d'un repas analogue et vont aux champs qu'ils ne quittent qu'à la nuit.

Les habitants de Châtel-Guyon ont presque tous des vignes et en outre quelques champs dans les plaines, près de Riom ; le sol donne à la fois le vin, le pain, les légumes pour la famille et pour les animaux domestiques, vaches, pores, volailles. La terre est partout admirablement travaillée et le cultivateur la soigne d'ailleurs de quinze à dix-huit heures sur vingt-quatre. Il a tout chez lui et par lui pour ses besoins et ceux de sa famille ; l'argent est rare au pays, on est assez heureux pour n'en avoir besoin que pour les impôts, la viande de boucherie et les effets ; les impôts sont lourds, on les supporte ; la viande de boucherie n'est consommée qu'en très faible quantité et le dimanche seulement.



Quant aux vêtements, rien n'est plus simple que ceux des habitants de ce pays primitif : la chemise de grosse toile, le pantalon de bure, ainsi que le gilet et le veston, les sabots pour chaussure, le chapeau rond à larges bords, que chacun connaît. (La blouse remplace souvent le veston). Ces vêtements sont de longue durée, les femmes les entretiennent. Elles-mêmes sont mises avec décence et très grande économie, robe de bure ou d'indienne, coiffe en calicot, sabots. Depuis quelques années le bonnet rond, à fond uni ou brodé,

garni de brides réunies derrière la tête, remplace en partie la coiffe, mais leur costume est toujours d'une grande simplicité.

Il n'y a de luxe qu'à l'occasion du mariage. La fiancée porte ce grand jour une robe de velours noir ou brun achetée à Riom et une coiffure blanche garnie de rubans. Le tout est rangé après la noce et ne reparait que dans des circonstances mémorables. On ne voit d'étalage dans aucun magasin — et, en fait de magasin, je n'ai vu dans le village que quelques épiceries et boucheries. L'épicier tient diverses étoffes classiques, rien autre; quand on veut quelque fantaisie, c'est à Riom qu'il faut s'adresser.

Le travail du chef de famille s'applique à la terre, celui de la femme à la maison pour la cuisine très élémentaire, à l'entretien du linge, des vêtements, aux soins des enfants; elle trouve sa distraction dans le commérage avec les voisines les après-midi, en tricotant les bas de la famille (1).

Les habitations sont assez mal agencées. Il faut monter un étage pour trouver cuisine, salle à manger, quelques chambres à coucher, suivant l'importance de la famille. Châtel-Guyon n'est malheureusement pas à l'abri du mal qui affecte notre pays: il y a moins d'enfants qu'autrefois, trois ou quatre souvent encore, mais rarement davantage; la loi de succession a là, comme partout, son influence.

Ces habitations ne sont pas un modèle de tenue et surtout de propreté, il y a beaucoup de laisser-aller, on n'y tient pas à l'ordre, à la netteté, tout est un peu dans l'abandon, ou au moins paraît l'être; au rez-de-chaussée sont les foudres pour le vin, les étables, les remises, le tout généralement malpropre. L'Auvergne malheureusement mérite sa réputation de médiocre tenue, de propreté douteuse; ce pays n'est pas à comparer avec les campagnes du Nord, ni avec celles de l'Est de la France.

C'est la terre qui fait l'orgueil de la famille et la terre avant tout. C'est là que s'appliquent toutes les économies, on étend la vigne, on s'étend dans la plaine; si on n'a pas à soi le blé nécessaire à la consommation de la famille, on est mal jugé.

*
* * *

J'ai trouvé, dans un grand nombre de ménages, le respect pour la vieillesse. J'ai vu des vieillards honorés et même des oncles et tantes

(1) Il est à regretter toutefois que ces conversations prennent parfois un ton de médisance et des allures trop libres. Les femmes se réunissent en hiver pendant une grande partie de la journée, et à la *veillée*, dans un très modeste réduit dépourvu de cheminée, situé au rez-de-chaussée et délabré; elles ont soin d'y étendre de la paille et elles y portent leur classique chaufferette.

sans famille trouver l'hospitalité chez leurs enfants, chez leurs neveux ; mais souvent les vieillards vivent seuls, retirés, après avoir réalisé le partage de leurs propriétés entre leurs enfants, qui servent alors à leurs parents une pension en nature ; c'est assez l'usage du pays et un usage ancien — ce n'est pas d'un exemple salulaire, — la vie commune est plus patriarcale et plus respectable.

Les habitants de Châtel-Guyon se marient surtout entre eux ; il y a une stabilité complète, absolue, et une volonté tenace de conserver leurs propriétés par des alliances. C'est là un fait particulier et vraiment important, qui témoigne d'un état de paix sociale très significatif ; — on se trouve bien, on s'estime, on ne cherche pas fortune ailleurs. L'élément étranger ne prend pas aisément les habitudes locales. C'est une exception qu'un mariage entre gens de Châtel-Guyon et un village voisin ; cependant le fait se produit, mais alors il y a toujours certaines convenances de propriétés limitrophes, c'est-à-dire de voisinage, qui ne changent pas le caractère de stabilité que cette coutume affirme. Ainsi sont unies les familles, tandis que des alliances éloignées portent plutôt à la division, et habituellement à l'indifférence. Le mariage à Châtel-Guyon est une grande fête qui réunit non seulement les parents et les amis, mais souvent le soir au bal presque toute la jeunesse du village, en témoignage de bonne amitié ; il y a foule, on s'y trouve serré et peu à l'aise, mais c'est là une marque de sympathie qui a sa valeur.

La moralité de la population est incontestable et incontestée, c'est à la fois une supériorité marquée et aussi une garantie de bonheur ; elle est due d'abord à la religion et aux sentiments élevés qu'elle grave dans le cœur de l'homme, elle est due aussi au travail opiniâtre, continu et à la simplicité de la vie ; elle est due également au respect des uns pour les autres, à cet état particulier d'un pays dont la vie a le caractère d'une vie de famille. L'opinion générale du pays témoigne que les faits qui peuvent être qualifiés de mauvaise conduite sont rares ; l'étranger peut en juger par la tenue des jeunes femmes et des jeunes filles préposées aux services des établissements de bains et des buvettes et engagées comme femmes de chambre dans les hôtels. Ce sont toutes personnes de Châtel-Guyon, généralement actives et intelligentes, qui n'ont d'autres occupation et préoccupation que de faire leur service. Il y a toutefois cette observation à faire, qu'elles sont d'une tenue à la fois plus propre et plus moderne que leurs compagnes du village et qu'au village on leur fait le reproche d'entraîner les jeunes filles dans la voie de toilettes plus élégantes ; leur mise est encore très simple, mais ce n'est plus la cornette et la robe de bure, c'est le bonnet rond, la robe d'indienne, quelquefois de mérinos.



J'arrive au dernier trait de ce croquis et c'est le trait capital. Les habitants de Châtel-Guyon sont-ils religieux, comment leur religion est-elle pratiquée ? J'ai tenu à m'en rendre un compte exact. Je me suis renseigné auprès du clergé ; j'ai également eu l'occasion de juger personnellement.

La religion catholique est bien profondément gravée dans le cœur de cette population. L'église, qui peut contenir 500 à 600 personnes environ, est pleine le dimanche aux principaux offices, et la messe de six heures est suivie par autant d'hommes que de femmes ; à cette messe, l'église est à peine suffisante pour les fidèles. La grand'messe est presque aussi suivie. On vient à la première messe en habits de travail. Aux vêpres, l'église est également pleine, mais il y a peu d'hommes.

Le dimanche est un jour exceptionnel, on ne travaille pas. Le repas principal se fait à midi, en famille, et dans l'après-midi le père de famille fait visite à la cave en compagnie de ses amis ; c'est là que se tient à la fois la conversation et le cabaret. Quelquefois, on fête un peu trop le vin d'Auvergne, on s'attarde et la ménagère vient rappeler à son mari qu'il est temps de rentrer. Les hommes sont en gaité, rentrent chez eux, prennent leur repos habituel et recommencent le lendemain à 3 heures du matin leur travail ordinaire.

La tenue à l'église est aussi bonne qu'on peut le désirer, on sent que ce sont des fidèles qui prient ; ils remplissent en très grand nombre tous leurs devoirs religieux et le clergé se félicite de cette population pénétrée d'une vraie foi.

En résumé, la religion, le travail, la stabilité, sont les trois principes qui caractérisent cette population simple. La religion leur donne les vertus qu'elle enseigne : le travail, la vie remplie et les bienfaits de l'épargne ; enfin, la stabilité affirme ces bienfaits. Le travail, ainsi pratiqué, fait la fortune d'un pays.



Il est regrettable de devoir dire un mot de politique en clôturant cette esquisse, mais il se produit ici un fait contradictoire : les électeurs de Châtel-Guyon votent généralement pour les candidats du

gouvernement, et ces candidats nommés attaquent et détruisent la foi et la religion vénérées dans le pays. On explique ainsi ce fait. En matière politique, ces braves gens sont ignorants et craintifs, ils sont aussi très méfiants; ils redoutent tout changement de gouvernement, qui aurait pour conséquence, dans leur esprit, un bouleversement général des intérêts; d'un autre côté, ils redoutent également la puissance des hommes attachés à l'État, depuis le sous-préfet jusqu'à l'instituteur. Ils subissent ainsi, par crainte, par terreur, un ordre de choses qu'ils condamnent dans le secret de leur conscience. Cette explication, on doit l'avouer, n'est pas à l'honneur de la population qui nous intéresse. Il est juste d'invoquer comme circonstance atténuante l'ignorance de l'électeur, impuissant à juger les hommes et les choses. C'est ainsi que les votes sont souvent acquis aux pires ennemis de toutes les saines institutions, fait qui, pour ne pas s'appliquer exclusivement au caractère des habitants de Châtel-Guyon, n'en est pas moins absolument condamnable.

Laissons ce point nébuleux de la vie de notre modèle, ne voyons que sa foi, son travail, sa vie intime et comparons cette existence paisible et heureuse, mais simple et primitive, à celle des ouvriers de l'industrie. Les premiers ont leur avenir certain, non seulement pour eux, mais pour leur famille, ascendants et descendants. Les seconds vivent en général au jour le jour, non qu'ils ne gagnent ce qui est nécessaire à la vie, mais parce qu'ils sont sans règle, sans mesure, sans ordre, au moins généralement; et puis, ils ont en mains l'argent qu'on est heureux de convertir en jouissances éphémères de table ou de faux luxe; on veut réduire le temps du travail pour prendre du plaisir, on gagne moins, on dépense plus et le lendemain on est dans l'embarras. Le salaire de celui qui travaille à la terre lui sera payé à la récolte, il vivra de peu; celui de l'ouvrier d'usine est souvent dépensé d'avance, à l'aide du crédit ruineux.

Disons, pour conclure, que l'ouvrier de la terre est l'homme de bon sens, l'homme économe, l'homme de famille; ceux qui emploient des ouvriers dans l'industrie ont pour devoir et pour mission d'inspirer les mêmes sentiments et les mêmes qualités au personnel qu'ils occupent. Pour moi, j'ai la conviction que, si le problème est difficile, il n'est pas impossible: c'est l'œuvre d'un patronage intelligent et dévoué et, si c'est un devoir, c'est aussi un intérêt, car l'industrie a besoin d'un personnel sage et rangé, économe et travailleur.

A. GIBON.

L'IMPOT SUR L'ALCOOL

DANS LES PRINCIPAUX PAYS

La question de l'impôt sur l'alcool, en ce moment à l'ordre du jour, n'a pas encore été traitée dans la *Réforme sociale*. Aussi, nous empressons-nous de citer, à ce sujet, quelques extraits d'un livre (1) qui va paraître, et dont l'auteur est notre collaborateur M. René Stourm. Cet ouvrage passe en revue la législation et les produits de l'impôt sur l'alcool en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Russie, en Belgique, etc. Près de cinquante tableaux statistiques y fournissent les plus utiles renseignements au sujet de la marche de la consommation et des perceptions. Voici les conclusions que M. R. Stourm, si particulièrement compétent en ces matières, déduit de l'expérience ainsi recueillie dans chacun de ces pays.

Les quotités moyennes par tête des perceptions effectuées sur l'alcool, dans les divers pays, présentent les résultats comparatifs suivants (2) :

France, 6 fr. 35 de perceptions par tête. — Angleterre, 13 fr. — États-Unis, 7 fr. 50. — Russie, 6 fr. 40. — Allemagne, 1 fr. 75. — Bavière, 0 fr. 57. — Wurtemberg, 0 fr. 40. — Bade, 0 fr. 30. — Autriche-Hongrie, 1 fr. 11. — Pays-Bas, 11 fr. 80. — Belgique, 3 fr. 65.

On voit combien les produits de l'impôt sur l'alcool varient de pays à pays. Ici, chaque habitant acquitte, en moyenne, une taxe de 13 fr. par an; là, il ne paye que 40 centimes.

Et chose remarquable, ce n'est pas chez les nations qui consomment le plus d'alcool que le produit de l'impôt atteint le niveau le plus élevé. Ainsi, l'Angleterre obtient un rendement budgétaire double du nôtre avec une consommation individuelle presque moitié moindre.

L'Allemagne consomme deux fois et demi plus d'alcool que nous, trois fois et demi plus que l'Angleterre, et cependant elle recueille quatre ou six fois moins de produits.

L'importance de la consommation n'est donc pas le facteur principal du rendement de l'impôt. Sans doute, elle constitue la base indispensable des fortes perceptions, mais à la condition qu'on sache en tirer parti.

Or, à ce point de vue, si nous analysons la liste des quotités placée au début de ce chapitre, nous verrons que les divers pays y énumérés peuvent se diviser en deux catégories. D'un côté, les pays à rendement budgétaire

(1) *L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays*, par René Stourm, ancien administrateur des contribution indirectes, professeur à l'École des sciences politiques. un volume in-12, Berger-Levrault et Guillaumin, 3 francs.

(2) Ce résumé ne donne pas toujours les moyennes de la dernière année, mais celles qui paraissent le mieux, en dehors des fluctuations accidentelles de chaque exercice, représenter le taux réel des recouvrements actuels.

élevé, où l'impôt est assis sur le produit terminé : ceux-là savent, à la fois, tirer parti de la consommation et l'enrayer. De l'autre côté, les pays à rendement budgétaire inférieur, ne taxant que les premiers éléments de la fabrication, et laissant la consommation se développer impunément, sans en recueillir de profit.

Dans la première classe figurent notamment l'Angleterre, la France, la Hollande et les États-Unis; dans la seconde, l'Allemagne, l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, etc.

La statistique, d'après ces données, condamne donc l'impôt établi sur les éléments primitifs de la production, et son jugement déjà mérite respect, car la statistique n'est autre chose que l'expérience écrite et chiffrée.

Après avoir constaté les inconvénients économiques et l'improductivité budgétaire de l'impôt sur les éléments primitifs de la fabrication, après avoir reconnu qu'on tombait dans un excès contraire, plus critiquable encore, en voulant monopoliser les alcools, nous restons en présence du système d'impôt sur le produit terminé, qui existe en France, en Angleterre et aux États-Unis.

Le premier avantage de ce système, — nous l'avons mis en évidence dans des tableaux détaillés, — est de procurer aux budgets des ressources considérables. Un quart ou un cinquième des recettes de l'État en Angleterre et dans les Pays-Bas, un dixième environ en France, un cinquième aux États-Unis provient des alcools. C'est 500 millions, 50 millions, 260 millions, 400 millions de francs que chacun de ces budgets encaisse chaque année du fait des alcools. Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'opportunité de ces grosses perceptions dans un pays envahi, comme le nôtre, par le déficit.

En même temps que le fisc, la morale et l'hygiène profitent de ce lourd impôt, qui, établi sur un vice odieux, l'enraye, autant que possible, par son poids. C'est un second avantage non moins précieux que le premier.

Pour obtenir ces résultats, dont personne ne conteste le mérite, des tarifs élevés sont d'abord nécessaires, puis surtout, à l'appui de ces tarifs, des formalités rigoureuses.

Ces formalités rigoureuses, les pays que nous venons de citer n'ont pas craint de les édicter, en les renforçant même à chaque rehaussement de tarif. Ils ont pu le faire avec succès, parce que l'impôt assis sur le produit fabriqué se prête admirablement à l'établissement de ces garanties fiscales.

En effet, les contre-coups fâcheux que l'impôt sur les éléments primitifs de la fabrication imprime au commerce et à l'industrie, ne sont plus ici à redouter.

L'impôt sur le produit fabriqué ne donne ouverture à aucune prime, ni à l'intérieur, ni à la sortie. Il n'encourage aucun procédé spécial de fabrication au détriment des autres. L'État demeure conformément à son véritable rôle, simple spectateur des travaux de la distillerie, et n'intervient qu'après leur achèvement pour saisir le produit et le taxer d'après sa richesse. Dès lors, ni ses tarifs, ni ses formalités ne troublent les conditions naturelles d'existence de l'industrie.

En France même, pour respecter jusqu'à la dernière limite la liberté des mouvements du commerce, le fisc accorde aux distillateurs et aux marchands en gros le régime du crédit des droits, qui leur permet de conserver indéfiniment dans leurs magasins les spiritueux en franchise d'impôt. L'Angleterre et les États-Unis, nous l'avons vu, trouvent plus commode et plus sûr de réclamer le paiement préalablement à la sortie de la distillerie. Mais cette restriction montre seulement que notre système de perception est plus libéral que le leur. Elle ne modifie en rien l'assiette commune de l'impôt sur l'alcool, établie dans ces trois grands pays sur le produit fabriqué, après l'achèvement de toutes les opérations préparatoires, et fortifiée par les plus sévères formalités à la distillerie, à la circulation et chez les détenteurs successifs de l'alcool jusqu'à son arrivée à la consommation.

En résumé, si nous récapitulons l'ensemble des faits historiques, des règlements et des statistiques contenus dans ce volume, nous voyons que l'impôt sur l'alcool a prospéré partout où les formalités protectrices de l'impôt ont été sévèrement et courageusement appliquées. Les pays les plus avancés sous ce rapport n'ont pas craint de surcharger l'alcool du poids d'un tarif exorbitant et d'enserrer sa fabrication, sa circulation et sa vente dans les plus rigoureuses prescriptions.

Par ce moyen, ils ont obtenu des ressources considérables et constamment progressives ; en même temps, ils ont entravé autant que possible les excès de la consommation.

L'Angleterre, à ces deux points de vue, sert de modèle aux autres peuples. Son budget puise dans l'alcool le quart ou le cinquième de ses recettes et, corrélativement, les liqueurs fortes, écrasées par la charge d'une taxe dix à douze fois supérieure à leur valeur, tendent à y céder le pas aux boissons hygiéniques.

Quelle conduite de tels exemples conseillent-ils donc aux pays dotés d'un système si favorable, système consolidé chez eux par une longue série de perfectionnements ? Ces précédents leur indiquent clairement que, pour continuer à recueillir les mêmes avantages, il leur suffit de persévérer dans la voie qui les a si bien dirigés jusqu'ici, et qu'ils doivent se garder, comme du pire danger, des innovations chimériques et des réformes improductives.

La France même, si les nécessités de son budget l'exigent, peut efficacement marcher plus avant dans cette voie ; car ses tarifs et la part d'imposition qu'elle puise dans l'alcool demeurent encore, comme nous l'avons vu, inférieurs aux tarifs et à la proportion du rendement budgétaire de l'alcool en Angleterre et aux États-Unis. Elle a donc devant elle une marge considérable de bénéfices à recueillir, lorsque le besoin en apparaîtra, mais à la condition d'accompagner le relèvement de ses tarifs d'un renfort de précautions fiscales capables de garantir, en toute sécurité, l'extension de ses perceptions.

MÉLANGES ET NOTICES

LE RÔLE DES INGÉNIEURS ET LES DEVOIRS DU PATRONAGE. — Dans sa dernière séance, la Société d'économie politique a examiné « si la société en commandite est plus favorable aux entreprises industrielles que la société anonyme ». Au cours de la discussion, M. Cheysson a montré quelle est, dans les rapports entre le capital et le travail, la supériorité sociale de la société en commandite sur la société anonyme. La première offre une personnalité responsable là où la seconde ne présente qu'une abstraction impersonnelle, « la Compagnie ». Toutefois reconnaissant à chacune des deux formes son domaine propre, M. Cheysson a indiqué divers moyens pour atténuer les inconvénients de l'anonymat, et, au premier rang, il signalait la nécessité de former des ingénieurs et des directeurs éclairés sur leur rôle de patrons, soucieux de leurs devoirs sociaux et préparés à les bien remplir.

Presque au même moment, une pensée analogue était exprimée par une voix éloquente devant les 1.700 élèves de la grande Université de Louvain. Nous empruntons au discours de rentrée de l'éminent recteur, Mgr Pierarts, le passage suivant.

« La question ouvrière est d'un intérêt général ; personne n'échappe à l'obligation de s'en occuper : elle porte dans ses flancs l'avenir des peuples et de la société. Les Universités donc ont aussi leur rôle à remplir ; et certes l'Université de Louvain ne saurait rester en arrière.

« Or, un des moyens pour elle de contribuer à résoudre le redoutable problème, est de former des ingénieurs instruits et religieux, dont l'influence se fasse sentir sur les ouvriers et sur leurs chefs plus immédiats (1).

« Les ouvriers se défient presque instinctivement des patrons ; les ingénieurs doivent être le trait d'union de la paix, en s'efforçant de gagner la confiance des uns et des autres. Leurs paroles peuvent aplanir bien des difficultés, leurs exemples prévenir bien des excès.

« C'est pour cela qu'un cours spécial a été institué, où les futurs ingénieurs soient éclairés sur la question ouvrière, sur les causes du mal et les remèdes à y apporter. Et au courant de ces leçons, on leur apprend comment l'ingénieur doit connaître ses ouvriers, les traiter avec respect, les aimer ; on leur fait voir la grave responsabilité qu'encourent ceux qui parlent aux ouvriers avec injure, hauteur, menace, et le blasphème à la bouche, ou qui, en les obligeant au travail dominical, les poussent au mépris de toute autorité humaine, conséquence inévitable du mépris de Dieu.

(1) Contre-maitres, porions, etc.

« J'ai dit et je le répète : l'ingénieur a le devoir d'aimer les ouvriers ; il faut, dès l'Université, l'élever dans ce respect affectueux. Généralement nos ouvriers belges sont bons, laborieux, honnêtes, patients. Les mauvaises excitations, la propagande impie ; peut-être, en certains cas, les injustes traitements, et sans aucun doute la faim et la misère en ont tristement égaré un grand nombre et les égarent encore. Mais les ouvriers sont-ils les seuls coupables ? N'avons-nous pas tous quelque chose à nous reprocher ? Qui est-ce qui retranche résolument de son luxe ? Et malgré tous les sinistres avertissements, le luxe ne continue-t-il pas à aller toujours croissant, perpétuelle tentation pour ceux qui n'ont rien et qui souffrent ?

« Une voix auguste nous a avertis tous, au début de ce mémorable Congrès de Liège, qui a été un événement et un bienfait.

« Et voici que d'un autre camp une voix ayant aussi autorité s'est élevée pour proclamer la même vérité pratique :

« Quoi de plus choquant — dit M. de Laveleye — que ce contraste entre ceux qui gaspillent en quelques heures la subsistance de cent familles, et le dénûment de celles-ci dans leurs tristes demeures ? Tout homme qui réfléchit, sera certainement froissé à la vue de tant de luxe à côté de tant de misère. Mais quels sentiments de colère, de révolte, et aujourd'hui hélas ! de haine, ce spectacle ne doit-il pas provoquer dans l'âme de ceux à qui un travail incessant n'apporte pas toujours de quoi vivre ? »

« C'est en vain que les économistes, dans la mesure de leur noble tâche, s'efforceront de détourner l'ouvrier des dépenses inutiles ou excessives, pour stimuler en lui l'esprit de parcimonie en vue de l'épargne et des institutions de patronage ; c'est en vain même que l'État, remplissant son rôle social et après s'être enquis de tous les griefs et de tous les besoins, cherchera à opposer une digue au fléau de l'alcoolisme, favorisera les caisses d'épargne ou de prévoyance, facilitera par des mesures prudentes la création de banques de crédit populaire et de sociétés coopératives, règlera avec la puissance dont lui seul dispose le travail des femmes et des enfants, et, jusqu'à un certain point, le travail même des ouvriers, en surveillant, par exemple, sa sécurité : tout cela n'apportera pas l'apaisement nécessaire et durable, tant que le luxe effréné s'obstinera à étaler ses scandales provocateurs.

« On s'impose d'autres sacrifices méritoires. je le veux bien ; ce qu'il importe aujourd'hui de sacrifier tout d'abord et avant tout, c'est le luxe tel qu'il règne....

« Donnons du pain à l'ouvrier ; prenons en main la défense et le soin de ses intérêts matériels ; allons au plus pressé, car la souffrance est réelle et grande. Mais conjointement avec les intérêts matériels, nous devons aussi et surtout nous occuper des intérêts moraux de nos frères souffrants. Il y a un lien si intime entre ces deux classes d'intérêts. « Les deux besoins essentiels de l'homme et les conditions de la paix sociale—ainsi s'exprime M. Le Play — sont l'observation de la loi morale et la sécurité du pain quotidien. »

Ainsi de toutes parts on reconnaît que la sollicitude et le dévouement envers l'ouvrier sont le meilleur moyen de conjurer, à la fois, les dangers

de l'antagonisme social et les excès du socialisme d'État. N'est-il pas temps alors de généraliser cet enseignement social reconnu indispensable ? Pourquoi nos écoles d'ingénieurs et même de contre-maitres, nos écoles commerciales supérieures n'imiteraient-elles pas toutes ce qui a déjà été fait dans quelques-unes, à l'École d'architecture de Paris, à l'École de commerce de Lyon, et mieux que partout ailleurs, à notre École nationale des Mines ?

LES INSTITUTIONS PATRONALES DE LA SOCIÉTÉ COCKERILL A SERAING. — A titre de comparaison avec les documents recueillis par M. O. Keller sur les institutions patronales des Compagnies minières en France (*Réforme sociale*, 15 mars 1885, et 1^{er} juin 1886), nous croyons devoir reproduire un extrait du rapport que M. Sadoine, administrateur-directeur-gérant, va présenter à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société Cockerill :

Personnel. — Je vous ai dit tantôt que notre personnel était resté aussi nombreux que l'année dernière à pareille époque.

Au 5 septembre écoulé, il était encore de 10.116 ouvriers soit 40 de plus qu'à même date de 1885, à cause de la mise en marche, en décembre dernier, de la division des roues et trains montés.

L'instruction est depuis 15 ans obligatoire pour les adultes de 12 à 16 ans entrant au service de la Société. L'école des mineurs et les classes préparatoires de la Société entretiennent l'instruction dans cette classe de travailleurs employés à nos charbonnages.

L'emploi des femmes dans le fond de nos houillères a été supprimé depuis 20 ans.

L'état sanitaire a été satisfaisant pendant tout l'exercice ; aucune affection épidémique n'a régné et les accidents graves ont été rares. Le nombre des malades et des blessés en traitement à notre infirmerie a varié de 15 à 22.

Le nombre des pupilles actuellement à l'orphelinat est de 124.

Salaires payés :

Exercice 1884-1885,	fr. 8.807.894 41
Exercice 1885-1886,	» 8.812.684 06

pour le même chiffre de personnel et pour un chiffre de production moindre.

Les salaires sont donc restés les mêmes dans les deux exercices, tandis que le dividende à distribuer aux actionnaires, de même que les primes à payer aux chefs de service et employés, ont été réduits de 27, et le tantième du directeur général de 213.

L'ouvrier de la Société Cockerill n'a donc pas été le moins bien traité pendant l'exercice écoulé. Il n'a pas à se plaindre, que je sache, du travail à l'entreprise, du marchandage comme on dit dans les ateliers, car je n'ai

jamais reçu de plainte à ce sujet. Toutes les lettres à mon adresse sont ouvertes par moi, n'ayant ni chef de cabinet, ni secrétaire particulier ; je ne refuse du reste jamais d'entendre les ouvriers qui croient avoir à se plaindre.

<i>Secours et pensions</i>	Exercice 1884-85.	Exercice 1885-86.
1° Pensions ordinaires et supplémentaires secours aux blessés et malades et aux ouvriers nécessiteux.	fr. 229,714 06	241,506 29
2° Versement à la caisse de prévoyance des ouvriers mineurs.	33,610 93	29,774 25
3° Service médical et pharmaceutique.	49,374 79	47,487 45
4° Dépenses de l'hôpital-orphelinat.	39,027 28	41,148 24
5° Dons au Bureau de bienfaisance, etc.,	865 21	574 21
6° École des mineurs et École industrielle à Hoboken.	5,778 44	5,778 44
Total, fr.	358,370 71	366,268 88

soit une augmentation de 8.000 fr. pour le même chiffre de personnel.

Toutes ces dépenses sont à la charge exclusive de la Société ou de la Caisse de secours alimentée par elle, les retenues sur salaires ayant été supprimées depuis 1870. Pourtant 243 ouvriers ont persisté à vouloir subir la retenue pour assurer leurs droits aux secours et à la pension, et 10.000 francs environ sont versés de ce chef dans la Caisse de secours, de même que l'entrée de 500 francs, imposée aux ingénieurs volontaires qui entrent au service de la Société, et, enfin, 2.000 fr. environ d'amendes encourues par les ouvriers en défaut. 2.000 sur 8.812.684 06 !

Comme je l'ai dit, l'orphelinat comprend réellement 124 orphelins, dont 107 enfants ne gagnant rien et 17 adultes travaillant déjà à l'usine ou rendant service à l'hôpital et dont le gain sert en partie à rembourser leur entretien, en partie à passer à notre Caisse d'épargne, pour y devenir, avec les intérêts à 5 p. c., une réserve pour l'avenir, une dot.

La Société donne gratuitement les secours médicaux et pharmaceutiques, non-seulement à ses ouvriers, mais encore à leurs ascendants et descendants, dont ils sont les soutiens.

Autrefois, la Société Cockerill avait un magasin de denrées alimentaires où s'approvisionnaient les ouvriers de leur propre volonté. Mais, certains d'entre eux ayant exposé des plaintes, je proposai à mon Conseil la suppression de ce magasin, ce qui eut lieu immédiatement ; c'était en 1870.

CORRESPONDANCE

PATRONS ET OUVRIERS

DANS LE BASSIN DE LA RUHR

Depuis qu'un cours d'économie politique a été créé à l'École des Mines et confié à M. Cheysson, les élèves ingénieurs doivent, dans leurs journaux de mission, faire une part aux observations sociales. M. Fèvre, élève ingénieur, sur le désir exprimé par la Société d'économie sociale, et conformément au programme préparé par M. Cheysson, a étudié les populations du bassin de la Ruhr. En attendant le résultat complet de son enquête, nous détachons de sa correspondance quelques fragments qui intéresseront assurément les lecteurs de la *Réforme sociale*.

A. D.

Gelsenkirchen, 14 octobre.

La population dans le bassin de la Ruhr se compose en majeure partie d'ouvriers émigrés de différentes parties de l'Allemagne, principalement des provinces voisines (Westphalie, Nassau, etc.) et aussi de la Silésie et de la Pologne. Elle se fait remarquer par son esprit religieux : catholiques et protestants accomplissent les devoirs de leurs cultes, et sont sincèrement croyants. Les députés qui les représentent au Reichstag sont, l'un clérical, l'autre « démocrate chrétien ». Le socialisme n'a guère pénétré ici. Tout au contraire, les gens me paraissent encore profondément empreints de ce sentiment inné de la hiérarchie sociale qui m'a frappé en Allemagne; ils ont du respect pour leurs patrons, et me semblent vivre en bonne intelligence avec eux.

Ceux-ci d'ailleurs ont assez souvent fait beaucoup pour leurs ouvriers. On a construit un grand nombre de maisons ouvrières, qui sont toujours remplies; on a fondé des économats, qui livrent les marchandises au prix d'achat (et au comptant); on donne le charbon à prix réduit. Dans beaucoup d'exploitations existent aussi, à côté des caisses obligatoires d'assurances, des caisses supplémentaires de secours, alimentées surtout par des subventions des compagnies, et qui viennent augmenter, et quelquefois dans une proportion considérable, les secours fixés par la loi.

Un assez grand nombre d'ouvriers ont aussi leurs maisons à eux, qu'ils ont bâties avec leurs épargnes, et dont ils louent une partie à des camarades. Ceci contribue naturellement à rendre ces ouvriers stables, et attachés à une exploitation.

Quant à ce qui concerne les lois d'Empire sur l'assurance obligatoire, elles ont été en général et sont toujours regardées d'un bon œil et par les

exploitants et par les ouvriers. Elles ont d'abord le mérite d'être très pratiques, en ce qu'elles coupent court à la plupart des procès, qui auparavant intervenaient constamment entre le patron et l'ouvrier, celui-ci prétendant que la cause de l'accident se trouvait dans une négligence du patron ou d'un de ses employés. M. Ichon dit, dans son article paru dans les *Annales des Mines*, que ces procès étaient beaucoup plus rares dans l'industrie des mines que dans les autres, à cause de l'existence des caisses de Knappschaft, qui donnaient un secours à l'ouvrier. Mais ce secours accordé n'enlevait pas à l'ouvrier son droit à une indemnité plus forte, si celle-ci était réellement due par le patron, et n'empêchait pas les procès, du moins d'après le témoignage des exploitants de ce district, procès donnant lieu naturellement à des débats irritants. Aussi leur suppression me paraît avoir été très favorablement accueillie des deux côtés, et avoir été un des principaux éléments de succès des nouvelles lois.

Les patrons ont à supporter, d'après celles-ci, d'assez lourdes charges. Mais ils paraissent encore préférer cela aux procès auparavant engagés en vertu de la loi de responsabilité (*Haftpflicht*) de 1871. Du reste ils contribuent encore souvent à des caisses de secours non obligatoires (*Unterstützungskassen*), spéciales à chaque exploitation.

Quant aux ouvriers, ils se sentent, suivant leur expression, « plus libres », mais non dans ce sens qu'ils sont plus indépendants de leurs patrons et se croient dégagés envers eux de toute reconnaissance, mais en ce qu'ils peuvent envisager l'avenir avec plus de sécurité, et appliquer leurs épargnes à leur bien-être, sans crainte de les voir, à un moment donné, se fondre dans leurs mains, si le mari devient incapable de travailler.

En somme, et dans les conditions de bonne intelligence régnant actuellement ici entre les patrons et les ouvriers, les lois d'assurance obligatoire ont été favorablement accueillies des deux côtés, et regardées comme un bien.

Quant à la transformation des anciennes Knappschaftskassen, voici comment elle a eu lieu en général. Dans les ressorts correspondant aux anciennes, se sont fondées les caisses de maladie (*Krankenkassen*), qui sont plutôt une dérivation des anciennes caisses qu'une fondation nouvelle. Les anciennes Knappschaftsvereine subsistent toujours, mais n'ont plus à s'occuper que des pensions de retraites, et des secours à accorder aux veuves et aux orphelins (dont le chef de famille n'est pas mort à la suite d'un accident).

A cet effet, plusieurs anciennes sociétés se sont quelquefois réunies en une seule (ainsi dans le Harz). Ces deux caisses (de maladie et de Knappschaft) ont des comptabilités distinctes, mais conservent la même administration, sauf dans le Hartz où la séparation est complète.

Enfin vient la caisse d'assurance contre les accidents. A cet égard tous les exploitants de mines de l'Allemagne forment une vaste et unique association professionnelle. Celle-ci est divisée en 8 sections, dont la Westphalie forme la seconde. Les exploitations doivent être rangées dans des catégories différentes, quant au taux de leur contribution, catégories établies suivant les risques; ceux-ci seront d'ailleurs probablement indiqués par

les accidents arrivés dans les dernières années. Mais ces tableaux ne sont pas encore fixés.

L'ouvrier n'a qu'une crainte au sujet de la loi d'assurance contre les accidents, crainte relative à l'exécution de la loi. Il peut arriver en effet que des ouvriers blessés dans la mine, mais encore capables de travailler, deviennent prématurément invalides par une suite indirecte de leur blessure, et retombent ainsi à la charge de la Knappschaftskasse. Les exploitants ont tout intérêt à en augmenter le nombre le plus possible, et c'est dans ce sens que les ouvriers redoutent quelques abus. Mais quant à l'esprit même de la loi, ils le trouvent excellent. C'est aussi l'avis des exploitants, et tant que dureront les bonnes relations existant actuellement, il me semble que le fonctionnement des caisses se fera sans beaucoup de difficultés, et aura plutôt pour effet de maintenir cette bonne intelligence que de l'altérer. L'ouvrier n'est pas en effet ici, comme l'ouvrier français, mécontent de sa position et visant toujours plus haut. Il ne songe pas à s'élever au-delà. Et pourvu qu'on lui procure les moyens de gagner sa vie en lui permettant par des mesures protectrices analogues aux caisses d'assurances de dépenser ce qu'il gagne, et d'être dégagé de tout souci d'épargne, c'est tout ce qu'il demande.

Sans doute ceci n'est point fait pour encourager la prévoyance. Mais l'ouvrier ne pense pas si loin. Qu'il soit sûr de vivre, sans avoir à craindre de trop grosses difficultés à un moment donné, c'est tout ce qu'il demande. Resterait à voir d'ailleurs si un système de liberté encouragerait effectivement beaucoup plus l'épargne. Car ceux des ouvriers qui ont l'esprit de prévoyance, peuvent amasser maintenant en toute sécurité, et appliquer l'argent ainsi mis de côté à acheter une maison ou un jardin, etc.

En un mot le système n'empêche pas l'épargne ; il en restreint seulement le but, tout en lui donnant plus de sécurité.

Ceci, direz-vous, ressemble bien un peu à un panégyrique. Mais j'avoue que je suis arrivé ici avec des idées un peu préconçues, et que le spectacle que j'y ai trouvé de patrons unis pour le bien des ouvriers, et d'ouvriers attachés à leurs patrons et à leur métier, ne perdant point leur temps ni leur esprit en récriminations stériles, m'a réchauffé le cœur, et m'a rendu un peu enthousiaste.

Agréez, etc...

L. FÈVRE.

BIBLIOGRAPHIE

Revue scientifique. — Dans deux articles brillants qui ont fait sensation (14 août et 9 octobre), notre confrère M. Fournier de Flaix a traité la question de l'alcool. Moins sévère que d'autres pour ce dangereux produit, il invoque le secours de la statistique pour le défendre contre les reproches qu'on lui adresse au nom de la morale et de l'hygiène ; il le représente comme un aliment nécessaire dont l'abus seul est blâmable, comme une source de richesse qu'il faut se garder de tarir. Mais avec M. Stourm, il combat le régime du monopole et, tout en reconnaissant que l'alcool est une très précieuse ressource fiscale, il voudrait qu'on en réservât le produit pour diverses réformes, celle des octrois notamment.

CHRONIQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL

SOMMAIRE. — La coopération en Italie. — Congrès de Milan. — Chemins de fer et Congrès. — Voyage à la découverte. — Principe dominant de la coopération italienne. — Cuisines populaires. — Bains populaires. — Assurances en cas de décès. — Emploi des bénéfices. — Pensions de retraite. — Le personnel coopératif en Italie. — Luzzatti ; les conservateurs ; les anarchistes. — La jeunesse savante. — Vœux.

Le Congrès de Milan. — Après l'Angleterre, l'Allemagne et la France, l'Italie a eu son Congrès des sociétés coopératives ouvrières. Il s'est tenu du 10 au 13 octobre, à Milan, dans les bâtiments du *Consolato operaio* de cette ville. Comme il arrive dans la plupart des Congrès actuels, plusieurs nations étrangères étaient représentées à Milan : l'Angleterre y avait envoyé le secrétaire général de l'Union coopérative, M. Vansittart Neale, accompagné de l'historiographe des Equitables Pionniers de Rochdale, M. Holyoacke, et la France, le secrétaire général de la Fédération des sociétés coopératives françaises. L'Italie s'était fait représenter de même au Congrès de Lyon, et la France à celui de Plymouth. L'Allemagne jusqu'ici s'est abstenue.

Le goût des relations internationales se développe avec une grande activité dans ces Congrès. Au premier regard, ce goût peut sembler affaire de fantaisie et de mode ; mais, dans la pratique, il revêt un véritable caractère d'utilité générale, surtout dans une matière un peu neuve et empirique, comme l'est la coopération. On reconnaît la nécessité de puiser à l'étranger les procédés et les solutions adoptés pour triompher de difficultés qui sont à peu près partout les mêmes.

Le Congrès qui vient d'avoir lieu à Milan a parfaitement réussi et a réuni les délégués, d'un nombre relativement considérable, de sociétés coopératives italiennes. Ce nombre a été de 248, comprenant 139 sociétés de consommation, 8 fours sociaux, 41 sociétés de travail et production, 13 de construction, 29 de crédit pour les travailleurs et les paysans et 16 laiteries sociales. « Ces 248 sociétés, dit le rapport du Comité promoteur, représentent 74.000 associés, une armée de coopérateurs, hier encore s'ignorant les uns les autres et se réunissant aujourd'hui pour la première fois, à l'effet d'affirmer leur droit de constituer une seule et puissante famille. »

Chemins de fer et Congrès. — C'est un très beau succès dont le mérite doit être certainement, en grande partie, attribué aux généreux efforts, à la grande popularité et la puissante personnalité des principaux chefs du comité promoteur, à la solidarité d'une communauté à peu près absolue d'opinion politique entre les sociétés coopératives ouvrières italiennes, à l'ardeur naturelle de ce peuple jeune, et aussi, dans une certaine mesure, aux faveurs que les cahiers des charges des Compagnies de chemins de fer

italiens attribuent aux membres des divers Congrès, ainsi qu'aux exposants et aux jurés des expositions. La réduction de 30 % sur les transports est, en effet, un droit pour eux en Italie. Nul doute que nos Congrès coopératifs français n'eussent eu un aussi beau succès si les mêmes avantages avaient existé. Mais les cahiers des charges ne les prescrivent pas en France, et nos Compagnies les ont impitoyablement refusés, deux années de suite. Quelques jours après le dernier refus, cependant, elles les accordaient généreusement à tous les membres du Congrès ouvrier de Lyon. Or, sans le moindre esprit de critique, il est permis de dire, maintenant que ce Congrès est terminé et que chacun connaît son esprit et ses résultats, que le Congrès coopératif avait, pour le moins, autant de droits aux faveurs des Compagnies.

Voyage à la découverte. — Les préliminaires du Congrès coopératif de Milan ont été, en tous points, semblables à ceux du premier Congrès coopératif français, comme le montre le rapport du Comité promoteur. « Nous avons, dit ce rapport, cherché tout d'abord la coopération italienne dans les livres si nombreux qui s'occupent de la question sociale, et les livres nous ont dit : la coopération fleurit sous la forme de sociétés de consommation en Angleterre, de crédit en Allemagne, de production en France, d'institutions variées en Suisse et en Belgique, mais sur l'Italie, les livres sont muets. » (Il est très curieux de remarquer l'obstination singulière avec laquelle les nations étrangères affirment que la coopération de production fleurit en France. C'est un de ces préjugés internationaux que rien ne justifie, mais qui ont la vie dure.) « Nous avons interrogé les économistes, ils nous ont répondu que, dans les expositions nationales, se sont montrées quelques sociétés ayant le titre et le but coopératifs, isolées, dépourvues de tous liens entre elles, parmi lesquelles les secours mutuels et le crédit populaire semblaient résumer la vie de la coopération en Italie. Nous nous retournons vers le gouvernement si rempli de sollicitude pour veiller sur les réunions ouvrières, si ardent à dresser des statistiques, mais, là encore, il nous fut répondu qu'on n'avait pas encore songé à compter combien il y avait de sociétés coopératives en Italie. Alors, c'est au pays lui-même que nous nous adressons. Un comité créé par la Société Archimède et par le *Consolato operaio* de Milan, composé des représentants des sociétés coopératives de Milan et d'hommes d'études, présidé par l'antique apôtre de la coopération, le professeur Francisco Vigano, brûlant toujours d'un enthousiasme juvénile, répandit sur toute l'Italie l'invitation à un rendez-vous familial avec la prière adressée à toutes les coopératives de lui adresser leurs statuts et des renseignements. Alors apparut un merveilleux résultat. Là où semblaient n'exister que le silence et le vide, se montrèrent l'activité modeste, la ferveur native, l'effort réitéré, la victoire conquise par le sacrifice et la foi. En somme, toute une floraison de vie coopérative que, dans tout notre amour du bien, nous n'eussions jamais osé espérer. Non seulement dans les villes où les relations et les échanges d'idées sont plus faciles, mais encore dans les plus petits pays, nous vîmes les institutions destinées à fournir aux travailleurs le fruit de leurs peines, les petites boutiques, où le pain, le vin et tous les objets de première nécessité leur reviennent à

meilleur compte. Nous vîmes les ouvriers se réunir en associations et entreprendre de grands travaux pour leur propre compte ; sur les cimes de nos Alpes, nous trouvâmes l'association qui réunit les efforts et les applique au profit de la collectivité, et finalement, là où la misère est le plus grande, où rien n'existe qui puisse être mis en commun pour se secourir mutuellement, là encore, dans le Frioul, les déshérités se réunissent au nom de la coopération et mettent en commun leur honnêteté personnelle, et cette honnêteté devient du crédit, et ce crédit se transforme en capital. »

Le fait a été absolument le même en France ; on y connaissait à peine l'existence d'une soixantaine de Sociétés ; l'appel fait par la presse et les recherches statistiques ont révélé tout d'un coup l'existence d'un mouvement coopératif considérable représenté par 600 sociétés au moins, comptant plus de 200.000 membres.

Principe dominant de la coopération italienne. — La coopération a commencé en Italie par la société de secours mutuels. Le besoin l'a fait naître, le fait a précédé la théorie.

La société de secours mutuels est la grande société du travailleur ; c'est par elle qu'il apprend à se gouverner lui-même, acquiert une notion exacte du droit et sait que, pour l'obtenir, il doit être un disciple rigoureux du devoir. Mais depuis que ces sociétés ont couvert l'Italie d'un filet à mailles serrées, au point de contenir 806.500 associés répartis dans 5.161 associations, les travailleurs ont trouvé qu'ils n'avaient encore fait que trop peu pour améliorer leur condition, et alors cette union déjà formée par le secours mutuel a donné naissance à une société nouvelle d'un ordre plus élevé dans laquelle le travailleur affronte courageusement le problème économique et devient coopérateur. Cette origine a eu une conséquence toute naturelle, celle d'imprimer à la coopération italienne de consommation, dès ses débuts, le caractère de simple secours, qui est celui de la société de secours mutuels, et d'éliminer celui d'épargne qui est la dominante de la coopération de consommation en Angleterre et aussi, mais à un degré plus faible, en France. Cette direction des premiers jours s'est à peu près continuée, de telle sorte qu'aujourd'hui encore en Italie, la majeure partie des sociétés n'ont d'autre objectif que celui de vendre au prix coûtant, donnant ainsi un secours immédiat à leurs membres, tandis qu'en Angleterre et en France, les mêmes sociétés vendent principalement au prix courant, de manière à réaliser un bénéfice qu'elles appliquent régulièrement à l'épargne.

Malgré la puissance de cette tradition, et malgré tous les efforts des Turinois pour la défendre à Milan, le régime de la vente au prix courant, que les Italiens appellent système de Rochdale, l'a emporté en principe au Congrès. Le vote qui reconnaît sa supériorité, n'a peut-être pas toute la netteté que nous autres Français aimons à mettre dans nos délibérations, mais il a été trouvé suffisamment précis en Italie pour guider les nouvelles générations de coopérateurs dans la voie des bénéfices et de l'épargne. On ne peut qu'applaudir à ce résultat.

Cuisines populaires. — Quoi qu'il en soit de l'avenir, les sociétés italiennes

visent surtout, pour le présent, à donner la vie à bon marché. C'est ce que font les grandes sociétés des employés de chemin de fer de Turin, de Milan, celles de l'association générale ouvrière de Turin et une foule d'autres, parmi lesquelles les cuisines populaires de Turin.

L'administration de ces cuisines a bien voulu me les faire visiter en détail et j'ai pu admirer les perfectionnements remarquables qu'elles ont introduits dans la cuisson des aliments. Cette cuisson se fait à la vapeur dans de vastes marmites à double enveloppe; l'économie ainsi réalisée est très notable. Dans les autres grandes sociétés de la ville, j'ai vu également des mécanismes perfectionnés pour le débit des vins. Les tonneaux sont placés soit dans les caves et alors le liquide est élevé par la pression pneumatique, soit à 2 mètres ou 2 m. 50 plus haut que le sol des magasins. D'une manière ou de l'autre, le vin arrive au-dessus des comptoirs de vente, dans un tuyau horizontal percé de plusieurs petits robinets verticaux. La femme qui débite le vin remplit les brocs et les bouteilles sans aucune fatigue et peut faire à elle seule le travail de trois personnes.

Dans aucune société française, je n'ai trouvé ces perfectionnements. La société alimentaire de Grenoble, qui peut être très-exactement comparée aux cuisines populaires de Turin, cuit ses aliments suivant le vieux système, et les sociétés coopératives qui vendent le plus de vin, ne connaissent encore que le montage rudimentaire broc par broc. Les cuisines à la vapeur sont, du reste, encore peu répandues en France; il en existe chez les Frères de la rue de Vaugirard, dans quelques casernes, aux magasins du Louvre, etc. Ajoutons que dans ces cuisines populaires de Milan, la propreté est plus grande que dans celle de Grenoble, et que la cuisson se fait sous les yeux des consommateurs.

Voici le détail des consommations faites, durant le mois de septembre, dans les 5 cuisines populaires de Turin.

Soupe à la pâte (1 litre).	44.093 portions à 0.10.	4.409 30	} 8185 fr. 10
Viande.....	9.885 0.20.	1.977 ..	
Vin.....	11.360 0.10.	1.136 ..	
Pain.....	12.742 0.05.	637 10	
Fromage.....	237 0.10.	23 70	

Durant le 1^{er} trimestre, les ventes se sont élevées dans les cinq établissements à 52.423 fr. 25.

Bains populaires. — Je signalerai encore la très-heureuse idée de douches chaudes à 0.15 organisées avec l'eau de condensation. Toutes les fois qu'on est en présence d'une de ces heureuses applications ouvrières des ressources industrielles, on se prend à déplorer l'inertie si habituelle qui les laisse perdre le plus souvent sans profit pour personne. Pourquoi tous les établissements industriels n'auraient-ils pas quelques cabinets de bains chauds pour leurs ouvriers? Dans une visite aux mines de houille de Commentry, j'ai admiré avec grand plaisir la grande chambre de douches chaudes où les mineurs sortant tout noirs de la mine, viennent reprendre visage humain.

Assurances en cas de décès. — Malgré leur principe bien arrêté de ne pas

faire de bénéfices, les sociétés coopératives turinoises sont bien obligées d'en faire quelques-uns, rien que par l'arrondissement des chiffres. Ainsi le vin, par exemple, qui revient à 0 fr. 622 sera vendu 0 fr. 63, laissant 0 fr. 008 de bénéfice; cet infiniment petit multiplié par 1,500 ou 2,000 chaque jour fait encore de 12 à 16 fr.; de même, pour les autres marchandises. Les bénéfices ainsi constitués sont divisés également entre tous les actionnaires et chacun d'eux peut, soit les retirer, soit les affecter à une caisse d'assurances sur la vie en cas de décès. Cette assurance est de 450 fr. et la prime fixe de 6 fr. De sorte que, lorsqu'un des actionnaires de la société coopérative vient à mourir, sa famille reçoit 500 fr. composés de l'assurance et des 50 fr. valeur de l'action. Pour rendre cette explication complète, il faut ajouter que les actionnaires de la société au nombre de 1,500 profitent seuls des bénéfices réalisés sur tous les consommateurs qui ne sont pas moins de 3500. C'est ce qui explique l'existence d'une part moyenne de 6 fr. avec des bénéfices aussi restreints. Voilà une des applications les plus salutaires de la société coopérative. Notre société de Paris, la « Ménagère coopérative » ne tardera pas à être saisie d'un projet contenant l'introduction de cette importante institution et de quelques autres que j'ai vues pratiquées en Italie ou en France.

Emploi des bénéfices. — Pensions de retraite. — A Vienne, par exemple, la société « la Fédération » affecte 40 % de ses bénéfices nets à un fonds inaliénable de retraite. Au bout de cinq ans d'existence, ce fonds s'élevait, le 30 juin dernier, à 52,300 fr. et le nombre des sociétaires septuagénaires admis à la retraite à 43. Ces retraités se sont partagé les intérêts des 52,300 fr. au prorata du montant des parts de bénéfices laissées par eux depuis leur entrée dans la société. Il est arrivé cette année-là, qui était la première du fonctionnement, que la pension a été de 270 % des versements. C'est un résultat absolument anormal qui ne se reproduira pas dans des proportions pareilles, mais le fonds de retraite se grossissant chaque année d'une dizaine de mille francs, la retraite conservera de belles proportions. Ailleurs, par exemple à Bologne, la Société ouvrière coopérative verse 20 % de ses bénéfices dans une caisse d'éducation et d'instruction. A Torre Belvicino, les bénéfices sont employés, en partie, à secourir les familles frappées par le service militaire; à Parme, la banque populaire Garibaldi verse 3 % de ses bénéfices au fonds de vieillesse d'une Société anonyme de secours mutuels.

Le personnel coopératif en Italie. — Le Congrès de Milan a eu un caractère républicain assez fortement accusé, tant dans le comité organisateur et directeur que dans les délégations des sociétés. On s'y est cependant sévèrement abstenu de faire de la politique visible et tangible, mais, à côté des séances officielles, il y avait les réunions intimes, les opinions bien connues des députés, journalistes, avocats, professeurs ou simples particuliers, et les ovations enthousiastes à Mazzini et Garibaldi, qui fixaient nettement la couleur politique du Congrès.

Luzzatti. — Conservateurs et anarchistes. — Le parti conservateur s'était au contraire, abstenu et n'était représenté au Congrès que par un petit

nombre de membres, parmi lesquels, à la vérité, l'un des plus illustres, l'honorable Luzzatti. Pour lui, les intérêts supérieurs du peuple sont au-dessus de toutes questions de parti. Les conservateurs italiens n'ont pas eu cette élévation ; non seulement, ils sont restés à l'écart sans comprendre leur devoir, mais ils ont eu la faiblesse de renier celui qui savait l'accomplir. Plusieurs de leurs journaux ont appelé Luzzatti « président des radicaux » et n'ont pas craint de dire que sa conduite a affligé tous ses amis personnels et politiques. Mais comme il nous le disait un soir, au sortir du Congrès, dans la galerie de Milan : « Il faut toujours défendre le bien et le vrai, même au prix des amitiés et de la fortune politique. » Du reste, d'autres journaux conservateurs italiens ont eu soin de le venger.

Ne pas comprendre les courants populaires bienfaisants, les nier, leur résister et condamner ceux qui s'y mêlent pour les perfectionner, autant d'erreurs et de fautes politiques. Les vrais amis du bien public doivent combattre cette intolérance conservatrice avec autant d'énergie qu'ils condamnent ailleurs l'intolérance radicale.

Sur le côté opposé de la scène politique, les anarchistes italiens n'ont pas manqué d'apporter au Congrès de Milan leurs théories destructives, leur négation du relèvement ouvrier par tous les moyens pacifiques, par l'épargne, *vertu bourgeoise*, mais *vice chez le peuple*, par l'association, la prévoyance et autres institutions. Ils n'ont trouvé aucun écho dans la salle et n'ont fait que mettre en relief l'exiguïté numérique de leur parti.

La jeunesse savante. — En résumé, le Congrès de Milan a été et est resté l'œuvre du parti avancé italien. Or, les représentants les plus influents de ce parti étaient, pour une bonne partie, recrutés dans la jeunesse bourgeoise, cultivée et savante. Les ouvriers proprement dits faisaient bien aussi partie de la direction dans la personne de quelques députés ouvriers, mais la majorité des comités et des commissions était composée de bourgeois, professeurs, journalistes, docteurs, avocats, députés, ingénieurs, etc. ; tous, par conséquent, hommes de travail et de science. Tel sera le personnel dirigeant de la Fédération des sociétés coopératives italiennes.

Vœux. — Il faut souhaiter maintenant qu'à cette jeunesse ardente et cultivée, mais insuffisamment versée dans la pratique, soit adjoint un contingent important d'ouvriers coopérateurs, réels et compétents.

A l'exemple de ce que nous avons vu en Italie, souhaitons, d'autre part, qu'en France notre jeunesse savante se dégage de l'indifférence absolue dans laquelle elle sommeille actuellement, en matière sociale.

Puissent enfin, en Italie comme en France, les partis de couleurs différentes comme les classes diverses, comprendre que l'abstention est une mauvaise politique, et se réunir sur le terrain commun des institutions sociales ; ils ne s'y fonderont pas, car il y aura toujours des partis différents, mais ils se feront équilibre et s'habitueront à la tolérance. Ne sont-ce pas là partout les deux éléments essentiels de la paix sociale ?

A. FOUGEROUSSE.

Le Gérant : C. TREICHE.

LE RÉGIME SUCCESSORAL

ET L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ANGLETERRE

Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre, par Ernest Glasson, de l'Institut; 6 vol. Pedone-Lauriel, éditeur. — F. Le Play : *La Constitution de l'Angleterre*; — *Les Ouvriers Européens*, t. III.

Qui jette un coup d'œil sur l'état social de l'Angleterre est aussitôt frappé par des traits nombreux de désorganisation. Plus de lien d'abord entre les patrons et les ouvriers. Les idées mêmes sur lesquelles repose la paix sociale disparaissent. Pour le patron, l'ouvrier est un instrument de travail, une machine, et rien de plus. L'ouvrier voit dans le maître un étranger, sinon un ennemi. L'intervention de l'État devient chaque jour plus nécessaire pour protéger les familles ouvrières qu'abandonnent les autorités naturelles. Et de cette séparation des classes découle le paupérisme à peine atténué par la taxe des pauvres, procédé défectueux, capable à peine d'apaiser les misères du corps, mais non de panser les plaies de l'âme. Plus d'idées religieuses dans le peuple. A l'église, une démarcation absolue entre les classes qui n'osent se confondre au pied des autels. Des familles d'ouvriers ne savent même plus à quelle secte leurs enfants appartiennent.

La démocratie s'infiltré dans des institutions séculaires dont elle commence déjà à dénaturer l'esprit. Une classe de lettrés prêche avec ardeur le mépris de la tradition et veut réformer la vie privée comme la vie publique, d'après des théories nouvelles que reste impuissante à justifier une fausse observation de la nature. C'est de l'Angleterre que vient une des écoles nouvelles les plus puissantes, l'évolutionnisme. Elle traîne enfin à ses pieds l'Irlande comme un boulet dont elle ne peut se débarrasser. Son Parlement est dominé par les députés de la nation conquise, et les mesures imaginées par les vainqueurs pour atténuer les maux qu'ils ont créés ébranlent jusque dans ses fondements leur empire.

Tous ces faits indiqueraient un peuple instable, menacé de déchoir, n'envisageant plus l'avenir qu'avec inquiétude, et cependant l'Angleterre reste debout. C'est encore un grand peuple. Il possède un des plus vastes empires que l'histoire ait connus. Il marche à la tête

du mouvement manufacturier et commercial. Il a eu l'art d'éviter les révolutions, le plus sûr instrument de la ruine d'un peuple, et certaines théories fausses ne parviennent pas à avoir de prise sur lui.

Pourquoi un tel contraste ? Pourquoi tant de maux n'ont-ils pas abattu l'Angleterre ? Uniquement à cause de son régime successoral ; c'est lui qui a soutenu tout l'édifice. Il a maintenu des familles stables. cela a suffi pour maintenir un peuple fort.

L'étude de ce régime présente donc pour nous un intérêt toujours actuel ; elle le présente surtout en ce moment où des réformateurs en réclament non pas la destruction, mais la modification. Un légiste éminent, membre de l'Institut, M. Glasson, vient de l'étudier dans un substantiel ouvrage, animé certes d'un esprit qui n'est pas le nôtre, mais qui a le mérite d'être une source abondante de renseignements précieux.

1

Avant d'examiner ce qu'est aujourd'hui le régime successoral de l'Angleterre, quelle influence il exerce sur la constitution de la propriété foncière, esquissons rapidement son histoire.

Les Bretons vivaient sous le régime du partage égal. Ils furent vaincus par les Romains, conquis par les Saxons. M. Glasson rappelle « à titre de curiosité » l'opinion de M. Le Play, qui attribue cette infériorité à leur régime successoral. Ce n'est pas précisément l'opinion de M. Le Play. Notre maître a rapporté celle de l'historien anglais Turner, corroborée par le témoignage peu suspect de Michelet (1). M. Glasson ignore-t-il du reste que les conquérants ont maintes fois appliqué le partage égal aux vaincus, pour être plus sûrs de les abaisser ? Ainsi l'a fait Manou dans l'Inde, dès les temps les plus reculés de l'antiquité ; ainsi l'ont fait les Anglais en Irlande et à l'île Maurice. En Russie, le gouvernement impérial, désireux de se mettre à l'abri des entreprises d'une noblesse puissante, l'a soumise au régime de l'égalité des partages. Napoléon I^{er} enfin, dans une lettre célèbre, conseillait à son frère Joseph de l'introduire à Naples pour dissoudre les forces qui lui étaient hostiles. Ce qu'il y a de curieux, puisque curiosité il y a, c'est de voir un homme de la valeur de M. Glasson méconnaître des faits aussi certains.

Avec les Saxons, s'établit un régime successoral différent. Si, comme le croient certains auteurs, ils pratiquaient aussi l'égalité des partages, ils ne conféraient sans doute pas aux filles les mêmes droits

(1) *Histoire de France*, t. I, p. 121, 122.

qu'aux fils. Déjà la conservation des biens de famille leur paraissait nécessaire, et une loi attribuée à Alfred le Grand défendait l'aliénation des *bona avila* sans le consentement des héritiers présomptifs. Sous l'influence de l'Église, l'usage du testament s'était répandu chez eux ; d'après les lois de Canut même, les lois *ab intestat* se seraient appliquées seulement aux personnes qu'une mort subite empêchait de régler elles-mêmes la transmission de leur héritage.

Puis vinrent les Normands qui soumièrent les Saxons, comme ceux-ci avaient vaincu les Bretons. On s'est plu maintes fois à rechercher quelle influence prédominante s'était exercée sur les institutions anglaises, celle des Saxons ou celle des Normands ; on a montré, malgré le désordre et les violences de la conquête, les vaincus affirmant leur indestructible vitalité et imposant leurs lois à leurs maîtres. Un fait du moins ne prête à aucune discussion. Les Normands apportèrent avec eux le régime féodal. Il engloba toute l'Angleterre. Aucune parcelle de terre n'échappa à sa loi. Or le régime féodal se reconnaît à trois traits principaux : la nature particulière de la propriété, la fusion de la souveraineté et de la propriété, la hiérarchie générale de la société. Malgré les progrès de la science historique, cette définition de M. Guizot, dans l'*Histoire de la civilisation en France*, est restée vraie.

Dans une société ainsi hiérarchisée, il n'y eut plus de places pour les alleux, c'est-à-dire pour les propriétés libres de toute charge et vasselage. La hiérarchie complète des terres remonta au roi « le seul dont la terre, disait Bracton au ^{xiii}^e siècle, ne soit soumise à personne, car elle ne relève que du Dieu tout-puissant ; » ce qui explique comment le haut domaine lui est encore aujourd'hui attribué, théoriquement il est vrai, car aucun fait ne traduit plus dans la pratique cette seigneurie tout à fait nominale.

Les Normands apportaient avec eux le régime de conservation forcée par le droit d'aînesse. Il a fondé de fortes races, a dit M. Le Play. L'Angleterre en donne un exemple saisissant.

C'est sous le règne d'Édouard I^{er} que le droit successoral fut fixé, d'après les coutumes en usage dans la nation, et non d'après des théories comme n'auraient pas manqué de le faire des législateurs modernes. Le droit d'aînesse, limité auparavant aux seules tenures à service militaire et consacré pour la première fois par une loi de Henri I^{er}, s'appliqua à toutes les tenures (1). Les collatéraux exclurent

(1) Quatre sortes de tenure existaient : la tenure en chevalerie, la tenure en franche aumône, la tenure en francsocage, la tenure en villenage. La tenure en chevalerie présentait tous les caractères d'un fief régulier. La tenure en franche aumône n'était obligée qu'à des services purement spirituels. Le tenancier en francsocage ne devait pas le service militaire, mais des redevances déterminées. Le villenage était assujéti à des services non nobles, tels par exemple le que trans porter du fumier sur les terres du seigneur.

les ascendants de la succession aux fiefs. La faculté de tester fut réservée dans d'étroites limites ; elle ne fut admise que pour les chatels, et encore pour un tiers seulement. Le second tiers allait aux descendants, le troisième à la veuve. Relevons dans ce régime successoral un trait qui reflète les idées universellement acceptées dans tout le moyen âge au sujet de l'usure. Les usuriers étaient traités plus durement que les bâtards ; leurs descendants légitimes étaient privés de leur succession, et, à leur place, le seigneur recevait les fiefs, le roi les meubles. Ils ne recouvraient leurs droits, que s'ils manifestaient un repentir sincère avant leur mort.

Deux coutumes spéciales qui se sont maintenues jusqu'à nos jours, le *Gavelkind*, le *Borough english*, continuaient d'être en vigueur à côté du droit d'aînesse adopté dans la plus grande partie du pays. La coutume du *Gavelkind* était suivie dans le comté de Kent, dans le pays de Galles, en Irlande. « Elle admettait tous les fils à la succession, et non pas l'aîné seul ; elle autorisait le tenancier à aliéner dès qu'il avait atteint l'âge de quinze ans, tandis que de droit commun il fallait être parvenu à vingt et un ans, enfin il a été toujours permis de disposer par testament des terres soumises à cette coutume (1). » Le *Borough english* s'appliquait aux tenures en burgage, le nom lui est venu de là. Elle attribuait toute la succession au plus jeune fils par préférence à l'aîné. Littleton, ancien jurisconsulte anglais, en voit l'origine dans la difficulté pour le dernier enfant de gagner sa vie, tandis que ses frères étaient mieux en mesure de subvenir par eux-mêmes aux besoins de l'existence. Mais les faits sociaux autorisent à croire que le dernier des fils héritait du foyer domestique parce qu'il restait à côté du père, ses frères s'étant mariés en dehors de la maison paternelle ou ayant cherché fortune au loin. Une telle coutume s'observe encore aujourd'hui dans maintes familles qui pratiquent la transmission intégrale, notamment chez les Basques, et en Suisse, dans le canton d'Uri. Le *Borough english* se retrouvait en Angleterre chez les peuples d'origine celtique et restés fidèles à leurs coutumes comme dans le comté de Cornouailles.

Des statuts datant du même règne consacraient le régime des substitutions ; ils prenaient des mesures pour prévenir les moyens par lesquels étaient éludées les prescriptions relatives aux biens de main-morte. Ceux-ci ne pouvaient être acquis sans la permission du roi.

Tel est dans ses grandes lignes le régime successoral depuis la régularisation de la conquête normande jusqu'au xvi^e siècle. La physionomie du pays différait tout à fait de celle qu'il présente aujourd'hui, et quoiqu'elle ne se soit pas accomplie par la violence, une véri-

(1) Glasson, t. II, p. 266.

table révolution agraire a transformé l'Angleterre. « A cette époque, dit un auteur anglais, le sol était singulièrement morcelé, la plupart des habitants des campagnes possédaient quelques acres de terre, même les domestiques de ferme, et tous sans exception exerçaient un droit de pâture sur les communaux du manoir qui leur fournissaient aussi le chauffage (1). » Fortescue constate de son côté que, sous la maison de Lancastre, nul pays ne comprenait autant de propriétaires.

Mais à la suite de la guerre des deux Roses, les populations furent en proie à une grande misère. Comme le fait s'observera ailleurs aux époques de dénûment général, les petits propriétaires ne disposaient pas de ressources assez considérables pour faire face à la crise. Ils se trouvaient réduits à aliéner leur domaine. La tenure en villenage s'était de plus transformée en tenure par copie ; « quoique tenancier, le copyholder avait la faculté d'aliéner. »

En même temps s'opérait dans le mode de culture une révolution qui devait exercer une influence décisive sur la constitution de la propriété anglaise. L'industrie du drap devenait florissante dans les communes flamandes, aussi fières de leur opulence que de leur liberté tumultueuse. Elles s'adressèrent donc aux pays voisins, et entre autres à l'Angleterre pour acheter la laine qu'elles ne pouvaient produire en quantité suffisante. Les propriétaires anglais ne tardèrent pas à s'apercevoir que l'élevage des moutons et le commerce de la laine étaient plus avantageux que la culture du blé. Les terres arables furent donc converties en prairies, beaucoup de tenanciers congédiés, de petits domaines supprimés. L'élevage des moutons prit de tels développements que quelques propriétaires en eurent plus de 25.000 sur leurs terres ; ils étaient sans cesse préoccupés d'agrandir leurs pâturages, sinon leur commerce était restreint. C'est en vain qu'un acte du Parlement interdit à tout propriétaire de nourrir plus de 12.000 moutons. C'est en vain que l'Église prit la défense des fermiers *at will*, c'est-à-dire sans bail, sacrifiés aux exigences impitoyables de la nouvelle culture. La grande propriété avait acquis une prépondérance qu'elle n'a plus perdue depuis.

La Réforme contribua encore à la fortifier ; elle rendit plus dure la condition des classes ouvrières. Henri VIII mit en effet la main sur les biens des couvents. Les pauvres qu'ils secouraient avec une inépuisable charité tombèrent à la charge de la société, de là la création de la taxe des pauvres. Les ouvriers agricoles auxquels des droits d'usage étaient libéralement départis se virent priver de cette res-

(1) Roger. *History of pieces and agriculture in England*, p. 287 et suiv., cité par M. Glasson.

source si douce pour les pauvres gens. Les biens pris aux maisons religieuses s'élevaient environ à 1.131.101 livres sterling. L'Angleterre était désormais aux prises avec le paupérisme²; jusque là elle n'avait connu que la misère. Un autre fait défavorable à la classe des fermiers s'accomplissait alors : la hausse de la rente fixée autrefois par la coutume du *Manor*, et désormais par la concurrence.

Si le régime successoral n'avait pas subi de graves modifications, la liberté testamentaire faisait cependant de lents progrès. « Les formes des testaments sont rendues faciles, de manière que cet acte devienne accessible à tous. On s'attache aussi à observer religieusement les volontés du défunt. » L'esprit des statuts de cette époque, est d'accorder au propriétaire plus de liberté qu'auparavant. Sous Henri VIII, des restrictions sont apportées aux substitutions et aussi aux douaires. Le droit d'ainesse est introduit dans quelques régions, par exemple dans le pays de Galles et diverses seigneuries du comté de Kent, alors soumises au Gavelkind. En outre, désormais tout propriétaire de fief simple, sauf les femmes mariées, les mineurs et les aliénés, pourra léguer ses biens à une personne quelconque, à une corporation, en totalité ou pour les deux tiers, suivant que les terres seront tenues en socage ou en chevalerie.

Ce n'est pas encore la liberté testamentaire, telle qu'elle est établie aujourd'hui. Un siècle doit s'écouler avant qu'elle ne fasse son avènement, et encore d'une manière indirecte. Charles II en effet ayant converti toutes les tenures en chevalerie en tenures en socage, la liberté testamentaire devient absolue, sauf pour les tenures par copie. La forme des testaments est arrêtée, et le régime successoral se maintiendra jusqu'à nos jours sans modifications importantes.

II

Chaque père de famille a le droit de régler, comme il l'entend, la distribution de sa fortune, meubles ou immeubles, et ce droit n'est pas resté une vaine faculté, inscrite sur le papier. Un père de famille croirait manquer à ses devoirs, s'il n'assurait pas lui-même par testament la conservation de son patrimoine, s'il ne déterminait pas la part revenant à chaque héritier. Le grand seigneur comme le petit bourgeois, le commerçant comme l'industriel usent du droit de tester. C'est maintenant une coutume profondément ancrée dans la société anglaise. Elle lui a donné la stabilité à laquelle nos voisins doivent leur grandeur. M. de Montalembert l'a montré dans une ma-

gnifique page de *L'Avenir politique de l'Angleterre*, un de ses chefs-d'œuvre; elle est trop connue pour que nous la citions ici. A son tour. M. Taine, dans ses *Notes sur l'Angleterre*, aussi brillantes par la justesse des observations que par le charme du style, a dépeint d'une manière vivante l'attachement passionné de toutes les classes anglaises à la liberté du foyer domestique.

Voici maintenant quelques-unes des principales règles concernant les testaments. « Il existe à Londres un monument public, Somerset-House, où sont déposés tous les testaments après la mort des testateurs et ceux-ci ont presque toujours soin d'opérer ce dépôt de leur vivant, pour soustraire leur acte de dernière volonté aux risques de vol et d'incendie; plusieurs bureaux de Somerset-House sont affectés à ce service, et chacun a le droit, moyennant un schilling, d'aller prendre connaissance du testament d'une personne décédée. » L'Anglais transporte sous toutes les latitudes ses mœurs, son mode d'existence jusque dans les plus petits détails (1), et aussi ses coutumes successorales; car contrairement à la plupart des législations européennes, le testament d'un Anglais n'est valable, même fait à l'étranger, que s'il est rédigé tel que le prescrit la loi anglaise. Une telle disposition accuse bien le suprême dédain de l'Anglais pour tout ce qui n'est pas lui; la législation étrangère est, à ses yeux, non avenue. Tout testament est révoqué, si le testateur se marie après l'avoir fait. Un exécuteur testamentaire doit être nommé par tout testateur. La loi ne fait pas cependant de l'inobservation de cette règle un cas de nullité. Un administrateur est alors nommé par la section de la Haute Cour qui a remplacé la *Cour of probates*, chargée de tous les procès relatifs aux testaments.

La loi ab intestat n'intervient que dans les occasions rares où la mort a surpris le père de famille avant qu'il n'eût pris ses dernières dispositions. La transmission de l'héritage a lieu alors d'après les principes du vieux droit normand, conservé pieusement par une société dont les racines plongent jusque dans les plus lointains souvenirs de l'histoire. Voici, d'après M. Le Play, le résumé très fidèle de la loi ab intestat de l'Angleterre « Les immeubles sont transmis conformément aux prescription d'une loi de 1834, dite *Inheritance act*. Cette loi comprend les quatre dispositions suivantes : 1° Le patrimoine appartient à la descendance du dernier propriétaire légitime; 2° la descendance mâle est toujours préférée; 3° quand plusieurs descendants sont placés au même degré, l'ainé seul hérite; 4° les des-

(1) Le docteur Lebon dans un *Voyage au Népal*, raconte qu'il a trouvé le résident anglais vivant seul dans la capitale du Népal absolument comme à Londres, et endossant solennellement pour dîner sans convives son habit noir et sa cravate blanche. (V. *le Tour du Monde*, t. LI, an. 1886, p. 242.)

cendants en ligne directe *in infinitum* d'une personne décédée représentent leur ancêtre.» A défaut de descendants, les ascendants héritent. Mais ce n'est pas sans résistance que la loi anglaise a admis cette disposition ; elle a été adoptée seulement en notre siècle, sous le règne de Guillaume IV. Les collatéraux forment la troisième classe ; comme pour les descendants, les mâles y sont préférés aux femmes.

Dans le droit anglais actuel, comme dans l'ancien droit normand, la prérogative du sexe et de l'âge est envisagée uniquement dans la personne du représenté, et non dans celle du représentant. Ajoutons enfin que, dans la succession collatérale aux biens réels, la ligne paternelle est toujours préférée à la ligne maternelle.

La succession aux biens personnels ou aux meubles est réglée d'après des statuts qui remontent à Charles II. Ils sont partagés sans distinction d'origine : la veuve en prend la moitié, le reste revient par parts égales aux parents les plus proches du même degré ou à leurs représentants. Tous les parents, quel que soit leur degré, sont aptes à succéder aux biens personnels. A leur défaut ils échoient à la couronne. La loi anglaise contient deux sages dispositions qui rendent faciles les arrangements de famille. Les héritiers demeurent toujours libres de suspendre le partage, et même de convenir qu'ils resteront dans l'indivision pendant un temps indéfini. Lorsque les biens ne peuvent être divisés sans inconvénients, les héritiers établissent des soultes en argent, rentes ou autres biens pour égaliser les lots. C'est cette faculté si précieuse pour la conservation des biens de famille que proscrirent les articles 826 et 832 de notre Code.

Respectueuse des traditions dont la survivance indique la raison d'être, la loi anglaise n'a pas prétendu faire passer un niveau uniforme sur le pays ; elle a laissé en pleine vigueur dans certains comtés les coutumes du *Gavelkind* et de *Borough english*.

La conservation des biens de famille a paru si nécessaire à la loi anglaise, qu'elle a permis la constitution d'un fief taillé par donation ou testament, c'est-à-dire d'une substitution. Le mot taillé exprime la mutilation d'un héritage qui a été concédé avec certaines restrictions. Les substitutions ne peuvent être faites qu'au profit des personnes déjà vivantes au moment de la libéralité ou d'enfants à naître dans les vingt et un ans qui suivent la mort du grevé. La loi anglaise n'admet pas les majorats, parce que le majorat implique une idée de perpétuité contraire à la liberté des pères de famille.

Ce serait connaître d'une manière inexacte le régime successoral de l'Angleterre que de s'en tenir sur ce dernier point à la loi écrite. Celle-ci défend les substitutions perpétuelles ; dans la pratique cependant, les substitutions s'étendent à l'infini, absolument comme en Écosse, où la loi les permet. Les familles ont trouvé le moyen de les

rendre perpétuelles, sans violer la loi. « On constitue, à un certain moment, le fief taillé en un fief simple, sauf à reconstituer immédiatement après un nouveau fief taillé. Un fief de cette nature ayant été établi par une personne quelconque au profit d'un père et de son fils avec réversibilité sur la tête de l'enfant à naître du fils, le père et le fils ont l'un et l'autre un droit viager; mais quand le petit-fils aura atteint sa majorité, le père pourra, avec son consentement, convertir le fief taillé en fief simple et exclure ainsi le droit de réversibilité du donateur; puis immédiatement après, au moment même où la propriété est devenue libre et perpétuelle, le propriétaire actuel se reconstitue un nouveau fief taillé au profit de son fils avec réversibilité sur la tête de son petit-fils. Grâce à ce procédé, au moyen de cette extinction du fief taillé immédiatement reconstitué (*settlement and resettlement*), le droit de retour du donateur est anéanti, la prohibition des substitutions à plus de deux degrés est tournée (1). »

Les substitutions perpétuelles sont la clé de voûte de la grande propriété anglaise. C'est par ce moyen que les biens se maintiennent indéfiniment dans les familles, que les terres grevées de substitutions ont toujours la faculté de s'agrandir, en demeurant à l'abri de toute cause de diminution. Les droits du grevé sont très restreints; il ne peut ainsi constituer des charges réelles. Une loi votée par le Parlement en 1877 a, il est vrai, modifié cette situation dans le sens d'une plus grande liberté donnée au grevé, à la condition que les appelés ou leurs représentants lui donnent leur consentement; la permission de la haute cour de justice est en outre nécessaire. Celle-ci peut même passer outre, si la résistance de certains appelés ne s'appuie sur aucun motif. « Sous ces conditions, les biens substitués peuvent faire l'objet de baux à long terme (vingt et un ans pour les biens ruraux, quatre-vingt-dix-neuf pour les terrains propres à construire sous la condition de construire), on peut même les vendre ou les grever d'hypothèques. » Mais jusqu'ici cette loi du Parlement, en raison des difficultés de la procédure, est restée à peu près lettre morte, surtout en ce qui concerne le droit de vente. Les grandes propriétés s'appuient toujours sur les substitutions perpétuelles.

Tel est le résumé de la législation successorale anglaise. Toutefois l'analyse toute sèche de ses principales dispositions ne nous montre pas son action. Nous essayerons dans un second article de saisir cette action, en nous approchant de la réalité vivante, en observant les faits, et nous saurons d'une manière sûre quelle part de responsabilité lui revient dans l'état actuel de la propriété foncière en Angleterre.

(A suivre.)

URBAIN GUÉRIN.

(1) Giasson, op. cit. t. VI, p. 276.

LA CRISE MONÉTAIRE DU XVI^e SIÈCLE

Le cours d'histoire économique que M. Claudio Jannet avait inauguré, il y a huit ans, à l'Institut catholique de Paris est aujourd'hui achevé. C'est une œuvre qui fait grand honneur au maître qui en a pris l'initiative, et à l'enseignement libre dont elle atteste la valeur scientifique et la fécondité.

Rien ne me semble plus intéressant dans les annales de l'humanité que ce travail de quatorze siècles d'où est sortie notre civilisation européenne moderne. Cette civilisation, malgré ses imperfections, ses déviations, les incertitudes de ses destinées nouvelles, et les perpétuelles difficultés qu'elle rencontre, sans savoir toujours les résoudre, est pourtant l'honneur de l'humanité, la plus belle voie qui ait jamais été ouverte à ses progrès. Et les Français doivent se rappeler, pour y trouver des consolations et des espérances, quel rôle a joué leur patrie dans cette élaboration glorieuse.

Il faut, selon M. Claudio Jannet (1), soigneusement distinguer, comme l'a fait Littré, « trois grandes périodes dans les siècles qui nous séparent de l'empire romain. La première qui va de l'invasion des Barbares à l'avènement des Capétiens, ou mieux au mouvement pour la paix de Dieu et à laquelle s'applique l'expression d'âge de la féodalité, est un temps d'anarchie et de violences, mais aussi de groupement, de coagulation des éléments sociaux. La deuxième qui leur succède et va jusqu'au xvi^e siècle est une époque agitée sans doute, mais ordonnée cependant et où règne à tous les degrés une grande somme de liberté, sous la forme de droits spéciaux ou privilèges acquis à chaque classe, à chaque localité; c'est à elle que doit s'appliquer le nom de moyen âge. Enfin la troisième période, qui comprend le xvii^e et le xviii^e siècle constitue l'*ancien régime* proprement dit. »

M. Claudio Jannet a choisi les deux premières périodes, qui sont les plus difficiles à étudier et les moins connues, pour retracer les transformations subies par le régime du travail. C'est une œuvre

(1) *Réforme sociale*, 15 janvier 1886, p. 63.

nouvelle que ce large tableau. Quelques traits seulement en avaient été dessinés. Mais ce sont les grandes lignes et les vues d'ensemble qui des matériaux fournis par l'érudition font l'histoire.

Ces études d'économie sociale permettent seules de bien connaître le passé. C'est une vérité devenue banale que l'histoire générale, pour ne pas être incomplète et fausse, doit faire une large place aux faits économiques. Mais il est assez rare qu'on mette ce principe en pratique. Aussi ne sera-t-il pas inutile de demander à l'enseignement de M. Claudio Jannet quelles ont été les conséquences d'un des grands faits économiques étudiés par lui cette année, la crise monétaire du xvi^e siècle.

I

Quand tomba l'empire romain, le monde manquait de numéraire. Cette raréfaction, sensible déjà sous Dioclétien, s'accrut d'une manière continue dans les siècles suivants. Les chefs des nouveaux peuples avaient la passion des vases d'or et d'argent. On enterrait les métaux précieux afin de les sauver du pillage des barbares. L'orfèvrerie massive des églises en absorbait une large part. Les mines étaient abandonnées et leur exploitation ne devait être reprise qu'après Charlemagne. De là des conséquences générales. Les prix s'abaissent. Le prêt à intérêt présente de grands dangers pour l'emprunteur et l'Église l'interdit. La vente perd le rôle prépondérant qu'elle avait joué dans le droit romain et des échanges se font souvent en nature. Les redevances en nature remplacent les redevances en argent. Ceux qui exploitent la terre, colons et serfs, fournissent des services personnels et des corvées. C'est l'une des causes de la constitution de la féodalité.

Le maximum du pouvoir d'acquisition des métaux précieux fut atteint vers la fin du viii^e siècle sous le règne de Charlemagne. Dès lors se manifeste un mouvement d'abord très lent de hausse des prix et d'accroissement du numéraire. A la fin du xv^e siècle il se développe avec une rapidité inouïe. Les Portugais rapportent l'or des côtes de Guinée et s'avancent en 1486 jusqu'au cap des Tempêtes, que Vasco de Gama doit doubler en 1497. Dans l'année 1492, Christophe Colomb découvre le nouveau monde. Fernand Cortez conquiert le Mexique (1521), Pizarre le Pérou (1533). Les mines d'argent du Potosi en Bolivie sont exploitées en 1545. Le stock monétaire de l'Europe pouvait être évalué à un milliard environ à la fin du xv^e siècle, il se trouva décuplé au xvi^e siècle. C'était une véritable révolution économique.

II

L'Europe était-elle préparée à la subir ? Quels débouchés devaient s'ouvrir devant ce nouvel afflux de métaux précieux ?

Sans doute le développement des échanges rendait désirable un accroissement de numéraire. Le *xvi^e* siècle, dont la fécondité littéraire a souvent été admirée, fut aussi une époque de grande activité économique. La viabilité terrestre s'améliora, et des routes nouvelles s'ouvrirent au commerce maritime, quand Vasco de Gama eut doublé le cap de Bonne-Espérance, quand le nouveau monde fut découvert. Puis le luxe s'accrut avec la richesse. Enfin l'abondance de la monnaie, en perfectionnant le mécanisme de l'échange, devait réagir à son tour sur la production, et surtout développer la formation du capital : l'épargne est nécessairement très limitée quand elle ne peut s'opérer qu'en nature. Ainsi les métaux précieux trouvaient des emplois nouveaux et utiles, qui pouvaient atténuer dans une large mesure la crise amenée par la rapidité de leur production. Mais, dans la pratique, on ne devait pas toujours savoir en tirer parti.

Il faut observer d'abord que les métaux précieux se répandent d'une manière très inégale entre les diverses nations. L'Espagne est envahie la première, et c'est une cause d'appauvrissement réel que cet envahissement apparent. Pour chercher l'or et l'argent, on abandonne tout autre travail. La hausse des prix est très rapide : pendant tout le cours du *xvi^e* siècle ils sont trois fois plus élevés que de l'autre côté des Pyrénées. — La France fournit une partie des blés que l'Espagne cesse de produire, et des émigrants auvergnats, limousins, attirés par l'élévation des salaires. Elle reçoit en échange une bonne part de métaux précieux : son activité industrielle en profite ; elle est alors le premier pays manufacturier de l'Occident. La hausse des prix se produit de 1534 à 1550, elle s'accroît encore jusqu'en 1583 et si elle semble se prolonger plus longtemps, c'est aux guerres de religion, non aux phénomènes monétaires qu'il faut s'en prendre. — Les métaux précieux pénètrent en Portugal en échange des épices. — L'Espagne les envoie en Italie comme aux Pays-Bas pour faire face à ses grandes dépenses de guerre. D'ailleurs c'est encore à l'Italie qu'on achète les soieries et les draps d'or : sa décadence commerciale ne date que de la fin du *xvi^e* siècle. — L'Allemagne du Sud, se rattachant à la péninsule par un mouvement d'échanges très actif, reçoit aussi l'or et l'argent. — En Angleterre, ils ne pénètrent en abondance que sous le règne d'Élisabeth. L'Écosse et l'Irlande devaient pratiquer longtemps encore des

échanges en nature. — D'autres pays comme l'Allemagne du Nord, entre l'Elbe, l'Oder et la Vistule, la Suède, la Norvège demeurèrent étrangers à l'afflux des métaux précieux. Les produits naturels qu'on exportait des côtes de la Baltique tiraient presque toute leur valeur des frais de transport. — Enfin une grande partie du nouveau monde, l'Amérique du Nord, fut privée de numéraire. Les pays producteurs de métaux, dont elle était très voisine, ne pouvaient avoir avec elle aucune relation directe ni indirecte. C'est l'un des aspects de cette étrange politique commerciale, qui semblait avoir pour objet d'empêcher l'humanité de profiter des progrès et des découvertes du xvi^e siècle.

Le développement des échanges n'était pas seulement entravé par des prohibitions inintelligentes. Il rencontrait souvent un obstacle insurmontable dans l'insuffisance des voies de communication. En France même il y eut des régions, comme le Bourbonnais, dans lesquelles l'accroissement du numéraire ne se fit pas sentir.

Enfin, comme pour fermer à l'afflux des métaux précieux le débouché naturel que devait lui offrir le développement du commerce et de l'industrie, les guerres de religion déchirèrent l'Occident. Elles durèrent trente-six ans en France (1561-1598) et ramenèrent les plus mauvais jours de la guerre de Cent ans.

Voilà dans quelles conditions l'Europe du xvi^e siècle vit décupler son stock de métaux précieux. Cette révolution n'eut pas seulement pour résultat de faire hausser les prix ; elle imprima une activité et une direction nouvelles au mouvement économique.

III

Les métaux précieux ayant décuplé, on devait s'attendre, si les autres conditions restaient les mêmes, à voir hausser les prix dans la même proportion. Ils se sont élevés continuellement pendant un demi-siècle à partir de 1534. Mais on peut dire qu'en moyenne ils ont seulement triplé.

C'est une œuvre très délicate et très laborieuse qu'on entreprend, si l'on essaie de déterminer exactement quel est le pouvoir d'acquisition de l'argent à un moment donné, quelles modifications il subit dans une période déterminée. Il ne suffit pas de recueillir les prix moyens d'une marchandise pour chaque année et pour chaque région ; il faut étendre l'enquête à presque tous les produits. Le travail n'est pas encore fini ; on doit examiner l'importance des divers

services, des divers produits, et donner à chacun un coefficient différent. On ne peut confondre avec les dépenses qui jouent le plus grand rôle dans la vie des consommations de luxe, dont le prix est variable, arbitraire, et indique mal le pouvoir d'acquisition de la monnaie. M. Claudio Jannet s'est contenté de poser consciencieusement les données du problème, et n'a pas eu la prétention d'en offrir encore la solution exacte. Il a seulement examiné quelques-unes des principales marchandises ; et c'est ainsi qu'il a pu conclure que les prix en moyenne ont triplé.

Mais la hausse n'est pas uniforme ; parfois elle est lente à s'affirmer et rencontre de vives résistances ; le fait se produit malheureusement pour le prix du travail, pour les salaires. Ceux-ci sont élevés au xv^e siècle ; au sortir de la guerre de Cent ans la main-d'œuvre est rare, et presque partout les travailleurs obtiennent la jouissance de la liberté civile. Au siècle suivant leur condition ne continue pas à s'améliorer. On peut attribuer la diminution des salaires qui s'accuse avant la découverte de l'Amérique, à l'augmentation de la population. Mais même quand le chiffre nominal du salaire reste le même, son importance réelle est moindre. Les altérations qu'on fait subir aux monnaies diminuent sans cesse la quantité de métaux précieux que celles-ci contiennent. En 1391 et en 1535 une journée de charpentier est payée à Orléans 3 sous 9 deniers : mais la quantité d'argent équivaut à 1 fr. 86 dans le premier cas, à 81 centimes dans le second. Puis la situation des travailleurs s'aggrave surtout quand l'accroissement des métaux précieux a fait hausser les prix. La viande est plus chère, et le poisson perd la grande importance qu'il avait dans l'alimentation publique quand les lois de l'Église étaient observées. Le taux de capitalisation des terres s'élève et rend l'exploitation plus onéreuse. La population manufacturière des villes s'accroît et les fabrications domestiques déclinent. Ainsi la vie devient plus coûteuse ; et les salaires ne s'élèvent pas. Les ouvriers en souffrent ; et dans la seconde moitié du xvi^e siècle les parlements se plaignent de leurs coalitions, de leurs cabales. Il était naturel pourtant qu'ils défendissent leurs intérêts et ils auraient fini par triompher, si les guerres de religion n'avaient produit un funeste mouvement de recul, dévastant les campagnes, diminuant la population de la France de 2.700.000 âmes entre 1570 et 1600 (1), déprimant la condition générale des hommes. — Enfin la cherté s'accroît par l'augmentation rapide des taxes générales et locales ; c'est l'effet inévitable des impôts ; et ce n'est pas le seul

(1) Le chiffre que donnent les calculs de M. du Tilleul paraît fort vraisemblable à M. Claudio Jannet d'après les diverses données statistiques fournies par les relations des ambassadeurs vénitiens.

mode d'intervention que pratiquent les gouvernements du xvi^e siècle. — Malgré tous les obstacles, et si tardive qu'elle soit malheureusement, la hausse des salaires finit par se produire ; elle est très sensible en France sous le règne d'Henri IV ; d'ailleurs, le travail trouve des emplois sans cesse plus nombreux.

IV

C'est que l'accroissement des métaux précieux au xvi^e siècle avait imprimé une activité et une direction nouvelles au mouvement économique. Il ne suffit pas de dire qu'il facilita la substitution de l'économie monétaire à l'économie naturelle, le développement des échanges, la pratique de l'épargne, la formation et l'accumulation des capitaux, avec toutes les conséquences qui en découlent. Il faudrait suivre tous ces résultats dans l'analyse si complète qu'en a tracée M. Claudio Jannet ; je me contenterai d'appeler l'attention sur quelques-uns d'entre eux.

On a dit que Christophe Colomb avait rapporté du nouveau monde la libération des dettes de l'ancien. C'est que la dépréciation des métaux précieux allégea singulièrement la charge d'un grand nombre de débiteurs. En fournissant au créancier la même valeur nominale, ils ne donnaient pas la même valeur réelle, et se libéraient à bon marché. Les créanciers s'en plaignaient et, comme il est d'usage, s'adressaient à l'État. En Angleterre, les propriétaires obtinrent un acte de 1576 permettant d'exiger des fermiers, au lieu des sommes d'argent promises, le prix de certaines denrées, au cours du jour. Au contraire la législation en France fut toujours favorable aux débiteurs de rentes. C'était le temps d'ailleurs, où le pape Pie V, proclamait dans ses bulles que la faculté de rachat pour le débiteur est de l'essence du contrat de rente et imprescriptible. Cette doctrine féconde permet de profiter de la loi de dépréciation des capitaux anciennement engagés, et elle devient le droit commun de la chrétienté.

Il est une classe de débiteurs qui est particulièrement intéressante. Ce sont les propriétaires fonciers qui détiennent le domaine utile moyennant une redevance féodale payée au seigneur. C'est le principe des redevances fixes qui a triomphé en France : leur valeur va donc sans cesse diminuant ; elles sont devenues dérisoires à la fin du xviii^e siècle, quand la révolution les supprime. Cette évolution bienfaisante, qui peu à peu transforma le domaine utile en pleine

propriété, a donc été singulièrement facilitée par la crise monétaire du xvi^e siècle.

L'argent étant plus abondant devient une véritable marchandise, dont le prix s'abaisse. Les idées qui régnaient sur le prêt à intérêt se modifient ; c'est que les conditions économiques ne sont plus les mêmes. On entrevoit que le capital est un des facteurs de la production, qu'il a droit à une rémunération. On finit par distinguer deux sortes de prêts à intérêt : le premier, fait entre marchands et destiné à la production, est permis ; on défend le second, qui est destiné à la consommation, ou fait entre parents, voisins, de propriétaire à fermier. Les chefs du protestantisme sont divisés sur la question. Luther condamne le prêt à intérêt, Calvin l'admet. Il est pratiqué librement en Angleterre, en Hollande, en Allemagne. Dans les pays où il n'est pas autorisé, on recourt aux constitutions de rente, et ce contrat est plus avantageux au débiteur, particulièrement au cultivateur, parce que le capital n'est jamais exigible. D'ailleurs, malgré les nouveaux emplois que trouvent les capitaux, le taux de l'intérêt s'abaisse, et les débiteurs en profitent grâce à des conversions qui sont parfois opérées par ordonnance royale.

V

Il faudrait se demander en terminant quelle fut l'attitude des gouvernements en présence de cette révolution économique.

Ils aggravèrent souvent les souffrances par leur politique générale. Les guerres extérieures sont coûteuses. Les troubles intérieurs, comme ceux qu'ont entraînés en France la réforme et la révolution, ont des résultats politiques qu'on peut apprécier diversement : mais ils produisent des conséquences économiques certaines : ils appauvrissent la nation et dépriment la condition des hommes. Enfin les lourds impôts entraînent un renchérissement artificiel, qui rend la vie plus dure et la production plus difficile.

Puis les gouvernements interviennent par leur législation intérieure dans le domaine de l'activité économique. Il ne s'agit pas seulement des règlements inoffensifs destinés à combattre le luxe et à ramener la simplicité. Henri II, Charles IX et Henri III, au lieu de multiplier les ordonnances somptuaires, auraient été mieux obéis, s'ils avaient prêché d'exemple. C'était l'avis de Montaigne. « La façon, disait-il, de quoi nos lois essayent à régler les folles et vaines dépenses des tables et vêtements semble être contraire à sa fin. Le vrai moyen, ce serait d'engendrer aux hommes le mépris de l'or et de la soie,

comme de choses vaines et inutiles ; et nous leur augmentons l'honneur et le prix, qui est une bien inepte façon pour en desgouter les hommes. Car dire ainsi, qu'il n'y aura que les princes qui mangent du turbot, et qui puissent porter du velours et de la tresse d'or, et l'interdire au peuple, qu'est-ce autre chose que mettre en crédit ces choses-là, et faire croître l'envie à chacun d'en user ? » C'est commettre une faute autrement grave que de prétendre régler législativement le prix de certaines denrées et des salaires. Les ordonnances rendues dans ce but montrent par leur multiplicité même quelles difficultés rencontre leur application. En Angleterre et en Allemagne les pouvoirs publics s'appliquent systématiquement à entraver l'élévation des salaires. Au contraire, malgré quelques édits isolés, les rois de France restent fidèles à cette politique humaine et populaire dont François I^{er} se fait gloire (ordonnance du 25 septembre 1523). S'il est sur le trône, c'est « spécialement, dit-il, pour la conservation, sublévation et défense de l'État commun et populaire, qui est le plus faible, le plus humble, le plus bas et moins connaissant de tous les états, par ce le plus aisé à fouler, opprimer et offenser, et naturellement et raisonnablement a plus grand besoin que tous autres de bonne garde, support et défense, et singulièrement le pauvre commun peuple de France, qui toujours a été doux, humble et gracieux en toutes choses, et obséquieux à son prince et seigneur naturel, lequel il a toujours reconnu, ayant servi et obéi, sans vaguer, changer, ne varier.... tellement qu'entre les rois de France et leurs sujets il y a toujours eu plus grande conglutination, lien et conjonction de vraie amour, naïve dévotion, cordiale concorde et intime affection, qu'en quelconque autre monarchie ou nation chrétienne. »

Enfin les gouvernements interviennent d'une façon souvent malheureuse par leur législation monétaire. Ce serait une œuvre longue et délicate de rechercher quel était le rapport entre la valeur de l'or et de l'argent, comment il a pu varier, la valeur de l'argent semblant destinée à baisser d'une manière à peu près continue par rapport à celle de l'or. Les altérations que les gouvernements firent subir aux monnaies furent nombreuses. Ce serait une erreur de ne pas y voir autre chose que des expédients destinés à enrichir malhonnêtement le trésor public. Ces mesures, pratiquées par Charles IX et Henri III, furent prises au grand jour, et conseillées par les hommes pratiques de ce temps-là. On espérait ainsi compenser la hausse des prix : en réalité, on l'activait, et l'on troublait les transactions. Les hommes de science, comme Nicolas Oresme, évêque de Lisieux sous Charles V, et Copernic en 1526, avaient pourtant formulé les véritables principes. Le grand commerce réagissait en pesant les métaux. Mais l'État manquait à sa principale mission en matière monétaire

qui est de certifier le poids et le titre du métal. Il y a des gens qui se demandent si ce n'est pas le seul rôle qu'il doit remplir, et la question a été posée par M. Giffen devant l'*Institute of Bankers* de Londres, au mois de mai dernier.

C'est que les questions agitées par M. Claudio Jannet ne présentent pas seulement un intérêt historique. Le dix-neuvième siècle a vu se produire un afflux de métaux précieux encore plus considérable que celui du xvi^e siècle. De 1493 à 1850, les mines avaient donné 91.529.000 kilogrammes d'argent et 2.945.000 kilogrammes d'or : de 1851 à 1884 elles ont fourni 53.384.000 kilogrammes d'argent et 6.277.000 kilogrammes d'or. N'avons-nous pas vu se reproduire quelques-uns des effets signalés il y a trois siècles ?

Aujourd'hui la production de l'or semble se ralentir : celle de l'argent demeure très active. Presque tous les pays riches jouissent de l'étalon unique d'or, ou bien ont suspendu la frappe libre de l'argent. Les deux métaux peuvent-ils circuler ensemble ? Les gouvernements peuvent-ils par leur législation monétaire, ou même par des conventions internationales, maintenir un rapport fixe entre la valeur relative de l'or et de l'argent ? Dans quelle mesure l'*appréciation* de l'or contribue-t-elle à la baisse des prix et à la crise actuelle ? La reprise de la frappe de l'argent entraînerait-elle un relèvement rapide des prix, et ce relèvement serait-il salulaire ?

Toutes ces questions sont vivement discutées et diversement résolues par les économistes d'aujourd'hui, je n'ai pas la prétention de les trancher. Mais leur simple énoncé ne suffit-il pas à montrer que l'histoire économique du xvi^e siècle peut éclairer ces obscurs problèmes ? Elle fait apercevoir l'importance des phénomènes monétaires, l'impuissance des combinaisons artificielles, la nécessité de se conformer à la nature des choses. Elle s'élève au-dessus des vues étroites que peut donner l'examen exclusif et intéressé des faits qui nous touchent. Quand ces études sont faites par un maître comme M. Claudio Jannet, elles élargissent singulièrement l'horizon ; elles montrent que dans chaque siècle l'humanité rencontre des difficultés économiques, et que ces difficultés ne sont pas insurmontables ; elles font apercevoir, à travers ces labeurs incessants et cette mobilité perpétuelle, les vérités qui ne changent pas, les sources invariables du bien et de la prospérité.

JULES ANGOT DES ROTOURS.

LA MÉTHODE DANS LA SCIENCE DU DROIT

A propos d'un livre récent (1)

I

L'observateur attentif qui suit de près le mouvement des esprits dans les Facultés de droit est frappé de la modification profonde que subit à l'heure actuelle la science juridique. Certes, il ne faudrait pas croire que le vieil esprit légiste soit détrôné ; il règne encore, dans certaines chaires, avec la vigueur d'autrefois ; dans toutes il est entouré d'égards ; mais on lui arrache peu à peu de ces concessions, qui, pour les antiques doctrines, comme pour les vieilles royautés, sont les avant-coureurs de la chute.

Une méthode nouvelle se substitue lentement, progressivement à la méthode ancienne : la méthode géométrique recule devant la méthode d'observation. Prenons, pour nous en convaincre, deux définitions du droit, l'une de la première moitié du siècle, l'autre des dernières années qui viennent de s'écouler. « La loi, disait M. Demante à la première page de son célèbre *Cours de Code civil*, la loi est une règle établie par une volonté supérieure pour diriger les actions humaines. » Ce sont là les lois positives ; au-dessus d'elles planent les lois naturelles imposées par la raison, éternelles, « immuables, — on conçoit, en effet, qu'elles ne peuvent varier parce que la nature de l'homme ne change point ». La conséquence nécessaire d'une telle définition était, on le devine, l'emploi de la méthode chère à l'*esprit classique*, et le savant auteur n'avait garde d'y échapper.

Aujourd'hui, au contraire, si nous ouvrons un petit précis qui se trouve entre les mains de tous les étudiants de première année, voici ce que nous lisons à la page 4 : « Les sociétés sont comme un organisme qui se transforme avec les années et les siècles par des modifications continuelles et souvent insensibles, et qui, à chaque

(1) *Précis d'histoire du Droit français*, par M. Paul Viollet, bibliothécaire de la Faculté de Droit de Paris. (Librairie Larose et Forel.)

époque, présente des conditions d'équilibre déterminé. Or le droit d'une nation à une époque donnée est l'ensemble des conditions qui déterminent l'équilibre social, ou comme on l'a dit avec raison, le droit est l'appareil coordinateur des sociétés. » Et l'auteur tire hardiment, page 14, le corollaire du principe nouveau : « Il y a une sorte d'unité de méthode dans les sciences de la nature et dans les sciences sociales, et c'est par l'application de cette *méthode d'observation* que, si complexes que soient les problèmes sociaux, on peut espérer néanmoins réaliser quelques progrès. »

On mesure sans peine le chemin parcouru : c'est bien, comme nous le disions en commençant, une défaite de plus infligée à la méthode géométrique ; c'est son expulsion définitive d'un de ces grands domaines scientifiques, sur lesquels elle a fait peser, pendant de si longues années, la plus injuste et la plus tyrannique des usurpations. Pour elle aussi, la décadence a suivi de près la grandeur. Au XVIII^e siècle elle gouvernait en maîtresse absolue les sciences naturelles et sociales : le grand empire s'est démembré ; les sciences naturelles ont été délivrées les premières ; voilà que les sciences morales viennent de gagner la bataille ; le droit lui-même est émancipé.

Il est vrai de dire que ses libérateurs semblent ne l'avoir affranchi d'un esclavage, que pour le faire retomber sous un autre. Ils proclament bien que la méthode d'observation est la méthode véritable, « la seule qui puisse faire réaliser quelques progrès », mais arrivés là, ils hésitent. Plusieurs routes s'offrent, en effet, devant eux. La méthode d'observation n'est pas unique : sous ce nom générique se groupent des procédés spéciaux et variables. Chaque science, physiologie, physique, ou chimie a le sien. Celui de la science du droit était sans doute bien caché et bien difficile à découvrir, car, jusqu'à ce jour, les juristes les plus éminents et les plus novateurs semblent ne pas en avoir une idée bien nette. L'outil de précision, qui doit leur permettre d'asseoir leur science préférée sur sa base définitive et inébranlable, ne paraît pas encore avoir été créé. De plus, lorsqu'il s'agit de s'élever aux idées générales, ils se laissent tous, plus ou moins, entraîner par une assimilation, pour nous fort peu exacte et fort périlleuse, de la science du droit à la biologie. (1) C'est l'idée d'Herbert Spencer ; pour eux, comme pour le célèbre philosophe anglais, la science sociale est la sociologie biologique. En un mot, l'*esprit classique* est vaincu, mais l'*esprit évolutionniste* prend sa place.

(1) V. l'*Esprit du droit romain* de R. von Jhering. Introd. t. II, chap. 1. (trad. O. de Meuleneire.) V. aussi la très curieuse citation de Bentham, p. 27.

II

De tous les ouvrages publiés depuis ces derniers temps, le *Précis d'histoire du droit français*, de M. Paul Viollet, est certainement celui qui nous offre l'exposé le plus exact des procédés d'observation employés aujourd'hui dans la science du droit ; c'est encore lui qui nous en montre l'emploi le plus habile et plus hardi ; nous n'avons point de reconstitution à la fois plus savante et plus simple des anciennes institutions juridiques de notre pays (1).

L'avant-propos (pages 6 et 7) pose nettement le principe de la méthode nouvelle. « Un peuple, nous dit-il, n'est pas libre de transformer d'un jour à l'autre sa langue ou sa littérature ; il n'est pas libre de changer complètement son droit public ou privé ; langue, littérature, droit, portent fatalement l'empreinte des siècles, et l'homme, quoi qu'il fasse, se débat dans son passé ; le droit n'est donc point une création artificielle de l'esprit humain ; l'histoire d'une nation vient s'y réfléchir comme elle se réfléchit dans son langage. »

L'auteur, après nous avoir initié à son « idée maîtresse », nous fait pénétrer dans la première partie de son œuvre, l'étude des sources. C'est, en quelque sorte, une bibliothèque idéale où tous les documents juridiques les plus célèbres de l'ancienne France sont classés en quatre grandes sections : gauloise, romaine, religieuse et germanique. Chacun d'eux est examiné successivement ; l'époque en est précisée, autant que possible ; l'histoire et le plan général en sont esquissés à grands traits avec la sûreté de main que peut seule donner une longue pratique des méthodes de l'école des Chartes ; à la fin de chaque notice, une courte bibliographie indique les dernières éditions du texte, celles où on peut le consulter dans toute son exactitude et toute sa pureté.

C'est là un travail préparatoire indispensable pour qui veut reconstruire le droit d'une époque donnée. Les textes, en effet, comme ceux que M. Viollet nous fait étudier, et ceux surtout beaucoup plus nombreux qu'il ne pouvait nécessairement que nous faire entrevoir, des chartiers d'abbayes et de châteaux, d'archives de notaires et de greffes de tribunaux (2), voilà le premier objet des études patientes et consciencieuses de l'historien du droit : ce sont les empreintes qui permettent de rétablir les législations mortes ; empreintes parfois

(1) Les deux premiers livres seulement ont paru : 1° *L'Étude des sources*, 2° *L'Histoire du droit privé*. — *L'Histoire du droit public* est en préparation.

(2) V. Le Play, *Réforme sociale*, t. I. Inrod. § 6.

bien effacées et qui ont besoin d'être elles-mêmes rétablies. Il importe avant tout de déterminer au moyen de la critique la valeur de leur témoignage, et la période de temps pour laquelle ce témoignage doit faire autorité. Nous approuvons et nous admirons pleinement cette première partie de l'œuvre de M. Viollet. Pour nous, elle justifie à elle seule l'accueil très favorable que le public a fait à son livre, et la haute récompense que l'Académie des Inscriptions lui a décernée (1).

Mais il ne suffit pas d'avoir recueilli les débris du vieux monde, de les avoir débarrassés de tout alliage impur, de les avoir classés; il faut encore, comme le fait le paléontologiste, rapprocher les ossements brisés, suppléer les parties égarées ou détruites, retrouver la forme et l'apparence, en un mot, à la place de la mort mettre la vie. C'est la tâche de la seconde moitié de l'œuvre, et c'est ici que, toujours sur le terrain de la méthode, nos réserves vont commencer.

Tous les ouvrages d'exposition générale du droit ont une sorte d'architecture sacrée et immuable, qui permet de se guider sans peine au milieu d'une complication apparente. Cependant, nous devons reconnaître que M. Viollet n'a pas été en tout esclave de la tradition, il a relégué le droit public au second plan, et placé le droit privé en premier. C'est là un progrès considérable, une conquête de son observation personnelle dont nous le félicitons de grand cœur. Le droit privé qui occupe tout le livre II, le dernier paru, est distribué en deux grandes divisions : droit des personnes, droit des choses. Dans chacune, une série de chapitres ; d'une part, les nobles, les clercs, les serfs, l'étude de la famille ; de l'autre, la propriété, les contrats, les successions, etc. Constatons en passant que chacun de ces chapitres a une organisation intérieure identique : trois parties consacrées, la 1^{re} à la reconstruction du passé, la 2^e à un court aperçu sur l'avenir de l'institution étudiée, la 3^e à un appendice bibliographique, et arrivons au chapitre de la puissance paternelle (p. 412), ainsi qu'à celui du droit de tester (p. 738). Nos citations y seront puisées de préférence, car ce sont là des sujets familiers entre tous aux lecteurs de cette Revue : ils les ont étudiés avec la vraie méthode : ils saisiront sans effort la distance que la méthode des Facultés de droit doit franchir pour l'égaliser.

Nous n'avons pas besoin de rappeler le magistral passage de la *Réforme sociale* (2) où le Play, insistant sur le danger des fausses théories d'histoire, trace, comme il savait le faire, les grandes lignes de la méthode qui seule permettra de ressusciter les sociétés disparues. Chacun se souvient que notre maître distingue en substance

(1) Le grand prix Gobert (1884).

(2) § 6, Introduction.

deux formes bien tranchées d'observation ; l'observation directe des peuples vivants par les voyages et les procédés monographiques ; l'observation indirecte des peuples morts par les monuments qu'ils ont laissés d'eux-mêmes, et le témoignage de ceux qui les ont vus.

L'observation directe porte d'abord sur le peuple, descendant ou simple successeur, qui habite actuellement le sol même où fut accomplie la mission de celui dont on veut refaire l'histoire. Les révélations qu'apporte à l'esprit le spectacle des lieux historiques ne sont plus maintenant contestées par personne. Ne va-t-on pas même répétant, sans trop comprendre parfois, que « la géographie est maîtresse de l'histoire » ? Puis, c'est le tour des peuples, qui, toujours à l'heure actuelle, attardés dans les phases de leur développement, s'échelonnent aux diverses étapes que la nation étudiée a successivement franchies. Tout à l'heure, c'était un peuple différent dans un même milieu ; maintenant c'est un même peuple dans un milieu autre ; parfois même le milieu et le peuple n'ont pas changé, et se sont comme immobilisés au milieu du cours des siècles.

III

Les plus fécondes analogies peuvent sortir, on le sent, de pareilles études : sans doute, la prudence doit être extrême ; mais on est là sur la grand'route qui mène à la vérité ; on est en pleine science, en pleine science certaine « et non en ces sciences conjecturales qui se défont sans cesse après s'être faites et qu'on négligera dans cent ans (1) ». C'est alors, alors seulement, que l'esprit, tout ému du spectacle de cette vie qui vient de se dérouler devant lui, peut s'attaquer aux débris et aux témoignages du passé. La méthode de Le Play s'écarte ici et s'incline devant la méthode de l'École des Chartes ; et nous sommes prêts à nous faire les très humbles disciples de M. Viollet.

Chez lui, les deux procédés d'observation se rencontrent, il faut le reconnaître, mais dans l'ordre exactement inverse de celui que nous venons d'indiquer. L'étude des textes y est l'étude dominante, capitale, poursuivie sans trêve, mais aussi nous avons dit avec quelle science. Pourquoi cette peur du dessin d'après nature ? Pourquoi cet emploi démesuré du procédé antique qui consiste à dépouiller les uns après les autres les textes coutumiers et à tirer, de cette copie si peu exacte de la pratique d'une époque, une copie nouvelle, reflet nécessairement bien pâle et bien lointain de la réalité.

(1) Renan, *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*.

Il y a dans l'introduction de *l'Esprit du droit romain* d'Ihering, un livre dont l'influence à l'École de droit est toute-puissante et que M. Viollet connaît bien, un passage où l'éminent auteur développe cette idée, que le droit et le fait ne sont pas l'image et la reproduction l'un de l'autre. C'est cette observation toute simple qui explique comment, en ce qui concerne la France coutumière, MM. Viollet et Le Play sont arrivés à des conclusions différentes sur la liberté de tester. Ils ne visent pas le même point : on ne peut guère s'étonner qu'ils ne voient pas la même chose. Le Play a parfaitement reconnu, d'ailleurs, que « certaines coutumes du centre, de l'est et du nord de la France ne laissaient que peu de latitude à la volonté du père de famille (1) ». Mais, dans ces provinces même, le droit d'aînesse pour les nobles, le maintien des communautés pour les paysans, certaines pratiques non défendues pour le tiers, l'exhérédation pour tous, neutralisaient les conséquences les plus funestes du partage égal sur l'autorité du père et l'intégrité du domaine.

Bien que M. Viollet reproche à l'École de la Paix sociale d'avoir insuffisamment étudié l'histoire (p. 447) et de croire bien à tort que le droit de tester était un fait commun à la France entière (p. 739) — reproches que nous venons d'expliquer et de réfuter en même temps — il ne faudrait pas s'imaginer qu'il n'a pour l'œuvre de Le Play et de ses disciples que des critiques amères. Il l'a louée en termes fort élogieux, dont nous tenons à le remercier ici ; il l'a louée, et même il a fait mieux, il lui a beaucoup emprunté.

L'observation directe des peuples actuels, M. Viollet en a reconnu la nécessité, à la page 22 de son précis notamment : il l'a pratiquée, il est vrai, par délégation, c'est-à-dire qu'il s'en est rapporté à ceux qui avaient vu, sans voir lui-même ; mais ceux de qui il a recueilli ses renseignements sont pour la plupart unis à nous par les liens de la confraternité ; les noms connus et aimés qui se rencontrent à chaque page dans la longue liste des renvois, nous montrent que l'auteur est allé sans hésiter et tout droit à la source des bonnes informations. L'observation personnelle, d'ailleurs, apparaît en quelques points du livre, bien discrète et dans un lointain bien obscur. Nous avons donc raison de dire que la méthode des Facultés de droit, tout en s'élevant à la conception de quelques principes exacts, n'a pas encore trouvé la marche sûre qui conduit à la reconstruction du passé.

Mais c'est surtout quand il s'agit de porter un jugement sur l'avenir d'une institution, que sa faiblesse se manifeste dans tout son jour. L'esprit géométrique, au temps de sa grandeur, le prenait de haut avec les organisations sociales qui ne répondaient pas au

(1) *Réforme sociale*, chap. II, § 23, p. 124.

concept idéal déduit des vrais principes ; il avait un patron unique pour les peuples de toutes les latitudes et de tous les siècles ; quiconque restait en deçà, ou allait au delà de la ligne immuable fixée par sa toute sagesse, était traité d'illogique, quand il ne l'était pas de barbare. L'esprit évolutionniste n'a pas la raideur ni aussi les colères de son aîné. Les variétés infinies des combinaisons sociales ne l'irritent point ; il les déroule devant nos yeux avec amour, nous les fait admirer et les explique. Il use beaucoup, à ce sujet, de l'influence du milieu ; l'influence des races, ce qui est moins net, a aussi à son avis une importance considérable. Ce n'est pas lui qui demandera la destruction immédiate et brutale des injustices et des erreurs. Sous cet aspect placide et désintéressé, il garde, au moins chez la majeure partie de ses adeptes, une idée de derrière la tête, une idée préconçue et antiscientifique : la préoccupation de sa grande théorie biologique, avec laquelle il importe avant tout de faire accorder tous les faits.

Nous avons, après cela, à faire des excuses à M. Viollet, pour l'avoir classé parmi les évolutionnistes. Nous reconnaitrons volontiers d'ailleurs qu'il est un évolutionniste fort hérétique. Une petite note qui s'est glissée au bas de la page 447, sur la nécessité du respect du Décalogue, a un accent qui prouve surabondamment l'éloignement de son esprit pour les conceptions philosophiques et religieuses de la secte. Il plane, sur toute son œuvre, un large souffle de bonne foi, qui attire la sympathie, parce qu'on y sent l'amour exclusif de la vérité. Cependant, au moins à l'heure actuelle, le signe commun qui marque les fidèles de la religion nouvelle est sur lui. Leur manière de concevoir la marche des sociétés humaines est devenue la sienne : leur foi intime est la sienne, si leur credo n'est pas absolument le sien.

Le dogme de la fatalité qui, ils ont beau s'en défendre, domine et dirige toutes leurs pensées, transparait dans maintes pages de M. Viollet. Que l'on se reporte plutôt au passage que nous avons cité et où il expose son « idée maîtresse ». Le dogme du progrès, pour lequel d'ailleurs son culte est moins brûlant que celui de beaucoup d'autres, recueillie aussi de temps en temps quelque phrase dévote. Et la conséquence pratique de tout cela, c'est que l'avenir est, pour lui, irrévocablement prédit par le cours du passé. La puissance paternelle décroît en France ; chaque document des époques successives montre qu'elle descend un degré de plus dans la faiblesse et l'abaissement ; la relever ? Pourquoi ? Ne voyez-vous pas qu'un courant invincible vous entraîne vers des transformations supérieures : cependant « peu habitués à mesurer la force irrésistible des phénomènes historiques, nous cherchons quelquefois avec

une inexpérience enfantine à défaire l'œuvre des temps et à refaire artificiellement le passé (1) ». N'est-il pas permis de sourire un peu, en voyant, à quelques pages de là cette impassibilité se changer en brusque résistance, pour défendre les derniers restes de l'autorité maritale et inspirer les lignes suivantes : « N'abandonnons pas trop facilement ces débris d'autorité ! La vie est un combat très dur, une lutte douloureuse. Quelles victoires gagnera-t-on même à deux sans un peu de soumission d'une part et un peu d'autorité de l'autre (2) » ?

Un des problèmes les plus difficiles que l'on puisse poser à un esprit pénétré de semblables principes est certainement celui que M. Viollet a traité pages 739 et suivantes de son précis. La liberté de tester est la tradition historique des pays de droit écrit ; pour lui, cela est incontestable, et il fait remonter l'honneur de la découverte à l'École de la paix sociale ? Mais d'autre part, le partage égal, ce qui est pour nous une exagération manifeste, est la tradition des pays coutumiers. Quel sera le moyen de faire suivre à la France, ainsi coupée en deux, ses vraies tendances historiques ? Écoutons ici l'auteur lui-même : « L'unification économique et morale était-elle assez complète en 1804 pour autoriser en matière testamentaire une loi unique ? C'est là une question très délicate et très difficile à résoudre. Il ne répugnerait pas d'admettre, par exemple, qu'un montagnard pyrénéen et un citadin tourangeau ou parisien puissent être soumis à un régime successoral différent, alors que leurs besoins, leurs mœurs, leur régime économique sont si profondément dissemblables. » Quant à une réforme générale qui étendrait la liberté de tester à toute la surface du territoire, il n'y faut pas songer : « On ne se doute pas qu'on soulèvera par là les sentiments les plus enracinés et les plus historiques d'une bonne moitié du pays. »

La solution est originale, et montre un esprit dégagé de préjugés. Nous nous demandons pourquoi, toutefois, le partage égal dangereux au midi n'est pas nuisible au nord ? Si les populations méridionales ont trouvé dans la liberté de tester une arme efficace dans la lutte pour la vie, pourquoi ne pas permettre à leurs frères des provinces coutumières de s'en servir ? L'habitude leur manque : du moment qu'elle est bonne, on n'a qu'à la leur laisser prendre. Est-ce donc le cas de dire : « Erreur en deçà de la Loire, vérité au-delà », et les raisons données sont-elles suffisantes pour briser ainsi l'unité de la législation du pays ?

Tout cela prouve, à notre avis, que ce point de vue des nécessités de l'évolution historique n'est pas juste. A quoi bon transporter à

(1) P. 446 du *Précis*.

(2) P. 424, en note.

tant de frais ces théories d'une science voisine dans celle-ci, où elles n'ont que faire ? Le Play ne s'embarrassa point de ce bagage inutile, quand il s'engagea dans la grande œuvre de sa vie : il se contenta de chasser de son esprit les idées préconçues, et il partit avec cette seule conviction que pour connaître les lois du bonheur, ce but suprême des sociétés humaines, il fallait les demander aux nations qui avaient su l'atteindre. Il étudia successivement toutes celles dont l'organisme harmonieux et sain s'épanouissait dans la paix et le calme. Il découvrit que dans toutes apparaissent certains éléments, qui, au contraire, font défaut dans les sociétés malheureuses. C'étaient les matériaux sans lesquels on ne peut construire, les germes de la vie stable et prospère, en un mot, les éléments de la constitution essentielle. Les formes se succèdent, disparaissent et renaissent, mais ces éléments-là ne changent point. C'est ainsi qu'il arriva à trouver ce criterium des institutions, qu'ont cherché vainement les géomètres du siècle dernier, et les biologistes de ce siècle-ci, parce que les uns et les autres ont voulu appliquer à la science des sociétés de faux raisonnements d'analogie et une autre méthode que la sienne.

IV

Notre conclusion est donc que la méthode des Facultés de droit se rapproche de plus en plus de la vérité : elle en est loin encore, mais le temps s'entrevoit où abandonnant les dernières idées préconçues qui l'embarrassent, elle viendra se confondre avec celle qu'a créée l'illustre penseur dont nous aimons à nous dire les disciples. Le même mouvement s'opérera d'ailleurs dans toutes sciences, économie politique, politique, religion, membres épars de la science sociale, que la puissante main de Le Play a su réunir, et à qui son génie a donné le souffle de vie. L'idée qu'il aura fait triompher ne sera, somme toute, que cette idée toute simple : que les sciences dont l'homme est l'objet sont des sciences naturelles, que la méthode d'observation est leur méthode vraie — la méthode d'observation directe, immédiate, par un procédé distinct et approprié.

Pour le droit, particulièrement, l'observation portera de plus en plus sur les lois des peuples actuels. On répète souvent que les élèves de nos Facultés manquent de pratique : leur science est faite de principes en l'air et de théories souvent flottantes dans leur esprit : on regrette pour eux l'absence des réalités du palais et de la vie

d'affaires. Cela est vrai : mais cette pratique n'est pas la seule qu'ils ignorent; il en est une autre, plus profonde et plus nécessaire, c'est la connaissance de l'effet de ces lois qu'ils étudient sur les populations qui y sont soumises. Cette pratique-là est inconnue non seulement des étudiants de nos écoles, mais encore des maîtres du barreau, et il est à craindre que beaucoup de législateurs aient encore à l'apprendre. Ce sera le principal objet d'étude des juristes à venir, nous en sommes convaincus. Les sociétés de législations comparées ne se borneront plus à collectionner et à traduire des volumes de textes. Elles s'inquiéteront de la manière dont les peuples les mettent en œuvre. L'attention ne se concentrera plus uniquement sur les sociétés civilisées; elle s'étendra à toutes les populations du globe. Que l'on songe donc qu'actuellement sur le monde vivent à peu près toutes les combinaisons sociales de l'humanité!

Puis viendront les reconstructions historiques : nous ne leur assignons qu'un rang secondaire; nous croyons qu'elles ne seront exactes que grâce aux inductions tirées de l'observation directe. N'est-ce pas ce que les histoires nous racontent de Cuvier. Avant de restaurer les squelettes détruits en partie, qu'on lui avait apportés, il s'entoura de tous les ossements des espèces voisines et encore existantes. C'est ainsi que naquit la science qui lui dut la vie et à laquelle il dut sa gloire. C'est ainsi que naîtra la partie historique de la science du droit.

Certes, les hardis explorateurs qui iront poursuivre les découvertes juridiques dans les pays d'outre-mer, contrôler et corriger, s'il se peut, les éléments actuellement connus de la constitution essentielle, ne ressembleront guère aux légistes du temps passé, ni à ceux dont nous suivons les leçons aujourd'hui. Un nouvel ordre de savants sortira d'où on ne l'attendait point. Mais ce siècle n'est-il pas le siècle des surprises? Il a vu un chimiste régénérer la science médicale, sera-t-il étonné de voir la pensée d'un ingénieur refaire la science du droit?

P. DU MAROUSSEM.

LE MOUVEMENT AGRAIRE

EN AUTRICHE

RAPPORT PRÉSENTÉ A LA RÉUNION ANNUELLE

La crise de l'agriculture, qui désole maintenant la plupart des États de l'Europe, continue à exercer son influence également funeste en Autriche-Hongrie.

Nous avons vu diminuer peu à peu l'exportation des céréales qui avait pris dans nos pays un essor très considérable depuis l'achèvement des grandes lignes de chemins de fer qui relient les plaines fertiles de la Hongrie au port de Trieste, et permettent à l'ouest de l'Europe de demander avec empressement les qualités supérieures du froment hongrois et le bétail bien nourri des provinces alpestres de la monarchie autrichienne. Seule la farine hongroise, qui offre des qualités hors ligne, préserve encore l'agriculture du royaume de saint-Étienne d'une décadence totale. Le prix de 100 kilogr. de froment ne s'élève en ce moment, à la Bourse de Vienne, qu'à 8 florins 80 kreutzers, tandis qu'il y a trois ou quatre ans, il excédait encore 10 florins et que le prix moyen d'un hectolitre de froment, pendant les années 1871 à 1880, était à Vienne de 10 florins 30 kreutzers et à Budapest de 9 florins 3 kreutzers.

Ces chiffres indiquent clairement la situation précaire des agriculteurs de notre monarchie. Mais nous sommes d'avis que cette diminution des prix des produits serait encore supportable. Elle n'empêcherait pas les agriculteurs d'opérer beaucoup d'améliorations, surtout en Hongrie et dans les autres provinces orientales de la monarchie, où l'exploitation reste en partie très primitive. Il n'y a pas bien longtemps qu'il arrivait (et peut-être arrive-t-il encore) que des agriculteurs habitant quelques comitats très fertiles de la Hongrie (comitat est le nom des circonscriptions administratives de la Hongrie) faisaient jeter une partie du fumier de leurs étables dans la rivière avoisinante : la fertilité de leurs terres leur semblait à ce point inépuisable, qu'ils ne se croyaient pas tenus à

l'entreprise, très pénible il est vrai, de réparer leurs chemins vicinaux, impraticables dès qu'une pluie forte a détrempé la couche épaisse d'humus qui couvre le sol de la plaine hongroise.

Mais comment procéder à des améliorations, comment transformer tous les procédés d'exploitation alors même que le besoin en est urgent, si les agriculteurs n'ont pas de capital, si, dans la partie orientale de la monarchie autrichienne, une fraction très considérable non seulement des petits propriétaires-cultivateurs (des *bauers* proprement dits), mais aussi de la petite noblesse et même des propriétaires de domaines d'étendue moyenne est déjà ruinée, ou tout près de la ruine? Car là est le point capital de notre sujet. Aussi devons-nous d'abord rechercher les principales causes d'une situation aussi défavorable.

Il est incontestable que les impôts sont très lourds en Autriche : 24 % du bénéfice net des terres est perçu par l'État et, s'il est indéniable que les évaluations des terres faites à l'occasion de la revision récemment terminée du cadastre (1), sont en moyenne bien inférieures à la valeur réelle et n'en atteignent que la moitié, il n'en est pas moins vrai que d'autres circonstances rendent les charges publiques toujours écrasantes et parfois insupportables. Les florins additionnels perçus par les provinces et les communes sont très considérables. En bien des localités les habitants ont à payer plus d'impôts à la province et surtout à la commune qu'à l'État. Dans les provinces riches et bien cultivées, comme dans la Haute et dans la Basse Autriche, les florins additionnels perçus par la commune s'élèvent en moyenne à 40 et 50 % des impôts dus à l'État. Mais il est d'autres régions qui offrent, sous ce rapport, un spectacle bien plus attristant : dans la partie montagneuse du duché de Salzbourg, par exemple, il y a nombre de communes percevant plus de 100 %, somme effrayante, quoiqu'il s'agisse, en partie, de chiffres exagérés, notamment quand les contribuables s'acquittent de leurs obligations par des prestations *in natura* ou en recevant des pauvres dans leurs maisons et en les nourrissant, etc. Ces prestations sont ordinairement évaluées à un prix très élevé et constituent un soulagement réel pour les cultivateurs qu'écraseraient des charges de nature différente. Il n'en reste pas moins que l'impôt est très lourd en Autriche, qu'il tarit les sources de l'épargne, raréfie le capital et contribue autant qu'aucune autre cause à élargir cette plaie vive des propriétaires autrichiens et hongrois, l'endettement.

Hélas ! ce n'est pas la seule cause ; il y a deux ans, j'ai consacré dans la *Réforme sociale* une étude à cet endettement, à ses origines et aux projets de réforme proposés contre ce mal sans

(1) Cette opération a duré plus de dix années, de 1869 à 1880.

cesse croissant. Il n'est pas possible de donner ici un abrégé des faits communiqués dans nos articles. Mais il faut au moins signaler, parmi les causes de ce funeste phénomène social, les dettes résultant du chef des portions héréditaires à payer par celui des héritiers qui reçoit la terre en héritage. Nous avons à constater, heureusement, en Autriche, un esprit de tradition très puissant qui domine dans presque tous les pays de la monarchie, les transactions successorales. Les cultivateurs de race allemande n'ont pas ou presque pas profité (je devrais employer le mot *abusé*) du partage égal inséré comme principe dans le Code civil de 1811, et les cadets se contentent du tiers ou même du sixième de la légitime qu'ils auraient le droit d'exiger. Mais l'augmentation de l'exportation des céréales et du bétail, qui a eu lieu à l'époque indiquée ci-dessus, a eu pour résultat une élévation très considérable de la valeur et du prix d'achat des terres. Il était donc impossible que l'évaluation des portions héréditaires, calculée d'après la valeur de vente des propriétés rurales, ne suivit pas ce mouvement de hausse et que le montant des dettes hypothécaires ne s'élevât pas très rapidement sans être atténué par un amortissement régulier. Les cultivateurs, ne réfléchissant pas beaucoup chez nous, profitaient de la hausse de la rente foncière pour vivre plus aisément et même plus luxueusement. On croyait que les bonnes chances de l'agriculture ne feraient qu'augmenter et on ne pensait pas que, même en ce cas, l'agriculture finirait par succomber sous le fardeau de plus en plus écrasant de cet endettement. On peut donc s'imaginer facilement combien les effets de la baisse des produits agricoles devaient être funestes. On se trouvait tout à coup en face d'une situation complètement changée : il fallait pourvoir avec une rente foncière considérablement amoindrie au paiement des intérêts et, si des remboursements de capitaux étaient indispensables, on devait contracter de nouvelles dettes sans doute à un taux d'intérêt inférieur au précédent, vu la baisse générale du taux de l'argent, mais en offrant pour base hypothécaire des immeubles avilis par suite de la crise agricole. On peut deviner combien le nombre des mises à l'enchère devait augmenter et qu'un malaise général allait se répandre de plus en plus dans les rangs des agriculteurs et particulièrement dans ceux des cultivateurs petits et moyens.

Une aussi triste situation ne pouvait qu'attirer de plus en plus l'attention de tous les observateurs des phénomènes sociaux, des hommes politiques, des savants, des représentants du gouvernement et, en première ligne, de toutes les classes de la population agricole. Il en est résulté une discussion générale des projets de réforme et des remèdes proposés de divers côtés.

Quelques observateurs assez superficiels ne cessaient de parler de la nécessité de développer le crédit agricole, comme si la facilité de ce crédit, employée comme remède isolé, pouvait avoir d'autres résultats qu'un endettement à des conditions plus favorables, mais d'autant plus complet, du sol autrichien.

D'autres économistes de l'école orthodoxe voulaient y ajouter, comme panacée promettant un succès certain, la transformation de l'agriculture, le développement de la culture perfectionnée et le remplacement, dans les limites du possible, de la production des céréales par l'élevage. — Mais que faire des vastes et fertiles champs de froment des grandes plaines et où prendre l'argent nécessaire à une réforme si radicale de toute la production agricole ?

Les publicistes catholiques et conservateurs et les hommes politiques de la droite du Parlement et des représentations des divers royaumes et duchés de l'Autriche, traitaient la question plus pratiquement. Dans nos articles publiés dans la *Réforme sociale*, il a été parlé du mouvement d'idées concernant une nouvelle sanction légale à donner aux usages héréditaires de nos cultivateurs et l'adoption du système américain du *homes'ead* rendant une certaine partie des terres d'étendue moyenne (*Bauernguter*) exemptes de l'endettement et de la vente à l'enchère. Et en même temps nous communiquions la proposition que M. le baron de Vogelsang a soutenue dans le *Vaterland* et dans plusieurs écrits, relativement à un dégrèvement opéré à l'aide et sous la direction de l'État, de la petite et moyenne propriété agricole.

On le voit, les projets de réforme ne manquaient pas. Il est vrai que la plupart étaient d'une gravité telle qu'on a hésité jusqu'à présent à procéder aux mesures législatives les traduisant en faits.

Le dégrèvement une fois concédé aux propriétaires-cultivateurs, pourquoi ne pourrait-il pas être réclamé aussi par les grands propriétaires qui ne souffrent pas moins des effets de la crise ? Qui voudrait garantir que les industriels ne viendraient aussi implorer des secours analogues ? Sans compter que nos petits industriels, les artisans proprement dits, ne sont pas non plus des adversaires d'une intervention très directe du pouvoir public dans les rapports sociaux. A leur tour, ils s'empresseraient de demander des restrictions efficaces de la grande industrie ou des sommes immenses pour les mettre en état d'ouvrir des magasins corporatifs, des ateliers munis de l'outillage le plus perfectionné, et enfin des cours professionnels. En un mot, le dégrèvement voté en faveur de l'une quelconque des classes de la société, ouvrirait libre cours aux convoitises plus ou moins légitimes des autres et les contestations les plus acharnées ne cesseraient plus de diviser la nation, chacun demandant beaucoup et

ne voulant rien concéder à l'autre, tandis que nos finances publiques subiraient les conséquences inévitables d'un tel système et finiraient par être tout à fait ruinées. — Comment peut-on songer, quand l'équilibre du budget n'est pas encore rétabli, quand la question du règlement de la *Voluta* est encore à l'ordre du jour, sans être près d'une solution, à une mesure si importante, qui exigerait de l'État des sacrifices, dont le montant ne pourrait être calculé préalablement que d'une manière tout à fait vague?

Néanmoins il ne faut pas méconnaître que ces idées de dégrèvement ont commencé à trouver un grand retentissement. — Ce ne sont pas seulement des cultivateurs qui en réclament la réalisation. Il y a un certain nombre de savants et d'écrivains qui s'en déclarent partisans convaincus. On peut même citer deux diètes provinciales, celle du duché de Salzbourg, en 1881, et celle de la Haute-Autriche au commencement de cette année, qui ont voté des résolutions demandant, outre la sanction légale des coutumes héréditaires de nos cultivateurs propriétaires, une restriction efficace à la libre vente des parcelles de terres qui doivent former de petits domaines inaliénables ayant des annexes soumises à la libre disposition du propriétaire, demandant aussi l'adoption de l'institution du *homestead* mentionnée ci-dessus, et enfin un dégrèvement foncier, mais sans indiquer précisément les principes dont elles voudraient voir s'inspirer une telle mesure législative.

Ce serait excéder les limites qui me sont imposées, que de procéder à un examen détaillé de ces résolutions votées par des Assemblées législatives dont la grande majorité est décidément catholique et se compose presque exclusivement des représentants des grands propriétaires et des habitants des communes rurales payant le cens électoral exigé par la loi. — C'est pourquoi je ne vais faire que les observations suivantes :

Il est incontestable qu'il y a des gens de grand mérite et d'une haute intelligence parmi ceux qui réclament ces mesures, si opposées aux doctrines du laisser-aller. Je suis d'avis pour ma part que la sanction légale des coutumes héréditaires et l'adoption du système des *homesteads* américains (pourvu qu'il soit rendu plus efficace et donne aussi des garanties contre l'endettement hypothécaire, sans toutefois priver le propriétaire de la possibilité de contracter des dettes de cette sorte jusqu'à un certain montant qui lui permette de procéder à des améliorations utiles et d'assurer les légitimes revendications des frères de l'héritier), je crois, dis-je, que ces mesures seraient tout à fait en harmonie avec les convictions enracinées de notre population agricole, qu'elles seraient même très utiles. — Les lois d'une nation doivent suivre les manières de voir des classes différentes

de la société, en tout ce qui n'est pas en opposition avec la loi morale. Or, qui voudrait soutenir que des mesures de cette sorte, correspondant à la formation naturelle et à la situation économique de ces provinces, lesquelles exigent des domaines arrondis d'une certaine étendue, soient immorales ou contraires au droit naturel? Ce qui n'est pas possible dans votre pays, qui offre en partie des conditions naturelles bien plus favorables que la plupart des provinces autrichiennes et une population agricole très intelligente et appliquée, mais dépourvue en général de cet esprit de tradition propre à un peuple qui n'a pas passé par les crises d'une grande révolution, — peut être très utile dans d'autres milieux.

On ne sera donc pas surpris d'apprendre que le ministère lui-même a cru devoir céder jusqu'à un certain degré au courant de l'opinion publique; et, après avoir saisi, il y a deux ans, le Parlement central d'une proposition relative aux propriétés rurales d'étendue moyenne, il a fait subir à ce projet plusieurs transformations, pour le proposer de nouveau aux délibérations parlementaires au commencement de cette année. — L'abondance des matières importantes qui ont occupé la Chambre des députés et particulièrement les interminables débats budgétaires, ont empêché jusqu'à présent le comité chargé de l'examen de ce projet intéressant d'en pousser loin l'étude qui vient à peine de commencer. C'est pourquoi il serait prématuré de donner les détails d'une œuvre dont toutes les parties doivent être passées au crible de la plus scrupuleuse attention. Il suffira d'en indiquer les grandes lignes pour en faire apprécier l'importance.

Le gouvernement ne veut pas restreindre le droit de disposition des propriétaires de domaines d'étendue moyenne soumis à cette loi spéciale. Les prescriptions n'en seront mises en pratiques que dans le cas où le propriétaire décédé n'aura pas laissé de dispositions en contradiction avec les principes de cette loi. — Ce sera l'affaire de la législation des différents pays autonomes de l'Empire de fixer les limites maxima et minima de l'étendue territoriale des terres soumises à ce régime, ou de leur bénéfice net enregistré au cadastre.

Les terres auxquelles la nouvelle législation agraire sera applicable, ainsi définies par des lois spéciales des royaumes et duchés formant l'Autriche proprement dite, c'est-à-dire des différentes provinces à l'exception de la Hongrie qui a son Parlement à part, les dispositions du projet gouvernemental seront mises en pratique. Elles prescrivent qu'une telle terre ne pourra être partagée, mais qu'elle devra être transmise à celui des héritiers appelé à l'héritage d'après l'ordre de succession du Code civil. Les héritiers devront s'accorder sur la valeur qui sera attribuée à la terre dans le calcul

du montant total de l'héritage et, s'ils n'y arrivent pas, le tribunal sera appelé à procéder à cette évaluation. Dans ce dernier cas le juge aura à fixer un préciput d'un tiers de la valeur de la terre exempte des charges quelconques y imposées, en faveur de l'héritier prenant possession de la terre, si la législation provinciale l'y autorise. Enfin cette législation pourra consacrer le principe de l'indivisibilité des terres et défendre à des personnes qui seraient déjà propriétaires de domaines soumis à cette législation spéciale, ou grands propriétaires, de faire acquisition d'autres terres de cette sorte.

A ce qu'on voit, les dispositions du projet gouvernemental sont assez énergiques ; et il reste à savoir si le parlement autrichien les approuvera toutes sans exception ou modification. Mais quoi qu'il en soit, on peut constater que le régime de la disposition illimitée du sol, qui n'est en vigueur en Autriche que depuis 1848 et qui a eu beaucoup de conséquences funestes, il faut en convenir, semble être définitivement battu en brèche.

Aussi peut-on espérer que le gouvernement saura garder son indépendance vis-à-vis de certaines idées trop avancées qui touchent d'assez près au socialisme d'État. Il aura avec lui une partie très considérable ou même la majorité de la droite parlementaire, remplie de dispositions très modérées, car les grands propriétaires de la Bohême et de la Pologne sont très liés aux capitalistes qui mettent à leur disposition les fonds nécessaires à l'exploitation de leurs immenses domaines et à la gestion des industries agricoles y établies. Ces grands seigneurs ont l'intelligence trop cultivée pour ne pas comprendre l'importance du capital qui se contente de percevoir des intérêts modérés et mesurés d'après les bénéfices de la production agricole. Aussi, bien qu'ils sachent que la petite propriété rurale ne peut être obérée au delà de certaines limites sans être écrasée et tout en consentant, comme conséquence de cette conviction, à une sage restriction de la liberté de disposition des propriétaires-cultivateurs petits ou moyens, ils se garderont d'attaquer le capital dans ses intérêts légitimes en acceptant l'idée d'une diminution obligatoire du taux d'intérêt des dettes contractées antérieurement, à moins qu'il ne s'agisse de protéger les faibles contre l'usure.

Si d'ailleurs il se manifestait quelque part, dans les rangs des grands propriétaires et des autres classes qui ont quelque chose à perdre, des sympathies trop prononcées pour un système d'intervention de l'État dans les rapports des différents éléments de la société, certains phénomènes d'effervescence peu éloignés de nous seraient de nature à les avertir qu'il ne faut jamais perdre de vue les conséquences des réclamations adressées quelquefois au gouvernement : la pente est bien glissante sur une pareille voie, et le terme serait fatal.

Les demandes formulées par le parti des agriculteurs, qui a commencé à se former il y a quelques années, et qui, tout en prenant des allures différentes d'après la situation politique des diverses provinces où il a des adhérents, est néanmoins d'accord dans l'affirmation du principe absolu que les cultivateurs doivent former un parti politique et social à part, ne se ralliant ni à la droite ni à la gauche parlementaire, — ces demandes sont tellement extravagantes, qu'elles rappellent les revendications des paysans allemands de l'an 1524. Or, on sait quel fut le mot d'ordre de cette horrible révolte sociale appelée la guerre des cultivateurs (*Bauernkrieg*), que les princes ne purent étouffer qu'en faisant couler des torrents de sang.

Pour vous donner, Messieurs, une idée des doctrines qui sont répandues parmi les adhérents de ce parti curieux, quoiqu'elles ne soient pas affirmées partout avec la même franchise, il suffira de vous présenter les résolutions les plus saillantes d'un Congrès de cultivateurs-propriétaires austro-allemands qui s'est réuni à Vienne, le 25 mars de cette année (1).

Les 3.000 personnes qui formaient ce Congrès, auquel prenait part aussi M. Oberndorfer, député du parti du centre de la Chambre des députés, n'étaient même pas des adhérents du programme le plus radical du parti des cultivateurs. Ce sont des hommes qui veulent passer pour de bons Autrichiens, ils parlent dans le style officiel de nos bureaux administratifs du « haut gouvernement ». Ils veulent s'adresser à l'empereur, si les députés refusent de faire attention à leurs conceptions. Sous le rapport purement politique, ils n'ont qu'une seule demande radicale à formuler : l'abolition des armées en temps de paix par suite de la formation d'une alliance entre les États de l'Europe. Ce sont des gens naïfs, les cultivateurs du Congrès de Vienne, on le voit bien à ce seul trait. Mais s'ils sont encore modestes sur le terrain de la politique proprement dite, ils sont d'autant plus exigeants en matière économique. Les demandes suivantes, que je choisis parmi leurs revendications innombrables, vous donneront une idée de leur état d'esprit. Ils exigent une loi réglant le droit héréditaire et sanctionnant le principe des *homesteads*, pour réclamer en même temps la défense de fonder des fideicommiss. Ils veulent la protection de l'agriculture par des droits protecteurs contre la *Hongrie*, et une union douanière avec l'Allemagne, ce qui ruinerait totalement notre industrie autrichienne. Ils demandent le dégrèvement hypothécaire opéré par l'État et la diminution du taux d'intérêt de la dette publique. Ils réclament une loi contre l'usure, fixant un taux d'intérêt progressif, de telle sorte que les gens ayant

(1) C'est le parti qui affiche un programme catholique et veut baser la réforme sociale sur les principes du christianisme.

peu de fortune puissent emprunter de l'argent à un taux d'intérêt plus bas que les gens plus riches, et que d'autre part les petits propriétaires perçoivent de leurs dépôts dans les caisses d'épargne des intérêts plus hauts que les riches, l'État rétablissant l'équilibre dans les fonctions des caisses d'épargne par *des emprunts faits auprès des millionnaires sans que les sommes empruntées soient restituées ou rapportent des intérêts aux prêteurs*, etc. C'est la confiscation pure et simple. Mais pourquoi vous fatiguer par l'énumération d'autres points saillants de ce programme, réclamant aussi, cela va sans dire, la gestion exclusive par l'État des assurances contre l'incendie, la vieillesse et la mort, la taxe progressive sur les revenus, l'administration gratuite de la justice, etc.

Quoi de plus ridicule que ce pêle-mêle illogique et absurde de revendications sans base commune? On aime mieux entendre celles des socialistes français ou allemands, s'appuyant du moins sur un principe erroné, mais clair, que ces déclamations d'hommes ne possédant pas même les premières notions de la logique élémentaire.

Quoi qu'il en soit, et bien que l'immense majorité de nos cultivateurs ne soit pas infectée de ces idées aussi confuses que perverses, il ne faut pas prendre trop à la légère des manifestations qui pourraient se propager d'une manière dangereuse, étant donnés l'esprit peu perspicace de nos basses classes et le caractère du peuple allemand, assez volontiers porté vers les idées de communisme agraire et industriel qui se rencontrent fréquemment dans les institutions du droit germanique de l'antiquité et du moyen âge.

Ce sera la mission du gouvernement et de tous les éléments voués au bien dans les deux Chambres de notre Parlement, de procéder à des réformes efficaces, tout en évitant des extravagances dont la portée ne peut bien souvent être comprise que longtemps après leur mise en pratique. Il est permis d'espérer que, grâce à l'esprit de modération des hommes d'État dirigeants, aux lumières de beaucoup de membres distingués du Parlement, et à la discussion vive et approfondie de ces graves problèmes qui fait l'honneur de notre presse politique et scientifique, la question agraire trouvera chez nous une solution satisfaisante. Sans doute des obstacles sérieux seront à vaincre, mais j'ai la conviction inébranlable qu'on les verra diminuer de plus en plus à mesure que l'on emploiera résolument cette méthode d'observation suivie par le glorieux Fréd. Le Play et par vous, Messieurs, dont l'exemple ne cesse de donner à tous les hommes de bonne volonté le plus salutaire et le plus fécond des enseignements.

D^r KAEMPFÉ.

L'ENQUÊTE SUR LES PRIX

ET

LE COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES

I

Parmi les causes de la baisse générale des prix qui caractérise la crise actuelle, certains économistes, notamment en Angleterre, attribuent une influence prépondérante à la rareté relative, à ce que les Anglais appellent « l'appréciation » de l'or. Cette rareté aurait augmenté le pouvoir d'achat de la monnaie et par suite relevé les prix. Si cette explication était vraie, la crise ne serait qu'apparente et ne consisterait qu'en un déplacement d'échelle. Le froid n'augmente pas, parce qu'on le mesure avec tel ou tel thermomètre. En tous les cas, pour remédier au trouble que, même réduite à ces proportions, la crise apporte à l'équilibre des rapports entre créanciers et débiteurs, il suffirait d'expédients monétaires, comme la remonétisation de l'argent, l'émission d'un billon régulateur d'après le système de M. Walras, et autres moyens analogues.

Au contraire, la crise a-t-elle des causes intrinsèques, organiques; ne s'agit-il plus d'une simple modification dans le zéro du thermomètre, mais bien d'un refroidissement véritable : le mal est plus grave et doit être combattu dans ses sources profondes.

Il importe donc au plus haut degré d'étudier avec soin les variations des prix. Si, au travers de leurs écarts plus ou moins irréguliers, on peut établir un déplacement qui leur soit commun, on aura ainsi, non seulement saisi sur le fait, mais encore mesuré ce phénomène de l'appréciation du métal, dont il sera ensuite relativement aisé de corriger l'influence.

Malheureusement le problème est beaucoup plus facile à poser qu'à résoudre et quelques mots suffisent pour en faire pressentir la complication technique.

La comparaison entre les prix d'une même denrée à diverses époques ne peut se faire indifféremment à des dates quelconques, choisies d'une façon arbitraire. En effet, les variations de prix, si on les traduit graphiquement en courbes, n'affectent pas la forme d'une ligne droite, mais celle d'un zigzag, avec des renflements et des creux, des sommets et des dépressions. C'est l'image d'une vague, d'une marée économique. La comparaison n'est donc légitime que pour des dates correspondant à la même phase, au même instant de la marée. Il ne serait pas plus scientifique d'appuyer ses déductions sur les prix de crise rapprochés de ceux « d'inflation », suivant le mot américain, que de chercher à calculer la variation du niveau moyen de la Manche en mettant en regard pour un de nos ports, le Havre par exemple, les niveaux relevés à un instant quelconque de la marée, et à dix ans d'intervalle.

Si le prix d'une denrée varie ainsi dans le temps d'après une loi serpentine, qui fait onduler sa courbe autour de sa trajectoire normale, ce prix varie aussi, à un moment donné, dans un pays, dans une circonscription peu étendue, dans une ville. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se demander quel est aujourd'hui le prix du pain à Paris, et on le verra varier suivant les quartiers, les boulangeries, les qualités et les clients. Une carte dressée en 1883 par le syndicat de la boulangerie est singulièrement instructive à ce sujet. Que serait-ce donc s'il fallait dire le prix moyen du pain à cette heure dans toute l'Europe? Si l'on veut combiner des prix recueillis sur plusieurs points, dans quelle proportion les faire concourir au calcul de la moyenne?

Ce n'est pas tout : quelles seront les marchandises à choisir pour sujet d'études et à élever à la dignité de types? On prendra assurément celles dont la consommation est la plus usuelle et dont les mercuriales ont le plus d'authenticité. Mais ce choix ne laisse pas que d'offrir une marge étendue à l'arbitraire, et selon qu'on l'exercera de telle ou telle façon pour éliminer un produit et en admettre un autre, les résultats seront tout à fait différents. Ainsi, le coton a triplé, quadruplé de prix pendant la guerre de sécession; l'acier est tombé au dixième de son prix antérieur. Quels principes présideront à cette sélection qui est décisive sur le résultat définitif? Tiendra-t-on compte de l'importance des consommations respectives? Ou fera-t-on peser du même poids dans la moyenne des produits d'importance très inégale? Comment dégager les influences étrangères au stock monétaire, telles que la disette ou l'abondance, les guerres, les révolutions ou le pain, telles surtout que les progrès tout puissants de la mécanique et des voies de transport?

L'*Économist* de Londres publiait dernièrement un tableau de mouvement des prix depuis 1850 pour une vingtaine de marchandises (1). En les traduisant en courbes, on obtient un écheveau confus, où il est bien difficile de discerner les mouvements communs de translations générales, et où s'accusent en soubresauts brusques des influences perturbatrices, qui faussent les moyennes, comme la crise américaine de 1866 pour le prix du coton; la spéculation de 1873 pour celui du café. Toutefois ce qu'on distingue nettement dans ces lignes qui se croisent en tous sens, c'est que la zone de leurs oscillations se rétrécit et tend constamment à s'abaisser : double conséquence de la concurrence internationale et de l'ouverture du marché universel. Pour le blé, ce résultat est extrêmement sensible. Les prix ne font plus qu'osciller légèrement autour de leur moyenne, tandis qu'il y a un demi-siècle encore, ils présentaient d'énormes écarts (2). A côté des doléances de notre agriculture contre l'invasion des blés étrangers, il ne faut pas oublier de placer leurs états de service. C'est eux qui ont supprimé

(1) Ce tableau a été reproduit par le *Bulletin du ministère des finances*, n° de novembre 1885, p. 595-597.

(2) En juin 1817, le prix moyen de l'hectolitre de blé était : pour la Haute-Garonne, 30 fr. 25; pour le Bas-Rhin, 75 fr. 05; pour les Vosges, 77 fr. 40; pour le Haut-Rhin, 81 fr. 69.

les famines, même les disettes, et qui, par exemple en 1879, ont nourri 10 millions de nos concitoyens (1).

Ces quelques indications montrent la délicatesse du problème des prix, mais sans rien enlever à son intérêt. Ce n'est qu'en multipliant et en resserrant les observations qu'on peut espérer le résoudre. Pas plus que dans les autres parties de la science sociale, on ne peut ici obtenir rien de si l'on se borne à des constatations générales, synthétiques, qui marquent dans un chiffre unique tous les mouvements antérieurs dont on cherche la loi. Il faut s'astreindre au détail, à la minutie, préciser pour chaque observation la date, le lieu, les circonstances ambiantes. C'est assurément plus long, plus laborieux, plus touffu, que dénoncer un résultat en bloc. Mais, tandis que ce dernier procédé est inefficace, s'il n'égare, le premier est le seul qui conduise sûrement au but.

Qu'est-ce donc que cette investigation exacte, minutieuse, si ce n'est la monographie, dont Le Play a tracé les règles et donné d'admirables modèles? Sans parler de tout le reste, les prix s'y trouvent rapportés à leur milieu vivant. Ils sont une des bases du budget et par conséquent demandent à être établis avec une absolue rigueur. Les monographies des *Ouvriers Européens* et celles des *Ouvriers des deux mondes* sont des mines à exploiter pour en extraire de précieux renseignements sur les variations des prix.

Le Comité des travaux historiques et scientifiques (Section des sciences économiques et sociales) a donné sa haute adhésion à la méthode des monographies, « qui permet, dit-il dans une de ses récentes circulaires, de grouper sous une forme concrète et vivante, autour d'un seul exemple, une foule de détails précis. — Il importe moins, ajoute cette circulaire, de tirer immédiatement de chaque travail particulier une conclusion d'ensemble que de donner des faits certains, recueillis par des recherches d'érudition, choisis avec critique et d'en rassembler le plus grand nombre possible. »

C'est encore sous la préoccupation de cette même pensée que le Comité vient de rédiger son questionnaire sur les prix. Nous nous faisons un devoir de le reproduire ci-après, en le signalant à l'attention de nos amis. Mieux que personne, ils sont préparés à des études de ce genre : ce n'est pas eux qui s'écrieraient avec Royer-Collard : « C'est un fait : je le méprise ! » Ils ne méprisent pas le fait, parce que le fait se vengerait de leurs mépris ; mais ils l'étudient, ils le dissèquent avec un respect scientifique, sauf à conclure contre lui. Ils possèdent de plus, dans la collection des monographies, une source très abondante d'informations authentiques. Ils peuvent donc et ils doivent prêter leur concours à l'œuvre de science entreprise par le Comité des travaux historiques, auquel nous laissons maintenant la parole, après ce court préambule sur l'importance de cette enquête et sur l'esprit de rigueur scientifique avec lequel elle veut être poursuivie.

E. CHEYSSON.

(1) En 1879, l'importation de blés a été de 30 millions d'hectolitres sur une consommation de 100 à 110 millions.

II

QUESTIONNAIRE RECOMMANDÉ AUX SOCIÉTÉS SAVANTES

PAR LE COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES.

Le Comité des travaux historiques et scientifiques (Section des sciences économiques et sociales) serait reconnaissant aux Sociétés savantes de vouloir bien faire remplir, dans un certain nombre de communes, urbaines ou rurales, le questionnaire ci-après, relatif au prix du pain, du lait, des œufs, des pommes de terre, du sel, du sucre, du bois à brûler, du charbon de terre, et de tous autres articles de consommation courante que l'on voudrait ajouter à la liste.

Les prix demandés sont les prix de vente au détail.

Après avoir indiqué les prix actuels, on en rapprochera les prix de quelques époques antérieures, qui pourront être choisies librement, selon les documents dont on disposera, sans qu'il y ait lieu de remonter au delà de 1800.

Toutes les *observations* propres à faciliter l'intelligence et l'appréciation des données numériques inscrites dans le tableau seront acceptées avec reconnaissance. Il serait utile, notamment, d'indiquer l'écart existant, pour chaque denrée, entre les prix de gros ou de demi-gros et les prix du détail. Il y aurait aussi grand intérêt à faire connaître, parmi les causes des variations des prix, celles qui auraient un caractère local et particulier.

DÉPARTEMENT D

COMMUNE DE

(habitants).

DÉSIGNATION DES DENRÉES OU MARCHANDISES	UNITE à laquelle s'appliquent les prix indiqués	PRIX actuels — Juin 1886	PRIX en	PRIX en	PRIX en
Pain de ménage.....					
Lait.....					
OEufs.....					
Pommes de terre.....					
Sel.....					
Sucre.....					
Bois à brûler.....					
Charbon de terre.....					
.....					
.....					
.....					
OBSERVATIONS					

LA SOCIÉTÉ BELGE D'ÉCONOMIE SOCIALE

TRAVAUX DE LA SESSION DE 1885-1886

La Belgique, pendant l'année qui vient de s'écouler, a eu le devoir de s'occuper des questions sociales plus activement que jamais. A bien des esprits, cette nécessité n'était pas clairement apparue, et il a fallu les événements de mars pour la leur démontrer. Depuis lors, un mouvement intense s'est produit ; de divers côtés, on se livre à des études actives qui convergent autour de la *Commission royale du Travail*, instituée par le gouvernement.

La *Société d'Économie sociale* n'avait pas attendu ces événements intérieurs, ces tristes faits de guerre sociale ; les comptes rendus de ses travaux antérieurs le prouvent assez. Cette année encore, elle n'a pas failli à son devoir et l'a fait avec d'autant plus de zèle que les circonstances l'en pressaient plus vivement.

Dès le mois de novembre, la session se rouvrait par une importante étude de M. Charles Dejace sur les *assurances ouvrières*. Notre savant confrère, que le gouvernement vient d'appeler à une chaire de droit de l'Université de Liège, exposa avec sa netteté et sa compétence bien connues les divers systèmes proposés ; il les discuta, et ses conclusions donnèrent lieu, pendant plusieurs séances à des débats intéressants et animés. L'étude approfondie de M. Dejace n'est pas encore livrée à la publicité, mais nous aimons à croire qu'elle le sera bientôt, d'autant plus que la question de l'assurance est une de celles dont la solution pratique préoccupe en ce moment tous les législateurs. — A cette question si vivement controversée succéda une étude sur un sujet plus pacifique ; ce fut la monographie du pêcheur-côtier de Heyst (mer du Nord), dont les traits essentiels furent esquissés par M. Brants, d'après les renseignements recueillis sur place, conformément à la méthode de l'illustre Le Play. Nous ne nous attarderons pas à l'analyser ; les lecteurs qu'elle intéresserait la retrouveront dans la collection des *Ouvriers des Deux Mondes* où elle figurera bientôt.

Suivant l'ordre chronologique, nous signalerons ici la curieuse étude de M. Aug. Delbeke, conseiller provincial d'Anvers, sur les *juridictions syndicales* de cette ville. Ces juridictions sont établies entre commerçants de la même spécialité pour assurer à la solution des différends la rapidité et le bon marché. Le rapporteur donne, avec grande précision, d'intéressants détails sur le fonctionnement de cette juridiction libre. La soumission aux arbitres est une clause d'usage des marchés de la place ; cette juridiction rend de grands services, mais donne lieu aussi à des objections. Leur

compétence se borne d'ordinaire aux questions de qualité et d'expertise. M. Delbeke ne croit pas que le système soit extensible aux questions compliquées de droit civil. En 1884, la chambre des grains et graines, la plus ancienne (elle date de 1872), a arbitré plus de 800 affaires.

On était au mois de mars, et les sinistres événements des bassins houillers de Liège et de Charleroi excitaient l'attention alarmée de tous les bons citoyens. A la séance du 31 mars, MM. Henry Francotte, conseiller provincial à Liège, et Ch. Lagasse, ingénieur principal des ponts et chaussées, exprimèrent leur avis sur les causes générales du mouvement et du succès funeste de la propagande anarchique. L'assemblée décida aussitôt qu'elle devait se mettre activement à l'œuvre, et, dans la mesure du possible, aider le pays à surmonter cette crise redoutable.

Pendant les mois d'avril, mai et juin, une série de séances furent consacrées à l'étude des graves problèmes qui s'imposaient et des remèdes immédiats que pouvait comporter la situation. Notre vaillant confrère et vice-président, M. Lagasse, fut le premier sur la brèche et déposa à la séance du 14 avril une série de propositions sur les caisses de prévoyance, les sociétés coopératives et les maisons ouvrières; à la même séance, M. Brants déposait une proposition portant organisation de conseils de conciliation, analogues à ceux qui fonctionnent en Angleterre et dont il a parlé depuis dans la *Réforme sociale*. Le 21 avril M. le chanoine Henry exposait un programme d'enquête d'après la méthode de Le Play, et expliquait aux membres un tableau qu'il avait dressé dans ce but. Il y joignait diverses propositions importantes, notamment quant aux clauses que devrait contenir le cahier des charges des entrepreneurs de travaux publics. A cette même séance, M. le baron Maurice van der Bruggen souleva la grave question de la personnification des Unions professionnelles, qu'il traita avec beaucoup d'élévation et de compétence et qui donna lieu à un débat vif et prolongé. Le 19 mai, la société se réunissait de nouveau pour discuter des propositions émanées de MM. le chanoine Henry, Stévenart et Hermann de Baets. M. de Baets y exposa un système financier combiné de façon à procurer aux ouvriers l'acquisition de leurs logements en même temps qu'une assurance sur la vie. Cette étude substantielle et précise fut chaleureusement approuvée, et l'assemblée pria l'auteur, avec instance, de la livrer à la publicité.

On le voit, la Société avait abordé, depuis le début de la session, plusieurs des plus graves problèmes que soulève la question sociale. C'est vers ce moment même, par arrêté royal du 15 avril 1886, que le gouvernement institua une *Commission du Travail* chargée de s'enquérir de l'exacte situation des faits et de rechercher les moyens les plus propres à y porter remède. Ce fut avec bonheur et fierté que la *Société belge d'économie sociale* vit M. le chevalier de Moreau son président d'honneur, le président effectif et dévoué de ses premiers travaux, prendre cette initiative féconde, en qualité de ministre de l'agriculture et de l'industrie. La Société se trouva représentée, au sein de la commission royale, par cinq de ses membres. Elle décida de rédiger ses votes et de prier ses confrères de défendre ce *cahier* dans leurs nouvelles fonctions. Il y a trois mois écoulés depuis cette

décision ; et nous pouvons constater avec une légitime satisfaction, la place qu'ont occupée dans les travaux des sections de la commission les idées que nos confrères y représentaient (1).

L'époque réglementaire de la clôture de la session approchait. Par circulaire, datée du 8 juin, le bureau convia les membres et quelques invités à se réunir à Liège, afin de visiter divers ateliers de la ville et des environs. Les récentes grèves qui s'étaient produites dans ce bassin industriel donnaient à cette excursion un triste intérêt d'actualité.

Comme l'année précédente à Anvers, plusieurs confrères étrangers étaient venus se joindre à nous, et représenter la *Société internationale d'Économie sociale de Paris*. Des liens étroits de fraternité ont toujours uni notre groupe à celui de Paris ; pendant le cours de l'année, ces liens se sont resserrés par une correspondance échangée entre les bureaux des deux Sociétés, et encore à la réunion de juin par la présence de MM. A. Delaire, R. Stourm, etc.

Nous voulons rappeler sommairement le programme de cette journée de Liège. Elle commença par la visite de la fabrique d'armes de MM. Nagant frères, sise quai de l'Ourthe. M. Léon Nagant reçut les visiteurs avec la bonne grâce la plus cordiale et leur expliqua le régime économique de l'industrie armurière. Cette industrie, dans le pays de Liège, occupe presque exclusivement des ouvriers travaillant à domicile, sous ce régime que Le Play nommait la *fabrique collective*. Il existe, également, une industrie armurière mécanique, pour les armes de luxe et de précision, mais elle est encore peu répandue dans la région. Nous espérons qu'un de nos confrères pourra bientôt présenter à la Société la monographie d'un ouvrier de l'armurerie liégeoise.

À midi, les membres de la Société envahissaient le local de la *Société coopérative d'alimentation économique*, instituée rue Libotte, et y recevaient de précieux renseignements sur le fonctionnement de cette Société de la bouche de M. Attout Frans, président, et de ses collaborateurs.

Aussitôt après, on partait pour le Val-St-Lambert. On y visita les vastes ateliers de la *Société anonyme de cristalleries* qui se trouve actuellement sous l'habile direction de M. Jules Deprez. L'honorable directeur fit à la société un excellent accueil, et l'accompagna dans la complète visite de ce remarquable établissement. Au cours de cette visite, on put s'instruire en détail non seulement des procédés si intéressants de la fabrication, mais aussi, ce qui nous importait davantage, de l'organisation sociale des ateliers et des institutions ouvrières qui y sont annexées. Il est à remarquer d'ailleurs que les grèves y sont presque inconnues et que notamment, lors des derniers troubles de la région, l'attitude de l'ensemble de la population ouvrière y a été excellente.

En quittant le Val St-Lambert, satisfaits et instruits, les membres de la Société revinrent à Liège par le bateau de service sur la Meuse, jouissant ainsi des charmes du paysage, après avoir étudié les curiosités de l'industrie. Enfin un fraternel banquet réunissait tous les adhérents à la table de l'hôtel Mohren et une série de toasts couronnait la journée. MM. Dejace et

(1) V. ci-après la note de la Rédaction.

Francotte, nos zélés confrères liégeois qui avaient si bien organisé la visite de leur belle et antique cité, reçurent les remerciements et les félicitations de tous. Le bureau sortant et son dévoué président, M. le comte de Bousies, ne furent pas oubliés et l'on remercia enfin les amis du dehors du concours de leur sympathie. On applaudit enfin un toast de félicitations à M. le chevalier de Moreau, l'initiateur de l'enquête sociale.

En clôturant l'année sociale, n'oublions pas de donner un dernier souvenir à un vaillant confrère, un soldat de la première heure qui vient d'être ravi à notre respect. M. Léon de Monge a exprimé à une de nos séances, en termes élevés et émus, notre vénération pour Victor Lion et les regrets unanimes que nous cause sa perte.

Les travaux de la Société, interrompus par la période des vacances, vont reprendre bientôt. Les résultats de l'enquête industrielle et agricole, les solutions qu'il conviendra d'en tirer, vont ouvrir un nouveau champ à son activité. Modestement, mais sûrement et vaillamment, elle travaillera au bien de la patrie et à la grande œuvre de l'amélioration sociale.

V. BRANTS,

Secrétaire perpétuel.

NOTE DE LA RÉDACTION.

La Commission royale du travail a déjà adopté en séance plénière deux projets de loi préparés par les études de ses sections compétentes.

Les lecteurs de la *Réforme sociale* connaissent le projet de loi de M. Brants sur les comités de conciliation et d'arbitrage composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers. (V. l'étude publiée ici même dans les livraisons du 1^{er} et du 13 juillet dernier.) Après une longue discussion, il a été adopté à l'unanimité moins deux abstentions.

Le second projet a été rédigé, avec un rapport des plus complets, par M. T'Kint de Roodenbeke pour réglementer le travail des enfants et des femmes. D'après ses dispositions, aucun enfant ne pourra être employé dans les mines ou l'industrie avant 12 ans; 16 ans pour le travail de nuit; la journée sera de 12 heures. Aucune femme ne sera employée aux travaux souterrains, sauf quelques mesures de transition. L'exécution de la loi et les inspections qui l'assureront seront confiées à l'administration des mines et au service des ponts et chaussées.

Nous sommes heureux d'ajouter que ces deux projets, qui seront bientôt soumis au Parlement belge, émanent de deux de nos confrères, membres de la Société belge d'économie sociale.

MÉLANGES ET NOTICES

L'ASSOCIATION, LE PATRONAGE ET LA MISSION DE L'ÉTAT. — Le congrès régional de l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers s'est tenu à Angers avec éclat. Le discours par lequel Mgr Freppel a ouvert les séances est particulièrement remarquable par une rare sagesse pratique.

Dans une première partie, l'éminent prélat rappelle comment les économistes de la fin du XVIII^e siècle ont introduit dans le régime du travail les théories du *Contrat social*, détruisant toutes les associations naturelles, sapant même la famille en ruinant la liberté du père, pour ne laisser en présence que l'État tout-puissant et l'individu faible et isolé. Puis, il fait voir comment la réaction s'est faite par la création des sociétés de secours mutuels, des associations coopératives, et enfin par la reconnaissance légale des syndicats professionnels. Ainsi le principe d'association en matière économique a définitivement triomphé des faux dogmes de 1776 et de 1791.

La seconde partie est consacrée au patronage, et nos lecteurs nous sauront gré de la reproduire ici en entier.

« Je voudrais pouvoir dire d'un deuxième principe que, depuis la fin du siècle dernier, il a fait son chemin avec non moins de succès que le principe d'association. Mais, bien que sur ce point également la vérité ait fait des progrès, il règne encore à cet égard, dans un bon nombre d'esprits, certaines confusions qu'il importe extrêmement de dissiper, car il est difficile, pour ne pas dire impossible, de ramener l'ordre dans les faits, tant qu'il n'est pas rétabli dans les idées mêmes; et s'il y a de l'exagération à prétendre que les doctrines gouvernent toujours la conduite, il n'est pas moins vrai de dire qu'elles manquent rarement d'entraîner des conséquences pratiques plus ou moins lointaines. Ainsi l'une des maximes le plus en vogue dans l'économie politique rationaliste, et celle de toutes peut-être qui a contribué davantage à matérialiser la notion du travail, c'est que le travail est une marchandise comme toutes les autres, soumise purement et simplement aux lois de l'offre et de la demande, à tel point que, le salaire convenu de part et d'autre une fois payé, la justice est satisfaite et le patron qui emploie les ouvriers n'a plus à s'inquiéter de ce qu'ils deviennent, des conditions de leur existence, de leur vie morale et matérielle.

« Or, c'est là une erreur fondamentale contre laquelle vous avez réagi dès l'origine de votre œuvre, avec autant de raison que de vigueur. Que le résultat, que le produit du travail soit une marchandise, personne ne le conteste : cela est même de toute évidence. Mais ce qui n'est pas une marchandise au sens propre du mot, c'est le travail humain en lui-même, et moins encore le travailleur. Comme le disait à merveille Michel Chevalier, cette fois bien inspiré, « l'industrie humaine n'est pas seulement un effort musculaire et une opération matérielle. » L'ouvrier est autre chose qu'un simple

rouage de production dont on se bornerait à calculer la force et la durée sans tenir compte de son caractère particulier; il est autre chose qu'une machine de la force d'un demi-cheval, peut-être plus, peut-être moins, machine que l'on se contenterait d'alimenter avec du pain et de la viande au lieu de houille. C'est un être intelligent et moral que l'on emploie et envers lequel on se lie, non par un contrat de vente incompatible avec la dignité de la personne humaine, mais par un contrat de location impliquant l'usage tout en excluant l'abus. Cet auxiliaire, que l'on utilise ainsi comme cause instrumentale du produit industriel, a le droit d'être respecté dans toutes les conditions de sa nature spirituelle et corporelle. Par conséquent, ce serait manquer non seulement à la charité, mais encore à la justice, que de l'assujettir à un travail excédant la limite de ses forces, que d'entraver sa liberté religieuse en l'obligeant à transgresser la loi divine du repos dominical; que d'introduire dans l'usine des conditions et des habitudes de travail qui seraient une cause de démoralisation pour la femme et d'affaiblissement pour l'enfant. C'est de justice qu'il s'agit à tous ces points de vue, et non pas simplement d'humanité ou de charité, parce que l'ouvrier, tout en s'appliquant à une tâche matérielle, est un agent moral, et que c'est sa personnalité tout entière qu'il apporte dans un contrat, où l'on ne peut pas faire abstraction de ses droits et de sa dignité d'homme sans tomber dans l'arbitraire et dans l'injustice.

« Nous voilà bien loin de la théorie matérialiste du travail humain envisagé comme une simple marchandise : théorie contraire à toutes les notions d'une saine morale. Entre le patron et les ouvriers qu'il emploie, il y a autre chose qu'une simple question de salaire vidée suivant le prix convenu et sans que l'un s'inquiète davantage des autres, et réciproquement; il y a un lien moral résultant de leurs devoirs réciproques : devoir de l'ouvrier de favoriser, selon la mesure de son emploi, les intérêts de celui qui l'occupe; devoir du patron de procurer le bien-être matériel et moral de l'ouvrier. Lien de protection d'une part, de dépendance de l'autre : toutes choses qui rapprochent l'usine du type de la famille. Ah! sans doute, messieurs, ce patronage en dehors duquel la question ouvrière n'est guère susceptible de solution, suppose plus ou moins la permanence des engagements réciproques du patron et de l'ouvrier, de manière à ce que les ouvriers et leurs enfants restent autant que possible attachés à la même maison. Personne, mieux que M. Le Play, n'a mis en relief cette condition presque indispensable du patronage, et vous ne m'en voudrez pas, j'en suis sûr, si je paye en passant mon tribut d'hommage à ce grand économiste dont l'œuvre se rapproche de la vôtre sur tant de points et tend finalement au même but. Réorganiser l'atelier et l'usine sur le modèle de la famille, attribuer au patron des devoirs analogues à ceux du père, rétablir la hiérarchie sociale dans le monde du travail, et, comme condition nécessaire de cette réforme, rattacher les travailleurs, de père en fils, au même centre ouvrier, pour créer des relations durables en place de ces familles nomades, qui vont d'un endroit à l'autre sans se fixer nulle part; tel est le plan que M. Le Play a développé dans ses écrits; et cette idée du patronage, dernier mot de son système, est également celle qui domine vos conceptions.

« Quoi qu'il en soit, Messieurs, après les contradictions qu'a soulevées de toutes parts l'économie politique matérialiste, il ne peut plus être sérieusement question d'envisager le travail humain comme une simple marchandise, ni de réduire au paiement d'un salaire convenu d'avance toutes les relations qui doivent exister entre le patron et ses ouvriers. Ces tristes théories, nées au siècle dernier, ont fait leur temps; et lorsqu'on voit la charge d'âmes hautement revendiquée dans le monde du travail par des hommes qui tiennent la tête de l'industrie moderne; lorsqu'on voit la paternité sociale s'exercer non moins que la paternité domestique et s'affirmer par des œuvres et des institutions qui enveloppent la classe ouvrière comme d'un immense réseau de justice et de charité; il est permis de dire que nous reutrons à grands pas dans la voie de l'économie politique chrétienne, et que le principe du patronage renferme, à côté du principe d'association, un deuxième élément de solution pour la question ouvrière. »

Dans une troisième partie Mgr Freppel repousse tout reproche de socialisme et définit le vrai rôle de l'État pour protéger les petits et les faibles; c'est-à-dire pour garantir l'enfance contre les excès d'un travail prématuré; maintenir autant que possible la mère au foyer; surveiller la salubrité ou la sécurité des ateliers... Enfin, il montre éloquemment la nécessité de résoudre la question sociale dans le dernier quart de ce siècle, sous peine de voir le suivant commencer par la plus terrible des guerres sociales.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES APPRENTIS DE LA MAISON CHAIX. — Les membres des Unions de la Paix sociale ont visité en 1884 les ateliers de l'imprimerie Chaix et y ont examiné en détail les diverses institutions sociales dont cet établissement a été si largement pourvu par la préoccupation incessante de son chef, notre collègue M. Chaix, pour le bien moral et matériel de ses ouvriers. Dans cette visite, c'est à l'école professionnelle des apprentis qu'ils se sont le plus longtemps arrêtés, qu'ils ont porté leur attention la plus minutieuse. L'apprentissage, en effet, vu dans son ensemble, dans ce qui forme le cœur, comme dans ce qui forme l'esprit et la main, n'est-il pas un des facteurs les plus influents de la carrière ultérieure de l'ouvrier, et à ce titre, par conséquent, un des éléments principaux de la question sociale? C'est donc un devoir pour la *Réforme sociale* de faire connaître les progrès et le développement de cette école.

La distribution annuelle des prix a eu lieu le 17 octobre. Dans une allocution pleine de paternelle affection, M. Chaix a fêté les succès obtenus par les apprentis, d'abord dans l'enseignement de la maison, puis dans les concours extérieurs, notamment dans le concours typographique créé par l'Association pour l'avancement des études grecques et dans un concours analogue institué par la Chambre syndicale de l'industrie du papier. Enfin il a rappelé avec un juste orgueil les succès de quelques anciens élèves, celui-ci directeur habile de l'Imprimerie nationale égyptienne, celui-là professeur à l'école même, etc... Ces exemples doivent encourager les apprentis et exciter chez eux une légitime ambition. « Ne devrez-vous pas, notamment, mes enfants, dit en terminant M. Chaix, ambitionner cette médaille du *mérite industriel*, que M. le ministre du commerce et de l'industrie vient

de créer en faveur des ouvriers qui, dans leur carrière professionnelle, auront fait preuve d'une grande stabilité. Institution d'une haute portée sociale, parce qu'elle a pour but de signaler au respect de tous le travailleur honnête et laborieux qui demeure dans le même atelier, où il gagne honorablement sa vie, au milieu des camarades et des chefs dont il a conquis l'estime, et qui sont devenus pour lui comme une seconde famille. »

Parmi les discours prononcés dans la même cérémonie, nous signalerons celui de M. Dubois, en citant quelques chiffres qui montrent combien l'esprit d'épargne a été heureusement développé parmi les apprentis grâce aux diverses institutions patronales de la maison : « En 1883, nos diverses institutions : caisse de retraite, participation aux bénéfices, assurances en cas d'accidents et de décès, épargne scolaire, nous ont permis d'accroître l'épargne des apprentis et des anciens apprentis, d'une somme de 12,636 fr. savoir : 4,735 francs fournis par la maison, et 7,901 francs provenant des économies faites par les jeunes gens eux-mêmes. En 1884, la somme ainsi épargnée était de 11,342 francs. »

Nous applaudissons vivement aux résultats ainsi obtenus dans l'imprimerie Chaix par une continuité traditionnelle d'efforts inspirés par une sollicitude généreuse et un dévouement éclairé.

LE TRIBUNAL DES «ACEQUIEROS» DE VALENCE.—On appelle «huerta de Valencia» la région irriguée qui entoure la ville de Valence en Espagne. C'est le pays le mieux cultivé de la péninsule ibérique, grâce au système d'irrigation créé par les Maures de l'an 911 à l'an 976. Le Turia ou Guadalaviar apporte à cette région la fécondité et la vie au moyen de huit canaux qui, se divisant et se subdivisant comme les artères du corps animal, permettent d'arroser tout le terrain compris entre Puzol, Villemarchante, Catarroja et la Méditerranée. Il y a là un territoire peuplé de cinquante-sept villages et dans lequel on obtient jusqu'à trois récoltes par an. On ne peut voir sans étonnement cette œuvre admirable des Arabes, réalisée il y a presque mille ans, et rendant aujourd'hui les mêmes services qu'au moment de sa création. Mais ce qui frappe encore plus l'esprit, c'est l'organisation du tribunal, également d'origine arabe, qui décide de tous les différends s'élevant entre les cultivateurs pour l'usage des eaux. On l'appelle le « tribunal de los Acequeros », mot qui vient d'« acequia », canal; le peuple l'appelle : « tribunal del agua », tribunal de l'eau. Il est formé par huit laboureurs, un par canal, élus par les cultivateurs qui bénéficient de l'irrigation. Les membres de ce tribunal s'appellent « sindicos ». Le « sindico » du canal dont les eaux font l'objet de la dispute n'a pas de voix dans la délibération. Le tribunal siège chaque jeudi sous l'arc gothique de la porte des apôtres de la cathédrale de Valence, bâtie sur l'emplacement d'une ancienne mosquée. Les « sindicos » sont assis sur un banc, les plaideurs restent debout; derrière eux, le public se range en cercle.

Voici qu'on ferme un battant de la porte de la cathédrale, l'autre demeure ouvert; c'est le signal de la séance. A 11 heures très précises le tribunal est constitué; les plaignants exposent eux-mêmes verbalement leurs plaintes; l'accusé, invité d'avance par le garde du canal à paraître devant le tribunal, répond séance tenante; s'il avoue le tort, le tribunal après avoir fait

retirer les deux parties, délibère à voix basse au milieu d'un profond silence. Ensuite on rappelle les parties, et la sentence verbale est prononcée publiquement; elle est sans appel et très respectée par les cultivateurs.

Si l'accusé nie le fait, si une partie ou l'autre a des témoins, les plaignants et les prévenus sont invités à se présenter le jeudi suivant; mais, pour éviter les conséquences de ce retard qui pourrait être désastreux pour les cultures, le « *sindico* » et le « *sub-sindico* » sont autorisés, dans les cas urgents, à remédier immédiatement au dommage, tout en ordonnant que les intérêts se présentent à la séance prochaine.

Les bienfaits de cette justice simple, patriarcale, prompt et efficace sont immenses; le retard des jugements donnés par les tribunaux ordinaires serait un obstacle à l'irrigation périodique et régulière des champs, et les cultures en souffriraient.

Le tribunal « *de los acequeros* » de Valence diffère notablement du tribunal de Grenade qui est formé par les « *regidores del ayuntamiento* », conseil municipal, car les sentences de ce tribunal ne sont pas sans appel.

Tous les gouvernements qui se sont succédé en Espagne ont reconnu l'excellence du « *tribunal de los acequeros* » et l'ont respecté. Cette institution vénérable se maintient ainsi depuis bientôt dix siècles.

P. ROURE Y ROVIOLA, ingénieur.

L'HOSPITALITÉ A TOYNBEE HALL.—M. F. d'Orval vient de visiter à Londres cette Association d'extension universitaire (comme elle s'appelle parfois, car elle n'a pas de nom bien défini), que notre collègue M. Sedley Taylor nous a si bien décrite dans la réunion annuelle de 1883. (V. la *Réforme sociale*, 15 juin 1883.) « Cette société, écrit M. d'Orval, possède, grâce au legs d'un de ses jeunes membres décédés, un local assez considérable pour donner l'hospitalité moyennant une modique rétribution dont je vous envoie les tarifs (1). Tout membre des Unions, désireux de connaître l'œuvre, ou même de voir Londres sous un de ses aspects les plus intéressants, y sera le bienvenu et profitera, tout en étant de passage, des mêmes avantages que les membres permanents. » — Nous remercions l'Association pour ces offres gracieuses dont nos confrères auront grand intérêt à profiter. Puissent ces relations faire naître parmi nos jeunes compatriotes la volonté de créer aussi à Paris une Association d'extension universitaire.

(1) *Tarif des prix à Toynbee Hall, Whitechapel.*

Résidents (ceux qui sont restés au moins 3 mois) : par semaine : *Pension* 1 livre sterl; *Loyer et service* de 11 à 22 sh. — *Visiteurs* (ceux restant plus d'une semaine et moins de 3 mois) : par semaine : *Pension* 1 livre et 1 sh.; *Loyer et service* de 14 à 21 sh.; *Frais de maison* 2 sh. 6 pence. — *Hôtes* (ceux demeurant moins d'une semaine) : *Chambres* par nuit, 2 à 3 sh.; *Service* par jour 1 sh. *Déjeuner* 1 sh. 1½; *Collation* 1 sh. 1½; *Thé* au salon 3 pence; *Thé* dans la chambre de 4 à 6 pence.; *Dîner* 2 sh.; *Souper* 1 sh. 1½. — Le vin, la bière et les eaux minérales sont en sus, par billet d'abonnement ou en s'adressant à la femme de charge; tous les autres extras, sauf le blanchissage et les journaux, sont compris dans le loyer. On prie de remettre les pourboires des domestiques, non pas à eux-mêmes, mais dans le tronc de la salle à manger.

Les personnes désirant séjourner dans la maison sont priées de s'adresser au Rev. S. A. Barnett. Saint Jude's vicarage, Whitechapel, ou au secrétaire honoraire à Toynbee Hall,

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

PRÉSENTATIONS. — Les personnes dont les noms suivent ont été admises comme membres TITULAIRES, ou comme *associés*, et inscrites du n° 3838 au n° 3855.

CALVADOS. — *Malfildtre* (Anatole), avocat, rue de Bretagne Calix, 6, Caen, prés. par M. F. d'Orval.

CHARENTE. — *Fabre*, à Chabannais, prés. par M. du Maroussem ; *Saint-Garaud* (de), à Barbezieux, prés. par MM. Ducondert et du Maroussem.

EURE-ET-LOIR. — *Muset* (X), inspecteur des contributions directes en retraite, 15, rue des Lisses, à Chartres, prés. par M. E. Chevallier.

GARD. — *Boyye* (de), à Nîmes, prés. par MM. Fougerousse et Delaire.

GIRONDE. — *Lambinet*, rue Pey-Berland, à Bordeaux, prés. par M. Brejon.

INDRE-ET-LOIRE. — MARCHESNÉ (Henri), rue Racine, 7, à Tours, prés. par MM. de Martel et Pasquier.

NORD. — *Quarré-Reybourbon*, boulevard de la Liberté, 70, à Lille, prés. par M. Alf. Renouard.

PAS-DE-CALAIS. — BONNEFOND (l'abbé), professeur à l'école Sainte-Austrebert, Montreuil-sur-Mer, prés. par M. de Wailly ; *Duval* (l'abbé Jules), curé à Marquise, prés. par M. Fourdinier.

SEINE — PARIS. — *Blanc-Perducet*, élève à l'École centrale des arts et manufactures, rue Amelot, 130, prés. par MM. Guise et Beaune ; *Chaussée* (Daniel de la), secrétaire d'ambassade, rue de Bourgogne, 37 ter, prés. par M. Pierre de Coubertin ; *Delacroix* (Saint-Clair), rue de l'Université, 14, prés. par M. Delaire ; TILLON (F.), rue de l'Aqueduc, 47, prés. par Mme la comtesse E. de Trémaudan.

SAVOIE. — *Fontanet* (F.), avocat, à Albertville, prés. par M. Fourdinier.

BELGIQUE. — *Fontaine* (Théodore), professeur à l'Université, rue des Orphelins, 14, Louvain ; *Møller* (le docteur), à Bruxelles ; et *Solvyns* (Émile), avocat à Gand, présentés par MM. Brants et Delaire.

LA DIFFUSION DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA PAIX SOCIALE. — Les questions sociales sont partout au premier rang dans les préoccupations de l'opinion publique ; mais pour accoutumer chacun à les étudier méthodiquement d'après les faits et l'expérience, en laissant de côté les idées préconçues, il faut sans cesse faire appel aux esprits droits, montrer à l'œuvre la méthode d'observation et en exposer les principaux résultats. Il faut, en d'autres termes, lire et faire lire les œuvres de F. Le Play et les travaux de ceux qui s'inspirent de la même méthode. C'est là le but essentiel assigné à l'activité de tous nos confrères. Pour les aider à l'atteindre, nous pouvons mettre à leur disposition des volumes et des livraisons de la *Réforme sociale*, des volumes et des monographies des *Ouvriers des deux mondes*, des volumes et des extraits du *Bulletin* de la Société d'économie sociale ; enfin diverses *Correspondances*, échangées entre M. Le Play et les fondateurs des Unions, et exposant avec une heureuse concision le résumé de la réforme sociale. Nous ne saurions trop les engager à profiter de ces avantages excep-

tionnels pour activer la propagande, le recrutement et le travail dans tous les groupes des Unions.

Il est enfin un ouvrage éminemment propre à faire connaître Le Play et à faire apprécier son œuvre sociale ; c'est celui que M. de Ribbe a consacré à *Le Play d'après sa correspondance*. Pour aider à son utile diffusion, l'auteur et les éditeurs se sont entendus pour le donner aux membres des Unions au prix de faveur de 1 fr. 60 (*franco* 1 fr. 90). Nous n'avons pas besoin de leur rappeler que ce livre n'est pas seulement un excellent instrument de propagande, il est plus encore : par les lettres nombreuses qu'il reproduit il fait pénétrer dans l'intimité d'un grand penseur, et porte en même temps le reflet des préoccupations et des angoisses d'une époque tourmentée. Un tel livre a sa place marquée dans les bibliothèques, et nous pensons que tous nos amis voudront le faire circuler autour d'eux, en l'offrant aussi à la jeunesse comme un encouragement et un exemple.

LA DÉPOPULATION ET L'ENQUÊTE SUR L'ÉTAT DES FAMILLES. — L'appel de nos confrères lyonnais pour l'enquête sur *la dépopulation* (V. ci-dessus p. 246 et aussi le questionnaire encarté dans la présente livraison) commence à provoquer des réponses intéressantes. Nous avons sous les yeux quelques-uns des rapports déjà arrivés : ils permettent de compter sur une ample moisson de renseignements précis. Nos collègues voudront assurément s'associer à l'étude si importante de cette question redoutable, et ils multiplieront autour d'eux les recherches personnelles et locales, ainsi que M. de Ribbe le leur a si éloquemment demandé dans notre dernière réunion annuelle. C'est là d'ailleurs un des aspects les plus émouvants de cette enquête plus générale sur l'état des familles et l'application des lois de succession, qui est ouverte dans nos Unions depuis trois ans et qui a déjà donné de nombreux travaux (V. le rapport de M. A. Focillon, *Réforme sociale*, 1^{er} et 15 juillet 1884, et les mémoires réunis dans le 1^{er} fascicule, br. in-8°, 2 fr.)

Il est fort nécessaire que nos Unions continuent la série de ces constatations de faits en étendant leurs recherches à de nouvelles provinces, et en prenant pour guides les travaux antérieurs de MM. Claudio Jannet, Fusenot, A. Mathieu, Etcheverry, Vigouroux...

CORRESPONDANCE. — UNIONS DE FLANDRE, ARTOIS, PICARDIE. — Notre collègue M. Jules Fourdinier, propriétaire dans le Pas-de-Calais, membre de la Société d'agriculture de Saint-Pol, — dans le but de protéger, d'encourager et de relever la petite culture aujourd'hui si éprouvée, — vient de prendre l'initiative d'une pétition au Sénat, tendant à faire déclarer insaisissables par la loi les domaines ruraux de vingt hectares au moins et le matériel nécessaire à leur exploitation. Il a envoyé cette pétition à un grand nombre de Sociétés d'agriculture pour qu'elles la discutent et, si elles l'approuvent, l'appuient de leur autorité. Voici le texte de l'article proposé : Code de procédure, art. 593 bis. — *Sont déclarés insaisissables par la loi, et, dans aucun cas, ne pourront être saisis par aucune créance : 1° Tout domaine rural d'une contenance de vingt hectares au moins, y compris la maison d'habitation avec ses dépendances. 2° Les objets que la loi déclare immeubles par*

destination et nécessaires à l'exploitation de ce domaine. — Toutefois, ce privilège n'existera pas, et ne pourra jamais être invoqué en faveur d'un domaine rural où le propriétaire ne dirigera pas lui-même son exploitation, et où sa famille n'aura pas sa résidence réelle et effective. — « La paternité de cette pétition, ajoute M. Fourdinier, revient un peu aux Unions de la paix sociale, car j'en ai puisé l'idée dans un article de M. J. Michel sur l'expropriation, publié par la *Réforme sociale* du 1^{er} septembre dernier. Je vais vous adresser un exemplaire de ma pétition. Le sujet n'est pas traité à fond, mais l'idée est lancée et les jurisconsultes feront le reste. Pour moi, je regrette de ne pouvoir faire davantage, car je me sens bien disposé en faveur du plan de réforme sociale de F. Le Play, et je crois qu'il y a là le germe du salut pour notre pays... J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire admettre comme membre de la Société d'économie sociale, tout en restant membre des Unions. » — Nous demandons instamment à tous nos confrères de soutenir les efforts faits ainsi en faveur de la stabilité de la propriété, et de faire discuter les questions que soulève la pétition, dans les Sociétés d'agriculture, les comices agricoles ou les syndicats et dans la presse locale. La *Réforme sociale* donnera également son plus dévoué concours.

UNIONS D'ANJOU, MAINE ET TOURAINE. — « J'avais été très frappé par les excellents résultats des écoles payantes d'Annonay, dont M. Léon Rostaing nous avait entretenus (*Réforme sociale*, 15 août 1883), et par les paroles de M. l'amiral de Gueydon : « Les écoles libres, qui vivent exclusivement de la charité, ne pourront résister longtemps; elles ne peuvent se sauver qu'en devenant payantes. » Aussi avais-je de mon mieux en toute occasion plaidé la cause des écoles payantes près du Comité des écoles libres. Je puis enfin vous annoncer la création, au Mans, de deux classes *payantes* que, sur la demande du Comité des écoles chrétiennes libres, les Frères viennent d'annexer à leur établissement qui, jusqu'ici, comprenait seulement des classes gratuites.

« Depuis la rentrée, les classes payantes reçoivent deux catégories d'élèves (garçons) : des *demi-pensionnaires* et des *externes* payants. A un autre point de la ville, s'ouvrira une nouvelle école libre à laquelle sera annexée aussi une classe *payante* (filles). Classes payantes et classes gratuites bien que distinctes et occupant respectivement des locaux spéciaux, s'abritent sous le même toit, et forment une seule école; dans ces conditions, il n'y a pas lieu de recourir aux bons d'écolage usités à Brest et dont notre confrère, M. Delécluse parlait dans la *Réforme sociale* (1^{er} octobre 1883); plus tard j'espère pouvoir vous donner des unes et des autres d'amples détails et de bonnes nouvelles.

« J'aurai aussi à vous apprendre les progrès que l'idée d'association fait parmi nous. En attendant je me borne à vous signaler le Syndicat agricole de Saint-Gervais-en-Belm qui, pour un coup d'essai, a fait un coup de maître. Fonctionnant seulement depuis le 3 février dernier, il groupe déjà 358 membres. Ceux-ci ont acheté 165,430 kil. d'engrais au prix de 35,877 fr. 45. Sur ces achats, le Syndicat, déduction faite des frais généraux (656 fr. 20), a réalisé un bénéfice de 1,870 fr. 60 c. qui, joint au montant des cotisations (1,026 fr. 50), donne un boni total de 2,897 fr. 10 pour la première

année. Cette somme sera répartie en secours mutuels pour la mortalité des bestiaux et autres accidents. En outre, grâce au Syndicat, le prix des engrais a notablement baissé (10 fr. par 100 kil.) et de plus, chacun est sûr de la qualité qu'il reçoit. Ces résultats sont donc très encourageants pour l'avenir. Le Syndicat a décidé de ne rien livrer le dimanche. D'autre part, les pharmaciens du Mans se sont aussi syndiqués et viennent d'adopter un système de roulement qui leur permet, à tour de rôle, de se reposer le dimanche. Je suis heureux de porter à votre connaissance ces louables efforts faits dans notre département, etc. » A. MARTIN.

UNIONS D'Auvergne. — « Les pages que j'ai l'honneur de vous adresser de la part de M. Teissier sur « la constitution domestique d'une maison d'ancienne noblesse du Rouergue », viennent tout à fait à l'appui des enseignements puisés dans les faits par notre illustre maître. Si sa santé et ses occupations le lui permettent, il les complètera par des études féodales qu'il a préparées. Celles-ci, remplies de faits curieux, démontrent combien est vraie cette pensée de génie de M. Le Play, que le problème social consiste à procurer aux individus, non les satisfactions d'une indépendance égoïste, mais les bienfaits d'une solidarité éclairée. » M. de CASTELNAU.

UNIONS DU LIMOUSIN ET DE LA MARCHÉ. — L'*Annuaire des Unions pour 1875* (ch. IX, p. 175) a donné l'analyse d'un travail de M. Normand sur la Charte de Magnac Laval. Ce document est l'un de ceux qui montrent le mieux de quelles larges libertés jouissaient les populations au moyen âge. Avec des milliers d'autres et par des preuves irréfutables, il fait ainsi justice d'erreurs accréditées en histoire. Notre confrère, M. le comte de Couronnel, vient de donner un pendant à cette étude. Il a raconté, en laissant parler les documents originaux (registres municipaux, archives des clubs, correspondances des députés de la Convention), ce que fut Magnac Laval pendant « l'ère de la liberté », c'est-à-dire de 1789 à la fin de 1794 (1).

La création des clubs dont les premiers tribuns sont les enfants du colège; la Terreur érigée bientôt en régime; la famine réduisant les populations à vivre de racines et de glands (Lettre au député Gay Vernon, 13 germinal, an II), le culte de Marat dans l'église des Cordeliers, les fêtes de la Raison, de la liberté et de l'égalité, représentées, dit le procès-verbal, par des citoyennes dont « les vertus égalent la beauté », etc., rien ne manque à ces aspects sanguinaires ou ridicules des orgies populaires. C'est bien ainsi que Le Play conseillait d'étudier l'histoire locale pour mettre en relief, avec leurs causes et leurs résultats, les périodes de paix sociale ou d'antagonisme et de souffrance. Les fausses théories d'histoire (*La Réforme sociale en France*, Introduction) s'évanouissent forcément devant les documents positifs. Nos amis doivent partout s'attacher à cette œuvre locale, afin de rassembler les matériaux de détail du grand édifice dont M. Taine a posé les inébranlables fondations dans son beau livre des *Origines de la France contemporaine*. (V. *La Réforme sociale*, 1^{er} mars 1885, t. IX, p. 225.)

« Le groupe d'Aubusson, écrit M. H. Clément, se remet activement au

(1) *Note sur Magnac Laval*, par le comte de Couronnel, Bellac, 1886.

travail, et sa première réunion a eu lieu dimanche dernier. C'est M. Drive qui a fait le rapport habituel. Nous étudierons dans nos réunions de cette année le *Programme de gouvernement* en commentant chaque chapitre. »

UNIONS DU HAUT-LANGUEDOC. — Grâce à notre confrère M. Cousin, professeur d'histoire au collège de Réalmont, un groupe s'organise en Albigeois et nous promet à la fois une intéressante contribution d'études locales et un actif mouvement de propagande par la parole et le livre. M. Cousin notamment prépare un ouvrage élémentaire d'histoire qui est tout empreint des idées si bien exposées d'après les faits eux-mêmes par F. Le Play dans la *Réforme sociale en France* et dans l'*Organisation du travail*.

AUTRICHE. — « Dans quelques semaines, écrit M. le docteur Kaempfe, je vous enverrai mon « Courrier d'Autriche ». Quoique les projets gouvernementaux (V. ci-dessus, p. 523) ne soient pas encore soumis aux délibérations de la Chambre, on les étudie dans les commissions. Il me faut encore donner aux lecteurs de la *Réforme sociale* bon nombre de notions complémentaires sur l'organisation du crédit agricole et sur la création des syndicats ruraux qui font de grands progrès. »

AMÉRIQUE. — M. A. G. Warner, de la Johns Hopkins University, vient de publier, dans *The popular science Monthly* d'octobre, sa communication faite au Congrès annuel de l'Association économique américaine sur *Le Play's studies in social phenomena*. L'auteur, dans ce substantiel travail dont nous le remercions, expose et discute la méthode d'observation créée par Le Play; il décrit les monographies avec leurs budgets, et résume les conclusions principales des ouvrages de notre fondateur. Il donne ainsi une idée exacte et complète du mouvement d'études de l'École de la paix sociale.

MM. Dejace, Alf. Renouard, F. Cambuzat, H. Beaune, Fournier de Flaix, Harant, R. de France, le R. P. Ludovic de Besse, le docteur Poitou Duplessy, R. Stourm, V. Brants, A. Focillon, Léon Lefébure, F. d'Orval, Fourdinier, de Wailly, L. Etcheverry, E. Brejon, le baron d'Artigues, Claudio Jannet, Delafoy, Chambert, L. Thiriez, A. de Martel, Dubois, Prot, A. Boyenval, Georges Picot, S. Fudakowski, le comte d'Anthenaise, le baron Séguier, le docteur Kaempfe, madame la comtesse de la Tour du Pin, A. Gibon, le marquis de Castelnau, A. de Puybaudet, Mgr Isoard, le commandeur Aurelio Gotti, le marquis de Sainte-Croix, H. Clément, Baillif, Langeron, Chevallier voudront bien agréer nos remerciements pour les présentations et les communications qu'ils nous ont adressées.

A. DELAIRE.

P. S. — Nous sommes heureux d'apprendre que l'Académie des sciences morales a, dans le concours sur la question des salaires, décerné trois récompenses, dont une à M. Béchaux, professeur d'économie politique à la faculté libre de droit de Lille. Il y a trois ans déjà, M. Béchaux avait partagé avec M. Jourdan, doyen de la faculté de droit d'Aix, le prix Wolowski, dans le concours sur les rapports de l'économie politique avec le droit.

A. D.

BIBLIOGRAPHIE

Les méthodes de guerre actuelles et vers la fin du XIX^e siècle, par le général PIERRON. 2^e édit. Paris, Baudoin, 1886. T. I^{er}, 1^{re} partie, in-12 VIII-1028 p. Ouvrage qui, par son objet spécial semble en dehors du cadre de la *Réforme sociale*, mais notre éminent confrère, le général Pierron, consacre une grande partie de ce volume à rechercher les conditions qui assurent à une armée les grandes qualités militaires et qui garantissent son facile recrutement. Il étudie donc à ce point de vue, et en faisant une large place aux travaux de F. Le Play et de son école, les plus hauts problèmes de l'organisation sociale : la famille et l'éducation, le devoir et le dévouement, la question de la population, l'expansion de la race, la colonisation, etc. En ce moment où les lois militaires vont être soumises aux délibérations du Parlement, la lecture de cet ouvrage est particulièrement attachante.

La question des habitations ouvrières en France et à l'étranger, par M. E. CHEYSSON, ingénieur en chef des ponts et chaussées, ancien directeur des Usines du Creuzot, Paris, Masson in-8°, 72 p. (Extrait de la *Revue d'hygiène*). Très instructive conférence faite à l'Exposition d'hygiène, dans laquelle l'auteur examine, sur la question des logements ouvriers, la situation actuelle, ses dangers et ses remèdes. Parmi ceux-ci, c'est-à-dire parmi les moyens d'assurer aux ouvriers dans de bonnes conditions, soit la maisonnette isolée, soit la maison-caserne, il distingue l'action de l'État qui peut accorder des remises d'impôts, qui doit provoquer des études et des enquêtes et remplir son rôle de patron : l'action des intéressés eux-mêmes se formant en associations analogues aux *Building Societies*; enfin l'action des classes aisées s'inspirant, pour remplir ce devoir social, des grands exemples donnés en Angleterre, en Belgique, en Amérique.

Les populations bretonnes, par YVES KANO. Paris, Plon, 1886. 1 vol. in-18; 268 p. (prix 3 fr. 50). — La Bretagne, d'après M. Yves Kano, est « comme un boulet attaché aux pieds de la France, qui retarde et souvent entrave sa marche en avant. » Ce jugement appelle la protestation. Non seulement, en effet, on doit comme notre auteur féliciter la Bretagne d'avoir toujours prodigué le sang de ses enfants pour la grandeur et la puissance de la France; mais on doit aussi lui savoir gré (mérite plus rare) de s'en montrer prodigue d'une autre manière, en offrant chaque année à la patrie dont la sève semble presque tarie, un excédent de naissances qui entre pour une très forte proportion (près d'un cinquième) dans les trop faibles profits de notre natalité. N'oublions pas non plus que tout progrès n'est pas nécessairement industriel, et que de très illustres Bretons ont pris une large part au mouvement intellectuel et moral de notre siècle. On peut bien reprocher à la Bretagne quelques-unes de ses coutumes aussi peu rationnelles que superstitieuses; mais ne peut-on répondre que, grâce à elles, ses fils ont échappé à plusieurs des maux qu'engendrent les excès de notre civilisation. Enfin, dit-on encore, en vue de l'unité qui doit passer avant tout, il faut s'efforcer d'enlever aux mœurs bretonnes leurs caractères les plus originaux pour les plier aux mœurs françaises. Nous n'avons pas, hélas! la même confiance un peu naïve dans la bonté toute-puissante de nos institutions et de nos usages, et nous doutons fort que plus de bien-être apporte à ces populations simples plus de bonheur. — Ces réserves faites sur l'esprit d'un livre qui ne manque pas de charme littéraire, on y approuvera quelques aperçus économiques assez justes, ceux notamment sur la solidarité morale qui doit exister entre patrons et ouvriers.

Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques (FÉLIX ALCAN, éditeur). La livraison du 15 octobre contient les travaux suivants : *la Politique coloniale de Colbert*, par H. Pigeonneau; *l'Union monétaire latine, son histoire*, par P. Fautsch; *la Politique religieuse de la Prusse, les mariages mixtes*, par le V^e H. Beugnot; *les Juridictions commerciales en France et dans les principaux Etats*, par Ch. Lyon-Caen; *Etudes sur l'histoire de l'impôt foncier en France jusqu'en 1789* (fin), par Fr. Auburtin; une correspondance du Japon sur *l'Opinion publique et le régime parlementaire en ce pays*; des analyses et comptes-rendus d'ouvrages diplomatiques, financiers, politiques, etc.

Le Gérant : C. TREICHE.

LA PROTECTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Les facilités données par notre législation au recours au crédit et le partage forcé des successions n'ont pas fait sentir tous leurs inconvénients tant que la valeur de la propriété foncière s'est accrue davantage que la population et tant que la hausse générale des prix a été continue. La petite propriété a pu aller en se développant, et malgré la dislocation regrettable d'une foule d'exploitations anciennement constituées et la dispersion de maintes familles de cultivateurs-propriétaires, la statistique n'en constatait pas moins un accroissement graduel de la petite propriété du paysan, particulièrement de la culture parcellaire.

Quoique le chiffre total des dettes qui grevaient la propriété grandit, cependant le poids de cette dette allait en s'allégeant comme de lui-même, parce que 1° la terre croissait toujours en valeur vénale, 2° le prix des produits agricoles allait continuellement en s'élevant. Une dette ancienne, qui restait toujours fixée au même chiffre, pouvait donc se payer plus facilement dix ou vingt ans après.

Cette situation exceptionnellement heureuse a duré depuis le commencement du règne de Louis XVI jusqu'à ces dernières années; elle avait été troublée seulement par quelques moments de crise sous la Terreur et dans les derniers temps de l'Empire. Elle est aujourd'hui profondément changée. Depuis 1880 le prix de tous les produits agricoles a baissé d'environ 25 0/0 en moyenne et la valeur des terres a diminué dans une proportion qui varie du cinquième au tiers, suivant les départements. Le poids des dettes qui grèvent le sol va donc en s'aggravant constamment par un phénomène inverse.

Par la même raison le partage égal des successions des agriculteurs — là où il y a plus de deux enfants — doit aboutir à la ruine de la famille.

Tous les économistes reconnaissent que ce n'est pas là une crise passagère, quoiqu'on puisse espérer un amendement à certaines dépréciations, mais le commencement d'une période nouvelle, le résultat définitif du prodigieux changement accompli dans la position des pays anciennement peuplés relativement aux nouveaux territoires des deux Amériques, de l'Australasie, des Indes....

Pour traverser les difficultés de cette période, il faut que les familles

de tout rang s'attachent plus solidement que jamais au sol. Le fermage en argent, en présence des variations du prix des produits agricoles, convient de moins en moins aux nécessités de la situation. L'exploitation directe par le propriétaire est, avec les diverses combinaisons du métayage, la condition de la conservation de l'agriculture nationale. Il faut donc par-dessus tout veiller à maintenir la classe des propriétaires cultivateurs, qui est d'autant plus gravement ébranlée par la tourmente présente que nos lois de succession ont affaibli dans cette classe l'organisation de la famille même, comme le signalait dès 1857 M. Le Play avec une merveilleuse puissance de prévision.

Les idées que nous résumons ici se répandent de jour en jour et comme spontanément dans tout le pays avec une rapidité que personne n'eût prévue il y a quelques années (1). A titre de symptômes de ce mouvement de l'opinion, nous publions deux documents sur lesquels nous appelons toute l'attention de nos lecteurs.

Le premier est une pétition au Sénat tendant à faire déclarer insaisissables les domaines ruraux jusqu'à concurrence de vingt hectares ainsi que le matériel nécessaire à leur exploitation. Elle a été rédigée par notre confrère M. Jules Fourdinier, propriétaire dans le Pas-de-Calais, et va être adressée par lui aux membres de toutes les Sociétés agricoles de France. Elle expose avec une compétence toute particulière la situation de l'agriculture dans une des parties jadis les plus riches du pays, et la nécessité d'y porter un prompt remède pour relever et maintenir la petite culture.

Le second est un projet de loi qu'a préparé un jurisconsulte de nos amis dans le but d'introduire dans notre législation le principe de l'*homestead* américain. Nous avons souvent indiqué ici comment la démocratie du nouveau monde avait fait reposer sa puissance sur la protection du foyer domestique.

Si le principe des lois sur l'*homestead* est fort simple, leur application touche à presque tout le droit civil et exige par conséquent de nombreuses dispositions de détail.

S'adressant à des jurisconsultes et voulant faire une œuvre essentiellement pratique, l'auteur de ce projet a cherché à embrasser tous les aspects de la question dans les trente-trois articles qui le compo-

(1) La *Réforme sociale* a eu part à ce mouvement d'idées. V. le rapport fait en décembre 1883 à la Société d'économie sociale par M. G. Ardant sur l'*Histoire politique de la petite propriété*. (Bulletin, t. IX, 1^{re} p., p. 37 et *Réforme sociale*, t. VIII, p. 573.) MM. le D^r Rudolf Meyer et G. Ardant poursuivent ensemble ces études dont le premier volume est sur le point de paraître. — A lire aussi l'intéressante discussion qui a eu lieu sur ce même sujet entre nos confrères M. le Cte d'Anthenaise et Donat Béchamp, dans les tomes XX et XXII de *La Revue des Institutions et du droit*.

sent. Mais, comme il le dit lui-même dans la note qui le précède, il admet parfaitement que telle ou telle disposition de son projet pourrait être heureusement amendée, et il fait appel au concours de tous les jurisconsultes pénétrés de la nécessité de remédier promptement aux causes d'ébranlement de la petite propriété, pour améliorer et compléter ce projet.

Nous prions donc tous les jurisconsultes qui en admettront le principe, en approuveront les dispositions, ou auront à y suggérer des modifications, de vouloir bien adresser leurs observations à M. le secrétaire général des Unions de la paix sociale.

Nous publierons dans la *Revue* un résumé de cette correspondance et au besoin nous provoquerons la réunion en comité spécial des personnes qui se seront intéressées à cette question, de manière à faire sortir de leurs études collectives un projet définitif qui puisse être soumis aux membres du Parlement.

LA RÉDACTION.

I

PÉTITION TENDANT A FAIRE DÉCLARER INSAISSISSABLES PAR LA LOI LES DOMAINES RURAUX DE VINGT HECTARES OU MOINS ET LE MATÉRIEL NÉCESSAIRE A LEUR EXPLOITATION. (Adressée au Sénat par M. *Jules Fourdinier*, propriétaire dans le Pas-de-Calais, membre de la Société d'agriculture de Saint-Pol, membre de la Société d'économie sociale.)

Messieurs les sénateurs,

Les soussignés, présidents et membres de sociétés d'agriculture et de comices agricoles, professeurs départementaux d'agriculture, propriétaires et agriculteurs, ont l'honneur de vous adresser très respectueusement la pétition suivante :

La crise agricole qui sévit sur nos populations depuis une dizaine d'années tend à s'accroître de jour en jour. Il suffit de parcourir nos campagnes pour constater la misère, tant des propriétaires dont la fortune diminue, que des cultivateurs qui vont à la ruine. L'argent fait défaut pour aménager les exploitations agricoles ; de plus, la dépopulation de notre pays et aussi l'émigration rurale vers les villes font que les agriculteurs manquent de bras pour la culture des terres. On peut constater que, sur plusieurs points de notre région, un certain nombre de fermes et de terres labourables sont demeurées inhabitées et incultes.

Nous estimons, Messieurs les sénateurs, qu'il appartient aux hommes d'État d'apporter un remède à cette crise. C'est pourquoi

nous nous permettons de nous adresser[aujourd' hui et à votre sollicitude et à votre patriotisme.

Depuis plusieurs années, la science est venue à notre aide pour sauver une situation qui s'aggravait outre mesure.

Les écoles et les cours d'agriculture ont été créés ; on a acheté et utilisé les champs d'expérience et de démonstration ; on a perfectionné les machines agricoles ; on a expérimenté de nouveaux plants et de nouvelles semences ; les engrais — désormais mieux connus — ont accru la fertilité naturelle des terres. Par une heureuse alliance de la science et de la pratique, l'agriculture possède actuellement les éléments nécessaires pour rendre la prospérité à nos campagnes.

De son côté, le gouvernement encourage les cultivateurs par ses subventions, par ses bourses, par les lois qu'il a fait voter et par celles qui sont en ce moment, soumises aux délibérations des Chambres législatives, pour protéger l'industrie agricole dans une mesure raisonnable sans nuire aux autres industries françaises.

De plus, les Syndicats agricoles existent à peu près partout, soit pour le drainage ou l'irrigation, soit pour l'amélioration du bétail, soit même pour répandre l'usage des instruments agricoles.

Nous savons, en outre, que beaucoup d'entre vous, Messieurs les sénateurs, veulent bien honorer de leur présence les concours annuels, régionaux ou cantonaux, où sont récompensés et encouragés les agriculteurs qui ont travaillé au développement des exploitations rurales, et qui ont réalisé les améliorations les plus utiles.

Cet ensemble de concours, tous ces dévouements, toutes ces innovations, tous ces progrès scientifiques ne peuvent que profiter à la cause nationale de l'agriculture ; et tous nous formons les vœux les plus sincères pour que, partout, dans toutes les communes de notre France, s'accomplisse le perfectionnement de l'industrie agricole.

Toutefois — après mûre réflexion et d'après une expérience plusieurs fois renouvelée depuis quelques années et dans des régions différentes, et surtout après avoir constaté que la crise actuelle ne fait que croître en intensité et semble devoir encore s'accroître, — il nous a paru que le malaise de la classe agricole ne trouverait pas son remède seulement dans la protection, et qu'il avait une cause plus profonde et plus intime que l'invasion des produits étrangers et leur grande concurrence. A notre avis, la crise que nous subissons provient notamment de la dépopulation des campagnes et de l'éloignement de la jeunesse contemporaine pour la profession d'agriculteur.

La pétition que nous avons l'honneur de vous adresser, Messieurs les sénateurs, a surtout pour but de fixer définitivement les familles rurales dans leur commune, de développer dans l'intérêt général l'esprit d'indépendance individuelle, en assurant l'avenir des culti-

vateurs et en éloignant de leur exploitation la venue intempestive, funeste et souvent tracassière du créancier. Les familles une fois fixées au sol, elles s'y maintiendront, elles s'y développeront, elles encourageront peut-être d'autres familles à établir leur foyer à la campagne ; de plus, ces familles, dorénavant tranquilles et prospères, n'hésiteront pas à améliorer leur système de culture et à agrandir leur exploitation. A la longue, on peut prévoir que le nombre des propriétaires augmentera : chose appréciable au point de vue social et surtout au point de vue politique, car les propriétaires, — et cette vérité a été reconnue dans tous les temps, — c'est le sol vivant de la patrie, ce sont les colonnes de l'édifice social, c'est aussi la barrière insurmontable contre les doctrines malsaines et subversives.

On peut conjecturer, en outre, que dans ces conditions les chefs de culture prendront un plus grand souci du bien-être et de l'avenir des ouvriers ruraux, classe particulièrement intéressante sous un gouvernement démocratique.

Pour aboutir à cet état de choses, — que tout citoyen français soucieux de la prospérité de son pays doit souhaiter, — il nous paraît absolument nécessaire, Messieurs les Sénateurs, que la loi déclare insaisissables les petites exploitations rurales de vingt hectares ou moins, ainsi que les instruments agricoles nécessaires à cette exploitation, à la condition toutefois que le propriétaire la dirigera lui-même et y résidera effectivement.

Nous vous ferons remarquer très respectueusement, Messieurs les Sénateurs, que notre proposition ne tend point à introduire dans la loi un nouveau principe ; car l'art. 592 du Code de procédure civile, dans un but évident de protection à l'égard du débiteur, déclare insaisissables certains objets de famille, tels que coucher, habits, outils, etc., et même, d'après le paragraphe 8, une vache, ou trois brebis, ou deux chèvres, au choix du saisi, avec les pailles, fourrages et grains nécessaires pour la litière et la nourriture desdits animaux pendant un mois.

Par conséquent, nous avons l'honneur de demander seulement l'extension d'un principe déjà admis dans la législation française.

Si notre proposition est votée, le petit propriétaire ne pourra plus s'aventurer dans les grandes dépenses ; il sera mis désormais dans l'impossibilité d'abuser du crédit. Les améliorations qu'il croira devoir faire, il les fera avec ses propres économies, ou bien avec des ressources tirées d'un domaine autre que celui où est fixée sa famille. Ou bien encore, s'il possède un domaine d'une exploitation importante, il ne pourra l'engager que pour le surplus de vingt hectares. Si, par malheur, le succès ne couronne pas ses efforts, ou s'il gère mal son patrimoine, — en vertu de la loi que nous avons

l'honneur de vous proposer, il lui restera inévitablement un domicile pour sa famille et une exploitation pour lui et ses enfants.

On a dit et répété souvent que la richesse publique avait pour base la sûreté des conventions. La loi que nous présentons n'est pas contraire à ce principe. Avant d'ouvrir et de continuer son crédit, le créancier, qui est censé connaître la loi, saura qu'une partie de l'héritage de son débiteur lui échappe et reste le domaine inviolable et transmissible de la famille. La disposition législative ci-dessous écrite — si elle est votée — sera à la fois un avertissement pour le créancier et une sauvegarde pour le débiteur.

On objectera peut-être que cet article inséré dans notre Code entravera la circulation des capitaux.

Cette objection tombe d'elle-même, si l'on considère que la grande propriété seule doit chercher un utile auxiliaire dans le concours des capitaux. L'expérience prouve que la petite propriété qui emprunte cache très souvent une mauvaise situation ; et un jour arrive inévitablement où le créancier hypothécaire s'empare du domaine familial. D'ailleurs, à notre avis, la petite propriété ne peut profiter des améliorations agricoles que par l'intermédiaire des Syndicats.

Depuis quelques années, Messieurs les Sénateurs, nous avons la douleur de voir dans nos campagnes, partout autour de nous, un nombre considérable de ventes sur saisies immobilières. Plusieurs grands cultivateurs de notre région se sont vus sans ressources et ont dû demander aux administrations particulières ou à l'État une place pour subvenir aux besoins de leur famille. Beaucoup de petits cultivateurs ont quitté leur exploitation d'une manière forcée, et se sont réfugiés dans les grandes villes où ils vont augmenter le nombre des déclassés sans feu ni lieu, aujourd'hui citoyens encore honnêtes, souvent criminels le lendemain. Tous à l'heure présente — on peut l'affirmer — sont malheureux ; ils regrettent l'honnêteté, le travail, la santé, l'air pur, l'indépendance, la considération, la nourriture saine, tous ces bienfaits de la vie calme des champs.

Il nous semble — et nous en sommes profondément convaincus — qu'il importe aux pouvoirs publics de conjurer ce mal pour l'avenir, et d'y apporter un remède prompt, énergique et surtout efficace ; car — il ne faut pas se le dissimuler, — le nombre des ventes sur saisies immobilières, qui sont à notre avis la principale cause de dépopulation des campagnes, s'accroît de jour en jour, et prend des proportions effrayantes, ainsi que le démontre la statistique, d'après les comptes rendus de la Justice Civile et Commerciale.

Voici quelques chiffres concernant la population entière de la France :

En 1878, il y a eu 6.370 ventes sur saisies immobilières.

En 1882, — 7.710 — — —

En 1884, — 9.027 — — —

Il résulte de ces chiffres que les ventes sur saisies immobilières ont augmenté de moitié dans une période de six années.

Voici maintenant quelques chiffres particuliers relatifs au département de France le plus important par sa superficie et par sa culture agricole, le Pas-de-Calais :

En 1880, il y a eu 171 ventes sur saisies immobilières.

En 1882, — 232 — — —

En 1884, — 256 — — —

En 1885, — 288 — — —

Et si nous prenons un des arrondissements de ce département, — Boulogne-sur-Mer, par exemple, — nous y voyons une progression telle que les bons esprits se demandent si nous ne sommes pas à la veille d'une ruine publique :

En 1880, il y a eu 14 ventes sur saisies immobilières.

En 1883, — 38 — — —

En 1885, — 46 — — —

En cinq années le chiffre a plus que triplé !

En terminant, Messieurs les Sénateurs, il ne nous paraît pas inutile d'invoquer en notre faveur l'histoire et les législations étrangères. Partout et toujours, nous voyons la civilisation marcher — dans le cercle de la justice — parallèlement avec la protection envers le débiteur.

Consultons l'antiquité : le droit romain livrait impitoyablement au créancier le débiteur et ses biens. Mais l'ancien droit français, déjà plus humain, empêchait la saisie des immeubles pour une somme modique ; et dans la plupart des provinces, le saisi avait un laps de temps pour reprendre l'immeuble entre les mains de l'adjudicataire.

En Angleterre, la vente forcée des immeubles n'a lieu que si le créancier ne peut se payer sur les meubles ou sur la location des immeubles pendant un temps limité.

D'ailleurs, si l'on consulte la législation française moderne, il paraît résulter des dispositions et des discussions que le législateur a voté avec un certain regret la vente forcée des immeubles. Avant surtout (et même après) la loi du 2 juin 1841, qui a modifié sur ce point le Code de procédure, la procédure relative à ces ventes forcées est soumise à des formalités nombreuses, parfois inutiles, souvent dispendieuses. Le rapporteur de la loi de 1841, quoique favorable en principe au droit du créancier, ne craint pas de dire à la Chambre

des Pairs que « la vente forcée des immeubles doit être la dernière raison d'un créancier ou d'un propriétaire ».

Nous ajouterons, au surplus, Messieurs les sénateurs, que d'éminents jurisconsultes et des économistes sages et prévoyants ont depuis longtemps étudié, discuté, et, en fin de compte, résolu, dans le sens de l'article ci-dessous, les diverses questions relatives à la fixité de la famille agricole et à l'existence durable des petites exploitations.

Il y a plus; chez plusieurs peuples, notamment aux États-Unis et en Allemagne, cette extension des choses insaisissables existe déjà. Tout récemment, dans la République américaine et dans l'Empire allemand, le législateur a voté des lois protectrices de la petite culture, et il a assuré par ces mêmes lois au cultivateur et à ses descendants un domicile inviolable et transmissible. Les communications faites aux Sociétés juridiques et économiques de France établissent que cette réforme a eu les plus heureux résultats.

En conséquence, Messieurs les sénateurs, les soussignés, présidents et membres de Sociétés d'agriculture et de Comices agricoles, professeurs départementaux d'agriculture, propriétaires et agriculteurs, ont l'honneur de vous prier de vouloir bien intercaler dans le Code de procédure civile la disposition suivante :

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. ARTICLE 593 (BIS).

Sont déclarés insaisissables par la loi, et, dans aucun cas, ne pourront être saisis pour aucune créance :

1° Tout domaine rural d'une contenance de vingt hectares ou moins, y compris la maison d'habitation avec ses dépendances ;

2° Les objets que la loi déclare immeubles par destination, et nécessaires à l'exploitation de ce domaine.

Toutefois, ce privilège n'existera pas et ne pourra jamais être invoqué en faveur d'un domaine rural, où le propriétaire ne dirigera pas lui-même son exploitation et où sa famille n'aura pas sa résidence réelle et effective.

Veuillez agréer, Messieurs les sénateurs, l'hommage de notre plus profond respect.

Paris, le 1^{er} décembre 1886.

(Signatures.)

II

PROJET DE LOI AYANT POUR OBJET D'ASSURER LA PROTECTION DE
LA PETITE PROPRIÉTÉ.*Exposé sommaire.*

I. — L'idée mère de cette proposition est que toute famille a le droit de distraire à l'avance du gage que son patrimoine offre à ses créanciers le foyer qu'elle habite, la terre ou l'atelier avec lequel elle pourvoit aux besoins indispensables de son existence.

L'exemption de toute saisie existe déjà, et cela de plein droit, pour les provisions, les outils et objets mobiliers les plus nécessaires. (Art. 592 du C. de proc. civ.). Il n'est que logique et conforme aux principes de l'économie politique de l'étendre au capital foncier productif de ces aliments, pourvu qu'une publicité suffisante sauvegarde la foi des contrats.

Dans notre plus ancienne législation les fiefs étaient insaisissables ainsi que les tenures en mainmorte. Jusqu'en 1789 les bourdelages du Nivernais et les tenures serves de Franche-Comté conservèrent ce bénéfice. Si cette insaisissabilité n'existe plus depuis le xv^e siècle dans notre droit, elle n'est pas cependant essentiellement en opposition avec son esprit. Les Canadiens français de la province de Québec, qui ont conservé intact notre vieux droit national, ont parfaitement su emprunter à leurs voisins des États-Unis cette législation protectrice du foyer telle qu'elle convient à une société démocratique. Pour désigner cette portion du patrimoine foncier mise en réserve pour les besoins essentiels de la famille, ils ont créé l'expression juridique de *bien de famille*. Nous ne pouvions mieux faire que de nous l'approprier (1).

II. — Les commerçants jouissent en fait d'une protection semblable. La faillite, si elle emporte certaines déchéances dans leur *existimatio*, a pour eux deux avantages très appréciables : 1^o sur l'actif de la faillite les syndics autorisent le prélèvement, préférablement au paiement des créanciers, des sommes nécessaires à nourrir le failli et sa famille. Ces prélèvements sont souvent fort larges, et en fait l'on tient parfaitement compte de la situation sociale du failli ; 2^o une fois la faillite clôturée, le failli commence une nouvelle vie et les biens nouveaux qu'il acquiert ne servent plus de gage aux créanciers de sa vie passée.

Le non-commerçant, le cultivateur rural est, en cas de déconfiture,

(1) La République Argentine, qui est d'origine espagnole et dont le droit s'est développé sous les mêmes influences historiques que celui des autres peuples latins, s'est approprié aussi l'institution de l'*home stead*.

dans une position bien moins favorable. Il est poursuivi indéfiniment et exproprié de tous ses biens sans exception.

L'objet des lois d'*homestead* et du présent projet est de lui assurer une situation analogue à celle du commerçant. Seulement ce bénéfice ne doit lui être acquis qu'autant qu'une publicité spéciale et préalable aura prévenu les tiers avec lesquels il contracte, de la réserve qu'il a faite d'une part de son patrimoine. Ceux qui traitent avec un commerçant savent parfaitement qu'ils courent les risques d'une faillite. Il faut de même que ceux qui traitent avec une personne ayant constitué un *bien de famille* le sachent sûrement à l'avance. Dût-on trouver les précautions prises dans le projet ci-dessous de nature à empêcher tous les effets immédiats qu'on pourrait espérer de cette institution pour la protection de l'agriculture, le respect de la bonnefoi est le premier intérêt de conservation sociale.

III. — La constitution d'un *bien de famille* doit être essentiellement facultative et elle doit être révocable à la volonté du propriétaire actuel. Cela différencie essentiellement l'institution du bien de famille des institutions propres aux régimes de conservation forcée, des substitutions notamment. C'est par là qu'elle se concilie facilement avec la liberté du commerce, avec la libre disposition pour chacun de sa propriété. Ce sont là les principes fondamentaux de la société moderne que personne ne peut avoir la prétention d'ébranler.

Les lois nouvelles allemandes sur le *Hoferolle* l'ont parfaitement compris, et c'est ce qui fait leur caractère éminemment pratique (1).

IV. — Mais la liberté que conserve toujours le chef de famille de faire rentrer cette réserve dans son patrimoine ordinaire, de l'aliéner, de la donner en gage à ses créanciers, doit respecter les droits acquis précédemment à sa famille.

Les lois américaines exigent le concours de la femme à l'aliénation de l'*homestead* : les enfants mineurs et privés de leurs parents ou de l'un d'eux ont pendant leur minorité un droit mieux protégé encore à la conservation du foyer où s'abrite leur faiblesse. Il en est de même dans le présent projet de loi.

La constitution d'un bien de famille pourra avoir lieu par contrat de mariage : dans ce cas elle assurera au ménage qui se fonde un foyer stable et un minimum de subsistance. Pour les familles d'agriculteurs et d'artisans elle remplira un rôle de sécurité analogue à l'*assurance sur la vie* qui, dans les familles vouées aux professions

(1) V. sur ces lois le travail de M. Claudio Jannet, *la Réforme des lois de succession en Allemagne* dans la *Réforme Sociale* du 1^{er} juillet 1883. Nous engageons les juristes qui voudront étudier le présent projet de loi à lire auparavant cette étude. Ils pourront aussi consulter une étude de M. von Miaskowski dans le numéro de juin 1886 des *Jahrbücher für National Ökon. u. Stat.* de Conrad, (Jéna).

libérales est généralement contractée au moment du mariage en faveur de la femme et des enfants à venir.

Quand la constitution du bien de famille aura eu lieu par contrat de mariage, elle devra être considérée comme la charte du nouveau ménage et être entourée de garanties encore plus fortes contre la pression dont la femme pourrait être victime de la part de son mari pour la faire consentir à une aliénation. Il a donc paru sage d'assurer dans ce cas à la femme une protection analogue à celle que, dans le régime dotal, la jurisprudence a introduite sous le nom de *l'inaliénabilité de la dot mobilière*. Le corps si intelligent et si honorable des notaires verra promptement le parti précieux que les familles peuvent tirer de ces dispositions du projet.

V. — Une limite stricte doit être apportée à cette distraction d'une partie du patrimoine du gage des créanciers. On ne peut pas fixer une quantité déterminée de terre : un demi-hectare en jardins maraîchers dans la banlieue de Paris peut faire vivre une famille ; dans les montagnes des Alpes il en faut trente. On doit donc, comme l'ont fait les lois du Canada et des États-Unis, fixer un maximum de valeur.

Cette fixation est nécessairement arbitraire. On a pris le chiffre de dix mille francs qui répond à une condition bien humble, mais ce chiffre pourrait être relevé plus haut. En Californie les exemptions de l'*homestead* vont jusqu'à 20.000 francs.

Quoique le présent projet de loi ait surtout pour but de protéger la petite propriété agricole, ses termes comprennent aussi le petit foyer, tel qu'on peut encore le trouver dans les bourgs et les villages ainsi que l'atelier de l'artisan. La classe des artisans chefs de métier est aussi ébranlée par les transformations industrielles du siècle que celle des paysans propriétaires l'est par la concurrence du blé américain et indien. Sa conservation offre au point de vue social le même intérêt. Toutes les personnes qui se sont occupées de la question des habitations ouvrières, savent que la grande difficulté dans l'attribution aux ouvriers de la propriété d'une habitation dont le prix varie entre 3.000 et 10.000 francs, provient du partage forcé des successions et de la facilité avec laquelle les ouvriers vendent leur habitation. Au bout d'une génération les efforts les mieux combinés du patronage et du *self help* sont détruits par l'action du Code. A Mulhouse notamment la grande œuvre des cités ouvrières est paralysée par là dans ses effets sociaux. Le présent projet de loi offrirait, croyons-nous, la seule solution de ces difficultés compatible avec le principe de la liberté de la propriété.

VI. — La détermination de la valeur du *bien de famille* soit vis-à-vis des créanciers, soit dans les rapports des héritiers, fait l'objet de dispositions détaillées.

Le faire estimer par des experts commis par le tribunal, c'eût été non seulement donner ouverture à des procédures et à des frais de justice frustratoires; c'était en outre enlever à la constitution du *bien de famille* le caractère fixe et indiscutable qu'elle doit avoir. On a voulu arriver à la détermination de la valeur par la capitalisation au moyen d'un coefficient fixe du revenu cadastral, révisé lui-même selon un procédé qui est déjà employé en Belgique pour la fixation des valeurs successorales (1).

Cette détermination de la valeur par la capitalisation du revenu cadastral est la clef de voûte des nouvelles lois de succession allemandes. Elle est contraire à notre pratique judiciaire; mais, quand on dégage son esprit du joug des anciennes habitudes, on reconnaît qu'elle est conforme aux saines données de l'économie politique.

En effet recourir à une expertise pour déterminer la valeur d'une terre, c'est supposer que si elle était mise en vente elle trouverait un acquéreur à ce prix. Or cette supposition est défectueuse parce que, si beaucoup de terres sont mises en vente à un moment donné, cette valeur ne sera pas atteinte. Dans d'autres situations, si les experts tiennent compte du fait de la rareté de la mise en vente de terres eu égard au nombre de gens disposés à acquérir, ils donneront encore une valeur fictive, quoiqu'on puisse la réaliser par une licitation. Il s'agit d'assurer à une famille l'usage de son foyer, de la terre qui la fait vivre. Pour cela il faut déterminer sa valeur d'après le rendement réel et non d'après les variations de l'offre et de la demande.

M. Le Play a signalé comme très fâcheuse la hausse exagérée des terres morcelées eu égard à leur rendement réel, que l'organisation du *commerce des terres* occasionnait avant la crise actuelle dans certaines localités. Tous les agriculteurs reconnaissent qu'un taux trop élevé de capitalisation du revenu foncier est nuisible aux intérêts d'une bonne exploitation du sol. On a cherché à réagir dans ce projet contre ces vices inhérents au recours à l'expertise.

VII. — Le projet se termine par une série de dispositions en faveur des petites successions.

(1) La loi belge du 17 décembre 1851 dispose ainsi dans son art. 3 :

« Le gouvernement déterminera périodiquement à l'aide des ventes publiques enregistrées pendant les cinq dernières années au moins, en diminuant les « prix d'un dixième, le rapport moyen du revenu cadastral à la valeur vénale.
« Le rapport sera établi distinctement pour les propriétés bâties et pour les « propriétés non bâties, soit par bureau de perception, soit par canton ou par « commune.

« Les héritiers pourront le prendre pour base de l'évaluation des immeubles « soumis au droit de mutation établi par les articles précédents. Dans ce cas, « leur déclaration sera appuyée d'un extrait de la matrice cadastrale.

« La valeur vénale des immeubles dont le revenu n'est pas constaté à la ma-
« trice cadastrale, ainsi que des immeubles pour lesquels les héritiers n'useront « pas de la faculté accordée par le paragraphe précédent, sera déclarée confor-
« mément à l'article 41 de la loi du 27 décembre 1871. »

Les unes sont empruntées aux dispositions du projet de loi de 1867 sur la réforme de la procédure; les autres étendent le bienfait de la loi du 23 octobre 1884, sur les ventes judiciaires d'immeubles de 1.000 et de 2.000 francs, au partage des successions inférieures à 10.000 fr.

Mais ces exemptions de droits fiscaux ne sauraient être étendues aux émoluments des officiers ministériels. La loi du 23 octobre 1884 leur a déjà imposé des sacrifices qu'il serait injuste d'aggraver. Les familles sont elles-mêmes intéressées à ce que leur intervention dans leurs affaires trouve une légitime rémunération.

L'extension des exemptions des droits fiscaux n'a paru justifiée qu'en faveur des licitations. Quant aux xpropriations forcées, il n'y a pas lieu de les faciliter davantage. La loi que nous venons de citer aura peut-être le fâcheux résultat d'activer l'expropriation des petits patrimoines, en diminuant les frais de saisie dont les créanciers doivent faire l'avance et qui en tout cas diminuent leur gage.

D'autres faveurs fiscales sont faites aux petites successions.

Dès leur prise de possession de l'Alsace-Lorraine, les Allemands y ont réalisé des réformes dont il est question depuis trente ans en France sans que jamais elles aboutissent. Puisse l'acuité de la crise actuelle être un stimulant à nos hommes publics pour les pousser enfin dans la voie des réformes pratiques.

Ces modifications ne soulèveront vraisemblablement aucune objection. Il en sera de même de la dérogation apportée en faveur des biens de famille aux dispositions des art. 826 et 832. Elles sont universellement condamnées.

Mais le projet va plus loin. Il étend la quotité disponible à la moitié du patrimoine quel que soit le nombre des enfants, quand la succession, déduction faite des dettes, ne dépasse pas 10.000 francs.

M. Claudio Jannet dans un appendice de l'ouvrage de Le Play, *L'Organisation de la famille* (1), a exposé les raisons qui rendraient nécessaire cette extension de la quotité disponible d'une manière générale, et il a cité les jurisconsultes, en nombre tous les jours plus considérable, qui se prononcent en ce sens.

En attendant une réforme législative générale, on pourrait, ne fût-ce qu'à titre d'expérience, en faire bénéficier d'abord les plus petits patrimoines pour lesquels le morcellement est particulièrement funeste. Le premier consul, lors de la discussion du Code civil, avait émis l'idée d'établir un double régime successoral; le partage forcé eût régi les successions supérieures à 100.000 francs, tandis qu'une plus large liberté de tester eût permis la conservation du patrimoine des familles appartenant à la classe moyenne et au peuple.

Ici encore la fixation à 10.000 francs de ce qui constitue une petite

(1) *L'Organisation de la famille*, 1 vol. in-18, 3^e édition, 1885.

succession est arbitraire. La limite pourrait être notablement relevée.

En outre, le projet porte que même dans les successions supérieures à 10.000 francs dans lesquelles se trouvera un *bien de famille*, l'ascendant pourra toujours disposer par préciput de la moitié de ce bien ; c'est le moyen d'éviter la dislocation du foyer et cette mesure est indispensable pour les successions qui en fait se chiffrent entre 10.000 et 20.000 francs. Dans ce cas, la combinaison de cette quotité disponible spéciale avec celle du droit commun s'opérerait par des calculs analogues à ceux par lesquels les jurisconsultes combinent la quotité disponible spéciale entre époux avec la quotité ordinaire.

On remarquera que dans les deux cas auxquels s'appliquerait cette extension de la quotité disponible, il s'agit uniquement de dispositions faites par des ascendants en faveur de leurs descendants. Le chef de famille exerce alors sa magistrature domestique. Il n'a pas paru utile d'étendre le pouvoir de disposer *en faveur des étrangers* au delà des limites fixées par le Code civil.

VIII. — Au cas où un bien de famille a été constitué, l'esprit de la loi conseille d'en éviter le morcellement. En conséquence, en l'absence d'attribution testamentaire, tout héritier qui s'engagera à l'exploiter personnellement aura le droit de le retenir en payant des soultes en argent aux autres ayants droit. Dès 1867 Léonce de Lavergne réclamait une mesure de ce genre et depuis lors elle a été recommandée par M. Gavouyère, l'éminent doyen de la faculté de droit d'Angers (1).

Telles sont les principales idées qui ont inspiré la rédaction suivante.

PROPOSITION DE LOI AYANT POUR OBJET D'ASSURER LA PROTECTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ.

TITRE PREMIER. — CONSTITUTION ET CARACTÈRE DU BIEN DE FAMILLE.

ARTICLE 1^{er}. — Tout Français majeur ou mineur émancipé pourra constituer par un acte notarié transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de la situation des immeubles, conformément à la loi du 23 mars 1855, comme *bien de famille* tout ou partie des immeubles dont il a la libre disposition jusqu'à concurrence d'une valeur maximum de dix

(1) V. *L'agriculture et la population*, 2^e édit. 1865, p. 183 et *Revue catholique des institutions et du droit*, avril 1884.

mille francs, à la condition : 1° qu'il existe sur ces immeubles des bâtiments d'exploitation ; 2° qu'ils soient situés dans la même commune ou des communes adjacentes ; 3° que le propriétaire les exploite lui-même s'il s'agit de biens ruraux, et s'ils consistent exclusivement en une maison d'habitation, que le propriétaire y ait sa résidence ou y exerce son industrie et ne loue pas plus de la moitié des logements, sauf les cas prévus aux art. 11 et 29.

ART. 2. — L'acte de constitution devra contenir la description détaillée par confins et reproduire un état certifié par le maire des parcelles cadastrales des immeubles constitués en bien de famille.

L'évaluation aura pour base le revenu tel qu'il résulte de baux enregistrés ou de déclarations de locations ne remontant pas à plus de cinq ans, et à défaut le revenu cadastral relevé conformément au coefficient adopté dans la commune par l'administration de l'enregistrement pour contrôler les déclarations de valeurs successorales.

Le revenu ainsi établi sera multiplié par dix-huit, déduction faite des contributions foncières, des portes et fenêtres ainsi que de la moyenne des centimes additionnels départementaux et communaux, des redevances syndicales, des redevances d'arrosage, des taxes municipales de voirie perçus dans les cinq dernières années.

ART. 3. — Le ministre des finances devra publier dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi le tableau des coefficients de relèvement du revenu cadastral établis par l'administration de l'enregistrement pour chaque commune. Ces coefficients ne pourront être changés que par un arrêté ministériel rendu après l'avis du conseil général. Au cas où cet avis ne serait pas conforme, le conseil général pourra se pourvoir contre l'arrêté ministériel devant les sections réunies du contentieux et des finances du Conseil d'État.

ART. 4. — Dans le cas où le constituant d'un bien de famille n'aurait que la nue propriété des immeubles constitués, l'évaluation comprendra la valeur intégrale des biens sans qu'il soit fait déduction de l'usufruit.

ART. 5. — Si le constituant est marié au moment de la constitution, l'acte devra contenir, à peine de nullité, l'indication des nom et prénoms de son conjoint ainsi que la date de son mariage et de son contrat de mariage, s'il y en a eu.

ART. 6. — La femme pourra constituer en bien de famille ses immeubles propres avec l'autorisation de son mari. Cette autorisation ne sera pas nécessaire à la femme séparée de biens, soit conventionnellement, soit judiciairement.

TITRE DEUXIÈME. — EFFETS DE LA CONSTITUTION DU BIEN DE FAMILLE VIS À-VIS DES CRÉANCIERS.

ART. 7. — Le bien de famille ne pourra être saisi pour aucune dette postérieure à la transcription de l'acte de constitution, à l'exception : 1° des

contributions publiques et taxes assimilées, — 2° des condamnations pour délit et quasi-délit, — 3° des reprises matrimoniales de la femme, — 4° des créances privilégiées énumérées en l'art. 2103 du Code civil.

Il pourra l'être pour les dettes ayant acquis date certaine avant la constitution.

ART. 8. — Les bêtes de trait nécessaires pour la culture du bien de famille, les instruments aratoires et autres appareils des industries agricoles, les semences de l'année ne pourront être saisies, et ce sans préjudice des autres exemptions portées en l'art. 592 du Code de procédure civile. Le juge de paix statuera, sur une requête du saisi, sur le nombre des bêtes de trait, la quantité de semences et les instruments qui devront être exceptés de la saisie.

ART. 9. — En cas de faillite, toute constitution de bien de famille, même celle faite sur les biens de la communauté, qui n'aura pas été transcrite au moins dix jours avant l'époque déterminée par le tribunal comme ayant été celle de la cessation des paiements, sera nulle de plein droit.

ART. 10. — Les créanciers pourront toujours faire valoir les nullités résultant de l'inobservation des formalités et conditions indiquées dans les art. 1, 2, 4, 5, 6 et 9 et obtenir du tribunal un jugement prononçant la désaffectation comme bien de famille des immeubles de leur débiteur.

Ils pourront, au cas où les évaluations ne seraient pas conformes aux bases posées en l'art. 2 comme aussi au cas où les immeubles auraient acquis une plus-value constatée officiellement conformément à l'art. 3, demander au tribunal de première instance de l'arrondissement la réduction de la constitution à cette valeur et la distraction des parcelles susceptibles d'en être séparées. Au cas où cette distraction serait impossible matériellement, le tribunal ordonnera la vente des immeubles à la barre ou par devant un notaire commis à cet effet, et le emploi du prix jusqu'à concurrence de dix mille francs en immeubles ou en rentes sur l'Etat. En cas de emploi en rentes, mention sera faite de cette affectation sur le Grand Livre.

ART. 11. — Le défaut d'habitation ou d'exploitation personnelle ne pourra être invoqué pour faire prononcer la désaffectation du bien de famille que s'il s'est prolongé au delà de deux ans et n'a pas été nécessité par le service militaire ou celui de l'inscription maritime. Au cas de décès du constituant, la veuve et les enfants mineurs pourront louer la totalité du bien de famille sans encourir sa désaffectation.

ART. 12. — Le constituant d'un bien de famille ou son successeur pourra toujours lui enlever ce caractère par un acte notarié, qui devra être transcrit conformément à l'art. 1^{er}, sauf les droits acquis au conjoint survivant ou aux enfants mineurs.

TITRE TROISIÈME. — DROITS DU CONJOINT SURVIVANT ET DES ENFANTS MINEURS SUR LE BIEN DE FAMILLE.

ART. 13. — Pendant la durée du mariage aucun des deux époux ne

pourra enlever le caractère de bien de famille aux immeubles qu'il aura constitués à ce titre, ni les aliéner encore qu'ils lui soient propres, sans le consentement de son conjoint donné par un acte notarié, à moins qu'un jugement de séparation de corps n'ait été prononcé contre ledit conjoint. Si la constitution du bien de famille a eu lieu par contrat de mariage, la femme même commune en biens ou séparée ne pourra autoriser l'aliénation ou la désaffectation du bien de famille qu'à charge pour le mari de faire remploi soit en immeubles soit en rentes sur l'État, et elle ne pourra dispenser les tiers acquéreurs ou les créanciers de suivre le remploi.

ART. 14. — Après la dissolution du mariage, le bien de famille ne pourra être ni aliéné ni désaffecté tant qu'il y aura des enfants mineurs issus du mariage, sans une délibération conforme du conseil de famille homologuée par le tribunal, qui prescrira le remploi du prix en un autre immeuble ou en rentes sur l'État.

ART. 15. — L'époux survivant aura droit à l'usufruit de la moitié du bien de famille, à moins que son conjoint n'ait disposé, précédemment à l'acte de constitution, par une donation entre vifs de la quotité disponible conformément aux art. 913, 915, 1094 du Code civil ou à l'art. 23 de la présente loi.

ART. 16. — Le conjoint survivant sera colloqué de plein droit et par préférence de ses reprises jusqu'à due concurrence sur le bien de famille évalué conformément à l'art. 2. Il ne pourra exiger le paiement en numéraire de ses reprises ni provoquer la vente du bien de famille, tant qu'il y aura des enfants mineurs, sans le consentement du conseil de famille homologué par le tribunal, à peine d'être déchu de son droit d'usufruit légal, du bénéfice de l'article précédent ainsi que de toutes les dispositions faites en sa faveur par son conjoint même par contrat de mariage.

ART. 17. — S'il n'y a pas d'enfants mineurs, ou quand le dernier d'entre eux sera devenu majeur, le conjoint survivant ne pourra provoquer la vente du bien de famille pour être payé de ses reprises que si tous les héritiers se refusent successivement à l'acquiescer conformément aux art. 26 et 27.

ART. 18. — Les enfants mineurs après le décès de leurs parents bénéficieront des exemptions de saisie portées aux art. 7 et 8 jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la majorité du dernier d'entre eux. Ce bénéfice continuera à leur être acquis au delà de ce terme pourvu qu'un ou plusieurs d'entre eux aient un établissement effectif sur le bien de famille conformément à l'art. 1^{er}.

ART. 19. — Les héritiers majeurs ou les représentants des mineurs ne pourront provoquer la licitation du bien de famille, tant que le conjoint de leur auteur survivra, sans son consentement.

ART. 20. — Néanmoins le tribunal jugeant en chambre du conseil pourra en cas de désaccord des intéressés ordonner la licitation du bien de famille à charge de remploi, si les circonstances lui paraissent l'exiger pour l'intérêt des enfants ou si quelque changement dans la nature des lieux le rend nécessaire. Il sera procédé comme en matière sommaire et le jugement sera en dernier ressort.

ART. 21. — Tous les jugements prononçant la désaffectation d'un bien de famille ou ordonnant sa vente seront transcrits.

TITRE QUATRIÈME. — DU PARTAGE DES PETITES SUCCESSIONS ET DE CELLES OU SE TROUVE UN BIEN DE FAMILLE.

ART. 22. — Dans les successions dont l'actif, déduction faite des dettes ayant acquis date certaine lors du décès du *de cujus*, ne dépasse pas dix mille francs, tout ascendant pourra disposer de la moitié de ses biens par préciput au profit d'un ou de plusieurs de ses descendants, quel que soit le nombre des enfants qui viennent à sa succession, soit de leur chef, soit par représentation.

L'article 826 et le 2^e alinéa de l'article 832 du Code civil ne sont pas applicables à ces successions.

ART. 23. — Dans toute succession même supérieure à dix mille francs où se trouvera un bien de famille, la quotité disponible des ascendants en faveur de leurs descendants sera toujours de la moitié au moins de la valeur du bien de famille.

ART. 24. — Le bien de famille sera dans les rapports entre cohéritiers évalué conformément à l'art. 2. Les héritiers pourront les uns vis-à-vis des autres invoquer les droits accordés aux créanciers par l'article 10. Au cas où conformément à l'art. 3 la valeur des immeubles composant le bien de famille ne serait plus la même qu'à l'époque de la donation, ils seront évalués dans les rapports entre cohéritiers à la valeur qu'ils avaient à l'époque de la donation.

ART. 25. — L'inégalité des parts en nature pourra être compensée par des soultes en argent et le disposant pourra accorder à l'héritier du bien de famille un délai de cinq ans pour se libérer. Ces soultes porteront intérêt à 3 0/0 l'an seulement à moins de disposition contraire.

ART. 26. — A défaut de disposition testamentaire ou entre vifs, tout héritier majeur ou mineur émancipé pourra retenir le bien de famille en l'imputant sur sa part dans la succession et en payant des soultes à ses cohéritiers dans un délai de cinq ans moyennant un intérêt de 3 0/0 l'an.

ART. 27. — Si plusieurs héritiers désirent user de cette faculté, il sera procédé entre eux à un tirage au sort devant le notaire commis par le tribunal.

ART. 28. — La transcription de l'acte notarié ou du jugement constatant l'attribution du bien de famille à l'un des héritiers lui conservera ce caractère avec tous les effets prévus par la présente loi au profit du nouveau propriétaire.

ART. 29. — Au cas où l'héritier qui aura obtenu conformément aux art. 26 et 27 le bien de famille, ne ferait pas dans les trois mois transcrire l'acte notarié ou le jugement constatant son droit, ou bien si après l'avoir transcrit il ne remplissait pas les conditions déterminées par les art. 1^{er}

et 11, les cohéritiers pourraient demander au tribunal la désaffectation du bien de famille et requérir le partage de la succession conformément au droit commun. Néanmoins le tribunal aura un pouvoir discrétionnaire pour apprécier les faits et devra rejeter la demande si l'héritier auquel le bien de famille a été attribué a cessé de le cultiver personnellement ou de l'habiter par suite de circonstances qu'il ne pouvait prévoir, quand il a invoqué l'art. 26. En aucun cas une action de ce genre ne pourra être intentée après sa mort ni après cinq années écoulées depuis l'ouverture de la succession.

ART. 30. — Les dispositions de la loi du 23 octobre 1884 sur les ventes d'immeubles, à l'exception du n° 2 de l'article 3, sont étendues aux licitations dans toutes les successions dont la valeur d'après le résultat définitif des adjudications ne se trouvera pas dépasser dix mille francs, déduction faite des dettes ayant acquis date certaine lors du décès du *de cujus*, ainsi qu'aux ventes d'immeubles dotaux prévues par l'article 1558 du Code civil dans le même cas.

ART. 31. — Quand la valeur de la succession ne dépassera pas dix mille francs, déduction faite des dettes, les parties sont autorisées lorsqu'il y a parmi elles des mineurs, des interdits ou des absents, pourvu que les uns et les autres soient légalement représentés, à procéder à l'amiable aux opérations de compte, liquidation et partage sans qu'il soit nécessaire de tirer les lots au sort, ni d'observer l'art. 832 du Code civil, mais à la charge de se conformer aux dispositions ci-après ;

1° Le partage sera précédé d'une estimation des biens faite par un ou trois experts nommés par le président du tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, sur requête présentée au nom de tous les intéressés ;

2° Le partage sera toujours fait par acte notarié, le notaire sera choisi comme il vient d'être dit pour l'expert ;

3° Il devra être approuvé par délibération du conseil de famille des mineurs ou des interdits ; la délibération devra être unanime ; ne pourront y prendre part ni les copartageants, ni leurs parents ou alliés en ligne directe sauf à pourvoir conformément à l'art. 409 du Code civil ;

4° L'acte et la délibération devront être homologués par jugement du tribunal rendu sur la requête collective des parties, le ministère public entendu.

TITRE CINQUIÈME. — DISPOSITIONS FISCALES.

ART. 32. — Les actes de constitution d'un bien de famille ou de désaffectation, ainsi que les jugements rendus aux termes des art. 10, 21, 27, 28, 29 de la présente loi, seront enregistrés et transcrits au droit fixe de un franc.

ART. 33. — Les soultes dues au cas des art. 25, 26 et 31 ne seront passibles que du droit fixe d'enregistrement de un franc, pourvu que chacun des cohéritiers ait payé les droits de mutation en cas de décès pour sa part et portion.

LES PERSPECTIVES DE LA DÉMOCRATIE

La Démocratie en France, par Edmond Schérer, sénateur. Librairie nouvelle, 1884. — *Cent ans de République aux Etats-Unis*, par M. le duc de Noailles. Tome 1^{er}. Calmann Lévy, 1886. — *Le gouvernement populaire*, par sir Henry Sumner Maine; traduction de René de Kérallain, 1 vol. in-8°, Thorin, 1887. — *Etudes de droit constitutionnel*, par E. Boutmy, de l'Institut. Plon, 1885.

L'histoire est une aristocrate, a dit Strauss ; cette opinion, qui fut longtemps une vérité, semble recevoir des événements contemporains un démenti aussi violent que définitif. La noblesse achève de perdre son prestige dans les pays les plus attachés en apparence à la tradition, et la bourgeoisie, qui l'a supplantée, n'est pas sûre de son lendemain et prend l'attitude discrète et effacée d'un intérimaire. Ceux qui travaillent pour vivre se sont comptés et sont d'autant plus forts qu'ils ont une conscience plus nette de leur puissance et qu'ils ne doutent pas de l'avenir. Ceux qui doutent sont toujours battus par ceux qui croient.

Ce nouvel état social est ce qu'on appelle la démocratie ; le spectacle qu'il nous offre est nouveau et n'a pas de précédents dans l'histoire. Les quinze ou vingt mille Athéniens qui gouvernaient l'Attique et quatre cent mille esclaves, sont plus comparables à des gentishommes Virginiens qu'à nos dix millions d'électeurs. Le nombre fait loi, il est souverain en principe et tend à le devenir en fait. Il cerne toutes les avenues du pouvoir et gagne chaque jour un peu de terrain, sans peine, sans effort, presque sans y prendre garde ! il avance en vertu de la vitesse acquise. La démocratie a ses courtisans plus serviles que ceux des monarques asiatiques ; elle a des ennemis que la colère aveugle, et rencontre parfois des juges dont les arrêts sont dignes d'être médités. Parmi ces juges, et au premier rang, il convient de citer M. Edmond Schérer et sir Sumner Maine, dont les origines intellectuelles et politiques diffèrent, mais dont les prévisions sont également sombres ou plutôt négatives. Il y a vingt-cinq siècles environ, une voix, partie de l'Idumée, adressait au prophète Isaïe cette interrogation étrange qui restait sans réponse : Quand donc finira la nuit ? La nuit où se cache l'avenir des peuples démocratiques n'est pas moins épaisse que celle qui voilait aux yeux d'Isaïe les destinées des enfants d'Israël ; essayons avec M. Schérer de *faire le point* dans cette nuit sans étoiles et tâchons de savoir où nous sommes pour nous consoler de ne pas savoir où nous allons.

I

« On peut se placer à deux points de vue différents, dit sir James Stéphen, pour apprécier les relations entre les gouvernants et leurs sujets. Si l'on doit regarder le gouvernant comme supérieur au sujet, comme présumé sage et bon par le caractère de sa position, comme le chef et le guide légitime de la population tout entière, il doit nécessairement s'ensuivre que l'on a tort de le censurer ouvertement, que, même s'il se trompe, on ne doit lui signaler ses méprises qu'avec le plus profond respect, et que, quelle que soit son erreur, on ne doit lui infliger aucun blâme de nature à diminuer, volontairement ou non, son autorité. Que si, d'autre part, le gouvernant est regardé comme simple agent et serviteur, le sujet comme un maître plein de sagesse et de bonté, obligé seulement de déléguer son pouvoir au soi-disant gouvernement, parce que la multitude qui le compose ne saurait l'utiliser elle-même, il est clair alors que cette thèse doit être renversée. Tout membre du public, qui censure le gouvernement actuel, exerce en sa personne le droit qui appartient à la totalité, dont il représente une fraction. Il ne fait que prendre en faute son propre serviteur (1). » Si filandreuse et tourmentée qu'elle soit dans la forme, la distinction de sir James Stéphen est admirable de précision et de clarté, et marque nettement le point où l'histoire se bifurque : d'un côté, des pouvoirs dont les titres se perdent dans l'obscurité du passé et sont réputés sacrés et inviolables ; de l'autre les pouvoirs dont les titres sont nouveaux ou nouvellement revisés et ont besoin de renouvellements explicites ou tacites comme les effets de commerce des industriels gênés ; d'un côté, la royauté plus ou moins tempérée par la coutume ; de l'autre, la République, avec un président héréditaire comme en Angleterre, ou un président temporaire comme en France et aux États-Unis.

Les monarchies du moyen âge se rattachent au premier type et s'y adaptent dans tous les détails d'une hiérarchie fondée sur la subordination des services. Au sommet de la pyramide, le roi ; un peu plus bas, les nobles ; au dessous, la bourgeoisie ; plus bas encore les vilains. Les faibles se coalisent et tiennent les forts en échec. En France, le roi et le peuple font cause commune contre la noblesse ; en Angleterre, la noblesse et la bourgeoisie se liguent contre les impérieux descendants de Guillaume le Conquérant ou des Plantagenets. Dans ces mêlées confuses, la personne royale n'est pas toujours respectée, mais ces voies de fait ne changent ni la direction

(1) Stéphen, *History of the criminal law of England*, tome II, p. 299, cité par sir H. Maine.

des idées ni le cours de l'histoire, puisqu'elles laissent intact le principe de la suprématie des souverains.

Surviennent la fin du xvi^e siècle et les commencements du xvii^e; les armées permanentes se sont organisées sur le continent et traînent à leur suite l'esprit militaire et le pouvoir absolu. L'instinct d'imitation s'empare de Charles I^{er}, le met en lutte avec les Parlements, le conduit à l'échafaud. Quarante années de crises, dont je n'ai pas à décrire les phases, s'abattent sur l'Angleterre et aboutissent à la défaite de la royauté. En 1688, les deux Chambres n'intervertissent pas seulement l'ordre de succession au trône ; elles posent leurs conditions à Guillaume d'Orange. En 1688, en 1701, elles parlent et agissent en maîtres. C'était une révolution, une révolution qui, loin de s'afficher, se dérobaît sous l'humilité du langage et des attitudes. Nos voisins d'outre-Manche ont excellé dans l'art de vieillir les nouveautés avant que M. Pasteur ait découvert le moyen de vieillir les vins. Des précédents miroitant à propos, quelques pincées d'une poussière vénérable jetées en bon endroit, et la transfiguration s'opère ; les Eliacins britanniques sont convertis en Mathusalems. Les actes démentent les paroles ou les éclairent. Maintenu dans les lois, le veto royal tombe en désuétude, les cabinets parlementaires s'introduisent clandestinement dans les institutions et peu à peu les confisquent à leur profit. La royauté est entourée de respects et d'hommages, on la couronne de fleurs en la sacrifiant.

La prépondérance politique dévie de plus en plus, elle change de lit insensiblement par une impulsion qui ne s'arrête pas, elle ne passe pas à l'individu, elle entre à pleins flots dans un petit nombre de canaux aussi vieux que la royauté, oligarchie des propriétaires fonciers, corporations urbaines ou corporations rurales. Dans ce milieu soigneusement fermé et grillé, l'esprit d'égalité ne pénétrera pas sans peine ; il hésite, il attend. L'aristocratie gouverne et couvre de sa splendeur et de sa gloire les masses silencieuses perdues dans la pénombre. Au xviii^e siècle, le jour de ces multitudes n'est pas venu, il viendra, il approche. En 1832, en 1867, en 1884, les rangs des électeurs sont élargis et s'ouvrent à des recrues nouvelles. Les anciens cadres corporatifs s'effritent d'eux-mêmes ou se fendent sous les coups de bélier ; à travers les crevasses, le prolétaire se glisse et déjà marque le pas sur les dalles du Parlement. John Bull est décidément inquiet, il regarde de ce côté du détroit et se demande avec angoisse si la France n'est pas le miroir qui lui renvoie l'image de son avenir.

Les précurseurs et les auteurs de la Révolution française ont franchi d'un seul bond l'espace que les Anglais mettront plus de deux siècles parcourir. La raison en est bien simple ; l'espace était vide.

Socialement et politiquement parlant, le nivellement qu'on impute à la Constituante ou à la Convention était chose faite avant 1789. Une noblesse appauvrie, qui savait mourir et n'avait pas su vivre, des apparences de franchises municipales, des fantômes de libertés provinciales et des ombres de traditions s'accumulaient seules autour du trône, aussi mobiles et inconsistantes que les dunes sur les rivages de la mer du Nord. L'organisation industrielle elle-même, d'aspect plus solide, vacillait sur sa base, rongée par les abus comme un bateau de pêche par les termites. Des monceaux de poussière et le pouvoir central, il n'y avait plus autre chose en France. En courant sur cette poussière, le vent d'orage allait la disperser et bâtir des châteaux mouvants, semblables à ceux que les enfants érigent sur nos plages. Mêmes dimensions dans les grains de sable : la fantaisie des architectes avait les coudées franches.

En 1789, tout s'effondre et l'ancien régime est à terre ; pour reconstruire le nouveau, des matériaux médiocres ou mauvais, des ouvriers plus enthousiastes qu'expérimentés. On se met à l'œuvre sur un sol qui tremble à la lueur des éclairs, sous des rafales aveuglantes. C'est un chaos de craintes et d'espérances, de rêves et de chimères, de terreurs et de colères. L'affolement est partout, chez les gouvernants et les gouvernés, et la passion déforme le sentiment des réalités et le sentiment du juste. On légifère dans les nuages, on proscriit, en égorge, et en même temps, on sauve la France des étreintes de l'invasion. Les riches deviennent pauvres, les pauvres deviennent riches, et les conditions sont roulées pêle-mêle comme les feuilles mortes, au pied des arbres, par les tempêtes d'octobre. L'idée de l'universelle instabilité et de l'égalité sociale s'accréditerait à moins.

Sous une autre forme et à sa manière, Napoléon se fait, lui aussi, professeur d'égalité. Presque tous les trônes de l'Europe chancellent ou s'écroulent, des aubergistes sont rois, les rois sont mendiants. Sortis de la plèbe, les maréchaux de France se considèrent à bon droit comme des ancêtres, d'anciennes blanchisseuses sont admises à la cour et les jacobins convertis font souche de comtes, de barons, de ducs et de princes. Dans ce remue-ménage épique, les plus humbles sont pris de vertige ; aucune visée ne semble trop haute, nulle ambition n'est ridicule. La démocratie est dans les cœurs ; elle y coule à pleins bords, sous la Restauration, et s'apprête à consommer son œuvre dans les lois. L'hérédité de la pairie est balayée en 1832, le roi Louis-Philippe règne et la bourgeoisie gouverne. La bourgeoisie a toutes les qualités de la fourmi, elle en a aussi les défauts ; elle dédaigne la cigale populaire et n'en est pas aimée. Plus de patronage, peu de rapports personnels entre *les gras et les maigres*, pour parler le langage florentin ; les classes se séparent et le socialisme entre en scène.

La poire était mûre et le suffrage universel bon à cueillir : il le fut par Ledru-Rollin et ses amis, avec quel enthousiasme, on s'en souvient ! Il y eut moins de joie dans le Paradis terrestre, quand Ève mangea la pomme, mais la joie fut aussi éphémère. Précisément parce qu'il ne s'élève pas au-dessus d'une très chétive médiocrité d'intelligence et d'âme, le suffrage universel se méfie des nouveautés : il ne goûte ni l'originalité ni les originaux et tient essentiellement à n'être pas dérangé dans ses habitudes qui sont ses uniques convictions. Les excentricités ne l'amuse pas longtemps et les incursions du fisc dans sa poche l'exaspèrent. Il le fit bien voir après l'impôt des quarante-cinq centimes, et se jeta, tout éperdu, dans les bras de la réaction, heureuse et surprise d'une preuve d'amour sur laquelle elle ne comptait pas. Le contentement des royalistes devait être aussi court que celui des républicains. La démocratie ne souffre pas la contradiction et méprise instinctivement ceux qui la supportent. Or, dans les années 1849, 1850 et 1851, le gouvernement n'était pas seulement contredit, il se contredisait lui-même, tiraillé qu'il était par la droite, par la gauche, par les centres. L'Assemblée législative ne savait où donner de la tête, et quand on ne sait pas où donner de la tête, on se heurte parfois contre les murs. La République était une vraie pétaudière ; Jacques Bonhomme en conçut de l'humeur, et, sournoisement, encouragea César. César ne se fit pas prier, on sait le reste. L'opération césarienne a facilité la naissance de l'Empire et ne l'a pas créé de rien.

« Le suffrage universel, écrit avec impartialité M. Schérer, n'est pas nécessairement républicain, pas plus qu'il n'est nécessairement libéral et constitutionnel, et rien n'empêche qu'il juge une dictature plus propre à servir ses intérêts qu'une Assemblée représentative. » Mon opinion s'accorde avec celle de M. Schérer et n'en diffère que par une nuance ; à mon avis, le suffrage universel, suivant les circonstances, *accepterait* la République autoritaire ou la dictature, et *se résignerait* seulement à la République libérale ou à la Monarchie constitutionnelle. Idéaliste dans les villes, la démocratie, dans les campagnes, est grossièrement utilitaire et ne juge des lois et des faits politiques ou sociaux qu'à la lueur d'un égoïsme assez étroit. L'intérêt *immédiat* est la règle de la conduite, la mesure des opinions, le critérium des jugements ; la majorité des paysans ne se plaindraient pas de la réduction du service militaire à six mois, voire même à trois mois, ou, s'ils venaient à s'en plaindre, ce ne serait qu'après coup et sous l'impression d'un désastre. Si l'on excepte quelques rares îlots du territoire français, la passion politique a les pâles couleurs, et la *flirtation* avec les puissances du jour est inspirée principalement par le sentiment de l'intérêt bien entendu ou plutôt

mal entendu. Elles se montrent si accommodantes, les puissances du jour ! si prodigues des deniers publics ! si imprudentes ! M. Léon Say en était navré, lorsqu'il esquissait ce piquant croquis de nos mœurs contemporaines : « Les remises d'amende sont, comme les demandes de places, l'objet des recommandations les plus instantes, et l'idée qu'on a les plus grandes chances d'être exonéré de son amende, quand on est recommandé par un membre du Parlement, est une idée universellement reçue dans le monde des fraudeurs..... On a malheureusement une preuve certaine de la désorganisation, qui est la conséquence de ces mœurs nouvelles, dans la statistique du nombre décroissant des contraventions constatées en matière de contributions indirectes. En 1876, on constatait encore 13,270 contraventions aux droits de circulation sur les vins, en 1881, elles tombent à 6,138 : c'est la moitié. Les débitants de boissons qui sont très nombreux échappent de plus en plus à l'action de la régie (1). »

C'est à se croire en Grèce, la Grèce du roi Georges, de M. Tricoupis et de M. Delyannis, non celle de Périclès. Pas plus que les présidents de République, les rois constitutionnels ne guérissent la démocratie de ses écrouelles. La démocratie a réalisé son idéal sur les bords de l'Illyssus et dans les environs du Parthénon. Pas de Sénat, une Chambre unique dont les humeurs légiférantes s'évalent doucement sur une surface délicieusement plane. Les soldats électeurs, les officiers candidats par centaines ou députés par douzaines. Un sous-lieutenant entre au Parlement, et après vingt-quatre campagnes législatives (les campagnes comptent double), il est général, ministre de la guerre, que sais-je encore ? *Quo non ascendam* ? La discipline baisse aussi vite que montent les sous-lieutenants ; les Grecs s'en affligent quelquefois, lorsque les Bulgares s'agitent et que le prince de Battenberg les mène, mais il est trop tard, les lauriers sont trop verts. Il y a des fissures dans nos contributions indirectes ; à Athènes, ces fissures sont des trous larges, profonds et noirs. Sur un budget réglé en moyenne à 84 ou 86 millions, 65 millions arrivent dans les caisses publiques ; une vingtaine de millions, bon an mal an, sommeillent dans la poche des électeurs, s'y blottissent frileusement et refusent d'en sortir. Tous les Hellènes ou à peu près ont été, sont ou seront fonctionnaires : ils passent successivement de l'activité à la disponibilité, suivant que M. Tricoupis ou M. Delyannis siège à la présidence du Conseil. Le passage s'effectue avec la vivacité d'un chassé-croisé et se balance sur un rythme alterné qui charmerait un maître de danse (2).

(1) Cité par M. Schérer. *La Démocratie*, p. 33 et 34.

(2) V. dans le *Temps* du 12 juin 1886, une très suggestive étude sur l'état social et politique de la Grèce.

Ne rions pas des Grecs. mais pleurons sur nous, fils de Jérusalem, Comment enseigner la tempérance à la démocratie, qui n'aime pas l'eau claire ! Question embarrassante, qui déconcerte sir Sumner Maine et sur laquelle M. Schérer se contente de projeter un filet de lumière ! « Si la souveraineté du peuple, écrit M. Schérer, ne parvient pas à trouver une base d'autorité, à tirer d'elle-même une force de résistance et un gouvernement capable de gouverner, si la démocratie, en d'autres termes, ne parvient pas à se *limiter*, elle est condamnée au désordre, et, comme les sociétés ne supportent jamais longtemps le désordre, la démocratie est condamnée à accepter le premier sauveur venu. » Anarchie et dictature, deux frères siamois, et limitation de la démocratie par elle-même ! le dilemme de M. Schérer, si cruel qu'il soit pour notre indolence, dit la vérité, rien que la vérité, toute la vérité. L'anarchie, holà ! la dictature, hélas ! que faire ? Cherchez et vous trouverez, nous apprend l'Évangile. Pour nous aider dans nos recherches, voici un ouvrage de M. le duc de Noailles plein d'informations sûres et de fines observations. *Cent ans de République aux États-Unis !* Une expérience séculaire sera peut-être un guide pour notre inexpérience.

II

A la souveraineté du peuple, les Américains ont opposé la souveraineté de la justice : la majorité peut tout ce qu'elle veut, mais elle ne doit pas vouloir tout ce qu'elle peut. « Il peut paraître étrange, dit John Adams, d'avancer qu'une majorité soit une faction, l'idée est pourtant strictement juste. Si la majorité se montre partielle dans son propre intérêt, si elle refuse d'accorder à chacun des membres de la minorité une égalité parfaite, la majorité est une faction. » Et s'il plaît à la majorité d'être une faction ? Il semble que nous soyons dans une impasse. A cette impasse, M. le duc de Noailles ne découvre qu'une issue, celle de la Monarchie. Le peuple, qui ne saurait se lier envers lui-même, peut s'engager envers un tiers et se pourvoir spontanément d'un conseil judiciaire. Faire du peuple le gardien de la justice, autant mettre le loup dans la bergerie. L'argumentation de M. le duc de Noailles est aussi ingénieuse que séduisante ; malheureusement elle déplace la difficulté sans l'affaiblir. Il y a, en Angleterre et en Irlande, un certain nombre de tenanciers, qu'on appelle des tenanciers *at will* (à volonté) ; ils occupent des fermes ou des terres sans stipulations écrites et n'ont pas d'autres garanties contre l'éviction que le bon vouloir du propriétaire, tempéré par la coutume et contenu par l'opinion. Que la coutume perde sa force et l'opinion son efficacité, l'unique garantie disparaît, et le fermier est

à la merci d'un accès de mauvaise humeur ou d'un calcul intéressé. Rois et ministres, dans notre société française, sont de simples tenanciers *at will*, pris et chassés *ad nutum*, sans que personne s'avise de critiquer leur expulsion sommaire. Le Roi est mort. Vive la République ! La République est morte. Vive l'Empereur ! Que pèserait aujourd'hui le contrat consenti à une Majesté provisoire par sa Majesté populaire, intimement persuadée que la couronne est louée pour trois, six, neuf ?

Le respect des engagements envers les tiers, même quand les tiers ne sont pas des rois, n'est pas la vertu dominante dans les démocraties, où l'inconséquence est une habitude. Aux politiciens sans pudeur qui lui conseillaient la banqueroute, au lendemain de la guerre de la sécession, le gouvernement fédéral jetait cette magnifique réponse : la seule dette que nous ne pourrions pas payer est celle que nous avons contractée envers les vaillants soldats de l'Union. Vérité à Washington, erreur en Géorgie et ailleurs. Douze États sur trente-huit ont répudié leur dette jusqu'à concurrence d'une somme totale de 309.074.000 dollars (plus d'un milliard et demi de francs), et ont trouvé des imitateurs dans les comtés, les villes et les communes pour une somme supérieure encore. Ces *répudiateurs* de dette hésiteraient-ils à répudier une dynastie ? Un personnage célèbre dans les fastes de la comédie française respectait la loi en la tournant ; c'est ce genre de respect que Washington et ses amis ont eu pour la démocratie, témoin ces quelques lignes d'Hamilton : « Il faut établir dans la nation souveraine tant de catégories différentes de citoyens, élus et électeurs, gouvernants et gouvernés, que l'accord complet d'une majorité inique devienne invraisemblable, sinon tout-à-fait impossible. Le corps politique doit être fractionné en tant de groupes distincts, correspondant à tant d'intérêts divers et opposés, que les droits des minorités et des individus ne puissent que difficilement être mis en péril par les efforts réunis du grand nombre. » Dans ce système ingénieux, l'accord plus ou moins parfait doit résulter de la multiplicité des dissonances.

Une des plus exquises jouissances de la raison raisonnante est, paraît-il, de reviser une constitution écrite. Les constituants américains ont pressenti ce prurigo de l'esprit, ils ne l'ont pas prohibé, mais ils lui infligent les épreuves les plus décourageantes. Une fois qu'elle est sortie tout armée d'une cervelle législative comme Minerve de la tête de Jupiter, la proposition de revision est soumise à la prise en considération ; pour franchir ce premier pas, elle a besoin d'être soutenue par une majorité des deux tiers, soit au Sénat, soit à la Chambre des représentants. A cette première majorité doit s'en ajouter une seconde, celle des deux tiers des législatures locales.

Est-ce tout ? Pas encore, tout est à vau-l'eau, si les trois quarts des États ne ratifient pas la décision des deux tiers de... de tout ce que j'ai indiqué. Le droit de revision est une soupape de sûreté, dit spirituellement M. de Noailles, mais c'est la minorité qui en a la garde.

Même jeu de colin-maillard pour les lois ordinaires mises en quarantaine par le veto présidentiel, avec cette réserve que les législatures locales et les conventions extraordinaires des États ne sont pas mises en mouvement. On n'a eu garde d'oublier les abus du droit d'initiative, ce monstre impitoyable qui dévore un temps si précieux ; l'institution des comités permanents y a pourvu. Ces comités, au nombre de 47 dans la Chambre des représentants, font bonne garde contre les intrus et n'admettent aux honneurs de la discussion publique que les propositions revêtues de leur estampille. Véritable course au clocher que la discussion publique, où les lois passent à la douzaine comme des chevaux emportés. Un exposé sommaire du rapporteur, quelques phrases parties de droite et de gauche et tout est dit. Les lois se fabriquent à huis clos au grand désespoir des politiciens qui ne savent à qui s'en prendre.

Autre singularité ; si la Chambre des représentants est quelque chose, elle n'est pas tout ; loin d'être tout, elle est primée par le Sénat, une assemblée minuscule par le nombre. Trois cents vingt-cinq représentants sont tenus en respect par 76 sénateurs, deux par État, quel que soit le chiffre de la population. Dans les premiers temps de la République, les sénateurs, représentant la souveraineté des États, se considéraient à peu près exclusivement comme une réunion de plénipotentiaires et dédaignaient la brouille législative. Ce dédain n'est plus qu'un souvenir ; les sénateurs discutent soigneusement les lois, épluchent les budgets, les épluchent même si bien qu'ils ont conquis le dernier mot dans les matières financières. Ils ont conquis le dernier mot en faisant au Capitole ce que nos députés, à nous, font au Palais-Bourbon, ils présentent *in extremis* des amendements dont ils ne démordent pas et que les représentants se résignent à subir pour avoir un budget. Rien n'est nouveau sous le soleil, dit l'*Ecclesiaste* ; sous toutes les latitudes les forts viennent à bout des faibles.

Très curieux aussi l'ordre des élections, aux États-Unis : les représentants sont élus pour deux ans, le président pour quatre ans, les sénateurs pour six ans. Toutes ces élections, qui courent les unes après les autres sans se rencontrer jamais, font ressembler les pouvoirs publics au couteau de Jeannot, dont on change successivement le manche et la lame, et qui est toujours le couteau de Jeannot. Lorsque la mésintelligence se glisse entre le manche et la lame, cousin Jonathan prend ce mécompte en patience ; on échange des gros mots, on se montre le poing et l'on s'occupe à ne rien faire, ce qui

est le dernier mot de la sagesse, quand on ne fait rien de bien. N'est-ce point l'avis d'un de nos plus spirituels députés, M. Henry Maret, qui, hélas ! prêche dans le désert. Que de disparates et de contradictions dans la constitution américaine ! M. Boutmy les a signalées avec une piquante justesse dans ses *Etudes de droit constitutionnel*, un beau livre, qui complète parfois celui de Tocqueville. Le Sénat contribue à la nomination des ministres et ne peut les renverser ; le président négocie sans contrôle avec les puissances étrangères et ne peut signer le plus chétif traité sans le paraphe du Sénat. Ces traités, la Chambre des représentants ne les connaît que par ouï-dire. Le plaisant se mêle au sévère dans cette organisation étrange : à de certaines époques, sous André Jackson, par exemple, les ministres n'ont que le ministère de la signature et sont gouvernés par des intrigants, par une poignée de gens de rien, qui forment ce qu'on appelle irrévérencieusement des *Kitchen cabinets*, des cabinets de cuisine !

III

Tel qu'il est, avec ses incohérences et ses bizarreries, le mécanisme constitutionnel fonctionne assez paisiblement aux États-Unis et suffit aux exigences d'un peuple assez isolé du reste du monde pour n'avoir pas à redouter l'hostilité du dehors, assez décentralisé pour se passer des impulsions du pouvoir fédéral. La France ne l'imiterait pas sans danger ; elle n'est pas une Thébàïde et ne pratiquerait pas impunément la politique des solitaires transatlantiques. A l'extérieur, une ceinture de nations rivales ou ennemies l'entoure, la presse, au besoin l'étoufferait. A l'intérieur, l'équilibre des forces sociales n'est pas établi entre l'État qui est tout, et les individus qui sont peu de chose. Les communes se meuvent timidement dans les lisières d'une loi sans souplesse et n'ont pas même une voix consultative sur le choix des instituteurs ou les matières d'enseignement. La plupart d'entre elles ne sont pas assez riches pour se donner le luxe de l'indépendance et se résignent à l'humilité pour participer à la prébende des subventions. L'esprit d'initiative végète dans cette atmosphère trop confinée et ne porte pas ses sucs nourriciers à la liberté. Aussi se désintéresse-t-on des affaires publiques, et, lorsqu'on s'en occupe, c'est par l'entremise de ces fondés de pouvoirs, qu'on appelle le gouvernement ou les comités.

Ces comités ont les mêmes vues politiques que le président Jackson et ses associés du cabinet de cuisine et poursuivent le même but qui consiste à « mettre le bât sur les épaules des classes éclairées et policées », suivant la piquante expression de M. Michel Chevalier. Le

transfert du bât est en cours d'exécution. Pour complaire au prolétariat des villes, la Chambre des députés prête son concours à l'opération et s'applaudit de la mine effarée des industriels, des commerçants, des agriculteurs, du clergé, de la magistrature et de l'armée qui plient et regimbent sous le faix. Plus tempéré dans ses idées, plus mûr dans ses jugements, plus rompu aux affaires, le Sénat se promet de résister aux accès trop dangereux d'une activité brouillonne ; il se promet et n'ose pas tenir sa promesse. Il n'était pas aisé de contredire Louis XIV parvenu à l'apogée de sa gloire ; est-il plus commode de contredire, en l'an de grâce 1886, trois ou quatre cents Louis XIV qui ne brillent pas par une courtoisie souveraine ?

Limitons cette omnipotence, écrit M. Herbert Spencer ; limitons, répète M. Schérer. Les philosophes et les penseurs, les publicistes et les hommes simplement réfléchis sont presque tous d'accord sur la nécessité de limiter, mais l'accord cesse sur les moyens. La représentation des intérêts irait contre son but et nuirait à la cause qu'elle prétend servir. Les catégories d'électeurs prises dans les Académies, les Chambres de commerce, etc., manqueraient d'autorité et laisseraient en l'air le Sénat issu de leur choix. Le problème est ardu, épineux ; qui s'y frotte s'y pique. Ce buisson d'épines ne me dit rien qui vaille et ce n'est qu'en tremblant que j'y pose le pied et la main.

C'est un axiome devenu banal, tant il est vrai, que les gouvernements ne périssent que par l'exagération de leur principe ; une légère infusion d'aristocratie est nécessaire à la santé des démocraties et réciproquement. Si démocratique que soit un pays, il renferme toujours dans son sein des éléments aristocratiques ; une certaine mesure d'autorité, ou, si l'on veut, d'influence morale est à peu près universellement reconnue à certaines catégories d'hommes et leur confère un ascendant dont ils pourraient user. Ces catégories d'individus composent une aristocratie naturelle et s'ils se recrutent dans toutes les classes de la société, ils inspireront au suffrage universel plus de respect que de défiance. Cette élite, prise dans la masse, je ne l'imagine ni ne l'invente, elle est là sous nos yeux (Le Play l'a maintes fois signalée) et s'appelle l'ensemble des pères de famille. Pourquoi ne pas confier à cette élite le soin d'élire le Sénat et de lui communiquer une partie de son autorité ?

Ma proposition n'est ni une arme de parti, ni une machine de guerre, ni un philtre magique qui changera l'opinion en un clin d'œil ; elle ne vise pas un résultat immédiat, elle ne poursuit pas le renversement de tel ou tel régime, de tel ou tel ministère, et n'a pas d'autre objet que de consacrer la plus indispensable, la plus naturelle et la plus légitime de toutes les inégalités. Si ébranlée qu'elle soit, la famille est la seule assise sociale qui ne soit pas en ruines ;

elle a ses crevasses, ses lézardes, qui ne sont pas irréparables, et supporteraient, j'en ai la conviction, le poids des réparations et des reconstructions adaptées aux exigences de la société moderne. Les pères de famille ne sont pas des modèles de sagesse politique, je l'avoue ; leur expérience laisse à désirer et leurs lumières éclaireraient faiblement une chambre obscure. Malgré ces défauts et d'autres encore, ils valent mieux en moyenne que leurs enfants ; ceux qui ne valent pas mieux auraient dû rester célibataires. En dépit de toutes les exceptions, aussi nombreuses qu'on le voudra, leur supériorité morale n'est pas contestée et leur vaut un respect que l'humilité de leur attitude diminue sans l'anéantir. Cette humilité d'attitude et de langage n'a rien de surprenant ! Confondus dans la foule, les chefs de famille en prennent insensiblement les sentiments et les idées, ils ne tiennent pas toujours leur rang, parce qu'ils ne sont pas à leur place et descendent trop bas par crainte de monter trop haut. Leur considération en souffre et l'ordre social y perd. En les distinguant, on les rendrait plus distingués ; l'accomplissement d'un mandat spécial les tirerait du *vulgum pecus*, et, avec l'aide du temps, ferait d'eux les patriciens de la démocratie, un vaste patriciat dont nul ne serait exclu. Cette aristocratie naturelle apporterait des tempéraments aux excès de l'esprit d'égalité et deviendrait une force pour les communes, un appui pour les libertés provinciales et un frein pour le gouvernement central (1).

Quant mes amis sont borgnes, je les regarde de profil, disait Doudan. Doudan aurait regardé ses amis en face s'il avait eu l'espoir de les guérir. Dans cette grande nuit d'une crise sans précédent, la France ne voit pas clair et marche à tâtons. Elle réclame des guides et ne rencontre que des thuriféraires, des accusateurs ou des sceptiques. Les anathèmes sont puérils, l'adulation est basse, le scepticisme est lâche. Dans un monde où tout est relatif, l'égalité ne saurait être absolue, elle a ses limites et n'exclut pas les supériorités nécessaires. Ces limites, je n'ai pas la prétention de les avoir tracées ; ce que je n'ai pas su faire, d'autres le feront et mèneront à bonne fin la tâche que j'ai à peine ébauchée. On a bien percé des isthmes, pourquoi ne réussirait-on pas à percer la muraille de préjugés et d'erreurs qui coupe en deux la patrie française et l'expose à demi mutilée aux coups de l'étranger ?

A. BOYENVAL.

(1) D'après l'Annuaire statistique de la ville de Paris, cité par M. le D^r Lagneau dans ses *Remarques démographiques sur le Célibat en France* (p. 20), il y avait à Paris, en 1881, 330,609 hommes célibataires de plus de dix-huit ans. A la même époque, sur l'ensemble de la population française, la proportion des célibataires des deux sexes était de 224,8 sur 1000 habitants. Sur 1000 adultes, il y avait 348 célibataires et 113 veufs. Le nombre des électeurs qui ne sont pas mariés et pères de famille, est donc vraisemblablement considérable.

LE CONGRÈS DES ŒUVRES SOCIALES A LIÈGE ⁽¹⁾

I

Un Congrès d'œuvres sociales s'est tenu à Liège du 26 au 29 septembre, sous la présidence de Mgr Doutreloux, évêque du diocèse. Aucune assemblée religieuse, depuis les assises solennelles de Malines, n'a eu en Belgique un retentissement aussi considérable. Faut-il s'en étonner? Cette réunion empruntait aux circonstances, à la crise que vient de traverser la Belgique, à la ville même de Liège, d'où était parti le mouvement de désordre, un puissant intérêt d'actualité.

On était au lendemain de ces troubles dont l'explosion violente et inattendue avait si profondément altéré la paix sociale. Et tandis que, surpris dans leur optimisme et désorientés par ce coup de vent dans un ciel jusqu'à serein et paisible, beaucoup de gens se bornaient à de stériles lamentations, voici qu'une imposante réunion, présidée par un évêque, groupait dans une même communauté d'études, de recherches et d'efforts, le clergé, la noblesse, la bourgeoisie conservatrice du pays, les industriels et les patrons chrétiens.

Plusieurs notabilités étrangères avaient tenu à participer aux travaux du congrès. La France était représentée par M. le comte de Mun et M. Harmel; la Suisse avait envoyé Mgr Mermillod; l'Allemagne comptait une forte délégation du *Centre* à la tête de laquelle Mgr Korum, l'évêque de Trèves et l'abbé Winterer, le député d'Alsace-Lorraine. Parmi les membres du bureau figuraient également quelques-uns de nos amis des Unions : M. le chanoine Henry, M. Brants, professeur à l'Université de Louvain, M. Ch. Lagasse, ingénieur principal des ponts et chaussées.

Important par le nombre comme par la valeur des adhérents, le Congrès de Liège nous paraît aussi digne d'attention par les solutions qui y ont été préconisées. Il marque le point de départ d'une orientation nouvelle dans les idées des catholiques belges en matière sociale.

(1) *Congrès des Œuvres sociales à Liège* (26-29 septembre 1886). Imprimerie Demarteau. Liège 1886, 1 vol. in-8°. — Cf. pour le programme de ce Congrès, le numéro de la *Revue* du 15 sept. Notre collègue M. Dejace, professeur à l'Université de Liège, qui a pris part au Congrès, veut bien nous adresser le présent travail : nous sommes heureux de le publier, comme un document d'un haut intérêt sur le mouvement des idées sociales en Belgique. (Note du secrétariat.)

Jusqu'à ce jour en effet, le parti conservateur considéré dans la généralité de ses chefs et de ses partisans était resté fidèle à ce que Huxley appelle les principes du nihilisme administratif. Sans aller jusqu'à traiter l'État de « nuisance », de mal nécessaire, les catholiques belges étaient portés cependant à se défier de l'action gouvernementale, à restreindre son intervention dans les limites les plus étroites et à demander à l'initiative privée, bien dirigée, la solution de tous les problèmes de la vie publique. Le « laissez faire, laissez passer » était pour eux une théorie non seulement d'ordre économique, mais encore d'ordre politique. Dans un pays parlementaire où le hasard des élections amène de brusques revirements, où les majorités s'effondrent du jour au lendemain et où le pouvoir passe sans transition aux mains des adversaires, cette position était à la fois forte et habile. Compter sur soi et sur ses propres efforts plutôt que sur le Dieu-État et la contrainte légale, n'est-ce pas à ce principe viril que les catholiques devaient leurs plus beaux triomphes? A ne rappeler qu'un fait récent, la lutte scolaire et la floraison spontanée d'écoles libres dans le hameau le plus reculé du pays, auraient-elles été possibles sans ces traditions saines et vigoureuses, sans ce long apprentissage du *Self-help* et de l'action individuelle? Sur le terrain des œuvres sociales, l'activité des catholiques n'avait été ni moins féconde ni moins généreuse. Il suffit de parcourir le rapport si complet présenté au Congrès par M. Demarteau sur les œuvres sociales à Liège au xix^e siècle, pour en emporter la conviction.

Les événements ont démontré, il est vrai, et d'une manière trop douloureuse, combien insuffisants encore étaient ces prodiges de charité et de dévouement. L'initiative privée, au moins dans l'état actuel de la famille si fortement ébranlée par les faux dogmes et les législations abusives, ne peut tout accomplir. Il est des matières où elle doit être soutenue et fortifiée par l'autorité de l'État. Il ne faut donc point s'étonner si sous la double pression de l'école corporative de M. de Mun et du centre allemand (1), le Congrès de Liège semble avoir imprimé une déviation aux anciens principes de non-intervention et de non-réglementation. Comme le faisait remarquer finement un orateur, si tout le monde observait spontanément la loi morale et les devoirs que dicte la conscience, ou si seulement, aurait-il pu ajouter, des individualités assez fortes ou des groupes naturels assez vivants pouvaient opposer une suffisante barrière à l'invasion du mal, nous n'aurions point besoin de recourir aux pouvoirs publics et de leur demander une sanction. La loi en pareille

(1) V. le discours de Mgr Korum sur les réformes de l'Allemagne en faveur des ouvriers, et le rapport sur les Cercles catholiques de France par M. de la Guillonnière.

matière est inutile pour les bons ; elle semble au contraire aujourd'hui indispensable pour contraindre les hommes durs, avides ou simplement indifférents.

II

Un discours de Mgr l'évêque de Liège sur les devoirs des classes dirigeantes en face de la crise sociale a ouvert les séances du Congrès. Les lecteurs de la *Réforme* qui voudront lire ce discours, y retrouveront avec bonheur les idées que développait Le Play sur les autorités sociales, leur rôle et l'influence qu'elles doivent exercer. « Les classes dirigeantes, dit l'orateur, sont composées de toutes ces personnes qui par leur position de rang ou de fortune peuvent exercer sur d'autres une notable influence. Cette influence peut donc provenir de l'autorité dont on est investi, autorité civile ou religieuse, publique ou privée ; de l'ascendant que l'on possède soit à titre de considération et d'estime, soit à raison des faveurs dont on dispose ou des intérêts dont on est l'arbitre. Cette influence s'exerce par commandement ou par conseil, par l'enseignement ou par direction et surtout par le bon exemple dans l'accomplissement généreux et fidèle des devoirs religieux et civiques, généraux et particuliers. » C'est aux classes dirigeantes qu'il incombe de s'employer à amoindrir et à faire disparaître autant que possible les causes de la crise sociale.

Laissant à d'autres le soin de traiter les causes de l'ordre matériel, Mgr Doutreloux se borne à exposer les causes intellectuelles et morales et à signaler les remèdes pour conjurer le mal. Dans un langage dont tout le monde admirera la chrétienne énergie, il s'élève avec indignation contre ce luxe effréné qui chaque année fait de nouveaux progrès. « Le peuple a vu les riches et les bourgeois remplir chaque jour les théâtres, multiplier les bals, les soirées et les festins, y dépenser à pleines mains les revenus de leurs terres, de leur commerce et de leur industrie, ne plus observer de bornes dans le faste des toilettes, des bijoux, et le reste, lutter de raffinement et de prodigalité dans les choses de la table, suivre les fêtes de ville en ville et jusqu'à l'étranger, risquer au jeu des milliers de francs, toute la pension d'une année, voire même des fortunes. Croyez-vous que le spectacle de tels excès n'excite, n'enflamme pas les convoitises si naturelles des déshérités de la fortune et des jouissances humaines ? Voyez plutôt comme eux aussi ont voulu avoir leurs théâtres, leurs

cafés concerts et leurs danses, comment eux aussi se sont mis à dépenser tout leur salaire, à excéder dans la toilette, à abandonner les joies tranquilles du foyer, pour courir les fêtes des villes, comment eux aussi ont su se créer des jeux où le hasard et les paris ravissent en un instant à tout un ménage le pain, le vêtement et l'abri ! »

Un des premiers points du Congrès, conclut-il, devrait être la création d'une ligue de résistance et de réaction contre le torrent du luxe et des plaisirs.

L'évêque de Liège s'était adressé d'une manière générale aux classes dirigeantes. L'abbé Winterer s'est adressé plus spécialement aux prêtres dans une éloquente harangue à laquelle on ne saurait donner assez d'écho. Le prêtre doit étudier les questions sociales, s'efforcer de les résoudre et se prononcer en son âme et conscience devant Dieu. Si lui ne les aborde pas, elles seront débattues par les socialistes, et l'ouvrier au lieu de recueillir les enseignements de la paix, ira aux leçons de la révolte. Le clergé n'a pas seulement pour mission de montrer le ciel aux déshérités de la terre, il a de plus une mission de conciliation sociale. Il doit rappeler au patron ce nom vraiment chrétien et les charges qui en résultent; d'autre part il doit assister l'ouvrier dans ses associations, les bénir, au besoin les présider.

N'est-ce pas le rôle que joue depuis plusieurs années déjà le clergé allemand et n'est-ce pas à son intervention constante et assidue que sont dues la plupart des grandes réformes ouvrières dont l'évêque de Trèves a entretenu l'auditoire?

C'est le nom d'un prêtre modeste, de Kolping, que nous rencontrons au début de l'histoire des efforts des catholiques allemands contre le socialisme; ses associations de compagnons (*Gesellenverein*) couvrent en quelques années l'Allemagne comme d'un vaste réseau. Après Kolping, un prêtre encore, un des membres les plus éminents du haut clergé allemand, Mgr Ketteler, évêque de Mayence, appelle l'attention du monde catholique sur la question sociale par la publication de son livre sur la question ouvrière et le christianisme. Quelques années plus tard, en 1868, l'abbé Schings crée les *Feuilles chrétiennes sociales* et ce sont des prêtres qui se succèdent à la tête de la rédaction. En 1878 enfin, les catholiques de la province Rhénane fondent une société d'industriels et d'amis de l'ouvrier ayant pour but le bien-être du travailleur. Leur organe, l'*Arbeiterwohl* est sous la direction de l'abbé Hitze.

Croit-on que ces efforts multipliés soient restés stériles et ne faut-il pas leur attribuer pour une large part, le réveil de l'opinion publique et la réalisation de ce vaste programme social dont le gouvernement de l'Empire poursuit en ce moment l'exécution? Jusqu'ici trois lois

ont été votées; la loi qui force l'ouvrier à s'assurer contre la maladie; la loi qui l'assure contre les accidents de la fabrique, par l'intervention obligatoire du patron; la loi qui autorise les corporations facultatives. « Les catholiques allemands peuvent être fiers, dit Mgr Korum, d'avoir contribué à amener ces solutions qui, si elles ne sont pas la vérité absolue, ils le reconnaissent, parent du moins au danger pressent et arrachent l'ouvrier aux séductions du socialisme. »

III

C'est sous l'impression de ces discours d'une entraînante générosité prononcés aux assemblées générales devant un auditoire de plus de 1,500 personnes, que le Congrès de Liège a abordé l'examen des questions qui lui étaient soumises. Le travail avait été réparti entre trois sections : l'une consacrée aux œuvres religieuses, l'autre aux œuvres économiques, la troisième aux réformes législatives. Nous nous bornerons à signaler les principales résolutions votées par le Congrès. On se fera de la sorte une idée générale des discussions qui ont eu lieu en section et des conclusions auxquelles elles ont abouti.

Dans les vœux présentés par la première section (œuvres religieuses) nous relevons les suivants qui nous paraissent par leur harmonie avec les idées que défend notre revue, de nature à intéresser les lecteurs de la *Réforme sociale*.

— Création d'une ligue contre les dépenses de luxe.

— Vœu que les catholiques étudient les devoirs sociaux qui résultent de la propriété sous ses différentes formes et que des groupes de propriétaires chrétiens soient créés ayant pour but l'encouragement mutuel à l'exercice de l'autorité qui dérive de la propriété.

— En ce qui concerne l'importante question du repos dominical, le Congrès demande la création d'une ligue de particuliers dont les statuts seraient discutés dans un Congrès ultérieur. La solution de cette question par voie d'intervention directe du pouvoir rencontre en Belgique des obstacles constitutionnels qui n'existent pas ailleurs. La restauration du dimanche doit être une œuvre individuelle. Il faut que les particuliers assurent dans la mesure de leur position le repos dominical à tous les ouvriers qui dépendent d'eux et hors les cas de nécessité n'expédient, ne reçoivent, ni n'achètent de marchandises le dimanche. L'État cependant, comme patron, comme industriel

comme entrepreneur de transports, peut également dans une large mesure et sans avoir recours à des voies de contrainte, amener une solution favorable. Il lui suffit de diminuer son trafic dans les limites du possible et d'assurer ainsi une certaine liberté aux nombreux agents des diverses administrations publiques. Le gouvernement semble vouloir entrer résolument dans cette voie et l'on est déjà redevable à M. Vandenpeereboom, le ministre actuel des chemins de fer, postes et télégraphes, de plusieurs mesures excellentes à cet égard.

La section des œuvres économiques avait un programme très touffu. A elle revenait, ainsi qu'à la section de législation, l'examen des questions les plus actuelles et les plus débattues.

— Le débat relatif au rétablissement des corporations ouvrières a été particulièrement instructif et intéressant. L'assemblée s'est ralliée à un vœu en faveur de l'extension de syndicats et de corporations réunissant dans la même union patrons et ouvriers. Elle demande que la législation accorde la personnification civile à ces syndicats mixtes et permette l'union de métiers différents dans les localités où le nombre des personnes de même profession est insuffisant.

— Les Bourses du travail dont il a été souvent question dans ces derniers temps (1) ont également fait l'objet d'un examen sérieux. La section ne s'est pas montrée favorable à cette institution nouvelle. Elle pense qu'il est préférable pour les ouvriers de débattre les conditions du contrat de travail avec les patrons par l'intermédiaire et à l'intervention des conseils d'arbitrages. Disons à ce sujet qu'un projet de loi sur la création de ces conseils d'arbitrages dû à M. Brants et précédé d'un rapport dont les lecteurs de la *Réforme* ont eu la primeur (2), vient d'être adopté en séance plénière de la commission royale du travail et sera probablement proposé aux Chambres dans un bref délai.

— La section s'est encore occupée des questions d'émigration et de colonisation. Mais vers quelles contrées diriger cette partie de la population ouvrière qui constitue un excédent? D'après les renseignements fournis par plusieurs membres et sur la foi de leur propre expérience, la République Argentine et l'Uruguay sembleraient mieux que d'autres contrées répondre à ce qu'on peut désirer pour créer d'emblée un sort meilleur à nos artisans. Il serait à désirer que le gouvernement intervînt pour procurer à ces travailleurs et à leurs

(1) V. le rapport de M. Hector Denis dans le *Bulletin des Conférences préparatoires à l'organisation d'une Bourse du travail à Bruxelles*. — Brux. 1886.

(2) V. *Réforme sociale* des 1^{er} et 17 juillet 1886 et *Projet d'institution de conseils de conciliation en Belgique*. Rapport. Brux. Lesigne, 1886.

familles des transports à prix réduits, ou même gratuits. Quant à la colonisation, la section voudrait voir se constituer en Belgique, de concert avec le gouvernement, un Comité organisateur de l'émigration dans l'Amérique du Sud et elle a même tracé les grandes lignes de la composition de ce comité.

— Les Sociétés coopératives, les Banques populaires et les Sociétés agricoles ont enfin attiré l'attention des membres et motivé différents vœux, comme celui de voir la loi de 1883 sur les coopératives s'étendre aux Sociétés de maisons ouvrières, syndicats agricoles et autres dont l'objet n'est pas commercial, etc., etc.

C'est principalement dans les travaux de la troisième section (législation) que se retrouve la trace des idées que nous indiquons plus haut.

Ainsi, à propos du travail des femmes et des enfants, le Congrès émet le vœu que la loi réglemente à bref délai le travail dans l'industrie et les professions ambulantes. Le Congrès, on le remarquera, ne s'est pas prononcé sur la question d'âge, mais un rapport très étudié du docteur Lefèbvre de Louvain sur les conditions du travail, rapport lu à une des assemblées générales, formule les règles suivantes : 1° Pour les professions qui entraînent un déploiement considérable et constant de force musculaire, la durée quotidienne du travail devrait être fixée pour l'homme fait à 10 heures. Peut-être même faudrait-il faire une réduction sur ce chiffre en faveur des ouvriers travaillant dans de mauvaises conditions ; 2° dans les professions où le déploiement de force est moins intense et moins continu, on pourrait prolonger le labeur, mais sans dépasser 12 heures de travail effectif ; 3° Les enfants ne devraient pas être admis dans les usines et fabriques avant l'âge de 13 ans et encore à cet âge devrait-on leur donner un travail en rapport avec leurs forces physiques ; 4° dans une société bien organisée, il faudrait considérer comme un axiome que la femme mariée et mère de famille doit rester dans son intérieur. Cette délicate question de la réglementation du travail est à l'ordre du jour dans le pays. Elle a fait l'objet d'une discussion prolongée à l'une des séances plénières de la commission du travail. On consultera avec fruit le rapport si complet au point de vue des législations étrangères qu'a publié à ce sujet M. le baron Arnold T'Kint de Roodenbeke (1).

— Le principe de l'assurance en cas d'accidents industriels par l'intervention obligatoire du patron a été également voté par le Congrès, mais sous cette réserve que dans l'application du principe il convenait de laisser à l'initiative privée le plus vaste champ possible.

(1) *Rapport sur la réglementation du travail industriel*, Bruxelles. Lesigne 1886.

Les résistances d'une minorité qu'effrayaient la contrainte, l'obligatoire, l'organisation d'une caisse par l'État et le développement d'une nouvelle bureaucratie, ont été particulièrement vives sur ce point. La prudente réserve apportée dans l'expression de ce vœu nous semble cependant de nature à calmer toute appréhension de socialisme d'État. La question des accidents industriels est une de celles dont la solution s'impose avec le caractère d'urgence le plus indéniable. Dans tous les pays voisins elle a fait l'objet de réformes profondes ou de projets de lois discutés encore à l'heure actuelle. La Belgique ne peut se soustraire à l'examen de cette question, et elle devra à brève échéance se prononcer sur les modifications diverses dont sa législation sur cette matière peut être susceptible.

— C'est encore aux pouvoirs publics que le Congrès fait appel pour mettre un terme aux progrès de l'alcoolisme, mais sans se prononcer sur les mesures qu'il y aurait à prendre. L'enquête à laquelle il vient d'être procédé dans tout le pays a mis en lumière les terribles ravages de l'abus des spiritueux. A Bouillon, petite ville dont la population est de 2.500 habitants, il y a, au témoignage d'un médecin qui a déposé devant la commission d'enquête, quatre-vingt-deux débits de boissons. Il s'y vend annuellement 74.000 litres d'eau-de-vie, ce qui fait 74 litres par habitant en ne tenant compte que des adultes. Chaque ménage contribue à l'alcoolisme pour 198 francs par an ! N'est-ce pas effrayant et n'y a-t-il pas là un mal qui réclame une intervention prompte et énergique de la part des autorités ? — La question des maisons ouvrières et de l'expropriation par zones ne pouvait être négligée au Congrès. Nous transcrivons littéralement les vœux qui ont été émis sur ces deux points.

« 1° Prolonger de six ou huit ans l'exemption de l'impôt foncier accordée pendant huit ans, en vertu de la législation en vigueur, aux sociétés ayant pour objet la construction des maisons et autres bâtiments à l'usage des classes ouvrières ; 2° exempter ces mêmes sociétés pendant une période de quatorze à seize ans de la contribution personnelle sur les loyers, portes, fenêtres et sur la valeur locative ; 3° attribuer ces mêmes avantages aux administrations publiques, telles que bureaux de bienfaisance, hospices civils, administrations communales, qui emploieraient en construction de maisons ouvrières, sous réserve d'amortissement, soit une partie de leur patrimoine, soit des capitaux empruntés ; 4° concéder la forme de sociétés coopératives, par une extension de la loi de 1873, aux sociétés anonymes ou autres ayant pour but la construction de maisons ouvrières ; 5° rechercher les moyens de conserver dans la famille de l'ouvrier la maison ouvrière, par exemple en permettant

au père de famille de composer librement les lots de ses enfants en objets de différentes natures ; 6° accorder, le cas échéant, les subsides de l'État directement aux administrations publiques engagées dans la construction de maisons ouvrières ou, du moins, les leur attribuer par voie indirecte en chargeant l'État d'une partie des dépenses d'intérêt général et d'hygiène publique incombant à toute agglomération, de maisons ouvrières, telles que [dépenses de travaux de construction, de rues, places, marchés, fontaines, etc., etc.] »

Expropriation par zones. — Prenant en considération l'état d'isolement où les populations ouvrières se trouvent reléguées lorsque, par suite de l'expropriation par zone, elles sont refoulées du centre des grandes villes dans les faubourgs, et préoccupé du danger social qui résulte de cette situation, le Congrès invite le gouvernement à n'autoriser l'expropriation par zone de quartiers ouvriers, que sous certaines conditions. Ces conditions pourraient être formulées comme suit : 1° Dans tout quartier exproprié, une partie des terrains à revendre par l'administration communale serait morcelée en lots exigus, destinés à recevoir des habitations ouvrières dont les plans seraient arrêtés à l'avance. Ces lots ne pourraient former l'objet d'aucune accumulation ; 2° sur les grandes artères de nouveaux quartiers, viendraient se greffer des rues plus étroites qui seraient réservées à de modestes habitations pour ouvriers et artisans. En outre, le Congrès invite l'administration de la bienfaisance publique à devenir acquéreur de lots de terrains exposés en vente après l'expropriation par zone et destinés à recevoir des habitations ouvrières. Lesdites administrations construiraient à leurs frais des maisons de ce genre.

On peut en juger par ce compte rendu sommaire, le Congrès de Liège a été important et fructueux. Beaucoup d'idées y ont été remuées, beaucoup de grandes et d'utiles résolutions y ont été prises. L'indifférence et la torpeur ont fait place au zèle et à l'activité. On a vu combien vaste était le champ des études sociales ; on a surtout compris la nécessité d'y mettre promptement la main si l'on voulait épargner au pays et à la société de redoutables catastrophes. A ce point de vue nous saluons avec bonheur le premier Congrès des œuvres sociales, et nous espérons qu'il ouvrira la voie à des réformes durables et heureuses.

Ch. DEJACE.

LES UNIVERSITÉS ANGLAISES

CAMBRIDGE

I

L'Université de Cambridge est une « République littéraire » gouvernée par un Sénat, ayant sa justice dont la juridiction s'étend à 4 mille de distance autour de la ville, et envoyant deux députés siéger en son nom à Westminster. C'est aussi un ensemble de fondations, la plupart très anciennes, destinées à assurer aux talents naissants les moyens de se développer; c'est enfin un corps d'examineurs chargés de distribuer des diplômes et de faire des théologiens, des avocats, des mathématiciens, des littérateurs, des médecins, voire même des artistes. Mais pour beaucoup d'Anglais c'est tout simplement le lieu où leurs fils, dans un stage de trois ans, feront leur apprentissage de liberté et d'initiative individuelle.

M. Le Play dans son admirable ouvrage sur la Constitution de l'Angleterre a accompli cette tâche ingrate de résumer l'organisation intérieure des universités; nous y renvoyons nos lecteurs : les rouages, déjà multipliés par la diversité des études et des diplômes en sont rendus plus complexes encore par l'observance fidèle des anciennes coutumes; l'énumération des usages, des cérémonies, aussi bien que des privilèges dont la pratique s'est conservée jusqu'à nos jours, remplirait à elle seule un volume. Nous ne voulons aujourd'hui qu'étudier le côté social de la question pour nous rendre compte de la vie que mènent les étudiants de Cambridge et savoir ce qu'ils font, ce qu'ils apprennent, ce qu'ils pensent.

Le terme générique d'étudiants comprend encore quelques subdivisions bien que de sérieuses réformes aient été accomplies dans le sens égalitaire. Longtemps, trop longtemps Oxford et Cambridge furent des clubs aristocratiques où la noblesse et l'argent donnaient le ton; les jeunes gens y étaient strictement hiérarchisés et les héritiers d'un titre nobiliaire jouissaient d'une foule de privilèges exorbitants; ils dinaient à part, portaient un costume spécial et la durée

du stage réglementaire était réduite pour eux ; s'ils ne payaient pas moins cher que leurs camarades, c'est que jamais, en Angleterre, — fait digne de remarque — les privilèges des classes dirigeantes ne se sont traduits par des exemptions d'impôts.

Il n'y a pas plus de trente ans, les deux Universités présentaient encore un aspect qui a été fidèlement observé et rendu dans un roman de haute portée : *Tom Brown at Oxford*. L'orgueil insolent des jeunes lords, la folle prodigalité des fils d'hommes enrichis envoyés là pour y faire de hautes connaissances, contrastaient péniblement avec la situation humiliante des *servitors* auxquels l'enseignement était départi à bon marché en échange de certains services qu'ils rendaient.

Aujourd'hui les *servitors* ont disparu et les abus ont pris fin ; c'est l'opinion publique qui, avec la pression irrésistible qu'elle possède en Angleterre, a accompli d'abord la réforme ; le Sénat universitaire aime, comme le Parlement anglais, à consacrer par la loi les changements déjà accomplis en fait et éprouvés par l'expérience. Si en cette circonstance le sentiment général a tant tardé à se manifester, il faut peut-être en chercher la cause dans le respect reconnaissant que la nation a toujours témoigné à ses chefs, à ses représentants naturels qu'elle prétendait récompenser dans la personne de leurs héritiers.

La situation des étudiants est actuellement beaucoup plus uniforme ; mais il y a une importante distinction à établir en premier lieu. Certains qui viennent à l'Université à un âge plus avancé qu'il n'est d'usage ou bien qui ont d'autres motifs de le préférer, se font matriculer comme *non-collegiate students*, c'est-à-dire étudiants libres n'appartenant à aucun collège ; d'autres, inscrits à un collège, demandent à résider en ville dans des « *lodgings* » reconnus et approuvés par l'autorité. Mais la grande majorité réside dans les dix-sept collèges dont l'ensemble forme l'Université ; c'est la vie de ceux-là, en ce qu'elle constitue un type particulièrement original, que nous préiendons étudier.

Cambridge comprend dix-sept collèges dans lesquels sont répartis environ 3,300 étudiants. L'organisation des collèges n'est pas rigoureusement la même ; ils n'ont surtout pas une égale importance numérique. Tandis qu'il y avait en 1885 à peu près 630 *pensioners* à *Trinity* et 230 à *St John, Magdalene* n'en comptait qu'une cinquantaine et *Sidney Sussex*, 40. Naturellement dans les moins peuplés les élèves sont liés par une plus étroite camaraderie.

Les prix offerts aux concours de fin d'année ne sont pas partout les mêmes ; de plus, certains collèges ont des spécialités : *Trinity Hall* est surtout fréquenté par les étudiants en droit et *Gonville et*

Caius par les étudiants en médecine. *King's college* ne renferme que des candidats pour les honneurs, c'est-à-dire les examens les plus difficiles ; il est de plus étroitement relié à Éton de par Henri VI leur commun fondateur (1440-1441) ; de sorte que beaucoup de considérations peuvent guider un jeune homme ou sa famille dans le choix d'un collège.

Les appartements mis à la disposition des jeunes gens comprennent deux ou trois grandes pièces, le plus souvent deux et une plus petite ou au moins un cabinet de débarras. Parfois les glaces, boiserie, papiers de tenture appartiennent au collège et cela est compris dans la location ; d'autres fois ils sont la propriété du dernier occupant qui les cède moyennant finances à son successeur. Au reste une énumération estimative de tous les articles qu'il laisse est remise à celui-ci, qui a droit d'y choisir ce qui lui convient.

Meubler ses « chambres » (*rooms*) et faire achat du costume académique (*capsgown*) — un reste du moyen âge qui est encore de rigueur dans les cérémonies, à la chapelle, et tous les soirs au dîner — ce sont les premières dépenses du débutant dans la vie universitaire (*freshman*).

Le *freshman* élevé de la sorte à la dignité de maître de maison débarque à Cambridge ordinairement vers 18 ou 19 ans, apportant de chez lui des meubles, des bibelots, de la vaisselle et du linge, et il s'installe dans ce *home* qui sera le sien pendant trois ans et dont le plus souvent il ne se séparera au bout de son stage qu'avec de vifs regrets.

C'est dans son *sitting-room* que chaque jour la cuisine du collège lui enverra sur sa demande son repas de midi (*luncheon*) qu'il prendra rarement seul, car il a des voisins et des amis qui n'aiment pas plus que lui la solitude ; le soir son dîner l'attend dans le grand hall aux boiseries sombres, aux vitraux armoriés. Le dîner n'est pas obligatoire, mais on le paye de toute façon, ce qui est un argument en sa faveur.

La cuisine, pièce immense, où devant des feux d'enfer rôtissent des masses de viande à la gargantua, et les *butteries* forment la grande ressource des élèves. De là viennent le pain, le beurre, la bière, le fromage et même en certains cas le soda, le thé, le café *ready made* tenus à leur disposition. Les extras servis au dîner, parts ou portions supplémentaires, s'appellent *sizings*.

Tout étudiant reçoit chaque semaine deux notes ; l'une contenant le montant de ce qu'ont fourni les *butteries* ainsi que le chauffage et les quelques amendes encourues soit pour être rentré trop tard, après la fermeture des grilles, soit pour un livre de la bibliothèque qui n'a pas été rapporté à temps.... etc..... L'autre comprend les

dîners du hall, les portions ajoutées et tout ce que le cuisinier a servi aux étudiants chez eux, sur leur ordre. Ces notes sont hebdomadaires afin que les erreurs puissent être aisément réparées et que les jeunes gens soient toujours à même de contrôler la moyenne de leurs dépenses. Le collège peut fournir aussi une quantité ordinairement limitée de liqueurs fortes. Mais les abus auxquels cette mesure devait parer ont quasi-disparu.

En somme, c'est aux étudiants à *tenir leur maison* en rapport avec leur budget, à prendre soin de ne pas demander plus qu'il ne leur est nécessaire, à prévoir d'avance ce qu'il leur faut.... etc.... Sans doute pendant le premier trimestre, encore un peu novices à ce genre d'existence, ils dépenseront trop, ne sauront pas bien tenir leurs comptes et ne penseront pas toujours à demander le prix de ce qu'ils commandent; mais ils s'y font, et assez rapidement : « Sinon, dit le *Student's Guide*, la faute doit en être rejetée, non sur l'inexpérience, mais sur l'incapacité et la légèreté de l'étudiant (*helplessness and thoughtlessness*). Un certain degré de *self government* est présupposé chez ceux qui viennent à l'Université et c'est cela qu'on prétend y développer.

Dans chaque *set of rooms* (ensemble de 3 ou 4 logements avec un escalier spécial) le service est fait par une femme appelée *bed-maker*; quelquefois il y a un ménage : en tout cas on peut se procurer un domestique homme (*gyp*). Le *gyp* reçoit de 1 à 2 livres sterling par terme.

L'estimation moyenne de ce qu'a à dépenser un étudiant peut se faire à l'aide des chiffres et des tableaux suivants :

Les droits d'admission et d'inscription payables au début sont de 3 et 5 livres; pour les trois examens qui terminent chacune des trois années on paye 2 livres 10, 1 £ 5 et 3 £ 3; et enfin pour le diplôme final, 7 livres. Aux déboursés de la première année on peut ajouter :

Pour le costume universitaire.	£ 4
Pour le trousseau, les achats préliminaires.	7
Et pour l'ameublement.	16
	—
Total. . .	27

En ce qui concerne l'ameublement, on rentrera généralement dans la moitié de ses frais à la fin du stage.

Quant aux dépenses annuelles on peut sans exagération les estimer ainsi que suit :

Enseignement.	£ 18
Loyer.	10
Service, impôts, etc.	6.5

Chauffage.	6
<i>College payments</i>	5.7
Blanchissage.	5.8

viennent ensuite les notes de la cuisine et des *butteries* qui peuvent varier beaucoup selon que l'on mène une existence plus ou moins mondaine, que l'on « reçoit » ses amis, etc. Ceux qui sont dans ce cas, il est vrai, apportent le plus souvent du vin de chez eux et on leur envoie du gibier, du poisson, etc. Les notes d'épicerie varient de 12 à 20 livres. Il faut compter 6 livres pour les déplacements et entre 30 et 70 livres pour achats de toutes sortes chez les fournisseurs de la ville, lesquels sont tenus d'envoyer chaque semestre aux tuteurs des collèves les notes dépassant 5 livres. Quant à l'argent de poche, 12 livres sont le moins que l'on puisse avoir à dépenser : le chiffre moyen serait 30.

En résumé un étudiant raisonnable a besoin de 200 livres (5 000 fr.); celui qui vit avec beaucoup d'économie peut se contenter de 140 (3,500 francs) ou moins encore si c'est un boursier (*sizar*). Et cela sans compter les droits d'entrée et d'examens et les dépenses d'installation dont nous avons déjà parlé. Dans « l'argent de poche » sont comprises les cotisations pour les *boat and cricket clubs*, lesquelles varient de 7 sch. à 1 livre par terme, et généralement une entrée à l'« Union » (cercle politique et littéraire), soit 1 livre par terme et 1 livre d'entrée. Il y a aussi d'autres clubs aménagés avec tout le luxe que comportent, en Angleterre, ces établissements.

Tout cela est réglé pour trois termes qui vont : du 1^{er} octobre au 16 décembre, du 13 janvier au vendredi avant les Rameaux, et du vendredi de Pâques au milieu de juin à peu près. Mais ce sont seulement les deux tiers du terme qui forment la période obligatoire de résidence.

Nous avons dit que l'Université avait des pouvoirs d'ordre public ; elle les exerce par le moyen des *proctors* au nombre de deux, élus chaque année et ayant mission de surveiller la conduite des étudiants ; ils ont sous leurs ordres quatre *pro-proctors* et des agents en assez grand nombre, formant une sorte de police universitaire. Les punitions dont ils peuvent faire usage sont les amendes, les arrêts dans le collège ou dans le *lodging-house*, l'expulsion temporaire ou définitive. Le surintendant de tout ce qui concerne l'éducation et l'autorité à laquelle recourent les étudiants, c'est le *tuteur*. Il y en a au moins un dans chaque collège : c'est souvent un professeur comme les autres, mais la discipline est dans ses mains et c'est à lui que l'on doit s'adresser pour toutes les difficultés qui peuvent surgir.

Cambridge pourrait peut-être passer en premier lieu pour une Académie de sport, les lettres et les sciences ne venant qu'en second

lieu ; en effet les plus travailleurs consacrent au moins l'après-midi de 2 à 5 heures aux exercices du corps ; c'est là une « nourriture » qui leur est devenue indispensable par l'habitude que la plupart en ont prise dans les écoles publiques d'où ils sortent. Dans les *Boat-clubs* la science de ramer est cultivée avec autant d'ardeur et d'émulation qu'on en apporte à conquérir les « honneurs » ; et cela n'est pas une mince difficulté de bien manœuvrer ces avirons et ces bateaux spécialement construits pour atteindre des vitesses démesurées. Les étudiants s'exercent aussi comme volontaires : pendant les beaux mois le lawn-tennis envahit tous les gazons disponibles tandis que la palme du cricket est disputée avec acharnement. Le cricket est, en Angleterre, plus qu'un jeu : c'est une institution ; le chef des « onze », aussi bien que le capitaine d'un bateau de courses, est un personnage qui s'est élevé par son mérite à la première place et qui y jouit d'une autorité incontestée.

À l'Université plus encore que dans les *public-schools* s'épanouit cette éducation sociale qui résulte de l'organisation des clubs, du versement des cotisations, du maniement des fonds et de leur emploi pour le bénéfice de la communauté ; l'administration d'un *boat-club* n'est pas chose si facile ; il faut construire un *boat-house*, le pourvoir d'un nombreux matériel, avoir des hommes de peine pour le service des bateaux....., le trésorier a fort à faire et c'est à l'assemblée générale des membres du club qu'il rend ses comptes et doit son mandat.

Il est regrettable de constater une tendance manifeste à donner dans les concours de sport des prix d'une valeur considérable ; le bon effet de ces exercices sera détruit si l'appât de l'argent en devient le fondement, et cela porte à augmenter d'une manière déraisonnable le montant des cotisations.

Au temps de Tom Brown le luxe hippique tenait une grande place : c'étaient des équipages flamboyants, des écuries de grand seigneur, des livrées étincelantes... tout cela est tombé fort heureusement. Les jeunes gens n'ont point cessé d'aimer les chevaux, ils cesseraient plutôt d'être Anglais ; ils en louent ou en ont en pension ; mais l'opinion flétrit cet étalage insultant qu'elle a toléré trop longtemps.

Autre réforme, celle de ces *wines*, soirées qui se terminaient trop souvent sous la table et où l'on perdait au jeu de fortes sommes. Des agapes plus débonnaires les ont remplacées ; le thé a fait des conquêtes et il n'est plus regardé comme indispensable de griser ses hôtes pour leur faire honneur. Enfin les relations de *town* à *gown* se sont sensiblement améliorées : étudiants et bourgeois ne se boxent plus dans les rues comme ils le faisaient périodiquement en manière d'hygiène.

Le premier terme et même la première année tout entière sont consacrés à s'habituer à cette vie nouvelle qui se traduit d'abord par la pratique des choses économiques et matérielles auxquelles les jeunes gens de cet âge ne sont guère accoutumés. Puis les amitiés se forment, les goûts se dessinent. Les programmes sont arrangés en conséquence pour que l'on ait plutôt à repasser qu'à apprendre et que l'on puisse donner beaucoup de temps au sport et à la vie en plein air.

L'année scolaire se termine en juin par cette période de fêtes qu'on nomme la « commémoration » à Oxford et à Cambridge, la *may-week*. — Régates, concours de cricket et de lawn-tennis, séances de toutes sortes, banquets et concerts se succèdent sans interruption. Mais le côté original de la chose, c'est que les collèves participent au mouvement en donnant des bals ; on danse joyeusement sous les vieux arceaux gothiques. Tout étudiant qui se respecte amène au moins une sœur et deux ou trois cousines. Il n'y a pas de place perdue dans Cambridge : tout est plein, mais aussi la gaité ne chôme pas. Qui peut dire le nombre de mariages qui s'ébauchent pendant ces jours ?.... pour en dresser la statistique, il faut faire au moment du départ une visite domiciliaire dans les tiroirs de MM. les étudiants et y compter soigneusement les gants parfumés et les fleurs séchées.

II

Ce que poursuit une bonne moitié des étudiants, c'est le « *B. A. degree* », le degré ordinaire qui donne droit au titre de *Bachelor of Arts*. Pour conquérir ce grade il faut un stage de 3 ans et la réussite de 3 examens, 1 à la fin de chaque année. Le premier comprend une sorte de revision des études antérieures ; il est facile et on le désigne communément sous le nom de *little-go*. Le programme du second est plus compliqué : il y a du latin, du grec, de l'algèbre, de la géométrie, de la physique,... etc... Ensuite on a un an pour préparer la dernière épreuve qui est spéciale ; elle porte au choix sur la théologie, les sciences morales et politiques, le droit, l'histoire, les sciences naturelles, la mécanique et les sciences appliquées, ou enfin la musique.

Bien plus difficiles sont les examens pour les « honneurs ». Ceux qui y prétendent passent d'abord le *little-go* comme leurs camarades, avec cette différence qu'il leur est posé des questions supplémentaires sur les logarithmes et la trigonométrie élémentaire. Mais ils n'ont plus d'autre obstacle à franchir avant l'épreuve définitive

qu'ils préparent pendant 2 ans. Celle là est longue et laborieuse; pour les mathématiciens, elle comprend le calcul différentiel et intégral, la géométrie analytique,... etc... Pour les littérateurs, elle dure 6 jours (latin et grec). Ceux qui étudient les sciences naturelles sont examinés pendant 10 jours sur la chimie, la physique, la minéralogie, la géologie, la botanique, la zoologie, l'anatomie, la physiologie. On peut aussi se présenter pour le droit, l'histoire, la théologie ou les langues orientales. Nous ne parlerons pas des grades pour la médecine qui forment une classe tout à fait à part.

Celui qui échoue pour les « honneurs » obtient souvent en compensation son « *B. A. degree.* », ou du moins a le droit de passer immédiatement le troisième des examens qui y donnent accès.

En France, l'idée que nous nous faisons de l'enseignement universitaire chez nos voisins est enveloppée de quelques préjugés; on croit volontiers qu'ils ne sont bons qu'à débiter des discours en latin prétentieux et à fabriquer des vers grecs; ce court aperçu de leurs programmes suffit à montrer qu'il n'en est pas ainsi; tous ces examens sont en définitive très sérieux, d'autant qu'il est nécessaire d'y réussir presque du premier coup; il n'y a point de ces diplômes de *consolation* que la Sorbonne accorde parfois à la seule persévérance; il n'est guère admis qu'on se présente plus de deux fois. Les épreuves sont longues et ne comprennent plus que des compositions écrites. On peut considérer la disparition de l'interrogation orale comme un fait accompli; à Cambridge on la regardait comme une prime à l'injustice, donnant une sélection de hasard et ne présentant aucun avantage, puisque les questions brèves et multiples qui nécessitent une mémoire exercée peuvent aussi bien être posées à l'écrit.

Très certainement le niveau général des études est plus élevé en France, mais il l'est moins intelligemment; nous avons dans nos programmes une uniformité déplorable. Le baccalauréat et la licence en droit ont en quelque sorte un caractère obligatoire; hors de là, point de salut. Les Anglais poursuivent un idéal tout autre, ils aiment la spécialité, presque dès l'enfance les études se bifurquent (1) en enseignement *classique* et enseignement *moderne*, mais pas d'une manière absolue, car il faut bien un fonds de connaissances communes à tous. Ici même on peut voir que les premiers examens ont un caractère très marqué d'universalité; mais ils ne peuvent admettre que l'on n'ait pas *sa ligne* à soi déterminée par un penchant naturel ou la poursuite d'une carrière.

Ce que l'on peut reprocher à l'enseignement anglais, c'est un peu d'étroitesse et de routine, une disposition à voir les choses par un

(1) V. un précédent article sur *Harrow-School* dans la liv. du 1^{er} novembre.

seul côté, l'absence des idées générales et des vues d'ensemble : ce sont là les défauts de l'esprit anglais. — Une transformation s'est pourtant opérée ; les conférences perdent leur caractère *mécanique* et prennent un tour plus littéraire et plus attrayant ; aussi sont-elles beaucoup plus suivies que jadis. On peut lire pour s'en rendre compte celles du professeur Seeley sur l'*Expansion de l'Angleterre* qui viennent d'être éditées et traduites en français.

Dans les programmes il est indiqué un certain nombre d'ouvrages dont les candidats seront invités à rendre compte ou dans lesquels ils doivent plus spécialement étudier. Beaucoup de ces ouvrages, même ayant trait aux sciences, sont allemands ou français ; cela empêche les étudiants d'oublier les langues vivantes qu'ils ont apprises dans leur enfance ou dans les *public schools*.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'enseignement en Angleterre et spécialement à Cambridge, mais cette question n'est ici qu'accessoire ; contentons-nous de faire une dernière remarque sur le caractère en quelque sorte préliminaire de cette éducation. Les jeunes Anglais quittent leur collège et leur Université avec regret, car ils s'y sont grandement autant que sainement amusés, et ils n'éprouvent pas ce besoin de liberté et de paresse qui fait chez nous tant de victimes ; ils continuent de travailler soit pour se faire une carrière indépendante, soit pour le seul plaisir de compléter leur instruction.

III

Quel est à présent l'esprit des étudiants de Cambridge ? Quelles sont leurs idées, leurs tendances, leurs manières de voir, les qualités que développe en eux ce genre de vie ? C'est là une question capitale, mais fort difficile à traiter, car il faut une longue expérience pour répondre d'une manière certaine.

Il y aurait un grand nombre de remarques à faire sur leur moralité ; mais, en France, on s'expose à ne pas être cru quand on apporte sur cette matière des renseignements satisfaisants ; beaucoup de ceux qui l'ont tenté ont été accueillis par des sourires de pitié et on les a traités d'anglomanes. La seule ressource, c'est de se retrancher derrière le témoignage de M. Taine et de renvoyer les incrédules aux pages dans lesquelles il a traité ce sujet (voir les *Notes sur l'Angleterre*). Et s'ils ne sont point convaincus par ce témoignage d'une si haute autorité et d'une si grande valeur, qu'ils aillent eux-mêmes contrôler et refaire l'enquête dont les résultats les étonnent si fort. Quand ils auront visité les *public schools*, interrogé les profes-

seurs, observé les élèves, ils passeront aux Universités pour interroger et observer de nouveau ; alors ils donneront raison à M. Taine et comprendront en même temps ce qu'il y a de véritablement supérieur dans l'éducation anglaise, le rôle moral qu'y jouent d'une part la liberté et de l'autre le sport.

Au point de vue religieux, on retrouve à Cambridge ces sentiments de respect et de tolérance qui, dans toute l'Angleterre, font l'honneur des plus sceptiques. Le nombre des libres-penseurs peut augmenter, mais il ne sera jamais admis que l'on tourne en dérision la religion et ses ministres ; ce sont là des choses respectables auxquelles on peut ne pas croire, mais qu'on ne peut insulter.

A la chapelle le service s'accomplit avec une grande solennité et les cérémonies du culte ont conservé tout particulièrement cette empreinte du moyen âge dont l'Université entière porte la trace. Les maîtres, les fellows et les étudiants n'y paraissent qu'en costume de chœur, revêtus de longs surplis blancs. La tenue est généralement bonne et il est certain que les croyances sont ici plus solidement établies que dans une réunion de jeunes Français. La plupart des étudiants les ont conservées intactes. Il est vrai que l'élasticité de la doctrine protestante est très favorable à cette conservation ; le dogme est large, presque vague et la pratique n'est pas *gênante* ; néanmoins c'est plus aux qualités de la race et de l'esprit anglais qu'au caractère de la religion qu'il faut attribuer cet heureux résultat.

Si la génération qui se forme à Cambridge aujourd'hui semble devoir être animée du même respect pour les choses religieuses que celle qui l'a précédée, on peut prévoir pourtant qu'elle les envisagera d'une manière plus démocratique et moins *anglicane*. Vraisemblablement ses tendances seront vers la disparition du culte officiel et l'émancipation de l'Église, problème difficile à résoudre dans un pays où le souverain est en même temps chef d'Église.

De semblables questions, quelque compliquées qu'elles soient, n'effrayent pas les étudiants qui apportent beaucoup d'ardeur dans la discussion de tous les sujets politiques ou sociaux. La politique ne leur semble pas, comme à nous, réservée aux hommes mûrs ; au contraire, en Angleterre, c'est chose *jeune* et parfaitement compatible avec le sport ; il n'est pas rare de voir les champions des jeux athlétiques chercher à se former dans l'art de la parole et prendre part aux débats de l'*Union Society*, sorte de conférence Molé où une fois par semaine a lieu une séance publique. Le ton y est élevé et l'ensemble des discours bien au-dessus de ce qu'on pourrait attendre de jeunes gens de cet âge. A l'inverse du Français qui cherche d'abord à polir son style et à tourner ses phrases, ceux-ci se préoccupent en

premier lieu de trouver des arguments et des idées ; la forme ne vient qu'après ; s'exprimer avec précision et se faire *bien* comprendre est le but qu'ils poursuivent.

En somme il y a ici beaucoup d'initiative et aussi d'individualité : chacun, dans la sphère qu'il s'est choisie, s'exerce et se livre à une sorte de gymnastique préparatoire aux combats de la vie. Ces associations, ces *ligues* qui sont si répandues sur toute la surface du Royaume-Uni, comptent dans les Universités un grand nombre de membres ; ils mettent ainsi leur ardeur juvénile au service d'une cause qui leur est chère, d'une idée qui les a séduits. Leurs opinions se forment en toute liberté sans que parents ni maîtres se croient le devoir ou le droit d'intervenir ; mais cela ne produit pas de coteries ; l'indépendance de la pensée et de la parole est un principe consacré et quand on poursuit deux lignes politiques absolument opposées on ne pense pas que cela soit une raison suffisante pour cesser de s'estimer.

Le genre de vie que mènent les étudiants est assez bien fait pour développer les qualités natives de la race ; le bon sens, l'esprit pratique, l'énergie. Ils quittent l'Université avec une certaine expérience acquise en remuant de l'argent et en s'occupant du côté matériel de l'existence ; ils emportent aussi des idées qui commencent au moins à se fixer et, la plupart du temps, des amitiés formées à l'âge où elles peuvent être solides et définitives.

Il est évident que ces considérations ne s'étendent pas à tous les étudiants sans exception ; c'est le type général que nous avons cherché à dépeindre, celui qui est le plus répandu, qui constitue la *moyenne* ; ce qui contribue à le varier presque à l'infini, c'est cet *individualisme* anglais que nous appelons en France égoïsme : sorte de compromis entre la tolérance et la liberté qui fait que chacun agit à sa guise et que l'on ne se reconnaît pas le droit de critiquer les actes du voisin afin d'être soi-même à l'abri de ses critiques.

IV

Cambridge contient encore 5 établissements de création récente dont il est nécessaire de dire un mot en terminant. Le premier, *Cavendish-College*, a été fondé en 1876 dans le double but de rendre plus économique le stage à l'Université et de faciliter la tâche à ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge ordinaire des étudiants ; il est destiné à prévenir les pertes de temps et d'argent ; la surveillance y est plus étroite et la discipline plus rigoureuse. En même temps on s'occupe spécialement de former ceux qui se destinent à l'enseignement.

Depuis lors *Selwyn-College* a été fondé (1882) par un évêque de la Nouvelle-Zélande également dans l'intention de venir en aide à ceux que leur position de fortune privait de l'éducation universitaire. Enfin deux ans plus tard, *Ayerst-Hall* a été ouvert pour répondre au même besoin. C'est là un mouvement très marqué et très légitime vers une réforme prochaine. Toutefois il ne faudrait pas y voir le signal d'un bouleversement dans l'organisation des Universités ; l'enseignement y sera départi à meilleur marché et il ne pourra qu'y gagner ; mais l'état de choses que nous venons de décrire subsistera encore longtemps parce qu'il a sa raison d'être et qu'il n'est pas, comme on est trop enclin à le croire, un vain hommage rendu à la noblesse et à l'argent.

Les deux derniers collèges, *Newnham* et *Girton* sont d'un genre tout différent : ils sont réservés..... aux femmes. Il a fallu un certain temps au Sénat universitaire pour admettre et consacrer l'existence de ces deux établissements. Mais un zèle d'apôtre mis au service d'une cause qui peut-être n'en était pas digne a surmonté tous les obstacles et le 24 février 1881 la noble assemblée a voté par 398^{voix} contre 32 l'admissibilité des femmes aux examens. Toutefois on les a sagement écartées du degré ordinaire ne leur laissant que le droit de se présenter aux *Honneurs* ; on est certain ainsi de n'avoir affaire qu'à des *étudiantes* sérieuses ; la plupart de celles qui ont passé à Cambridge sont devenues maîtresses dans des maisons d'éducation en Angleterre et aux colonies ; *Newnham* et *Girton*, qui d'ailleurs sont de vrais *couvents laïques*, peuvent donc être considérés comme des pépinières d'institutrices. Il est à remarquer à ce sujet que les *étudiantes* ont montré beaucoup d'aptitude pour les mathématiques ; la littérature et la poésie ont dû battre en retraite devant les charmes pour tant peu féminins de la trigonométrie et du calcul intégral.

Elles soutiennent ainsi la vieille réputation de Cambridge comme Université mathématique et scientifique, par opposition à Oxford qui passait pour plus littéraire. A vrai dire cette distinction ne signifie pas grand'chose, car elle est à présent peu sensible. Oxford produit surtout des écrivains de polémique, journalistes, hommes de *revues*, vulgarisateurs de science, combattants politiques ; la vie y est peut-être plus remuante, plus moderne ; les hommes qui désirent *pousser* leurs fils les y envoient de préférence ; à Cambridge, il y a plus d'intimité, de tradition, de recueillement..... mais encore une fois ce sont là des nuances à peine perceptibles. Ce qui est bien certain, c'est que le stage à l'Université est et restera le complément de toute éducation soignée, non pas seulement pour les connaissances, mais aussi pour l'expérience qu'on y a *quiert*.

LE RENGAGEMENT DES SOUS-OFFICIERS

La réduction de durée du service militaire a pour effet de rendre à la fois plus nécessaire et plus difficile le rengagement d'un nombre considérable de sous-officiers. Des moyens, des expédients bien divers ont été imaginés ou même expérimentés, mais c'est encore sur l'appât d'avantages pécuniaires qu'on doit principalement compter pour obtenir le résultat qu'on se propose (1). A la suite des lois du 10 juillet 1874, du 22 juin 1878, enfin du 23 juillet 1881, voici quelles sont aujourd'hui les allocations offertes au sous-officier engagé : 1° Haute-paye journalière de 0 fr. 30, portée à 0 fr. 50 après cinq ans de rengagement et à 0 fr. 70, après dix ans. 2° Première mise d'entretien de 600 francs et indemnité de 2000 francs, acquises par la signature d'un premier rengagement de cinq ans ; deuxième mise d'entretien de 500 francs, acquise par la signature d'un second rengagement de cinq ans. Les mises d'entretien sont payées aux intéressés immédiatement après la signature de l'acte ; les indemnités sont, pendant tout leur séjour sous les drapeaux, conservées par l'État qui leur en sert trimestriellement l'intérêt à 5 %.

Le projet de loi militaire préparé par M. le général Boulanger apporte au système actuel quelques modifications que nous voulons examiner au point de vue économique et social.

L'exposé des motifs ne méconnaît nullement l'opportunité de s'assurer le concours du plus grand nombre possible de sous-officiers ayant l'autorité de l'âge et de l'expérience ; il la proclame au contraire de la façon la plus nette et il en déduit cette conséquence parfaitement logique : « Il importe d'améliorer le système en vigueur d'autant plus qu'avec le service de 3 ans, la nécessité de retenir les sous-officiers sous les drapeaux s'impose plus rigoureusement encore » (1).

Voyons un peu comment il réalise cette amélioration. Désormais, le sous-officier recevra une prime de 1500 francs, payable immédiatement après la signature de l'acte de rengagement. Il aura droit à une gratification annuelle de 200 francs, payable après chaque année de rengagement, les rengagements ultérieurs donnant droit seulement à la même gratification. Il recevra une solde spéciale, payable par mois et une haute-paye mensuelle dont le taux sera 9 francs à partir du jour du rengagement, 15 francs après 5 ans, 21 francs après 10 ans.

Les sacrifices consentis par l'État sont à peu près les mêmes dans les deux systèmes. Si donc on espère que le nouveau sera plus efficace, c'est

(1) Dans un remarquable rapport sur l'organisation de l'armée, présenté à la Société d'économie sociale en 1872 (*Bulletin*, t. III, p. 519), M. Lahaussais a indiqué l'importance du recrutement des sous-officiers et montré les divers moyens de provoquer leur rengagement. — Consulter en outre Lahaussais, *L'armée nouvelle*, 3^e édit. 1872, p. 155, et le général Pierron, *Les méthodes de guerre*, 2^e édition 1886, t. I^{er}, 1^{re} partie, p. 700 et suiv.

qu'on estime que les allocations y sont mieux réparties. Toutefois il y a lieu d'examiner s'il est conforme aux véritables intérêts des sous-officiers, s'il répond aux principes économiques et moraux qui ne doivent jamais être perdus de vue, même dans la confection des lois.

Le législateur avait été bien inspiré en décidant que l'indemnité de rengagement ne serait payée au sous-officier qu'au moment de rentrer dans la vie civile. Il voulait lui fournir ainsi le moyen de s'établir d'une façon avantageuse. Le maréchal Bugeaud était de cet avis. Dans une brochure publiée en 1850, *De la fondation d'un pécule au profit des militaires congédiés*, nous trouvons deux lettres de l'illustre organisateur où il développe cette pensée : « Il n'est pas un bon ouvrier qui ne puisse en huit années, s'il est économe, rassembler 1000 à 1200 francs. Il faut donc leur présenter dans armée une meilleure perspective que celle qu'ils auraient pu avoir dans la vie civile et ce n'est pas trop, selon moi, que de leur assurer au moins un pécule de 2.000 francs. »

Quand on a vécu dans les corps de troupe, quand on a vu de près les tentations offertes à la bourse des sous-officiers, on ne peut contester sérieusement la difficulté de l'épargne ; la plupart — et nous parlons des meilleurs — ne mettent pas longtemps à dépenser les 600 francs alloués aujourd'hui comme première mise d'entretien ; quand ils toucheront 1.500 francs, la somme disparaîtra un peu moins vite, mais c'est la cantine qui en profitera, l'épargne n'en aura guère sa part. M. le ministre veut que les sous-officiers « au moment d'embrasser définitivement la carrière puissent désormais disposer d'un capital que présentement ils devaient toucher seulement en quittant définitivement le service ». Il se trompe. Ce n'est pas un *capital* qu'il leur procure, c'est un *revenu*, destiné à être promptement dévoré.

Pour justifier le nouveau système, on se borne à adresser un reproche à l'ancien : « Cette disposition de la loi de 1881, adoptée en vue d'empêcher le rengagé de dissiper sa prime présentait l'inconvénient de le pousser à quitter le service dès l'expiration de son premier rengagement pour toucher au plus tôt ce qui lui revenait. » Une première considération atténue singulièrement la portée de cette critique : c'est que le nombre des seconds rengagements est infiniment moins considérable que celui des premiers. Il serait donc assez maladroit de s'exposer à compromettre ceux-ci dans l'espoir, bien incertain, d'améliorer un peu la condition des autres. Ajoutons que l'article 8 de la loi de 1881 dispose que les sous-officiers autorisés à se marier pourront toucher leur indemnité de 2.000 francs à l'expiration de leur premier engagement. C'est toute une catégorie fort nombreuse qui est ainsi hors de cause.

Mais voyons si, du moins, quant aux autres, l'objection du ministre est mieux fondée. De deux choses l'une : ou le sous-officier à la fin de son rengagement a en vue quelque établissement de commerce pour l'acquisition duquel il a besoin d'argent, ou il n'a aucun projet de ce genre. Dans le premier cas, il est bien clair que le sous-officier ne laissera pas échapper une occasion avantageuse, soit qu'il reçoive alors son indemnité, soit qu'il dispose encore de la prime de 1500 francs qu'il aurait reçue cinq ans avant

et dont il aurait pu accumuler les intérêts. Libre de rester sous les drapeaux ou de partir, il se déterminera uniquement par la comparaison du bénéfice qu'il peut réaliser en embrassant tout de suite sa carrière nouvelle ou en profitant des avantages pécuniaires de son second rengagement. Or ces avantages sont à peu près identiques dans les deux systèmes (1). Si le sous-officier n'a pas en perspective un emploi lucratif et prochain de son argent, nous ne voyons pas pourquoi il serait aussi pressé de le toucher que semble le croire le général Boulanger. Les placements sûrs à 3 0/0 ne sont guère fréquents aujourd'hui. Ce serait une assez mauvaise spéculation de renoncer sans raison à un bénéfice modeste mais convenable.

Dira-t-on que l'impatience du sous-officier sera dictée par le désir de jouir immédiatement de cette somme, de la dissiper en peu de temps? Si l'on admet qu'il cède à cette tentation, on conviendra qu'il y aurait certes succombé à fortiori cinq ans plus tôt, s'il avait alors touché son indemnité. A cet âge, cinq ans donnent de la raison aux esprits les plus légers et les écarts de conduite diminuent singulièrement de nombre pendant ce délai. D'ailleurs, il est un fait indéniable, c'est que les tentations de ce genre sont beaucoup plus fortes pour l'homme restant sous les drapeaux, au milieu de ses camarades, que pour celui qui rentre dans ses foyers près de sa famille et n'y retrouve en général qu'exemples d'économie.

Il ne reste donc rien de l'objection ministérielle, ou plutôt, nous allons en déduire une conséquence que son auteur n'avait sans doute point prévue. Oui, il est un cas où le nouveau système sera merveilleux pour déterminer les seconds rengagements. C'est celui où le sous-officier, ayant dissipé sa première prime, se verra dans l'impossibilité de rentrer honorablement dans la vie civile, faute de ressources. N'ayant plus un sou non seulement pour s'établir, mais même pour subvenir à ses premiers besoins, en attendant de trouver une position, il se décidera à rester sous les drapeaux. Est-ce là un résultat dont il faille se féliciter? Personne n'oserait le soutenir, d'autant mieux que les sujets acculés à cette impasse seront loin d'être la fleur du panier. En tout cas spéculer sur les désordres, avoir la nécessité pour agent de recrutement est un procédé peu moral qui répugne à quiconque a le sentiment des vrais intérêts et de la dignité de l'armée.

Le projet ministériel a-t-il été mieux inspiré en décidant que les sous-officiers auraient une solde et une haute-paye non plus journalière, mais mensuelle? Il seront évidemment flattés d'être, à cet égard, traités comme des officiers. Mais cette satisfaction d'amour propre sera assez légère, — quelques sous de plus par jour feraient bien mieux leur affaire. Et si l'on compte sur cette mesure pour obtenir un rengagement de plus, on se fait une singulière illusion. En revanche ce paiement mensuel a de gros inconvénients. C'est un fait reconnu par tous ceux qui se sont occupés de la question des salaires : quand ceux-ci sont payés par grosses sommes, l'épargne

(1) Nous nous plaçons au point de vue purement *économique*. Pour être complètement vrai, il faudrait ajouter que c'est d'après des considérations morales, d'après le goût qu'il a pris au métier, que le sous-officier se décide à rengager une seconde fois. Cette observation atténuée, du reste, encore la portée de l'objection du ministre.

et la dissipation deviennent à la fois plus faciles. Il faut un effort moins grand pour mettre de côté trois francs à la fin du mois, que deux sous chaque jour. En même temps on est porté après avoir reçu une somme considérable, à dépenser d'un coup beaucoup plus d'argent qu'il ne conviendrait pour équilibrer sagement son budget.

En présence de ce double résultat on fera peut-être remarquer que les sous-officiers rengagés étant d'âge à porter la responsabilité de leurs actes, il n'est pas mauvais de donner à l'économe la possibilité de faire des économies, dût le prodigue avoir plus de facilités pour dissiper. Chacun en aura en fin de compte suivant ses mérites. Mais un motif péremptoire ne permet pas de raisonner ainsi, c'est que l'épargne et la dissipation ne sont pas du tout également possibles pour les sous-officiers.

Rien de plus facile pour un de ceux-ci que de s'endetter; quant à mettre quelque chose de côté, il n'y peut songer. Il est astreint à une série de dépenses auxquelles ses ressources ne peuvent faire face qu'à la condition d'être ménagées avec le plus grand soin. Il est obligé, pour joindre les deux bouts, de tenir serrés les cordons de sa bourse — alors même qu'il aurait le bénéfice d'une haute-payé — et il n'a pas besoin de commettre beaucoup de folies pour créer un arriéré qui sera ensuite long à disparaître.

La seule allocation de l'État que le sous-officier puisse mettre de côté ou consacrer à quelque achat important est (en dehors des indemnités ou des premières mises) la somme de 25 fr. qui lui est comptée trimestriellement, à titre d'intérêt de son indemnité. Aussi verrions-nous assez volontiers, comme le propose le ministre, que cette somme fût augmentée et fût l'objet d'un paiement annuel, dût-on réduire le taux des autres allocations. Quant à la solde et à la haute paye, elles sont, tout entières, absorbées par les dépenses courantes du sous-officier. Puisqu'il ne faut pas songer à favoriser l'épargne de celui-ci, il faut le mettre en garde contre la dissipation. C'est ce qu'on fait aujourd'hui, par le paiement du *prêt* tous les cinq jours. Personne ne se plaint des résultats obtenus. A quoi bon changer le système!

Depuis quelques années certains économistes préconisent beaucoup l'épargne obligatoire. Tout en respectant la liberté individuelle, ils estiment que les salariés doivent être protégés contre leurs propres entraînements et que le meilleur moyen de leur éviter les souffrances, la misère résultant du chômage ou des maladies, c'est de les astreindre à faire acte de prévoyance, à consentir un léger sacrifice sur leur gain actuel. Ces idées sont particulièrement bien accueillies aujourd'hui dans les sphères politiques.

Comment le projet de loi militaire s'est-il donc écarté, à pareil point, de ces principes? Pourquoi a-t-il montré si peu de souci des intérêts véritables et surtout de l'avenir des sous-officiers qu'il prétend retenir sous les drapeaux? M. le ministre a cru sans doute mieux résoudre ainsi un problème que la réduction du service militaire rend à peu près insoluble. Nous sommes persuadé qu'il se trompe. En tout cas nous pouvons qualifier de médiocre aloi le succès éventuel de ce système qui favorise des tendances contraires à celles que la morale et l'économie politique s'accordent à recommander.

CHRONIQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL

SOMMAIRE : Classes de garde et de vacances. — Petits logements. — Emigration italienne; part des diverses nations européennes dans le peuplement du monde. — Absentéisme et résidence industriels. — Force motrice par air comprimé à Birmingham. — Culture du blé à grands rendements.

Classes de garde et de vacances. — Une des plus récentes séances du Conseil municipal de Paris a mis en relief un fait d'expérience des plus inattendus assurément.

Il est peu d'esprits généreux, sans aucun doute, qui n'aient songé avec tristesse à cet obstacle sérieux que l'éducation des enfants de familles ouvrières rencontre dans l'absence du père et souvent de la mère, pendant la journée entière, depuis l'heure la plus matinale jusque souvent 7 et 8 heures du soir. Que deviennent ces enfants pendant 12 heures au moins que dure l'absence des parents? L'école communale les prend pendant la moitié du temps, mais le reste, comment le passent-ils? Le reste n'est-il pas le lot obligatoire du vagabondage? De plus, il y a les vacances, celles du jeudi, du jour de l'an, de Pâques et de fin d'année. Les parents n'en ont pas, des vacances; voilà donc les enfants fatalement abandonnés à eux-mêmes. Il y a là une des grosses difficultés du problème social et une nouvelle démonstration du principe tant de fois affirmé dans notre École que la mère doit rester au foyer.

Le Conseil municipal de Paris s'est préoccupé de la question et a créé tout exprès, les classes de garde ouvertes de 7 h. à 8 h. 1/2 du matin et de 4 h. 1/2 à 6 h. du soir, et les classes de vacances. On ne peut qu'applaudir à ces sages innovations. Malheureusement, l'expérience arrive bien vite avec son froid réalisme, tempérer ces applaudissements et rappeler une vérité qui n'est pas nouvelle pour les lecteurs de la *Réforme*, à savoir qu'il ne suffit pas de créer des institutions pour réaliser le bien, il faut, auparavant, préparer les gens à tirer parti des institutions. Voilà en effet, les constatations que l'expérience a relevées au sujet de l'effet de ces classes supplémentaires. « Sur les 115.000 enfants qui fréquentent nos écoles, lit-on dans un rapport présenté par M. Desprez dans une des dernières séances du Conseil, il en est allé 1.400 environ dans l'ensemble des classes de garde installées jusqu'ici, c'est-à-dire 1 sur 10. Cinq arrondissements de Paris, les VIII^e, IX^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e se sont déclarés contraires à cette institution; le VI^e y a renoncé. Les XVIII^e et XIX^e arrondissements constatent que les écoles de garde sont réclamées surtout par les petits commerçants et boutiquiers et sont *inutiles aux familles ouvrières*... La caisse des écoles a cessé d'entretenir les deux classes de garde du VI^e arrondissement pour le motif que, sur les élèves qui s'y rendent, un grand nombre appartiennent à des familles qui pourraient garder leurs enfants. »

Voyons d'autre part les écoles de vacances. « Chaque année, dit un autre conseiller, M. Jacques, dans la même séance, je cherche à me rendre compte du degré de fréquentation des classes de vacances qui devraient être fort en faveur. Eh bien, j'ai le regret de constater que ces classes de vacances si utiles, si commodes pour la tranquillité des familles, ne sont pas du tout fréquentées. *Une petite quantité d'enfants de la petite bourgeoisie* suit seulement les classes de vacances. Les autres vagabondent dans les rues. »

Voilà donc des deux côtés des résultats analogues profondément navrants et mettant en pleine lumière l'incurie, l'indifférence des familles ouvrières en face du plus sacré de leurs devoirs : l'éducation de leurs enfants. La petite bourgeoisie envoie ses enfants aux écoles de garde et de vacances, et le peuple, non. C'est la rue seule qui bénéficie, en grande partie, de ce temps que l'étude laisse libre. Et après cela, on viendra nous dire que le soin de l'éducation religieuse peut être laissé sans crainte aux parents qui sauront bien, en dehors des classes, mener leurs enfants à l'église !

Petits logements. — On n'a pas oublié quelle suite ininterrompue d'inepties ont été débitées et tentées, sans jamais aboutir à quoi que ce fût, au conseil municipal, à l'occasion des petits logements. Il semblait, vraiment, que la source dût en être épuisée, mais il n'en est rien ; elle a repris à couler (*les élections devant avoir lieu au printemps prochain*), et la commission municipale spéciale vient de proposer au Conseil l'adoption du projet le plus grotesque. En voici l'économie en quelques mots : « Une société au capital nominal de 100,000 fr. mais qui n'a, en réalité, dans sa caisse qu'une somme de 10,000 fr., a la prétention d'émettre pour 250 millions d'obligations à lots d'une valeur de 1 fr. chacune et de construire, avec les fonds provenant de cet emprunt, 250 millions de logements à bon marché. Au bout de 75 années, la société aura, ce sont ses promesses, remboursé les 250 millions prêtés, donné, de plus, 250 autres millions aux prêteurs comme rétribution du service rendu par eux ; elle fera alors don à la ville de Paris des 250 millions d'immeubles construits avec l'emprunt, plus un fonds de réserve évalué à la même somme, en un mot : 750,000,000 gagnés avec 10,000 fr. !

Repoussera-t-on pareille aubaine ? La commission s'était naturellement empressée d'accepter ; quelques conseillers plus sages ont heureusement jeté quelque peu d'eau froide sur son enthousiasme en montrant que, selon eux, la ville se rendait bel et bien garante de l'emprunt, car la société demande que son conseil soit composé de trois de ses propres membres, de trois représentants de la ville et de trois représentants de l'Etat. Cette composition du conseil, jointe à ce fait que la ville doit avoir un bénéfice dans l'affaire, implique indubitablement une responsabilité pécuniaire absolue de la ville. Cette explication a fait réfléchir, et on a décidé, qu'avant d'aller plus avant, on consulterait les hommes de loi.

Émigration italienne. — Dans la *Réforme sociale* du 15 juin 1886, nous avons donné les chiffres généraux de l'émigration italienne en 1885. Aujourd'hui, nous revenons sur ce sujet, par cette raison que le directeur de la statistique du royaume d'Italie vient de nous envoyer un volume nouveau

où il a rassemblé les documents officiels les plus intéressants sur les conditions économiques et morales de l'émigration en Italie.

Rappelons d'abord quelques chiffres : le nombre total des Italiens, qui, en 1885, ont quitté leur patrie, a été de 157.193 ; 77.029 étaient des émigrants proprement dits ou permanents, et 80.164, périodiques ou temporaires. Sauf en 1882 et 1883, l'émigration sous ses deux formes n'avait jamais été aussi considérable. Quant à l'émigration permanente, son chiffre de 1885 est le plus fort qui ait jamais été ; elle est en croissance continue très rapide, sauf dans l'année 1884 ; elle n'était que de 18.535 en 1878, elle a plus que quadruplé en huit ans. L'émigration temporaire, au contraire, celle qui s'effectue dans les pays d'Europe est en décroissance continue depuis 1883. La crise industrielle et agricole, à peu près universelle en Europe depuis quatre ans, contraint donc de plus en plus les Italiens à renoncer à ces déplacements périodiques en pays européens qu'ils ont pratiqués de tous temps (en 1869, par exemple, on comptait 83.565 émigrants de cette catégorie), et à s'éloigner définitivement de leur pays. C'est, en effet, le plus souvent, pour ne jamais revenir que ces émigrants gagnent les pays hors d'Europe. L'ouvrage qui nous a été envoyé porte que, sur 2.344 réponses fournies par les maires, 37 déclarent que tous les émigrants partis sont rentrés, 533 qu'un assez grand nombre est revenu, mais, par contre, 1754 avec ces mots : peu de retours, très peu, pas du tout.

La situation de fortune des émigrants rentrés était généralement bonne : les 1.929 réponses faites à la question posée au sujet de cette situation portent : pour 1.076 : bonne ; pour 486 : modeste ; et pour 367 : malheureuse.

Que sont donc les gens qui émigrent ainsi ? quelle profession, quel état social ? Plus de la moitié, 50,32 0/0 sont des agriculteurs ; 21 0/0 des terrassiers, manœuvres, journaliers ; 11 0/0 des maçons et tailleurs de pierre ; et 9 0/0 des artisans et travailleurs de divers métiers. C'est donc la profession agricole qui fournit le plus fort contingent à l'émigration, surtout à celle hors d'Europe.

Parmi ces agriculteurs, beaucoup étaient propriétaires de terres qu'un grand nombre d'entre eux vendirent ou hypothéquèrent. Aussi, la grande majorité de ces émigrants part-elle avec un petit pécule. Prélèvement fait des frais de voyage, dans certaines communes, ce pécule était de 150 à 300 livres par émigrant ; dans d'autres, de 50 à 200. Quelques émigrants, originaires de la province d'Alexandrie, emportèrent avec eux de 500 à 1000 livres ; d'autres, des provinces de Cuneo, Turin, Milan, Udine et Vicence, de 1500 à 5.000 livres. Plusieurs émigrants de Novare avaient 2.000 livres chacun ; on prétend que plusieurs propriétaires fonciers de la province de Gênes s'embarquèrent avec un capital de 10.000 à 25.000 livres, et un autre de la province de Pavie avec 35.000 livres.

On ne peut évidemment pas dans une matière aussi complexe, poser des généralités trop absolues ; mais, néanmoins, on peut dire que les émigrants italiens partent le plus souvent avec quelques économies, et que les émigrants indigents ne sont qu'une minorité impalpable. Ils forment 2 % de l'émigration intra-européenne, et 26 % de l'émigration extra-européenne.

Quel est enfin l'effet de cette émigration considérable sur le mouvement

de la population du royaume italien? Cette étude nécessiterait plusieurs documents, entre autres un état comparatif exact des rentrées et des sorties; cet état, le travail italien ne le fournit pas, mais, en éliminant ce point important, il reste la comparaison entre les sorties par émigration et les rentrées par naissance. M. Bozio la donne très détaillée et l'étend même à d'autres nations; il ne nous semble pas inutile de publier ce tableau complet, qui donne en quelques lignes un aperçu général fort intéressant sur le mouvement de la population d'Europe.

	Excédent des naissances sur les décès par 1.000 habitants				Émigration hors d'Europe par 1 000 habitants			
	1882	1883	1884	1885	1882	1883	1884	1885
Italie	9.62	9.64	12.08	11.54	2.38	2.45	2.05	2.69
France	2.59	2.58	2.11	2.32	0.13	0.11	0.16	0.16
Gde-Bretagne et Irlande.....	13.16	12.39	12.98	12.33	7.92	8.99	6.73	5.72
Angleterre-Galles	14.19	13.93	14.07	13.50	6.17	6.84	5.44	4.59
Ecosse.....	14.21	15.57	14.09	13.18	8.52	8.14	5.68	5.47
Irlande.....	6.66	4.30	6.31	5.11	16.50	21.08	14.62	12.20
Allemagne.....	11.52	10.76	11.03		4.25	3.62	4.10	2.22
Autriche Cislei- thane.....	8.43	8.13	9.41		0.35	0.33	0.32	
Suisse.....	6.91	8.04	8.01		3.79	4.41	3.09	
Suède.....	12.01	11.66			9.75	5.66	3.88	
Norvège.....	12.56	13.95	14.64		15.04	11.59	7.71	
Danemark.....	13.24	23.48	15.16		5.84	4.17	3.11	

Ce tableau fournit des remarques pleines d'intérêt; la France apparaît au dernier rang avec sa misérable natalité; l'Angleterre, au contraire, brille au-dessus de toutes les nations par sa puissance créatrice, tandis que la pauvre Irlande diminue le nombre de ses enfants et se dépeuple par une émigration disproportionnée. L'Italie tient la tête avec l'Angleterre pour le développement de la population restant sur le sol après défalcation de l'émigration, le seul excédent des naissances sur les décès donne, dans ces deux pays, une augmentation de neuf habitants pour mille.

Quel triste rôle est le nôtre dans cette grande œuvre du peuplement du monde, et combien est insignifiant le contingent que nous lui apportons!

Absentéisme et résidence. — Dans les derniers jours de septembre nous parcourions deux départements forts industriels, l'Isère et la Drôme, et visitions un grand nombre d'usines, notamment des tissages et des filatures. Ces visites avaient un grand intérêt pour nous, car ces établissements réalisent, en partie, ce qui nous semble une des conditions indispensables de l'industrie moderne, son implantation dans les campagnes loin des grands centres de population. Nous disons « en partie », car il manque dans la plupart de ces établissements la condition essentielle : l'habitation du patron. En général, les patrons demeurent à Lyon et les usines ne sont, en réalité, dirigées que par un premier employé, ce qui n'est pas du tout la même chose. Tel événement grave récent, sur le théâtre duquel nous avons passé chemin faisant, ne se serait pas produit si les patrons eussent été présents. Mais ce n'est pas là ce que nous voulons signaler aujourd'hui.

Dans un grand nombre des usines du Dauphiné, nous avons trouvé, à côté du bâtiment de l'usine, un autre bâtiment destiné à l'habitation et aux repas des jeunes ouvrières dont les familles habitent loin de la localité. En général, ces réfectoires et ces dortoirs sont des plus confortables : spacieux, aérés, propres, souvent cirés ; les lits sont bons, chauds, distants les uns des autres, la nourriture est saine, suffisamment abondante et d'un prix modique. Ces conditions sont incontestablement bien supérieures aux conditions ordinaires de la vie habituelle des jeunes ouvrières dans leur famille. Elle n'en font pas mystère, du reste, et le reconnaissent volontiers. Or, voici ce qui passe et se développe avec une intensité croissante ; les jeunes ouvrières restent au réfectoire et au dortoir aussi longtemps que leurs salaires sont faibles ; mais, à l'heure précise où ces salaires sont augmentés et atteignent le taux exact de la vie au dehors, ces jeunes filles quittent instantanément l'habitation et la table de l'atelier pour aller prendre une petite chambre « en ville ». Cette chambre n'est ni grande, ni belle, elle ne vaut certainement pas, comme hygiène, le dortoir ; souvent même, par économie, elle est occupée par 2 ou 3 ouvrières ; la nourriture sera maigre, irrégulière, mais il n'importe : c'est la chambre et la nourriture de la liberté, ce n'est plus le prolongement de l'atelier, on n'est plus sous l'œil et sous la main du patron ou de son second.

Dans une de ces usines, la personne chargée des ouvrières était dans la désolation ; son réfectoire et son dortoir se dégarnissaient à vue d'œil, il ne lui restait plus que les *toutes nouvelles*. Elle prévoyait avec tristesse qu'un jour prochain ce réfectoire et ce dortoir seraient vides et que des métiers prendraient la place des tables et des lits de ses chères pensionnaires. Plusieurs lecteurs se rappelleront certainement qu'il y a deux ans un fait analogue nous était signalé par un de nos collègues dont nous visitions le pensionnat industriel dans les environs de Paris. Seulement là, c'étaient le plus souvent des parents qui, par intérêt personnel, retiraient leur enfant capable de gagner sa vie et la leur. Dans le Dauphiné, ce sont les jeunes ouvrières de 17, 18, 20 ans, qui partent d'elles-mêmes, volontairement, tout simplement pour partir et devenir maîtresses d'elles-mêmes.

Ce besoin de liberté devient aujourd'hui l'unique préoccupation : se détacher de toute dépendance, voilà l'idéal. Briser tout lien ; rompre avec tout : Dieu, famille, patron, société, c'est le dernier but, la suprême dignité de l'homme libre. Que cet état de choses continue et se propage et le pays ne sera plus une nation, mais une collection d'unités antagonistes se dévouant entre elles. Le rêve des anarchistes deviendra une réalité.

Certes, ils sont nombreux les hommes de bien qui se rendent exactement compte de cette situation, et même qui s'appliquent à la réformer pratiquement. Mais, quelque grand qu'il soit, combien ce nombre et ces efforts sont insuffisants. Le remède, en effet, est dur. Comment les patrons, habitués à vivre au sein des grandes villes, consentiront-ils à aller habiter dans des *trous*, là où est cependant leur vraie place, au milieu de leurs ouvriers ? Comment la chose même serait-elle praticable, avec ces énormes fortunes industrielles qui ne peuvent tenir dans une seule usine et forcent les patrons à porter leur activité sur plusieurs centres de travail à la fois ? On objectera

tout ce qu'on voudra : il n'en subsistera pas moins que l'absentéisme des patrons est en grande partie la cause de la désorganisation de l'atelier, comme l'absentéisme des grands propriétaires est celle de la désorganisation agricole.

Nous revenons de visiter le territoire de Belfort et une partie du Doubs. Là, nous avons vu des populations ouvrières vivant dans une paix profonde avec leurs patrons, à Beaucourt, Audincourt, Valentigney, Hérimoncourt, etc. Là l'antagonisme n'existe pas ou à peu près ; les mœurs sont libres, il est vrai, c'est la suite naturelle du mélange des sexes dans les ateliers, mais les ouvriers et les patrons vivent dans de très bons termes et ne demandent qu'à fortifier les liens qui les unissent. Il ne faut pas en chercher l'explication bien loin : tous ces patrons résident, sans discontinuité. La plupart d'entre eux même se succèdent de père en fils au village et à la tête de l'usine, et parallèlement à eux, des quantités de familles ouvrières. Voilà en grande partie le secret de la paix de ces grands centres industriels, et par contre, l'explication de la désorganisation qui disloque les autres.

Force par air comprimé à Birmingham. — Les membres des Unions ont visité à Paris une intéressante mais petite entreprise de distribution de force motrice. Mais comme ces tentatives sont mesquines ! A l'étranger on sait faire plus grand et la ville de Birmingham va avoir une distribution de force de 15.000 chevaux au moyen de l'air comprimé. La pression de l'air sera de trois atmosphères. L'air comprimé sera vendu au prix de 50 centimes pour 28 mètres cubes. L'installation première sera de 6.000 chevaux et devra être terminée pour le 31 mai 1887.

La culture du blé à grands rendements. — L'année dernière, MM. Poriou et Dehérein ont présenté à l'Académie des sciences les résultats des cultures expérimentales faites à Grignon en 1885. Ils ont démontré que, malgré les prix très bas auxquels se maintient le blé depuis plusieurs années, il était possible de rendre sa culture rémunératrice. Ils viennent de reconnaître à l'Académie les résultats de nouveaux essais faits en grand, en employant du blé à épi carré. Ils ont obtenu, l'année dernière, par une saison sèche, 40 quintaux métriques de grain et 8 tonnes de paille à l'hectare ; cette année, avec une saison humide, les rendements sont encore plus élevés, mais le grain est de moins bonne qualité.

Ils signalent dans tous leurs détails techniques deux cultures prises dans des terrains différents, et tout compte fait, y compris une somme importante consacrée à la fumure, la première terre située à Baringhem a fourni un bénéfice de 600 fr. à l'hectare dans les cas les plus favorables et de 400 fr. dans les cas défavorables. Ces bénéfices seraient augmentés dans une forte proportion si l'on faisait supporter le prix de la fumure à deux ou trois récoltes successives. Une autre culture du même blé, dans des conditions un peu différentes, a produit à Wardrecques un bénéfice moyen de 612 fr. à l'hectare, bénéfice qui s'est élevé jusqu'à 711 fr. en faisant usage de sulfate d'ammoniaque comme engrais.

A. FOUGEROUSSE.

BIBLIOGRAPHIE

L'Expansion coloniale de la France, par M. DE LANESSAN, député. Paris, Alcan 1886 ; 1 vol. in-8° ; XXIII-1016 p. ; 12 cartes, prix 12 francs. — **La France coloniale**, par M. ALFRED RAMBAUD, professeur à la Faculté des Lettres de Paris ; 2^e éd. Paris, A. Colin, 1886 ; 1 vol. in-8° ; IV-714 p. ; 12 cartes en couleur. — *La Réforme sociale* reviendra prochainement sur ces deux ouvrages. Bornons-nous aujourd'hui à dire que tous deux sont instructifs, le premier plus politique, le second plus géographique. Après avoir montré que tous les peuples européens, même l'Allemagne, sont invinciblement poussés à se répandre au dehors, M. de Lanessan ne craint pas de remonter aux âges géologiques et de hasarder quelques assertions assez singulières, mais qui heureusement sont en réalité étrangères au sujet ; puis viennent de très intéressantes monographies sur les colonies rassemblées en six groupes, avec des considérations d'ensemble sur l'administration, l'esclavage, l'émancipation, la transportation : et enfin des conclusions générales qui se résument à ceci ; qu'il faut doter chacune des colonies d'une administration autonome, qui ait ses ressources toujours suffisantes, ses fonctionnaires, son armée, sa marine, ses arsenaux, de manière à n'être jamais une charge mais un appui pour la métropole. M. Alfred Rambaud est moins ambitieux ; après avoir raconté l'histoire de la colonisation française dans le passé, il réunit par une inspiration commune des études consacrées à chacune de nos colonies par des hommes spécialement compétents. Il en ressort aussi la nécessité pour la France d'étendre son influence coloniale sous peine de perdre son rang parmi les grandes nations dans un avenir prochain.

L'Éducation civile et morale, avant et pendant la Révolution 1700-1708, par l'abbé AUGUSTIN SICARD, ouvrage précédé d'une lettre d'introduction de Mgr l'évêque d'Autun, et couronné par l'Académie française. Paris, Oudin, 1 vol. in-8°. — Voici un volume de recherches historiques dont les conclusions seront partagées par toutes les personnes non prévenues. De 1790 à 1800, le philosophisme a régné sur la France, et parmi tant d'innovations qui passèrent depuis dans le code actuel, il ne fut mis au jour, en fait d'éducation, rien de durable, rien même de raisonnable, et le ridicule fit prompt justice des rares décrets qui eurent un commencement d'exécution. M. l'abbé Sicard attribue avec raison ce piteux échec à l'absence de toute pensée religieuse chez les législateurs de l'époque. Son étude sera lue et appréciée, — elle l'est déjà — par tous ceux qui se préoccupent d'instruction publique et de morale sociale.

Études agronomiques 1885-1886, par L. GRANDEAU, directeur de la station agronomique de l'Est, membre du conseil supérieur de l'agriculture, etc. Paris, Hachette, 1886 ; 1 vol. in-18. — M. L. Grandeau vient de réunir ses excellents articles du *Temps* ; ils forment maintenant un véritable manuel d'agriculture pratique, plus propre qu'aucun autre enseignement à éclairer les intéressés. Ceux-ci réclament des droits protecteurs, et, malgré les doutes qu'exprime à cet égard l'honorable auteur des *Études*, il est permis de croire ces droits exigés par les besoins de l'heure actuelle. Mais ils ne seront d'aucune utilité tant que l'agriculture française n'aura pas réagi de toutes ses forces contre les désastres qui l'ont assaillie de tant de côtés ces dernières années. Il nous semble donc que pour cette campagne, rien ne vaudrait l'entente commune des propriétaires français sur le terrain de la science rendue accessible à tous par la propagande des syndicats ruraux et des associations similaires. Il est temps d'arracher notre pays aux spéculateurs éhontés qui le trompent de cent manières dans le choix des engrais et des semences, ainsi que l'a démontré M. Grandeau par maints exemples. Il indique en même temps des mesures préventives qui rendent son livre des plus utiles. Nous aurons l'occasion d'en reparler à nos lecteurs.

CONFÉRENCES PRATIQUES SUR LA MÉTHODE DES MONOGRAPHIES DE FAMILLE ET LES VOYAGES D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Les conférences de 1886-1887 s'ouvriront le vendredi 3 décembre et se continueront les vendredis suivants, à 4 heures et demie précises, dans la Bibliothèque de la Société d'Économie sociale, boulevard Saint-Germain, 174. Il n'est prélevé aucun droit d'inscription.

SOMMAIRE :

I. — **M. Claudio Jannet**, professeur à la Faculté libre de droit de Paris : DE LA MÉTHODE D'OBSERVATION ET DE SON APPLICATION A L'ÉTUDE DES PROBLÈMES CONTEMPORAINS. (1 leçon.)

II. — **M. Urbain Guérin** : DES MONOGRAPHIES DE FAMILLE. (8 à 10 leçons.)

La famille unité sociale. Démonstration de l'erreur de méthode qui prend l'individu comme point de départ. Pourquoi l'étude de la famille ouvrière et de la famille stable doit-elle être choisie comme base des observations. Développements sur ce point d'après les faits observés. Justification de l'emploi de la méthode d'observation; elle combat deux tendances dangereuses : abus des théories, abus de la science. Place de la science sociale parmi les sciences d'observation.

Nécessité d'un mode d'observation spécial. Historique de la monographie de famille. Exposé des principales parties de la monographie :

Le budget des recettes et des dépenses, et les comptes qui l'établissent ;

Les observations préliminaires, qui définissent le lieu, l'organisation industrielle et la famille ;

Les éléments de la constitution sociale de la contrée.

Enseignement moral qui se dégage de chaque paragraphe.

Comparaison des monographies représentant les principaux types de familles.

Indications pratiques sur les entretiens avec les familles et sur la rédaction des monographies.

Détermination des principaux types à étudier.

III. — **M. E. Cheysson**, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, professeur à l'Ecole des Mines et à l'Ecole des sciences politiques : LES VOYAGES D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. (2 leçons.)

Instructions pratiques sur la manière d'observer.

La monographie d'atelier et la monographie de famille. Utilité de leur combinaison pour l'étude des questions économiques et sociales.

Exercices pratiques.

Les leçons seront complétées par deux séries d'exercices pratiques :

1°. — Sur l'observation directe des familles ouvrières, par **M. URBAIN GUÉRIN**.

2°. — Sur l'établissement des comptes et la rédaction du budget, par **M. GUSTAVE DAUPHIN**.

Bourses de voyages.

La Société d'économie sociale et les Unions donnent chaque année des bourses de voyages comme encouragement aux études de monographies.

Le Gérant : C. TREICHE.

UN VOYAGE AGRICOLE DANS LE POITOU

LES CULTIVATEURS DU LOUDUNAIS

En remontant vers le nord-ouest du département de la Vienne, on rencontre le Loudunais. Cette partie du territoire était, comme tout le Poitou, assez pauvre il y a cent ans, et ne justifiait que trop ce que Necker disait de cette province, que nulle peut-être n'était plus arriérée, plus dépeuplée, plus privée de grandes voies de communication et de chemins intérieurs, plus surchargée d'impôts avec moins de moyens de les acquitter. Je n'ai pas à montrer comment la région qui formait autrefois une élection à part, et qui forme aujourd'hui un arrondissement, a gagné sous tous les rapports relativement au passé. Je me bornerai à en indiquer l'état présent. Je connaissais le pays depuis longtemps, mais je n'avais pas eu l'occasion de l'étudier d'un peu près. Je n'ai pas prétendu dresser ici un inventaire complet à l'exemple de ceux qui, selon l'exemple et la méthode de M. Le Play, s'attachent à un ménage. Cependant cette sorte de monographie, non d'une ferme, mais d'une région, m'a paru donner aussi, quelque restreint que soit le théâtre, matière à des observations qui ne sont peut-être pas tout à fait sans intérêt.

I

Nous rencontrons dans l'arrondissement de Loudun le contraste plus d'une fois remarqué dans nos provinces de l'ouest, entre les villes secondaires déchuës, et les campagnes qui se montrent presque partout en progrès. Loudun n'a pas même regagné la moitié de la population qu'elle avait au ^{xvii}^e siècle. Bien avant cette dernière époque, elle était connue comme une ville sainte par les communautés religieuses qui s'y étaient établies, comme une ville de guerre par ses fortifications, et aussi comme une ville où la

richesse et la vie du monde tenaient leur place. Le procès et le supplice d'Urbain Grandier projettent encore sur Loudun comme une ombre sinistre, mais la trace de souvenirs moins lugubres se retrouve dans les restes d'une ancienne splendeur, par exemple dans ces grandes portes sculptées ne servant plus de devanture qu'aux constructions plus modestes qui ont remplacé les hôtels d'autrefois. Lorsqu'on gagne la campagne en montant ces rues raides et cailloutées, à jardins entourés de murailles sèches, après avoir jeté un coup d'œil sur ces restes de couvents, sur ces églises abandonnées, sur ces débris de l'ancienne enceinte, sur les portes des extrémités de la ville enclavées entre deux tours rondes, sur ce donjon du ^{xv}^e siècle, flanqué de contreforts, qui domine tout le paysage, on n'échappe à cette impression de ruines et de vétusté qu'en se trouvant en face de vastes plaines, où la nature déploie ses spectacles de vie toujours active et de calme fécondité.

On se rappelle que Loudun, parmi d'autres produits estimés de ses fermes, était renommé dans la France entière par ses chapons, luxe des tables féodales mentionné plus d'une fois dans les romans de chevalerie. Aujourd'hui Loudun, à défaut de chapons dont d'autres contrées se chargent d'approvisionner les tables riches, élève des oies en grande quantité. Cette sorte d'élevage profite à toute une classe de petits cultivateurs et de journaliers qui en a presque le monopole, la grande ferme refusant habituellement de s'en occuper. Le petit éleveur n'a pas à redouter, dans l'étroit espace qu'il occupe, les dégâts et les frais spéciaux que cause cet oiseau domestique. N'ayant point de champs et de prés, il ne craint pas que la fiente brûle et salisse tellement la végétation des plantes qu'aucun animal ne puisse pâturer après, ni que l'oie ravage les cultures par sa voracité proverbiale, ni qu'elle prenne un temps et des soins qui absorberaient trop d'heures au détriment d'autres occupations, ou nécessiteraient un supplément de personnel. Le soin de veiller sur ces animaux est confié à une femme, à un enfant, ou à quelque gardien commun des oies du village, qu'on voit traverser les chemins par troupes, et qu'on mène paître dans les champs. L'oie, qui serait très coûteuse à élever à la ferme, se nourrit à peu de frais de ce qu'elle mange dans les communaux ou dans les herbages. Quelques productions végétales arrachées dans les terres labourables, dans les vignes et les jardins, dans les ruisseaux et les lieux marécageux, forment aussi sa nourriture, à laquelle on ajoute seulement un peu de son mouillé. Dans ces conditions le petit ménage rustique loudunais se fait de cet élevage, sans grand débours, une ressource précieuse. Il retient pour lui à peine quelques paires de cet oiseau à la chair savoureuse et nourrissante, qui faisait les délices de l'avocat Patelin

et de notre vieille bourgeoisie, avant que le dindon n'en eût un peu fait pâlir la réputation par sa chair plus fine, mais qui conserve encore des amateurs déclarés, sans parler du foie engraisé si recherché toujours dans nos festins. Le petit cultivateur va vendre ses oies au marché. Mais il sait aussi tirer parti des plumes qu'il arrache trois fois par an, et du blanc duvet, qui a la pureté de celui du cygne, dont il porte le nom dans les objets fabriqués par l'industrie. Il y a même des endroits où l'on prépare la peau de l'oie pour la vendre comme peau de cygne. Cette sorte d'industrie a pris une notable extension dans le département de la Vienne ; elle existe à Poitiers même, où une fabrique expédie une grande quantité de ces peaux à Paris, dans le midi de la France et dans le nord de l'Europe. C'est un exemple parmi tant d'autres de ce qu'un produit, même accessoire, peut apporter de supplément de ressources dans la vie des gens de campagne. On en pourrait citer un autre, pour le même pays, dans le noyer qu'on y rencontre en abondance, grâce aux conditions propices du climat et du sol. L'habitant y trouve un précieux avantage pour sa propre consommation en noix et en huile, et un profitable objet de commerce qui a l'avantage assez rare d'exiger très peu de frais de production.

En parcourant ces plaines du Loudunais, légèrement ondulées, ces plateaux le plus souvent complantés de vignes, nous avons eu plus d'une fois sous les yeux la preuve de ce qu'on appelle la ténacité poitevine. Nul coin qui n'ait été fouillé,ensemencé. La patience du cultivateur loudunais ne se laisse pas rebuter par les échecs. Si les céréales réussissent médiocrement sur un point, il y essaye de la vigne ou de toute autre production végétale, ou bien il se rabat sur le bois. L'oïdium, avant les premières apparitions du phylloxera, avait déjà beaucoup éprouvé les vignes, sans pouvoir faire renoncer l'habitant à cette culture séculaire dans le pays. Le cultivateur a, depuis lors, fait une place inaccoutumée à la vigne *folle*, renommée pour son énergie vitale et sa production abondante. La vigne, qui produit dans le Loudunais du vin rouge et du vin blanc assez estimés dans le pays, n'est elle-même, en général, que l'accessoire des autres cultures. Seul, le canton de Trois-Moutiers a pu y trouver une source très appréciable de bénéfices. En dehors de ce cas et d'un petit nombre d'autres, la vigne est en quelque sorte une culture de famille où l'on cherche pour l'usage habituel une boisson saine et agréable.

Je ne fais que mentionner une culture spéciale que le Loudunais a voulu s'approprier par une méthode particulière à laquelle il a servi de champ d'expériences — celle des truffes, — par des semis de chênes faits dans les terrains les plus favorables à ce tubercule mis

à si haut prix par nos recherches culinaires. On avait déjà remarqué que les meilleurs chênes-truffiers sont ceux à glands dits *sessiles* ou sans pédoncules, tels que le chêne blanc et celui qu'on appelle *pubescent* ; on avait observé aussi qu'à mesure que ces arbres devenaient plus robustes, la récolte des truffes allait en décroissant et qu'elle était à peu près nulle lorsque le taillis, plus fort, pouvait être mis en coupe réglée. On a donc essayé dans le Loudunais des semis de chêne calculés de façon à en avoir chaque année quelques portions à exploiter comme truffières. Ces tentatives ont été couronnées d'un succès constaté par le célèbre agronome M. de Gasparin. Nous avons pu, avec moins de compétence, considérer les produits de cette expérience, qui ne paraît pas, au reste, s'être fort étendue. On présente cette méthode comme ayant plusieurs avantages, celui d'abord de produire du bois. Il faut ordinairement huit ou dix ans pour qu'une truffière soit en rapport ; elle conserve sa fertilité pendant vingt-cinq ans. Sa culture n'entraîne à aucune dépense ; la terre n'a pas besoin d'être préparée ni arrosée. Il faut sans doute conclure du petit nombre de ces essais qu'on ne trouve pas ces avantages sans compensation. Les chemins de fer poussent à la division des cultures, par la facilité du transport ; certains pays sont en possession de donner lieu à des produits supérieurs : on semble de plus en plus laisser à leur charge le soin d'approvisionner le marché français.

L'assolement triennal est passé dans les habitudes du pays. On sème le blé la première année ; la seconde, l'avoine ou l'orge (celle-ci réussit particulièrement), puis diverses sortes de graines ou de graminées. Dans le canton de Moncontour, les marais desséchés approvisionnent de légumes tous les marchés de l'arrondissement. La richesse agricole du Loudunais se traduit particulièrement par une quantité de fruits de toutes sortes, d'une qualité souvent exquise, de melons et autres produits potagers.

On remarque des différences considérables dans le rendement comme dans la valeur vénale et le revenu des terres. Nous pouvons en juger par les documents qui nous sont remis par des fonctionnaires ou des officiers publics, ayant entre leurs mains les titres des propriétés et les intérêts de leurs clients de la classe agricole ; nous en jugeons aussi par les témoignages directs des propriétaires et des fermiers. C'est un propriétaire paysan qui nous a servi de guide dans toute une partie du Loudunais, dont nous avons, la veille, visité l'autre partie en compagnie d'un médecin né dans le pays, où il exerce depuis trente ans et qu'il connaît à merveille, et, par suite, plus en mesure que n'importe qui de nous en expliquer les hommes et les choses, les mœurs et les cultures. Le propriétaire qui nous

guidait le lendemain avait, comme plus d'un autre paysan, commencé avec rien ou peu de chose. Il possède aujourd'hui une terre qui vaut 150.000 francs, et, chemin faisant, il nous en désignait un assez grand nombre appartenant à des paysans comme lui, terres d'une valeur peu inférieure à la sienne, ou allant pour le moins à une cinquantaine de mille francs. Ce sont des propriétaires moyens, dans l'acception large du terme, qui possèdent ces domaines. « La plupart de ceux qui ont acquis ces fermes, nous dit notre guide, avaient déjà quelques épargnes, non pas très grosses ; mais, en vingt ou trente ans, on peut faire bien des économies, si l'on sait profiter des bonnes années ; quelques-uns, en outre, ont recueilli un héritage, non pas très considérable non plus, surtout si on a égard aux successions qui morcellent les terres, car la majorité tient à garder son lot. — Ne voit-on plus de pareilles acquisitions de domaines d'assez grande valeur faites par les gens du pays ? demandai-je. — Cela se voit encore, mais beaucoup moins ; d'une part, il ne se fait plus les mêmes bénéfices qui permettaient aux fermiers d'acheter le sol ; d'autre part, les charges se sont accrues, charges de tout genre, main-d'œuvre enchérie, impôts, centimes nouveaux, concurrence du dehors faisant baisser les prix de vente des denrées. On achète moins ; le prix des terres a baissé peut-être d'un cinquième, et quelquefois plus ; mais il reste élevé. Nous ne comptons pas ici, dans l'usage, par hectares, mais comme nos pères par boisselées. La boisselée équivaut à 5 ares 28 centiares. Le prix en varie extrêmement. A compter par hectare, la terre vaut tantôt deux ou trois mille francs, tantôt elle monte, et ce n'est pas rare, beaucoup plus haut. Affaire de fécondité du terrain et du genre de cultures. Il y a ici des terres de labour de première qualité qui vont jusqu'au prix de cinq à six mille francs. C'est aussi le prix des prés de première catégorie. Les terres de vigne folle, premier choix, se vendent quatre mille francs. C'est loin encore du prix des vignobles de Persot blanc qui en valent jusqu'à dix mille. Les valeurs sont moindres notablement pour les terres de qualité inférieure ; mais les prix, en somme, comme je vous l'ai dit, restent élevés, et la baisse est moindre que ce qu'on nous dit d'autres contrées. » — « *Notre Loudunais*, ajoutait-il, n'a pas son égal dans toute la Vienne. »

Ce langage peut-être un peu fier me frappait. Il y avait longtemps que je n'avais entendu un agriculteur énoncer autre chose que des plaintes. Mais comme la condition des hommes forme le principal sinon l'unique intérêt de toutes ces études, je lui dis : « Ces propriétaires, nés dans le pays, acquéreurs de biens d'une valeur aussi considérable, jouissent sans doute d'une grande aisance ? » — « Assez grande, oui, s'ils ne sont pas devenus dépensiers, car le revenu n'est

pas souvent en raison de la valeur vénale des terres. La culture rapporte peu. On calcule ici que les charges et les frais enlèvent la moitié du produit net. Mon voisin a une terre qui lui rapporte 1.600 francs ; il lui en reste 800. Le revenu est réduit à 2 1/2, trop souvent même à 2 % ; et je pourrais citer des terres qui ne rapportent que 1 %. « Avec une propriété de 100.000 francs, on passe pour riche ici, parmi les gens du pays ; vous voyez qu'on ne l'est guère. On vit assez bien quand on ne veut pas faire le riche, mais rien ne dispense de l'économie. » — « Vous avez indiqué diverses causes qui amoindrissent le revenu net, mais n'y en a-t-il pas aussi une autre qui diminue, en certains cas, le produit brut ? Faut-il ajouter foi à ce qu'on dit qu'en plus d'un endroit cette excellente terre donne des signes de fatigue ? » — « Rien n'est plus vrai, au contraire. Il faudrait renouveler le sol encore plus qu'on ne le fait. Le bétail manque trop dans notre pays de Loudun, et il manque parce que nous n'avons pas de quoi le nourrir suffisamment. Or, vous savez ce que nous disons. Sans nourriture, pas de bétail ; sans bétail, pas de fumier ; sans fumier, pas de récolte... Des récoltes, nous en avons, sans doute, mais elles seraient plus abondantes avec le bétail, qui serait lui-même un objet de commerce, comme dans d'autres parties de la Vienne. » — « Ne peut-on pas faire des prairies artificielles ? » — « On en a fait, même avec assez de succès, il y a vingt ou trente ans ; mais il n'est peut-être pas facile d'en augmenter beaucoup le nombre, et celles-là même auraient sans doute besoin d'être renouvelées par plus d'engrais, mais ils coûtent cher ; toujours est-il que le sainfoin, la luzerne, le trèfle ne viennent plus comme autrefois. » Et, en effet, à quelque distance de là, nous traversions un bien à lui, et il maugréait contre ces plantes qui n'étaient pas d'une assez belle venue, qui *ne voulaient pas venir*, disait-il. Il ne savait à quoi s'en prendre : ce n'était pas le manque de soleil, il y avait eu du soleil ; ce n'était pas le manque d'eau, il y avait eu de la pluie ; c'était donc la terre, et au lieu de conclure qu'il ajouterait de l'engrais, il aimait mieux dire que, si ces plantes continuaient de la sorte, il en semerait d'autres, et que si ces autres ne venaient pas bien non plus, il en essayerait d'autres encore. J'avais là sous les yeux, dans une image fidèle, le paysan de ces contrées, qu'on voit souvent plus porté à multiplier ses essais qu'à augmenter ses avances.

Hâtons-nous d'ajouter pourtant qu'il n'en est pas toujours ainsi. En des temps moins gênés surtout, l'habitant du Loudunais a pris l'habitude de recourir aux engrais dans une assez large mesure. Il jette assez habituellement sur un hectare de terre pour une centaine de francs de fumier, 25 mètres cubes à 4 francs. Il fume tous les ans les vignes renouvelées par la méthode du provignage.

Ainsi dans le canton vignoble que j'ai déjà mentionné (celui de Trois-Moutiers), il obtient 50 hectolitres à 20 francs par hectare de vigne, c'est-à-dire 1.000 francs, soit 10 0/0 du capital (dans les bonnes années) quand l'hectare vaut 10.000 francs. Il fait cultiver ces vignes à forfait ou à la journée ; on leur donne trois façons qui coûtent 200 francs par hectare, auxquels il faut ajouter les frais de vendange.

Je reviens au paysan propriétaire qui m'accompagnait dans ce pays de Loudun. Il me représentait non seulement les pratiques agricoles du pays, mais la moyenne des opinions économiques qui y ont généralement cours. C'est dire qu'il était très décidé protectionniste. Il se plaignait comme les autres cultivateurs du faible prix de vente du blé et de son prix élevé de revient. En ce moment, le blé du pays ne se vendait guère qu'une quinzaine de francs l'hectolitre, et mon compagnon établissait, même pour des temps meilleurs, des calculs qui présentaient les bénéfices comme insuffisants. Il supposait qu'un hectare de froment exigeait 220 francs de dépenses pour le labourage, le fumier, les semences et le battage, sans y comprendre les frais de moisson évalués à un sixième. Or, un hectare qui produit 20 hectolitres de froment au prix moyen de 16 francs, donnant la somme de 320 francs, il ne restait par conséquent au cultivateur qu'un bénéfice net d'environ 50 francs. Mais ces calculs, ajoutait-il, ne sont même pas toujours justifiés aujourd'hui, et la concurrence étrangère a réduit encore les bénéfices, quand elle ne force pas à travailler à perte.

Le reste de la conversation roula sur les accroissements de la petite propriété, qui commence à disputer le terrain à la moyenne, moins prompte, nous l'avons vu, à se développer que naguère entre les mains des paysans, parce qu'ils font plus rarement de grosses économies. Pourtant les petites acquisitions de terre sont, plus que dans les départements voisins, contrebalancées par les placements mobiliers. — Enfin, l'entretien tomba sur la tendance marquée à n'avoir plus qu'un ou deux enfants. Mon guide l'expliquait (sans trop la blâmer, me parut-il), par crainte de diminuer l'aisance et de morceler l'héritage. C'était seulement confirmer ce que je savais déjà. Nous arrivions ainsi au riche village de Mousterre. C'était un dimanche. Les hommes, ayant leurs meilleurs vêtements, et les femmes, étalant leur beau bonnet loudunais, causaient devant leurs portes. Les fermiers chez qui nous entrions se montraient accueillants, selon leur coutume, et voulaient nous faire accepter leurs fruits et leur meilleur vin. Mis au courant du but de la visite, ils répondaient avec autant de précision que de bon vouloir aux questions qui leur étaient adressées sur l'état du pays. Mais, à la sortie,

les curieux du dehors, ne sachant quel était cet étranger et reconnaissant la voiture du notaire dans le véhicule qui m'avait amené, paraissaient un peu inquiets, plus prompts à soupçonner quelque ingérence du fisc qu'à deviner une mission d'études sur leur condition. Ils se seraient demandé d'ailleurs ce que cela pouvait nous faire. Leurs habitudes d'esprit ne les ont pas conduits encore à concevoir qu'on s'occupât d'eux sans autre intérêt que celui de la science et de l'utilité générale.

II

Les salaires ont plus que doublé sans atteindre à un taux exceptionnellement élevé dans tous les cas. Les journaliers sont généralement nourris et les femmes ne travaillent presque jamais à la journée, sauf dans le temps des vendanges; leur salaire est de 80 centimes ou 1 franc. Le salaire des hommes à la journée varie selon les saisons; il est de 1 fr. 50 en décembre et janvier; de 2 fr. en novembre et février; il s'élève, en mars et avril, à 2 fr. 50, et ensuite à 3 fr. et 3 fr. 50, parfois à 4 ou 5 à l'époque des grands travaux. Les domestiques mâles en âge de labourer gagnent, sur le même territoire, de 400 à 500 fr. par an; une servante de ferme 200 à 250. On voit que ces gages fixes composent la partie de la rétribution du travail agricole qui s'est le plus accrue. On est entièrement sorti des anciens gages traditionnels, si loin d'égaliser ceux d'aujourd'hui particulièrement dans l'ancien Poitou. On aurait beaucoup de peine à revenir en arrière. Faire accepter désormais par les serviteurs une diminution sensible dans les gages fixes serait une entreprise des plus difficiles; ce ne pourrait être que la dernière étape d'une crise agricole très intense et très prolongée.

La nourriture de l'ouvrier rural de la Vienne me paraît offrir une moyenne supérieure à celle d'autres départements de l'ouest ou du nord-ouest, puisque, quand on la déduit, elle est cotée au chiffre de 1 franc; le Loudunais est le plus favorisé peut-être. Nous y constatons l'ordinaire des repas d'une bonne ferme, où, conformément à l'ancien usage, on voit serviteurs et maîtres s'asseoir souvent encore à une même table; le potage gras, deux ou trois fois par semaine; de la viande, le plus souvent à deux repas par jour, viande de boucherie ou de porc ou de volailles élevées à la ferme, tel est cet ordinaire. C'est là le niveau le plus élevé; mais s'il n'est pas atteint dans toutes les fermes, presque toutes s'en rapprochent.

Ni le domestique de ferme ni l'ouvrier qui y travaille temporairement ne sont rationnés pour la boisson; le vin même, dans les bonnes années, est presque à discrétion, et la consommation en atteint au moins à un litre pour chacun, qu'ils boivent le matin; le reste du jour ils ont pour boisson le demi-vin, moitié vin, moitié eau. Chez lui, le paysan se contente de beaucoup moins, mais l'insuffisance de nourriture, que nous avons eu à constater plus d'une fois chez l'ouvrier rural et même chez le petit cultivateur, est ici l'exception. L'eau n'est la boisson habituelle que pour une minorité peu nombreuse, et elle est généralement de bonne qualité. Le paysan, chez lui, boit communément le *rapé* de vin fait avec le moût du raisin, les pommes, les prunelles, les cormes. Ce régime, joint à la salubrité d'un excellent climat, entretient une race assez vigoureuse. On signale très peu de cas d'exemption pour le service militaire.

Je remarque de même une certaine supériorité relative quant au logement. Sans comparer les mauvaises habitations des paysans aux pires logements ouvriers dans les villes industrielles, on ne peut dissimuler les graves inconvénients que les premières présentent trop souvent. On en parle moins, mais le mal est réel aussi, et cet entassement, également inquiétant pour l'hygiène et pour la morale, n'est guère moins à déplorer dans l'étroite chaumière du montagnard que dans le taudis de l'ouvrier pauvre caché dans le sein de nos villes. Cela diminue partout, mais cela subsiste, et dans des proportions malheureusement trop étendues, si on compte ces cabanes, tantôt s'étalant sur le bord des routes, tantôt comme enfouies dans le fond de la campagne. La Vienne compte peu de ces huttes misérables qui équivalent à la triste *bourrine* de la Vendée. Dans le Loudunais le nombre des logements défectueux, quoique encore notable, va diminuant. Les constructions nouvelles sont salubres, et mesurent moins étroitement à chacun sa part d'air respirable. La civilisation n'a pas de meilleure image qu'un bon logement pour les classes qui vivent du travail manuel. Une habitation solide, bien couverte et bien close, propre au dedans et suffisamment étendue pour éviter la promiscuité, est un spectacle qui réjouit le regard, surtout quand on la rencontre à côté de ces spécimens d'un passé à ce point de vue très peu regrettable. J'ai vu dans le Loudunais d'excellentes maisons de paysans. C'étaient souvent celles de jeunes ménages. Ils quittent le plus tôt qu'il peuvent les vieilles cabanes qui se louent 50 ou 60 francs. Ils veulent avoir à eux leur maisonnette. Cette passion, car c'en est une, engendre l'économie; malheureusement elle engendre trop souvent aussi la dette. Pour réaliser ce rêve, il faut avoir un capital de six à huit cents francs. Les

plus patients l'épargnent, les plus pressés l'empruntent, et il n'est pas toujours facile de rembourser intérêts et principal.

Les penchants qui portent assez souvent les populations de cette partie de la France vers les jouissances faciles ont pu produire même dans la classe rurale quelques écarts regrettables ; dans la majorité, les habitudes d'économie, quoi qu'en disent quelques dépositions un peu chagrines peut-être, qui, dans les enquêtes, attestent surtout le mal, sont assurément restées les plus fortes. Aussi compte-t-on peu d'indigents. Malgré un certain laisser-aller assez fréquent, la paresse est un vice rare. Il en est de même de l'ivrognerie et des autres habitudes vicieuses qui précipitent l'ouvrier dans la misère.

Outre les achats de terres, les populations ont pris quelque habitude des déplacements mobiliers. Faits avec prudence, ils ne sont pas sans avantage, même au point de vue agricole, en balançant le penchant immodéré qui pousse certaines populations à acheter le sol coûte que coûte et à le morceler outre mesure. Dans le Loudunais les gens de la campagne portent volontiers leurs économies aux caisses d'épargne.

L'émigration vers les villes, bien que le Loudunais y ait payé tribut, n'y est pas très développée, et le courant de l'immigration est restreint. Elle est simplement temporaire, et formée par les ouvriers agricoles des environs de Saumur qui ont peu ou point de récolte en blé. Ils viennent dans le Loudunais ramasser les grains moyennant une part dans la récolte. L'usage est que, pour récolter, rentrer et battre, ils aient droit au sixième pour le froment et au septième pour les menus grains.

Je pourrais trouver la preuve des efforts intelligents faits par la grande propriété pour améliorer le régime de la culture, dans quelques fermes importantes. Ces fermes font une sorte de propagande en action pour l'emploi des machines et des méthodes. Elles montrent ce que doit être le bon aménagement d'une exploitation à des cultivateurs trop fidèles aux vieilles constructions mal entendues, notamment pour l'écoulement des eaux et pour le fumier qu'on laisse perdre. Toute une partie des réformes introduites par la grande ferme peut s'adapter, sans trop de peine et de dépenses, à la moyenne et même à la petite culture. Malheureusement, il ne saurait en être toujours ainsi des machines perfectionnées, moissonneuses et autres. Tantôt le sol trop inégal y met obstacle. Tantôt et plus souvent l'esprit d'individualisme s'oppose à ce qu'on s'entende pour l'emploi des mécanismes les plus utiles. Sans que la tendance à l'isolement soit aussi marquée dans les populations assez sociables de la Vienne que dans la Vendée, on n'y répugne guère moins à ces sortes d'associations ou plutôt à ces arrangements qui, pourtant, engagent peu

l'indépendance. Il faudrait s'attendre, compter les uns sur les autres; on aime mieux manquer un avantage que de l'acheter à ce prix. On doit le regretter d'autant plus que la petite propriété, multipliée par les économies des journaliers et des domestiques de ferme, et favorisée par la vente en détail des grandes terres, trouverait un correctif dans ces pratiques et dans toutes celles que recommande l'intérêt bien compris, qui prescrit de s'entendre.

Est-ce à dire pourtant qu'il n'existe aucune solidarité dans les différentes classes de la population rurale? On aurait tort de le croire pour celle qui nous occupe en ce moment. Cette sorte de solidarité unit les grands et les petits propriétaires par les liens de l'intérêt. On ne voit pas, comme en Vendée, le paysan devenu petit propriétaire, répugner à louer ses bras et rompre avec le grand propriétaire tout rapport d'obligation et de dépendance volontaire. Tous paraissent comprendre qu'ils peuvent être utiles les uns aux autres, et l'habitude de s'entre-secourir, même dans des vues intéressées, contribue à exclure les sentiments d'envie et de défiance d'un côté, de hauteur et de mépris de l'autre. Le propriétaire d'un domaine étendu sait trop bien qu'il ne peut ni cultiver, ni affermer sans le paysan, dont les enfants s'engagent aussi chez lui comme domestiques à l'année. C'est à ce propriétaire que le paysan, possesseur d'un petit bien qui ne lui suffit pas pour vivre, demande un salaire supplémentaire et le moyen d'être constamment occupé. Les temps de moisson obligent le propriétaire à appeler comme aides des ouvriers qu'on nomme des *métiviers*; on emploie souvent l'homme et la femme, qui sont payés en nature, et on leur donne le sixième ou le septième brut de la récolte qu'ils ont coupée, dépeignée et nettoyée. Aussi le paysan n'hésite-t-il pas à demander un service, à emprunter au propriétaire ou au fermier plus riche certains instruments agricoles.

Les avantages de cette espèce de mutualité de services ne sont pas sans importance. Mais c'est là une image par trop insuffisante de ce que pourrait être dans ces populations rurales un véritable esprit d'association.

HENRI BAUDRILLART.

UNE FAMILLE DU ROUERGUE

AVANT 1789

A 25 kilomètres environ d'Espalion, au-dessus de la rive droite du Lot, et non loin de la grande route nationale qui conduit dans le Cantal, on rencontre, en cheminant à l'est, dans les plateaux d'Aubrac, une gracieuse vallée aux pentes rapides sur lesquelles sont étagées, sans beaucoup d'ordre, les maisons d'un village appelé *Curières*, chef-lieu de commune et de moyenne importance pour la contrée (1). Ces pentes se dirigent vers le couchant, et aboutissent à une source qui ruisselle dans les prairies, et dont les bords sont plantés de grands arbres. Elles ondulent de droite et de gauche en se prolongeant. Mais bientôt elles se redressent vivement et se perdent dans de vastes surfaces montueuses s'étendant de tous côtés, baignées par mille filets d'eau, couvertes en général de steppes (2), et dont les horizons paraissent sans fin.

Vers le nord, les hauteurs qui limitent le vallon sont couronnées d'un épais massif de frênes séculaires qui abrite un manoir antique nommé *le Puech*, construit un peu plus bas, et où prit naissance, d'une famille fort ancienne et très chrétienne, Mgr de Frayssinous, évêque d'Hermopolis.

Malgré l'aspect riant du lieu où Curières est bâti, le paysage dans son ensemble fait éprouver une impression de bien autre genre; grandiose, solennel et habituellement plein de silence, il dispose naturellement l'âme aux plus sérieuses et graves pensées. La mise en valeur de ces régions consiste principalement dans la récolte des produits spontanés du sol, les herbages, que paissent de nombreux troupeaux de bêtes à corne et de bêtes à laine. C'est donc la vie pastorale qui règne surtout dans ces parages. On l'y trouvait à peu près seule, autrefois, avec tous les caractères spécifiques de la famille patriarcale : de grandes propriétés collectives, et les familles issues d'une souche commune, s'établissant sous l'œil et l'autorité de l'aïeul

(1) *Dictionnaire des lieux habités du département de l'Aveyron*, p. 120.

(2) Le Play, *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., t. I^{er}, p. 475.

ou de celui de leurs membres qu'au déclin de ses forces, il avait investi des droits et des devoirs de sa souveraineté (1).

Durant la belle saison qui là « vient tard et dure peu », ce pays au climat doux et tempéré, aux immenses solitudes de verdure et de fraîcheur, « a mille attraits ; c'est un vrai petit canton Suisse (2) ». Mais l'hiver s'empresse de revenir sur ces montagnes. Dès le 13 octobre, il en fait disparaître les troupeaux (3) ; il ensevelit pour de longs mois la terre sous la neige, et livre l'atmosphère aux rafales sinistres des bises les plus violentes ou d'autres vents glacés.

Dans les temps féodaux les plus reculés, il y avait répandues sur ces tènements d'Aubrac quelques familles seigneuriales. Elles possédaient presque toutes aux pieds de ces hauteurs, pour la période la plus pénible de l'hiver, des maisons-fortes auxquelles l'institution des fiefs avait attaché de larges dépendances sous la suzeraineté du souverain ou du comte du Rouergue et de Toulouse, ou bien de leurs barons indigènes les plus puissants.

Telle la maison de *Curières*, ainsi nommée de la désignation de son patrimoine salique, le mandement de Curières qui, à l'origine, relevait d'un château-fort auprès duquel furent construites, progressivement, à partir de 1427, les habitations qui forment le village actuel (4).

Cette maison féodale occupait encore, en 1200, et de toute ancienneté, sur les rivages du Lot, la majeure partie du fort de Sainte-Eulalie-d'Olt et de sa mouvance sous la suzeraineté de l'évêque du diocèse, et, en outre, elle avait dans le voisinage des territoires considérables dépendant des chatellenies comtales de La Roque-Valsergues et de Saint-Geniez-d'Olt (5). Divers actes amènent à conclure qu'avant 1200, elle avait investi un de ses puînés de ces divers droits, et on voit que ce dernier continua seul la descendance, car, en son nom de Curières tout au moins, cette famille ne paraît plus sur les montagnes d'Aubrac, à compter de 1229 (6).

(1) Alexis Monteil, *Description du département de l'Aveyron*, t. I, de la page 12 à la page 30, des plus charmantes qui soient sorties de la plume de cet écrivain distingué. — Monteil prétend que ces populations sont d'origine gauloise. « Ces hommes sont les descendants directs des Gaulois de César, nous dit-il, et attestent bien mieux la vérité de ses commentaires que les débris incertains d'Autun et de Gergovie. » — *Loc., cit.*, p. 29.

(2) H. Affre, *Lettres à mes neveux*, t. II, p. 26.

(3) A. Monteil, *loc., cit.* p. 18.

(4) Archives départementales, *titres de Bonneval*. H. de Barrau, *Documents historiques*, t. I^{er}, p. 299.

(5) « Saint-Geniez-d'Olt, La-Roque-Valsergues, Laguiole et Cassagnes-Bégonhès étaient ce qu'on appelait les quatre chatellenies du Rouergue desquelles relevaient les plus grandes terres de la province. » H. de Barrau, *loc., cit.*, p. 321.

(6) Bail à fief de 1229 de villages sis dans le mandement de Sainte-Eulalie-d'Olt et se mouvant sous la condition de la taille aux quatre cas, du *Seigneur de Curières*. — Titre reproduit et confirmé par une sentence du sénéchal du Rouergue du 5 mai 1586.

Les documents qu'il nous a été permis de compulsuer nous la faisant mieux connaître et d'une manière plus intime qu'aucune autre des maisons nobles dans le nord de notre province, nous allons résumer ces divers titres et nous appliquer à retracer quelles furent alors et depuis jusqu'en 1789, ses conditions d'existence comme fortune territoriale, et sa constitution domestique.

I

En 1299, les ides de mai, Géraud de Curières, damoiseau, rendit hommage à Bernard, évêque de Rodez, et déclara qu'il tenait et que ses auteurs avaient tenu, de toute ancienneté, dudit évêque et de ses antécresseurs, en fief franc et honoré, tout ce qui lui appartenait en immeubles dans le château et le mandement de Sainte-Eulalie-d'Olt (1). Par sentence arbitrale du lundi avant la fête de saint Michel de 1307, il fut maintenu dans la possession où il était, de toute ancienneté, de droits de justice, *jurisdictionem minorem et cognitionem sanguinum et ictorum*, dans le lieu de Sainte-Eulalie-d'Olt et dans la très majeure partie du mandement (2). Le 5 des kalendes de mai 1260, Hugues de Curières, qui ne résidait pas à Sainte-Eulalie, et son frère, autre Gérard ou Géraud qualifié chevalier dans plusieurs actes, et aïeul de Géraud précité, avaient rendu hommage au prince Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, et s'étaient reconnus ses feudataires en fief honoré dans les mouvances de la Roque-Valsergues et de Saint-Geniez-d'Olt (3). Enfin l'acte de 1229 combiné avec d'autres contrats, et avec un testament de 1264 que nous mentionnerons bientôt, ne laissent aucun doute qu'avant l'an 1200, la maison de Curières possédait sur les sommets d'Aubrac la terre seigneuriale de son nom.

Mais, ne l'oublions pas, il s'agit uniquement, pour nous, de la branche de cette famille qui, au ^{xiii}^e siècle, habitait le château de Sainte-Eulalie-d'Olt (4). Eh bien, quelle était alors, pour celle-ci, l'importance de ses possessions foncières? Voici l'analyse des actes d'où s'infère finalement la réponse à cette question.

Avant 1247, Géraud de Curières, chevalier, avait contracté mariage. Il mourut dans les premiers jours de 1264, à la survivance de son

(1) Archives départementales, *Livre terrier de Palmas, Coussergues et Sainte-Eulalie-d'Olt*, fait par Durand-Begonis, notaire.

(2) Archives départementales, *loc. cit.* — Voir aussi sentence arbitrale du 1^{er} février 1307, mêmes archives, *Registre coté G. 142*.

(3) Archives nationales, *série J. 316* — Feudataires du comte Alphonse, Gérard et Hugues de Curières l'avaient suivi à la première croisade de saint Louis. Leur nom et leurs armes figurent à Versailles, dans la salle des croisés.

(4) Baron de Gaujal, *Etudes historiques sur le Rouergue*, t. IV, p. 381.

épouse, madame Galiane et de six enfants : Rigaud, Raymond, Gérard ou Géraud, Jordan, Gaucelin et Alixende ou Alix. Aux termes de son testament de la même année, déposé aux archives de Bonneval (1), il légua à ce monastère des rentes féodales à percevoir dans le mandement de Curières, et il institua son fils aîné Rigaud pour son héritier universel, sous des réserves au profit de ses autres enfants.

Rigaud, qualifié damoiseau, épousa en 1271 Hélips ou Hélène de Bonafos de Roquelaure (2). Tous les deux étaient morts en 1278, laissant un fils et une fille : Gérard ou Géraud et Bartholomée. Ces deux mineurs furent placés sous la tutelle d'un oncle paternel, Raymond de Curières et d'un oncle maternel Arnould Bonafos.

Pour obéir à la coutume féodale et au droit écrit qui commandaient aux tuteurs d'inaugurer l'exercice de leur mandat par l'état des biens des mineurs et d'en demander l'investiture à l'autorité compétente, Rigaud de Curières et Arnould Bonafos se rendirent à Rodez, « devant maître Jean de la Baccalaria, juge de la cité et de l'évêché de Rodez pour Monseigneur l'évêque. » Mais voit-on que là ils aient « fait l'état des choses et des possessions de leurs pupilles ? » Ils se bornèrent au détail des biens fonciers de feu Rigaud qu'ils avaient reçus dans les dépendances de Saint-Geniez-d'Olt, et ajoutèrent « qu'ils ne pouvaient inventorier les autres parce qu'ils n'en avaient pas la possession, mais qu'ils s'empresseraient de les déclarer dès qu'ils le pourraient ». De cet acte qui est en date du jeudi de la mi-carême 1278 (3), nous retenons seulement que « ledit juge confia auxdits tuteurs et notamment à Raymond de Curières, les personnes desdits impubères, et qu'il lui concéda l'administration des biens de feu Rigaud ».

Bartholomée survécut peu à ses père et mère ; par suite, Géraud, son frère, appelé Géraud *minor* ou *Géraldet* par opposition à Géraud son oncle, appelé *major* ou *senior*, fut seul leur héritier. Devenu majeur en 1299, il appela Raymond de Curières à lui rendre compte de la tutelle, et comme l'hérédité de Gérard, chevalier, lui était indi-

(1) Archives départementales, « Brevet des rolleaux et titres des archives de Bonneval, » p. 15.

(2) La maison de Bonafos était fort ancienne. « Ugues Bonafos et Folcon et Rotger frères de ce dernier firent, en 1058, donation à Dieu, à la sainte Vierge et à saint Victor de Marseille, des deux églises de Saint-Frézal et de Saint-Quintin avec toutes leurs dépendances situées dans le comté de Gévaudan et la Viguerie Bannazazence, de Banassac, probablement. — En 1201, Déodat Bonafos était chevalier. — Autre Déodat prit part à la première croisade de Saint-Louis. — En 1328, Géraud de Bonafos était curateur de Géraud d'Armagnac, vicomte de Creysse. » *Inventaire som. des Arch. du dép. de l'Aveyron*, par M. H. Affre, archiviste, t. II, p. 50, 115 et 38. — H. de Barrau, *loc. cit.*, t. I^{er}, p. 126.

(3) Titre vérifié par les généalogistes des ordres du Roi en 1773.

visé, du chef de feu Rigaud avec ses oncles et tante, et que d'ailleurs rien n'avait été statué sur celle de feu Mme Galiane, il les somma d'en venir au partage de cette double succession.

Cette même année, le mardi avant la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste, ils comparurent tous en personne ou par procureur devant Guillaume de Cruce, notaire, en présence de Monseigneur Déodat Bonafos, chevalier, et de Hugues de Mayrose, prieur de Saint-Geniez (1). Il fut reconnu que feu Rigaud, fils de Gérard, avait été héritier universel de son père, et donataire universel de sa mère, Mme Galiane, et qu'en outre il avait reçu en pure libéralité de son oncle et parrain, feu noble Hugues de Curières, des possessions confrontant terres de Raymond et de Guillaume de Brenguier (2). Il fut convenu ensuite que l'hérédité de Gérard I^{er} et de Mme Galiane serait partagée en deux moitiés égales, l'une attribuée à Géraldet et comprenant les biens les plus précieux du patrimoine des ancêtres, — et l'autre à ses cinq oncles et tante, qui seraient tenus de payer toutes dettes et charges de la succession totale, la moitié revenant à Gérald minor devant lui rester franche et quitte.

Ainsi, Géraldet reçut plus de la moitié de l'hérédité de Gérard I^{er} et de Galiane, et la part échue à Gérard senior comme à chacun de ses frères ou sœur, était de moins du dixième de cette succession. Or à quoi se portait cette part inférieure à ce dixième ? Un acte de 1317 peut nous le faire présumer. Gérard senior qui s'était allié avec une femme dont le nom nous est inconnu, n'avait pas eu d'enfants de ce mariage. Il voulut disposer de ses biens par donation. Il choisit Géraldet pour donataire. Le titre de cette libéralité, assez curieux comme rédaction, témoigne tout ensemble (comme au reste, bien des actes de cette époque), et de la grande place occupée alors par le droit romain dans le mouvement social du midi de la France (3), et du soin excessif avec lequel les juristes de nos régions conservaient le formalisme et les habitudes subtiles de la Rome antique. Mais sa prolixité nous empêche de le transcrire. Nous allons en relater les clauses qui se rattachent plus particulièrement à notre sujet.

(1) Raymond Mayrose, né à Millau, vers le milieu du xiv^e siècle, de la même famille sans doute que Hugues Mayrose, « fut créé cardinal du titre de Sainte-Praxède, le 23 juin 1426 ». — H. Affre, *Biographies aveyronnaises*, p. 234 et 235.

(2) « Famille considérable qui possédait, dès l'établissement même des fiefs, la seigneurie du bourg de Lagniole, aujourd'hui chef-lieu du canton dont fait partie la commune de Curières. » — H. de Barrau, *loc. cit.*, t. II, p. 617. — H. Affre, *Lettres à mes neveux*, t. II, p. 617.

(3) Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*.

Gérard ou Géraud senior donne à Géraldet, son neveu très chéri, *dilectissimum nepotem meum*, et comme à son ami de beaucoup le plus cher, en récompense de ses nombreux services gratuits et bienfaits qu'il en a reçus et reçoit encore, toutes les rentes sans exception, tous ses droits, cens, quarts, quints, fiefs, seigneuries, acaptes, arrière acaptes, lods et ventes, droits de juridiction et de justice, biens meubles et immeubles, tous ses biens généralement quelconques, et tout ce qui dépendra de sa succession dans les chatellenies de Saint-Geniez-d'Olt et d'Aurelle, et les paroisses de Verlac et de Naves (1), et de Pierrefiche et de Coussergues et de Saint-Grégoire et de Sainte-Eulalie et de Saint-Jean du Cambon (2). Et cette donation, il la fait à son dit neveu sous les réserves et pactes suivants : Il stipule et pose pour condition, que, toute sa vie, par lui-même ou par ceux qu'il en aura chargés, il jouira de tous les droits, il percevra toutes les récoltes, tous les fruits et rentes des biens ci-dessus donnés ; de même, que, pour sa sépulture, Géraldet appellera XXX prêtres, et qu'à chacun il donnera, pour la rédemption des péchés du défunt et de son âme, trois sous tournois ; de même, que, dans les quatre ans du décès, il fera aux pauvres de Sainte-Eulalie quatre charités pour le repos de l'âme du donateur et qu'il leur fournira, pendant ces quatre années,..... pains bruns et blancs et des vêtements ; de même, il donne à l'église de Sainte-Eulalie, pour un anniversaire à faire, annuellement, dans ladite église le premier dimanche, après sa mort, et pour chaque anniversaire,.... sous tournois annuels à percevoir secs et sans seigneurie sur les territoire et masage de Crespiac, la seigneurie demeurant au donataire ; de même pour les cierges *candele* et le luminaire (3) de l'église susdite,..... deniers ruthénois, censuels, secs et sans seigneurie à prendre, chaque an, et sous ladite réserve, sur les prés des Gotal (4) que tient de lui Jean Cabreris ; de même au couvent de Bonneval, pour l'amour de Dieu et pour la rédemption de son âme et de ses péchés et de ses parents..... CXX sous tournois, en une fois ; de

(1) Naves, « village situé à deux lieues au sud de l'abbaye d'Aubrac, et où paraissent s'arrêter les montagnes volcanisées du nord du Rouergue, qui offrent le plus de traces de ces antiques incendies. » — A. Monteil, *loc. cit.* p. 21.

(2) Cette dernière paroisse formait la partie centrale de la baronnie de Castelnaud de Saint-Côme. L'église romane du Cambon, qui existait dès l'an 1100, a été classée parmi les monuments historiques. — H. Affre, *loc. cit.*, t. 1^{er}, p. 72 et 80.

(3) On sait combien l'œuvre des luminaires est recommandée par l'Eglise. « Une lampe allumée doit brûler sans cesse devant le tabernacle non seulement pour rappeler que le corps de Jésus-Christ est là, mais encore pour représenter devant cet hôte divin, si souvent abandonné des hommes, les âmes éteintes qui devraient brûler à ses pieds. » — Mgr de Ségur, *Souvenirs et récits d'un frère*, t. II, p. 152 et 153.

(4) Le Goutal près Saint-Geniez-d'Olt, 20 habitants. — *Dict. des lieux habités du dép. de l'Aveyron*, p. 163.

même pour Sainte-Marie de Rodez et pour Saint-Amans..... deniers ruthénois, en une fois, et à monseigneur Rigaud Mellet deux setiers de blé première qualité (stilligidii) à prendre aux moissons (ad messes); de même, il veut que, pour les luminaires de Saint-Pierre de Mardonca, soient perçus, annuellement, trois deniers ruthénois, secs et sans seigneurie, sur la vigne que tient de lui Pierre Delous, la seigneurie étant réservée au donataire; de même que, pour les luminaires de Saint-Geniez, soient également perçus, annuellement, sous même réserve, autres trois deniers ruthénois secs et sans seigneurie sur l'enclos que tient du donateur Guillaume Maurel; de même, neuf deniers ruthénois payables en une fois, pour les luminaires, à chacune des églises d'Aurelle, de Verlac, de Naves, de Pierrefiche, de Coussergues, de Saint-Grégoire et de Saint-Jean du Cambon; de même, que, dans l'an du décès du donateur, et pour le repos de son âme, une charité soit faite aux pauvres de chacune desdites paroisses et de Saint-Geniez-d'Olt; de même que quatre deniers ruthénois soient donnés à chacun des prêtres de Sainte-Marie de *Vicinio*, et à chacun des ermites du diocèse de Rodez, pour lesquels, après sa mort, quête sera faite dans l'église de Sainte-Eulalie-d'Olt, et que... deniers ruthénois soient donnés pour tous les autres quêteurs; de même qu'à chacune de Saure et de Bartholomé, fille de Guillaume de Brenguier (1), soient payées.... livres tournois quand elles se marieront.

Il donne à Guillaume Lothar VI deniers ruthénois à percevoir, annuellement, secs et sans seigneurie sur le champ que tient de lui B. Sudre, le donataire devant exercer la réserve susdite, et deux setiers de blé, première qualité, à percevoir, annuellement, sur son bien de Sainte-Eulalie, tant qu'il vivra.

Tous ces legs et réserves, ci-dessus indiqués, il entend que Géraudet son neveu et donataire, les paye aux lieux ou personnes sus-nommés, ainsi que les indemnités auxquelles il peut être obligé; et sous ces conditions, il donne consentement et liberté à chacun de ses hommes, emphytéotes et tenanciers de faire au donataire semblable et même reconnaissance qu'autrefois, pour les mêmes biens, ils lui faisaient et étaient tenus de lui faire. Il déclare renoncer à tous droits, lois, usages, coutumes, recours, bénéfices et privilèges quelconques par lesquels il pourrait venir contre ce que dessus, soit en total, soit en partie quelconque; voulant et consentant que cette générale renonciation vaille comme si tous les canons

(1) D'après un acte de 1269, Raymond et Guillaume de Brenguier, damoiseaux, étaient parents de la famille de Curières. — B. de Curières figure dans une donation faite par N. Brenguier, chevalier de Laguiolle au monastère de Bonneval. — Archives départ., *Fonds de Bonneval*, titre n° 37. Béranger de Curières, damoiseau, habitait le château de Saint-Geniez-d'Olt.

et les lois par lesquels il est à propos de renoncer étaient spécifiés. Et comme ladite donation excède cinq cents écus d'or, le donateur pour épargner au donataire la formalité de l'insinuation à laquelle il serait assujetti (juribus) par les lois (1), déclare faire à Géraldet autant de donations particulières qu'il en faut, pour qu'aucune d'elles ne soit supérieure à ladite somme, voulant que cesdites donations vailent pour plusieurs donations. En terminant, il concède que le présent acte puisse être corrigé et amendé au mieux, conformément aux conseils des sages (2).

Géraldet « l'accepte en tout son contenu, et jure sur les quatre saints Évangiles de Dieu par lui personnellement touchés de la main, de payer, exécuter et accomplir les legs, droits et charges spécifiés par le donateur ». Parmi les témoins figurent des prêtres et deux damoiseaux : Aymeric et Guillaume de Lygons, parents des contractants.

À première vue cet acte a l'air muet sur la valeur des biens transmis par la disposition gratuite, mais il n'en est pas de même si on l'interroge attentivement. N'est-il pas évident, en effet, que du moment où, pour affranchir la libéralité de la formalité onéreuse de l'insinuation, le donateur veut qu'elle soit distribuée en plusieurs donations particulières, en autant qu'il en faut pour qu'aucune d'elles n'excède cinq cents écus d'or, il constate ainsi que, malgré la réserve d'usufruit et les charges, les biens donnés valaient plusieurs fois cinq cents écus d'or pour le donataire, et bien davantage pour le donateur qui les détenait sans charges ni réserve, en toute jouissance et possession ? Or cinq cents écus d'or de ce temps-là valaient au moins vingt mille francs du nôtre. Donc, on peut, ce semble, conjecturer que les biens de Gérard ou Géraud senior étaient d'une valeur relativement importante.

Mais, comme nous l'avons rapporté, ces biens étaient inférieurs au cinquième de la fortune de Géraud minor et au dixième de la succession de Gérard I^{er} et de Galiane Il est donc prouvé que le chef de la famille de Curières à cette époque était avant tout un grand propriétaire foncier.

II

Examinons à présent quelle était l'organisation domestique de cette maison. L'influence des lieux, les travaux de production qu'ils

(1 et 2) Cet acte de 1317, vérifié par les généalogistes des ordres du roi, en 1773, prouve que « l'insinuation, tombée en désuétude dans bien des lieux, subsistait encore en Rouergue, dans les premières années du xiv^e siècle ». — V. Troplong. *Donations et testaments*, t. III, p. 107, qui cite Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, ch. IV, § 45.

commandaient, eurent-ils pour effet d'abolir les coutumes patriarcales dans la branche de la famille de Curières qui, se détachant de la souche originaire, avait abandonné les steppes des montagnes, pour les terres à culture variée des régions de Sainte-Eulalie et de Saint-Geniez-d'Olt ?

Le bail à cens dont nous parlerons bientôt lui donna la faculté, comme du reste à bien des féodaux, de garder, au milieu des pratiques les plus essentielles de la famille-souche, les traits les plus saillants du système patriarcal.

Tandis que, des quatre frères puînés de Rigaud, Gaucelin, chevalier en 1299, et Jordan qui d'après certaines mentions aurait appartenu en 1278 à la Milice du temple, vivaient dans le célibat, les deux autres, Raymond et Géraud, prirent alliance; mais ils s'établirent à proximité de Géraud minor qui, alter ego de Rigaud, personnifiait l'autorité familiale, et les documents, l'acte de 1317, par exemple, ne laissent aucun doute sur les devoirs d'affection et de déférence que ses oncles lui rendaient en sa qualité de chef de maison.

Nous avons même relevé, sur preuves qui nous ont paru certaines, ce fait véritablement exceptionnel, que, dans cette famille, depuis 1450 jusqu'à la seconde moitié du ^{xvii}e siècle, aucun enfant mâle autre que l'héritier associé n'avait contracté mariage; ils embrassèrent tous ou le sacerdoce ou la vie monastique, ou bien, au retour du service, ils se vouèrent au célibat dans le manoir paternel pour s'employer, le plus utilement possible, à la bonne gérance des biens communs.

Le culte domestique, la volonté d'éterniser la maison et ses traditions, éclatent de toutes parts dans les actes de cette famille. Les testaments de 1390 et de 1464 des chefs du foyer à ces deux dates contiennent la clause de substitution des filles aux fils, à charge par le mari de celle qui possédera l'hérédité de porter le nom du défunt et ses armes (1). Et un mémoire domestique soumis aux généalogistes des ordres du roi, en 1747, contient la déclaration suivante : « Il est à remarquer que nous jouissons encore des mêmes biens, terres et seigneuries qui ont été possédés dans les chatellenies de Sainte-Eulalie et de Saint-Geniez par Gérard de Curières, premier du nom, comme il se voit par les hommages depuis celui que ledit Gérard rendit en l'an 1260 à Alphonse, comte de Poitiers et seigneur des quatre chatellenies du Rouergue, et qu'il avait reçus de ses ascendants. »

La communauté de biens, au point de vue de la jouissance tout au moins, n'exista pas seulement et à peu près toujours, entre les enfants mâles de la famille de Curières. Cette famille eut aussi d'autres

(1) Archives nationales, Registre M. M. 810.

biens communs avec d'autres maisons qui, de l'estoc paternel ou de l'estoc maternel avaient, avec elle, même origine. Plusieurs registres de reconnaissances des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles font foi que plus de cent tenanciers, ayant feu et la propriété de leur demeure, relevaient tout ensemble, pour leurs possessions, de la maison de Curières et du comptor de Montferrand (1). Or, ce dernier avait pour aïeule Alde de Malaval, d'une très ancienne noblesse du Gévaudan et du Rouergue (2). Et Gérard de Curières, chevalier, en était proche parent, comme il conste de l'acte sus-mentionné de 1260, car il y rendit hommage au comte de Poitiers et de Toulouse, pour les enfants mineurs de feu Hugues de Malaval, chevalier (3). Et l'on sait que, d'après la coutume féodale, les orphelins mineurs des maisons nobles n'étaient représentés régulièrement dans les hommages aux suzerains que par leur parent le plus réputé ou le plus qualifié et le plus proche, soit de l'estoc paternel, soit de l'estoc maternel.

Ainsi, en nous résumant, la maison de Curières sut concilier, aux pieds des montagnes, les institutions de la famille-souche avec les principales coutumes du régime patriarcal.

Il paraîtrait donc que, dans les périodes successives de sa durée, elle aurait dû conserver toujours, dans une grande proportion, sinon intégralement, les moyens de bien-être que nous lui avons reconnus au ^{xiii}^e siècle. Et pourtant, d'après les titres que nous avons sous les yeux, quel était son état de fortune dans les derniers temps? En 1700, par exemple, elle n'avait qu'une aisance modeste, eu égard à sa condition. Il faut étudier d'où vinrent ces changements.

M. Fustel de Coulanges l'a remarqué très justement : « Le domaine rural a été l'organe sinon unique du moins le plus important de la vie sociale entre les temps de la République romaine et le ^{xvi}^e siècle. » Il était le foyer et le point central de la puissance du féodal. « C'était là que s'exécutait la plus grande partie du travail; là s'élabo- raient la richesse et la force; c'étaient là que se rencontraient les diverses classes des hommes; que s'appliquaient la plupart des droits ou des obligations de chacune d'elles; c'était là surtout que se faisaient sentir leurs inégalités (4) ».

Mais comment le domaine rural fut-il mis en culture aux ^{xi}^e, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles? Le devoir de combattre et de juger, le service du fief

(1) Puissante maison du Gévaudan alliée des barons de Canillac, de Castelnau d'Apehier et de Cénaret. — Archives dép. de la Lozère; Archives de la maison de Cénaret.

(2) Archives de la maison de Cénaret.

(3) « Item et eodem modo recognovit pro liberis quondam Hugonis de Malavalle militis de omnibus que habent in mandamento et jurisdictione castri sancti gencisii, et pro his recognovit predictum dominum comitem dominum predictorum liberorum. »

(4) *Revue des deux mondes*, 15 septembre 1886.

en un mot, ôtait au féodal la liberté de faire valoir ses biens par lui-même, nous dit, dans son *Traité des fiefs*, Pocquet de Livonière (1). Et, d'autre part, la religion chrétienne avait transformé si radicalement la notion qu'auparavant l'on s'était faite de l'homme dans l'esclave, qu'elle avait rendu impossible désormais l'exploitation du domaine par des cultivateurs attachés au fonds « comme garniture », et « assimilés aux outils et aux animaux (2) ». On vit alors sortir spontanément des nouveautés substituées au passé par le christianisme dans l'ordre des inégalités sociales, un contrat pleinement original, sans aucun précédent dans le droit antique : le bail à fief, le bail à cens (3).

Sauf quelques domaines dont il conserva l'entière possession, le féodal distribua ses terres en fermes de moyenne étendue, ou en parcelles dépendant de ses habitations principales. Et sur ces biens il établit non pas des esclaves, ni même des colons comme autrefois, mais des hommes *affranchis par Jésus-Christ, des ingénus* auxquels il en fit la concession perpétuelle sous cette double condition, que, d'un côté, il leur en garantirait la paisible possession en les défendant envers et contre tous dans ces temps de guerres et de violences, et que, d'autre part, le preneur ou tenancier lui rendrait les devoirs seigneuriaux, lui jurerait sur les saints Évangiles honneur et fidélité et lui payerait un rendement annuel en nature ou en monnaie. A ces obligations du preneur qui étaient, originairement, de l'essence du contrat, la coutume féodale ajouta des charges purement accidentelles qu'une clause particulière insérait tantôt réunies, tantôt l'une ou l'autre dans le bail à cens : c'étaient habituellement les lods et ventes, — les acaptes ou arrière-acaptes, et la taille aux quatre cas. Voici ce qu'il faut entendre par chacune d'elles.

Le seigneur et le tenancier étant co-propriétaires du fonds baillé à cens, il était convenu que le tenancier ne pourrait pas le vendre sans le consentement du seigneur, et si ce dernier autorisait la vente, le tenancier était obligé de lui payer un droit qui, à moins de coutume ou de titre contraire, devait être le douzième du prix de l'aliénation. C'était là le droit qu'on appelait : *lods et ventes* (4).

L'acapte ou arrière-acapte était comme un droit de mutation pour cause de décès. Il s'ouvrait par la mort du tenancier ou du seigneur, mais seulement au profit de ce dernier ou de ceux qui lui succédaient. En aucun cas il n'était dû qu'une fois par an, supposé, par exemple, que le tenancier et le seigneur fussent morts l'un après l'autre dans

(1) Page 3.

(2) Fustel de Coulanges, *loc. cit.*

(3) Troplong, *Contrats de l'échange et du louage*, préface, p. 75, 76 et suiv.

(4) Boutaric, *Traité des droits seigneuriaux*, ch. III, § 1. — Graverol sur Larroche, *Des droits seigneuriaux*, ch. XXXVIII, art. 1^{er}.

la même année. A la différence de nos droits de succession, l'acapte ou arrière-acapte n'était jamais que du double de la prestation d'un an, en nature ou en monnaie (1). Très souvent le féodal ne l'exigeait que pour s'assurer, avec un surcroît de certitude, que ses legs pies seraient payés dans l'an de son décès.

Enfin, dès la seconde moitié du XII^e siècle (2), les croisades introduisirent dans le bail à cens une autre clause, mais celle-ci bien moins fréquente que les précédentes, car on ne la trouve le plus souvent jusqu'à la fin du XIII^e siècle, que dans des inféodations émanées de familles qu'ailleurs on a rencontrées au berceau de l'hérédité des fiefs. C'est la taille aux quatre cas.

Le bailleur se réservait d'exiger du preneur une taille ou impôt, — si lui bailleur ou ses descendants étaient armés chevaliers, — s'il partait pour la croisade, — s'il était fait captif par les ennemis, — s'il mariait ses filles naturelles et légitimes, ou s'il achetait des biens immeubles dans la mesure d'un prix que la convention déterminait (3). Mais le taux de la taille était-il laissé à la discrétion du bailleur; le preneur était-il taillable à merci? La taille devait être fixée avec équité et de bonne foi (4). Et du reste, si le preneur la trouvait trop onéreuse, il avait en droit commun la faculté du déguerpissement (5).

Ainsi donc, la condition et l'avoir du féodal, comme seigneur foncier, se classaient en quatre catégories de droits bien distinctes :

1^o Ses prérogatives seigneuriales qui comprenaient ordinairement des droits de justice; — 2^o les biens dont il avait retenu l'entière jouissance; — 3^o les redevances annuelles que les tenanciers étaient obligés de lui payer en nature ou en numéraire, et qu'en ce dernier cas, les juristes appelaient plus spécialement *censives*; — et 4^o les émoluments accidentels qui consistaient, à peu près toujours, dans les seules obligations de ce genre que nous venons d'énumérer.

De ces divers articles de recettes qui étaient portés au budget du féodal, le meilleur était *les censives* (6). Stipulées « en sous et deniers en un temps où ils avaient une valeur telle qu'ils représentaient une portion notable des fruits (7) », elles payaient, pour la majeure part,

(1) Boutaric, *loc. cit.*, chap. vi. — Il cite Maynard, liv. IV, chap. XLV. — Graverol sur Larroche, *des droits seigneuriaux*, ch. XII. — Raynaud, t. II. V^o *Acapte*, p. 271.

(2) Le premier bail à cens sous condition de la taille aux quatre cas qu'il nous ait été donné de connaître, date de la fin du XII^e siècle.

(3) Boutaric, *loc. cit.*, ch. x. — Larroche, *Droits seigneuriaux*, ch. VII, art. 5. — Lhommeau, *Jurisprudence française*, art. 130, p. 151.

(4) Les termes employés dans les actes sont généralement ceux-ci : « *bonum modum*. »

(5) Loyseau, *Du déguerpissement*, ch. v, p. 324 et suiv.

(6) Troplong, *De l'échange et du louage*, préface, p. 84, 85 et suiv.

(7) Troplong, *loc. cit.*

les *dépenses ordinaires* du ménage, tandis que dans la prévision de *dépenses extraordinaires*, le féodal, en faisant la loi du bail à cens, avait ordonné les lods et ventes, et surtout l'acapte ou l'arrière-acapte, et la taille aux quatre cas. C'est ainsi que, dans ces vieux siècles, le féodal pouvait facilement, sans aucun appoint de butin illégitime, régler son budget supplémentaire soit en équilibre, soit même en excédent.

Mais, dans la suite des siècles, qu'arriva-t-il? L'apport en Europe des métaux précieux d'Amérique ayant eu pour effet progressif de réduire à presque rien la valeur des sous et deniers, les censives perdirent à peu près toute importance; le féodal fut exproprié en pure perte du plus clair de ses revenus au profit du tenancier (1). De là le changement profond de fortune qui frappe dans l'état de la vieille noblesse aux *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles. Et même on est à se demander avec surprise, quand on réfléchit aux dépenses que lui commandaient sa situation hiérarchique dans le pays et le service militaire, comment elle ne fut pas absolument et littéralement ruinée.

La solution de ce problème nous a été fournie par l'étude attentive des livres de raison ou registres domestiques de la famille de Curières. Comme les chefs de ces vieilles maisons nobles, quand ils se mariaient, faisaient presque toujours des unions de convenance, la femme qu'ils épousaient, venant d'un manoir également appauvri et portant au cœur le vif sentiment des devoirs que son rôle domestique lui imposait, s'appliquait avec un zèle religieux à conserver la famille qu'elle avait adoptée et à conjurer sa déchéance.

Nous trouvons son portrait nettement tracé dans les lignes nécrologiques ci-après de la main de Jean-François de Curières, ancien mousquetaire et puis major de cavalerie, qui avait fait avec distinction (2) les guerres de Louis XIV terminées par la paix de Ryswick. « Le 25 février (1713) à minuit mourut madame Louise de Nattes de Villecomtal, ma femme, après avoir accouché de Charles (né le 21 février). Elle mourut d'une pleurésie, dans trois jours, âgée de trente-cinq ans, et laissa dix enfants, savoir : noble François de Curières, — et Géréon Sylvestre de Curières, mon héritier qui a épousé Madame Rose de Puel de Parlan, le 10 février de 1725, et est père de noble Louis de Curières; et le restant de mes enfants sont : Joseph, docteur en Sorbonne, et Jean-Baptiste, et dame Rose de Curières, religieuse à La Falque, et Mademoiselle Jeanne Claude et le susdit Charles; les autres trois étant morts, savoir : Madame Louise de Curières, mon aînée, morte religieuse à la Falque, et Alexis mort de la poitrine, et Philippe, mort d'une pleurésie. J'ai resté quinze ans à faire ce mémoire, tant j'ai

(1) Troplong, *loc. cit.*

(2) Erection de la terre de Saint-Côme en marquisat (1747).

eu de douleur de la perte que j'ai faite d'une si digne femme qui vivait dans sa maison comme une religieuse, tout occupée à son domestique et à l'avancement de sa maison et à l'éducation de ses enfants, remplie d'une grande charité. Je ne puis mieux faire son éloge qu'en disant qu'elle fut généralement regrettée, et on n'aurait su dire où il paraissait plus de douleur ou dans le bourg (1), ou dans la maison, tellement elle était aimée et chérie de nos paysans »... (2) Voilà sous quels traits, grâce aux registres domestiques, le souvenir de ces femmes nous est demeuré.

Il est facile de s'imaginer maintenant, sans crainte de se tromper, comment se mouvait et opérait leur gouvernement dans ces maisons de vieille noblesse; dépositaires des épaves en province de la féodalité, elles surent, par les dons les plus précieux d'intelligence et l'efficacité des vertus chrétiennes de l'épouse et de la mère, conserver intacts à l'ancienne France ces débris que, plus tard, revenant sur le passé, Carrel lui-même, en son fier langage, déclarait « beaux à contempler ».

En effet, si les habitudes patriarcales que ces familles ne voulurent jamais abandonner nuisirent à leur expansion et leur ôtèrent, trop souvent, la chance de produire des individualités éclatantes, elles firent de leurs foyers les gardiens les plus vaillants, les plus dévoués et les plus fidèles des meilleures traditions. Aussi tout porte à penser que, lors de la Révolution, elles auraient rendu de grands services, si elles avaient été en nombre. Mais leur extinction progressive et continue qu'avaient produite les guerres et la politique aveugle des rois, les avait trop diminuées (3), pour qu'il leur fût possible de s'ériger en véritable force sociale d'agression ou de défense. Elles se trouvèrent condamnées à l'impuissance contre l'invasion torrentueuse des plus funestes innovations.

Notre conclusion est facile à prévoir : les faits nous paraissent démontrer qu'un juste mélange de la famille patriarcale et de la famille-souche forme le régime domestique le plus désirable pour un peuple, car il a naturellement pour effet d'y fixer, en les conciliant dans une étroite union, les avantages du progrès et ceux de la stabilité.

TEISSIER.

(1) Sainte-Eulalie-d'Olt.

(2) Extrait des Livres de raison de Jean-François de Curières, lu par M. Charles de Ribbe à la Société d'Economie sociale.

(3) L. N. H. Chérin, *Abrégé chronologique d'édits, déclarations concernant le fait de noblesse, Discours préliminaire*, p. LIV. (1788).

LES PETITES NATIONS DU BAS DANUBE

La Péninsule des Balkans, par M. E. de Laveleye; Paris, Alcan 1886, 2 vol. in-12. — *La Dobroudja économique et sociale*, par M. Nacian, professeur à l'École de sylviculture de Bucharest; Paris, Guillaumin, 1886; 1 vol. in-18. — *Les pays sud slaves de l'Autro-Hongrie*, par M. le Vte de Caix de Saint-Aymour; Paris, Plon 1884, 1 vol. in-12.

On pourrait écrire sur les principautés indépendantes qui occupent la péninsule des Balkans deux livres également vrais, également instructifs, destinés l'un à donner les causes de la prospérité actuelle de ces petites nations, l'autre à indiquer les symptômes précurseurs d'une prochaine décadence.

A cette double étude qui intéresse non seulement les gouvernements de l'Europe occidentale dont les destinées sont si étroitement liées à celles de ces principautés nouvelles, mais aussi les savants curieux de rechercher les causes des transformations sociales, M. Émile de Laveleye vient de fournir une riche moisson de documents et de faits. Précieux à plus d'un titre sont ces matériaux amassés par une impartiale observation des faits sociaux. « Je m'efforcerai, dit l'auteur au début de son ouvrage sur la péninsule des Balkans, de rendre exactement ce que j'ai vu et entendu, *sans reculer devant les détails précis qui parfois font mieux comprendre une situation que des appréciations générales.* » Ce livre est donc une preuve nouvelle de l'irrésistible puissance avec laquelle la méthode d'observation s'impose à tous les esprits sincères. — Les résultats déjà si appréciés du voyage de l'économiste belge sont d'autre part le témoignage de la fécondité de son emploi.

I

Dans le tome II des *Ouvriers européens* Le Play signalait parmi les principales causes de bien-être en Orient l'étendue des territoires non appropriés à la culture, ou en d'autres termes la jouissance d'un sol étendu et inculte. « La libre disposition du sol et des produits qu'il offre gratuitement aux populations apporte, dit-il, un puissant concours au règne de la paix sociale..... Dès que le sol est entièrement approprié à la culture, les classes dirigeantes ne maintiennent l'harmonie qui doit les unir intimement aux classes popu-

lares qu'en procurant à celles-ci, par divers moyens, des ressources équivalentes. »

L'abondance des pâturages dans les Balkans, région de plateaux et de steppes à plaines basses, les attrait de la vie pastorale, la répugnance instinctive qu'inspirent les durs travaux de l'agriculture aux familles de pasteurs, avaient longtemps retardé l'appropriation à la culture. Les Turcs, peuples pasteurs eux-mêmes, campés sur la proéminence que Reclus appelle le plateau central de la péninsule Balkanique, favorisaient chez leurs sujets le maintien de l'industrie pastorale et la non-appropriation du territoire, comme le prouve l'institution de biens *wakfi* (portion du sol sans propriétaire, immobilisée pour les besoins des pauvres), et des *mévat* (terrains morts ou incultes) laissés à la disposition du premier occupant.

Aujourd'hui les *wakfi* et les *mévat* disparaissent et le sol se transforme, mais les familles ne défrichent et ne s'agglomèrent que lentement. Sur un territoire de 48.657 kil. carrés la Serbie ne compte que 1.682.452 habitants. Tout jeune ménage formant une nouvelle famille se procure aisément les ressources nécessaires pour se créer une habitation avec quelques dépendances rurales : « même dans la condition la plus modeste, il peut s'établir d'abord avec la dignité inhérente à la propriété foncière; il est dès lors en situation de s'élever dans la hiérarchie sociale sans être grevé des charges de location que supportent nos ouvriers de l'Occident. » En Bulgarie la population est de 2.200.000 âmes sur un territoire de 63.835 kil. carrés. Des domaines immenses sont abandonnés aux ravages des chèvres ou aux incursions stériles de la vaine pâture. Dans le nord de la Bosnie et au delà de la Save, les pentes et les crêtes des montagnes n'ont aucun prix, les terres abandonnées et incultes sont nombreuses. « Là où cessent les arbres commencent les pâturages, dit M. de Laveleye... on n'aperçoit que des pâturages vagues entrecoupés de broussailles et de maquis où des troupeaux de moutons et de buffles errent à l'aventure. » La production spontanée du sol, c'est-à-dire l'herbe des pâturages ne joue pas un moindre rôle en Roumanie. Sur une superficie de 116.397 kil. carrés, sans compter la Dobroudja, ce pays n'a qu'une population de 5.216.000 habitants, soit 44 habitants par kil. carré. Les habitants descendants des anciens *Vlaks* ont conservé en grande partie les mœurs pastorales. C'est ce que constate notre confrère M. Nacian, dans le remarquable petit livre dont nous avons donné le titre en tête de ce travail :

« Quoique à l'extrémité septentrionale de la Dobroudja, on rencontre une masse considérable de terrains volcaniques et de nombreux marécages rendant la culture de la terre difficile et même impossible, la partie méridionale est extrêmement fertile. Grâce à la qualité du

sol et à d'autres influences climatologiques, cette fertilité est même de beaucoup supérieure à celle de la Roumanie proprement dite. Malgré la fertilité du sol, l'agriculture du pays est restée stationnaire. L'élevage du bétail et l'industrie pastorale ont empêché son développement. »

Ainsi qu'on le voit, la proportion du sol disponible est encore assez grande pour empêcher les Jougo-Slaves de sentir la nécessité de l'appropriation de leur territoire à la culture. Grâce à l'étendue considérable de terrains sans occupants et à l'abondance des pâturages, le « pain quotidien » est assuré avec peu d'efforts. Si cette situation favorise la paresse et surtout l'imprévoyance, elle conserve en revanche la paix sociale en empêchant l'éclosion de cette terrible plaie des grandes nations occidentales, le paupérisme héréditaire avec ses caractères funestes, le manque de sécurité, la désorganisation de la famille et le retour périodique du dénûment. Pour ne citer qu'un exemple, en Roumanie, on a songé à vendre à tout jeune homme qui constitue une famille sans posséder de sol, une parcelle des domaines de la couronne moyennant un paiement modéré et facile. Cette prescription facilitée par l'abondance du [sol disponible rend le partage égal et légal moins funeste. En effet dans le cas où chaque héritier aurait à recevoir moins de sol] que la loi ne lui en octroie, le partage n'a pas lieu. [Le fils aîné reste sur le sol héréditaire, tandis que les autres prennent possession de terres domaniales.

L'imprévoyance, souvent développée ou du moins maintenue par l'industrie pastorale et la facilité des moyens de subsistance, était conjurée sous le régime turc par le patronage des seigneurs *Sipahi*, *Bey*, *Potouritze*, c'est-à-dire par le régime féodal. Depuis son abolition, l'incapacité des individus a été conjurée en partie par le maintien des communautés, ou *Zadrugas*, ferme constitution de famille qui a suppléé à la suzeraineté disparue. Dans les parties des Balkans où les habitants se sont agglomérés en devenant agriculteurs, la multiplication de familles incapables de pourvoir à leur propres besoins et dépourvues de toute propriété a été combattue par le maintien de cette famille patriarcale qui, indestructible sur son morceau de terre assuré et inaliénable, vit éternellement en dépit de la disparition de ses membres (1). Cette famille produit l'union et la solidarité dans le travail; si elle empêche les individualités éminentes de s'élever, les faibles et les imprévoyants, qui forment partout la masse, y trouvent du moins une protection contre leurs vices, leur inexpérience et leur faiblesse.

Un troisième élément inestimable de prospérité conservé par les

(1) V. La *Réforme sociale*, 1^{er} février 1886. Nouv. s., t. I, p. 144.

populations des Balkans est la prédominance de la vie rurale sur la vie urbaine. Les villes ne se sont point développées comme en Occident, et aujourd'hui encore, elles ne fournissent pas « d'aliments aux vices sensuels émanant de la richesse, ni de véhicule aux erreurs propagées par les lettrés. » En Serbie, la capitale, Belgrade, a 27.605 habitants ; les autres villes les plus importantes ont respectivement, Nisch 12.801 h., Leskowatz 9,788, Pirot 8.785, Wranja 8.291 ; Sophia, la capitale de la principauté de Bulgarie, a 20.000 habitants. La vie urbaine, dont meurt aujourd'hui l'Occident, ne s'est pas encore étendue dans ces contrées exclusivement agricoles. Incontestablement bienfaisante [avait été l'invasion turque en isolant les peuples conquis et en les préservant de la contagion industrielle et commerciale de l'Occident. Qu'advient-il dans quelques décades de ces populations, aujourd'hui sans maîtres, qui se jettent avec imprévoyance dans l'imitation servile des grandes nations ?

La stabilité du foyer et du domaine était regardée à juste titre par le Play comme indispensable à celle de la famille, et par suite de la nation tout entière. Sous la domination turque elle était assurée par le régime féodal. La grande majorité des propriétaires ne pouvait disposer librement de ses immeubles, les hypothéquer, par exemple. Le seigneur turc donnait l'usufruit, la propriété utile, il gardait la haute, la nue propriété, et entravait utilement l'aliénation, l'endettement et le morcellement. Depuis l'indépendance, la protection seigneuriale a disparu ; mais elle est suppléée par deux institutions destinées à mettre le petit propriétaire à l'abri des suites de son imprudence ou des causes naturelles de destruction.

Dans chaque famille, ou Zadruga, le foyer et le domaine n'appartiennent pas en propre à tel ou tel membre individuel, pas même au chef, mais à la collectivité. Comme représentant de cette collectivité familiale, véritable personne morale, le chef de famille peut l'engager, mais avec l'assentiment d'un conseil composé de tous les membres mâles, souvent même des femmes. Le conseil de famille est donc un premier obstacle qui préserve le bien familial des conséquences de l'entraînement, ou de l'imprévoyance d'un seul.

En outre les lois protectrices du foyer analogues à celles édictées récemment aux États-Unis sous la rubrique *homestead exemption law* déclarent insaisissables la maison des cultivateurs et la terre y attenante. En Serbie une loi de 1875 contient des ordonnances d'exemption fixant un minimum qui ne doit être ni saisi ni vendu ; ce sont 5 acres de terre avec la maison, les ustensiles et le bétail nécessaire à l'exploitation de cette manse qui ne peuvent être saisis pour cause de dettes, et que le paysan ne peut pas vendre s'il n'a pas une autre manse de la même étendue ; s'il fait inscrire dans

un livre terrien une dette sur ce minimum, cette inscription n'aura aucun effet légal et sera nulle (1). En Roumanie la loi d'émancipation de 1864 protégeait pendant 20 ans, c'est-à-dire jusqu'à 1884, le paysan contre l'endettement et ses conséquences. En 1884 on a prorogé pour 25 ans, jusqu'en 1909, la loi portant les restrictions au droit absolu de la propriété paysanne. Pendant cette période on pourra créer nombre d'écoles, rendre ainsi le paysan plus apte à lutter pour l'existence et du moins protéger un minimum de propriété foncière contre les suites de la misère et de l'ignorance. Les créanciers ne peuvent enlever au débiteur insolvable ni sa demeure, ni l'étendue de terre indispensable pour son entretien. Il y a plus, s'il ne se trouvait pas sur les lieux saisis et mis en vente une habitation assez modeste pour la situation future de l'insolvable, la masse créancière devrait lui en construire une.

A ces causes de supériorité sociale qui viennent d'être énumérées il faut ajouter l'autonomie communale, celle dont Tocqueville disait qu'elle est à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science. Les petites nations du bas Danube ne sont pas encore énervées par une centralisation administrative semblable à celle que nous subissons. En Serbie la commune *opchtina* jouit d'une autonomie complète dans les limites fixées par la loi. Les habitants nomment le conseil communal et le maire, sans nulle intervention du pouvoir central. Le nombre des membres formant le conseil dépend de la population de la commune, mais pour toute décision il faut au moins trois conseillers. Ceux-ci fixent souverainement le budget en recettes et en dépenses. « La justice en premier ressort est toute communale. Le maire, avec deux adjoints élus pour un an, forme un tribunal qui décide de toutes les contestations jusqu'à la somme de 200 fr. et qui juge en matière pénale les délits de simple police. Des décisions de ce tribunal, il peut être appelé devant une commission composée de 6 membres élus tous les trois mois. Les conseils communaux choisissent aussi des jurés qui font partie de la cour d'assises pour juger les accusés habitant la commune. Dans tout notre Occident au moyen âge les échevins communaux exerçaient également des fonctions judiciaires. » Sous l'influence de l'Autriche une loi récente a limité la compétence de ce tribunal de village. On veut étendre les pouvoirs de l'autorité centrale au détriment de l'autonomie locale. « Jene puis, dit M. de Laveleye, m'empêcher de croire que le parti progressiste, en s'efforçant d'implanter hâtivement en Serbie

(1) Il serait à souhaiter que la France, à l'imitation de la Serbie, introduisit dans sa législation quelque disposition analogue à l'*homestead* américain et destinée à garantir le petit propriétaire contre l'abus du crédit. — V. dans le dernier numéro de la Revue l'article sur la *protection de la petite propriété*.

le régime dont la Révolution française et l'Empire ont doté la France, poursuit un faux idéal dont l'Occident revient. Au risque de passer pour un réactionnaire, je n'hésite pas à dire que très souvent les paysans ont raison dans leurs résistances. C'est un si grand avantage pour un pays de posséder des autonomies locales, vivantes, ayant leurs racines dans le passé, qu'il faut bien se garder de les affaiblir ou de restreindre leur compétence. Quand la centralisation les a détruites, on a grand peine à les ressusciter. »

II

M. de Laveleye, si impartial pour reconnaître les bienfaits de l'ancienne organisation sociale des Jougo-slaves, est injuste, ce semble, pour les Turcs à qui a été dû son maintien. L'économiste prend ici le pas sur l'observateur des faits sociaux. Il reproche aux Ottomans leur méthode de perception des impôts, minimum de sacrifices qu'ils arrachent au contribuable avec un maximum de douleur, tandis que le système occidental obtient un maximum de produit avec un minimum de souffrances, il rappelle les *Bulgarian atrocities*. Il faut reconnaître que le pouvoir des Turcs était tout à fait arbitraire; les femmes des rayas, par exemple, étaient souvent la proie des sipahis ou des janissaires. Des atrocités ont été commises en Bulgarie, et le sont encore dans la Vieille-Serbie et en Macédoine. Mais ces sauvages répressions ont été déterminées par d'incessantes insurrections, et des échecs successifs avaient exaspéré les Ottomans.

Au temps où sa domination était incontestée, le gouvernement turc était doux aux petits, aux humbles, et savait souvent les protéger. En Bosnie et en Herzégovine, par exemple, les pachas turcs eurent plus d'une fois occasion de tempérer le conflit social entre les seigneurs slaves et les paysans, et de défendre les intérêts de ces derniers. Aussi, lorsqu'en 1849 les Begs se révoltèrent contre la Turquie, les paysans firent-ils cause commune avec les Turcs. Les agas ne purent entraîner dans la rébellion la Serbie, dont les paysans libres se refusèrent à faire cause commune avec les aristocrates slaves de la Bosnie. Plus significative encore fut la conduite des paysans du Monténégro qui soutinrent même les Turcs à cette occasion et tombèrent sur les derrières de l'armée de l'aristocratie bosniaque. Spectacle étrange que ces deux adversaires mortels de la Turquie, les Serbes et les Monténégrins, faisant face avec les Turcs contre les Slaves de Bosnie; il se comprend toutefois quand on sait

que l'ennemi du sultan était cette même aristocratie qui opprimait si impitoyablement la classe paysanne.

On ne s'étonnera pas de la douceur avec laquelle les Turcs gouvernaient autrefois les nations vaincues si l'on se rappelle leur loi religieuse. Le Coran contient des ordonnances de charité ; l'aumône est obligatoire et elle doit consister dans ce que l'on possède de meilleur ; les esclaves doivent être traités avec douceur. Le butin de guerre doit être partagé en cinq parties dont une appartient à Dieu, c'est-à-dire au culte ; une autre aux pauvres, aux orphelins, aux voyageurs. L'usure est défendue par le Coran comme par la loi canonique. Suivant Mahomet tout intérêt est une usure, et les usuriers seront livrés au feu où ils brûleront éternellement. Le droit de propriété foncière ne peut être absolu puisque, comme chez les juifs, d'après le Coran, toute terre appartient à Dieu, dont le calife est l'ombre et le vicaire sur terre. Le calife distribue donc les terres en usufruit, mais il en reste le propriétaire, et peut empêcher les abus du droit de propriété, l'endettement, la saisie, et mettre obstacle à une trop grande mobilisation du sol. Contre ce dernier mal des précautions décisives étaient du reste accumulées. Enfin les vakufs, partie commune, inaliénable, non endettable de la terre de la nation, ne pouvaient pas être appropriés individuellement, et leurs revenus devaient servir à des fins utiles à la généralité du peuple, à l'éducation, à la bienfaisance et au culte, absolument comme les biens ecclésiastiques de l'Eglise catholique du temps des grands papes tels qu'Innocent III. Ils étaient même, en proportion des biens appropriés individuellement et ainsi livrés à l'intérêt privé, plus considérables en Turquie qu'en Occident. C'était la nationalisation de la plus grande partie du sol, barrière infranchissable contre les empiétements de l'égoïsme, la formation des latifundia, l'expropriation des petits propriétaires, la division du peuple en deux classes riches et pauvres. Aujourd'hui encore dans la législation de l'Empire turc règne le principe « la terre morte est à celui qui lui donne la vie ; qui cultive une terre déserte en devient le propriétaire ». Ainsi en Turquie le défrichement donne le droit de propriété. Celui qui ne cultive pas pendant trois ans une terre concédée par l'Etat ou le vakuf, en perd la possession. C'est donc ici le travail qui crée la propriété. L'abus en est interdit, la non-culture de la terre, qui en est un des plus grands, entraîne la confiscation.

Les lois sur les dettes témoignent d'excellentes préoccupations sociales. Si un débiteur, après avoir engagé un bien mobilier ou une terre, est insolvable, et si le créancier n'a pas reçu dans le contrat le droit de vendre le bien engagé, il doit attendre la mort du débiteur pour effectuer la vente, et ne peut pas faire usage de l'objet

engagé si la stipulation n'en a pas été expressément faite. Si la vente ne couvre pas la dette, le créancier n'a aucun droit sur la personne ou sur les autres biens du débiteur ; mais si le prix est supérieur à la dette, le surplus doit être rendu au débiteur. La loi du 21 ramazan 1288 constitue une exemption en faveur du débiteur mort endetté. Si le débiteur défunt, dit-elle, a vécu de l'agriculture, on ne peut saisir aux héritiers la maison et une étendue de terres suffisante pour leur subsistance. D'après une loi plus ancienne, le créancier devait laisser au débiteur insolvable une maison de valeur modique et assez de terres pour qu'il pût en vivre. Si dans la propriété du débiteur il ne se trouve pas d'habitation, on doit lui en bâtir une aux frais de la fortune engagée ; seul un criminel peut perdre sa maison et la portion de terre suffisante à son existence.

Ces lois sont grandement humanitaires et, nous le répétons, les paysans se sont mieux trouvés de la suzeraineté turque que de celles de leurs princes nationaux. Leur situation au point de vue de la liberté personnelle et des redevances a même empiré aujourd'hui sous leurs princes indépendants ou la domination autrichienne. Les *Kmets* (paysans) de la Bosnie et de l'Herzégovine avaient reçu les soldats autrichiens avec enthousiasme, mais l'occupation eut pour premier effet de les obliger au service militaire dont ils étaient dispensés jusqu'à ce jour, d'augmenter les impôts, de dévaster les forêts, de gaspiller les terres communales et les vakufs, et de remplacer les begs turcs par des juifs. Le nouveau seigneur est encore plus dur pour le kmet que ne l'était le beg, car il a plus d'astuce et d'avidité. Il n'y a donc pas à s'étonner que les kmets se soient déjà révoltés contre les Autrichiens, et qu'ils se tournent vers la Russie et le Monténégro ; ils en espèrent la délivrance du nouveau joug bien plus détesté que celui des Turcs, qui pesait surtout sur les agas. Voilà le succès de l'Autriche dans cette « nouvelle Autriche ». (1).

En Serbie, Milosch, le libérateur du pays, qui avait été lui-même un paysan persécuté par les sipahis turcs, opprima à son tour les paysans serbes, les obligea à la corvée pour son compte, et leur acheta les terres qu'il voulut à un prix qu'il fixait. Les impôts sont devenus très lourds sous le gouvernement actuel, et les paysans dont le mode de culture est resté très primitif en souffrent cruellement. Jusqu'ici le paysan serbe travaillait peu, il semait un peu de blé, d'avoine et de maïs pour les besoins de sa maison. L'argent nécessaire lui était fourni par deux arbres et un animal domestique, le chêne dont les glands engraisent des milliers de porcs vendus ensuite en Autriche et même exportés en Allemagne, et le prunier dont les bons fruits

(1) On trouvera cette appréciation confirmée dans le livre de M. de Caix de Saint-Aymur cité plus haut.

sont séchés et exportés, et dont les mauvais fournissent une eau-de-vie très appréciée, la slivovitz. Ces ressources devraient amplement suffire, puisqu'il n'y a dans le pays ni banques, ni dette hypothécaire.

Mais la population qui s'élève aujourd'hui à 4.867.000 âmes, et qui n'avait il y a six années qu'à fournir l'argent d'un budget de 20 millions de francs, supportait déjà en 1883-84 un budget de 37 millions, et de 46 millions en 1884-85. Voilà une progression excessive et non sans danger introduite par l'influence autrichienne.

Le but de l'Europe occidentale qui regorge de numéraire et n'en trouve pas le placement est d'exciter les petits États créés par elle aux dépenses, à l'emprunt, à la dette d'État. On connaît les conséquences de ces conseils intéressés et perfides. Aujourd'hui la Turquie tout entière est hypothéquée à l'Occident; la valeur s'est détachée de son sol et reste entre les mains des banquiers de Francfort, de Berlin, de Vienne, de Paris et de Londres. Recors impitoyables, les grandes puissances surveillent, les baïonnettes sur la frontière, le paiement des intérêts de leurs créances. Que Dieu garde la nation serbe d'un pareil asservissement économique. La voie où elle s'est engagée est funeste. Sa dette consolidée s'élève en ce moment (décembre 1885) à plus de 260 millions de francs, soit 144 francs par tête d'habitant. « Voilà, s'écrie éloquentement M. de Laveleye, voilà la Serbie, pays libre et à peine émancipé, qui suit le chemin de la Turquie et de l'Égypte. Elle hypothèque et livre en gage successivement toutes ses ressources, donnant droit, chose plus grave, aux financiers européens, d'intervenir dans son administration intérieure. C'en est fait de son indépendance. Elle ne payera plus tribut à Constantinople, mais à Vienne et à Paris et dans des conditions bien plus dures.... »

L'exemple de la Serbie est malheureusement suivi. En Bulgarie, le militarisme progresse chaque année. L'armée coûte 25 millions de francs, et la population qui monte à peu près à 2 millions doit payer quelque trentaine de millions par an qu'on extorque à la mode turque. En Roumanie le grand mal est aussi l'impôt qui conduit au paupérisme. Sur une population de 5.400.000 âmes l'impôt était avant l'avènement de Couza de 5 à 9 millions de francs. En 1866 le budget était de 37 millions, en 1875 de 91 millions 1/2, en 1885 de 130 millions. Depuis 1875 les contributions directes et indirectes ont ainsi monté de 61 à 83 millions, la dette s'est accrue de 129 millions en 1864 à 310 millions en 1875 dont 14 pour les chemins de fer, à 733 en 1883 dont 378 pour les voies ferrées. La dépense du ministère de la guerre a augmenté de 18 millions en 1875 et de 30 1/2 en 1885.

L'endettement et le militarisme ne sont pas les seules conséquences de l'influence occidentale : les légistes et les fonctionnaires sont venus fondre sur ces contrées qui sous les Turcs ne connaissaient pas

ce fléau. En Bosnie et Herzégovine, la première préoccupation de l'Autriche a été de substituer le droit écrit à la coutume. Le gouvernement a aussitôt édicté un Code pénal, un Code d'instruction criminelle, un Code de procédure civile, un Code de commerce et une loi sur les faillites, et il faut des hommes de loi pour les interpréter. En Serbie un Code civil a été rédigé sur le modèle du Code autrichien. Plus heureux mille fois a été un petit pays slave, le Monténégro, de s'être affranchi de cette tutelle occidentale, et d'avoir choisi comme rédacteur de ses coutumes un savant dont je m'honore d'être l'ami, M. Bogisic, qui n'a touché ni à la famille ni aux traditions du passé.

Après les légistes les fonctionnaires : sur les conseils des grands États centralisés, les principautés nouvelles, jalouses de les imiter, tentent d'écraser sous une nuée de règlements et d'administrateurs les autonomies locales qui ont leurs racines dans le passé. Chaque année en Serbie le nombre des fonctionnaires et leurs traitements augmentent. Danger redoutable, d'après M. de Laveleye. « La centralisation, dit-il, imprime certainement à la marche en avant d'une nation une allure plus rapide, plus régulière, plus uniforme. Mais elle affaiblit l'initiative individuelle et diminue l'énergie native du peuple, en le jetant de force dans une voie qui n'est pas la sienne. »

Ainsi donc *relâchement des liens de famille, atteinte portée par les lois écrites à la stabilité du foyer et à l'autonomie communale, endettement public*, telles sont les plaies cuisantes déterminées déjà chez les petites nations du bas Danube par le premier contact de l'Occident. C'est un honneur pour M. de Laveleye d'avoir su reconnaître le mal et indiquer un remède. Ce remède, c'est le maintien des fortes unités familiales et communales, c'est-à-dire des coutumes dont le temps a consacré les bienfaits, l'attachement à la vie rurale, et la défiance systématique des « financiers » occidentaux.

Deux routes contraires s'offrent au choix de ces jeunes populations. Si elles reprennent résolument la voie des saines traditions et des fortes coutumes qui leur ont assuré dans la sujétion une vitalité si puissante, elles maintiendront leur indépendance en face des convoitises menaçantes de deux grands Empires, et pourront réaliser dans une « fédération Balkanique » l'avenir de paix et de prospérité entrevu par l'économiste belge. Mais si elles s'engagent dans la route dangereuse que l'Occident nomme « progrès » et qui n'est le plus souvent que celle des innovations destructrices de la paix sociale, les discordes intérieures auxquelles elles ont déjà préludé les rendront mûres pour une nouvelle servitude. Peut-être alors, ruinées économiquement et politiquement asservies, arriveront-elles à regretter le joug relativement doux des Ottomans.

Gabriel ARDANT.

LE RÉGIME SUCCESSORAL

ET L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ANGLETERRE (1)

IV

L'Angleterre est un pays de grande propriété. Cela ne peut être contesté. Entre combien de propriétaires le sol se divise-t-il ? Quelle est l'étendue moyenne de chaque propriété ? nous ne pouvons le savoir d'une manière précise, car les statistiques ne donnent pas des résultats absolument concordants. Contentons-nous de rappeler les principales d'entre elles.

D'après les relevés faits sur les listes électorales à l'occasion de la réforme de 1865, relevés cités par F. Le Play dans *la Constitution de l'Angleterre*, il existerait en Angleterre 202,000 propriétaires cultivant et affermant des domaines dont la rente serait supérieure à 2,500 fr. Il existerait en outre 200,000 propriétaires cultivateurs de domaines dont la rente serait inférieure à 2,500 fr., savoir : 45,000 domaines de 2,500 à 500 fr. ; 25,000 de 500 à 350 fr. ; 130,000 entre 350 et 50 fr. (2).

M. Glasson cite une statistique d'après laquelle 37 grands propriétaires auraient à eux seuls plus de 100,000 acres (3). Des documents récents établissent, il est vrai, qu'il y a en Angleterre un propriétaire sur vingt habitants, en Écosse un sur vingt-trois, en Irlande un sur soixante-dix-neuf. Mais beaucoup de ces propriétaires ne possèdent qu'une propriété tellement insignifiante, qu'elle perd toute efficacité sociale, et aux termes des mêmes statistiques, le nombre des personnes possédant aujourd'hui plus de 5,000 acres ne dépasserait pas 2,184. Comme dans l'antiquité, comme aussi au moyen âge, grande propriété ne veut pas dire grande culture. Le contraste entre le nombre des propriétaires et celui des fermiers le prouve. Ainsi, il y a en tout 921,316 fermiers qui cultivent 29,179,622 acres de terre ; 4,736 d'entre eux seulement tiennent des fermes supérieures à mille acres, et 33,030 cultivent des fermes de 100 à 1,000 acres.

De son côté, le *Financial Reform Almanach for 1885*, recueil qui publie tous les ans l'état de la propriété foncière en Angleterre, nous apprend que 1,197,000 hectares produisant un revenu de 2,250 millions de francs sont le lot de dix-sept propriétaires. En tête marche le duc de Sutherland avec 488,000 hectares et le duc de Buccleugh avec 185,000 hectares.

(1) V. la revue du 15 novembre 1886. — (2) *Constitution de l'Angleterre*, 1^{er} vol., p. 173. — (3) L'acre de terre vaut 4,046 m. carrés.

Si sévères que paraissent ces chiffres, ajoutons-y encore pour plus amples renseignements ceux donnés par M. de Foville dans son livre sur *le Morcellement*. S'appropriant les chiffres de M. Shaw Lefèvre, il ne trouve qu'un héritage rural par 26 familles en Angleterre, un sur 84 en Écosse, un pour 52 en Irlande. 2.238 familles absorberaient 16 millions d'hectares sur 31, soit plus de la moitié, et encore cinq millions d'hectares, soit la sixième partie du royaume, se partageraient-ils entre 91 individus.

Lesquels de ces chiffres représentent avec le plus d'exactitude l'état de la propriété foncière en Angleterre ? Nous laissons aux statisticiens de profession le soin de le décider. Ils n'y parviendront sans doute jamais. Un fait certain se dégage toutefois des chiffres que nous venons de citer, la prépondérance de la grande propriété. Mais cette prépondérance ne date pas de nos jours ; elle était acquise au xvi^e siècle, et déjà même les esprits clairvoyants regrettaient la disparition des races de paysans, réservoir de forces sociales dont l'absence laisse un vide impossible à combler. Le poète Goldsmith notamment la déplorait dans des vers charmants que M. Le Play a cités dans *les Ouvriers européens* (1).

Avec la prédominance de la grande propriété, l'observation nous montre un paupérisme agricole dont l'existence ne remonte pas au delà de la confiscation des biens des couvents par Henri VIII. Il a été aggravé par la série de lois spéciales (*Inclosure Acts*) qui ont enlevé, depuis 1710, 8 millions d'acres aux biens communaux pour les attribuer aux grands propriétaires. Aussi les journaliers agricoles, avec un salaire infiniment moindre, sont-ils soumis maintenant, comme les ouvriers de la grande industrie, aux crises que provoque une concurrence extérieure plus âpre.

De nombreux témoignages ont signalé cette désorganisation des populations rurales. Quelques années avant 1848, elle frappait déjà M. Léon Faucher. « Les laboureurs, dit-il dans ses intéressantes *Études sur l'Angleterre*, loin de s'attacher à la terre qui les nourrit, contractent les habitudes errantes des ouvriers de fabrique. Ils ne connaissent plus les sentiments qui localisent les souvenirs. Nulle part les occupations ne sont moins héréditaires ; et l'esprit de tradition, en se fixant dans les régions supérieures, semble avoir abandonné les classes inférieures de la société » (t. II, p. 65). L'enquête faite en 1869 sur l'agriculture a encore mis en lumière l'instabilité des classes inférieures agricoles. « Jusqu'à l'année dernière, déposait M. Girdlestone, les journaliers du Devonshire où les fermes ont généralement de cinq à six mille acres, ne recevaient que 7 à 8 shillings (de 8.75 à 40 fr.) par semaine ; ils ont maintenant 1 shilling de

(1) *Les Ouvriers européens*, 3^e volume, p. 396.

plus avec trois pintes de cidre par jour, souvent une partie des gages sont payés en nature, et le blé qu'on leur donne est celui qui ne peut se vendre au marché vu la finesse du grain. Les femmes reçoivent de 70 à 80 centimes et les enfants environ 50 centimes par jour ou 1 fr. 60 par semaine, ils sont logés et nourris. La plupart des familles payent un loyer de 2 fr. ou 2 fr. 50 pour un logement très étroit avec un petit jardin potager. Au temps de la moisson, un homme peut ajouter aisément de 3 à 5 fr. à ses gages hebdomadaires, et quelquefois un peu plus s'il travaille à la journée » (1).

Tout récemment encore Joseph Arch, l'ouvrier agricole du Warwickshire devenu membre du Parlement et dont l'élection atteste les progrès des idées démocratiques dans la vieille Angleterre, dépeignait sous de tristes couleurs la situation de ses compagnons. En 1870, racontait-il, le salaire moyen d'un laboureur dans le Herefordshire était de 9 fr. 25 centimes. Il s'agissait de nourrir là-dessus femme et enfants. Voici comment y arrivait un ami de Joseph Arch qui fut son locataire pendant deux mois : déjeuner et dîner de pain noir tout sec, soupes de pain noir toujours, mais trempé cette fois d'eau chaude et relevé d'un oignon avec une pincée de sel. Cela s'appelle « bouillon de pauvre » dans le North Devon et « côtelettes échaudées » dans le Herefordshire. Depuis lors la situation de l'ouvrier agricole s'est un peu améliorée, mais néanmoins la moyenne de ses salaires hebdomadaires n'est guère que de treize à quatorze francs par semaine, parfois avec le logement. Comment espérer qu'ils soient en mesure de s'élever par leurs seuls efforts, quand on voit deux travailleurs vigoureux, acharnés, habiles et sobres, comme Joseph Arch et son père, n'avoir jamais pu arriver en un demi-siècle de travail à avoir dix livres sterling devant eux. Habitué aux solutions radicales, un Français s'attendrait sans doute à voir Arch réclamer une transformation complète du système agraire de l'Angleterre. Pas du tout. Arch ne s'est pas laissé éblouir par de grandes théories. Il est Anglais, c'est-à-dire essentiellement pratique. Aussi ne se déclare-t-il pas partisan de la disparition des grands domaines; il les juge indispensables au progrès des sciences agricoles. Il souhaite seulement que l'ouvrier agricole ait sa part des fruits (2).

Transportons-nous maintenant dans une région bien dissemblable : Lieu, circonstances extérieures, race, traditions, mœurs, lois, tout diffère. Nous sommes au milieu des provinces méridionales de l'Italie, comme la Pouille, l'Apulie, et à l'extrémité de l'Espagne,

(1) Cité par M. Glasson, t. VI, p. 30.

(2) V. le *Temps*, 28 janvier 1886. — Arch vient d'être battu d'une vingtaine de voix par lord Bentick, candidat conservateur, aux élections de juillet qui ont suivi la dissolution de la Chambre après l'échec du *Home-Rule*. Les frais de son élection avaient été couverts par le marquis de Ripon, ex-vice roi des Indes.

dans l'Andalousie, brûlée par les rayons torrides d'un soleil quasi-africain. La désorganisation des classes rurales y frappe immédiatement nos regards. Ici en Italie, elle provient de l'absentéisme : les grandes propriétés sont abandonnées par leurs possesseurs. L'intendant les gouverne à son gré, et l'intendant n'est qu'un maître, ce n'est pas un patron. Là en Espagne, les grands propriétaires ont aussi sacrifié leur rôle social aux vains plaisirs de la vie urbaine ; ils ont laissé l'administration de leurs domaines à des intendants. Les droits d'usage qu'ils avaient accordés aux pauvres gens pendant des siècles ont été peu à peu retirés. Les biens des couvents sur lesquels chacun envoyait paître sa vache ou récoltait quelques fruits ont été vendus à des propriétaires plus âpres. Plus de droits d'usage. En Andalousie, comme en Italie et en Angleterre, les ouvriers agricoles n'ont d'autres ressources que leur salaire ; qu'il vienne à manquer ou à se restreindre dans une année de mauvaise récolte, c'est la misère.

Lecteurs, gravez-vous profondément ce trait dans la tête. Encore une fois quelle dissemblance entre la brumeuse Angleterre et les régions ensoleillées du Midi ! Combien diffère dans les deux régions le développement de la science agricole, l'habileté à tirer parti des ressources du sol. L'agriculture anglaise est la plus perfectionnée de l'Europe, nous ajouterions du monde, si les États-Unis n'existaient pas ; elle défie toute comparaison pour l'élevage des bestiaux, tandis que l'agriculture andalouse ou napolitaine est restée rudimentaire. Or que de fois avons-nous entendu célébrer avec lyrisme l'accroissement de la force productive du sol comme entraînant fatalement l'amélioration du sort de toutes les classes ! que de fois également, les progrès matériels n'ont-ils pas été représentés comme le remède le plus sûr aux maux sociaux ! Que de fois enfin, lorsqu'on a voulu apprécier la prospérité de deux époques, n'a-t-on pas pris uniquement pour critérium le développement de la richesse ! Brutalement, sans crier gare, les faits jettent par terre ces théories si fort en vogue de nos jours ; ils nous montrent les classes agricoles aussi désorganisées dans la riche Angleterre que dans les campagnes moins opulentes de l'Espagne et de l'Italie méridionales. Bien mieux même, F. Le Play constatait que chez les Anglais « ces plaies sociales se sont étendues avec la même rapidité que les progrès de l'agriculture (1) ». Tout récemment encore, la monographie de l'ouvrier faïencier de Nevers mettait en lumière un fait du même genre, avec cette précision bien faite pour confondre les théories aventureuses. Elle constatait que les progrès de l'élevage des bes-

tiaux n'avaient pas amené une alimentation meilleure pour l'ouvrier des villes. Le prix des choses nécessaires à la vie, et notamment de la viande, s'était même élevé dans une proportion plus grande que les salaires (1).

Soyons-en donc définitivement convaincus. Les progrès matériels que n'accompagnent pas les progrès moraux rendent plus difficile le maintien de la paix sociale. C'est au nom de l'histoire, au nom de l'observation des faits contemporains que F. Le Play a dénoncé l'abus de la richesse comme une des principales causes de la décadence des sociétés. Tous les événements qui se passent sous nos yeux confirment la justesse de cette observation.

Les classes agricoles sont surtout désorganisées en Angleterre dans les régions de fermage à long bail. Le propriétaire perdant tout contact avec les journaliers, ceux-ci dépendent d'un fermier chez lequel les idées sociales sont aussi absentes que chez un intendant, et de plus les grands propriétaires, de même que les grands industriels, ne peuvent avoir une action directe sur un personnel trop nombreux. Faisant d'une de leurs propriétés leur principale résidence, ils sont contraints d'abandonner les autres à des intermédiaires.

Mais qui se bornerait à l'étude des journaliers agricoles ou généraliserait d'une manière absolue leur désorganisation ne comprendrait pas l'Angleterre. La grande propriété y a joué un rôle puissant et glorieux. Le duc de Sutherland, par exemple, assainit et fertilise, dans son comté, à l'aide de la vapeur, d'immenses marécages qui, sans son intervention généreuse, fussent demeurés éternellement stériles. Le duc de Bute crée le port de Granton, près d'Edimbourg, au prix d'une dépense de 12 à 13 millions. Le développement du port de Cardiff est dû à l'initiative du marquis de Bute. Dans son testament, il avait chargé des fidéicommissaires d'agrandir sans cesse le port de Cardiff, en leur donnant une période chimérique de 1,500 ans pour terminer complètement l'entreprise. Fidèles à cette recommandation, les fidéicommissaires appliquèrent, pendant la minorité du marquis, la réserve des propriétés sises dans le Glamorgan aux travaux dont ils avaient à doter Cardiff. Plus de 25 millions furent dépensés dans ces travaux. L'importance de Cardiff comme centre distributeur d'un bassin de houille et de minerais qui peut rivaliser avec tout autre, doit énormément aux travaux exécutés dans le port. Les engins perfectionnés mis à la disposition du chargement peuvent déplacer quelques dizaines de milles de tonnes, et fonctionnent en outre de façon à ne pas accroître la proportion du « menu », par le fait du chargement. Chaque année vient ajouter au chiffre d'affaires

(1) *L'ouvrier faïencier de Nevers*, par M. de Toytot, p. 178.

de Cardiff (1). « Les ducs de Portland ont métamorphosé les environs de la ville de Mansfield, de vastes champs bien cultivés ont remplacé les landes qui y existaient autrefois. Le principal ouvrage que l'on doit au duc actuel est un immense système d'irrigation dans le voisinage de Mansfield. Un petit ruisseau a été converti en un large canal qui arrose 160 hectares de terre ; ce travail a coûté un million de francs et donne un produit brut de 625 francs par hectare. Dans les parties du sol qui ne conviendraient pas aux céréales, les ducs de Newcastle et de Portland ont créé déjà non loin de la même ville des forêts artificielles entretenues avec le plus grand soin (2). » Les comtes de Leicester ont rendu fertile le comté de Norfolk. Les ducs de Bedford, celui qui porte leur nom. La transformation du Lincoln est l'œuvre d'un riche propriétaire, lord Varborough. Ailleurs, dans le Chester, le marquis de Westminster, pour encourager le drainage, fabriquait lui-même un million de tuyaux par an et les distribuait gratuitement à ses fermiers (3). Qu'on ne croie pas ces exemples isolés.

Sans les efforts des grands propriétaires, l'Angleterre ne posséderait pas ses belles races d'animaux. Les Norfolk peuvent être considérés comme les premiers éleveurs du monde. Le comte de Bective possède l'élevage le plus célèbre de l'Angleterre. Récemment à la vente du troupeau de sir Henry Alsopp, il achetait une *Grand duchess* au prix de 14,000 francs et un veau mâle né en décembre dernier, 7,000 francs (4). Le duc de Devonshire possède le troupeau de Holker, non moins célèbre que celui du comte de Bective, et le prince de Galles lui-même tient à honneur d'être un des grands éleveurs de l'Angleterre.

Ajoutons-le encore, beaucoup de landlords se préoccupent d'améliorer l'existence matérielle de leurs ouvriers, d'élever leur niveau moral, en les mettant à l'abri des ravages de l'alcoolisme, de leur donner une installation qui les préserve de l'instabilité. Ainsi a-t-on vu le duc d'Athol fournir à ses tenanciers en échange des terres vaines qu'il a reboisées, de riches pâturages, construire pour eux de confortables cottages, convertir même les plages en petits ports de mer. Une société, présidée par le duc de Westminster, s'est formée sous le titre de *Société des allotissements et petites cultures*, elle se propose de procurer aux ouvriers agricoles, par voie de location à des conditions faciles, des parcelles de terre.

(1) *Économiste français*, du 26 juillet 1884. Lettres d'Angleterre, p. 100.

(2) *Ouvriers des deux mondes*. 1^{er} vol. Monographie du manœuvre-agriculteur du comté de Nottingham, par M. Avasse, p. 395 et 396.

(3) *Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre*, par Léonce de Lavergne, p. 253.

(4) Depuis lord Bective a été obligé de réaliser une partie de son superbe troupeau à la suite d'un incendie qui a consumé sa récolte de foin.

Le mal vient surtout du fermage. Avec un tel système, le propriétaire abdique son rôle social ; c'est une erreur trop répandue de croire que ce mode d'exploitation rurale est l'accompagnement nécessaire de la grande propriété.

V

Examinons maintenant à quel point la législation successorale est responsable de cet état de la propriété foncière, et surtout s'il est la conséquence fatale de la liberté testamentaire.

Tout d'abord débarrassons-nous d'une erreur qui a cours en France, la terre de prédilection des fausses théories sociales. Nous entendions l'année dernière un économiste disert discourir sur les provinces de l'ancien royaume de Naples, et après avoir signalé, d'après le voyage de M. Lenormant, les vices de leur constitution sociale, il terminait par la tirade de rigueur sur les bienfaits du partage forcé. Il crée la petite propriété, assure l'existence du paysan, etc. Or une telle opinion, si profondément ancrée dans les esprits, ne résiste pas à l'examen des faits ; elle peut seulement trouver cours auprès d'hommes qui ont des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne pas entendre. Car « aucun régime de succession, considéré dans son essence même, ne favorise une classe de la société aux dépens d'une autre. Il y a de bons et de mauvais régimes, mais ils sont également nuisibles ou utiles à toutes les classes qui y sont soumises dans les mêmes conditions (1) ». Par exemple le partage forcé broiera la grande propriété, mais ses coups tombent aussi sur la petite, et celle-ci même aura encore moins de force pour y résister. De même une loi qui assurera la conservation des biens de famille rendra également service à la grande et à la petite propriété, puisqu'elle maintiendra l'une et l'autre. Le seul moyen de traiter deux classes de la société d'une manière différente, c'est de leur appliquer deux régimes différents, aux uns le partage forcé, et aux autres la conservation forcée ou la liberté testamentaire. Les premiers seront certainement vaincus par les seconds ; ils seront placés dans une situation aussi désavantageuse qu'un homme voulant combattre, avec un sabre de bois, un adversaire muni d'armes perfectionnées.

A un point de vue général, la liberté testamentaire, ou pour employer une expression plus exacte, la transmission intégrale réglée par le père ne favorise nullement la grande propriété aux dépens de la petite, quand l'une et l'autre en profitent dans une égale mesure.

Arrêtons un instant nos regards sur l'ancienne France. La libre transmission du foyer était la loi d'un grand nombre de provinces,

(1) *La Réforme sociale*, t. I^{er}, p. 216, 5^e édition.

tandis que d'autres, placées dans des conditions différentes, pratiquaient le régime de la conservation forcée ou du partage égal. Or la petite propriété était surtout florissante dans les pays de liberté testamentaire, tels que le Quercy, le Languedoc, le Béarn. Arthur Young l'observe lui-même, le passage où il fait cette constatation est classique. Dispensons-nous de le citer.

Après l'exemple de l'ancienne France, prenons les faits contemporains. La liberté testamentaire existe à nos portes, en Biscaye, dans plusieurs contrées de la Suisse, en Catalogne. Sont-ce là des pays de grande propriété ? Au contraire elle y est presque inconnue. Les familles de paysans forment l'immense majorité. Nous avons observé nous-même les coutumes successorales de ces deux derniers pays. En Catalogne, elles laissent au père une pleine liberté pour assurer la transmission du patrimoine familial; souvent même les enfants lui supposent des droits encore plus étendus que la loi ne lui en accorde. La petite propriété néanmoins n'a pas été étouffée par la grande; elle s'est maintenue pleine de vitalité. Ainsi la liberté testamentaire n'aboutit nullement à consacrer le triomphe des vastes domaines comme on l'a soutenu. Une telle opinion ne tient pas devant les faits.

Que faites-vous de l'Angleterre, nous objectera-t-on ? Son exemple ne détruit-il pas la thèse qui se dégage des faits observés en Espagne, en Suisse, et ailleurs ? Au contraire, il le confirme. De l'histoire de son régime successoral s'est dégagé un point essentiel. La disparition des petits propriétaires, plus nombreux peut-être en Angleterre au ^{xv}^e siècle qu'en aucun autre pays, avait commencé alors que la liberté testamentaire n'existait pas. Henri VIII l'a introduite, et c'est seulement sous Charles II qu'elle est devenue absolue. Mais déjà au milieu du ^{xvi}^e siècle, la prédominance des grandes terres était un fait accompli. Résumons en peu de mots les circonstances qui ont amené cette transformation. Nous en avons déjà indiqué quelques-unes.

Les lieux d'abord. « Admirablement placée pour servir de marché au monde » (1), l'Angleterre comprit de bonne heure la puissance que pouvait lui donner le développement du commerce extérieur, et avec ce commerce se créèrent de grandes fortunes, pressées de trouver dans la terre l'influence et la considération. Par la même cause, les propriétaires poussèrent à outrance l'élevage des moutons dont ils vendaient la laine aux fabricants de drap des Flandres. Ils cherchèrent à acheter toutes les propriétés qui les environnaient pour développer leurs pâturages, et les petits propriétaires cédaient d'autant plus facilement à la fascination de l'argent, toujours si puissante auprès des gens peu fortunés, qu'alors les manufactures com-

(1) *Géographie universelle*, par Elisée Reclus. — T. II. La France.

mençaient à se construire. Les paysans croyaient trouver là un gain plus élevé qu'en travaillant la terre. A notre époque, le même fait s'est produit, et avant la crise industrielle, les manufactures enlevaient encore de nombreux travailleurs aux campagnes. Enfin les propriétaires modestes trouvaient un avantage matériel à se transformer en fermiers.

La nature des lieux n'explique pas seule toutefois l'état de la propriété foncière. Aux causes naturelles sont venus se joindre le jeu des événements politiques, l'influence de la forme religieuse. Au moment où il rompait avec l'Eglise catholique, Henri VIII confisquait les biens des couvents ; il les attribuait à la noblesse et aux grands propriétaires dont les domaines recevaient une extension imprévue. Plus tard, quand la monarchie parlementaire se sera définitivement implantée en Angleterre, le même mouvement de concentration de la propriété s'opérera. Comme l'influence politique provient de la terre, base du droit électoral, la gentry accapare toutes les propriétés ; elle donne à ses intendants mandat d'acquérir les biens des yeomen. A ce prix seulement, elle dominera sans partage dans la Chambre des communes, et tiendra toute l'Angleterre dans sa main (1).

Et la liberté testamentaire, quel rôle lui revient-il dans cet envahissement de la gentry ? L'a-t-elle favorisé ? L'a-t-elle maintenu, une fois qu'il a été accompli ? Non, la liberté testamentaire a été mise de côté par les grands propriétaires ; ils ont gardé les positions qu'ils avaient acquises, par les substitutions perpétuelles, c'est-à-dire par la négation de la liberté testamentaire ; le régime auquel ont été soumis les domaines importants de l'Angleterre a été en réalité un régime de conservation forcée. Il consacrait d'autant plus sûrement le triomphe de la gentry que les petits domaines étaient régis par une loi différente. « Ainsi on peut donner entre-vifs ou léguer par testament le copyhold, mais à moins d'une coutume spéciale du manoir, il est interdit d'en faire l'objet d'une substitution » (2). D'un côté donc de vastes domaines, retranchés derrière les substitutions comme derrière des citadelles imprenables, disposant d'immenses ressources qui leur permettent de faire au dehors de nouvelles conquêtes ; de l'autre de petites propriétés, sans défense contre leur imprévoyance, entourées et dominées par de puissants voisins. Telle était la situation. Dans de telles circonstances, la défaite de celles-ci était fatale ; elles n'auraient pu résister à leurs rivaux que si elles avaient eu les mêmes armes entre les mains, indépendamment des circonstances qui rendaient leur maintien sur

(1) V. l'intéressante communication faite par M. Boutmy à l'Académie des sciences morales et politiques le 15 mai 1886.

(2) Glasson, 6^e vol., p. 326.

le sol anglais plus difficile. C'est la confirmation de la règle que M. Le Play tirait de l'observation des faits sur les résultats des lois successorales diverses appliquées à des classes différentes.

Mais si la liberté de tester ne demeure pas responsable de la fâcheuse disparition des races de paysans, elle a le droit de revendiquer fièrement une partie des qualités qui ont valu à l'Angleterre sa grandeur incontestée. Elle a gravé dans l'âme des enfants le respect de l'autorité paternelle. Celle-ci est moins rigoureusement sanctionnée qu'en France, comme le remarque avec beaucoup de justesse M. Glasson ; « ainsi la loi ne reconnaît pas aux parents le droit d'ordonner ou de demander l'emprisonnement de leurs enfants comme moyen de correction, elle ne leur accorde pas un droit d'usufruit sur les biens de leurs enfants (1). » Mais elle est certes plus puissante de l'autre côté du détroit que parmi nous. Le père demeure le chef de la famille ; la loi ne le traite pas en suspect. Avec un tel régime successoral, la population de l'Angleterre a obéi, dans son développement jamais ininterrompu, aux lois naturelles : elle a envoyé dans toutes les régions des essaims qui ont continué les fières traditions de la mère-patrie. Celle-ci a été en conséquence débarrassée des éléments perturbateurs qui auraient cherché dans les révolutions un élément à leur activité inquiète. En même temps le respect de l'autorité paternelle a donné à l'esprit de tradition une force qui s'accuse par l'attachement à toutes les coutumes du passé : cela a été, disent les Anglais, cela a donc une raison d'être. Peu de nations ont su avec tant de bonheur combiner l'esprit de tradition et l'esprit de nouveauté. Aussi les progrès de ce dernier indiquent-ils plus que tout autre symptôme l'ébranlement de la vieille Angleterre.

VI

L'état de la propriété foncière de l'autre côté du détroit a excité l'imagination des sociologistes. Chacun a proposé son remède. Rendre le paysan propriétaire, établir sur le sol ces vieilles races qu'une transformation progressive en a chassées depuis plus de trois siècles, c'est un rêve séduisant, mais ce n'est pas un rêve facile à accomplir. Les remèdes mis en avant seraient souvent plus désastreux que le mal, telle par exemple la nationalisation de la terre.

Deux moyens d'arrêter les progrès trop considérables de la grande propriété, de sauver les débris de la petite, sinon même de la mener à la conquête de nouvelles terres, nous semblent devoir être adoptés. — De quelle manière se sont formés les vastes domaines de l'Angleterre ? par les substitutions perpétuelles, faites au mépris de la loi

(1) Glasson, 3^e vol., p. 210.

qui avait voulu les réduire à deux degrés. La loi n'aurait donc qu'à déclarer nulles toutes les substitutions faites au delà de la limite permise. Elle pourrait également restreindre l'étendue des propriétés substituées, non pas au vol du chapon, ce serait trop exigü, mais à une quantité de terre, qui, entourant le château patrimonial, constituerait un domaine aggloméré suffisant pour maintenir les traditions sociales. — De même elle permettrait à tous les petits domaines de se défendre contre les irrésistibles tentations de l'argent par le droit de profiter eux aussi des substitutions; par la suppression de toute distinction sous ce rapport entre les freeholds et les copyholds. S'engageant encore plus dans cette voie, la loi pourrait même créer avec avantage un *homestead* pour les domaines de modeste dimension, comme certains États de la grande république américaine viennent d'en instituer.

Mais au milieu des projets mis en avant pour remédier aux vices de la constitution foncière de l'Angleterre, l'abrogation de la liberté testamentaire n'a été proposée que par quelques rares représentants du parti radical. Les Anglais songent à modifier la loi *ab intestat* : mais ils ne veulent pas dépouiller le père de famille du gouvernement des intérêts domestiques. A leurs yeux, l'autorité paternelle doit être la base de la société.

Le partage forcé, ne manquera-t-on pas de dire, ne constituerait-il pas un remède souverain aux maux dont souffre l'Angleterre? N'aurait-il pas l'avantage de lui donner ce qui lui manque, une petite propriété? Feu Cobden avait jadis essayé de créer une agitation dans ce sens, avec peu de succès du reste, et dans son substantiel ouvrage, s'inspirant d'une semblable idée, M. Glasson célèbre de nouveau les bienfaits du partage forcé, en regard du régime que l'Angleterre a adopté. C'est d'abord le seul régime qui convienne à une société démocratique, le seul qui préserve du droit d'aînesse, « car M. Le Play, écrit-il, se fait de grandes illusions sur la liberté de disposer laissée au père de famille; presque toujours son choix se portera sur l'aîné ». Le Code civil a surtout l'avantage de constituer une base solide à la petite propriété; il fait des paysans des forces conservatrices. Grâce à eux, le pays est préservé des révolutions, la diffusion des idées socialistes rencontre des obstacles insurmontables.

Prenons l'exact contre-pied de cette opinion, et nous aurons la vérité, telle qu'elle ressort de l'observation conduite avec une méthode qui, par son exactitude, a mérité justement le nom de scientifique. Bien souvent Le Play a été accusé d'avoir déployé dans ses ouvrages une trop grande rigueur à l'égard des légistes. L'opinion que nous venons de rapporter — et elle émane d'un légiste éminent — ne justifie-t-elle pas la sévérité de notre maître? Ne prouve-t-elle pas l'impuis-

sance sociale d'un trop grand nombre de légistes ? Enfermés dans le commentaire étroit d'une loi écrite, ils ne peuvent se représenter la réalité vivante ; les conséquences pratiques de la législation leur échappent. Ils la voient à travers des théories qui leur cachent les faits. Ainsi c'est au moment où la République des États-Unis, tout enivrée de démocratie, s'efforce de donner à la famille, à la propriété par la création des *homesteads* la stabilité nécessaire, qu'on représente tout régime contraire au partage forcé comme un régime aristocratique ! Les cantons primitifs de la Suisse ne nous montrent-ils pas une démocratie parfaite, soumise à un régime différent de celui que les hommes de la Terreur ont imposé à la France ! Lorsque le père a la liberté de régler entre les enfants la transmission du foyer, il peut confier sans doute à l'ainé le soin de continuer la tradition de la famille, cela se voit, mais en Suisse, en Biscaye, en Angleterre, le père institue aussi comme héritier un autre fils ; maintes fois c'est le plus jeune.

Ne nous attardons pas néanmoins à réfuter ces objections toutes théoriques. Arrivons à l'argument plus répété qui représente la petite propriété comme favorisée d'une manière particulière par notre législation successorale, qui célèbre gravement ses vertus conservatrices. Quelle ironie d'abord de célébrer l'efficacité politique et sociale de la petite propriété dans le pays que des révolutions incessantes ont labouré depuis un siècle, et l'ère n'en est pas close. Je la cherche cette force conservatrice des classes rurales populaires, et je ne la vois pas s'affirmer. Qu'à maintes reprises elle ait répudié les folies dangereuses des hommes de nouveauté, je le veux bien, mais elle n'a jamais empêché une révolution. Tout mouvement qui s'accomplit est sûr de triompher de l'inertie du pays, d'une masse d'individus voltigeant à tous les vents, comme des grains de poussière, et vraiment il serait temps de mettre une sourdine à ces antiennes sur la stabilité de la société française. Son instabilité politique découle de son instabilité sociale. Sur un sol mouvant, rien de solide ne se fonde, précisément parce que la famille, c'est-à-dire la première force, n'a plus d'assiette. Ne nous attribuons donc plus des qualités imaginaires, ne nous représentons plus comme la nation conservatrice par excellence. Si dénuée de ces éléments conservateurs que M. Glasson dépeint l'Angleterre, elle ne fait pas cependant trop mauvaise figure au point de vue de la stabilité. C'est là un fait. Aucun raisonnement n'en obscurcit la portée.

Rebelle à l'action socialiste, telle au moins le Code civil a fait la propriété rurale. Sur ce point encore, la réalité n'est pas d'accord avec la théorie. Bien des faits de notre histoire contemporaine prouvent que les classes rurales sont moins inaccessibles aux idées

socialistes qu'on ne veut bien le dire. Mais concédons même qu'il en soit ainsi. La petite propriété est accablée de maux plus graves que la tendance à écouter les prédications socialistes. Que dirait-on alors d'un médecin qui se glorifierait d'avoir préservé son malade d'une affection dangereuse, en lui en infligeant d'autres auxquelles il succomberait infailliblement ?

C'est là surtout que se manifeste l'utilité d'une méthode d'observation directe. Car pour connaître le véritable état social d'un pays, il ne faut pas le juger à travers des articles de loi ou des statistiques, documents décolorés et muets dans lesquels ne se révèle pas l'âme d'un peuple avec ses aspirations, ses vices, ses qualités, dans lesquels, non plus, le jeu des éléments sociaux ne se saisit pas. Il faut s'asseoir à son foyer, vivre de sa vie intime, pénétrer dans les replis les plus cachés de son âme, scruter tous les mille détails de son existence matérielle, et non pas seulement saisir les grandes manifestations de son génie. En un mot il faut avoir recours à la méthode des monographies de famille. Elle jette sur l'état social d'un pays des lumières qu'on chercherait en vain dans de brillantes généralités ou dans l'étude de textes juridiques, si utile que puisse être celle-ci.

Un fait se dégage de toutes les observations recueillies en France, quelles que soient la région, les coutumes, les tendances des populations : la petite propriété se débat avec des difficultés qui proviennent de l'application de la loi. Voici par exemple un paysan du Laonnais (1). Le morcellement de son domaine lui impose un labeur infernal. Toute autre préoccupation a disparu de son existence. Plus de pensées morales. Plus d'idées religieuses. La famille est tombée dans un matérialisme pratique absolu. Mais ce travail poursuivi sans trêve ni relâche n'assurera pas son avenir. Le père était un propriétaire indigent. Les fils seront incapables de vivre sur une propriété pulvérisée : ou ils quitteront le village, cherchant dans les villes une existence plus douce ; ou, attachés au pays, ils se transformeront en salariés. Voudront-ils améliorer leur condition, ils n'auront qu'un moyen, diminuer le nombre de leurs enfants. Le témoignage mérite d'être recueilli, il émane d'une personne qui avait cru, elle aussi, à l'action bienfaisante du partage forcé sur la petite propriété. Les faits ont dissipé ses illusions ; ils en dissiperont bien d'autres.

Nous allons maintenant d'un saut dans le Midi, au milieu des plaines du Marensin. Ce n'est plus le Laonnais, ni le lieu, ni le mode d'exploitation du sol, ni les tendances morales, ni les coutumes sociales ne sont semblables. Nous nous asseyons au foyer d'une famille qui se maintient depuis 1730 sur le même domaine (2). Elle

(1) Monographie du paysan du Laonnais, par M. Callay. — *Les Ouvriers des deux mondes*, t. IV. — (2) Monographie du résinier de Lévignacq, *Id.*, t. V.

demeure attachée aux traditions religieuses. Elle compte une nombreuse postérité, mais elle n'a pu garder sa situation qu'en fraudant la loi avec la complicité des hommes d'affaires et l'assentiment de tous les enfants. Si elle avait voulu en suivre les prescriptions, elle serait dissoute depuis longtemps. Aujourd'hui elle ne serait plus rien.

Et ce pauvre journalier agriculteur de la Nièvre, s'applaudit-il, lui aussi, de l'application d'une loi prétendue démocratique (1)? Il a sué et besogné sur ses sillons pendant toute sa vie, et quand la mort survient, les enfants, au lieu de recueillir l'héritage paternel, le voient se fondre dans des frais judiciaires. Il ne reste rien. En vain a-t-on voulu adoucir une loi si dure pour les petites gens, puisqu'elle leur interdit tout espoir de fonder une famille. Les réformes réalisées jusqu'à ce jour n'ont constitué que des palliatifs insuffisants. La loi veut le partage égal, absolu, mathématique, de là de nombreuses formalités. Elle craint de rendre les intéressés maîtres de leurs affaires, et pour les suppléer, elle appelle des hommes d'affaires auxquels elle doit une rémunération.

Bénéficie-t-elle enfin du partage forcé, la famille d'agriculteur maraîcher de Deuil dont nous venons de rédiger la monographie (2)? Sa situation prospère ferait envie à plus d'un de nos agriculteurs. Elle épargne annuellement, sur une propriété de quatre hectares, plus de sept mille francs. La foi religieuse est demeurée vivace en elle. Mais une observation attentive ne tarde pas à révéler le défaut de la cuirasse. L'avenir lui manque, et, malgré la valeur exceptionnelle de la terre, elle ne peut fonder une famille stable qu'en stérilisant le mariage. Sinon, elle serait tombée au rang des propriétaires indigents. Elle aurait perdu son rang social.

Ce trait ne lui est pas particulier. « Toute enquête faite sur la partie la plus saine de la petite propriété démontre qu'elle tend à se fonder sur la stérilité systématique. » Tel est le dernier mot du système : l'affaiblissement du pays dont l'expansion de la population s'arrête. Il sera bientôt incapable de lutter contre les nations qui ne se seront pas laissé aveugler par ses folles erreurs.

Appliquée à l'Angleterre, la loi du partage forcé produirait les mêmes effets qu'en France. Elle détruirait la force sociale de la grande propriété et broierait la petite dont les derniers éléments ne tarderaient pas à être dépecés. Elle arrêterait l'expansion du pays. Elle y provoquerait un mal inconnu : la stérilité systématique.

Tout régime successoral doit se proposer un triple but : maintenir intacte l'autorité paternelle, assurer l'avenir des enfants, rendre stable le foyer domestique, et avec lui toute la société. La loi

(1) *Bulletin de la Société d'Économie sociale*, t. II, Rapport de M. le Cte Benoît d'Azy.

(2) *Les ouvriers des deux mondes*. Nouvelle série, t. I.

française ne donne satisfaction à aucun de ces besoins. Elle ébranle l'autorité paternelle, elle disloque la famille, centre de protection des enfants, elle détruit la stabilité du foyer. Encore une fois les petits propriétaires en sont les premières victimes, les petits propriétaires dont des milliers de foyers sont brisés tous les ans. Les autres pays de l'Europe se sont du reste bien gardés d'adopter un régime semblable au nôtre, et, avouons-le en toute humilité, le spectacle que nous offrons n'est pas de nature à les convertir.

Un dernier mot, et nous aurons fini. Dans les années qui ont précédé sa mort, alors que la maladie avait terrassé ses forces, mais non abattu sa puissante intelligence, F. Le Play se proposait dans une nouvelle édition de *la Réforme sociale* de substituer les mots de transmission intégrale à ceux de liberté testamentaire. Le temps lui a manqué pour accomplir ce dessein.

L'expression de transmission intégrale exprime en effet le but à atteindre mieux que les mots de liberté testamentaire qui indiquent plutôt le moyen. Cette liberté ne consiste pas dans le pouvoir capricieux, absolu, sans réserve du père, comme on nous a accusé de le réclamer. Là où un tel régime existe, le père se conforme pour la distribution de sa fortune, et à l'intérêt bien entendu de la famille et aux prescriptions des coutumes qui exercent une action aussi puissante que la loi écrite, tout en étant plus élastiques. La vérité du régime testamentaire, c'est donc la transmission du foyer réglée par le père de famille, interprète de la coutume. La formule est trop longue pour servir de programme, mais elle tient dans les deux mots : transmission du foyer.

Toute société où cette formule demeure une vérité, conserve un élément solide de paix sociale. Malgré les vices inhérents à toute agglomération humaine, malgré les progrès même des idées de nouveauté, elle demeure encore capable de résister à des crises dans lesquelles une nation autrement constituée verrait disparaître sa prospérité, sa paix et sa grandeur.

URBAIN GUÉRIN.

RÉUNION MENSUELLE DU GROUPE DE PARIS

Séance du lundi 2 novembre 1886.

LA QUESTION DE L'ALCOOL

Analyse de la correspondance. — La question des alcools au double point de vue de l'hygiène et du fisc, discussion à laquelle ont pris part MM. le Dr Poitou-Duplessy, René Stourm et Cheyssou.

Avant de donner la parole au Secrétaire général pour l'analyse de la correspondance des Unions, M. JULES MICHEL, président, se félicite de trouver de nouveau réunis, après six mois d'interruption de nos travaux et de nos diners un si grand nombre de confrères et d'amis. Il y voit la preuve que l'institution de nos diners est devenue une habitude dont il faut grandement se louer, car il n'en est pas de plus profitable à la cordialité de nos rapports et à l'émulation si nécessaire pour la propagande de nos idées et la poursuite de nos travaux. Il constate que ces travaux ont continué à remplir *la Réforme sociale* avec un intérêt que la période des vacances n'a pas ralenti. Il signale aussi l'apparition récente d'ouvrages importants dus à plusieurs de nos confrères, et notamment la publication consacrée par M. Stourm, présent à la réunion, à *l'Impôt sur l'alcool dans les différents pays*.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance (V. plus bas), en signalant seulement les faits les plus importants qui, depuis nos réunions de mai, ont marqué le développement de nos travaux et de notre action : réunions de Chartres et d'Aubusson ; premiers résultats de l'enquête sur la dépopulation ; fondation de nouveaux groupes à Tours, à Nantes et en Albigeois ; missions de M. Urbain Guérin en Belgique pour l'étude de la crise ouvrière, et de M. Fèvre en Allemagne pour suivre dans leur application les lois d'empire sur l'assurance obligatoire ; monographies en cours en France, en Belgique, en Allemagne, en Sicile et en Syrie ; relations établies avec diverses Académies ou bibliothèques qui ont demandé les publications de la Société, etc. Le Secrétaire général rappelle aussi la réunion extraordinaire de la Société belge d'économie sociale qui a eu lieu à Liège sous la présidence de M. le comte de Bousies, et qui a permis de visiter les ateliers d'armurerie, les sociétés alimentaires et les grandes cristalleries du Val-Saint-Lambert ; puis il mentionne la part considérable qu'ont prise aux travaux de la Commission royale du travail plusieurs de nos confrères MM. Ch. Lagasse, Brants, Mgr Cartuyvels, Dejace, le ch. Henry, Lammens, de Ridder, T'Kint de Roodenbeke, etc... Enfin il termine en annonçant pour le 3 décembre l'ouverture de conférences pratiques sur la méthode des monographies et les voyages d'études économiques et sociales. Ces

conférences, accompagnées d'exercices pratiques, sont faites par MM. Cl. Jannet, Urbain Guérin et Cheysson sous le patronage de la Société et des Unions. (V. plus haut, p. 616 et ci-après, p. 673.)

M. LE D^r POITOU-DUPLESSY, — dont la Revue publiera intégralement et à part la conférence si complète et si intéressante, — s'en est tenu dans son allocution au côté scientifique et hygiénique du redoutable problème de l'alcoolisme, de ce fléau des temps modernes qu'a vainement essayé de nier dans des articles remarquables un de nos plus savants confrères, M. Fournier de Flaix.

Le mal à combattre n'est pas l'ivresse qui remonte à Noé au moins, pas même l'ivrognerie, produite par l'abus des boissons fermentées naturelles, vin, bière, cidre, etc., et qui est aussi ancienne que peu redoutable dans ses effets sociaux — mais c'est l'alcoolisme qui remonte au commencement du siècle à peine, à moins que cela, à quarante ans seulement dans ses effets cruellement tangibles, tels que le *delirium tremens*, les accès de frénésie, les raffinements de férocité et autres maux amenés par les infâmes breuvages artificiels qui ont envahi la consommation publique. Ce n'est en effet que vers la fin du règne de Louis-Philippe que les alcools naturels, c'est-à-dire ceux provenant de la distillation du produit de la vigne ou de celle de la canne à sucre, ont peu à peu cédé la place aux alcools d'industrie provenant de la distillation des végétaux sucrés ou féculents (pommes de terre, betteraves, graines de céréales, etc.). De ce moment aussi date la véritable invasion d'alcoolisme toxique dont le docteur Poitou-Duplessy a voulu montrer la cause et le danger.

Après de savantes explications techniques sur les divers alcools de fermentation, — dits éthylique, propylique, butylique et amylique, — et leur degré de toxicité, notre confrère affirme que tous les alcools d'industrie sont composés de ces dangereux poisons qu'une série de distillations fort dispendieuses ne parvient qu'incomplètement à faire disparaître, de telle sorte que le plus pur de ces produits, celui dit *dix fois rectifié*, est encore plus toxique que l'alcool de vin. Or, ce sont ces produits, dont on s'est borné le plus souvent à dissimuler le mauvais goût, ce sont ces poisons épouvantablement dangereux qui servent au *vinage*, à la fabrication des liqueurs, de l'absinthe, etc.

L'effet de l'alcool sur le corps humain est-il, comme on le croit communément, celui d'un aliment, d'un combustible ? Non, malgré les plus trompeuses apparences, car, loin d'activer les combustions organiques, l'alcool les ralentit. Il est tout au plus un *aliment d'épargne*, qui, pris à doses faibles, produit une combustion plus régulière et par suite une utilisation meilleure des aliments ingérés. De là vient la valeur bienfaisante des vins naturels. Mais il est si peu producteur de chaleur que la médecine l'emploie journellement pour abaisser la température du corps dans les plus fortes fièvres. Renonçons donc à la légende du petit verre matinal destiné à doubler les forces de l'ouvrier. La vérité est que cette absorption à jeun est de toutes la plus nuisible. Elle ne fait qu'irriter l'estomac et produit à la longue ces dyspepsies appelées *pituites des buveurs*.

L'influence délétère de l'alcool s'exerce aussi tout spécialement sur le système nerveux. Bu avec excès et par suite incomplètement comburé, l'excédant se porte sur les centres nerveux, au siège même de l'intelligence et au centre des forces vitales ; il en imprègne les cellules et les altère dans leurs formes et leurs fonctions. Il en résulte ces accès d'*alcoolisme aigu*, d'ivresse furieuse, moins terribles pourtant que l'*alcoolisme chronique* amené par des imprégnations plus lentes et en apparence inoffensives. Ici le savant docteur dépeint de main de maître l'état physiologique de l'alcoolisé, il le montre en proie à une excitation cérébrale constante, sujet à des emportements sans cause, brutal et tyrannique. Puis viennent les cauchemars, les hallucinations, les accidents convulsifs, parfois l'épilepsie, les accès de colère nocturne et leurs terrifiants effets qui remplissent les cours d'assises. Enfin se développe dans toute son horreur le *delirium tremens*. Est-ce tout ? Hélas non ! puisque la postérité de l'alcoolisé subira les tristes conséquences de son vice : le rachitisme, la débilité corporelle et intellectuelle, l'hystérie, la folie, et à un moindre degré ce nervosisme maladif si répandu aujourd'hui, tels sont quelques-uns des méfaits de l'alcool qui se répercutent de génération en génération.

Notre confrère, à l'aide de la statistique, montre ensuite que l'augmentation des crimes et des malheurs publics a suivi une marche parallèle aux progrès de la consommation des divers alcools. Il analyse un curieux travail du docteur Rochard qui arrive à cette conclusion « que la France paye à ce vice humiliant et honteux un tribut annuel de plus de 1,200 millions, près de 4 millions par jour ». Il signale le rôle joué par l'alcool dans nos guerres civiles, nos grèves, nos haines de parti. Tel est, dit-il, le mal général que d'autres nations ont su victorieusement combattre, devant lequel nous sommes en France hésitants et timides. Nulle part cependant la progression suivie n'est plus effrayante, si l'on veut se souvenir que le chiffre qui représente notre consommation moyenne (7 litres par tête) est trompeur, car il ne devrait pas s'appliquer à toute une moitié de la France qui produit du vin et offre par suite peu de prise au fléau.

Après cet exposé si éloquent et si substantiel des maux causés par l'alcoolisme, M. Poitou-Duplessy, pressé par l'heure, renonce à toute une seconde partie de son étude où était abordée la question des remèdes à opposer au redoutable fléau, au premier rang desquels il croit que doivent se placer les efforts de l'initiative privée. Il a bien voulu promettre de la publier prochainement dans la *Réforme*.

La parole est donnée à M. René Stourm qui a accepté de traiter le côté fiscal de la question de l'alcool.

M. RENÉ STOURM. — Parmi les remèdes proposés pour combattre l'alcoolisme on cite souvent l'impôt sur l'alcool. A cet égard quelques observations sont nécessaires. L'impôt ne doit avoir qu'un seul but, celui de produire des ressources pour alimenter le budget. L'impôt doit être productif, c'est là son unique rôle, sa seule raison d'être, sa seule excuse. Voilà ce que la théorie enseigne expressément, et ce que l'expérience confirme d'une manière pratique.

Ainsi, à diverses époques, on a cherché à faire de l'impôt un instrument de moralisation : on a voulu, par exemple, lui donner pour mission de combattre le luxe. Il suffit de lire les quatre volumes de *l'Histoire du Luxe* de M. Baudrillart pour se convaincre de la constante inefficacité des lois et des taxes somptuaires. Elles n'ont refréné, à aucune époque, le débordement des mœurs et jamais, ni les hommes, ni les femmes surtout, n'ont consenti à rien retrancher des ornements excessifs de leur toilette par crainte de l'impôt.

Un économiste du début de ce siècle, dans un livre qui a conservé quelque célébrité, puisqu'il figure dans la collection des principaux économistes, a tenté de réhabiliter l'impôt en lui assignant le rôle de bienfaiteur de l'humanité. Théoriquement, en vertu de déductions scientifiques, Montyon, dans l'ouvrage en question, attribue à l'impôt la mission d'encourager la vertu. Ainsi, par exemple, s'agit-il de propager l'institution du mariage — que Montyon considère comme une vertu — l'auteur aiguillonne les célibataires, les débusque de leur indifférence matrimoniale au moyen d'un impôt spécial. Puis, une fois les unions consommées, afin de les rendre fécondes, il frappe encore d'une taxe les ménages sans enfants et dégrève ceux qui en ont beaucoup. L'impôt devient le stimulant universel. Singulier stimulant cependant que l'impôt pour faire de bons maris et de bons pères de famille ! Montyon taxe aussi les domestiques mâles, parce qu'il juge le service des femmes plus moral que celui des hommes — ce qui est contestable, — il taxe les professions insalubres, il taxe la chasse, plaisir qu'il réprime, etc. En un mot, il conduit le monde à la vertu au moyen de l'impôt. Plus tard Montyon, toujours noblement préoccupé du même but, trouvera pour l'atteindre un moyen plus efficace et recevra chaque année le juste témoignage de la reconnaissance de l'Académie française.

Mais sa première idée, consistant à détourner l'impôt de son but exclusif pour en faire un instrument de moralisation, était contraire aux enseignements de l'économie politique, contraire aussi aux leçons de l'expérience. Nous ne saurions donc l'admettre, même quand il s'agit de combattre un des plus grands fléaux modernes, dont M. le docteur Poitou-Duplessy vient de nous décrire avec tant de vigueur les terribles ravages, l'alcoolisme.

D'ailleurs, pourquoi chercher à justifier l'impôt sur l'alcool par des arguments autres que ceux fournis spontanément et régulièrement par la science financière ? En étudiant l'impôt sur l'alcool en lui-même, exclusivement d'après ses mérites fiscaux, il est facile de reconnaître son incontestable légitimité. L'impôt sur l'alcool, en effet, est une contribution indirecte frappant un des objets qu'on peut le moins nommer objet de première nécessité. Sans doute quelques néo-théoriciens ont découvert en lui des vertus inconnues jusqu'ici. Mais, quelle que soit leur sympathie subite pour ce produit malfaisant, de leur propre aveu, l'alcool ne saurait jamais occuper qu'une des dernières places parmi les objets de première nécessité, après le pain, la viande, le sucre, le vin, le café, etc. Tout au plus peut-on le faire marcher côte à côte avec le tabac.

En Angleterre, où ces questions ont été si bien comprises, où depuis la réforme inaugurée en 1842 par Robert Peel, tout les revenus indispensables

à la vie, tous les produits de première nécessité, ont été successivement ou exemptés ou dégrévés d'impôt, en Angleterre, disons-nous, l'impôt sur l'alcool a été maintenu sans hésitation, et son taux même a été poussé jusqu'à la plus extrême limite qu'il semble possible de lui faire atteindre. En France, nous demeurons sous ce rapport très en arrière de l'Angleterre : notre tarif sur l'alcool ne s'élève qu'au tiers à peine du tarif anglais. Aussi les règles scientifiques, auxquelles nous nous référons exclusivement, conseillent-elles encore ici de profiter de l'organisation fiscale déjà installée pour faire rendre à cette organisation le maximum de son produit, en rehaussant les tarifs actuels de nos droits sur l'alcool. La proportion des frais de perception s'en trouverait d'autant diminuée.

L'impôt sur l'alcool ainsi justifié théoriquement dans son principe, justifié même dans le rehaussement éventuel de ses taxes, par les données de la science financière, n'est-il pas permis maintenant aux hommes compétents et dévoués qui étudient les questions d'hygiène et de morale d'intervenir et de tirer profit des statistiques financières. Celles-ci leur offrent de remarquables enseignements au point de vue spécial qui les préoccupe. S'ils veulent regarder, pour ainsi parler, par-dessus l'épaule des financiers, ils constateront l'influence évidente des tarifs sur la consommation, la dépression constamment exercée sur les quantités imposées par l'élévation des taxes. On boit moins quand l'eau-de-vie est plus chère : cela paraît certain de prime abord. Cela devient plus certain encore et satisfait plus complètement l'esprit, quand des chiffres officiels le démontrent péremptoirement année par année.

La morale et l'hygiène se félicitent alors de l'action du fisc et lui prêtent un appui qu'il n'est pas habitué à rencontrer. L'impôt, honni par tous en général, accoutumé à subir patiemment l'exécration universelle, apparaît ici sous un nouvel aspect : il a trouvé des amis, et c'est un des rares privilèges des droits sur l'alcool que d'être ainsi soutenus, prônés même, par une élite de savants.

Voilà comment, — et c'est exclusivement de cette manière — peut s'établir régulièrement et scientifiquement l'union du fisc avec la morale et l'hygiène dans la grave question de l'alcool à l'ordre du jour.

M. CHEYSSON se félicite d'avoir entendu si bien parler de l'efficacité que peuvent avoir l'impôt et l'initiative privée comme moyens préventifs contre l'alcoolisme. Il voudrait ajouter un mot au sujet de quelques autres procédés qui pourraient également concourir à combattre cet horrible fléau. Il cite d'abord les moyens répressifs et réglementaires qui seraient aux mains de l'autorité des armes efficaces si elle voulait s'en servir. Les cabarets sont incontestablement de très mauvais lieux et leur augmentation, sans cesse croissante, ne peut que favoriser le développement de l'alcoolisme, malgré les ingénieuses statistiques du D^r Kummer, qui prouveraient que les progrès de l'ivrognerie sont en raison inverse du nombre des cabarets. Le contraire doit être le vrai, et par suite, loin d'encourager ces « établissements insalubres », il faut endiguer leur développement. Le Play a dit de cette industrie qu'elle était malfaisante, et que tous les peuples prospères

s'accordaient à y voir un danger public. L'autorité ne doit pas reculer devant les mesures restrictives les plus sévères, telles par exemple, que la défense de faire boire les adultes déjà ivres et les enfants, la limitation du nombre des cabarets comme en Allemagne et en Hollande, le contrôle de la qualité des boissons..... — On peut citer aussi comme moyen à étudier et à propager peut-être, le *système de Gothenbourg*, employé dans cette ville de Suède depuis 1863 et qui met tous les débits entre les mains d'une société privée ayant pour but non de réaliser des bénéfices, mais de combattre l'ivrognerie. — Il faut enfin améliorer le logement de l'ouvrier, le bouge étant le pourvoyeur du cabaret. — En un mot, contre un mal aussi redoutable, il ne faut négliger aucun des moyens que peuvent mettre en jeu l'initiative privée et l'action réglementaire et fiscale de l'État (1). (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT constate, comme conclusion à cette séance si bien remplie, que les moyens ne nous manquent pas pour combattre efficacement une des plus horribles plaies de notre société. C'est à nous à savoir les employer en redoublant de zèle et d'énergie dans la pratique des efforts volontaires qui peuvent seuls ramener au bien les nations affaiblies par l'invasion du mal.

Albert DUPARC.

(1) V. à la séance de la Société d'économie sociale — en date du 9 février 1883, — les observations présentées à ce sujet par M. Cheysson. (*Réforme soc.*, t. IX, p. 449.)

BIBLIOGRAPHIE

Les mensonges conventionnels de notre civilisation, par MAX NORDAU, ouvrage traduit sur la douzième édition allemande, par AUGUSTE DIETRICH. Paris, Hinrichsen, 1886, in-8° 323 pp. prix : 6 francs — Partant de théories plus conjecturales que scientifiques, plus brillantes que justes, l'auteur, parfait logicien, en déduit certaines conséquences politiques et sociales auxquelles il oppose violemment les mœurs, les coutumes, les lois constitutives du monde civilisé. On devine les désaccords, et à chaque désaccord qui se manifeste, M. Nordau triomphe et crie au mensonge, à la convention ! C'est là tout son livre, où sont détaillés chacun de ces mensonges, politiques, religieux, économiques, etc. Rien de très neuf dans le relevé des mensonges économiques, pour ne parler ici que de ceux-là. On nous étale les plaies hideuses du présent : la vie du prolétaire, l'irrémédiable et toujours croissante détresse du pauvre, le progrès non moins constant de la fortune du millionnaire, l'industrie accaparant toute la vitalité de l'homme moderne au détriment de l'agriculture, de là le sacrifice de nos besoins les plus immédiats à d'autres moins impérieux ou à de simples fantaisies, et tout cela parce qu'on a pris de vides agitations pour une plénitude de biens et de santé, etc., etc. En dépit de quelques vérités éparses çà et là, le tableau est trop sombre pour être bien digne de foi ; mais comme il s'éclaircit dès que l'auteur se tourne vers l'avenir ! Tous les hommes alors vivront heureux et contents : ils seront tous bacheliers et propriétaires ! Il serait trop long d'expliquer comment M. Nordau réalise — sur le papier — son rêve de république communiste, idéal qui semble conçu pour une humanité n'ayant que le nom de commun avec nous.

LA MÉTHODE D'OBSERVATION

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE D'OUVERTURE DES CONFÉRENCES PRATIQUES
DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE.

La série des conférences pratiques données par la Société d'économie sociale a été ouverte le vendredi 3 décembre par M. Claudio Jannet. Ce qui fait le charme de sa parole, c'est qu'on y trouve à la fois beaucoup de science et beaucoup de cœur. Tous ses auditeurs pensaient qu'il donnait à la fois le précepte et l'exemple, quand il indiquait les deux qualités nécessaires pour agir utilement dans nos temps troublés, la chaleur de l'âme qui aime, et la clairvoyance de l'esprit qui sait et juge les choses froidement.

Le sujet traité par M. Claudio Jannet était celui-ci : *De la méthode d'observation et de son application à l'étude des problèmes contemporains.*

L'économie sociale a pour objet des phénomènes si nombreux et si variés que la méthode d'observation seule permet d'en découvrir les causes. Essayez de définir cette science, et vous apercevrez sa complexité. Les éléments qu'elle met en œuvre sont trop multiples et trop peu simples, pour que l'on puisse espérer la tirer tout entière de quelques principes généraux, par la méthode déductive, comme des théorèmes de géométrie. Toutes les tentatives faites dans cette voie ont échoué, depuis Platon jusqu'à Jean-Jacques Rousseau. L'esprit humain doit avoir plus de modestie, et renoncer à la témérité de pareilles créations. Il faut qu'il s'appuie prudemment sur les faits, pour tenter d'en dégager les lois et vérifier sans cesse celles qu'il croit pouvoir formuler. La méthode inductive est ici la seule qui soit féconde et sûre. Tous les économistes qui ont fait progresser la science l'ont employée, Vauban et Adam Smith par exemple. Aristote la conseillait déjà ; et Le Play, pour s'en être constitué l'apôtre, a rendu un bien autre service à l'humanité que s'il avait construit un système, ce que bien d'autres ont entrepris, et ce qu'il se défendait avec vivacité d'avoir jamais fait.

Ce n'est pas à dire que la philosophie soit inutile à l'économiste. Elle seule permet de classer les faits, de les juger, d'apprécier les phénomènes de souffrance ou de prospérité. Il lui appartient de dire ce qui est conforme à la nature et à la dignité de l'homme, quel est le critérium du bien et du mal. Ces notions, qui paraissent élémentaires, sont malheureusement obscurcies à notre époque. Le Play, pour rendre l'observation féconde, sentait la nécessité de les dégager au préalable. Il ne croyait pas sortir de son rôle, en réfutant le naturalisme scientifique (1) ; et il aimait à trouver dans la religion de Jésus-Christ la conception la plus haute et la plus vraie qu'ait connue l'humanité de la vie et du bonheur.

Après avoir posé le principe et la limite de la méthode d'observation,

(1) V. la *Constitution de l'Angleterre*, Pièce 1, t. II, p. 287.

M. Claudio Jannet s'est demandé comment il faut observer. La statistique s'offre d'abord et ne doit pas être repoussée. Elle a une grande valeur pour les faits simples, susceptibles d'être comptés ; mais son domaine est limité, et beaucoup de questions lui échappent. C'est l'homme vivant que nous voulons saisir. Mais cette étude est très difficile. Il y a des observations décousues et superficielles, qui, faites au hasard par des voyageurs incompetents, demeurent stériles, et loin de servir la science, entravent ses premiers pas. Le Play a su trouver à la méthode d'observation un instrument sûr, la monographie de famille. Il en a constitué le cadre par des recherches laborieuses. Avec le budget et les comptes annexés, on fait en quelque sorte la preuve de cette opération très délicate. Ces analyses minutieuses font apercevoir tout le jeu de l'activité sociale, et éclairent merveilleusement non seulement l'historien de l'avenir, mais aussi l'économiste d'aujourd'hui. On peut appliquer une méthode analogue à d'autres groupes sociaux que la famille. Des monographies d'ateliers n'ont-elles pas été esquissées, d'après un questionnaire méthodique, pour récompenser, en 1867, ceux où régnaient le bien-être, la stabilité et l'harmonie ? *La Constitution de l'Angleterre* n'est-elle pas une monographie d'Etat ?

Si cette méthode d'observation est bonne, elle nous aidera à dégager et à faire accepter la véritable solution des problèmes contemporains, dont il n'est permis à personne de se désintéresser. M. Claudio Jannet indique les conditions à remplir pour que cet espoir ne soit pas déçu.

Il faut savoir choisir les types à étudier. On peut flatter la mode et la curiosité en s'attachant à des êtres dégradés et sauvages, tristes épaves de l'humanité. Mais l'expérience des peuples placés dans les mêmes conditions morales et économiques que nous serait autrement utile. Sans doute Le Play aimait à retracer le tableau de ces peuples pasteurs qui mènent une vie heureuse et simple dans les grandes steppes des hauts plateaux. Mais il prétendait seulement proposer à notre imitation l'observation des lois éternelles de la morale, et nous montrer qu'elle procure des biens dont ne peuvent tenir lieu ni les richesses ni la science, ni les raffinements de la culture intellectuelle. Il ne condamnait pas nos sociétés compliquées, et ne les déclarait pas inférieures aux sociétés simples. C'est chez elles qu'il nous importe surtout de dénoter les causes de la souffrance et de la prospérité. Elles offrent aujourd'hui un vaste champ d'expériences très variées, souvent douloureuses. M. Claudio Jannet a indiqué quelques-uns des points qui méritent d'attirer l'attention des observateurs.

Ceux-ci ont besoin d'être bien armés. Il ne suffit pas de connaître les éléments des sciences naturelles et des arts industriels. Il faut prendre la peine d'étudier avec sang-froid les grands mouvements d'idées qui agitent nos sociétés contemporaines. On ferait preuve d'un esprit étroit, et l'on s'exposerait à des erreurs dangereuses, si l'on voyait dans la fermentation générale qui soulève aujourd'hui l'humanité, le résultat exclusif de certains faits économiques, du développement des machines par exemple. Il faut trouver d'autres causes à de si grands effets. L'étude approfondie de l'histoire des sociétés et de la transformation des institutions éclaire puissamment l'origine de ces problèmes et en facilite la solution. Il ne sera pas

moins nécessaire de recourir à la science de la production, de la circulation et de la répartition des richesses. Si l'on ne possède pas des connaissances méthodiques de cette partie de l'économie sociale qu'Aristote appelait la chrématistique, on risque de se laisser prendre aux sophismes du socialisme, de ne pas comprendre le mouvement qui nous emporte, ce qui n'aide pas à le diriger, enfin de perdre son temps, ses efforts et son autorité, en s'attaquant à ce qui est inévitable.

Ces conditions réunies, combien l'observation est féconde. Elle maintient l'esprit qui la pratique en communication continuelle avec son temps. Elle préserve de ces erreurs qui font perdre à un auteur toute influence sur son époque et discréditent même les vérités auxquelles on les mêle. Personne n'a condamné avec plus de sévérité que Le Play les préjugés de notre siècle, pas même Bonald ni Blanc-Saint-Bonnet. Mais le même homme approuvait les réformes qui faisaient disparaître les régimes de contrainte et de conservation forcée, et se faisait gloire d'avoir travaillé à établir en France la liberté de la boulangerie. C'est que tout vrai conservateur est progressif. Il doit rester toujours en contact avec son temps et aussi avec son pays. En observant l'étranger, il faut savoir choisir et juger. Il est nécessaire de bien connaître sa patrie, et de l'aimer, pour la guérir. M. Claudio Jannet a terminé son éloquente conférence, en conjurant les jeunes gens de garder le goût des traditions nationales et d'avoir toujours l'esprit et le cœur bien français.

JULES ANGOT DES ROTOURS.

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

PRÉSENTATIONS. — Les personnes dont les noms suivent ont été admises comme membres TITULAIRES, ou comme *associés*, et inscrites du n° 3836 au n° 3888.

AINES. — *Georges* (F.), à Hargival, par le Catelet, prés. par M. A. Delaire.

ALLIER. — BOUILLET (Antonin), notaire à Commentry, prés. par MM. A. Gibon et G. Fayolle.

CALVADOS. — LA FRESNAYE DE TRÉPREL (madame de), château de la Fresnaye, par Falaise, prés. par Mme F. Le Play et M. A. Gibon.

CHARENTE. — *Plas* (L. de), à Lafaye par Aubeterre, prés. par M. de Chamborant.

ISÈRE. — *Dugon* (Vte), au château de la Moidière, prés. par M. Chambert.

LOIRE. — *Neyrand* (Eug.), à Saint-Chamond, prés. par M. H. Marion.

LOIRE-INFÉRIEURE. — S. G. Mgr *Lecoq*, évêque de Nantes, prés. par MM. Halna du Fretay et le marquis de Sainte-Croix; *Delafoy* (R.), quai de la Fosse, 53, à Nantes, prés. par M. Heurtaux-Varsavaux; *Joûon* (Fr.), rue de Courson, 3, à Nantes; *Pinczon du Sel des Monts*, anc. juge, pl. De-lorme, 1, à Nantes; et *Retière* (abbé), curé de Saint-Clément, à Nantes, prés. par M. G. Halna du Fretay.

MAINE-ET-LOIRE. — *Blois* (le comte de) château de La Rochejaquelein, par Durtal, prés. par M. Mascarel.

MARNE. — *Renault* (l'abbé), curé à Breuil-sur-Vesle, prés. par M. Delaire.

ORNE. — *Charencey* (le comte H. de), à Saint-Maurice-les-Charencey, et à Paris, rue Saint-Dominique, 1, prés. par M. A. Delaire.

RHONE. — *Bethenod*, adm. du *Crédit Lyonnais*, rue Sainte-Hélène, 37, à Lyon, prés. par M. H. Marion.

SAONE-ET-LOIRE. — *Chagot* (Léonce), à Montceau-les-Mines, prés. par M. A. Gibon.

SARTHE. — *Celier* (Alex.), avocat, av. de Paris, au Mans, (ancien membre).

SEINE (Paris). — *Boulenger*, indust. à Choisy-le-Roi, prés. par M. A. Delaire; *Sèze* (Romain de), avocat, rue de Seine, 76, prés. par M. J. Cazajoux.

SEINE-INFÉRIEURE. — *Lebret*, curé de Bois-Guillaume, prés. par M. Delaire.

SOMME. — *Marchand*, archit., à Abbeville, prés. par M. F. d'Orval.

TARN. — *Lapérouse* (de), maire de Réalmont, prés. par M. Cousin.

BELGIQUE. — *Gourdet*, avocat, rue Hors-château, à Liège; *Guillemin* (Paul), boulevard de Tirlemont, 10, à Louvain; *Stadnički* (Ladislas), rue Marie-Thérèse, 97, à Louvain; et *T'kint de Roodenbeke* (le baron Arnold), rue Ducale, 9, à Bruxelles, prés. par MM. Brants et Delaire; HERPIGNIES, direct. gér. de la Société des Forges et laminoirs de Jemeppe, prés. par MM. Gibon et Delaire; *Van Nieuwenhuyse* (Albert), rue des Carmes, 10, à Liège, prés. par M. Dejace.

ESPAGNE. — CANTARELL Y FAGEZ, avocat, Registrador de la Propriedad, Calle San Antonio, 77, à Valbss, par Tarragone, prés. par M. A. de Muller.

RUSSIE. — *Zamoyski* (le comte Stanislas), rue Warecka, 9, à Varsovie, prés. par M. J. Swanski.

AFRIQUE. — BRUN, s.-lieut., d'inf. de marine au Sénégal.

CANADA. — *Nantel* (abbé), séminaire de Sainte-Thérèse, à Montréal, prés. par M. A. Delaire.

PRÉSENTATIONS A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE. — Cinquante membres des Unions ont bien voulu donner à l'OEuvre de bien public fondée par F. Le Play, une nouvelle preuve d'attachement dévoué en sollicitant leur admission dans la Société d'économie sociale. Ils ont été reçus dans la séance du 13 décembre. Ce sont MM. J. Rochard, Souveste, Blondeau, L. de Gastebon, le marquis de Sainte-Croix, Tillard de Tigny, Alf. Geigy, Mme la vicomtesse de Reviers, E. Chevallier, le comte Dejean, Prémont, E. de Rodellec, Baretta, Flour, Franchet, de Valence de Minardièrre, H. Francotte, E. Gontier, Gaston David, Aug. Isaac, Dr. Marguritte, col. Pistouley de la Coutarié, Michaud, H. Marion, E. Dulong, Délaissement, le vicomte R. de Verdalle, chan. Pichou, J. Lejeune, Barbeirassy, E. Le Corbeiller, R. d'Uhexi, Manaud, le comte de la Selle, d'Eysseautier, d'Everlange, Croizier, Ch. Vasseur, Mairey, Alex. Celier, l'abbé Foäche, G. Baillif, le baron Mau petit, Daras, Etcheverry, Buffault, l'abbé Cabanon.

NÉCROLOGIE. — Les Unions ont eu la douleur de perdre un de leurs membres les plus éminents : M. le vice-amiral comte de Gueydon, ancien gouverneur général de l'Algérie. En offrant à sa mémoire un juste tribut

d'hommages et de regrets, nous devons nous borner à saluer ici la gloire de sa brillante carrière, toute de dévouement à la France ; mais nous garderons le souvenir reconnaissant de sa parole chaude et vibrante, tant de fois applaudie dans nos réunions à Paris ou en Bretagne.

M. de Chancourtois, inspecteur général des mines et professeur à l'École des mines, vient de succomber tout à coup. Il avait été, en qualité de secrétaire de la Commission impériale, le collaborateur de F. Le Play pour l'Exposition universelle de 1867, et notamment pour le nouvel Ordre de récompenses en faveur des ateliers qui conservent la paix sociale. La loyauté de son caractère et la distinction de son esprit laissent d'unanimes regrets à tous ceux qui l'ont connu.

Un autre deuil enfin, nous a frappés récemment : Son Exc. le prince Marc-Antoine Borghèse est mort à Rome le mois dernier. Notre confrère, M. le comte Edoardo Soderini vient de retracer en quelques pages émues cette vie éprouvée à son début par de cruelles douleurs, mêlée à tout le mouvement généreux de 1847, toujours remplie par les devoirs d'un vrai patronage social, et toute entière consacrée au bien public. Les Unions, auxquelles le prince Borghèse témoignait une sympathie fidèle, s'associent au deuil d'une famille d'élite que des liens étroits rattachent à la France, et qui continue si noblement les grandes traditions de sa race.

CORRESPONDANCE. — **UNIONS DE FLANDRE, ARTOIS ET PICARDIE.** — Le 3 décembre a eu lieu l'assemblée mensuelle du groupe de Lille. Au début de la séance il a été donné lecture d'une lettre du groupe de Lyon, sollicitant le concours des différentes *Unions* en vue d'une enquête générale sur la dépopulation en France, ses causes et ses remèdes. A ce propos, un des membres a présenté quelques statistiques parmi lesquelles nous relevons les chiffres suivants. Le total des naissances s'élevait pour la France en 1866 à 1.006.258 ; en 1869 à 948.525 ; en 1877 à 944.576 ; en 1881 à 937.057 ; en 1885 à 922.361. Le chiffre de l'année 1885 est celui de l'année 1805. La France avait alors 20 millions d'habitants, tandis qu'elle atteint aujourd'hui le chiffre de 38 millions.

L'ordre du jour appelait le résultat de l'enquête sur *les logements d'ouvriers à Lille en 1886*. Cette enquête, décidée l'été dernier par le groupe de Lille, a donné lieu à un premier rapport nourri de faits, de statistiques et d'observations des plus précises. On sait qu'il existe, à Lille, plusieurs cités ouvrières : la cité philanthropique, autrefois cité Napoléon, la cité de la Compagnie immobilière et la cité Saint-Maurice. La première est une création de la charité officielle, les deux autres sont dues à l'initiative privée. Ces différentes cités abritent 2,500 ouvriers, mais ce n'est là qu'une faible partie de la population ouvrière de Lille. Il existe encore 60 cours ou courtes, habitées presque toutes par des ouvriers. L'enquête a relevé les faits les plus attristants au double point de vue matériel et moral. Ainsi, il a été constaté que dans une maison d'ouvriers huit chambres abritaient 49 personnes dont 11 dans une seule pièce. Certaines familles reçoivent chez elles des « logeurs » : il en résulte une promiscuité complète. Dans beaucoup de maisons, on a constaté le manque d'air et de lumière, une

humidité permanente, en un mot une installation déplorable. Les rapports détaillés sur ces faits vont être adressés à la *Réforme sociale* ; ils jetteront une vive lumière sur la condition de l'ouvrier lillois. Depuis les travaux de Villermé, de Blanqui, de Louis Reybaud, de Jules Simon, aucune enquête n'aura été conduite avec plus de soin et de précision. Elle fait grand honneur à notre distingué et dévoué confrère M. Alfred Renouard qui en a pris l'initiative. — D.

UNIONS DE NORMANDIE. — Nous recevons de bonnes nouvelles de la Société anonyme immobilière des petits logements fondée par nos amis de Rouen. Le rapport présenté à l'assemblée générale du 23 novembre constate l'état d'avancement des travaux de construction du groupe Alsace-Lorraine. L'installation des boutiques se poursuit. Elles pourront être occupées pour Noël prochain. Les appartements des étages seront achevés pour le mois de janvier. Toutes les locations partiront de Pâques. Les demandes sont déjà nombreuses. Le tarif des loyers à percevoir donne au capital, après le prélèvement de tous les frais généraux, la rémunération de 4 0/0 prévue par les statuts. Le service en sera assuré pour 1887, même en tenant compte de quelques retards dans l'occupation. La solidité du gage, les garanties de régularité dans le produit, doivent attirer vers la Société des *petits logements* la faveur utile à développer ses entreprises. A ce titre, on a étudié la création de petites maisons avec jardin, dont le rapport du 8 décembre 1885 ajournait la réalisation après l'achèvement du groupe Alsace-Lorraine ; ces habitations, d'après des données déjà établies, pourraient être louées à 200 fr., sinon même au-dessous. Les 100 actions complémentaires du capital de 500,000 fr. seront appliquées à cette destination.

UNIONS DE BRETAGNE. — Grâce au zèle de MM. le marquis de Sainte-Croix, Halna du Frétay et Heurtaux Varsavaux, un groupe des Unions s'est formé à Nantes. La diffusion de nos livres s'organise par les soins de notre confrère M. Touchet ; le recrutement (V. les présentations ci-dessus) nous a acquis déjà de précieux concours ; bientôt quelques réunions pourront se tenir et donneront une utile impulsion à la propagande des idées de la réforme sociale.

UNIONS DE TOURAINE. — Nous sommes heureux d'annoncer que les Unions de Touraine s'organisent par les soins de M. Georges Baillif et de M. Paul Mame qui a bien voulu accepter d'en être le correspondant. C'est un honneur pour nos Unions d'avoir à la tête d'un de leurs groupes un membre de cette famille de patrons modèles, qui a obtenu l'un des grands prix sociaux de 1867 et qui s'est dévouée si généreusement à propager les œuvres de F. Le Play. (V. l'avertissement de *la Réforme sociale en France*.)

UNIONS DE BOURBONNAIS ET NIVERNAIS. — La Société d'agriculture de l'Allier a nommé une commission présidée par notre collègue M. Méplain, pour étudier la question soulevée par la pétition de M. Fourdinier (V. la précédente livraison). M. Sevin-Reybert, que la commission s'est adjoint, nous fait remarquer à ce sujet combien la question d'une réforme partielle du Code

civil a fait de chemin dans les esprits : naguère c'était le *Journal d'agriculture pratique* (numéro du 4 septembre) qui demandait nettement le rétablissement de la liberté de tester dans un excellent article de M. de la Trébonnais; tout dernièrement un journal spécial, *la Gazette du Palais*, consacrait un important travail à la réforme du Code. « Nous avons tout à gagner, dit M. Sevin-Reybert, à une transformation du Code, quel que soit l'esprit qui l'inspire. Déjà on reconnaît les inconvénients du partage *en nature* et on réclame la liberté des arrangements de famille en ce qui concerne la composition des lots, c'est-à-dire une modification des articles 826 et 832. Si cette réforme partielle était admise, les chefs de famille reprendraient courage et n'abandonneraient plus à la loi le soin de régler la dévolution de leurs biens. La pratique des partages d'ascendants deviendrait générale et créerait une nouvelle coutume de transmission intégrale des foyers et des ateliers de travail. »

UNIONS DE LYONNAIS. — « Nous avons eu, le 26 novembre, notre première réunion du groupe lyonnais des Unions. Elle a été nombreuse et cordiale. Après quelques mots de bienvenue de notre président, M. Beaune, MM. Franchet et Guise nous ont donné leurs impressions personnelles sur la réunion générale de Paris. Nous avons été heureux de constater et l'intérêt qu'elle a présenté et le succès qu'elle a eu. MM. Charmettant et Jacquier nous ont rendu compte du Congrès coopératif qui s'est tenu en septembre dernier à Lyon et dans lequel malheureusement une minorité rouillonne a fait voter des résolutions qui n'étaient pas dans les idées de la majorité. Nous avons ensuite arrêté l'ordre du jour des séances suivantes. Parmi les travaux en cours, nous avons une monographie d'un jardinier maraicher des environs de Lyon et une nouvelle étude de M. le docteur Bouchacourt sur le service hospitalier dans les hôpitaux de Beaune et de Chambéry, étude qui fera suite à celle qu'il a déjà lue dans la dernière réunion générale du groupe lyonnais; et qui a obtenu un si vif et si légitime succès. Nous nous sommes aussi occupés de l'organisation des conférences à l'école Lassalle. Il y en aura douze, faites très probablement sur des sujets divers par des conférenciers différents. Elles viendront, par cette variété, intéresser les jeunes auditeurs, compléter le cours qui va leur être fait, d'après le livre de M. J. Michel et surtout leur prouver que nous pensons à eux et nous intéressons à leurs travaux. »

H.-M.

ALLEMAGNE. — « Je vous adresse, écrit de Berlin M. Zimmermann, un compte rendu de notre intéressante réunion annuelle, qui a paru dans le meilleur journal économique allemand (*Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft in Deutschen Reiche*). Je fais partout de la propagande pour notre Société, et j'espère bien pouvoir assister de nouveau à une de ses réunions ».

BELGIQUE. — La Société belge d'économie sociale a déjà tenu deux séances. L'une a été consacrée à l'étude de la coopération avec MM. H. de Baets et Speltinck, l'autre a été remplie par un rapport remarquable de M. le comte Waldbott de Bassenheim sur l'assurance obligatoire des ouvriers en Allemagne. Une discussion animée a suivi ce rapport qui sera publié. Le re-

nouvellement du bureau a confié la présidence pour 1887 à notre collègue M. Ch. Lagasse. — La Commission royale du travail a publié sur les logements d'ouvriers le rapport de M. Meus, avec un document annexé de M. Lagasse, demandant pour les habitations ouvrières diverses exemptions d'impôts ou de droits et aussi les réformes du Code indispensables à la stabilité du foyer de l'ouvrier. Elle a ensuite discuté et voté les conclusions du substantiel rapport de notre confrère, M. le chanoine Henri, sur les caisses d'épargne et les divers moyens de provoquer les habitudes de prévoyance. — Enfin nous venons de recevoir un très intéressant compte rendu des conférences pratiques d'économie sociale que M. le professeur Brants a tenues chez lui, tous les quinze jours, pendant l'année 1885-86. La première heure de chaque séance est consacrée à l'examen des publications nouvelles. Chacun est appelé à tour de rôle à rendre compte des revues, brochures ou livres; souvent une discussion s'engage, dirigée par le professeur. Dans la deuxième heure, celui-ci montre par quelles voies et quelle méthode d'investigation on aborde un sujet et on le traite en s'appuyant sur des bases solides. En appliquant la méthode d'observation de F. Le Play, on a étudié cette année principalement les sociétés coopératives de production : lunetiers de Paris, portefaix de Marseille, Nations d'Anvers, porteurs de bière des villes flamandes, artères de Russie, organisation de la maison Leclaire, la mine aux mineurs à Vicdessos, les boulangeries coopératives, etc... L'utilité de pareilles conférences pratiques n'est plus à démontrer; félicitons M. Brants de l'excellent exemple qu'il a donné, et souhaitons qu'il en soit fait de larges imitations.

MM. William de Perrin, Aug. de Muller, Aymé Foray, J. Swanski, P. dePuybaudet, H. Marion, Cousin, V. Brants, J. Le Picard, A. Béchaux, L. de Monge, l'abbé Faure, P. Sévenet, G. Picot, Chan. Pichon, H. Baudrillart, J. Maistre, G. Nivet, A. Planté, le comte d'Anthenaise, Thomereau, le marquis de Sainte-Croix, Ch. Dejace, A. Gibon, G. Halna du Fretay, Heurtaux-Varsavaux, A. Arcelin, Ch. Maurras, Delafoy, Urbain Guério, Delaissement, le vicomte de Verdalle, le docteur Margueritte, Manaud, Gaston David, Aug.-Isaac, Souvestre, H. Francotte, de Valence de Minardiére, Ch. Franchet, le comte Dejean, Chevallier, Madame la vicomtesse de Rieviers, Gontier, M. du Coetlosquet, Ch. Lagasse, Chambert, d'Orval, René de France, le marquis de Castelnau, A. Warner, A. Zimmermann, P. de Coubertin, Mascarel, Ch. de Ribbe, A. Renouard, G. Roy, Chassignet, Sevin Reybert, H. Clément, Paul Mame, R. P. Ludovic de Besse, J. Fourdinier, E. Le Corbeiller, de Goulard, E. Dulong, le P. Can, Bovet, Ch. Vasseur, de Bellaigne de Bughas, abbé Nantel, Mairey, voudront bien recevoir nos remerciements pour les communications qu'ils nous ont adressées et le présentations qu'ils ont faites aux Unions.

A. DELAIRE.

Le Gérant : C. TREICHE.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND. — DEUXIÈME SÉRIE.

Juillet-Décembre 1886.

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1886.

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION ANNUELLE

SÉANCES GÉNÉRALES. — I. — LA SCIENCE JURIDIQUE ET LA SCIENCE SOCIALE, allocution de **M. Jules Michel**, président de la Société d'économie sociale. — II. — F. LE PLAY ET SON ÉCOLE, discours de **M. Pont**, de l'Institut, président de chambre honoraire à la Cour de cassation, président de la Réunion annuelle. — III. — RAPPORTS, MÉMOIRES ET CONFÉRENCES, compte rendu sommaire, par **M. G. Ardant**. 1

RÉUNIONS DE TRAVAIL. — I. LOGEMENTS OUVRIERS ET SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES; communications de **MM. J. Le Picard, Cacheux, Goffinon, Gibon, Delagrangé**; compte rendu par **M. J. A. Des Rotours**, secrétaire. — II. L'AUTORITÉ PATRONALE ET LES GRÈVES; communications de **MM. Austry, Gibon, Goffinon, Maistre, Rémaury, Cheysson**; compte rendu par **M. Fleury-Ravarin**, auditeur au Conseil d'Etat, secrétaire. — III. SYNDICATS AGRICOLES; CAISSES RURALES; communications de **MM. le Mis de Froissard, Broch, le R. P. Ludovic, Welche**; compte rendu par **M. E. de Thieriet de Luyton**, ancien magistrat, secrétaire. 16

VISITES INDUSTRIELLES ET SOCIALES. — I. — L'ÉCOLE MUNICIPALE DIDEROT. — LES MAISONS A PETITS LOYERS. — II. — LA MÉNAGÈRE COOPÉRATIVE. — L'ÉTABLISSEMENT SAINT-NICOLAS. — LA MAISON DEBERNY-TULEU; compte rendu par **M. H. Dubreuil**. 29

EXCURSION DE BEAUVAIS. — LA MANUFACTURE NATIONALE. — L'INSTITUT AGRICOLE; compte rendu par **M. Albert Le Play**. 32

RÉUNION DES CORRESPONDANTS DES UNIONS DE LA PAIX SOCIALE ET RÉUNION DE CLOTURE. — Compte rendu par **M. H. Dubreuil**. 36

LES ESSAIS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE PATRONS ET OUVRIERS, première partie, par **M. Victor Brants**, professeur à l'Université de Louvain. . . . 42

L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET AGRAIRE DE L'IRLANDE, premier article, par **M. E. Fournier de Flaix**. 53

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, par **M. A. Fougousse**. 61

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1886.

LA CONSTITUTION DE LA FAMILLE DANS LE PASSÉ ET DANS LE PRÉSENT, d'après un livre récent, par **M. Claudio Jannet**, professeur d'économie politique à l'Institut catholique de Paris. 65

L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET AGRAIRE DE L'IRLANDE, dernier article, par **M. E. Fournier de Flaix**. 77

L'OCTROI, SES INCONVÉNIENTS, SES COMPENSATIONS, SON REMPLACEMENT ÉVENTUEL PAR UNE TAXE DIRECTE, discours prononcé à la Société d'économie politique, par **M. Ernest Brelay**. 86

LES ESSAIS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE PATRONS ET OUVRIERS, dernier article, par **M. V. Brants**. 101

UN BUDGET FÉODAL AU XV^e SIÈCLE, par **M. Ed. Le Corbeiller**. 115

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE, par **M. A. Delaire**. 117

LIVRAISON DU 1^{er} AOUT 1886.

LES RÉFORMES POSSIBLES EN MATIÈRE SUCCESSORALE, par **M. Pinard**, ancien ministre. 121

L'ALMANACH RURAL ET SON RÔLE COMME PUBLICATION POPULAIRE, par **M. Albert Le Play**. 131

LES PROJETS DE RÉFORME EN FRANCE DANS LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. —	
II. — LES DISCUSSIONS DANS LA DERNIÈRE CHAMBRE, par M. A. Renouard , secrétaire-général de la Société industrielle du Nord.	138
OBSERVATIONS DES VOYAGEURS. — LA COLONISATION FRANÇAISE AUX NOUVELLES-HÉBRIDES, par un Officier de marine	153
LA FEMME ET LE FOYER DOMESTIQUE, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. Antonin Rondelet	156
DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE COMMUNAUTÉS D'HABITANTS EN FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — Comité des travaux historiques et scientifiques	159
CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, par M. A. Fougèrousse	163

LIVRAISON DU 15 AOUT 1886.

LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES UNIONS EN 1885-1886, rapport présenté à la réunion annuelle, par M. A. Delaire	169
LE PARTI DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE EN ANGLETERRE, par M. Jules Angot des Rotours	180
LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU CANADA, par M. H. Fabre , commissaire général du gouvernement canadien à Paris.. . . .	184
UNE FAMILLE HEUREUSE, par M. Le Brument	197
LES PROJETS DE RÉFORME EN FRANCE DANS LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. —	
III. — LES PROJETS DE RÉFORME EN DEHORS DU PARLEMENT, par M. A. Renouard	201
UNE MONOGRAPHIE D'ATELIER. — LA MANUFACTURE MARTIN A TARARE ET SES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE, par M. G. de Champ	214
NE ŒUVRE DÉMOCRATIQUE DE BIENFAISANCE. — LES BUONOMINI DE FLORENCE, par le comte Bardi	217
UNIONS DE LA PAIX SOCIALE. — RÉUNIONS RÉGIONALES DE BESANÇON ET D'AUBUSSON, par M. A. Delaire	219
BIBLIOGRAPHIE.	224

LIVRAISON DU 1^{er} SEPTEMBRE 1886.

LE DROIT D'EXPROPRIATION ET SES LIMITES (<i>premier article</i>), par M. Jules Michel , ingénieur en chef des ponts et chaussées.	225
LES PROJETS DE RÉFORME EN FRANCE DANS LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. —	
IV. — LA RÉFORME DEVANT LA CHAMBRE ACTUELLE. — V. — UN ESSAI DE SOLUTION (<i>dernier article</i>), par M. Alfred Renouard	235
LES UNIONS DE LA PAIX SOCIALE ET L'ENQUÊTE SUR LA DÉPOPULATION, par M. P. Chamberbert	246
LA SCIENCE SOCIALE DANS L'HISTOIRE. — LE FERMAGE ET LE COLONAT CHEZ LES ROMAINS, à propos d'un livre récent, par M. Urbain Guérin	252
MÉLANGES ET NOTICES. — AUTOUR D'UNE VIEILLE MAISON (Eugène Rostand). — LE SOCIALISME D'ÉTAT DANS L'ADMINISTRATION DE L'ARMÉE.	262
CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, par M. A. Fougèrousse	264
BIBLIOGRAPHIE.	272

LIVRAISON DU 15 SEPTEMBRE 1886.

L'ASSISTANCE RURALE ET LE GROUPEMENT DES COMMUNES (<i>premier article</i>), par M. E. Cheysson	273
L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE ET SES APPLICATIONS EN FRANCE (<i>dernier article</i>), par M. Jules Michel	281
ÉTUDES D'HISTOIRE SOCIALE. — LES CLANS ET LES CASTES DANS L'INDE, d'après un livre récent, par M. Charles Maurras	293
LA CAISSE DE RETRAITE POUR LA VIEillesse, STATISTIQUE ET LÉGISLATION, à propos d'une loi nouvelle (<i>premier article</i>), par M. Félix Troyes	302
LE MOUVEMENT DE LA POPULATION EN FRANCE EN 1885, par M. E. Berbiguier	310
UNE COMMUNE RURALE DES ENVIRONS DE PARIS, par M. le comte d'Anthenaise	313

LA SOCIÉTÉ ANONYME IMMOBILIÈRE DES PETITS LOGEMENTS A ROUEN.	319
MÉLANGES ET NOTICES. — LES ÉTUDES COMPARÉES SUR LA FRANCE (1789-1889). — Trois documents sur les réformes testamentaires. — Un congrès d'œuvres sociales.	323
BIBLIOGRAPHIE.	328

LIVRAISON DU 1^{er} OCTOBRE 1886.

LA FORTUNE DES BOURGEOIS D'AUTREFOIS, par M. Albert Babeau	329
LA CAISSE DE RETRAITE POUR LA VIEILLESSE, STATISTIQUE ET LÉGISLATION (<i>deuxième article</i>), par M. Félix Troyes	342
DE QUELQUES USAGES QUI SE PERDENT DANS LES RAPPORTS DE PATRONAGE ET DE CHARITÉ, par M. Antonin Rondelet	350
L'ASSISTANCE RURALE ET LE GROUPEMENT DES COMMUNES (<i>deuxième article</i>), par M. E. Cheysson	350
LES FONDATIONS ET LA MAIN-MORTE CHEZ LES PEUPLES LIBRES, par M. Saint-Girons	368
ESSAI DE MONOGRAPHIE PARLÉE. — LES BERGERS DE BRIGA DANS LES ALPES-MARITIMES, par M. J. Pasquier	372
LE VIN A BON MARCHÉ. — LES DÉBITS DE VINS AUTRICHIENS, par M. de Pruines	376
BIBLIOGRAPHIE.	378
CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, par M. A. Fougères	379

LIVRAISON DU 15 OCTOBRE 1886 (1).

LA CHINE ET SES POPULATIONS RURALES, par M. le général Tcheng-Ki-Tong	335
ALLOCUTION de M. Claudio Jannet	396
LES LOIS SOCIALES, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. Beaune	398
LA CONDITION DES PAYSANS DANS L'EMPIRE BYZANTIN, par MM. Rudolff Meyer et Gabriel Ardant	403
LES COLLÉGIENS D'AUTREFOIS, notes recueillies dans un livre de raison, par M. Louis Guibert	413
L'ENQUÊTE SUR LES MAISONS OUVRIÈRES EN ANGLETERRE ET EN BELGIQUE, par M. E. Cheysson	419
LA CORPORATION DES TISSEURS LYONNAIS, par M. J.-B. Guise	425
UN COURS ÉLÉMENTAIRE D'ÉCONOMIE POLITIQUE ET D'ÉCONOMIE SOCIALE, PRÉFACE ET SOMMAIRE, par M. Jules Michel	429
UNIONS DE LA PAIX SOCIALE, par M. A. Delaire	435
BIBLIOGRAPHIE.	436

LIVRAISON DU 1^{er} NOVEMBRE 1886.

LES PROJETS DE RÉFORME DE LA LÉGISLATION OUVRIÈRE EN ITALIE, par M. René Lavollée	441
LES CLASSES SOCIALES SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — I. LES ARTISANS ET LES DOMESTIQUES, par M. le baron René de France	455
LES COLLÈGES ANGLAIS. — HARROW SCHOOL, par M. Pierre de Coubertin	466
ESQUISSE MONOGRAPHIQUE. — CHATEL-GUYON ET SES HABITANTS, par M. A. Gibon	474
L'IMPOT SUR L'ALCOOL DANS LES DIVERS PAYS, par M. R. Stourm	481
MÉLANGES ET NOTICES. — LE RÔLE DES INGÉNIEURS ET LES DEVOIRS DU PATRONAGE. — LES INSTITUTIONS PATRONALES DE LA SOCIÉTÉ COCKERILL A SÉRAING.	484
CORRESPONDANCE. — Patrons et ouvriers dans le bassin de la Ruhr, par M. Fèvre	488
BIBLIOGRAPHIE.	490
CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, par M. A. Fougères	491

(1) Cette livraison a reçu une pagination fautive. Le lecteur est prié de la rétablir régulièrement.

LIVRAISON DU 15 NOVEMBRE 1886.

LE RÉGIME SUCCESSORAL ET L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ANGLETERRE. — I. LA LÉGISLATION ET SON HISTOIRE, par M. Urbain Guérin .	497
ETUDES ÉCONOMIQUES. — LA CRISE MONÉTAIRE DU XVI ^e SIÈCLE, par M. Jules Angot des Rotours .	506
LA MÉTHODE DANS LA SCIENCE DU DROIT, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. P. du Maroussem .	515
LE MOUVEMENT AGRAIRE EN AUTRICHE, par M. Kaempfe .	525
L'ENQUÊTE SUR LES PRIX ET LE COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES, par M. Cheysson .	534
LA SOCIÉTÉ BELGE D'ÉCONOMIE SOCIALE. — LES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1885-1886, par M. V. Brants , secrétaire perpétuel.	538
MÉLANGES ET NOTICES. — L'ASSOCIATION, LE PATRONAGE ET LA MISSION DE L'ÉTAT; DISCOURS DE MGR FREPPEL AU CONGRÈS D'ANGERS. — L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES APPRENTIS DE LA MAISON CHAIX. — LE TRIBUNAL DES ACEQUIEROS DE VALENCE (Roure y Rovirola). — L'HOSPITALITÉ A TOYNBEE HALL.	542
UNIONS DE LA PAIX SOCIALE, par M. A. Delaire .	547
BIBLIOGRAPHIE.	552

LIVRAISON DU 1^{re} DÉCEMBRE 1886

LA PROTECTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ, par la Rédaction .	553
PÉTITION ADRESSÉE AU SÉNAT, par Jules Fourdinier , propriétaire.	555
PROJET DE LOI POUR ASSURER LA PROTECTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ.	561
LES PERSPECTIVES DE LA DÉMOCRATIE, à propos de publications récentes, par M. A. Boyenval .	572
LE CONGRÈS DES ŒUVRES SOCIALES A LIÈGE, par M. Charles Dejace , professeur à l'Université de Liège.	584
LES UNIVERSITÉS ANGLAISES. — CAMBRIDGE, par M. Pierre de Coubertin .	593
LE RENGAGEMENT DES SOUS-OFFICIERS, d'après le projet de loi du ministre de la guerre, par M. L. de Taffanel .	605
CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, par M. A. Fougereousse .	609
BIBLIOGRAPHIE.	615
PROGRAMME D'UNE SÉRIE DE CONFÉRENCES, par MM. Claudio Jannet, Urbain Guérin et E. Cheysson .	616

LIVRAISON DU 15 DÉCEMBRE 1886.

UN VOYAGE AGRICOLE DANS LE POITOU. — LES CULTIVATEURS DU LOUDUNAIS, par M. Henri Bandrillart , de l'Institut.	617
UNE FAMILLE DU ROUERGUE AVANT 1789, par M. Teissier .	628
LES PETITES NATIONS DU BAS-DANUBE, d'après quelques publications récentes, par M. Gabriel Ardant .	642
LE RÉGIME SUCCESSORAL ET L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ANGLETERRE. — II. — LA PRATIQUE ET SES RÉSULTATS, par M. Urbain Guérin .	652
RÉUNION MENSUELLE DU GROUPE DE PARIS. — Analyse de la correspondance. — LA QUESTION DES ALCOOLS AU DOUBLE POINT DE VUE DE L'HYGIÈNE ET DU FISC; discussion à laquelle ont pris part MM. le Dr Poitou-Duplessy , René Stourm et Cheysson . — Compte rendu par M. A. Dupare .	667
LA MÉTHODE D'OBSERVATION, par M. Claudio Jannet , compte rendu de la séance d'ouverture des conférences pratiques de la société d'économie Sociale, par M. J. Angot des Rotours .	673
UNIONS DE LA PAIX SOCIALE.	675
BIBLIOGRAPHIE.	672

TABLE ANALYTIQUE

DU TOME SECOND. — DEUXIÈME SÉRIE.

Juillet-Décembre 1886.

(Par suite d'une erreur typographique les feuilles 27 à 30 dans le numéro du 15 octobre ont été mal paginées; le lecteur est prié de vouloir bien rétablir la pagination régulière.)

A

- ABSENTÉISME** (Inconvénients de l'), 612, 655.
- ACCIDENTS DU TRAVAIL** (LÉGISLATION DES). — La nouvelle juridiction arbitrale créée en Allemagne, 105. — Les projets de réforme en France devant l'ancienne Chambre, 138 à 152; en dehors du Parlement, 201 à 213; devant la Chambre actuelle, 235; essai de solution, 239 à 245. — Loi sur la responsabilité des patrons en Italie, 447. — Vœux du Congrès de Liège, 591.
- AGRICULTURE**. — L'art par excellence de la Chine, 389 à 393. — Ses avantages, 395. — Le mouvement agraire en Autriche, 525. — La crise agricole en France, 558.
- ALCOOLISME**. — L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays, 481. — Nécessité de l'intervention de l'Etat, 591. — Effets de l'alcoolisme, 668. — Le rôle de l'impôt, 669. — Les remèdes contre l'alcoolisme, 671.
- ALLEMAGNE**. — Essais de conciliation et d'arbitrage, 103. — La législation des Hofgüter, 229. — Les Rentengüter en Prusse, 232. — L'impôt sur l'alcool, 481. — Patrons et ouvriers dans le bassin de la Ruhr, 488.
- ALMANACH RURAL**. — Son rôle comme publication populaire, 132 à 137.
- ANCIEN RÉGIME**. — Les assemblées générales de communauté d'habitants, 139. — Les classes sociales sous l'ancien régime, 455 à 465. — Époque comprise sous cette dénomination, 506.
- ANGLETERRE**. — Les conseils d'arbitrage, 46. — L'indépendance de l'Irlande, 53, 71. — Le mouvement coopératif, 61, 167. — Les études sur la famille, 65. — Le parti de la liberté individuelle, 180. — La domination anglaise au Canada, 184. — L'enquête sur les maisons ouvrières, 319. — Les fondations et la main-morte, 369. — Les collèges et les universités, 466 à 473; 593 à 604. — L'impôt sur l'alcool, 481. — Le régime successoral et la propriété foncière, 497 à 503; 652 à 666.
- ANTHENAISE** (M. le comte d.) — Réunion du groupe d'Eure-et-Loir à Chartres, 118. — Une commune rurale des environs de Paris, 313 à 318.
- APPRENTISSAGE**. — Les réformes à apporter dans son organisation, 22. — L'école Diderot, 29. — L'institution de Saint-Nicolas, 30. — L'apprentissage dans la manufacture Martin à Tarare, 215. — Les apprentis de la maison Chaix, 544.
- ARBITRAGE**. — Les essais de conciliation et d'arbitrage entre patrons et ouvriers, dans les différents pays, 41 à 52, 101 à 111. — Rapport au Congrès de Liège et à la commission royale du travail en Belgique, 589.
- ARDANT** (M.). — La condition des paysans dans l'empire Byzantin, 403 à 413. — Les petites nations du Bas Danube, 642 à 651.
- ASSISTANCE**. — L'assistance rurale et le groupement des communes, 273 à 280; 358 à 367. — Loi régissant l'assistance communale en Suisse, en Belgique, en Allemagne et en France, 278.
- ASSOCIATION**. — Réforme de la loi de 1867, 25. — Vices de la loi de juin 1865 sur les associations syndicales, 283. — L'association et le patronage, 442. — Dans les campagnes, 626. — (V. COOPÉRATION, SOCIÉTÉS, SYNDICATS.)
- ASSURANCES**. — L'assurance obligatoire et l'assurance facultative, 243. — Proportion considérable d'ouvriers assurés en Angleterre, 309. — Projet d'une caisse d'assurances volontaires contre les accidents en Italie, 443. — Les nouvelles caisses d'assurances en Allemagne, 489. — Vœu émis en faveur

de l'assurance obligatoire par le Congrès de Liège, 590 à 591.

AUTORITÉ PATERNELLE. — Affaiblissement du principe d'autorité dans les familles, 123. — Le droit d'exhérédation, 126. — La continuité dans la famille chinoise, 391. — Base de la société en Angleterre, 662.

AUTRICHE. — Les débits de vins autrichiens, 376. — L'impôt sur l'alcool, 481. — Le mouvement agraire, 523 à 533. — Le rôle de l'Autriche-Hongrie dans la péninsule des Balkans, 649.

B

BABEAU (M.). — La fortune des bourgeois d'autrefois, 330 à 341. — Artisans et domestiques d'autrefois, 455.

BANQUES POPULAIRES. — Les caisses rurales en Italie, 27. — Les banques mutuelles en Chine, 394.

BARDI (M. le comte). — Les Buonomini de Florence, 217.

BAUDRILLART (M. Henri). — Les cultivateurs du Loudunais, 617 à 627.

BELGIQUE. — Les essais de conciliation et d'arbitrage, 111. — La Société belge d'économie sociale, 120, 538, 679. — Le Congrès d'œuvres sociales à Liège, 326 ; 584 à 592. — L'enquête sur les maisons ouvrières, 419. — La commission du travail, 441. — L'impôt sur l'alcool, 481, 590. — Le rôle des ingénieurs et le patronage, 484. — La Société Cockerill, 486.

BERBIGUIER (M. E.). — La population de la France en 1885, 310 à 312.

BESSE (LE R. P. LUDOVIC DE). — Les caisses rurales fondées en Italie par M. Léon Wollemborg, 27.

BEAUNE (M. Henri). — Les Unions de la paix sociale à Lyon, 119, 687. — Les lois sociales d'après un livre récent, 398 à 402.

BIBLIOGRAPHIE, p. 224, 328, 378, 439, 440, 490, 552, 614, 672.

BIENS COMMUNAUX. — Conséquence de leur destruction en Angleterre, 653. — Abolition des droits d'usage en Espagne, 655.

BIENS DE FAMILLE. — Nécessité de les reconstituer en France, 230 à 234. — Estimation du bien de famille au moyen du revenu cadastral, 564. — Caractères du bien de famille, 562 à 566. — Le bien de famille et les créanciers, 567. — Droits du conjoint et des enfants mineurs, 569. — Le partage des petites successions et

de celles où se trouve un bien de famille, 570.

BOURGEOISIE. — La fortune des bourgeois d'autrefois, 330 à 341. — Infériorité de la bourgeoisie au point de vue du patronage, 575.

BOYENVAL (M. A.). — Les perspectives de la démocratie, 572 à 583.

BRANTS (M. V.). — Les essais de conciliation et d'arbitrage entre patrons et ouvriers, 41 à 52 ; 101 à 114. — La Société belge d'économie sociale : travaux de 1885-1886, 538.

BRELAY (M. E.). — L'octroi, ses inconvénients et ses compensations, 86 à 100.

BROCH (M.). — Les caisses rurales d'épargne en Norvège, 27.

BUDGET. — Un budget féodal au xv^e siècle, 115. — Utilité des comptes détaillés de recettes et de dépenses pour rendre compte de la constitution d'une famille, 173.

BYZANCE. — La condition des paysans dans l'empire d'Orient, 403 à 412.

C

CACHEUX (M. E.). — Les habitations ouvrières, 17.

CAISSE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse. — Statistique et législation, 302 à 309 ; 342 à 349. — (V. PATRONAGE.)

CAISSES D'ÉPARGNE. — Les caisses rurales de Norvège, 27. — Accaparement des fonds des caisses d'épargne par l'Etat, 28. — (V. BANQUES POPULAIRES.)

CANADA. — La liberté testamentaire au Canada, 71. — Colonisé jadis par les cadets des familles françaises, 125. — La Société française au Canada, 183 à 196. — Emprunt fait par les Canadiens français à la législation protectrice du homestead, 561.

CAPITAL. — Se forme au xvi^e siècle, 508.

CASTES. — Leur origine dans l'Inde, 300.

CHAMBERT (M. P.). — Une enquête sur la dépopulation, 44 ; 246 à 251 ; 548.

CHAMP (M. G. de). — La manufacture Martin à Tarare et ses institutions de prévoyance, 214 à 216.

CHARITÉ. — Sa merveilleuse organisation à Paris, 273, 274.

CHATEL-GUYON ET SES HABITANTS. — Esquisse monographique, 474 à 480.

CHEYSSON (M. E.). — Avantages et inconvénients des sociétés anonymes, 23. — Quelques remèdes à l'antagonisme déclaré entre ouvriers et patrons, 24. — L'assistance rurale et le groupe-

- ment des communes, 273 à 280 ; 358 à 367. — L'enquête sur les maisons ouvrières en Angleterre et en Belgique, 419 à 424. — L'enquête sur les prix et le comité des travaux historiques et scientifiques, 534. — Les moyens répressifs et réglementaires contre l'alcool, 671.
- CHINE. — Ses populations rurales, 387. — L'autorité paternelle et les coutumes de succession, 390. — La vie des champs et la petite culture, 392. — La civilisation chinoise, 396.
- CHRISTIANISME. — Son influence prédominante sur la vie de famille, 69. — Son rôle dans la réforme sociale, 75. — La part de l'Evangile dans la civilisation, 397.
- CHRONIQUES DU MOUVEMENT SOCIAL. — Le Congrès de Plymouth, le mouvement coopératif en Angleterre, 61. — Les prévisions de l'avenir, 63. — La boulangerie d'Angoulême, 63. — Le mouvement de la criminalité en France depuis quinze ans, 163. — Un nouvel essai de la mine aux mineurs, 165. — Le projet de loi militaire, 166. — Le Congrès de Plymouth, 167. — La manifestation de Bruxelles, 263. — Le Congrès de Nancy : les logements ouvriers aux Etats-Unis, 263 ; le rendement agricole, 265. — Congrès des Sociétés coopératives de consommation, 266. — Grèves de Vierzon, 268. La criminalité en Italie, 269. — Les dernières tendances de l'esprit coopératif, 379. — Evolution commerciale, 379. — Le legs Rampal, 380. — Enquête sur l'état social en Angleterre, 383. — Colonisation française au Sahara, 384. — Le Congrès de Milan et la coopération en Italie, 491. Les classes de garde et de vacances, 609. — Petits logements, 610. — Emigration italienne, 611. — Absentéisme et résidence, 612. — Force motrice par air comprimé à Birmingham, 614. — La culture du blé à grands rendements, 614.
- CIVILISATION. — Ses éléments moraux et ses éléments matériels, 66. — Sa définition, 67. — Le rôle de l'Evangile, 397.
- CLASSES SOCIALES. — Les classes et les castes dans l'Inde, 297. — Les classes sociales sous l'ancien régime, 455. — Les devoirs des classes dirigeantes, 566.
- CLERGÉ. — Le clergé au Canada, 191. — Nécessité d'étudier les questions sociales, 587. — Le rôle du clergé en Allemagne, 587.
- COLLÈGES. — Les collégiens d'autrefois, 414. — Les collèges anglais ; Harrow-school, 466 à 475.
- COLONAT. — Chez les Romains, 252.
- COLONISATION. — Entravée par notre régime de succession, 124. — La France aux Nouvelles-Hébrides, 153 à 156. — Bibliographie, 615.
- COMMUNAUTÉS. — Les assemblées générales des communautés d'habitants en France sous l'ancien régime, 158.
- COMMUNES. — Inconvénient de laisser aux communes le droit de légiférer en matière fiscale, 87. — L'assistance rurale et le groupement des communes, 273, 358. — Une commune rurale des environs de Paris, 313. — La commune dans l'empire byzantin, 406. — Chatel-Guyon et ses habitants, 474. — Le régime communal en Serbie, 646.
- CONCILIATION. — (V. ARBITRAGE.)
- CONFÉRENCES pratiques sur la méthode des monographies de famille et les voyages d'études, 616, 673.
- CONGRÈS d'œuvres sociales à Liège, 326 ; 584 à 592.
- COOPÉRATION. — Les Sociétés coopératives et le petit commerce, 23. — (V. CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL.)
- COUBERTIN (Pierre de). — Les collèges anglais ; Harrow-school, 466. — Les universités anglaises ; Cambridge, 593.
- CORPORATION. — La corporation et ses coutumes au moyen âge, 43. — Inconvénient d'un retour au régime des corporations légales, 74. — Constitution des tribunaux d'arbitrage par les corporations d'arts et métiers en Allemagne, 104. — La corporation obligatoire en Autriche, 106. — Remède proposé pour atténuer l'antagonisme des patrons et des ouvriers, 237. — La corporation des tisseurs lyonnais, 415. — Le rétablissement des corporations et le Congrès de Liège, 589.
- CRÉANCIER. — Limitation du gage dans l'intérêt de la famille, 230.
- CRÉDIT. — Utilité d'une garantie législative contre l'abus du crédit, 76. — Impuissance du crédit agricole pour améliorer la situation de l'agriculture en Autriche, 528.

D

- DEJACE (M. Ch.). — Sur les assurances ouvrières, 538. — Réunion annuelle de Liège, 540. — Le congrès des œuvres sociales à Liège, 584 à 592.
- DELAIRE (M. A.). — La société d'Economie sociale et les Unions en 1885-1886 ; rapport annuel, 169 à 179. — (V. RÉUNION ANNUELLE ET UNIONS DE LA PAIX SOCIALE.)

DELAGRANGE (M. le commandant). — La réforme de la loi de 1867 sur les associations, 19, 25.

DÉMOCRATIE. — Les perspectives de son avenir, 572 à 583. — Ses caractères dans les villes et dans les campagnes, 576 : dans la Grèce moderne, 577.

DÉPOPULATION. — L'enquête sur la dépopulation et le rôle des Unions de la paix sociale, 14, 246 à 251, 548. — Causes principales de la dépopulation, 124, 250.

DEVAS (M.). — Ses travaux sur l'organisation de la famille confirment les conclusions de Le Play, 65.

DIMANCHE. — Respect du Dimanche à Chatel-Guyon, 179. — Le repos dominical au Congrès de Liège, 588.

DOMAINE PATRIMONIAL. — (V. BIENS DE FAMILLE, PROPRIÉTÉ.)

DOMESTIQUES. — Sous l'ancien régime, 463.

DOTAL (LE RÉGIME) et ses abus, 72.

DROIT. — La méthode dans la science du droit, 515 à 524.

E

EGLISE. — Son rôle prépondérant dans la législation du mariage, 73 ; dans la réforme sociale, 75.

EMIGRATION. — L'émigration italienne, 610. — Est peu développée dans le Loudunais, 626.

ENFANTS. — L'union des enfants dans la famille chinoise, 391. — Les collégiens d'autrefois, 443. — Le travail des enfants dans les manufactures en Italie, 450 ; en Belgique, 541, 590. — Les collèges et les universités en Angleterre, 466, 593.

ENQUÊTE. — Faite par les Unions de la paix sociale sur la dépopulation en France, 248, 312. — Recommandée par Le Play dans le programme des Unions, 249. — La variation des prix et le Comité des travaux historiques et scientifiques, 534.

ÉPARGNE. — Puissance de l'épargne dans une famille heureuse, 197. — L'épargne chez les horiges d'autrefois, 335, 340. — L'épargne et la terre en Chine, 395. — L'épargne et son bon emploi, 432. — Rôle de la monnaie, 508.

ÉTAT. — Rôle et limite de l'intervention de l'État dans le domaine du travail, 33, 73 ; dans les questions sociales, 585.

ÉTATS-UNIS. — Essais de comités d'arbitrages et de conciliation, 404. — Les lois de *Homestead*, 231, 561, 563. — Les logements d'ouvriers, 265. — Les

fondations et la main-morte, 369. — L'impôt sur l'alcool, 481. — Palliatifs contre les inconvénients de la démocratie, 578. — Contradictions et avantages du mécanisme constitutionnel des États-Unis, 580.

EXHÉRÉDATION. — Le droit d'exhérédation et l'autorité paternelle, 126.

EXPROPRIATION. — Le droit d'expropriation et ses limites, 225 à 235 ; 281 à 294. — Protection de la petite propriété contre l'expropriation pour dettes, 553 à 571.

F

FABRE (M. Hector). — La société française au Canada, 184 à 196.

FAMILLE. — Sa constitution dans le passé et le présent, 65 à 76. — Points faibles de son organisation en Angleterre, 70. — Exemple d'une famille heureuse, 197. — Rôle bienfaisant exercé autrefois par la famille vis-à-vis des infirmes, des vieillards et des incurables, 277. — Perpétuité de la famille chinoise, 391. — La famille patriarcale dans les Balkans, 644. — (V. BIENS DE FAMILLE, MONOGRAPHIES.)

FEMME. — Observations contre la thèse de l'égalité des droits de l'homme et de la femme, 72. — La protection de la femme dans le domaine du travail, 73. — La femme et le foyer domestique, 158 à 158. — La ménagère dans une famille heureuse, 197. — Son rôle dans l'institution du *Homestead*, 562.

FERMAGE. — Chez les Romains, 252. — Son impuissance en face de la crise économique, 554. — Ses inconvénients en Angleterre, 656.

FÈVRE (M. L.). — Patrons et ouvriers dans le bassin de la Ruhr, 488 à 490.

FISC. — Réforme des lois fiscales en matière successorale, 129, 565, 665. — L'alcool et le fisc, 481, 669.

FLEURY-RAVARIN. — Communication du rapport de M. Chambert sur la dépopulation, 14, 246. — Compte rendu de la discussion sur l'autorité patronale et les grèves, 19 à 23.

FOUGEROSSE (M. A.). — Rapport sur la coopération, 14. — Visite à la ménagère coopérative, 30. — (V. CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL.)

FOURDINIER (M. Jules). — Auteur d'une pétition en faveur de l'insaisissabilité des petits domaines, 548, 555, 678.

FOURNIER DE FLAIX (M. E.). — L'indépendance politique et agraire de l'ir-

lande, 53 à 60, 77 à 85. — Ses travaux sur l'alcoolisme, 490, 668.

FRANCE (M. le baron René de). — Les classes sociales sous l'ancien régime, 455 à 465.

FROISSARD (M. le marquis de). — Le syndicat agricole de Poligny, 25.

G

GIBON (M. A.). — La société coopérative des forges de Commentry, 18. — L'autorité des patrons et les grèves, 31. — Réunion régionale de Nevers, 178, 436. — Chatel-Guyon et ses habitants, 474 à 480.

GOFFINON (M. E.). — Les grandes maisons ouvrières, 18. — Les réformes nécessaires de l'apprentissage, 22.

GRÈVES. — L'autorité patronale et les grèves, 19 à 23.

GUÉRIN (M. Urbain). — Le fermage et le colonat chez les Romains, 253 à 268. — Monographie des maraîchers de Deuil, 378. — Le régime successoral et l'état de la propriété foncière en Angleterre, 497 à 505; 631 à 666. — Conférences pratiques sur la méthode d'observation et les monographies de famille, 616.

GUBERT (M. Louis). — Les collégiens d'autrefois, 413 à 418.

GUISE (M. J.-B.). — La corporation des tisseurs lyonnais, 425 à 428.

H

HISTOIRE. — Le rôle des faits économiques dans l'histoire, 507. — Les deux formes de la méthode d'observation pour la reconstitution du passé, 519.

HOMESTEAD EXEMPTION. — Utilité d'introduire dans nos codes une disposition analogue, 76. — Législation de l'Homestead aux Etats-Unis, 230. — Projet de loi analogue présenté en Autriche, 528. — Projet de législation pour la protection de petite propriété en France, 548, 561 à 571.

HYPOTHÈQUE. — Dangers de l'hypothèque en France, 233.

I

IMPOT. — Difficulté de supprimer et de remplacer les impôts indirects, 93. — L'impôt sur l'alcool dans les divers pays, 481. — Son vrai rôle, 670.

INDE. — Les clans et les castes dans l'Inde, 295 à 301.

IRLANDE. — L'indépendance politique et agraire de l'Irlande, 53 à 60, 78 à 85.

ITALIE. — Caisses rurales de crédit, 27. — Une œuvre démocratique de bienfaisance, 219. — La criminalité, 269. — La législation ouvrière, 441 à 454. — Le congrès de Milan et la coopération, 491. — L'émigration, 616.

J

JANNET (M. Claudio). — La Chine et l'Europe, allocution en réponse au général Tchong-Ki-Tong, 13, 196. — La constitution de la famille dans le passé et dans le présent, 65 à 76. — La crise monétaire du xvi^e siècle, 506. — Sur l'extension de la quotité disponible, 565. — Conférence sur la méthode d'observation, 616, 673.

JUBILÉ. — But social de cette partie de la législation mosaïque, 235.

K

KAEMPFE (M. le D^r). — Le mouvement agraire en Autriche, 15; 525 à 533.

L

LAVOLLÉE (M. René). — Les projets de réforme de la législation ouvrière en Italie, 441 à 454.

LE BRUMENT (M.). — Une famille heureuse, 197 à 200.

LE CORBEILLER (M. Edouard). — Un budget féodal au x^ve siècle, 115.

LÉGISLATION OUVRIÈRE. — Projets de réforme en Italie, 441 à 454; en Belgique, 541, 590. — (V. ACCIDENTS, ARBITRAGE, ENFANTS.)

LÉGISLÉS. — Utilité de leur concours dans l'œuvre de réforme, 9, 555.

LE PLAY (F.), et l'Ecole de la paix sociale, discours de M. P. Pont, 3 à 11.

LE PLAY (M. Albert). — L'institut agricole de Beauvais, 32 à 36. — L'almanach rural, son efficacité, 132.

LIBERTÉ TESTAMENTAIRE. — N'exclut pas certaines obligations naturelles du père à l'égard de ses enfants, 76. — Avantages de ce régime, 71. — La liberté testamentaire au Canada, 71. — Moyen d'assurer la stabilité de la famille, 229. — Son histoire et ses progrès en Angleterre, 502. — Usitée autrefois surtout dans les pays de droit écrit, 522. — Ses effets dans l'ancienne France, 659; en Suisse, en Espagne, 659. — Ses bienfaits résultats au point de vue social en Angleterre, 661.

LICITATION. — Proportion exorbitante des frais de licitation judiciaire, pour les petits biens, 129, 565.

- Lois.** — Influence réciproque des mœurs et des lois, 150. — Les lois sociales, 398.
- LUXE.** — Déchaînement du luxe dans la classe dirigeante, 485, 586, 588.
- LOUDUNAIS.** — Les cultivateurs du Loudunais, 617 à 627.
- M**
- MAIN-MORTE.** — Les fondations et la main-morte chez les peuples libres, 368.
- MAISONS OUVRIÈRES.** — Les maisons ouvrières, 16 à 18. — Visites de maisons à petits loyers, 29. — Les logements ouvriers en Amérique, 265. — La société anonyme des petits logements à Rouen, 319 à 322, 678. — L'enquête sur les maisons ouvrières en Angleterre et en Belgique, 419 à 424. — La question des maisons ouvrières au congrès de Liège, 594; à la commission royale du travail à Bruxelles, 680. — Les petits logements et le conseil municipal de Paris, 610.
- MARIAGE.** — Les arrangements pécuniaires, 68. — Le mariage dans les classes ouvrières, 73.
- MAROUSSEM (M. P. du).** — La méthode dans la science du droit, 515 à 524.
- MAURICE (Ile).** — Heureuses modifications apportées au Code civil français, 128.
- MAURRAS (M. Charles).** — Les classes et les castes dans l'Inde, 295 à 301.
- MÉLANGES ET NOTICES.** — Autour d'une vieille maison, 261. — Le socialisme d'Etat dans l'administration de l'armée, 265. — L'union des commerçants par paroisses, 294. — Les études comparées sur la France, 323. — Trois documents sur les réformes testamentaires, 324. — Un congrès d'œuvres sociales, 326. — Le rôle des ingénieurs et les devoirs du patronage, 484. — Les institutions patronales de la société Cockerill à Seraing, 486. — L'association, le patronage et la mission d'Etat, 542. — L'école professionnelle des apprentis de la maison Chaix, 544. — Le tribunal des Acequieros de Valence, 545. — L'hospitalité à Toynbee Hall, 546.
- MÉTAYAGE.** — Ses avantages d'après Columelle, 253. — Tend à remplacer le ferman, 259. — Est une des conditions de la conservation de l'agriculture nationale, 554.
- MÉTHODE D'OBSERVATION.** — Base des travaux de F. Le Play et de l'école de la paix sociale, 398. — Introduite dans la science du droit, 514. — Son utilité, 664. — Son application à l'étude des problèmes contemporains, 673.
- MEYER (M. Rudolf).** — Fait connaître en Europe la législation américaine du Homestead, 231. — Les paysans dans l'empire byzantin, 403 à 412.
- MICHEL (M. Jules).** — La science juridique et la sciencesociale, 1. — Clôture de la réunion annuelle, 15. — Le droit d'expropriation et ses limites, 13, 225 à 235. — L'expropriation pour cause d'utilité publique et ses applications en France, 231 à 294. — Auteur d'un cours élémentaire d'économie politique et d'économie sociale, 429 à 434.
- MONOGRAPHIES DE FAMILLE.** — Tâche spéciale de la société d'Economie sociale, 170. — Les monographies de familles font connaître la complexion intime d'une société, 261. — Monographies en cours, 435. — Conférences pratiques sur la méthode des monographies de famille, 615. — Utilité de la méthode des monographies, 664, 674.
- MONNAIE.** — La crise monétaire du XVI^e siècle, 506 à 514.
- MORCELLEMENT.** — Inconvénients du morcellement exagéré de la terre, 123.
- MOYEN AGE.** — Sa délimitation historique, 506.
- O**
- OCCUPATIONS TEMPORAIRES, en vertu d'arrêts préfectoraux** 287.
- OCTROI (l').** — Ses inconvénients et ses compensations, 86 à 100.
- OUVRIERS DES DEUX MONDES.** — Publication de monographies de familles, 170, 171, 378, 435. — (V. MONOGRAPHIES.)
- P**
- PARTAGE ÉGAL.** — Imposé par les conquérants aux peuples vaincus, 498. — Usité surtout dans les pays coutumiers de l'ancienne France, 522.
- PASQUIER (M. l'abbé J.).** — Les bergers de Briga (Alpes-Maritimes), 372.
- PATRONAGE.** — L'autorité patronale et les grèves, 19. — Les sociétés anonymes et la pratique du patronage, 24, 484. — La responsabilité des patrons en cas d'accident, 141. — Le patronage dans la manufacture Martin à Tarare, 214. — Les grandes sociétés minières et les caisses de retraite, 307. — Transformation des rapports de patronage, 350. — Les ingénieurs et le patronage, 484. — Les institutions patronales de la société Cockerill, 486. — Patrons et ouvriers dans le bassin de la Ruhr, 488. — L'association, le patronage et l'Etat, 542. — Abandon

- dupatronage par la bourgeoisie, 575.
— Absentéisme et résidence, 612.
- PAUPÉRISME. — Le paupérisme agricole en Angleterre, 653.
- PÈRES DE FAMILLE. — Constituent une aristocratie naturelle, 582. — (V. AUTORITÉ PATERNELLE.)
- PINARD (M. Ernest). — Les réformes en matière successorale, 121 à 130.
- POITOU-DUPLESSY (M. le doct.). — La question de l'alcool, 668.
- PONT (M. P.). — Le Play et son école, 3 à 11.
- POPULATION. — Désorganisation de l'Occident, 71. — Influence fâcheuse de la désertion des campagnes, 273. — Le mouvement de la population en France en 1885, 310. — (V. DÉPOPULATION.)
- PRÊT A INTÉRÊT. — Modification au xvi^e siècle des idées sur le prêt, 512.
- PRIX. — L'enquête sur les prix et le comité des travaux historiques et scientifiques, 419. — Les prix en 1790, 439.
- PROGRÈS. — Sens véritable de cette expression, 651.
- PROPRIÉTÉ. — Distinction à établir entre la propriété mobilière et la propriété foncière, 225. — Origine et raison d'être de la propriété foncière, 227. — Limitation du droit de propriété dans l'intérêt de la société, 228. — La propriété sous le régime féodal, 638.
- PROPRIÉTÉ (La grande). — Sa prédominance à Rome, 252. — Sa résistance dans les crises, 317. — Les grands propriétaires dans le Bas-Empire, 404. — Précautions prises par les empereurs byzantins contre l'accumulation des terres, 411. — Son rôle prépondérant en Angleterre, 651, 656.
- PROPRIÉTÉ (La petite). — Institutions qui la protègent en Allemagne et en Amérique, 230. — Son rôle en Chine, 394. — La petite propriété dans l'empire byzantin, 407. — Projets pour la protection de la petite propriété en France, 553 à 555. — La disparition de la petite propriété en Angleterre, 659. — Son impuissance en France, 663.
- PRUD'HOMMES (Conseils de). — En Allemagne, 103. — En France, 108. — En Belgique, 111. — En Italie, 451.
- PRUINES (M. A. de). — Les débits de vin autrichiens, 376.
- Q**
- QUOTITÉ DISPONIBLE (Extension de la). — A la moitié du patrimoine quel que soit le nombre des enfants, 127. —
- Dans les successions au-dessous de 10.000 fr., 565.
- R**
- RAIFFEISEN (M.). — A créé une forme spéciale de banques populaires, 27.
- RELIGION. — Le plus solide fondement de la stabilité, 398. — L'influence religieuse et la population, 401.
- RENAISSANCE. — Son rôle funeste, 403.
- RENOUARD (M. Alfred). — Les projets de réforme en France dans la législation des accidents du travail, 138 à 152, 201 à 213, 235 à 245. — Enquête à Lille sur les logements ouvriers, 677.
- RÉUNION ANNUELLE. — Compte-rendu des séances générales, 1 à 16; des réunions de travail, 16 à 29; des visites industrielles et sociales, 29 à 36; de la réunion des correspondants, 36 à 40; de la réunion de clôture, 41.
- RÉUNION MENSUELLE DE LA SOCIÉTÉ ET DES UNIONS à Paris. — La question des alcools au double point de vue de l'hygiène et du fisc, 667.
- RÉUNIONS RÉGIONALES. — A Besançon, 220; à Aubusson, 221.
- RICHESSSE (abus de la), 485, 586, 656.
- RONDELET (M. Antonin). — La femme et le foyer domestique, 156 à 158. — De quelques usages qui se perdent dans les rapports de patronage et de charité, 350 à 357.
- ROTOURS (M. Jules ANGOT des). — Le parti de la liberté individuelle en Angleterre, 180 à 183. — La crise monétaire du xvi^e siècle, 506 à 514. — La méthode d'observation, 673.
- ROUERGUE. — Une famille du Rouergue avant 1789, 628 à 641.
- ROUMANIE. — Législation protectrice du paysan, 646.
- ROURE Y ROVIROLA (M. P.). — Le tribunal des Acequeros de Valence, 545.
- S**
- SAISIE IMMOBILIÈRE. — Son extension et ses dangers en France, 233, 558.
- SAINT-GIRONS (M.). — Les fondations et la main-morte chez les peuples libres, 368 à 371.
- SALAIRE. — Essais d'établissement d'une échelle de salaire aux Etats-Unis, 101. — Les salaires des ouvriers agricoles dans le Loudunais, 624.
- SAUVAGES. — Intérêt attaché par certaines écoles à considérer la sauvagerie

rie comme l'état primitif de l'humanité, 67.

SCEPTICISME. — Influence dégradante du scepticisme, 200.

SERBIE. — Les domaines patrimoniaux, 645. — Le régime communal, 646.

SMITH (Adam). — Les dangers de son école, 182.

SOCIALISME. — La ligue contre le socialisme d'Etat en Angleterre, 180. — Tendance au socialisme d'Etat en Autriche, 531. — Les revendications du socialisme chrétien en Autriche, 532; au Congrès de Liège, 535, 590. — Le socialisme et la démocratie en France, 575.

SOCIÉTÉS ANONYMES (Les), 24, 484.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE. — Réunion annuelle, 1, 41. — Travaux en 1885-1886, 169 à 179. — Réunion mensuelle, 667 à 672.

SOCIÉTÉ BELGE D'ÉCONOMIE SOCIALE. — Travaux dans la session 1885-86, 538. — Reprise des séances, 679.

SOCIOLOGIE. — Fausse direction donnée aux observations sociales, 66.

STÉRILITÉ SYSTÉMATIQUE. — Conséquence du morcellement des héritages, 124. — Ses effets en France, 341, 665.

STOURM (M. René). — L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays, 481 à 483. — Le côté fiscal de la question sur l'alcool, 669.

SUBSTITUTIONS (Les) en Angleterre. — Leur organisation, 504. — Leur influence sur la concentration de la propriété foncière, 660.

SUCCESSIONS. — Les réformes possibles en matière successorale, 121 à 130. — Succession testamentaire et succession *ab intestat*, 122. — Inconvénients de la législation actuelle, 123. — Réformes : droit d'exhérédation, 126; extension de la quotité disponible, 127; suppression du partage égal *en nature*, 127; part plus large au conjoint survivant, 128; allègement des charges fiscales, 129. — La loi de succession en Chine, 392. — Le régime successoral et l'état de la propriété foncière en Angleterre, 497 à 505; 652 à 666.

SUMNER MAINE (Sir). — Portée sociale de ses études, 295. — Son ouvrage sur le *gouvernement populaire*, 572.

SYNDICATS. — Le syndicat agricole de Poligny, 25. — Utilité de l'expansion des syndicats agricoles, 28. — Origine des syndicats en France, 45. — Projet de syndicats mixtes, 110.

T

TAFFANEL (M. L. de). — Du rengagement des sous-officiers, 606.

TCHENG-KI-TONG (M. le général). — La Chine agricole, 385 à 397.

TEISSIER (M.). — Une famille du Rouergue avant 1789, 628 à 641.

TESTAMENT. — Moyen de fortifier l'autorité du père de famille, 123.

TROYES (M. Félix). — La caisse des retraites pour la vieillesse, 302 à 309; 342 à 349.

U

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE. — Réunions des correspondants et des délégués, 36 à 40. — Présentations et correspondance, 117, 220, 435, 548, 675. — Rapport annuel, 176 à 179. — (V. RÉUNION ANNUELLE, RÉUNIONS MENSUELLES, RÉGIONALES.)

UNIVERSITÉS. — Les Universités anglaises : Cambridge, 593 à 604.

USAGES. — La transformation des rapports de patronage et de charité, 350 à 357.

V

VIE RURALE. — Sa prédominance en Chine, 393; dans les Balkans, 645.

VILLES. — Inconvénients de leur accroissement excessif, 273.

VIOLET (M. Paul). — Utilité des relations personnelles entre ouvriers et patrons, 24. — Auteur du *Précis d'histoire du droit français*, 515 à 524.

VISITES INDUSTRIELLES ET SOCIALES. — Ecole municipale Diderot. — Maisons à petits loyers, 29 à 70. — Ménagère coopérative; établissement Saint-Nicolas; maison Deberny-Tuleu, 30 à 31. — Excursion à Beauvais : la manufacture; l'institut agricole, 32 à 36.

W

WAKFI (Biens). — Leur utilité sociale en Turquie, 648.

WELCHE (M. Ch.) — Expansion récente des syndicats agricoles, 28. — Dangers de l'accaparement par l'état français, des fonds déposés dans les caisses d'épargne, 28.

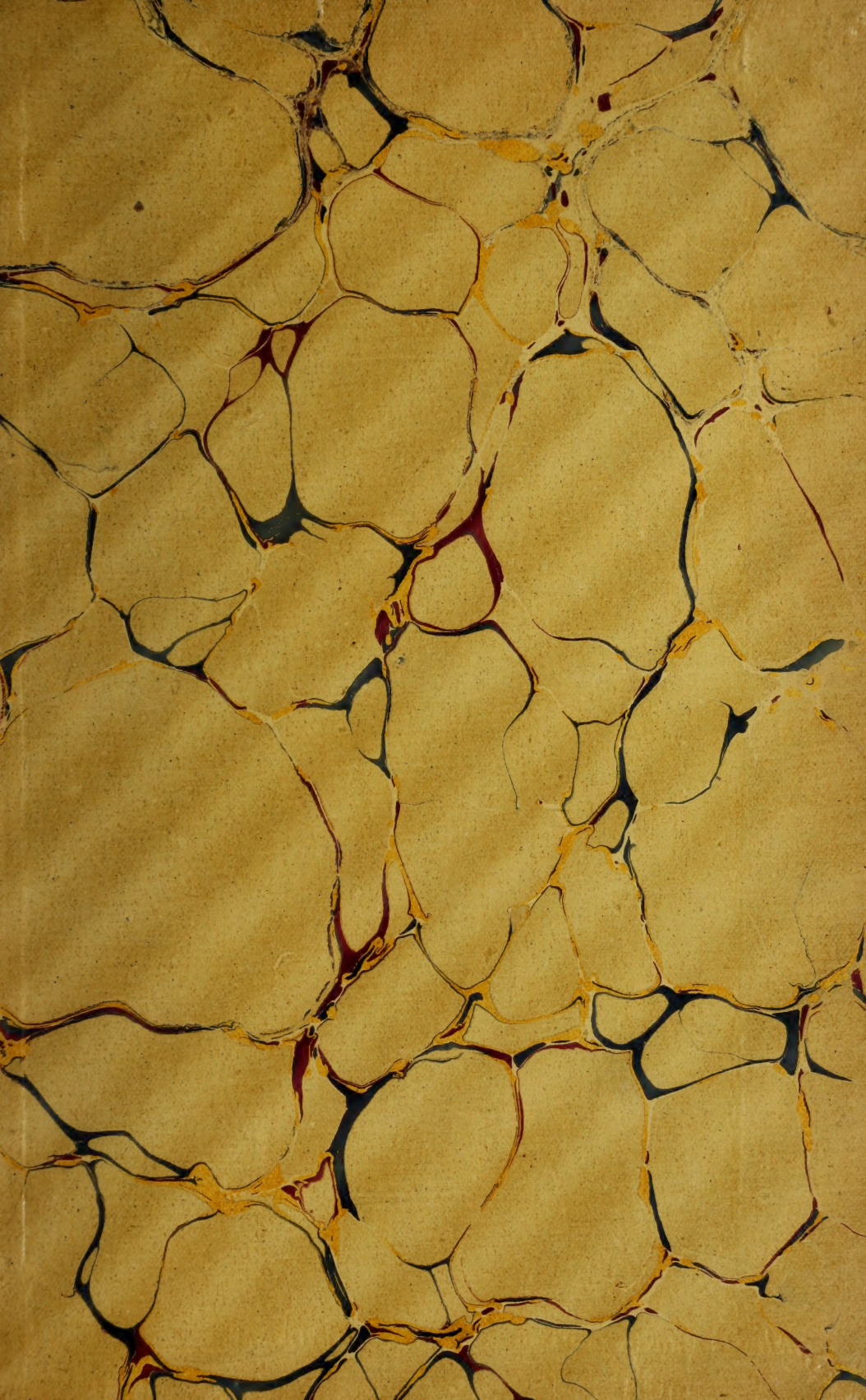
Z

ZADRUGA (La). — Son rôle dans les Balkans, 644.

G. ARDANT.

Secrétaire de la Société d'économie sociale.





UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 107014604